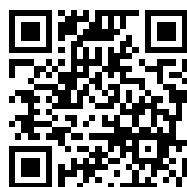

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google[™] books

<http://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

UC-NRLF

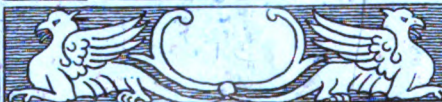


B 2 904 087

University of
California



Lux ex Tenebris.



Claus Spreckels Fund.



REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

T. LXVII. 1^{er} JANVIER 1900.

1

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE

NOUVELLE SÉRIE. — TOME XXIII

(LXVII^e DE LA COLLECTION)



PARIS
BUREAUX DE LA REVUE

5, RUE SAINT-SIMON, 5

1900

21
53
127



LA

PÉNITENCE DANS L'HISTOIRE

A PROPOS D'UN OUVRAGE RÉCENT

Un professeur distingué — quoique privatdocent — de l'Université de Berlin, M. le docteur Karl Holl, a publié, dans le courant de l'année dernière, un ouvrage d'une très grande importance sur un auteur chrétien de l'époque byzantine, Siméon le nouveau Théologien ¹. La troisième partie de cet ouvrage, celle qui présente un réel intérêt historico-doctrinal, a pour titre : *Le Pouvoir de lier et de délier du monachisme*. La thèse de M. Holl ne saurait passer inaperçue, ni, et encore moins, laisser indifférente la critique historique. Par le sujet auquel elle s'attaque, elle touche aux plus graves problèmes et, d'autre part, elle ne manque pas d'actualité, puisque dans ces derniers temps on s'est occupé, d'une manière toute spéciale, de cette question et d'autres qui y sont connexes. Le livre du professeur berlinois soulève une masse d'idées que l'histoire sévère a le droit d'examiner pour retenir ce qu'il y a de vrai et rejeter ce qu'il y a de faux, et nous met, par là même, en demeure de discuter les conclusions auxquelles il aboutit. Les lecteurs de la *Revue des questions historiques* voudront me pardonner de les conduire sur un terrain où il n'est pas toujours facile de trouver sa voie.

Je me propose donc d'examiner la même question, le même problème, sans parti pris, avec la plus grande impartialité, dégagé de toute préoccupation *à priori*, et en m'en tenant uniquement aux documents historiques et à l'exégèse des textes.

¹ *Enthusiasmus und Bussgewalt beim Griechischen Mönchtum. Eine Studie zu Simeon dem neuen Theologen*. Leipzig, J. C. Hinrichs, 1898.

Comme mon étude est un travail historique, pour rester toujours en contact avec le but que je poursuis, je suivrai l'ordre même du professeur allemand. On sait depuis longtemps que l'érudition d'outre-Rhin manque assez souvent de clarté et de méthode, et qu'elle n'est pas un modèle de concision, du moins pour l'esprit français. On ne s'étonnera donc pas si l'on ne trouve dans cette étude, à un suprême degré, les qualités auxquelles nous sommes habitués. Les exigences de la tactique m'imposent cette marche. Quant à l'histoire de la pénitence, elle pourra y trouver une nouvelle contribution.

1.

CLÉMENT D'ALEXANDRIE ET ORIGÈNE

M. Holl a jugé à propos de commencer son enquête par Clément d'Alexandrie et Origène. Peut-être sentait-il le besoin d'amener ces deux auteurs à la conception de la perfection chrétienne qu'il croit avoir dégagée d'un examen attentif des monuments de l'antiquité. Peut-être aussi a-t-il cru avec une entière bonne foi trouver dans les deux Alexandrins les preuves de sa théorie. Pour ce qui regarde Clément d'Alexandrie, le professeur de Berlin pense qu'il était partisan de la théorie *charismatique*. Le pouvoir de lier et délier n'a pas été confié à une *classe hiérarchique*, aux prêtres, mais aux fidèles qui se distinguent par leurs vertus ou par des dons spéciaux. Ce n'est donc pas un pouvoir hiérarchique, fondé sur l'ordination; c'est un pouvoir que chaque fidèle peut acquérir par ses vertus ou par les dons que l'Esprit-Saint lui a départis ¹. Pour le fait de la Pénitence, il y a dans Clément d'Alexandrie des textes d'une grande clarté, et dont l'orthodoxie la plus rigoureuse ne peut nullement s'effaroucher : Dieu très miséricordieux, dit-il, a donné même à ceux qui pèchent dans la foi une seconde pénitence ²; les conti-

¹ Es ist kaum nötig hervorzuheben, dass Klemens bei dem geistlichen Be-rater nicht an eine von Amtswegen dazu berufene Persönlichkeit denkt (p. 229).

² Ἐδωκεν οὖν ἄλλην ἐπὶ τοῖς κἀν τῇ πίστει περιπίπτουσί τινι πλημμελήματι, πολυέλεος ὢν, μετάνοιαν δευτέραν (Strom., II, 13; P. G., VIII, 996 a). — Ces expressions : *seconde pénitence*, *seconde planche de salut*, sont devenues classiques en théologie.

nuelles pénitences des péchés commis ne diffèrent de ceux qui n'ont jamais cru, sinon par la conscience de pécher ¹. Pourquoi cela? Parce que c'est une apparence de pénitence et non la vraie pénitence que de demander souvent pardon pour des péchés que l'on commet souvent ². Nous répétons encore aujourd'hui, après bien des siècles, que ceux qui relombent toujours dans les mêmes péchés n'ont pas *pratiquement* la foi, et qu'ils manquent du ferme propos. — Un autre passage de Clément d'Alexandrie présente de prime abord une certaine difficulté. Ceux, dit-il, qui s'exercent dans les maximes du Seigneur et qui vivent conformément à l'Évangile, sont inscrits au nombre des apôtres. Celui-là est réellement *presbytre* de l'Église et vrai ministre de la volonté de Dieu qui fait et enseigne les choses du Seigneur; il n'est pas ordonné par la main des hommes, ni on ne doit le regarder comme juste parce qu'il est *presbytre*, mais, parce qu'il est juste, il est placé dans le *presbyterium* ³. Est-ce à dire, comme on semble l'insinuer, que Clément attache la *qualité* et les *fonctions* de *prêtre* aux vertus individuelles et non à l'ordination? Nous ne le croyons en aucune façon. Si l'on fait attention à toute l'économie du contexte — l'auteur des *Stromates* venait de parler du choix des apôtres — on s'aperçoit assez facilement qu'il énonce une vérité, mais d'une manière un peu trop expressive; il fait une large part à la dignité morale du ministre de Dieu, et affirme que ce qui fait le vrai prêtre, c'est-à-dire le prêtre digne de sa haute mission et du ministère qu'il remplit dans l'Église, ce n'est pas tant l'ordination que la pratique de toutes les vertus chrétiennes. Il y a là une pieuse exagération, ou, si l'on veut, une métaphore que se permettent des moralistes comme Clément d'Alexandrie, quand ils veulent inculquer aux ministres des autels la conscience de leurs devoirs et de leurs obligations. C'est dans un sens

¹ Αἱ δὲ συνεχεῖς καὶ ἐπάλληλοι ἐπὶ τοῖς ἁμαρτήμασι μετάνοιαι οὐδὲν τῶν καθάπαξ μὴ πεπιστευκότων διαφέρουσιν ἢ μόνῳ τῷ συναισθῆσθαι ὅτι ἁμαρτάνουσιν (*Ibid.*, δ).

² Δόκησις τοίνυν μετανοίας οὐ μετάνοια τὸ πολλάκις αἰτεῖσθαι συγγνώμην ἐφ' οἷς πλημμελοῦμεν πολλάκις (*Ibid.*, ε).

³ Ἐξεστὶν οὖν καὶ νῦν ταῖς Κυριακαῖς ἐνασχῆσαντος ἐντολαῖς, κατὰ τὸ Εὐαγγέλιον τελείως βιώσαντος καὶ γνωστικῶς, εἰς τὴν ἐκλογὴν τῶν ἀποστόλων ἐγγραφῆναι. Οὗτος πρεσβύτερός ἐστι τῷ ὄντι τῆς Ἐκκλησίας, καὶ διάκονος ἀληθῆς τοῦ Θεοῦ βουλήσεως, ἐὰν ποιῇ καὶ διδάσκη τὰ τοῦ Κυρίου· οὐχ ὅπ' ἀνθρώπων χειροτονούμενος, οὐδ' ὅτι πρεσβύτερος, δίκαιος νομιζόμενος· ἀλλ' ὅτι δίκαιος, ἐν πρεσβυτέρῳ καταλεγόμενος (*Ibid.*, VI, 13; P. G., IX, 328 a b).

analogue que nous disons : « Ce n'est pas l'habit qui fait le moine. » — Clément assigne aussi une belle mission au *gnostique*. Le gnostique sert Dieu et apprend aux hommes à devenir meilleurs, quel que soit l'ordre où il est constitué ¹. Rapportons aussi les autres expressions de Clément d'Alexandrie afin de faire une exégèse d'ensemble. Dans l'homélie *Quis dives salvetur*, il dit (34, 7) que le riche doit choisir un homme de Dieu (τινα ἀνθρώπον Θεοῦ), pour le soutenir et le gouverner (καθάπερ ἀλείπτῃν καὶ κυβερνήτῃν); il parle également (cap. xxxvi, 30, 5, 11) d'une classe de chrétiens choisis, les meilleurs (ἐκλεκτῶν ἐκλεκτότεροι), qui sont la lumière du monde (φῶς τοῦ κόσμου) et le sel de la terre (ἅλας τῆς γῆς). Absolument parlant, une exégèse rigoureuse et indépendante pourrait appliquer toutes ces expressions aux chrétiens d'élite qui ont la connaissance parfaite de la doctrine divine et qui la mettent en pratique. Nous ne voyons rien d'évident qui s'oppose à une telle interprétation ². Dans ce cas, toutes ces expressions désigneraient un simple conseiller spirituel, qui est un exemple pour ses frères par sa sagesse et sa vertu. Mais nous sommes convaincu, quant à nous, que par ces expressions Clément désigne réellement les ministres de l'Église, c'est-à-dire à la fois les évêques et les prêtres, chargés de diriger les consciences et d'administrer le sacrement de pénitence ³. Quel sera, dans ce cas, le sens de ces locutions? Elles signifient évidemment que, même en matière de confesseurs, il faut procéder avec beaucoup de discernement, ne pas recourir à n'importe quel prêtre, mais choisir un prêtre qui ait les qualités d'un bon directeur de conscience, c'est-à-dire la science, le zèle et la prudence. Il n'y a là rien qui dépasse ce que l'Église a toujours recommandé, et que le plus grand moraliste des temps modernes, saint Alphonse de

¹ Αὐτὸς ὁ γνωστικός, Θεῷ μὲν διακονούμενος, ἀνθρώποις δὲ τὴν βελτιωτικὴν ἐνδεικνύμενος θεωρίαν, ὅπως ἂν καὶ παιδεύειν ἢ τεταγμένος εἰς τὴν τῶν ἀνθρώπων ἐπαγούσῃν (*Ibid.*, VII, 1; *P. G.*, IX, 405 a).

² Ainsi dans *Strom.*, VII, 1; *P. G.*, IX, 405 (*vide supra*), l'auteur paraît distinguer le γνωστικός des πρεσβύτεροι et des διάκονοι.

³ Un passage des *Stromates* présente cette identification d'une manière assez claire : Τῶν ἐκλεκτῶν... ἐκλεκτότεροι οἱ κατὰ τὴν τελείαν γνῶσιν καὶ τῆς Ἐκκλησίας αὐτῆς ἀπληθισμένοι, καὶ τῇ μεγαλοπρεπεστάτῃ δόξῃ τετιμημένοι, κριταὶ τε καὶ διοικηταὶ ἐπίσης ἔκ τε Ἰουδαίων ἔκ τε Ἑλλήνων οἱ τέσσαρες καὶ εἴκοσι, διπλασιασθεῖσιν τῆς χάριτος· ἐπεὶ καὶ αἱ ἐνταῦθα κατὰ τὴν Ἐκκλησίαν προκοπαὶ ἐπισκόπων, πρεσβυτέρων, διακόνων, κ. τ. λ. (VI, 13; *P. G.*, IX, 328 c).

Liguori, a formulé avec tant de sagesse et de précision. Je ne dis pas que le langage de Clément d'Alexandrie soit très clair; ceux qui l'ont étudié se sont aperçus depuis longtemps qu'il parle comme un platonicien, c'est-à-dire d'une manière figurée et même allégorique; mais je soutiens en même temps qu'il faut avoir l'esprit bien perspicace pour découvrir dans les passages allégués par M. Holl la théorie *charismatique*.

Mais nous avons un autre passage de Clément qui nous démontre que sa doctrine pénitentielle est identique à celle de toute l'Église, et notamment à celle de l'Église de Rome. Ce passage se trouve dans le récit de la conversion d'un jeune bandit opérée par saint Jean à Éphèse. Après avoir montré comment l'apôtre « garantit au coupable repentant qu'il avait obtenu son pardon du Sauveur, pria pour lui, baisa sa main purifiée par les larmes de la pénitence et le ramena à l'Église », il décrit certains exercices pénitentiels qui se terminent par « la réintégration du pécheur dans le sein de l'Église. » Puis il ajoute : « Celui qui reçoit l'ange de la pénitence, τὸν ἄγγελον τῆς μετανοίας (mot emprunté à Hermas), n'aura pas lieu de s'en repentir, lorsqu'il quittera son corps; et ne sera pas confondu lorsqu'il verra le Sauveur venir dans sa majesté » (*Quis dives salvetur*, c. XLII, P. G., IX, col. 649, 652). « L'ange de la pénitence » n'est autre, sans doute, que le prêtre ou l'évêque préposé aux exercices pénitentiels qui, dans la langue de Clément d'Alexandrie, s'appellent « la seconde pénitence ¹. »

La théorie *charismatique* trouvera-t-elle un fondement dans l'histoire? M. Holl le prétend en s'appuyant sur le droit qu'on accordait, dit-il, aux martyrs de lier et de délier ². Le grand fait historique qu'il cite est celui que rapporte Eusèbe ³. Dans la lettre des chrétiens de Lyon et de Vienne à leurs frères d'Asie et de Phrygie, nous lisons à propos des martyrs : « Ils s'humiliaient sous la main puissante, par laquelle ils sont maintenant exaltés; alors ils défendaient tout le monde et n'accusaient personne; ils déliaient tout le monde et ne liaient personne (ἐλευον

¹ Vacandard, *Dict. de théol. cathol.*, fasc. I, col. 146.

² Das Recht, das man ihnen zuschrieb, das Recht zu binden und zu lösen, etc. (p. 229).

³ H. E., V, 2.

μὲν ἅπαντας, ἐδέσμευον δὲ οὐδένα) ¹. A l'exemple du martyr Étienne, ils priaient pour ceux qui les livraient au supplice en disant : Seigneur, ne leur imputez pas ce péché. S'ils priaient pour ceux qui les lapidaient, à plus forte raison pour leurs frères.... Ils ne se glorifiaient pas de la chute de leurs frères, mais ils partageaient avec les faibles les dons dont ils surabondaient ; ils avaient les entrailles d'une mère, et répandaient des larmes pour leur salut devant Dieu le Père ; ils demandaient pour eux la vie, et Dieu leur rendit la vie, et ils la communiquèrent à leurs proches. » Ces paroles, *ils déliaient tout le monde et ne liaient personne*, indiquent-elles le pouvoir des clefs, la puissance sacramentelle ? Lorsqu'on examine le contexte, on voit qu'il s'agit de tout autre chose. Il y a ici un magnifique exemple de charité, que les martyrs donnaient à leurs frères au moment d'aller à la mort. Ce passage n'indique en somme qu'un acte d'intercession auprès de Dieu. Les martyrs priaient Dieu de pardonner à tout le monde et de ne laisser personne enchaîné dans les liens de ses péchés. Toute la teneur du passage qui est, pour ainsi dire, une supplication continuelle, n'autorise pas une autre interprétation. — Eusèbe ² nous rapporte un autre fait qui atteste certainement un abus dans la communauté, mais en face duquel la hiérarchie reste hésitante. La chose se passe à Alexandrie. Certains martyrs, touchés de la pénitence de certains *lapsi*, les avaient admis de leur propre autorité à la communion, pratique qui était généralement précédée des exercices pénitentiels et de l'absolution des péchés. L'évêque Denys expose son embarras à son collègue Fabius d'Antioche et lui demande ce qu'il faut faire (τί ἡμῖν πρακτέον). Doit-il regarder comme valide ou bien doit-il rejeter comme nulle cette admission des *lapsi* à la communion, faite par les martyrs ³ ? Ce fait, bien compris, nous prouve clairement que cette pratique existait à Alexandrie, mais que par elle-même elle n'avait aucune valeur *juridique*. Pour lui donner une valeur quelconque, il fallait la sanction de l'évêque. C'était à lui qu'il appartenait de la déclarer ou plutôt de la rendre valide ou non. De quelle façon s'y

¹ Ce sont les mots importants.

² H. E., VI, 42.

³ Τοῖς ἐλεηθεῖσιν ὑπ' αὐτῶν χρηστευσώμεθα ἢ τὴν κρίσιν αὐτῶν ἁδικῶν ποιησώμεθα, κ. τ. λ.

prenait-il, nous n'avons pas à le chercher ici pour le but que nous nous proposons. Qu'il nous suffise de constater que la manière d'agir des martyrs à l'égard des *lapsi* restait suspendue jusqu'à l'intervention du représentant de la hiérarchie.

Arrivons à Origène. M. Holl ne le trouve pas aussi intransigeant que Clément d'Alexandrie, mais il soutient qu'il s'est contredit. D'un côté, il reconnaît que les prêtres sont investis du pouvoir pénitentiel, mais d'un autre côté il mine l'autorité de la hiérarchie en soutenant que pour exercer valablement le pouvoir des clefs on a besoin d'une assistance particulière et personnelle du Saint-Esprit ; il restreint aussi la puissance des représentants officiels de l'Eglise, en recommandant aux chrétiens éprouvés d'avoir un libre soin des âmes ¹. Passons en revue les textes.

Origène regarde comme une exagération que les prêtres s'arrogent le droit de remettre les trois grands péchés qu'on regardait alors comme particulièrement mortels, c'est-à-dire : l'idolâtrie, l'adultère et la *fornication* ². Sur ce point, il faut reconnaître qu'il s'est trompé et qu'il a partagé le rigorisme excessif qui, de son temps, régnait dans certains milieux. Remarquons bien pourtant que cette idée d'Origène ne prouve rien contre l'existence de la loi. En reprochant aux prêtres de s'arroger un pouvoir qu'il trouve exorbitant, Origène reconnaît par là même l'existence du fait et de la pratique. Donc, à son époque, les prêtres remettaient les péchés mortels. — Un autre texte d'Origène, curieux sous bien des rapports, affirme le même fait sous l'image d'une résurrection spirituelle. Les pythagoriciens, dit-il, regardant comme morts les déserteurs de leur

¹ Wohl erkennt Origenes die faktische Verwaltung der Busse durch die Priester an, aber er untergröbt die Auktorität des Amts, indem er die persönliche Ausrüstung mit dem Geist für eine gültige Ausübung der Schlüsselgewalt fordert, und er beschränkt die Allmacht der offiziellen Repräsentanten der Kirche, indem er eine freie seelsorgerliche Tätigkeit erfahrener Christen befürwortet (p. 238).

² Οὐκ οἶδ' ὅπως ἑαυτοῖς τινες ἐπιτρέψαντες τὰ ὑπὲρ τὴν ἱερατικὴν ἀξίαν, τάχα μὴδὲ ἀκριβοῦντες τὴν ἱερατικὴν ἐπιστήμην, αὐγοῦσιν ὡς δυνάμενοι καὶ εἰδωλολατρείας συγχωρεῖν, μοιχείας τε καὶ πορνείας ἀφιέναι, ὡς διὰ τῆς εὐχῆς αὐτῶν περὶ τῶν ταῦτα τετολμηκότων λυομένης καὶ τῆς πρὸς θάνατον ἁμαρτίας (*De Orat.*, 28, P. G., XI, 529 b). — C'est étonnant qu'Origène ne parle pas de l'homicide.

doctrine, leur préparaient des tombeaux ; de même les chrétiens regardent et pleurent comme morts à Dieu ceux qui ont été vaincus par le péché ; cependant ils les reçoivent comme des ressuscités d'entre les morts, s'ils changent de vie de la manière qui convient ¹. — Origène décrit aussi les qualités que doit avoir celui qui remet les péchés. Tous, déclare-t-il, nous avons le pouvoir de remettre les péchés commis contre nous, puisque nous disons : *comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés*. Mais celui sur qui Jésus a soufflé comme sur les apôtres (ὁ δὲ ἐμπνευσθεὶς ὑπὸ τοῦ Ἰησοῦ, ὡς οἱ ἀπόστολοι) et qui peut être connu par ses fruits, comme étant devenu spirituel (ὡς χωρήσας τὸ Πνεῦμα τὸ ἅγιον, καὶ γενόμενος πνευματικὸς), parce qu'il se laisse diriger par l'Esprit, comme le Fils de Dieu, remet les péchés que remet Dieu lui-même et retient les péchés incurables (ἀφίησιν ἃ ἐὰν ἀφῇ ὁ Θεὸς, καὶ κρατεῖ τὰ ἀνίατα τῶν ἀμαρτημάτων). Il est semblable aux prophètes, qui n'annonçaient pas leurs propres idées, mais les desseins de la volonté de Dieu ; de même lui remet les péchés, comme ministre de Dieu, à qui seul appartient le pouvoir de remettre (οὕτω καὶ αὐτὸς τῷ μόνῳ ἐξουσίαν ἔχοντι ἀφίεναι Θεῷ ²). — Pour échapper au moindre danger d'une inexactitude quelconque, nous avons dit qu'Origène, dans ce passage, indique la principale *qualité* de celui qui remet les péchés ; il doit être rempli de l'esprit de Dieu. Toutefois, si l'on tient compte qu'il débute en rappelant l'action de Jésus soufflant sur ses apôtres, par laquelle le Sauveur institua le sacrement même de Pénitence, on peut fort bien soutenir que, dans un langage imagé, Origène indique simplement dans ce passage le ministre de ce sacrement, c'est-à-dire le prêtre. La chose est d'autant plus plausible qu'il cite immédiatement après les paroles de Jésus à ses apôtres : « Recevez le Saint-Esprit ; les péchés seront remis à ceux à qui vous les remettrez, et seront retenus à ceux à qui vous les retiendrez. » Quant aux dernières paroles du texte, elles indiquent avec une remarquable précision que celui qui remet les péchés n'est que le ministre de Dieu, qu'il n'agit pas par sa propre autorité, mais par l'autorité qu'il a reçue de Dieu. La

¹ Οὗτοι [= χριστιανοί] ὡς ἀπολωλότας καὶ τεθνηκότας τῷ Θεῷ τοὺς ὑπ' ἀσελγείας ἢ τινος ἀτόπου νενικημένους, ὡς νεκροὺς πενθοῦσι · καὶ ὡς ἐκ νεκρῶν ἀναστάντας, ἐὰν ἀξιόλογον ἐνδείξωνται μεταβολὴν, κ. τ. λ. (*Cont. Cels.*, III, 51, P. G., XI, 988 b c).

² *De Orat.*, 28, P. G., XI, 528 b c.

théologie contemporaine n'est pas plus explicite. — Un peu plus loin, Origène nous parle du discernement et de la prudence du prêtre dans la manière de traiter les péchés : Ainsi, conclut-il, les apôtres et les prêtres, qui sont semblables aux apôtres, selon le grand Pontife, ayant la science du culte divin, savent, instruits qu'ils sont par l'Esprit-Saint, pour quels péchés il faut offrir des sacrifices, et quand et de quelle manière, et connaissent aussi pour quels péchés il ne faut pas le faire ¹. Dans ces deux derniers textes, il n'y a rien qui blesse l'orthodoxie la plus rigoureuse.

Nous arrivons à un point plus important. Origène rattache-t-il le pouvoir de lier et de délier à l'aptitude ou à la dignité personnelle ? M. Holl paraît assez incliné à le croire. Les textes permettent-ils une telle conclusion ? La réponse est assez difficile : Origène interprète d'une façon personnelle les paroles de Notre-Seigneur à saint Pierre : « Je te donnerai les clefs du royaume des cieux » ; il trouve qu'elles ont été bien placées après les paroles : « Les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle. » Ensuite il raisonne ainsi : Celui qui est prémuni contre les portes de l'enfer est digne de recevoir du Verbe lui-même les clefs du royaume des cieux ; il reçoit pour prix de l'impuissance des portes de l'enfer contre lui les clefs du royaume des cieux, pour ouvrir à lui-même les portes fermées à ceux qui ont été vaincus par les portes de l'enfer ². L'auteur ne parle nullement ici du sacrement de pénitence ; il interprète la promesse du Sauveur au prince des apôtres d'une manière métaphorique. Pour lui les clefs du royaume des cieux sont les différentes vertus qui nous ouvrent l'entrée du ciel. Quiconque pratique une vertu a une clef pour ouvrir les portes du ciel. La preuve, c'est que, ajoute-t-il, le chaste entre au ciel par la porte de la chasteté (σώφρων διὰ τινος ἀντσιγομένης σωφροσύνης πύλης, ὑπὸ κλειδὸς ἀνοιγούσης σωφροσύνην), le juste par la porte de la justice (δίκαιος δικαιοσύνης πύλης ἀνοιγομένης ὑπὸ κλειδὸς δικαιοσύνης) ; et ainsi des autres vertus (καὶ οὕτως ἐπὶ τῶν λοιπῶν ἀρετῶν) ; il conclut de là qu'il y a autant de clefs

¹ Οὕτω τοιγαροῦν καὶ οἱ ἀπόστολοι καὶ οἱ τοῖς ἀποστόλοις ὁμοιωμένοι ἱερεῖς ὄντες κατὰ τὸν μέγαν ἀρχιερέα, ἐπιστήμην λαβόντες τῆς τοῦ Θεοῦ θεραπείας, ἴσασιν, ὑπὸ τοῦ Πνεύματος διδασκόμενοι, περὶ ὧν χρὴ ἀναφέρειν θυσίας ἀμαρτημάτων, καὶ πότε, καὶ τίνα τρόπον, καὶ γινώσκουσιν περὶ ὧν οὐ χρὴ τοῦτο ποιεῖν (*Ibid.*, 529 a).

² *Comment. in Matth.*, t. XII, 14 ; *P. G.*, XIII, 1012 ab.

et qu'il croit que ce qu'il lie et délie sur la terre sera lié et délié dans les cieux, c'est un orgueilleux qui ignore le sens des Écritures ¹. Ailleurs il paraît émettre les mêmes idées sous une forme plus positive. Les prêtres de l'Église, dit-il, doivent être parfaits et versés dans la connaissance de leurs fonctions, afin de consumer les péchés du peuple dans le lieu saint sans pécher. Qu'est-ce que manger le péché dans le lieu saint ? Le lieu où parvint Moïse était saint, selon qu'il lui fut dit : « Le lieu où tu es est une terre sainte. » De même dans l'Église, le lieu saint est une *foi parfaite, la charité* partant d'un cœur pur et une *bonne conscience*. Celui qui possède ces qualités, qu'il sache qu'il est dans le lieu saint ².

Une chose est absolument certaine : c'est qu'Origène reconnaît aux prêtres le droit de remettre les péchés. Ici les textes abondent ; nous n'avons qu'à faire un choix. — Dans l'*homélie II^e* sur le *Lévitique* l'auteur distingue sept espèces de rémission du péché. La septième est dure et laborieuse ; c'est lorsque le pécheur lave dans ses larmes sa couche, et que ses larmes deviennent son pain le jour et la nuit, et qu'il n'a pas honte de dire son péché au prêtre du Seigneur, et de chercher le remède ³. Dans l'*homélie XVII^e* sur *saint Luc* il dit : Si nous dévoilons nos péchés non seulement à Dieu, mais aussi à ceux qui peuvent porter remède à nos blessures et à nos péchés, nos péchés seront effacés par celui qui a dit : *J'effacerai tes iniquités comme une nuée et tes péchés comme une ombre* ⁴.

¹ Οὗτος τετύφωται μὴ ἐπιστάμενος τὸ βούλημα τῶν Γραφῶν, κ. τ. λ. (*Ibid.*, 1016 a).

² Debent ergo et ipsi Ecclesiae sacerdotes ita perfecti esse, et in officiis semper sacerdotalibus eruditi, ut peccata populi in loco sancto, in atriis tabernaculi testimonii, ipsi non peccando consumant. Quid autem est in loco sancto manducare peccatum ? Locus erat sanctus, in quem pervenerat Moyses, secundum quod dictum est ad eum : « Locus enim in quo stas, terra sancta est. » Similiter ergo et in Ecclesia Dei locus sanctus est fides perfecta, charitas de corde puro, et conscientia bona. Qui in his stat in Ecclesia, in loco sancto stare se agnoscat (*In Levit.*, hom. V, 3 ; *P. G.*, XII, 451-452).

³ Est adhuc et septima [sc. remissio], licet dura et laboriosa, per poenitentiam remissio peccatorum, cum lavat peccator in lacrymis stratum suum, et fiunt ei lacrymae suae panes die ac nocte, et cum non erubescit sacerdoti Domini indicare peccatum suum et quaerere medicinam (N^o 4, *P. G.*, XII, 418 bc).

⁴ Si enim hoc fecerimus, et revelaverimus peccata nostra non solum Deo, sed et his qui possunt mederi vulneribus nostris atque peccatis, delebuntur peccata nostra ab eo, qui ait : *Ecce delebo ut nubem iniquitates tuas, et sicut caliginem peccata tua* (*P. G.*, XIII, 1846 a).

Nous nous contenterons aussi de renvoyer à un texte où Origène enseigne qu'il faut manifester ses péchés même les plus cachés ¹.

Nous arrivons au texte d'Origène peut-être le plus important, au texte classique, que tous les théologiens, même les simples novices, connaissent, mais qui a fourni à la critique matière à discussion. Origène recommande instamment de ne pas cacher ses péchés. Pour cela il se sert d'une comparaison très juste. De même, dit-il, que ceux qui ont l'estomac surchargé d'humeurs sont soulagés, s'ils vomissent, ainsi ceux qui cachent leur péché sont comme suffoqués par l'humeur du péché. Si au contraire on accuse et vomit son péché, on supprime la cause de sa maladie. Mais il faut choisir un bon médecin, qui ait toutes les qualités requises et à qui l'on puisse se confier en toute sécurité. A cet effet il faut réfléchir sérieusement et avec beaucoup de maturité ². — Toute la question se ramène à ceci : Que faut-il entendre par ce *médecin*, par cet *homme de confiance* ? — Est-ce

¹ Est aliquod in hoc mirabile secretum, quod jubet pronuntiare peccatum. Etenim omni genere pronuntianda sunt, et in publicum proferenda cuncta quae gerimus. Si quid in occulto gerimus, si quid in sermone solo, vel etiam intra cogitationum secreta commisimus, cuncta necesse est publicari, cuncta proferri : proferri autem ab illo qui et accusator peccati est et incensor. Ipse enim nunc nos ut peccemus instigat, ipse etiam cum peccaverimus accusat. Si ergo in vita praeveniamus eum, et ipsi nostri accusatores simus, nequitiam diaboli inimici nostri et accusatoris effugimus. Sic enim et alibi propheta dicit : « Dic tu iniquitates tuas prior et justificeris. » Vide ergo quia pronuntiare peccatum, remissionem peccati meretur. Praeventus enim diabolus in accusatione, ultra nos accusare non poterit, et si ipsi nostri simus accusatores, proficit nobis ad salutem (*In Levit.*, hom. III, 4, P. G., XII, 429 ac).

² Vide ergo quid edocet nos Scriptura divina, quia oportet peccatum non celare intrinsecus. Fortassis enim sicut ii qui habent intus inclusam escam indigestam, aut humoris vel phlegmatis stomacho graviter et moleste immanens abundantiam, si vomuerint, relevantur : ita etiam hi qui peccaverunt, si quidem occultant et retinent intra se peccatum, intrinsecus urgentur, et propemodum suffocantur a phlegmate vel humore peccati. Si autem ipse sui accusator fiat, dum accusat semetipsum et confitetur, simul evomit et delictum, atque omnem morbi digerit causam. Tantummodo circumspice diligentius, cui debeas confiteri peccatum tuum. Proba prius medicum, cui debeas causam languoris exponere, qui sciat infirmari cum infirmante, flere cum flente, qui condolendi et compatiendi noverit disciplinam : ut ita demum si quid ille dixerit, qui se prius et eruditum medicum ostenderit et misericordem, si quid consilii dederit, facias et sequaris, si intellexerit et praeviderit talem esse languorem tuum qui in conventu totius Ecclesiae exponi debeat et curari, ex quo fortassis et caeteri aedificari poterunt, et tu ipse facile sanari, multa hoc deliberatione, et satis perito medici illius consilio procurandum est (*Hom. II in Psalm.* xxxvii, 6, P. G., XII, 1386 ab).

exclusivement le prêtre ? Daillé, à l'avis duquel se range M. Holl, pensa que le médecin dont il est ici question désignait certainement le prêtre, mais non d'une manière exclusive ; que par conséquent on pourrait l'entendre d'un moine et même d'un simple chrétien éminents par leurs vertus et leur expérience ¹. Sans doute le mot *prêtre* ne se trouve pas dans le texte ; mais si l'on examine attentivement la nature du péché qu'il faut accuser et les qualités du médecin, on voit qu'il existe de bonnes raisons de penser qu'il s'agit exclusivement du prêtre. Le péché qu'il faut accuser est un péché caché, qui pèse sur la conscience. Or à qui peut-on accuser un pareil péché, si ce n'est au ministre de Dieu et à lui seul ? Quel besoin d'accuser à un membre quelconque de la communauté un péché que la communauté ignore complètement ? — De plus ce médecin, en dehors des qualités de prudence et de discernement requises dans toutes les causes de conscience, doit même pouvoir décider si le péché doit être accusé devant toute la communauté, et le pécheur est obligé de suivre son conseil. Il faut donc qu'il ait une certaine autorité sur la communauté, qu'il en soit, au moins sous un certain rapport, le chef. Or quel sera cet homme, sinon le prêtre ? Les théologiens conservateurs, catholiques ou protestants, peuvent donc, à mon avis, conserver leur position et soutenir qu'Origène, dans ce passage, a en vue le prêtre, à l'exclusion de tout autre membre de la communauté chrétienne.

Encore un texte avant de finir. Origène nous apprend que la pénitence pour les péchés graves ne peut avoir lieu qu'une fois, tandis que les péchés communs que l'on commet fréquemment sont susceptibles d'une pénitence réitérée ². Ces paroles nous attestent, à l'époque du grand Alexandrin, l'existence de l'ancienne pratique. On sait en effet que dans la primitive Église, ceux qui avaient commis des péchés graves n'étaient admis à la pénitence publique qu'une seule fois.

De ce long examen nous pouvons, je crois, tirer les trois con-

¹ Nihil autem vetat vel in clericorum, vel in monachorum, vel etiam in laicorum ordine hujusmodi hominem inveniri, qui tamen sacerdos non sit (*De aur. conf. disp.*, p. 230 et suiv.).

² In gravioribus enim criminibus semel tantum poenitentiae conceditur locus ; ista vero communia, quae frequenter incurrimus, semper poenitentiam recipiunt, et sine intermissione redimuntur (*In Levit.*, hom. XVI, 2, *P. G.* XII, 561 a).

clusions suivantes : 1^o Origène reconnaît aux prêtres, et aux prêtres seuls, le pouvoir de lier et de délier ou d'absoudre les péchés ; 2^o partageant un préjugé de son temps, il restreint ce pouvoir d'absoudre et déclare qu'il ne s'étend pas à l'idolâtrie, à l'adultère et à la fornication, qu'il regarde comme des péchés irrémissibles ; 3^o il semble avoir partagé les idées du montanisme en exigeant des prêtres une parfaite pureté de conscience pour que leur absolution soit valide.

II.

LA DISCIPLINE PÉNITENTIELLE DE L'ÉGLISE

A) *Les Constitutions apostoliques*

Quiconque s'est occupé de la littérature chrétienne des premiers siècles sait bien que tout le livre II des *Constitutions apostoliques* est consacré à la description de la pénitence, telle, très probablement, qu'elle se pratiquait alors. Ici nous sommes en face de deux questions : une question *de fait* et une question *de droit*. Pour la première nous sommes d'accord avec M. Holl lorsqu'il déclare que dans les *Constitutions apostoliques*, c'est l'évêque qui apparaît comme le seul détenteur du pouvoir pénitentiel, tandis qu'il est à peine fait mention des prêtres, et que les diacres apparaissent comme les simples organes de l'évêque ¹. L'auteur des *Constitutions* ne cesse, en effet, de mettre en scène l'évêque et de faire ressortir ses prérogatives. L'évêque est au-dessus de tous les hommes, des prêtres, des rois, des princes, des pères, des fils, des docteurs ; siège donc dans l'Église, ô évêque, parlant, comme investi du pouvoir de juger les pécheurs, car c'est à vous, évêques, qu'il a été dit : « Ce que vous lierez sur la terre sera lié dans le ciel, et ce que vous délierez sur la terre sera délié dans le ciel ². » — Les jugements de

¹ Als einziger und als souveräner Inhaber der Schlüssengewalt erscheint in den apostolischen Konstitutionen der Bischof (p. 240). — Was an diesem Bild charakteristisch ist, ist einmal die Konzentration des ganzen Busswesens in der Hand des Bischofs; von den Presbytern ist kaum die Rede, und die Diakonen erscheinen nur als seine Organe (p. 242).

² Καὶ οὕτως ἐν ἐκκλησίᾳ καθέξου, τὸν λόγον ποιούμενος, ὡς ἐξουσίαν ἔχων κρίνειν τοὺς ἡμαρτηκότας · ὅτι ὑμῖν τοῖς ἐπισκόποις εἴρηται · « Ὁ ἐὰν δέισῃ ἐπὶ τῆς γῆς, ἔσται δεδεμένον ἐν τῷ οὐρανῷ · καὶ ὁ ἐὰν λύσῃ ἐπὶ τῆς γῆς, ἔσται λελυμένον ἐν τῷ οὐρανῷ (II, 11, P. G., I, 613 a).

l'évêque doivent avoir lieu le second jour de la semaine. Que les diacres et les prêtres assistent au tribunal, jugeant sans acception de personnes, comme des hommes de Dieu, et avec justice ¹. — Il ne faut pas juger tous les péchés de la même façon, mais il faut juger avec beaucoup de prudence tous les délits, soit petits, soit grands, et différemment les péchés d'action, de parole, de propos ou d'injure ou de suspicion, etc. ².... — Le diacre doit être l'oreille et l'œil de l'évêque, sa bouche, son cœur et son âme, afin que l'évêque n'ait pas à s'occuper des petites choses, mais uniquement des grandes ³. — L'évêque doit exercer un double office : en premier lieu il doit condamner le coupable; en second lieu il doit le recevoir avec miséricorde et compassion, et lui promettre le salut pourvu qu'il change de mœurs et consente à faire pénitence ⁴. — L'évêque doit traiter différemment les coupables. Pour les uns les simples menaces suffisent; d'autres doivent être obligés à faire des aumônes aux pauvres; il faut soumettre d'autres aux jeûnes; d'autres enfin doivent être séparés des fidèles ⁵. — Lorsque quelqu'un a péché, il faut le chasser de l'église; que les diacres le maintiennent dehors; puis qu'ils rentrent dans l'église et prient pour lui ⁶. Après, que l'évêque le fasse entrer dans l'église, et examine s'il est touché de pénitence, et s'il est digne d'être admis de nouveau dans l'église, le condamnant à jeûner, selon la gravité du péché, deux semaines, ou trois, ou cinq, ou sept; ensuite qu'il l'absolve ⁷.

¹ Συμπαρέστωσαν δὲ τῷ δικαστηρίῳ καὶ οἱ διάκονοι καὶ οἱ πρεσβύτεροι, ἀπροσωπολήπτως κρίνοντες, ὡς Θεοῦ ἄνθρωποι, μετὰ δικαιοσύνης (II, 47, *P. G.*, I, 708 b).

² Μετὰ πολλῆς φρονήσεως κρίνοντες ἕκαστα τῶν πλημμελημάτων, τὰ τε μικρὰ, καὶ τὰ μεγάλα, καὶ ἄλλως ἔργου, καὶ λόγου πάλιν ἐτέρως, καὶ προθέσεως, ἢ λοιδορίας, ἢ ὑπολήψεως διαφόρων, κ. τ. λ. (II, 47, *P. G.*, I, 709 a).

³ Πλὴν ἔστω ὁ διάκονος ἐπισκόπου ἀκοή, καὶ ὄφθαλμός, καὶ στόμα, καρδιά τε καὶ ψυχὴ, ἵνα μὴ ᾗ τὰ πολλὰ μεριμνῶν ὁ ἐπίσκοπος, ἀλλὰ μόνα τὰ κυριώτερα (II, 44, *P. G.*, I, 704-705).

⁴ Πρῶτον οὖν ἀπ' ἐξουσίας τὸν ἔνοχον καταδίκαζε· ἔπειτα μετὰ ἐλέου καὶ οἰκτιρμοῦ καὶ προσλήψεως οἰκείου, ὑποσχομένου αὐτῷ σωτηρίαν, εἰ μεταβαίτο τοῦ τρόπου, καὶ πρὸς μετάνοιαν χωρήσῃ (II, 13, *P. G.*, I, 616 c-617 a).

⁵ Τοὺς μὲν ὑποβαλεῖς μόναις ἀπειλαῖς, τοὺς δὲ πενήτων χορηγαίαις, ἄλλους δὲ νηστείας στιθώσας, καὶ ἐτέρους ἀπορίσεις, κ. τ. λ. (II, 48, *P. G.*, I, 709 a).

⁶ Ἰδὼν δὲ σὺ τὸν ἡμαρτηκῶτα, πικρανθεὶς κέλευσον αὐτὸν ἔξω βληθῆναι, καὶ ἐξελθόντι αὐτῷ πικραίνεισθωσαν οἱ διάκονοι, καὶ ἐπικητούντες κατεχέτωσαν αὐτὸν ἔξω τῆς ἐκκλησίας, καὶ εἰσελθόντες ὑπὲρ αὐτοῦ σε ἐρωτάτωσαν (II, 16, *P. G.*, I, 625 ab).

⁷ Τότε σὺ κελεύσεις εἰσελθεῖν αὐτὸν, καὶ ἀνακρίνας εἰ μετανοεῖ, καὶ ἀξιός ἐστιν εἰς ἐκκλησίαν ὅλως παραδεχθῆναι, στιθώσας αὐτὸν ἡμέρας νηστείων κατὰ τὸ ἀμάρτημα, ἐβδομάδας δύο, ἢ τρεῖς, ἢ πέντε, ἢ ἑπτὰ, οὗτος αὐτὸν ἀπολύσον, κ. τ. λ. (II, 16, *P. G.*, I, 625 b).

La question de *droit* est de savoir de quoi il s'agit dans tous ces textes. Le pouvoir pénitentiel est concentré, il est vrai, entre les mains de l'évêque, mais quel est ce pouvoir ? Il ne s'agit nullement du pouvoir sacramentel. Les *Constitutions apostoliques* ne parlent que de la pénitence publique, ou de sentences au for extérieur et judiciaire. Les évêques, en effet, dans ces temps, remplissaient aussi la charge de juges et dirimaient les différends qui s'élevaient entre les fidèles. Nous constatons aussi une gradation dans la punition des délits. La peine la plus forte était l'exclusion de l'église et la séparation du reste de la communauté. On aurait donc tort de s'appuyer sur les *Constitutions apostoliques* pour soutenir que dans les temps primitifs la pénitence sacramentelle n'existait pas, ou que le simple prêtre n'avait aucun pouvoir dans l'administration de ce sacrement.

B) *Les stations pénitentielles et le prêtre pénitencier*

La pénitence publique admettait plusieurs degrés dans la réconciliation du délinquant. C'était comme une série d'étapes par lesquelles devait passer le pécheur pour arriver à faire pleinement partie de la communauté chrétienne. Tout le monde connaît assez ces diverses stations pour qu'il soit nécessaire d'insister là-dessus.

Quelques observations sont pourtant nécessaires à propos du prêtre pénitencier. Écoutons d'abord le récit des historiens sur les causes qui amenèrent la suppression du prêtre pénitencier. Socrate ¹ nous rapporte qu'une femme se confessa d'avoir été souillée à l'église par un diacre. Le diacre fut expulsé de l'église, et le peuple fut grandement ému de cette révélation, non seulement à cause du fait en lui-même, mais aussi à cause de la tache qui en rejaillissait sur l'Église elle-même. Les ecclésiastiques étant dénigrés par suite de ce scandale, un prêtre du nom d'Eudæmon, Alexandrin d'origine, conseilla à l'évêque Nectaire de supprimer le prêtre pénitencier, et de permettre à chacun de participer aux saints mystères selon l'inspiration de sa conscience (τῷ ἰδίῳ συνεἰδῶτι τῶν μυστηρίων μετέχειν). C'est uniquement de cette façon que l'Église aurait été à l'abri de toute diffama-

¹ H. E., V, 19; P. G., LXVII, 616-617, 620.

tion (οὕτω γὰρ μόνως ἔχειν τὴν Ἐκκλησίαν τὸ ἀδολασφύματον). — Socrate ajoute qu'il tenait ce récit d'Eudæmon lui-même, auquel il se permit de faire la réflexion suivante : Ton conseil a-t-il été utile ou non à l'Eglise, Dieu le sait. Quant à moi, je vois que tu as donné par là occasion aux fidèles de ne pas reprendre mutuellement leurs péchés. — Le récit de Sozomène ¹ est identique quant à la substance. La révélation du crime commis par un diacre avec une femme dans l'église soulève le peuple d'indignation. Nectaire, ne sachant que faire, finit par décharger le diacre de son office. Comme quelques-uns lui conseillèrent de permettre à chacun, selon sa conscience et sa propre confiance, de participer aux mystères, il supprima le prêtre pénitencier ². Sozomène fait une observation : Auparavant, dit-il, les péchés étaient moindres, soit à cause de la honte de ceux qui les accusaient, soit à cause de la vigilance des juges. — D'après le récit des deux historiens on pourrait conclure sans aucune témérité que le principal rôle du prêtre pénitencier était de veiller à ce qu'aucun indigne ne participât aux mystères sacrés.

On avait cru jusqu'ici que le crime du diacre avec la femme avait été la cause de la suppression du prêtre pénitencier. M. Holl trouve un frappant illogisme dans une pareille déduction, et se demande, avec un certain sentiment de la justice historique, pourquoi le prêtre pénitencier dut être la victime d'un tel méfait et supporter les conséquences de l'acte criminel du diacre de Constantinople ³. Il est certain que les historiens, en assignant l'acte criminel du diacre comme cause de la suppression du prêtre pénitencier, ont voulu plutôt indiquer la cause générale ou mieux le *fait historique* qui inspira une semblable mesure ; ils n'ont jamais senti le besoin d'entrer dans les détails. Que si l'on veut spécifier, on le peut parfaitement avec Socrate et Sozomène, et faire ainsi droit aux réclamations du professeur de Berlin. Socrate nous dit que ce fut pour soustraire aux soupçons les ecclésiastiques et préserver leur réputation, que le prêtre Eudæmon conseilla de supprimer le prêtre pénitencier ⁴. Sozo-

¹ H. E., VII, 16; P. G., LXVII, 1461 bc.

² Συμβουλευσάντων δὲ τινων συγχωρεῖν ἕκαστον, ὡς ἂν ἑαυτῷ συνειδείη καὶ θαρρεῖν δύναίτο, κοινωνεῖν τῶν μυστηρίων, ἔπαυσε τὸν ἐπὶ τῆς μετανοίας πρεσβύτερον (*Ibid.*).

³ Warum musste der Busspriester die Folgen der That des Diakonen tragen? (p. 248).

⁴ Διασυρομένων δὲ ἐκ τοῦτου τῶν ἱερωμένων ἀνδρῶν, κ. τ. λ. (*Ibid.*).

mène nous fait entendre que le prêtre pénitencier fut supprimé, car ce fut lui qui fut la cause *occasionnelle et involontaire* du crime du diacre, puisque ce fut lui qui ordonna à la femme de faire pénitence et que cette dernière se rendit à cet effet à l'église ¹.

Quels étaient les péchés soumis au tribunal du prêtre pénitencier? En nous disant que le prêtre pénitencier fut établi à cause du schisme des novatiens, Socrate ² nous fait naturellement comprendre qu'il fut établi pour les péchés qui résultèrent de ce schisme. Mais l'historien spécifie en ajoutant qu'il fut établi pour entendre les confessions de ceux qui étaient tombés après le baptême (οἱ μετὰ τὸ βάπτισμα πταίσαντες). Il s'agit donc des péchés commis après le baptême. M. Holl en conclut que nous avons affaire uniquement aux péchés mortels. Je serais assez disposé à le croire, quoique le texte ne le dise pas. Nous le savons plutôt par des inductions historiques, car l'Eglise primitive avait des moyens tout particuliers pour remettre les péchés véniels. Remarquons aussi que, d'après Sozomène ³, le prêtre pénitencier fut établi parce que les prêtres trouvaient trop pénible pour les fidèles l'obligation de confesser leurs péchés devant toute la communauté. L'institution du prêtre pénitencier, en supprimant la confession publique, aurait apporté une forte mitigation à l'ancienne discipline.

Quoique Socrate et Sozomène nous parlent de plusieurs prêtres pénitenciers ⁴, ce qui nous fait supposer qu'ils existaient dans plusieurs églises, M. Holl soutient qu'il n'en a jamais existé en dehors de Constantinople, puisqu'on n'en trouve aucune trace dans les sources ⁵. C'est là un argument négatif qui ne peut pas prévaloir contre les affirmations des deux historiens grecs.

¹ Προσταχθεῖσα παρὰ τούτου τοῦ πρεσβυτέρου νηστεύειν, καὶ τὸν θεὸν ἱκετεύειν, οὗτου χάριν ἐν τῇ ἐκκλησίᾳ διατρίβουσα, εκπρονεῦσθαι παρ' ἀνδρὸς διακόνου κατεμήνυσεν (*Ibid.*).

² *H. E.*, V. 19; *P. G.*, LXVII, 613, 616.

³ *Ibid.*, 1460 a.

⁴ Socrate : Ἔδοξε καὶ τοὺς ἐπὶ τῆς μετανοίας περιελεῖν πρεσβυτέρους τῶν ἐκκλησιῶν, κ. τ. λ. (*Ibid.*, 613 a); Οἱ ἐπίσκοποι, κ. τ. λ. (*Ibid.*). — Sozomène : « L'évêque Nectaire de Constantinople fut le premier (πρῶτος) à supprimer le prêtre pénitencier. Presque tous les évêques suivirent son exemple : Ἐπιχαλοῦθησαν δὲ σχεδὸν οἱ πανταχοῦ ἐπίσκοποι (*Ibid.*, 1457 d).

⁵ P. 253.

C) *Les péchés véniels*

M. Holl prétend que dans l'ancienne discipline pénitentielle il existe une lacune relative aux péchés véniels, que le grand abîme que l'Eglise creusa entre les péchés mortels et les péchés ordinaires dut porter les âmes à penser que de fait il n'y avait que les péchés graves qui, pratiquement, dussent être pris au sérieux. Il pense que saint Basile est un témoin authentique de cette désastreuse conséquence de la discipline pénitentielle. Nous rencontrons en effet, dans les écrits de l'évêque de Césarée, des passages qui font certainement allusion à un abus existant : une coutume mauvaise nous a trompés, la perverse tradition des hommes est devenue pour nous une cause de grands maux, excusant certains péchés, considérant d'autres d'une manière indifférente, et s'irritant contre certains autres, tels que l'homicide et l'adultère et d'autres de ce genre, d'autres, au contraire, ne les jugeant pas même dignes de la plus légère punition, tels que la colère, l'injure, l'ivresse, l'avarice et d'autres du même genre, contre lesquels pourtant, sans aucune distinction, l'apôtre Paul a porté le même jugement, disant que ceux qui commettent de pareils péchés sont dignes de mort ¹. Cette manière de voir dut certainement se faire jour. Les paroles de saint Basile sont trop explicites pour qu'il puisse rester un doute sérieux à ce sujet. Nous savons, d'autre part, qu'il régna une grande incertitude parmi les Pères sur la matière de l'absolution. Ainsi Tertullien désigne comme rémissibles les *delicta leviora* par opposition aux *delicta majora et irremissibilia*. Saint Pacien paraît enseigner que les seuls péchés qui soient matière nécessaire de la pénitence sont l'idolâtrie, la fornication et l'homicide ². Saint Augustin partage en un endroit ce même sentiment :

¹ Ἀραγε ἡπάτησεν ἡμᾶς ἡ κακίστη συνήθεια, ἃρα κακῶν αἰτία ἡμῖν μεγάλων γέγονεν ἡ διεστραμμένη τῶν ἀνθρώπων παράδοσις, τὰ μὲν παραιτουμένη δὴθεν τῶν ἀμαρτημάτων, τὰ δὲ ἀδιαφόρως αἰρουμένη καὶ κατὰ μὲν τινῶν σφοδρῶς ἀγανακτεῖν προσποιουμένη, οἷον φόνου καὶ μοιχείας καὶ τῶν τοιούτων, τὰ δὲ οὐδὲ ψιλῆς γοῦν ἐπιτιμῆσεως ἄξια κρινούσα, οἷον ὀργῇ ἢ λοιδορίᾳ ἢ μέθῃ ἢ πλεονεξίᾳ καὶ ὅσα τοιαῦτα, καθ' ὧν ἀπάντων καὶ ἀλλαχοῦ ἔδωκε τὴν αὐτὴν ἀπόφασιν ὁ ἐν Χριστῷ λαλῶν Παῦλος εἰπὼν ὅτι οἱ τὰ τοιαῦτα πράσσοντες ἄξιοι θανάτου εἰσίν (De Iud. Dei, edit. Garn., II, 220 c).

² Paraenesis ad poenitent., cap. iv, P. L., XIII, 1084.

« Ne commettez pas, dit-il, les péchés pour lesquels il est nécessaire que l'on vous sépare du corps du Christ. Ceux que vous voyez ainsi faire pénitence ont commis des crimes, tels que l'adultère ou d'autres fautes extrêmement graves; c'est pourquoi ils font pénitence. Car si leurs péchés étaient légers, l'oraison quotidienne suffirait pour les effacer ¹. » Ailleurs, il spécifie davantage et s'en tient aux paroles de l'Apôtre ². Rien d'étonnant si dans ces temps primitifs on hésitait sur ces matières si délicates et si complexes. Aujourd'hui même, après des siècles d'analyse, est-on en état de poser une règle précise qui nous permette de délimiter les frontières et de dire où finit le péché véniel et où commence le mortel? Quant à l'affirmation de M. Holl, elle comporte une double inexactitude : premièrement, il soutient que ce fut là la conséquence de la discipline pénitentielle ³; or, saint Basile nous parle uniquement d'une *mauvaise habitude* (ἡ κακίστη συνήθεια) et d'une *perverse tradition des hommes* (ἡ διεστραμμένη τῶν ἀνθρώπων παράδοσις); en second lieu, il affirme que seuls les péchés graves devaient être pris au sérieux ⁴; or saint Basile insinue plutôt que seuls les péchés graves étaient matière de la pénitence, et que les péchés véniels n'étaient pas même regardés dignes de la moindre punition, dans ce sens qu'on ne les soumettait pas à la pénitence. Ces points bien précisés — et que de précision n'a-t-on pas besoin dans une semblable matière? — on peut, pour le reste, s'entendre avec M. Holl.

III.

LA DISCIPLINE DANS LE MONACHISME

A) *Le péché et la discipline dans le monachisme*

Les moines, dans leur vie et dans leurs constitutions, ont toujours tendu à la perfection ou à un idéal de vie supérieur à ce-

¹ *De Symbolo ad catechum.*, cap. viii, P. L., XL, 636.

² Actio poenitentiae pro illis peccatis subeunda est, quae legis Decalogus continet, et de quibus Apostolus ait : quoniam qui talia agunt regnum Dei non possidebunt (Serm. CCCLI, *De Poenit.*, cap. vii, P. L., XXXIX, 1542).

³ Dass die Bussdisziplin wirklich diese schädliche Folge, etc. (p. 258).

⁴ Dass nur die schweren Thatsünden wirklich ernst zu nehmende Sünden seien (*Ibid.*).

lui du commun des fidèles. Pour arriver à cette perfection proposée comme but de tous les efforts, il faut lutter constamment contre l'ennemi intérieur, nos passions (πάθη), et les réduire à l'impuissance. Celui qui a reçu l'importante purification du baptême doit encore travailler à devenir plus pur par des efforts sérieux et constants. C'est de cette conception que serait sortie, au dire de M. Holl, la distinction des péchés mortels et véniels. Je ne sais pas si cette vue est vraie, mais je crois que les textes ne l'accréditent pas suffisamment. Il est vrai qu'un texte de Macaire l'Égyptien, qui avait vécu assez longtemps dans le désert de Scété, répond assez visiblement à une illusion qui devait régner dans quelques âmes monastiques, et encore plus chez bon nombre de fidèles. Le grand mystique déclare qu'on n'a pas le droit de se dire juste parce que l'on s'abstient extérieurement des péchés de fornication, d'adultère et de l'amour de l'argent; mais qu'il y a une foule d'autres péchés ¹. Ce passage prouve uniquement qu'il y avait à cette époque des chrétiens qui étaient portés à trop restreindre le champ de la pénitence, et que les grands moines qui se nourrissaient continuellement de la lecture de l'Évangile et des Épîtres de saint Paul luttèrent contre cette funeste tendance. Ce n'est certes pas assez pour soutenir que c'est là le point de départ de la fameuse distinction en péchés mortels et péchés véniels ².

¹ Εἰ δὲ λέγεις ὅτι ἐν τοῖς φαινομένοις οὐ πορνεία, οὐ μοιχείω, οὐκ εἰμι φιλάργυρος, λοιπὸν δίκαιός εἰμι, πεπλάνηται ἐν τούτῳ, νομίζας ὅτι πάντα ἐξετέλεισας. Οὐκ εἰσι μόνον τρία μέρη τῆς ἁμαρτίας, εἰς ἃ ὀφείλει τις ἀσφαλίσασθαι, ἀλλὰ μυρία ἡ τύφωσις, ἡ ἀφοβία, ἡ ἀπιστία, τὸ μῖσος, ὁ φθόνος, ἡ δολιότης, ἡ ὑπόκρισις, πόθεν ἐπτίν; οὐκ ὀφείλεις πρὸς ταῦτα ἔχειν τὴν πάλην καὶ τὸν ἀγῶνα ἐν τοῖς λεληθόσιν, ἐν τοῖς λογισμοῖς (Hom. III, P. G., XXXIV, 469 d). — On sait qu'il nous reste de Macaire l'Égyptien des ὁμιλίας πνευματικαί.

² Un curieux texte de Syméon de Thessalonique énumère huit péchés mortels, parce qu'il y a huit passions : l'apostasie, l'homicide, la fornication, l'avarice, le parjure, le mensonge, l'orgueil, l'amour-propre : Ἐρώτησις λδ : τίνα τὰ πρὸς θάνατον ἁμαρτήματα; Ἀπόκρισις : πρὸς θάνατον ἁμαρτήματα ὁκτώ φασιν εἶναι τινες, ἐπεὶ καὶ ὁκτώ τὰ πάθη, ἐξαιρέτως δὲ εἶναι ταῦτα : ἄρνησιν Θεοῦ, φόνον, πορνείαν καὶ τὰ σὺν αὐτῇ, φιλαργυρίαν καὶ τὰ αὐτῆς, ἐπιπορνίαν, ψεύδος, ὑπερηφανίαν καὶ οἴησιν (Resp. ad Gabr. Pent., P. G., CLV, 884 a). — Qui est l'inventeur de cette classification? On ne le sait pas. D'aucuns ont soupçonné Evagrius du Pont.

B) *Le rôle de saint Basile*

Saint Basile est incontestablement un grand mystique et un grand conducteur d'âmes, puisqu'il a établi des règles qui sont devenues plus ou moins le patrimoine commun du monachisme oriental et occidental des siècles postérieurs. Est-il allé plus loin, et son action sur la société chrétienne a-t-elle exercé une plus vaste influence ? — M. Holl prétend qu'il a institué la confession pour combattre les péchés cachés ¹. Cette affirmation est purement gratuite, à moins toutefois que le professeur de Berlin n'entende par confession ce que l'on n'entend pas chez les catholiques. Si les concepts sont différents, il n'y a pas lieu de discuter ; ce serait une simple question de mots. Quant à la confession proprement dite, elle est bien antérieure à saint Basile, puisqu'elle est inscrite dans l'Évangile même et qu'elle a d'assez bonnes attestations dans les Pères qui ont vécu avant l'évêque de Césarée. Examinons les textes :

Demande. Faut-il que chacun dévoile aux autres ce qu'il pense, ou, persuadé que ce qu'il a fait est agréable à Dieu, doit-il le retenir en lui-même ?

Réponse. Nous souvenant des paroles de Dieu, qui a dit par son prophète : « Malheur à vous, qui êtes prudents en vous-mêmes, et êtes savants devant vous-mêmes », et des paroles de l'Apôtre : « Je désire vous voir, pour vous communiquer quelque chose de la grâce spirituelle afin de vous fortifier, c'est-à-dire, afin qu'étant au milieu de vous, nous nous consolions ensemble en nous encourageant mutuellement les uns les autres par la foi qui nous est commune : » nous pensons qu'il est nécessaire de nous communiquer à ceux qui nous sont très unis et qui ont donné des preuves de foi et de prudence, afin de corriger ce qui

¹ Aber Basileios hat auch weitergeführt. Er hat für die Bekämpfung der verborgenen Sünden das wichtigste Mittel geschaffen in dem Institut der Beichte (p. 262). — Un peu plus loin, l'auteur formule sa pensée d'une autre façon. Il dit que l'ordonnance de saint Basile doit être regardée comme le fondement de l'institution de la confession : « Diese Anordnung des Basileios muss, wenn man nicht mit Worten spielen will, als die Begründung des Beichtinstituts bezeichnet werden ; » et de la confession au vrai sens du mot : « im wahren Sinn, » c'est-à-dire comme un aveu *régulier et obligatoire* même des pensées secrètes : « Ein regelmässiges und pflichtmässiges Bekenntnis auch der geheimsten Gedanken » (p. 267).

est défectueux, ou de fortifier ce qui est bon, et ainsi nous échappions au jugement porté contre ceux qui sont prudents en eux-mêmes ¹.

Ce texte, si je ne me trompe, indique uniquement une ouverture de conscience à ceux qui sont près de nous. Cela s'est toujours plus ou moins pratiqué dans toutes les communautés, et je ne serais nullement étonné si cela se pratiquait encore quelque part, quoique, selon l'esprit de l'Église, ces ouvertures de conscience ne doivent se faire qu'au confesseur. Il n'est pas du tout question de la confession sacramentelle dans ce conseil de saint Basile.

Dans un autre endroit l'évêque de Césarée recommande au moine, la journée étant finie, de faire un examen de conscience, et, s'il trouve en lui quelque chose de répréhensible, d'aller l'accuser devant la communauté ². Ce texte se rapporte à un exercice qui se pratique encore aujourd'hui dans la plupart des communautés : c'est le *chapitre* ou la *coulpe*, où l'on accuse devant ses frères assemblés certaines fautes. Ce n'est pas la confession.

Revenons aux *Règles*.

Demande. Faut-il accuser à tout le monde les actions défendues, ou seulement à quelques-uns, et quels sont ceux-là?

Réponse. Dans la confession des péchés il faut suivre les mêmes règles que dans la manifestation des maladies corporelles. De même donc qu'on ne manifeste pas les maladies corporelles à tous les hommes ni aux premiers venus, mais à ceux

¹ Ἐρώτησις· Εἰ χρὴ ἕκαστον ἀνατίθεσθαι καὶ ἑτέροις· ἃ φρονεῖ ἢ ἐν πληροφορίᾳ τοῦ ἀρέσκειν τῷ Θεῷ τὸ γινόμενον παρ' αὐτῶ κατέχειν· — Ἀποκρίσις· Μνημονεύει τῆς τοῦ Θεοῦ ἀποστάσεως εἰπόντος διὰ τοῦ προφήτου· οὐαὶ οἱ συνετοὶ ἐν αὐτοῖς, καὶ ἐνώπιον αὐτῶν ἐπιστῆμονες· καὶ τοῦ Ἀποστόλου λέγοντος· Ἐπιποθῶ γὰρ ἰδεῖν ὑμᾶς, ἵνα τι μεταδῶ χάρισμα ὑμῖν πνευματικόν εἰς τὸ στηριχθῆναι ὑμᾶς· τοῦτο δὲ ἐστὶ, συμπαρακληθῆναι ὑμῖν διὰ τῆς ἐν ἀλλήλοις πίστεως ὑμῶν τε καὶ ἐμοῦ· λογιζόμεθα ἀναγκαῖον εἶναι ἀνατίθεσθαι ἑμᾶς τοῖς ὁμοψύχοις καὶ ἀπόδειξιν δεδωκόσι πίστεως καὶ συνέσεως, ἵνα ἡ τὸ πεπλανημένον διορθωθῇ ἢ τὸ ἡκριθωμένον βεβαιωθῇ, καὶ ἡμεῖς φύγωμεν τὸ προεξηρημένον κρίμα τὸ κατὰ τῶν ἐν αὐτοῖς συνετῶν (*Reg. brev. tract.*, Interrog. ccxxvii, P. G., XXXI, 1233 bc).

² Τῆς ἡμέρας παρελθούσης, καὶ παντὸς ἔργου εἰς πέρας ἐλθόντος, σωματικοῦ τε καὶ πνευματικοῦ, πρὸ τῆς ἀναπαύσεως ἀνακρίνεσθαι προσήκει τὸ συνειδὸς ἑκάστου ὑπὸ τῆς ἰδίας καρδίας· Καὶ εἰ τι γέγονε παρὰ τὸ δέον, ἢ ἐνθύμημα τῶν ἀπηγορευμένων, ἢ λόγος ἔξω τοῦ καθήκοντος, ἢ περὶ τῆν προσευχὴν ῥαθυμία, ἢ ἀκηδισμὸς τῆς ψαλμωδίας, ἢ τοῦ κοινοῦ βίου ἐπιθυμία, μὴ ἐπικρυπτέσθω τὸ πλημμέλημα, ἀλλὰ τῷ κοινῷ ἐξαγγελλέτω, ὥς ἂν διὰ κοινῆς προσευχῆς θεραπευθῇ τὸ πάθος τοῦ συνεχεθέντος τῷ τοιοῦτῳ κακῷ (*Serm. ascet.*, I, 5. P. G., XXXI, 881 ab).

qui sont capables de les soigner, ainsi la confession des péchés doit être faite à ceux qui peuvent en prendre soin ¹.

C'est là un conseil général qui peut s'appliquer à toutes les formes de la manifestation des consciences. De quelque façon qu'on ouvre sa conscience, le bon sens nous dit qu'il faut le faire à ceux qui sont en état de porter remède à ses infirmités. C'est une règle de prudence d'une étendue très vaste et très élastique.

Demande. Celui qui veut confesser ses péchés doit-il les confesser à tout le monde, ou aux premiers venus, ou à qui?

Réponse.... Puisque le mode de conversion doit correspondre au péché et qu'il est nécessaire de faire de dignes fruits de pénitence, selon ce qui est écrit : « Faites de dignes fruits de pénitence...., » il est nécessaire de confesser les péchés à ceux auxquels a été confiée la dispensation des mystères de Dieu ².

Ce passage fait une allusion assez manifeste à la confession proprement dite. En disant qu'elle doit être faite à ceux à qui a été confiée la dispensation des mystères de Dieu, l'auteur cite évidemment le texte de saint Paul ³, où il s'agit certainement des prêtres. On doit donc confesser ses péchés exclusivement aux prêtres. M. Holl convient que saint Basile a en vue les prêtres dans *I. ad Cor.*, iv, 1. Néanmoins il tourne la difficulté. Ce qui donnerait à ces dispensateurs des mystères de Dieu le droit d'exercer ce ministère, ce ne serait pas l'ordination elle-même, puisque de celle-ci il n'est jamais fait mention ⁴, mais l'approbation des frères qui constaterait chez eux l'existence du *charisme* ⁵. Pour

¹ Ἑρώτησις : « Εἰ χρὴ ἀπηγορευμένας πράξεις ἀνεπισχυντότερον ἐξαγορεύειν πᾶσιν, ἢ τοῖς, καὶ ποίοις τούτοις; — Ἀπόκρισις : Ἡ ἐξαγόρευσις τῶν ἁμαρτημάτων τούτων ἔχει τὸν λόγον. ὃν ἔχει ἡ ἐπίδειξις τῶν σωματικῶν παθῶν. Ὡς οὖν τὰ πάθη τοῦ σώματος οὐ πᾶσιν ἀποκαλύπτουσιν οἱ ἄνθρωποι, οὔτε τοῖς τυχοῦσιν, ἀλλὰ τοῖς ἐμπείροις τῆς τούτων θεραπείας· οὕτω καὶ ἡ ἐξαγόρευσις τῶν ἁμαρτημάτων γίνεσθαι ὀφείλει, ἐπὶ τῶν δυναμένων θεραπεύειν. κ. τ. λ. (*Reg. brev. tract.*, Interrog. CCXIX, P. G., XXXI, 1236 a).

² Ἑρώτησις : Ὁ θέλων ἐξομολογήσασθαι τὰς ἁμαρτίας ἑαυτοῦ, εἰ πᾶσιν ἐξομολογεῖσθαι ὀφείλει, καὶ τοῖς τυχοῦσιν. ἢ τοῖσιν; — Ἀπόκρισις.... Ἐπεὶ οὖν καὶ τῆς ἐπιστροφῆς ὁ τρόπος οἰκείος ὀφείλει εἶναι τοῦ ἁμαρτήματος, καὶ καρπῶν δὲ χρεῖα ἄξιων τῆς μετανοίας, κατὰ τὸ γεγραμμένον.... ἀναγκαῖον τοῖς πεπιστευμένοις τὴν οἰκονομίαν τῶν μυστηρίων τοῦ Θεοῦ ἐξομολογεῖσθαι τὰ ἁμαρτήματα (*Ibid.*, Interrog. CCLXXXVIII, *Ibid.*, 1284 cd).

³ *I. ad Cor.*, iv, 1. — Cf. *Reg. brev. tract.*, Interrog. CLXXXIV, P. G., XXXI, 1205 b.

⁴ Von dem Erfordernis einer Weihe niemals bei ihnen die Rede ist (p. 264).

⁵ Ist die *δοκιμασία* der Brüder, die das Vorhandensein des Charisma bei ihnen feststellt (*Ibid.*).

le prouver il s'appuie sur un autre passage. Saint Basile ordonne que, lorsque le supérieur d'un monastère en est empêché par une raison quelconque, un autre frère, avec l'approbation du supérieur lui-même et des frères qui sont aptes à approuver, prenne soin des frères et leur fasse des entretiens spirituels ¹. Mais dans ce passage il ne s'agit nullement de la confession ; il n'est question que du soin des frères, en l'absence du supérieur, et des entretiens spirituels. Il n'est pas nécessaire d'être prêtre pour s'acquitter de ce double emploi. — Cependant, conclut M. Holl, à celui qui n'a reçu que la δοκιμασία du supérieur et des principaux frères, saint Basile applique les titres de la *I. ad Cor.*, iv, 1. Voyons : un peu plus loin l'évêque de Césarée parle de l'étranger qui arrive dans le monastère ; il dit qu'il faut lui donner un bon directeur : il se sert d'abord de la comparaison des infirmités corporelles que nous connaissons déjà ; mais il donne une nouvelle comparaison. Si, dit-il, quand il s'agit de la distribution du pain corporel, on ne la confie pas à tout le monde, mais il y a un frère qui en est chargé avec l'approbation, à plus forte raison quand il s'agit de la nourriture spirituelle (πνευματικὴν τροφήν). Ce serait donc un crime de ne pas indiquer à cet étranger *celui à qui a été confiée la dispensation de la parole*, lequel, étant un fidèle et prudent économe, a été choisi pour *donner* en son temps la *nourriture spirituelle*, et pour *dispenser ses discours* avec jugement ². — Deux remarques suffiront pour renverser les conclusions de M. Holl. Premièrement il n'est nullement question dans ce texte de la confession des péchés ; on parle seulement de la nourriture spirituelle. Je crois donc qu'il est plus logique d'y voir une simple direction spirituelle à donner aux étrangers qui arrivent dans le monastère, une série d'instructions et de conférences. Secondement, jamais le frère qui est chargé de la distribution de la nourriture spirituelle n'y est appelé, comme dans la *I. ad*

¹ Ἐστω τις καὶ ἕτερος μετὰ δοκιμασίας αὐτοῦ (= προεστῶτος) τὲ καὶ ἄλλων τῶν ἱκανῶν δοκιμάζειν εἰς τοῦτο ἐξελεγμένος. εἰς τὸ, ἀπόντος ἐκείνου, διαδέχεσθαι τὴν ἐπιμέλειαν τῶν ἀδελφῶν, ὥστε καὶ παροῦσι παρ' ἐνὸς γίνεσθαι τὰς παρακλήσεις τοῦ λόγου (*Reg. fus. tract.*, Interrog. xlv, P. G., XXXI, 1032 c).

² Μὴ ὑποδεικνύειν τὸν ἐγχεχειρισμένον τὴν τοῦ λόγου οἰκονομίαν, ὅς διὰ τὸ πιστὸς εἶναι πάντως καὶ φρόνιμος οἰκονόμος ἐπελέγη εἰς τὸ διαδιδόναι μὲν ἐν καιρῷ τὴν πνευματικὴν τροφήν, οἰκονομεῖν δὲ τοὺς λόγους αὐτοῦ ἐν κρίσει, κ. τ. λ. (*Reg. fus. tract.*, Interrog. xlv, 2, P. G., XXXI, 1033 bc).

Cor., IV, 1, *dispensateur des mystères de Dieu* (οἰκονόμος μυστηρίων Θεοῦ).

Finissons par un autre texte allégué par M. Holl.

Demande. Faut-il manifester au supérieur les secrets du cœur?

Réponse. Il faut que chaque sujet, s'il veut faire un vrai progrès et vivre conformément aux maximes de Notre-Seigneur, ne conserve pas même un mouvement de l'âme caché en lui-même, mais qu'il manifeste les secrets de son cœur aux frères qui sont préposés pour diriger les faibles avec bienveillance et miséricorde ¹.

Je suis convaincu qu'il ne s'agit pas non plus dans ce passage de la confession, au sens propre du mot, mais d'une simple ouverture de conscience, de cet exercice qui existe encore aujourd'hui dans la plupart des communautés, et qu'on appelle la *communication spirituelle*. La fin de cette *Réponse*, où saint Basile déclare que par cet exercice réciproque on arrivera à la perfection, accrédite cette interprétation.

Je conclus donc mon enquête sur les textes de saint Basile : 1° Dans la plupart de ces textes l'évêque de Césarée parle ou de la *pénitence publique*, ou de la *coulpe*, ou de la *communication spirituelle*, qu'on peut faire absolument à un frère quelconque, sans qu'il soit prêtre; 2° là où il parle de la *confession* proprement dite, il affirme qu'on ne peut la faire qu'à un prêtre, qu'à celui qui est le dispensateur des mystères de Dieu, selon *I. ad Cor.*, IV, 1.

C) *Influence de la discipline monacale dans l'Église*

Que saint Basile ait cherché à étendre de plus en plus dans l'Église ses idées de perfection chrétienne et à faire rejaillir au dehors quelque chose de ses prescriptions monastiques, c'est un point que nous accorderons sans aucune difficulté. Les grands

¹ Ερώτησις · Περὶ τοῦ πάντα καὶ τὰ κρυπτὰ τῆς καρδίας ἀνατίθεσθαι τῷ προεστῶτι. — Ἀπόκρισις · Δεῖ δὲ καὶ τῶν ὑποτεταγμένων ἕκαστον, εἰ γε μέλλοι ἀξιόλογον προκοπὴν ἐπιδείκνυσθαι, καὶ ἐν ἔξει τῆς κατὰ τὰ προστάγματα τοῦ Κυρίου ἡμῶν Ἰησοῦ Χριστοῦ ζωῆς γενέσθαι, μὴδὲν μὲν ψυχῆς κίνημα ἀπόκρυφον φυλάσσειν παρ' ἑαυτῷ..... ἀλλ' ἀπογυμνοῦν τὸ κρυπτὰ τῆς καρδίας τοῖς πεπιστευμένοις τῶν ἀδελφῶν εὐσπλαγχνῶς καὶ συμπαθῶς ἐπιμελεῖσθαι τῶν ἀσθενούντων (*Ibid.*, Interrog. xxv, P. G., XXXI, 985 cd-988 a).

mystiques, les chefs d'ordres, les saints sont embrasés du zèle de la maison de Dieu, et ce zèle les porte naturellement à faire triompher autant que possible l'esprit évangélique dans le monde. Ils sentent plus que les autres ces paroles du divin Maître : « Je suis venu apporter le feu sur la terre, et que désiré-je, sinon qu'elle soit embrasée ? » Si tout le monde ne peut pas être moine, ils tâchent du moins de faire participer le plus possible tout le monde à la vie monastique. Dans des temps plus rapprochés de nous, saint François d'Assise et saint Dominique, par l'institution de leurs tiers ordres, n'ont-ils pas cherché à faire rayonner, dans une certaine mesure, la vie religieuse au dehors de leurs couvents, et à captiver le monde lui-même sous le joug de leur esprit et de leurs Constitutions ? C'est là un fait parfaitement normal. Nous ne nous étonnerons pas non plus si Grégoire de Nysse éleva la θεραπευτικὴ ἐπιμέλεια à la hauteur d'une τεχνικὴ μέθοδος. Mais tenta-t-on d'étendre même aux gens du monde la confession monastique ? M. Holl le prétend. Saint Jean Chrysostome est la grande autorité qu'il essaie d'exploiter en faveur de ses idées. La chose est importante. Il faut nous y arrêter, et soumettre à une critique loyale les textes du patriarche de Constantinople.

M. Holl reconnaît que saint Jean Chrysostome ordonne l'accusation des péchés, mais il soutient en même temps qu'il enseigne que cette accusation — excepté le cas du péché mortel — doit être faite à Dieu et non aux hommes ¹; il ajoute que les catholiques ont fait de vains efforts pour disculper Chrysostome sur ce point ². C'est à Daillé qu'il emprunte les textes. Entrons dans la discussion.

Premier texte. — Saint Chrysostome dit : Tu ne le [péché] dis pas à l'homme pour qu'il t'insulte, tu ne le confesses pas à ton compagnon pour qu'il te tourne en ridicule. Tu découvres ta plaie au Maître, à celui qui en prend soin, à celui qui aime les hommes, au médecin.... Je ne te force pas, dit-il [c'est-à-dire Dieu], d'aller en plein théâtre, devant plusieurs témoins, *dis à*

¹ Chrysostomos empfiehlt ein Bekenntniss der Sünden; aber er sagt unzweideutig, dass es — ausser natürlich im Fall einer Todsünde — ein Bekenntniss vor Gott und nicht vor Menschen sein soll (p. 272).

² Die Versuche katholischer Dogmatiker und Patristiker.... Chrysostomos in diesem Punkte reinzuwaschen, brauchen uns nicht aufzuhalten (*Ibid.*).

moi seul ton péché en particulier, afin que je soigne l'ulcère et que je te délivre de la douleur ¹.

Le contexte prouve parfaitement que saint Chrysostome n'enseigne pas ce que M. Holl, à la suite de Daillé, voudrait lui faire dire. Le patriarche de Constantinople déclare que le pénitent confesse ses péchés à Dieu parce que de fait le confesseur, au tribunal de la pénitence, représente Dieu; il recommande la pratique de la confession, et pour écarter tous les prétextes, il dit qu'on n'a rien à craindre parce qu'on ne se confesse pas aux hommes, mais à Dieu. Le saint recommande aussi la confession privée et secrète, et pour cela il fait dire par Dieu au pécheur, pour répondre à la crainte qu'il a que son péché ne soit connu, qu'il n'exige pas qu'il aille confesser son péché sur une place publique, mais à Lui seul et en secret. C'est là un langage très naturel. Aujourd'hui nous n'en tenons pas un autre. On est vraiment étonné de voir un érudit comme M. Holl s'efforcer d'appuyer sa thèse sur de semblables paroles, que le premier catholique comprend sans aucune difficulté, car il a la notion exacte du ministre du sacrement de pénitence et du saint tribunal. Il sait très bien qu'au confessionnal le prêtre cesse, pour ainsi dire, d'être un homme mortel, pour devenir l'organe de Dieu, et que dès lors en se confessant à lui, c'est à Dieu même qu'on se confesse.

Deuxième texte. — Saint Chrysostome parle ainsi : Nous ne conduisons pas les pécheurs en public, ni nous ne publions leurs péchés, mais offrant à tous une commune instruction, nous laissons à la conscience des auditeurs de choisir chacun le remède qui convient à sa plaie ².

Ici nous sommes encore dans le même ordre d'idées. Saint Jean Chrysostome recommande aux craintifs et aux timides le secret de la confession; il oppose les maladies corporelles aux spirituelles;

¹ Μη γὰρ ἀνθρώπων λέγεις ἵνα ὀνειδίσῃ σε, μὴ γὰρ τῷ συνδούλῳ ὁμολογεῖς ἵνα ἐμπομπέσῃ τῷ δεσπότῃ, τῷ κηδεμόνι, τῷ φιλανθρώπῳ, τῷ ἱατρῷ τὸ τραῦμα ἐπιδεικνύεις· οὐκ ἀναγκάζω, φησὶν [= ὁ Θεός] εἰς μέσον ἔλθεῖν σε θέατρον καὶ μάρτυρας περιστῆσαι πολλοὺς, ἐμοὶ τὸ ἁμάρτημα εἰπέ μόνῳ κατ' ἰδίαν. ἵνα θεραπεύσω τὸ ἔλκος καὶ ἀπαλλάξω τῆς ὀδύνης (*Hom. in Laz.*, cap. iv, P. G., XLVIII, 1012).

² Οὐ γὰρ εἰς μέσον ἄγοντες τοὺς ἡμαρτηκότας οὕτω δημοσιεύομεν αὐτῶν τὰ ἁμαρτήματα, ἀλλὰ κοινὴν ἅπασι προθέντες τὴν διδασκαλίαν τῷ τῶν ἀκρωμένων συνειδῶτι καταλιμπάνομεν, ὥστε ἕκαστον τὸ κατάλληλον φάρμακον τῷ οἰκίῳ τραύματι ἐκ τῶν λεγομένων ἐπισπάσασθαι (*Serm. de peccat. frat. non evulg.*, cap. iii, P. G., LI, 356).

pour guérir les premières on a besoin de les étaler en public; il n'en est pas de même des secondes; on peut les guérir sans les dévoiler au public. Ce n'est en somme que l'affirmation d'un fait : le secret de la confession. Quant aux mots : *on propose une instruction commune*, etc., le contexte nous en explique et le sens et la portée. Saint Chrysostome ne veut pas dire qu'au tribunal de la pénitence le pénitent choisit lui-même le remède, c'est-à-dire ce que nous appelons la *pénitence*; il parle uniquement de l'exhortation, ce que nous appelons à présent la *morale*. L'exhortation du ministre de Dieu, dit-il, embrasse la *flétrissure du vice*, la *louange de la vertu*, la *réprimande de la luxure*, la *louange de la chasteté*, l'*accusation de l'orgueil*, la *louange de la modestie*. C'est là un remède multiple. En face de cette exhortation, qui porte sur différents points, chaque conscience sent ce qui lui convient le mieux, selon le vice dont elle est atteinte, trouve le remède, et, si elle l'applique, elle est quelquefois guérie avant qu'elle dévoile sa maladie. Il est certain qu'une âme, dans une exhortation intime, et même dans un sermon public, peut trouver le remède au mal dont elle souffre.

M. Holl va plus loin et accuse Chrysostome d'avoir enseigné que la manifestation des péchés aux hommes est une chose dangereuse ¹. Voici le texte sur lequel il s'appuie : « De même que les ulcères, s'ils sont continuellement exposés à un air froid, deviennent plus mauvais, ainsi l'âme pécheresse, si elle est reprise de ses péchés en face de beaucoup de monde, devient moins honteuse; pour que cela ne se produise pas, le discours vous a soignés en secret ². »

Ce texte est encore plus faible en tant qu'il s'applique à la confession proprement dite. Saint Chrysostome y condamne uniquement la confession publique telle qu'elle était pratiquée dans les monastères. Il déclare qu'il ne faut pas — c'est du reste le sujet de ce sermon — divulguer ses fautes en public, car cela augmenterait le mal. C'est en effet une loi psychologique que la

¹ Aber Chrysostomos weiss auch, dass das Bekenntniss vor Menschen ein gefährlich Ding ist (*Ibid.*).

² Καθάπερ τὰ ἔλκη γυμνούμενα καὶ ἀέρι ψυχρῷ συχνῶς ὁμιλοῦντα χαλεπώτερα γίνονται, οὕτω καὶ ἡ ψυχὴ ἡμαρτηκυῖα, ἀν' μεταξὺ πολλῶν ἐλέγχεται, ἐφ' οἷς ἐπλημμέλησεν, ἀναισχυντοτέρα γίνεται· ἐν' οὖν μὴ τοῦτο γένηται, λαμβανόντως ὁ λόγος ὑμᾶς ἐθεράπευσεν (*Ibid.*, cap. iv, P. G., L1, 357).

divulgarion, la publicité de nos fautes nous rend blasés, sceptiques, indifférents, parfois cyniques, et nous fait perdre peu à peu tout sentiment de remords et de honte. C'est dans un sens analogue qu'il faut entendre les paroles du *De Sacerdotio* ¹. La suite du discours le dit surabondamment. Cette âme ne cède plus aux paroles flatteuses (οὔτε προσηγέσιν εἶχει λόγοις), elle n'est plus fléchie par les menaces (οὔτε ἀπειλαῖς κάμπτεται), elle ne se laisse plus toucher par les bienfaits (οὐκ εὐεργεσιαῖς προτρέπεται), mais elle devient plus mauvaise (ἀλλὰ γίνεται πολὺ χείρων τῆς πόλεως).

M. Holl n'a pas pu résister à un texte d'Asterius d'Amasée, qui conseille aux simples chrétiens la confession des péchés véniels. Il croit s'être débarrassé de saint Jean Chrysostome. Il est un peu plus embarrassé pour Asterius. Il reconnaît le fait, mais il cherche une échappatoire. Commençons par citer le texte. Dans un sermon de Carême, Asterius parle ainsi à sa communauté : « Livre-toi à la contrition autant que tu le peux, cherche même pour te délivrer le secours de la douleur de tes frères, montre-moi tes larmes amères et abondantes, afin que j'y mêle les miennes, prends même comme un père un prêtre confident de ton affliction ². » Quelle est l'échappatoire de M. Holl ? — Sans doute, dit-il, Asterius recommande la confession, mais les catholiques n'ont rien à attendre de ses paroles, car il parle non seulement d'une confession faite aux prêtres, mais aussi d'une confession faite aux frères ³. — Je reconnais qu'Asterius parle aussi des frères, mais il en parle d'une manière absolument différente de celle dont il parle du prêtre, ce qui ébranle profondément l'observation du théologien protestant. En effet, quand il s'agit des frères en général, Asterius conseille de leur demander uniquement du secours et de la compassion (ζήτησον καὶ

¹ Ψυχὴ γὰρ ἐπειδὴν εἰσάπαξ ἀπερυθρίασαι βιασθῇ, εἰς ἀναλγησίαν ἐκπίπτει (II, 4, P. G., XLVIII, 635). — Il est très difficile de discuter avec des auteurs protestants sur des matières théologiques. Ainsi, M. Holl paraît employer le mot « Beichte » = *confession*, pour exprimer des idées pour lesquelles la théologie catholique a des mots différents. De là nécessairement des équivoques.

² Σύντριψον σαυτὸν ὅσον δύνασαι, ζήτησον καὶ ἀδελφῶν ὁμοψύχων πένθος βοηθοῦν σοι πρὸς τὴν ἐλευθερίαν. δεῖξόν μοι πικρὸν σου καὶ δαψιλὲς τὸ δάκρυον, ἵνα μίξω καὶ τὸ ἐμὸν, λάβῃ καὶ τὸν ἱερέα κοινωνὸν τῆς θλίψεως ὡς πατέρα (Hom. XIII, Adhort. ad poenit., P. G., XL, 369 a).

³ Gegenüber der catholischen Verwertung dieser Stelle ist zunächst darauf hinzuweisen dass Asterius nicht bloss von einem Bekenntniss vor dem Priester, sondern auch von einem Bekenntniss vor Brüdern redet (p. 273).

ἀεελῶν δμοψύχων πένθος βοηθοῦν). Tout autre est la situation du prêtre. La suite du discours nous éclaire. Lorsqu'il s'agit du prêtre, Asterius exhorte le pécheur à lui dévoiler sa maladie spirituelle. Il faut qu'il lui dévoile sans rougir ce qui est caché (δεῖξον αὐτῷ ἀνευθριάστως τὰ κεκρυμμένα), qu'il lui découvre comme à un médecin la maladie cachée (γύμνωσον τὰ τῆς ψυχῆς ἀπόρρητα, ὡς ἱατρῷ πάθος δεικνύων κεκαλυμμένον); c'est lui qui aura soin et de la réputation et de la guérison du pécheur (αὐτὸς ἐπιμελήσεται καὶ τῆς εὐσχημοσύνης καὶ τῆς θεραπείας). N'y a-t-il pas là une différence radicale ?

IV.

LE MAINTIEN DE LA DISCIPLINE PÉNITENTIELLE PUBLIQUE DE L'ÉGLISE JUSQU'A LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN D'ORIENT

A) *Preuves positives*

Le professeur de Berlin soutient, comme le titre l'indique, que la pénitence publique continue d'exister à cette époque. C'est un point purement historique où le dogme n'est nullement engagé, et pour lequel, par conséquent, nous ne chercherons pas chicane à M. Holl. Bien plus, nous sommes très disposé à nous ranger à son avis, puisque les arguments qu'il apporte paraissent concluants. Comme déblaïement, M. Holl commence par rappeler la codification de différents recueils canoniques; un recueil en soixante titres en l'an 535; — retouche des canons en cinquante titres par Jean d'Antioche en 550; — un répertoire de quatorze titres, qui semble devoir être placé au temps de l'empereur Tibère. Dans ces recueils les canons pénitentiels tiennent une grande place. — De plus ces recueils en appellent aux canons et aux lettres des Pères. Ainsi Jean le scolastique ¹, son successeur ². Quelques conciles en font autant; par exemple le concile *in Trullo* dans son canon II^e. — Balsamon lui-même (xii^e siècle) recourt aux Pères ³.

¹ Μῆτε τοὺς Βασιλείου κανόνας, κ. τ. λ. (Pitra, *Iur. eccl. gr. hist. et mon.*, II, 376).

² Τὰ παρὰ τινῶν ἁγίων πατέρων ἰδιαζόντως ἐν ἐπιστολαῖς, κ. τ. λ. (Rh.-Potl., I, 6). Désormais par « Rh.-Potl. », nous désignerons, comme M. Holl lui-même, un ouvrage de MM. Rhalles et Potles, intitulé : *Σύνταγμα τῶν θείων καὶ ἱερῶν κανόνων* (Athènes, 1852 et suiv.).

³ Rh.-Potl., II, 310 et suiv.

B) *Les faits*

En dehors de ces tendances générales, il existe un certain nombre de faits, dans l'ordre pratique, qui donnent un appoint considérable à la thèse de M. Holl sur ce point. On constate une gradation dans les punitions selon la gravité de la faute et la qualité du délinquant. Les principaux faits allégués par le théologien de Berlin sont les suivants :

1° Théodorel, dans sa lettre 77 à Eulalius, déclare que ceux qui sont tombés dans la persécution doivent être soumis à la pénitence. Quelle est cette pénitence ? Qu'ils soient privés de la participation aux mystères sacrés ; mais qu'on ne les empêche pas de prendre part à la prière des catéchumènes, ni à la lecture des saintes Écritures, ni à la parénèse des *Didascales*. Qu'ils soient privés de la participation aux mystères sacrés non jusqu'à la mort, mais pendant un temps déterminé, jusqu'à ce qu'ils reconnaissent leur maladie, jusqu'à ce qu'ils désirent la santé, jusqu'à ce qu'ils pleurent convenablement de ce qu'ils ont abandonné le vrai roi, et ont passé du côté du tyran ¹. Théodorel ne fait que rappeler des prescriptions antérieures. Cela, ajoute-t-il, nous le savons par les canons des saints Pères ².

2° Un siècle plus tard, l'empereur Justinien (527-565) promulgue sa législation. Sans doute il ne veut pas intervenir dans le domaine des choses spirituelles qui sont du ressort de l'Église. Néanmoins il veut aider l'Église à faire observer ses canons et notamment les canons pénitentiels. Il défend donc de séparer quelqu'un de la sainte communion avant d'avoir instruit la cause et montré qu'il existe un motif pour lequel les canons ecclésiastiques ordonnent une pareille mesure ³.

3° Saint Jean Climaque, au dire de M. Holl, constaterait la con-

¹ Κωλυέσθωσαν μὲν τῆς μεταλήψεως τῶν ἱερῶν μυστηρίων, μὴ κωλυέσθωσαν δὲ τῆς τῶν κατηχομένων εὐχῆς μηδὲ τῆς τῶν θείων γραφῶν ἀκροάσεως μηδὲ τῆς τῶν διδασκάλων παραίνεσεως · τῶν δὲ ἱερῶν κωλυέσθωσαν μυστηρίων μὴ μέχρι θανάτου, ἀλλὰ χρόνον τινὰ ῥητὸν, ἕως ἂν ἐπιγνώσι τὴν νόσον, ἕως τὴν ὑγίαν ποθήσωσιν, ἕως ἂν ἀξίως θρηνηώσιν, ὅτι τὸν ἀληθῆ βασιλέα καταλιπόντες πρὸς τύραννον ἡτομόλησαν (*P. G.*, LXXXIII, 1249 d).

² Ταῦτα καὶ οἱ τῶν ἁγίων καὶ μακαρίων πατέρων κανόνες διδάσκουσι (*Ibid.*, 1252 a).

³ Πᾶσι δὲ τοῖς ἐπισκόποις καὶ πρεσβυτέροις ἀπαγορεύομεν ἀφορίζειν τινὰ τῆς ἁγίας κοινωνίας, πρὶν ἢ αἰτία δευχθῇ δι' ἣν οἱ ἐκκλησιαστικοὶ κανόνες τοῦτο γενέσθαι κελεύουσιν (*Nov.* 133, cap. xi; cf. *Corp. Iur. civ.*, III, ed. Schöll-Kroll, p. 603).

tradition qui existerait dans l'ancienne discipline pénitentielle, d'après laquelle l'Église recevrait de nouveau certains pécheurs, et ne recevrait pas d'autres, mais il n'ose la critiquer, car elle repose sur l'autorité des canons apostoliques ¹.

4° Anastase le Sinaïte se préoccupe du même problème. Il se demande pourquoi de deux délinquants inégalement coupables, l'un est séparé de l'Église et l'autre ne l'est pas ². Il répond en disant que l'un, le fornicateur, pèche volontairement, tandis que l'hérétique pèche par ignorance ³.

5° Le patriarche Nicéphore, qui avait été confesseur durant la lutte relative aux images, suppose, dans ses canons, l'existence de la pénitence publique. Le meurtrier de son père doit subir une punition de trente-cinq ans ⁴. Les anciens canons n'avaient pas prévu ce cas. Basile a ordonné trente ans de punition pour le meurtre ⁵, et Grégoire de Nysse vingt-sept ans ⁶. Dans les canons XXVIII^e et XXIX^e, Nicéphore distingue diverses peines pour divers délits ⁷.

6° Au synode de Constantinople (869) on distingue deux espèces de peines ⁸.

¹ Γνωστικός με ἀνὴρ φοβερόν ἐπηρώτησε πρόβλημα · ποία φήσας ἁμαρτία φόνου καὶ ἀρνήσεως χωρὶς βαρυτέρα πάντων καθέστηκε; καμὸν τὸ εἰς αἵρεσιν πεσεῖν εἰρηκότος καὶ πῶς φησὶν, αἰρετικούς ἐκκλησία καθολικὴ μὲν δεχομένη σὺν τῷ.... τῆς.... αἰρέσει; ἀναθεματισμῷ τῆς τῶν μυστηρίων αὐτοὺς ἄξιοι μεταλήψεως, τὸν δὲ πεπορευκότα ἐξομολογούμενον καὶ τῆς ἁμαρτίας πκυόμενον εἰσδεχομένη ἐπὶ χρόνους αὐτὸν τῶν ἀχράντων μυστηρίων ἀπορίζει παρὰ τῶν ἀποστολικῶν ὑποτρέπεται κανόνων · καμὸν τῇ ἀπορίᾳ, καταπλαγέντος τὸ ἀπορον μεμένηκεν ἀπορον καὶ ἀδιάλυτον (*Scal. par. gr.*, 15; *P. G.*, LXXXVIII, 889 b).

² Τίνος χάριν μᾶλλον τῆς πορνείας ἐχούσης κρίμα τῆς τῶν αἰρετικῶν βλασφημίας ἐπιστραφέντων εἰς μετάνοιαν ἀμφοτέρων τὸν μὲν αἰρετικὸν εὐθὺς δέχεται ἡ ἐκκλησία εἰς κοινωνίαν, τὸν δὲ πόρνον ἀπορίζει τῆς ἐκκλησίας ἐπὶ χρόνον (*Hodegos*, cap. LXXXV, *P. G.*, LXXXIX, 712 b).

³ Ἐπειδὴ τὸ μὲν ἐκούσιόν ἐστι, τὸ δὲ τοῦ αἰρετικοῦ κατὰ ἄνοιαν.

⁴ Ὁ χειρισάμενος τὸν ἐκτοῦ πατέρα καὶ ἀποκτείνας ἐκούσιως τὰ τοῦ φόνου ἐπιτίμια τελέσει ἔτη τριάκοντα πέντε (*Can. V*°, 2° série, *Rh.-Poll.*, IV, 431).

⁵ *Can. VII*°, *Rh.-Poll.*, IV, 110.

⁶ *Can. V*°, *Rh.-Poll.*, IV, 315.

⁷ *Rh.-Poll.*, IV, 429 et 430.

⁸ *Esse illos in duobus annis extra ecclesiam et in aliis duobus annis intra ecclesiam audire divinas Scripturas usque ad catechumenos, non tamen ullo modo communicare.... in aliis tribus annis stare cum fidelibus et mereri divinam communionem in solis dominicis solemnitatibus cum eleemosynis et orationibus atque ieiuniis. ita ut tribus diebus hebdomadis, secunda videlicet, quarta et sexta feria, abstineant a carnibus et vino (Act. IX, Mansi, XVI, 152 e); — Definimus per triennium sequestratos esse : anno quidem uno extra ecclesiam flentes, alio vero anno intra ecclesiam stare usque ad catechumenos, porro tertio consistere cum fidelibus et ita dignos fieri mysteriorum sanctificationibus (Act. XVI, Mansi, XVI, 170 d).*

Même deux siècles après la lutte relative aux images on constate que l'on est encore attaché à l'ancienne discipline.

7° D'après le τόμος τῆς ἐνώσεως (920) le tessarogame ne doit prendre part à aucune synaxe ecclésiastique; il ne doit pas même entrer dans le sanctuaire. C'est ainsi qu'il a semblé aux Pères. On introduit donc l'autorité des Pères ¹. — Quant au trigame, on lui interdit la participation aux saints mystères pendant cinq ans, et cette durée ne peut pas être abrégée. S'il a dépassé l'âge de quarante ans, il devra donner une certaine garantie qui permette d'abrégier le temps où il lui est interdit de participer aux saints mystères ².

8° De grands évêques tiennent aussi la main à ce que l'ancienne discipline soit observée. Nous en sommes informés par ce genre d'ouvrages qu'on publia à une certaine époque sous le titre de *Demandes et Réponses*. Citons quelques exemples : Élie de Crète se demande si les fornicateurs doivent être punis plus sévèrement que les trigames ³. Il répond, d'après d'anciennes prescriptions, que les fornicateurs, s'ils s'abstiennent de leur péché, sont dignes d'être admis à la communion après huit ans, s'ils ne s'en abstiennent pas, jamais ⁴. Il se demande aussi comment il faut punir un père qui conseille à son fils la fornication ⁵. Il répond, en s'appuyant sur un canon de saint Basile, que le père lui-même doit être puni comme fornicateur, conséquemment séparé de la communion des fidèles ⁶. — A la question : comment faut-il punir un clerc ou un laïque qui exerce la magie,

¹ Ἀποφαινόμεθα κοινῇ γνώμῃ καὶ κρίσει.... τέταρτον γάμον μηδενὶ τοιμᾶσθαι, ἀλλ' εἶναι ἀπόβλητον παντελῶς καὶ τὸν, εἴ τις ἐπὶ τοιοῦτο ἔλθειν συνοικέσιον προθυμηθεῖν, πάσης ἀπεστερημένον εἶναι συνάξεως ἐκκλησιαστικῆς καὶ αὐτῆς τῆς πρὸς τὸν ἅγιον ναὸν εἰσόδου ἀλλότριον, μέχρις ἂν ἐπιμένει τῷ συνοικεσίῳ· τοῦτο γὰρ τοῖς πρὸ ἡμῶν ἁγίοις ἔδοξε πατράσι (Rh.-Poll., V, 6).

² Τοῦτον [le trigame] μετὰ πάσης ἀκριθείας καὶ παρατηρήσεως μέχρι πενταετίας ἀμέτοχον εἶναι τῆς τοῦ ἁγιασμοῦ μεταλήψεως καὶ μηδαμῶς ἐπ' αὐτῷ συντέμνεσθαι τὸν χρόνον. Ὅς γὰρ μετὰ τὸ τεσσαρακοστὸν ἔτος τὸ ρύπασμα ἐν τῇ τοῦ Χριστοῦ ἐκκλησίᾳ εἶναι καὶ λέγεσθαι ἡγάπητος, τίνα παρέξει πληροφορίαν τῆς περὶ τὸν βίον αὐτοῦ σπουδῆς, δι' ἣν ὁ χρόνος τῆς μεταλήψεως τῶν ἁγιασμάτων αὐτῷ συντηθήσεται (Rh.-Poll., V, 6, et IV, 7).

³ Περὶ τοῦ εἰ μεζίσσιν ἐπιτιμίοις ἐπιτιμῶνται οἱ πορνεύοντες τῶν τριγάμων (Rh.-Poll., V, 378).

⁴ Οἱ δὲ πορνεύοντες ἀφιστάμενοι μὲν τῆς πορνείας ἐν τῷ ὁγδόῳ ἔτει αὐτῆς (= τῆς κοινωνίας) ἀήθουνται, μὴ ἀφιστάμενοι δὲ οὐδαμῶς (*Ibid.*).

⁵ Περὶ τοῦ ἐπινοούντος τὸν ἑαυτοῦ υἱὸν πορνεύοντα (Rh.-Poll., V, 379).

⁶ Εἰ οὖν ταῦθ' οὕτως ἔχει, τίς ὁ τὸν πατέρα τοῦτων τοῦ τῶν πόρνων ἐξαιρησόμενος ἐπιτιμίου; ἔσται οὖν καὶ οὗτος ὁμοίως τῷ υἱῷ ἀφωρισμένος (*Ibid.*).

ou l'art d'empoisonner ¹, il répond : s'il est clerc, il doit être retranché de l'Église selon le 37^e canon de Laodicée ; s'il est laïque, il doit être complètement chassé de l'Église : s'ils font pénitence, ils doivent être astreints à une durée de six ou cinq ans, pendant trois ans étant *prosternés*, et le reste prenant part à la prière, mais étant exclus du sacrifice en vertu du 24^e canon d'Ancyre ². — Siméon le nouveau théologien rappelle ces généralités. Comment secourir ceux qui ont perdu la grâce du baptême ? Les moyens sont nombreux : les liens, les retranchements, les pleurs, les prostrations, etc. ³. Il dit également que cinq classes sont exclues par les saints Pères de la participation aux saints mystères ⁴ : 1^o Les catéchumènes et les non baptisés (πρώτοι οἱ κατηγούμενοι καὶ ἀβάπτιστοι); 2^o les baptisés, mais pécheurs (δεύτεροι οἱ βεβαπτισμένοι μὲν, ἀγαπήσαντες δὲ τὰ ῥυπαρὰ καὶ ἄδικα); 3^o les possédés des mauvais esprits (τρίτοι οἱ πάσχοντες ὑπὸ τῶν ἐναντίων πονηρῶν πνευμάτων); 4^o ceux qui ont renoncé à la mauvaise vie, mais qui sont encore à l'état de pénitents (τέταρτοι οἱ ἀποστήσαντες μὲν τῆς ἐναντίας ζωῆς καὶ ἔτι ἐν μετανοίᾳ ὄντες); 5^o ceux qui n'ont pas offert toute leur vie à Dieu, et qui vivent d'une manière absolument irrépréhensible dans le Christ (πέμπτοι οἱ μὴ ὄλην τὴν ἐαυτῶν ζωὴν τῷ Θεῷ ἀναθέμενοι καὶ ἐν Χριστῷ ζῶντες ἄμωμοι παντελῶς). Il conclut qu'il y a aussi cinq classes, qui sont en dehors de l'Église : 1^o les catéchumènes, comme n'étant pas encore baptisés (οἱ κατηγούμενοι ὡς οὐπω βαπτισθέντες); 2^o les fornicateurs, les adultères, les destructeurs, les meurtriers, les avares et les ravisseurs, les injustes et les orgueilleux, etc. (οἱ πόρνοι, καὶ μοιχοί, καὶ ἀλληλομανεῖς, καὶ φθόροι, καὶ φονεῖς, καὶ πλεονέκται, καὶ ἄρπαγες, καὶ ἄδικοι, καὶ ὑπερήφανοι, καὶ παράνομοι, καὶ ἀναλγῆτως διεκείμενοι τοιοῦτοί ὄντες); 3^o les possédés des démons (οἱ δαίμονσι κατεχόμενοι); 4^o les pénitents et les condamnés à rester dehors pen-

¹ Εἰ τις ἱερωμένος ἢ καὶ λαϊκὸς φωραθεῖτ ἐπασιδὸς ἢ καὶ φαρμακὸς ἢ καὶ τριοδεύων, ποίῳ ἐπιτιμίῳ ὑποπεσεῖται (Rh.-Pott., V, 384 et suiv.).

² Εἰ μὲν κληρικὸς ἐστί, καθαιρεῖται καὶ τῆς ἐκκλησίας ἀπορρίπτεται κατὰ τὸν 37^e τῆς ἐν Λαοδικείᾳ συνόδου κανόνα · ὡσαύτως δὲ καὶ ὁ λαϊκὸς ἐκβάλλεται τῆς ἐκκλησίας τελείως · μετανοοῦντες δὲ οἰκονομοῦνται δι' ἐξαετίας ἢ πεντσετίας, τρία μὲν ἔτη ὑποπίπτοντες καὶ τὰ λοιπὰ συνευχόμενοι μόνον χωρὶς προσφορᾶς κατὰ τὸν 24^e τῆς ἐν Ἀγκύρᾳ (Ibid.).

³ Ἐνταῦθα οἱ δεσμοί, ἐνταῦθα οἱ ἀφορισμοί, ἐνταῦθα αἱ χρόνιοι προσκλήσεις, ἐνταῦθα αἱ ὑποπτώσεις καὶ ἡ ποτὲ καὶ μόλις μετὰ τῶν πιστῶν σύστασις (Orat. II, P. G., CXX, 329 a).

⁴ Τῆς θείας μεταλήψεως κωλύονται παρὰ τῶν ἁγίων πατέρων τάγματα πέντε, κ. τ. λ. (Orat. V, P. G., CXX, 344 d, 345 a).

dant un temps déterminé (οἱ τῇ μετανοίᾳ προσελθόντες, καὶ ἐξομολογήσει, καὶ χρόνον ὠρισμένον ἐπιτιμηθέντες ἔξω μένειν); 5° ceux qui n'ont pas encore accompli le temps de la pénitence (οἱ τὸν τῆς μετανοίας ὠρισθέντα τούτοις εὐπω πληρώσαντες χρόνον).

Ce point excessivement obscur, où M. Holl paraît avoir des vues différentes de celles de Funk, ne présente qu'un intérêt purement historique. Il est assez difficile de se prononcer d'une manière définitive dans ce croisement de textes qui manquent parfois de clarté. Aucune raison sérieuse ne nous porte donc à prendre parti dans ce débat.

C) Tentative de réforme du patriarche Jean le Jeûneur

Les canons du pseudo-Jean le Jeûneur — car en réalité ces canons ne sont pas l'œuvre de Jean le Jeûneur lui-même — sont une réaction contre l'ancienne discipline. L'auteur de ces canons trouve trop sévère la discipline pénitentielle de son temps. Il commence par déclarer que ce n'est ni beau ni juste, mais inhumain d'appliquer de pareilles prescriptions ¹. Il veut donc y apporter une mitigation, et à cet effet il s'appuie sur l'autorité de saint Basile, d'après lequel ce n'est pas tant le temps qui compte dans la pénitence, que le mode ².

D'après M. Holl, la réforme du pseudo-Jean le Jeûneur aurait consisté en deux points : 1° Changement radical du système pénal; on n'exclut plus de l'Église, même pour les péchés les plus graves, mais on prive uniquement de la participation aux saints mystères. Le confesseur doit s'informer pour savoir quel précepte peut pratiquer le pénitent : il n'a pas le droit de lui imposer la pénitence qu'il veut ³;

¹ Οὐ καλῶς οὐδὲ ὀρθῶς, οὐδὲ δικαίως, ἀλλ' ἀπάνθρωπος καὶ ἀσυνέτως καὶ ἀγνώστως λαμβάνειν ἐπιγγεγμένους (P. G., LXXXVIII, 1928 b).

² Ταῦται δὲ τῆς συγκρίσεως τὴν βοήθειαν δέδωκεν ἡμῖν ὁ μέγας Βασίλειος εἰπὼν ὅτι ταῦτα πάντα γράφομεν ὥστε τοὺς καρποὺς δοκιμάζεσθαι τῆς μετανοίας ὃ γὰρ πάντως τῷ χρόνῳ τὰ τοιαῦτα κρίνομεν, ἀλλὰ τῷ τρόπῳ τῆς μετανοίας προσέχομεν (Ibid., 1917 a). — Idée parfaitement juste. Aujourd'hui nous disons la même chose. Ce qui fait la valeur d'un acte de pénitence, ce n'est pas tant sa durée que son intensité.

³ Ὁφείλει [le confesseur] ἐρωτᾶν, τίνα ἰσχύσει φυλάξει ἐντολήν ὃ γὰρ ὁ θεὸς ὀφείλει διδόναι ὃ ἐπιτιμῶν τὸ ἐπιτίμιον οὐδὲ ὃ πρέπει ἀπαιτεῖ ἀλλ' ὃ φυλάξει προαιρεῖται ὃ ἐπιτιμῶμενος..., ἐνδέχεται γάρ τὸν ὀλιγαμάρτητον καὶ πρόθυμον μέγα λαβεῖν ἐπιτίμιον, ὅπως μὴ μόνον ἄρεσιν κακῶν, ἀλλὰ καὶ στέφανον λάβῃ, τὸν δὲ πολυαμάρτητον καὶ βάθυμον μικρόν, ἵνα μὴ καταποθεῖς ὑπὸ βάρους καὶ ἀθυμίας ἀφήσῃ πάντα (Ibid., 1925 c1). — Cette règle qui, d'un côté, proportionne la peine au délit, et de

2° toute la pénitence est secrète, la confession se fait dans l'église ¹.

Nous ne nous attarderons pas non plus à développer ce point, qui n'a qu'une importance secondaire dans l'histoire de la pénitence.

V.

L'ÉTABLISSEMENT DE LA CONFESSION

Nous arrivons au point capital, celui sur lequel la controverse est la plus ardente, car une question dogmatique s'y trouve engagée. Il s'agit de savoir à quelle époque a commencé la pratique de la confession dans l'Église, et, par voie de conséquence, si elle est d'institution divine ou humaine. Force nous est de suivre M. Holl pas à pas et d'examiner le problème sous toutes les faces où il lui plaît de le présenter. Nos résultats seraient-ils faibles, la critique n'en resterait pas moins satisfaite.

A) *La thèse de M. Holl*

Le théologien de Berlin soutient que jusqu'à la chute de l'empire il n'y avait dans l'Église grecque aucune loi imposant l'obligation de la confession ². Cette thèse est dirigée en général contre la masse des auteurs catholiques, et d'une manière spéciale contre Assemani, Denzinger et Bickell, qui croient avoir démontré que l'Église grecque a connu la confession dès les temps les plus reculés. Suivons attentivement cette discussion et pesons les arguments.

M. Holl commence par réfuter, comme il dit, le principal argument ³ des trois auteurs catholiques que nous venons de nommer : cet argument est tiré de l'existence de la confession

l'autre tient compte des dispositions et de la force morales du pénitent, est à la fois juste et sage. Les confesseurs ne procèdent pas autrement aujourd'hui.

¹ Ὁ ἱερεὺς τὸν μέλλοντα ἐξομολογήσασθαι.... ἰστέ.... ἐμπροσθεν τοῦ θυσιαστηρίου (*Ibid.*, 1889 a).

² Keine gesetzlich festgelegte Beichtpflicht in der griechischen Kirche bis zum Untergang des Reichs (p. vi).

³ Das Hauptargument (p. 302). — Je crois que les théologiens catholiques ont des arguments bien plus forts que celui-là.

dans les Églises orientales schismatiques. Si ces Églises — auraient dit les trois théologiens catholiques — ont la confession, certainement elles ne l'ont pas inventée : c'est donc une preuve qu'elles l'avaient avant leur séparation. — M. Holl répond que cet argument n'est pas concluant, parce qu'il supposerait beaucoup de choses qui se sont pas prouvées. Pour donner à l'argument une force démonstrative, il faudrait prouver que ces Églises, après leur séparation, n'ont rien ajouté au *Credo* primitif, ou, en d'autres termes, que la confession chez elles est un reste, un lambeau de la tradition antérieure au schisme. — Comme on le voit, ce n'est ni plus ni moins que l'argument de prescription dans sa forme la plus concise qui est en jeu. Or, remarquons-le bien, — et c'est ici que nous arrêtons M. Holl — dans la pensée des théologiens catholiques, l'argument de prescription est plutôt *négalif* ou *éliminatoire*. Nous possédons : c'est un fait; c'est à vous à prouver que notre possession n'est pas légitime. C'est donc aux adversaires à faire les frais de la démonstration, puisqu'ils contestent la légitimité d'un fait. Les catholiques ne sont pas tenus de prouver, malgré les sommations de la théologie protestante, que les Églises orientales séparées n'ont introduit aucune innovation. C'est M. Holl qui devrait prouver que de fait elles ont introduit des innovations, et notamment une innovation aussi importante et pénible que la confession. Le théologien berlinois a beau en appeler aux anciennes Églises britanniques, dans lesquelles la confession aurait été une invention des moines. En bonne logique, cet argument s'appelle une *pétition de principe*, car il suppose ce qui est à prouver. Tout dernièrement des auteurs catholiques, et spécialement M. l'abbé Vacandard, ont montré la faiblesse de cette thèse contre un autre théologien protestant, M. Lea.

Après s'être débarrassé — du moins il le croit — du principal argument des apologistes catholiques comme d'un obstacle, M. Holl passe aux arguments divers et positifs qui établissent, pense-t-il, sa thèse. Nous allons nous convaincre de la non-valeur de ces arguments.

PREMIER ARGUMENT. — L'Église grecque ne possède aucun canon prescrivant directement la pratique de la confession dans des temps déterminés (*zu bestimmen Zeiten*).

Réponse. — Cet argument, à proprement parler, contient deux

confusions, qui le privent de toute valeur contre les trois théologiens catholiques que vise le professeur berlinois :

1^o Autre chose est la pratique d'une institution, autre chose est l'existence d'un canon qui la prescrive en termes clairs et formels. De ce qu'il n'existe aucun canon explicite imposant l'obligation de la confession, il ne s'ensuit nullement que les fidèles ne pratiquassent pas la confession avant la chute de l'empire, et que cette institution ne remonte aux temps les plus anciens, comme le soutiennent Assemani, Denzinger et Bickell. Est-il besoin d'un canon pour inculquer une chose qui se pratique journellement et qu'on connaît comme obligatoire par une tradition constante ? L'Église n'a l'habitude de promulguer des canons qu'à l'occasion d'une hérésie ou d'une erreur. A des époques de paisible possession et de paisible pratique, on ne sent guère le besoin de canons.

2^o Autre chose est l'existence du précepte, autre chose est l'époque de son accomplissement. M. Holl parle de *temps déterminés*. Mais le précepte peut exister sans que le temps de son accomplissement soit désigné. Dans l'Église latine elle-même, le temps où il est nécessaire d'accomplir le précepte a été fixé par le concile de Latran. Devra-t-on conclure que ni la pratique ni le précepte divin de la confession ne sont antérieurs au concile de Latran ?

DEUXIÈME ARGUMENT. — Le premier canoniste qui en ait parlé directement est Pierre Chartophylax, qui vivait sous Alexis Comnène, contemporain de la première croisade (1081-1118) ¹.

Réponse. — L'attestation d'un canoniste, comme nous l'avons déjà fait observer, ne prouve rien contre les temps antérieurs. La chose pouvait être pratiquée comme un précepte imposé à la conscience des fidèles par le droit divin. — De plus, outre les écrits des canonistes, précieux à tant d'égards, et les lois humaines ou ecclésiastiques, il existe les écrits des Pères et les lois divines. Or ces derniers documents ne laissent pas beaucoup de probabilité à la thèse protestante. Les canonistes, il faut le répéter, ne créent, dans la plupart des cas, rien de nouveau ;

¹ Cf. le texte dans Rh.-Pott., V, 372 et suiv. Nous y trouvons entre autres ces mots : Καλὸν μὲν καὶ πάνυ ὠφέλιμον (τὸ ἐξομολογεῖσθαι)...., ἔαν οὖν εὖρης ἄνδρα πνευματικὸν καὶ ἐμπειρον, δυνάμενόν σε ἰατρεύσαι, ἀνεπαισχύντως καὶ μετὰ πίστει, ἐξομολόγησαι αὐτῷ ὡς τῷ Κυρίῳ καὶ οὐκ ἀνθρώπῳ.

ils ne font que sanctionner des pratiques déjà existantes et codifier des coutumes générales. Pour employer une formule, ils mettent par écrit ce qui existait à l'état non écrit.

TROISIÈME ARGUMENT. — M. Holl s'appuie sur une *Demande* et une *Réponse* du même Pierre Chartophilax pour constater que les fidèles jouissaient d'une certaine liberté dans l'accomplissement de la pratique de la confession et pour tirer de là une conclusion favorable à sa théorie. Citons d'abord le texte. Le fidèle demande : Si je ne trouve pas un homme qui offre des garanties pour la confession, que dois-je faire? — Le canoniste répond : Confesse-toi à Dieu en secret, te condamnant toi-même et disant comme le publicain : « Seigneur, vous savez que je suis pécheur, et indigne de tout pardon, mais sauvez-moi à cause de votre miséricorde ¹. » M. Holl conclut fièrement : Une telle question serait-elle concevable, une telle réponse serait-elle possible s'il eût existé une obligation de se confesser ²?

Réponse. — Nous trouvons plutôt ici un conseil de prudence appliqué à la direction des âmes. Pierre Chartophilax devait penser, de son temps, ce que pensent de nos jours tous les directeurs de consciences, à savoir que la confession est l'affaire peut-être la plus importante de la vie spirituelle, et qu'il faut par conséquent choisir, pour la direction de son âme, un bon, sage et prudent confesseur. Cette vérité de simple bon sens, il l'exprimait d'une manière très énergique en disant que, si l'on ne rencontre pas un confesseur en qui on ait confiance, il vaut mieux s'humilier et faire un acte de sincère et profonde contrition et s'en remettre avec une entière confiance à sa miséricorde. En effet, une confession faite à un confesseur en qui on n'a pas confiance présente bien des dangers : on s'expose à faire de mauvaises confessions, des confessions sacrilèges. Pierre Chartophilax est allé un peu trop loin en voulant préserver l'âme de ce danger. Peut-être ne serait-il pas impossible de trouver même de nos jours, dans certains livres de piété, des propositions

¹ Εἰ δὲ μὴ εὕρω ἄνθρωπον εἰς ὃν ἔχω πληροφορίαν ἐξομολογήσασθαι, τί ὀφείλω ποιῆσαι; — Ἀπόκρισις · ἐξομολόγησαι τῷ Θεῷ κατ' ἰδίαν κατακρίνων ἑαυτὸν καὶ λέγων καθ' ὁμοιότητα τοῦ τελώνου · ὁ Θεὸς ἡμῶν, σὺ ἐπίστασαι, ὅτι ἁμαρτωλὸς εἰμι καὶ ἀνάξιος πάσης συγχωρήσεως, ἀλλὰ σῶσόν με ἕνεκεν τοῦ ἐλέους σου.

² Wäre diese Frage überhaupt denkbar, wäre diese Antwort möglich gewesen, wenn ein Zwang zur Beichte existiert hätte? (p. 305.)

comme celle-ci : il vaut mieux se confesser à Dieu ou ne se confesser pas du tout, que de se confesser à un prêtre qui ne nous inspire aucune confiance. On exprime une vérité, mais on l'exprime d'une manière inexacte ; l'idée est juste, l'expression ne l'est pas et les mots trahissent la pensée. — Il est possible aussi que Pierre Chartophylax ait eu des vues particulières sur la confession. Que conclure de là à toute l'Église ? Les idées d'un homme sont-elles toujours et invariablement celles de l'Église ? Du temps de Jansénius, le précepte de la communion existait. Que n'a-t-il pas fait pour en éloigner les fidèles ?

QUATRIÈME ARGUMENT. — M. Holl recourt à la *Novelle* 41 de l'empereur Alexis Comnène. Dans cette *Novelle* il est question des *didascales*. L'empereur les charge de surveiller le peuple et de faire en sorte que tous aient des pères spirituels connus, afin que les loups ne s'introduisent pas à la place des pasteurs ¹. Ce texte est bien simple. Savez-vous la conclusion qu'en tire le théologien de Berlin ? — Si les fidèles ne connaissaient pas même en partie les confesseurs approuvés par l'Église, il n'a pas pu être question d'une obligation de se confesser ².

Réponse. — Ce texte prouve tout au plus qu'on doit choisir et déléguer un certain nombre de confesseurs. M. Holl parle de matières théologiques, malheureusement il n'en connaît pas toutes les données. Probablement à l'époque d'Alexis Comnène certains prêtres étaient chargés d'entendre les confessions et d'autres ne l'étaient pas. Les fidèles avaient besoin de savoir naturellement quels étaient les prêtres chargés par l'autorité compétente d'entendre les confessions. Cette investiture, nous l'appelons aujourd'hui, en langage théologique, l'*approbation*. De nos jours, à cause des multiples besoins du ministère, tous les prêtres d'un diocèse peuvent, à moins de cas extraordinaires, entendre les confessions. Mais l'évêque garde tout son pouvoir ; et, s'il le veut, il peut donner uniquement à un certain nombre de ses prêtres l'approbation pour entendre les confes-

¹ Δεῖ δὲ αὐτοὺς [διδάσκαλους] ἐπισκεπτομένους τὸν λαὸν καὶ ἵνα πάντες γνωρίμους ἔχωσι τοὺς πνευματικοὺς πατέρας αὐτῶν, ἵνα μὴ ἀντὶ ποιμένων λύκοι εὐρέθωσι τινες τοὺς λογισμοὺς τῶν ἀνθρώπων ἀναδεχόμενοι.

² Wenn die Gemeindeglieder teilweise nicht einmal die von der Kirche legitimierten Beichtväter kennen, so kann von einem Beichtzwang nicht die Rede gewesen sein (p. 305, en note).

sions. Et s'il le faisait, les fidèles ne devraient-ils pas connaître avec certitude quels sont les prêtres approuvés? Rien ne démontre qu'il n'en fût pas ainsi du temps d'Alexis Comnène. Même à notre époque, sans remonter si haut, dans certaines contrées catholiques, tous les prêtres n'ont pas le droit de confesser. Et même dans ce nombre d'approuvés, on fait un choix encore plus restreint pour entendre les confessions de certaines catégories, par exemple des religieuses.

CINQUIÈME ARGUMENT. — C'est un texte de Nicéphore Chortophylax : « Equidem in adversa corporis valetudine illum inquirimus dicimusque medicum qui tam re ipsa quam verbis male habentem curare queat. Itaque non respiciemus in hunc vel illum, qui praeter medici nomen nihil habeat medici.... Porro si quis expertus fuerit et frugi et cum hoc sacerdotio fungatur ad illum imprimis accedendum ¹. »

Réponse. — Toujours le même raisonnement, toujours la même équivoque. De ce que Nicéphore recommande de ne pas se confesser au premier prêtre venu, mais d'examiner attentivement et de choisir pour confesseur un prêtre prudent et vertueux, qui n'ait pas seulement le titre de prêtre (*medici nomen*) mais qui en ait aussi les qualités, on conclut qu'il n'y avait pas d'obligation de se confesser. On n'a jamais supposé que tous les prêtres fussent des saints ni d'admirables directeurs de consciences. On sait que c'est là *ars artium*, comme dit saint Grégoire. Qu'on lise saint Alphonse de Liguori, on verra combien il est exigeant pour ce qui concerne les qualités du confesseur. Mais la théologie protestante semble ignorer tout cela.

SIXIÈME ARGUMENT. — Les prédicateurs ne parlent jamais de l'obligation de se confesser. Certainement, si la confession eût existé comme une obligation, on devrait trouver des exhortations dans les sermons pour le temps du carême. Or on ne trouve qu'un texte dans un sermon attribué à Anastase le Sinaïte ².

Réponse. — C'est incontestablement l'argument le plus sérieux, il ne faut pas se le dissimuler. Les apologistes catholiques qui ont traité légèrement cet argument ont commis une très grande imprudence. Il est en effet difficile de comprendre pour-

¹ *Epist. ad Theod.*, P. G., C, 1067 a.

² *Hom. de sacra synaxi*, P. G., LXXXIX, 833 c : Ἐξομολόγησαι τῷ Θεῷ διὰ τῶν ἱερῶν τὰς ἀμαρτίας σου, κ. τ. λ.

quoi, dans toute la patrologie grecque ou latine, on ne trouve pas une seule homélie sur l'obligation ou les qualités de la confession, tandis qu'on en trouve sur des sujets presque insignifiants. Il est inutile de tourner les yeux à une pareille lacune. La critique historique ou doctrinale se trouve devant un problème très embarrassant, et les réponses évasives n'auraient pas beaucoup de chances de persuader les esprits. — Est-ce à dire pourtant que cet argument soit décisif? Non : c'est un simple argument négatif, qui donne à réfléchir, mais qui n'a pas une valeur démonstrative. De ce que les Pères n'ont jamais fait des homélies sur la confession, on n'a pas le droit de conclure qu'elle n'existait pas. Nous ne connaissons pas assez toutes les circonstances historiques pour savoir avec certitude à quelle cause il faut attribuer le silence des Pères. Le protestantisme ne peut se flatter d'avoir gain de cause qu'en prouvant par la méthode d'élimination que le silence des Pères ne peut être attribué qu'à une seule cause : la *non-existence de la confession*.

SEPTIÈME ARGUMENT. — Presque identique au précédent : Les ouvrages d'édification ne parlent jamais de la confession. Un seul ouvrage de ce genre, attribué aussi à Anastase le Sinaïte, en parle ¹.

Réponse. — Nous ferons aussi une réponse identique : C'est un argument négatif qui ne saurait prétendre avoir une force démonstrative.

Dans ce texte pourtant nous remarquons un détail. L'auteur dit qu'il faut se confesser à des *hommes spirituels* (πνευματικοῖς ἀνδράσιν) : M. Holl n'est pas sûr que ces expressions désignent les prêtres ². Anastase présenterait ces πνευματικοί uniquement comme des μαθηταὶ τοῦ Χριστοῦ, des θεράποντες Θεοῦ, des ἄγιοι. Nous ne reviendrons pas sur ce sujet pour ne pas nous répéter, d'autant plus que M. Holl n'est pas exclusif. — On exigeait de ces πνευματικοί certaines qualités morales, et surtout le discernement des esprits (διάκρισις τῶν πνευμάτων). Ces qualités, on les supposait à un plus haut degré chez les moines. C'est ce qui fit leur fortune. Les moines devinrent les rivaux des prêtres sur le terrain

¹ Τοῦτο [τὸ ἐξομολογεῖσθαι] καλὸν ἐστὶ λίαν καὶ πάνυ ὠφέλιμον (*Quaest. et resp.*, cap. vi, P. G., LXXXIX, 369 b).

² Von allen, die bisher die Stelle benutzt haben, ist vorausgesetzt worden, dass unter den πνευματικοί Priester gemeint seien (p. 310-311).

de la direction des âmes ¹. Cette idée permet à l'auteur de passer à un autre sujet dans ses recherches historiques.

B) *Prétendu empiétement des moines*

Nous laisserons de côté certains faits particuliers, rapportés dans la vie de certains moines, relatifs à l'autorité du chef de la laure. Ce dernier, pour certaines fautes, inflige à ses subordonnés certaines pénitences. C'est là une pratique qui peut surprendre un théologien protestant, mais que les catholiques trouvent toute naturelle et connaissent de longue date. Les pénitences ont toujours été en vigueur dans les monastères. — Quant aux visions, ce sont des phénomènes qui relèvent en grande partie de la psychologie, ou mieux d'une conduite extraordinaire de Dieu. Absolument parlant, en instituant le sacrement de pénitence, Dieu ne s'est pas lié les mains : il reste le maître absolu de remettre les péchés comme il l'entend et aux conditions qu'il lui plaît de fixer. L'histoire ordinaire de la discipline pénitentielle n'est nullement engagée dans ces faits extraordinaires.

Ce qu'il faut considérer ici, c'est l'influence de ce régime pénitentiel sur les gens du monde. Exerça-t-il une certaine force d'attraction, et les moines s'appliquèrent-ils à le faire rayonner en dehors de leurs laures, afin d'asseoir leur influence sur les fidèles et de contre-balancer ainsi l'action des prêtres ? — M. Holl prétend que les fidèles, ayant la plus grande confiance dans la sainteté des moines, considéraient leurs prières comme une absolution des péchés ². Nous allons examiner les faits avec une impartialité absolue et voir si le professeur de Berlin leur a toujours donné une interprétation exacte.

1^o Théodoret ³ rapporte que Jacques de Nisibe fut sollicité de prier pour un prétendu mort. Le moine accéda à leur demande, et pria Dieu de lui remettre les péchés qu'il avait commis durant sa vie (*ἀφεῖναι παρακαλῶν τὰ κατὰ τὸν βίον πλημμελήθεντα*) ; les assis-

¹ So ist der Mönch auf dem Gebiet der Seelenleitung der Rivale des Priesters geworden (p. 311).

² Man schon die Fürbitte des Mönchs als ein Lösen der Sünde betrachtete (p. 314).

³ *Hist. relig.*, cap. 1, P. G., LXXXII, 1297 d.

tants prient aussi le moine de leur remettre leurs propres péchés (λύσαι σφίσιν αὐτοῖς τὴν πλημμέλειαν).

2° Le même Théodoret ¹ raconte le cas d'un ismaélite qui s'accusa à Siméon le Stylite d'avoir voulu manger de la viande contre son serment; il conjure le saint de le délivrer par ses prières toutes-puissantes des liens de son péché ².

3° Encore Théodoret ³. A l'arrivée de Julien à Antioche, raconte-t-il, tous désiraient voir l'homme de Dieu et obtenir la guérison de quelque passion (ἰατρείαν τινὰ τοῦ πάθους λαβεῖν).

4° Une diaconesse du nom de Basiline désire voir Jean Hésychates pour lui accuser ses fautes. Elle ne peut pas pénétrer dans sa cellule. Le saint lui répond qu'il lui apparaîtra en songe et lui fera connaître tout ce que Dieu lui aura révélé. De fait il lui apparaît et lui dit que Dieu l'a envoyé pour lui annoncer ce qu'elle voulait ⁴.

5° Jean Moschus raconte, dans le *Pré spirituel*, qu'un étranger se présenta chez un moine. Celui-ci lui déclare qu'il a quelque chose sur le cœur, et le prévient que s'il veut guérir, il est nécessaire qu'il lui dise ce qu'il a sur le cœur ⁵.

6° Il est dit dans la vie de Paul le Jeune que, à côté d'autres grandes grâces, il était aussi doué des grâces apostoliques et du pouvoir de lier et de délier ⁶.

Nous n'osons pas prolonger davantage cette énumération, qui risquerait de devenir fastidieuse, d'autant plus que la plupart des cas se ressemblent. Deux conclusions générales se dégagent de l'examen de ces faits: 1° Le plus souvent on ne regarde pas la prière du moine comme une *absolution*, mais comme une simple *intercession* auprès de Dieu pour qu'il pardonne au pécheur, ce qui est tout différent. Il est vrai que M. Holl ne connaît pas ces nuances de la théologie catholique, mais ce n'est pas notre faute. Intercéder auprès de Dieu en faveur du pécheur n'est pas la

¹ *Hist. relig.*, cap. xxvi, P. G., LXXXII, 1477 d.

² Ὡς ἂν ταῖς παντοδυνάμοις αὐτοῦ εὐχαῖς τῶν δεσμῶν αὐτὸν τῆς ἁμαρτίας ἐκλύσειε.

³ *Ibid.*, cap. II, P. G., LXXXII, 1321 a.

⁴ *Act. sanct.*, mai, III, appendice, p. 18 a.

⁵ Εἰ θέλεις ἰατρείας τυχεῖν, εἰπέ μοι εἰς ἀλήθειαν τὰς πράξεις σου ὅπως κατὰ ταύταις ἁρμοζόντα προσάγω τὰ ἐπιτιμία (cap. LXXVIII, P. G., LXXXVII, 2933 a).

⁶ Οὐδὲ ἀποστολικῶν ἐτέλει χαρίτων καὶ τοῦ δεσμεῖν τε καὶ λύειν ἄμιρος (*Anal. Boll.*, XI, 66, cap. xxxii).

même chose qu'absoudre. Tout chrétien peut prier Dieu pour la conversion des pécheurs. 2° Quelquefois il paraît bien qu'il s'agit de l'absolution proprement dite ; mais que peut prouver cela ? Si certains chrétiens, certaines âmes candides — car ces faits sont infiniment rares — se sont trompés, ont été dans l'illusion, et, dans leur foi naïve, ont été vraiment convaincus que les moines, quoique non prêtres, avaient le pouvoir d'absoudre les péchés, peut-on construire sur ces légers nuages un solide édifice ? Évidemment non. — Ajoutons que quelquefois on demande au moine la guérison d'une maladie corporelle. — Enfin n'oublions pas que ces vies ont été écrites le plus souvent par des gens naïfs ; que dès lors il est permis de supposer, sans être irrévérencieux, que la légende ou du moins l'exagération y tient une certaine place. Par conséquent, il n'y a rien d'impossible à ce que, dans l'ardeur de l'admiration pour des héros de vertus chrétiennes, on ait quelque peu grossi et même défiguré les faits. Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas là des éléments pour tirer des conclusions générales.

C) *Prétendue sanction de l'Église*

L'Église officielle approuva-t-elle ce prétendu pouvoir des moines ? Après ce que nous venons de dire, nous aurions pu raisonnablement nous dispenser de poser cette question. Mais M. Holl l'examine, et force nous est de le suivre sur ce terrain. Il prétend que l'Église approuva la pratique de s'adresser aux moines pour l'absolution. Pour le prouver, il s'appuie sur deux documents.

Le premier est emprunté aux canons de Nicéphore. Le canoniste pose la question si les prêtres orthodoxes Hilarion et Eustratius, moine, ont le pouvoir d'imposer des pénitences ¹. Il répond naturellement que les deux personnages mentionnés peuvent imposer des pénitences, puisqu'ils sont prêtres. Jusqu'ici aucune difficulté. — La question devient difficile quand il s'agit d'un moine non revêtu du caractère sacerdotal ² ; il ré-

¹ Περί πρεσβυτέρων ὀρθοδόξων ἡγουν Ἰλαρίωνος καὶ Εὐστρατίου μοναχοῦ, ἂν ἔχωσιν ἐξουσίαν διδόναι τὰ ἐπιτίμια ; (*Question 16, Rh.-Poll., IV, 431, 9-1*).

² Εἰ δεῖ καὶ τὸν μὴ ἔχοντα ἱερωσύνην διδόναι κατὰ ἀπορίαν πρεσβυτέρου καὶ πίστιν προσιόντος.

pond que même un simple moine peut le faire ¹. — Ce document n'a pas la force que voudrait lui donner le théologien de Berlin. Deux remarques suffiront pour nous en convaincre. En premier lieu, un canoniste, quelque célèbre qu'il soit, n'est pas l'Eglise elle-même. — En second lieu, il s'agit ici de ce qu'on appelle un cas d'*extrême nécessité*, le manque d'un prêtre (κατὰ ἀπορίαν πρεσβυτέρου); il faut ajouter aussi la grande foi (peut-être la *bonne foi* ?) du pénitent (καὶ πίστιν προσείοντος). — Ces conditions étant données, quoi d'étonnant à ce qu'un canoniste se soit trompé ? Saint Thomas, le prince des théologiens, n'a-t-il pas enseigné en plein moyen âge que, en cas de nécessité, on peut se confesser à tout chrétien ? (*Supplem.*, quaest. VIII, art. 2, Concl.) — Il y a plus, et c'est ce qui complétera notre réponse. Dans le cas présent — le contexte nous l'apprend — il s'agit d'un péché d'hérésie ². Peut-être était-il simplement question d'enlever les censures encourues par ce péché. Or pour absoudre des censures, l'évêque ne peut-il pas déléguer un simple moine ?

Le second document est tiré de la session IX d'un synode tenu en 869. Dans cette session les légats du pape interrogent le Protospathar Théodore. Nous transcrivons ici même les demandes et les réponses, pour que le lecteur puisse juger en pleine connaissance de cause : « Fecisti confessionem et accepisti poenas de peccato illo te poenitens ? Theodorus dixit : etiam. Sanctissimi vicarii dixerunt : cui confessus es et a quo accepisti epitimium ? Theodorus dixit : qui dedit mihi epitimium defunctus est. Sanctissimi vicarii senioris Romae dixerunt : quis vocabatur ? Theodorus dixit : nescio, id tantum scio quia cartularius erat et tonsus est et fecit in columna quadraginta annos. Sanctissimi vicarii dixerunt : sacerdos erat ? Theodorus dixit : nescio, abbas erat et habebam fidem in homine et nuntiavi ei. Sanctissimi vicarii dixerunt : et custodisti epitimia ? Theodorus dixit : si vult Deus custodivi ea, quia christianus sum. Sanctissimi vicarii senioris Romae dixerunt : complesti ea an non ? Theodorus dixit : ecce homo, compleo illa ³. » — Or, nous le demandons en toute sincérité, que peut prouver cet épisode ? On constate la grande

¹ Οὐκ ἔξω τοῦ εἰκότος καὶ τὸν ἀπλῶς μοναχὸν ἐπιτίμιον διδόναι (*Ibid.*).

² M. Holl lui-même en convient. Le canon 7 est ainsi formulé : Περὶ τῶν ὑπογραφάντων μοναχῶν καὶ κληρικῶν ἐν τῇ αἵρεσει.

³ Mansi, XVI, 150 d et suiv.

foi de Théodore. C'est ce qu'il y a de plus frappant. Au surplus, Théodore était dans le doute, puisqu'il avoue qu'il ne savait pas s'il était prêtre ou non. M. Holl objecte que les légats du pape ne soulevèrent aucune objection. Eh ! mon Dieu, les légats du pape en Orient n'ont pas toujours été, en fait de théologie, des saint Thomas ou des saint Alphonse de Liguori. Probablement ils se trompèrent eux-mêmes ou du moins transigèrent sur un abus incertain. Qui sait s'ils n'appliquèrent pas aussi la règle dont les moralistes se servent même aujourd'hui dans certaines circonstances : laisser le pénitent dans sa bonne foi quand il y aurait trop d'inconvénients à agir autrement ? — On voit donc que les arguments du professeur de Berlin ne sont pas précisément *di primo cartello*.

D) *La puissance des moines dans le domaine pénitentiel*

Est-ce à dire pourtant qu'il n'y ait eu aucun abus de la part des moines ? Assurément non. Ce serait tomber dans une exagération opposée à celle que nous avons combattue, et l'histoire doit se tenir dans les limites de la stricte vérité, au risque même de heurter certains préjugés et de froisser certains esprits qui ont de la peine à comprendre les imperfections et les défaillances de la nature humaine. Il y eut certainement des abus, je ne dirai pas, si l'on veut, *de la part* des moines, mais *en faveur* des moines. Du reste, ces déviations et ces trébuchements dans le conflit des intérêts ne sauraient étonner ceux qui sont tant soit peu au courant des choses de ce monde, et qui ont constaté mainte fois dans les révolutions de l'histoire les faiblesses de l'homme. Ce n'est pas la seule fois où nous voyons se produire dans l'Église de semblables compétitions. Il en sera toujours ainsi lorsque, par suite de certaines aberrations, on perdra la claire notion des droits et des devoirs de chacun, et l'on s'écartera d'un ordre régulièrement établi pour se laisser diriger par des inspirations privées. Les textes et les faits sont là : on ne peut pas les effacer des annales historiques. M. Holl les a groupés dans quelques pages, et ici il serait difficile de combattre ses idées, bien que ces faits, nous nous hâtons de le dire, soient indifférents à la théorie générale. On nous permettra de citer quelques exemples :

Jean le Jeûneur affirme que Notre-Seigneur Jésus-Christ a envoyé les prophètes, les apôtres, les hiérarques et les prêtres pour répandre la doctrine spirituelle; quant aux moines, il les a envoyés pour exhorter à se confesser à eux, afin que notre ennemi ne trouve en nous aucune blessure ¹. — Jean d'Antioche constate la foi générale des fidèles dans les prérogatives monastiques. Jusqu'à ce jour, dit-il en substance, tous les fidèles ont regardé l'ordre monastique comme étant chargé de recevoir les confessions et d'imposer les pénitences convenables ². — Balsamon vise directement les privilèges des moines lorsqu'il déclare que ce n'est pas uniquement le droit des moines d'absoudre des péchés, mais de tous les prêtres en général ³. Dans un autre passage il laisse entrevoir une coutume: il dit qu'il ignore si des patriarches et des évêques ne permettent jamais à des prêtres, qui ne sont pas moines, d'entendre les confessions; quant à lui, il le permettra à beaucoup d'autres prêtres ⁴. Mais les moines dont il vient de parler sont, en définitive, prêtres. Il déclare que les moines prêtres qui s'arrogent le droit de confesser, sans l'approbation régulière, agissent mal, à plus forte raison s'ils ne sont pas prêtres ⁵; enfin il ajoute qu'il est injuste de confier la charge d'entendre les confessions uniquement aux prêtres moines ⁶. — Siméon le nouveau Théolo-

¹ 'Ο Κύριος ἡμῶν Ἰησοῦς Χριστός... ἐξαπέστειλε προφήτας, ἀποστόλους, ἱεράρχας, ἱερεῖς, διδασκάλους εἰς διδασκαλίαν πνευματικῆς, μοναχοὺς δὲ πάλιν το παραινεῖν ἐπὶ τὸ ἐξομολογεῖσθαι εἰς αὐτοὺς μετὰ μετανοίας, ἵνα μηδέμιαν βλαθῇ καθ' ἡμῶν εὐρὴ ὁ βάσκανος ἡμῶν ἐχθρὸς (*Serm. de poenit.*, P. G., LXXXVIII, 1920 a). — Il semble qu'il y ait une pointe d'ironie dans ces paroles du patriarche de Constantinople. Peut-être aussi qu'il constate un fait ou que son grand amour pour les moines le fait parler ainsi.

² Ἐκτοτε οὖν καὶ μέχρι τῆς δεῦρο τετρακοσίων ἤδη χρόνων παρῳχηκῶτων τοσούτων ὑπὸ πάντων τῶν πιστῶν ἐξεθιάζετο καὶ ἐτιμάτο τὸ τάγμα τῶν μοναχῶν ὡς καὶ τὰς ἐξομολογήσεις καὶ ἐξαγγελίας τῶν ἁμαρτημάτων καὶ τὰς ἐπ' αὐτοῖς ἐπιτιμίας καὶ ἀφεσίμους λύσεις εἰς τοὺς μοναχοὺς μετατεθῆναι (*De discipl. monast. et monast. laicis non tradend.*, P. G., CXXXII, 1128 bc).

³ Μὴ μόνοις μοναχοῖς ἱερεῦσιν ἐνδοθῆναι τὴν τῶν ἁμαρτημάτων καταλλαγὴν, ἀλλὰ καθολικῶς πᾶσι τοῖς ἱερεῦσιν (*Rh.-Poll.*, II, 69 et suiv.).

⁴ Ἐγὼ δὲ ἐπέτρεφα πολλοῖς κατὰ τὴν μεγάλην Ἀντιόχειαν ἱερουργοῦσι καὶ οὐσι κληρικοῖς τοῦ αὐτοῦ ἀγιώτατου θρόνου δεχέσθαι λογισμοὺς ἀνθρώπων ἀκωλύτως καὶ συγχωρεῖν ἁμαρτίας (*Ibid.*). — Évidemment Balsamon avait entendu dire que certains évêques permettaient uniquement aux moines de confesser.

⁵ Σημειῶσαι ὅτι οἱ χωρὶς ἐπιτροπῆς ἐπισκοπῆς δεχόμενοι λογισμοὺς ἀνθρώπων ἱερωμένοι μοναχοὶ κακῶς ποιοῦσι, πολλὰ δὲ πλεον οἱ ἀνίεροι (*Rh.-Poll.*, III, 311).

⁶ Τὸ δὲ μὴ δεχέσθαι λογισμοὺς ἀνθρώπων πάντα τοὺς ἱερεῖς, ἀλλὰ μόνοις τοὺς μοναχοὺς ερεῖς ἀδικόν ἐστιν (*ibid.*).

gien, le héros du livre de M. Holl, se prononce ouvertement pour le droit des simples moines à confesser ¹. — Au commencement du ^{xiii}^e siècle, l'empereur latin Baudoin, dans sa lettre à Innocent III, se plaint de ce que chez les Grecs tout le pouvoir de lier et de délier est aux mains des moines ². D'autres témoins nous apprennent qu'on n'alla pas si loin, mais qu'on confia aux seuls religieux basilien la charge de confesser ³.

Ce fait nous est également attesté par la réaction qui se produisit et par la lutte engagée par les canonistes. Nous avons déjà recueilli les critiques de Balsamon. — Siméon de Thessalonique accentue encore davantage. La confession, dit-il, est une chose sacrée; seul le prêtre peut en être le ministre ⁴. Les droits de l'évêque sont nettement affirmés; pour confesser il faut être délégué par l'évêque, car c'est à lui qu'appartient, à proprement parler, le pouvoir de lier et de délier ⁵. Ceux qui ont reçu le pouvoir de l'évêque sont tenus d'interroger (ὁρῶουσιν ἐρωτᾶν), quelle sûreté auront ceux qui n'ont pas reçu ce pouvoir (ποῖαν ἀξίαν ἔξουσιν ὅλως λύειν οἱ μὴ λαβόντες;); combien à plus forte raison s'ils ne sont pas prêtres (εἰ δὲ καὶ ἀνιερὸς τις, πόσῳ γε μᾶλλον!) ⁶.

Il ne faudrait pas pourtant conclure que ces quelques abus dont nous venons de constater la réalité fussent l'œuvre exclusive de l'ambition des moines. Sans doute, l'esprit de corps dut jouer un certain rôle; mais il faut aussi tenir compte des louables préoccupations des membres de la hiérarchie. Il n'est nullement téméraire de dire que certains évêques, pleins de zèle, et profondément convaincus de la grande dignité morale nécessaire au ministre du sacrement de pénitence, frappés, d'autre part, de la dissipation qui régnait dans certains milieux ecclésiastiques et des vertus qui fleurissaient dans les laures et les

¹ Dans son Ἐπιστολὴ περὶ ἐξαγορεύσεως, il se pose cette question : Εἰ ἀρα ἐνδέχεται εἰς μονάζοντάς τινας ἐξαγγέλειν τὰς ἁμαρτίας αὐτῶν ἱερωσύνην μὴ ἔχοντας; — il répond d'une manière affirmative et défend son opinion avec beaucoup d'énergie.

² Nec ulla poenitentiae satisfactione pensabant laici monachive, penes quos sacerdotibus spretis tota ligandi atque solvendi consistebat auctoritas (P. L., CCVI, 452 c).

³ Un curieux passage de Nicéphore de Thessalonique nous éclaire là-dessus : « Non datur potestas presbyteris saecularibus audire confessiones poenitentium, sed solum religiosus S. Basilii. »

⁴ Resp. ad Gabr. Pentop., quaest. 13, P. G., CLV, 864 bc.

⁵ Ibid., 861 c.

⁶ Ibid., 864 a.

monastères, se décidèrent à confier aux moines un ministère à la fois si important et si délicat. Ou bien aussi surchargés d'occupations, ils sentirent le besoin de se décharger sur les moines de cette fonction pastorale. Certains textes, que nous nous dispensons de citer pour ne pas trop allonger cette étude, accréditent ces vues.

Nous n'allons pas plus loin dans nos recherches. Le but que nous nous étions proposé nous l'interdit. Nous avons examiné cette question avec la plus grande attention, et avons revu tous les textes avec une entière loyauté. Nous n'avons pas craint de nous rapprocher de M. Holl là où notre conscience et surtout une profonde conviction nous le commandaient ; nous l'avons au contraire combattu là où nous croyons qu'il s'écarte de la vérité et d'une exacte intelligence des données historiques.

D^r V. ERMONT.

L'INVASION ANGLAISE SOUS CHARLES VI

DERNIÈRES BATAILLES NAVALES

La génération des vieux conseillers de Charles V s'éteignait. 1406 avait été marqué par la mort de l'amiral de Trie, 1407 par la mort du connétable de Clisson, la guerre n'avait plus aucune direction supérieure.

Un des derniers conseillers de Charles V, Philippe de Mézières, dans un pamphlet politique de large envergure qui fut le testament de sa vie, stigmatisait les vices du nouveau régime.

« Les bons maronniers (marins) crient entre eulx secrètement, — car publiquement ilz ne le oseroient dire, — que toutes ses fortunes ne leur viennent pour autre occasion que pour le petit gouvernement du patron. » Le patron, c'était par manière de « moralité » le roi, pilote de la nave de l'État. Autrefois, les tempêtes « n'avoient nulle puissance en la nave. Quel merveille [à cela] ? Car lors, les seigneurs ne maingeoient pas à mynuyt et ne fasoient pas du jour la nuyt, comme on fait à présent. On ne déterminoit pas les consaulx secretz touchans au bien commun de la nave, de nuyt à la chandoille, voire quant l'un est plain de viandes et de vin, et l'autre baaille de sommeil. » Le royaume est appauvri ; tous sont taillés, comme s'ils avaient la gravelle. « Les trésoriers de la guerre preschent à haulte vois que ilz sont tous prestz de rendre compte, voire à ceulx qui sont de leur mestier, qui ne les oseroient reprendre, ne couroucier pour les yeulx de la teste, ne les contrerouleurs aussi. » Chacun est flanqué d'un « Mahomet qui a sa part au butin. » Les capitaines fraudent sur le chiffre de leurs hommes. « Les gens de mer, en armant les galées, gaignent outrageusement. Le viel pèlerin a veu en son temps que une galée armée ne coustoit le moys que cinq

cens florins : » elle en coûte maintenant le double ou le triple ¹.

Depuis lors, le mal chronique des époques de décadence n'avait fait qu'empirer.

Clignet de Brebant et Jacques de Chastillon se disputaient l'office d'amiral. Le Parlement, institué juge du conflit et requis par Clignet de Brebant d'entériner ses lettres de provisions, estima que le titre de l'un, une défaite, ne valait pas mieux que la compétence de l'autre en matière navale ; « puissant d'avoir et d'amis, et le chef des armes de Chastillon, » semblaient en effet au seigneur bourguignon des droits au grade d'amiral. Le Parlement renvoya dos à dos les deux parties, en confiant provisoirement ² la charge à un officier d'administration, ancien garde du clos des galées, Jean de Lesmes ³.

Personnage recommandable, vraiment ! Avec ses subalternes, le maître charpentier Antoine Blegier et le maître calfat Robin de Rhodes, il avait si bien profité du désordre des finances et de l'absence de tout contrôle que l'arsenal était vide de bâtiments, sauf, dans un coin, quelques galères. Il avait trafiqué ou s'était adjugé le reste ⁴. Pas un chef, à peine six vieux navires de guerre, et les Anglais attendaient frémissants le moment d'agir !

Leur roi, Henri V, jeune, vigoureux, était muni d'une arme puissante forgée par son père ; il disposait d'une belle flotte de guerre de vingt-quatre vaisseaux construits sur les derniers modèles ⁵ : la nef *Santa-Maria* achetée à la reine de Castille ⁶, un vaisseau bayonnais long de cent quatre-vingt-six pieds ⁷, deux caraques catalanes de cinq et de sept cents tonneaux, de grands dromons du genre des caraques, la *Trinity*, la *Grâce*

¹ Songe du Viel Pélerin. Franç. 9200, fol. 307 v°, 308, 309, 223 et 217.

² 31 juillet 1414 (Arch. nat., X^{1a} 4790, fol. 120 v°).

³ 14 décembre 1414 (Franç. 21185, fol. 2) : Le roi casse la décision du Parlement.

⁴ Vente de navires du clos des galées en 1404, 1411, 1412 (Charles de Robillard de Beaurepaire, *Recherches sur le clos des galées de Rouen*, 10, 12). — A Jean de Lesmes avait succédé Guillaume Blancbaston, puis, le 12 juillet 1414, Robert d'Oissel (Beaurepaire, *ouv. cité*, 10 ; Pièces orig., vol. 365, doss. Blancbaston, p. 6, 9 ; vol. 1008, doss. d'Oissel, p. 6).

⁵ État de la flotte royale de Henri V en 1415 : 6 grandes nefes, 8 barges, 10 baleiniers (*Proceedings*, II, 202-203).

⁶ 26 septembre 1411 (*Proceedings*, II, 25, 26).

⁷ Large de 46 pieds (Ellis, *Original letters*, 2^d series, I, 69).

de Dieu, l'*Holy Gost*, construits à Southampton ¹ et grées peut-être de ces fameux câbles de la Tana en Crimée que le roi Henri IV avait fait venir des arsenaux vénitiens ², étaient les vaisseaux de première ligne de son escadre.

Jusqu'à l'expiration de la trêve, nous caressâmes l'illusion que Henri V prendrait en pitié notre inertie. En juillet 1415, nos ambassadeurs à Winchester essayaient de l'attendrir en lui offrant la main de la princesse Catherine, avec plusieurs territoires et une forte somme d'argent.

Henri V répondit à ces avances par l'incendie de Saint-Aubin-sur-Mer ³. C'était la guerre ! une guerre longuement et silencieusement préparée, avec l'espérance de conquérir quelques grasses provinces de la France.

Dans l'après-midi du 13 août 1415, vers cinq heures, une forêt de mâts apparut à l'embouchure de la Seine. Henri V arrivait avec quatorze cents navires ⁴, ne laissant derrière lui pour la garde des côtes que douze croiseurs ⁵. A un signal de la nef royale *Trinity*, une bannière hissée au mât, les capitaines, arrivant au conseil, prennent les instructions dernières. Personne ne touchera terre avant le roi. On débarquera à l'aube au Chef de Caux. L'opération fut rapidement exécutée, bien que la falaise fût assez rude pour permettre à quelques gens de cœur d'en disputer l'accès. Les Anglais, au nombre de trente mille, marchaient en trois colonnes sur Harfleur, quand ils furent arrêtés net par l'énergique gouverneur de la place, Raoul de Gaucourt ⁶. L'assaut repoussé, le blocus commençait. Deux galiotes rouennaises, patrons Jean Go et Jean La Guette dit Lescot, accourant à Harfleur bannière au vent, se chargent d'assurer le ravitaillement des

¹ Ellis, *Original letters*, 2^d series, I, 71 ; *Proceedings*, V, préface, p. cxxxi, n. 3.

² Août 1404 (*Letters and papers during the reign of Henry IV*, 283).

³ Franç. 25709, fol. 697.

⁴ Entre autres, 7 nefs royales dites de la Tour et 200 nefs portugaises (Rymer, IV, 2^e p., 118 ; Morosini, *Cronaca veneta*, ms. de la bibliothèque palatine de Venise 6586, fol. 302).

⁵ Montés de 1,040 hommes : cinq bâtiments croisaient de Plymouth à Wight, quatre autres de Wight à Oxfordness, trois entre Oxfordness et Berwick. Février 1415 (*Proceedings*, II, 145-147).

⁶ Hellot, *Récit du siège d'Harfleur en 1415 par un témoin oculaire*. Rouen, 1881, in-8, p. 13 ; *Henrici Quinti, Angliae regis, gesta, auctore capellano in exercitu regio*, ed. Williams, Londres, 1850 ; Capgrave, *Liber de illustribus Henricis*, 115 ; Nicolas, *A History of the royal Navy*, II, 410.

assiégés et de « mettre gens hors pour fere savoir de leurs nouvelles ¹. »

Les vaisseaux de guerre que Henri V a gardés pour fermer la ceinture du blocus et qu'il a chargés de machines de jet, sont tenus en respect par les défenses du port construites selon les principes du *De regimine principum* de Gilles Colonna. Deux tours, l'une très haute, armée de machines à ses deux étages, la seconde plus basse, garnie seulement à sa plate-forme supérieure, battaient l'entrée, que défendaient une chaîne renforcée d'estacades et les bâtiments ancrés dans le port. De hautes murailles à redans enveloppaient la ville. Les assiégeants se retranchèrent, selon les principes du même « maistre Gilles, » derrière un fossé qui les protégeait contre les attaques de la plaine : les terres, rejetées en dedans, étaient épaulées par une palissade où l'on ménagea des embrasures pour les canons ².

Le connétable Charles d'Albret, accouru à Rouen avec le maréchal Boucicaut, élaborait rapidement les plans d'une contre-attaque, qu'un homme de confiance alla soumettre à la cour (23 août) ³.

C'était, avant tout, de réunir une flotte de guerre. Sans perdre un moment, le roi lance sur la route de l'Écluse trois commissaires, le sieur de « Monteauquier ⁴, » maître Pierre Nantron et Janus Grimaldi, avec ordre de nolisier des navires, « tant caragues que galées. » Une dépêche du connétable, en date du 5 septembre, leur réclame aussi des calfats et des rémolats pour espalmer les galères de Rouen ⁵. À défaut de ces vieilles carcasses que le maître du Clos entreprend de mettre à la mer ⁶, on équipe treize baleiniers rangés aux quais de Rouen, *menu navire* ⁷, que charpentiers et huchiers munissent d'un

¹ Mandement récapitulatif des travaux de défense, par le connétable Charles d'Albret. Rouen, 23 août 1415 (Franc. 26040, p. 4971 ; Pièces orig., vol. 2289, doss. Piquet, p. 49).

² Hellot, *Récit du siège d'Harfleur en 1415 par un témoin oculaire*, p. 12, 13 et 20 ; *Chronique de Perceval de Cagny*, éd. Moranvillé, sous presse.

³ Alors à Paris. Rouen, 23 août (Franc. 26040, p. 4971).

⁴ Lire probablement Montenay, que nous verrons, l'année suivante, capitaine général de la flotte.

⁵ British Museum, *Additional charters*, n° 259 : copie de M. Wyatt-Thibaudau aux Archives de la marine, G 193.

⁶ 15 septembre (Pièces orig., vol. 2137, doss. Oissel, p. 7).

⁷ Baleiniers Jean Langage, maître Colin Gonet, Hennequin Massiot, Jean

tillac ¹. L'équipage de chaque baleinier, maitre, contremaitre, quatre quarteniers, trente marins ², est passé en revue le 14 septembre ³. La veille, un émissaire du sire de Gaucourt, sorti secrètement de Harfleur, a mandé que la situation de la ville était désespérée ⁴.

Le 16 septembre, les assiégés promettaient de capituler s'ils n'étaient secourus dans les six jours. L'escadrille rouennaise allait-elle arriver à temps? L'amiral Pierre de Brebant, accompagné de « plusieurs gentilzhommes et autres gens de guerre ⁵, » se munil, comme viatique, de certaines « nécessités ⁶, » et comme guides, de deux vaillants hommes de mer, Christian du Four et Jean Go, qui avaient plusieurs fois exploré depuis Honfleur les positions anglaises ⁷. En vue de Harfleur, les treize baleiniers, enchainés les uns aux autres, se jetèrent sur la flotte anglaise, tandis qu'une armée attaquait les retranchements ennemis ⁸. Les deux attaques échouèrent. Et le 22, au terme fixé, les Harfleurais capitulaient. Leur résistance héroïque, qui avait coûté à l'ennemi la moitié de son armée, fut punie d'un exil en masse. Chassés avec cinq sols pour toute fortune, les riches bourgeois du port trouvèrent un asile à Saint-Aubin-de-Crétot, et sur la flottille que Boucicaut avait envoyée à leur rencontre à Lillebonne ⁹.

Avec les débris de son armée, Henri V, en route vers Calais, trouva moyen d'écraser l'armée française qui entravait sa marche. La désastreuse bataille d'Azincourt eut lieu le 25 octobre.

Lestabiet, maitre Hayves le Flament, etc. (British Museum, *Additional charters*, n° 68-69; Bibl. nat., Pièces orig., vol. 1473, doss. 33373, p. 1; Franç. 25766, p. 715).

¹ Ordre de paiement du 18 septembre 1415 (Franç. 26040, p. 4979).

² Cf. la note 7 ci-dessus.

³ Par Guillaume de Ham, « commis à mettre sus le fait de certaine armée par mer, et autrement que ycellui seigneur [le roi] a nagaires ordonné estre mise sus à l'encontre de son adversaire d'Angleterre » (Pièces orig., vol. 573, doss. 13237, p. 42; vol. 2289, doss. 51712, p. 49).

⁴ Franç. 26040, p. 4980.

⁵ Franç. 26040, p. 4978 : 18 septembre.

⁶ *Ibid.*

⁷ Pièces orig., vol. 2289, doss. Piquet, p. 50.

⁸ Un chroniqueur anglais affirme même qu'une flotte française sortit de Harfleur (Nicolas, *History of the royal Navy*, t. II, p. 411).

⁹ Puiseux, *l'Émigration normande*, p. 15.

L'amiral d'Angleterre, Thomas Beaufort, comte de Dorset, laissé à Harfleur avec une garnison de deux mille hommes et une escadre, explorait hardiment la Seine ¹ et poussait ses reconnaissances jusqu'aux environs de Rouen. Les espions rôdaient autour de Honfleur, aux aguets de la moindre défaillance de la garnison. On fit justice de l'un d'eux devant les portes de la ville, de façon que les ennemis pussent voir le supplicié ². Pour s'être trop aventuré « sur les champs, » Dorset lui-même fut battu par le connétable de France ³. Puis il se vit investir, au printemps de 1416, par les vaisseaux du capitaine général de l'armée de mer, Guillaume de Montenay ⁴. Six galères royales, aux ordres du capitaine Nicolas Grimaldi ⁵, vinrent de Rouen occuper l'embouchure du fleuve.

Une escadre de huit grandes caraques et d'autant de galères arrivait de Gênes, sous le commandement de Jean Spinola et de Janus Grimaldi ⁶. En même temps, six compagnies d'arbalétriers génois à effectifs complets, cent dix hommes, quatre connétables et un capitaine par compagnie, entraient au service de la France. Un présent offert au doge, sous le couvert du duc de Berry, avait amené nos adversaires d'antan, « les citadins et subgez d'icelle seigneurie, à octroyer et faire aide au roi de navire et de gens de trait pour venir en son service en France à l'encontre des Angloiz ⁷. »

¹ Les Anglais opéraient un débarquement devant l'abbaye de Grestain (Franç. 26041, p. 5132). — Le 25 novembre, Henri V s'occupait du ravitaillement d'Harfleur (*Proceedings*, t. II, p. 186).

² Franç. 26041, p. 5132.

³ Edmond Maignien, *Faits et gestes de Guillaume de Meillon*, publiés d'après le ms. original. Grenoble, 1897, in-8, pièce, p. 20.

⁴ « Guillaume, seigneur de Montenay et de Garencières, cappitaine général de l'armée mise sus par mer par le roy nostre sire pour le recouvrement de la ville de Halfleu et pour faire guerre aux Angloix, » était bailli de Caen (Franç. 26041, p. 5097).

⁵ « Nicolas de Grimaud, escuier, cappitaine des galées de Rouen » (Clairambault, vol. 165, p. 4959).

⁶ Continuation de Stella, *Annales Januenses*, dans Muratori, t. XVII, col. 1268. Un traité de paix fut signé pour dix ans.

⁷ Le roi, « obstant la rébellion que lesdiz Jennevoiz avoient faicte à l'encontre de sa seigneurie, ne vouloit aucun présent estre à eux fait ou nom de luy. » Aussi ses deux ambassadeurs Hugues Comberel et Antoine Greelle firent le présent au nom de Jean, duc de Berry (Compte de ces ambassadeurs : Latin 5414 ⁴, fol. 59). — Nos ambassadeurs avaient demandé, paraît-il, vingt galères (*Chronique d'Antonio Morosini*, extraits par Lefèvre-Pontalis et Dorez, t. II, p. 88).

En route, les caragues génoises, rencontrant le convoi anglais de Guyenne, attaquèrent le vaisseau d'escorte appelé la *Grande Hourque de Bretagne*. Tandis que tout le convoi s'enfuyait, le *Christophe* de Hull, que les marchands britanniques avaient choisi pour amiral de la division du Nord, vint à la rescousse de la hourque. Mais il ne put soutenir l'attaque des Génois et tomba en leur pouvoir avec les deux cent quarante tonneaux de vin de sa cargaison. Quelque temps après, le baleinier de cette même nef était capturé par l'escadre française au sortir de Harfleur ¹. Les marins génois firent plusieurs autres prises, sans jamais admettre les Anglais à rançon. Ils les jetaient par-dessus bord ². Dans un de ces combats navals, Janus Grimaldi tomba mortellement blessé ³. Charles VI avait entamé avec l'ennemi une négociation suprême, voulant mettre, disait-il, « Nostre Seigneur de nostre part ⁴. » Il n'obtint qu'une trêve jusqu'au 2 juin ⁵. Ce n'était pas pusillanimité, car il donna l'ordre à Guillaume de Montenay de prendre l'offensive : dès la fin de mai, les galères royales de Nicolas Grimaldi et les navires de Honfleur étaient en partance pour « aller où il a esté ordonné ⁶, » disent laconiquement les pièces comptables.

Cette destination secrète était Southampton, rendez-vous de la flotte de l'Ouest qui devait ravitailler Harfleur, et qu'il s'agissait de prévenir. A deux reprises, vers la mi-juin et vers la mi-juillet, devant Southampton, Guillaume de Montenay s'embossa et fit tirer sur la flotte, sans pouvoir l'incendier. La tempête, en le rejetant sur Wight et Portland, l'empêcha de venir à bout de son entreprise; que dis-je, elle fracassa son vaisseau, une caraque génoise et plusieurs autres navires dans le port même de Honfleur ⁷.

¹ *Rotuli Parliament. Angliae*, t. IV, p. 79, 86, 103.

² Juvénal des Ursins, *Histoire de Charles VI*, ann. 1416.

³ Stella, apud Muratori, t. XVII, col. 1268.

⁴ Franç. 20579, p. 46.

⁵ Monstrelet, t. III, p. 141.

⁶ Franç. 26041, p. 5072, 5073, 5082; Clairambault, vol. 165, p. 4959, n° 66.

⁷ *Gesta Henrici Quinti*, p. 79-81, 83-84; Edmond Maignien, *Faits et gestes de Guillaume de Meillon*, publiés d'après le manuscrit original, p. 20; Chronique anonyme au British Museum, *Additional manuscripts* 1776, fol. 66b; Capgrave, *De illustribus Henricis*, p. 199; Stella, dans Muratori, t. XVII, col. 1268; G. Lefèvre-Pontalis, *Chronique d'Antonio Morosini*, t. II, p. 105, note 6.

Une fois de plus, la mer avait protégé l'Angleterre mieux que ses flottes. « Croisez continuellement et purgez la mer de tous les navires au pavillon douteux ¹, » était la consigne donnée aux amiraux du sud, mais fort mal observée, car nos vaisseaux étaient « si puissants que nulz ne les ozoit attendre ². » Nous avions à la mer une centaine de navires accastillés, huit caragues génoises et douze galères ³.

Cette campagne, très dure pour des gens d'armes peu familiers avec la navigation, méritait bien un repos. Et quoi de plus hygiénique, durant la canicule, qu'une villégiature au bord de la mer ! Ce fut tant à leurs domiciles qu'à leurs « hostels » à la mer » que la convocation du capitaine général de la flotte toucha les contingents de la vicomté d'Auge. Ils étaient mandés d'urgence à Honfleur pour le lendemain ou le surlendemain, 30 et 31 juillet. Des prisonniers ennemis avaient révélé qu'une flotte arrivait au secours de Harfleur ⁴. Il fallait l'arrêter en route, d'autant que les subsides votés par les Conseils souverains, les échevins de Paris et les « notables suppos de l'Université » permettaient de presser le siège de la ville ⁵. Ban et arrière-ban du bailliage de Rouen marchèrent à la côte ⁶.

Sur la promesse d'une exemption des aides, les vivandiers affluèrent au camp et à la flotte. Enfin, une colonne de mille manœuvres du Cotentin, destinée aux travaux du siège, se formait « à Montebourg devant l'abbaye. » L'outil sur l'épaule, « machons, carpentiers, tailleurs de pierres, fèvres, varlez de forge, boscherons, pionniers, houteurs, » s'ébranlèrent au moment même où se livrait une grosse bataille navale, le jour de l'Assomption ⁷.

La flotte ennemie, retardée par les tergiversations de Henri V, qui voulait la commander ⁸, jetée par la tempête à la Camber,

¹ 12 mai (*Proceedings*, t. II, p. 201).

² *Chronique de Jean Le Fèvre*, t. I, p. 281. — Cf. la prise d'une nef anglaise (Dupont, *Registres de recettes et de dépenses de la ville de Boulogne-sur-Mer* (1415-1416). Boulogne, 1882, in-8, p. 43).

³ Lettre de Bruges, 23 août (Morosini, *Cronaca Veneta*, ms. de Vienne 6587, fol. 321; éd. Lefèvre-Pontalis et Dorez, t. II, p. 104).

⁴ Franç. 26041, p. 5097.

⁵ Ordonnance de Charles VI. Paris, 26 juillet 1416 (Franç. 20579, p. 46).

⁶ Franç. 26041, p. 5099.

⁷ Franç. 20615, n° 19.

⁸ Henri V avait déjà retenu pour compagnon de voyage W. Robinson, de

ralliée à Beachy-Head, avait apparu à l'embouchure de la Seine dans la soirée du 14 août. Le duc de Bedford, qui commandait l'expédition, avec Walter Hungerford comme amiral, jeta l'ancre et hissa son fanal; ses embarcations débordèrent pour aller en reconnaissance. Ordre fut transmis aux capitaines de suivre les mouvements du vaisseau amiral, le lendemain.

Une escadre française, en vue, masquait Harfleur ¹, alignant trente-huit bâtiments hispano-génois contre trois cents nefes montées de quinze mille combattants ². Aux derniers rayons du soleil couchant, les nôtres s'étaient rendu compte de l'énorme disproportion des deux flottes. Ils résolurent néanmoins, d'une voix unanime, de tenter les chances d'une bataille; leurs officiers en firent le serment entre les mains du vicomte de Narbonne, capitaine de l'escadre. Les Espagnols ne tinrent point parole. Dans la nuit, nuit affreuse, par une mer démontée, ils s'enfuirent furtivement, sans qu'on puisse excuser leur conduite autrement que par la faiblesse du tonnage et l'armement insuffisant de leurs naves ³. C'étaient des Basques. Une autre version affirme que les trente naves de Biscaye prirent part à la bataille comme navires de seconde ligne. Elles n'auraient fléchi et n'auraient reculé sur Honfleur qu'après la défaite de la première ligne ⁴. Leur rôle, en tous cas, fut insignifiant: il n'est question, dans les récits de la bataille, que des caraquas génoises ⁵.

Les Franco-Génois avaient passé toute la nuit sous les armes,

Kingston-sur-Hull, qui devait monter la nef royale *la Nicholas de la Tour*. Westminster, 6 juillet (*The forty-fourth report of the deputy Keeper of the public records*. 1883, p. 582, 584). Ce fut l'empereur Sigismond qui le détourna du voyage.

¹ Nicolas, *History of the royal navy*, II, 419-420.

² Antonio Morosini, *Cronaca Veneta*, à la Bibliothèque palatine de Vienne, ms. 6587, fol. 322, éd. Lefèvre-Pontalis et Dorez, t. II, p. 108; *Chroniques de Flandres*, t. III, p. 364. — Le Religieux de Saint-Denis (t. VI, p. 37) parle de 60 bâtiments espagnols et de 8 caraquas génoises contre 250 nefes, montées de 3,000 archers et d'une armée considérable.

³ *Le Religieux de Saint-Denis*, t. VI, p. 37.

⁴ Antonio Morosini, *Cronaca Veneta*, fol. 322; éd. Lefèvre-Pontalis et Dorez, t. II, p. 110. Ces Basques, originaires de Bilbao, Laredo, etc., faisaient partie du corps cantonné à Montivilliers sous les ordres du seigneur de la Varanquière et composé de 400 hommes d'armes et 300 archers. Quittances de juin 1416 (Clairambault, reg. 14, p. 949; reg. 64, p. 4919).

⁵ Pétition de l'Anglais Thomas Hostelle, blessé à l'attaque des caraquas (*Letters and papers of the wars of the English in France*, Henri VI, I, 421).

sur l'ordre du vicomte de Narbonne, qui redoutait une panique semblable à celle des Espagnols. Le matin venu, il réunit autour de lui les patrons de navires et releva leur courage par une allocution énergique : « Amis, jamais sur aucun champ de bataille, on n'a vu des Génois lâcher pied. Le faire aujourd'hui serait d'une race dégénérée et sans foi. Entre tous les rois de la chrétienté, vous avez préféré servir le roi de France. Ingrat et traître serait celui qui déserterait sa cause. Il faut vaincre ou mourir. La fuite est impossible. Attendez tout de votre vaillance. Et avec l'aide de Dieu et de sa très glorieuse mère, dont l'Église célèbre en ce jour l'Assomption, la victoire sera vôtre ¹. »

Dans le lointain, les carillons de la côte annonçaient les matines de Notre-Dame....

Guillaume de Narbonne ² jeta l'ordre d'avancer, de front, en une masse, tous les bâtiments voguant de conserve, afin de combattre avec plus d'avantage. La flotte ennemie arrivait dans un appareil formidable, bannières au vent, trompettes sonnant, les troupes aux armures étincelantes pressées en foule sur les tillacs. La rencontre eut lieu à la hauteur du Chef de Caux, vers neuf heures, le 15 d'août.

Une image heureuse d'un chroniqueur contemporain montre nos huit bâtiments aux prises avec des centaines de navires : enveloppées de toutes parts, assaillies comme s'il se fût agi d'une place forte, les sept caraqucs génoises et la hourque noire de Flandre se dressaient « hautes comme des tours, » surtout *la Mère de toutes* ou *la Montagne noire* ³, commandée par Jean Spinola ⁴. Le capitaine général Guillaume de Narbonne, petit-fils d'un amiral de France, avait arboré sa bannière sur la caraque *Campionne*, ainsi appelée du nom du patron Diomède Campioni. Il avait pour capitaine de pavillon l'ancien vice-gouverneur de Gènes, Guillaume de Meuillon, accouru du fond du Dauphiné avec une cinquantaine de parents et amis, dès qu'il avait appris le désastre d'Azincourt et l'invasion de la France.

¹ *Le Religieux de Saint-Denys*, VI, 39.

² Guillaume II, vicomte de Narbonne, tué à Verneuil, le 17 août 1424.

³ *La Mountnegrie* (Lat. 6239, fol. 28 : *Henrici Quinti gesta*, éd. Williams, 88, n. 1).

⁴ Antonio Morosini, *Cronaca Veneta*, à la Bibliothèque palatine de Vienne, ms. 6587, fol. 322, éd. Lefèvre-Pontalis et Dorez, t. II, p. 111.

Meuillon venait de prendre part à l'expédition navale de Monténay ¹.

Malgré leur faiblesse numérique, la bataille s'engageait sans trop de désavantage pour les Franco-Génois. Les grosses pierres, les barres de fer jetées avec force du haut des hunes, tombaient avec fracas sur les ponts de l'ennemi; et chaque fois que les Anglais se cramponnaient aux agrès pour sauter à l'abordage, les arbalétriers génois, d'un trait sûr, les jetaient pantelants dans les flots. On convenait qu'il était impossible de trouver nulle part de meilleurs arbalétriers; selon le rapport des hérauts d'armes, témoins oculaires de la bataille, leur habileté contribua plus que toute autre cause à tenir la victoire en suspens ². On sait que les six compagnies d'arbalétriers venues de Gênes étaient commandées par Thomas de Savignon, Comte Fieschi, Jérôme Grillo, Jacques d'Oria, Antoine de Zoaille et Franco Spinola ³. Il est de toute justice de rappeler ici le nom de ces braves, qui ripostaient par de simples carreaux d'arbalète aux boulets de canon ⁴.

Depuis sept heures que durait la bataille, les projectiles finissaient par s'épuiser; les bras étaient las; sept cents chevaliers et écuyers étaient hors de combat: deux mille soldats, dit-on, avaient péri, y compris l'équipage de vingt bâtiments, de la hourque flamande entre autres, qui avaient sombré. Jusque-là, nos pertes avaient été relativement minimales ⁵. Mais il fallait reculer; alors commença le désastre. « Mais là, Dieu merci, monsieur de Narbonne et ceux de sa compagnie s'en partirent à l'honneur ⁶. » Sentiment bien français, l'honneur était sauf!

Les deux capitaines, Narbonne et Spinola, parvinrent à emmener, en coupant les grappins d'abordage jetés sur elles, la *Campionne*, la *Mère de toutes*, aux flancs labourés par les coups, et les caragues de François Chaito et Dominique Rovelli. Ils se retirèrent sur Honfleur, en abandonnant toutefois la *Mère de toutes*, dont le fort tonnage causa l'échouage le lende-

¹ Edmond Maignien, *Faits et gestes de Guillaume de Meuillon*, 20-21.

² *Le Religieux de Saint-Denys*, t. VI, p. 41; *Chronique de Jean Le Fèvre*, t. I, p. 281.

³ Latin 5414*, fol. 59.

⁴ *Issue rolls*, 5 juin, 4 Henri V; Williams, *Henrici Quinti gesta*, p. 87, n. 2.

⁵ *Le Religieux de Saint-Denys*, t. VI, p. 41.

⁶ Maignien, *Faits et gestes de Guillaume de Meuillon*, p. 21.

main, sur les bancs de l'estuaire. Les caragues d'Opechino Lomellino, Hilaire Imperiali et Simon Pinelli restaient aux mains de l'ennemi, qui en massacra les équipages ¹.

La flotte anglaise se dédoublait en deux escadres, l'une pour convoyer les prises et emporter les blessés en Angleterre, l'autre pour entrer à Harfleur. Quoi qu'en dise le Religieux de Saint-Denys ², Bedford ne pénétra pas sans encombre dans la ville assiégée.

De notre côté, tout n'était pas perdu. L'escadre française de la rive gauche ³, que Guillaume de Meillon distingue nettement de la sienne, « l'autre armée, » n'avait pas encore donné. Le capitaine général Guillaume de Montenay accourut au-devant de Bedford avec huit galères génoises et tous les baleiniers. C'était trop peu pour empêcher Bedford d'entrer à Harfleur, malgré les nappes de feu grégeois dont l'escadre couvrit l'embouchure de la Seine. Bedford en personne repoussa notre dernière attaque à la tête de ses nombreuses barques.

La défaite, désormais définitive, de Harfleur ou du Chef de Caux, nous coûtait trois caragues, une hourque, quatre baleiniers capturés ou détruits, quinze cents hommes tués ou blessés, quatre cents prisonniers. Bedford chiffrà sa perte à une centaine d'hommes ⁴, n'avouant sans doute que les morts et les blessés restés à bord de sa division. Après avoir ravitaillé les assiégés, il revint triomphalement à Southampton.

Henri V éprouva un tel contentement de la victoire de son frère, qu'il en conserva la mémoire dans une antienne chantée solennellement par sa chapelle à chaque anniversaire du combat.

La défense des Français avait été si vigoureuse qu'en Flandre on crut à leur succès ⁵. Ils restaient redoutables. Des troupes

¹ Morosini, *Cronaca Veneta*, ms. de Vienne 6587, fol. 322, éd. Lefevre-Pontalis, et Dorez, t. II, p. 111.

² *Le Religieux de Saint-Denys*, t. VI, p. 41.

³ Thomae de Elmham *Vita et gesta Henrici Quinti*. Oxonii, 1727, in-8, p. 82; Stella, dans Muratori, t. XVII, col. 1268; *Compendium rhythmicum anglicanum de regibus Angliae a Willelmo conquestore ad Henricum VI*, au British Museum, Cotton, Jul. E iv, fol. 27.

⁴ *Chronique de Jean Le Fèvre*, t. I, p. 282; *Chroniques d'Enguerrand de Monstrelet*, t. III, p. 162; Chronique anonyme (cf. la note précédente) citée par Nicolas, *History of the royal Navy*, t. II, p. 422, notes b, g, et 424; Vallet de Viriville, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 55, n. 1.

⁵ Elmham, p. 83; *Chroniques de Flandres*, t. III, p. 365.

d'embarquement, mandées par le connétable Bertrand d'Armagnac ¹, affluaient à Honfleur ². Elles ne purent empêcher cependant Henri V de passer à Calais ³.

Le 24 septembre, vers quatre heures, les Calaisiens aperçurent une grande caraque qui marchait, toutes voiles dehors, vers la Flandre ⁴. Une meute de six baleiniers se lança à sa poursuite, sous la conduite du comte de Warwick, capitaine de la ville. La caraque avait disparu à l'horizon. Deux jours après, un des baleiniers revint à Calais; la nuit l'avait séparé de ses compagnons. Le 27, c'était le tour d'un second : il rapporta que la veille, la caraque, plus élevée d'une longueur de lance que ses adversaires, avait repoussé les cinq baleiniers après un sanglant combat. Lord West, atteint par une pierre qui tomba de la hune, Baudouin Le Strange et plusieurs gentilshommes étaient mortellement frappés. Warwick s'était vu arracher le pennon planté à sa proue. L'auteur de cette belle défense, Laurent Folieta, n'avait que soixante-deux jeunes gens, tous, sauf le notaire et le pilote, âgés de moins de trente-six ans. Mais son intrépidité avait donné du cœur à l'équipage, et quand, après une course folle, la caraque parvint à gagner le banc de Sainte-Catherine de L'Écluse, où elle était en sûreté, il ne restait à bord que quatre hommes sans blessures ⁵. Dispersés eux-mêmes par la rafale, les baleiniers revinrent un à un, pantelants, les équipages exténués : il y avait trois jours que les vivres manquaient à bord.

Une trêve conclue le 9 octobre laissa reposer les deux partis jusqu'au 14 février suivant ⁶.

La reprise les trouva alertes. Aux escadres de Pons de Cas-

¹ Rouen, 20 août (Franc. 26041, p. 5102, 5109).

² Henri V mandait au connétable de Douvres de rassembler une flotte pour repousser la flotte française (Rymer, t. IV, 2^e part., p. 173).

³ Nicolas, *History of the royal Navy*, t. II, p. 426.

⁴ *Henrici Quinti gesta*, éd. Williams, p. 96.

⁵ Stella, dans Muratori, t. XVII, col. 1269.

⁶ Rymer, t. IV, 2^e part., p. 175. — Une bataille navale aurait eu lieu le 6 octobre devant Honfleur. Mais les détails que rapportent les seules *Croniques de Normendie* (éd. Hellot, p. 27), la prise de caragues génoises mal équipées, la fuite des nefs espagnoles, la capture du bâtard de Bourbon, la victoire du comte de Huntingdon, ne sont que la synthèse des deux batailles navales d'août 1416 et juin 1417, que les chroniqueurs ont si souvent confondues : quelque petit engagement, le 6 octobre 1416, a pu donner lieu à l'erreur du chroniqueur normand.

tillon, Thomas Carew et Jean Mortimer, Charles VI opposa les grands vaisseaux qu'il avait nolisés à Gênes, en Provence et en Castille ¹. Le 22 avril 1417, il avait nommé amiral Robert de Braquemont, avec l'espérance de le voir conduire à la victoire ses vieux compagnons de la marine castillane ². Robinet de Braquemont bloquait Harfleur, quand il reçut tout à coup avis ³ de s'apprêter à prendre le large avec les caragues ancrées sous le Chef de Caux ⁴. On n'oubliait que les soldats : comme troupes d'embarquement, il n'y avait que sept cents hommes aux ordres du bâtard Alexandre de Bourbon ⁵, à peine la « moitié de ce qu'il falloit ⁶. »

Néanmoins, Henri V s'alarma. Sur un avis de Londres que nous avions en mer de grandes forces, une quatrième escadre quitta Southampton avec deux mille hommes d'armes et quinze cents archers pour assurer la liberté du passage ⁷. Le 29 juin, à l'aube, à la hauteur de la Hogue ⁸, elle tomba par le travers des vaisseaux français ; le choc fut si violent que plusieurs châteaux d'avant s'écroulèrent, engloutissant leurs défenseurs ⁹. On combattait sous voile, ce qui permettait de reconnaître aux armes d'Angleterre, peintes sur sa voile, la nef amirale de Jean Holland, comte de Huntingdon ¹⁰. Le jeune frère du roi, Tho-

¹ Rymer, t. IV, 2^e part., p. 193 : Lettre datée de Constance, 2 février 1417.

² *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XX, p. 307 : article de M. Charles de Beaurepaire. — Sur les trois escadres anglaises, cf. *Proceedings*, t. II, p. 208 ; *Issue Roll*, 4 Henry V, ed. Devon, p. 351.

³ *Catalogue Joursanvault*, n° 1824.

⁴ Quittance signée Vigneron pour avoir conduit de Rouen à Honfleur un bateau chargé de munitions pour les caragues ancrées près du Chef de Caux. Rouen, 8 juillet 1417 (*Vente Victor Toussaint au Havre*. Gonfreville, libraire, vente des 3-7 juillet 1899, p. 203).

⁵ *Le Religieux de Saint-Denys*, t. VI, p. 97.

⁶ Juvénal des Ursins, *Histoire de Charles VI*, ann. 1416, éd. Michaud et Poujoulat, *Mémoires*..., 1^{re} série, t. II, p. 532.

⁷ *Issue Roll*, 4 Henry V, p. 351 ; *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. VI, p. 96.

⁸ - Apud Hogges - (Capgrave, *Liber de illustribus Henricis*, ed. Hingeston, p. 121). Mais M. Lefèvre-Pontalis (*Chronique de Morosini*, t. II, p. 142, note) pense qu'il y a une confusion entre La Hougue et Touques où va débarquer Henri V. — La date du 29 juin est corroborée par la *Chronique de Londres* (p. 104) et le *Religieux de Saint-Denys* (t. VI, p. 96). Sur la foi d'Otterbourne, Nicolas (*History of the royal Navy*, t. II, p. 431, n. 7) adoptait pour la bataille la date du 25 juillet, date fautive certainement, puisque Henri V parle du combat dès le 12 juillet.

⁹ Capgrave, p. 121 ; Otterbourne, *Chronicon*, p. 278.

¹⁰ Cf. le sceau de l'amiral Holland, appendu à un acte de 1417 et reproduit dans le *Glossaire nautique* de Jal, art. Beaupré.

mas, duc de Clarence, était aussi, paraît-il, dans les rangs de nos adversaires.

Nous avions en première ligne neuf caragues génoises et vingt-six naves espagnoles de moindre tonnage en seconde ligne : huit cents hommes d'armes, arbalétriers ou lanciers, en sus des équipages génois et des quinze ou seize cents hommes d'élite qui montaient les bâtiments de Biscaye, en affrontaient le triple. La bataille, meurtrière de part et d'autre, dura près de trois heures. Les Français furent défaits. Les caragues de Gaspar Spinola, Tonello Vivaldi, Lucien Pinelli, Louis de Negroni tombèrent aux mains de l'ennemi, qui ramassa à leur bord cent quarante à cent cinquante cadavres ¹; de ce nombre, le gentil chevalier Jean de Braquemont, fils de l'amiral; le bâtard de Bourbon était parmi les prisonniers ². Une foule de Français s'étaient jetés à la mer pour échapper à la captivité.

« La colère divine pèse sur les Français, écrit un partisan de l'ennemi le jour même de la bataille : c'est la troisième déconfiture qu'a méritée leur arrogance, leur orgueil. Ils n'auront plus envie désormais de courir se prendre au piège : vraiment si de plus grandes forces navales avaient été engagées, la bataille serait devenue trop terrible. Mais Dieu n'a pas permis, qu'il en soit béni ! l'horrible massacre auquel on pouvait s'attendre à ce troisième combat. Les partis en présence n'en restent pas moins enflammés de fureur et la rancœur grandit entre eux ³. »

Le comte de Huntingdon ne poursuivit pas son avantage. Satisfait d'avoir balayé la mer, il se hâta de mettre ses prises en lieu sûr et vint recevoir à Southampton une gratification de mille livres comme récompense de sa victoire ⁴.

Trois des caragues génoises jaugeaient six cents tonneaux, tonnage formidable pour les mers du nord, la dernière quatre cent cinquante tonneaux ⁵. Aussitôt démarquées, — la caraque

¹ Lettre du Vénitien Albani Sagredo, datée de Londres, 29 juin 1417, reçue à Venise le 22 juillet (Morosini, *Cronaca Veneta*, ms. de la Bibliothèque palatine de Vienne 6587, fol. 16, extraits par Lefèvre-Pontalis et Dorez, *la Chronique d'Antonio Morosini*, t. II, p. 140).

² *Chronique de Londres*, p. 104; Otterbourne, p. 278; *Liber metricus*, p. 150; *Croniques de Normendie*, p. 27; Le Fèvre de Saint-Remy, t. I, p. 281.

³ Lettre d'Albani Sagredo, citée.

⁴ *Gesta Henrici Quinti*, p. 149, note.

⁵ Albani Sagredo dans Morosini, *ouv. cité*.

de Spinola devint *le Petre*, celle de Vivaldi *la Poule*, la caraque de Pinelo *la Cristofre*, et celle de Negroni *l'Andreu*. — elles furent munies chacune de cent hommes d'équipage ¹ et tournèrent leurs proues contre leurs compagnes.

Les vaincus avaient cherché un refuge à Brest ², dans un pays où l'amitié reste volontiers fidèle à l'infortune.

Les Malouins venaient d'en donner la preuve en protestant le 21 octobre 1415, au milieu de nos revers, de leur profond attachement à la couronne de France ³. Élevés à la rude école du connétable de Clisson, les vassaux du vicomte de Rohan n'avaient point désarmé contre l'Angleterre : ils capturaient la *Sainte-Catherine* de Lisbonne parce qu'elle naviguait sous « bannières, penonczcaus, escuzons et enseignes de vasseaux anglois ⁴. » L'amiral de Bretagne lui-même, Penhoat, pouvait-il rien refuser à son ancien compagnon d'armes Braquemont ? On résolut donc de réorganiser la flotte française à Brest : le général maistre de l'artillerie royale y amena, par Saumur et Nantes, du matériel ⁵. Mais gardée à vue par quinze vaisseaux de Jean Arundell ⁶, notre escadre se dispersa dans le sud. Le 13 octobre, une nef de guerre, montée par deux cent cinquante Franco-Basques et commandée par Jean Perez d'Alataza, attaquait dans les parages du Vigo, aux îles de Bayona de Mior, une coque vénitienne ⁷.

La dispersion de la flotte française laissait Honfleur à découvert. Juin et juillet avaient été employés fiévreusement à le fortifier. La construction de deux bâtardeaux à l'entrée du chenal et devant l'écluse qui gardait l'eau des fossés ⁸ avait permis,

¹ Lettre missive de Henri V à l'évêque de Winchester. Southampton, 12 juillet 1417 (*Henrici Quinti gesta*, ed. Williams, p. 87, n. 2).

² Juvénal des Ursins, *ouv. cité*; *Le Religieux de Saint-Denys*, t. VI, p. 99.

³ L'évêque de Saint-Malo déclare en Chambre des comptes que les Malouins, attachés à la couronne de France, ne veulent point livrer leur ville au duc de Bretagne (Franç. 6537, fol. 85).

⁴ Blanchard, *Lettres et mandements de Jean V*, t. II, p. 204; Franç. 22361, fol. 424.

⁵ Franç. 26042, p. 5230. Dépôt des cartes et plans de la marine, Bibliothèque A 87, 2^e vol., p. 27, 28.

⁶ Montés d'un millier de marins et équipés pour six mois (*Issue Roll*, 6 Henry V, p. 355).

⁷ Morosini, *Cronaca Veneta*, ms. de Vienne 6587, fol. 22; extraits par MM. Lefèvre-Pontalis et Dorez, t. II, p. 150.

⁸ Franç. 26042, p. 5186.

par un assèchement temporaire, de sertir le port d'un rempart. La barre était défendue par les deux chaînes qu'on tendait de la grosse Tour et par une palissade aiguisée qui garnissait la crête du batardeau. Les travaux se reliaient aux remparts, et au boulevard de la Tour Frileuse particulièrement épaulé et fortifié¹.

A l'abri de ces murailles, des hommes résolus comptaient arrêter la marche de l'ennemi sur Rouen et Paris. Leurs prévisions furent déçues. Le 1^{er} août 1417, une armée formidable débarquait non loin d'eux, à l'embouchure de la Touques², sous la protection de vingt-sept vaisseaux de guerre³. Henri V, qui la commandait en personne, lança un gros détachement contre Honfleur. Mais l'habile stratège, loin d'y user ses forces, exécute une marche rapide sur Caen, l'investit et l'enlève le 4 septembre, après un assaut meurtrier⁴. Reste le château. L'ancien capitaine général de la flotte, Guillaume de Montenay, résiste pendant deux semaines; il ne capitule que le 19. Du centre d'action ainsi acquis, les colonnes anglaises rayonnent dans le sud, sur Bayeux, Alençon, Argentan, Falaise, dans l'ouest, sur Coutances. Le duc de Gloucester opère contre Cherbourg; malgré ses forces imposantes, des prodiges d'ingéniosité de la garnison le tiennent en échec six mois⁵. Il détourne des fossés la rivière; les défenseurs imaginent un système de pompes qui remplit avec de l'eau de mer le lit desséché. Il dresse des machines; d'énormes harpons les attirent vers la place. Il commence des retranchements; les assiégés tirent dessus à

¹ Franç. 26042, p. 5192, 5194, 5203. — Sur l'ordre de Nicolas de Manteville, la nef de Jean Karesme charge du « salpestre et matières à faire poudre à getter canons, mises en queues et poinçons, » traits, hottes, pics et « autres artileries » à destination de Honfleur. Depuis Quillebeuf elle reçoit une escorte « pour doubte des Englois. » Rouen, 18 mai 1417 (*Catalogue Saffroy* 16 (1893), p. 27).

² Parmi les transports figurent 118 coques hollandaises et 122 crayers, baleiniers ou fairescots anglais, dont nous avons la liste (*Rotuli Normanniae in turri Londinensi*, éd. Hardy, t. I, p. 320-329).

³ Nicolas, *History of the royal Navy*, t. II, p. 515, append. X.

⁴ Le 9 septembre suivant (M. de Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 24; Puiseux, *Prise de Caen par les Anglais en 1417*, dans les *Mémoires de la Soc. des Antig. de Normandie*, t. XXII, p. 431).

⁵ Cf., pour la date des diverses capitulations, les *Rôles normands* de la collection Bréquigny, publiés par L. Puiseux dans les *Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie*, t. XXIII, p. 64, 225, 230, 271, etc.; et L. Puiseux, *l'Émigration normande*, p. 5.

boulets rouges ¹. Le 29 septembre 1418 seulement, Gloucester entre dans la ville. Il est maître des corps, mais non des âmes. Partout les habitants refusent de prêter serment au roi d'Angleterre, abandonnant maisons, biens et privilèges pour demeurer Français. De Touques, — un village ! — quatre-vingt-quinze personnes émigrent, et de Caen, vingt-cinq mille, plus de la moitié de la population. Pas à pas, ville à ville, les exilés disputent à la conquête les lambeaux de leur province ; les Caennais reculent sur Falaise, puis sur Rouen.

L'ennemi avance toujours, d'un pas sûr, à travers un vaste champ de manœuvre que nos criminelles discordes lui ont laissé étudier d'avance. Il a tenu sa promesse ; il est revenu, implacable. Nos grands ports, Harfleur, Caen, Cherbourg et bientôt Honfleur, vidés de leurs habitants et peuplés d'Anglais, seront les rivets de sa conquête. Déjà la Basse-Normandie, par une suite d'opérations admirablement liées, est enclose dans une ceinture de forteresses. Rien n'arrête l'invasion, ni une résistance héroïque, mais passive, ni le patriotisme exaspéré, mais aveugle, des populations. Nos forces éparpillées, sans chef suprême, se sont entassées dans les places de guerre, au lieu de les prendre comme points d'appui pour tenir la campagne, harceler l'ennemi, écraser ses petits détachements, le détruire en détail.

Et voici le bouquet de la campagne. Henri V lance sur la route de Rouen l'impétueux duc de Clarence avec l'avant-garde. Lui-même suit avec tous ses corps d'armée. Le 29 juillet 1418, la capitale de la Normandie est bloquée. Henri V s'est rendu maître de Pont-de-l'Arche au-dessus de Rouen ; « achevant sa savante manœuvre, pareille au cercle que l'oiseau chasseur décrit autour de sa proie, il passe sur la rive septentrionale du fleuve et se retourne brusquement sur Rouen ². » Comme il faut une armée considérable pour cerner cette ville populeuse et fière, asile de nombreux fugitifs, les renforts ne cessent d'affluer au camp des assiégeants, Anglais cossus ou Irlandais débraillés ³, si pauvres

¹ *Henrici Quinti gesta.*

² Puiseux, *l'Émigration normande*, p. 10. — Dès le 27 février 1418, le duc de Clarence était investi des vicomtés d'Auge, Orbec et Pont-Audemer (Beaucourt, t. I, p. 31, n. 1).

³ En mai 1418, arrivaient les 15,000 hommes du duc d'Exeter ; 8,000 Irlande.

que les vaincus eux-mêmes s'apitoyaient sur leur sort : « Yllandès tous nus piés, sans cauches, vestus de meschanz pourpains de vieux coustiz de lit, unez povres coyffaites de fer sur leur testez, un arc et une trousse de sayètes en leur main et une espée trenchante en leur costé ¹. » D'autres accoururent à la curée, des Portugais, ceux-là.

La navigation de la Seine était encore libre. Caudebec formait la station avancée de l'escadrille rouennaise. Elle fut emportée le 9 septembre, par une attaque combinée des troupes de Warwick et de Gilbert Talbot et de l'escadre portugaise de Jean Vasques de Almada ². L'escadrille rouennaise se replia immédiatement, serrée de près par le baleinier *Swan* ³ et par d'autres navires légers qui s'embossèrent au port du Croisset. Le feu du château, appuyé par les deux dernières galères du roi ⁴ et quelques baleiniers armés, empêchait la flotte ennemie de remonter plus avant.

Henri V tourna l'obstacle par un vieux stratagème scandinave, qui, trente-cinq ans plus tard, réussissait aux Turcs contre Constantinople. Il fit trainer par terre plusieurs de ses navires, en contournant la colline qui sépare Moulineaux d'Orival ⁵. L'intervalle compris entre ces deux villages forme l'isthme d'une espèce de presqu'île dessinée par un des replis de la Seine : Rouen occupe le sommet de la courbe. Les vaisseaux anglais, évitant ainsi le pont de Rouen, apparurent tout à coup dans la haute Seine du côté du fort Sainte-Catherine et battirent les

dais de Jean Talbot débarquent en juillet et 1,500 Irlandais du prieur de Kilmaine en octobre (L. Puiseux, *Siège et prise de Rouen par les Anglais, et le Clos aux galées* (1418-1419), Rouen, 1867, in-8, p. 69).

¹ Chronique citée par Boutaric.

² Puiseux, *Siège... de Rouen*, p. 108. — Sur les rapports maritimes du roi de Portugal avec Henri V, cf. *The forty-fourth annual report of the deputy Keeper of the public records*, 1883, p. 582.

³ Qui resta au siège de Rouen, avec trente-cinq hommes d'équipage, du 29 septembre 1418 au 25 janvier 1419 (*Proceedings*, t. III, p. 82). — Hellot, *les Croniques de Normandie*, p. 44.

⁴ Lettre d'Isabeau de Bavière ordonnant aux capitaine et bailli de Rouen de mettre en lieu sauf « deux galées qui estoient devant ladite ville. » sinon de les effondrer. Troyes, 30 janvier 1418, n. st. — Nous allons voir qu'ils ne prirent que plus tard le second parti (Chérueil, *Rouen au XV^e siècle*, Pièce justif. 4).

⁵ L. Puiseux, *Siège et prise de Rouen par les Anglais*, p. 110. — Cf., sur l'énergie de défense des Rouennais et en particulier sur Alain Blanchard, *les Chronica regum Angliae*, de Thomas Otterbourne, éd. Th. Hearne, *Duo rerum Anglicarum scriptores veleres*. Oxonii, 1732, in-8, t. I, p. 282.

bâtiments des assiégés, qui se réfugièrent sous les murs de la ville. En aval, Henri V ferma le fleuve par trois chaînes, dont l'une plongeait, l'autre rasait l'eau, et la troisième restait tendue à deux pieds et demi au-dessus du fleuve. Dès lors, la malheureuse ville fut hermétiquement close d'une ligne de circonvallation qu'aucun effort ne put briser. Six mois entiers elle lutta. Soixante mille personnes périrent, la plupart de faim. Quand la longue agonie approcha de son terme, les Rouennais brûlèrent les galères « qui flotoient en l'ayve de Sayne ¹ » et détruisirent le Clos aux galées ; ils ne laissaient à l'ennemi aucun trophée de cette marine royale qui, pendant plus d'un siècle, malgré des alternatives de gloire et d'infortune, avait tenu haut l'étendard fleurdelisé. Le 19 janvier 1419, ils ouvraient leurs portes.

Ils avaient placé leur confiance en Jean sans Peur, duc de Bourgogne. Jean avait promis de « très brièvement grever, tant par mer que par terre ², » l'armée anglaise. Et il n'avait rien fait. Son amiral, Charles de Récourt ³, n'avait pas de flotte ; sa flotte, pas d'amiral. Au lieu de prendre à revers l'escadre de blocus, elle allait querir des troupes en Écosse sous la conduite du maître et gouverneur Jean Perez ⁴. Si Jean sans Peur faillit à son devoir, il mérita le coup de hache qui l'abattit à Montereau.

La faction d'Orléans, à laquelle le Dauphin avait attaché sa fortune, eut une tout autre attitude que la faction de Bourgogne. L'homme d'action du parti, l'amiral Robert de Braquemont, oubliant le mauvais accueil des bourgeois de Rouen ⁵, essaya de les secourir. Mais ses tentatives de conciliation entre les princes français échouaient en juin ⁶ et en août ⁷. L'armistice qu'il sollicitait, par un acte sublime d'abnégation, des meurtriers de son fils ⁸, lui était refusé. Alors il s'achemina vers l'Espagne,

¹ Ch. de Beaurepaire, *Recherches sur le Clos des galées de Rouen*, p. 28.

² 7 décembre 1418 (*Ordonnances*, t. X, p. 501).

³ Amiral de France à partir du 6 juin 1418 (Article de M. Ch. de Beaurepaire dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XX, p. 307).

⁴ Octobre 1418 (de Beaucourt, *Hist. de Charles VII*, t. 1, p. 307, n. 2).

⁵ Les Rouennais l'avaient chassé le 12 janvier 1418 (Hellot, *Croniques de Normandie*, p. 36).

⁶ 5 juin 1418 (*Bibliothèque de l'École des chartes*, XX, 307).

⁷ Le Dauphin l'envoya à Paris en ambassade le 6 août (Clairambault, reg. 21, p. 1481^b).

⁸ Le Dauphin l'envoie de Chinon dans le Perche traiter avec les ambassadeurs anglais. 4 novembre (Clairambault, reg. 21, p. 1481^b).

sûr que sa voix n'y resterait pas sans écho. Ce fut là qu'il apprit la capitulation de Rouen, qui précédait de peu celles de Honfleur et de Dieppe. La nouvelle, non moins que l'influence de Braquemont sur la cour de Castille, hâtèrent la conclusion du traité de Ségovie, le 28 juin 1419. Jean II accordait à la France quarante nefes de cent cinquante tonneaux, avec quatre mille marins ou arbalétriers et deux cents écuyers et capitaines. Le capitaine de l'escadre, tenu de prêter serment au roi de France, attendrait pendant dix jours à Belle-Isle les ordres du Dauphin ¹.

Depuis le mois de mars, une sourde inquiétude régnait à la cour d'Angleterre. On savait que le roi de Castille préparait une grosse flotte ²; quatre galères de guerre provençales allaient la rejoindre, sans que l'agent de Henri V en Aragon pût les faire arrêter au passage du détroit ³. La destination de l'escadre demeurait secrète. Était-ce la Normandie? William de la Pole, comte de Suffolk, nommé amiral de Normandie le 19 mai ⁴, couvrit les nouvelles conquêtes. Étaient-ce plutôt les nefes royales et les arsenaux de Southampton et Portsmouth? Henri V, inclinant vers cette hypothèse, recommanda la vigilance aux vicomtes de la côte ⁵, tandis que ses croiseurs allaient à la découverte du côté de La Rochelle ⁶; trois d'entre eux, les navires de Thomas Puce, Walter Joyce, William Camoys capturaient un convoi franco-génois, qu'ils amenèrent à Plymouth ⁷. Enfin, le secret de l'expédition espagnole fut découvert: un baleinier bayonnais fit prisonnier un clerc du roi de Castille, porteur du traité de Ségovie ⁸. Avisé que les nefes espagnoles seraient vers

¹ Franç. 20977, p. 257. Le Dauphin devait payer le nolis 119,400 francs. Les plénipotentiaires français étaient Bertrand Campion, Jean d'Angennes, Guillaume de Quiefdeville (Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 309). M. de Circourt se perd en conjectures sur l'absence de Braquemont parmi les signataires du traité du 28 juin à Ségovie (Comte Albert de Circourt, *Combat naval devant la Rochelle en 1419*, p. 4). N'est-il pas naturel de penser que Braquemont surveillait les derniers préparatifs de la flotte?

² Lettres de Henri V, 5 mars 1419 n. st. (Rymer, t. IV, 3^e part., p. 97).

³ Lettre de cet agent, 23 juillet (Ellis, *Original letters*, 2^d series, t. I, p. 71) L'agent ajoutait que Henri V pouvait compter, en cas de besoin, sur dix ou douze vaisseaux catalans.

⁴ Rymer, t. IV, 3^e part., p. 116-117.

⁵ 5 mars 1419 n. st. (Rymer, t. IV, 3^e part., p. 97).

⁶ Arch. nat., X^{2a} 48, fol. 67.

⁷ Avant juillet (*Proceedings*, t. II, p. 266-267).

⁸ Lettre des Bayonnais à Henri V, 22 juillet 1419 (Rymer, t. IV, 3^e part., p. 128).

la mi-août à Belle-Isle et piqueraient sur l'Écosse, Henri V était blit dans la mer d'Irlande une croisière de douze nef^s d'abord, puis de toute la flotte du sud ¹.

Quatre cent cinquante Écossais avaient déjà passé et atterri en France dès le 17 mai ². L'escadre espagnole, doublée par la flottille rochelaise de Guillaume Le Boucher et Colin Langlois, força de même la croisière. Arrivé en Écosse, on s'aperçut que les transports étaient en nombre insuffisant. Malgré l'affrètement de nouveaux vaisseaux par nos deux armateurs, on ne put embarquer que les six mille hommes de Jean Stuart de Buchan, Jean Stuart de Darneley et Archibald Douglas. Dès l'arrivée de ces contingents à La Rochelle en octobre ³, le Dauphin donna l'ordre à Guillaume de Luce, Jean de Contes et Jean Mérichon d'apprêter une nouvelle escadre pour aller querir le reste de l'armée écossaise ⁴.

Sur ces entrefaites, les gens de Saint-Jean-d'Angély et le sire de Pons, désireux de déloger une bande anglaise installée à Mortagne, envoyèrent demander main-forte à l'amiral. Une croisière hispano-rochelaise fut alors établie sur les côtes. Elle s'empara d'un convoi zélandais ⁵, puis, le 30 décembre 1419 ⁶, dans les parages de La Rochelle, elle eut à soutenir l'attaque d'une flotte anglaise. Apre et long, le combat devint pour les Franco-Castillans une éclatante victoire. Sept cents tués, une centaine de prisonniers, presque toute la flotte capturée et amenée à La Rochelle, telles étaient les pertes de l'ennemi. Le bâtard d'Alençon s'était distingué par son acharnement contre les Anglais; il ne leur accordait point de quartier. Et comme Henri V en manifesta son étonnement : « Vous avez tué mon frère dans un récent combat, répondit le bâtard; sachez-le, sur vous et les vôtres, je vengerai sa mort ⁷. » Trois jours après, il touchait une gra-

¹ 12 et 24 août (Rymer, t. IV, 3^e part., p. 131).

² Sous le commandement de Guillaume Douglas (William Forbes-Leith, *The Scots men-at-arms and life-guards in France*. Edinburgh, 1882, in-4, t. I, p. 12).

³ Franç. 25710, p. 3; Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 320, n. 3.

⁴ 21 octobre (Arch. nat., X^{1c} 119).

⁵ Arch. de Saint-Jean-d'Angély, CC 16.

⁶ C. F. Duro, *la Marina de Castilla*, t. I, p. 185. Il croit qu'il s'agit d'une flotte flamande.

⁷ Juvénal des Ursins, *Histoire de Charles VII*, éd. Godefroy, p. 474; *Le Religieux de Saint-Denys*, liv. XL, chap. xxii; Beaucourt, t. I, p. 312.

tification égale à celle de l'amiral Holland, le vainqueur de 1417 ¹.

Mais était-ce bien lui le vainqueur ?

Jusqu'ici, on ne savait pas le nom du commandant de la flotte : Jean Enriquez, fils de l'almirante mayor, disaient les Castillans ² ; — Robert de Braquemont, répliquaient nos compatriotes, tout aussi bien informés, mais plus convaincus, car une vibrante apostrophe d'un ancien officier de marine réclamait l'érection d'une statue de Braquemont à La Rochelle ³. L'histoire au pas lent arrive à point pour rendre justice à un héros méconnu.

Le courrier espagnol qui apportait au Dauphin les détails de la victoire ⁴ en suivait un autre, porteur d'une lettre close signée : « Alfons Sarrias de Corvelle, » gouverneur de l'armée castillane ⁵. Voilà le nom du vainqueur. Comme les finances ne permettaient pas les dépenses fastueuses d'un *Te Deum*, la cour se contenta de modestes actions de grâces aux Célestins de Lyon.

La « destrousse et desconfiture » navale des Anglais ⁶, trop tardive pour arrêter l'invasion, trop isolée pour enrayer le cours de nos désastres, n'en réconforta pas moins les Rochelais, que la trahison guettait. En mai précédent, tandis que ces braves gens, descendus en armes sur les quais, s'apprétaient à repousser une descente des ennemis, un brigand, Poupard, leur tenait ce langage : « Etes-vous fols : ou ignorez-vous le privilège qu'ont le vicomte, ses gens et sujets de devenir le même jour trois fois Anglais et trois fois Français ? »

Mis en goût par la victoire, les Espagnols ne marchandèrent point au Dauphin ⁸ de nouveaux secours, vingt galères et soixante grosses nefes soldées pour un trimestre ⁹. Ils comptaient

¹ 2 janvier 1420 (Beaucourt, t. I, p. 45, n. 7).

² Martinez de Isasti, *Compendio historial de Guipuscoa*, p. 301.

³ Comte Albert de Circourt, *Combat naval devant la Rochelle en 1419*.

⁴ A Lyon, le 24 janvier 1420 (Franç. 25710, p. 5).

⁵ Quittance du messager, l'écuyer espagnol Ferrando Daraufs, 22 janvier 1420 n. st. (Franç. 20616, p. 32, 33).

⁶ Franç. 25710, p. 5.

⁷ Arch. nat., X¹ 18, fol. 67.

⁸ L'ambassadeur Jacques Gélou, archevêque de Tours, reçut les frais de provision de son ambassade, le 20 janvier 1420 (Clairambault, vol. 52, p. 3933), et partit par mer sans doute à bord de l'escadre de Sarrias (*Vita Jacobi Gélou, archiepiscopi Turonensis, ab ipso conscripta*, dans Martène, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. III, col. 1950).

⁹ *Vita Jacobi Gélou*, *ibid.*

faire supporter leurs frais non seulement aux Anglais, mais aux Hanséates, leurs rivaux commerciaux, dont les navires furent préalablement séquestrés dans les ports de la péninsule. L'amiral Alphonse Enriquez s'occupait donc d'équiper à Santander une trentaine de nefs quand, le 14 juillet 1420, éclatait une révolution de palais : l'infant Henri s'emparait du faible Jean II, qu'il devait garder plusieurs mois en tutelle. L'expédition navale fut ajournée ¹.

Au mois de décembre 1420, quelques jours avant l'anniversaire de la victoire de La Rochelle, les galères de l'amiral d'Espagne reparurent sur les côtes de Poitou. Elles débarquèrent plusieurs chevaliers à Saint-Jean-d'Angély pour aller aux « provisions ; » le maire leur donna un grand diner le 19 décembre et festoya de même les ménestrels de l'escadre pour leurs aubades des premiers jours de l'an, sans parvenir, par ce gracieux accueil, à satisfaire nos alliés. Après quelques semaines d'attente, l'amiral Enriquez écrivit une lettre de plaintes : « il merveloit mout que on ne li envoiet ce que on li avoit promis et que ceux des galères patient moult de souffrere pour ce ². »

Demander l'aumône à un prince besogneux, c'était s'exposer à un refus. Ce que voyant, Enriquez vira de bord vers l'Espagne. Les retards, puis le « retour des galées » castillanes, causèrent un vif mécontentement à la cour du Dauphin. On attendait d'elles les plus grands services sur les côtes de Normandie, de Picardie et d'Angleterre ³, où devait porter tout l'effort de la campagne de 1420. Déjà l'armée d'Écosse, dirigée par Tanguy du Chastel et Louis d'Escorailles, marchait vers la Picardie (mars) ⁴, que défendait le lieutenant général du Dauphin, Jacques de Harcourt. La plus forte des places picardes, Le Crotoy, servait de refuge aux derniers corsaires normands. La victoire navale de La Rochelle, résonnant comme un coup de cliron au milieu d'eux, fut le signal d'une « guerre moult forte par mer ⁵. » Mais

¹ Duro, *la Marina de Castilla*, t. I, p. 185; Perez de Guzman, p. 174, et Ferreras, t. VI, p. 236, apud Marquis de Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 320, n. 1, et 340. — Ces historiens prétendent à tort que les galères espagnoles ne vinrent pas en France.

² Janvier 1421, n. st. (Arch. de Saint-Jean-d'Angély, CC 18, fol. 30 v°, 31 v°).

³ Beaucourt, t. I, p. 340; Ms. lat. 6024, fol. 18.

⁴ Beaucourt, *ouv. cité*, t. I, p. 321, n. 5.

⁵ *Chronique de Jean Le Fèvre*, t. II, p. 26.

cette avant-garde, si vigoureusement engagée parce qu'elle comptait sur l'appui de la flotte espagnole, ne put tenir longtemps. Quand le néfaste traité de Troyes ¹, en livrant la patrie à l'étranger, eut enlevé aux marins normands leurs dernières espérances, ils dirent adieu à leur province pour venir se ranger autour du Dauphin. En vain essayait-on d'arrêter l'émigration. En dépit des mesures coercitives, le sublime exode continua ; un à un, à la dérobée, on s'échappait vers l'ouest, bourgeois cossus comme l'ancien commissaire de la flotte Jean Piquet ², ou paysans besogneux qui émigraient avec « leur menu mesnage comme poz, paelles, vaisselle d'estain. » Un baleinier, monté de Malouins et de marins du Mont Saint-Michel, avait embarqué une troupe de ces « pôvres gens du païs de Caux, et en espécial des femmes et petitz enfans, » qu'il transportait en Bretagne. A la hauteur de Cherbourg, il fut attaqué, le 29 janvier 1423, par un baleinier anglais, bientôt rejoint par deux autres bâtiments accourus du port. Les Malouins, débordés, ayant baissé pavillon, « vaissel, prisonniers et toutes autres choses qui dedens estoient furent venduz et livrez en diverses parties au plus offrant ³. »

Enfin, la flottille des expulsés harfleurais prenait pour port d'attache La Rochelle. Jean de Contes, dit Minguet, l'ancien compagnon de Braquemont, était arrivé avec sa nef ; Jean Go avec sa galiote ; Guillaume Le Boucher amenait, dans son baleinier, sa femme, ses marins ⁴.

D'autres proscrits arrivèrent de Bretagne : les uns, Malouins

¹ 21 mai 1420.

² Dont un espion signalait la fuite par Angers vers La Rochelle. 15 juin 1421 (Vallet de Viriville, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 348, n. 1). — S'exilaient encore les Rouennais Geoffroy Lambert, Michel de Saint-Vincent et Guillaume Toulousan (G. Lefèvre-Pontalis, la Guerre des partisans dans la Haute-Normandie, apud *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. LVII, p. 20). Toulousan avait cautionné, en 1414, le dernier garde du clos des galées, Robert d'Oissel (Pièces orig., vol. 1008, doss. d'Oissel, p. 6). Les exilés laissaient à Rouen des amis qui devinrent contre les Anglais de redoutables conspirateurs (Lefèvre-Pontalis, *ouv. cité*, p. 9).

³ Pièce publiée par S. Luce, dans sa *Chronique du Mont Saint-Michel*, Paris, 1879, in-8, t. I, p. 122. Une autre pièce publiée par Luce (I, 218) constate la fuite en 1422 d'un laboureur de Grand-Camp (Calvados, arr. Bayeux, cant. Isigny) qui abandonne femme et enfants pour se rendre à Saint-Malo.

⁴ « Jehan du Puismarquet, natif du païs de Normandie a IIII lieues de Harefleu. » — Enquête du 22 septembre 1422 à La Rochelle (*Archives historiques du Poitou*, t. II, p. 291-297).

indépendants comme le maître de navire Perot ¹; les autres, partisans d'Olivier et de Charles de Blois, que poursuivait la haine ducale depuis l'attentat de 1420. Tel, Maurice de Plusquellec ou Plusqualec, fils aîné du chambellan de Jean V, s'était jeté avec l'étourderie de son âge dans la conjuration ². Le coup fait, il était venu demander asile ³ au gouverneur de La Rochelle, son oncle.

Cette charge de gouverneur semblait l'apanage d'une famille bretonne : Henri de Plusquellec succéda à son cousin Tanguy du Chastel et précéda son autre cousin Prigent de Coëtivy, amiral de France ⁴. On ne pouvait imaginer, du reste, de famille plus dévouée à la France. Les derniers au combat, ils allaient conduire le deuil de la marine française.

Roi sans royaume, proscrits sans foyers, expulsés sans patrie, avaient mis en commun leurs ressources et leurs espérances. Il s'agissait, en 1422, d'aller chercher huit mille Écossais. Les bretons Henri de Plusquellec, Geoffroi de Karoys et Bardot Hugo avancèrent treize mille écus d'or; le Dauphin leur hypothéqua sa seigneurie de Taillebourg ⁵; les normands Jean de Contes dit Minguet, Guillaume le Boucher, Jean Go, le malouin Perot et les armateurs rochelais frêtèrent leurs navires avec l'argent des Bretons ⁶. De cette association d'infortunes ne sortit qu'un désastre. La mer était infestée d'escadres britanniques. L'année précédente, Guillaume de la Lande, charpentier de vaisseau rochelais, qui faisait son testament au moment de s'embarquer pour l'Écosse (17 juin) ⁷, n'avait pu partir. En septembre 1422, l'escadre française partit, mais pour revenir aussitôt, désarmée, en déroute.

¹ Enquête citée.

² En 1420, Olivier et Charles de Blois avaient saisi et détenu prisonnier le duc de Bretagne, Jean V. — Jean V confisqua les biens de « Morice de Ploesquellec, qui a demouré ez parties de la Rochelle et ailleurs en plusieurs contrées hors de nostre pays en la compagnie desdiz de Blays. » Nantes, 20 octobre 1423 (Blanchard, *Lettres et mandements du duc Jean V*, t. III, p. 115 et 153).

³ En 1420 (*Archives historiques du Poitou*, t. II, p. 291).

⁴ Delayant, *Procès des frères Plusqualec*, apud *Archives historiques du Poitou*, t. II, p. 217. — La mère de Henri de Plusquellec et la grand'mère de Coëtivy étaient de la famille du Chastel.

⁵ Arch. nat., J 183, p. 141.

⁶ *Archives historiques du Poitou*, t. II, p. 291-297.

⁷ Beaucourt, t. I, p. 336, n. 2.

Une flotte anglaise, se « ruant » sur elle, capturait la nef de Jean de Contes, capitaine de l'expédition, deux gros vaisseaux équipés par le gouverneur de La Rochelle, plusieurs autres bâtiments. Les ambassadeurs du Dauphin, Perceval de Boulainvilliers et Bertrand Campion, tombaient prisonniers. Guillaume le Boucher n'eut que le temps de transborder sur son baleinier la caisse ou « chevance et autres choses qui estoient en la nef dudit Minguet » et de sauver, en s'enfuyant par « l'achenau de Marent » vers Niort, les épaves du trésor royal. A côté d'une vieille bourse de drap d'or, dernier témoin de jours prospères, près d'écus neufs enveloppés dans un chiffon de papier, gisait au fond de la barque un fleuron à demi brisé, que le roi, pour faire l'appoint, avait détaché « de sa bonne couronne ¹. »

La situation de La Rochelle, déjà critique avec ses remparts dégarnis, sa populace houleuse à la nouvelle du désastre, s'aggrava encore quand on apprit les menées du duc de Bretagne. Jean V faisait avancer des troupes, dans le dessein de livrer la ville aux Anglais. L'écuyer écossais William Stuart fut chargé de défendre les deux tours de la chaîne qui fermaient le port ². Le Dauphin accourut de Bourges ; le 10 octobre, il recevait le serment de fidélité des bourgeois rochelais, faisait réparer les murailles et gardait cette clef des mers ³. Le moment eût été propice de reprendre l'expédition : tous les vaisseaux de guerre britanniques escortaient le corps de Henri V qu'on ramenait par Calais en Angleterre ⁴.

Mais, faute d'une flotte, les communications avec l'Écosse devenaient impossibles. Le premier soin de Charles VII, en montant sur le trône, fut de solliciter dix galères castillanes pour la saison de 1423 ⁵. Il put s'apercevoir alors quel précieux auxi-

¹ Le 16 septembre 1422, Charles VII mande à Henri de Plusquellec et à Jean de Villebresme de perquisitionner à La Rochelle, au domicile de Guillaume Le Boucher, pris par les Anglais en mer, et d'y saisir les papiers qui concernent l'armée que la flotte montée par Boucher devait chercher en Écosse. Le 22 septembre, on apprend que Boucher s'est sauvé (*Archives historiques du Poitou*, t. II, p. 291-297; Arch. nat., J 475, n° 98², 98³, 98⁴).

² Francisque Michel, *les Écossais en France*, t. I, p. 120, n. 5.

³ Vallet de Viriville, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 348.

⁴ Octobre 1422 (Rymer, t. IV, 4^e part., p. 81).

⁵ 25 novembre 1422. — Les ambassadeurs étaient Jacques Gélou, Guillaume de Quiefdeville, Guillaume Bataille, Jean de Castel, qui, pour la plupart,

liaire il avait perdu dans l'amiral de Braquemont, mort en 1420. Les ambassadeurs furent éconduits; douze maîtres de navires espagnols, racolés à grand'peine, promirent pourtant, par « lettres d'affrètement sur ce faictes en Castille, » d'accomplir le voyage d'Écosse ¹. Ils firent honneur à leurs engagements, contrairement à cet armateur de l'Écluse ², venu comme eux à La Rochelle, qui s'enfuit après avoir reçu les arrhes de son voyage ³. La traversée était si peu sûre que Charles VII n'osa pas confier à ses commissaires, connétable de Buchan, Quiefdeville et Guillaume le Boucher, la solde des troupes écossaises qu'ils allaient chercher. Dans l'imminence du danger, le gouverneur de La Rochelle prit lui-même le commandement de l'expédition. Il avait joint aux douze bâtiments espagnols une division rochelaise frétée par lui et par son parent Tanguy du Chastel.

Comme les Anglais croisaient au large du Poitou ⁴, Henri de Plusquellec attendit jusqu'à la Saint-Michel pour donner le signal du départ. Le 26 octobre 1423, il était à Glasgow ⁵; les troupes écossaises n'étaient pas prêtes à embarquer; on dut prolonger d'un mois l'affrètement des transports, qui stationnèrent devant Greenoc, à Dumbarton, jusqu'à l'arrivée des dix mille hommes amenés par Douglas et Buchan. Avec le clan Douglas au tartan vert rayé de blanc, s'embarquèrent deux mille highlanders aux haches de Lochaber pesantes et aux jambes nues, les « Escos sauvages à haches » que Charles VII annonçait aux bonnes villes de France ⁶. Ils étaient bien avant en mer pour venir par deçà, quand la tempête les rejeta en Écosse. Ce

avaient déjà rempli le même office d'ambassadeurs en Castille (Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. II, 310).

¹ Entre autres le baleinier *Santa Maria*, 140 tonneaux, maître Perruche de La Sau (*Revue des sociétés savantes*, 6^e série, t. II, p. 160-163).

² Franç. 5271, fol. 134 v^o; Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 338.

³ Cinq cents écus d'or et deux mille francs, que lui avait versés le connétable de Buchan.

⁴ Lettres de Charles VII. Bourges, 17 mai 1423 (*Revue des sociétés savantes*, 6^e série, t. II, p. 161-163).

⁵ Contrat d'affrètement entre les ambassadeurs français et Perruche de la Sau, maître du baleinier *Santa Maria* (*Revue des sociétés savantes*, 6^e série, t. II, p. 160-163). Les nefs espagnoles, qui n'étaient affrétées que jusqu'au 6 novembre, furent retenues jusqu'au 6 décembre, moyennant un fret d'un écu et demi par tonneau, sans préjudice des mille écus d'or de gratification qu'on leur paierait au prorata de leur tonnage.

⁶ Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 63, 339.

furent de nouveaux frais de ravitaillement. Il fallut attendre le vent. Autre départ vers la fin de janvier 1424; on perd en route quatre gros vaisseaux à château d'avant, et enfin au carême-prenant, le 15 février 1424, Plusquellec abordait à La Rochelle ¹; une partie de sa flotte avait atterri à Saint-Mahé de Fine Poterne.²

Le malheur pesait sur la France : les fiers highlanders étaient écrasés aux journées de Crevant et de Verneuil. Et, bien que l'on se fût habitué à considérer les montagnes de la Calédonie comme un réservoir inépuisable de soldats, bien qu'en novembre 1424 on songeât encore aux troupes de l'amiral comte de Mar ³, aucune flotte française ne prit plus la mer, et pour cause. Nos vaisseaux avaient disparu d'année en année, écrasés par les flottes ennemies. Les ports de l'Océan étaient cédés ou engagés, la Saintonge promise aux Écossais, Taillebourg vendu aux Plusquellec.

Dans la Manche, l'étendard fleurdelisé ne flottait plus que sur un petit îlot, « dont le seul nom évoque ce que les paysages ont de plus grandiose, le patriotisme de plus inviolé, la religion de plus saint ⁴. » La France en détresse aimait y reposer ses espérances ⁵, car le Mont Saint-Michel au Péril de la mer, dont le granit arrêta les vagues furieuses, résistait aussi bien aux assauts de l'ennemi.

Dès 1417, les Anglais menaçaient le Mont; deux ans après, ils en commençaient les approches en fortifiant le rocher de Tombelaine, vedette avancée de cette ligne d'investissement que formèrent Avranches, Pontorson et Ardevon. Une flotte allait compléter le blocus ⁶. Ces apprêts jetèrent la terreur dans l'âme de l'abbé du Mont; Robert Jolivet fit le « chien couchant » aux

¹ Arch. nat., J 183, p. 141 : Lettres de Henri de Plusquellec, 15 février 1424, n. st., datées de la Rochelle, présent Maurice de Karloeguen.

² Beaucourt, t. II, p. 63.

³ Beaucourt, t. II, p. 79.

⁴ S. Luce, *Histoire de Du Guesclin*, éd. in-12, p. 222.

⁵ L. Delisle, *Pèlerinage d'enfants au Mont Saint-Michel*, dans les *Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie*, t. XVII, p. 388.

⁶ Jacques Boulenc, Jean Corbussier et Jean Chambrelain allèrent solliciter cette flotte en Angleterre. 1^{er} mars et 2 juillet 1420 (*De l'administration de la Normandie sous la domination anglaise*, par Ch. de Beaurepaire, apud *Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie*, t. XVIII, p. 178).

pieds du roi d'Angleterre ¹. Les moines, loin d'imiter la lâche soumission de leur abbé et capitaine, appelèrent un partisan du Dauphin, Jean d'Harcourt, qui confia l'abbaye à Louis d'Estouteville et à une centaine d'hommes. Des renforts inopinés leur arrivèrent en 1423.

Le lieutenant général du Dauphin en Picardie, Jacques de Harcourt, ravitaillé par des escadres françaises et bretonnes en 1421 et 1422 ², avait longtemps défendu nos derniers ports de la Manche, Rue, Le Crotoy. Refoulé peu à peu par les troupes anglaises du pays de Caux, cerné dans Le Crotoy, bloqué par mer, il dut se rendre le 15 octobre 1423, après quatre mois de siège ³. Comme les termes de la capitulation lui permettaient de guerroyer outre Seine et d'emmener une partie de l'escadre française bloquée dans le port, il embarqua ses gens sur une grande hourque, une barge et trois autres bâtiments, armés de neuf veuglaires, et se rendit au Mont Saint-Michel. L'un de ses corsaires, Singlas, capturait en route sept vaisseaux chargés de vins en provenance d'Abbeville. Les assiégés reçurent « moult honorablement ⁴ » les arrivants, et avec d'autant plus de joie qu'une violente attaque des Anglais ⁵ avait épuisé leurs forces.

L'assaut se renouvela périodiquement, le 28 septembre 1424, puis en 1425, sous la conduite du traître Robert Jolivet, nommé commissaire du roi d'Angleterre en la Basse-Normandie pour le recouvrement du Mont Saint-Michel ⁶. Une escadre de vingt navires, organisée par ses soins à Ouistreham, et montée de huit cents hommes environ, arrivait le 8 mai au havre de Re-

¹ Sauf-conduit de Henri V à Jolivet. 9 mai 1419 (*Rôles normands*, p. 1261; Dupont, *Histoire du Cotentin et de ses îles*, t. II, p. 532).

² En avril 1421, l'escadre française, qui portait des munitions au Crotoy, échoua à Honfleur, Harfleur et Fécamp (*Rôles normands*, apud *Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie*, t. XXIII, p. 227, 254).

³ Autre ravitaillement de cent pipes de vin et de cent tonneaux de froment en 1422 (Franc. 25710, p. 14). Dès le mois de mai 1423, un vaisseau de guerre anglais bloquait Le Crotoy (Pièces orig., vol. 1685, doss. Lenfant, p. 12). Le Crotoy capitula le 15 octobre. Mais la reddition de la place ne devait avoir lieu que le 3 mars 1424. Jacques de Harcourt laissa à son lieutenant Choquant de Cambronne le soin d'accomplir cette dernière formalité (*Chronique d'Enguerrand de Monstrelet*, t. IV, p. 166-170).

⁴ Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 13; Traulé, *Abrégé des annales du commerce de mer d'Abbeville*, p. 13.

⁵ En juillet-août 1423 (Dupont, *Histoire du Cotentin*, t. II, p. 548; Cousinot, *Chronique de la Pucelle*, éd. Petitot, t. VIII, p. 99).

⁶ Mars 1425 (Dupont, *Histoire du Cotentin*, t. II, p. 549).

gnéville; Laurent Howden, capitaine de Tombelaine, et de plus capitaine général de la flotte, en prit le commandement ¹. Elle était fort peu homogène. A défaut de la flotte royale d'Angleterre, que Henri VI avait vendue après l'écrasement de notre marine ², Jolivet avait frété une hourque de Dantzic, une barge de Londres, des baleiniers de Dieppe, Rouen, Caen, Guernesey, Portsmouth, Southampton. Le 21 mai, l'amiral de Normandie, Guillaume, comte de Suffolk, fut chargé de diriger les opérations comme capitaine général des forces de terre et de mer ³ : il avait cent hommes d'armes et trois cents archers, dont plus d'un tiers renforça les équipages de l'escadre : le reste garnissait les bastilles de Tombelaine et d'Ardevon.

« L'enforcement du siège par la mer » inquiéta les Malouins, d'autant plus intéressés à la conservation de l'abbaye que le Couesnon, confondant son cours capricieux avec la Sée et la Sélune, venait d'enlever le Mont à la Normandie pour le rendre à la Bretagne ⁴. Ils se flattaient du reste d'être « bons, vrais et loyaux subjects à la couronne de France; » ce qui est mieux, ils le prouvèrent en armant « libéralement, de leur franche volonté et à leurs propres coustz, certaine bonne quantité de navires gros et menus, » sur lesquels nombre d'entre eux prirent place ⁵. A leur tête, on remarquait Brient de Châteaubriand, seigneur de Beaufort, Geoffroy de Malestroît, Raoul de Coëtquen ⁶ et Louis d'Estouteville ⁷, qui était venu implorer leur secours. Le cardinal-évêque de Saint-Malo, à l'exemple de son prédécesseur, qui avait refusé, au moment de nos revers, de laisser détacher de la France son vieux rocher, encouragea et

¹ L'écuyer Richard Povoïr l'avait amenée de Ouistreham à Regnéville. Le vicomte de Carentan, Guillaume Biote, était chargé de payer chaque mois la solde des équipages après en avoir passé la revue à Regnéville ou aux îles Chausey (S. Luce, *Chronique du Mont-Saint-Michel*, I, pièces diverses, n° LV, p. 185-195). — Armement de la *Marie* de Caen, 1^{er} mai (Franc. 20908, p. 81).

² Ordre de vente donné par Henri VI aux clercs de ses nefes à Southampton. 3 mars 1423 (*Proceedings*, III, 53).

³ Nicolas Bourdet, capitaine d'Ardevon, et que M. Dupont qualifie également de capitaine général de la flotte, venait d'être battu par le baron de Coulonces (Dupont, *Histoire du Cotentin*, t. II, p. 551).

⁴ Dupont, *Histoire du Cotentin*, t. II, p. 551.

⁵ Lettres de Charles VII remerciant les Malouins. 6 août 1425 (Archives de Saint-Malo).

⁶ S. Luce, *Chronique du Mont Saint-Michel*, t. I, p. 185, n. 1, et p. 28, n. 1.

⁷ Lettres de Charles VII du 6 août 1425.

bénit l'expédition. Ce fut le 16 juin ¹ que les Malouins attaquèrent la flotte ennemie. Reçus vigoureusement, ils sautèrent à l'abordage; rien ne put arrêter leur élan : plusieurs bâtiments tombèrent entre leurs mains; le reste s'enfuit, laissant le Mont Saint-Michel « au dellivre du cousté de la mer 2. »

L'amiral anglais, réduit à ses bastilles, continua néanmoins le siège, sans que le nouveau connétable de France, Arthur de Richemont, pût le déloger. Maitresse de la mer, la flotte malouine ravitaillait le Mont, courait la Manche jusqu'à Calais et menaçait les convois qui arrivaient de Flandre en Normandie; elle rançonnait le Bessin ³, bloquait Cherbourg ⁴, jetait l'alarme sur les côtes du Devonshire ⁵ et préludait à cette belle victoire du 9 septembre 1427 où Louis d'Estouteville couchait sur les grèves du Mont Saint-Michel deux mille Anglais ⁶. Et le siège continuait toujours, avec une égale ténacité de part et d'autre. Il dura jusqu'à l'expulsion des Anglais.

Cette défense opiniâtre d'une sentinelle perdue au milieu de l'ennemi montrait qu'il n'est point d'abaissement si profond que la France ne s'en relève. Et, en effet, la guerre civile, qui avait fait l'appoint de l'étranger, s'éteignait; les partis oublièrent leurs mésintelligences. Une nouvelle génération grandissait, une génération née dans la terreur et dans les larmes. Un jour vint où elle se leva frémissante; d'une irrésistible poussée, l'ennemi fut jeté hors des frontières, quelque trente ans après les avoir violées; et la marine de guerre reprit sa garde près d'une France non plus meurtrie et amputée, mais grande et prospère.

CH. DE LA RONCIÈRE.

¹ « Puis peu de jours, » dit Charles VII dans les lettres du 6 août 1425. — Le 16 juin en réalité (Dom Huynes, *Histoire de l'abbaye du Mont Saint-Michel*, p. 204; Vallet de Viriville, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 5).

² Lettres de Charles VII, déjà citées.

³ Pendant le second semestre de 1425 (S. Luce, *Chronique du Mont Saint-Michel*, t. I, p. 185, n. 1, p. 214 et 28, n. 1).

⁴ Avis du capitaine de Cherbourg, Hungerford. 25 janvier 1427 (*Proceedings*, t. III, p. 230).

⁵ 19 mai 1427 (Champollion-Figeac, *Lettres de rois, reines*, t. II, p. 408, dans les *Documents inédits*). En même temps, les corsaires espagnols, Jean Goo entre autres, couraient la mer d'Irlande. 22 août 1427 (Rymer, t. IV, 4^e part., p. 131).

⁶ Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 25 et 28.

Vallet de Viriville, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 516 : il y a lieu de maintenir cette date du 9 septembre 1427 donnée par Vallet de Viriville, et appuyée sur diverses chroniques locales.

LES FRANÇAIS A TUNIS

DE 1600 A 1789

Les relations *officieuses* des Provençaux et des Languedociens avec les Barbaresques sont fort anciennes, comme l'a savamment démontré M. de Mas-Latrie ¹ ; pour ne citer qu'un exemple : une association formée à Marseille, en 1478, pour pêcher le corail sur la côte septentrionale d'Afrique, fut confirmée dans sa jouissance par l'article XII des Capitulations franco-turques de 1535. Quant aux relations *officielles* de la cour de France avec la Barbarie, elles commencèrent le jour où une administration stable sembla être installée en Alger et à Tunis : Maurice Sauron et Louis de la Motte-Dariès furent nommés consuls à quelques mois d'intervalle (1577-1578).

Il y avait quelque hardiesse pour le Roi Très Chrétien à reconnaître les gouvernements hérétiques au lendemain de la victoire du Roi Catholique à Lépante : l'Espagne gardait la foi des croisades, tandis que la France, atténuée, n'en faisait plus « un article d'exportation, » et s'était depuis longtemps créé une clientèle protestante en Scandinavie et en Allemagne.

Les circonstances semblaient favorables pour asseoir la suprématie de notre pavillon dans la Méditerranée : l'Espagne était absorbée par ses préoccupations religieuses ; l'Angleterre et la Hollande étaient encore peu connues dans le Levant. L'initiative de Henri III tira de leur torpeur les négociants du Nord : Élisabeth ne tarda pas à établir une ambassade permanente à Constantinople et un agent à Tunis ; elle fut bientôt imitée par les États généraux (1599-1612).

¹ *Traité de paix et de commerce des chrétiens avec les Arabes au moyen âge.*

Une lutte économique va se livrer dans l'Afrique septentrionale, et surtout à Tunis. Pendant deux siècles et demi, Alger restera un nid de pirates, une « fourmilière de gens de guerre ¹, » tandis que Tunis, après les révolutions intérieures du ^{xvii}^e siècle, deviendra une sorte de confrérie de trafiquants, présidée par le bey ; les corsaires tunisiens joueront certes leur rôle dans l'histoire de nos relations avec cette Échelle, mais nous souffrirons moins de leurs ravages que de l'accaparement des denrées pratiqué par Hossein et ses successeurs. Nos armateurs et nos résidants tâcheront d'éluder le système prohibitif par la contrebande, ou bien ils se résigneront au cours forcé imposé par la cupidité des puissances : c'est aléatoire ou peu lucratif. Mais leur patience triomphera et la fin de la guerre de Sept ans marque le début d'une prospérité qui sera malheureusement interrompue par la Révolution. Ils n'auront pas du moins longtemps à combattre la concurrence d'un commerce privilégié ; le monopole du bey ne pouvait tolérer celui d'une compagnie, et le comptoir du cap Nègre n'enrichit jamais ses actionnaires. Le succès n'était pas possible comme chez les Algériens, qui dédaignaient le commerce.

Le tableau de nos rapports avec Tunis est moins pittoresque que celui d'Alger ² ; les brillants épisodes sont rares ; par contre, on voit se dessiner, à dater de la fin du ^{xvii}^e siècle, une ligne de conduite qui a mené, par une pente insensible, au protectorat actuel. Notre domination s'est lentement mûrie, elle n'est pas l'effet d'un heureux coup de tête.

C'est grâce aux louables efforts de M. Eugène Plantet que l'on peut retracer à larges traits l'évolution de notre politique tunisienne jusqu'à la fin de la Restauration : trois volumes ³ (succédant aux deux consacrés aux deys d'Alger) témoignent de sa persévérante et patriotique érudition ; c'est un immense recueil de textes réunis à Paris (Affaires étrangères, Marine et Bibliothèque nationale), à Marseille (Chambre de commerce) et à

¹ Lettre du dey d'Alger à Louis XIV du 1^{er} septembre 1694.

² « De tous les Barbaresques, les Tunisiens sont ceux qui s'écartent le moins des traités et du respect qu'ils doivent au pavillon, mais ils sont naturellement portés aux mêmes excès et à la même licence, quoique plus contenus par leur bey » (Instructions du consul Sulauze, 22 juillet 1754).

³ *Correspondance des bays de Tunis et des consuls avec la cour de France, 1599-1830.* Paris, Alcan, 3 vol.

Tunis (Résidence et palais beylical), éclairés par d'excellentes notes et de substantielles préfaces.

I.

L'administration de Tunis, qui fut occupée par les Turcs en 1574, après avoir été disputée, un demi-siècle, entre les Algériens et les Espagnols, était calquée sur celle d'Alger : un *pacha*, représentant du Sultan ; un *dey*, chef des forces militaires ; un *bey*, chef des tribus ; la milice des quatre mille *janissaires*, avec son *divan* d'officiers. L'entretien de cette troupe était onéreux, et le pays manquait de ressources régulières : d'où la nécessité de demander à la piraterie ses gains aventureux, sans distinguer amis et ennemis. Ce fut une institution d'État.

Les Marseillais, plus directement intéressés que tous autres, firent preuve de longanimité. Ils armèrent bien, en 1616, sept vaisseaux, sous les ordres du chevalier Philandre de Vinche-guerre ; mais celui-ci acheta la paix, au lieu de combattre, et il remit aux puissances de menus cadeaux, étoffes ou friandises. Avec le temps, ces cadeaux devinrent une habitude : en 1629, il ne s'agissait plus de bagatelles, confitures ou eaux-de-vie, destinées aux seuls chefs de la Régence, mais d'un lot considérable de draps, victuailles et liqueurs, à répartir entre une vingtaine de clients : le vin, les prunes de Brignoles, le vinaigre rosat et le velours cramoisi montèrent à 2,913 fr. Le ton de la correspondance devint conciliant. Antoine Bérengier, ayant obtenu du Dey et du Bey un envoi de quatorze cents charges de blé, prie les échevins de Marseille de « reconnoître ces Messieurs de la courtoisie et faveur » qu'ils lui ont faite, tandis que le Divan demande, « vos négociants étant rencontrés par les nôtres, de se faire amitié, et vous saluant les uns les autres en prenant chacun son chemin, afin qu'il n'y ait point de contention entre nous, ni refroidissement d'amitié. » Le dey Yussouf et le bey Osta-Murat font assaut de bonhomie : « Messieurs, déclare le premier, j'ai reconnu la bonne volonté qu'il vous plaict avoir en mon endroit, et je vous prie d'en faire estat comme de celui qui désire vous le tesmoigner en tout ce que vous jugerez propre ; je vous envoie deux sacs de dattes aussy plains que j'ay pu » (10 avril 1618). Le bey est encore plus aimable : « J'ai de tout

temps aimé les Français, et à plus forte raison, à présent que j'ay le gouvernement en mon pouvoir, puis-je plus faire valoir ma parole » (16 juillet 1638).

Les Marseillais ont la faiblesse de se soumettre à la visite des corsaires, interdite par l'article 2 des capitulations de 1535 et l'article 7 de celles qui furent accordées à Tunis en 1605; Césy, notre agent à Constantinople, s'indigne que l'on consente « à une soumission si honteuse et si dommageable qu'il n'y a petit prince en chrestienté qui le voulût souffrir, qui est d'amener leurs voiles lorsqu'ils rencontrent quelques vaisseaux de Barbarie, et d'envoyer leur barque auprès de cette canaille pour estre visités, comme si l'estendard du Roy devait céder à quatre marauds indignes de cest honneur. » Les Marseillais n'ont pas même le profit de leur vilenie, car, lorsque les forbans ont abordé leurs vaisseaux, « ils font dire à coups de baston aux patrons et mariniers que toute la marchandise est espagnole, ou d'autres ennemis de la Porte, » et ils confisquent équipage et cargaison.

Les Marseillais se plaignent, en 1631, des captures faites sur les infidèles par le commandeur de Razilly et par le général des galères royales, « quoiqu'il ait esté suffisamment justifié que les uns ni les autres desdits Turcs n'avoient mesfait aux sujets de Votre Majesté. » Ils expédient à tout instant des négociateurs pour la restitution de quelque prise et l'élargissement de marins réduits en esclavage : Monyer, Bérengier, Calvane, Marc David (1619-1638). Les puissances de Tunis réclament l'échange des chrétiens contre les Maures enchaînés dans les bagnes de Toulon et de Marseille; mais les capitaines de galères répugnent à désorganiser leurs chiourmes, dont le recrutement est toujours aléatoire. De là des discussions stériles et la délivrance d'un très petit nombre de prisonniers.

Marseille, livrée à ses seules forces, ne pouvait ou ne voulait rien faire contre les Barbaresques, et il fallait une intervention de la cour. Elle s'adresse tout d'abord au Sultan, suzerain de Tunis, mais l'autorité du Grand Seigneur était déjà méconnue des janissaires, qui, dès 1590, avaient réduit le rôle du pacha au profit du dey et de son coadjuteur, le bey. Les représentations de la Porte étaient dès lors illusoires. En 1605, Savary de Brèves se rendit de Constantinople à Tunis, accompagné d'un *capidji* turc, et rendit la liberté à cent cinquante Français

(17 juin-22 août). En 1624, Sanson Napollon, consul à Smyrne, fut chargé par Césy, le successeur de Brèves, de reprendre la conversation avec le Divan des janissaires; mais trois mois de tiraillements n'aboutirent qu'à la délivrance d'un second lot de cent cinquante esclaves.

Ces résultats, aussi médiocres que ceux obtenus par les délégués marseillais, lassèrent la patience de Césy, qui conseilla l'emploi de la force. « Les Turcs n'estiment que ceux qui leur font du mal, et non ceux qui en peuvent faire, et commencent à croire et à dire que les Français n'oseraient penser à se venger contre ceux de Barbarie » (29 décembre 1623). Il est dur pour ces *canailles*. « Quelque traité qu'ils fassent, on doit tenir pour tout assuré que, trois mois après, ils recommenceront leurs déprédations ordinaires » (28 mars 1627). Il chante aux Provençaux la même antienne : « Si du costé de France l'on ne tient les corsaires en crainte par un chastiment soudain et puissant, il est à craindre que nos remèdes ne soient pas proportionnés à la qualité du mal. »

Mais, hélas ! notre marine militaire est nulle, et c'est Brèves qui a le pénible devoir de le constater : « Le roi désire vous soulager de son pouvoir, mais comme il n'y a point de moyen d'assurer la liberté des trafiquants qui naviguent, ni celui de leurs marchandises qu'avec un puissant armement de galères, je ne vois pas en la saison présente que cela puisse estre » (1^{er} oct. 1627). Dix ans plus tard cependant, lorsque Richelieu eut restauré nos armements délabrés, il y eut un semblant d'action contre les Barbaresques : « Si, après avoir traité avec ceux d'Alger, disent les instructions de Sourdis, ceux de Tunis refusaient de traiter, on fera autant d'actes d'hostilité contre eux qu'il sera possible. »

Quelques démonstrations furent tentées contre les Algériens, mais on usa d'une étrange condescendance envers les Tunisiens, qui n'entendirent pas la moindre mousquetade : Lequoux, contrôleur de la marine à Toulon, MM. de Montigny et de Montmeillan eurent tour à tour la mission ingrate de négocier des échanges d'esclaves (1638-1641). Osta-Murat affectait de bonnes dispositions : « Si on fait diligence d'envoyer de deçà les musulmans esclaves du royaume de Tunis, sans aucun double, tous les Français esclaves qui sont icy auront tous liberté. »

Même s'il eût été sincère, il se serait heurté à la mauvaise foi des capitaines de nos galères et des échevins de Marseille; aussi jure-t-il « qu'il ne veult plus escrire en France, puisque jusques à présent on n'a rien voullu faire pour luy. »

Cette piraterie entravait singulièrement notre commerce, qui fut d'ailleurs fréquemment interdit par la cour, en 1613, en 1618, en 1623, en 1631. Il était également amoindri par la concurrence étrangère.

Dès le début du siècle, les Anglais convoitèrent nos concessions algériennes, Stora et le Collo, et captèrent la faveur des Barbaresques en leur fournissant des munitions de guerre, dont la livraison était interdite par nos ordonnances. Ils n'avaient garde de se plaindre des corsaires maures, et quand la France, la Hollande et Venise firent une remontrance collective au Grand Seigneur, ils témoignèrent par leurs discours que la Barbarie était plus au commandement du Roi, leur maître, qu'aucun pays dépendant de la Grande-Bretagne ¹.

Ils cherchèrent de bonne heure à s'affranchir des droits que notre agent percevait sur leurs marchandises (avril 1618); après un premier échec, ils se joignirent aux Hollandais, qui venaient d'établir leur consulat. Notre agent, Lange Martin, eut beau se plaindre (10 février 1628), multiplier protestations et diligences, remuer ciel et terre; nos rivaux réussirent. Ils accaparèrent, à notre détriment, le commerce de fret avec Livourne, le port rival de Marseille; leurs vaisseaux « sont grands et bien armés, chacun désire charger sur iceux plus tost que sur vaisseaux français et italiens ². »

Les Italiens étaient aussi à redouter : la Toscane et la Savoie s'efforcèrent de détourner à leur profit une partie du négoce ³, pendant que les Génois, fixés à Tabarque depuis 1533, s'enrichissaient avec les grains et le corail, au point que Sanson Napolon, gouverneur des concessions algériennes, voulut s'emparer de leur poste avec l'autorisation tacite de la cour, qui lui demandait seulement de ne pas y mêler le nom du Roi ni des Français ⁴; il mourut à l'assaut, le 11 mai 1633.

¹ Césy à Loménie, 29 décembre 1625.

² Martin aux consuls de Marseille, 11 avril 1629.

³ Viens à Richelieu, 21 novembre 1632.

⁴ Instructions de décembre 1629.

Un Marseillais, Jean Estelle, gendre du général Ragop-bey, essaya de fonder, en 1632, une station française au cap Nègre, à vingt lieues à l'est de Bône, et en face de l'île de la Galite. L'emplacement était mal choisi : « Le mouillage se trouve du côté de l'ouest, le fond en est mauvais et coupe les câbles des bâtiments qui s'y trouvent dans les mauvais temps ; le port est dangereux, et il arrive de fréquents naufrages ¹. » Tabarque a, au contraire, la seule bonne rade de la côte tunisienne après Bizerte. Le cap Nègre n'eut qu'une durée éphémère, car on en réclama le rétablissement dès décembre 1639, et Montmeillan fut chargé, en 1641, de demander le commerce libre des blés, chevaux, cires, cuirs, la pêche du corail et toutes autres marchandises, comme aussi on permettrait aux Tunisiens d'exporter draps, toiles, étoffes, etc., à la réserve des armes, munitions de guerre et de navigation.

Ce triste état de choses décourage le consul : « Les affaires des Français sont réduites icy à de si mauvais termes qu'il n'y a nation plus mesprisée ni plus maltraitée. »

Notre agent a une existence précaire, et il doit lutter contre le mauvais esprit des Marseillais. Sans appointements fixes, il n'a qu'un modeste droit sur la sortie des marchandises, qui ne peut suffire à le faire vivre, surtout depuis que les Anglais et les Hollandais s'en sont fait exempter. Claude Severt abandonne son poste, d'août 1619 à mars 1620, parce qu'il ne peut se faire payer par les armateurs ce qui lui est dû.

Le consul correspond avec le *bureau de commerce* de Marseille, fondé le 5 août 1599 ², et composé de trois consuls, quatre députés et huit conseillers municipaux de la ville. Ce bureau lève sur les chargements du Levant et de Barbarie le droit variable de *colimo*, affecté, depuis le 15 avril 1600, au paiement des dettes et avances des Français des Échelles, au curage du port de Marseille, etc., et certains droits occasionnels, comme les trois pour cent, destinés, en 1639, à payer les dettes de Césy.

Le bureau de commerce traite avec un véritable mépris notre agent de Tunis, qui n'est le plus souvent qu'un suppléant, un subalterne du titulaire, résidant en Provence.

¹ Description de 1726.

² Érigé en Chambre de commerce, en 1650.

Il adresse les présents destinés aux puissances à une sorte d'espion, nommé Lovicou (1627-1628), et le consul écrit : « Si vous autres ne faites compte de moy, quel compte voulez-vous qu'en fassent les ministres de ce pays? » Une autre fois, c'est un délégué des Marseillais, Marc David, qui va trouver le dey, sans avis préalable au consul : « Si on procède de ceste façon pour traiter avec le seigneur dey, c'est tout à fait m'oster l'autorité que je tiens de mon roy. »

Ce Lovicou dénonce l'incapacité de J.-B. Maure, dont le dey prend la défense : « On me dit que des méchantes langues médisent du consul Maure; Maure est un homme très respectable, qui sait contenter tout le monde et que nous aimons beaucoup. » Plus tard, ce fut le tour de Martin, que Lovicou accusa de l'avoir fait emprisonner comme espion (mai 1629). Il monta une cabale contre le malheureux Martin et le fit condamner aux galères pour malversations, par l'amirauté de Provence, le 15 octobre 1635. Mais l'injustice était si flagrante que le jugement fut cassé en 1640, et Martin réinstallé.

Comme on le voit, notre commerce était presque nul, et le consul de France ne jouait qu'un rôle très effacé. Le grand souci du moment fut le rachat des captifs, auquel se consacra saint Vincent de Paul. De 1645 à 1647, il envoya trois Lazaristes à Tunis, les PP. Guérin, Francillon et Le Vacher. Ce dernier se distingua tellement par son ardeur au soulagement des infortunés, et il se fit tant aimer des négociants français, que ceux-ci requirèrent le dey de l'agréer pour successeur à Lange Martin, mort de la peste en juillet 1648.

La correspondance du P. Le Vacher (1648-1666) est malheureusement perdue : mais il dut remplir ses fonctions avec une remarquable compétence, puisque de Lionne lui écrivit : « Mon Révérend Père, j'ay reçu vos lettres par lesquelles vous me faites connoistre votre charité et votre zèle pour la délivrance des chrétiens, et en particulier des Français qui sont esclaves à Tunis. Je ne puis que vous louer d'avoir des sentiments si conformes à votre profession et à la piété du Roy, vous priant de continuer vos assistances à ces pauvres gens, affin qu'il plaise à Dieu les fortifier dans notre sainte foy, en attendant leur liberté, à laquelle je travaille en ce moment, ainsi que vous pourrez sçavoir d'ailleurs. »

Le consulat du P. Le Vacher fut marqué par un événement important, la fondation de la chapelle Saint-Louis et la réunion des résidents, jusqu'alors dispersés, dans un local commun ou *fondouk*, qui fut bâti en 1659. D'après une description contemporaine, qui a gardé sa stricte exactitude, « c'est un grand corps de logis, qui a une grande cour carrée au milieu, des magasins au rez-de-chaussée, et des chambres au-dessus, qui se communiquent les unes aux autres par une galerie qui donne sur la cour, et qui conduit aux appartements du consul. Un des côtés de la cour est occupé par la porte, avec une terrasse au-dessus ; un autre, par la chapelle et la chambre du consul ; le troisième, par une grande salle à manger ; le quatrième, par la cuisine et l'office. Le rez-de-chaussée est partagé en différents magasins, et tous les autres appartements du premier étage, qui sont voûtés, sont couverts d'une terrasse sur laquelle on monte par une échelle pour prendre le frais, le soir et le matin. On amasse les eaux de pluie qui tombent sur ces terrasses dans des citernes, et on les conserve avec soin, parce que les eaux de puits sont saumâtres et d'un si mauvais goût qu'il n'y a que ceux qui y sont accoutumés de longue main qui s'en peuvent accommoder. » Le *fondouk* des Français était bien plus considérable que celui des Anglo-Hollandais et celui des juifs.

Les Lazaristes ne négligeaient donc pas les intérêts temporels pour les spirituels ; mais la piraterie chronique des Tunisiens s'opposait à tout progrès matériel, et le bon P. Le Vacher fut obligé de demander à Mazarin l'envoi d'une escadre, « pour faire cognoître à ces barbares quelque idée de la grandeur du Roy et les obliger à correspondre aux intentions de Sa Majesté. » Il fallut cinq ou six années de croisières commandées par le chevalier Paul, MM. de Martel, d'Alméras et de Beaufort pour obtenir apparence de satisfaction.

Après de laborieuses négociations, Beaufort, qui s'était présenté en dernier lieu à la Goulette, le 14 octobre 1665, réussit à obtenir, par un accord *secret*, la délivrance de deux cent quatre-vingt-dix esclaves, dont le rachat coûta 375,000 francs.

Cet accord secret était accompagné d'un traité *ostensible* qui, entre autres clauses désavantageuses, consacra le droit de visite des Tunisiens (art. 3) et l'exemption des Anglais et des Hollandais de la juridiction de notre consul (art. 17). Par contre,

celui-ci devait avoir la prééminence sur tous ses collègues (art. 15), et connaître de tous les différends survenus entre Français ou bien entre un Français et un protégé de la France (art. 23). Le libre exercice du culte catholique nous était accordé.

Ce traité n'exige aucune réparation des insolences des corsaires; mais « l'état pitoyable de nos navires, » comme l'avoue Beaufort lui-même, ne nous permit pas de faire mieux.

II.

« L'échange et rachat des captifs est le fruit principal de la paix, » écrit Jacques Dumolin, qui fut chargé de porter la ratification du traité (12 juin 1666).

Mais des préoccupations nouvelles vont se faire jour, sous l'influence de Colbert, et l'on songera moins désormais aux pauvres prisonniers qu'à l'établissement d'une échelle commerciale. Les Anglais et les Hollandais avaient traité avec les puissances (20 sept., 16 oct. 1662), et le chevalier Paul constata leur activité commerciale dans son journal de campagne de 1663. Beaufort trouva que « l'avantage du commerce serait grand, puisque nous ôterions aux Anglais, Hollandais, Génois et Livournaï le profit du trafic qu'ils y font, pour le prendre nous-mêmes. » Le premier signe de cette orientation nouvelle fut la déposition des Lazaristes de leurs fonctions officielles. On lit dans les instructions de Dumolin : « Le principal avantage consiste en l'établissement d'un bon consul, et *le sieur Le Vacher, quoique très propre pour les besoins spirituels des esclaves, n'a pas de talent pour le commerce.* »

Dumolin ne fit qu'obéir à l'esprit de sa commission en destituant le P. Le Vacher, malgré son éloquente protestation¹; mais il accompagna cet acte, exigé par l'évolution naturelle des choses, de commentaires désobligeants : « Le bon Père cache ce qu'il sait, comme il peut faire par l'humilité ses bonnes œuvres; il m'a paru extrêmement intéressé, ce qui m'a fait diminuer quel-

¹ « Il a plu, Monsieur, à la piété de Sa Majesté de disposer de cette charge en faveur de notre très chétive congrégation, non pour intérêt temporel, mais pour servir de moyen à procurer la gloire de Notre-Seigneur en ce pays par la consolation temporelle et spirituelle qui se peut donner humainement aux pauvres chrétiens esclaves. »

que chose de l'estime que j'avais pour lui, à cause de sa discrétion apparente. » Le chevalier d'Arvieux, interprète de Dumolin, son aumônier, le P. Audoire, et l'unanimité des négociants protestent contre ces insinuations.

Le départ des Lazaristes eut une fâcheuse conséquence, celle de faire passer la suprématie religieuse à Tunis en des mains étrangères. A son rappel, le P. Le Vacher confia la chapelle consulaire à deux capucins sardes qu'il avait rachetés de ses deniers. Bientôt des capucins génois, fixés à Tabarque depuis 1636, obtinrent du Saint-Siège la permission de desservir les chapelles de Tunis : protégés de la France, ils habitèrent avec nos compatriotes, mais, un jour ou l'autre, leurs sentiments italiens pouvaient trouver l'occasion de se manifester.

Après le remplacement du P. Le Vacher, il fallut songer à ranimer le commerce. Dumolin, d'accord avec les Français de Tunis, décida de reprendre l'œuvre de Jean Estelle. « S'étant pleinement informé des marchands qui résident il y a longtemps sur le pays, il a trouvé qu'il était plus à propos d'établir une compagnie pour laquelle il fera le traité avec les principaux de Tunis, sous le bon plaisir de Sa Majesté. » Par une convention du 2 août 1666, cette compagnie fut constituée pour vingt ans, et substituée pour les cuirs, les cires, les grains, etc., aux Génois de Tabarque; elle fut autorisée à entretenir tel nombre de corallines qui lui semblerait bon. Les marchandises achetées dans le ressort de Tabarque et du cap Nègre seront franches de tout droit; celles transportées à Tunis et ailleurs, pour être vendues, paieront dix pour cent à l'entrée, et la moitié environ à la sortie.

Mais la compagnie n'était pas viable, car elle était grevée d'une redevance annuelle de 35,000 piastres, alors que Dumolin et les résidents n'avaient prévu qu'une dépense de 20,000; ce qui représentait un chiffre d'affaires beaucoup trop considérable pour les quatre ou cinq nationaux résidant à Tunis.

En outre, vingt années d'agitation extérieure et intérieure entravèrent le développement économique.

Tout d'abord la piraterie tunisienne reprit de plus belle dès 1668, sûre de l'impunité : « Ils sont incrédules, dit Jean Ambrozin (successeur de Le Vacher), n'ayant jamais preuve des fruits de la guerre; c'est pitié de voir leur obstination, ne considérant pas qu'ils n'ont subsisté jusqu'à présent que de leur faiblesse. »

Leurs ports furent bloqués trois ans de suite, et ils finirent par prendre peur, sur la menace d'un bombardement (22 juin 1672) : « Tous les généraux de terre, voyant qu'on se préparait à les attaquer, dépêchèrent un cavalier à toute bride à la forteresse faire tirer un coup de canon et mettre le pavillon blanc. » Six jours plus tard, le traité de 1666 fut renouvelé, mais le chef de l'escadre royale n'était qu'à moitié satisfait : « Quoiqu'ils n'aient pas donné une satisfaction aussi ample qu'on eût pu le souhaiter, ils se sont pourtant forcés contre leur naturel et leurs maximes. »

M. de Martel avait raison de douter. « Ces gens-ci tendent à une seconde rupture, écrit bientôt Ambrozin, et recommencent à s'émanciper à leur ordinaire » (25 février 1673, 2 janvier 1674). Ils enragèrent de voir la Sicile rangée sous l'obéissance du roi. « Ils n'auront plus le droit d'en faire des esclaves et ne pourront plus piller que sur les Espagnols. »

Ces forbans incorrigibles furent affaiblis par leurs discordes intestines. Une première révolution avait réduit le pacha à un rôle subalterne dès la fin du xvi^e siècle; en 1666, les deux fils du pacha Mehemet, Murat-bey et Hafsy-bey, déposèrent, de leur propre autorité, le dey Karakouz. La dualité du pouvoir beylical fut l'origine d'une longue guerre civile : à la mort de Murat, en 1675, ses deux fils chassèrent leur oncle Hafsy, pour s'entre-dévorer ensuite. Leur rivalité parut favorable au dey pour reprendre son autorité passée, et aux Algériens pour se mêler à ces compétitions et vendre cher leur protection à l'un des partis.

La campagne fut dévastée, le pays affamé : « Le prix du blé est si haut qu'il vaut plus ici qu'à Messine, et quand l'achat en serait libre, le marchand n'y saurait trouver son compte (7 septembre 1675).... Cette ville se trouve bien proche d'une famine : le blé y vaut quarante-six piastres leur mesure, dont le prix est ordinairement à quatre. Les Maures n'ont point semé leurs terres, à cause des troupes des beys, qui sont toujours sur pied (16 janvier 1678).... Les troupes qui font de grands dégâts dans la campagne causent une cherté de blé épouvantable, puisqu'il y vaut présentement quarante-six écus le kaffi » [560 litres] (7 juin 1679).

La guerre européenne qui se termina par le traité de Nimègue

compléta l'œuvre de la guerre civile : le cap Nègre passa aux mains des Génois, puis des Anglais, et l'Échelle devint misérable.

Le consul n'avait pas de quoi subsister. Ambrozin fit un arrangement avec les résidants au sujet des logements du *fondouk* (1670); chacun d'eux s'engageait à lui payer un loyer annuel de cinquante-cinq piastres. Mais ils n'étaient pas en nombre suffisant pour lui permettre de s'acquitter des douze cents piastres dont il était redevable au Divan. Aussi demanda-t-il sa retraite, « me trouvant en de grandes avances pour des dépenses que j'ai faites en cette ville, durant le temps de la guerre et du blocus, et donatives aux puissances pour nous maintenir, lorsque les navires de Sa Majesté ont été en cette rade. Les émoluments de ce consulat, étant modiques, ne les peuvent supporter; les marchands qui trafiquent en ce pays n'y ont jamais rien contribué. J'ai voulu en faire part à MM. les députés du commerce de Marseille afin qu'ils y eussent égard, mais ils ont été sourds à la représentation que je leur ai faite. » — Son successeur, Charles Gratian, dut également revenir en France, après cinq années de séjour (1674-1679), « avec si peu d'avantages que, bien loin d'y avoir profité, il peut dire, au contraire, y avoir entièrement ruiné ses affaires. » Il devait entretenir six personnes (un chapelain, un greffier, un drogman, un maître d'hôtel, un cuisinier et deux garçons), sans autre émolument que les deux pour cent sur la sortie des marchandises; or, il n'avait que deux résidants sous-locataires au *fondouk*, et le pavillon français était de plus en plus rare. Il trouvait en Provence la même mauvaise volonté que son prédécesseur : « J'écris à MM. les députés de Marseille de vouloir acquitter ces sommes, sinon il faudra abandonner cette Échelle » (29 mars 1678).

Nous n'avions guère fait de progrès à Tunis depuis un demi-siècle. Notre consul était toujours nécessaire, et il s'adressait vainement à Marseille; en outre, il était combattu par des brouillons. Ambrozin fut persécuté par un Pierre de Lebar, comme Maure et Martin l'avaient été par Lovicou. Ce Lebar est « un méchant et ambitieux esprit, qui ne s'est jamais lassé de me supposer des faussetés, croyant par cette voie occuper ce poste. » — Les Français sont plus méprisés et maltraités qu'au temps de Martin. En 1670, le dey voulut susciter à la nation une

avance de trois mille piastres, et jeta Ambrozin en prison. Huit ans plus tard, un des fils de feu Murat, se trouvant à bout de ressources, fit dire au consul et aux marchands français que, pour sauver leur vie, l'unique moyen était de lui trouver de l'argent. Comme le consul n'en trouvait pas sur-le-champ, le bey, lui ayant dit bien des injures, « le menaça de le mettre pièce à pièce, s'il ne trouvait pas de l'argent, que sa tête lui répondait de sa négligence à lui en trouver. » Le désespoir fit trouver mille piastres; ce qui n'empêcha pas Mehemet de renvoyer ignominieusement les nationaux « après les avoir menacés de les mettre tous à la bouche du canon. » Il est vrai qu'il se ravisa et qu'il leur envoya deux mille cinq cents cuirs, « après avoir exigé par force une déclaration de les avoir reçus en paiement des sommes que nous lui avions comptées. » — En 1679, le consul fut menacé du pal, parce qu'un esclave du pacha s'était sauvé sur un des vaisseaux de l'escadre de Tourville.

La paix de Nimègue permit à la cour de songer un peu aux Échelles de Barbarie ; Duquesne fut envoyé contre Alger, et l'on voulut obtenir réparation de toutes les déprédations commises par les Tunisiens depuis 1672. Un peu d'énergie eût suffi pour mettre ceux-ci à la raison : « Les puissances et le peuple n'ont aucune envie de rompre avec la France, ni même ne sont en pouvoir de le faire (30 juin 1683). Leurs vaisseaux sont désarmés, et il n'y a pas apparence qu'ils les arment de sitôt » (30 mai 1684).

Les puissances ne croyaient pas le châtement possible. En 1681, le dey réclama, sur un ton hautain, les Tunisiens pris en mer depuis quelques mois par les Français : « Depuis que la paix a été conclue entre la France et nous, elle a été ponctuellement observée ; nonobstant cela, vos vaisseaux, rencontrant de nos sujets, les prennent et les font esclaves. » Ramadan, envoyé en France pour appuyer les réclamations du dey, fut retenu dix-huit mois en Provence, en attendant le résultat des opérations contre Alger. Henri Duquesne, fils aîné d'Abraham, porta un « mémoire des conditions auxquelles le Roi veut que la paix soit confirmée avec le gouvernement de Tunis » (24 septembre 1683) ; mais le dey se contenta de proposer le renouvellement du traité de 1672. « Il y a quelques articles entre ceux que vous nous avez envoyés, que nous n'avons point insérés dans le nouveau traité,

parce qu'il ne nous a pas semblé honnête de mettre dans un traité si considérable des choses qui se sont passées il y a longtemps » (2 novembre 1683).

La fin de la guerre européenne n'améliora pas plus la situation de la colonie française qu'elle ne modifia l'attitude insolente des puissances. Le consul était toujours dans la même détresse : Plastrier logeait au *fondouk* toute sorte de gens, jusqu'à deux familles de Messinois, « de ceux qui furent chassés de France, » et il se trouvait dans de graves engagements avec des juifs. En outre, il spéculait personnellement et n'osait se plaindre aux puissances, s'il arrivait quelque affaire à un Français, de crainte de recevoir une mortification pour ses affaires propres. Son successeur, Lemaire, dut également s'endetter. « Je me trouve engagé pour avoir emprunté pour supporter les charges du consulat, vu le peu de négoces à cause de la guerre continuelle. » Il fut insulté jusque dans son appartement, par ce Lebar, qui avait intrigué autrefois contre Ambrozin, parce qu'il lui réclamait huit piastres du loyer échu de 1684 : Lebar, qui refusait de reconnaître Lemaire comme consul, était un des plus méchants et malintentionnés sujets du roi : « Il mène une vie scandaleuse en ce pays, n'y étant arrêté par aucune sorte de négoce si ce n'est de donner de l'argent à usure sur des gages, faisant continuellement commerce avec des juifs, auxquels il s'est allié, ayant épousé la fille d'une blanchisseuse juive, après avoir entretenu la mère pendant plusieurs années. » Lebar avait pour complices deux Marseillais dont les affaires avaient périclité, et qui étaient venus troubler le repos public : « Je supplie Votre Grandeur de me donner des ordres pour savoir de quelle manière elle désire que j'en use avec ces sortes de gens ¹. »

La France est, somme toute, fort peu considérée à Tunis, tandis que les Anglais y jouissent de notables avantages. « Ils ne payent que 25 écus d'ancrage par chaque vaisseau, et une barque française en paye près de 100 ; ils ne payent que 9 % pour les droits d'entrée de leurs marchandises et nous en payons 11 ; il leur est permis de les rembarquer, sans payer de droits, lorsqu'ils ne les peuvent pas vendre, et on nous oblige à les

¹ Ce fut le dey lui-même qui se chargea d'expulser Lebar en février 1686.

payer ¹. » En outre, ils occupent le cap Nègre et leur consula le pas sur le nôtre, malgré l'article 15 de 1663, grâce à la faiblesse de notre agent Plastrier ².

III.

Au bout de vingt ans, nos préoccupations économiques de 1666 n'avaient encore été suivies d'aucun résultat pratique : le commerce tunisien était quasiment ruiné par les guerres civiles, qui avaient interrompu les caravanes de la Mecque et du Djérid, et notre comptoir du cap Nègre était tombé aux mains des étrangers.

La situation parut devoir changer, lorsque la cour se décida, l'Europe pacifiée par le traité de Nimègue, à réprimer les pirateries des Barbaresques, et à équiper des escadres sous la conduite de Duquesne, de Tourville et du maréchal d'Estrées. Mais ici éclate la différence que l'on faisait entre les Algériens et leurs voisins ; les premiers furent impitoyablement bombardés à deux reprises, tandis que les autres furent sollicités de racheter leurs crimes. Estrées avait une mission de douceur : « Feindre de faire la guerre, quand on ne l'a pas résolu, est un parti honteux et dangereux pour le succès d'une négociation. » Il dissimula ses canons et ses galiotes, se ganta de velours, et obtint la promesse de plantureuses rançons : 500,000 francs des Tripolins et 216,000 des Tunisiens.

Restait à en assurer le paiement. La régence de Tunis était déchirée par la rivalité du dey et des deux beys, fils de Murat. Ceux-ci, maîtres de la fertile région de Sousse et de Monastir, avaient les moyens de s'acquitter de leur quote-part d'amende, 60,000 livres : la moitié fut payée comptant, le reste souscrit à six mois, en huiles. Quant au dey, enfermé dans la capitale, obéré par l'entretien d'une milice famélique, et privé, par les discordes intestines, des ressources de la piraterie, il était radicalement insolvable. L'ingéniosité de son secrétaire le tira d'affaire : il avait fait dire sous main à Vauvré, intendant de la marine à Toulon, que, pour s'acquitter de leurs infractions au

¹ Mémoire de septembre 1683.

² Délibération des marchands, 15 juin 1683.

traité de 1672, les puissances seraient peut-être disposées à céder par compensation aux Français la jouissance temporaire du cap Nègre, et Vauvré en avait aussitôt informé Seignelay, qui avait approuvé l'expédient, avec une joie d'autant plus vive que deux Marseillais, Thomas Révolat et Jean Gautier, avaient déjà fait des offres d'établissement.

La cession du comptoir devint donc la condition essentielle de la paix franco-tunisienne : « On convint que, pour le paiement des 52,000 écus (156,000 fr.), le Divan de Tunis céda à une compagnie de marchands français l'établissement du cap Nègre, où ils pourraient faire seuls la traite du blé et des autres marchandises du pays, pour une redevance de 25,000 l. ¹ par an qui serait payée au roi pendant six ans, et ensuite au Divan de Tunis.... »

L'arrangement du cap Nègre précéda de quarante-huit heures la signature du traité « centenaire » (28-30 août 1685), qui peut être regardé comme la chute commerciale de la France à Tunis, avant la Révolution. Cinq articles seulement (8, 9, 10, 11 et 19) regardent les captifs chrétiens, et le temps du P. Le Vacher paraît déjà bien loin.

Les reïs devront respecter les bâtiments naviguant sous le pavillon de France et munis d'un passeport de l'Amirauté, et ceux-ci en useront de même à l'égard des bâtiments tunisiens porteurs d'un certificat du consul français (art. 5). Les vaisseaux de guerre et marchands, tant de France que de Tunis, seront reçus réciproquement dans les ports des deux royaumes et rafraîchis de toutes choses nécessaires en les payant au prix ordinaire, sans être tenus d'aucun droit ni ancrage (art. 6). Les vaisseaux marchands français trouveront aide et protection, s'ils sont attaqués par des corsaires sous le canon des forteresses tunisiennes, et le même bon office sera rendu en France, à condition toutefois que les reïs ne pourront faire des prises à moins de dix lieues des côtes (art. 7). Si un bâtiment français se perd sur les côtes de Tunis par fortune de guerre ou de tempête, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour être remis en mer et il pourra recouvrer son chargement en payant la peine de ceux qui seraient employés au rembarquement des marchan-

¹ Ou 8,333 piastres tunisiennes.

dises (art. 12). Le droit d'ancrage pour les vaisseaux marchands français est fixé à 25 piastres, mais il ne sera point exigible quand on ne s'arrêtera dans un port tunisien que pour y prendre des rafraichissements (art. 13-15).

La clause la plus importante est celle qui fixe le droit d'entrée et de sortie à trois pour cent au lieu des dix pour cent de l'ancien tarif (art. 15).

Les autres articles concernent le consul et son pouvoir judiciaire (art. 18, 20 à 24). La prépondérance de la nation française est affirmée, comme en 1665 : d'une part, notre consul « aura la prééminence sur les autres consuls » (art. 18), d'autre part les vaisseaux du Roi seront salués « d'un plus grand nombre de coups que ceux de toutes les autres nations » (art. 28).

En même temps que la paix est signée et un établissement fondé, des ordonnances règlent la situation, jusqu'alors incertaine, du consul, et organisent la nation.

Le consul de France, maigrement rétribué, avait au moins la satisfaction d'être maître chez lui : il percevait des droits de chancellerie et des taxes commerciales; responsable du *fondouk*, il levait, outre les loyers individuels de 55 piastres des résidents, un droit d'entrée et de sortie sur les bâtiments français, et il devait, moyennant cela, le logement aux patrons.

Cette situation avait des inconvénients : d'une part, le droit de *fondouk* était revendiqué par les résidents, sous prétexte que les bâtiments venaient nolisier pour leur compte et celui de leurs correspondants; de l'autre, la modicité de son salaire obligeait le consul à trafiquer : « Vous négociez, écrit la Chambre de commerce de Marseille, et avez des liaisons et des ressources qui vous donnent lieu de faire bien des choses dans votre commerce que les particuliers ne pourraient pas faire. »

Désormais, le consul eut des appointements fixes, 3,000, puis 5,000 livres (1691-1693); il perdit la gestion du greffe, qui fut confiée à un fonctionnaire spécial ¹, et celle du *fondouk*, qui passa entre les mains de deux députés que la nation devait élire le 1^{er} décembre de chaque année, pour percevoir, sous le contrôle de la Chambre de commerce, les droits destinés aux appointements de l'agent royal. Celui-ci devait convoquer l'*as-*

¹ Le premier chancelier fut Aug. Chaulan.

semblée du corps de la nation dans tous les cas où il était utile de délibérer sur les intérêts du commerce, les charges de l'Échelle, les donations ordinaires ou non, etc. ¹.

Tout semblait présager une ère de prospérité; les Anglais furent évincés du cap Nègre, dont Gautier et ses coïntéressés prirent possession à la fin de juillet 1636, tandis qu'une intimité réelle rapprochait l'« Empereur de France » et les puissances.

Avant même que celui-ci fût devenu le maître incontesté, grâce à l'appui des Algériens, qui, après deux années d'intervention, massacrèrent le dey Cheleby et Ali-bey (25-26 juin 1686), Mehemet-el-Hafsy, oncle des deux beys, devenu pacha de Tunis, après un exil de quelques années, sollicita notre appui, pour restaurer, aux dépens du beylik, l'autorité de son grade, et Seignelay ne fut point insensible à ses ouvertures : « Si Mehemet-el-Hafsy avait un parti assez fort dans le royaume de Tunis pour espérer des'en rendre maître, *moyennant les secours qu'on lui pourrait donner de France*, on tirerait bien plus d'avantages par les propositions qu'il a faites d'abandonner Tabarque et le cap Nègre sans exiger aucun droit, que si les beys restaient les maîtres. »

Cette négociation n'eut point de suites; mais, quelques années plus tard, la cour, de nouveau en guerre avec les Tripolins, rechercha la coopération du bey Mehemet. M. de Ribeyrette, chef d'escadre, eut charge de converser avec lui, « et lui offrir d'y contribuer et de bombarder la ville, pendant qu'il l'assiégera par terre, et sur les secours dont il aura besoin pour s'en rendre maître, à des conditions qui ne peuvent être en aucune façon à charge au bey » (22 mai 1692). Celui-ci déclina nos offres, parce que sa religion lui interdisait de s'allier avec des chrétiens pour faire la guerre aux musulmans. Mal lui en prit, car ce fut bientôt à son tour de réclamer notre protection contre ces mêmes Tripolins : « Le bey m'a proposé, mande le consul, de demander à Sa Majesté d'entretenir quatre vaisseaux de guerre pendant les mois d'avril, mai et juin, à savoir deux dans le port de Sousse, et autant à la Goulette et Portfarine, pour s'opposer aux Tripolins, en cas qu'ils eussent dessein d'y faire descente pour

¹ Ordonnances de 1681 et de 1685.

insulter son pays, moyennant quoi il nous donnera jouissance du cap Nègre pour un temps dont nous pourrions convenir » (21 déc. 1692).

Rassuré du côté de l'est par la paix que Denis Dusault parvint à imposer à Tripoli en mai 1693, Mehemet fut bientôt menacé sur sa frontière occidentale par ses bienfaiteurs, les Algériens : il pria le consul de lui prêter trois ou quatre bâtiments pour amener cinq ou six cents soldats du Levant; puis, l'orage approchant, ce fut la demande d'un vaisseau de six à sept cents quintaux, destiné, « en cas d'une dernière extrémité, à y faire embarquer sa femme et ses enfants avec une partie de ses trésors pour les envoyer à Constantinople, sous la conduite de quelques personnages de confiance à qui il en commettra le soin, pendant qu'en demeurant dans son pays, il tâchera de se procurer les moyens de s'y rétablir. »

Nous occupons, en apparence, une position brillante à Tunis, à la fin du xvii^e siècle; il reste à voir pourquoi la réalité ne répondait pas à l'apparence.

La première cause de l'insuccès de nos efforts économiques est l'insécurité de la vie à Tunis, où l'on tremble constamment sous le coup d'une invasion tripolitaine ou algérienne, ou d'une révolution dynastique. Notre ami Mehemet fut détrôné quelques mois après par le dey d'Alger, en 1695; son frère Ramadan, aussi doux, aussi indolent que lui, fut assassiné par son propre neveu, Amurat, débauché infâme ¹, maniaque sanguinaire, qui se fit apporter la tête de sa victime dans un havresac « qui sert pour donner de l'orge à manger aux chevaux; » puis le bourreau fit brûler le cadavre, « et jeter les cendres à la mer, et, afin qu'il n'en restât aucun vestige, ayant fait recueillir les os que le feu avait épargnés, il les fit broyer dans des mortiers, pour en conserver les poudres dans des boîtes. » Amurat tomba sous le poignard d'un aventurier, Ibrahim-el-cherif (8 juin 1702), qui fut fait lui-même prisonnier, trois ans après, par les Algériens, et le pays ne retrouva une tranquillité relative qu'avec Hassein-ben-Ali, qui sut éloigner la perpétuelle ingérence de ses voisins (1705).

¹ Il menaça un jour de la chaîne le consul et les résidents de France pour la disparition d'un favori (29 juin 1699).

La turbulence des Algériens avait gravement compromis les débuts du cap Nègre. La compagnie faisait son principal fondement sur la pêche du corail, commerce lucratif et au profit certain, et elle songeait, par le moyen du bey, à retirer l'île de Tabarque des mains des Génois. Mais les premiers essais furent malheureux; les corallines, arrivées vers la mi-septembre 1686, ne recueillirent que huit quintaux. En outre, Messieurs du Bastion de France voulurent occuper l'île de la Galite, qui fait face au cap Nègre, et il fallut l'intervention de Seignelay pour les en déloger (22 avril 1687). Dès le 27 août, les intéressés écrivirent qu'ils voyaient la pêche entièrement ruinée, « soit par le peu de corail qu'il y a sur la côte, soit par la rupture des Algériens, qui empêcha nos coraillères de pouvoir sortir pour tâcher de faire quelque nouvelle découverte. » Le bilan était déjà défavorable : 200,000 francs d'avances, et une dépense annuelle de 40,000 livres.

En janvier 1688, le cap Nègre fut abandonné, et quatre mois plus tard, c'était le tour du Bastion ¹. Pour relever notre comptoir tunisien, Anger Sorhainde, parent de Dusault, et principal intéressé de Gautier, fut pourvu du consulat de Tunis (février 1690). Mais la peste vint retarder la réouverture que le rétablissement de nos rapports amicaux avec les corsaires algériens nous eût permise. Le cap Nègre put enfin être désinfecté « au moyen de parfums souvent réitérés » et réoccupé en août 1691.

La pêche du corail avait eu si peu de résultats que la compagnie décida de s'attacher uniquement au négoce des blés.

Ce négoce était d'un rendement plus aléatoire que le corail, mais la disette qui désolait périodiquement le midi de la France pouvait assurer un débouché rémunérateur; les Espagnols, les Italiens et les chevaliers de Malte, clients réguliers de Tabarque, pouvaient aussi venir compléter leurs approvisionnements au cap Nègre. Toutefois, la condition première du succès était le libre jeu de l'achat et de la vente. Or, cette condition manqua : la cour, créancière de 150,000 francs que Gautier et consorts étaient incapables de payer, après leur malheureuse tentative de pêche et leur longue non-jouissance, la

¹ Le Bastion fut déserté pour la Calle en 1693.

cour s'arrogea un droit de tutelle tyrannique, prohiba la vente aux particuliers et la limita aux besoins des munitionnaires de la flotte et de l'armée d'Italie (1691-1693) : 20,000, 55,000, puis 30,000 charges furent successivement expédiées en Provence. La compagnie était priée impérativement de vendre « dix livres par charge de meilleur marché que le prix courant, » et, pour satisfaire aux contrats qu'elle était tenue de signer avec les échevins de Marseille, elle était à la discrétion des Maures du voisinage, bien plus, elle fut contrainte d'acheter partie de la récolte personnelle du bey. Une première demande de douze mille charges n'aboutit pas, car Mehemet, menacé d'une incursion algérienne, dut faire fabriquer du biscuit en abondance (janvier 1693). L'événement n'ayant pas eu lieu, un achat de six mille charges fut conclu, l'automne suivant.

Ce trafic de la compagnie et ces arrangements avec le bey n'étaient pas sans exciter la jalousie des résidents de Tunis et des armateurs de Marseille, ennemis mortels des compagnies ¹ et de leur monopole. Ils prétendirent que Sorhainde avait porté le bey à augmenter de deux piastras les droits de sortie sur les blés, pour en mettre la traite entre les mains seules de la compagnie, et la Chambre de commerce enjoignit à Sorhainde de se désintéresser du cap Nègre. La position de notre consul était évidemment fausse, et il se déclara prêt à opter : « Il vous plaira que je subsiste intéressé dans l'affaire du cap Nègre, dont ayant essuyé les fatigues et ma part des contretemps dont elle a été traversée pendant les quatre premières années de son établissement, il serait doublement rude pour moi d'être obligé de m'en arracher dans un temps que la compagnie travaille avec quelque succès, et que le petit intérêt que j'y ai peut produire de quoi me consoler de mes pertes et peines passées. »

Sorhainde fut maintenu à cause de sa grande expérience du pays, avec cette réserve que le commerce du cap Nègre ne devait pas préjudicier à celui des résidents ². L'année suivante, toutefois, il fut vivement pris à partie par le ministre pour ne pas donner d'assez fréquents avis de l'état de la traite des blés ;

¹ Sorhainde à Pontchartrain, 26 janvier 1692.

² Pontchartrain à Sorhainde, 26 mars 1692.

pour se justifier, il répondit qu'il avait craint de paraître suspect et partial pour la compagnie en entretenant trop souvent la cour de ses opérations.

Le consul se sentait en butte à la jalousie sourde des résidents, qui, pour la combattre, n'hésitèrent pas à se joindre à nos rivaux.

Le bail de la compagnie avait été prorogé d'une année, en juin 1691, et Sorhainde avait réclamé, l'année suivante, une nouvelle prolongation de quatre ou de six ans, pour compenser les trois ans et demi de non-jouissance. Mais les Tabarquins et les Anglais cherchèrent à nous supplanter, avec l'appui de quelques-uns de nos mécontents : « Nos marchands français, qui sont tous des Provençaux et des Languedociens, n'ont pas hésité un moment à prendre publiquement le parti de nos ennemis. » Gaspard Bourguet, Simon Merlu, Maurice Boyer et J.-B. Vitalis tinrent des conciliabules au *fondouk*, mais ils furent dénoncés par Jacques Roux. Sorhainde triompha de ces menées en augmentant de 1,700 piastres la redevance que le cap Nègre payait depuis 1692.

Ce surcroît de dépenses était d'autant plus nécessaire que le bey menaçait de faire exploiter lui-même par ses gens la traite des blés ; mais il grevait les finances de la compagnie, déjà obérées par la rançon de cent soixante-quinze Français (12,000 piastres ¹) et par une fourniture de meubles et d'étoffes à l'occasion du mariage du bey Ramadan (8,000 piastres).

Les mauvaises récoltes se succédèrent, et la liberté de la vente des blés, accordée en septembre 1694, ne put rétablir les affaires de Jean Gautier (1694-1696). La concurrence des résidents acheva le désastre : Ramadan défendit aux Maures de porter leurs grains à notre comptoir, et il les fit voiturer à Tunis et à Bizerte, sous prétexte de don de joyeux avènement, « dans la vue de les vendre à nos marchands français, lesquels, par une jalousie qui ne règne que trop parmi eux, les lui ont achetés même avant la moisson. Il est certain que, sans l'empressement imprudent de ces marchands, les particuliers qui viennent pour acheter des blés ici les auraient eus du bey à huit piastres au plus, au lieu qu'ils sont aujourd'hui obligés de pas-

¹ Convention du 17 décembre 1691.

ser par les mains de ces marchands, qui les vendent à onze piastres ¹. »

La compétition était vive entre la compagnie et les résidants. En 1698, sur une lettre de Pontchartrain leur annonçant la disette prochaine de Lyon et du Dauphiné, les intéressés devancèrent leurs rivaux et vidèrent les greniers du bey. Sorhainde crut devoir s'excuser auprès du ministre : « A quoi j'ai résisté pendant quelque temps par l'unique raison de ne point donner sujet aux marchands français résidant sur l'Échelle de crier et de dire qu'on leur ôtait un commerce qu'ils devaient plus naturellement faire eux-mêmes. Mais ma délicatesse a cessé, quand j'ai vu que les particuliers étaient hors d'état de faire ces achats par la difficulté de satisfaire aux engagements qu'ils ont déjà pris avec le bey. »

Le prix du blé atteignit un taux exorbitant : la charge ² (160 litres), rendue à Marseille, dut valoir 21 livres 15 sols, au lieu de la cote normale de 14 livres ³, et avec le prélèvement du bénéfice de la compagnie, 26 ou 27 livres. Néanmoins les intéressés du cap Nègre ne s'enrichirent point ⁴ au ravitaillement de Lyon et de Paris ⁵, parce que c'était une réquisition forcée, et que seule la liberté de la vente, refusée par Pontchartrain le 2 septembre 1699, eût pu les sauver.

Leur caisse eut encore à souffrir du renouvellement de leur privilège, qui fut enfin accordé le 28 juin 1699, après six années d'attente, « par les donatives et les gratifications qu'il a fallu faire à des amis, qui, tout amis qu'ils font mine d'être, ne se remuent en cette cour que par ce mobile. » Ne fallait-il pas écarter à tout prix la compétition des Anglais et des Hollandais ?

Mais le bey s'était habitué à monopoliser les grains pour

¹ Sorhainde à Pontchartrain, 8 octobre 1699.

² Le *kaf* pèse environ huit quintaux (Sorhainde à Pontchartrain, 28 juin 1592) et représente deux charges et demie.

³ Pontchartrain à Sorhainde, 30 septembre 1693. Le nolis est calculé trois livres par charge.

⁴ « C'est le prix courant de la vente du marché qui doit régler le vôtre, jeur mande le ministre, de sorte que ce ne soit jamais de votre part que viennent les augmentations de prix et que Sa Majesté ne puisse jamais vous reprocher de profiter avec trop d'avidité du privilège qu'elle vous a accordé et ne se trouve obligée d'y pourvoir. »

⁵ Les blés furent embarqués pour le Havre à destination de Paris ; l'envoi en fut suspendu par une lettre ministérielle du 29 avril 1699.

tenir les étrangers à sa discrétion, et malgré sa promesse il persista : « Quoique par le renouvellement que le bey vient de faire du traité, la compagnie du cap Nègre dût espérer jouir tranquillement et à plein de son commerce, il en est néanmoins autrement par l'injustice de ce bey, qui prétend la forcer, malgré elle, à lui prendre ses blés à un prix exorbitant, les faisant pour cet effet voiturer actuellement dans la place et loger dans les magasins que le directeur qui y commande de la part de la compagnie n'a pu se défendre de lui donner ¹. »

Les intrigues des résidants trouvaient également un écho au Bardo : le 12 mai 1700, Gaspard Bourgel et son frère, avec la complicité de Cosme Bardou, Simon Merlet et Louis Bayen, obtinrent la concession du cap Nègre. A cette nouvelle, la cour, qui tenait à sauvegarder la compagnie, dont les blés étaient si utiles aux provinces affamées, envoya une escadre sous le commandement du marquis de Nesmond, pour obtenir la révocation de cette iniquité (31 octobre) ².

Mais la compagnie était frappée à mort par ces vexations perpétuelles, et elle tomba en déconfiture. Les principaux associés, J.-B. Millau, P. Charles, Nic. Simon et Nic. Charpentier (nommés en 1694), s'enfuirent de Marseille en Espagne, après avoir détruit leurs papiers les plus compromettants. Quand cette nouvelle parvint à Tunis, le 16 septembre 1701, quelques résidants s'imaginèrent que le cap Nègre allait être aux enchères et firent, mais en vain, des propositions avantageuses aux ministres du bey.

La liquidation commença le 30 septembre 1701, et fut définitivement close par un arrêt du 6 janvier 1706. Sorhainde fut un des commissaires des comptes avec François Bégon, Michel et Dusault. Appelé à Marseille pour diriger la régie du cap Nègre, il préféra demeurer à Tunis pour en défendre les intérêts ³.

Les principaux auteurs de la ruine du cap Nègre avaient été les résidants français et leurs correspondants, les armateurs de Marseille. Mais s'ils étaient unis contre l'ennemi commun, le monopole, ils étaient désunis dès qu'ils s'occupaient de leurs

¹ Sorhainde à Pontchartrain, 10 septembre 1699.

² Les Bourguet ne se tinrent pas pour battus, car ils obtinrent, en mars 1702, la concession de la Galite, mais l'assassinat d'Amurat, quelques mois plus tard, contraria leurs projets.

³ Sorhainde à Pontchartrain, 22 novembre 1701.

affaires intérieures. Le régime constitutionnel inauguré par les ordonnances de 1681 et 1685 avait développé l'esprit d'intrigue : dans l'élection des députés, par exemple, « les suffrages devaient être libres, la faction et la vue d'opprimer un tiers ne devaient avoir aucune part. » Or, en 1698, lorsqu'il s'agit de nommer un collègue à L. Sabain à la place de L. Bonnet, qui s'était retiré en France, J.-B. Vitalis essaya de se faire nommer pour mortifier l'aubergiste du *fondouk*, avec lequel il s'était battu, et qui, « n'ayant qu'un bras, n'était pas en état de se défendre, si sa femme et sa fille n'étaient accourues à son secours et ne l'avaient vengé de leurs ongles. » Pour faire trébucher la machine et déconcerter la brigue, Sorhainde lut un ordre ministériel lui défendant de recevoir pour résidant qui ne serait pas muni d'un certificat de la Chambre de commerce. Vitalis, se trouvant précisément dans ce cas, fut évincé, mais il fit élire son compère Cosme Bardou, un des principaux « arcs-boutants » de son complot. Ce Vitalis était un artisan de brouillerie : « Le mépris de mes ordonnances est pour lui un jeu dont il fait parade, et parce qu'il se trouve soutenu de trois ou quatre têtes aussi mal timbrées que la sienne, il se croit non seulement dispensé de reconnaître un supérieur, mais encore en droit d'en dispenser les autres et de se rendre absolument indépendant.... On ne voit que cabales et des attestations fausses conçues parmi le tabac et l'eau-de-vie. C'est un manège qui fait compassion, mais dans lequel il y a un fond de rébellion qu'il faut réprimer. »

Le consul voyait son autorité méconnue, et il se sentait mal vu pour son intérêt dans le monopole du cap Nègre; comment pourrait-il dès lors réprimer les abus? Les armateurs marseillais commettaient de telles fraudes que Pontchartrain lui recommande de visiter avec sincérité les congés et passeports de tous les bâtiments français qui viendront dans son Échelle; d'autre part, Sorhainde se plaint que les résidants prêtent leur nom aux juifs livournais pour faire profiter ceux-ci d'un tarif privilégié de 3 %, au lieu de 10 %, et le douanier de Tunis en profite pour restreindre le bénéfice de 3 % aux marchandises venant de France sous pavillon français (11 août 1699), ce qui est une violation flagrante du traité de 1685 ¹.

¹ En novembre 1703, Ibrahim prétendait rétablir le tarif de dix pour cent, même pour les marchandises venant directement de France.

Ces fraudes des armateurs et des résidants ont leur excuse dans les entraves apportées à leur trafic par le privilège de Gautier et par la guerre de la ligue d'Augsbourg, pendant laquelle le canal de Malte était infesté de corsaires anglais¹; flessinguais et majorquins, sans compter les Salétains qui écu-maient de préférence la côte espagnole, entre Cadix et Carthagène. Les bâtiments de commerce sont le plus souvent accompagnés de vaisseaux de guerre, ou *conserves*, comme on disait alors. Duquesne-Monnier, capitaine de l'*Arc-en-ciel*, escorta ainsi un chargement de cuirs et de cires, à destination de Livourne (juin 1694). De même pour les *caravaneurs* du Levant : la frégate *Jalouse* mena quatre bâtiments qui en venaient pour la Provence et l'Italie (juillet 1693), tandis que l'*Entreprenant* et la *Vaillante* en protégèrent six autres destinés pour Smyrne et Constantinople (sept. 1697).

Le négoce est donc fort restreint, et ne peut suffire aux appointements du consul. Le 9 août 1693, Sorhainde n'a encore rien touché de l'année précédente, « attendu que les droits de tonnage et de cotimo, qui ne sont payés ici que par les bâtiments qui chargent pour Italie, lesquels sont fort rares, ne suffisent pas, à beaucoup près, à payer les dépenses de l'Échelle. » Il faut donc que la Chambre de commerce envoie aux députés de la nation les fonds nécessaires, « puisque l'Échelle n'y saurait fournir. » Sorhainde est créancier de dix quartiers, soit 12,500 francs, en août 1697.

Les députés de la nation n'avaient été nommés pour la première fois qu'à la fin de 1688. L'année précédente, comme la Chambre de commerce réclamait des comptes, le consul J.-B. Michel avait répondu : « Jusqu'à présent, dans cette Échelle, il n'y a pas eu de députés, attendu qu'elle a été longtemps comme déserte, et le commerce fort stérile. Mais, en même temps, il faudra savoir où se prendra l'argent pour les payer : les bâtiments qui trafiquent en cette Échelle n'ont que de très petits fonds, qui ne peuvent pas supporter la moindre imposition. » Les échevins de Marseille assurèrent que les députés serviraient volontiers le public sans appointements. En

¹ En 1696, Bourguet et Merlet rachètent les marchandises capturées sur les Français par les corsaires anglais.

conséquence, Louis Sabain et Jacques Roux furent élus : « Je les ai prévenus, dit Michel, que pour ce qui concerne les appointements que le roi leur accorde, je ne leur promettais rien. » La nation imposa sept piastres par vaisseau marchand, cinq par barque, et trois par tartane pour désintéresser les députés jusqu'à ce que le commerce de l'Échelle reçût quelque amende-ment. Sabain et Roux restèrent trois ans en fonctions, « faute d'autres négociants en cette Échelle ¹, » mais ils n'eurent aucun compte à rendre, « puisqu'à cette heure, il n'y a pas eu occasion d'établir aucune taxe sur le commerce de cette Échelle, lequel aussi est bien trop mince pour en pouvoir supporter aucune. » Il en était encore de même en 1696 (J.-L. Michel et Simon Merlet), et en 1697 (Jacques Roux et Fulcran Estelle).

La nation française est donc dans une situation précaire, et elle était vraiment hors d'état de supporter des dépenses imprévues, comme les réparations du *fondouk* à la suite d'un incendie partiel, qui causait un préjudice de 40,000 livres à Sorhainde et aux marchands ² (27 juillet 1793), ou un prêt forcé de 12,000 piastres au bey Amurat pour la solde de sa milice (12 mai 1700).

IV.

Une compagnie privilégiée en déconfiture, un consul mal payé et sans prestige, des résidents hostiles à cet agent, divisés entre eux, et obligés à une honteuse contrebande pour éluder le système prohibitif du Divan, ou à un trafic interlope pour lutter contre le monopole du cap Nègre : tel est le tableau de la colonie française à Tunis au début du XVIII^e siècle.

Hossein-bel-Ali inaugure, en 1705, un règne paisible de trente ans ³, mais il n'est pas favorable aux étrangers. Il développe la méthode d'accaparement de ses prédécesseurs, devient le seul marchand de ses États, et ruine le cap Nègre, qui cesse d'être le grenier de la France méridionale ; son intention avouée

¹ Il n'y avait que trois locataires au fondouk en 1691.

² Neuf résidents assistent à une délibération du 21 septembre 1693, concernant cet incendie : Gaspard Bourguet, Simon Merlet, Maurice Boyer, Jacques Roux, L. Bonnet, Jos. Martin, Louis Sabain et Jacques Giraud (ces deux derniers, députés de la nation).

³ La paix intérieure n'est troublée que par une courte prise d'armes en 1728-1729.

est même d'en chasser les intéressés. Son unique pensée est de thésauriser; il lui faut la paix intérieure à tout prix, et, pour maintenir sa turbulente milice, il s'en fait l'humble esclave. « Il retire tous les revenus du royaume et il fait la paye aux soldats; il dispose aussi de toutes les charges du gouvernement. En quoi il se conduit par pure politique; en contentant les grands du pays, et faisant en sorte que leur fortune dépende de sa conservation. C'est-à-dire qu'il n'est pas libre de faire ce qu'il veut et est, au contraire, obligé de faire, dans certaines occasions, ce que les grands veulent; et comme ces grands sont tirés ordinairement du commun du peuple, ils ont beaucoup de liaisons avec lui et le font mouvoir à leur fantaisie ¹.... » Hossein confessa lui-même son impuissance à réprimer les excès de ses vassaux. « Vous savez que je n'ai pas la même autorité sur mes sujets que le roi de France a sur les siens, que je causerais une sédition si je faisais mourir un corsaire qui aurait insulté les chrétiens ². »

Les passions de la populace ne connaissent point de frein sous cet Harpagon débonnaire; à plusieurs reprises, le consul est bafoué, la nation menacée, pendant que les reïs écument nos côtes, au mépris des traités. Le commerce ne se développe donc pas et ce ne sera que bien tardivement (en 1728) que la cour se décidera à une action énergique sans lendemain, qui procurera une accalmie éphémère.

L'influence française est battue en brèche par les Anglais, qui persuadent aux Barbaresques que notre marine est anéantie et qu'ils sont maîtres absolus de la Méditerranée. Le Divan est à leur égard d'une complaisance marquée pendant la guerre de la succession d'Espagne (1702-1712). Ils viennent capturer nos bâtiments jusque sous les forts de la Goulette, sans s'exposer à la moindre répression du bey ³, tandis qu'ils obtiennent des satisfactions sonnantes et trebuchantes, lorsque nos capitaines se rendent coupables à leur endroit du même oubli du droit international ⁴.

¹ Mémoire du 23 septembre 1729.

² Pignon à Maurepas, 14 juillet 1726. C'est l'avis exprimé dans le mémoire précédent : « Si le bey voulait faire punir quelqu'un de ceux qui sont venus croiser sur nos côtes, il n'en serait point le maître, et la milice et la populace se mutineraient contre lui. »

³ Pontchartrain à Michel, 27 janvier 1712; Michel à Pontchartrain, 25 mars.

⁴ Sorhaïnde à Pontchartrain, 10 octobre 1704.

Après une longue abstention de nos couleurs, le capitaine Laigle vint sur les côtes tunisiennes en 1709 : il captura un vaisseau hollandais, à la vue de trois galiotes beylicales, ainsi qu'un anglais chargé pour le compte d'armateurs tunisiens, et reprit sur les Flessinguais un chargement d'huile de Sousse à destination d'Alexandrie. Hossein fit à la nation une avance de 12,000 piastres pour la prise hollandaise et réclama avec violence les marchandises de ses sujets.

La nation française est traitée avec mépris, et son consul, Sorhainde, manque de prestige. Il est mis quarante-huit heures à la chaîne pour avoir refusé de livrer Constant Boyer, dans la chambre duquel deux femmes turques, amenées par un juif, ont été surprises, et le bey demande son rappel. « Le consul Sorhainde ne nous convient pas ; peut-être même que Votre Majesté n'approuve pas les actions de néant qu'il fait ¹ ! » Pontchartrain, loin d'accéder à cette requête insultante, félicite l'agent pour sa conduite désintéressée pendant les troubles qui ont amené Hossein au pouvoir. Mais les compliments se tournent bientôt en reproches : M. de Gastines, chargé des doléances de la cour, n'est pas reçu au Bardo pour n'avoir pas voulu se déchausser en présence du bey, ce qui était une « condition extraordinaire et injurieuse » (mai 1707), et le consul fut accusé de souplesse exagérée, de négligences et de soumissions indignes du caractère dont il était revêtu. Sorhainde fut encore menacé du bagne et détenu quelques heures au château, à propos d'une des prises du capitaine Laigle. Le ministre l'accusait également de n'avoir pas su capter les faveurs du kiaya du bey, qui voulut élever les droits de douane, et il lui enjoignait de faire cesser au plus tôt cette inimitié et cette antipathie ².

Sorhainde était aussi critiqué pour sa mollesse et son indifférence par la nouvelle compagnie d'Afrique (cap Nègre et Bastion réunis), qui s'était péniblement constituée en 1706, après une année perdue par les tergiversations des Marseillais. Le consul n'étant plus intéressé, comme jadis, dans les affaires de notre comptoir tunisien, méritait peut-être une partie de ces récriminations ; mais ne fallait-il pas accuser un peu la mauvaise

¹ Sorhainde à Pontchartrain, 10 mars 1705 ; Ibrahim à Louis XIV, 6 avril 1705.

² Pontchartrain à Sorhainde, 21 novembre 1708.

volonté du bey et la défaveur des temps? Sorhainde ne put s'opposer, par exemple, à la permission obtenue par des Siciliens et des Napolitains de venir pêcher le corail dans les eaux de la Galite, car Hossein répondait à ses objections que la pêche était virtuellement abandonnée par les Français dans ces parages. C'était tellement vrai que Pontchartrain, tout en blâmant la tolérance du consul ¹, recommandait à la compagnie d'envoyer des corallines de la Calle ou du Bastion à la Galite. Mais c'était surtout pour le trafic des blés que Sorhainde était amèrement pris à partie ². La disette de la Provence ayant amené, en 1709, le retour du régime de 1692 et de 1699, la compagnie, obligée de vendre ses grains au rabais, sans bénéfice possible au dehors, était, pour l'achat, à la merci du bey, qui la rançonna : les intéressés s'en prirent au directeur du cap Nègre, La Pérouze, qui fut révoqué, puis maintenu pour éviter la colère du bey, et à Sorhainde, qui finit par être sacrifié ³.

Certes, la séparation des intérêts matériels du consulat et du cap Nègre assurait l'impartialité de notre agent; mais il faut bien avouer que sa position pécuniaire était lamentable. Les appointements sont toujours en retard, et Sorhainde est obligé d'emprunter à 20 % pour vivre ⁴; de plus, ils sont réduits de 3,000 à 3,200 livres par la charge et la retenue des 50 % d'assurance.

La cour envoie un capitaine de frégate à Tunis, en 1710, pour rétablir l'éclat du nom français; mais elle a bien peu de confiance dans le résultat de la mission, puisqu'elle autorise Sorhainde à réunir les principaux de la nation, avant de faire aucune démarche et à « embarquer, avec leurs meilleurs effets, ceux qui craindront pour eux et pour leurs marchandises les premiers effets d'une émotion populaire ⁵. » En effet, l'officier de marine n'exigea aucune réparation des insolences récentes, et se contenta de renouveler le contrat vermoulu de 1685.

Ce traitement trop favorable ne fit que rendre Hossein plus

¹ Pontchartrain à Chavignot, 30 novembre 1707.

² Pontchartrain à Sorhainde, 12 décembre 1708.

³ Pontchartrain aux intéressés, 5 novembre 1710; à Chavignot, 8 juillet 1711.

⁴ Pontchartrain à Lebreton, 17 décembre 1704.

⁵ Sorhainde avait déjà parlé d'une retraite éventuelle de la nation, en 1703 (22 octobre, 24 novembre).

entreprenant ¹ contre le consul, la nation et la compagnie. — Le successeur de Sorhainde, Michel, qui était entré une première fois au Bardo l'épée au côté et s'en était allé sans saluer le bey, s'en vit chassé une seconde fois ², pour avoir voulu présenter un placet au nom de la compagnie d'Afrique, qui ne lui en fut guère reconnaissante, puisqu'elle demanda un jour son changement ³; pour sa défense, Michel demanda, soit une gratification exceptionnelle des intéressés, soit une part dans leurs opérations. Il n'obtint rien et eut à souffrir de nouvelles avanies : Vairac, qui avait remplacé La Pérouze, fut destitué à son tour, et il vint à Tunis, où il manqua des égards élémentaires pour le consul ⁴; puis ce fut Simon Merlet, expulsé autrefois de la colonie, qui revint comme agent de la compagnie et se mit à intriguer contre Michel ⁵. Celui-ci, écœuré ⁶, demanda un autre poste, même moins important ⁷. En quoi il remplissait les vœux secrets du bey, qui voyait en lui un homme d'une ténacité dangereuse.

Les résidants, qui avaient perdu plusieurs de leurs privilèges durant la dernière guerre ⁸, furent obligés de mettre un gardien au *fondouk*, « un grand nombre de Turcs et de Maures s'introduisant journellement à la porte des appartements des marchands, sans aucune nécessité, parfois un couteau à la main et feignant d'être ivres, pour chercher querelle et causer des avanies ⁹. » Une autre fois, ils supplièrent la cour d'accorder au bey une satisfaction qu'il réclamait, pour que leurs biens et leurs vies ne fussent pas exposés à la fureur d'une populace effrénée ¹⁰. Un matelot français fut bâtonné par ordre du kiaya de Bizerte pour avoir mal parlé de la foi mahométane, et deux patrons qui avaient embarqué de l'huile en contrebande à Sousse furent soustraits à la juridiction naturelle du consul.

¹ Doléances du 19 mai 1716.

² Michel à Pontchartrain, 21 août 1713.

³ Le même au même, 17 mars 1714.

⁴ Pontchartrain à Arnoul, 26 décembre 1714.

⁵ Michel au Conseil de marine, 28 mai, 21 juin 1716, 19 janvier 1717. Ce Merlet fut expulsé en 1731, pour avoir escroqué le second député de la nation, Labaume.

⁶ Il était espionné, comme son prédécesseur, par les frères Bourguet, qui finirent par être mis à l'index (Dusault au comte de Toulouse, 16 mai 1720).

⁷ Michel au Conseil de marine, 18 août 1714, 11 juillet 1716.

⁸ Le même au même, 16 février 1716.

⁹ Délibération du 2 mai 1712.

¹⁰ Délibération du 8 juin 1718.

Les résidants étaient, comme le consul, malmenés par la compagnie. « Plusieurs marchands français, disait-elle, ruinent entièrement son commerce, en fournissant au bey de Tunis les moyens d'acheter de la première main, en société avec eux, les blés de ses sujets et de les revendre ensuite à de hauts prix aux commis de la compagnie : ce qui la met hors d'état de soutenir ses engagements et de faire venir en Provence et dans les provinces voisines la sixième partie des grains que l'on a tirés jusqu'à présent de ses concessions et l'oblige d'abandonner celles de Tunis, à moins qu'il ne plaise au roi défendre pendant un temps limité tout commerce dans ce gouvernement à ses protégés autres que les intéressés en ladite compagnie, sous peine de confiscation des bâtiments et marchandises. »

La compagnie eut gain de cause ¹, et le commerce fut interdit aux particuliers pendant une vingtaine de mois. Mais cette mesure draconienne ne lui profita pas, car le bey était maître d'accaparer les blés à sa fantaisie, et il ne demandait qu'à s'affranchir, car le cap Nègre le rendait, disait-il, esclave de la France ². Aussi, malgré la protection de la cour ³, les intéressés abandonnèrent-ils le comptoir, qui perdit dès lors toute signification ⁴.

La suspension momentanée du trafic permit d'écouler un stock considérable de marchandises françaises restées invendues à Tunis et mit fin au transit que nos résidants faisaient pour le compte des juifs à Marseille ⁵; mais elle fit un tort considérable au commerce, qui avait peine à se rétablir des secousses de la dernière guerre ⁶.

Nous avions à lutter contre l'influence des Anglais, qui avaient obtenu que le bey ne ratifiât pas le traité de 1710, pour ne pas troubler leur fret italien, sur lequel ils ne payaient que 8 %, alors que les Français payaient 11 % ⁷. Les rapports étaient tendus à Tunis entre nos résidants et l'agent britannique : celui-ci fut mis en quarantaine, pour avoir voulu acheter le chargement

¹ Ordonnance du 31 octobre 1714.

² Michel à Pontchartrain, 13 février 1715.

³ Missions de Duquesne-Monnier et de M. de Mons (1714-1717).

⁴ Le Conseil de marine à Arnoul, 21 mars 1718.

⁵ Michel à Pontchartrain, 16 septembre 1715.

⁶ Instructions de M. de Maillet, 20 septembre 1717.

⁷ Instructions de Dusault, 8 août 1719.

d'une barque française injustement arrêtée à Portefarine par un reïs (14 mars 1716), et, quatre ans plus tard, notre négociateur Dusault, n'ayant pas reçu la visite du consul anglais, renouvela ces défenses ¹.

Notre commerce avait également à souffrir d'une renaissance de la piraterie tunisienne, qui ne faisait plus parler d'elle depuis un quart de siècle, mais qui reprit courage en voyant l'affaiblissement de notre marine. La République possède trois ou quatre vaisseaux de vingt, trente-six et quarante-quatre canons ², qui font, en général, deux sorties de cinquante jours, l'une en avril, l'autre en septembre; les particuliers arment trois ou quatre petites barques de quatre à huit piécettes de canon. Il sort de plus, tous les étés, de Tunis, Portefarine et Bizerte, une cinquantaine de bâtiments à rames, de dix-huit à vingt bancs, qui vont récolter des esclaves sur les côtes de Sardaigne, Corse, Italie et Espagne. Telle est cette misérable marine que deux de nos frégates et des bâtiments marchands munis de deux ou quatre canons, avec vingt hommes d'équipage, eussent réduite en poussière.

Les reïs suppléaient à la force par l'audace. De 1714 à 1719, ils arrêtaient plusieurs bâtiments, malgré la sauvegarde du passeport de l'amirauté; le pavillon royal fut lacéré, le capitaine, bâtonné ou frappé de cordes, jusqu'à la signature d'un papier innocentant son bourreau; les hommes, emmenés au bagne ³.

Ces insultes eussent mérité une répression énergique; comme toujours, on se contenta de négocier. Denis Dusault, le diplomate attitré des Barbaresques depuis une quarantaine d'années, alla renouveler le traité de 1685 (20 février 1720), et il reçut les félicitations de la cour.

Le renouvellement de 1720 ne fut pas mieux observé que

¹ Cette grossièreté du consul anglais était, paraît-il, une représaille de la conduite de Bayle, successeur de Michel, qui n'avait pas visité lord Vere, fils du duc de Saint-Alban.

² Une galiote de quarante-quatre canons, en construction depuis deux ans, fut lancée à l'eau, le 28 janvier 1697, à Portefarine. La marine tunisienne s'est presque invariablement composée de trois ou cinq vaisseaux et d'une quinzaine de menus bâtiments pendant tout le XVIII^e siècle.

³ Michel à Pontchartrain, 17 février, 11 octobre 1714; au Conseil de marine, 23 mai, 10 août 1716, etc.

celui de 1710 : la course continua jusque sous les murs de Porquerolles ou de Toulon, éhontée, impunie ¹, et Hossein ne modifia rien à son accaparement rémunérateur, qui entravait le commerce.

Le cap Nègre, tombé à rien, était devenu un fardeau intolérable pour la compagnie des Indes, héritière de la compagnie d'Afrique. Le chevalier de Vatan fut chargé, en 1725, de réclamer la liberté de la traite des grains ; le bey refusa catégoriquement, en ajoutant : « Vous êtes libres d'abandonner votre comptoir, si bon vous semble. » La perte n'eût pas été grande pour les Français, qui avaient pris l'habitude d'aller chercher leurs blés dans l'archipel de la mer Noire ².

La compagnie n'avait que deux alternatives : renoncer à cet onéreux cap Nègre, qui entretenait un directeur, quatre ou cinq commis, un aumônier, un chirurgien et quatre-vingts employés ; ou tenter la pêche du corail, qui n'avait jamais été reprise par les Français dans les eaux tunisiennes, depuis l'infructueux essai de 1686-1687. Cette industrie lucrative était perpétuellement convoitée par les Siciliens, qui, après leur tentative de 1707-1708, en avaient fait une seconde en 1713-1715 ³ et cherchaient maintenant à obtenir un monopole, grâce à l'intervention du consul anglais ⁴. Jusqu'alors la pêche avait été l'apanage de Tabarque, dont les propriétaires cherchaient précisément à se débarrasser. L'occasion était favorable pour notre compagnie, et Jean André Peyssonnel, médecin, alla visiter les lieux, en tournée d'herborisation.

Son rapport fut tout à fait favorable ; le mouillage est bon, bien supérieur à celui du cap Nègre : « L'acquisition de l'île de Tabarque serait d'une grande conséquence pour la France, et le commerce en retirerait des avantages considérables ⁵.... Ce serait un lieu de relâche pour les bâtiments français en

¹ Le Conseil de marine à Bayle, 5 octobre 1723 ; Maurepas à Bayle, 17 novembre 1723 ; à Hossein, 29 mai 1726 ; à Pignon, 30 mai 1727.

² Pignon à Maurepas, 18 juillet 1725. En cette année 1725, deux barques, chargées de blés du Levant, furent pillées sur la route de Marseille, par les Tunisiens : *la Vierge de Miséricorde* et *l'Espérance*.

³ Michel à Pontchartrain, 22 octobre 1713, 14 août 1715.

⁴ Maurepas à Pignon, 9 mai 1725, 26 mars 1727.

⁵ Michel à Pontchartrain, 13 juin 1713 ; Pontchartrain aux intéressés de la compagnie d'Afrique, 23 janvier 1715 ; à Arnoul, 13 mars, 24 avril 1715.

temps de guerre ; la France y aurait un boulevard contre ses ennemis et une place avec laquelle elle pourrait faire la loi à toute la Barbarie. » Mais la compagnie était si embarrassée qu'elle ne pouvait guère songer à l'acquisition d'un nouveau poste.

Les affaires des résidants ne marchaient pas mieux que celles de la compagnie. Le transit avait été suspendu pendant deux ans à cause de la peste de Provence (1721-1723), et le bey en avait profité pour frapper l'entrée de nos vins d'un supplément de 10 piastres par tonneau. Quant au commerce de fret avec l'Italie, nous allions trouver des concurrents dans les Italiens eux-mêmes. Le 23 novembre 1723, le conseil de marine signalait le danger au consul et lui enjoignait de dissuader le bey de traiter avec Venise et l'Empereur, parce que les corsaires tunisiens y feraient une perte considérable.

Le commerce est donc difficile ¹, peu important ², et la nation française très petite ³. Elle doit cependant lutter contre les rivalités étrangères, parfois contre son consul et contre la malveillance de la populace.

Un consul de la nation allemande fut installé à Tunis, et il gagna aussitôt les faveurs des capucins italiens qui, oubliant qu'ils étaient nos protégés, « faisaient chanter l'*Exaudiat* et disaient la même oraison qui se dit pour Sa Majesté Très Chrétienne au nom de l'Empereur ⁴. » Ils poussèrent le mépris de notre nom jusqu'à exclure le consul et les marchands des cérémonies religieuses, et à exciter les esclaves à s'opposer par la force à leur entrée dans l'église. Notre agent les obligea à rendre les ornements et les clefs de la chapelle ; le préfet apostolique intervint, et en obtint la restitution. Mais l'officiant, s'il ne chanta plus l'*Exaudiat*, dit, après la messe, le *Quæsumus* pour l'Empereur, et « étant finie il criait deux fois : « Viva Carlo Sesto, il nostro caro imperatore ! » Les capucins furent définitivement expulsés du *fondouk* et la nation réclama des prêtres français : il était profondément à regretter qu'on eût appelé ces Italiens après la révocation du P. Le Vacher (1666), car il y avait plus

¹ Dusault au Conseil de marine, 23 janvier 1720.

² Pignon à Maurepas, 17 avril 1724.

³ Mémoire du 23 septembre 1727.

⁴ Délibération de la nation, 29 décembre 1725.

de trente ans que nos résidants en faisaient des plaintes à la congrégation ¹.

Quant aux Anglais, les relations étaient toujours très mauvaises entre leur consul et nos résidents ; l'un de ces derniers fut mis aux fers pour avoir fréquenté l'agent « ennemi de la nation française » et un autre fut publiquement blâmé ². « Défendant à tout Français, de quelque sexe et condition qu'il soit, d'avoir aucun commerce, directement ou indirectement, et sous quelque prétexte que ce puisse être, avec ledit consul anglais, sous peine d'être puni comme traître à son prince. »

La nation française était en proie à des dissensions intestines : le successeur de Michel, Bayle, indisposait tout le monde par ses procédés arbitraires. Il a ruiné les affaires de l'Échelle et travaille à ruiner celles des particuliers. « Il a mis les uns en prison, il fait des procès aux autres. Il entend la procédure à fond, et c'est la seule chose à laquelle il s'attache pour mettre la nation en désordre. » Il prend le parti des douaniers et des Turcs contre ses compatriotes, et il a un spadassin à gages, Étienne de Lestrade, qui insulte laïques et religieux ³, et ne recule pas devant l'assassinat ⁴. C'est de plus un fonctionnaire déloyal, qui prélève indûment 4 % sur le nolis des *caravaneurs* et n'envoie pas ses comptes à Marseille pour dissimuler la recette du fret italien ⁵.

Bayle fut remplacé, en décembre 1723, par Pignon, qui ramena la paix. Le nouveau consul déplut à Hossein, parce qu'il se montra, comme Michel, disposé à revendiquer les privilèges que nous avons perdus ⁶. Nous étions tout aussi maltraitées qu'au temps d'Amurat et d'Ibrahim. L'arrivée d'une prise tunisienne, amenée de Provence, par l'escadre de M. de Mons, provoqua une émeute : Pignon s'enfuit chez le consul de Gênes, les officiers de marine, descendus à terre, pour se délasser, mis

¹ Pignon à Maurepas, 8 janvier 1726.

² Le Conseil de marine à Bayle, 25 février 1722 ; ordonnance du Conseil, 8 juillet 1727.

³ Le préfet apostolique au comte de Toulouse, 25 février 1723 ; les capucins à Maurepas, 16 janvier 1724. — Bayle s'oppose à la fondation d'un hôpital espagnol (le Conseil de marine à Bayle, 17 février 1723).

⁴ Maurepas à Pignon, 29 décembre 1723.

⁵ Le Conseil de marine à Bayle, 3 décembre 1721, 17 février 1723.

⁶ Maurepas à Pignon, 26 mars 1727.

aux arrêts, et le bey demanda le rappel du consul, « cause de tout le désordre, car il est fou ¹. »

Une rupture s'imposait enfin : Pignon fit embarquer les femmes et les enfants pour faciliter la retraite de la nation, si elle devenait nécessaire ², et les ambassadeurs envoyés par Hossein en France pour temporiser, furent détenus plusieurs mois à Chalon-sur-Saône, pendant que Pétis de la Croix, interprète, accompagné de l'un deux, allait au Bardo préparer la besogne aux bombes du Roi. On avait compris que les simples renouvellements ne signifiaient rien, que seuls des actes énergiques pouvaient mater, pour un temps tout au moins, l'irrémissible insolence barbaresque. « L'intention de Sa Majesté, portent les instructions du chef d'escadre, est que les réparations seront comprises en entier dans les traités qui seront renouvelés avec cette République, ainsi qu'il a été pratiqué dans les traités faits en 1685 » (18 mai 1728).

La situation était, en effet, analogue à celle de 1685, la Régence étant, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, en proie à la guerre civile ³. Le bey, affaibli par la conspiration de son neveu Ali, dut souscrire à nos demandes : 8,000 piastres et la liberté de trente esclaves, à titre d'indemnité; restitution des dégâts des reïs, estimés, par deux marchands français et deux autres choisis par le bey, à 4,797 piastres; châtiment exemplaire desdits reïs; abolition de tous nouveaux droits, etc.

Le bey et le Divan doivent déclarer à Sa Majesté « qu'ils se repentent des infractions qu'ils ont commises aux traités de paix qu'elle avait bien voulu leur accorder, qu'ils ont une vraie douleur et un sincère repentir, et qu'ils supplient très humblement Sa Majesté de les oublier. »

La nation française continuera de jouir des mêmes privilèges et exemptions que ceux dont elle jouit jusqu'à présent, et qui seront plus grands que ceux de toutes les autres nations, et il ne sera accordé aucun privilège à d'autres nations qui ne soit dans le moment commun à la nation française.

Mais la défaite d'Ali rendit à Hossein sa morgue accoutumée, et il ne tint aucun compte de sa soi-disant amende honorable.

¹ Hossein à Louis XV, 17 août 1727.

² Maurepas à Pignon, 21 janvier 1728.

³ Pignon à Maurepas, 3 décembre 1727, 20 février 1728, 29 juillet 1729.

Il continua d'accaparer les grains et autres denrées ¹, et il eut le front d'armer une coraline à Bizerte, au préjudice de nos concessions ².

La compagnie Auriol, qui succéda à celle des Indes, ne pouvait, dans ces conditions, réussir mieux que ses devancières. Le cap Nègre lui est à charge ³ : des capitaines français nolisent leurs bâtiments à des Maures ou à des Grecs pour charger du blé dans les comptoirs à destination de Tunis ⁴, tandis que les résidants prêtent leur nom aux juifs qui ont la ferme des cuirs pour écouler cette marchandise à Marseille ⁵. Aussi, dès la première année de son installation, la compagnie Auriol eut-elle un déficit de 74,188 livres 70 sols 1 denier.

La « bonne correspondance » était décidément impossible avec Hossein ; dès le 20 avril 1733, le successeur de Pignon, Saint-Gervais, réclame une forte escadre pour mettre de nouveau le bey à la raison, et le chevalier de Luynes, chargé de ce soin, dut s'enquérir discrètement des forces maritimes des puissances, pour que la cour pût aviser « en cas de rupture » (8 juin).

V.

La crise s'aggrava lorsque Ali, qui s'était enfui en Alger, revint pour détrôner son oncle : il y réussit, mais il eut à lutter pendant cinq ans contre son cousin Mehemet, maître de Sousse (1735-1740). Cette guerre civile dévasta la campagne ⁶ et ruina le commerce.

La nation française dut faire des présents aux généraux du dey et aux ministres d'Ali, et dépenser 260 piastres pour une garde algérienne, un *fondouk*. Ali reçut un fusil, mais il désira une arme plus riche avec une monture d'argent, et une paire de pistolets.

Ce fut un détestable tyran, « un véritable Néron qui abhorre les chrétiens.... Lorsqu'il a besoin de quelqu'un, il rampe totale-

¹ Saint-Gervais à Maurepas, 26 juillet 1730, 30 juillet 1731.

² Le même au même, 2 avril 1733.

³ Le même au même, 9 décembre 1731.

⁴ Maurepas à Saint-Gervais, 5 septembre 1731.

⁵ Saint-Gervais à Maurepas, 6 décembre 1731.

⁶ Gautier à Maurepas, 18 novembre 1737.

ment; le lendemain, il devient furieux contre celui-là même qui lui a fait plaisir. » Il ne songe qu'à tourmenter son peuple et les nations ¹. »

Les étrangers lui étaient odieux : il mit un jour le consul d'Angleterre aux arrêts, et le menaça d'abattre son pavillon, si les traités n'étaient point promptement renouvelés, exigea 2,000 sequins de celui de Hollande, et fit donner cinq cents coups de bâton au drogman de Suède.

Il nous prit en haine parce que, disait-il, nous donnions des secours à son concurrent de Sousse ². Il interdit au consul Gautier, successeur de Saint-Gervais, l'usage d'une chaise roulante, et aux nationaux celui de charrettes couvertes; il leur fit une avance de 4,473 piastres. Il prétendit imposer à notre agent l'avilissement du baise-main, ce qui lui valut cette protestation des résidants : « Les consuls de Sa Majesté, dans toutes les Échelles du Levant, avaient non seulement le pas et la préséance sur tous les autres consuls, mais ils étaient regardés et traités d'une manière plus distinguée et plus honorable. »

Les nationaux ayant assuré que la mauvaise humeur du bey n'avait que Gautier pour objet, Maurepas écrivit : « Vous devez être circonspect dans vos discours.... Mesurez vos démarches ³. » Les capitaines et patrons de barque se plaignaient également du consul, qui les contraignait, par des moyens indirects, à lui vendre leurs vivres à des prix dérisoires, pour en retirer ensuite, en les revendant fort cher, un bénéfice dont ils étaient frustrés ⁴.

Il était injuste de faire du malheureux consul un bouc émissaire; si le commerce français était réduit à rien, il fallait accuser le despotisme d'Ali, qui prétendait élever les droits de douane à 33 %, et retirer la douane des mains du kiaya pour l'affermir aux juifs, moyennant 80,000 piastres l'an. Nos importations atteignirent seulement 55,279 et 89,266 piastres contre 134,161 et 233,101 de l'étranger en 1735 et 1738. Les résidants finirent par suspendre de leur propre autorité le négoce pendant six mois; mais leurs députés furent jetés à la porte du

¹ Le même au même, 14 novembre 1735, 21 février 1737, 24 mars 1740.

² Fort à Maurepas, 17 novembre 1742.

³ Maurepas à Gautier, 25 mai 1740.

⁴ Le même au même, 21 décembre 1736.

Bardo quand ils voulurent aller expliquer au bey les raisons de cette quarantaine ¹.

La compagnie Auriol ne réussissait pas davantage : après quatre années d'une prospérité relative ², elle se trouva en perte de 17,963 francs en 1738. Le comptoir de la Calle était l'unique source de ses recettes; le cap Nègre ne faisait plus aucun trafic, et il coûtait fort cher : 14,704 piastres, sans compter les 8,000 piastres de redevances au Divan. Les intéressés voulurent résilier leur bail, mais le ministre refusa, attendu que, en vertu de l'article 12 de leur soumission, ils devaient pour cela être en perte totale du fonds social (300,000 francs) ³.

Ce bail expira le 31 décembre 1760, et une compagnie royale d'Afrique se forma, au capital de 1,200,000 francs, dont un quart souscrit par la Chambre de commerce, qui garantit en outre les intérêts des trois autres quarts. La traite des blés étant devenue impossible en Tunisie, il fallait désertier le cap Nègre et acquérir Tabarque ⁴, qui devait devenir le centre de la pêche du corail. Le consul de France à Gênes, Coutlet, fut chargé de marchander avec les Lomellini ⁵, et le directeur de la Calle, Fongasse, vint discuter le prix.

Une lettre interceptée apprit nos projets au bey, qui résolut aussitôt d'expulser indistinctement tous les étrangers de son territoire : Tabarque fut enlevée aux Génois, et le cap Nègre rasé (16 août 1741); Younès, fils aîné d'Ali, pillà les armes, l'argenterie de l'église et de la table, les magasins; et vola les 4,987 piastres de la caisse. Il ne resta que les murailles, et les livres d'écritures furent perdus.

Jamais la France n'avait été aussi gravement insultée en Tunisie : « Plusieurs députés étant allés saluer le bey, à son retour de la Marsa, il leur ordonna qu'à leur arrivée au *fondouk*, ou, pour le plus tard, le lendemain, de bon matin, ils eussent à faire abattre le pavillon du Roi, et leur signifia que si quelqu'un de la nation venait à s'enfuir ou s'écarter, ils en répondraient,

¹ Gautier à Maurepas, 24 mars 1740; Crozet à Maurepas, 2 mai 1741.

² Les bénéfices sont de 238,167, 266,723, 260,207 et 214,956 fr. de 1733 à 1736.

³ Maurepas aux intéressés, 3 avril 1737.

⁴ Maurepas au comte de Castellane, 31 août 1742; Fort à Maurepas, 28 octobre 1742.

⁵ Maurepas à Coutlet, 5 mars 1738; Coutlet à Maurepas, 26 mars 1738.

et s'adressant après au drogman, il lui dit : « Prends bien garde que personne des Français résidant à Tunis ne s'enfuie et ne se cache, et sache que tu m'en répondras aussi ¹. »

Les enfants d'Ali ne valaient pas mieux que leur père. « L'un d'eux vient de faire renier, à force de tourments, trois de nos jeunes mousses.... Il y a tout à craindre que ce prince et ses enfants ne se portent à de plus grandes extrémités, et qu'à la fin ils ne nous sacrifient tous à leur fureur et à leur rage. Il y a quelque temps, l'un de ses enfants a déclaré qu'il voulait abattre le corps du logis que nous occupions, pour le faire rebâtir avec les têtes des Français. Dieu veuille nous délivrer de ces barbares ?! »

Depuis longtemps une puissante escadre du Roi était réclamée à Tunis ³; mais, après cinq années d'inconcevable hésitation, la cour se contenta d'armer une frégate, en juin 1741, avec l'appui de quatre ou cinq bâtiments équipés par la Chambre de commerce. La croisière fut anodine, et le comte Marquez laissa deux brigantins à la Calle ⁴.

Un lieutenant de vaisseau, Saurins-Murat, proposa de s'emparer de Tabarque par surprise avec deux galiotes à rames bien armées : « On lui assure qu'il n'y a que vingt hommes dans le château. » Maurepas approuva : « S'il n'y a en effet que vingt hommes de garnison dans cette ile, l'entreprise projetée ne serait pas impossible. » Mais Saurins apprit, quelques jours plus tard, de Pignon, devenu agent de la compagnie d'Afrique à Marseille, qu'il y avait deux cent cinquante hommes à Tabarque, au lieu de vingt; il ne renonça pas pour cela à son plan, et il pria, au contraire, le ministre de donner des ordres en conséquence à M. de Massiac, qui devait commander le blocus de la Régence ⁵.

Massiac estimait le coup de main de Tabarque réalisable. « Elle n'a guère que quatre cents hommes de garnison que l'épouvante seule déconcerte; une petite armée de deux à trois

¹ Crozet à Maurepas, 20 juillet 1741.

² Deslandre à Maurepas, 3 juillet 1742.

³ Gautier à Maurepas, 29 novembre 1736, 25 janvier 1738.

⁴ Margecze à Maurepas, 26 août 1741.

⁵ Saurins-Murat à Maurepas, 2 février 1742; Maurepas à Fougasse, 20 mars; Pignon à Maurepas, 2 avril; Saurins-Murat à Maurepas, 15 avril.

cents soldats de bonnes troupes en aurait vite raison » (3 juin 1742). L'exploit, appuyé de quelques bombes jetées sur la Goullette, Sousse et Bizerte, amènerait à composition le bey, qui « ne cherche qu'à gagner du temps et à amuser le peuple, car il ne veut vraiment la paix qu'à condition que le consul lui baise la main. »

Saurins, qui se trouvait en croisière à la Calle avec deux brigantins, croyait venir facilement à bout de son dessein, sur la déposition d'un Maure qui répondait sur sa tête qu'il ne trouverait que cent hommes dans l'île. Malgré une lettre de Massiac, qui avait pris peur, et le pria d'attendre un renfort de deux cents hommes, il ne crut pas devoir perdre une si belle occasion de se signaler ¹, et il s'embarqua, le 3 juillet 1742, à sept heures et demie du soir, avec cinquante hommes sur deux brigantins et onze corallines génoises. Le débarquement se fit sans encombre, à deux heures et demie du matin. Mais l'espion maure disparut, et les Français furent « attaqués par une mitraille innombrable, qui débuta par faire sur nous un mal épouvantable. » « Au bout d'une demi-heure, Saurins reçut un coup de feu à la jugulaire, qui le mit hors de combat. Les corallines refusèrent de rembarquer les Français, craignant le feu des Maures; une vingtaine des assaillants put regagner à la nage les deux brigantins, qui mouillaient à près de deux lieues au large, et rentrer à la Calle avant midi ².

« Ali-bey fit exposer à une petite place qu'il y a à côté de notre *fondouk*, derrière la porte actuelle de France, vingt-neuf têtes de Français, tués à Tabarque; elles y sont restées deux jours. Nous eûmes bientôt le déplaisir de voir arriver les prisonniers (au nombre de 224), presque tous nus, et dont la plus grande partie étaient malades. Après qu'on les eut fait passer l'un après l'autre devant le bey, le sieur Crozet lui demanda de vouloir lui faire la grâce de lui remettre les malades et les blessés; à quoi il se refusa ³. » Les officiers furent enchaînés dans un réduit du Bardo et se firent faire des hardes; une quarantaine de blessés furent, quelques jours après, transportés à l'hôpital espagnol, et le reste fut enfermé au bagne de Sainte-Croix.

¹ Castillon à Maurepas, 4 juillet 1742.

² Villiers-Deschamps à Maurepas, 4 juillet 1742.

³ Crozet à Maurepas, 20 juillet.

Les résidants sont exposés à périr misérablement. « On ne nous regarde plus que comme des traîtres, des lâches et des gens sans parole et sans foi ¹. » On put croire la Calle menacée ². Aussi la cour s'empressa-t-elle de désavouer Saurins-Murat et de destituer son complice Fougasse, qui fut remplacé par le sieur Fort, particulièrement connu du bey de Tunis ³.

La paix était au prix du baisement de main; en y acquiesçant, on obtiendrait ce qu'on voudrait ⁴. Lorsque le négociateur Fort, qui s'était fait précéder de douze boîtes de confitures, douze pains de sucre et douze bouteilles de sirop de capillaire, se présenta, « le baisement de main fut la première demande que le bey me fit; je lui répondis vaguement, mais je crains bien que nul accommodement ne se puisse faire sans que l'on se relâche sur cet article ⁵. »

Aussi Fort est-il autorisé à « le faire espérer au bey, comme une grâce à laquelle le Roi consentira, sans qu'il en soit fait aucune mention dans le traité ⁶. » Le baisemain fut donc accordé par une convention secrète, et Younès reçut 10,000 sequins.

En même temps, les articles de 1685 étaient modifiés d'une façon singulièrement avantageuse à nos ennemis. Plus de clauses interdisant aux reïs de faire des prises à moins de dix lieues de nos côtes (article 7 de 1685, devenu article 4 7). Les étrangers trouvés sur les vaisseaux français ou les Français trouvés sur les vaisseaux étrangers ne pourront être faits esclaves (article 11 de 1685); mais il faudra désormais qu'ils aient un passeport et leur police de chargement; les vaisseaux français devront avoir au-dessus des deux tiers de leurs équipages composés de nationaux (article 6). La réciprocité est accordée aux Tunisiens en France par les articles 11, 12, 14 et 16 de 1685 (articles 6, 7 et 11). Les capitaines et patrons français ne pourront embarquer ni débarquer, sans une commission expresse, les marchandises de con-

¹ Deflandre à Maurepas, 24 juillet.

² Fougasse à Massiac, 3 juillet; Maurepas à Pignon, 3 juillet.

³ Maurepas à Massiac, 1^{er} août.

⁴ Massiac à Maurepas, 28 août.

⁵ Fort à Maurepas, 20 octobre.

⁶ Maurepas à Fort, 1^{er} octobre.

⁷ Cet article fut modifié, le 24 février 1743, ainsi que l'article VI : « Nous consentons néanmoins, pour marquer notre bonne amitié et intelligence avec l'Empereur de France, que la moitié desdits équipages soient français. »

trebande et prohibées; ceux qui apporteront à Tunis des marchandises chargées dans un pays ennemi de la Régence paieront 10 %. (article 13 de 1685, devenu article 10). Désormais le Français qui voudra se faire Turc ne sera plus remis aux mains du consul pendant trois jours; cette sorte de retraite ne lui sera plus imposée (article 18 de 1685, devenu article 13). Le consul jouira toujours de l'exemption de tous droits pour les provisions nécessaires à sa maison (article 23 de 1685); mais il ne pourra vendre du pain et de l'eau-de-vie, non plus qu'un résidant, sans permission, et sous peine de confiscation, « ainsi qu'il sera pratiqué avec tous les autres consuls et leurs nationaux » (article 18). S'il se sauve des esclaves sur des bâtiments de commerce, le bey pourra les y faire chercher (article 24 de 1685, devenu article 19). En cas de rupture, le délai accordé aux Français pour quitter Tunis est réduit à trois mois au lieu de six (article 27 de 1685, devenu article 22). Enfin le roi de France abandonne toutes ses prétentions passées, et le bey fait de même (article 25).

L'humiliation de 1741-1742 nous coûta cher : 400 Français furent soignés à l'hôpital espagnol, du 7 mai 1741 au 17 février 1743, soit 18,595 livres; la dépense de Saurins-Murat et de ses compagnons, du 15 juillet 1742 au 31 janvier suivant, atteignit 8,510 piastres. Pendant les négociations de paix, les députés de la nation déboursèrent 2,340 l. 19 sols; Crozet, 4,276 l. 14 sols. Fort répandit 12,942 l. 6 s. en donatives particulières, et la compagnie d'Afrique avança 12,535 l. 8 s. 9 d. Le 12 août 1742, la Chambre de commerce fut autorisée à emprunter 80,000 l. à 5 %, en vue d'acquitter les dépenses extraordinaires de la nation française depuis la rupture, notamment « pour donner de quoi vivre à tous les équipages français détenus dans la Régence depuis l'affaire du cap Nègre. »

Ali a traité avec nous sur le pied d'égalité et nous a imposé ses conditions : c'est la revanche des « réparations » de 1728 : nous sommes à peine tolérés à Tunis; le bey ne nous a-t-il pas fait proposer, au commencement de la rupture, « de ne point envoyer de consul à Tunis et de n'y entretenir qu'un négociant en qualité de député de la nation et sans provisions du Roi ! »

¹ Maurepas à Fort, 1^{er} octobre 1742.

Il montra également sa volonté d'empêcher tout rétablissement du cap Nègre, en refusant à la compagnie d'Afrique toute indemnité, au cas où elle y songerait ¹.

Le monopole de la compagnie disparaît ainsi de la scène tunisienne, pour être remplacé par celui d'Ali, devenu paternel et amasseur, comme fut Hossein. « Il achète, ainsi que ses enfants, les denrées d'exportation, ce qui apporte de grandes entraves au commerce; le seul remède serait une entente entre les négociants européens, ce qu'il n'est pas possible d'espérer ². » La rupture franco-anglaise de 1744 empêcha, en effet, le relèvement de nos affaires ³ et de notre prestige ⁴, et fit passer le commerce du fret livournais aux mains des Suédois ⁵.

D'ailleurs il y avait, dans notre petite colonie, un ferment chronique de discorde qui la condamnait à l'impuissance. Le chancelier Deflandre, Villet et Meynard avaient entravé les négociations de 1742; Courbeau protesta contre l'élection de Sauvaise comme député (1^{er} décembre 1763), sous prétexte que l'élu était associé; ce même Courbeau refusa plus tard de payer sa quote-part des gages du garçon boulanger du *fondouk*, avec Giraud, Crozet, Michel et Gantelmy, et il se vanta, un jour, de créer des ennuis au consul. Celui-ci se plaignit aussi que ses compatriotes tinssent des propos indiscrets capables d'indisposer le bey ⁶. D'autre part, les mœurs de certains laissaient à désirer : ainsi le sieur Chapelié, après avoir débauché une juive, se mit à courir la nuit de maison en maison, escorté d'un Turc, et finit par séduire la fille d'un constructeur anglais ⁷.

Le scandale de ces mœurs était dû à l'interdiction de se

¹ Pignon à Maurepas, 19 décembre 1742; Maurepas à Fort, 9 janvier 1743; Fort à Maurepas, 20 juin 1743.

² Fort à Maurepas, 20 juin 1743.

³ Fort à Maurepas, 12 janvier 1746. Les Marseillais avaient repris trop tôt le commerce avec Tunis et fait des envois excessifs (Maurepas à Fort, 9 août 1743).

⁴ L'arrivée de l'escadre de Caylus, escortant vingt-six bateaux marchands, étonna les puissances, qui croyaient notre flotte bloquée dans nos ports (Fort à Maurepas, 12 novembre 1744).

⁵ Fort à Rouillé, 25 février 1750. La Suède a traité avec le bey, le 23 décembre 1736.

⁶ Fort à Maurepas, 31 décembre 1742, 26 septembre, 7 octobre 1746, 30 septembre 1748; Maurepas à Fort, 2 février 1744.

⁷ Fort à Maurepas, 18 juillet 1746.

marier, qui avait été faite, le 28 juillet 1726 ¹. Quant aux dissensions domestiques, la cour avait cru y mettre un terme en limitant à dix ans le séjour des résidants (2 mars 1731, 15 février 1740); mais elle ne vit pas qu'elle encourageait par là les fortunes trop rapides, la fraude et la contrebande. Cette ordonnance malencontreuse fut renouvelée le 3 novembre 1748, et le nombre des maisons réduit à six (Villet, Crozet, Chapelié, Courbeau, Bigard et Michel), ayant chacune un seul régisseur, avec un cautionnement de 30,000 livres.

Le nombre des commis fut fixé à deux par régisseur; celui des artisans ramené aux besoins stricts de la nation. Il fut également interdit aux Français d'être propriétaires fonciers dans l'Échelle (6 juillet 1749) ².

L'entente fut désormais meilleure entre la nation et le consul Fort, qui mérita souvent les félicitations de la cour pour son zèle et son intelligence ³ dans des circonstances particulièrement délicates. D'une part, notre prééminence, inscrite au traité de 1683, fut contestée par le consul impérial, installé en 1749 ⁴, ou par le consul anglais ⁵, et menacée par une convention dano-tunisienne du 10 décembre 1751 ⁶. D'autre part, les Anglais intriguaient à Tunis : ils essayèrent d'obtenir Tabarque ⁷ et purent, malgré la paix de 1748, « être soupçonnés de n'être pas scrupuleux à nous desservir par des voies directes et des insinuations indirectes ⁸. »

Fort défendit la prestige du pavillon français et déjoua les tentatives de nos rivaux, tout en cimentant la bonne intelligence qui régna plusieurs années entre Ali et la cour. Le bey parut même, à deux reprises, rechercher notre appui. La première fois, ce fut au lendemain d'une grande frayeur que lui

¹ Le 24 mai 1716, Michel signalait déjà le danger de l'admission des femmes au *fondouk*, et, le 28 avril 1725, Pignon obtenait, à titre exceptionnel, l'autorisation de faire venir de France une femme de ménage.

² Fort rembarqua « les mariés, inutiles et de mauvaise conduite; » mais quelques-uns ne se soumirent pas de bonne grâce, comme le chancelier Deffandre et le chirurgien Reynaud.

³ Maurepas à Fort, 14 novembre 1744; Rouillé au même, 31 juillet 1752.

⁴ Fort à Maurepas, 6 janvier 1749; le même à Rouillé, 8 octobre 1751, 17 décembre 1753.

⁵ Fort fils à Rouillé, 12 février 1753; Rouillé à Ali, 9 avril.

⁶ Rouillé à Fort, 28 février 1752.

⁷ Fort à Rouillé, 14, 25 octobre, 14 novembre 1751.

⁸ Instructions de Sulauze, successeur de Fort, 22 juillet 1754.

donna la révolte de son fils aîné Younès (avril-juin 1752). Il mit à profit l'arrivée d'une flotte royale, ignorante des récents événements, pour « persuader à ses peuples que le Roi envoyait cette escadre à son secours, » et pour retenir quelques semaines M. de Villarzel, qui ne devait que toucher barre à la Goulette, il le dispensa du baisemain, ainsi que tous ses officiers, reniant ainsi sa prétention de 1742 ¹, pendant qu'il lui offrait la surprise d'un salut inusité de vingt-quatre coups de canon. Trois ans plus tard, les relations se tendirent entre Tunis et Alger, et le bey fut pour nous d'une amabilité ² qui parut « intéressée » à la cour ³. Il voulait probablement solliciter l'appoint de nos frégates contre ses voisins, mais le mauvais état de nos relations avec l'Angleterre ne nous eût pas permis de le satisfaire. Ali se tourna vers l'Ordre de Malte, l'ennemi séculaire des reïs barbaresques, et son fils Mamet négocia, par l'intermédiaire de Guillaume Plumen, consul de Raguse, avec le grand maître, qui envoyait une flottille à la Goulette, en juin 1756.

Cette intervention étrangère arrêta les Algériens occupés au siège de Tunis, autant pour restaurer le fils aîné d'Hossein, Mohammed ⁴, que pour faire un bon butin. Dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre 1756, ils forcèrent les portes de la ville et saccagèrent toutes les maisons chrétiennes, turques, juives et maures jusqu'à ce qu'il n'y eût plus ni portes ni fenêtres, le château et le Bardo, où étaient les richesses d'Ali et de Mamet. Le seul *fondouk* des Anglais fut ménagé, par suite de l'inclination du bey de Constantine, chef des envahisseurs, pour cette nation. Le nôtre fut mis à sac, et vers sept heures du matin Sulauze se réfugia chez son collègue d'Angleterre, avec tous les résidants. « On ne nous a laissé, à ma femme, à ma fille, à moi et à mes domestiques, que ce que nous avons sur le corps lorsque nous nous sommes sauvés, c'est-à-dire que nous sommes presque en chemise et sans un sol. La femme du consul anglais a prêté à la mienne et à ma fille un matelas pour se coucher et une chemise

¹ Mémoire de septembre 1752.

² Mamet, second fils d'Ali, prêta une maison de campagne à notre consul, en octobre 1755, et lui fit toute sorte de gracieusetés (Sulauze à Machault, 6 novembre 1755).

³ Machault à Sulauze, 18 décembre 1755.

⁴ Ils avaient fait une première tentative infructueuse en 1746.

pour changer, mais, pour moi, je ne me suis pas encore déshabillé, et une chaise a été jusqu'à présent mon lit. » Les marchands « n'ont rien sauvé de leurs nippes, ni des autres effets de leurs maisons » seulement quelques denrées égarées au fond d'un magasin obscur. Le 3 septembre, les consuls défilèrent en procession minable devant le bey de Constantine, « l'un était en bonnet de nuit, l'autre en robe de chambre, l'autre en veste et en pantoufles; le seul consul anglais était habillé décemment, avec l'épée au côté. » Ce consul fut plein de bonté, de patience et de charité pour les Français, qui furent onze jours « sur ses crochets, » et Sulauze ne lui connut d'autre vice que d'être Anglais ¹.

La nation française avait dépensé 13,880 piastres pendant cette désastreuse échauffourée (sans compter 6,868 piastres avancées par le député Chapelié), et perdu 166,362 piastres en marchandises, argent comptant et effets de maison.

VI.

La Tunisie était dans la même situation après l'invasion algérienne de 1756 qu'après celle de 1686. Mohammed manquait d'autorité : la guerre néfaste qui l'avait porté au trône laissa des traces profondes dans le pays ², qui souffrit de la disette ³, et entretenit parmi la milice turque un grave esprit de mutinerie ⁴. Pour recouvrer son indépendance, il rechercha formellement notre alliance, et fit des ouvertures à l'ingénieur Trincano, envoyé par la cour, en 1758, pour fortifier Kairouan; il se déclara prêt à céder Tabarque à la compagnie d'Afrique ⁵, si la France consentait à lui fournir, en tout temps et à sa première réquisition, 6,000 hommes de troupes, qu'il entretiendrait à ses frais pendant leur séjour dans ses États, et qu'il mettrait en garnison dans un de ses ports, il s'y enfermerait avec eux pour avoir une retraite assurée à bord des bâtiments qui les auraient amenés ⁶.

¹ Sulauze à Machault, 22 septembre 1756.

² Sulauze à Moras, 16 juin 1757.

³ Le même à Massiac, 8 août 1758.

⁴ Le même à Moras, 3 mai 1757; à Massiac, 10 juillet 1758.

⁵ Le même à Moras, 12 juillet 1757.

⁶ Le même à Massiac, 4 septembre 1758.

Cette proposition séduisante ne put être prise en considération à cause de la nouvelle guerre maritime franco-anglaise, qui coupa les communications entre Tunis et Marseille. Les corsaires marocains profitèrent de cette rupture pour courir sus à nos bâtiments ¹. Quant aux Tunisiens, ils étaient peu redoutables, le commandant des galères de Malte leur ayant enlevé six vaisseaux en rade de la Goulette dans la matinée du 2 septembre 1756.

Mohammed mourut prématurément, au début de 1759, et eut pour successeur son cadet, Ali. Faible, mou, indécis, le nouveau bey se laissa paralyser, pendant quatre ans, par la révolte d'Ismaël, fils de Younès, soutenu sous main par les Algériens, et il ne respecta que la force : il fut prévenu par les Anglais ², qui le persuadèrent de notre déchéance maritime, comme ils en avaient persuadé Hossein en 1710, et il prit pour une flotte espagnole la flotte de M. de Bompar, qui vint mouiller à la Goulette, du 23 au 30 juillet 1762. En outre, il eut besoin d'argent pour satisfaire aux exigences de ses voisins, et il reprit, en la perfectionnant, la tradition d'accaparement d'Hossein ³.

Avec un tel homme notre commerce et notre prestige furent également atteints. Le secrétaire d'État Berryer parle de la langueur du commerce, qui se soutient à peine ⁴. En 1759, il entra dix-sept bâtiments français à la Goulette contre trente-quatre en 1748, et nos importations tombèrent à 46,416 francs en 1761; le fret livournais était aux mains des Suédois et des Danois ⁵. Le nombre de nos maisons était réduit à cinq, et l'Échelle était endettée ⁶. En même temps notre préséance était âprement contestée par les consuls danois, suédois et impérial ⁷; c'est à grand'peine que Sulauze obtient la première aubade de la musique beylicale, au Beïram ⁸.

¹ Sulauze à Berryer, 29 mai 1759, 30 avril 1760; à Choiseul, 2 septembre 1762, 5 janvier 1763.

² Sulauze à Berryer, 3 août 1761; à Choiseul, 31 juillet 1762.

³ Sulauze à Berryer, 13 février 1759, 19 février, 4 juin 1760, 2 mars, 15 mai 1761; à Choiseul, 25 octobre 1761, 25 juillet 1762, 3 février 1763. — Mohammed lui-même avait suspendu la sortie des laines en 1757 (Sulauze à Moras, 18 avril, 12 juin, 16 septembre, 24 novembre).

⁴ Berryer à Sulauze, 26 mars 1759.

⁵ Sulauze à Choiseul, 5 janvier 1763.

⁶ Berryer à Sulauze, 3 septembre 1759.

⁷ Sulauze à Berryer, 2 juillet 1759; Berryer à Sulauze, 20 octobre 1760; Sulauze à Choiseul, 3 février 1762.

⁸ Sulauze à Berryer. 28 mai 1760, 3 avril, 22 mai, 18 juillet 1761.

La paix de 1763, accueillie avec indifférence par Ali, fut saluée par les négociants français comme l'aurore du relèvement ¹. Deux hommes y contribuèrent, Choiseul, successeur de Berryer depuis l'automne de 1761, et Barthélemy de Saizieu, qui vint prendre la place de Sulauze en mai 1763 ². Saizieu développa l'esprit de solidarité des marchands : en 1767, par exemple, ils convinrent, à la pluralité des voix, d'une répartition commune de l'achat des barrils ³. Ils purent désormais lutter contre les tentatives de monopole du bey ⁴, et le résultat ne se fit pas attendre : nos importations passèrent, entre 1762 et 1769, de 137,671 francs à 974,994, et les exportations de Tunis en France, de 137,295 francs à 540,083. Choiseul, émerveillé, félicita plusieurs fois notre agent ⁵.

Une des causes du succès de nos armateurs et de nos résidents était la disparition d'un commerce privilégié. Douze patrons français traitèrent avec le bey pour le corail, en mai 1766, et quatre mois plus tard ⁶, Saizieu insinua que la nation pourrait obtenir la traite exclusive des blés, pour éloigner la concurrence des Vénitiens ⁷ et des Anglais.

La compagnie d'Afrique tenta, en 1768, de rentrer en scène pour relever ses affaires ⁸, et un nouveau directeur, Martin, plus attentif et plus éclairé que les précédents ⁹, désira former deux établissements en Tunisie pour le blé et le corail ¹⁰. Mais il échoua devant la mauvaise volonté d'Ali, qui accorda bien la permission de former une station de pêche à Bizerte pour un temps indéterminé, à 4,500 piastres l'an (14 mars 1768), mais revint sur sa parole en mai 1769 ¹¹.

¹ Sulauze à Choiseul, 5 janvier, 3 février 1763.

² La cour n'était point mécontente des services de Sulauze (1754-1763), qui obtint, outre 2,000 livres de supplément de gages, une pension et une re-traite (Berryer à Sulauze, 7 juillet 1760, 20 juillet 1761; Choiseul au même, 2 août 1762).

³ Choiseul à Saizieu, 20 avril 1767.

⁴ Soizieu à Choiseul, 27 mai 1763, 26 octobre 1765.

⁵ Choiseul à Saizieu, 18 juin 1764, 11 mars 1765, 30 juin 1766.

⁶ Saizieu à Choiseul, 18 septembre 1766, 9 février 1767.

⁷ Saizieu à Choiseul, 30 septembre 1764, 17 décembre 1765.

⁸ Le capital primitif de 1,200,000 livres était réduit à 474,000 en 1765.

⁹ Choiseul à Saizieu, 20 avril 1767.

¹⁰ Saizieu à Choiseul, 4 octobre 1767.

¹¹ Saizieu à Choiseul, 20 mai 1769. La campagne de 1768 avait été infructueuse, comme celle de 1686 (le même au même, 23 septembre 1768).

Ali faisait preuve d'une mauvaise volonté insigne à notre égard, depuis la fin de la dernière guerre européenne. Il se déclarait impuissant à contenir les corsaires marocains ¹ et tunisiens ² qui ravageaient les côtes de Barbarie et de Provence, ou il manquait d'égards pour nos capitaines de frégate, voulant les obliger à se déchausser, à lui baiser la main, en leur refusant des rafraichissements ³. Choiseul lui fit dire qu'il pourrait se repentir de sa conduite, et que son intérêt immédiat était de ménager en tout temps les Français ⁴. Le moment était favorable pour lui donner une leçon, car les partisans d'Ismaël recommençaient à se remuer : on pourrait profiter de cet embarras pour redresser le traité irrégulier de 1742, et recouvrer les avantages qu'il nous avait ôtés ⁵.

La cour se contenta, comme de coutume, d'une demi-mesure : le prince de Listenois parut, le 21 juin 1766, en rade de la Goulette avec quatre vaisseaux et fit au bey une visite de courtoisie, Ali le caressa, lui serra tendrement les mains, prit le café de paix avec lui, et déclara « qu'il aimait les Français établis dans son royaume, qu'il avait pour eux des soins et des sentiments de père ⁶. »

Listenois parti, Ali recommença, et, en novembre 1767, il refusa de recevoir le consul et la nation de France, qui voulaient le complimenter avant son départ pour une tournée dans l'intérieur. C'était sans doute une tentative de pression pour forcer nos résidents à lui acheter les marchandises qu'il accaparait. L'année suivante, il manifesta sa partialité pour Paoli et ses partisans, dans leur lutte contre les troupes royales : ses reïs allaient perdre une source de revenus, et il prétendait nous vendre la franchise de la navigation des Corses pour un tribut annuel ⁷. Il souhaita tout haut l'intervention de ses bons amis les Anglais, et activa la course contre les Corses ; cinq prises

¹ Il signa une convention avec Saizieu, le 21 mai 1765 ; mais nous ne fûmes délivrés du péril marocain qu'en 1769 (Saizieu à Choiseul, 22 septembre 1767).

² Choiseul à Saizieu, 11 novembre 1765.

³ Saizieu à Choiseul, 2 octobre 1764, 5 mai 1765.

⁴ Choiseul à Saizieu, 17 août 1765.

⁵ Saizieu à Choiseul, 26 octobre 1765.

⁶ Journal du séjour du prince de Listenois, 9 juillet 1766.

⁷ Saizieu à Choiseul, 24 septembre, 17 octobre, 3 novembre 1768, 17 août, 4 novembre 1769.

furent faites sous pavillon français, et malgré les passeports de l'amirauté de Provence ¹.

Pourquoi nous pousser à bout ? Une rupture lui eût fait perdre personnellement plus de 650,000 piastres annuelles, en interrompant le commerce ². Mais les expériences passées l'assuraient que nous n'en viendrions jamais là : M. de Brèves se présenta, le 8 août 1769, devant la Goulette et s'efforça vainement de faire reconnaître la réunion de la Corse : tout ce qu'Ali pouvait faire, c'était de suspendre la course jusqu'à l'arrivée d'un ambassadeur : « Ce terme, dit-il, sera fixé à huit ou dix mois ; après l'expiration, s'il ne vient personne pour arranger cette affaire-là, il ira son train et recommencera à leur faire la guerre ³. »

La cour se décida enfin, comme en 1728, et en 1742. « Le bey de Tunis ayant manqué à la foi des traités et à ses propres engagements, au point de rendre désormais toute négociation avec lui peu sûre et peu honorable pour la France, Sa Majesté a pris la résolution de ne plus traiter avec ce prince qu'à main armée et de lui en imposer par la force des armes ⁴. » Le chevalier d'Oppède eut mission de retirer Saizieu à son bord et de pourvoir à la sûreté des bâtimens marchands, en attendant le retour de M. de Brèves, qui devait exiger d'Ali : 1° la reconnaissance de la souveraineté de Sa Majesté sur la Corse ; 2° le dédommagement de la compagnie d'Afrique et le rétablissement de son privilège pour le commerce et le corail ; 3° les frais de l'armement considérable et dispendieux, rendu nécessaire par les « excès révoltants » et les « injustices criantes » du bey, alors que Sa Majesté n'avait d'autres intentions que d'entretenir la paix ⁵.

Les opérations de Brèves eurent un succès médiocre : Bizerte reçut 146 bombes, et Sousse 878, du 4 juillet au 12 août 1770. Le bey sollicita l'appui des Anglais, moyennant la cession de Tabarque, et Saizieu, brusquant les choses, conclut hâtivement une paix boiteuse, présentant peu d'avantages ⁶.

¹ Saizieu à Choiseul, 3 novembre 1768, 24 août 1769.

² Le même au même, 21 février 1769.

³ Brèves à Choiseul, 22 août 1769.

⁴ Instructions du chevalier d'Oppède, 30 avril 1770.

⁵ Instructions de Brèves, 4 juin 1770.

⁶ Saizieu à Choiseul, 14 septembre 1770 ; Choiseul à Saizieu, 3 octobre.

Le traité de 1742, si humiliant pour la France, fut renouvelé ; l'annexion de la Corse fut reconnue, mais il n'est nulle part question de réparation pécuniaire. Quant à la compagnie d'Afrique, elle fut autorisée à pêcher le corail sans payer aucune redevance pendant six ans, et à s'établir où bon lui semblerait ; en outre elle obtenait, pendant les quatre premières années, la traite franche de 2,000 kaffis de blé, qu'elle achèterait et embarquerait à son choix dans une des villes du royaume (3 septembre 1770).

Ali refusa d'accorder à Brèves une audience de congé. « Le prince est persuadé que je suis l'auteur de cette guerre, et il m'abhorre.... La haine qu'il a pour moi entre pour beaucoup dans l'envoi ridicule qu'il a fait de ses ambassadeurs ; il a voulu qu'ils me prévinsent, de peur que je ne le desservisse auprès de vous, et je ne doute pas qu'ils ne vous fassent des plaintes très amères sur mon compte ¹. »

Ali avait vivement exprimé son déplaisir dans les lettres adressées, le 2 septembre, à Louis XV et au ministre : « Les personnes que vous avez chargées de votre procuration pour le redressement de griefs que vous aviez contre moi ont tenu une conduite qui ne tendait qu'à reculer la paix. Il est certain que je n'avais donné aucun sujet de me faire la guerre. »

Ce n'est pas le ton d'un coupable repentant ; c'est celui d'un pair injurié. En somme, la faiblesse tunisienne avait, une fois encore, raison.

VII.

La crise de 1770 fut suivie, comme celle de 1742, d'une soudaine accalmie ; le bey, satisfait de nous en avoir imposé, cessa de nous montrer de l'humeur.

La compagnie jouit sans entraves des compensations qui lui avaient été accordées pour la non-exécution du traité de 1768, comme le prouve cette attestation : « Nous Tropez Laudon, agent de la compagnie royale d'Afrique en cette ville de Tunis, déclarons avoir fait extraire de ce royaume, au profit de ladite compagnie, la quantité de 2,000 kaffis de blé, aux termes et droits de la convention ci-contre du seigneur Ali-pacha, bey de

¹ Brèves à Choiseul, 8 novembre 1770.

Tunis, avec la compagnie d'Afrique, au nom de laquelle en quittons ledit s^r bey, et déclarons sa convention entièrement remplie à cet égard. A Tunis, le 29 avril 1776. »

En même temps, la guerre russo-turque de 1770-1773, en fermant les greniers de la mer Noire et de l'Archipel, donna un essor inouï à la traite des blés tunisiens; cet essor profita aux autres denrées, et Saizieu put dire que son Échelle était devenue la plus commerçante du Levant. Le million fut dépassé en 1773 : 1,079,567 francs d'importations françaises et 1,385,570 d'exportations.

Le poste de Tunis devint si important que Saizieu fut nommé consul général, le 9 décembre 1776, et eut un coadjuteur, le vice-consul Devoize. Il fut comblé de félicitations par la cour, car cette prospérité était son œuvre, et la nation lui prouva sa reconnaissance en lui offrant une pièce de vaisselle d'argent pour l'heureuse délivrance de sa femme (25 fév. 1773).

La nation est également en excellents termes avec le bey, puisqu'elle dépense 907 l. en graisses, lampions, salves d'artillerie et feux d'artifice pour les mariages de son fils aîné et de son neveu (21 oct. 1776).

Saizieu rend justice, de son côté, à ses administrés : « Les négociants, commis et artisans français qui composent la nation à Tunis sont la plupart jeunes, quelques-uns légers et avantageux, vice de caractère que la résidence et les affaires corrigent bientôt en Barbarie; mais tous sont de bonnes mœurs, et n'ont pas de liaisons suspectes, ni de défauts qui exigent qu'aucun d'entre eux soit noté ni plus contenu dans ce moment sur l'Échelle. On peut leur accorder à tous la liberté et la confiance dont ils n'ont pas mésusé pendant la résidence du sieur Saizieu à Tunis. »

Mais il faut lutter contre la parcimonie de la cour. Le 1^{er} janvier 1773, Saizieu expose au ministre que ses appointements sont de 9,500 l., et que ses dépenses nécessaires montent à 16,778 l.; les seuls frais de table pour six maîtres et huit domestiques atteignent 12,078 l. en comptant, au tarif de l'auberge nationale, une piastre et demie par jour pour les premiers, et une piastre pour les seconds. Le 5 juillet 1773, il parle de l'urgence de réparer le *fondouk*. Cinq ans plus tard, il n'approuve pas les réductions sur le budget de la colonie proposées par l'inspecteur, baron de Tott : « Je me suis réservé de vous pré-

senter les inconvénients qui pourront tôt ou tard en résulter pour Tunis, où le service diffère de celui du Levant en raison du besoin que le Roi peut avoir de s'assurer ou de se servir des princes qui y règnent » (15 juillet 1778).

Tott n'a cependant qu'à se louer de l'économie qui préside à la direction de l'Échelle, et il n'a que deux menues réformes à proposer : la fermeture de l'auberge nationale, dont le local sera occupé par deux ou trois résidants, obligés de vivre hors du *fondouk*, et l'abrogation de l'ordonnance consulaire qui contraignait les Français à rentrer au cri de nuit. Et encore ces deux propositions prêtent-elles à la critique, comme le fait remarquer Devoize. « Il a été démontré au baron de Tott qu'il était indispensable de laisser subsister une auberge française sur l'Échelle. Cet inspecteur a sans doute oublié que la position de Tunis et la Goulette ne peut permettre aux capitaines de profiter du vent de la nuit pour retourner à leur bord. L'auberge s'établira hors du *fondouk*. Quant au second point, la police de Tunis a donné lieu à l'ordonnance du consul qui défend aux négociants de sortir de la ville après le cri de la nuit, c'est-à-dire à sept heures et demie en hiver. C'est de rigueur même pour les sujets du bey; ce prince me recommanda d'y veiller avec attention, les négociants les plus raisonnables reconnaissent la nécessité de s'y soumettre. »

L'inspection du baron de Tott eut pour sanction l'ordonnance du 3 mars 1781, qui codifia celles de 1685 et de 1748, et ne provoqua que deux réclamations, sur les cautionnements imposés aux nationaux et sur la liberté du commerce accordée aux juifs et aux indigènes, liberté qui devait leur assurer la supériorité sur les Français, à cause de leur esprit d'épargne ¹.

Les étrangers voient d'un mauvais œil notre prééminence écrasante. « Le sieur vice-consul, dit Saizieu, connaît le degré de confiance et d'égards qu'il peut montrer à chacun des consuls étrangers; ses liaisons avec tous le mettent à portée de les voir et de s'instruire de leur propres affaires, en leur cachant, tant qu'il pourra, les siennes. Il vaut mieux vivre avec eux, les fréquenter, les honorer, mais ne jamais les consulter, ni en dépendre pour les affaires, et toujours s'en méfier.... »

¹ Du Rocher à Sartine, 5 avril 1781. L'ordonnance est analysée par M. Plantet, t. III, p. 119, note.

Ces consuls sont « peu considérés du bey, sans crédit dans sa cour et jaloux des Français, ils cherchent à obtenir les mêmes prérogatives, ou à les en faire déchoir. » Aussi du Rocher, à qui cette recommandation est faite, le 8 mars 1779, devra-t-il maintenir avec énergie nos prérogatives : il se rendra au Bardo, dans la voiture que Saizieu a laissée à Tunis, « et dont il convient de se servir dans cette occasion, pour en conserver le droit au consul de France, à l'exclusion des autres. » Il évitera toute donative inutile : « Quelque demande qu'on lui fasse à titre de besoins ou de présents relatifs à son arrivée à Tunis, il répondra que les consuls de France sont à cet égard distingués de ceux des autres nations, que son prédécesseur n'a rien donné à son installation aux officiers du bey ni à ceux du Divan. »

La prospérité de notre commerce a de quoi étonner, quand on songe que le bey Ali interdisait la sortie de la plupart des denrées, en prétendant vendre auparavant les siennes à des prix excessifs. La contrebande était active, mais la disgrâce du gouverneur de Sousse, qui la favorisait, y mit fin. Ce fut surtout la compagnie qui souffrit du système d'accaparement beylical. Quand le bail, accordé en 1770, expira, Ali se refusa à rétablir le cap Nègre et à autoriser la fondation d'un comptoir à Bizerte ; ce fut aussi en vain que les associés réclamèrent le monopole des exportations ¹. Saizieu décida bien Mustapha, notre grand ami, gendre d'Ali, à se faire céder le privilège du corail (22 septembre 1777) ; mais Mustapha fit à la compagnie des conditions de rétrocession inacceptables. Après trois ans de marchandage, il réduisit ses prétentions de 20,000 à 13,500 piastres (25 juin 1781), mais il fallut attendre la fin de la guerre de l'indépendance américaine, qui avait mis encore une fois aux prises la France et l'Angleterre, pour commencer l'exploitation.

La pêche tunisienne ne fut pas fructueuse ; la compagnie eut à lutter contre les Siciliens et Napolitains, sans que le bey voulût s'en mêler ², et elle se contenta d'un modeste magasin à Tabarque. Elle essaya bien, en 1786, d'obtenir le rétablissement du cap Nègre, mais les puissances s'y refusèrent ³. Le bail de

¹ Saizieu à Boynes et à Sartine, 15 janvier 1773, 16 novembre 1775, 26 juin 1777.

² Castries à d'Esparron, 26 septembre 1784 ; d'Esparron à Castries, 8 mars 1785.

³ Castries à d'Esparron, 28 mai 1786 ; d'Esparron à Castries, 1^{er} septembre, 10 octobre.

six ans expira le 1^{er} janvier 1789 ¹, mais ne fut renouvelé qu'en juin 1790.

Tandis que la compagnie végétait de la sorte et portait toute son attention sur ses comptoirs algériens, qui lui donnaient, depuis 1766, de gros bénéfices, les résidents de Tunis, ses ennemis-nés, profitaient de sa langueur, qui était d'ailleurs un peu leur ouvrage : ne demandèrent-ils pas au consul, le 28 juin 1783, que la compagnie fût réduite à la pêche du corail et exclue du commerce d'exportation !

Mais leur prépondérance faillit être compromise, à partir de l'avènement de l'Illamonda, fils d'Ali, en 1782, dont les bonnes dispositions furent gâtées, dès le début, par la parcimonie déjà constatée de la cour, qui avait évité de lui faire des présents ² à son avènement, tandis que les autres États européens l'approvisionnaient de munitions de guerre. Sa « morosité » fut augmentée par un refus de boulets et de bombes qu'il sollicita, en 1785, à l'occasion de la lutte qu'il soutenait alors contre les Vénitiens : « Depuis quatre ans, manda notre ami Mustapha, que le bey de Tunis, mon très heureux patron, est sur le trône, on n'a jamais pensé à lui envoyer en signe d'amitié un seul petit bouquet. » On se décida enfin à lui offrir des bijoux, mais il les refusa (juillet 1786), et nous envoya des réclamations pour des prises de galiotes tunisiennes faites par des armements italiens dans les eaux de Corse ³.

La reprise des hostilités entre la Russie et la Turquie et la disette de nos provinces du Midi (1788-1789) compensèrent l'effet de la parcimonie royale ; et la cour put écrire au consul : « Je vois avec plaisir que nous surpassons de beaucoup le commerce réuni des nations qui trafiquent à Tunis ⁴. »

En 1792, le commerce français atteignit 13,629,345 francs (importations, 5,878,031 ; exportations, 7,751,318) contre 6,984,003 fr.

¹ Châteauneuf à la Luzerne, 15 décembre 1788.

² Castries à du Rocher, 14 juillet 1782. La nation française avait aussi à se plaindre de la parcimonie de la cour ; elle réclama vainement la fondation d'un hôpital, pendant une épidémie de peste qui éclata en juin 1784, après soixante ans d'interruption.

³ Lettres du 6 avril 1787, novembre 1788.

⁴ La Luzerne à Châteauneuf, 29 mars 1788. En 1787, importations françaises, 5,239,649 livres ; étrangères, 2,099,750 ; exportations françaises, 4,629,603 livres ; étrangères, 3,095,665.

pour le commerce étranger. Les importations consistaient en laines fines d'Espagne, sucre, café, vermillon et quincaillerie ; les exportations en grains (blé, orge, fèves), par Tunis et Bizerte (40,000 setiers en moyenne), en huiles, par toutes les portes, surtout Sfax, Sousse et Gabi (150 à 200,000 quintaux), en laines (30 à 40,000 quintaux), en cuirs (20,000 quintaux) et en cires (2,000 quintaux).

VIII.

1789 mit un terme à cette surprenante prospérité.

D'une part, la Constituante supprima les privilèges commerciaux ; la compagnie d'Afrique, quoiqu'elle ne fût pas comprise dans cet ostracisme, eût dû se dissoudre, car elle avait un actif de 2,885,801 francs. Mais elle se laissa persuader de renouveler le traité de la pêche du corail avec Tunis (octobre 1790) et de fournir au gouvernement les blés dont il avait besoin. En 1790 et 1791, ses opérations accusèrent une perte de 984,016 fr., dont il ne lui fut tenu aucun compte. La pêche du corail était livrée à la contrebande des Corses, des Siciliens et des Napolitains. Par une convention passée en février 1791 avec Salicetti et Pozzo di Borgo, représentants des patrons corses, cinquante-six gondoles furent autorisées à pêcher dans les eaux de la Calle avec des passeports de la compagnie, pendant cinquante-cinq jours de la saison favorable, et devaient rendre aux intéressés 6,000 livres de corail, dont la vente leur eût produit 150,000 francs. Or les Corses ne donnèrent que 510 livres, dont on ne tira que 5,000 fr., alors qu'ils firent 400,000 fr. d'affaires à Livourne et à Marseille. Nos fabriques de coraux de Marseille et de Cassis furent ruinées, et la compagnie périclita.

La compagnie d'Afrique n'avait, somme toute, guère mieux réussi en Tunisie que ses devancières, car elle y avait trouvé une administration assez fortement constituée, consciente de ses droits et jalouse des privilèges commerciaux, tandis qu'en Algérie elle n'avait devant elle qu'une anarchie constante et une absence complète de préoccupations économiques.

D'autre part, l'esprit révolutionnaire ramena parmi les résidents les troubles d'avant 1748. Dès janvier 1790, on les voit se plaindre du consul Chateauneuf ; le 27 janvier 1791, Mustapha, qui, pour notre malheur, était combattu, depuis deux ans déjà,

par le garde des sceaux, Yussuf, parle de leur inconduite. Les ordonnances sont méconnues, et le nombre des maisons monte à quatorze, tandis que des gens de mauvais aloi s'introduisent dans cette colonie dont Saizieu faisait un si bel éloge, une quinzaine d'années auparavant.

Cet esprit d'insubordination eût vraisemblablement suffi à tuer notre commerce, lors même que la rupture avec l'Angleterre, en 1793, n'y eût pas aidé. Plusieurs capitaines vendirent leurs bâtiments à Tunis en apprenant la déclaration de guerre, et un convoi de quatre-vingts bâtiments fut bloqué par une escadre anglo-espagnole : les marchandises furent abandonnées à Tunis pour une valeur de huit à dix millions.

Un commissaire, envoyé l'année suivante à Tunis, proposa de restaurer l'ancien état de choses : « Il faudra revenir, à très peu de chose près, aux anciennes ordonnances de la marine et du commerce. Il y a huit ans, il n'y avait que six maisons. » L'ordonnance ne permettait que quatre régisseurs ; ils ne pouvaient se marier, ne devaient rester que dix années dans le pays ; passé lequel terme, leurs majeurs et cautions de Marseille étaient obligés de les faire remplacer. Présentement il y a quatorze maisons ou se disant telles ; plusieurs des chefs ont rompu avec leurs majeurs de France, ou leurs majeurs ont rompu avec eux, et ils n'ont plus, par conséquent, que des cautions nulles ou illusoires ; la plupart sont mariés à des Anglaises ou des Génoises tabarquines, ont un grand nombre d'enfants et de domestiques, plusieurs ont des dettes et de très mauvaises affaires. »

On ne saurait faire un plus bel éloge de la sagesse des ordonnances de l'ancien régime : elles répondaient certainement aux nécessités du moment, quoiqu'elles choquent peut-être notre conception moderne de liberté absolue.

Nous remercions, en terminant, M. Eugène Plantel d'avoir mis son remarquable recueil de textes à la disposition des admirateurs du passé colonial de la France.

ALFRED SPONT.

UN ÉDUCATEUR DE L'ARMÉE FRANÇAISE

LE GÉNÉRAL DE MELFORT

La curieuse correspondance qui a appelé mon attention sur la vie et les travaux du général comte de Melfort a passé sous mes yeux d'une manière bien imprévue.

Il y a quelques années, une brave couturière, pleine de cette charité qui se rencontre si souvent parmi les humbles, me portait une liasse de vieux papiers tombés entre les mains d'une famille pauvre qui désirait les vendre.

Il y avait là dix autographes, tous de provenance illustre : des lettres du comte de Clermont, le « général des Bénédictins ; » du prince de Condé, — le Condé de la guerre de Sept ans, plus tard le Condé de l'émigration ; — et, avec ces lettres, des billets de Fortunée d'Est, princesse de Conti ; de Bathilde d'Orléans, duchesse de Bourbon, mère de l'infortuné duc d'Enghien. Toute cette correspondance était adressée au comte de Melfort, général de haut mérite, l'un des premiers officiers — sinon le premier — qui allèrent étudier à l'école de Frédéric le Grand la tactique prussienne. Il consigna le résultat de ses études, de son expérience personnelle, dans un *Traité sur la cavalerie* encore apprécié de nos jours.

M. de Melfort n'était pas seulement, nous le verrons plus loin, un brave soldat, un savant tacticien. Il était aussi le plus séduisant des gentilshommes, et d'autres succès encore que ceux de la guerre lui valurent une place dans les mémoires du temps.

La Révolution allait éclater au moment où mourut le comte de Melfort (1788). Ce fut sans doute alors que les lettres que nous publions sortirent des archives de sa maison. Elles y sont maintenant réintégrées : elles appartiennent à une arrière-petite-

filles de l'officier général à qui cette correspondance avait été adressée, M^{me} la baronne de Fontmagne, le compositeur d'élite dont les œuvres ont été récemment applaudies sur diverses scènes françaises.

Les lettres publiées ici sont pour la plupart d'un grand intérêt et, malgré leur date, d'une vivante actualité. La première est un cri de généreuse indignation jeté par un prince français contre les agissements de l'Angleterre. D'autres appartiennent au premier acte d'une lutte où devaient plus d'une fois, hélas ! se rencontrer la France et la Prusse.

Les travaux de l'officier français qui reçut ces communications témoignent de l'importance qu'avaient, alors déjà, aux yeux de quelques-uns de nos hommes de guerre, la discipline et l'instruction des armées prussiennes.

Ce qui domine dans l'œuvre comme dans la vie même du général de Melfort, c'est le souci de contribuer à la grandeur de la France par l'éducation de son armée. Il avait vu naître le temps où la vieille bravoure française ne suffisait plus, où elle pouvait même devenir un danger en se heurtant à la science militaire d'un puissant voisin. L'armée, telle qu'il la désirait, au lendemain de la guerre de Sept ans, est celle que nous avons vue se former au lendemain de 1870, — laborieuse, patiente, endurante, — se préparant dans les loisirs de la paix aux travaux de la guerre, — et digne plus que jamais de notre admiration dans sa tâche silencieuse.

On comprendra l'attrait qu'à plus d'un point de vue avait pour une Française, née en Alsace et fille d'un soldat, la belle figure militaire que lui révélait une correspondance inédite.

I.

Aspect de Paris pendant le siège de Mahon et après la victoire. —
Le comte de Clermont. — Première lettre inédite.

Le gouvernement de Louis XV venait de briser l'œuvre de Dupleix et de La Bourdonnays. Il avait subi le honteux traité du 11 octobre 1754, qui abandonnait à l'Angleterre l'empire de la France dans l'Inde. L'éloquent historien de ces temps, M. le duc de Broglie, l'a rappelé, on se demandait alors « quand finirait

cette léthargie stoïque, ainsi la nommait Frédéric II, cette léthargie stoïque qui faisait supporter à la France toutes les insolences britanniques avec un calme de mort. » L'heure du réveil allait sonner.

Le vautour anglais convoitait une autre proie encore que l'Inde. Il s'abattit sur le Canada en 1755. La mesure était comble. Le gouvernement, sortant enfin de sa torpeur, prépara l'expédition de Minorque, et en confia le commandement au maréchal de Richelieu. La flotte était sous les ordres du marquis de la Galissonnière, lieutenant général des armées navales, l'ancien gouverneur du Canada. L'héroïque marin ouvrit la campagne par une brillante victoire navale sur la flotte anglaise commandée par l'amiral Byng.

Le *Journal* de l'avocat Barbier ¹ nous initie aux inquiétudes que causaient à la population parisienne les lenteurs du siège de Mahon commencé depuis le mois de mai 1756.

Aux premiers jours de juillet, Barbier écrivait : « On n'avait pas connu les difficultés de cette entreprise ni la force de cette place. Ce siège coûtera bien de l'argent et bien des hommes ; il est heureux que les projets ambitieux de l'Angleterre sur le continent aient indisposé toutes les puissances de l'Europe, de manière que cette guerre ne nous en ait pas attiré d'un autre côté jusqu'à présent. » Jusqu'à présent ! Ce présent ne devait pas durer longtemps.

Le 9 juillet, l'anxiété était vive. La *Gazette de France* ne disait rien des opérations du siège, et ce mutisme paraissait de mauvais augure.

Le lendemain, une note d'allégresse éclate dans ce silence.

« Du 10 juillet, grande nouvelle et grande joie dans Paris. »

C'est que le duc de Fronsac, fils du maréchal de Richelieu, venant de Mahon, a, la veille, traversé Paris de huit à neuf heures du soir. Il s'est arrêté une demi-heure à l'hôtel d'Antin pour y manger « une soupe, » et il a continué sa route vers Compiègne, où le Roi et la cour sont arrivés le 2. « Sa seule présence a annoncé la prise du fort Saint-Philippe au Port-Mahon. » Mais on ne connaît pas les détails de l'affaire : le comte d'Egmont,

¹ Barbier, avocat au Parlement de Paris, *Journal ou chronique de la régence et du règne de Louis XV* (1718-1763), 1^{re} édit. complète, 1866. — Juillet 1756.

gendre du maréchal, doit les apporter. Il n'arrive pas. L'inquiétude reprend. On est au 14 juillet, et les canons de l'hôtel de ville n'ont pas encore tonné pour annoncer la victoire. Ils sont cependant braqués sur la place de Grève, attendant le signal qui doit mettre le feu à la mèche. On travaille aussi aux préparatifs des illuminations. On dresse des échafauds pour les distributions de vivres et les réjouissances.

Pendant ce temps, le Parlement délibère sur le mandement où l'évêque de Troyes, exilé à sa campagne de Méry-sur-Seine, proteste contre l'arrêt qui a fait brûler de la main du bourreau la précédente lettre pastorale dans laquelle il soutenait les droits de l'Église contre les empiétements du pouvoir temporel. Déjà le saint archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, est exilé à Conflans depuis le mois de décembre. La bulle *Unigenitus* et l'affaire de Mahon se partagent les esprits.

Dans cette même journée du 14, il y a spectacle à la Comédie italienne. Une jeune femme de seize ans, mariée depuis peu, est dans une loge. Sa ravissante beauté a ce caractère de mélancolie qui révèle une âme destinée à traverser rapidement les régions d'ici-bas. Et, cependant, nulle plus qu'elle n'aimera sa patrie terrestre, nulle ne rêvera pour l'humanité un plus généreux avenir de grandeur et de liberté. Cet idéal, elle ne pourra le voir réaliser en France. Mais avant de mourir, elle aura la consolation de le faire passer dans une âme royale. Gustave III essaiera de donner à la Suède le bienfait qu'elle désespère de voir jamais accorder à la France par Louis XV¹. Contraste étrange! cette femme aux pensées profondes, aux horizons lointains, cette femme aussi pure que grande, est la propre fille du maréchal de Richelieu, le vice fait homme! Tous deux représentent leur siècle, l'une dans ses aspirations généreuses et bien souvent chimériques; l'autre dans sa corruption la plus éhontée. Et le père entoure d'un culte d'adoration la chaste et noble créature qui ne lui doit heureusement que la vie.

Ce jour-là cependant, 14 juillet, la comtesse d'Egmont a le droit d'être fière de son père. Un serviteur de son mari vient d'entrer dans sa loge et lui annonce que M. d'Egmont arrivera dans la nuit. C'est la confirmation de la victoire de Mahon. A

¹ Geffroy, *Gustave III et la cour de France*. Paris, 1867.

cette nouvelle, le cœur si français de M^{me} d'Egmont menace de briser la frêle enveloppe qu'il anime. Elle se sent défaillir, tandis que la salle éclate en applaudissements ; que, sur la scène, les acteurs célèbrent par leurs chants le vainqueur de Mahon, le duc de Fronsac, le comte d'Egmont, enfin l'heureuse jeune femme glorifiée à la fois dans son père, dans son frère, dans son mari.

Le lendemain, le canon et le tocsin de l'hôtel de ville, le bourdon de Notre-Dame, toutes les cloches des paroisses et des églises, annonçaient la victoire de la France. Le duc de Gesvres, gouverneur de Paris, allumait le feu de joie de la Grève. Paris brillait de mille feux.

Le 25, le *Te Deum* était chanté à Notre-Dame. L'archevêque, toujours exilé, n'avait pu le présider. Mais, de Conflans, il avait ordonné la cérémonie d'action de grâces, prouvant une fois de plus qu'un évêque, même persécuté, prend sa part des joies aussi bien que des douleurs de la patrie. Un feu d'artifice était tiré le soir à la Grève. — « Tout Paris, ajoute Barbier, était en mouvement pour la fête. »

Depuis les jours où l'Anglais avait fait subir à la France les hontes de l'invasion et où Jeanne d'Arc l'avait délivrée, ce fut toujours pour notre pays une joie bien nationale que l'abaissement du pavillon britannique devant notre drapeau.

Cette allégresse publique trouvait un écho jusque dans cette cour qui, elle, ne savait plus guère vibrer aux émotions patriotiques. Un prince de Bourbon, un arrière-petit-fils du grand Condé, jetait, lui aussi, le cri de délivrance qui s'échappait des cœurs français. Ce cri, il le traduisait dans une lettre d'un superbe accent et qui voit le jour ici pour la première fois. Elle est signée Louis DE BOURBON. C'est ce comte de Clermont dont il a été dit beaucoup de mal et très peu de bien, mais qui, malgré ses vices, garda dans un milieu sceptique la chaleur des sentiments, la générosité du cœur, l'enthousiasme du patriotisme. On a beaucoup raillé ce « général des Bénédictins, » comme l'appelait Frédéric le Grand, « moitié plumet, moitié rabat, » tonsuré dès l'âge de neuf ans, mais n'appartenant à l'Église que par ses bénéfices ; cet abbé laïque de Saint-Germain des Prés qui porta plus volontiers l'épée que la crosse, ce chef nominal des Bénédictins qui fut grand maître de l'ordre maçonnique et n'épargna qu'au palais abbatial la scandaleuse présence d'une

danseuse d'Opéra; cet académicien qui ne savait pas mettre l'orthographe, mais sut en revanche faire bâtonner un poète coupable d'avoir chiffré par un zéro sa valeur académique; ce pseudo-réципиентаire qui, après avoir sollicité l'honneur d'entrer dans la docte compagnie comme un simple mortel.... ou plutôt comme un simple immortel, n'osa braver les remontrances des princes du sang par la réception publique où il n'aurait pu être monseigneurisé. On a surtout bafoué le vaincu de Crefeld, et ici le généralissime malheureux a trop fait oublier le brave combattant de Raucoux, de Lawfeld, de plus d'une autre action encore. Et celui-ci, je le reconnais bien dans cette lettre écrite au comte de Melfort après la prise de Mahon.

Le comte de Clermont était alors avec la cour au château de Compiègne : Compiègne ! là où fut prise Jeanne la Libératrice ! Il semble vraiment que ce lieu prédestiné ait donné une note plus émue, plus vibrante, au prince qui apprenait simultanément la prise de Mahon et l'incendie des magasins de la marine à Rochefort, — cet incendie allumé, croyait-on, par la main de l'Angleterre. « Le déchainement de tous les Français contre l'Angleterre est au-dessus de tout ce qu'on peut dire, et surtout dans la marine, » rapporte le duc de Luynes, qui cite ce mot des officiers de notre escadre de Brest : « Foi britannique, foi punique ¹. »

A Compiègne, le 16 juillet 1756.

Je vous remercie, Monsieur, de l'assiduité avec laquelle vous me faites part des événements qui arrivent à votre connoissance. Le dernier dont vous m'instruisés est fort fâcheux ; il seroit bien essentiel de pouvoir découvrir quels sont les incendiaires, et je crois que si cela se découvre que l'on trouvera que les Anglois ont joint cette infamie à toutes celles qu'ils ont mises en pratique depuis quelques années. La prise de Mahon est une vengeance bien digne du Roy et bien différente des viles hostilités que les Anglois ont commises. La conduite de ceux-cy fera à jamais leur honte, et celle du Roy éternisera sa sagesse, sa grandeur d'âme, sa puissance et la valeur des Français. Je vous prie de me continuer de vos nouvelles et d'être persuadé qu'on ne sauroit être plus sensible que je le suis à vos attentions. Ne doutés pas non plus des sentiments d'amitié que je vous ai voués.

LOUIS DE BOURBON.

¹ Duc de Luynes, *Mémoires*, juillet-août 1756, et particulièrement du mercredi 11 août.

S'il vous parvient quelques particularités de la manière dont les Anglois auront reçu la nouvelle de la prise de Mahon, vous me ferez plaisir de m'en faire part.

L. B. ¹.

Le comte de Clermont n'était pas le seul dont la patriotique curiosité se préoccupât de l'attitude des Anglois à l'annonce de leur désastre.

« On n'a point encore de nouvelles de la manière dont ils ont pris la perte de Port-Mahon, » écrivait Barbier à la date du 25 juillet.

Leur fureur égala leur consternation. Il fallait une victime à l'orgueil britannique ; le brave amiral Byng paya de sa vie sa défaite. Au mois de mars de l'année suivante il fut fusillé sur le tillac du vaisseau *le Monarque*.

Le comte de Clermont, ce prince qui avait gardé contre l'Angleterre l'antique haine de sa race, avait pour premier gentilhomme de sa maison le marquis de Montlezun-Pardiac, et celui-ci, devenu brigadier des armées du Roi, épousa en 1767, quatre années avant la mort du comte de Clermont, M^{lle} de la Bourdonnays, l'orpheline du grand Français, martyr de son patriotisme et qui avait énergiquement poursuivi ce dessein : l'anéantissement de la marine et du commerce britanniques au profit de la puissance maritime et de la richesse de la France. Bernardin de Saint-Pierre nous dit avec quelle touchante pitié la future marquise de Montlezun-Pardiac avait gardé le souvenir des malheurs et de la gloire de son père.

Il dut applaudir à ce choix, le prince qu'avait fait tressaillir la revanche de Mahon, — Mahon, brillant début de cette guerre de Sept ans où devait momentanément sombrer la grandeur de la France et qui, par le traité de Paris, ne lui rendit ses anciennes possessions de l'Inde qu'au prix de sa domination dans l'Amérique du Nord. Mais le génie de ses explorateurs, l'apostolat de ses missionnaires, la vaillance de ses soldats, devaient, au xix^e siècle, ouvrir d'autres voies à son expansion coloniale en Afrique et dans l'extrême Orient. Ici encore elle rencontre l'ancienne rivale, mais s'il plaît à Dieu, elle saura opposer à l'arrogance britannique cette vieille devise : *Je maintiendray*.

¹ Papiers du comte de Melfort.

II.

Les Drummond, traditions écossaises. — Au service de France. — Le comte de Melfort à l'armée, à la cour. — Un tacticien français à l'école de Frédéric le Grand. — Le maréchal de Saxe et les manœuvres régimentaires. — Le premier *Essai sur la cavalerie*.

Chose curieuse! c'est à un descendant d'une illustre maison anglaise que le comte de Clermont adressait la lettre que nous venons de citer et où respire la haine d'Albion. Mais cet Anglais était un Écossais dont les ancêtres, les Drummond, étaient venus en France à la suite de Jacques II, le dernier des Stuarts régnants.

Les Drummond faisaient remonter leur origine à Maurice, prince de cette maison royale de Hongrie qui avait été si hospitalière à la dynastie anglo-saxonne quand celle-ci fut proscrite. Exilé lui-même, il aurait conduit en Écosse Edgar-Atheling, sa mère, ses sœurs Marguerite et Christine, et les aurait préservés d'un naufrage. Il aurait ainsi donné aux Écossais la jeune reine que l'Église canonisa sous le nom de sainte Marguerite d'Écosse et en qui ils vénèrent la douce civilisatrice de leur pays. En 1390, une descendante de Maurice, Anabella Drummond, ceignit le royal bandeau des Stuarts. Elle fut la femme de Robert III, la mère de Jacques I^{er}. Les grâces et les vertus de cette princesse furent célébrées par les chroniques du temps. Par elle le sang des Drummond coule dans les veines de plusieurs familles royales de l'Europe. Une arrière-petite-nièce d'Anabella, Marguerite, secrètement unie à son cousin Jacques IV, mourut empoisonnée au moment où les dispenses demandées à Rome allaient rendre le mariage officiel : les grands d'Écosse auraient redouté l'influence que cette seconde union royale devait donner aux Drummond.

La vénération populaire entoura la mémoire de la jeune femme et la désigna comme la seconde sainte Marguerite d'Écosse. De ce premier mariage de Jacques IV ne naquit qu'une fille. Par un second mariage avec Marguerite Tudor, fille de Henri VII, les Stuarts acquirent sur le trône d'Angleterre les droits dont ils furent les défenseurs et trop souvent les martyrs.

Les Drummond avaient donné à l'Écosse une longue succession de thanes, et soutenu de leur épée plus d'une fois glorieuse la cause de leurs rois. Quand les Stuarts montèrent sur le trône d'Angleterre, le dévouement des Drummond fut le même et redoubla dans l'adversité. Lord Jean Drummond unit ses efforts à ceux du marquis de Montrose pour soutenir la cause de Charles I^{er}. A la bataille de Philiphang, où il combat contre l'armée de Cromwell, il est fait prisonnier et n'est délivré qu'au prix d'une forte rançon. Jacques Drummond, son fils, supporte avec un mâle et persévérant courage la captivité dans les prisons de Cromwell. Il laisse deux fils, Jacques, comte de Perth, et Jean, qui suivent les grands exemples de fidélité dont il leur a légué l'héritage.

Comme les Stuarts, les Drummond avaient embrassé le protestantisme. Le comte de Perth se convertit au catholicisme dès le règne de Charles II, et sa famille suivit son exemple. Il dut principalement sa conversion aux écrits de Bossuet, dont il se disait le fils. Grand chancelier d'Écosse, il lui écrivait : « Je vous déclare que si j'étais maître de moi et que si la place dans laquelle la divine Providence m'a attaché ne m'engageait pas à une résidence nécessaire, j'achèterais avec joie trois heures de conversation avec vous, en allant nu-pieds jusqu'à Meaux et demandant mon pain durant tout le chemin ¹. »

Ce n'était pas en pèlerin qu'il devait venir en France et visiter le grand évêque de Meaux : c'était en proscrit. Pour défendre la cause monarchique et la cause religieuse qui, sous Jacques II, prince catholique, se confondaient en une seule, lord Jacques Drummond a mérité dans sa prison le titre dont le salue Bossuet en une admirable lettre, celui de confesseur de la foi. Exilé ainsi que son frère, ils rejoignent en France leur souverain exilé. Jacques II nomme l'aîné duc de Perth et le second duc de Melfort, titres confirmés par Louis XIV, qui admet le duc de Melfort parmi les pairs de France ².

¹ Lettre du 25 juillet 1686, citée par M. Druon, *Bossuet à Meaux (Correspondant)*, 25 septembre 1899).

² Le duc de Perth mourut en 1716. Il fut inhumé dans la chapelle des Écossais, à Paris. C'est aujourd'hui l'institution Chevallier, rue du Cardinal LeMoine, 65. L'épithaphe latine du duc de Perth célèbre le dévouement intrépide avec lequel il défendit son roi et confessa la foi qu'il avait embrassée. Cette inscription tumulaire rend hommage à ses vertus, à son humilité, à sa cha-

Son fils, le second duc de Perth, avait été envoyé par lui au collège des Écossais à Paris, alors qu'il était grand chancelier. Bossuet avait reçu à Meaux, pendant plusieurs mois, le fils de l'illustre converti. Digne de sa race, le jeune Écossais n'avait pas quinze ans lorsqu'il suivit en Irlande le roi Jacques II. C'était en 1689. Il était au siège de Londonderry, aux combats de Newter, de Butler et de la Boyne. Rentré en France avec le roi Jacques, il suivit la fortune du prétendant et fut condamné en Angleterre pour crime de haute trahison : c'est ainsi que l'on nommait la fidélité au droit ¹.

Le troisième duc de Perth, fils du précédent, fut dépouillé des biens immenses qu'il possédait en Angleterre et, grièvement blessé à la bataille de Culloden, mourut à bord de la frégate *la Bellone*.

Telles étaient les traditions de foi, d'honneur, d'héroïque fidélité que les Drummond se transmettaient de génération en génération. Ils servirent avec le même dévouement, la même loyauté, le pays où leur roi, leur famille, avaient trouvé une généreuse hospitalité. Ils donnèrent à la France trois lieutenants généraux, deux maréchaux de camp.

On sait qu'à la première nouvelle de la déclaration de guerre faite par la France à l'Angleterre, le prétendant avait quitté Rome et était débarqué en France pour unir sa cause à celle de notre pays. Mais les Drummond n'avaient pas attendu ce moment pour se dévouer à leur seconde patrie, et, dès 1734, on les voit combattre sous le drapeau fleurdelisé pour soutenir les droits de Stanislas à la couronne de Pologne.

Louis de Melfort, le futur correspondant du comte de Clermont, était fils d'André Drummond, comte de Melfort, lieutenant général des armées du roi, grand-croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et de Madeleine-Sylvie de Sainte-Hermine, fille du marquis de Sainte-Hermine. Son grand-père Jean Drum-

rité; elle loue sa haute culture intellectuelle, l'élégance de son esprit, l'urbanité de ses manières. — Au pied de son tombeau fut déposé le cœur de sa troisième femme, Marie Gordon, sœur du duc de ce nom, dame d'honneur de la reine exilée Marie-Béatrix. (Guilhermy, *Inscriptions de la France*, t. 1, p. CCCXLIX, CCCL.)

¹ Il mourut à trente-six ans, quatre ans après son père (1720). Il voulut dormir son dernier sommeil auprès de celui-ci, dans le pieux asile où il avait été élevé. (Guilhermy, *loc. cit.*, p. CCCL.)

mond, son grand-oncle Jacques, son bisaïeul et son trisaïeul étaient ces héroïques compagnons d'infortune des Stuarts que nous venons de nommer.

Né au château d'Ivoy-le-Pré dans le Berry, le 1^{er} novembre 1722, Louis de Melfort n'avait pas treize ans, et déjà cornette au régiment de Gesvres, le 15 avril 1735, il faisait la campagne pour l'élection de Stanislas. Il rencontra, à l'affaire de Claussen, son cousin Louis Drummond de Perth, comte de Melfort, capitaine au régiment irlandais de Berwick; — Berwick, le glorieux maréchal dont le frère, Henry Fitz-James, comme lui fils naturel du roi Jacques II, avait été le premier mari de la duchesse de Melfort, mère du jeune capitaine. Louis Drummond avait fait ses premières armes à Philipsbourg, où un boulet de canon avait enlevé le maréchal de Berwick. Philippe Drummond, oncle de Louis Drummond et de Louis de Melfort, avait été tué aussi dans cette bataille.

Les deux cousins devaient voir s'ouvrir devant eux un brillant avenir militaire. Ils étaient destinés à se rencontrer à Fontenoy. La guerre de Sept ans les retrouva sous les drapeaux de la France. Lord Drummond déploya particulièrement sa valeur à la défense de Marbourg, et après avoir trois fois repoussé l'ennemi, lui prit trois pièces de canon qu'il présenta au comte de Rougé, commandant la place de Marbourg. Comme son cousin le comte de Melfort, lord Drummond devint lieutenant général.

Mais revenons à la jeunesse du comte de Melfort.

Quatre ans après l'affaire de Claussen, Louis de Melfort a dix-sept ans; il est nommé capitaine au régiment de Royal-Piémont en 1739.

Il participe à l'entrain de la jeune noblesse française pour soutenir la cause de Frédéric dans la succession d'Autriche, — sentiment peu généreux assurément, nous fait remarquer M. le duc de Broglie ¹, que celui qui porte la nation la plus chevaleresque du monde à secourir non l'opprimé, mais l'opprimeur, — non la femme jeune, belle, malheureuse, mais l'adversaire déloyal qui la dépouille. C'est la vieille politique antiautrichienne qui prévaut, et l'on ne se doute pas que la puissance naissante dont on encourage le développement pour écraser son antique

¹ *Frédéric II et Marie-Thérèse.*

voisine, sera, au siècle suivant, la plus dangereuse adversaire de la France; — que, dans ce palais de Versailles d'où l'on acclame Frédéric le Grand, un descendant de celui-ci recevra, à une date néfaste, sur les ruines de la France, la couronne de Charlemagne.

De 1741 à 1742, on voit Louis de Melfort « à l'armée de Westphalie, sur la frontière de la Bohême, au secours de Brauna, au ravitaillement d'Égra, à la défense de plusieurs postes de la Bavière et sur le Rhin. »

En 1744, il prend part à la conquête du comté de Nice, aux sièges de Demont et de Coni, à la bataille de la Madonna del Ulmo. Il est alors sous les ordres d'un prince dont il aimera à reconnaître les brillantes qualités militaires, le prince de Conti. Dans son *Traité sur la cavalerie*, le comte de Melfort rappellera comment, à Coni, une habile manœuvre de ce jeune général de vingt-sept ans sauva la brigade d'infanterie de Lyonnais.

Au début de la guerre, Louis de Melfort a vu surgir le héros qui aura sur lui une grande influence, Maurice de Saxe. Ainsi qu'il le dit dans son ouvrage militaire, il fait une partie de la campagne de Fontenoy comme aide de camp de ce « grand capitaine, » et c'est à ses sollicitations auprès de Louis XV qu'il doit d'être pourvu d'un régiment de cavalerie. Avec le maréchal, il est aux sièges de Mons, de Charleroy, de Namur, il se bat à Raucoux (1746), à Lawfeld (1747), et devant Maëstricht (1748). Par l'influence de Maurice de Saxe, il fait ces deux dernières campagnes à la tête du régiment de cavalerie Orléans. Il est alors mestre de camp ¹.

Entre ses campagnes, le jeune colonel faisait, à la cour, des apparitions remarquées. Très beau, il unissait à l'élégance des formes une vigueur extraordinaire. « Petit de taille, mais fait comme un modèle et fort comme Hercule, » dit de lui le comte de Cheverny ², « il suivait la chasse quand il ne faisait pas sa cour à Versailles; téméraire, jeune, vigoureux, il ne ménageait ni ses chevaux ni ceux du Roi; chassant sous bois, il s'abandonnait à son caprice. »

¹ Documents généalogiques.

² Dufort, comte de Cheverny, *Mémoires sur les règnes de Louis XV et de Louis XVI et sur la Révolution* (1731-1802), publiés avec introduction et notes par R. de Crèvecœur, 1886.

Un jour, l'un des meilleurs écuyers de France et qui réalisait vraiment la définition du centaure, M. de Nestier, « planté à cheval au milieu d'une allée, écoutait où était la chasse ; il voit au travers des gaulis, et ensuite dans une taille presque futaie, un chasseur allant à bride abattue ; il s'aperçoit que le jeune homme n'était plus maître de son cheval. M. de Melfort, emporté, passe sous un arbre dont la branche allait le couper en deux ; il se décide, empoigne la branche, laisse courir le cheval, et, en sautant de la hauteur de près de cinq pieds, il bat un entrechat à huit. »

M. de Nestier était l'homme le plus silencieux de France, mais il « ne peut tenir à ce gentil haut fait ; » il appelle le chasseur, « lui demande son nom, lui fait un compliment et lui ramène son cheval. Ils ne se sont peut-être pas parlé depuis.

« Ce M. de Melfort était si prodigieusement nerveux, que je lui ai vu lever à bras tendu la pelle du foyer de la Comédie italienne à sa hauteur, et la reposer aussi doucement que si c'eût été une canne. Cette pelle avait au moins quatre pieds de haut, et était grosse à proportion ¹. »

L'entrechat à huit, que battit le comte de Melfort en sautant de près de cinq pieds de haut, témoigne de son talent de danseur en même temps que de sa vigueur et de sa souplesse. Nous ne sommes donc pas étonnée de le rencontrer avec le marquis de Courtenvaux, le duc de Beuvron, le comte de Langeron, dans le corps de ballet adjoint à la troupe des petits cabinets de Louis XV, troupe d'élite qui a pour directeur le duc de la Vallière ; pour acteurs, le duc d'Orléans, les ducs de Nivernais, d'Ayen, de Coigny, pour ne nommer que les ducs ; — la duchesse de Brancas, la comtesse d'Estrades.... et M^{me} de Pompadour, l'organisatrice de ces fêtes.

M. de Melfort eut des succès de coulisses ; il en eut d'autres aussi. « La liste de ses conquêtes est bien plus longue que celle de ses victoires, » disait à la baronne d'Oberkirch la duchesse de Bourbon ².

Il occupa plus utilement en Prusse les loisirs de la paix. Ce

¹ Dufort de Cheverny, *loc. cit.*

² Baronne d'Oberkirch, *Mémoires sur la cour de Louis XVI et la société française avant 1789*, publiés par le comte de Montbrison, son petit-fils, 1853.

fut probablement alors qu'il alla étudier cette forte discipline que Frédéric avait donnée à son armée, et qui avait arraché à Louis XV ce cri d'admiration : « Quel homme ! voilà l'exemple que je vais suivre. Quelle discipline il sait faire régner dans son armée ! Les revers l'ont détruite dans la nôtre ; mais, à son exemple, je saurai bien la rétablir. C'est une vraie fête d'être en alliance avec un tel homme ! ce sera mon œuvre, je n'en laisserai l'honneur à personne ¹. »

M. de Melfort trouvait à la cour de Frédéric son oncle lord Keith, connu sous le nom de mylord Maréchal d'Écosse. Il eut donc toute facilité pour compléter l'instruction militaire dont il avait dû au maréchal de Saxe le plus solide fondement.

L'exemple de M. de Melfort devait être suivi par d'autres, notamment par le jeune comte de Gisors, fils du maréchal de Belle-Isle. Même et surtout après que la France eut appris à ses dépens la suprématie de la discipline prussienne, ce fut une mode, un engouement que d'aller s'initier au mécanisme militaire qui avait eu raison de la *furia francese*. Le duc de Lauzun compta parmi les disciples de l'école prussienne. Le duc des Cars allait étudier sur place la guerre de Sept ans. Le marquis de Toulangeon était chargé, en 1786, d'une mission militaire en Prusse ². Le comte de Ségur, fils du ministre de la guerre, qui lui avait donné cette mission, dit dans ses *Mémoires*, non sans quelque mélancolie :

« On se rappelle qu'à l'époque où mon père était ministre, l'esprit d'innovation se manifestait partout, et au moment où nos citadins se passionnaient pour les institutions anglaises, nos militaires, indignés des échecs reçus dans la guerre de Sept ans, s'efforçaient de devenir Prussiens, et d'imiter, autant qu'ils le pouvaient, les troupes du grand Frédéric, leur vainqueur.

« On ne parlait généralement que de tactique nouvelle et de suppression d'abus ³.... »

Quant au comte Beugnot, il s'indignait de cette servilité

¹ Entretiens avec le comte de Rottenburg, chez la duchesse de Châteauroux, avant le départ pour la Flandre. (Duc de Broglie, *Frédéric II et Louis XV*.)

² Duc de Lauzun, Duc des Cars, *Mémoires*.

³ Ségur, *Mémoires*.

d'imitation et reprochait avec amertume au vicomte de Laval d'avoir couru aux manœuvres de Potsdam, et d'y avoir baisé la botte du grand Frédéric.

Lecomte de Vaublanc déclare que si l'armée se désaffectionna de ses rois, ce fut surtout à cause des études, des travaux dont elle était surchargée par les nouvelles méthodes, et auxquels ne pouvaient s'assujettir les vieux officiers, obligés de se remettre en quelque sorte à l'école régimentaire. Ce mécontentement paraît à M. de Vaublanc avoir contribué à répandre dans l'armée les idées révolutionnaires ¹.

Notre France de 1870 n'a pas, heureusement, connu de telles défaillances devant la tâche qu'elle avait à remplir après de cruels désastres. Ainsi que le pensaient les officiers qui, sans avoir à « lécher la botte » de l'empereur allemand, allaient étudier l'organisation des armées prussiennes, elle n'a pas cru que ce fût s'abaisser que de prendre au vainqueur la méthode à laquelle il devait ses succès.

Bien avant la guerre de Sept ans, dès 1748, M. de Melfort faisait paraître sur la cavalerie légère l'essai que devait compléter son grand traité de 1776.

Après la reddition de Maëstricht, le maréchal de Saxe lui avait dit : « L'armée va entrer dans des cantonnements jusqu'à la décision de la paix; profitez de ces moments d'inaction pour exercer votre régiment, tant à pied qu'à cheval; si la guerre recommence, vous vous en trouverez bien ². »

C'était là pratique très nouvelle. Comme le fait remarquer à un autre endroit M. de Melfort, un colonel qui, avant 1740, « aurait voulu exercer son régiment, aurait déplu aux autres officiers, et se serait même fait décrier dans l'armée. »

Le colonel de Melfort n'hésita pas. « Les conseils d'un grand homme, dit-il, ont un attrait si puissant pour tout être qui pense; et quand on est jeune surtout, on est si porté à croire un homme qui gagne des batailles, qu'à peine il eut prononcé ce peu de mots, que j'aurais déjà voulu être à portée de faire monter le régiment à cheval.

« Mais comme le désir de bien faire ne donne pas la science,

¹ Beugnot, Vaublanc, *Mémoires*.

² *Traité sur la cavalerie*, par le comte Drummond de Melfort. Paris, Desprez, 1776, in-fol.

et que le degré d'instruction où j'étais parvenu se bornait, tout au plus, à être en état de connaître mon insuffisance, je sentais bien qu'entreprendre de dresser un régiment, sans pouvoir lui donner des principes déterminés, serait une extravagance ; je savais, d'un autre côté, par les recherches infructueuses que j'avais déjà faites pour trouver quelque chose d'écrit sur le service de la cavalerie, qu'une nouvelle tentative ne me mènerait à rien.

« Brûlant cependant du désir de remplir les vues d'un général aussi cher à la nation, dès lors je me décidai à chercher les moyens d'approfondir par moi-même une matière dont je n'avais fait jusque-là qu'entrevoir les difficultés. »

Il n'avait écrit ce travail que pour son régiment. Certains principes en furent contestés. Pour répondre aux objections et en même temps généraliser son enseignement, il fit dresser le plan des principaux mouvements sur lesquels il y avait partage d'opinions. Ce plan, mis sous les yeux du ministre, donna naissance à l'instruction militaire de 1755, puis à l'instruction plus étendue de 1766.

III.

Nouvelles lettres inédites du comte de Clermont. — Mariage du comte de Melfort. — Les Caumartin. — Salons de Paris. — M^{me} de la Reynière.

Le comte de Melfort avait acquis l'autorité d'un savant tacticien lorsque furent échangées entre le comte de Clermont et lui les lettres dont les réponses premières nous sont seules connues.

Un peu plus de quinze jours après son éloquente lettre sur la prise de Mahon, le comte de Clermont donnait à M. de Melfort son avis sur un document que celui-ci avait fait passer sous ses yeux, mais qui était destiné à Louis XV et appelait l'attention du Roi sur certains abus. Peut-être s'agissait-il là du résultat de ces commandements donnés à des hommes de cour et contre lesquels s'élève si énergiquement M. de Melfort dans son ouvrage militaire.

La lettre du comte de Clermont est datée de Berny, la maison des champs des abbés de Saint-Germain des Prés.

Berny, le 2 août 1756.

J'ay lu avec beaucoup d'attention, Monsieur, ce que vous m'avez envoyé, cela est plein de réflexions judicieuses et de choses bien vues ; je suis persuadé que l'on ne peut que vous sçavoir gré de vos bons avis et de vos bons conseils, surtout les ayant donnés avec circonspection. D'ailleurs celui à qui vous les adressez a beaucoup d'esprit et de jugement et veut le bien, il n'ignore certainement pas les négligences, et peut-être pis, qui se passent dans la partie sur laquelle vous l'entretenez. Et c'est, je crois, luy faire plaisir que de luy donner des éclaircissements et le moyen de remédier aux abus ; c'est ce que vous faites en citoyen et sans pouvoir, par l'état dont vous êtes et par la connoissance qu'on a de vous, être soupçonné d'aucune passion. Voilà ce que je pense. Il ne me reste plus qu'à vous remercier de vos attentions et à vous assurer, Monsieur, d'une amitié particulière.

LOUIS DE BOURBON ¹.

En ce même mois d'août, Frédéric, devenu l'allié de l'Angleterre, se jetait sur la Saxe et la Bohême. Louis XV soutenait désormais la cause de Marie-Thérèse.

M. de Melfort fit la campagne de 1757 comme aide-maréchal des logis à l'armée d'Allemagne. Nous le trouvons à la bataille d'Hastembeck, à la prise de Minden et de Hanovre, au camp de Klosterzeven, à la marche sur Zell. L'année suivante, brigadier par brevet du 1^{er} mai 1758, il est sous les ordres du comte de Clermont pendant la triste campagne qui se termine par le désastre de Crefeld.

Nous le voyons à Paris en même temps que son généralissime. Quel contraste entre les joies populaires qui saluaient, deux années auparavant, la victoire de Mahon ! Aux chants de triomphe ont succédé les couplets satiriques.

Moitié plumet, moitié rabat,
Aussi propre à l'un comme à l'autre,
Clermont se bat comme un apôtre,
Il sert son Dieu comme il se bat.

Il ne semble pas que la défaite peu glorieuse du comte de Clermont ait diminué la confiance de M. de Melfort en ses lumières et en son crédit.

En juillet 1758, l'avocat Barbier écrivait dans son *Journal* :

« M. le comte de Clermont est de retour ici dès le 15 ou le 16. »

¹ Papiers du comte de Melfort.

Il a été trouver le Roi à sa maison de Saint-Hubert, où il y avait un petit voyage de deux jours. Comme il n'y avait là qu'une douzaine de personnes, on n'a pas su positivement quelle a été la réception de la part du Roy, et il est à présent dans sa maison de Berny. »

C'est de là qu'il répond à M. de Melfort qui lui avait envoyé un plan, des notes, et demandé une intervention auprès du ministre de la guerre. Le ministre était le maréchal de Belle-Isle, dont le fils, le charmant comte de Gisors, avait été mortellement frappé à Crefeld. Le comte de Clermont avait glorifié cette jeune mémoire. Le malheureux père continuait, au travers de ses larmes, à veiller sur les opérations militaires ¹.

Voici la réponse du comte de Clermont :

A Berny, le 28 juillet 1758.

Je vous remercie, Monsieur, du plan que vous m'envoyez et des détails qui l'accompagnent. Vous me ferez un véritable plaisir de continuer à m'instruire avec autant d'exactitude et le plus souvent qu'il vous sera possible, soyez sûr que j'ai déjà parlé de vous à M. le maréchal de Belle-Isle comme vous le mérités et comme je le devois. Je continuerai à solliciter vivement les choses que vous désirez, et je souhaite bien ardemment pouvoir réussir à vous les faire accorder. Soyez bien convaincu, Monsieur, de toute l'amitié que j'ay pour vous.

LOUIS DE BOURBON ².

A la suite de cette campagne, le comte de Melfort épousa, le 28 janvier 1759, Jeanne-Élisabeth de la Porte, fille de Pierre-Jean-François de la Porte, marquis de Presles, seigneur de Meslay, intendant du Dauphiné, et d'Anne-Élisabeth Le Fèvre de Caumartin. La jeune femme avait à peine dix-sept ans. Son mari en avait trente-six. Les deux époux étaient tous deux si beaux que, suivant une tradition de famille conservée de nos jours, lorsqu'ils entraient à l'Opéra, toute la salle se levait pour les voir, les admirer.

M^{me} la baronne de Fontmagne, leur arrière-petite-fille, possède le portrait de M^{me} de Melfort. C'est un Nattier de toute beauté, inspiré par un merveilleux modèle ³. Blonde, les yeux bleus

¹ Camille Roussel, *le Comte de Gisors*.

² Papiers du comte de Melfort.

³ Le double de ce portrait figure dans un inventaire du château de Meslay,

d'une infinie douceur, la jeune femme est belle comme Vénus, de visage et de corps. En dépit du peu de draperies qui voile des formes admirables, la candeur de la physionomie donne à l'œuvre de Nattier un caractère de chasteté.

Devant ce portrait on se souvient de la trisaïeule de M^{me} de Melfort, Catherine-Madeleine de Verthamon, seconde femme de Louis-François de Caumartin, célébrée par Fléchier en un épithalame où le portrait de la jeune mariée semble l'original même du tableau de Nattier :

Les plus vives couleurs dont la terre se peint
N'ont rien de comparable à celles de son teint :
Sur un beau fond de lis une rose épandue.
A demi relevée, à demi confondue,
Mêle à son vif éclat une vive fraîcheur,
Et confond la rougeur avecque la blancheur ;
De ses cheveux dorés les tresses vagabondes
Se recueillent en nœuds, se répandent en ondes....

Cette belle jeune femme avait le culte des « Muses », mais ce culte voulait être « secret ». Elle se bornait au doux rôle d'inspiratrice. C'est pour elle que Fléchier compose ses *Grands jours d'Auvergne*. C'est elle aussi sans doute qui donne au cardinal de Retz, dont son mari est le parent et l'ami, la pensée d'écrire les *Mémoires* qui sont demeurés l'un de nos plus curieux et plus vivants documents historiques.

Le goût des lettres se respirait dans la maison de Caumartin. L'époux de la charmante femme que nous venons de nommer est salué comme un *nouvel Atticus* par J.-B. Rousseau. Il confie à Fléchier l'éducation de son fils Urbain, né d'un premier mariage. Urbain, qui garde dans un âge avancé toutes les grâces de l'esprit, toutes les ressources d'une mémoire qui n'a rien oublié, donne à Voltaire par ses conversations l'idée de la *Henriade* et du *Siècle de Louis XIV*. Le jeune poète lui a été amené par son neveu, Antoine-Louis-François, qui sera le père de la marquise de la Porte.

Un des fils de Catherine-Madeleine de Verthamon est ce spirituel abbé de Caumartin qui, chargé de recevoir un académicien tout aussi pourvu de titres que devait l'être un jour le comte

domaine des Caumartin. Renseignement donné à M^{me} de Fontmagne par un descendant de cette famille et qu'elle a bien voulu nous communiquer.

de Clermont, — celui-là était un Clermont-Tonnerre, — lui distille l'épigramme sous une forme si flatteuse que le récipiendaire n'en respire que l'encens. On disait *l'esprit des Caumartin* comme *l'esprit des Mortemart*, suivant la remarque de Mgr Fabre dans ses belles études sur Fléchier ¹.

La beauté et la grâce semblaient, comme l'esprit, héréditaires dans cette maison de Caumartin ². La comtesse de Melfort avait-elle reçu l'héritage intellectuel aussi bien que l'héritage physique de sa race maternelle ? Nous ne le savons pas. Mais il est permis de juger de ses goûts intellectuels par les salons qu'elle fréquentait et où se gardait la fleur de l'esprit français. La baronne d'Oberkirch devait la voir un jour chez la comtesse de la Massais, « femme très spirituelle et très aimable, » dit M^{me} de Genlis, qui fréquentait beaucoup ce salon. Mais M^{me} de Melfort était surtout liée avec M^{me} de la Reynière. Dans le superbe hôtel de la rue des Champs-Élysées, elle rencontrait de charmants causeurs, grands seigneurs ou hommes de lettres, le comte de Vaudreuil, le comte d'Adhémar, le baron de Besenval, l'abbé Arnault, si amusant dans sa verve provençale, et cet autre abbé du Midi, fin diseur et savant aimable, l'abbé Barthélemy. Elle assistait à ces concerts où l'on entendait Sacchini, Piccini, Garat, Richer. « Il serait difficile maintenant de faire comprendre avec quelles délices on se rassemblait dans ce bel hôtel, » dit M^{me} Vigée-Lebrun qui y allait quelquefois, « quelle aménité, quelles bonnes manières régnaient dans ces salons remplis de personnes charmées de se trouver ensemble ³. » Charmées ? pas toujours ! M^{me} de Genlis rencontre dans ce salon la mordante M^{me} de Cambis, qui ne l'a pas épargnée dans ses épigrammes et qu'elle n'épargne naturellement pas dans ses *Mémoires* ; la marquise de Tessé, dont elle ne peut nier l'esprit, mais dont elle critique l'affectation. Elle découvre enfin que sa tante M^{me} de Montesson, et d'autres bonnes amies de la maîtresse du logis, ne pouvaient pardonner à M^{me} de la Reynière son aristocratique beauté, la magnificence

¹ *La Jeunesse de Fléchier*, 1882.

² C'était aussi une descendante des Caumartin, une nièce de M^{me} de Melfort que cette belle, intelligente, vaillante M^{lle} de La Porte, qui fut l'Antigone de ses parents pendant la Terreur, et dont le comte de Cheverny nous raconte dans ses *Mémoires* l'héroïque odyssée. Elle épousa le comte de Salaberry, qui fut un ardent défenseur de la royauté.

³ M^{me} Vigée-Lebrun, *Souvenirs*.

de sa demeure, l'élégance de sa toilette. « Cette découverte me serra le cœur et me fit faire de tristes réflexions sur le monde, » dit cette bonne âme de M^{me} de Genlis ; mais elle se garde bien d'ajouter qu'elle-même, comblée des bontés de M^{me} de la Reynière, la remercia certain jour en la faisant poser pour la galerie de portraits d'*Adèle et Théodore*. Tout le monde reconnut M^{lle} de Jarente, M^{me} Grimod de la Reynière en M^{me} d'Olry, en cette fille de haute naissance désespérée d'avoir, par son mariage avec un fermier général, perdu son rang en acquérant la richesse, s'en dédommageant par le faste de son existence. Sans ces lignes caractéristiques, on l'eût moins reconnue sans doute à d'autres traits lancés par la maligne envie et que M^{me} de Genlis se garde bien d'ailleurs de reproduire dans ses *Mémoires*.

Mais toutes ces haines, toutes ces jalousies n'étaient qu'au fond des cœurs. Sur les lèvres il n'y avait que sourires et paroles caressantes. Le désir de plaire, ce grand art social du XVIII^e siècle, donnait aux salons l'apparence qui séduisait la bienveillante nature de M^{me} Vigée-Lebrun : l'illusion d'un monde où tous s'aimaient.

Devant les ingratitude et les perfidies qui l'entouraient, M^{me} de la Reynière ne devait que mieux apprécier le cœur aimant et sincère de M^{me} de Melfort.

Parmi les femmes qui se groupaient dans ce cercle célèbre, M^{me} Vigée-Lebrun se prit d'une grande sympathie pour la jeune et jolie belle-fille du maréchal de Ségur dont elle était « l'Antigone. » Elle ne le quittait pas. Son mari, l'auteur des *Mémoires*, était alors ambassadeur à Pétersbourg.

M^{me} de Melfort retrouvait en elle une parente. Une Caumartin, tante de sa mère, avait épousé le président de Ségur.

Nombreuses et brillantes étaient les alliances de ces Caumartin qui, au XVII^e siècle, avaient vu une de leurs filles épouser le fils d'une Gondi, le neveu du cardinal de Retz. A la fin de ce même siècle, une fille de Louis-François et de Catherine-Madeleine de Verthamon s'était mariée au marquis d'Argenson, le futur garde des sceaux.

Bien que la noblesse du marquis de la Porte fût signalée de date récente par la très généalogiste baronne d'Oberkirch, M^{me} de Melfort apportait donc à son mari, du chef de sa mère, de grandes et utiles alliances. Un d'Argenson, succédant à son oncle, avait été ministre de la guerre, deux ans avant le

mariage du comte de Melfort avec sa parente. Plus de vingt ans après, un Ségur, le futur maréchal, était ministre de la guerre. Il avait été le compagnon d'armes de M. de Melfort à Raucoux, à Lawfeld, et aussi, hélas ! à Crefeld où il avait été blessé. C'est lui que M^{me} de Melfort rencontrait chez M^{me} de la Reynière avec son aimable et dévouée belle-fille.

Nous remarquons que, bien que M^{me} de Genlis nomme M^{me} de Melfort comme la meilleure amie de M^{me} de la Reynière, elle ne cite pas M. de Melfort parmi les commensaux de cette maison. M^{me} d'Oberkirch, qui connaissait cependant les anciens succès mondains du général, ne mentionne que la présence de sa femme chez la comtesse de la Massais, où M^{me} de Melfort paraît en compagnie de M^{me} de la Reynière. Des soins plus importants avaient absorbé depuis la vie du comte de Melfort. N'oublions pas non plus qu'il avait près de vingt ans de plus que sa femme.

Cependant, la baronne d'Oberkirch le rencontrait le 9 juin 1784 chez la princesse de Chimay, dame du palais de la reine. La princesse appartenait par sa naissance à la maison de Fitz-James, et nous savons que la veuve du duc de ce nom avait épousé un oncle du comte de Melfort. C'était la mère de son compagnon d'armes lord Drummond. Cette alliance de famille explique la présence de M. de Melfort chez la princesse. Il était veuf depuis dix mois : la belle comtesse de Melfort était morte le 12 août 1783, à Saint-Germain-en-Laye.

Le jour où la baronne d'Oberkirch vit M. de Melfort à l'hôtel de Chimay, le salon de la princesse, animé « par un essaim de femmes charmantes, ressemblait, disait-elle, à une belle volière où gazouillaient les plus jolis oiseaux du monde. » Elle y rencontrait la marquise de la Rochelambert, née de Dreux-Brézé, la comtesse d'Andlau, fille de M^{me} Helvétius; M^{me} de Balbi, l'amie de Monsieur. Près de celle-ci se tenait le baron de Besenval, ce charmeur qui, sans aucune instruction, avait les dons naturels de l'esprit et de la grâce. On parlait du baron de Zurlauben, d'origine suisse comme M. de Besenval, mais demeuré très Allemand; aussi savant que celui-ci était ignorant, mais aussi lourd que celui-ci était léger dans l'art charmant et tout français de manier la parole. Il était colonel du régiment suisse dont M. de Besenval était lieutenant-colonel. Mais celui-ci ne se

croyait pas obligé pour cela à reconnaître à son colonel d'autre supériorité que celle de la hiérarchie militaire. Et en entendant la princesse de Chimay louer la science de M. de Zurlauben, il eut ce mot aussi spirituel que mordant : « C'est une grande bibliothèque qui a un sot pour bibliothécaire. » Ce à quoi M. de Melfort répartit avec finesse : « Monsieur le baron, je défie qu'on en dise autant de vous. — Non, car je ne sais rien ! » riposta M. de Besenval, qui craignait pourtant assez les allusions à son ignorance.

IV.

Correspondance inédite du prince Louis-Joseph de Bourbon et du général de Melfort en 1762. — Le prince de Condé et l'armée.

Moins d'un mois après son mariage, M. de Melfort recevait un ordre pour commander une brigade de troupes légères formée de volontaires de Flandre et de régions voisines. Des lettres du 1^{er} mai lui donnent à l'armée d'Allemagne une brigade, avec laquelle il couvre la marche de cette armée. Il s'empare de Borck le 29 juin, après en avoir chassé l'ennemi, combat à Minden le 1^{er} août. Au mois de septembre il enlève un détachement de dragons hanovriens à Mardoff. Le 21 octobre il disperse un détachement baraqué à Nordecken et aux environs, il fait prisonniers trente dragons, une vingtaine de hussards. Colonel de la garde royale, il la commande à Corback, à Warbourg, et sous les ordres du comte de Stainville, il se distingue à Radern, où le corps du général de Bülow, mis en déroute, perd un canon et ses munitions.

A la suite de cette campagne, M. de Melfort fut nommé, en 1761, maréchal de camp et l'un des deux inspecteurs des troupes légères de France.

Dans le courant de cette même année, le nouveau général déploya ses qualités militaires à l'attaque de Werl et soutint les troupes qui avaient pris Osnabrück ¹.

Il fit la campagne de 1762 sous les ordres du prince Louis-Joseph de Bourbon-Condé. Il lui avait vu faire ses premières

¹ *Documents généalogiques* : Michaud, *Biographie universelle*.

armes à Hastembeck, où il avait pu l'entendre prononcer un mot cornélien, un mot qui était avant tout un acte. A un officier qui l'avait sollicité de reculer de dix pas à gauche pour éviter le feu meurtrier d'une batterie, le prince avait répondu : « Je ne trouve pas ces précautions dans l'histoire du grand Condé. » M. de Melfort fut aussi témoin à Minden de la bravoure avec laquelle le jeune général avait chargé l'ennemi sur une pelouse que recouvraient les cadavres ensanglantés des officiers de la gendarmerie et des carabiniers. C'était bien le sang du grand aïeul qui coulait dans les veines de son descendant.

« Vers 1760, dit l'illustre et à jamais regretté historien des Condés, on put croire que le capitaine allait ressusciter. Le prince Louis-Joseph servit avec application dans toute la guerre de Sept ans, dégagea le maréchal de Contades à Minden, passa plusieurs hivers au milieu des troupes, et finit par conduire sur les bords du Rhin une campagne aussi bien étudiée qu'heureusement exécutée. La France lui doit deux des rares succès remportés alors sur les généraux prussiens ¹. »

Les lettres inédites échangées entre le prince de Condé et M. de Melfort sont datées du mois de juillet 1762, du 7 au 10. C'est l'histoire de trois journées de campagne, fort accidentées et mouvementées. Le ton affectueux qui règne dans les lettres de Louis-Joseph de Bourbon prouve une fois de plus ce que les mémoires du temps nous disent des rapports du prince avec l'armée, qui l'aimait pour sa cordiale bienveillance autant qu'elle l'estimait pour sa chevaleresque bravoure. Il semble vraiment que le prince de Condé ne fût à l'aise que dans un milieu militaire. Ailleurs on pouvait le trouver « l'homme le plus froid, le plus timide, » comme le jugeait le comte de Cheverny ². Toujours il demeura soldat, pendant l'émigration comme pendant la guerre de Sept ans. L'historien des Condés a pu regretter « l'émotion de fidélité » qui lui fit donner « le signal, trop vite entendu, du départ. » Mais il a constaté en même temps que ni lui ni les siens « ne se perdirent dans les intrigues et les complots. Ils ne comprirent l'émigration que l'épée à la main. Les républicains qui tenaient le drapeau de la France admirèrent souvent le courage

¹ *Histoire des princes de Condé*, t. VII.

² *Mémoires* du chevalier de Mautort, de la baronne d'Oberkirch, du comte de Cheverny.

de leurs adversaires : « Vive M. le duc de Bourbon qui nous fait l'honneur de nous charger ! » s'écriait en plein tumulte de combat un ancien sous-officier devenu capitaine au 19^e régiment de cavalerie, ci-devant Normandie, en saluant le prince blessé qu'il allait frapper de son sabre. »

Lorsque le prince de Condé écrit les lettres que nous publions, il est à son quartier général de Coesfeld, dans l'évêché de Münster. Le général de Melfort est à Horstmar, et par l'intermédiaire sans doute de M. d'Ennery, il a fait proposer au général en chef une marche en avant. Le prince a compris qu'il s'agissait de l'Ost-Frise et il juge l'attaque prématurée.

A Coesfeld, ce 7 juillet 1762.

Je n'ai rien de plus à vous mander, mon cher Melfort, que ce que j'ai fait dire à d'Ennery ce matin, et dont il vous a sûrement fait part ; l'Ost-Frise me paroît trop loin. Tout nous a réussi jusqu'à présent, ne nous compromettons point ; vous faites tout ce qu'il y a à faire, et vivement aussi, il faut voir ce que ceci opérera avant de pousser plus loin ; vous aurez de mes nouvelles dans la journée de demain.

LOUIS-JOSEPH DE BOURBON.

Le général répond au bas de cette page et de la page suivante :

Je pense comme Votre Altesse Sérénissime que, sur les opérations relatives à l'Ost-Frise, la poire n'est pas encore mûre. Aussi n'étoit-ce pas jusque-là que s'étendoient mes projets, mais sur le comté de Tecklembourg qui n'est pas éloigné de Rheine, en tout il est certain qu'en allant pied à pied on fait à la longue de meilleure besogne, et je suis enchanté de voir Votre Altesse Sérénissime dans d'aussi bons principes, et jusqu'à présent elle ne nous laisse pas lieu de douter de sa prévoyance ni des soins qu'elle se donne pour que les choses aillent au mieux.

S'il est vrai, Monseigneur, que le prince H.¹ se soit avancé par Münster, oserois-je faire observer à Votre Altesse Sérénissime qu'il pourroit être intéressant pour la sûreté des troupes à mes ordres, qu'elle envoyât à Osterwick un bataillon et une centaine de chevaux pour entretenir notre communication avec l'armée ¹.

¹ Le prince Henri, frère du roi de Prusse, aussi lettré que vaillant.

² Papiers du comte de Melfort. Cette lettre, pliée et fermée par un pain à cacheter rouge, porte cette suscription :

Le lendemain, d'après une lettre de M. de Vioménil, le prince fait partir M. de Melfort pour Rheine, et même, si c'est possible, sur Osnabrück. Le ton de la lettre est pressant et d'une singulière énergie. On sent que le jeune prince ne peut se souvenir sans indignation que l'année précédente les habitants d'Osnabrück ont manqué à leurs engagements. Il ordonne des mesures de rigueur.

A Coesfeld, ce 8 juillet 1762, à 9 h. du matin.

Je vous envoie copie de la lettre de Vioménil, mon cher Melfort, qui me décide à vous envoyer avec toutes les troupes à vos ordres à Rheine. Je vous fais remplacer à Horstmar par une brigade d'infanterie et une de cavalerie aux ordres de M. le chevalier de Lévis, que je vous prie d'arrêter à Horstmar, s'il y est encore, afin qu'il n'ait pas la peine d'en faire deux fois le chemin. Quand vous serez à Rheine, où je compte que vous arriverez encore ce soir, et que vous serez réuni au chevalier de Vioménil, voyez si demain vous ne pourriez pas marcher à Osnabruck, y attaquer ce qui y est, et brûler ou détruire les immenses magasins qui y sont, et en même tems imposer une forte contribution, emmenant de bons otages, qui sont des baillis, pour ce qu'on ne paieroit pas. Ce seroit un grand coup, et ce que mande Vioménil me décide à vous le faire tenter, si vous le pouvez, et si vous n'y trouvez pas des obstacles insurmontables, ou que vous n'appreniez pas des nouvelles qui vous détournent de ce projet. Si vous pouviez aller jusqu'à Osnabruck, il ne faudroit y rester que le tems nécessaire pour détruire, imposer, et en même temps vous reposer et vous reviendrez le plus tôt possible à Rheine, où vous laisseriez sans doute quelqu'un. Je mande à Vioménil, à Cambefort, d'aller dans la partie basse, le plus loin possible, et je laisse Vioménil le maître d'aller à Embden, puisqu'il m'assure qu'il peut y aller, sans inconvénient. J'imagine qu'il n'a emmené avec lui que de la cavalerie. Adieu, mon cher Melfort, je vous souhaite toute sorte de succès, et vous êtes plus capable qu'un autre d'en avoir.

LOUIS-JOSEPH DE BOURBON.

Il faut de la diligence, et du bonheur pour réussir. Au reste vous verrez, et agirez suivant les circonstances et les nouvelles. On peut demander au pays d'Osnabruck deux cent mille écus. Il y faudroit

A Monsieur,
Monsieur le comte de Melfort,
à Horstmar.

Sur l'un des côtés, cette annotation : « De S. A. S. Mgr le prince de Condé à M. le comte de Melfort, le 1^{er} juillet 1762. »

engager les chanoines à venir traiter au quartier général de ce qu'ils ne pourroient pas payer. Il faut demander au Tecklembourg cent quarante mille écus, à cause des anciens arrérages qu'ils n'ont pas payés. Vous ferez de tout cela ce que vous pourrez; mais, à Tecklembourg, il faut de la dureté et de la rigueur, car ils se sont moqués de nous.

Faites passer très diligemment la lettre à Vioménil, par le moyen de son frère ¹.

Au bas de cette lettre le général de Melfort écrit ces lignes rapidement tracées.

Monseigneur,

Je perdrois le tems à faire une longue lettre à Votre Altesse Sérénissime. Elle peut être assurée que je vole à l'exécution de ses ordres et que je ferai tout pour le mieux.

MELFORT ².

Le même jour, le prince envoie à M. de Lévis un ordre dont il adresse la copie à M. de Melfort :

Copie d'un ordre du 8 juillet 1762.

Vous ne vous attardés pas à faire un établissement à Horstmar; c'est cependant ce que je vous prie de faire. Je fais partir les brigades de Briqueville et de Royal pour s'y rendre à vos ordres, et je pousse M. de Melfort à Rhene, d'où il tâchera d'entreprendre sur Osnabruck et se replieroit sur vous, en cas qu'il y fût obligé; il fera aussi passer par vous les nouvelles qu'il aura à me mander. Je n'ay pas besoin de vous dire que vous ne devés rien négliger pour être instruit de ce qui pourroit sortir de Münster, ou des détachements que les ennemis enverroient pour troubler Melfort ou vous inquiéter vous-même; assurez bien votre communication avec luy, et j'espère qu'il ne vous arrivera rien de fâcheux. Je vous préviens que je donne carte blanche à Viomenil, et je vous prie de me faire passer tout de suite ses lettres

¹ Les deux frères qui faisaient cette campagne sous les ordres du prince de Condé étaient le baron Antoine-Charles du Houx de Vioménil, né en 1728, lieutenant général en 1783. Grièvement blessé au 10 août 1792 en défendant le roi, il mourut trois mois après. Son frère Charles-Joseph-Hyacinthe du Houx de Vioménil, né en 1734, se distingua à la guerre d'Amérique sous les ordres de Rochambeau. Il suivit le prince de Condé dans l'émigration et commanda l'avant-garde de son armée. Maréchal de France en 1816, il mourut en 1827.

² Papiers du comte de Melfort. Au dos de la lettre : « De S. A. S., du 8 juillet. »

Cette lettre est la seule qui ait été dictée à un secrétaire et simplement signée du prince. Les autres sont toutes de sa main.

après les avoir lues, ainsi que toutes celles qui vous viendront. (Sur ce) ¹, je me flatte que vous comptez un peu sur moy; vous auriez tort de ne me pas rendre cette justice.

LOUIS-JOSEPH DE BOURBON.

P.-S. — On va vous envoyer votre équipage. M. Dabchon est toujours à Darub ², et il y a un bataillon de grenadiers au château d'Huneren, près Billerbeck.

Montazet conduira ses troupes, et Dangé yra devant pour prendre vos ordres.

J ³.

Certes, la marche sur le Tecklembourg, proposée peu de jours auparavant par M. de Melfort au prince de Condé, répondait au plus cher de ses vœux. Mais soudain, le jour même où il reçoit l'ordre du prince, une nouvelle l'arrête : l'approche de l'ennemi. Il demande de nouveaux ordres. Le prince de Condé s'impatiente de ce retard.

A Coesfeld, ce 8 juillet 1762.

Vous perdez un tems précieux, mon cher Melfort, je ne vois pas pourquoi les nouvelles que vous m'envoyez ont pu vous arrêter; premièrement, je ne les crois pas vraies, mais quand elles le seroient, ce n'est pas toute l'armée de M. le Prince héréditaire que vous avez à craindre, ce ne seroit que des détachements qu'il pousseroit de votre côté, et du moment qu'il n'en envoie point, vous pouvez marcher. Je vous prie donc d'exécuter tout de suite ce qui est dans ma lettre de ce matin; si, quand vous serez à Rheine, vous jugez trop dangereux d'entreprendre sur Osnabruck, vous n'aurez qu'à vous replier tout de suite sur Horstmar; si le petit nombre et la qualité des troupes qui y sont vous déterminent d'y marcher, faites-le, sans me demander de nouveaux ordres. Ainsi, il faut que dans la journée de demain vous vous décidiez à attaquer Osnabruck, ou à vous replier; en n'allant point à Osnabruck, il seroit inutile de vous commettre en pure perte à Rheine. Vous instruirez Vioménil de ce que vous ferez, pour qu'il sache comment se retirer; je vous prie de me donner souvent de vos nouvelles, et de ne pas douter de mon amitié pour vous.

LOUIS-JOSEPH DE BOURBON.

Quand vous serez à Rheine, je vous en prie, prenez un parti, soit de

¹ Illisible.

² Darup, lisons-nous sur une photographie de nos cartes d'état-major.

³ Au dos :

Copie du 8
juillet de S. A. S.
à M. de Lévis.

marcher, soit de vous replier, et exécutez-le aussitôt ; et vous me ferez part de votre résolution, mais ne me demandez pas de nouveaux ordres, cela perd un tems énorme ; j'approuverai tout ce que vous aurez fait ¹.

Le général de Melfort se met en marche. L'ennemi se retire, mais un renfort arrivé à Osnabrück ne lui permet pas d'attaquer cette ville. Il se replie sur Wettringen pour revenir à Horstmar. Le prince s'incline, en regrettant la fatigue qu'il lui a inutilement imposée, ainsi qu'à ses troupes. Il le fait revenir à Horstmar, en veillant avec sollicitude aux besoins de cette brigade.

A Coesfeld, ce 10 juillet 1762.

J'avois conjecturé tout comme vous, mon cher Melfort, qu'il n'y avoit rien à faire, dès que vous ne pouviez pas tenter sur Osnabruck ; c'est ce qui fait que je vous avois mandé de revenir à Horstmar dès le lendemain que vous seriez arrivé à Rheine, si vous jugiez l'entreprise sur Osnabruck impossible, comme effectivement je crois qu'elle l'était, vu le renfort qui y étoit arrivé ; au reste je ne vois point encore de mal à tout ceci, les ennemis se sont retirés devant vous, et vous n'avez pas jugé à propos de les attaquer, rien de plus simple et de mieux fait ; mais je vous avoue que je crains qu'il ne soit arrivé quelque chose cette nuit, ou ce matin, j'attens de vos nouvelles avec bien de l'impatience ; j'espère que vous serez ce soir à Wettringen, comme vous me le mandez, je voudrois déjà vous y savoir arrivé ; comme vos troupes sont harassées, séjournez-y demain, si vous n'apprenez rien de nouveau, car si vous imaginiez avoir quelque chose à craindre, il faudroit vous réunir dès demain à M. de Lévis, que je laisse toujours à Horstmar pour vous recevoir : votre pain arrivera ce soir à Horstmar, il faudra que vous l'envoyiez chercher demain comme vous pourrez, attendu que les caissons ne peuvent pas dépasser Horstmar, parce que cela dérangerait l'ordre de nos convois ; après votre séjour de demain, je désire que vous reveniez le 12 à Horstmar. Quant au chevalier de Vioménil, il faut le laisser exécuter ce dont il est convenu avec son frère, qui a sans doute prévu, ainsi que vous, tous les cas d'attaque. Je suis bien fâché, mon cher Melfort, de toute la peine que vous avez prise ; nous vous laisserons reposer à Horstmar le plus longtems que nous pourrons, ou à Billerbeck si vous l'aimez mieux ; vous connaissez ma façon de penser pour vous ².

¹ Papiers du comte de Melfort.

² Papiers du comte de Melfort. Plié et cacheté à la cire rouge aux armes du prince, avec cette suscription :

Ici s'arrêtent ceux de nos documents qui concernent la guerre de Sept ans.

Six semaines après, le 25 et le 26 août, à Gröningen et à Johannisberg, le prince de Condé soutenait contre les généraux prussiens les seuls combats qui, dans cette campagne de 1762, fussent heureux pour la France.

Le 3 novembre furent signés à Fontainebleau les préliminaires de cette paix de Paris qui, le 10 février suivant, donnait le dernier coup de pioche à l'empire colonial de la France. Un historien a justement dit que ce traité était le plus humiliant que la France eût subi depuis Bréigny.

Le siècle suivant devait s'ouvrir avec d'éclatantes revanches, suivies de nouvelles et plus sanglantes défaites. Mais du moins notre pays a vu en ce même siècle sa puissance coloniale se relever et grandir. Puisse-t-elle, en dépit des dangers qui la menacent, poursuivre son cours prospère !

V.

Le grand ouvrage militaire du général de Melfort. — *Laboremus*.

Quand la paix est signée, le général de Melfort a quarante-deux ans. Il ne nous semble plus alors briller dans ce monde qu'il avait autrefois charmé. Comme nous le disions, il est peu nommé dans les salons où la comtesse de Melfort paraît à côté de M^{me} de la Reynière. Nul doute qu'il ne soit alors absorbé par le grand ouvrage militaire dont il a donné l'*Essai* en 1748. S'il a dû remettre dans le fourreau l'épée avec laquelle il a défendu la France, sa plume sera encore une arme de combat et préparera à son pays les revanches de l'avenir.

Le *Traité sur la cavalerie* paraît en 1776. Après le duc de Chartres, le prince de Condé figure avec son fils parmi les pre-

A Monsieur
Monsieur le comte de Melfort,
Maréchal de camp.

Et sur le côté :

De S. A. S. Monseigneur
le Prince de Condé
à M. le comte de Melfort
le 10 juillet 1762.

miers souscripteurs de l'œuvre due à son vaillant compagnon d'armes. Nous aimons à le retrouver à cette place, — et quelle que fût la retraite où pût vivre à cette époque M. de Melfort, nous nous représentons volontiers le général aux diners militaires du prince et à ces fêtes de Chantilly où le descendant du grand Condé recevait « en souverain » les monarques de l'Europe, ayant à ses côtés celle dont la virginale beauté et la grâce royale faisaient dire à M^{me} d'Oberkirch : « C'est un front à porter une couronne ou un voile de religieuse » : Louise-Adélaïde de Bourbon-Condé, la future Mère Marie-Joseph de la Miséricorde, la future fondatrice des Bénédictines du Temple.

Sur la liste des souscripteurs au *Traité sur la cavalerie*, le comte de Saint-Germain, alors ministre de la guerre, suit immédiatement les princes de Bourbon; puis c'est le duc de Sudermanie, qui sera roi de Suède après l'assassinat de Gustave III.

L'armorial de France est brillamment représenté sur cette liste dans ses grands noms militaires, les Castries, les Ségur, les Mailly, les Rochambeau, les La Tour du Pin. De nobles étrangers y figurent. Nommons tout d'abord le plus illustre de tous, le prince de Ligne, puis le prince Bariatinsky, lord Spencer, le comte de Priego, le comte de Nolstein, etc.

En 1814, la *Biographie universelle*, relevant les mérites de ce livre, ajoutait : « Plusieurs manœuvres en ont été adoptées dans les ordonnances de 1788, 1791 et 1793, et sont encore en vigueur aujourd'hui. C'est là qu'il (M. de Melfort) a donné les premières notions sur l'artillerie volante, principale source des succès brillants de nos armées depuis cette époque. Ce livre, recherché dans le temps par plusieurs têtes couronnées, jouit d'une estime générale parmi les militaires français. L'auteur y a tout embrassé, depuis la transformation des haras jusqu'aux plus importantes manœuvres de la guerre. On y trouve des instructions complètes pour le simple cavalier comme pour le général d'armée. »

Nous avons eu entre les mains ce grand in-folio, avec ses belles gravures. Nous n'avons pas qualité pour en apprécier la partie technique, pour savoir ce qui, dans celle-ci, a survécu. Mais nous pouvons rendre hommage au but patriotique qu'a poursuivi l'auteur, la gloire de la France, qui se confond pour lui comme pour nous avec l'honneur d'une armée qu'il veut aussi disciplinée que vaillante, aussi instruite que forte.

L'ouvrage est dédié à Louis XVI. Dans l'épître dédicatoire au Roi le général de Melfort dit :

Quinze campagnes de guerre, Sire, pendant lesquelles je n'ai cessé de travailler à m'instruire de tout ce qui peut avoir trait à la cavalerie, des essais sans nombre, et des réflexions continuelles sur le parti qu'on peut, selon l'occurrence, tirer de son ensemble, ou de sa célérité, m'ont fait présumer que j'en connoissois les propriétés ainsi que les ressources ; c'est ce qui me donne la confiance d'oser dire à Votre Majesté que la cavalerie française peut devenir un jour la première de toutes les cavaleries du monde.... Si, par mes soins, j'ai pu abrégé les longueurs de son instruction, faire connoître le vrai, et prouver à ce corps toute l'étendue de sa force, je me serai, du moins en quelque sorte, acquitté de l'obligation que j'ai contractée envers une nation qui a reçu dans son sein ma famille expatriée, et envers ses souverains, de qui je tiens mon existence.

L'instruction, c'est là ce qu'il demande à tous, chefs et soldats.

Il ne suffit pas, pour un officier général, d'être en état de bien commander.... ; il faut de plus qu'il ait le talent de pouvoir, du premier coup d'œil, apprécier le degré d'instruction des troupes qu'il auroit à conduire, afin de s'arranger en conséquence sur les commandements qu'il auroit à leur faire.

Le général de Melfort parlait ainsi en recommandant aux chefs d'éviter l'irrésolution devant le danger, et il ajoutait :

Voilà pourtant les hasards de la guerre. Le tableau en est effrayant ; mais il doit faire sentir à ceux qui sont destinés à parvenir aux grades la nécessité de mettre le tems à profit pour acquérir de l'expérience, et aux troupes la conséquence dont il est pour elles de ne pas se refuser à l'étude des principes qui peuvent leur faire éviter de tomber dans les précipices où elles seroient indubitablement entraînées par leur ignorance : d'où je conclus, pour que les choses aillent bien à la guerre, qu'il faut de nécessité qu'à partir du général suprême jusqu'au dernier soldat, chacun soit au fait de sa besogne ¹.

Était-ce le cas pour un certain nombre d'officiers ? M. de Melfort aborde cette question dans un autre chapitre avec autant de courage que de juste sévérité.

¹ Colonne de cavalerie en masse forcée de gagner une hauteur voisine de l'un de ses flancs (*Traité sur la cavalerie*).

En signalant le danger d'employer des officiers inexpérimentés, il dit :

Les troupes ont encore à redouter de semblables choix dans la personne de ceux auxquels la cour croit pouvoir, sans rien risquer, faire gagner des grades, afin de les porter, le plus tôt possible, au commandement des armées, où ils semblent appelés, soit par leurs charges, soit par leurs entours. Si c'est un mal nécessaire, il faut bien s'y soumettre ; mais mon zèle pour le service du Roi ne me permet pas au moins de passer entièrement sous silence le danger de rendre cet usage trop fréquent.

Malgré la solidité de ces observations, le plus grand nombre trouvera, vraisemblablement, que j'aurois pu passer cet objet sous silence, et dira, sans doute, qu'il est étranger à mon sujet ; mais comme mon but, en faisant un traité sur la cavalerie, est de contribuer, autant que je le puis, à la rendre la meilleure possible, par cette seule raison on voit que je dois avoir le même intérêt à travailler aux moyens de rendre nos armées excellentes, et de persuader que rien peut-être n'est aussi intéressant pour l'Etat, que de songer de bonne heure à faire un bon choix toutes les fois qu'il sera question d'employer des officiers généraux, et même de nommer les chefs pour tous les corps, tant d'infanterie que de cavalerie.

L'auteur ajoute qu'il n'exclut ici que ceux des hommes de cour qui n'auraient ni l'énergie ni l'instruction nécessaires.

Quoi qu'il en soit, comme il est infiniment plus intéressant de gagner des batailles que de se mettre au hasard de perdre des provinces, pour vouloir à cet égard satisfaire des citoyens qui ne serviroient l'Etat uniquement que pour n'avoir pas l'air d'être absolument inutiles dans le monde, j'espère que la nation étant généralement intéressée à ce que les frères des uns, les maris ou les enfants des autres, lorsqu'ils marchent en détachement et qu'ils sont à la veille d'exposer leurs vies, soient au moins remis entre les mains de gens en état de ne pas les compromettre, tout le monde me saura gré d'avoir parlé sur cela, si ce n'est avec toute la force que j'y aurois pu mettre, du moins avec la vérité et la fermeté que je me suis cru permises dans un ouvrage qui a pour objet de remédier aux abus autant qu'il est possible.

....Tout est rose dans le métier de la guerre, quand on ne le connaît pas, et tout semble facile à ceux qui se sentent assez braves pour affronter, de sang-froid, les plus grands dangers ; mais quand on se trouve dans le cas d'avoir besoin d'une autre espèce de courage, qui est celui de savoir supporter patiemment des fatigues outrées, c'est

alors qu'on est forcé de convenir qu'on ne s'étoit pas attendu qu'il fallût, à la guerre, d'autre courage que celui qui est nécessaire pour se bien battre ¹.

Oui, le général de Melfort le savait, ce n'est pas à des soldats français qu'il était nécessaire de recommander le courage dans la bataille : c'est plutôt leur trop grande ardeur dans les charges qu'il tente de régler. Mais l'endurance dans les longues fatigues, dans les périls obscurs, c'est là ce qu'il avait appris à l'école de Frédéric, c'est là ce qu'il avait pu voir pendant la guerre de Sept ans.

Il est une autre vertu militaire que recommande le comte de Melfort, mais celle-là, il ne l'a pas demandée au régime prussien : c'est l'humanité. Il n'a pas seulement souci de la vie des hommes, il se préoccupe de ces récoltes, fruit des longs labeurs du paysan et que le soldat détruit sans pitié pour l'homme des champs et souvent sans utilité pour lui-même. En parlant des fourrageurs à sec, il dit : « Qu'on souffre que pour avoir plus tôt fait, ils crèvent les toits des maisons pour en jeter les grains au dehors, ou qu'ils jettent à bas des pans de murailles pour en tirer les gerbes avec plus de facilité, on sent bien que c'est mettre la désolation dans un pays, sans qu'il puisse en résulter pour cela aucun bien pour l'armée. »

Devant le gaspillage des premières gerbes, jetées dans la boue, perdues, « on gémit sans doute, dit M. de Melfort, sur la cruauté de cette opération qui, pour être revêtue du prétendu droit de la guerre, n'en est pas moins frappée au coin de l'inhumanité, pour ne pas dire de la barbarie. »

Alors qu'il était maréchal général des logis du camp de réserve, il put obvier à ce mal, mais non sans peine, dit-il. Il obtint que les habitants apporteraient eux-mêmes leurs fourrages, « grand soulagement d'une part, grande économie de l'autre, » ajoute-t-il.

C'était le système des réquisitions substitué à l'habitude du pillage. Les Prussiens avaient sans doute adopté le premier, mais sans renoncer à la seconde.

En exigeant des chefs et des soldats une sévère discipline, le général de Melfort veut que l'on inspire à ceux-ci comme à ceux-

¹ Manière de se garder dans les postes avancés (*Traité sur la cavalerie*).

là l'héroïque sentiment de l'honneur, la soif du danger dans les postes les plus périlleux.

La conclusion est digne de l'œuvre :

.... Je ne dis plus qu'un mot. C'est que si, comme on veut me le faire craindre, les troupes viennent à se persuader que le résultat de l'ouvrage qu'on vient de lire ne peut tendre qu'à les assujettir et à multiplier leurs travaux, je n'ai d'autre réponse à faire à une interprétation aussi défavorable, que de répéter qu'il faut de toute nécessité travailler pour s'instruire, parce que, sans instruction, les troupes ne doivent s'attendre à cueillir que de vains lauriers, et que, sans étude, nul ne peut se rendre digne de commander à ses semblables. Au reste, j'en me féliciterai toujours d'avoir parlé en citoyen qui chérit sa patrie, et qui, avant de finir sa carrière, aurait voulu la voir en état de tirer parti de tous ses avantages.

Laboremus, c'est pour le général de Melfort le dernier mot de son livre, c'est la suprême leçon des revers de la France au XVIII^e siècle, ce sera aussi celle de nos désastres en 1870.

VI.

Marie-Antoinette et les promotions militaires. — La princesse de Conti et la princesse de Lamballe. — Lettres inédites de la première au comte de Melfort. — Autre lettre inédite de la duchesse de Bourbon. — Les derniers jours du lieutenant général de Melfort. — Une race de soldats.

Le général qui avait si bravement combattu pendant la guerre de Succession et la guerre de Sept ans, le tacticien qui avait rendu par son œuvre un si grand service à son pays, ne parvint que tardivement au grade de lieutenant général. Les conseils qu'il avait donnés pour éloigner des commandements de troupes les hommes qui n'avaient d'autres titres que des services de cour n'avaient pas dû contribuer à son avancement. Maréchal de camp depuis 1761, il lui fallut dix-neuf ans pour être promu au grade de lieutenant général. Et dans l'intervalle avait paru son grand ouvrage militaire. Il avait sacrifié sa fortune à cette publication.

Louis XVI avait succédé à Louis XV. Il avait accepté la dédicace du *Traité sur la cavalerie*. Mais rien n'était changé pour le comte de Melfort.

En 1778, le fier soldat est réduit à recourir à la protection de la Reine pour demander que justice lui soit rendue. La première

grossesse de Marie-Antoinette rend alors la jeune et belle souveraine toute-puissante sur son mari. Déjà la coterie de M^{me} de Polignac jette Marie-Antoinette dans cette arène politique où elle perdra la paix et le bonheur. Mais elle ne sait pas résister à la voix de l'amitié et ne veut autour d'elle que les sourires ou les larmes, plus éloquentes encore, de la reconnaissance.

« J'aime qu'on ne me quitte jamais mécontent, » dit-elle quelques années plus tard au comte de Ségur, lorsque, n'ayant pu obtenir de son père, arrivé par elle cependant au ministère de la guerre, la nomination d'un inspecteur général, elle l'a arrachée au Roi lui-même. Le ministre a donné sa démission, et c'est pour l'amener à la retirer que Marie-Antoinette a avec son fils l'entretien où elle lui livre le secret de sa faiblesse !¹ Pauvre femme, pauvre reine, qui, dans son besoin d'être aimée, ne se rendait pas compte que le bonheur qu'elle donnait à l'un était fait du malheur des autres, et plus d'une fois aux dépens de la justice.

Il semble tout d'abord que le comte de Melfort aurait pu arriver à Marie-Antoinette par les Polignac. M^{me} de Melfort rencontrait chez son amie M^{me} de la Reynière l'entourage de la favorite, le comte de Vaudreuil, le vicomte d'Adhémar, le baron de Besenval, avec qui le général eut chez la princesse de Chimay un si spirituel dialogue. Mais n'étaient-ce pas de ces hommes de cour qui réclamaient des emplois, des faveurs pour eux, pour leur entourage, sans se préoccuper des droits acquis, et que M. de Melfort avait à l'avance jugés dans son ouvrage ? Il est à remarquer qu'aucun d'eux ne figure parmi les souscripteurs du *Traité sur la cavalerie*.

Le général répugna-t-il à se servir de ces influences, ou lui furent-elles refusées ? Quoi qu'il en fût, nous le voyons recourir à une intervention plus digne de son mérite, celle de la princesse de Conti, belle-fille d'un de ses premiers chefs.

Fortunée-Marie d'Este, fille du duc de Modène, née le 24 novembre 1731, avait épousé celui qui devait être le dernier des Conti, mais qui n'eut d'autre occasion de montrer le courage de sa race que dans les épreuves révolutionnaires, où il lui fit totalement défaut. Ce prince était « absolument inoffensif, » dit avec un indulgent sourire le duc d'Aumale. « Emprisonné avec mes

¹ *Mémoires* du comte de Ségur.

oncles en 1793, il égaya leur captivité par ses inquiétudes et ses singularités. Déporté en fructidor avec ma grand'mère, il mourut à Barcelone en 1814, à l'âge de quatre-vingts ans, au moment de rentrer en France ¹. »

Sa femme erra sur les routes de l'émigration, où elle recueillit sa petite-nièce, Madame Adélaïde.

C'était une personne fort grave dans ses habitudes, et à laquelle cependant, bien avant ces jours d'épreuves, il arriva, chez la duchesse de Chartres, une aventure qui aurait pu déconcerter un sérieux moins tenace que le sien. Suivant la coutume d'alors, la duchesse de Chartres avait un négrillon. On l'avait nommé Scipion..., sans doute pour rappeler qu'il était Africain. Très perplexe, le petit nègre regardait la princesse de Conti comme pour chercher sur son visage la solution d'un problème. Soudain : « Madame, lui demande-t-il gravement, pourquoi avez-vous un si grand nez ? » On juge du bouleversement produit par cette dérogation aux lois de l'étiquette contre la princesse qui les observait le plus rigoureusement ! Scipion reçoit l'ordre de se retirer. Il ne bouge pas, s'obstine à connaître le motif du phénomène, réitère sa question : « Je veux savoir ça ! » On l'emporte, et en se débattant comme un diabolotin, le petit noir crie avec conviction : « C'est que je n'ai jamais vu un nez si long ². »

La duchesse de Chartres, chez qui se passait cette scène, était par sa mère, la duchesse de Penthièvre, nièce de la princesse de Conti. La veuve de son frère, la princesse de Lamballe, se trouvait donc la nièce par alliance de Fortunée d'Este.

La jeune princesse que couronnait la double auréole de la beauté et du malheur, en attendant le nimbe du martyr, n'avait pas encore quitté cette cour où l'avait appelée la tendre amitié de la Reine. Le général de Melfort demanda à la princesse de Conti son intervention auprès de sa nièce.

La princesse de Conti prit chaudement à cœur les intérêts du général. Nous pouvons en juger par la lettre suivante :

Ce mercredi 10 novembre 1778.

Tout ce que contient, Monsieur, la lettre que vous avez pris la peine de m'écrire étant fait pour intéresser la Reine en votre faveur, j'enga-

¹ *Histoire des princes de Condé*, t. VII.

² *Mémoires de M^{me} de Genlis*, t. IV, note de l'éditeur (édition de 1825).

gerai M^{me} la princesse de Lamballe à en faire usage pour assurer auprès de Sa Majesté le succès de vos demandes. J'ai écrit hier à ma nièce, en lui envoyant les papiers que vous m'avez confiés, avec toute la chaleur que m'inspire le désir que j'ai de pouvoir vous être utile, et n'épargnerai certainement aucun soin pour y parvenir. C'est de quoi je vous prie d'être persuadé, Monsieur, ainsi que de la parfaite estime que j'ai pour vous.

FORTUNÉE D'ESTE ¹.

D'après la *Correspondance secrète* du 16 janvier 1779, une promotion de lieutenants généraux paraissait en effet se préparer. Mais la faveur de M^{me} de Lamballe décroissait alors de plus en plus devant l'influence de M^{me} de Polignac. C'est au jour des suprêmes dangers, alors que la duchesse de Polignac et ses amis étaient sur les routes de l'émigration, c'est à ce moment que la Reine revit l'amie des anciens jours, l'amie susceptible à l'excès, mais qui, du moins, sut se dévouer et mourir.

Le 6 janvier 1779, dix jours donc avant de mentionner le bruit relatif aux nominations de lieutenants généraux, la *Correspondance secrète* dit que la princesse de Lamballe, surintendante de la maison de la Reine, est en conflit d'attributions avec la princesse de Chimay, première dame d'honneur : « La Reine paraît n'avoir point oublié que M^{me} de Lamballe s'est montrée ennemie de Vermond, » ajoute cette note. Très jalouse de ses attributions, la princesse de Lamballe n'avait point pardonné à l'ancien précepteur de Marie-Antoinette d'avoir directement transmis à la Reine des mémoires qui auraient dû passer par ses mains ; et suivant la même *Correspondance* du 24 et du 26 juin de l'année précédente, c'est « avec plaisir » que la princesse aurait notifié à l'abbé l'ordre du Roi de quitter la cour. M. de Vermond s'était emporté jusqu'à la traiter de pécore. Le ressentiment de sa royale élève fut plus discret, mais la disposait mal à supporter l'opiniâtreté avec laquelle la surintendante continuait de défendre les prérogatives de sa charge. La nouvelle amitié de Marie-Antoinette pour M^{me} de Polignac ne l'inclinait pas non plus aux indulgences infinies que lui eût données son ancienne tendresse. La Reine se refroidissait de plus en plus pour M^{me} de Lamballe.

Le moment était donc mal choisi pour recourir à l'interces-

¹ Papiers du comte de Melfort.

sion de l'ancienne favorite. La Reine fit cependant auprès du Roi la démarche désirée. Y mit-elle grand zèle? Quoi qu'il en fût, la négociation échoua. La princesse de Conti dut annoncer cette mauvaise nouvelle à M. de Melfort.

Ce lundi 18 janvier 1779.

C'est avec un regret infini, Monsieur, que je vous envoie la réponse que je viens de recevoir de M^{me} de Lamballe à la lettre que je lui avois écrite et après le mémoire que vous m'avez remis il y a quelques jours. Le refus du Roi me parolt d'autant plus affligeant qu'il ne laisse aucun moyen d'espérer que nous puissions engager la Reine à faire de nouvelles tentatives auprès de Sa Majesté. Vous ne sauriez être plus peiné que je ne le suis du mauvais succès de ma négociation. Je me flatte que vous en êtes bien persuadé, et que vous ne doutez pas, Monsieur, de la parfaite estime que j'ai pour vous.

FORTUNÉE D'ESTE ¹.

L'année suivante M. de Melfort atteignit cependant le but de ses longues espérances. Il était créé lieutenant général des armées du roi le 1^{er} mars 1780, et fait grand-croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis.

C'est probablement vers cette époque qu'il faut rapporter l'autographe suivant, non daté, adressé au comte de Melfort par la duchesse de Bourbon, Louise-Marie-Thérèse-Bathilde d'Orléans.

C'était une femme étrange, unissant à la charité d'une fille de Saint-Vincent les utopies des socialistes, à la piété d'une princesse catholique le mysticisme des illuminés. Avec l'empressement de son cœur dévoué, elle recommande pour aide de camp au général de Melfort, M. de Néel. C'est peut-être l'officier qui est cité dans les *Mémoires* de Cheverny, Armand-Jérôme-Aimé, comte de Néel, qui devint mestre de camp en second du régiment de Vermandois, gentilhomme de la maison du duc d'Angoulême, et dont le contrat de mariage fut signé par le Roi en 1787 ².

Vous êtes dans le cas, à présent, Monsieur, de m'obliger infiniment en prenant au nombre de vos aides de camp le chevalier de Néel, que je vous proposai l'année passée. Mon intérêt subsiste et la possibilité vous en est donnée dans ce moment-cy. J'ose donc me flatter que

¹ Papiers du comte de Melfort.

² La famille de Néel était d'une antique souche normande. Saint-Sauveur-le-Vicomte lui dut ses anciens seigneurs. (L. Delisle, *Histoire de Saint-Sauveur-le-Vicomte*.)

vous ne me refuserez pas. Soyés persuadé que j'en conserverai une reconnoissance que je serai charmée de vous devoir et de joindre aux sentimens que vous mérités de m'inspirer.

L. M. T. B. D'ORLÉANS ¹.

Le comte de Melfort termina sa vie au lieu de sa naissance, sa terre d'Ivoy-le-Pré, en Berry. Ses derniers jours furent attristés par des embarras d'argent, causés surtout, nous l'avons dit, par sa patriotique et ruineuse publication. Il mourut au mois de novembre 1788, à la veille de cette révolution dont il avait pu voir s'amonceler l'orage, et qui devait faire tomber la tête de son gendre, le comte de Marguerie. Annabella-Henriette Drummond de Melfort, comtesse de Marguerie, était dame de Madame Élisabeth de France, l'héroïque et virginale sœur de Louis XVI.

Le général de Melfort laissait deux fils. L'ainé, Louis-Pierre-Malcolm, né le 2 février 1760, entre deux campagnes de son père, fut comme lui, comme ses ancêtres, un soldat. Il devint maréchal de camp et mourut en 1833. Il avait épousé lady Caroline Mackensie, fille unique du comte de Seaforth, grande alliance qui portait un nouveau titre écossais dans la maison de Drummond. De ce mariage naquirent deux fils qui suivirent, eux aussi, la carrière des armes. Nos contemporains ont pu voir l'ainé, Louis-Charles-Mackensie Drummond, comte de Melfort, qui mourut dans sa quatre-vingt-dixième année, en 1880, et qui avait pris part aux guerres de l'Empire. Lieutenant-colonel d'état-major, il avait travaillé à la carte de France. Au dépôt de la guerre, il avait retrouvé les ouvrages militaires de l'aïeul dont il avait le généreux patriotisme, le goût pour les sciences militaires, et aussi les dons séduisants qui faisaient de lui, dans notre France moderne, un si noble et si aimable représentant de l'ancienne France. En lui s'éteignait la branche française des Melfort ², ces loyaux soldats qui, sous le drapeau tricolore comme sous le drapeau fleurdelisé, n'eurent qu'un objectif, l'honneur et la gloire de la France, — cet honneur et cette gloire que notre chère armée nous garde à travers les épreuves et les douleurs de la patrie.

CLARISSE BADER.

¹ Papiers du comte de Melfort.

² Le chef de la branche aînée, le duc de Melfort, existe encore en Angleterre. Il est âgé de quatre-vingt-douze ans. Il avait épousé en premières noces la veuve d'un glorieux fils de notre Alsace, le général Rapp.

SAVARY EN ESPAGNE ⁽¹⁾

Trois fois le général Savary se rendit en Espagne au cours de l'année 1808 ; trois fois, par ordre exprès de l'Empereur, il fut chargé de missions de la plus haute gravité. Si la renommée du futur duc de Rovigo n'était pas à tout jamais établie par la mort du duc d'Enghien, son rôle dans la chute des Bourbons d'Espagne aurait, vis-à-vis de la postérité comme des contemporains, fixé son caractère ; mais devant le crime de Vincennes tout autre attentat s'amointrit, et quiconque y fut acteur n'a plus rien à craindre des sévérités nouvelles de l'histoire. Ce sont donc des peccadilles relatives qu'il nous faut raconter, mais elles ne laissent pas que d'être encore assez lourdes pour la mémoire d'un homme déjà trop compromis.

Les trois voyages de Savary s'accomplirent en avril, puis en juin, et enfin en décembre 1808 ; la première mission fut capitale, la seconde importante ; la dernière offre moins d'intérêt.

I.

Il partit de Saint-Cloud le soir du dimanche 27 mars, afin de communiquer les ordres mêmes de l'Empereur à Murat, jusque-là tenu dans une incertitude voulue, et de donner, s'il est permis pour un acte de cette gravité d'user d'une expression vulgaire, de donner le coup de pouce qui ferait tomber Ferdinand VII dans les filets de Napoléon. Son empressement fut méritoire : il n'attendait même pas les voitures aux relais, et il courut les

¹ Cette étude, corroborée par les *Mémoires* imprimés de l'époque, est appuyée surtout sur les documents manuscrits des Archives nationales. Notre grand dépôt renferme vingt-huit lettres inédites de Savary (série AF IV, cartons 1606, 1615, 1617). Ce sont elles que je cite et auxquelles je renvoie sans multiplier les références inutiles.

cent dernières lieues à franc étrier. Dans la matinée du 7 avril, il arrivait à Madrid.

Tout fut d'abord à la joie, à la satisfaction réciproque ; chacun écrivait à l'Empereur pour combler l'autre de compliments : « J'ai trouvé les affaires tellement avancées par le grand-duc de Berg que je n'ai eu qu'à en entendre le récit, et en vérité c'est un grand bonheur qu'il ait été ici dans des circonstances aussi délicates ¹. » Notre ambassadeur, M. de Beauharnais, assez facilement de l'avis des gens qui approchaient le soleil, se réjouissait à son tour : « L'arrivée de M. le général Savary a produit à Madrid la plus heureuse sensation. Le public s'est calmé parce qu'il a supposé que ce général était chargé de la part de Sa Majesté Impériale d'une mission qui ne pouvait qu'être favorable à la nation espagnole ². »

Murat demeura un peu plus froid. Savary était pour lui tombé du ciel, et il pressentait un rival plus qu'un coopérateur ; au reste il demeurait froissé de n'avoir pas été averti de son arrivée, et le procédé, en effet malgracieux, de l'Empereur lui faisait soupçonner la présence d'un umentor, peut-être même d'un espion. Il s'était remis cependant et affectait un grand zèle, fort aise de savoir enfin la pensée du maître : « Le général Savary m'a fait connaître les intentions de Votre Majesté. *Je connais donc le but* vers lequel il faut marcher, et j'espère l'atteindre ³. »

Plus utilement que personne Savary y travaillait de son côté ; ses *Mémoires*, sur ce point, disent bien la vérité ; mais il y a une sûreté plus grande encore pour l'histoire à suivre ses opérations dans sa correspondance manuscrite ; rien n'est préparé en vue d'une apologie, les événements parlent l'un après l'autre, sans prescience affectée de l'avenir.

Il s'agissait de faire partir à tout prix Ferdinand de Madrid et de l'amener, de poste en poste, jusque de l'autre côté des Pyrénées.

Il y avait à cette occasion de fréquents échanges d'émissaires qui tour à tour donnaient des espérances et qui les détruisaient. Le bruit

¹ Savary à l'Empereur, 8 avril 1808.

² Beauharnais à Champagny, 8 avril 1808 ; Affaires étrangères, *Espagne*, vol. 674, fol. 57.

³ Murat à l'Empereur, 13 avril 1808 (AF. iv, 1605, 1^{er} dossier, n^o 144).

De mon arrivée fut bientôt répandu. M. Hervás, comme officier espagnol attaché à la mission de Paris, alla voir le ministre duquel il dépendait, lui apprit qu'il était venu avec moi et fit tellement que le même soir le duc de l'Infantado m'envoya complimenter en demandant à me voir. Je le prévins et nous eûmes une longue conférence sur tous les événements auxquels il a tant participé. J'ai mis le plus grand soin à ne pas l'effaroucher et il est présumable que j'ai réussi, puisque le lendemain, qui est aujourd'hui, le confesseur du prince des Asturies fit naître l'occasion de me rencontrer chez notre ambassadeur ; je lui tins le même langage qu'au duc de l'Infantado, mes succès surpassèrent mes espérances, car en sortant de chez l'ambassadeur, il courut chez celui qu'il m'appela son pupille (le prince des Asturies), et à peine étais-je rentré chez moi que le duc de l'Infantado vint me trouver et me dire que le roi désirait m'entretenir et qu'il l'avait chargé de m'accompagner en me priant de venir de suite.

Il était difficile de refuser, et d'ailleurs j'étais bien aise de juger l'homme auquel on aurait affaire en supposant que je vinsse à échouer au port. J'allai avec le duc de l'Infantado chez le prince des Asturies, qui me demanda la permission de faire rester dans son cabinet son confesseur et le duc de l'Infantado ; l'entrevue dura une demi-heure, elle n'eut rien d'officiel, les deux personnages parlèrent beaucoup, et me demandèrent des conseils ; je n'ai rien dit d'officiel, mais néanmoins le prince, qui est un écolier, m'a prié de le mener à Votre Majesté, et après-demain 10, à midi, je devancerai de quelques heures le prince des Asturies, le duc de l'Infantado, qui a été en France il y a deux ans, le confesseur, le ministre d'Etat et celui de la guerre, O'Farril, que je convoierai jusqu'à Bayonne, dans la crainte de quelque revirement dans leur résolution. Il ne reste ici que l'infant don Antoine (homme nul) et la proclamation ci-jointe pour représenter le roi Ferdinand. C'est-à-dire que le grand-duc de Berg sera roi d'Espagne et pourra tout ici, où il a déjà tant fait....

Si dans cette occasion j'ai été constamment dans les intentions de Votre Majesté, ce sera encore un jour heureux dans ma vie que j'ai vouée à son service....

Je crois que Votre Majesté nous rendrait un grand service si elle voulait bien faire fermer la route aux courriers espagnols venant de Bayonne à Madrid : il ne faudrait qu'une mauvaise nouvelle de la part des envoyés précédents pour faire disperser tous les personnages que j'emmène¹.

Il ne comprenait pas son rôle autrement que comme celui

¹ Savary à l'Empereur, 8 avril 1808.

d'un chef d'escorte, quoi qu'il ait prétendu par la suite ¹ : « Je serai dans le convoi, que je ne quitterai pas avant la distance convenable pour n'avoir plus rien à craindre d'un changement de résolution. »

C'était parfaitement jusqu'en France qu'on avait décidé, dès le premier instant, d'amener tous les princes espagnols : « Cette cour compte s'arrêter à Irun et envoyer demander à Votre Majesté la permission d'aller lui rendre hommage à Bayonne. Si Votre Majesté veut bien me faire dire en chemin si elle agrée cette mesure, elle me tirera d'un peu d'inquiétude, parce que j'avais le projet de la conduire directement à Bayonne sous cette forme ². »

Voilà qui est clair, et les nouvelles répandues à plaisir de l'arrivée prochaine de l'Empereur en Espagne n'étaient qu'un leurre. Savary, pour sa part, faisait tous ses efforts pour le dissuader d'un voyage dangereux dont son dévouement s'alarmait; il sentait que l'indignation pouvait guider le bras d'un patriote exaspéré, et que dans de semblables parties il est mauvais d'exposer celui qui tient les cartes à la colère que sa tricherie a rendue, chez ses adversaires, trop légitime. « Tout ce qui a le bonheur de lui être attaché est malade de la seule pensée de voir entrer Votre Majesté en Espagne. J'aimerais autant lui voir faire encore une fois le chemin d'Alexandrie au Nil avec vingt-cinq guides que d'entreprendre ce voyage dans lequel il n'y a pas moins de dangers pour elle ³. »

Enfin, après l'angoisse de retards qui eussent ruiné son plan et anéanti sa mission, Savary goûta la satisfaction de voir de ses yeux les voitures de Ferdinand prendre la route du nord. Il fermait soigneusement la marche pour barrer le chemin aux trainards, façon de faire escorte que l'excellent Beauharnais, dans sa naïveté, appelait « s'offrir de donner au prince cette marque de respect. » Murat était plus net dans l'appréciation du rôle de son complice auquel il ne disputait pas les éloges, en laissant voir aussi qu'il n'avait pas absolument tout le mérite de

¹ Dans ses *Mémoires* (t. III, chap. xx) il écrit que son « unique motif » était de voyager dans une bonne voiture et aux frais de la cour; personne ne voudra donner créance à cette mauvaise plaisanterie.

² Savary à l'Empereur, 9 avril 1808.

³ Savary à l'Empereur, 8 avril 1808.

l'affaire : « Le général Savary n'a pas peu contribué à déterminer la nouvelle cour à nous quitter, et Hervaz ne nous a pas été du tout inutile. *La peur y a été aussi pour beaucoup*.... Le général Savary sera absolument le maître de la personne du prince des Asturies, puisqu'il sera escorté par nos troupes ¹. »

Au grand-duc de Berg, l'envoyé de l'Empereur avait ponctuellement énoncé les trois décisions dont il était l'officiel messager; elles s'enchaînent logiquement : *Avant* toutes choses, on fera sortir du royaume tous les princes de Bourbon; dès *maintenant*, la couronne est réservée à un frère de Napoléon; c'est seulement *après* la réalisation de cette double éventualité que l'Empereur se rendra dans la péninsule.

Tristement, Murat méditait encore ces nouvelles accablantes pour son ambition, quand Savary poussait sa marche en avant. On sait grâce à quelles assurances mensongères on brûla les étapes de Valladolid, Villa-Rodrigo, Burgos, Pancorbo jusqu'à Vittoria. La faiblesse des conseillers du prince, son irrésolution personnelle, la très ferme audace de Savary appuyée des baïonnettes françaises, brusquèrent les événements et conduisirent Ferdinand jusqu'à ce ruisseau de la Bidassoa qui, pour lui, devenait un abîme. Nul n'ignore les protestations, les jurements, les serments de Savary pour enlacer son timide prisonnier et aveugler ses crédules serviteurs; on conçoit sa joie en les amenant dans son filet aux pieds de Napoléon.

S'il n'avait pas gagné ses éperons de chevalier, il méritait du moins un de ces duchés fantastiques dont la création coûtait peu à « la main colossale » qui distribuait les principautés et partageait les royaumes : le 23 mai, il devenait duc de Rovigo « pour la fidélité dont il avait donné des preuves constantes soit dans les armées, soit dans différentes missions ². » Avec beaucoup de tact et sans doute un peu d'ironie, sous le chevron d'or de son écu on n'avait point mis une épée, symbole de la loyauté des gens de guerre, mais un « sabre de cavalerie, » arme lourde et brutale des gens de main.

Il portait sans embarras ces armoiries comme la récompense de services dont il était sincèrement fier; son obéissance à

¹ Murat à l'Empereur, 9 avril 1808.

² Lettres patentes datées de Bayonne (Arch. nat., CC 240, fol. 105).

l'Empereur l'avait revêtu d'une cuirasse d'impassibilité, presque d'inconscience; en toute occasion, il répétait volontiers d'une voix douce et avec un air souriant à ses divers interlocuteurs qu'il les poignarderait sans hésiter sur un geste de Napoléon; peu de ses contemporains recherchaient son contact et tous éprouvaient de la surprise à le voir si bruyamment satisfait : « Le général Savary se plaisait à raconter sans réserve, sans ménagement, avec un amour-propre habituel aux hommes de police, les missions difficiles dont l'Empereur l'avait souvent chargé. L'enlèvement du prince des Asturies était une des prouesses dont il s'applaudissait le plus. Il en narrait tout le détail, les mensonges, les protestations, les efforts qu'il lui fallut faire pour décider le prince à poursuivre sa route; comment il s'employa lui-même à atteler les chevaux afin de ne point tarder aux relais et à presser les postillons pour qu'il n'y eût pas un moment de perdu, et enfin sa joie lorsqu'il fut au milieu des troupes françaises ¹. »

II.

Cette obéissance passive paraissait à Napoléon la qualité par excellence, puisqu'elle lui fit passer sur l'inconvénient de renvoyer en Espagne un personnage si odieux à la nation. A la fin du mois de juin, le nouveau duc franchissait les Pyrénées, non plus en messenger furtif, mais en ambassadeur solennel chargé des plus hauts intérêts. « Tout allait au mieux à Bayonne, écrit-il dans ses *Mémoires*, mais il n'en était pas de même en Espagne. L'Empereur m'envoya à Madrid, où je me trouvais dans la plus singulière position. Ma mission était de lire tous les rapports adressés au grand-duc de Berg, de faire les réponses, de donner tous les ordres d'urgence; mais je ne devais rien signer. »

Murat était à Chamartin, malade, énervé, presque inconscient. Savary, trouvant la place vide à Madrid, s'y installa en homme enivré d'un si récent et si grand pouvoir; et alors que la volonté de l'Empereur était de lui confier un rôle de simple contrôle sur les affaires, il saisit l'occasion d'en prendre la souveraine direction. La lutte s'engagea entre lui et les autres officiers

¹ *Souvenirs du baron de Barante*, t. I.

généraux. La santé de Murat marquait alternativement, par ses améliorations et ses rechutes, les succès jaloux des uns ou des autres. Savary s'en plaignit au maître :

« Aujourd'hui le général Belliard ¹ vient de me signifier que le grand-duc se portant bien, il ne se croyait pas obligé d'avoir aucun rapport avec moi; de sorte que me voilà spectateur à Madrid. Si je n'étais convaincu que d'un moment à l'autre le grand-duc retombera malade sérieusement, et qu'il faut ici quelqu'un qui n'hésite pas, je croirais pouvoir me rendre près de Votre Majesté. Mais malgré les instants de convalescence du grand-duc, ce n'est pas lui qui commande, c'est le général Belliard. Il est pénible pour moi d'avoir à entretenir Votre Majesté d'aussi misérables détails ². »

M^{me} d'Abrantès, regardant en cela le nouveau duc comme « bien ridicule », peint son faste et son arrogance d'un trait qui dit tout : il se faisait servir avec la plus cérémonieuse étiquette et son échanton lui offrait à boire à genoux ³.

Les Français eux-mêmes s'émurent de ces allures orientales à tout le moins déplacées, et les gens de bon sens comme Laforest ⁴ ne purent se taire en haut lieu de maladresses véritablement dangereuses en face des Espagnols ulcérés et insoumis.

.... A l'arrivée du général Savary, un très bel appartement lui fut donné au château du roi, et tous les honneurs dus à son rang lui furent rendus. Mais il s'était annoncé comme venant remplacer le lieutenant général du royaume et voulait parler aux yeux. Il passa dans l'appartement de S. A. R., qui eut la faiblesse de l'en laisser maître; et, à l'exception des pages, il ordonna que le service marchât comme lorsque le grand-duc était présent; c'était inconvenant et cela étonna beaucoup. Une circonstance particulière en fit un scandale public. Cet appartement était celui du prince des Asturies et, à tort ou à raison, on reproche au général, en Espagne, de l'avoir décidé à sortir de Madrid, en l'assurant qu'une heure après son arrivée à Bayonne il serait reconnu pour roi d'Espagne. De là un sentiment d'éloignement très fâcheux, qu'avec plus de mesure il était facile d'éviter.

Le général voulait qu'on fit entrer chez lui tout ce qui vient au

¹ Chef d'état-major de Murat et gouverneur de Madrid.

² Savary à l'Empereur, 20 juin 1808.

³ *Mémoires*, t. VII.

⁴ Depuis la fin de mars, il était venu remplacer, sans en avoir le titre, Beauharnais comme ambassadeur.

château et qu'on lui présentât les grands, les ministres, les membres de la Junte, les chefs de conseils, les diverses autorités. Ce n'était pas connaître les Espagnols. Tous se tinrent à l'écart. Il s'en aperçut et l'aigreur remplaça les préventions. L'arrivée du roi était d'autant plus hautement réclamée que le lieutenant général était malade. Le général Savary s'est obstiné à soutenir le contraire. Il a depuis paru céder à la force de l'opinion, mais comme il ne fait rien pour dissiper la défiance conçue contre ses intentions, elle n'a fait qu'augmenter, et son humeur contre l'Espagne augmente proportionnellement. Comprenant l'état de choses qui résulterait du départ du grand-duc de Berg, le général devrait s'apercevoir qu'il se rend odieux en voulant le précipiter et disant des duretés à ceux qui se permettent des observations. Tout cela produit un déplorable effet.

Nous avons soin que les gazettes contiennent tous les articles propres à rassurer sur les relations amicales de la France et de la Russie. Le général manque de ces ménagements ; il répète journellement que les affaires du nord forcent S. M. R. à se presser, et il accroît par ce langage la pusillanimité. Un inconvénient, incomparablement plus grave, résulte de l'espèce de fureur avec laquelle le général parle sans cesse de pillage, d'incendie et de massacre. Je serais honteux de répéter tous les excès de ce genre qui lui échappent à chaque instant. Et le nom de l'Empereur est toujours cité en témoignage ! Ces propos sont entendus par de jeunes officiers indiscrets, par des domestiques, par des Espagnols ; ils circulent et font frissonner sans rendre plus soumis. Ils autorisent beaucoup de militaires à des actes inutilement violents ¹....

La situation politique portait mal cependant à l'étalage du faste, à la présomption et à la division entre Français : la pénurie était universelle, les affaires fort embrouillées, la pacification à peu près nulle, et les nouvelles les plus alarmantes arrivaient de tous les points du royaume où les communications avec Madrid n'étaient pas coupées encore. Au nord à Santander, à l'est à Saragosse, au sud à Valence, nos armées se trouvaient mal en point ; le maréchal Bessièrès, le général Lefebvre, le maréchal Moncey, se heurtaient à une résistance inattendue, énervante et mystérieuse. De Dupont, entré en Andalousie et séparé des plaines de Castille par la Sierra, plus de nouvelles. L'inquiétude, sinon déjà l'émoi, se faisait jour dans la capitale :

¹ Il s'agit de Joseph Bonaparte.

² Laforest à Champagny, 25 juin 1808 (Affaires étrangères, *Espagne*, vol. 675, fol. 219, 220).

la ville était dans « la stupeur », et Savary, qui l'avouait, ordonnait de fortifier le *Retiro*. Quant à Murat, il se livrait aux imaginations les plus bizarres, conseillant à Savary « de passer au service du roi d'Espagne et de commander ses troupes : » ce qui provoquait chez le duc de Rovigo un profond mouvement d'indignation : « J'avoue à Votre Majesté que j'ai eu d'autant plus de peine à écouter cette proposition que je me croyais du nombre de ceux auxquels il ne serait pas venu dans la pensée de proposer une pareille chose ¹. »

En effet, c'étaient là chez Murat paroles de fiévreux, de malade, presque de moribond; et on peut croire que les récriminations de Belliard et son désir d'écarter un rival et de le perdre n'y étaient pas étrangers. Le grand-duc demeurait inconscient : « Ce matin, cela était si sérieux que l'on m'a appelé pour juger de son état : il n'a pu ni me parler ni me reconnaître, il était presque au plus mal. J'y suis retourné cette après-dinée, il était encore dans la même crise. Il n'y a pas beaucoup de différence de l'état de mort à celui dans lequel il est encore ; les médecins ne veulent rien prononcer et ordonnent qu'il soit transporté. Effectivement, il est en danger s'il prolonge son séjour ici. Il ne cesse d'appeler sa femme et ses enfants. Mais l'on ne peut le faire partir sans de grands inconvénients ². »

C'est à ce moment que les inquiétudes de Savary, prenant un autre cours, se concentrèrent sur Dupont. Il envoya vers lui la division Vedel. Conduite prudente ; cependant le ciel se joue, quand il lui plait, des mesures d'apparence les plus sages : le renfort qu'on croyait apporter à l'armée d'Andalousie devait seulement grossir le nombre des prisonniers de Baylen.

Quelques lettres de Savary nous tiendront bien au courant de la situation, de la façon dont il la comprenait, de la manière dont il informait l'Empereur.

Je vais employer les six ou sept jours qui vont s'écouler avant le dénouement de tout ceci à faire évacuer l'hôpital de Tolède, qui a huit à neuf cents malades, celui d'Aranjuez et enfin tout ce qu'il y a autour de Madrid en hôpitaux et en munitions. D'ici là il y aura quelque chose de décidé sur un point quelconque de l'Espagne indiquant s'il faut marcher vigoureusement à une armée qui, paraît-il,

¹ Savary à l'Empereur, 21 juin 1808.

² Savary à l'Empereur, Madrid, le 22 juin 1808, à minuit.

suivrait Dupont : nous aurions les deux divisions qu'il a, celles de Frère, les deux de Moncey qui sont ici, plus la garde ; et nous ne nous laisserons pas insulter dans Madrid. D'ailleurs, Votre Majesté aura le temps de nous écrire d'ici là ¹.

Madrid, le 23 juin 1808, à une heure après midi.

Sire,

Je prends le parti d'expédier un courrier extraordinaire à Votre Majesté, avant l'heure accoutumée, parce que je crains que ma dépêche d'hier ne lui laisse quelques inquiétudes.

Nous n'avons rien de nouveau qu'une lettre du général Frère que je fais envoyer au major général par le général Belliard ; il paraît que le maréchal Moncey est entré à Réquénia le 22, et que sa communication avec Frère ² est libre ; conséquemment il recevra ce que nous lui avons envoyé par ce canal. Si le hasard voulait que nous reçussions demain ou après l'avis positif de son entrée à Valence, j'ai le projet de faire marcher ainsi : savoir, la division Frère en avant-garde sur Murcie et soutenue par le corps du maréchal Moncey, avec ordre de marcher aux insurgés sans les compter. L'un partirait de San-Clemente, et l'autre de Valence, marchant par la route d'Alicante. En même temps que j'ordonnerais le mouvement, je ferais partir d'ici une division pour échelonner le général Dupont, si cela devenait nécessaire, pour le faire agir vigoureusement en avant de lui. Je pense à ce mouvement, parce que d'ici là nous devons infailliblement être maîtres de Saragosse et qu'alors le corps qui est devant cette place pourra faire quelques mouvements sur Albaracin et Moya, où il paraît que l'on a besoin de voir un peu de troupes. Nous devons aussi avoir des nouvelles de Santander et de tout ce qui environne le maréchal Bessières. Avant l'arrivée de ces trois nouvelles nous n'entreprendrons rien au loin.

Le grand-duc est encore bien mal ce matin, il ne peut rien prendre sans le rendre avec des efforts qui l'accablent, il était, il y a une heure, dans un état effrayant, il a cependant pu lever la tête pour me dire qu'il partirait après-demain et que j'en prévinsse Votre Majesté.

Son départ nous fera faute en ce qu'il laissera un interrègne entre le lieutenant général du royaume et l'arrivée du roi. Le gouvernement espagnol est déjà si froid, qu'il ne manquera pas de se servir de ce prétexte pour aller plus lentement encore.

M. de Laforêt est trop formaliste pour une circonstance comme celle-ci ; si nous sommes gênés si fort pour nos subsistances, c'est

¹ Savary à l'Empereur, Madrid, le 22 juin 1808, à minuit.

² Volontaire en 1791 ; colonel en 1795 ; général de brigade (1802), de division (mars 1808) ; comte de l'Empire (1809) ; retraité (1816), il mourut en 1826.

qu'il ménage trop les instances qu'il y a à faire pour cela près de la Junte. Il veut, dit-il, nous gagner des cœurs ; moi je lui réponds que je n'en voudrais pas de mille au prix de la ration de vin d'un soldat. Ils en étaient tous privés lors de mon arrivée, et ce n'est que ce matin que je suis parvenu à le faire rendre à toutes les troupes. Aussi je ne suis pas content de la manière dont il s'explique sur les craintes que lui fait concevoir mon séjour ici. Je ne lui en parlerai pas parce que Votre Majesté veut que l'on vive bien avec tout le monde.

Ce soir à minuit, j'écrirai de nouveau et rendrai compte à Votre Majesté. Je la prie d'être persuadée de l'empressement que je mettrai à saisir l'occasion de tirer le canon, si elle arrive ; et je ne me mettrai pas dans le cas de revenir sur mes pas si une fois je m'arrête à ce parti. C'est pourquoi j'attends des nouvelles de Santander, de Saragosse et de Valence.

Je suis...

SAVARY.

Nos troupes étaient à Madrid un peu en convalescence : composées de jeunes soldats débiles et d'ailleurs plus que médiocrement équipés. Il faut voir là une des conséquences fatales du système des levées à outrance adopté par Napoléon, et l'une de ses premières erreurs sur les choses d'Espagne : il s'était doublement exagéré la faiblesse des Espagnols et la force de ses conscrits. Bien qu'il n'aimât pas recevoir ce genre de confidences, il fallait bien lui avouer la pénurie et le danger. Savary eut ce courage :

J'ai visité cette après-midi les hôpitaux, l'on y a bien fait ce que l'on a pu, mais ils sont encore loin d'être ce qu'il faudrait qu'ils fussent ; j'y ai vu des soldats fiévreux couchés sans chemise, n'en ayant qu'une qui était à laver. J'ai fortement grondé, et M. Deniée¹ s'en prend à la commission espagnole qui ne répond pas ; enfin il est indispensable d'en donner, et demain on en distribuera 1,500 des magasins de Votre Majesté.

J'ai vu aussi les troupes du maréchal Moncey qui sont ici ; presque aucun soldat n'a deux chemises, et un grand nombre n'en ont point du tout. Cependant il y en a ici sept mille en magasin, je vais donc en donner d'abord à ceux qui n'en ont pas du tout, et ensuite on en distribuera une seconde à ceux qui n'en auront qu'une mauvaise. Malgré cela nous serons loin d'en avoir assez, cependant il est impossible de s'en procurer ici, elles coûteraient presque le double qu'en France, et d'ailleurs nous n'avons pas d'argent.

¹ Inspecteur en chef aux revues, baron de l'Empire (1812).

« Votre Majesté ne peut se faire qu'une idée très imparfaite de l'état dans lequel sont ses soldats en Espagne sous ce rapport ; le même besoin va se faire incessamment sentir pour les souliers, il serait bon de nous en envoyer.

Du reste nous n'avons que de légères maladies, les fièvres passent assez vite, mais les convalescences sont longues. Les aliments sont très bons, mais tous les jeunes soldats, qui sont grandis de deux pouces depuis leur départ de France, trouvent qu'ils n'en ont point assez. Aussi avec une demi-ration de pain et une demie de vin, nous avons des travailleurs pour le Retiro tant que nous en voulons ¹.

Très sincèrement, le duc de Rovigo trouvait dans la volonté impériale son unique boussole, à l'approbation de son maître il subordonnait tout ; ici, il laisse sans ambages parler son cœur :

Je n'ai point d'autre ambition que celle de servir Votre Majesté un peu mieux qu'un autre, si la fortune m'en présente l'occasion. Je sais combien elle voudrait finir promptement les affaires d'Espagne, c'est pourquoi je fais taire dans mon cœur le désir de me rapprocher d'elle avant d'avoir pris part aux dangers qu'elles peuvent offrir. Mais rien ne flatte mon ambition loin d'elle, ni ne me dédommagera de tout ce que j'éprouverai de contrainte en servant loin de son regard ; si tout ceci était mené assez vivement pour que cela fût fini vers l'époque où il faudra suivre Votre Majesté à de nouveaux événements, je serais un peu consolé de la pensée de prendre incessamment un corps de troupes en Espagne. Néanmoins, s'il ne m'est pas permis de songer à la rejoindre avant la fin de cette guerre de brigandage, je serai trop heureux de saisir le moindre moyen de lui prouver par mon obéissance mon entier dévouement ².

« Guerre de brigandage ! » L'expression n'était pas inexacte : guerre sans merci et sans issue. Le cercle se resserrait. Les communications étaient si bien coupées entre Madrid et l'armée française d'Andalousie, que lorsqu'il fut urgent d'expédier à Dupont des ordres suprêmes, M. de Laforest dut s'entendre avec M. de Strogoneff, ambassadeur du Czar, pour munir nos deux officiers de passeports russes avec la fausse indication de Lisbonne et de Cadix ³. Le 4 juillet, les estafettes françaises rentraient à Madrid, n'ayant pu atteindre le maréchal Moncey, et pour n'être pas fusillées, ayant dû déchirer leurs dépêches. A

¹ Savary à l'Empereur, 23 juin 1808.

² 27 juin 1808.

³ Laforest à Champagny, 20 juin 1808.

Talavera le rassemblement des insurgés devenait si pressant que Savary estimait nécessaire d'y marcher de sa personne ¹. Chaque soir il écrivait à Dupont, et chaque matin il éprouvait la déception de ne recevoir aucune réponse. Pour assurer le voyage du roi Joseph, qui maintenant s'acheminait (ayant quitté Bayonne le 8 juillet) vers sa capitale, il fallait jalonner la route de cavaliers et de canons ².

Moralement, la position à Madrid était encore plus pénible; les Français vivaient, étouffaient pour mieux dire dans une atmosphère de sourde haine et de patriotique colère. « Qu'on parcoure les rues et les places publiques, tout y est tranquille; que l'on entre dans les maisons, on n'y trouve que mauvaises nouvelles et mauvaise humeur ³. » Le silence même était éloquent et les moins ardents gardaient fidèlement le secret des plus compromis : « Il est encore à arriver qu'un Espagnol ait, à ma connaissance, dénoncé son voisin. » Et Laforest regrettait en vain cette inébranlable discrétion.

Savary, dont la clairvoyance du moins ne s'obscurcissait pas par le désir de plaire et qui savait dire crûment les échecs comme les victoires, Savary constatait avec mélancolie l'inutilité, sur l'opinion madrilène, d'efforts que pour sa part il n'avait jamais poussés à l'extrême. « L'esprit public est mauvais, il est dans la crise, et la malveillance fait un dernier effort avant de se soumettre. Je ne m'arrêterai pas à vous débiter un tas d'absurdités qui trouvent du crédit parmi les gens les plus considérables de ce pays. Il n'y a que la présence du roi qui puisse les faire cesser ⁴. » Pour lui-même il continuait ces procédés violents et brutaux qui réussissaient si mal auprès des Castillans. N'avait-il pas voulu faire tirer le canon en signe d'allégresse pour des victoires remportées sur les Espagnols par des Français ! A grand'peine La Forest parvint à le dissuader de cette provocation bien inutile; mais le général O'Farill et les autres ministres josphistes demeurèrent profondément blessés et les rapports déjà tendus parurent brisés ⁵.

¹ Savary à l'Empereur, 8 juillet 1808, à minuit.

² Savary à l'Empereur, 13 juillet 1808, à minuit.

³ La Forest à Champagny (Affaires étrangères, vol. 675, fol. 243).

⁴ Savary au prince de Neuschâtel, 17 juillet 1808.

⁵ La Forest à Champagny, 1^{er} juillet 1808 (Affaires étrangères, *Espagne*, vol. 675, fol. 265-266).

Ces maladresses perçaient peu à peu et arrivaient enfin aux oreilles de l'Empereur. Assuré de son obéissance, il ne s'illusionnait pas sur les talents de son serviteur. « Savary est un homme très bon pour des opérations secondaires, mais il n'a pas assez d'expérience et de calcul pour être la tête d'une si grande machine. » Voilà ce qu'il écrivait à son frère, ajoutant d'ailleurs avec mansuétude : « Il ne faut pas laisser entrevoir à Savary l'opinion que j'ai de son incapacité ¹. » Seulement on peut croire que son parti était arrêté de rappeler l'*incapable*, « qui n'a fait que de fausses marches, et dont les mouvements militaires font hausser les épaules ². »

Au reste, la présence du roi allait rendre inutile le rôle du duc; inutile et dangereux, tant le désaccord entre ces deux natures fut immédiat. Savary avait entonné un suprême chant de victoire lorsque Joseph fit son entrée à Madrid; mais pour qui sait lire entre les lignes et pour qui n'ignore pas la froideur de cette cérémonie où la ville entière se renferma derrière ses portes et ses balcons, dans une abstention plus éloquente qu'une opposition violente, la lettre du duc de Rovigo est curieuse par ses réticences, ses prétéritions et sa satisfaction équivoque. Elle se termine par une fanfaronnade que les événements allaient trop tôt et trop cruellement démentir; la date de cette épître est sanglante à noter : 20 juillet; à la même heure du même jour Dupont apposait sa signature au bas de la capitulation qui rompait le charme de la victoire depuis si longtemps attaché à nos aigles. « Sire, nous venons de mettre le roi d'Espagne sur le trône. Notre cortège était si beau qu'il a rempli la population de Madrid d'étonnement qu'on prendra peut-être pour de l'approbation. En dépit de tous les bruits de la malveillance répétés par les tâtonneurs, le roi occupe le trône que Votre Majesté lui a donné, et personne ne l'en fera descendre ³. »

Joseph s'était plaint, dès la première heure, de son encombrant et brutal compagnon. D'un ton ferme et noble, sa lettre est vraiment belle dans sa hardiesse; et quand Napoléon s'en moquera comme « d'une page de bavardage, » il témoignera son embarras

¹ Napoléon à Joseph Bonaparte, 18 juillet 1808 (publiée dans le recueil des *Lettres inédites* de Napoléon I^{er} (t. I) de M. Lecestre.

² Id., 23 juillet 1808 (id.).

³ Savary à l'Empereur, 20 juillet 1808.

à répondre sérieusement à de justes plaintes autrement que par la raison du plus fort :

Que Votre Majesté me dise nettement quels sont mes rapports avec le général Savary. Est-ce moi ou lui qui a le droit de commander ? Je suis assez intéressé au succès de toutes ces affaires, et je le suis plus que personne. Les positions équivoques ne sont pas dans mon caractère, et j'ose dire que je ne mérite pas d'être mis dans une fausse position.... Je puis avoir des conseillers, mais non des maîtres, en Espagne. Le général Savary est moins propre qu'un autre à commander à Madrid. Il y a rempli des fonctions pénibles, il a été chargé d'une mission qui le rend odieux. Votre Majesté fera ce qu'elle voudra ; mais la tempête est trop forte pour que je me perde par des ménagements qui ne sont pas de saison ¹.

Savary ne demeura pas en reste de récriminations :

Madrid, le 27 juillet 1808.

Sire,

Depuis trois jours je combats contre le désir de vous faire connaître la situation des affaires d'Espagne, et si j'ai tardé jusqu'à présent, c'est que je m'étais flatté que la présence du roi et quelques démarches des députés de la Junte amèneraient un changement bien urgent dans notre position actuelle.

Depuis l'arrivée du roi, tout va de mal en pis, et il faut que le mal soit aussi grand qu'il l'est pour que je me détermine à en donner avis à Votre Majesté, afin qu'elle ne perde pas un instant à y apporter remède.

Avant-hier déjà nous commençons à entendre parler défavorablement du général Dupont ; on ajoutait que M. de Castaños ² était rejoint par les garnisons des villes d'Afrique et des Baléares ; accoutumé depuis longtemps à entendre de pareils propos, je n'y avais pas pris une grande attention, d'autant plus qu'il était impossible de lui envoyer aucune troupe de plus parce que le maréchal Bessièrès laissait encore entrevoir des inquiétudes par ses lettres du 20 et du 24.

Dans un conseil où le roi était avec plusieurs officiers généraux et ministres, il s'expliqua ainsi : Je ne puis pas faire la guerre à chaque village d'Espagne, ou je dois renoncer à y régner, il faut donc que j'emploie la persuasion et un peu de cajolerie ; alors il faut que je me serve d'hommes et d'instruments qui, en même temps qu'ils me conviennent, peuvent plaire à ce pays que je cherche à calmer.

¹ Joseph à l'Empereur, 19 juillet 1808.

² Général commandant, pour la Junte de Séville, l'armée espagnole d'Andalousie.

A la suite de ce conseil, il me fit entrer avec le général Belliard et nous parla ainsi (M. de Fréville¹ sortait de chez lui) : L'Empereur croit que tout ceci est en bien meilleur état, et je vois qu'il n'y a même pas un neutre en Espagne, que tout y est contre nous, cela se conçoit, en France la Révolution s'est faite par des Français, elle a eu un grand parti, ici elle ne plaît pas, n'a aucun partisan, et de plus elle est faite par des étrangers ; à ce seul nom tout se met en armes. Vouloir faire la révolution d'Espagne avec cent mille hommes, c'est comme si on voulait conquérir la France avec trois cent mille. Ici je ne trouve rien pour moi que l'armée française. Il faut donc que j'essaie d'employer d'autres moyens, il faut chercher à leur plaire, et faire disparaître cette terreur que leur ont inspirée quelques mesures prises ici.

Bessières demande de la cavalerie, envoyez-lui les mameluks, qui sont odieux ici. (En conséquence, ils sont partis le même soir.)

Et en me portant la parole, le roi a ajouté : « De même pour vous, « général Savary, l'Empereur me l'a dit lui-même, qu'il convenait « qu'il vous faisait jouer en Espagne un triste rôle, mais qu'il avait « le projet de vous rappeler incessamment auprès de lui, vous avez « ici trop d'ennemis pour m'y être utile comme souverain, c'est un « malheur qui ne doit rien vous faire, mais il faut aussi que vous « partiez, si même il se présentait une circonstance favorable il « faudrait en profiter. D'ailleurs j'attends Jourdan incessamment, je « suis accoutumé à lui et lui à moi. Ensuite j'ai Saligny², c'est tout « ce qu'il me faut. »

J'ai répondu que j'étais à ses ordres, que je ne comptais point sur une autre opinion que celle que l'Empereur concevrait de moi, que je savais bien qu'il était inconvenant aux Espagnols de me voir dans le palais de Madrid et que pour toutes sortes de raisons je désirais ardemment me rapprocher de l'Empereur, et que ce qui m'a empêché d'accepter l'offre de M. de Tournon, c'est que je n'ai point voulu avoir l'air d'être renvoyé si promptement, mais que quand il le jugerait convenable, je rejoindrais l'Empereur avec beaucoup d'empressement.

Le roi ne m'a rien dit de désobligeant de sa part, mais il parlait d'après sa politique, et dans le fait il lui faut ici un homme qui attire à lui les Espagnols dont il est si important qu'il se serve promptement, ou bien la frayeur de l'insurrection les éloignera. Les maréchaux Jourdan et Moncey feront très bien cette affaire. Ce dernier

¹ Auditeur au conseil d'État, envoyé à Madrid par l'Empereur pour la réorganisation des finances de l'Espagne.

² Aide de camp de Joseph Bonaparte, créé par lui duc de Saint-Germain et capitaine des gardes.

leur platt toujours beaucoup. Quant à moi, je ne connais de devoir et n'ai envie que de servir Votre Majesté, le reste ne m'occupe plus. Mais le roi a raison de dire qu'on désire mon éloignement, il m'a été impossible de trouver deux aides de camp espagnols qui sont indispensables dans cette circonstance, et il n'y a pas un général de l'armée qui n'en ait un. Au reste je n'y puis rien, mon devoir a été rempli.

Le roi aura ici une bien grande besogne, mais Votre Majesté devra s'occuper de lui envoyer de grands moyens, ou l'Espagne la retiendra longtemps. Il faut ici des troupes et de l'argent pour le roi, qui ne pourra pas employer de mesures violentes pour faire vivre les troupes, et qui en ce moment n'a en son pouvoir que les déserts de l'Espagne¹.

Il fallut le malheur commun pour apaiser ces esprits mécontents d'autrui et d'eux-mêmes ; le sentiment du péril les obligea à taire leurs récriminations ; plus tard leurs *Mémoires* en gardèrent seulement la trace. La joie du succès de Bessières à Rio Seco, comparé avec complaisance par Napoléon à la victoire de Berwick à Almanza (l'analogie était en effet alléchante), s'éteignait dans le deuil du désastre de Dupont. Parvenu par des correspondances privées (les mauvaises nouvelles vont vite), le premier avis avait été confirmé par l'arrivée à Madrid des blessés suisses du régiment du colonel d'Affri. L'annonce officielle en fut portée par un écuyer de l'Empereur, aide de camp de Dupont, sur qui, plus tard, la colère de Savary s'est déchargée d'une manière vraiment trop partiiale. Le chapitre xxviii du troisième tome de ses *Mémoires* est entièrement consacré, dans les termes les plus injurieux, à M. de Villoutreys, qui avait réclamé, en septembre 1808, contre la relation donnée par Savary de l'affaire de Baylen. Le duc de Rovigo fait à ce propos une telle confusion dans les dates (mélant les événements de juin 1808 à ceux de juillet), qu'il demeure assez peu recevable sur les autres points de son récit.

¹ 27 juillet 1808.

Cette lettre est la dernière de Savary que les Archives nationales possèdent sur cette période. Il en écrivit certainement plusieurs autres avant de rejoindre l'Empereur en France deux semaines plus tard ; mais, relatives sans doute aux événements de Baylen, il est probable qu'elles furent versées au dossier du procès intenté au général Dupont.

A ce propos, on remarquera combien peu nous avons de lettres de Napoléon à Savary : la *Correspondance* ne nous donne que trois notes purement techniques ; M. Lecestre ne fournit rien. Il n'est pas téméraire de penser que les lettres impériales devaient contenir des avis qu'un homme dévoué et prudent comme le duc de Rovigo n'hésita pas à détruire.

Il se fait beaucoup d'honneur d'avoir contrevenu aux instructions impériales et prescrit à Dupont de sortir de l'Andalousie pour éviter une catastrophe; mais c'est jouer sur les mots : il a envoyé à Dupont l'ordre de repasser la Sierra afin d'accourir au secours de Madrid; et cette fameuse dépêche, dont il aime à accorder à sa propre perspicacité le mérite, a-t-elle encore indirectement sans doute, mais très réellement, servi à consommer le désastre de Baylen. On sait en effet que l'aide de camp qui en était porteur, M. de Fénelon, fut arrêté par les patrouilles d'Échavari et que cette connaissance inattendue, providentielle, de la position des Français en Castille permit au général Castaños, en lui ouvrant les yeux, d'augmenter sur l'heure ses exigences et de diminuer ses concessions.

Il fallut évacuer la capitale et se rapprocher de la frontière; marche lugubre. Le duc de Rovigo estima mieux de s'en affranchir et plus prudent de partir en avant. Sa sagesse se trouva en défaut, car à voyager seul, il courut des dangers. Si un Espagnol l'avait tenu au bout de son escopette : *Caramba !* Reconnu par des maîtres de poste, il lui fallut abandonner sa voiture et gagner au galop d'autres relais. Son uniforme le désignait trop clairement ; il s'en dépouilla pour prendre la livrée d'un de ses domestiques. Il ne pouvait deviner qu'il créait un précédent auquel, cinq ans plus tard, Napoléon lui-même aurait recours, traversant la Provence pour voguer vers l'île d'Elbe, afin d'échapper à la fureur populaire. Rapprochement singulier entre le serviteur et le maître, et qui porte à la mélancolie, en face des vicissitudes des fortunes d'ici-bas.

C'est à Tours qu'ils se rejoignirent. L'insuccès n'engendre pas un bon accueil; l'entrevue fut plutôt froide. Mais Savary était de ces courtisans exceptionnels sur qui l'on peut compter, et des hommes dévoués de cette trempe sont rares : l'Empereur ne lui tint pas rigueur. Il l'emmena à la réunion d'Erfurt, et quand il se décida, à la fin de l'automne, à prendre le commandement de ses armées d'Espagne, il s'en fit encore accompagner.

III.

Dans sa dernière lettre du 27 juillet, le duc de Rovigo disait vrai : sa présence en Espagne était universellement abhorrée.

Il n'était point fait pour les besognes du gouvernement, mais bien mieux pour des missions de police. Lorsque nous le retrouvons pour la troisième fois à Madrid, dès sa première dépêche il apparaît dans son rôle d'exécuteur des hautes œuvres. La capitale vient d'être prise : on lui confie le soin de dresser la liste des suspects.

Madrid, le 7 décembre 1808.

Sire,

L'exécution des ordres de Votre Majesté commencera ce soir à huit heures.

Un officier de gendarmerie et trois gendarmes avec un commissaire des guerres, pour chacune des dix maisons désignées, passeront la nuit à dresser l'état des biens meubles et immeubles de chacune d'elles, assistés du *contador* qui y est attaché. Demain, M. Crochart, payeur de l'armée, qui est arrivé ce matin, pourra recevoir les vaiselles au Retiro, où il a reçu ordre de s'établir.

Les mules rassemblées aujourd'hui sont au nombre de quarante-cinq ou cinquante de la plus belle espèce ; les chevaux, au nombre d'une vingtaine, me paraissent trop beaux pour ne pas être vus par M. de Nansouty¹ avant d'être envoyés dans les remontes.

Les gendarmes ont encore rassemblé aujourd'hui soixante ou quatre-vingts soldats espagnols de toutes nations. Un convoi de cent cinquante est arrivé, conduit par les dragons de Lahoussaye, ce qui fait environ quinze cents hommes ramassés depuis hier.

Si Votre Majesté l'ordonnait, on pourrait meubler magnifiquement le grand appartement royal du Retiro avec les meubles de luxe des maisons dont il est question.

Le comte de Castel-Franco est constitué prisonnier, mais il est au lit avec la goutte et les jambes enflées. Je lui ai donné un gendarme pour le garder décevement.

Je crois qu'il serait également convenable d'ordonner à l'intendant général de faire vendre à l'encan les vins de France ou de qualité et le linge de ces maisons, sans quoi une grande partie sera gaspillée.

Toutes les rues sont déblayées et on pave avec activité.

Je suis....

SAVARY.

Madrid, le 7 décembre 1808, à 6 h. 1/2 du soir.

P.-S. — Si Votre Majesté le juge à propos, je placerai à la porte par où entrera le maréchal Lefebvre un poste de gendarmerie avec un officier et un poste d'infanterie, que je demanderai au général Belliard,

¹ Général de division et premier écuyer de l'Empereur.

pour arrêter toutes les mules de pillage qui doivent être au nombre de plusieurs centaines.

S. 1.

Madrid, le 8 décembre 1808.

Sire,

Nos efforts ont obtenu quelques succès aujourd'hui. La maison Ycart, qui persistait dans un refus absolu de représenter son argenterie cachée, a enfin indiqué le lieu où elle était renfermée ; on s'occupe de l'enlever.

Chez l'Infantado on n'a trouvé que quelques caisses de vaisselle enfouie, et le raffinement le plus opiniâtre de refus de représenter aucunes des richesses de cette maison. On a soustrait jusqu'aux registres de recettes et dépenses et autres documents en remontant d'aujourd'hui à l'an 1803.

Demain j'emploierai des moyens vigoureux pour découvrir les auteurs de ces manœuvres et les amener à tout représenter aux agents chargés du séquestre.

J'ai rassemblé quelques débris de mon ancienne police de Madrid, ils me serviront dans cette opération comme dans le complément de la liste imparfaite des émigrés de Madrid, que j'ai obtenue avec peine du gouverneur, à force de le talonner. Ils se trouvent en assez grand nombre et comptent parmi eux plusieurs grands d'Espagne. J'établirai chez eux tout le monde que j'aurai de disponible demain et j'espère en tirer beaucoup de chevaux et de mules.

Je ferai saisir l'argenterie chez les plus riches, sauf à la rendre si Votre Majesté le juge convenable.

Je suis....

SAVARY.

Madrid, le 8 décembre, à 7 heures du soir.

Madrid, le 11 décembre 1808.

Sire,

Conformément aux ordres de Votre Majesté, MM. de Castelfranco, Saint-Simon, Santa-Cruz et Altamira le fils sont en état d'arrestation ; comme je suppose que l'intention de Votre Majesté est de les envoyer en France, j'ai besoin d'une instruction du major général pour les mettre en chemin. J'ai l'honneur de lui observer que ces Messieurs n'ont pas une piastre pour les frais du voyage et qu'il faudra que l'officier chargé de leur conduite les défraie en route.

L'opération de première saisie dans les dix grandes maisons désignées par Votre Majesté est terminée. Hier le payeur avait reçu cinq mille et quelques cents marcs d'argenterie, et environ 600,000 francs

¹ Arch. nat., AF IV, 1615.

d'argent monnayé. Il y avait encore quelque chose à recevoir. Je ne compte pas quelques bijoux d'or, quelques perles et diamants qu'il y avait aussi.

La commission, présidée par M. de Fréville, fera le reste de la besogne relative aux immeubles.

J'ai transmis à M. Mathieu Favier l'ordre de Votre Majesté de vendre le vin et le linge à un acquéreur pour le tout.

Le séquestre est mis dans les six maisons d'émigrés désignées sur la seconde liste qui m'a été remise par le général Belliard, mais conformément aux ordres de Votre Majesté, il n'a été rien versé de leur mobilier chez le payeur. Ce serait dommage que Votre Majesté leur fît grâce, car il y a trois bonnes captures à faire dans les six maisons, et ce sont des ennemis aussi bien prononcés que les dix premières (sic).

On s'occupe de l'exécution des ordres de Votre Majesté sur la douane et la recherche du banquier d'Angleterre à Madrid. Nous avons quelque raison de soupçonner que c'est un nommé Murphy, Irlandais de nation.

Depuis la pointe du jour les officiers de gendarmerie parcourent les couvents pour enlever les mules appartenant aux émigrés et à l'armée des insurgés. Un seul couvent en a déjà envoyé quelques-unes. Je profite de cette occasion pour faire constater ce qui appartient à ces couvents en mules et chevaux. Ce soir j'en aurai l'état.

Le général Lauriston avait reçu hier quatre-vingt-dix-sept mules d'une très belle espèce. J'en ai trois encore à lui donner, de sorte que son contingent est rempli.

Maintenant je prie Votre Majesté d'ordonner à M. d'Oudenarde d'envoyer ici un officier et vingt soldats du train, à poste fixe, pour recevoir les mules qui vont arriver. Je n'ai ici personne pour les panser et rien à leur donner à manger.

J'observe à Votre Majesté qu'il est bien essentiel de faire enlever de suite les mules des couvents, car les troupes qui y sont casernées les changent ou s'en emparent, et ce sera une ressource perdue pour l'armée si cela continue encore quelques jours.

Je suis....

SAVARY.

Madrid, le 11 décembre 1808, à 9 heures du matin.

Madrid, 12 décembre 1808.

.... Les moines évacuent pour la plupart leurs couvents, emportant chacun leur petit paquet ; on ne sait pas encore si c'est par crainte de se trouver logés avec des militaires ou si c'est pour profiter de la liberté que leur donnent les décrets de Votre Majesté.... Les généraux

¹ Ordonnateur en chef de la Grande Armée.

et maréchaux d'empire qui viennent d'arriver ont été logés dans tous les palais de grands d'Espagne ; ils ont mis dehors les gendarmes préposés à la garde du mobilier et ont brisé les scellés apposés par les commissaires nommés à cet effet. Témoin les hôtels Altamira, Fernan Nuñez, Hajar, etc.... La mission dont Votre Majesté avait bien voulu me charger ici me paraît finie. Je la supplie de vouloir bien m'autoriser à aller reprendre mon service direct près d'elle.

Ces lettres se passent de tout commentaire ; elles peignent, sans phrases inutiles, la situation de la capitale des Espagnes à la fin de cette année 1808 qui fut pour le royaume « l'année terrible. » On voit un général de division, un aide de camp de l'Empereur, un duc, un grand dignitaire de la Légion d'honneur, ne pas dédaigner le métier du plus modeste gendarme. Il s'applaudit visiblement de ses habiletés ; il étale avec complaisance ses prouesses ; à lui seul il vaut tous les espions de police mis sur pied ; d'ailleurs généreux pour ceux qui l'aident dans sa besogne, et volontiers l'appui des Espagnols qui trahissent leur patrie :

Madrid, le 15 décembre 1808.

L'ordre donné par Votre Majesté de rendre à M^{me} de Castellar tout ce qui avait été confisqué chez elle a été exécuté hier.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Majesté une note sur deux maisons d'émigrés¹ qui, par leurs opinions, se trouvent sur le même rang que les dix premiers, particulièrement la duchesse d'Ossuna la mère, qui paraît avoir recueilli chez elle tout ce qui était dans la maison de son fils où l'on n'a rien trouvé. Elle a probablement cru que, comme femme, elle ne serait pas comprise dans la même mesure.

Toutes les listes d'émigrés adressées par le général Belliard et venant du corrégidor de Madrid ne contiennent que des noms de pauvres artisans et aucun d'un rang un peu élevé ; ce n'est que par le moyen de ma gendarmerie et par ma police à moi que j'en ai découvert quelques-uns, comme ceux d'aujourd'hui. J'ai besoin de savoir quelle conduite on doit tenir à leur égard.

Madrid, le 15 décembre 1808.

Sire,

Le pétitionnaire, M. Marquina, est le seul membre du conseil de Castille qui ait constamment servi Votre Majesté, rien ne l'a ébranlé ; dans les moments les plus critiques, il luttait seul contre tous ses

¹ Comte de Noblejas ; duchesse douairière d'Ossuna.

collègues. Il nous a toujours prévenus de ce qui intéressait l'armée en Espagne. Son zèle pour les intérêts de Votre Majesté l'a rendu victime de la fureur populaire, il a perdu toute sa fortune et un de ses fils massacré à Madrid.

Il demande aujourd'hui de l'emploi et a tous les moyens pour remplir avec distinction celui que Votre Majesté jugera à propos de lui donner.

Je ne connais pas d'homme plus capable de remplir les fonctions de préfet de police ou même de ministre de ce département à Madrid. S'il y a un seul obstacle contre lui, c'est d'avoir servi l'ancien gouvernement sous le prince de la Paix.

Je suis,...

SAVARY.

Quelle satisfaction quand, nouveau Titus, il n'a pas perdu sa journée et revient le soir avec un bulin nouveau :

Madrid, le 18 décembre 1808.

Sire,

Je m'empresse d'annoncer à Votre Majesté que les recherches faites chez la duchesse douairière d'Ossuna ont eu un plein succès. On vient de transporter chez le payeur environ quinze ou seize quintaux d'argenterie, et le contador (comptable) de la maison a remis une déclaration de neuf millions de réaux de revenus.

On m'annonce pour demain la certitude de découvrir un magasin d'habillements plus considérable que le dernier que j'ai remis à M. Mathieu Favier et qui a rempli quatre caissons.

Je suis ...

SAVARY.

Les biens d'Église lui semblent une conquête particulièrement précieuse, et l'enlèvement de la caisse du couvent de l'Escorial, une expédition pleine de gloire. Tel Jason et la Toison d'or :

Madrid, le 20 décembre 1808.

Sire,

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté le rapport que je viens de recevoir de M. Lagorsse, capitaine de la gendarmerie d'élite, chargé de faire des recherches sur la caisse du couvent de l'Escorial, qui se trouve à Madrid ¹.

Il a déjà découvert cent trente ou cent quarante mille francs, tant en argent qu'en papier-monnaie, et il espère que les dispositions prises

¹ Dans cette maison dite de *los Recesos* se trouvaient un religieux occupé à l'impression d'un dictionnaire arabe, un bibliothécaire et un moine chargé de la vente des bréviaires; ces trois dangereux citoyens furent gardés par une brigade de gendarmerie, avec deux factionnaires à la porte.

pour intimider les dépositaires lui feront découvrir le reste, s'il existe une plus forte somme.

Je prie Votre Majesté de me faire dire ce qu'on doit faire de cette caisse.

On a trouvé dans la maison d'Ossuna trois caisses de quinquina pesant à peu près cent livres, cela m'a paru assez précieux pour demander à Votre Majesté quel emploi il faut en faire. Le payeur m'a dit hier que l'argenterie de la maison d'Ossuna passait vingt quintaux. C'est cinq de plus que ce que j'avais annoncé par aperçu.

J'espère dans la journée avoir une opinion assez assise pour faire le choix des assassins des Français. Il y a bien encore un moine en prison accusé et convaincu d'avoir assassiné un officier français logé chez lui.

Vous lisez dans cette lettre un nom qu'il faut noter : celui du capitaine Lagorsse. On le retrouve plus tard, devenu colonel, et il entre même alors de plain-pied dans l'histoire de l'Église ! Géolier de Pie VII à Fontainebleau, il accompagne le pape dans ce fameux voyage de l'hiver de 1814 qui le ramène, humble et triomphant, à Rome ¹. En attendant, et pour préluder à ce rôle glorieux, en 1808, il poursuit avec habileté, il enlève avec bonheur la bourse des moines.

Ses recherches, habilement menées, furent véritablement fructueuses : 126,500 francs en argent monnayé, 18,500 francs en valeurs, plus deux créances, l'une de 170,000 francs sur la fabrique de Guadalupe, l'autre de 100,000 francs sur un particulier. On retrouvait bien le total de 414,942 francs déclaré par le procureur de l'Escorial ; Savary jouissait beaucoup d'une si parfaite balance ; il craignait seulement que des mains aussi scrupuleuses que les siennes, mais moins sûres que celles du Père économe, ne vinssent toucher à ce trésor, et pour éviter aux autres la tentation d'imiter le propre exemple du capitaine Lagorsse, il fit verser en hâte cet argent chez le payeur général de l'armée ². Conduite prudente et sage.

Le duc de Rovigo avait si bien opéré à Madrid, que sa dextérité fut mise à contribution dans d'autres villes. Au mois de janvier 1809, nous le trouvons à Valladolid. A ses occupations de

¹ On me permettra de renvoyer, pour les détails de cette page douloureuse du pontificat de Pie VII, à mon livre *Napoléon et les cardinaux noirs* et à la *Revue des questions historiques*, avril 1894.

² Savary à l'Empereur, 21 décembre 1808.

détrousseur de couvents il joint ici la mission de pourvoyeur de tribunal :

Valladolid, le 8 janvier 1809.

Sire,

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté l'état nominatif de onze Espagnols arrêtés à Valladolid comme auteurs ou complices d'assassinats commis sur des Français ; sur dix-sept qui étaient désignés dix n'ont pu être arrêtés ; de ce nombre sont les deux inquisiteurs qui se trouvaient à Valladolid.

Votre Majesté recevra ci-joint le rapport d'un brigadier des dragons de sa garde constatant l'assassinat de vingt-quatre soldats français dans un village entre Medina del Campo et Tordesillas. Les renseignements que m'a donnés ce brigadier suffiront pour retrouver le lieu où s'est commis le crime et faire les poursuites nécessaires pour en découvrir les auteurs.

On m'avait remis au moment de mon départ de Madrid un rapport sur les prisons de cette ville, qui renferment plusieurs Espagnols détenus comme assassins de Français. Je n'ai pas eu jusqu'ici l'occasion de remettre ce rapport à Votre Majesté. Je saisis celle-ci pour le lui adresser, afin qu'elle puisse prononcer en même temps sur le tout.

Je suis...

SAVARY ¹.

Ses loisirs, — il en a encore, tant son zèle ignore l'inaction, — ses loisirs, il les occupe à composer un traité de police « pour établir quelque sûreté sur les routes d'Espagne ². » Besogne lourde, tâche ardue et qu'il n'espérait mener à bien que par un acte d'autorité, en retirant les gendarmes dispersés dans les convois qu'ils escortaient mal, pour les grouper en postes établis de ville en ville, en communication constante et assez rapprochés pour se pouvoir entr'aider. Plus tard, ce système fut mis en vigueur avec un certain succès ; on pouvait, en effet, beaucoup attendre et beaucoup exiger de ces braves gens, fidèles à la discipline, rompus à l'endurance, solides, fermes, dévoués.

Mais voici l'Empereur qui passe à franc étrier, accourant en France pour gagner les bords du Danube. Dans son tourbillon il enlève Savary, fier de le suivre et heureux de lui prodiguer de plus près les marques de son dévouement. Au galop de cette chevauchée, — la course à l'abîme ! — sur la route de Burgos, ils pouvaient se rappeler tous deux la retraite aven-

¹ Arch. nat., AF iv, 1617.

² Savary à l'Empereur, Valladolid, 11 janvier 1809. C'est la dernière lettre du dossier.

tureuse du Caire à Alexandrie. Savary y avait jadis fait allusion, en homme qui n'a point oublié ces heures mauvaises ; le vieux rêve redevient une nouvelle réalité : le cadre seul a changé : la boue et les frimas du pays des rois de Castille remplacent la poussière et le soleil de la terre des Pharaons.

La triple excursion du duc de Rovigo au pays du Cid était terminée. — La première fois, avec une forfanterie de mensonges dont l'histoire n'a pas conservé d'exemple plus éclatant, il avait attiré dans le piège de Bayonne les princes espagnols. La seconde fois, hissé dans un emploi trop élevé, il s'était montré outre-cuidant, et d'une telle médiocrité qu'elle a été proclamée par M^{me} d'Abrantès, Laforest, le général Foy, le roi Joseph, Napoléon lui-même. La troisième fois, en des besognes plus modestes, il avait déployé non plus de zèle, mais plus d'aptitudes. Géolier, espion, pillard, trois vilains métiers. Et cependant, il désarme par la sincérité de son action. Il faut être tout à fait conscient pour être pleinement coupable. Disons seulement qu'il est entré dans la grande histoire par la basse porte. Chacun ici-bas reçoit un rôle et, à sa façon, l'agent de l'Empereur participait aux secrets du destin. A prendre les choses au pied de la lettre, il avait renversé une dynastie, exploit dont il éprouvait au reste moins d'orgueil que de son obéissance aux ordres de Napoléon.

Combien les hommes se donnent, pour faire le mal, plus de peine qu'il ne leur serait nécessaire d'en déployer pour accomplir le bien ! Une anecdote, apocryphe peut-être, veut que Colbert, se souvenant, sur son lit de mort, de ses complaisances pour le Roi, se soit écrié : « Si j'avais fait pour Dieu ce que j'ai fait pour cet homme, je serais sauvé dix fois, et je ne sais ce que je vais devenir. » Sans établir une comparaison injurieuse pour l'illustre ministre de Louis XIV, on peut penser ici que Rovigo eût été un grand saint à diriger ses labeurs vers un autre but, à donner à ses efforts un autre horizon, à consacrer son dévouement à un autre maître. Et puisqu'il est mort en chrétien, soutenu et consolé par Mgr de Quélen, au nom du Dieu de miséricorde et de paix, il a pu comprendre l'inanité misérable de sa carrière et porter sur lui-même, à cette heure de sincérité et de lumière, le jugement dont l'histoire impartiale lui garde les sévérités.

GEOFFROY DE GRANDMAISON.

MÉLANGES

I.

SAINT WANDRILLE ÉTAIT-IL APPARENTÉ AUX ROIS MÉROVINGIENS ET AUX ROIS CAROLINGIENS?

Depuis le jour où les généalogistes carolingiens rattachèrent saint Arnoul, évêque de Metz, à la famille des rois mérovingiens par une fille de Clotaire (I^{er} ou II), et lui attribuèrent trois ou même quatre fils, dont l'un aurait été le père de saint Wandrille, c'est-à-dire depuis le règne de Louis le Débonnaire (814-840) jusqu'au xvi^e siècle, la créance à la parenté du fondateur de l'abbaye de Fontenelle avec nos rois des deux premières races est demeurée, je crois, une tradition constante. Mais le xvii^e siècle, qui inaugura en histoire la méthode critique, rompit tout à coup cette tradition. Un savant jurisconsulte, très au courant de nos origines, Louis Chantereau-Lefebvre, osa prétendre, dans ses *Considérations historiques sur la généalogie de la maison de Lorraine*¹, que les auteurs carolingiens, dont on suivait le sentiment, étaient des mystificateurs, et que la généalogie qui avait pour nœud ou point central saint Arnoul de Metz était une œuvre apocryphe dénuée de toute valeur. L'école qui s'intitule traditionnelle ne manqua pas de protester contre de si hardies assertions. On peut voir de quelle façon elle défendit l'opinion régnante, dans un opuscule anonyme, intitulé : *La véritable origine de la maison royale de France*². Chantereau-Lefebvre riposta par sa *Dissertation historique concernant le mariage d'Ansbert et de Blithilde, prétendue fille de Clotaire I^{er} ou II*³. On pouvait croire l'incident clos

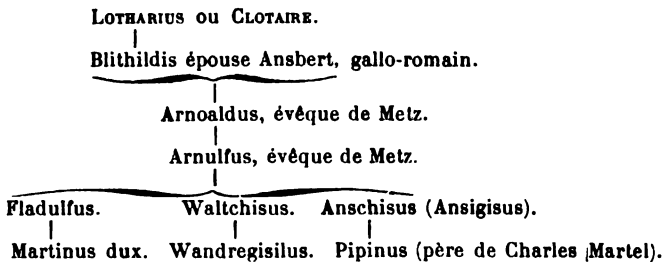
¹ Paris, 1641, in-fol.

² Nous n'avons pu nous procurer l'ouvrage; nous n'en connaissons la teneur que par la réfutation de Chantereau-Lefebvre.

³ Paris, 1647, in-4.

et la vérité rétablie, lorsque Marc-Antoine Dominicy publia en faveur de l'opinion traditionnelle un opuscule, en apparence très fortement documenté, sous ce titre : *Ansberti familia rediviva* ¹. Nous verrons plus loin que son principal document est d'origine suspecte, et qu'il y a lieu de le déclarer apocryphe. Quoi qu'il en soit, sa thèse n'était pas pour satisfaire les critiques modernes. Les éditeurs des *Monumenta Germaniae* (Scriptores), Pertz ² et Waitz ³, en publiant les *Genealogiae* des rois carolingiens, la combattirent ouvertement en ce qui regarda la liste des ascendants et des descendants de saint Arnoul. Bonnell, qui a étudié tout particulièrement les origines de la maison carolingienne, partage leur avis ⁴. Bref, c'est aujourd'hui une opinion communément reçue que la généalogie d'après laquelle saint Wandrille serait apparenté à la fois aux rois mérovingiens et aux rois carolingiens n'offre aucune garantie. Cette opinion est-elle vraiment justifiée ? Et, dans le cas de l'affirmative, faut-il en conclure qu'il n'existe aucune parenté entre saint Wandrille et les rois carolingiens ? C'est à cette double question que nous allons essayer de répondre, en étudiant non seulement les diverses *genealogiae*, mais encore les autres documents propres à nous fournir quelque lumière.

Pour éclairer la discussion, nous mettrons d'abord sous les yeux du lecteur le tableau généalogique tracé par Dominicy.



Cette généalogie fait de saint Wandrille un descendant direct des Mérovingiens par la fille de Clotaire, et un parent des Carolingiens

¹ *Ansberti familia rediviva, sive superior et inferior stemmatis beati Arnulfi linea, contra Lud. Cantarelli Fabri, nec non Joannis Jacobi Chiffletii objectiones vindicata*; auctore Marco Antonio Dominicy. Parisiis, 1648. L'ouvrage a deux parties : la première, qui regarde notre sujet, a pour sous-titre : *Consultatio dissertationis historicae Lud. Cantarelli Fabri ; De Nuptiis commentitiiis Ansberti cum Bliithilde Clotarii regis filia*.

² *Mon. G.*, t. II, p. 305 et seq.

³ *Mon. G.*, t. XIII, p. 242 et seq.

⁴ Bonnell, *Die Anfänge des karolingischen Hauses*. Berlin, 1866.

en ligne collatérale par Arnoul, aïeul de Wandrille et de Pépin. Examinons séparément ce double lien de parenté.

Wandrille descend-il des Mérovingiens par une fille de Clotaire, du nom de Blithilde? De nombreuses listes généalogiques en font foi; quelle créance méritent-elles? Ces listes forment deux groupes distincts: les unes donnent Blithilde comme fille de Clotaire II, ce sont: 1^o le *Codex Petropolitanus*¹ trouvé par Arndt en 1864 et publié par Waitz dans le tome XIII des *Monumenta Germaniae* (SS.), p. 247; 2^o le *Libellus de majoribus domus regiae*², édité par André Duchesne dans *Historiae Francorum scriptores*, t. II, p. 1; 3^o la *Genealogia regum francorum*³, que publia également André Duchesne (*Ibid.*, t. I, p. 795); 4^o le moine de Saint-Cybar d'Angoulême, qui a écrit une *Vie de Charlemagne*⁴ sous Charles le Chauve (dans André Duchesne, t. II, p. 68); les autres, plus réservées, se bornent à signaler Blithilde comme fille de Clotaire, sans dire s'il s'agit de Clotaire I^{er} ou de Clotaire II, ce sont: 1^o la *Genealogia domini Arnulfi episcopi*⁵ et 2^o la *Prosapia regum qualiter a Beato Arnulfo usque in haec tempora genili constant*⁶, publiées parallèlement par Pertz dans les *Monumenta Germaniae* (SS.), t. II, p. 308-309, et qui remontent au règne de Louis le Débonnaire⁷; 3^o la *Genealogia nobilissimorum Francorum, imperatorum et regum, dictata a Carolo rege* (Charles le Chauve) *Compendiensis loci restauratore post trina incendia*⁸, éditée par Pertz (*Mon. Germ.*, loc. cit., t. IX, p. 302) d'après un manuscrit de saint Bertin, aujourd'hui à Saint-Omer, n^o 776; 4^o la *Commemoratio genealogiae domni Arnulfi episcopi unde Francorum reges orti sunt*, qui fait partie du *Chronicon minus* de Saint-Wandrille⁹, aujourd'hui à

¹ « Lotharius genuit Dagobertum et Blithildem. Blithildis genuit Arnoldum ex Ansberto illustri viro. Arnoldus genuit Arnulfum post Mettensem episcopum. » Cf. d'Achery, *Spicilegium*, in-fol., t. II, p. 493.

² « Fuerunt autem majores domus ex quibus generatio regalis processit, primus quidem Ansbertus senator qui ex Blithilde, filia secundi Chlotarii, genuit Arnoldum, patrem sancti Arnulfi, tandem Mettensis episcopi, qui, » etc.

³ Même texte que le numéro précédent.

⁴ « Post Chilpericum regnavit Clotarius filius ejus. Clotarius ipse genuit Dagobertum et filiam nomine Blithildem, de qua Blithilde fuit generatio domini Caroli; nam ista Blithildis soror Dagoberti regis habuit virum in conjugio nobilem inter Francos, nomine Ansbertum, de quo genuit Arnoldum, » etc.

⁵ « Ansbertus, qui fuit ex genere senatorum.... accepit filiam Chlotarii, regis Francorum, ad conjugem, nomine Blithilde, sive Blitilde, et habuit ex ea filios tres et unam filiam.... Primogenitus Arnoaldus.... Arnoaldus genuit Arnulfo. »

⁶ Même texte que le numéro précédent.

⁷ Cf. Pertz, t. II, p. 305 et seq.

⁸ « Ansbertus nobilissimus genuit Arnoldum ex Blithildi filia Clotarii regis Francorum. » Le reste du texte semblable aux n^{os} 1 et 2.

⁹ Texte conforme aux n^{os} 1 et 2.

la bibliothèque municipale de Rouen, sous la cote Y 237, et qui porte la date de 885 : *anno Domini nostri octingentesimo octogesimo quinto, indictione tertia* ; 5° la *Genealogia* publiée par Dominicy, d'après un *codex* de Saint-Victor de Paris, qui reproduisait lui-même un texte de saint Wandrille¹, et datée du règne de Louis II, 869 : *ipse tamen Ludowicus super filios suos feliciter nunc principatum tenet anno incarnationis DCCCLXIX*^o (jusqu'au règne de Charles le Chauve le texte de cette généalogie est conforme à la *Prosapia regum* que nous avons indiquée plus haut, n° 2) ; 6° la *Genealogia S. Arnulfi* publiée par Dominicy et rééditée par Waitz² ; elle est conforme à la *Prosapia regum*, dont elle ne se distingue que par sa finale, d'après laquelle il faudrait rapporter sa rédaction au règne de Pépin le Bref : *Carolus senior et dux genuit Pipinum quem Stephanus romanus pontifex consecravit et unxit in regem, qui hodie feliciter regnat in Gallia et Aquitania*. Mais il importe d'indiquer sa provenance. Dominicy note qu'il la tient du P. Jérôme Vignier (l'un des plus insignes faussaires du XVII^e siècle). Outre ces diverses *généalogies*, Waitz en signale quelques autres dont la teneur est semblable, par exemple les *Manuscripti Parisienses* 5296^b (*Archiv*, t. XI, p. 268) et 6184 ; le *Duacensis* cité par Pertz (*Archiv*, t. VIII, p. 426) ; peut-être le *Bruxellensis*, XIV^e siècle (*Archiv*, t. VIII, p. 491)³.

On nous accordera que les listes du premier groupe sont à écarter, comme documents absolument négligeables. Les n°s 2 et 3 signalent Ansbert comme un sénateur gallo-romain, de race royale, et en même temps un maire du palais mérovingien, ce qui est deux fois inadmissible. En même temps elles lui font épouser une fille de Clotaire II, né en 584 et mort en 629-630. Dominicy prétend qu'il y a là une faute de lecture et qu'il faut lire *filia secunda Clotarîi*, au lieu de *filia secundi Clotarîi*⁴. Mais le malheur veut que les n°s 1 et 4 déclarent nettement que l'épouse d'Ansbert était une sœur de Dagobert I^{er}. Blithilde aurait donc été une fille de Clotaire II. Mais comment imaginer qu'elle ait eu pour fils Arnoald, évêque de Metz, et pour petit-fils saint Arnoul, le précepteur et le maître de Dagobert, son frère ? Il y a là une impossibilité matérielle qui prouve l'inanité de la généalogie en question. Waitz estime que le numéro 4 est la plus

¹ Dominicy (ouv. cit., *Appendix*, p. 12) indique ainsi la provenance de son manuscrit : « Ex codice S. Victoris Parisiensis, cujus quidem character recens videtur, sed exscriptus est liber ex veteri exemplari S. Vandregisili Rotomagensis. »

² Dominicy (ouv. cit., *Appendix*, p. 5), et Waitz (*Mon. Germ. SS.*, t. XIII, p. 245).

³ *Mon. Germ. SS.*, t. XIII, p. 244, note 1.

⁴ *Ansberti familia rediviva*, cap. ix, p. 103.

ancienne liste généalogique des rois carolingiens que nous ayons, à l'exception du numéro 6 du second groupe, qui provient de Jérôme Vignier. A notre sens, toutes les listes du premier groupe sont postérieures à celles du second ¹. On n'a pu faire de Blithilde une fille de Clotaire II, que parce qu'on avait sous la main des généalogies qui lui donnaient pour père un roi Clotaire, sans autre désignation. Sous prétexte de mieux préciser la filiation de l'épouse d'Ansbert, on a commis un grossier anachronisme.

Les listes du second groupe méritent donc seules d'être discutées. Il importe de fixer d'abord la date de leur composition. Les deux premiers numéros remontent à Louis le Débonnaire ; le troisième est daté du règne de Charles le Chauve ; le quatrième est de 885 et le cinquième de 869. Le sixième seul est antérieur à Charlemagne. Cette remarque est d'une extrême importance. C'est qu'en effet sa date le rend justement suspect. Quand ce document a-t-il été produit ? Précisément à une époque où l'école traditionnelle voulait infirmer la thèse de Chantereau-Lefebvre qui prétendait qu'aucune liste généalogique des Carolingiens ne remontait à Charlemagne. Et par qui fut-il remis à Dominicy, dont personne ne révoque d'ailleurs en doute la bonne foi ? Par Jérôme Vignier. Jusqu'à notre temps on avait cru pouvoir accorder confiance à cet érudit. Mais depuis le jour où Julien Havet a démontré que sa cellule était une officine de faux ², tous les documents sortis de ses mains et dont on ne connaît pas d'ailleurs la provenance sont justement frappés de suspicion. Or il est remarquable (et c'est une observation de Wattenbach) que la généalogie fournie à Dominicy par Vignier ne se trouve dans aucun manuscrit. Waitz hésitait déjà à en admettre l'authenticité. « Après la découverte de Julien Havet, ajoute Wattenbach, il faut sans doute ajouter la pièce en question à la liste des productions de ce faussaire ³ » (Jérôme Vignier). A notre avis, cette conclusion s'impose absolument.

Le faux de Vignier écarté, nous nous trouvons en présence de documents postérieurs de plusieurs siècles aux faits qu'ils attestent. Leur apparition tardive n'est pas de nature à donner grande valeur à leur témoignage. S'accordent-ils au moins avec les documents

¹ Noter que le n° 4 est apparenté au n° 1, dont il dérive probablement.

² Waitz invoque la loyauté de Dominicy, pour accréditer ce document (*Mon. Germ. SS.*, t. XIII, p. 242 et seq.).

³ J. Havet, *Les découvertes de Jérôme Vignier*, dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1885, t. XLVI ; *A propos de Jérôme Vignier* (*Ibid.*), t. XLVII (1886), p. 335.

⁴ *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere Geschichtskunde*, t. XI, p. 631. Cf. *Biblioth. de l'École des chartes*, t. XLVII, p. 341.

authentiques et autorisés que nous possédons ? Il faut, hélas ! reconnaître que ni Grégoire de Tours, ni l'auteur de la *Vita Arnulfi*, ni l'historien des évêques de Metz, Paul Warnfried, ne permettent d'accepter les données de nos listes généalogiques.

Grégoire (+593) donne la liste des enfants de Clotaire II, et il a l'intention visible de la donner aussi complète que possible ¹. Or, il ne lui connaît qu'une fille, Clotsinde, qui fut mariée au roi des Lombards, Alboin ². Faut-il supposer que l'existence de Blithilde ou son origine lui a échappé ? L'hypothèse est absolument inadmissible. Doit-on croire qu'il a négligé de la mentionner à cause de son mariage avec un simple particulier ? Grégoire de Tours, au contraire, n'eût pas manqué de noter cette alliance, en raison même de la singularité du fait. A sa connaissance, tous les rois mérovingiens avaient marié leurs filles à des princes ³. Le mariage de Blithilde avec le sénateur Ansbert eût formé une exception qu'il se fût empressé de signaler. C'est qu'en effet un tel événement, déjà remarquable en soi, avait encore une extrême importance au point de vue social. Qu'un descendant des plus illustres familles gallo-romaines devint le gendre d'un roi frank, n'était-ce pas, pour Grégoire de Tours, et pour toutes les familles qui, comme la sienne, appartenaient à l'aristocratie de la Gaule, un acte destiné à sceller l'union définitive de l'ancien régime avec le nouveau ? Qui voudra croire que l'historien des Francs ait pu oublier d'enregistrer un fait aussi considérable ⁴ ?

Le biographe de saint Arnoul n'est pas plus favorable à la théorie des généalogistes carolingiens. Non seulement il ne songe pas à donner à son héros pour aïeux une fille de roi et un sénateur gallo-romain, mais il exclut positivement l'idée de la descendance gallo-romaine de l'évêque de Metz, en le faisant naître de la race des Francs, *prosapia genitus Francorum* ⁵. Nul ne contestera qu'il s'agit ici de la ligne paternelle des ascendants d'Arnoul. Or le témoignage de l'hagiographe offre quelque garantie, en raison de sa date. M. Bruno Krusch n'hésite pas à attribuer la *Vita Arnulfi* à un moine messin

¹ « Denique ipse rex de diversis mulieribus septem filios habuit, id est de Ingunde Guntharum, Childericum, Charibertum, Gunthramnum, Sygibertum et Clotsindam filiam; de Aregunde vero, sorore Ingundis, Chilpericum; de Chunsina habuit Chramnum. » *Hist. Franc.*, lib. IV, cap. III.

² *Ibid.*

³ Cf. Bonnell, *Die Anfänge des karolischen Hauses*, p. 34, note 3. Paul Warnfried raconte, il est vrai (*Liber de episcopis Mettensibus*, ap. *Mon. Germ. SS.*, t. II, p. 263), qu'un simple particulier, Agiulfe, épousa une fille de Clovis. Mais il ne rapporte cela que comme un on dit, *ut fertur*, auquel il ne faut sans doute pas trop se fier.

⁴ Cf. Bonnell, *loc. cit.*, p. 34-35.

⁵ *Vita Arnulfi*, cap. I, éd. Krusch, *Rerum meroving. SS.*, t. II, p. 432.

qui connut l'évêque de Metz et fut le témoin de plusieurs actions de sa vie, notamment en 629¹. On avouera que l'auteur était mieux placé que les généalogistes du ix^e siècle pour connaître la race et la famille de son héros.

Paul Warnfried († vers 796), dans sa liste des évêques de Metz, nomme au vingt-sixième rang Agiulfe, auquel succéda Arnoaldus son neveu ; puis vient Pappolus et, après Pappolus, le bienheureux Arnoul². Remarquons que le chroniqueur signale la parenté qui existe entre Agiulfe et Arnoaldus, et qu'il ne songe pas à faire d'Arnoaldus le père d'Arnoul. Évidemment il ne savait rien de cette filiation. Et pourtant il avait eu occasion de s'entretenir d'Arnoul avec Charlemagne, qui aimait à saluer dans le saint évêque de Metz un aïeul³. D'autre part il savait qu'on prétendait établir un lien de parenté entre l'évêque Agiulfe et la race des rois mérovingiens par une fille de Clovis⁴. S'il avait pu soupçonner qu'Arnoul fût le fils d'Arnoaldus, quelle admirable occasion lui eût été offerte de dresser une généalogie qui rattachât les Carolingiens aux Mérovingiens, par saint Arnoul et plus haut par Agiulfe ! Et quel délicat moyen de faire ainsi sa cour à Charlemagne ! Mais l'idée n'en vint pas à l'esprit de l'honnête historien. Ne connaissant pas de lien qui unit Arnoul à Arnoaldus, il se contenta de citer leurs noms à part dans son catalogue.

De toute cette discussion il résulte, à l'évidence, selon nous, que la théorie des généalogistes carolingiens est inconciliable avec les textes des historiens les plus autorisés, qu'elle manque de base historique, et qu'elle appartient au domaine de la légende.

D'où peut-elle provenir ? Et dans quel intérêt fut-elle conçue ? D'une façon générale, on peut dire qu'elle avait pour but de flatter les rois de la seconde race en les rattachant à ceux de la première. Mais elle fut rédigée dans l'intérêt immédiat de l'église de Metz. Tout un chapitre ou alinéa de la généalogie primitive est consacré à prouver que l'évêché d'Alais, entre Nîmes et Uzès, est, en quelque sorte, une propriété de la famille d'Ansbert, et par là même une dépendance de Saint-Étienne de Metz. Les rois de la première race lui en ont assuré

¹ *Vita Arnulfi*, p. 428.

² « Vicesimus ac sextus Agiulfus.... Post istum nepos ipsius nomine Arnoaldus, quem secutus est Pappolus. Post hos.... beatissimus Arnulfus. » *De episcop. Mettensibus*, ap. *Mon. G. SS.*, t. II, p. 263.

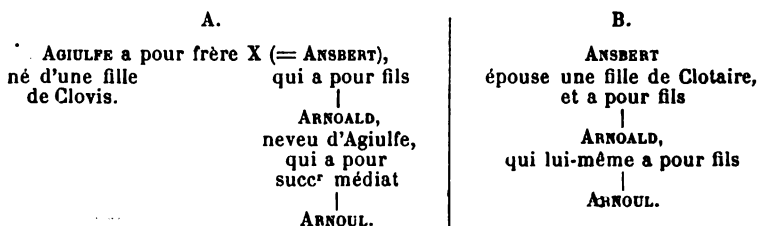
³ Après avoir raconté l'histoire de l'anneau de saint Arnoul, Paul Warnfried ajoute : « Haec ego non a qualibet mediocri persona didici, sed ipso totius veritatis assertore, praeclaro rege Karolo referente, cognovi ; qui de ejusdem beati Arnulfi descendens prosapia, ei in generationis linea trinepos extabat. » *Ibid.*, p. 264.

⁴ « Agiulfus qui fertur patre ex nobili senatorum familia orto, ex Chlodovei regis Francorum filia procreatus. » *Ibid.*, p. 263.

la possession. Agiulfe, évêque de Metz, est le fondateur du siège d'Alais, et Agiulfe n'est autre qu'un frère d'Ansbert, chef de la maison carolingienne par son fils Arnoald et son petit-fils Arnoul. Toute cette généalogie a donc été dressée en faveur de l'église de Metz ¹, ce qui indique assez clairement sa provenance : *is fecit cui prodest*.

Il est aisé maintenant de faire voir comment elle fut composée. Paul Warnfried en fournit les éléments au généalogiste : ce que l'ami de Charlemagne n'eût osé faire, le courtisan de Louis le Débonnaire, moins scrupuleux, le fit. Arnoald qui n'était, dans la pensée de Paul Warnfried, que le prédécesseur d'Arnoul sur le siège de Metz, devint proprement son père. Arnoald était neveu d'Agiulfe, mais Paul Warnfried ignore le nom du frère d'Agiulfe qui fut le père d'Arnoald. Le généalogiste le nomma Ansbert, et du même coup la liste des ascendants d'Arnoul fut arrêtée. Il ne restait plus qu'à donner pour épouse à Ansbert une fille de sang royal ; la légende faisait déjà, nous dit Paul Warnfried, d'Agiulfe un descendant de Clovis par une fille dont on taisait le nom ; le généalogiste, s'inspirant de la même idée, fit d'Ansbert l'époux d'une fille de Clotaire, à laquelle il conféra le nom de Blithilde. Les deux tableaux suivants montreront mieux que des raisonnements la genèse de la légende albertine et arnoaldine ; nous appellerons A la version de Paul Warnfried, et B la liste des ascendants d'Arnoul d'après le généalogiste carolingien.

¹ D'après la *Genealogia domni Arnulfi* et la *Prosapia regum* publiées par Pertz, Ansbert avait cinq frères, entre autres Deotarius • qui construxit vicum Arisidium (Arisitum), • et Agiulfe, évêque de Metz. • Tempore vero bonae memoriae Agiulfi episcopi Teudebertus rex praefatum vicum Arisidium per suum praeceptum partibus beati Stephani protomartyris Metensis ecclesiae delegavit, et dominus Arnoaldus nepos ipsius, postea et idem pontifex, accepit exinde confirmationem tempore domni Lotharii regis ad partes nihilominus beati Stephani. Similiter Dagobertus, Sigebertus quoque eundem vicum beato Stephano sua praeceptione confirmaverunt. Praedictus vero praesul Agiulfus germanum suum Deotarium in eodem vico Arisidio episcopum constituit et post dominum Deotarium nepos ipsius dominus Modericus est ordinatus episcopus per ordinationem Metensis episcopi • (*Mon. Germ.*, t. II, p. 310; cf. le texte de Vignier, *Ibid.*, t. XIII, p. 245, absolument semblable et tiré de la *Prosapia regum*). Chantreaux-Lefebvre (*Dissertation historique*, etc., 2^e partie, ch. VII, p. 107 et suiv.) s'applique à démontrer que l'épiscopat de Déotarius est inconciliable avec la chronologie de Grégoire de Tours (*Hist. Franc.*, lib. V, c. v). Longnon (*Géographie de la Gaule au VI^e siècle*, Paris, 1878, p. 5, 186-187, 538-543) ne paraît pas connaître cette difficulté et n'essaie pas de la résoudre. Il identifie Arisitum (*Arisidium* serait une mauvaise leçon) avec Alais. Le seul point que nous voulions mettre ici en lumière, c'est que toute cette histoire de l'évêché d'Arisitum est d'origine messine, et, par là même, la généalogie albertine dont elle dépend.



Qu'on admette ou qu'on rejette les explications que nous proposons de la genèse et du lieu d'origine des *genealogiae* carolingiennes, leur caractère apocryphe n'en reste pas moins démontré en ce qui regarde la liste des ascendants de saint Arnoul. La liste de ses descendants, aboutissant à saint Wandrille, n'est pas plus authentique, comme nous allons le voir.

. .

Sur ce point les généalogies forment trois groupes qu'il importe d'examiner séparément pour en mieux saisir la valeur respective. Le premier groupe ne donne que deux fils à saint Arnoul, Chlodulfe et Anschise (ou Anségise) ; ce sont : 1° les manuscrits utilisés par Pertz pour la constitution de son texte de la *Genealogia domus Arnulfi episcopi* (*Mon. Germ.* (Scriptores), t. II, p. 308; cf. p. 305) ; 2° la *Commemoratio genealogiae domni Karoli gloriosissimi imperatoris*, que Waitz a publiée sous le numéro 2 (*Mon. Germ. Ibid.*, t. XIII, p. 245) et qu'il estime, à tort, selon nous, contemporaine de Charlemagne¹ (en tout cas elle serait postérieure à Paul Warnfried et à l'an 800 ; la seule chose qui nous intéresse ici). Le second groupe, de beaucoup le plus nombreux, attribue à saint Arnoul trois fils, Chlodulfe, Waltchise et Anschise ; ce sont : 1° les deux manuscrits d'après lesquels Pertz a édité la *Prosapia regum qualiter a B. Arnulfo usque in haec tempora constant* ; le premier est un manuscrit de la Bibliothèque nationale, coté 440, fonds de Saint-Germain, XII^e siècle ; le second un manuscrit du musée britannique, coté *Tiberius*, C. XI, fol. 19-21, X^e siècle ; 2° le manuscrit de Saint-Bertin, aujourd'hui à Saint-Omer, n° 776, publié par Pertz (*Mon. Germ. SS.*, t. IX, p. 302) ; 3° le manuscrit de Saint-Victor, de Paris, copie d'un texte provenant de Fontenelle, que Dominicy a inséré dans l'*Appendix* à son ouvrage, p. 12 ; 4° la *genealogia* du *Chronicon minus* de saint Wandrille, coté Y 237, à la bibliothèque municipale de Rouen ; 5° la généalogie fournie par

¹ Elle nous paraît dépendre de la *Genealogia domni Arnulfi*, éditée par Pertz, *Mon. G.*, t. II, p. 308.

Vignier à Dominicy, que nous avons déjà écartée comme fausse ¹. Un troisième groupe donne à saint Arnoul quatre fils, Aistulfe, évêque de Metz, Waltchise, Chlodulfe et Anségise ; ce sont : 1° la *genealogia* publiée par Luc d'Achéry, dans son *Spicilegium*, t. II, p. 493, éd. in-fol., 1723, Paris ; 2° deux manuscrits signalés par Pertz (*Mon. Germ. (Scriptores)*, t. II, p. 305), l'un à la bibliothèque de l'Université de Gand, connu sous le titre de *Miscellanea S. Audomari*, xii^e siècle, l'autre à la bibliothèque royale de Bruxelles, xii^e siècle ².

Il n'est guère nécessaire de discuter la valeur des généalogies du troisième groupe. Le prétendu Aistulfe, évêque de Metz, n'a jamais existé que dans l'imagination d'un chroniqueur fantaisiste. A la fin du viii^e siècle personne, dans l'église de Metz, ne soupçonnait encore son existence ³. Reste à contrôler les généalogies des deux autres groupes.

Que faut-il penser du premier ? Celui-ci se justifie fort bien historiquement. Il est conforme au témoignage du biographe de saint Arnoul ⁴ et de Paul Warnfried, qui ne donnent à saint Arnoul que deux fils, soit Chlodulfe et Anségise ou Anschise ⁵. Le biographe de saint Wandrille contredit-il ces deux auteurs ? Nullement. Je parle de son premier biographe, dont l'ouvrage ne contient aucune allusion à un lien de parenté entre son héros et saint Arnoul ⁷. Bref, jusqu'au ix^e siècle, il est impossible de trouver la trace d'un Waltchise, fils d'Arnoul et père de Wandrille.

Dans ces conditions, quelle créance peut-on accorder aux généalogistes (second groupe) qui ont prétendu établir cette descendance ?

D'une part, il est visible que les noms de Waltchise et de Wandrille ont été interpolés dans la *Prosapia* que Pertz a publiée (*Mon. Germ.*, t. II, p. 308-309) en parallèle avec la *genealogia domni Arnulfi*. Sauf sur ce point, les deux textes sont absolument conformes. Une telle interpolation est déjà par elle-même un motif de légitime suspicion.

¹ Tous ces manuscrits donnent la version suivante : « Arnulfus genuit Flodulfum, Waltchisum et Anschisum. Waltchisus genuit Wandregisilum confessorum Domini, Flodulfus genuit Martinum quem interfecit Ebroinus Ercriaco palatio. Anschisus genuit Pippinum. »

² « Arnulfus genuit Aistulphum Metensem episcopum, et Gualchisum, et Flodulphum et Ansigisum. Ansigisus genuit Pippinum, » etc.

³ Il se pourrait que la *Genealogia* de Luc d'Achéry fût tirée des *Miscellanea S. Audomari*.

⁴ Cf. Paul Warnfried, *De episcop. Mettens.*, loc. cit.

⁵ « Nam illud eidem Dominus speciale munus veluti duarum gemmarum splendidum decus in mundo indulsit, ut ex eadem egregia femina duorum filiorum gaudia suscepisset. » *Vita Arnulfi*, cap. v, éd. Krusch, p. 433.

⁶ Paul Warnfried, *De episcop. Mettens.*, loc. cit., p. 264.

⁷ Cf. *Vita Vandregisili*, cap. i, dans Mabillon, *Acta SS. Ord. S. Bened.*, t. II, p. 526.

En second lieu, l'époque tardive (ix^e siècle) où apparut la première mention d'un troisième fils d'Arnoul rend l'existence de ce fils très problématique. Pour expliquer la conspiration du silence que les historiens ont gardé sur cet enfant, on imagine que sa naissance offrait peut-être quelque chose d'anormal, par exemple que saint Arnoul avait pu l'avoir d'une concubine ¹. Cette hypothèse a le grave inconvénient de jeter gratuitement quelque ombre sur la vertu du grand évêque de Metz. Mais ce qui la rend tout à fait inadmissible, c'est qu'elle est inconciliable avec les données mêmes des généalogies qu'elle prétend autoriser et justifier. Toutes ces généalogies placent justement Waltchise entre les deux fils, sûrement légitimes, d'Arnoul, Chlodulfe et Anségise. Inutile de dire que dans la pensée des généalogistes, Waltchise était du même lit que ses frères. Cela coupe court à l'hypothèse de la naissance illégitime du prétendu troisième fils d'Arnoul.

J'ajoute que l'existence de ce Waltchise est matériellement incompatible avec la chronologie de la vie de saint Arnoul et de la vie de saint Wandrille. Wandrille fonda l'abbaye de Fontenelle le 1^{er} mars 649 et mourut le 22 juillet 668 ². L'auteur de sa seconde *Vie* veut qu'il soit mort nonagénaire ³. En faisant la part de l'exagération, on peut, sans crainte d'erreur, affirmer qu'il mourut dans un âge très avancé, par exemple entre soixante-quinze et quatre-vingts ans. De la sorte, sa naissance devrait être fixée au plus tard en 593. Or, à cette date, Arnoul n'était pas encore entré à la cour et on sait qu'il y parut assez jeune, au plus tôt en 595 ⁴. Qui voudra croire qu'il fût déjà grand-

¹ On appelle l'attention sur ces mots de Paul Warnfried (loc. cit., p. 264) : « Beatissimus Arnulfus qui.... juventutis suae tempore ex legitimi matrimonii copula duos filios procreavit, id est Anschisum et Chlodulfum. » On voudrait que *legitimi* fût une allusion à une autre union *illégitime* du saint. Mais l'auteur a simplement entendu établir que les fils d'Arnoul avaient une origine absolument irrépréhensible, qu'ils étaient nés avant son épiscopat et d'un légitime mariage. — Pour justifier l'hypothèse, on cherche une comparaison dans les écrivains de cette époque. On fait observer que les historiens ne donnent communément à Charles Martel que trois fils ; par exemple, les *Annales* attribuées à Einhard, ad ann. 741 : *Hoc anno Kar'us major domus diem obiit, tres filios heredes relinquens, Karlomannum scilicet, et Pipinum atque Grifonem* (*Mon. Germ. SS.*, t. I, p. 135). Or, on connaît deux autres fils de Charles : Remi qui devint archevêque de Rouen, et Jérôme. Cette observation est juste ; mais l'existence de ces derniers est connue par des écrivains du temps, ce qui n'est pas le cas de Waltchise. Ainsi la *Genealogia* publiée par Pertz (*Mon. G.*, t. IX, p. 302) signale en ces termes la descendance de Charles Martel : « Genuit Pippinum, Karlomannum, Grifonem et Bernardum ex regina ; Remigium et Geronimum ex concubina. »

² Cf. Vacandard, *Le règne de Thierry III et la Chronologie des moines de Fontenelle*, dans *Revue des quest. histor.*, 1^{er} avril 1896, p. 500 et seq.

³ « Annorum circiter nonaginta sex. » *Vita secunda Wandregisili*, cap. xxvii, Mabillon, *Acta SS. Ord. S. B.*, t. II, p. 545.

⁴ Cf. Krusch, *Rerum Meroving. SS.*, t. II, p. 426.

père et deux fois grand-père, puisque les généalogies sont unanimes à faire de Waltchise son second fils? Cette simple remarque montre, à l'évidence, que ce prétendu fils est un être fictif, inventé par les généalogistes pour le besoin d'une cause.

Et cela nous amène à rechercher la provenance de cette fiction. D'après l'axiome juridique bien connu : *is fecit cui prodest*, les moines de Fontenelle en seraient les auteurs responsables. D'une part, en effet, il est remarquable que, parmi les manuscrits que nous avons rangés dans le second groupe, la plupart sont ou dérivent de Fontenelle. C'est le cas des numéros 3 et 4. Le numéro 2 a très probablement la même origine; les moines de Fontenelle, fuyant vers le nord à l'approche des Normands, emportèrent avec eux leur légende et la semèrent à Saint-Bertin, où elle fut soigneusement recueillie. Le *Tiberius* du numéro 1 ne reproduit-il pas pareillement une tradition normande?

A défaut des indications fournies par les généalogies elles-mêmes, les ouvrages sortis de la plume des moines de Fontenelle au ix^e siècle justifieraient pleinement notre hypothèse. La *Grande chronique* de l'abbaye¹, les *Vies* interpolées de saint Wandrille et de saint Ansbert² s'accordent à désigner Waltchise comme père de saint Wandrille. Évidemment c'est à Fontenelle que la légende a pris naissance.

A quelle date? Dans la première moitié du ix^e siècle. L'auteur des *Gesta abbatum* la consignait dans son ouvrage entre 834 et 845³. Il n'y a guère d'apparence qu'elle soit beaucoup plus ancienne. Elle appartient à la période qui vit paraître les généalogies carolingiennes, c'est-à-dire, selon nous, au règne de Louis le Débonnaire (814-840). D'après Waitz⁴, elle remonterait un peu plus haut et daterait de l'empire de Charlemagne (800-814). Mais le document sur lequel il s'appuie ne nous semble offrir qu'une garantie très douteuse.

..

Bien que l'existence d'un Waltchise, prétendu fils de saint Arnoul

¹ « Hujus genitor Waltchisus nuncupatus nomine, ut veracium didicimus traditione seniorum, patruus gloriosissimi Pippini ducis Francorum, filii Anschisi extitit. » *Gesta abbatum Fontanellensium*, cap. II, éd. Loevenfeld, Hannoverae, 1886, p. 11.

² « Genitor ejus Waltchisus nomine ex nobilissima prosapia ortus, consobrinus extiterat Pippini. » *Vita secunda Vandregisili*, cap. I, Mabillon, *Acta SS.*, t. II, p. 535. « Pippinus Ansegisi filius, consobrinus videlicet Patris Wandregisili. » *Vita secunda Ansberti*, cap. XVIII, *Ibid.*, p. 1053. Sur les *Vies interpolées des saints de Fontenelle*, cf. Legris, *Analecta Bollandiana*, t. XVII (1898), p. 265-306.

³ Cf. Loevenfeld, *Gesta abbatum Fontanell.*, loc. cit., *Praefatio*, p. 5.

⁴ *Mon. Germ.*, t. XIII, p. 245.

et père de saint Wandrille, soit un mythe, il n'est pas sans intérêt de savoir ce qui a induit les moines de Fontenelle à dresser la généalogie dans laquelle ils l'ont fait entrer. Ont-ils créé cette légende de toutes pièces ? ou bien en ont-ils trouvé le germe dans les traditions de leur abbaye ?

Nous avons déjà remarqué que la première *Vie* du fondateur de Fontenelle, rédigée au VII^e siècle, n'indique aucun lien de parenté entre Wandrille et Arnoul. Mais la première *Vie* de saint Ansbert, dédiée à l'abbé Hiltbert († 701) et par conséquent assez voisine de la fondation du monastère, veut que Wandrille ait été un « parent de Pépin¹, » fils d'Anschise et petit-fils d'Arnoul. Ce simple mot, *propinquus*, est manifestement le germe d'où sortit toute la généalogie qui fit de Wandrille un petit-fils d'Arnoul, à l'égal de Pépin. La seconde *Vie* de saint Ansbert (IX^e siècle) maintient encore le terme *propinquus*²; mais, en un autre endroit, elle prétend l'expliquer et lui donne pour synonyme le mot *consobrinus*³. Pépin est dès lors le cousin germain de Wandrille. Il ne restait plus qu'à indiquer par des noms propres leur généalogie. C'est ce que fit l'auteur des *Gesta abbatum*, qui en appelle au témoignage « des anciens dignes de foi. » *Hujus* (Wandregisili) *genitor Waltchisus nuncupatus nomine, ut verucium didicimus traditione seniorum, patruus gloriosissimi Pippini ducis Francorum, filii Anschisi*⁴, *fuit*. Tout ceci est conforme aux leçons des listes généalogiques que nous avons étudiées. Mais, chose bizarre, la seconde *Vie* de saint Wandrille donne à entendre que c'est Waltchise lui-même et non Wandrille, qui est le cousin de Pépin: *Denique genitore ejus Waltchisus.... consobrinus extiterat Pippini principis Francorum*⁵. Faut-il croire qu'à l'époque où elle fut rédigée, le degré de parenté entre Wandrille et les descendants d'Arnoul n'était pas encore bien déterminé dans l'esprit des moines de Fontenelle ? Quoi qu'il en soit, ce fut la version de la *Vita secunda Ansberti* et des *Gesta abbatum* qui prévalut et devint la légende traditionnelle de l'abbaye.

En serrant les textes de plus près, il serait facile, ce nous semble, de montrer la genèse de cette tradition. Le premier biographe de saint Ansbert en fournit l'élément primitif, le mot *propinquus*;

¹ « Reminiscens idem princeps (Pippinus) *propinqui sui sancti Patris Wandregisili* » *Vita prima Ansberti*, cap. xix, ap. *Analecta Hollandiana*, t. I, p. 179-191. Sur la valeur de cette *Vie*, cf. Legris, *Les Vies interpolées des saints de Fontenelle*, loc. cit., p. 267 et seq.

² « Reminiscens.... *propinqui sui*, » etc., cap. xxxii, Mabillon, *Acta SS.*, t. II, p. 1038.

³ *Ibid.*, cap. xviii, p. 1053.

⁴ Cap. II, éd. Loevenfeld, p. 11.

⁵ Cap. I, Mabillon, *Acta SS.*, t. II, p. 535.

l'auteur des *Gesta* affirme de son côté que le père de Wandrille, « d'après la tradition des anciens du monastère, » se nommait Waltchise. Waltchise était donc parent, *propinquus*, de Pépin. A quel degré ? son oncle ou son cousin ? On ne pouvait guère le dire avec certitude. Finalement l'hésitation cessa ; on décida qu'il serait son oncle et, par là même, frère de Chlodulfe et d'Anschise, et fils de saint Arnoul. Arnoul devint de la sorte l'aïeul de saint Wandrille. Telle fut la version qu'accréditèrent les *genealogiae* carolingiennes.

Mais quelle part de vérité contient une pareille combinaison ? En la réduisant à ses éléments primitifs, on ne trouve plus que le nom de Waltchise donné par les *Gesta*, d'après la tradition, au père de saint Wandrille, et le titre de *propinquus*, « parent de Pépin, » fourni par le premier biographe de saint Ansbert. A dire vrai, il n'est pas impossible, ni même tout à fait improbable, que le nom du père de saint Wandrille se soit conservé par la tradition à Fontenelle. En bonne critique, il serait donc téméraire de le rejeter absolument. D'autre part, le témoignage de la *Vita Ansberti*, d'après lequel Wandrille serait un « parent » de Pépin à un degré qui n'est pas déterminé, offre quelque garantie de véracité. Les critiques s'accordent à voir dans l'auteur un historien bien informé¹. Mais le terme de *propinquus* est bien vague, et l'on ne saurait dire si Waltchise était apparenté aux Carolingiens par son père ou par sa mère, voire même par le père ou par la mère de Pépin.

. . .

Résumons-nous et concluons : 1° A l'exception du texte fourni par Jérôme Vignier à Dominicy et qui est manifestement un faux, toutes les *genealogiae* carolingiennes qui font de saint Arnoul un petit-fils de Blithilde, prétendue fille de Clotaire I^{er} ou II, et de saint Wandrille un petit-fils de saint Arnoul, ont été composées au ix^e siècle, et ne remontent très vraisemblablement pas plus haut que le règne de Louis le Débonnaire (814-840).

2° Ce sont des fictions qu'il est impossible de concilier avec les documents historiques les plus autorisés, par exemple avec les témoignages de Grégoire de Tours, du biographe de saint Arnoul, de Paul Warnfried, et des premiers hagiographes de Fontenelle.

3° Elles proviennent, pour la première partie, de Metz, et pour la seconde, de Fontenelle. La première partie offre quelque analogie avec le texte de Paul Warnfried, d'où elle dérive très probablement ; la seconde est sûrement une interprétation arbitraire des traditions

¹ Notamment M. Legris, *ouv. cité*, p. 267-272.

de Fontenelle, consignées dans la première *Vie* de saint Ansbert et dans les *Gesta abbatum Fontanellensium*.

4° Ces généalogies écartées, la légende qui compte des rois mérovingiens parmi les ascendants de saint Wandrille n'a plus aucun fondement. Mais les traditions de Fontenelle méritent toujours d'être prises en considération. D'une part, la tradition d'après laquelle le père de saint Wandrille se serait appelé Waltchise n'est pas dépourvue de probabilité. D'autre part, on doit regarder comme à peu près certain que ce Waltchise, ou tout au moins saint Wandrille, était, par Pépin, père de Charles Martel, apparenté aux Carolingiens, sans qu'on puisse indiquer leur ascendant commun. A coup sûr, saint Wandrille ne descendait pas de saint Arnoul.

E. VACANDARD.

II.

UNE

CONFÉRENCE DE FUSTEL DE COULANGES SUR COLBERT

Dans la belle biographie qu'il a donnée de M. Fustel de Coulanges, M. Guiraud, après avoir rappelé le durable succès qu'obtint à Strasbourg l'enseignement de ce maître, dit (p. 28) que les Strasbourgeois ne l'oublièrent pas et que « peu de temps après la guerre, ils le prièrent de leur donner encore une conférence. » Le fait est exact, mais s'est produit un peu différemment : c'est en 1872 que le consistoire protestant de Strasbourg organisa une série de conférences en langue française. M. le pasteur Bersier y fit une leçon sur le grand protestant Duplessis-Mornay ; M. Fustel consacra tout simplement la sienne au grand Français Colbert. Il était difficile de choisir un sujet plus connu, ou que le public des conférences pouvait croire plus connu de lui, mais le maître y mit sa marque, et son succès fut considérable, à ce que m'assurent quelques-uns de ses auditeurs. M. Fustel s'y était par instants départi de son habituelle réserve, et au fond de son discours se devinait une allusion assez peu déguisée aux tristesses patriotiques alors si cruellement ressenties ; la conclusion souleva de longs applaudissements, et cette leçon d'histoire fut à Strasbourg

une manière d'événement politique. Cette conférence est restée inédite : les journaux locaux du temps n'en donnèrent que des comptes rendus, et malgré ce succès, — à cause de ce succès peut-être, et pour des raisons dont il n'a pas dit le secret, — M. Fustel ne la laissa ou ne la fit pas imprimer. Du moins ne la vois-je pas citée dans la bibliographie très complète que donne de ses œuvres son zélé et très informé biographe. De la part du trop modeste savant que fut M. Fustel, telle indifférence n'a pas lieu de surprendre, mais nous lui devons d'être plus justes pour lui qu'il ne l'était lui-même, et plus respectueux de ses œuvres, nous qui savons que dans ses moindres pages ne manquent ni les jugements précis, ni les vues ingénieuses, ni mêmes les idées suggestives, si parfois elles semblent paradoxales. A défaut du texte même de sa conférence, qui ne fut peut-être pas rédigée, il en a été conservé le texte approximatif, constitué par les notes d'une intelligente auditrice, prises très abondamment et à propos, et rédigées ensuite sans recherche de style. Cette rédaction, avouons-le, n'a presque rien conservé, sauf peut-être au début, de la forme élégante et du souffle oratoire du conférencier ; mais cette absence de souci littéraire, ce manque de recherche d'une exactitude purement verbale, sont chez la rédactrice des garanties supplémentaires de sa bonne foi et de son application fiévreuse à suivre les idées et à les exprimer. Elle y est presque toujours parvenue ; sur l'existence dans notre histoire de ce double courant militaire et pacifique qui s'emmêle et se heurte à toutes les périodes de la vie nationale, sur le caractère bourgeois et moyen de Colbert, sur son ardeur au travail, sur le caractère réel de Louis XIV, sur les nécessités de guerre qui lui sont venues du dehors, la rédactrice a reproduit d'assez près les développements de M. Fustel pour qu'il ne soit pas impossible de publier (à défaut du texte perdu) le sommaire et comme la substance de sa conférence. Et cela n'est à coup sûr pas hors de propos. Colbert et son exemple, un encouragement à continuer sa tradition, quelques paroles de paix, en aucun temps ne peuvent être inutiles.

LÉON-G. PÉLISSIER.

Pendant dix ans, mes meilleures années, j'ai vécu au milieu de vous, de votre vie. Mes forces, mon âme vous appartenaient ; vous me donniez en récompense votre estime, votre sympathie ; chaque année je sentais se resserrer ces liens ; la même chaîne toujours plus étroite me lie encore à vous. Rien n'est changé en vous ni en moi : je vous revois tels que je vous ai quittés. Il me semble être encore dans cette académie où nous nous réunissions chaque samedi ; où, sans haine, sans passion, nous confondions nos espoirs, nos pensées, nos cœurs dans l'étude. Permettez-moi de me transporter à ces jours d'autrefois : je veux revivre encore une heure avec vous

dans ce monde enchanté que me rappelle notre salle calme et studieuse de l'Académie. Je vous y parlais rarement des guerres, des ambilieux, des conquérants, de ce que quelques-uns appellent la gloire ; plus souvent de ce qui fait le bonheur et la dignité des peuples, de leurs lois, de leur civilisation. Nous cherchions ensemble ce qu'est la liberté, ce qu'est le progrès ; nous le ferons encore aujourd'hui, sans haine et sans passion, laissant de côté ce qui attriste ; les regards de notre esprit se tendront vers le juste et le bon. Nous parlerons de paix, de travail et de progrès.

[Le personnage historique qui nous permettra de telles réflexions] c'est Colbert, le ministre de Louis XIV. Vous ne me reprocherez pas de parler d'un Français. J'ai remarqué que vous ne vous lassiez pas d'entendre parler de la France. Je voulais vous mettre sous les yeux un représentant, un type du travail. Je ne l'ai pas trouvé mieux qu'en Colbert. D'autres nations ont eu d'excellents généraux, de grands diplomates : personne n'a représenté dans cette perfection l'esprit de travail. Or Colbert n'est pas une exception en France. Ne vous le figurez pas comme un homme unique, singulier. Colbert n'a rien de cela. Je ne pourrai pas vous citer une mesure prise par lui qui n'ait été essayée avant lui. Colbert est un esprit très ordinaire, nullement inventif : c'est tout simplement le représentant de l'esprit moyen de la France. Car la France, qui a beaucoup guerroyé et beaucoup combattu, a encore plus travaillé.

Prenez l'ensemble de l'histoire de France. Vous distinguerez d'âge en âge deux courants, l'un de guerre, l'autre de travail. Suivons cette double tradition : d'abord la vieille Gaule est assaillie par les Teutons. Plus tard elle est attaquée par César, et quand, après bien des luttes, les Gaulois s'unissent aux Romains et remplissent les légions dites romaines, ils s'établissent aux bords du Rhin, là où se trouvait la vieille Argentoratum, qui devint une capitale des rois mérovingiens. La lutte contre la Germanie continue avec Charlemagne. Un siècle plus tard, la France est envahie par les Normands : c'est à ce moment que pour la protéger contre le pillage s'élèvent donjons et châteaux forts. Deux siècles plus tard, sous Louis VI, l'invasion recommence, conduite par Henri V, empereur d'Allemagne. Il pénètre en Champagne, il espère entrer dans Reims, alors la plus riche ville de France : mais chevaliers, artisans, laboureurs accourent et l'ennemi doit reculer. Un siècle se passe encore, mais le danger renait : c'est l'empereur Othon IV qui envahit le nord de la France ; les domaines des seigneurs étaient déjà distribués entre les Allemands ; mais l'étranger est vaincu à Bouvines. Ensuite la France a à lutter contre les Anglais, on lui enlève des provinces, la meilleure partie de son territoire ; mais elle s'acharne à refouler l'ennemi ; pendant cinquante ans elle donne son sang et son argent, puis peu à peu reprend son sol et chasse les Anglais. Au siècle suivant, c'est encore par l'Allemagne qu'elle est attaquée. Charles-Quint envahit la Champagne en 1520 ; en 1536, il annonce l'annexion de la Bourgogne et de la Provence, provinces d'origine allemande : il en distribue les charges, les places, les biens à ses capitaines, nomme aux évêchés du vivant de leurs titulaires. Comment arrêter cette invasion ? On imagina de faire un désert de la Provence. Les paysans ravagèrent eux-mêmes leur pays, détruisant les récoltes, brûlant les hameaux. L'ennemi affamé s'arrêta, dut se retirer.

Ensuite commencent les luttes religieuses qui affaiblissent la France, qui la livrent aux intrigues des Espagnols et des Allemands. Pendant quarante ans, sous prétexte de catholicisme ou de protestantisme, la France est envahie par les Allemands et les Espagnols. Henri IV chasse les uns et les autres. Le calme renaît.

Avec Louis XIV, la guerre recommence, agresseur vis-à-vis de la Hollande, mais trois fois attaqué par elle, en 1673, en 1686, en 1701. Période de ravages réciproques, de l'Alsace par l'Allemagne, du Palatinat par la France, période de ruine générale. Au XVIII^e siècle, longue série de guerres, où grandit l'Angleterre, où la France verse son sang mal à propos; après les lugubres guerres de la Révolution et de l'Empire, où la France est contenue et arrêtée pendant vingt ans par une ligue puissante, elle est encore envahie en 1814 et 1815.

Ceci, c'est la tradition belliqueuse de la France. — En même temps et parallèlement s'établit la tradition laborieuse. Suivons-la à son tour de siècle en siècle. Suivons ce filon précieux de travail et d'enrichissement à travers les épaisses couches de guerres, de désordres, de luttes intestines.

C'est d'abord la vieille Gaule, qui défriche ses forêts, récolte du blé, fabrique de la toile, fonde des villes, et se couvre de ces monuments celtiques, tels que l'on en admire dans les Vosges. Déjà l'Alsace se fertilise, tandis que de l'autre côté du Rhin s'étend la stérile forêt Hercynienne, couvrant les trois quarts de la Germanie.

Le moyen âge semble n'être qu'une époque de désordre, mais au fond se cache la loi du travail. Les villes s'embellissent, le commerce s'étend. Le travail était la règle même des couvents. Les routes s'allongent : dans toute la région on peut suivre leurs traces. La route où Strasbourg est bâtie portait à la Germanie les étoffes et les vins de France, et par elle le travail pénètre en Allemagne, dans l'Allemagne qui, elle aussi, a noblement accompli sa tâche laborieuse.

Le travail français ne se compose pas seulement d'industrie, d'agriculture et de commerce. Il vise aussi au beau. Déjà se crée une poésie : les trouvères vont de ville en ville chanter leurs poèmes. Puis s'élèvent les cathédrales de style roman : la partie inférieure de notre cathédrale en est un exemple. Au style roman succède le gothique, qui n'a rien de commun avec les Goths, ni, comme on l'a prétendu, avec les Arabes. Ce n'est qu'un progrès, qu'un développement naturel de l'architecture romane. Les premiers monuments gothiques furent construits sur les bords de la Seine et de l'Oise : ce n'est qu'un siècle plus tard qu'il s'en construisit sur le Rhin et en Italie. Quand vos pères bâtissaient leur cathédrale, ils savaient qu'ils appliquaient un art purement français : cette cathédrale est française dans toutes ses parties.

La tradition laborieuse continue sous Louis XI. Il protège le commerce et l'industrie du drap, de la toile. François I^{er} développe le commerce dans le Levant. Sous son règne apparaît le Collège de France, première source d'instruction libre pour toute l'Europe. Sous Henri IV, sous Richelieu, sous Louis XIV, vous connaissez la tradition pour y avoir pris part. La laborieuse Alsace sait comment on travaille en France. Comptez les grandes découvertes faites en mathématiques, en chimie, en physique, en philologie, — et vous

aurez une idée du travail de la France : elle a accompli sa tâche à travers les siècles.

On a accusé la France d'être trop belliqueuse. C'est vrai, elle s'est défendue ; elle a porté le poids d'invasions qui auraient épuisé d'autres peuples. Mais elle a toujours préféré le travail à la guerre. Il a été dans sa destinée d'avoir beaucoup de guerres, mais le travail a été le fondement de toute sa vie. Prenez l'un après l'autre les hommes d'État qui se sont succédé en France : presque tous ont un point commun, un air de famille, tous ont aimé, ont encouragé le travail. Charlemagne a fondé les premières écoles, Louis VI était toujours en expédition pour protéger les marchands contre les grands seigneurs. Suger ordonne des défrichements, Louis XI anoblit les négociants, Sully importe le mûrier, Richelieu fonde des manufactures, des colonies, Napoléon crée l'industrie sucrière. Tous ont travaillé à la prospérité de leur pays. Colbert n'est qu'un anneau dans cette chaîne d'hommes d'État laborieux.

Je désire vous faire connaître Colbert par sa correspondance. Ses lettres, ses instructions, ses rapports, forment un recueil volumineux. Quelques extraits vous donneront une idée des intentions et des actes de Colbert.

Il appartient à une famille de travailleurs. Son grand-père était non cabaretier, comme on l'a dit, mais avocat. Son père, qui lui fit donner une éducation libérale, était drapier. Colbert lui-même fut conduit tout jeune à Paris pour apprendre le commerce, excellente école pour les hommes d'État. Colbert dit dans une lettre à son frère que ce qui est au-dessus de tout, c'est non le génie ou l'habileté, mais le travail. Le travail était sa passion, c'est par elle qu'il est grand. — Louis XIV, d'ailleurs, n'était pas moins laborieux que son ministre, il travaillait régulièrement plusieurs heures à ses affaires d'État, et sur ces heures, jamais ses plaisirs ni ses passions ne purent empiéter. Ce roi despote, qui voulait beaucoup dominer, a du moins le mérite d'avoir beaucoup travaillé. Dans ses mémoires, il dit : « C'est par le travail qu'on règne. » Louis XIV, au début de son règne, ne songeait pas à la guerre. Il a souvent exprimé cela dans ses mémoires, dans les préambules de ses actes législatifs. Il donnait tous ses soins aux finances, à l'administration, aux œuvres de paix. Tels étaient Colbert et Louis XIV.

A peine maître du pouvoir, Colbert déclara la guerre aux paresseux : les couvents ne travaillant pas, il en diminua le nombre, en interdit l'établissement sans autorisation royale, recula la date du vœu monastique ; les fêtes chômées étant trop nombreuses, il en retrancha dix-sept. Dix-sept jours de plus dans l'année pour le travail, quelle conquête ! Il fit une autre guerre à la mendicité, essaya de diminuer les aumônes faites sans discernement par les couvents, qui encourageaient ainsi le vagabondage, la paresse et la misère. Colbert les supplie de remplacer les aumônes par des distributions de travail rémunéré. « Donnez de la laine pour tisser et du coton pour faire des bas, et les pauvres auront leur salaire en vous rapportant l'étoffe et les bas. » Il ne dédaigne rien quand il s'agit du travail, Chaque homme valide doit gagner son pain : cela est bon pour la moralité et la dignité de l'État. « Notre principale application, dit-il, doit être de donner du travail aux pauvres pour gagner leur vie. »

Colbert diminue les charges qui pèsent sur le travail, interdit la saisie pour

dettes des instruments de labour. Il n'y a pas de bonne agriculture sans bétail ; sans animaux domestiques le sol s'appauvrit. Colbert recommande aux intendants de multiplier le bétail ; il en demande aux ambassadeurs français à l'étranger, indiquant les espèces qu'il veut avoir. Il est le régénérateur de l'espèce bovine en France. — Il s'occupe en même temps de l'industrie, relève les filatures languissantes, rétablit les manufactures de drap, fonde la première manufacture de drap fin à Louviers. Il a une prédilection pour l'industrie de luxe, qui répond le mieux à sa tournure d'esprit. Il relève les manufactures de soie de Lyon, crée l'industrie des dentelles ; c'est à lui que sont dues les manufactures de glaces, celle des Gobelins, une richesse nationale. Il perfectionne l'horlogerie, l'industrie du velours, de la porcelaine, du maroquin. — Il s'occupe du commerce. « Le roi, dit-il, n'a jamais tant de plaisir que quand je lui donne des nouvelles de notre commerce. » Il crée les compagnies des Indes, du Nord, des Antilles, leur assure des subventions de l'Etat, mais les crée indépendantes. Il désire la liberté du commerce : aussi supprime-t-il les douanes entre les provinces, travaille à rendre les rivières navigables. Sa plus belle œuvre est le canal de Languedoc, qui joint la Méditerranée à l'Océan Atlantique et qu'exécuta l'ingénieur Paul Riquet. Aujourd'hui il paraît moins remarquable, mais il faut songer que c'est le premier de ce genre. Louis XIV cependant construit Versailles, vaste palais dont tout le mérite est d'avoir coûté fort cher et qui n'est pas une œuvre d'art : la France n'a jamais cessé de le lui reprocher. Mettez en balance ce palais et ce canal. Le canal l'emportera. C'est l'œuvre de Colbert qui l'a le plus préoccupé, et la plus glorieuse, le point de départ de ce réseau de canaux qui s'entre-croisent de Toulouse et Nîmes à Lille et Strasbourg. En même temps se développe le travail de l'esprit : Colbert crée l'Académie des sciences, l'Observatoire, l'Académie de France à Rome, l'Académie des beaux-arts, l'Académie de musique. C'est lui aussi qui fonde l'école française de philologie, celle qui a ouvert la voie où l'Angleterre et l'Allemagne ont marché. On ne pourrait sans doute attribuer à Colbert sans exagération le grand mouvement littéraire du xviii^e siècle, mais de son temps ce mouvement a produit *Bajazet*, *Bérénice*, *Mithridate*, les *Précieuses ridicules*, *l'Avare*, les *Femmes savantes*, le *Misanthrope*, les *Fables*, les *Lettres* de M^{re} de Sévigné : tout cela s'est fait en onze ans, de 1661 à 1672. La guerre n'occupait alors ni l'esprit ni les bras. On n'avait ni désir de guerres ni crainte d'invasion. On avait la paix, on en jouissait, on la mettait à profit. La paix est féconde et riche ; elle ennoblit, développe les lettres, les arts, les sciences.

Est-il possible de nous représenter ce que fût devenue la France, si la paix eût toujours été, de nous figurer ce qu'eût été l'essor continu de l'industrie et du commerce, l'accroissement de la moralité, de la dignité humaine au contact du travail, du bien-être ? Car c'est une erreur de croire que la richesse corrompt, l'or mal acquis seul corrompt, le luxe qui vient du travail est un noble stimulant. Figurons-nous la liberté grandissant, car il y avait de la liberté sous Louis XIV, l'histoire nous le montre, — les arts, les lettres, les sciences développant leur essor ! Que ne serait pas devenue la France, l'humanité entière, si la guerre n'avait pas dévié ce règne pacifique au début, où l'on avait commencé de travailler au maintien de la paix. Est-ce à Louis XIV

seul que doivent aller nos reproches? Nos jugements ne sont-ils pas bien souvent téméraires? Louis XIV était ambitieux. Il n'était pas seul à l'être. Le *xvii^e* siècle nous présente en même temps trois grands ambitieux, Louis XIV lui-même, Guillaume d'Orange, qui usurpa d'abord le trône de Hollande puis celui d'Angleterre, et Frédéric-Guillaume, qu'on appelle le grand électeur. De ces trois hommes, c'est Louis XIV qui avait le moins d'intérêt à faire la guerre et qui en a tiré le moins de profit. Agressé une seule fois contre la Hollande, il s'est vu attaquer trois fois par elle, en 1673, en 1690, en 1701.

On peut porter sur Louis XIV deux jugements très différents parce qu'il y a deux manières de l'observer, deux séries de documents qui le font connaître. Les premiers, ce sont les innombrables pamphlets dirigés contre lui. Jamais souverain n'a été plus attaqué de son vivant que Louis XIV. Ces pamphlets ne venaient pas de France, mais de Leyde, de Cologne, de l'étranger, instruments et armes de ces deux autres ambitieux. Ils représentent Louis XIV comme l'unique ambitieux : à les en croire, lui seul veut s'agrandir, veut tout conquérir, à commencer par l'Allemagne. Il ne faut pas être surpris si les histoires étrangères ne le connaissent que par ces pamphlets. — Les autres documents sont ceux des archives, les pièces authentiques, la correspondance du roi et de ses ministres, ses lettres, ses instructions aux ambassadeurs, les rapports de ceux-ci. Ces pièces sont sûres : elles ne sont pas composées en vue du public ; elles nous révèlent la pensée la plus intime du roi, ses intentions les plus secrètes. — Si vous prenez le Louis XIV des pamphlets, il est toujours l'agresseur ; si vous prenez le Louis XIV des archives, vous le voyez occupé plusieurs années par le travail, ne faisant sa première guerre que pour soutenir un droit avéré à cette époque. C'est pour des raisons commerciales, non par vaine ambition, qu'il attaque la Hollande : ensuite, il est attaqué sans provocation de sa part, par l'Allemagne et l'Angleterre, auxquelles il n'avait jamais fait que des concessions. Le Louis XIV des archives est un homme qui a défendu son pays, qui l'a sauvé de plusieurs invasions.

Au reste, quel qu'en soit l'auteur, il est certain que la guerre a bouleversé alors, après des débuts pacifiques de règne, la France et l'Europe. L'esprit de travail lutta un moment contre elle, Colbert voulut l'arrêter, mais elle le terrassa, l'étouffa. Alors Colbert ne fut plus le même homme : il fut désormais triste et découragé. Lui qui jadis se mettait au travail dans la joie, maintenant ne travaillait plus qu'avec morosité. La France ne fut plus, elle aussi, la France ; elle combattit au lieu de travailler ; en vain elle remporta victoire sur victoire ; le véritable vaincu fut toujours le travail, l'industrie dépérit, la misère devint atroce.

Ainsi la guerre dévore les fruits de la paix, du travail. L'homme sème, la tempête déracine. Il pense au travail pacifique, au progrès, à la liberté, à la science, et tandis qu'il fait de beaux rêves, la réalité l'écrase par la guerre : son œuvre à peine éclosée est détruite, mais ce n'est pas pour toujours. Au *xviii^e* siècle, la France se remet à travailler, à écrire, à peindre, à étudier la nature et l'âme humaine : ces efforts sont de nouveau détruits par l'étranger ou la révolution.... et la France du *xix^e* siècle a recommencé sa tâche. La guerre, c'est une maladie intermittente. La vie, c'est le travail. Que sert de gémir? La tristesse est stérile. Le travail, c'est la consolation et c'est aussi l'espérance.

III.

UN BAILLIAGE SEIGNEURIAL AU XVIII^e SIÈCLE

On a vite fait de signaler, ici ou là, l'existence d'une justice seigneuriale, mais d'indiquer clairement quelle était la compétence du tribunal, de quels personnages il se composait, quels faits lui étaient déferés, quels en étaient les justiciables, combien de causes et de quelle nature lui étaient soumises chaque année, cela est plus malaisé. Dans le temps présent, avec la législation uniforme qui nous régit, il est facile de connaître en quelles matières, suivant la juridiction, les juges, du degré le plus infime au plus élevé, ont un avis à émettre, une sentence à prononcer. Sous l'ancien régime et avant 1789, leurs attributions n'étaient ni aussi claires ni aussi précises, et il n'y a guère qu'un moyen de s'en bien instruire, c'est de voir ces juges à l'œuvre et de les surprendre en pleine action, tels qu'ils se montrent à nous dans les registres où leurs jugements sont consignés, dans les minutes des greffes qui nous ont été conservées¹. Voilà où je suis allé me renseigner sur le rôle des baillis du Grand-Lucé², au XVIII^e siècle.

I.

Il fallait d'abord rechercher sur quelle région s'étendait leur juridiction, autrement, quelle était l'étendue territoriale du bailliage. Il ne correspondait à aucune de nos circonscriptions administratives modernes. On en donnerait même une idée fausse, en disant qu'il était formé de telle et telle paroisse. En réalité, il se composait de toutes les terres, nobles et roturières, de la baronnie ou seigneurie de Lucé. Éparses çà et là, se rattachant par le lien religieux à telle ou telle église, elles s'étaient, avec le temps, au point de vue de la sou-

¹ Ces minutes, maintenant conservées aux archives départementales de la Sarthe, série B, ont été minutieusement analysées par un ancien professeur au lycée du Mans, M. Victor Allouis, dont la veuve a bien voulu nous communiquer les notes; nous ne saurions trop l'en remercier. Cela a singulièrement facilité notre travail. Cependant, nous avons contrôlé ces analyses, en nous reportant aux registres originaux.

² Le Grand-Lucé, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Saint-Calais (Sarthe).

veraineté, soudées les unes aux autres; elles étaient passées, comment et de quel droit, il serait difficile de l'indiquer, sous le pouvoir d'un chef qui, après y avoir possédé à peu près toutes les prérogatives régaliennes, en avait été peu à peu dépouillé, et n'en conservait guère qu'une seule, le droit d'y rendre la justice. Cette seigneurie, que nous savons certainement avoir été constituée dès le XIII^e siècle¹, était alors régie par une famille qui en portait le nom et dont le premier représentant connu est Guy de Lucé². Elle ne subsista point longtemps, et les biens en furent recueillis, vers 1280, par le chevalier Pierre d'Eschelles. Ce dernier paraît avoir été un propriétaire prévoyant et avisé. Il fit, en 1282, rédiger un rôle ou tableau de tous les cens qui lui étaient dus par les tenanciers non nobles, des mois de garde et des chevaux de service que lui devaient ses vassaux, des charrois auxquels ils étaient tenus, du taux des aides féodales qu'il prélevait sur eux³. Nous savons du même coup les noms des fiefs dont il était le suzerain et qui étaient répartis sur treize paroisses, celles de Lucé, Pruillé-l'Éguillé, Villaines-sous-Lucé, Volnay, Saint-Mars-de-Locquenay, Challes, Tresson, Saint-Mars-de-Lacouée, Courdemanche, Saint-Pierre-du-Lorouer, Lhomme, Champagné, Montreuil-le-Henri. On ne risque guère de se tromper en supposant que les terres roturières se trouvaient en ces mêmes localités. Ce sont là, en éliminant toutefois Lhomme et Saint-Pierre-du-Lorouer, et en y substituant Saint-Vincent-du-Lorouer et Saint-Mars-d'Outillé, les mêmes limites territoriales dans lesquelles se renfermait, au XVIII^e siècle, la baronnie du Grand-Lucé, alors possédée par Jacques Pineau, seigneur de Vienne⁴, et c'est là aussi que s'exerçait le pouvoir judiciaire du bailli.

Dans ces limites d'ailleurs, il n'y avait personne qui ne fût justiciable de cet officier de justice. Nobles et non nobles étaient, le cas échéant, cités devant lui. Les ecclésiastiques, non pas comme tels sans doute, car leur vie privée ne relevait que de l'officialité⁵, mais comme propriétaires ou usufruitiers des bénéfices d'église, avaient à répondre de leurs faits et gestes devant le bailli.

¹ L'histoire en a été écrite par M. Victor Allouis, en quatre volumes, publiés sous ces titres : *Lucé et ses environs, jusqu'au milieu du XIV^e siècle*; *Les Coesmes, seigneurs de Lucé et de Pruillé*, 1^{re} partie, de 1370 à 1508 : 2^e partie, de 1500 à 1601; *Lucé et ses environs aux XVII^e et XVIII^e siècles*.

² Il figure dans un titre daté de 1227.

³ Cf. V. Allouis, *Lucé et ses environs jusqu'au milieu du XIV^e siècle*, p. 170-181.

⁴ Il l'avait acquise, en 1718, pour la somme de cent cinquante mille livres. Les droits de justice sont soigneusement énumérés dans les actes auxquels cette acquisition donna lieu.

⁵ Dans un différend que le curé de Pruillé-l'Éguillé eut avec Mathurine Pleuvé, veuve Nigreau, et son fils Julien Nigreau, le bailli renvoie les parties devant l'official du Mans. Registres des jugements d'audience, sentence du 13 mars 1737.

II.

Ce dernier était désigné, nommé, je pourrais dire, par le possesseur de la baronnie de Lucé¹. On devine, et cela va de soi, que la charge n'était pas conférée au premier venu. On choisissait un homme de loi dont les aptitudes étaient dûment vérifiées par les officiers du roi à Château-du-Loir². Ceux-ci, après information faite sur la vie publique et privée du candidat, sur sa religion, après s'être assurés qu'il était suffisamment instruit pour s'acquitter dignement des fonctions dont il allait être chargé, ratifiaient ou rejetaient le choix qui avait été fait par le baron de Lucé. Nous ne voyons pas du reste que celui-ci ait jamais subi l'affront d'un refus.

Le bailli était, quand le besoin s'en faisait sentir, suppléé par un lieutenant dont la nomination était soumise aux formalités déjà observées pour celle de son supérieur hiérarchique³. Tous deux pouvaient à la rigueur disparaître en même temps, ou être empêchés de siéger, sans que, pour cela, la justice chômât. Dans ce cas, l'un ou l'autre des avocats attachés au bailliage montait sur le siège du bailli et le remplaçait⁴. Cela arriva, notamment, pendant l'année 1757 tout entière.

Le bailli ou son lieutenant étaient assistés d'un greffier, nommé

¹ « Aujourd'hui, veille de saint Martin, sur les onze heures du matin, l'audience des causes provisoires tenant devant nous. Richard Bigot, sieur de la Mauvillière, avocat au Parlement, lieutenant de la baronnie de Lucé, maître Rolland Guillard l'aîné, doyen des avocats de ce siège, faisant fonction de l'office d'avocat et procureur fiscal pendant la vacance d'icelui, nous ayant remontré qu'il avoit plu à Monseigneur d'accorder ses provisions de l'estat et office de baillif et premier juge civil. criminel et de police de cette baronnie, vaccant par le décès de feu Michel Hardouyneau, dernier procureur et possesseur dud. office, à maître Alexis Michel Gaillard, cy devant pourveu de lad. charge d'avocat et procureur fiscal.... »

Mêmes registres, à la date du 10 novembre 1733.

² A la suite de l'acte de nomination que nous venons de relater, se trouve inscrite la copie des lettres de provision délivrées par les officiers du roi à Château-du-Loir. La longueur de ces lettres nous empêche de les reproduire intégralement. Nous nous contenterons d'observer que le candidat, choisi par le baron de Lucé, était interrogé par les officiers. On s'assurait de sa catholicité qui, dans la circonstance, fut certifiée par une attestation de M. le curé Nermor, déclarant qu'Alexis-Michel Gaillard avait satisfait à ses devoirs de chrétien dans la quinzaine de Pâques.

Mêmes registres, à la date précitée.

³ On trouvera dans les mêmes registres, à la date du 24 novembre 1728, l'acte de nomination de lieutenant de bailli, en faveur de maître Richard Bigot, sieur de la Mauvillière. Il se termine par ces mots : « Donné en notre château de Lucé, le 9 novembre 1728 et scellé du sceau de nos armes. Pineau de Viennay, et plus bas Billet. » A la suite de l'acte se trouve l'information faite par les officiers du roi à Château-du-Loir.

⁴ Pendant l'année 1728, jusqu'au 24 novembre, les avocats Gaillard et Gaillard, siégeant à la place du bailli, prenaient le titre de « juges expédians... »

par le seigneur de Lucé¹. Ce greffier rédigeait les procès-verbaux des audiences et les sentences rendues par le juge. Nous ignorons quelle était la rétribution perçue par cet officier ministériel et qui la lui servait. Au tribunal étaient également attachés des huissiers ou sergents, rétribués au prorata des causes soumises au bailli². Ils résidaient, les uns au Grand-Lucé, les autres dans les paroisses les plus importantes du bailliage. Après enquête sur leur capacité, ils étaient directement nommés par le seigneur de Lucé³. Les parties étaient assistées par un avocat qu'elles avaient librement choisi. Celles-là même en étaient pourvues d'office qui, pour une cause quelconque, se présentaient seules devant le juge⁴. Nous ne croyons pas qu'il y ait jamais eu à Lucé, au XVIII^e siècle, plus de trois charges d'avocat⁵.

On n'est pas embarrassé pour savoir où ces auxiliaires de la justice prélevaient leurs honoraires. Ceux qui la rendaient recevaient évidemment un traitement dont nous ignorons la quotité, mais dont, selon toute apparence, la seigneurie de Lucé supportait les frais. En retour, elle s'emparait des amendes soldées par les délinquants⁶.

On peut dire que, en général, la mort seule mettait fin aux fonctions du bailli. L'un d'eux cependant démissionna⁷. Un autre, après avoir été avocat au bailliage, finit par y être nommé juge⁸.

¹ L'acte de nomination de François Pôultier, comme greffier, par le baron de Lucé, se trouve à la date du 14 janvier 1750. Il succédait dans cette charge au sieur Innocent.

² Sur la demande de Louis Housseau, huissier de cette baronnie, après avoir conféré avec M^r Louis Guillard, avocat et procureur fiscal, et M^{rs} François Boullay, Rolland Guillard et Jacques Percheron, tous procureurs aud. siège, nous avons de leur consentement accordé aud. Housseau pour chaque appel de cause où il y aura appointment et jugement breveté et enregistré sur le plunitif de notre greffe, un sol, et pour chaque original de fournissement, six deniers, auquel effet avons enjoint aud. Housseau d'être présent à notre audience et exact à l'exécution de nos ordres ainsy que pour les significations et procédures qui luy seront données par les advocats procureurs de ce siège, soit pour les mettre à exécution ou autrement. »

Mêmes registres, à la date du 15 avril 1750.

³ On trouvera des actes de nomination dans les « Minutes du greffe de la baronnie de Lucé, » Archives départementales de la Sarthe, à ces dates : 26 mars 1721, 22 janvier 1727, 13 juin 1730, 10 mai 1738, 15 mars 1746, 18 février 1761. Ces huissiers étaient suspendus de leurs fonctions quand ils s'en acquittaient mal; voir mêmes minutes, à ces dates : 31 mai 1730, 1^{er} juillet 1738.

⁴ Bigot, sieur de la Mauvilière, lieutenant du bailli, nommé d'office, le 28 juin 1730, un avocat à Pierre Fresneau, notaire, ceux de Lucé ayant refusé de plaider contre le baron de Lucé. Voir à cette date les registres des jugements d'audience.

⁵ C'est toujours ce nombre que nos documents nous signalent.

⁶ Voir en particulier le jugement rendu le 13 novembre 1737.

⁷ Il s'agit d'Étienne de Torquat de Beauvais auquel succéda, le 11 mai 1757, Louis Guillard l'aîné. Voir à cette date les registres des jugements d'audience.

⁸ Il s'agit de l'avocat Alexis-Michel Gaillard, nommé bailli le 10 novembre 1723.

III.

Les fonctions dont le bailli avait à s'acquitter le ramenaient fréquemment à sa salle d'audience. C'était un local spécial que le seigneur de Lucé devait lui fournir¹. Toutes les années n'étaient pas également chargées. En 1783, il y eut cent quarante-huit causes jugées ou remises, et quarante-cinq seulement, en 1780. Pour avoir une moyenne, il faudrait se tenir à peu près à distance égale entre ces deux chiffres.

L'audience était tenue légalement, chaque semaine, le mercredi, jour de marché. Quand la matière manquait, le bailli restait parfois quinze jours sans se rendre à son tribunal. Rarement il s'accordait un mois de congé. Bien que certains avocats soutinssent le contraire, il prétendait avoir le droit de fixer lui-même l'heure à laquelle les parties devaient comparaitre devant lui².

La majeure partie des affaires qui lui étaient soumises avaient un caractère civil et portaient sur des litiges de peu d'importance. On ne saurait trouver de meilleur terme de comparaison que de rapprocher ce tribunal de celui de nos juges de paix actuels.

Quand un décès se produisait, sans que le défunt laissât d'héritier direct, spécialement chez les ecclésiastiques, le bailli était mandé pour apposer les scellés sur les meubles de la personne décédée³.

Il avait à se prononcer sur les différends survenant entre propriétaires et fermiers⁴, entre contribuables et agents du fisc⁵, entre simples particuliers pour des affaires d'argent⁶, des contrats mal

¹ Ce local était annexé aux halles de Lucé. Elles avaient été reconstruites en 1496. Dans un acte passé avec les constructeurs, il est dit que « lesd. charpentiers feront un auditoire pour la justice dud. lieu de vingt piez de long, et de largeur ce qu'il se pourra trouver du travers du corps [des halles], lequel ils seront tenus paver de carreau de boys jointif et coulomber tout autour. » Cf. V. Allouis, *Les Coesmes, seigneurs de Lucé et de Pruillé, de 1390 à 1508*, p. 328.

² C'est dans l'audience du 23 décembre 1750 que le bailli, Étienne Torquat de Beauvais, affirma ce droit auquel il prétendait, en établissant qu'il siégerait de neuf heures à onze heures du matin, afin de pouvoir ensuite s'occuper de la police des marchés et de constater le prix des grains dont il devait établir la mercuriale. L'un des avocats, M^e Percheron, se soumit; l'autre, Louis Guillard, protesta.

³ Cf. minutes du greffe de la baronnie de Lucé, à la date du 20 juillet 1729; du 17 novembre 1731; du 24 mars 1742; du 29 avril 1779.

⁴ Cf. Registres des jugements, aux dates suivantes : 12 novembre 1721, 5 décembre 1725, 23 mars 1729.

⁵ Cf. mêmes registres. 12 novembre 1721.

⁶ Cf. mêmes registres. Ces causes sont, de beaucoup, les plus nombreuses. Le bailli condamne un particulier indélicat à payer 32 s. 6 d. pour un repas

observés¹, des dettes reniées², des contestations entre voisins³, entre maîtres et apprentis⁴, entre fabriciens et paroissiens⁵, entre les curés et leurs ouailles, à propos d'honoraires de services religieux⁶, de prélèvement de dîmes⁷; entre seigneurs et tenanciers, à propos de droits seigneuriaux⁸; entre médecins patentés et rebouteurs qui exerçaient secrètement la médecine⁹. Il avait à apprécier les plaintes plus ou moins fondées de ceux qui se prétendaient diffamés¹⁰; à prononcer la séparation de corps et de biens d'époux vivant mal en ménage¹¹. Il entendait également des contraventions contre les ordonnances de police, réprimant l'ouverture illégale ou tardive des cabarets¹², veillant à ce que les règlements des marchés fussent respectés par tous¹³. Tout cela d'ailleurs n'est qu'un tableau d'ensemble, un bref sommaire dont il serait aisé de développer quelques parties.

Les débiteurs de mauvaise foi n'ont jamais manqué. On leur déférait le serment quand le créancier ne pouvait produire contre eux aucun titre authentique, et s'ils affirmaient devant le Christ avoir payé leur dette, le demandeur était renvoyé des fins de la plainte¹⁴. Quoique le nombre en fût moins considérable, ceux-là venaient encore au bailliage qui, d'esprit grincheux et soumis à certaines « sujétions » ou redevances en nature, prétendaient en discuter l'éten-

de noces; 12 novembre 1721; il en condamne un autre qui a brisé une échelle, à en payer le prix, 3 décembre 1721. Très souvent ces affaires sont de très minime importance.

¹ Il n'y a guère d'audience où ce genre d'affaire ne se présente.

² Cf. audience du 12 novembre 1721.

³ Voir plus particulièrement mêmes registres à ces dates : 14 janvier 1722; 21 janvier 1722; 1^{er} août 1723. Les questions de bornage amènent souvent des plaideurs devant le bailli.

⁴ Le 11 mars 1722, un apprenti charron et son père sont condamnés solidairement à payer au maître 35 livres pour frais d'apprentissage; voir aux dates suivantes : 18 novembre 1722, il s'agit d'un apprenti chirurgien; et 11 août 1751.

⁵ Cf. mêmes registres, 24 juillet 1765.

⁶ Cf. mêmes registres, 7 juillet 1723.

⁷ Id. 18 juillet 1725; 29 août 1731.

⁸ Id. 26 février 1738; 18 janvier 1758; 18 novembre 1761; 16 novembre 1763; 21 juillet 1773; 19 juillet 1780; 22 juin 1785; 25 janvier 1786; 9 mai 1787.

⁹ Cf. id. 20 avril 1757.

¹⁰ Ces causes sont fréquentes; l'une des plus curieuses se trouve à la date du 26 juillet 1724. Voir, en outre, 14 janvier 1722; 9 juin 1723; 9 et 23 août 1724; 7 février 1725; 13 mars 1737; 15 mai et 10 juillet 1737; 13 novembre 1737; 10 et 24 mars 1751; 13 mai 1767; 10 juin 1767; 13 avril 1768; 14 juin 1786.

¹¹ Voir à ces deux dates : 21 novembre 1725; 20 novembre 1731.

¹² Voir à ces dates : 4 juillet 1759; 9 septembre 1767; 5 février 1783; et pour les ordonnances rendues par le bailli sur ces sujets : 3 juin 1772; 10 février 1779 et 16 juillet 1783.

¹³ Cf. mêmes registres à ces dates : 13 août 1766; 13 décembre 1769; 3 juin 1772.

¹⁴ Voir à la date du 4 février 1722.

due, en restreindre les termes. Un paroissien de Saint-Vincent-du-Lorouer, Edme Piat, assure devoir à son curé, maître Christophe Derré, la dîme de son chanvre, mais non celle du chanvre mâle, autrement dit, il veut en garder la graine. Naturellement, il est débouté de ses prétentions et paie trente-sept livres pour les frais d'une double instance dont il était la cause¹.

Les bouchers se refusent à porter à la baronnie du Grand-Lucé telle quantité de suif que la coutume a déterminée ; ils y sont condamnés². Divers tenanciers sont frappés d'amendes d'importance diverse pour n'avoir point porté leurs grains aux moulins où ils auraient dû les faire moudre³. Des cabaretiers de Tresson, plusieurs déclarations, dont la plus ancienne remontait à l'année 1494, en témoignaient, devaient au prieur de la localité, pour chaque poinçon de vin qu'ils débitaient, la première pinte qu'ils en tiraient. Faute de s'être conformés à l'usage, les délinquants eurent à solder une indemnité de 30 l. 16 s. 6 d., non compris le coût du procès qui leur avait été intenté⁴. Il va de soi que les redevances strictement féodales n'étaient pas exigées avec une moindre rigueur⁵.

Ce n'est pas d'hier que le désaccord règne entre maîtres et domestiques. Dans une seule audience, quatre servantes comparaissent pour refus de service chez des personnes qui les avaient gagées. L'une des récalcitrantes s'était oubliée jusqu'à jeter insolemment aux pieds de sa maîtresse « les épingles, » le denier à Dieu, si l'on préfère, que celle-ci lui avait donné⁶. Il n'en fallait pas tant pour que le bailli leur imposât l'obligation de tenir l'engagement qu'elles avaient pris. Je n'oserais affirmer que l'on ait eu beaucoup à se louer de serviteurs faisant ainsi leur entrée en service.

Certaines attributions revenaient au bailli, qui seraient maintenant de celles des maires des communes. On le voit édicter des mesures de police⁷, fixer l'heure de l'ouverture des marchés⁸, établir la taxe

¹ Mêmes registres, 29 août 1731.

² Le 26 février 1738, le bailli condamne les bouchers de Lucé à payer au baron de Lucé deux cents livres de suif en grappe, comme rente féodale échéant à la Saint-Martin d'hiver. Voir aussi un jugement du 18 janvier 1758.

³ Voir à ces dates : 18 novembre 1761 ; 16 novembre 1763 ; 21 juillet 1773 ; 19 juillet 1780.

⁴ Jugement rendu à la date du 22 juin 1785.

⁵ Cf. mêmes registres, 1^{er} avril 1767. Cf. minutes du greffe, sentence du 31 octobre 1750.

⁶ Cf. mêmes registres à ces dates : 8 juillet 1722 ; 28 juillet 1723 ; 19 novembre 1729 ; 1^{er} août 1736.

⁷ Le 3 juin 1772, le bailli défend à qui que ce soit d'établir, sans son autorisation, des concours pour gagner des prix, en tirant avec des armes à feu. Même défense, le 16 juillet 1783. Cf. minutes du greffe, à la date du 27 février 1742, une ordonnance interdisant la vente de viande de mauve qualité.

⁸ Cf. sentences du 13 août 1766 ; 13 décembre 1769.

du pain¹. Il tenait à jour la liste des apprentis placés chez les patrons pour y apprendre un métier, et, le cas échéant, forçait à sortir de la localité ceux qui y demeuraient sans avoir rempli cette formalité de l'inscription².

Il enregistrait, avant leurs couches, la déclaration des filles-mères. Le nombre relativement considérable de ces déclarations, il y en a souvent trois et quatre par année, ne témoigne pas d'un niveau moral très élevé dans une certaine classe de la population de la région. Celles qui tombaient ainsi appartenaient presque toutes à ce personnel domestique qui est employé dans les fermes et parfois dans les auberges. Elles s'étaient laissé abuser par un maître indélicat, par un compagnon de service. Deux fois seulement, deux notables, l'un, notaire, l'autre, ecclésiastique non chargé de cure, paraissent bien, quoiqu'ils s'en défendent, être coupables de la faute dont leur complice les charge. L'un d'eux du moins consent à entrer en composition avec elle³. Quand le fait de séduction était bien établi par témoins, et les dépositions nous semblent avoir été facilement accueillies, le séducteur était condamné, avec justice, à payer ce que l'on appelait « les frais de gésine, » et à aider à élever l'enfant, à moins qu'il ne préférât en épouser la mère⁴.

Les jugements que le bailli rendait se terminaient unanimement, soit par un acquittement, soit par une amende, même quand il s'agissait de rixes entre personnages trop vifs ou trop échauffés. Si la pénalité se révèle aussi bénigne, cela tient évidemment à ce que la compétence du juge se restreignait à des affaires de minime importance. Ce n'est pas toutefois qu'il n'ait jamais eu à instrumenter en des causes criminelles. Ainsi prépara-t-il une enquête à propos d'un meurtre dont on accusait un homme de Lucé, Jean Tabourdeau. L'inculpé ne tenait pas à se rapprocher de dame Justice et néanmoins il ne s'éloignait jamais beaucoup de sa demeure, où divers témoins affirmèrent l'avoir vu fréquenter. Mais les agents de la maréchaussée, envoyés pour l'arrêter, arrivaient toujours trop tard⁵. C'est à croire qu'ils étaient d'accord avec lui.

¹ Cela découle en quelque sorte du droit qu'il avait d'établir la mercuriale des blés amenés sous les halles ; il avait, par mesure de police, défendu de les vendre ailleurs. Voir aussi minutes du greffe, sentence du 11 juillet 1762.

² Voir, dans les minutes du greffe, l'ordonnance rendue le 11 février 1779.

³ Minutes du greffe à ces dates : 23 et 26 mai 1750.

⁴ Voir Registres des jugements d'audience aux dates suivantes : 7 mars 1731 ; 23 avril et 9 juillet 1738 ; 29 novembre et 20 décembre 1758 ; 11 avril 1764 ; 18 juillet 1764 ; 22 juin 1768 ; 21 avril 1773 ; 10 mars 1779 ; 13 août 1788.

⁵ Cf. minutes du greffe, du 30 décembre 1733 au 17 février 1735. Il y a trace, dans ces mêmes minutes, d'autres affaires criminelles, aux dates du 7 avril 1786 ; du 22 juillet 1786 ; du 12 août 1749, du 29 décembre 1749 et du 2 janvier 1750.

Dû reste, en pareille occurrence, jamais le bailli ne rendit une sentence définitive. C'est que, évidemment, après qu'il avait commencé à les instruire, ces affaires lui étaient soustraites et elles étaient portées devant une juridiction supérieure. Nous avons d'ailleurs la preuve qu'il en allait de même pour les vols qualifiés¹. La geôle où les accusés étaient au besoin renfermés n'avait point été aménagée pour de grands criminels, et ceux qui y étaient écroués s'en échappaient aisément, à preuve les procès-verbaux qui furent dressés de leur évasion².

Les registres sur lesquels le compte rendu des audiences est inscrit ne donnent pas lieu de supposer qu'on ait fréquemment appelé des sentences rendues par le bailli. Il recevait l'appel d'une justice inférieure, tout au moins celle de Saint-Georges-de-Lacoué³.

On risquerait fort de se tromper, si l'on imaginait que, de classe à classe de la société, l'indépendance n'était pas alors complète. Ils étaient rares ceux qui se laissaient dépouiller sans crier gare, et maintes causes portées devant le bailli prouvent que le prestige d'un titre nobiliaire, d'une qualification ecclésiastique, n'arrêtait nullement le plus vulgaire roturier, quand il s'agissait de sauvegarder ses intérêts. Messire Claude-Guillaume Testu, marquis de Balincourt, baron de Bouloire et maréchal des camps et armées du roi, avait fait saisir les meubles et bestiaux de l'un de ses fermiers, Laurent Savignard, résidant à la métairie du Grand-Carreau. Une vente par justice s'en était suivie, contrairement au droit, la suite le prouva. Laurent Savignard ne se laissa point intimider. Il alla au bailliage et s'en trouva bien. Une sentence de Bigot de la Mauvilière, lieutenant du bailli, rendue le 30 septembre 1733, contraignit M. de Balincourt « à repeupler ladite métairie de bestiaux, chevaux, vaches, taures et autres propres à [la] cultiver, chartes, charrues et autres ustanciles de labourage dont il l'[avait] démontée; ensemble, à réintégrer un lit, » faute de quoi il devait verser à son fermier la somme de six cents livres, plus, pour le tort qu'il lui avait causé, une indemnité dont les experts étaient chargés de fixer plus tard la quotité⁴.

Un clerc, le curé de Pruillé-l'Éguillé, dont les bestiaux avaient indûment pacagé dans les prés de l'un de ses paroissiens, Marin Tesson, le reçut assez mal, quand ce dernier vint lui exprimer ses

¹ Cf. minutes du greffe, au 22 mars 1779.

² Id., id. Le 1^{er} août 1736, un géolier de la prison est nommé par le baron de Lucé. Cf. 20 mai 1774, et du 29 octobre au 10 novembre 1772, sur ces évènements.

³ Registres des jugements d'audience, à la date du 7 juin 1730. Le bailli confirme la sentence rendue par le juge de Saint-Georges-de-Lacoué.

⁴ Registres des jugements d'audience, à la date du 30 septembre 1733.

justes plaintes et réclamer un dédommagement. Lésé et injurié, c'en était trop. Marin Tesson en appela au bailli, qui, le 13 novembre 1737, condamna l'ecclésiastique à payer six livres pour le dommage que ses bêtes avaient causé, quarante-cinq livres dix sols pour les frais d'une double instance qui avait eu lieu, et, de plus, à reconnaître son paroissien « pour homme de bien et d'honneur et non entaché des injures qu'il [avait] proférées contre lui. » En outre, le défendeur était autorisé à faire publier cette sentence à la porte de l'église paroissiale, à la fin des offices du dimanche. Les plaignants, quand leur cause était juste, recevaient souvent cette satisfaction¹.

IV.

Le bailli faisait citer par huissier ceux qui étaient ses justiciables. Quand l'une des parties ne comparaisait pas, il était bien rare qu'elle ne fût pas condamnée sur le coup. Mais quand demandeurs et défendeurs étaient fidèles au rendez-vous qui leur avait été assigné, pour peu que l'affaire ne fût pas absolument claire, des enquêtes étaient ordonnées, des témoins étaient requis de venir déposer sur la véracité des allégations produites par les adversaires. Des délais étaient accordés, qui permettaient parfois de reculer de plusieurs semaines, voire même de mois entiers, la solution du procès engagé. Ceux qui y gagnaient le plus étaient les avocats dont la faconde et, pour quelques-uns, l'esprit de chicane justifiaient le mauvais renom de certains plaideurs manceaux. Le bailli ne leur laissait pas toujours liberté entière et coudées franches, et, quand il le pouvait, il avait recours à un arbitrage dont il chargeait, parfois un curé², parfois un notaire du voisinage. J'aurai fini en observant que, pour le prononcé de ses jugements, il se référait à la coutume du Maine.

L. FROGER.

¹ Mêmes registres, à la date du 13 novembre 1737.

² Cf. Registres des jugements d'audience à ces dates : 3 décembre 1721 ; 14 février 1731 ; 23 juin 1734 ; 31 juillet 1737 ; 14 décembre 1740 ; 9 janvier 1754.

IV.

LA RÉUNION

DES

PROVINCES SEPTENTRIONALES A LA COURONNE

PAR PHILIPPE AUGUSTE

M. le colonel Borrelli de Serres vient de publier un ouvrage ¹ qui est la réponse à une série de questions posées par lui-même au congrès des sociétés savantes en 1897. Grâce aux nombreux documents qu'il avait consultés pour une précédente étude sur « divers services publics du XIII^e au XVII^e siècle, » grâce aussi à la profonde connaissance qu'il avait de l'histoire générale à l'époque même où eut lieu la réunion de quatre provinces septentrionales, mieux que personne M. le colonel Borelli de Serres était en mesure d'opposer « aux incertitudes et aux affirmations contradictoires » de ses prédécesseurs une solution rationnelle et, je crois, définitive.

La question, d'ailleurs, n'est pas de mince importance, car elle fournit un sérieux appoint à la « géographie historique » du royaume pour la fin du XII^e siècle et le commencement du XIII^e, et jette un vif éclat sur les questions politiques, mal expliquées jusqu'ici, qui se posèrent au début du règne de Philippe Auguste.

Je me contenterai de produire les conclusions de l'auteur. Sur un point seulement (M. le colonel de Serres m'ayant fait le grand honneur de me citer au sujet de la réunion de l'Artois), je me permettrai non d'infirmer ses conclusions, qui sont parfaitement justes, mais d'entrer dans quelques éclaircissements complémentaires.

L'ouvrage se divise en trois parties. La première contient une description des villes et des seigneuries qui composaient alors les quatre provinces septentrionales d'Amiénois, Artois, Vermandois et Valois. Dans la seconde, la plus importante, sont exposés, par ordre chronologique, les faits qui déterminèrent la réunion totale ou partielle, conditionnelle ou absolue, des mêmes provinces au domaine royal.

¹ *La réunion des provinces septentrionales à la couronne, par Philippe Auguste (Artois, Amiénois, Vermandois, Valois).* Paris, Alph. Picard et fils, 1899, in-8 de 146 p.

Enfin, dans la troisième est traitée la question, intimement liée à la précédente, d'un supposé cinquième mariage d'Éléonore de Vermandois, à la suite d'un divorce survenu entre elle et le comte de Beaumont, son quatrième mari.

Philippe d'Alsace, comte de Flandre, épousa en 1159 Élisabeth de Vermandois. Celle-ci hérita, à la mort de son frère, le comte Raoul le Lépreux, du Vermandois, de l'Amiénois et du Valois (1164, n. s.). De ce fait, le comte de Flandre ajouta au comté du même nom, qui comprenait alors l'Artois, sa propriété personnelle, les trois hommages d'Amiénois, de Vermandois et de Valois. La réunion à la couronne des quatre provinces s'opéra donc par des démembrements successifs des domaines du puissant comte de Flandre. Des quatre provinces, l'Artois seul fut réuni à la couronne par voie d'héritage. Voyons comment Philippe Auguste acquit les trois autres.

A la fin de l'année 1182 mourut Élisabeth. Elle laissait une sœur, Éléonore de Vermandois, à qui, par droit d'héritage, devaient revenir les fiefs possédés par la comtesse de Flandre. Éléonore était sans postérité. Sitôt le décès d'Élisabeth, Philippe d'Alsace émit des prétentions sur la succession de sa femme, soit sur une partie, soit sur le tout. Pour le roi de France, ce fut une excellente occasion d'intervenir dans le débat. Il agit dans un intérêt politique de la plus haute portée, en tenant la main à ce qu'Éléonore fût mise en possession de l'héritage de sa sœur; mais sous le prétexte, plausible d'ailleurs, qu'une grosse somme lui était due, comme suzerain, en acquittement du droit de rachat, Philippe Auguste s'attribua une bonne part de la succession. Par le traité d'Amiens (20 mars 1186, n. s.), Philippe Auguste laissa au comte de Flandre la jouissance viagère des comtés de Saint-Quentin et de Péronne avec Ham, et y compris d'abord Roye, dont le roi se réserva la nue propriété avec droit de rachat facultatif; il s'attribua personnellement le comté de Montdidier, Thourotte, Choisy et le comté d'Amiens. Enfin, Éléonore reçut le reste du Vermandois, Chauny, Ribemont, Ressons, Lassigny et Origny.

Le 1^{er} juin 1191, Philippe d'Alsace mourait à la croisade. De son mariage avec Élisabeth de Vermandois, aucun enfant n'étant né, le comté de Flandre passa aux mains de Marguerite, sœur du comte défunt, épouse de Baudouin, comte de Hainaut. Philippe Auguste prit possession de l'Artois, qui lui avait été assuré en dot. De ce côté, les difficultés étaient aplanies, mais il restait à liquider l'héritage de la maison de Vermandois, représentée en ligne successorale par Éléonore, devenue comtesse de Beaumont, et par le roi de France, en vertu des traités mentionnés plus haut. La mort de Philippe d'Alsace laissait vacante la partie du Vermandois dont la jouissance viagère avait été laissée au comte de Flandre. Suivant les stipulations du

traité d'Arras, la comtesse de Beaumont reçut le comté de Saint-Quentin avec Péronne et Roye, à charge d'acquitter un droit de rachat de 5,000 marcs d'or. Mais, moyennant une somme de 13,000 livres et l'exemption du droit de rachat, elle abandonnait toute prétention sur la partie de Vermandois cédée antérieurement au roi de France, ainsi que sur le comté d'Amiens; enfin, clause de la plus haute importance, elle constituait le roi son héritier éventuel, si elle décédait sans enfants, sous la réserve d'un retour si le roi venait à mourir sans postérité. Quant à Philippe Auguste, il prenait possession immédiate de Péronne, Ham et Roye, quitte à payer les rentes qui avaient été constituées sur ces fiefs. Philippe Auguste s'assurait ainsi pour l'avenir la succession d'Éléonore de Vermandois. En effet, selon les estimations du colonel de Serres, celle-ci mourut le 19 ou le 21 juin 1213. A cette époque, Philippe Auguste incorpora au domaine de la couronne le Valois, le reste du Vermandois et notamment Saint-Quentin.

J'ai pensé qu'il ne serait peut-être pas inutile de revenir sur certains points qui se rapportent à la réunion de l'Artois au domaine de la couronne.

On est à présent complètement d'accord pour reconnaître que le premier acte concernant la séparation de la région qui s'appellera plus tard l'Artois d'avec le comté de Flandre est le traité de Mons (mars 1180 n. s.). Le texte même du traité ne nous est pas parvenu, mais les clauses qu'il contenait ont été reconstituées par M. A. Cartellieri ¹ à l'aide des chroniques contemporaines.

Au moment où Philippe Auguste allait épouser Isabelle de Hainaut, Philippe d'Alsace donna en dot à sa nièce la partie de la Flandre située au sud du Neuf-Fossé: *pars Flandrie occidentalis*, ou *extra Fossatum*, c'est-à-dire l'Artois. Suivant M. le colonel de Serres, cette région comprenait « tout ce que le comte de Flandre possédait au delà du Neuf-Fossé: Arras, Bapaume, Saint-Omer, Aire, Hesdin, l'avouerie de Béthune ², la suzeraineté de Boulogne, Lens ³, Saint-Pol, Guines, Ardres, Richebourg ⁴, Lillers, etc. ⁵. »

¹ Dans son savant article sur « l'avènement de Philippe Auguste, » paru dans la *Revue historique* (année 1893-1894).

² L'avouerie de Béthune a été omise par M. Cartellieri. Par contre, le colonel de Serres passe sous silence le château et la forêt de Rihout, situés au delà du Neuf-Fossé, vers la Flandre, et Beauquesne, énumérés par M. Cartellieri comme faisant partie du domaine direct cédé au roi de France.

³ La distinction entre le domaine direct et le droit de suzeraineté sur des fiefs relevant antérieurement du comté de Flandre se retrouve également dans l'étude du colonel de Serres, mais il range, à tort, Lens et le comté de Lens dans la seconde catégorie.

⁴ Ardres et Richebourg ne sont pas cités par M. Cartellieri.

⁵ M. Cartellieri ajoute : « la juridiction dans un district exactement limité du comté de Ponthieu. »

La cession d'Arras, de Bapaume, de Saint-Omer, d'Aire et d'Hesdin en toute propriété n'est douteuse pour personne, mais, au sujet des autres domaines ou fiefs concédés, il existe entre le savant auteur de l'*Histoire de Philippe Auguste* et le colonel de Serres des divergences d'opinion que j'essaierai de concilier dans les pages qui suivent

BÉTHUNE

Les domaines possédés par les seigneurs de Béthune se divisent en trois groupes : 1^o Béthune, son château et un certain nombre de villages environnants, formant la seigneurie de Béthune proprement dite ; 2^o les domaines tenus en fief par les seigneurs de Béthune en qualité d'avoués de l'abbaye de Saint-Vaast d'Arras. Ils se composent de Richebourg-l'Avoué et des quatre paroisses de Laventie, Fleurbaix, Sailly-sur-la-Lys et la Gorgue, alors connues sous le nom de pays de Laleu (*pagus Leticus*). Cette région, limitée au nord par le cours de la Lys, forme une saillie angulaire dans la région flamande et se trouve au nord de la direction prolongée du Neuf-Fossé ; 3^o des possessions situées au delà de la Lys, en pleine Flandre : Warneton, Pontrohart, Tenremonde. De ces dernières, il ne saurait être question.

Il convient de remarquer tout d'abord qu'aucun texte contemporain ne fait expressément mention de Béthune et de sa seigneurie. Le doute, néanmoins, n'est pas possible ; la seigneurie de Béthune est englobée dans la délimitation générale adoptée par les chroniqueurs contemporains. Hermand ¹ fait justement remarquer la situation très indépendante qu'occupaient les seigneurs de Béthune vis-à-vis des comtes de Flandre. Le droit de suzeraineté du comte était si illusoire que, dans la suite, il fut contesté à Louis VIII.

Pour le second groupe, Richebourg et le pays de Laleu, la question est plus délicate, car, je le répète, cette région est située au nord du Neuf-Fossé. Mais, ici encore, je n'hésite pas ² à ranger l'« avouerie d'Arras » au nombre des fiefs cédés au traité de Mons. Si je me reporte au texte du traité de Péronne (1200 n. s.), je vois Philippe Auguste rétrocéder à Baudouin, comte de Flandre et de Hainaut, outre Saint-Omer, Aire et d'autres fiefs, Richebourg, La Gorgue et « l'autre terre

¹ Hermand : *Histoire monétaire de la province d'Artois*. — D'Héricourt (*Dictionnaire historique du Pas-de-Calais* (Béthune, p. 26) pense que, s'il n'est pas question de la ville de Béthune dans les textes, c'est qu'à la fin du xii^e siècle, Béthune était très peu importante. Je ne saurais me rallier à cette opinion, que les faits d'ailleurs contredisent.

² Delocre (*Chronicon Belgicum*, p. 339-340) seul mentionne.... « cum homagiis Bononie Maritime.... Richeburgi, aliaque citra Fossam novam advocatie Bethuniensis loca, » sans indication de source. Je pense qu'ici Delocre constate un fait, mais ne se réfère pas à un acte constitutif.

que l'avoué de Béthune tient au delà du Fossé ¹. » Il n'y a pas de doute ; cette terre située au delà du Neuf-Fossé, vers la Flandre, est bien l'avouerie d'Arras, le pays de Laleu. En effet, pour qu'en janvier 1200, Philippe Auguste rétrocède ce pays au comte de Flandre, il faut de toute nécessité qu'il l'ait possédé auparavant. Aucun texte ne permet de supposer que la cession ait eu lieu entre 1180 et 1200 ; elle remonte donc au traité de Mons.

L'acte de mars 1224 ², dont il a été question plus haut, confirme les arguments précédents. Daniel, avoué d'Arras et seigneur de Béthune, reconnaît à Louis VIII le droit de haute justice sur toutes les terres qu'il possède entre la Lys et le Tronc-Béranger, ce qui revient à dire : sur la seigneurie de Béthune et le pays de Laleu.

LENS

C'est par une survivance d'expression que les chroniqueurs ont conservé l'ancienne dénomination de comté de Lens. Après la mort de Lambert ³, frère d'Eustache aux Grenons, comte de Boulogne, le comté de Lens passa dans la maison de Boulogne ⁴. A quelle date et pour quelles raisons les comtes de Boulogne aliénèrent-ils Lens et ses dépendances ? en l'absence de documents, il est difficile de le savoir. Il semble toutefois que l'aliénation est antérieure à 1180, puisque, dès lors, le comte de Flandre en dispose. Cependant, les comtes de Boulogne, postérieurement à cette date, ne durent pas considérer l'abandon de Lens comme définitif, car l'acte d'hommage ⁵ prêté au roi par Renaud de Dammartin, comte de Boulogne (janv.-fév. 1192), contient la mention de l'abandon de Lens et de ses dépendances au roi et à son fils, mais avec une clause restrictive de retour dans le cas où Philippe Auguste viendrait à mourir sans descendance. Quoi

¹ « Quod nos dimittimus.... Rikebourg et Gorgam et aliam terram quam advocatus Bethuniensis tenet ultra Fossatum : » Traité de Péronne (Delisle, *Catalogue des actes de Philippe Auguste*, n° 580). Dans une copie du même traité, xiv^e siècle, je lis « ultra Fossatum versus Flandriam » (Arch. du département du Nord : B 8, n° 202), ce qui est plus clair encore.

² Saint-Germain-en-Laye, mars 1224 (n. s.). — Petit-Dutaillis : *Louis VIII ; actes*, n° 89.

³ Le dernier comte de Lens fut Lambert, frère d'Eustache aux Grenons, comte de Boulogne ; il fut tué sous les murs de Lille en 1054 (*Art de vérifier les dates*).

⁴ H. Malo : *Un grand feudataire. Renaud de Dammartin et la Coalition de Bouvines*, p. 2.

⁵ « Et ego (Ida comitissa Bolonie) quittavi regi et heredi filio ex carne sua Lens cum pertinenciis ... Si autem contingeret regem mori sine herede de carne sua, ipse quittat mihi et comiti, Lens cum pertinenciis suis.... » A. N., J 238, n° 44.

qu'il en soit, dès 1192, à une date presque contemporaine à la prise de possession effective de l'Artois par le roi de France, au nom de son fils, Lens faisait partie du domaine direct de l'héritier de la reine Isabelle.

ARDRES

Le fief d'Ardres (*feodum de Ardea*) est cité dans le traité de Péronne (1200) parmi les fiefs restitués par Philippe Auguste au comte de Flandre. On peut donc supposer légitimement que le fief d'Ardres, comme précédemment la seigneurie de Béthune et l'avouerie, et pour les mêmes motifs, avait été cédé au roi dès 1180. L'omission des chroniqueurs s'expliquerait par ce fait que, depuis 1173 environ, les comtes de Guines étaient devenus seigneurs d'Ardres. Il est certain d'autre part qu'Ardres fut toujours considéré comme un fief mouvant du comté d'Artois : en 1248, le comte de Guines, Arnould III, reconnaît devoir au comte d'Artois quatre hommages liges dont un pour la baronnie d'Ardres ¹.

Le château de Rihout ou Ruhout, situé dans la forêt de Clairmarais, fut également cédé par Philippe d'Alsace au roi de France. Ce point est confirmé par deux chroniques contemporaines ².

BEAQUESNE

Il est probable que Beauquesne était au nombre des villes cédées en dot à la reine Isabelle ; mais, aux contemporains eux-mêmes, la question semblait douteuse de savoir si Beauquesne faisait partie de l'Amiénois ou de l'Artois ³. Au traité d'Amiens, le comte de Flandre réclama Beauquesne comme faisant partie de l'Artois dont il avait la jouissance viagère ; Philippe Auguste obtint la ville de Roye en compensation. Mais le jour où le roi de France prit possession de l'Artois, la théorie royale, qui considérait Beauquesne comme faisant partie de l'Amiénois, prévalut. Beauquesne fut distrait des possessions artésiennes du prince Louis et rattaché au domaine royal. Toutefois, la question ne fut définitivement réglée que quelques années plus tard, car en 1194, Philippe Auguste inféoda à Hugues IV, comte de Saint-Pol, les fiefs de Pons, Pomponne et Vernon ⁴, pour le désintéresser

¹ Arch. du Pas-de-Calais, A 11.

² *Flandria Generosa* : *Mon. Germ.*, t. IX, 329, et Guillaume d'Ardres (*Ibid.*, t. XXIX, 97).

³ « Dicens (rex) illud (castrum) ad dominium Ambianense pertinere, comes autem Flandrie illud de dominio Attrebatensi esse dicebat » (Gilbert de Mons).

⁴ Delisle : *Catalogue des actes de Philippe Auguste*, n° 415 (du 10 avril au 31 octobre).

des prétentions qu'il avait élevées, je ne sais à quel titre, sur le château de Beauquesne. Enfin, au traité de Péronne (janvier 1200 n. s.), Philippe Auguste s'exprime de la façon suivante : « S'il arrivait que notre fils mourût sans héritier, toute la terre qui est de Flandre ou d'Artois, qui n'est pas de la mouvance de Vermandois, fera retour à Beaudouin, comte de Flandre. » Ce texte laisse entendre qu'une terre, soit de Flandre, soit d'Artois, était de la mouvance du Vermandois. Le château de Beauquesne semble bien se trouver dans cette condition ; les deux théories énoncées plus haut tendraient du moins à le prouver.

En même temps que les domaines dont il vient d'être question, le comte de Flandre abandonna au roi de France un certain nombre de fiefs hypothécaires et ecclésiastiques et des droits plus ou moins nettement spécifiés ¹, qui découlaient de la souveraineté exercée sur le futur comté par les comtes de Flandre. M. Cartellieri pense qu'entre autres, il pourrait s'agir de certains droits de justice sur des fiefs situés entre la Canche et l'Authie.

En effet, au début du XIII^e siècle, cette région fut un sujet de litige entre les seigneurs limitrophes, les comtes de Boulogne et de Ponthieu. En 1208 ², Renaud de Dammartin renonça à ses prétentions sur la partie ouest des terres situées entre la Canche et l'Authie. Une enquête qui eut lieu entre les années 1209 et 1223 ³ montre que le prince Louis réclamait des droits de justice sur certains fiefs et domaines qui appartenaient aux comtes de Ponthieu ; ils relevaient du château d'Hesdin et étaient situés sur la rive droite de l'Authie. Le parlement, devant qui le litige fut porté, attribua au comte d'Artois le droit de justice, depuis le milieu du cours de l'Authie vers Hesdin et Saint-Pol au nord, l'Épine à l'ouest et Doullens à l'est ⁴.

¹ Voici les deux textes sur lesquels s'appuie M. Cartellieri : « Dedit ei quidquid vadam vel commendiam habebat » (*Fragmentum historicum* à la suite de la *chronique* de Clarius de Lens. *Mon. Germ.*, XXVI, p. 36). « Dedit... regi eique concessit in dotem habendum post suum decessum quidquid terre ac juris habebat ipse ultra magnum fossatum » (*Flandria Generosa. Mon. Germ.*, *ibid.*, p. 327).

² Arch. nation., J 238, n° 46.

³ Cette enquête est conservée aux Archives départementales du Nord (1^{er} cartul. d'Artois, p. 109) ; elle n'est pas datée et se rapporte non seulement aux fiefs situés entre la Canche et l'Authie, mais encore à d'autres fiefs relevant du château d'Hesdin. Quand le scribe parle du comte de Flandre, il emploie toujours la forme passée : « Li cuens de Flandres eut la signerie à Boovile ; » au contraire, une mention où il est fait allusion au prince Louis est rédigée au présent, ce qui semblerait indiquer que Louis était alors vivant : « Si Baudoins le Walois est hom msgr. Loeys de se maison de Wavans. » D'autre part, comme il est qualifié de « monsieur Loeys », cela indique qu'il n'était pas encore roi de France. Ce document se place donc entre les années 1209 et 1223.

⁴ Arch. dép. du Nord, 1^{er} cartul. d'Artois, pièce XXIII.

Au comte de Ponthieu il laissa le plaid du fond (*placitum fundi*) et la droit de confiscation dans les fiefs de ses vassaux pour causes de défaut de service de fief, de rente et de relief. Cette clause devint caduque en raison de la vente ¹ faite au comte d'Artois par Mathieu, comte de Ponthieu, de tous les fiefs, domaines et droits qu'il possédait au nord de l'Authie vers Hesdin et Montreuil (28 juillet et novembre 1244). Le prix de vente, sur estimation faite par Guillaume de Maintenay et Simon de Villers, bailli d'Artois, s'éleva à deux mille livres parisis, plus cinq cents livres dues au roi comme droit de rachat. La vente fut confirmée l'année même par Louis IX ².

Il existe bien un acte de mars 1250 ³, postérieur de six ans à la vente susdite : c'est la confirmation par Louis IX de l'arrêt de parlement du 18 mai 1239, et l'ordre, au bailli royal d'Amiens, de mettre le comte d'Artois en possession des droits de justice qui lui avaient été reconnus. Entre l'acte de vente et de confirmation, la contradiction n'est qu'apparente, ce dernier se rapportant à un document antérieur à la vente effectuée en 1244.

Peut-être retrouverait-on la trace d'une revendication analogue dans un jugement de 1219 concernant Coullemont⁴. L'acte mentionne qu'Alleaume d'Arras, quand Philippe d'Alsace venait à Coullemont, devait quitter la maison où prenait gîte le comte de Flandre et ne pouvait y rentrer qu'après son départ. La propriété de la terre de Coullemont fut contestée au prince Louis par Gilles de Beaumetz, châtelain de Bapaume : le jugement de 1219 ⁵ décida en faveur de Louis. La maison de Beaumetz conserva néanmoins certains droits sur Coullemont, car, en 1239 ⁶, Gilles, fils aîné du châtelain, vendit au comte d'Artois ce qui lui restait à Coullemont.

Brussel fait remarquer qu'au compte des prévôtés royales de 1227 figure la recette d'une nouvelle prévôté : Avesnes-Fampoux-Coullemont. La même prévôté se retrouve dans le compte de 1234, mais elle n'est plus mentionnée dans les comptes des baillis artésiens où pourtant elle aurait dû figurer au bailliage d'Avesnes-le-Comte. Cette omission laisse supposer que la seigneurie de Coullemont fut aliénée à une époque indéterminée, mais antérieure à 1284. Vers la même époque, un certain Guillaume de Lannoy est qualifié seigneur de Coullemont.

¹ Arch. dép. du Nord, 1^{er} cartul. d'Artois, pièces CXIV et XX.

² Arch. dép. du Pas-de-Calais : A 10, n° 10, et Arch. dép. du Nord : 1^{er} cartul. d'Artois, pièce XXI.

³ Arch. dép. du Nord : 1^{er} cartul. d'Artois, pièces XXII et CXLIII.

⁴ Coullemont : Canton d'Avesnes-le-Comte, arrondissement de Saint-Pol.

⁵ Arch. dép. du Pas-de-Calais : A 6, n° 1.

⁶ Arch. dép. du Nord : 1^{er} cartul. d'Artois, pièce LV.

Les clauses d'exécution du traité de Mons sont les suivantes :
 1° Philippe d'Alsace se réservait la jouissance de l'Artois, sa vie durant ; Philippe Auguste n'entra donc en possession effective de cette province qu'après la mort du comte, survenue le 1^{er} juin 1191. Cette clause fut réellement observée, un grand nombre d'actes le prouvent ;
 2° l'Artois pouvait éventuellement faire retour au comte de Flandre, Baudouin, successeur et héritier de Philippe d'Alsace, ou à ses descendants, dans le cas où Philippe Auguste mourrait sans enfants, ou si le fils de ce dernier ne laissait lui-même après sa mort aucun descendant direct.

Louis VIII, à sa mort, légua par testament à son fils aîné, Louis IX, la couronne de France ; au second, Robert, l'Artois, que son frère aîné érigea en comté au mois de juin 1237.

« C'est à ce moment (octobre 1191), dit M. le colonel de Serres, que l'Artois a été, en fait, réuni à la couronne ; en droit seulement à l'avènement de Louis VIII. » La date de 1191 est parfaitement exacte, mais, sur la foi de la chronique de Gilbert de Mons et de la Chronique universelle de Laon, qui toutes deux mentionnent la seconde clause d'exécution du traité de Mons, clause également reprise dans le traité de Péronne, j'estime que, contrairement à la date de 1223, qu'avec M. le colonel de Serres j'avais précédemment adoptée, il faut reporter la date de la réunion « en droit » de l'Artois, non à l'avènement de Louis VIII, mais à sa mort : 8 novembre 1226. Si, laissant de côté la lettre des traités, on considère les faits qui se succédèrent au début du XIII^e siècle, il est plus que probable que, bien avant 1226, les comtes de Flandre abandonnèrent toute prétention sur la réversion éventuelle de l'Artois. Par le traité entre Lens et Pont-à-Vendin (fév. 1212 n. s.), qui mit fin à une heureuse campagne, le prince Louis récupéra tous les avantages perdus par lui au traité de Péronne. Or, la clause de réversibilité ne se retrouve plus dans le traité de 1212 : chacun des deux contractants s'engage réciproquement à ne plus rien réclamer à l'avenir des possessions de l'autre partie. Deux ans après, la Flandre et les coalisés furent écrasés aux champs de Bouvines. Ferrand fait prisonnier était encore retenu au Louvre à l'avènement de Louis IX, et l'on juge de quel poids eût pesé une réclamation, si juste fût-elle, de la part de l'infortuné comte de Flandre.

Comte MAXIME DE GERMINY.

COURRIER ITALIEN

I.

Je compléterai aujourd'hui, pour commencer, les renseignements donnés dans les précédents courriers sur les livres de bibliographie et de sciences auxiliaires de l'histoire récemment parus. Je m'excuse une fois de plus que l'abondance des matières m'oblige presque tous les jours, dans ce qui va suivre, à de sèches énumérations.

En matière d'archives, il faut signaler le traité théorique, l'un des premiers publiés en Italie, de Gaspare Manzone, *Degli archivi di Stato*¹. Après quelques renseignements historiques, l'auteur en étudie le fonctionnement, l'ordonnance, les travaux et la législation ; il termine en signalant les réformes et améliorations à y apporter. On peut réclamer, au nombre de ces dernières, l'augmentation des heures de travail accordées au public et la rédaction des inventaires sommaires qui manquent encore sur beaucoup de points ; mais il faut reconnaître que de grandes améliorations ont été faites en cette matière, et que l'obligeance inépuisable des archivistes italiens supplée très heureusement au défaut de l'outillage bibliographique. A Palerme, G. La Mantia publie un mémoire inédit du chanoine R. Gregorio sur les *Reali Archivi di Sicilia*², et Nicola Barone, de Naples, des *Notizie riguardanti l'archivio farnesiano*³. Enfin M. Francesco Versari a étudié en détail les petites, mais intéressantes, archives communales de Rocca San Casciano, et cette étude lui a permis de réunir des renseignements historiques sur cette curieuse petite ville et de donner une description détaillée des statuts de 1412 et 1416⁴.

On continue à publier des catalogues et des inventaires de bibliothèques. M. G. Fanchiotti a commencé un travail de longue haleine qui sera pour les bibliothèques anglaises ce que « le Mazzatinti » est pour celles de France, un inventaire des *Manoscritti italiani in Inghil-*

¹ Turin, Lœscher, in-8, 202 p.

² Palerme, Reber, in-8, 23 p.

³ Napoli, d'Auria, in-8, 32 p.

⁴ Rocca San Casciano, in-8, 150 p.

terra. La première série est consacrée à Londres et spécialement au Musée britannique ; le premier fascicule, seul paru encore, décrit la *Collezione Sloane* ¹. J'ai signalé déjà, mais il convient d'y revenir, le catalogue publié par l'oratorien Mandarini des *Manoscritti della Biblioteca Oratoriana di Napoli* ². L'auteur y résume brièvement l'histoire de cette collection fondée à la fin du xvi^e siècle et ouverte au public dès les premières années du siècle suivant ; aujourd'hui on peut y reconnaître quatre fonds divers, le fonds originaire ou *Alippino* ; celui de G. Valletta, jurisconsulte et fondateur de la chaire de littérature grecque à l'Université de Naples, acheté par les oratoriens au xviii^e siècle sur le conseil de l'illustre J.-B. Vico (Vallettiano) ; celui de Carlo Troya (acheté en 1859), et celui de l'archéologue Agostino Gervasio, légué en 1864 (Troyano Gervasiano). L'auteur décrit ensuite (p. 1-81) cinquante-trois manuscrits sur parchemin et (p. 83-360) trois cent neuf manuscrits sur papier. Cette description, infiniment plus complète, comme de juste, que celles de Blume et de Montfaucon, fait connaître définitivement ce riche trésor scientifique. Il faut y signaler un célèbre et précieux manuscrit de la Divina Commedia, que Täuber a considéré comme un des trois manuscrits générateurs du groupe Barberino (les autres sont au palais Barberini et au British museum) et dont Bassermann a récemment noté l'importance artistique. Mandarini le croit daté de 1350 et en attribue le commentaire, encore inédit, à un certain Lorenzo Poderico, non autrement connu. Sont notables aussi un manuscrit de la cosmographie de Ptolémée, un autre des tragédies de Sénèque, nombre de manuscrits hagiographiques du xii^e au xiv^e siècle, un traité encore inconnu de Biagio da Morcone *super legibus Longobardorum*. Cette bibliothèque peut donc fournir des matériaux à l'histoire générale. — L'exposition de Côme, si lamentablement disparue, avait donné lieu à un inventaire des souvenirs de Volta, recueillis par la *Società storica Comense* et le *Comitato per le onoranze a Volta*, et aujourd'hui détruits par les flammes : cet inventaire des *Cimeli* di Volta, dû à MM. R. Ferrini, Z. Volta et C. Rovelli ³, a donc aujourd'hui l'intérêt d'un véritable document historique. — M. Stampini ⁴ a consacré une courte étude à un précieux manuscrit de la bibliothèque de Turin ; le Lucain, *Il codice torinese di Lucano del secolo XII*.

M. Occioni-Bonaffons continue avec un patient courage sa *Bibliografia storica friulana, dal 1861 al 1894* ⁵. Le troisième volume

¹ Caserte, Marino, in-8, 163 p.

² Naples, Marghieri, in-fol., 404 p.

³ Como, Ostinelli, in-8, 37 p., 30 photogr.

⁴ Turin, Lœscher, in-8, 16 p.

⁵ Udine, Gambierasi, in-8, 596 p.

vient de paraître. Il faut mentionner la troisième édition, revue et corrigée, de l'amusant et excellent ouvrage de Fumagalli : *Chi l'ha detto* ¹ ? équivalent italien de l'*Esprit des autres*, du *Musée de la conversation* et autres livres analogues. On peut inscrire ici, vu l'importance des renseignements bibliographiques qu'elle donne, la nouvelle édition complètement refondue du célèbre manuel de Salvio, *Manuale di storia del diritto italiano* ², depuis les invasions germaniques jusqu'au ^{xx} siècle. On sait que l'histoire politique n'a pas moins de profit que l'histoire du droit à tirer de ce livre. — La librairie Ermanno Loescher, qui depuis bientôt quarante ans contribue aux progrès de l'érudition historique et littéraire en Italie, vient de publier un catalogue général ³ de ses éditions. Il mérite d'être signalé, tant parce qu'il contient la liste générale des éditions de Loescher, que parce qu'il donne une table des mémoires de l'Académie des Lincei de Rome et de ceux de l'Académie des sciences de Turin, avec l'indication, utile en bien des cas, des tirages à part. Le *Catalogo italiano della biblioteca circolante G. Brugnoli* ⁴ de Bologne pourra rendre quelques services. Il servira tout au moins à donner une idée de ce que lit la moyenne des citoyens dans une grande ville intellectuelle de la péninsule.

De quelques grandes publications de périodicité irrégulière, il a paru des fascicules qu'il convient de signaler, car c'est le plus souvent de la publication des plus grands et des plus gros livres qu'on reste le moins informé. Ainsi les *Monumenta Historiae patriae edita jussu regis Caroli Alberti* ⁵ sont augmentés du tome XXII de la seconde série ; le tome II du *Codex diplomaticus Cremonae* ⁶ (715-1334), publié par Laurent Astigiano, a paru, ainsi que le fascicule VI, contenant les planches 26, 36, 41, 42, 45, 46, de la *Forma urbis Romae* ⁷ de Lanciani, et ainsi que le XXV^e volume des *Fonti per la storia d'Italia* ⁸, qui forme le troisième volume de l'édition de Procope : Guerre gothique, commentée et traduite par Domenico Comparetti. Parmi les recueils proprement dits, mentionnons le tome VIII des *Monumenti antichi* ⁹ que publie l'Académie des Lincei, le volume de 1898 des *Notizie degli Scavi di antichità communicate alla R. Accademia dei Lincei* ¹⁰,

¹ Milan, Hoepli, in-8, 650 p.

² Turin, Unione tip. editrice, in-8, 632 p.

³ Turin, Loescher, in-8.

⁴ Bologne, Brugnoli, in-8, 78 p.

⁵ Turin, Bocca, in-4, 462 p.

⁶ Turin, Bocca, in-4, 462 p.

⁷ Milan, Hoepli, in-fol.

⁸ Rome, Loescher, in-8, 370 p.

⁹ Milan, Hoepli, in-4.

¹⁰ Milan, Hoepli, in-4.

les *Studi italiani di filologia indo-iranica* ¹ de Pulli (II, 2^e année), le premier volume des *Studi glottologici italiani* ² de Giacomo de Gregorio, et le premier fascicule du tome VIII des *Studi di filologia romanza* ³, pour la direction desquels l'éminent Monaci s'est adjoin- t l'énergique et érudit C. de Lollis, adjoin- t digne d'un pareil chef; le sixième volume des *Studi italiani di filologia classica* ⁴ et les planches 86 à 95 (formant t. I, fasc. 8) de l'*Archivio paleogra- fico italiano* ⁵.

Le *Dizionario generale dei comuni d'Italia* ⁶, bien que n'ayant aucune intention scientifique, est cependant à signaler, car il présente sous une forme synoptique assez commode et pratique les noms des communes italiennes, dont la plupart manquent dans les grands dic- tionnaires géographiques, et qui cependant ont quasi toutes eu leur page ou leur heure dans l'histoire de leur pays.

Quoique l'histoire de l'antiquité soit un peu sur les confins de notre domaine, il nous est permis de mentionner quelques ouvrages intéressant cette histoire, récemment publiés; en première ligne, le grand ouvrage qu'a entrepris Ettore Pais, *Storia d'Italia dai tempi più antichi alla fine delle guerre puniche* ⁷. De la seconde partie, consacrée à l'histoire de Rome, vient de paraître la première portion du tome I^{er}, *Critica della tradizione sino alla caduta del decemvi- rato*. Puis vient un grand traité de *Diritto pubblico romano* ⁸ d'En- rico Serafini, dont le tome I^{er} est consacré à l'époque des rois et à l'ère républicaine; Filippo Serafini réimprime simultanément, avec de nombreuses corrections et additions, ses *Istituzioni di diritto ro- mano comparate al diritto civile patrio* ⁹, et Biagio Brugi fait une œuvre intéressante de droit comparé, en étudiant *Le dottrine giuridi- che degli agrimensori romani comparate a quelle del Digesto* ¹⁰. Pour l'histoire des institutions, il faut citer quelques bons travaux d'objet précis, d'intérêt limité, mais qui apportent des renseigne- ments positifs et utiles; tels ceux de Grossi Gondi, *I Comites dell' epoca romana* ¹¹, de De Magistris, *La militia vigilum della Roma*

¹ Pise, Spærri, in-8, 112 p.

² Turin, Loescher, in-8, 245 p.

³ Turin, Loescher, in-8.

⁴ Florence, Seeber, in-8, 492 p.

⁵ Rome, Martelli, vol. I, fasc. 8, in-fol.

⁶ Como, Ostinelli, 3^e éd., in-12.

⁷ Turin, Clausen, in-8, 629 p.

⁸ Ibid., id., in-8, 434 p.

⁹ Florence, Cammelli, t. II, in-8, 422 p.

¹⁰ Verone, Drucker, in-8, 445 p.

¹¹ Rome, Lux, in-8, 63 p. Extrait du *Dictionnaire épigraphique de De Rug- giero*.

*imperiale*¹; de Niccolini, *Fasti tribunorum plebis ab anno 260-494 usque ad 731-23*² avec des additions et un index remis au courant; *Baviera, I Feziali ed il diritto feziale*³, et un bon travail de vulgarisation d'Ettore de Ruggiero sur *Le colonie dei Romani*⁴.

Le travail de Ciaceri sur les *Villime del dispotismo in Roma nel primo secolo dell' impero, da Augusto a Domiziano*⁵, est une intéressante contre-partie du livre connu de Boissier sur la même question. M. Tamburello, en étudiant la Sicile au second siècle avant l'ère chrétienne (de 186 à 100 av. J.-C.⁶), n'a prétendu écrire que des scènes historiques et descriptives. C'est aussi de travaux de détail que vit l'archéologie, mais quand c'est un savant aussi renseigné et aussi ingénieux que l'abbé Duchesne qui étudie le *Forum chrétien* (I. *Les traditions apostoliques*; II. *Les églises du Forum*; III. *Le Forum et la liturgie*⁷), de tels travaux valent bien des gros livres de vulgarisation. Moins sûr peut-être, mais non moins abondamment informé, est G. Tommassetti, qui continue avec une rare patience son étude *Della campagna romana nel medio evo* par une *Illustrazione delle vie Ostiense e Laurentina*⁸. C'est le décor nécessaire des drames de l'histoire communale ou religieuse de Rome pendant les siècles si troublés du moyen âge. Moins importantes à coup sûr sont la notice de Chialvo sur *Santa Maria degli Angeli alle terme diocleziane*⁹ et celle d'Antonio Mocchi sur *L'Antica città de Cornus (con cenni biografici di Ampsicora)*¹⁰. — Armellini, qui fut un des élèves de l'illustre J.-B. de Rossi, a laissé, — et on a imprimé après sa mort, — des *Lezioni di archeologia cristiana*¹¹, qui sont inspirées de l'enseignement de ce maître et de l'érudition de M. Le Blant. — Pour les archéologues qui font de la *pratique*, on peut mentionner l'ouvrage technique de Zironi, *L'arte del muratore e gli scavi e restauri di antichità e belle arti*¹², qui leur donnera d'utiles conseils et des informations précieuses. — La collection des manuels Hœpli s'est enrichie d'une traduction de la *Paleografia greca e latina* de Thompson, due à G. Fumagalli, qui a atteint déjà sa seconde édition¹³.

¹ Rome, Bocca, in-8, 4 plans, 7 phototyp. (tiré à 110 exemplaires).

² Pise, Spærri, in-8, 72 p.

³ Milan, Soc. edit. libraria, in-8, 68 p.

⁴ Rome, Lux, in-16, 130 p.

⁵ Pise, Spærri, in-8, 137 p.

⁶ Palerme, Reber, in-16.

⁷ Rome, Spithover, in-16.

⁸ Rome, Lœscher, in-8, 153 p.

⁹ Rome, B. Lux, in-16, 24 p.

¹⁰ Bosa, tip. Vescovile, in-16, 73 p.

¹¹ Rome, Lœscher, in-16, 679 p.

¹² Bologne, Zamorani, in-8, 100 p., 2 pl.

¹³ Milan, Hœpli, in-16, 187 p., 30 grav., 6 photot.

M. Cima a publié un opuscule où la critique verbale et l'exégèse auront des observations à recueillir (*Appunti critici ed exegetici di alcuni autori latini*¹) sur Virgile, Cicéron, Horace, Ennius, Mævius et le pseudo-Virgile, et M. Castelli donne une étude de philologie et littérature comparée sur *Il poema di Claudio Claudiano e l'omelia di S. Giovanni Crisostomo*². — Le savant bibliothécaire de la Laurentienne, Guido Biagi³, a tenté une reconstitution de la civilisation et des mœurs romaines dans une étude intitulée : *Un' Etera romana*.

L'histoire orientale et les sciences qui en dépendent commencent ou recommencent à être étudiées sérieusement en Italie. M. V. Masi entreprend une histoire des *Vicende politiche dell' Asia dall' Ellesponte all' Indo*⁴; M. F. Sandalgian étudie l'*Idiome des inscriptions cunéiformes urartiques*⁵, et Cardatri édite le livre de la Colombe ou *Kithābhā Dhiyaund*⁶ d'Abulfaragi Bar Hebrei; on trouvera des informations bien condensées et clairement présentées dans le petit manuel de *Mitologia babilonese assira*⁷, premier volume d'un traité de mythologies orientales que commence M. Bassi dans la collection des manuels Hœpli. Marucchi, autre élève de J.-B. de Rossi, publie les *Obelisch egiziani di Roma* avec une traduction des textes hiéroglyphiques⁸. M. Bassi publie aussi une mythologie grecque⁹. M. Aug. Balsamo paraît vouloir se consacrer à la mythologie figurée. Il annonce une série d'études de philologie grecque¹⁰ dont le premier fascicule contient deux articles sur le mythe d'Héraclès et de Kyknos et les représentations figurées qui y ont rapport, et sur la vraie description du bouclier dans l'Ἄσπις Ἡρακλέους d'Hésiode, qui sont l'un et l'autre intéressants. M. P.-C. Anfossi fait du droit comparé en rapprochant les deux législations de Solon et de Servius Tullius¹¹, rapprochement qui est naturellement fort incertain et hypothétique. — Sur l'histoire ancienne de Sicile paraissent divers travaux de détail, l'étude historique de Di Girolamo sur l'*Assedio di Lilibeo nella prima guerra punica*¹², l'étude de textes sur *Menai la patria di Ducezio capo dei Siculi*¹³, d'après Diodore Sic., XI, 88, 6, par F.-A. Sorrentino,

¹ Turin, Clausen, in-8, 37 p.

² Vérone, Drucker, in-16.

³ Florence, R. Poggi, in-12.

⁴ Modène, Vincenzi, in-8, 441 p.

⁵ Rome, Lœscher, in-8, brochure.

⁶ Ibid., id., in-8.

⁷ Milan, Hœpli, in-12, 220 p.

⁸ Rome, Lœscher, in-8, 156 p., 4 pl.

⁹ Milan, Vallardi, in-32, 188 p.

¹⁰ Florence, Seeber, in-8, 100 p. Studi di filologia greca.

¹¹ Turin, Paravia, in-16, 91 p.

¹² Palerme, Reber, in-8, 78 p.

¹³ Palerme, Reber, in-16, 32 p.

et la belle étude numismatique de Garuffi, *Monete e conii nella storia del diritto siculo dagli Arabi ai Martini*¹. La première partie est enrichie de documents inédits et de deux catalogues monétaires.

Les antiquités étrusques sont toujours l'objet des recherches et des hypothèses. M. G. Fregni donne de longues études historiques, philologiques et littéraires sur quelques-unes *Delle più celebri iscrizioni etrusche ed umbre*. Il y étudie notamment l'*Arringatore* de Florence et le *Tombe dei Volunni e le Tavole Engubine*². M. G. Donati publie *Di un' urna etrusca del museo di Perugia*³. M. Pellegrini, *I canopi del museo archeologico di Firenze*⁴. Le même a donné aussi une courte étude *Sopra un frammento di statuetta egizia con iscrizioni geroglifiche*⁵.

Voici maintenant divers ouvrages d'un intérêt général qu'il convient de mettre à part : une étude de M. Arturo Trombatore sur *L'Ingérence royale dans les jugements en matière criminelle dans l'ancien Orient*⁶, qu'il me paraît bien délicat de pouvoir définir et apprécier, vu l'incertitude de nos connaissances sur l'autorité du souverain d'une part et la justice d'autre part ; un immense travail de M. Corazzini di Bulciano sur l'histoire *della Marina militare e commerciale*⁷, dont le second volume, 2^e partie, étudie la marine dans Virgile avec des appendices sur la marine dans Aristophane, dans les *Perses* d'Eschyle, et une correction proposée au texte d'Aulu-Gelle. Il faut rapprocher de cette énorme compilation celle de Gavotti, qui prétend étudier *la Tattica nelle grandi battaglie navali da Temistocle a Ito*⁸. Les deux premières parties sont consacrées aux polyrèmes et à la marine à voiles.

Pour l'histoire littéraire enfin, qui est une des sciences les plus et les mieux cultivées en Italie, nous trouvons un abondant supplément bibliographique à donner à nos précédents courriers. Il nous faut bien à la hâte et pêle-mêle mentionner les *Studi letterari*⁹ de C. Cali, la belle *protusione* de Cian sur *l'Estetica della storia considerata specialmente nelle sue manifestazioni letterarie*¹⁰, et un bon livre classique de Valeggia, *Caratteri dei secoli della letteratura italiana*¹¹,

¹ Palerme, Reber, in-8, 174 p.

² Modène, Namias, in-8, 164 p.

³ Florence, Seeber, in-8, 10 p.

⁴ Ibid., id., in-8, 25 p.

⁵ Ibid., id., in-4, 34 p., 3 pl.

⁶ Turin, Clausen, in-8, 15 p.

⁷ Ibid., id., in-8, 382 p.

⁸ Rome, Forzani, in-8, 278 p.

⁹ Turin, Lœscher, in-8, 219 p.

¹⁰ Messine, Principato, in-8.

¹¹ Lanciano, Carabba, in-16, 88 p.

qui rendra des services à d'autres qu'à des collégiens. — Les collections de textes littéraires s'enrichissent journellement : dans la *Biblioteca storica della letteratura italiana*, Ireneo Sanesi a publié la *Storia di Merlino de Paolino Pieri*¹, et Vincenzo Federici, le *Rime di Rustico di Filippo rimatore del secolo XIII*²; la *Biblioteca critica della letteratura italiana*, que dirige Torraca, s'est accrue de quatre ouvrages : G. Salvioli, *l'Istruzione pubblica in Italia nei secoli VIII, IX et X*; G.-A. Fabris, *I primi scritti in prosa di Vittorio Alfieri*; la *Notizia de Piergili, della vita e degli scritti del conte Monaldo Leopardi*, et l'étude de Zingarelli, *Intorno a due trovatori in Italia*³. Une nouvelle collection de ce genre, *Raccolta di rarità storiche e letterarie*, vient de se fonder sous la direction de M. G.-L. Passerini, et de s'inaugurer par l'*Istoria di Phileto Veronese*, publiée par Biadego⁴.

La production dantesque est une mer toujours envahissante et elle mériterait une bibliographie spéciale, si l'on voulait faire autre chose que donner au hasard les titres des ouvrages, lesquels, pour la plupart, n'arrivent pas dans les bibliothèques de France et restent difficiles à trouver même dans les grands dépôts littéraires d'Italie. Cette littérature, dont l'abondance même prouve l'intérêt qu'elle offre pour les Italiens, s'éparpille en brochures et en plaquettes, sans compter la *Raccolta* de Città di Castello et les journaux dantesques. Citons, pour permettre de les retrouver en cas de besoin : les *Briciole letterarie, studi danteschi*⁵, de Gildo Valeggia; les *Note dantesche*⁶, de Zacchetti; *Una questione dantesca* (*Dante Alighieri, i Bianco Ghibellini esuli e i Rumena*) étudiée par Barbagallo⁷, les *Postille de Giusti alla Divina Commedia*⁸, éditées pour la première fois avec un discours sur Dante et sur Giusti; l'ambitieuse dissertation de Carboni sur la *Sintesi filosofica del pensiero dantesco*⁹; le quatrième et dernier volume (!) du traité métaphysique de De Leonardis sur *l'Uno Eterno e l'eterno amore di Dante*¹⁰; un problème de chronologie dantesque, *Il plenitunio e l'anno della visione dantesca*¹¹, discuté par Nunzio Vaccaluzo, et enfin la seconde partie de la *Ruscelleide*,

¹ Bergame, Arti grafiche, in-8, 249 p.

² Ibid., id., in-8, 108 p.

³ Florence, Sansoni, t. XXVII, XXVIII, XXIX, XXX, in-16.

⁴ Livourne, Giusti, in-16, 184 p.

⁵ Lanciano, Carabba, in-16, 224 p.

⁶ Rome, Soc. D. Alighieri, in-16.

⁷ Rome, Loescher, in-8, 112 p.

⁸ Città di Castello, Lapi, in-16, 80 p.

⁹ Petigliano, Paggi, in-16, 176 p.

¹⁰ Gênes, tip. sordo-muti, in-8.

¹¹ Messine, Muglia, in-16, 26 p.

ovvero *Dante difeso dalle accuse di G. Ruscelli*¹, notes prises par Vincenzo Borghini et publiées par Arlia. et surtout un petit manuel du lecteur et citateur de Dante, par Luigi Polacco, *Concordanza speciale della divina Commedia, ossia Repertorio di tutti i versi del poema ordinati alfabeticamente secondo le loro parole finali*, avec un index des noms propres et des choses notables, et un sommaire des trois poèmes²; ce livre s'ajoutera heureusement aux autres promptuaires dantesques déjà publiés par la maison Barbera.

Pétrarque est moins étudié que Dante et moins bien traité. M. Sicardi vient pourtant de composer tout un livre sur le parallèle du poète et de son inspiratrice, *Gli amori stravaganti e molleplici di Francesco Petrarca e l'amore unico per Madonna Laura De Sade*³. M. G. Melodia étudie *I trionfi del Petrarca*⁴, tandis que Carducci et Severino Ferrari donnent une nouvelle édition commentée des *Rime di su gli originali* et que Pellegrini procure celle de *Trionfi*, pleusement, d'après le *Cod. parmense 1636*⁵.

Ensuite nous pouvons passer rapidement sur les siècles xv à xviii. Il suffit de signaler chemin faisant de G. Bossi une dissertation, aimable autant qu'érudite, et plus historique d'ailleurs que littéraire, sur la célèbre *Pasquinata quod non fecerunt Barbari, fecerunt Barberini*⁶; la bonne biographie de Gerboni sur *Un umanista nel secento, Giano Nicio Eritreo*⁷ (Vittorio Rossi), qui fait revivre ce savant modeste, ami des Barberini, d'Aleandro, d'Holstenius, de Peiresc, etc., et le travail de Lo Parco sur *Un accademico pontaniano del secolo XVI, precursore dell' Ariosto e del Parini*⁸, que l'auteur présente comme une contribution à l'histoire de l'humanisme et de la civilisation italienne pendant le cinquecento.

Deux grands dramaturges étrangers ont été l'objet d'études d'inégale importance : M. d'Alfonso a publié deux cents pages de *Note psicologiche ai drammi di Shakespeare*⁹, et Antonio Restori une savante *prolusione* avec un appendice fort érudit à un cours *Degli Autos di Lope de Vega Carpio*¹⁰. La compétence de l'auteur en matière de théâtre espagnol, déjà attestée par ses articles de la *Revue des*

¹ Città di Castello, Lapi, in-8, 95 p.

² Florence, Barbera, in-16, 130 p.

³ Milan, Hoepli, in-16, 296 p.

⁴ Palerme, Reber, in-16, 148 p.

⁵ Florence, Sansoni, in-16.

⁶ Milan, Battistetti, in-fol., p. 86.

⁷ Rome, Filiziani, in-16, p. 106.

⁸ Città di Castello, Lapi, in-8.

⁹ Ariano, stab. Appulo. Irpino, in-8, 182 p.

¹⁰ Rome, Soc. Dante Aligh., in-8, 200 p.

¹¹ Parme, Pellegrini, in-8, 66 p.

langues romanes, fait souhaiter qu'il continue ces études dans un champ encore peu connu. M. Alberto Lisoni a abordé un sujet abondant, mais ingrat, en étudiant *la Drammatica italiana nel secolo XVII*¹.

Sur Manzoni, outre la grande édition des *Promessi Sposi* entreprise par Alfonso Cerquetti avec le concours de Luca Beltrami², et qui suit régulièrement son cours, il faut signaler la jolie étude de Policarpo Petrocchi sur *La prima giovinezza di Alessandro Manzoni* (1785-1806)³, et une étude d'anthropologie criminelle et de critique scientifique de Leggiardi Laura, avec préface de Sergi, sur *Il delinquente nei Promessi Sposi*⁴. On peut se demander quel intérêt scientifique il y a à étudier les types criminels en littérature : cela peut tout au plus servir à montrer comment tel auteur se figurait le criminel, ou plutôt tel criminel. Mais quel intérêt, encore une fois, quelle valeur positive peut avoir cette recherche, quant au criminel ?

Le centenaire de Leopardi continue à suggérer une assez abondante littérature. Deux éditions de ses œuvres diverses se poursuivent simultanément ; dans l'une (in-8) le tome III est consacré aux *Pensieri di varia filosofia e di bella letteratura*⁵ ; dans l'autre, Giovanni Mestica a réuni en deux volumes, d'après les autographes et les éditions corrigées par l'auteur, les *Scritti letterari*⁶, avec une préface. En même temps, Giov. Negri publie un quatrième volume de *Divagazioni leopardiane*⁷ ; l'inévitable criminaliste Sergi donne une conférence sur la dégénérescence de Leopardi, *Degenerazione e genio in Leopardi*⁸ ; Guardione publie des *Processi artistici e morali su G. Leopardi*⁹ ; Nidella révèle *Una sventura postuma di G. Leopardi*¹⁰, et bénéficiant de la rentrée en scène de son illustre frère, la sœur du poète, Paolina Leopardi¹¹, est l'objet d'une étude biographique, d'après les documents inédits, de C. Antona Traversi. M. Melodia a donné une jolie étude sur le sentiment de la nature chez Foscolo, sous le titre *Foscolo e la natura*¹².

Parmi les auteurs, ou moins connus, ou contemporains, dont on

¹ Parme, Pellegrini, in-16, 150 p.

² Milan, Hoepli, fasc. 14.

³ Florence, Sansoni, in-16 (Bibl. critica).

⁴ Turin, Bocca, Bibliot. antropol. giuridica, II, 37, in-8, 88 p.

⁵ Florence, Lemonnier, in-8, 483 p.

⁶ Ibid., id., 2 vol. in-16.

⁷ Pavie, Frattini, in-8, 224 p.

⁸ Turin, Bocca, in-8, 24 p.

⁹ Palerme, Reber, in-16, 148 p.

¹⁰ Parme, Battei, in-8, 112 p.

¹¹ Città di Castello, Lapi, in-16, 215 p.

¹² Palerme, Reber, in-16, 67 p.

publie les œuvres ou qui sont l'objet de recherches d'érudition plus ou moins critiques, je mentionnerai l'étude de Cermenati sur *Alessandro Volta alpinista*¹, à laquelle fait suite un petit poème inédit; l'étude de Del Giudice sur les *Fratelli Poerio*², avec des lettres et poèmes lyriques inédits d'Alessandro e Carlo P., les biobibliographies de *Luigi Carrer*³, par Crovato; d'*Angelo Maria Ricci*⁴, par Ficorilli; l'hommage filial rendu par son fils à *Un uomo di antica probità, Luigi Fornaciari*⁵, qui précède une édition de ses lettres choisies; les *Scritti d'arte*⁶ de Cesare Guasti, réunis pour la première fois (tome IV de ses œuvres); l'édition en trois volumes des œuvres du critique Pérez, dont les deux premiers sont remplis d'études dantesques⁷.

Je termine ici cette liste, qui pourrait s'allonger encore de quelques noms; mais l'importance en est secondaire, même en Italie, et de pure érudition. Mieux vaut s'en tenir à ceux-ci; toutefois je dois signaler une courte étude d'Aurelio Pedevilla sur le grand romancier Fogazzaro, *La Teoria della vita*⁸ à propos d'un de ses livres, moins importante en soi que comme symptôme de l'intérêt qu'excite en Italie ce romancier philosophe, et l'on me permettra de mettre aussi à la fin de cette rapide revue le titre du dernier ouvrage paru de Gabriele d'Annunzio, *La Gloria*⁹, une tragédie lyrique où histoire, satire, philosophie politique, pure passion et détails archéologiques forment un métal de Corinthe qu'anime le grand souffle poétique de ce contemporain attardé de la Renaissance.

II.

Pour l'histoire sociale et politique que nous abordons maintenant, ce sont surtout des travaux de détail que nous allons avoir à enregistrer. Mais il faut mentionner quelques-unes de ces compilations d'histoire universelle, que la librairie italienne met volontiers en circulation, telle la traduction d'Oncken, *Storia universale*¹⁰, qui en est au 513^e fascicule, la *Storia d'Italia*¹¹ de Pietro Balan, la nouvelle édition de la *Storia politica* et de la *Storia letteraria d'Italia*¹², jadis

¹ Rome, Lœscher, in-8, 80 p.

² Turin, Roux-Frassati, in-8.

³ Lanciano, Carraba, in-16, 128 p.

⁴ Città di Castello, Lapi, in-8, 229 p.

⁵ Florence, Sansoni, in-16.

⁶ Prato, Vestri, in-8, 549 p.

⁷ Palerme, Reber, 3 vol. in-16, de 556, 431 et 622 p.

⁸ Castrocaro, Barboni, in-8, 21 p.

⁹ Milan, Treves, in-12.

¹⁰ Milan, Soc. edit. libraria, par fasc.

¹¹ Modène, tip. Immac. Concezione.

¹² Milan, Vallardi.

publiées par l'éditeur Vallardi, et complètement refondues : dans l'histoire littéraire par exemple, c'est Guglielmo Volpi qui est chargé du xiv^e siècle, Vittorio Rossi du xv^e, Antonio Belloni du xvi^e, Tullio Concari du xviii^e; dans l'histoire politique l'époque des *Preponderanze straniere* ¹, si sacrifiée autrefois, est maintenant traitée par l'excellent érudit qu'est Ettore Callegari. De bons manuels d'histoire commencent aussi à remplacer les anciens qui avaient été hâtivement compilés pour la plupart. Le vieux manuel de Comba a été refondu par Calamassi, qui le divise en deux volumes, embrassant, le premier, l'histoire d'Italie depuis les origines de Rome jusqu'à l'établissement des Lombards en Italie ; le second, de l'année 476 jusqu'à nos jours (*Il compendio della storia d'Italia* ²). Il existe de ce nouveau manuel diverses éditions adaptées aux différentes classes des collèges. Sur un autre plan, M^{lle} Aurelia Jozs a écrit une *Storia d'Italia nel medio evo* ³ qui ne manque pas de valeur.

Les ouvrages relatifs à l'histoire générale d'Italie, ou bien à des questions ou des institutions d'importance générale, sont naturellement les moins nombreux : M. C. Aurelj a eu l'heureuse idée d'étudier les divers noms donnés à la péninsule italienne et les différentes étymologies proposées pour le nom Italia dans son *Studio etimologico della parola Italia e degli altri nomi dati alla penisola* ; M. Battaglia publie de courtes mais intéressantes *Studii sulle origini della feudalità* ⁴, et Vincenzo Bartelli la question toujours controversée des rapports de l'Eglise et de l'Etat carolingien, dans son traité : *La polizia ecclesiastica nella legislazione carolingica* ⁵. M. Solmi s'est attaqué à un des problèmes les plus ardues de l'histoire générale des temps féodaux, celui des origines des communes. Il étudie les *associazioni in Italia avanti le origini del comune* ⁶, et essaie de préciser dans quelle mesure ces associations ont pu continuer l'esprit et les institutions du municipe romain à travers le désordre des siècles v-xi. D'une plus haute importance encore est la belle étude de M. Novati sur l'*Influsso del pensiero latino sopra la civiltà italiana del medio evo* ⁷, livre plein d'idées et d'ingénieuses vues, dont nous avons plaisir à signaler la seconde édition et que nous regrettons de ne pouvoir étudier plus à loisir. Après les compilations maritimes que j'ai citées plus haut, il est consolant de signaler

¹ Turin, Paravia, in-16, 150 et 208 p.

² Milano, Agnelli, in-16, 200 p.

³ Rome, Lœscher, in-8, 16 p.

⁴ Rome, Lœscher, in-8, 48 p.

⁵ Ibid., id., in-8, 116 p.

⁶ Modène, Vincenzi e nipoti, in-8, 140 p.

⁷ Milan, Hoepli, in-16, 304 p.

un bon ouvrage, d'une grande abondance d'informations et d'une érudition très sûre, la *Storia della marina italiana dalla caduta di Costantinopoli alla battaglia di Lepanti*¹ de M. Camillo Manfroni, depuis longtemps connu par des études particulières sur ce sujet. C'est de travaux comme ceux de cet érudit, comme ceux de M. Bourel de la Roncière chez nous, que sortiront un jour les connaissances exactes destinées à remplacer les légendes qui forment trop souvent encore l'histoire maritime des nations modernes. Pour la renaissance, comme ouvrage d'ensemble, il n'y a à mentionner que la nouvelle édition de Burckhardt-Valbusa: *La Civiltà del rinascimento in Italia*², remarquable par les additions de G. Zippel. Pour la science du moyen âge, M. Capelli commence une série de travaux qui promettent d'être intéressants. Cette science est tout entière contenue dans les grandes encyclopédies, comme celle de Vincent de Beauvais, et l'on sait ce que M. Male, pour ne citer que lui, en a tiré récemment pour l'histoire de l'art. M. Capelli pense donc, et avec raison, que les *primi studi sulle enciclopedie medioevali*³ doivent être des études sur les sources de ces vastes compilations et il s'attaque d'abord aux *Fonti delle enciclopedie latine del XII secolo*, dans un très intéressant *saggio critico*. Quant à l'histoire de l'éducation, elle n'est guère représentée que par l'étude de G.-B. Gerini, *Gli scrittori pedagogici italiani del secolo XVI*, publiée dans la *Collezione di libri d'istruzione e di educazione*⁴.

C'est encore en quelque sorte s'occuper de l'histoire universelle que d'étudier celle de Rome, à laquelle celle de l'Église se mêle ou se lie sur tant de points. C'est encore par des compilations que doit commencer ce chapitre. Benedetto Néri s'emploie à traduire la *Storia apologetica dei Papi da S. Pietro al pontefice regnante*⁵, d'Urbano Ferreiroa, tandis que, continuant Rohrbacher et Balan, M. Carlo Bonacina commence une *Storia della chiesa cattolica durante il pontificato di Leone XIII*⁶, et que M. Francesco Brancaccio di Carpino, dans un esprit différent, entreprend une étude sur *I Papi e i diciannove secoli del papato*⁷. Cependant on fait traduire en quatre volumes la *Storia generale della chiesa*⁸ de Darras, quoique l'ouvrage soit déjà veilli, et on donne le quatrième tirage du résumé de

¹ Rome, Forzani, in-8, 558 p.

² Firenze, Sansoni, in-16.

³ Modène, Namias, in-16, 68 p.

⁴ Turin, Paravia, in-16, 504 p.

⁵ Turin, Marietti, 2 vol. in-16.

⁶ Ibid., id., in-16.

⁷ Turin, Bocca, in-8, vol. I.

⁸ Turin, Marietti, 4 vol. in-16.

Lanza, *Storia della chiesa cattolica* ¹. Plus scientifique et plus au courant des connaissances actuelles est la grande histoire de *Roma ed i Papi nel medio evo* ² de H. Grisar, dont une traduction italienne commence à paraître : la première partie, en trois volumes, seule publiée, décrit *Roma sul finire del mondo antico*. Du même auteur, sous le titre assez banal d'*Analecta Romana*, sont publiées des *Dissertazioni, testi, monumenti dell' arte, riguardanti principalmente la storia di Roma e dei Papi nel medio evo* ³, qui complètent le précédent ouvrage. Parmi les ouvrages de détail, il faut citer le travail de Felice Tocco, dont on connaît la spéciale compétence, sur l'hérésie des *Apostolici e Fra Dolcino* ⁴, l'étude de G. Traina sur la *Storia religiosa e letteraria dei secoli IX e X* ⁵.

Quelques questions particulières de la politique pontificale ont été traitées. M. Enrico Gualano est revenu sur le rôle de Paul III dans l'affaire de Parme, *Paulus papa III nella storia di Parma* ⁶; l'imbroglio de la Valteline, qui fit verser tant d'encre et tant de sang au xviii^e siècle, attire encore l'attention de quelques savants, et M. Arelzio étudie une courte période de cette longue négociation, *la politica della Santa Sede rispetto alla Valtellina dal concordato d'Avignone alla morte di Gregorio XV* ⁷ (12 novembre 1622-8 juillet 1623) et corrobore ses déductions de nombreux documents inédits. M. Viti Mariani inaugure par deux bonnes études sur l'*Arciduca d'Austria e la Santa Sede* (1577-1594), et sur *Il matrimonio del re di Spagna Don Filippo IV con donna Maria Anna archiduchessa d'Austria* (1645-1649), une série de recherches sur l'histoire diplomatique des relations de l'Espagne et du Saint-Siège (*la Spagna e la Santa Sede* ⁸). — Sur l'histoire laïque de Rome, je ne mentionnerai guère que des livres d'histoire anecdotique, tels que *Corte e società romana* ⁹, de Giacomo Pietramellara, *Il carnevale romano* ¹⁰, de Clementi, raconté d'après les chroniques contemporaines et les documents figurés du temps, à l'époque où cette célèbre institution chère à Casanova autant qu'à de Brosses, à Stendhal comme à Dumas père, achève de mourir. *Le peuple de Rome vers 1840, d'après les sonnets en dialecte*

¹ Rome, Marietti, 2 vol.

² Rome, Desclée-Lefèvre, 3 vol. in-8.

³ Ibid., id., 1 vol. in-8.

⁴ Florence, Seeber, in-8, 45 p.

⁵ Ibid., id., in-8, 30 p.

⁶ Parme, Battei, in-8, 131 p.

⁷ Palerme, Reber, in-8, 100 p.

⁸ Rome, Desclée, in-8, 96 p.

⁹ Rome, Filiziani, in-8, 2 vol.

¹⁰ Rome, Lœscher, in-8, 588 p.

*transtévérin de G.-G. Belli*¹, utile contribution de M. Bovet à l'histoire des mœurs romaines à une époque que de si grandes révolutions séparent de nous, plus que les soixante années écoulées; *Giardini storici Romani (Pincio e Gianicolo)*² qu'Eugenio Checchi a décrits en aimables croquis et que G. Gampi a illustrés de très agréables aquarelles, et enfin le *Casanova a Roma* d'Alessandro Valeri, sujet qui a permis à l'auteur de grouper autour de son triste héros, avec des documents et des illustrations inédites, des *figurine e figuri romani del secolo XVIII*³.

Nous touchons à la topographie autant qu'à l'histoire avec l'étude historico-artistique de Raffaele Colantuoni sur la vénérable et vieille église de Santa-Maria del Popolo, dont il fait revivre huit siècles d'existence: *La chiesa di S. M. del P. negli otto secoli dalla prima sua fondazione (1099-1899)*⁴.

Sur Venise, il y a deux importants travaux d'histoire générale à mentionner, le livre, malheureusement tiré à trop peu d'exemplaires (cent seulement), où Musatti a réuni et mis au point les derniers résultats et les plus récentes découvertes de la critique sur l'histoire politique de Venise: *La storia politica di Venezia secondo le ultime ricerche*⁵, et les onze conférences où Battistella a résumé, en mai 1896, l'histoire vénitienne, *La repubblica di Venezia dalle sue origini alla sua caduta*⁶. M. Comba publie ses recherches sur le protestantisme à Venise, *Durante la riforma nel Veneto e nell'Istria*⁷, et M. Ces. Aug. Levi un utile catalogue des *Navi di guerra costruite nell'arsenale di Venezia dal 1664 al 1896*⁸. Le grand nombre des chroniques vénitiennes antérieurement connues ne diminue pas l'intérêt des *Due cronache veneziane rimaste del principio del secolo XV*⁹ publiées par Moschetti. — A Milan, une tentative a été faite pour imiter les conférences florentines de Ginori, et, vu leur caractère plus local, les conférences d'histoire siennoise. De cette initiative, couronnée de succès, du Circolo filologico milanese est sorti un volume de *Conferenze di storia milanese*¹⁰, auxquelles ont pris part des érudits ou des publicistes honorablement connus, F. Bertolini, R. Bonfadini, De Marchi, Ferraï, Greppi, A. Ratti, A. Rolando,

¹ Rome, Lœscher, in-8, 416 p.

² Milan, Carrara, in-8, 635 p.

³ Rome, Voghera, in-8, 60 p.

⁴ Rome, Desclée-Lefèvre, in-8, 280 p.

⁵ Padoue, Draghi, in-8, 512 p.

⁶ Bologne, Zanichelli, in-16, 405 p.

⁷ Florence, Seeber, in-16, 719 p.

⁸ Venise, Visentini, in-8, 193 p., 23 pl.

⁹ Padoue, Draghi, in-8, 210 p.

¹⁰ Milan, Bocca, in-16, 558 p.

Romussi. C'est l'histoire ecclésiastique milanaise qui fournit la plus riche contribution. Forcella et Seletti donnent un recueil des *Iscrizioni cristiane in Milano anteriori al IX secolo*¹; Magistretti et Ceriani commencent un recueil des *Monumenta veteris liturgiae ambrosianae*² par la publication du *Pontificale in usum ecclesiae Mediolanensis*, et des *Ordines ambrosiani* d'après les manuscrits du ix^e au xv^e siècle. Achille Ratti donne le quatrième volume des *Acta ecclesiae Mediolanensis ab ejus initiis usque ad nostram aetatem*³, important recueil dont il faut souhaiter le prompt achèvement. M. Carlo Romussi étudie, avec érudition, saint Ambroise, *Sant' Ambrogio: I tempi, l'uomo, la basilica*⁴, et son mémoire est aussi intéressant pour l'archéologie que pour l'histoire religieuse. Il faut en rapprocher celui de Marco Magistretti sur *la Liturgia della chiesa milanese nel sec. IV*⁵. Bien que ces divers ouvrages aient peut-être leur origine dans des discussions d'ordre purement religieux, l'histoire doit en faire son profit. C'est aussi de l'histoire ecclésiastique autant que sociale que dépend la publication des *Atti della visita pastorale di F. Feliciano Ninguarda*⁶, vescovo di Como (1589-1593), qu'a ordonnés et annotés M. l'abbé Monti. C'est un tableau fort intéressant de l'état d'un diocèse de l'Italie septentrionale à la fin de l'époque troublée qu'a été le xvi^e siècle. — Sur l'histoire civile de Milan, il faut signaler le petit volume de Forcella, distraction pour lui à des recherches plus sérieuses, *Milano nel secolo XVII*⁷, qui est un tableau d'ensemble agréable, mais peut-être superficiel, de Milan pendant la domination espagnole. Une des institutions lombardo-espagnoles fondamentales était le Sénat de Milan, fondé d'ailleurs par Louis XII et encore bien mal connu : on trouvera des renseignements assez justes dans un petit livre de vulgarisation (paru dans la *Piccola biblioteca scientifico-letteraria*) de G. Molteni, *Del Senato di Milano*⁸, et, pour une période plus restreinte, dans celui d'Attilio Crespi, *Il senato di Milano. Ricerche intorno alla costituzione dello stato di Milano al tempo della dominazione spagnuola*⁹. La question des impôts en Lombardie est également touchée par Carlo Conigliani dans une étude intéressante sur *G.-B. Fragneschi e le questioni tributarie in Lombardia nel secolo XVIII. Note storico-*

¹ Milan, tip. Cairo, in-8, 308 p.

² Milan, Hoepli, in-8, 187 p.

³ Milan, Ferraris, t. IV.

⁴ Milan, De Marchi, in-8, 143 p., 20 phot., 118 zincot.

⁵ Milan, tip. S. Giuseppe, in-16, 219 p.

⁶ Côme, Ostinelli, Bertolini et Nani, 2 vol. in-8.

⁷ Milan, Colombo et Tarra, in-16, 277 p.

⁸ Milan, Palma, in-16, 70 p.

⁹ Milan, tip. Riformatorio patronato, in-8.

*critiche*¹. Sur la topographie et l'odonymie milanaise, on consultera avec fruit le gros livre un peu confus de Lodovico Gatto : *Milano ed i nomi delle sue vie ; personaggi illustri e benemeriti ; monumenti storici*². L'étude de Jules Camus sur *la Venue en France de Valentine Visconti, duchesse d'Orléans, et l'inventaire de ses joyaux apportés de Lombardie*³ ne touche à l'histoire de Milan que par l'origine de cette princesse malheureuse ; elle est importante pour l'histoire politique, bien que Maurice Faucon eût déjà traité suffisamment cette question, et aussi pour l'histoire artistico-sociale, quoique les documents apportés par Camus ne soient pas tous aussi inédits ou inconnus qu'il l'a cru. Ce n'est aussi que par ses origines que l'illustre et sympathique virago Caterina Sforza se rattache à l'histoire lombarde ; le sénateur Pasolini vient d'ajouter à la splendide monographie qu'il lui a jadis consacrée une nouvelle série de documents curieux (*Caterina Sforza. Nuovi documenti memoria*⁴) : déjà j'en avais signalé, dans l'*Archivio storico italiano*, quelques-uns qui lui étaient restés inconnus. — Comme contribution à l'histoire lombarde, il faut mentionner l'étude de Raccia sur *Il Borgo di Domodossola durante la signoria spagnuola*⁵, la monographie de Costante Sincero sur *Trino, i suoi tipografi e l'abbazia di Lucedio*⁶, la belle publication de Carlo Magenta sur *La Certosa di Pavia*⁷, qui en donne pour la première fois une description figurée à peu près complète, avec près de cent héliogravures, et les quatre intéressantes conférences de Mariano Mariani sur la *Vita universitaria Pavese nel secolo XV*⁸, qui font revivre avec autant d'agrément que d'érudition tout un monde très bruyant et très intéressant d'humanistes, de jurisconsultes, — et d'étudiants. — On peut citer ici, à cause du voisinage de Milan avec Parme, l'aimable récit que Giov. Curti a donné de *La Congiura contro Pier Luigi Farnese*⁹.

Comme toujours, l'histoire de la maison de Savoie et des anciens États est étudiée avec un zèle qui n'est pas seulement historique, et je n'ai pas besoin de m'expliquer ici de nouveau sur le caractère apologétique ou laudatif de certains de ces travaux. Pour aujourd'hui, toutefois, ceux que j'ai à citer sont plus nettement des œuvres scientifiques. La *Storia documentata della popolazione del regno di Sar-*

¹ Modène, Vincenzi, in-8, 48 p.

² Milan, Bocca, in-8, 588 p.

³ Turin, Casanova, in-4, 64 p.

⁴ Bologne, Garagnani, in-8, 152 p.

⁵ Milan, Cogliati, in-8, 86 p.

⁶ Milan, Bocca, in-8, 304 p.

⁷ Ibid., id., in-4, 576 p., 92 héliog.

⁸ Pavie, Frattini, in-16, 142 p.

⁹ Milan, Bernardoni di Rebeschini, in-16, 260 p.

degna ¹, de Francesco Corridore, a une importance statistique et démographique, et E. Besta a abordé un sujet bien peu connu, dans son mémoire sur *Il diritto sardo nel medio evo* ². — Une des plus vieilles villes du Piémont, Cuneo (Coni), ayant fêté l'an dernier le septième centenaire de sa fondation, un congrès historique y a été tenu ; les diverses sociétés d'histoire et d'archéologie piémontaises s'y sont fait représenter (les actes du congrès paraîtront incessamment), et des publications historiques de circonstance ont été faites ; celle de l'infatigable promoteur de ce congrès, Gabotto, *Storia di Cuneo dalle origini ai giorni nostri* ³, quoique ce soit surtout une œuvre de vulgarisation, mérite de survivre à cette réunion. Le même Gabotto a donné un copieux et savant volume sur *Gli ultimi principi d'Acaja e la politica subalpina dal 1383 al 1408* ⁴ ; c'est un épisode ou un appendice à sa grande histoire des origines de la monarchie de Savoie. — C'est de Carlo Emanuele I que les Italiens font, et avec raison, dater la grandeur de la dynastie, à l'époque moderne, et on ne se lasse pas de l'étudier ; avant qu'Italo Raulich ait fini son histoire, G. Curti se hâte de multiplier les éditions de son médiocre essai, *Carlo Emanuele secondo i più recente studi* ⁵, que ses retouches ne laissent cependant pas que d'améliorer. Giuseppe Rua fournit de plus utiles matériaux à l'historien en lui présentant la cour littéraire et le mouvement poétique des alentours de C. E. dans ses *Poeti della corte di Carlo Emanuele I di Savoia, Lodovico d'Agliè, Giambattista Marino, Alessandro Tassoni, Fulvio Testi* ⁶. Domenico Carutti a revu et augmenté pour une troisième édition son histoire de *Vittorio Amedeo II* ⁷, et M. Mango di Casalgerardo a consacré une intéressante étude à l'entrée de ce prince à Palerme et à sa proclamation comme roi de Sicile, *Dell' ingresso e dimora di Vittorio Amedeo II di Savoia in Palermo e della sua acclamazione a re di Sicilia, avvenuta in Polizzi e Castronovo (1713-1714)* ⁸.

Deux ouvrages se réfèrent à des épisodes de l'histoire politique de la maison de Savoie, celui de Carlo Contessa, *Per la storia di un episodio della politica italiana da Luigi XIV al tempo della pace di Nimega* ⁹, et celui de Turletti, consacré à l'histoire militaire

¹ Turin, Clausen, in-8, 139 p.

² Turin, Lœscher, in-8, 118 p.

³ Cuneo, Salomone, in-16, 336 p.

⁴ Turin, Bocca, in-8, 676 p.

⁵ Milan, Rebeschini, 3^e éd., in-16, 319 p. ; Bernardoni di R., 4^e éd. *ristusa*, in-16, 396 p.

⁶ Turin, Lœscher, in-8, 248 p.

⁷ Turin, Clausen, in-8, 624 p.

⁸ Palerme, Reber, in-4, 92 p.

⁹ Turin, Clausen, in-4, 222 p.

anecdotique de la guerre des Alpes : *Attraverso le Alpi. Storia aneddotta delle guerre di montagna dal 1742 al 1748 in difesa dell'Italia* ¹. Pour les temps modernes, il faut signaler la biographie-portrait de *Carlo Alberto* ², de MM. G. et A. Cadenazzi, qui n'ont pas résolu la douloureuse énigme de cette âme fière et mélancolique, et l'étude de G. Dell' Acqua, qui est consacrée aux jours glorieux de ce règne assombri, *Il re Carlo Alberto e il suo ingresso in Pavia il 29 marzo 1848* ³. M. Dell' Acqua a ajouté à son étude historique un essai assez superficiel sur le caractère de son héros et une description des monnaies et médailles qui lui sont relatives. Deux biographies de princesses sont à mentionner : la notice hagiographique plus qu'historique d'Inn. Tommasi sur *la venerabile Maria Cristina di Savoia, regina del regno delle Due Sicilie* ⁴, que l'auteur présente comme un « remarquable modèle pour la femme chrétienne, » et la biographie de la mère de V.-Emmanuel, *La madre del re galantuomo* ⁵, à propos de laquelle Giuseppe Marcotti a présenté d'intéressants tableaux des cours de Florence et de Turin.

Si nous passons à Florence, nous devons signaler, avant toute autre chose, l'achèvement de la grande publication des *Consulte della repubblica fiorentina* ⁶, si soigneusement faite par Alessandro Gherardi et aujourd'hui complétée par un fascicule d'index. Puis viennent plusieurs importantes monographies. Niccolo Rodolico présente comme de modestes *Note di storia fiorentina* son étude sur *Il popolo minuto* ⁷ (1343-1378). Del Lungo continue ses études sur la politique et la civilisation florentines à l'époque de l'Alighieri, *Da Bonifazio VIII ad Arrigo VII. Pagine di storia fiorentina per la vita di Dante* ⁸.

Brunetto Dami publie des recherches historiques sur *Giovanni Bicci dei Medici nella vita politica* (1400-1429) ⁹, et Guglielmo Saltini met en scène, d'après les documents et après une introduction sur le gouvernement de Cosme I^{er}, les drames de famille qui ont ensanglanté ou déshonoré la maison de Médicis dans la seconde moitié du XVI^e siècle, *Tragedie medicee domestiche* ¹⁰ (1557-1587). — Savonarole est toujours d'actualité. Lodovico Ferretti réunit, *per la causa*

¹ Turin, Paravia, in-8, 292 p.

² Turin, Streglio, in-8, 203 p.

³ Pavie, Fusi, in-4.

⁴ Naples, N. Iovene, in-16, 96 p.

⁵ Florence, Barbera, in-16, 320 p.

⁶ Florence, Sansoni, in-4, fasc. 32.

⁷ Bologne, Zanichelli, in-16, 184 p.

⁸ Milan, Hoepli, in-16, 482 p.

⁹ Florence, Seeber, in-8, 168 p.

¹⁰ Florence, Barbera, in-16, 445 p.

di fra Girolamo Savonarola ¹, des faits et des témoignages, tandis que Giovanni Procter, dans un mémoire : *Il domenicano Savonarola e la riforma*, riposte vigoureusement au docteur Farrar ². — Les études biographiques et critiques de Lazzari (Alfonso), sur *Ugolino et Michele Verino* ³, formeront une excellente contribution *alla storia dell'umanesimo in Firenze*, et la biographie de *Giovanni Fabbroni (1752-1822)* ⁴, par Cen. Mondaini, éclairera celle de l'économie politique en Toscane. — On peut signaler, pour leur commodité pratique, le petit volume de Francesco Bigazzi sur *I contorni di Firenze* ⁵, plein de renseignements curieux et dispersés, et la *Piccola storia di Firenze* ⁶, des origines jusqu'à la domination médicéenne, de M^{lle} Emma Bertini. — Ne séparons point Pise de sa vieille et victorieuse rivale : Santoro a étudié *Le relazioni tra Pisa e la Sardegna dal 1105 al 1165* ⁷, et porté quelque lumière dans un sujet particulièrement obscur.

Restent Naples et la Sicile, toujours bien en retard quant à la saine critique et à la science de bon aloi. Mais il faut noter cependant de louables efforts pour publier les textes et réunir les documents. Ainsi M. A. C. Garufi commence la publication ou l'analyse des *Documenti inediti dell' epoca normanna in Sicilia* ⁸, et Vito La Mantia continue ses publications de chartes et coutumes siciliennes, *Su gli antichi privilegi di Messina e su le ultime controversie (1741-1800) per titolo di capitale del regno, les Consuetudini e leggi sui protimisi (preluzione o retratto) in Sicilia dal secolo XIII al XVII* ⁹, tandis que F.-G. La Mantia publie les coutumes encore inédites de *Linguagrossa (Consuetudini di)* ¹⁰ et M. Todaro della Galia, *Le consuetudini di Trapani secondo il libro rosso* ¹¹. D'autre part, M. Filangieri di Candida imprime, avec une érudite introduction, le *Diario di Annibale Caccavello* ¹², sculpteur napolitain du xvi^e siècle, journal non moins intéressant pour l'histoire des mœurs que pour celle des arts.

Manceri a donné une description de *Syracuse nel secolo XV* ¹³, et

¹ Milan, tip. S. Giuseppe, in-8, 29 p.

² Ibid., id., in-8, 73 p.

³ Turin, Clausen, in-8, 228 p.

⁴ Turin, Bocca, in-8, 144 p.

⁵ Florence, Civelli, in-16, 187 p.

⁶ Florence, édit. Risorgim., in-16.

⁷ Rome, Forzani, in-8, 111 p.

⁸ Palerme, Reber, in-8, 427 p.

⁹ Ibid., id., in-8, 54 p. et 41 p.

¹⁰ Ibid., id., in-8, 51 p.

¹¹ Palerme, Reber, in-16, 76 p.

¹² Rome, Lux, in-8, 160 p.

¹³ Siracuso, tip. del Tamburo, in-8, 61 p.

Aldo Blessich a montré comment on connaissait et étudiait la *Geografia alla corte aragonese in Napoli*¹. Il se pourrait bien que de toutes les études semi-historiques semi-littéraires qui se multiplient sur ces princes aragonais sortît quelque jour leur réhabilitation morale et intellectuelle. A l'imitation des albums de reproductions historiques, quelques savants et amateurs napolitains : B. Croce, G. Ceci, Mariano d'Ayala, S. di Giacomo, ont composé, à l'occasion du premier centenaire de la révolution et de l'établissement de la république parthénopéenne, un album intitulé : *La Rivoluzione del 1799*², avec portraits, vues, autographes et autres documents figurés, lequel est en cours de publication. Pour le huitième centenaire de la réunion du *Primo parlamento siciliano*, MM. Faterno Castillo et Gagliani ont, sous ce titre, publié des *studi e ricerche*³. — M. Louis Conforti a publié une grande description illustrée du *Musée national de Naples*⁴, qui mettra à la portée de tous ce riche trésor d'art et d'archéologie. Nous n'avons pas à enregistrer moins de trois publications relatives aux biens féodaux et aux questions d'hérédité nobiliaire : M. Polizzi a étudié la *Successione dei titoli nobiliari in Sicilia*⁵; M. Salvo Cozzo, le droit des femmes à succéder aux titres, *La donna nella successione dei titoli in Sicilia*⁶, et, enfin, M. R.-A. Ricciardi a publié une longue monographie sur *La Vendita del feudo di Roseto nella Calabria Citeriore, fatta sub hasta dal S. R. Consiglio nel MDCCXCI perfetta ed irrevocabile per il Fisco, per il compratore e per gli altri interessati, e le sue conseguenze nobiliari. Appunti di fatto e di giurisprudenza feudale per la Consulta araldica del regno*⁷.

La petite étude de G. Vincenti sur *La contea di Nola dal secolo XIII al XVI*⁸ a plus d'intérêt pour l'histoire. J'ai déjà parlé ici même du livre de M. G. Arcoleo, *Palermo e la cultura in Sicilia*⁹, d'après la traduction française de M. de l'Estrade.

Parmi les recueils de textes dont l'importance dépasse les limites de leurs régions, il faut mentionner le *Prochiron legum*, si important pour l'histoire byzantine de l'Italie, qu'ont publié soigneusement, d'après le manuscrit *Vaticanus grec 845*, F. Brandileone et V. Puntoni¹⁰,

¹ Rome, Lœscher, in-8, 47 p.

² Naples, Morano, fasc.

³ Catane, Giannotta, in-8, 48 p.

⁴ Naples, d'Auria, in-fol., 44 p., 165 grav.

⁵ Catania, Battiato, in-8, 72 p.

⁶ Palerme, Reber, in-8.

⁷ Naples, Roggiano, in-8, 161 p.

⁸ Naples, d'Auria, in-16, p. 103.

⁹ Milan, Treves, in-16.

¹⁰ Rome, Forzani, in-8, 371 p.

les *Diplomi inediti dei secoli IX et X*¹, recueillis par Schiapparelli, et le mémoire de Gaudenzi sur *le Società delle arti in Bologna nel secolo XIII, i loro statuti e le loro matricole*², et les *Capitoli delle arti veneziane sottoposte alla giustizia e poi alla giustizia vecchia dalle origini al MCCCXXX*³, recueillis et publiés par le savant Giovanni Monticolo, précieuse contribution à l'histoire sociale de la vieille république; enfin, les *Statuti di Cicognara et l'Atto di giuramento del 1275*⁴, publiés intégralement par Antonio Parazzi.

Il faut arriver au xix^e siècle pour trouver une pareille floraison de documents d'importance générale pour l'histoire italienne. On me permettra de signaler, pour l'histoire des dernières années de ce siècle, le cinquième volume de la collection des actes pontificaux du pape Léon XIII, *Leonis papae XIII allocutiones, epistolae, constitutiones, aliaque acta praecipua* (1891-1894)⁵. — Dans un domaine plus particulier à l'Italie, et d'une couleur politique toute différente, on publie avec passion les mémoires, souvenirs et œuvres polémiques ou doctrinales des grands ouvriers du Risorgimento. A Milan se publie une édition complète des œuvres de Mazzini, *Scritti editi ed inediti*⁶; B. Croce recueille les *Scritti varii inediti o rari de F. de Sanctis*⁷, et publie sous le titre : *Dal 48 al 61*, les *Lettere scritte e documenti de Silvio Spaventa*⁸; le municipio de Forlì fait les honneurs d'une édition municipale aux *Ricordi e scritti d'Aurelio Saffi*⁹. Il faut signaler aussi les *Ricordanze della mia vita*¹⁰ de Settembrini, avec préface de F. de Sanctis, et les *Ricordi di Erminia Fuà Fusinato*¹¹, publiés par Almerighi.

Parmi les biographies individuelles figurent les personnages les plus divers, nés aux époques et dans les régions les plus disséminables; c'est ainsi que près de la *Storia di san Bernardino da Siena e del suo tempo*¹², de F. Alessio, figurent les *Note biografiche* de Ant. Ciscati sur le célèbre voyageur vicentin du xvi^e siècle, Antonio Pigafetta¹³; l'étude de Vaccarone sur *Bianca Maria di Challant e il*

¹ Rome, Loescher, in-8, 108 p. *Bullettino dell' Istituto storico*, n° 21.

² Ibid., même bulletin.

³ Rome, Forzani, in-8.

⁴ Crémone, tip. *Provincia*, in-8, 33 p.

⁵ Rome, Desclée, in-16, 336 p.

⁶ Milan, Aliprandi, 4 vol. in-16 de 416, 410, 378 et 386 p.

⁷ Naples, Morano, 2 vol. in-16. 800 p.

⁸ Ibid., id., in-16, 328 p.

⁹ Florence, Barbera, t. III, in-8, 370 p.

¹⁰ Naples, Morano, 2 vol. in-16, 850 p.

¹¹ Turin, Paravia, in-16, 60 p.

¹² Mondovì, Graziano, in-64, 494 p.

¹³ Vicenza, Galla, in-16, 100 p.

*suo corredo*¹ est à côté de l'ouvrage de Corso, *Un decennio di patriotismo di Luigi Alamanni (1521-1531)*². De la collaboration du géographe Uzielli et du bibliographe Fumagalli est sortie une remarquable édition de la *Vita di Amerigo Vespucci*³ d'Aug.-Maria Bandini; avec les annotations de cet auteur et le commentaire et les éclaircissements de G. U., on y trouve une bibliographie étendue de toute la littérature relative à Paolo Toscanelli et à Amerigo Vespucci. M. Porlessa a publié une courte vie d'*Alessandro Volta*⁴ munie d'un essai bibliographique de ses œuvres, et enfin G. Del Giudice a donné sur *Carlo Troya*⁵ une monographie étendue, avec un appendice de lettres inédites et d'autres documents. — Le petit livre anonyme sur *Felice Cavallotti nella vita e nelle opere*⁶ n'est qu'un hommage posthume, plutôt qu'un livre historique, sur ce brillant écrivain et orateur dont la mort tragique a inspiré un autre écrit de circonstance de Jacopo Gelli, *I duelli mortali del secolo XIX*⁷.

C'est dans l'histoire municipale peut-être que se complait le plus l'érudition des savants italiens, servie par l'ardent et parfois étroit patriotisme local, qui reste un des sentiments les plus intimes de l'âme italienne. Chaque mois, pour ainsi dire, voit paraître de ces œuvres longuement fouillées, qui manquent parfois d'esprit critique, mais qui, presque toujours, apportent quelque lumière utile à l'histoire générale. Nous avons aujourd'hui à énumérer deux histoires de ports méditerranéens : la *Storia di Civita-Vecchia*⁸, de Carlo Calisse, et la *Storia della città e Stato di Piombino dalle origine fino al anno 1814*⁹, de L. Cappelletti; puis des études plus restreintes chronologiquement, telle que *la Ville de Nice pendant le premier siècle de la domination des princes de Savoie*¹⁰, de Cais de Pierlas; *Bergamo nel seicento*¹¹, de Giulio Scoti, ou relatives à un fait d'histoire sociale, comme celle de Valdrighi sur le *Contagio di pestilenza bubbonica in Formigine, durante il secolo XVII (1630-1731)*¹², les *Documenti loveresi*¹³ réunis par Marinoni, les *Note statistiche* de

¹ Turin, Casanova, in-4, 32 p.

² Palerme, Reber, in-16, 80 p.

³ Florence, Seeber, in-4, 147 p.

⁴ Côme, Omarini, in-8.

⁵ Naples, Pellerano, in-8, 591 p.

⁶ Milan, Soc. edit. Lomb., in-16, 300 p.

⁷ Milan, Battistelli, in-16, 316 p.

⁸ Florence, Barbera, in-8, 730 p.

⁹ Livourne, Giusti, in-8, 526 p.

¹⁰ Turin, Bocca, in-8, 558 p.

¹¹ Bergamo, Bolis, in-16, 215 p.

¹² Modène, Vincenzi, in-8, 45 p.

¹³ Loverè, L. Filippi, in-16, 288 p.

G. Di Cossato, *sul circondario d'Asti (1826-1896)*¹, les études détaillées de Benussi sur l'histoire d'Istrie, *Nel medio evo, pagine di storia istriana*², et les *Studi di storia Ligure*³, c'est-à-dire relatives à Savone, de G. Filippi. D'autres remontent à l'histoire antique de leur ville, tels que Scavalli Borgia étudiant *Preneste e la sua storia*⁴, Rizzo donnant la monographie historique, topographique et archéologique et numismatique de *Maxos Siceliota*⁵. Sous la forme de guide (*Guida religiosa di Chioggia*)⁶, Venturini écrit en dialecte chioggiote une description des sanctuaires et des curiosités de cette vieille ville; Orlic donne une description de la *Provincia di Porto Maurizio*⁷; Filippi (Alex.) guide l'étranger à *Terni e suoi dintorni*⁸; Beneggi raconte et décrit *Oggiono*⁹, ville et environs, Cairo et Giarelli analysent les annales de *Codogno ed il suo territorio*¹⁰, sous forme de récits populaires en livraisons périodiques : de tous ces ouvrages il n'en est point qui n'apporte à l'histoire quelque renseignement tiré d'archives plus ou moins accessibles, ou de traditions purement locales. — Le beau livre de M. Calzini sur *Urbino e i suoi monumenti*¹¹ a une tout autre importance, et sera une très utile contribution à l'histoire artistique et sociale de la Renaissance, en donnant le décor vrai dans lequel s'est agitée une des cours les plus affinées et les plus intellectuelles de l'Italie. — Rattachons pour cette fois à l'histoire municipale le folklore, le plus souvent régional lui-même en Italie. Bianchini a recueilli en Toscane des *Modi proverbiali e motti popolari specialmente toscani*¹². Tamburello publie *Il maju Sicilianu di Alessio di Giovanni*¹³. Largioni donne un *Canzoniere di poesie popolari*¹⁴, et Grisanti le *Folklore di Isnello*¹⁵.

LÉON-G. PÉLISSIER.

(La fin à la prochaine livraison.)

¹ Asti, Brignolo, in-8, 262 p.

² Trieste, Schimpff, in-8.

³ Rome, Soc. ed. Alighieri, in-16, 254 p.

⁴ Rome, Treves, in-8.

⁵ Palerme, Reber, in-8, fig. et plans.

⁶ Chioggia, Duse, in-16, 123 p.

⁷ Diano Marina, tip. artistica, in-8, 84 p.

⁸ Rome, Artero, in-16, 95 p.

⁹ Oggiono, Biffi, fasc. 11, in-8.

¹⁰ Codogno, Cairo, vol. I, fasc. 17, in-8.

¹¹ Rocca San Casciano, Cappelli, in-4, 220 p., 43 phot.

¹² Livourne, Giusti, in-16, 136 p.

¹³ Naples, Chiurazzi, in-8, 197 p.

¹⁴ Pistoie, Flori et Biagini, in-16, 56 p.

¹⁵ Palerme, Reber, in-16, 250 p.

CHRONIQUE

SOMMAIRE. — Institut. — Académie des inscriptions et belles-lettres : Communications de MM. Ernest Babelon, le P. Delattre, Fossey, Homolle, Gauckler (la villa d'El-Alia), Marcel Schwob (François Villon), Salomon Reinach, de Mély (la Couronne d'épines), Eugène Müntz (le collège des Bernardins), de Boislisle, Ravaisson, Tocilescu, Bouché-Leclercq, Camille Enlart. — Académie des sciences morales et politiques : Lectures de MM. Glasson (l'évolution de la propriété en France), Adhémar Lelièvre. — Prix et concours. — Périodiques nouveaux. — L'organisation de l'enseignement supérieur ecclésiastique. — Publications nouvelles. — Nécrologie : MM. Charles de Ribbe, d'Héricault, Arthur Giry, Arsène Legrelle, Léon de la Brière.

C'est le 25 octobre qu'a eu lieu la séance publique annuelle des cinq Académies. Le P. Henri Thédénat, de l'Oratoire, y a lu son remarquable travail sur le *Forum romain et les fouilles récentes* : les points qui ont plus particulièrement retenu son attention sont la substruction circulaire du temple de Vesta, qu'il croit être la fosse où s'accumulaient pendant toute l'année les cendres et les résidus du feu sacré ; — le prétendu tombeau de Romulus ; — la regia et le temple de César. M. Émile Gebhart a parlé sur *les Aberrations de la notion du temps dans les légendes du moyen âge*. M. Henri Roujon a retracé le voyage entrepris en Italie de 1749 à 1751, sous la direction de Charles-Nicolas Cochin, par Abel-François Poisson, alors sieur de Vandières, frère de la fameuse marquise de Pompadour. Enfin, M. Henry Houssaye a retracé l'histoire du sergent Sans-Soucy.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a tenu son assemblée générale le 17 novembre, sous la présidence de M. Alfred Croiset. M. Wallon y a lu une notice sur M. de Mas-Latrie, et M. Hamy, un mémoire sur *Un égyptologue oublié, Jean-Baptiste Adanson (1732-1804)*.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a entendu, le 8 septembre, une communication de M. Ernest Babelon sur deux monnaies de bronze de la ville de Charac-Moab (en hébreu Gir-Moab), dont l'emplacement est figuré par El Karak à l'est de la mer Morte. On ne connaît presque rien de cette localité mentionnée dans la prophétie d'Isaïe contre Moab (*Isai.*, xv). Ces monnaies sont d'Éla-

globale, comme celles que l'on a récemment retrouvées à Medaba ; c'est une nouvelle preuve de l'extension et de l'abondance du monnayage de ce prince dans les régions syrienne et palestinienne ; M. Babelon y voit le signe certain de la prospérité et de l'activité commerciale qui ont marqué le rôle de cet empereur, si célèbre et si méprisé pour ses extravagances. Les nouvelles fouilles du P. Delattre dans l'une des nécropoles carthaginoises, dont M. Héron de Villefosse a fait connaître les résultats à l'Académie, ont amené notamment la découverte de huit épitaphes, de douze inscriptions sur vases écrites au charbon ou à l'encre noire, de deux marques peintes en rouge et de diverses estampilles de potiers carthaginois.

Le 15 septembre, M. Fossey, rendant compte de la mission archéologique qu'il avait entreprise en Turquie d'Asie avec le concours de l'Académie, a présenté, outre quelques inscriptions grecques, une nouvelle interprétation de l'inscription de Sennachérib à Bavian, dont on ne possédait jusqu'ici qu'un texte fort défectueux. M. Homolle a fait connaître à son tour deux inscriptions grecques dont la plus intéressante provient d'un cippe élevé en l'honneur de Septime-Sévère par les habitants de Charadro en Caramanie.

L'examen que M. Gauckler a fait de la villa romaine retrouvée par M. Novak, à El Alia en Tunisie, et dont il a entretenu l'Académie le 22 septembre, a fait ressortir la ressemblance de plan entre cet établissement et nos bordjs africains actuels. Dans cet intéressant spécimen de l'architecture privée au I^{er} siècle de notre ère, M. Gauckler a particulièrement relevé l'emploi prédominant du bois dans les constructions rurales et l'usage fort répandu déjà de fenêtres vitrées. — Au cours de ses recherches sur François Villon, M. Marcel Schwob a trouvé quelques documents curieux, qui s'ajoutent aux pièces de l'information contre le poète, au sujet d'un vol commis en 1456, au collège de Navarre, découvertes il y a quelques années par M. Auguste Longnon. Un registre des comptes de la Faculté mentionne l'opposition faite par elle, en 1462, à l'élargissement du poète ; ce n'est qu'après promesse signée par lui de rembourser, dans le délai de trois ans, la somme de 120 écus, qu'elle le laissa mettre en liberté. Arrêté de nouveau, peu de jours après, pour participation à une rixe sanglante, on sait que Villon fut condamné à être pendu, puis banni pour dix ans de Paris, par arrêt du parlement en date du 5 janvier 1463. D'autre part, les registres capitulaires de Notre-Dame de Paris ont fourni à M. Schwob la preuve qu'Arnoul Greban fut, de 1450 à 1455, par conséquent à l'époque où il composa son fameux mystère de la Passion, maître des enfants de chœur de la cathédrale.

Le 29 septembre, M. Salomon Reinach, en donnant quelques renseignements sur Scirus, fils de Neptune, colonisateur prétendu de

Salamine, a proposé une correction à un vers peu intelligible de Lucaïn :

Tresque petunt veram credi Salamina carinas.

Credi aurait été, selon lui, substitué par un reviseur à *Sciri*.

M. de Mély a lu, dans la séance du 6 octobre, un mémoire sur la date du transfert à Constantinople de la couronne d'épines. Signalée par tous les itinéraires comme présente à Jérusalem jusqu'au ix^e siècle, ce n'est qu'en 1098 qu'on en trouve pour la première fois mention à Constantinople, dans la lettre d'Alexis à Robert de Flandre. Par des raisonnements qui s'appuient surtout sur la chanson de Charlemagne à Jérusalem, M. de Mély croit pouvoir fixer à 1063 la date de l'apport.

M. de Boislisle a poursuivi, les 13 et 20 octobre, la lecture de son mémoire sur les Bouillons et l'histoire de la maison d'Auvergne.

Dans la séance du 20 octobre, M. Eugène Müntz a fait une intéressante communication sur le collège des Bernardins, spécimen le plus considérable que nous ayons à Paris de l'art du xiv^e siècle. C'est en 1338 que les premiers travaux de la construction sont signalés dans les bulles de Benoit XII, du 13 mars, qui accordent des indulgences à ceux qui contribueront aux travaux par leurs offrandes. La première pierre fut posée le 24 mai suivant, par Jeanne de Valois, femme de Philippe VI. M. Müntz a pu préciser que l'œuvre fut tour à tour sous la direction de Bertrandus Anseti, clerc du diocèse de Mende, puis du cistercien Pons de Madienus, enfin de M^{re} Jean Courtois. Un registre des archives vaticanes nous renseigne sur tout le personnel employé aux travaux de 1339 à 1341.

Le 27 octobre, M. Ravaisson a présenté de nouveaux arguments pour établir le caractère d'hymnes à l'immortalité que présentent, selon lui, les monuments funéraires grecs de la belle époque. M. Tocilescu, dans une étude sur les monuments de l'époque romaine en Roumanie, a décrit le triple retranchement qui s'étendait du Danube à la mer Noire; le premier rempart, en terre, serait l'œuvre des Daces; le deuxième, aussi en terre, aurait été élevé par Trajan; le troisième, construit en pierre, ne remonterait pas au delà de Constantin. Il a fait connaître des inscriptions romaines inédites qui permettent d'identifier certains noms géographiques.

A la séance du 3 novembre, M. Bouché-Leclercq a commencé la lecture, achevée par lui le 10 novembre, d'une notice sur Charles-Henri-Auguste Schefer. M. Camille Enlart a exposé le résultat des fouilles entreprises, par l'initiative de M. de Bazenghem, sur l'emplacement de l'ancienne cathédrale de Thérouanne. L'on a retrouvé des substructions romaines, les vestiges d'églises remontant au viii^e et au x^e siècle, et un chœur du xii^e-xiii^e siècle.

Le 10 novembre, M. Ravaisson, dont l'Académie fêtait le cinquantième anniversaire académique, a cru retrouver un portrait de la sœur de François I^{er} dans un tableau du Louvre attribué à l'école de Léonard de Vinci. D'autre part, il a voulu établir que le prototype d'une madone de Lorenzetto, vénérée à Rome sous le titre de Madonna del Sasso, serait la Vénus de Milo.

A l'Académie des sciences morales et politiques, dans la séance du 9 septembre, M. Glasson a lu un mémoire sur l'*Évolution de la propriété en France pendant la période monarchique*. Le mémoire de M. Adhémar Leclère sur les noms particuliers que portent certaines amendes au Cambodge, lu par M. Lyon-Caen à la séance du 16 septembre, mérite ici une mention à cause des renseignements que l'auteur fournit sur l'histoire de l'amende dans ce pays. Ce n'est qu'au xvii^e siècle, sous le règne de Prah Chey Chesda, que l'amende commença d'être substituée régulièrement à la peine corporelle; mais même après cette substitution, les amendes conservèrent le nom des supplices qu'elles remplaçaient.

L'Académie française a décerné, sur la fondation Montyon, des prix de 1,500 fr. à M. Titeux (*Saint-Cyr et l'École militaire spéciale en France*); 1,000 fr. à MM. H. Galli (*Expédition de Madagascar, carnet de campagne du lieutenant-colonel Lentonnet*); Paul Triaire (*Récamier et ses contemporains*); Adrien Launay (*Histoire des missions de l'Inde, Pondichéry, Maïssour, Coïmbatour*); Émile Duboc (*Trente-cinq mois de campagne en Chine, au Tonkin, Courbet, Rivière*); 500 fr. à M. Guénin (*Histoire de la colonisation française, la Nouvelle-France*); à M^{me} Mary Summer (*Quelques salons de Paris au XVIII^e siècle*); à MM. le comte de Chabot (*La Chasse à travers les âges*); Emm. Martin (*La Gendarmerie française en Espagne et en Portugal, campagnes de 1807 à 1814*); Édouard Gachot (*La deuxième campagne d'Italie, 1800*); le comte Vigier (*Davout, maréchal d'empire*); Joseph Wirth (*Les Gloires militaires de l'Alsace*). Sur le prix Furtado, 700 fr. ont été attribués à M. de Grandmaison (*L'Expansion française au Tonkin*). Sur la fondation Juteau-Duvigneaux, 1,000 fr. ont été attribués à M. l'abbé Boissonnot (*Le Cardinal Meignan*), et 500 fr. à MM. Jean Guiraud (*Saint Dominique*); Joseph Lavergne (*M^{me} Julie Lavergne*), et à M^{me} la comtesse R. de Courson (*Quatre portraits de femmes et la Persécution des catholiques en Angleterre*). Le prix Joest (2,500 fr.) a été décerné à M. Fernand Grenard (*Mission scientifique dans la Haute-Asie*). Le prix Halphen (1,500 fr.) a été obtenu par M. Maurice Tourneux (*Diderot et Catherine II*). Le prix Guizot a été réparti entre MM. Lacour-Gayet (*L'Éducation politique de Louis XIV*); Strowski (*Saint François de Sales*); Reyssié (*Le Cardinal de Bouillon*); Tue-

tey (*Le Général Sérurier*). Sur la fondation Marcellin Guérin, on a distribué des prix de 1,000 fr. à M^{me} James Darmesteter (*La Vie d'Ernest Renan*); J. Menant (*Les Parsis*); Maurice Jollivet (*Les Anglais dans la Méditerranée*); Fernand Engerand (*Ange Pitou, agent royaliste et chanteur des rues*), et un prix de 500 fr. à notre collaborateur M. Geoffroy de Grandmaison (*Un demi-siècle de souvenirs*). Le prix Saintour a été partagé entre MM. Armand Gasté (*La Querelle du Cid*) et Louis Arnould (*Racan*). Enfin, M. Bonnal des Ganges a obtenu 500 fr. sur la fondation Kastner-Boursault (*Les Représentants du peuple en mission*).

L'Académie des sciences morales et politiques a décerné le prix du budget (Histoire de la liberté de conscience et de culte en France, depuis l'avènement de Henri IV jusqu'en 1830), à M. Désiré Brévot. Elle a donné une médaille de 1,500 fr. sur le prix Saintour à M. Lucien Schöne, pour un mémoire sur l'influence italienne aux xvi^e et xvii^e siècles. Le prix Kœnigswarter a été partagé entre M. Ludovic Beauchet (*Histoire du droit privé de la république athénienne*), et M. P.-F. Girard (*Manuel élémentaire de droit romain*). Le prix du budget, pour lequel l'Académie avait proposé une étude sur le régime des manufactures royales en France avant 1789 a été attribué à M. Boissonnade. Sur la fondation Audiffred, M. Debidour a obtenu 1,000 fr. pour son *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France de 1789 à 1870*, et M. le commandant Grandin, 500 fr. pour sa biographie du *général Bourbaki*.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a prorogé à 1902 le prix ordinaire (Étudier les vieilles épopées grecques) et les deux prix Bordin (1^o Étude des vies des saints; 2^o Iconographie des vertus et des vices). Elle a proposé pour 1902 un examen critique des sources de Vincent de Beauvais pour les trois derniers chapitres de son *Miroir historial* (1153-1244).

L'Académie des sciences morales et politiques a prorogé à 1902 le concours du prix Bordin sur les *Rapports de la politique coloniale et de la politique européenne de la France depuis la paix d'Utrecht jusqu'en 1789*.

L'Institut apologétique de la Faculté de théologie à l'Université de Fribourg met au concours plusieurs sujets, parmi lesquels nous indiquerons le suivant qui, par certains points, intéresse nos études : *Recueil systématique et critique des doctrines émises dans le domaine de la théologie, de la morale et de la philosophie, surtout dans la période récente (depuis 1870), et que sous le nom de « Idées modernes » on cherche à opposer aux enseignements traditionnels de l'Eglise*. Le prix sera de 4,000 fr. (Délai : 15 novembre 1904; langue : allemand, latin ou français).

Le même Institut accordera une bourse de 500 fr. pour le semestre d'été 1900 et une autre de même valeur pour le semestre d'hiver 1900-1901, à un docteur en théologie désireux de poursuivre ses études apologétiques, soit dans le domaine de l'histoire, soit dans ceux de la théologie, de la sociologie ou des sciences naturelles. Les candidats doivent s'inscrire avant le 1^{er} mars pour la première bourse, avant le 1^{er} juillet pour la seconde.

L'Institut international de bibliographie, qui a son siège à Bruxelles, annonce la prochaine publication d'un recueil périodique qui offrira aux historiens des ressources fort appréciables. C'est en mars 1900 que paraîtra le premier fascicule du *Répertoire des sommaires des revues d'histoire et des sciences auxiliaires*, qui se publiera par fascicules trimestriels (20 fr. par an).

Une revue d'histoire générale, malheureusement peu accessible à la majorité de nos lecteurs, puisqu'elle est rédigée en langue russe, vient de se fonder à Saint-Petersbourg sous la direction de M. S. S. Soukhonin. Les collaborateurs du *Viestnik vseмирnoi istorii* sont recrutés principalement dans le corps des professeurs de l'Université impériale et parmi les membres de la Société historique Pouchkin.

La commission du *Corpus inscriptionum semiticarum*, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, a décidé la publication, à partir du 1^{er} janvier 1900, de *Bulletins périodiques d'épigraphie sémitique*. Ces bulletins rendront aux hébraïsants les mêmes services que rend aux latinistes l'*Ephemeris epigraphica*, sur le plan de laquelle ils sont rédigés. Il faut en rapprocher l'*Ephemeris für semitische Epigraphik*, qui commence également sa publication et dont un professeur de l'Université de Kiel, M. Lidzbarski, a la direction. L'*Ephemeris*, qui exclut de son domaine les inscriptions babyloniennes et assyriennes, ne se préoccupe pas seulement de recueillir ou d'indiquer les documents d'épigraphie sémitique nouvellement découverts, mais de soumettre à une étude critique ceux que l'on connaissait déjà.

C'est une entreprise fort intéressante et qui nous paraît mériter les encouragements que la fondation en Allemagne d'une revue destinée à favoriser les études d'histoire locale. M. Armin Tille remarque combien, depuis un quart de siècle environ, l'histoire générale tend à se rapprocher de l'histoire locale, à s'appuyer sur elle, à lui emprunter les éléments qui lui servent à composer des tableaux d'ensemble. Le moment lui semble venu d'établir un lien entre les diverses sociétés qui s'occupent d'histoire locale, entre les revues spéciales, et à permettre à ceux qui s'occupent de travaux plus généraux de se tenir au courant du mouvement des études dans les provinces. Les *Deutsche Geschichtsblätter*, *Monatsschrift zur Förderung der landesge-*

schichtlichen Forschung (Gotha, F. A. Perthes, 7 fr. 50 par an), comprendront à la fois des articles de fond, des comptes rendus où l'on se propose de signaler ce qu'il y a de neuf dans la méthode et dans les résultats des ouvrages analysés; enfin une chronique. Comme articles de fond, le premier fascicule paru en octobre contient des considérations de M. Karl Breysig sur l'*Histoire territoriale*; une étude de M. Georg Liebe sur les *Institutions militaires des villes au moyen âge*; une notice de M. V. Hantzsch sur les *Descriptions de l'Allemagne au temps de la Réforme*. Parmi les articles qui rempliront les numéros suivants, notons : *Données et méthodes de la démographie historique*, par M. Eulenburg. — *L'histoire monétaire locale*, par M. Meier. — *Les anciennes institutions municipales entre la Loire et le Rhin*, par M. Oppermann. — *Les comptes municipaux*, par M. Tille.

Ce n'est pas, à proprement parler, une revue que les *Forschungen zur christlichen Litteratur- und Dogmengeschichte*, dont deux érudits estimés d'Allemagne, M. A. Ehrhard, professeur d'histoire ecclésiastique à l'Université de Vienne, et Mgr J.-P. Kirsch, professeur de patristique et d'archéologie chrétienne à l'Université de Fribourg en Suisse, ont entrepris la publication, avec le concours de nombreux savants (Mayence, Franz Kirchheim). Ce recueil mérite d'autant plus d'être signalé à l'attention, qu'il n'a point de similaire dans l'Allemagne; jusqu'ici les catholiques de cette contrée ne possédaient point de périodique qui s'occupât spécialement de l'histoire du dogme chrétien, et ce sera précisément là l'un des objets des *Forschungen*. A un autre point de vue, elles remplaceront en partie l'*Archiv für Litteratur und Kirchengeschichte des Mittelalters* des PP. Denifle et Ehrle, dont la disparition est si regrettée. Sans avoir une périodicité absolument régulière, elles paraîtront par fascicules à peu près trimestriels, dont quatre formeront un volume (20 fr. pour les souscripteurs). Nous ne croyons pas inutile de donner ici l'indication des premiers travaux annoncés pour paraître dans les premiers fascicules ¹.

¹ La Doctrine de la communion des saints dans l'antiquité chrétienne, par Mgr Kirsch; — le pseudo-Denis l'Aréopagite, par M. Koch; — le *Testamentum Domini nostri Jesu Christi*, récemment découvert, par M. von Funk; — une Bibliothèque des symboles dans un manuscrit inédit du viii^e siècle, par M. Künstle; — la Doctrine du Père et du Verbe dans Origène, par M. Wernick; — la Doctrine des anges du pseudo-Denis et son influence sur la théologie médiévale, par le P. Stiglmayr, S. J.; — les Théologiens de l'Eglise grecque du ix^e siècle à la chute de Constantinople, par M. A. Ehrhard; — les Etudes théologiques en Autriche sous Marie-Thérèse et Joseph II, par le P. Wehofer, O. P.; — S. Alphonse de Liguori, docteur de l'Eglise, par M. Fr. Messert; — les Eléments de l'Eucharistie et leur signification aux trois

Cette publication est un nouveau signe du développement de l'activité scientifique dans le clergé catholique, dont nous avons eu plusieurs fois à nous féliciter depuis quelques années. Malheureusement, en France surtout, les membres du clergé manquent trop souvent de la préparation qui leur serait nécessaire pour prendre une part vraiment active à ce mouvement intellectuel. De louables efforts ont été tentés en ce sens, et à diverses reprises nous avons signalé les bienfaits de l'*Œuvre des études supérieures dans le clergé*. Mais il reste encore beaucoup à faire. La préparation que reçoivent dans les séminaires les jeunes gens qui se destinent au sacerdoce ne laisse que trop à désirer au point de vue scientifique. C'est là une question qui tient trop à cœur à la rédaction de cette *Revue* pour que nous hésitions à signaler à nos lecteurs les judicieuses considérations sur la matière du R. P. Guérard, de l'Oratoire, qui s'est fait un nom dans le monde de l'érudition par son excellent *Bullaire gascon*. Dans un article du *Bulletin de littérature ecclésiastique* publié par l'Institut catholique de Toulouse ¹, il montre, à la suite du P. Fontaine et de Mgr Isoard, que si « l'écart n'est pas énorme entre les besoins réels du plus grand nombre des curés et vicaires, surtout à la campagne, et l'instruction donnée dans les séminaires diocésains; » si « l'enseignement moyen des sciences sacrées atteint en France un niveau assez honorable, » les prêtres qui devraient former l'élite du clergé reçoivent en général une formation inférieure à ce qu'on en devrait attendre. Les Instituts catholiques, dont l'objet devrait être justement de départir à l'élite du clergé cette instruction dont il a besoin, n'ont pas pleinement répondu aux espoirs que l'on en avait conçus.

Il insiste sur l'indifférence des catholiques, qui comprennent mal l'utilité d'une instruction spéciale pour l'élite des jeunes ecclésiastiques, indifférence que ne manifestent pas seulement les laïques, mais même des membres du clergé, puisque trop souvent les professeurs et directeurs de séminaires négligent de pousser les jeunes clercs vers les Instituts catholiques. Il montre aussi que les Universités catholiques semblent trop organisées pour donner simplement au clergé un complément d'éducation littéraire : « Licenciés ès lettres, ils (les jeunes clercs) restent leur vie durant sur leur formation littéraire, qui représente pour eux tout l'enseignement supérieur. Ils ne s'intéressent qu'aux études profanes. S'ils continuent leurs études,

premiers siècles, par M. Scheiwiler; — la Doctrine de la Trinité de saint Hilaire de Poitiers, par M. Beck; — le Monarchianisme et l'Eglise romaine au III^e siècle, par M. Ph. Kneil; — les Catènes exégétiques de l'époque byzantine, par M. Faulhaber.

¹ Numéro de juillet-octobre, p. 215-233, *L'organisation de l'enseignement supérieur ecclésiastique*.

bien rarement ils se dirigent vers la Faculté de théologie, mais songent à être agrégés de l'Université, docteurs ès lettres, et choisissent librement, pour leur thèse, un sujet profane. Ils éditent Horace et Virgile, et ne se doutent même pas que la Bible, les Pères et l'histoire de l'Église leur offriraient un champ d'études positives tout aussi intéressant, pour ne rien dire de plus; ils laissent ce terrain aux laïques, souvent aux protestants et aux incrédules. » Cette critique de la laïcisation, si j'ose dire, de notre jeune clergé français, pour être un peu sévère, n'en est malheureusement pas moins juste, et c'est peut-être là une des causes des défaillances douloureuses que l'on regrette d'avoir parfois à signaler. Par ailleurs, le P. Guérard remarque que les quelques étudiants en théologie et en droit canonique que l'on rencontre dans les Facultés libres manquent presque toujours de la formation littéraire indispensable. Il y a comme une séparation assez nette, qui fait naître la défiance réciproque, entre les divers groupes de clercs qui fréquentent les Instituts catholiques. L'auteur se propose, dans un article postérieur, d'indiquer les moyens qui lui semblent le plus propres à remédier à cette mauvaise organisation. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de cette étude, qui rentre dans nos plus chères préoccupations ¹.

L'école d'histoire moderne établie à l'Université de Palerme a décidé de mettre au jour un recueil de sources sur l'histoire de la Sicile. Dans les *Fonti della storia di Sicilia*, qui débiteront par une chronique bénédictine de Catane, qui va de 1515 à 1575, les textes seront accompagnés des notes nécessaires et précédés d'introductions concises, où seront étudiées les questions que soulèveront les documents publiés.

La thèse soutenue devant l'Université de Bâle par M. Albert Oeri (*De Herodoti fonte delphico*. Basileae, ex officina E. Birkhaeuser, 1899, in-8 de 70 p.) a pour objet l'examen d'une question qui a déjà préoccupé quelques historiens. M. Oeri s'est efforcé de déterminer les passages du récit du fameux historien qui lui ont été fournis par une source delphique.

Nous avons eu déjà l'occasion de parler à nos lecteurs des *Fouilles archéologiques de l'abbaye de Saint-Maur de Glanfeuil*. Nous y revenons pour signaler le mémoire consacré à la question, sous ce titre même, par le célèbre et savant P. de la Croix, de la Compagnie de Jésus (Paris, Alphonse Picard, 1899, in-4 de 23 p., pl. et grav.). S'appuyant sur la légende du saint, remaniée au ix^e siècle par Odon

¹ Nous rappellerons dès maintenant que Mgr Batiffol, en acceptant le rectorat de l'Institut catholique de Toulouse, est parti avec un plan de réorganisation capable de donner satisfaction, dans une large mesure, aux besoins signalés ici.

de Glanfeuil, le P. de la Croix a cherché et paraît avoir retrouvé, sur le terrain, des vestiges de l'abbaye fondée au vi^e siècle par saint Maur. Il a constaté les traces de la villa gallo-romaine donnée au saint pour son établissement; la chapelle Saint-Martin et probablement la cellule de saint Maur, ainsi que son sarcophage, vide depuis les invasions normandes; les chapelles Saint-Séverin et Saint-Michel, enfin un pan de mur qui aurait appartenu au premier monastère. Ce travail, dont nous attendons le complément avec une vive curiosité, et qui a excité l'intérêt de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, fait honneur à la critique et à l'érudition du savant jésuite, à qui ses recherches antérieures ont acquis une juste célébrité.

Comme nous avons signalé la dissertation de M. P. Guilhiermoz sur *Les deux condamnations de Jean sans Terre par la cour de Philippe Auguste*, nous devons aussi une mention à la réponse que M. Petit-Dutaillis a publiée dans la *Revue historique*, sous ce titre : *Une nouvelle théorie sur la condamnation de Jean sans Terre* (tirage à part, Paris, 1899, in-8 de 9 p.), renvoyant nos lecteurs, pour plus de renseignements, à notre *Revue des recueils périodiques*.

Il y a quelques mois, nous avons signalé une étude de M. Moïse Schwab sur des *Inscriptions hébraïques en France*. Dans une nouvelle série, publiée au tome XXXVIII de la *Revue des études juives* (p. 242-250), le même savant nous fait connaître quelques inscriptions relevées jadis par Baluze et provenant du cimetière juif de la rue de la Harpe, à Paris. Elles sont toutes du xiii^e siècle, et précisent nos connaissances sur la colonie juive de Paris à cette époque.

En quelques pages, M. le docteur J. Meynier a su condenser l'histoire d'un établissement ecclésiastique qui faisait remonter sa fondation aux saints Romain et Lupicin (v^e siècle) : *Le prieuré de Romainmôtier dans le pays de Vaud et en Franche-Comté* (extrait du *Bulletin de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Besançon*. Besançon, imp. de Paul Jacquin, 1899, in-8 de 27 p.). Ce petit travail, qui n'est point dépourvu de valeur, se termine par la liste : a) des prieurs conventuels; b) des prieurs ruraux, qui succédèrent aux premiers vers la fin du xvi^e siècle.

C'est aussi un résumé, mais beaucoup plus considérable, que M. le docteur V. Leblond nous donne sur *l'Abbaye de Rebais en Brie* (635-1800) (Beauvais, imp. de G. Tholomé, 1898, in-8 de 120 p.). Il nous offre, dans l'ordre chronologique, l'indication de tous les faits concernant l'histoire de l'abbaye qu'il a pu recueillir au cours de quinze années de recherches tant dans les ouvrages imprimés que dans les manuscrits et les chartes de la Bibliothèque et des Archives nationales, et de diverses collections tant publiques que privées. Un

appendice, que l'auteur intitule inexactement : « Essai de pouillé, » contient les « principaux diplômes et chartes ou documents curieux sur l'abbaye de Rebais. » L'auteur de ce travail aride, mais utile, annonce qu'il utilisera les matériaux rassemblés par lui pour écrire une histoire de l'abbaye.

On ne lira pas sans intérêt la *Notice biographique*, tirée à un très petit nombre d'exemplaires, que M. L. Vuilhorgne vient d'écrire sur *Jean Pillet, historien de Gerberoy* (Beauvais, imp. de E. Lamiable, 1899, in-8 de 20 p.), né le 12 septembre 1615, à Wambez, mort le 22 février 1691, après avoir exercé la charge de chapelain à Gerberoy. Un fac-similé de l'écriture de Pillet accompagne cette notice.

Nous devons à M. Adalbert Wahl une étude assez instructive sur l'assemblée des notables de 1787 (*Die Notabelnversammlung von 1787*. Freiburg im Breisgau, Paul Siebeck, 1899, in-8 de iv-103 p.). Il y tente, non sans habileté, une réhabilitation de Calonne, qui lui paraît beaucoup trop décrié. Il s'efforce aussi de faire ressortir l'utilité des réformes proposées par l'Assemblée des notables, et la conclusion qu'il donne à son étude, c'est que la Révolution n'était point nécessaire pour achever les réformes sociales commencées sans elle.

M. l'abbé Félix Uzureau, dont, à diverses reprises, nous avons signalé ici les publications, nous fait connaître, dans une courte mais substantielle brochure, *Un aumônier des chouans, Jean Baudouin, vicaire à Avrillé* (Laval, Imp. moderne, 1899, gr. in-8 de 8 p.), qui fut arrêté le 18 janvier 1794 par les troupes de la république, relâché le 5 mars, recherché de nouveau après le 18 fructidor, et dont on perd la trace vers 1798.

Le morceau dont M. Léon Poinssot nous offre deux reproductions photographiques et une description dans sa *Note sur une statue de saint Jean-Baptiste découverte en 1898 dans l'église de Rouvres* (Paris, Ernest Leroux, 1899, in-8 de 14 p.), lui paraît être un spécimen de la sculpture du xiv^e siècle.

La *Revue* a reçu les publications suivantes, dont il sera rendu compte dans nos prochaines livraisons : *Étude sur les peuples anciens de l'Italie et sur les cinq premiers siècles de Rome*, par C. Lamarre (Delagrave, in-8) ; — *Innocent VI et Blanche de Bourbon. Lettres du pape*, publiées d'après les registres du Vatican, par G. Dauimet (Fontemoing, in-8) ; — *Saint Nicolas 1^{er}*, par J. Roy (Lecoffre, in-12) ; — *Sainte Geneviève*, par H. Lesêtre (Lecoffre, in-12) ; — *Cæsar's conquest of Gaul*, by T. R. Holmes (London, Macmillan, in-8 cart.) ; — *Études sur la civilisation française*, par A. Marignan. I. *La Société mérovingienne* ; II. *Le Culte des saints sous les Méro-*

vingiens (Bouillon, 2 vol. in-8); — *Un Historien de l'art français. Louis Courajod*. T. I. *Les Temps francs*, par A. Marignan (Bouillon, in-8); — *Michel de l'Hospital avant son élévation au poste de chancelier de France*, par E. Dupré-Lasale. 2^e partie : 1555-1560 (Fontemoing, in-8); — *Le Drame des poisons*, par F. Funck-Brentano (Hachette, in-12); — *Un Secret d'Etat sous Louis XIV. Le Prisonnier masqué de la Bastille. Son histoire authentique*, par A. Laquin (Libraires associés, in-12); — *Les Français à Luxembourg (notes d'histoire). Vauban et la Forteresse*, d'après des documents inédits, par A. Lefort (Reims, Michaud; Luxembourg, Schamberger, gr. in-8); — *The real french revolutionist*, by H. Jephson (London, Macmillan, in-8 cart.); — *Deux Victimes de la Terreur (La Princesse Rosalie Lubomirska. M^{me} Chalgrin)*, par C. Stryienski (Girard et Villerelle, in-12); — *La France sous le Consulat*, par F. Corréard (L. Henri May, in-8); — *Napoleon I*, von Dr G. Roloff (Berlin, Bondi); — *Die Kolonialpolitik Napoleons I*, von Dr G. Roloff (München und Leipzig, Oldenbourg, in-8 cart.); — *Journal et souvenirs sur l'expédition d'Egypte (1798-1801)*, publiés par le baron M. de Villiers du Terrage (Plon et Nourrit, in-12); — *Fragments et souvenirs*, par le comte de Montalivet. T. II. 1836-1848 (Calmann-Lévy, in-8); — *Essai de restitution des plus anciens mémoriaux de la Chambre des comptes de Paris*, par J. Petit, Gavrilovitch, Maury et Téodoru (Ancan, in-8); — *La Petite Venise. Histoire d'une corporation nautique*, par J. Fennebresque (Picard, in-8); — *La Faculté de théologie de Paris et ses docteurs les plus célèbres*, par l'abbé P. Férét. T. I (A. Picard, in-8); — *Le Monde médical parisien sous le grand roi, suivi du portefeuille de Vallant*, par le Dr P.-E. Le Maguet (Maloine, in-8); — *Alsatia sacra, ou Statistique ecclésiastique et religieuse de l'Alsace avant la Révolution*, par Grandidier. T. II (Picard et fils, gr. in-8); — *Verfassungsgeschichte der Provence seit der Ostgothenherrschaft bis zur Errichtung der Konsulate*, von F. Kiener (Leipzig, Dyksche, in-8); — *Le Livre de comptes de Jacme Olivier, marchand narbonnais du XIV^e siècle*, publié par A. Blanc. T. II (Picard et fils, in-8); — *Les Travaux publics et le régime des corvées en Lorraine au XVIII^e siècle*, par P. Boyé (in-8, Berger-Levrault); — *Histoire du Hainaut français et du Cambrésis depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, par F. Raymond (Lechevalier, in-8); — *Histoire du château de Versailles*, par P. de Nolhac. 1^{re} livr. (Société d'éditions artistiques, in-fol. cart.); — *Essai sur le règne du prince-évêque de Liège Maximilien-Henri de Bavière*, par M. Huisman (Bruxelles, Lamertin, in-8); — *Pietro Carnesecchi e il Movimento valdesiano*, da A. Agostini (Firenze, Seeber, in-12); — *L'Allemagne nouvelle et ses historiens*, par A. Guil-

land (Alcan, in-8); — *The Spanish Revolution, 1868-1875*, by E.-H. Strobel (Boston, Small and Maynard, in-8 cart.); — *Gerberti postea Silvestri II Papae Opera mathematica (972-1003)*, von Dr N. Bubnov (Berolini, Friedländer, in-8); — *Introduction aux Essais de Montaigne*, par E. Champion (Colin et Cie, in-12); — *Les Zemskie Sobors. Étude historique*, par F. de Rocca (Larose, in-8); — *L'Évêque de Metz. Vie de Mgr Dupont des Loges, 1804-1886*, par l'abbé F. Klein (Poussielgue, in-8); — *Études sur quelques manuscrits de Rome et de Paris*, par A. Luchaire (Alcan, in-8).

C'est une perte fort douloureuse pour les études historiques et pour la science chrétienne que la mort de M. Charles de Ribbe. Le brillant avocat aixois, qui s'est éteint le 5 novembre, à l'âge de soixante-douze ans, dans sa ville natale, où il s'est dépensé au service des bonnes œuvres, est bien connu de nos lecteurs comme l'un des premiers qui aient montré chez nous tout le parti que l'historien peut tirer des *Livres de raison*. Disciple aimé de Le Play, c'est en appliquant les doctrines du maître qu'il a pu écrire ces beaux ouvrages dans lesquels il reconstitue notre ancienne société française. Il suffit de rappeler ici le dernier d'entre eux, *La Société provençale à la fin du moyen âge*, dont l'Académie a reconnu le mérite éminent en lui décernant la haute récompense du prix Gobert.

C'était aussi un écrivain d'âme bien française et bien catholique que M. Charles de Ricault d'Héricault, mort également dans les premiers jours de novembre. La verve et l'imagination du romancier s'alliaient chez lui à l'érudition sûre de l'historien. Fondateur avec M. Gustave Bord et directeur de la *Revue de la Révolution*, M. d'Héricault s'est surtout fait connaître par ses ouvrages de vulgarisation historique, parmi lesquels nous ferons une place à part à son *Histoire anecdotique de la France* et à sa *France révolutionnaire*, parue au moment du centenaire de 1789 et qui formait un utile contrepois aux dithyrambes provoqués par ce centenaire.

Au rebours de ces deux érudits, M. Arthur Giry n'était pas des nôtres; et, dans ces derniers temps, nous l'avons vu malheureusement sortir de la réserve qui semblait s'imposer pour jouer un rôle regrettable. C'était d'ailleurs un érudit consciencieux; ses travaux d'histoire municipale comptent parmi les meilleurs que nous ayons en France; comme fruit de son enseignement à l'École des chartes, il laisse un précieux *Manuel de diplomatique* qui a comblé chez nous une lacune, et qui a reçu aussi de l'étranger un excellent accueil. Enfin, il avait entrepris, avec quelques élèves de l'École des hautes études, des *Annales de l'histoire carolingienne*; et si, malheu-

reusement, son travail personnel demeure inachevé, il a formé des disciples qui pourront compléter son œuvre.

M. Arsène Legrelle, qui est mort le 25 octobre, doit aussi être mentionné ici. Parmi ses ouvrages historiques, deux ont une importance considérable ; c'est d'abord sa magistrale étude sur les relations entre *Louis XIV et Strasbourg*, qui a eu les honneurs de deux éditions (1878 et 1881) ; ce sont surtout ses quatre volumes sur la *Diplomatie française et la succession d'Espagne* (1888-1892).

Nous donnerons encore un souvenir à M. Léon de la Brière, dont la plume élégante a su mettre habilement en œuvre des matériaux recueillis avec soin, et dont nous rappellerons ici deux beaux livres : *M^{me} de Sévigné en Bretagne* (1892, in-8) et *Madame Louise de France* (1899, in-8).

E.-G. LEDOS.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

M. Achille Luchaire ¹, qui estime que les deux volumes consacrés à saint Bernard par M. l'abbé Vacandard n'ont, malgré leur mérite, que la valeur d'une esquisse bien documentée, n'hésite point à nous retracer en dix-huit pages la vie du célèbre fondateur de Clairvaux et à tenter une sorte de synthèse de l'œuvre par lui accomplie. Le projet est d'autant plus téméraire que certaines conclusions de l'auteur, quelque étendue que soit sa connaissance du xii^e siècle, demanderaient à être prouvées et non pas simplement affirmées. M. A. Luchaire voit dans l'œuvre du saint « l'opposition inutile d'un homme de génie aux courants qui entraînaient son siècle. » C'est encore, selon lui, la tentative isolée, et condamnée d'avance, d'un admirable rêveur qui pendant un moment arrête « le développement normal du catholicisme et des institutions générales du moyen âge. » Mais alors comment expliquer qu'un homme en désaccord avec les sentiments de ses contemporains ait pu exercer sur tous une si extraordinaire influence? Les hommes subissent l'ascendant du génie qui satisfait leurs aspirations, réalise leur idéal; ils s'éloignent au contraire de celui qu'ils ne comprennent pas et qui ne les comprend pas. Les souverains ou les écrivains qui ont marqué leur époque d'une empreinte durable, — saint Louis, Louis XIV, Voltaire, Napoléon, — étaient bien des hommes de leur temps.

— Nous avons analysé en juillet dernier une dissertation où M. Paul Guilhiermoz² s'efforçait d'établir que Jean sans Terre, contrairement à la thèse soutenue par M. Bémont, avait été condamné deux fois par la cour du Roi, en 1202 et en 1203. Cet article a soulevé naturellement les protestations de M. Bémont et de M. Petit-Dutaillis³ qui, dans son ouvrage sur Louis VIII, avait adopté et corroboré les mêmes conclusions. Nous ne voulons pas entrer dans le détail de ces discussions : il nous suffit de constater que les deux adversaires de

¹ *Revue historique*, novembre-décembre 1899.

² *Bibliothèque de l'École des chartes*.

³ *Revue historique*, septembre-octobre 1899.

M. Guilhaiermoz en sont réduits à reconnaître que la question est à tout le moins douteuse.

— Dans un nouveau chapitre du travail qu'il a consacré à l'administration de la Bretagne sous le règne de Jean V, M. Ch. Bellier-Dumaine¹ étudie les finances duciales. Les revenus domaniaux, perçus assez régulièrement, constituent les principales ressources de Jean V. Il y ajoute les revenus régaliens qu'il multiplie de son mieux : fouages, établis par paroisses d'après le nombre des feux ; aides des villes, destinées à pourvoir à la défense du pays ; impôts sur la vente des marchandises et denrées ; droits d'entrée et d'issue perçus dans les ports. Les emprunts, les versements, les variations du taux des monnaies, les subsides des princes étrangers, sont encore pour lui autant de moyens, plus ou moins réguliers et honorables, d'accroître ses recettes. Malgré tout, il ne peut suffire aux dépenses que commande sa double qualité de seigneur féodal et de chef d'État. D'ailleurs, comme la plupart des princes de son temps, il a des goûts dispendieux qui ne sont pas en rapport avec ses ressources, et il est trop enclin à multiplier les pensions et à exagérer les frais de cour pour que son budget puisse s'équilibrer. Aussi la pénurie du trésor est grande et le duc se trouve souvent dans de sérieux embarras d'argent. Pour en sortir, il prend la sage résolution de s'imposer un conseil spécial chargé de régler toutes ses dépenses ; mais l'habitude du gaspillage est plus forte et il ne tarde pas à refuser de se soumettre à la loi qu'il s'est donnée. En dépit de la mauvaise administration, les finances contribuent dans une large mesure à l'accroissement de la puissance ducale.

— Au mois de juin 1627, le duc Henri de Lévis de Ventadour, lieutenant du roi en Languedoc, conçut le projet de fonder la compagnie du Saint-Sacrement. Le but de cette association, qui devait toujours être enveloppée d'un certain mystère, était non seulement d'honorer Notre-Seigneur dans l'Eucharistie, mais encore de défendre en toutes circonstances la religion et de travailler au relèvement des mœurs publiques. Pourvue de statuts au mois de juillet 1630, la nouvelle compagnie, à la tête de laquelle se trouvaient un directeur, six conseillers et un secrétaire, tint dès lors des séances régulières. Elle comptait parmi ses membres les gentilshommes les plus distingués par leur naissance et par leurs vertus ; les ecclésiastiques les plus illustres du XVII^e siècle, comme M. Frizon, l'abbé Olier, le P. de Condren, saint Vincent de Paul et plus tard Bossuet lui-même, voulurent en faire partie. Louis XIII et Richelieu la couvrirent de leur protection à ses débuts et Urbain VIII l'approuva. Mais après que pendant

¹ *Annales de Bretagne*, novembre 1899.

trente années la compagnie eut mis son zèle au service de la religion catholique, certains évêques s'émurent et virent dans son action un empiétement sur leur propre autorité. Mazarin partagea ces préventions et crut ou affecta de croire que les confrères du Saint-Sacrement pouvaient faire courir à l'État les mêmes dangers qu'autrefois la Ligue. Louis XIV abonda dans ce sens, et en 1660 la compagnie fut dissoute. Pendant quelque temps elle essaya de lutter, espérant un retour de fortune, mais les réunions se firent de plus en plus rares, et à partir de 1665 cessèrent définitivement. M. Fr. Rabbe¹, qui nous fait connaître cette société secrète d'après le journal que le comte Marc-René de Voyer d'Argenson nous a laissé sur la compagnie dont il fut l'un des secrétaires, s'indigne du rôle qu'elle a joué et déplore le zèle déployé par ses membres. Il la considère « comme la quintessence de l'esprit d'intolérance et de fanatisme qui présida à ce grand mouvement catholique qui devait aboutir à la révocation de l'Edit de Nantes. » Si les catholiques ont craint de secouer la poussière qui couvrirait des documents si compromettants², l'auteur ne s'est pas cru tenu aux mêmes ménagements, et pour que nous jugions de « la gravité des révélations » que contient le journal de Voyer d'Argenson, il nous en donne des extraits bien choisis. Mais, dans ces pages où je pensais découvrir la preuve de quelque noir complot contre l'État, je n'ai trouvé que le récit, très édifiant à coup sûr mais un peu monotone, des efforts que les confrères du Saint-Sacrement faisaient soit pour secourir les infortunes de toute nature, soit pour obtenir des agents du pouvoir l'exécution des ordonnances royales, arrêts du conseil ou règlements de police concernant les protestants ou les juifs ou simplement le respect des bonnes mœurs. Je sais bien qu'en ces matières les idées du xvii^e siècle étaient quelque peu différentes des nôtres, et que la véritable tolérance religieuse à laquelle nous ne sommes pas encore parvenus n'était nulle part pratiquée; mais la faute n'en est pas aux confrères du Saint-Sacrement, qui, au xix^e siècle, eussent été des membres de la conférence de Saint-Vincent de Paul ou simplement de la ligue contre la licence des rues. La lecture des Annales de Voyer d'Argenson n'a pas seulement fourni à M. Fr. Rabbe l'occasion d'exercer sa verve contre les secrètes menées de la « charité cruelle et meurtrière » des confrères, elle lui a permis d'élucider une importante question littéraire : les « originaux » du type immortel de Tartufe sont découverts, et ils ne sont autres que les membres de la compagnie du Saint-Sacrement. J'avoue que je n'en crois rien et que,

¹ *Revue historique*, novembre-décembre 1899.

² Le R. P. Chérot, S. J., vient de montrer dans les *Études* que c'est non seulement un catholique, mais un jésuite qui a signalé le journal de la Compagnie et qui en a tiré parti.

d'après les extraits des Annales de cette compagnie donnés par l'auteur, elle nous semble avoir été composée de très saints personnages et très attachés aux justes lois de leur pays. J'aime mieux croire que Molière a voulu peindre non telle ou telle classe d'hommes, mais l'hypocrite en général, l'hypocrite qui, dans une société toute chrétienne, empruntait les dehors de la piété, et aujourd'hui pourrait être aussi bien l'hypocrite protestant, l'hypocrite juif, ou même l'hypocrite libre penseur.

— Si Bossuet, retenu à la cour par le préceptorat du Dauphin, n'avait pu administrer que de loin son diocèse de Condom où il ne mit jamais les pieds, il se dédommagea lorsque le Roi l'appela sur le siège de Meaux : c'est ce que M. H. Druon fait ressortir dans une série d'articles où il n'y a peut-être rien de bien nouveau, mais qui ne laissent pas que d'être intéressants¹. Pénétré de l'importance des fonctions qu'il avait assumées, Bossuet ne voulut entrer dans son diocèse qu'après s'y être préparé par les exercices de la retraite à la Trappe, où il revint souvent pendant son épiscopat. Le nouvel évêque put se donner, avec un zèle égal, à toutes les parties de son ministère, et s'occupa, avec le même dévouement, de tous les membres de son troupeau. Il avait dit, dès son entrée, aux chanoines du chapitre cathédral que sa maison, comme dans les premiers siècles, serait la leur, et il tint parole. Son exactitude à faire ses visites pastorales, le soin qu'il eut de rétablir les conférences ecclésiastiques presque tombées en désuétude, le zèle qu'il mit à la tenue régulière des synodes annuels, les statuts qui y furent parfois rédigés sous sa direction, devaient exercer naturellement la plus heureuse influence sur les membres du clergé. Bossuet ne pouvait négliger la partie laïque de son troupeau; il l'édifiait par les fréquents offices où il pontifiait en personne, si fréquents qu'après sa mort on réclama une indemnité à ses héritiers, sous prétexte qu'il avait usé les ornements de l'église à force de les mettre; il l'édifiait plus encore par les prédications où il faisait entendre sa parole éloquente; ne pouvant aller lui-même partout, il eut souci de multiplier les missions dans son diocèse; enfin tout le monde connaît le beau catéchisme qu'il a rédigé à l'usage de Meaux. Il était naturel que l'évêque s'attachât plus particulièrement aux âmes plus avancées dans la piété; il s'appliquait à les former par une direction, large d'ailleurs, et qui leur laissait une certaine initiative; il prit à cœur de développer les vertus ascétiques et l'observance de la règle dans les monastères soumis à son obédience, et il n'hésita pas à lutter avec énergie contre ceux, dirigés même par des princesses de haut rang, qui tendaient au relâ-

¹ *Correspondant*, 10 et 25 septembre, 10 octobre 1899.

chement. On sait, d'autre part, quelle tendresse indulgente il mit à essayer de ramener à la foi les sectateurs de la religion réformée ; il est vrai que la douceur dont il fit preuve dans son diocèse et qu'il recommandait au Roi n'aurait peut-être pas pu s'appliquer dans tout le royaume : les évêques méridionaux sont presque unanimes à déclarer que si Bossuet était à leur place, il serait obligé de changer sa manière de voir. Tout ce que l'évêque faisait pour la bonne administration de son diocèse ne suffisait pas à dépenser son activité ; s'astreignant à un régime sévère, et n'accordant au sommeil que le temps strictement nécessaire pour ne pas épuiser ses forces, il put, pendant son épiscopat, composer quelques-uns des ouvrages qui ont contribué à sa gloire. C'est de cette époque que datent les oraisons funèbres de Michel Le Tellier (1686) et de Condé (1687), l'Histoire des Variations (1688), les Maximes et réflexions sur la comédie (1694).

— Une des préoccupations de la diplomatie française, quand la guerre de Sept ans fut sur le point d'éclater, dut être d'empêcher les Pays-Bas de grossir les rangs de nos ennemis ; si le parti républicain était plutôt favorable à la France, ou du moins à la neutralité, les soutiens du stathoudérat devaient réserver leurs sympathies à l'Angleterre, dont la couronne était aux mains du grand-père de Guillaume V, leur stathouder, et du père de Caroline, gouvernante des Pays-Bas. Aussi, lorsque la situation commença à se tendre, Louis XV jugea-t-il prudent d'adjoindre à notre ambassadeur ordinaire, Bonnac, un envoyé extraordinaire, d'Affry, dont l'énergie, la prudence et l'activité surent déjouer les manœuvres du parti anglais. L'on suit avec intérêt, dans un article de M. Coquelle ¹, la marche des négociations, et l'on admire la longanimité du roi de France, qui répondait avec fermeté, mais sans violence, aux propositions étranges des États demandant l'autorisation de faire passer 6,000 hommes en Angleterre sans rompre la neutralité. La neutralité complète obtenue, d'Affry, qui succéda comme ambassadeur ordinaire à Bonnac, eut un rôle difficile à remplir pour forcer les États à observer cette neutralité au milieu des péripéties d'une lutte qui ne nous était pas toujours favorable. Le récit de M. Coquelle s'arrête au moment où l'intervention médiatrice des Pays-Bas, demandée par la France victorieuse, devenait impossible par les échecs que Fernand de Brunswick faisait subir au malheureux Clermont, « moitié plumet, moitié rabat. »

— En 1761, la France était épuisée par cinq années d'une guerre qu'elle avait dû soutenir à la fois sur terre et sur mer. Si nos frontières n'étaient point entamées, nos colonies nous échappaient, et il

fallait remettre à plus tard l'espoir d'une revanche. Persuadé que la continuation d'une lutte inégale avec l'Angleterre ne pouvait que nous réserver de nouveaux désastres, Choiseul entreprit de négocier. De Bussy, dépêché à Londres, y fut accueilli sous les auspices de la Russie, et, de son côté, William Pitt se fit représenter à Paris par Stanley. La tentative de Choiseul devait échouer; car le ministre anglais, qui avait juré d'anéantir la puissance maritime de la France et se sentait soutenu par tout un peuple, ne songeait pas sincèrement à traiter. Si l'Angleterre était affaiblie et avait dû dépenser des sommes considérables pour nous combattre sur tous les continents, la France avait éprouvé des pertes bien plus sensibles encore, et, malheureusement, chaque année augmentait le nombre des sacrifices que la conclusion de la paix rendrait inévitables. Bien que Bussy ait échoué dans son rôle de négociateur, c'est montrer un côté intéressant de la politique de Choiseul et de Pitt que de rappeler les différentes phases de sa mission, et de signaler les causes mêmes de son échec, comme vient de le faire M. Alfred Bourguet ¹. Dès le début, Pitt montra qu'il voulait que les négociations comme la guerre profitassent à son pays. Choiseul avait proposé comme base à l'*uti possidetis* le 1^{er} mai en Europe, le 1^{er} juillet en Amérique et en Afrique, et le 1^{er} septembre aux Indes. Pitt ne se hâta pas de se prononcer, escomptant la prise de Belle-Isle, et quand, le 13 juin, cette île fut tombée en son pouvoir, il proposa les dates du 1^{er} juillet en Europe, du 1^{er} septembre en Amérique, du 1^{er} novembre aux Indes. Lorsque fut posée la question de la restitution des prises faites avant que la guerre eût été déclarée, comme il était impossible de se mettre d'accord pour déterminer qui de l'Angleterre ou de la France avait commencé les hostilités, Pitt déclara avec hauteur que le canon avait décidé en faveur de l'Angleterre. La France, si souvent battue, avait cependant occupé une partie du Hanovre; Pitt déclara que ces conquêtes ne pourraient être échangées contre tel ou tel territoire de nos colonies pris par nos adversaires. Choiseul, n'oubliant pas ce qu'il devait au glorieux passé de la France et au rôle qu'elle était encore appelée à jouer en Europe, se montra un digne adversaire de Pitt. Il eut le mérite de poser les bases d'une paix raisonnable, de savoir faire la part de ce que la fortune des armes le forçait d'abandonner, et de ce que l'honneur ne lui permettait pas de céder aux exigences de nos ennemis. Obligé de renoncer au Canada, il rêvait d'établir entre cette terre devenue anglaise et la Louisiane une zone neutre qui eût écarté dans l'avenir les chances d'un nouveau conflit. Il refusa énergiquement de céder notre droit de pêche sur les côtes de

Terre-Neuve. Lorsque, deux ans plus tard et après une reprise des hostilités, les représentants des deux nations discutèrent de nouveau les conditions de la paix, ils purent se mettre plus aisément d'accord sur le terrain que Choiseul et Bussy avaient préparé.

— Si le marquis de Monteynard, successeur de Choiseul au secrétariat de la guerre, était un bon soldat, il ne possédait que des données fort incertaines sur la situation générale de l'Europe. Dumouriez, qui avait avec lui de fréquents entretiens sur ce sujet, écrivit à son intention un *Tableau spéculatif de l'Europe en 1773*, dont Louis XV prit connaissance et qui valut à son auteur de faire un séjour à la Bastille. La publication de ce mémoire par M. Paul Bonnefon¹, en faisant connaître les idées propres de Dumouriez sur l'état de l'Europe, qu'il avait parcourue, comme officier ou comme diplomate, du nord au midi, nous renseigne d'une façon généralement exacte sur les intérêts des divers gouvernements et, en particulier, sur ceux de la France, à la fin du règne de Louis XV. Il prévoit que la France devra repousser une attaque de l'Allemagne et il voudrait que tous ses efforts tendissent à rompre l'alliance des trois puissances qu'il appelle les puissances actives : la Russie, la Prusse et l'Autriche ; qu'elle se préparât sérieusement à la guerre et ne laissât pas supposer qu'elle n'aurait pas le moyen de la faire, car ce serait inspirer à ses ennemis le désir de l'attaquer. Les États italiens et l'Espagne lui paraissent les alliés naturels de la France, qui d'ailleurs doit compter avant tout sur ses propres forces pour tenir tête à une coalition. Quant à nous rapprocher de l'Angleterre, notre ennemie de la veille et qui, après nous avoir ravi nos colonies, ne nous trouve pas suffisamment affaiblis, il n'y faut pas songer ; car, avec elle, « toute alliance ne peut être que pleine de soupçons et de mauvaise foi. » En un mot, Dumouriez voudrait que la France sortît de la politique d'effacement où elle s'est confinée, pour reprendre son rang parmi les grandes puissances. Les idées qu'exprime Dumouriez méritent qu'on s'y arrête et, parmi les conseils qu'il donne à ceux qui tenaient entre leurs mains le sort de la France, plus d'un trouverait encore aujourd'hui son application et pourrait être suivi avec avantage.

— M. E. Dupont² se propose de retracer la condition des paysans de la sénéchaussée de Rennes à la veille de la Révolution, en empruntant les traits de son tableau aux cahiers des paroisses rurales de cette circonscription. Un premier article nous montre que la classe des laboureurs, qui demanda, dans un de ses cahiers, d'être érigée en quatrième ordre, comprenait à la fois des fermiers, des journaliers

¹ *Revue historique*, septembre-octobre 1899.

² *Annales de Bretagne*, novembre 1899.

et des propriétaires, presque toujours pauvres et différant peu des premiers. L'agriculture, assez négligée, rapportait peu à ceux qui s'en occupaient ; l'habitude prise par les seigneurs d'afféager des landes et gallois, jadis communs à tous les paroissiens, était une nouvelle cause de misère en entravant l'élevage du bétail. Mal vêtus, mal nourris, les paysans ne pouvaient guère subvenir aux besoins de leurs pauvres et ils réclament l'organisation de l'assistance, dont les frais seraient payés sur les biens du clergé.

— Il ne faisait pas bon d'être juif en 1789. Cependant on commençait à espérer des jours meilleurs : la Révolution devait ouvrir une ère de prospérité pour tous. C'était le moment de demander à l'Assemblée constituante de reconnaître la qualité de citoyens aux soixante mille juifs allemands et polonais campés en terre française ; ils n'y manquaient point, et leur pétition à l'Assemblée, publiée par la *Nouvelle Revue rétrospective*¹, fait connaître les raisons qu'ils invoquaient pour apitoyer sur leur sort « tous les chrétiens sensibles. »

— Bientôt, par les soins de l'avocat Godard, les pétitions des juifs se multipliaient et les districts en recevaient une. H.-F. Pelletier, plus connu par ses écrits politiques que par ses poésies, et que le district des Mathurins avait nommé commissaire, adressa un mémoire² à l'Assemblée nationale pour combattre l'admission des juifs aux droits de citoyens. Ce précurseur fait preuve d'une singulière clairvoyance et, quelque cent ans avant M. E. Drumont, montre toute l'étendue du péril juif. D'après lui, la religion juive pousse ceux qui la pratiquent à vivre comme des étrangers dans le pays qui leur donne asile et à en regarder les habitants comme des ennemis. Si on les admet aux mêmes droits que les autres citoyens, ils viendront en foule s'établir en France et, en peu de temps, ils y seront tout-puissants.

— L'on éprouve quelque déception à lire les articles que M. A. Brette a donnés à la *Revue historique*³, sous un titre plein de promesses. L'on pouvait espérer que des « papiers et correspondance du prince Emmanuel de Salm-Salm, pendant la Révolution française, » fourniraient à l'histoire générale quelques détails intéressants. Mais les lettres échangées entre le prince et son secrétaire ou homme d'affaires Bernard, ne relatent guère que les démarches sollicitées par le premier et faites par le dernier pour obtenir la liquidation du régiment de Salm. Ce ne sont pas les réflexions sans sel de M. Brette qui ajoutent à l'intérêt de ces pâles documents. Notons seulement que, si M. Brette a peut-être raison de refuser à Duquesnoy la pater-

¹ 10 septembre 1899.

² *Nouvelle Revue rétrospective*, 10 septembre 1899.

³ Septembre-octobre et novembre-décembre 1899.

nité du journal publié sous son nom par la Société d'histoire contemporaine, l'attribution qu'il semble en faire au secrétaire Bernard paraît dénuée de tout fondement.

— M. Fernand Baboin¹ étudie l'accueil que l'on fit à la constitution civile du clergé dans la Drôme, et les troubles auxquels son application donna lieu. Le bas clergé avait salué avec enthousiasme la Révolution, qui devait rendre son sort moins misérable : les cahiers des paroisses rurales, que rédigèrent les curés, contenaient, avec leurs propres revendications, de violentes attaques contre l'ancien régime. La constitution civile du clergé, en assurant un traitement fixe aux ministres du culte, améliora le sort de la plupart des curés de campagne ; mais le prêtre, dès lors assimilé à un fonctionnaire, devait prêter serment à la Constitution. Un grand nombre d'ecclésiastiques avaient déclaré leur intention de se soumettre à cette formalité, lorsque le retour de M. de Messey, évêque de Valence, vint subitement changer les dispositions conciliantes du clergé. Ce prélat, qui n'avait pas paru dans son diocèse depuis sa nomination, en 1788, sut cependant défendre ses droits et les lois de l'Eglise et pensa que sa conscience ne lui permettait point de prêter serment sans restrictions. Le procureur général syndic et les officiers municipaux s'efforcèrent vainement de prouver que la nouvelle constitution ne portait pas atteinte à la religion, et que d'ailleurs le Directoire ne pouvait accepter un serment restrictif : M. de Messey refusa le serment pur et simple ; il quitta même son diocèse, non sans avoir protesté d'avance contre les empiétements faits sur ses droits ou sur ceux de l'Eglise, et sans avoir déclaré sacrilèges toutes les fonctions exercées dans son diocèse par les prêtres qui n'en auraient pas reçu de lui mission spéciale. Les électeurs appartenant pour la plupart à cette bourgeoisie dont, suivant l'auteur, Voltaire avait fait l'éducation et dont « le jésuitisme du xix^e siècle n'avait pas encore déprimé le cerveau, » élurent évêque de la Drôme M. Marbos, qui, lui, ne se fit point prier pour prêter serment. L'exemple qu'avait donné l'évêque de Valence fut bientôt suivi. Les prêtres hésitants ouvrirent les yeux et comprirent que prêter le serment constitutionnel, c'était se séparer de l'Eglise ; un grand nombre de ceux qui l'avaient prêté se rétractèrent. Le directoire du département considéra comme vacantes les cures où se trouvaient des prêtres ayant refusé le serment pur et simple, et fit procéder dans les chefs-lieux des districts à l'élection de curés et de vicaires. Ce fut le schisme. Dans le Bas-Dauphiné, comme d'ailleurs partout en France, par la faute de la Constituante, les catholiques devenaient les ennemis de la Révolution qui violait les droits sacrés de la conscience, tandis

¹ *La Révolution française*, 14 septembre et 14 octobre 1899.

que les patriotes, partisans de la Révolution (les mots ont quelquefois leur ironie), allaient grossir les rangs des adversaires de l'Église. M. F. Baboin nous retrace les désordres graves auxquels donna lieu l'installation des curés constitutionnels dans la contrée des Baronnies et en particulier dans la commune du Buis. L'arrivée des prêtres assermentés accompagnés des autorités de la commune était généralement le signal d'une émeute. La population saluait le cortège de ses huées et menaçait de faire un mauvais parti à l'intrus, voire de le pendre. Aussi, lorsque celui-ci parvenait à pénétrer jusque dans l'église, avait-il rarement la satisfaction d'y attirer ses paroissiens et devait-il se résigner à vivre au milieu d'eux dans des transes perpétuelles et méprisé de tous. L'intéressant travail de M. Baboin apporte une nouvelle preuve des difficultés que la constitution civile du clergé rencontra dans son application, et des désordres dont elle fut la cause. Est-il nécessaire d'ajouter que l'auteur, bien qu'il écrive dans une revue d'érudition, n'a point aperçu que la Constituante outrepassait ses droits en prétendant imposer à des prêtres catholiques une constitution qui les séparait de Rome, et que même il rend responsable le clergé catholique, remplissant un devoir strict, de l'opposition acharnée des populations contre le clergé officiel ?

— M. André Auzoux ¹ nous fait connaître le dévouement et l'activité déployés en 1815 par Bouvet de Lozier, pour maintenir les droits du Roi sur l'île Bourbon, dont il avait été nommé gouverneur, et qui était à la fois menacée d'une révolution bonapartiste et d'un coup de main des Anglais. Il peut être regrettable que l'énergie de Bouvet ait confiné parfois à la brutalité, comme sa prudence à la méfiance, mais il n'en a pas moins occupé avec honneur un poste périlleux.

— Les articles consacrés par M. Ernest Daudet ² au duc Decazes, ambassadeur à Londres, sont aussi fortement documentés que ceux où il avait étudié son ministère, et tirent aussi leur principal intérêt des emprunts que l'auteur a faits à la correspondance échangée par l'ancien ministre avec Louis XVIII et avec ses amis politiques. L'attachement qu'il portait au Roi avait fait à Decazes une obligation de quitter le pouvoir, puisqu'en agissant ainsi, on lui faisait espérer qu'il déterminerait l'apaisement des esprits, et permettrait au ministère consolidé de faire voter les lois regardées comme indispensables par le gouvernement. Mais à peine s'est-il rendu dans ses propriétés de la Grave pour prendre quelque repos et se faire un peu oublier avant d'aller occuper le poste d'ambassadeur à Londres, que le parti ultra-royaliste, que sa retraite n'avait point apaisé, l'attaque à la tri-

¹ *Revue des études historiques*, août-septembre 1899.

² *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre et 15 novembre 1899.

bune de la Chambre et dans la presse avec la dernière violence. Ces outrages et les calomnies que l'on répandait sur lui l'affectaient d'autant plus qu'il ne pouvait répondre à ses adversaires, et que, de son côté, le gouvernement ne faisait entendre aucune parole de protestation. Il lui sembla qu'il était abandonné et trahi de ses amis, et il s'en plaignit amèrement au Roi et à ses anciens collègues Pasquier et Richelieu. Louis XVIII, que le départ de « son cher fils » avait vivement peiné, souffrait encore des reproches qu'il recevait de lui. Il lui écrit presque chaque jour dans les termes les plus affectueux, il l'assure qu'il n'est point oublié. Decazes reprend alors courage jusqu'à ce qu'il apprenne que ses adversaires politiques l'ont encore pris à partie. Lorsqu'il ne récrimine pas, il donne des conseils au Roi sur la politique extérieure et intérieure, oubliant qu'il n'est plus ministre. Le Roi, qui ne veut pas le froisser, mais qui penserait manquer à ses devoirs de souverain constitutionnel en cherchant des inspirations en dehors de ses ministres, invente toujours des prétextes pour ne pas répondre à ses questions sur la politique ou pour ne le faire que d'une façon évasive. Après quatre mois de retraite, le duc prit enfin le chemin de Londres, et fut bientôt en mesure de donner au Roi, comme il le lui avait promis, de nombreux détails sur les hommes et sur les choses de la cour d'Angleterre. M. E. Daudet a eu la bonne fortune de pouvoir compléter encore les renseignements fournis par notre ambassadeur, et nous tracer un fidèle tableau de Londres à cette époque troublée, où le méprisable Georges IV faisait présenter à la Chambre des lords un bill prononçant son divorce pour cause d'adultère de sa femme, la trop fameuse princesse Caroline, et où chaque citoyen se croyait tenu de prendre parti pour l'un ou l'autre des époux. Decazes ne se contentait pas de signaler au Roi les péripéties du scandaleux procès qui passionnait Londres ou de lui rendre compte de l'accueil empressé qu'il avait reçu de toute la haute société; il l'entretenait des négociations qu'il poursuivait avec les ministres anglais au sujet des révolutions d'Espagne et de Naples, et que la situation intérieure de la Grande-Bretagne contribuait à faire traîner en longueur. A côté de la correspondance de notre ambassadeur, il convient de ne pas oublier le journal où la jeune et spirituelle duchesse Decazes notait ses impressions de chaque jour et qui, dans son décousu, ne manque pas d'attrait.

— Ce fut au printemps de l'année 1824 que la santé de Louis XVIII, depuis longtemps accablé d'infirmités, commença d'inspirer des craintes sérieuses à son entourage. Le vicomte de Reiset, lieutenant général, commandant des gardes du corps et gentilhomme, appelé par son service à passer une partie de ses journées aux Tuileries, et tout dévoué à la personne du Roi, eut l'idée de noter l'affaiblissement

progressif de l'auguste malade, et de nous laisser ainsi le récit exact de ses derniers jours ¹. Comme Louis XIV, Louis XVIII tint à cœur de remplir jusqu'au bout ses devoirs de souverain, et voulut mourir en souverain. Lorsque, le 24 mars 1824, il lut son discours à l'ouverture de la session des Chambres, il était déjà si souffrant qu'après les premiers mots, il se mit à bredouiller, et ne parvint pas à se faire entendre des assistants. Les malaises devinrent de plus en plus fréquents et augmentèrent d'intensité jusqu'à ce que, vers la fin du mois d'août, étant à Saint-Cloud, le Roi fut pris d'une attaque dans son cabinet. Il revint à lui, mais dès lors on put prévoir que l'issue fatale était proche. Sa tête, autrefois trop forte pour son corps, était de la grosseur de celle d'un enfant, et se ployait au point de tomber presque sur ses genoux. Malgré tout, il essayait d'articuler quelques mots aux personnes qui l'approchaient, recevait le corps diplomatique, assistait au conseil. Cependant, le mal fait des progrès effrayants, la gangrène dévore les pieds et les jambes, les chairs tombent par morceaux; puis c'est l'œil qui coule. Le Roi semble ne pas se rendre compte de son état. Quand Mgr de Frayssinous lui parle de confession, il se fâche presque; mais l'intervention de M^{me} de Cayla le décide à faire appeler son confesseur ordinaire, l'abbé Rocher; le 13 septembre, au matin, il reçoit les derniers sacrements et fait ses adieux à sa famille. Témoin des sentiments de piété du Roi, le comte de Reiset s'étonne qu'on ait pu quelquefois l'accuser d'être un esprit fort et un voltairien, alors que, d'ailleurs, pas un jour de sa vie il n'avait manqué d'assister à la messe. Il ne semble point que ces mots : « Que Charles X ménage la couronne de cet enfant, » que Louis XVIII aurait prononcés en étendant la main pour bénir le duc de Bordeaux, soient jamais sortis de ses lèvres; car le comte de Reiset, qui rapporte un certain nombre de paroles du Roi, plus ou moins mémorables, n'aurait eu garde d'oublier celle-là, si elle eût été authentique.

— Aussitôt après l'échec de l'insurrection militaire tentée à Strasbourg par le prince Louis-Napoléon, le procureur général Rossée avait, pour témoigner de son zèle, commencé en hâte l'instruction de l'affaire, évoquée par la cour d'appel de Colmar. S'aidant du dossier judiciaire formé par ce magistrat et qui contient des lettres inédites de Louis-Napoléon, de ses complices, ainsi que du ministre de la justice Persil, M. A. Mathiez ² ajoute quelques détails à l'histoire de ce complot, connu sous le nom d'échauffourée de Strasbourg. Dès sa plus tendre enfance, bercé par sa mère Hortense de Beauharnais de

¹ *Revue de Paris*, 15 septembre 1899.

² *Revue de Paris*, 15 novembre 1899.

l'idée qu'il devait rétablir l'Empire, Louis Bonaparte avait en sa destinée une foi invincible, et aussitôt après la mort de son cousin le duc de Reichstadt, il s'était posé en prétendant. Le complot fut décidé dans le courant de l'année 1835 : les principaux conjurés, Fialin, le comte de Bruc, le comte de Gricourt, le vicomte de Quérelles, le commandant Parquin, de la garde municipale de Paris, avaient de fréquents entretiens avec Louis-Napoléon et se tenaient prêts à agir. Le colonel Vaudrey, du 4^e d'artillerie, croyait avoir à se plaindre des gouvernements qui s'étaient succédé depuis 1815 : car sorti de l'École polytechnique en 1806 et chef d'escadron en 1814, il avait mis vingt ans à obtenir le grade de colonel. Une jeune veuve, M^{me} Gordon-Archer, dont Vaudrey était éperdument épris, l'engagea dans le complot, où le prince lui réserva le premier rôle. Sous le pseudonyme de Louise Wernert, il lui écrivait pour réchauffer son zèle. De son côté, M^{me} Gordon ne cessait de le flatter ; elle lui rappelait sans cesse qu'il avait donné sa parole et ne pouvait plus reculer. Enfin le 25 octobre, Vaudrey, en compagnie de M^{me} Gordon, se rendit à Fribourg en Brisgau auprès de Persigny ; le 29, il avait à Strasbourg une entrevue décisive avec le prétendant, et le soir du même jour, un banquet réunissait tous les officiers de la garnison qui avaient promis leur concours. Le lendemain Vaudrey présente Louis-Napoléon au 4^e d'artillerie, qui l'acclame et, musique en tête, l'accompagne jusqu'à la caserne du 46^e de ligne. Les fantassins faisaient déjà retentir la cour du cri de « Vive l'Empereur ! » quand un événement fortuit fit échouer l'entreprise. Le prince se proclame le fils de l'Empereur : un vieux soldat fait observer que le fils de l'Empereur est mort ; le doute entre dans les esprits et le bruit court que le prétendant n'est autre que le neveu du colonel Vaudrey. L'arrivée du lieutenant Taillandier et des officiers du 46^e met fin aux hésitations : le prince et ses compagnons sont arrêtés. M. A. Mathiez publie les proclamations demeurées inédites que Louis-Napoléon voulait adresser aux Alsaciens, au pays et à l'armée, et où il s'appropriait assez bien le style de l'Empereur. Le gouvernement qui, prévenu du complot, n'avait pas voulu y croire, prit ses précautions pour que l'affaire fût promptement jugée par la cour d'assises. Le garde des sceaux demandait au procureur général Rossée de se hâter afin de ne pas trop surexciter l'opinion publique et lui déclarait qu'il n'était pas nécessaire de « tout expliquer et tout prouver. » Pour des motifs différents, légitimistes et bonapartistes blâmèrent la clémence dont usa Louis-Philippe à l'égard du prétendant, transporté par son ordre en Amérique. La chambre des mises en accusation n'admettait pas que le gouvernement eût fait une distinction entre les coupables, et le dispositif de l'arrêt qu'elle rendit sur Louis Bonaparte fut, suivant le garde des sceaux qui s'émut de sa hardiesse,

« un véritable appel à la juridiction des Chambres. » Le procès réservait d'ailleurs d'autres déboires au garde des sceaux, puisque, contre l'attente du gouvernement, le jugement acquitta les inculpés.

— Nous mentionnerons d'une façon plus brève les articles suivants, qui intéressent l'histoire générale. On ne consultera pas sans intérêt l'itinéraire de Marguerite de Valois, dressé avec beaucoup de soin par M. Ph. Lauzun. Les deux articles ¹ que nous avons à signaler cette fois nous conduisent d'août à novembre 1578. L'auteur nous donne aussi un état de la maison de la reine de Navarre pour cette même année. — M. G. Tholin a retrouvé dans les papiers de M. Bouyssy, feu maire de Castillonnes, et fait part à la *Revue de l'Agenais* ² de deux lettres inédites de Henri IV adressées, le 10 mars et le 21 novembre 1580, à Charles de Baiurau de Berail, gouverneur d'Issigeac. — A une époque où une certaine presse s'attaque à notre armée avec la dernière violence, c'est une véritable actualité que de mettre au jour, comme le fait M. Albert Savine ³, les protestations indignées que les paroles injurieuses de Dubois-Crancé à l'Assemblée nationale, en décembre 1789, soulevèrent de la part d'officiers et même de régiments entiers. — M. André Folliet publie ⁴ les procès-verbaux des séances tenues en 1792 par l'Assemblée nationale des Allobroges pour régler la question de la réunion de la Savoie à la France, qui préoccupait alors tous les esprits. — M. P. Mautouchet ⁵ s'attache à montrer l'intérêt que présente pour l'historien le *Défenseur de la vérité*, rédigé par Pierre Philippeaux, en 1792 au Mans, en 1793 à Paris. Philippeaux, juge au tribunal du district du Mans, nous renseigne sur le mouvement de l'opinion publique et la marche des idées révolutionnaires dans le Maine; membre de la Convention, et d'abord favorable aux Girondins, il devient bientôt leur adversaire, et son témoignage mérite d'être pris en considération par ceux qui étudient la lutte entre la Gironde et la Montagne. — M. l'abbé Deniau termine ⁶ sa dissertation sur les combats de la Chataigneraie et de Fontenay (13, 16, 25 mai 1793). — M. Léonce Pingaud ⁷ complète, par la publication de trois lettres, la correspondance du cardinal de Rohan, mise au jour par lui il y a trente ans : de ces lettres, la première est de M. le marquis de la Ferrounays au cardinal, pour lui témoigner le déplaisir éprouvé par le Saint-Père à la nouvelle de sa

¹ *Revue de l'Agenais*, juillet-août, septembre-octobre 1899.

² Septembre-octobre 1899.

³ *Nouvelle Revue rétrospective*, 10 novembre 1899.

⁴ *Revue savoisiennne*, 3^e trimestre de 1899.

⁵ *La Révolution française*, 14 novembre 1899.

⁶ *Revue du Bas-Poitou*, 3^e livraison de 1899.

⁷ *Les Annales franc-comtoises*, septembre-octobre 1899.

fuite de France après les événements de juillet 1830 et de son intention de venir à Rome ; dans la seconde au Saint-Père qui n'a pas été envoyée et dans la troisième au cardinal Odescalchi, Rohan justifie sa conduite et déclare, en son nom et au nom des évêques fugitifs, qu'ils sont prêts à obéir aux instructions pontificales, mais qu'il leur serait pénible, « accablés déjà sous le poids des tribulations par leurs peuples, leur patrie, » d'être « encore désapprouvés par le chef de l'Église, dont ils réclament la règle de conduite qu'ils doivent suivre, et auquel ils sentent plus que jamais le besoin de se rattacher pour ne pas faillir. » — M. Léon-G. Péliissier¹ a puisé dans le Portefeuille de Mahul quelques lettres moins intéressantes peut-être par le fond que par les noms des signataires : ce sont le cardinal de Bonald (on remarquera la tentative de Mahul pour obtenir, en 1848, de l'archevêque de Lyon la réunion d'un concile provincial), Guizot, Charles de Rémusat. — Sans nous apprendre rien de bien nouveau, les lettres envoyées de Paris à sa famille par Hippolyte Lucas, alors à la Bibliothèque de l'Arsenal, pendant le siège de Paris et la Commune (6 septembre 1870-31 mai 1871), se lisent avec un certain intérêt, et l'on saura gré à M. Léo Lucas de les avoir tirées de l'oubli².

— Parmi les articles sur l'histoire provinciale, nous signalerons les suivants. Dans une étude sur l'exode des corps saints en Bretagne, M. Ferdinand Lot³ combat en partie les conclusions de M. René Merlet, exposées autrefois dans un article de la *Bibliothèque de l'École des chartes*, signalé ici même. Il pense notamment que l'auteur de la *Translatio sancti Maglorii* n'est pas contemporain des faits qu'il raconte, et « qu'il a confondu en une seule deux émigrations de clercs bretons et normands, l'une de 920-925 (les saints Samson, Guénaud, Lemaire, Senier, Pair, Scubilion, etc.), l'autre des environs de 960 (saint Magloire). — La publication d'un compte inédit, permettant de reconstituer les ressources ordinaires du Genevois à la fin du xiv^e siècle, fournit à M. Max Bruchet⁴ l'occasion de nous rappeler ce qu'était à cette époque l'administration de ce comté. — Le nouveau chapitre des Recherches de M. G. Clément-Simon⁵, sur l'histoire de Tulle avant l'érection du Consulat, est consacré à la noblesse et aux trente-quatre notables, sur lesquels il nous donne quelques renseignements historiques et généalogiques. — M. Henri Stein⁶ publie un

¹ *Nouvelle Revue rétrospective*, 10 octobre 1899.

² *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, octobre 1899.

³ *Annales de Bretagne*, novembre 1899.

⁴ *Revue savoisiennne*, 3^e trimestre de 1899.

⁵ *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, juillet-septembre 1899.

⁶ *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, 3^e trimestre de 1899.

acte qui ajoute un détail à la biographie d'Olivier le Dain, en nous apprenant qu'il a été seigneur de Vayres (Seine-et-Oise), depuis 1480 jusqu'à sa mort, survenue le 21 mai 1484. — M. J.-F. Gonthier¹ nous fournit des renseignements inédits sur l'éboulement qui eut lieu à Sixt, le 21 février 1602 : une partie de la Tête-Noire, s'étant écroulée tout à coup, couvrit la plaine et rejeta le Giffre sur la rive droite de la vallée, après avoir enseveli trente et une maisons et causé la mort de vingt-neuf personnes. — M. Charles Forteau² nous offre une notice sur les registres paroissiaux de Pussay, l'une des communes les plus importantes du canton de Méréville ; les registres, qui commencent en 1604, se poursuivent à peu près sans interruption pour la série des baptêmes, tandis que les actes de mariage et d'inhumation offrent des lacunes considérables. Ces registres contiennent quelques indications d'ordre divers, notamment une note sur la bénédiction de la grosse cloche en 1668. — Mgr J. de Carsalade du Pont³ publie le procès-verbal « de la visite des villes et châteaux qui sont es pays d'Armagnac, Comminges, Rivière-Verdun, Estarac, Nébouzan, Gaure et Haute-Guyenne, fait par le sieur de Puysegur, vice-sénéchal desdits pays, commissaire à ce député par Mgr le duc d'Épernon, en vertu de sa commission du 12 octobre 1626. » L'auteur ne se contente pas de nous décrire les places fortes qu'il a visitées, mais il a eu soin parfois de noter les faits d'armes dont elles ont été le théâtre. — Poursuivant ses études sur la vie à Tulle, au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle, M. René Fage⁴ nous donne des détails particulièrement intéressants sur la fabrication du papier et sur l'industrie typographique dans cette ville ; il commence en même temps un exposé de l'organisation du travail, groupant tour à tour les indications relatives à l'apprentissage, puis à la maîtrise. — On sait que dans les généralités où des assemblées provinciales furent établies en 1787, on procéda au remaniement des divisions administratives. La répartition qui fut proposée pour la généralité d'Orléans donna lieu à des réclamations que nous fait connaître M. Camille Bloch⁵. L'on avait fait de Pithiviers le chef-lieu d'un département ; l'élection de Montargis protesta, réclamant l'honneur d'être capitale ; l'assemblée provinciale ne donna pas satisfaction à ce vœu, mais elle demanda le rattachement de Montargis à Gien.

¹ *Revue savoisiennne*, 3^e trimestre de 1899.

² *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, 3^e trimestre de 1899.

³ *Revue de Gascogne*, septembre-octobre et novembre 1899.

⁴ *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, juillet-septembre 1899.

⁵ *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, 3^e trimestre de 1899.

— Il nous reste à indiquer quelques articles sur l'histoire des familles ou des personnes. Une notice¹, signée seulement des initiales F. M., nous fait connaître la famille de Dubruelh, pour laquelle la terre de Ferrières, dans le Lot, fut érigée en marquisat en 1723. — Les recueils usuels de biographie nous fournissaient peu de renseignements sur un savant lyonnais, Joannon de Saint-Laurent (1714-1783), tour à tour philosophe, physicien, naturaliste, minéralogiste, critique d'art, archéologue ; feu le docteur Humbert Mollière avait réuni sur ce personnage des indications plus complètes qui trouvent leur place dans la *Revue du Lyonnais*². — Les souvenirs du capitaine de vaisseau Krohm, que publie M. Ardouin³, ne se rapportent qu'à ses premières années et à ses premières campagnes comme mousse sur la gabare *l'Écluse* ; ils n'apportent donc aucun renseignement pour l'histoire générale, mais c'est un récit agréable, et les petites anecdotes qui le remplissent aident à mieux comprendre les mœurs de l'époque. — Dans une courte notice biographique sur un jeune chef royaliste, Joseph-Marie de Flameng, qui se distingua dans l'attaque de Pornic, le 23 mars 1793, M. Joseph Roussi⁴, à l'aide de documents inédits, détruit la légende à laquelle sa mort donna lieu : Flameng ne fut pas enterré tout vivant jusqu'au cou et ensuite lapidé, mais tué d'un coup de pistolet, que lui tira à bout portant le commandant républicain Coueffé, auquel il avait été livré par un boulanger de Pornic.

ALBERT ISNARD.

¹ *Revue de l'Agenais*, juillet-août, septembre-octobre 1899.

² Septembre-octobre 1899.

³ *Nouvelle Revue rétrospective*, 10 octobre, 10 novembre 1899.

⁴ *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, novembre 1899.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Les villes antiques. — Rome. Carthage. — Athènes. — Jérusalem. — Restaurations archéologiques, par M. Paul AUCLER. Paris, Ch. Delagrave, s. d. (1899), 4 broch. in-18 de 28, 28, 46 et 50 pages, avec plans.

M. Paul Aucler vient de publier une restauration archéologique des quatre villes les plus grandes et les plus importantes peut-être de l'ancien monde : Rome, Carthage, Athènes et Jérusalem. Il nous les montre à l'époque où elles étaient le plus florissantes et cherche à nous donner l'idée que le spectateur devait avoir d'elles quand il les regardait d'un point élevé et qu'il voulait les embrasser dans leur ensemble.

Ce serait commettre une étrange erreur que de croire que M. Paul Aucler a fait là une œuvre de fantaisie. Il n'en est rien. Il a étudié avec le plus grand soin les auteurs qui se sont occupés de la topographie des villes anciennes.

Pour Rome, les ressources ne lui ont pas fait défaut : si l'embaras a existé, c'est moins par suite de l'absence de documents qu'à raison de leur abondance même. Il a pris pour base de sa restauration le grand plan archéologique de M. Lanciani, dont la publication, commencée en 1893, s'est poursuivie depuis sans interruption et sera prochainement achevée. Il l'a complété et quelquefois corrigé par les beaux travaux de MM. Kiepert et

Huelsen, dont l'ouvrage, intitulé *Forum urbis Romae antiquae*, a paru en 1896. Il représente Rome telle qu'elle était en 337, à la mort de Constantin, c'est-à-dire quand, ayant atteint la plénitude de son développement, elle était parvenue à son apogée et à son plus haut degré de splendeur, à l'époque où l'empereur Constance éprouva tant d'admiration en la visitant pour la première fois, à celle enfin où elle porte toute son histoire écrite dans ses monuments : les vieilles constructions des rois et de la république subsistent parmi les édifices grandioses de l'Empire ; et déjà l'on voit surgir, au sein de l'antique Rome païenne, les premières églises chrétiennes.

La vue est prise d'un point situé vers le sud de la ville, du haut des thermes de Caracalla (angle nord). C'est bien là, en effet, l'un des endroits d'où le regard s'étend le plus librement sur la ville tout entière. Le spectateur se trouve à 380 mètres de hauteur au-dessus du sol (400 au-dessus du niveau du Tibre). Il est tourné vers le nord-nord-ouest. L'orientation est donc à peu près la même que celle des cartes géographiques. Les monuments sont reproduits autant que possible comme ils doivent l'être. M. Aucler n'a eu garde de négliger l'étude des restaurations qui en ont été faites. Quant à ceux sur lesquels les renseignements nous manquent,

l'érudit auteur, en les faisant semblables aux autres, a couru d'autant moins le risque de se tromper beaucoup, que les architectes romains ne brillaient pas, on le sait, par le don d'invention, et qu'il devait y avoir pour les basiliques, les temples et même les maisons particulières, des types ou bien que l'on reproduisait avec complaisance, ou bien dont on ne s'éloignait guère. Il va sans dire que, parmi tous les monuments, les plus rapprochés des thermes de Caracalla sont ceux qui se distinguent naturellement le mieux; ce sont aussi les plus importants : le Colisée, le Forum de la république et ceux de l'Empire, le Capitole, etc.

Le point de vue que nous donne M. Aucler permet de saisir bien mieux que sur un panorama circulaire la position respective des édifices; il offre, au premier plan, les quartiers du Palatin et du Forum, le grand cirque, l'amphithéâtre, les thermes de Trajan et de Titus. Il ne reste guère, hors du champ embrassé par le regard, d'autre grand monument que les thermes de Caracalla.

La restauration de Carthage, la vieille rivale de Rome, était moins aisée que celle de cette dernière. M. Paul Aucler n'avait ici à sa disposition que la description d'Appien qui, à la vérité, est faite d'après Polybe, lequel avait assisté à la prise de la ville, en 146 av. J.-C. Le malheur est qu'elle n'est pas assez détaillée pour suffire à tout. Il faut beaucoup y ajouter, et comme l'art des Carthaginois est moins connu que celui des Romains, l'artiste se voit trop souvent obligé d'emprunter ce qu'il ajoute à sa propre imagination.

La vue de Carthage est prise d'un point situé vers le nord de Byrsa. Au premier plan se dressent les murailles

de la citadelle; à droite commence l'escalier qui conduit au temple d'Escmôren. Par-dessus les terrasses des maisons à six étages qui séparent la citadelle de l'Agora, on domine tout le port militaire, avec sa ceinture de loges pour les trirèmes et son île centrale portant haut dans les airs le palais de l'amiral. Plus loin, le port de commerce et des docks, le triple rempart de la ville, la flèche dite « Taenia », et la lagune de Tunis. L'horizon est fermé par les belles montagnes qui encadrent le golfe de Carthage.

Quant au panorama d'Athènes, il est pris du mont Lycabette (278 m.), situé au nord-est de la ville. Le spectateur est donc tourné vers le sud-ouest.

Le regard embrasse la ville entière; il s'étend à gauche vers l'Ilissus jusqu'au Lycée et au Stade panathénaique, à droite jusqu'aux bois qui bordent le Céphise et aux jardins de l'Académie. L'Acropole se dresse au centre, entre les monuments de l'Agora et le temple de Zeus olympien. Par delà les collines du Pnyx et de l'Aréopage et le vaste faubourg du Céramique, on aperçoit la plaine de l'Attique, les Longs-Murs, la baie de Phalère, les forts de Munychie, de Zéa et du Pirée, le mont Aigaleos et le golfe Saronique. Sur l'horizon se profilent les côtes du Péloponèse, d'où se détachent l'île d'Égine et, plus près, les glorieuses montagnes de Salamine.

Du siècle de Périclès jusqu'aux derniers temps de l'empire romain, Athènes n'a guère changé d'aspect. M. P. Aucler l'a représentée ici telle qu'elle était à l'époque d'Hadrien (130 après J.-C.).

En ce qui touche enfin Jérusalem, la vue est prise du mont des Oliviers, en l'an 29 de notre ère.

Au premier plan, la pente de la mon-

tagne, le chemin de Béthanie, le jardin de Gethsémani et le lit du Cédron. Au delà se dresse, sur de gigantesques substructions, le temple récemment agrandi et orné par Hérode : le regard découvre les trois parvis, et pénètre, à travers la haute porte du vestibule, jusqu'au voile du *Saint*. Sur la gauche le mur de la ville (*première enceinte*) descend le long de la colline d'Oppel, jusqu'à Siloé ; et derrière le portique royal apparaissent, par delà la vallée de Tyropoeon, les maisons de la ville haute, le Cénacle, le palais des grands prêtres. Vers le milieu, au fond, le palais d'Hérode profile ses trois hautes tours Hippicus, Phasaël et Mariamne. A droite s'étend le faubourg et la *seconde enceinte* ; on aperçoit, au delà de cette enceinte, le Calvaire, en deçà la voie douloureuse et la forteresse Antonia ; hors de la ville, la piscine probatique et le quartier neuf du mont Bézétha. Dans le lointain, vers le sud, la route de Bethléem ; au nord, à travers des bois d'oliviers, les routes de Joppé, d'Emmaüs et de la Samarie.

Quoi qu'il en soit, ces quatre vues ou restaurations de Rome, de Carthage, d'Athènes et de Jérusalem, que nous présente M. Aucler, rendront à ceux qui veulent se figurer ces quatre grandes villes un service d'autant plus grand et les aideront d'autant plus à mieux comprendre les événements dont elles furent le théâtre et les écrivains qui ont parlé d'elles, que chacune d'elles est accompagnée d'une brochure explicative fort bien faite et très instructive dans sa substantielle brièveté.

P. L.-L.

Les grands domaines dans l'Empire romain d'après des travaux récents, par M. Édouard BEAUDOIN, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Grenoble Paris, L. Larose, 1899, 1 vol. in-8 de vii-358 p. (Extrait de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*.)

M. Édouard Beaudoin, qu'une mort prématurée vient de ravir à l'affection des siens et à la science, avait eu, peu de temps avant de succomber au mal qui l'a emporté, l'heureuse pensée de réunir en un volume une série d'articles sur les grands domaines dans l'Empire romain, qu'il avait publiés dans la *Nouvelle Revue du droit français et étranger* en 1897 et 1898. Ces articles, fort remarquables et très dignes de l'être, sont ici reproduits tels que la *Revue* les avait donnés. En voici l'aperçu sommaire.

Après avoir établi une bibliographie critique de cette matière, dont le monde savant s'est beaucoup occupé au cours de ces dernières années, grâce à la découverte de nouveaux documents épigraphiques, l'érudit auteur étudie successivement : le caractère juridique essentiel du grand domaine ; son aménagement intérieur ; son administration, qu'il s'agisse d'un domaine impérial ou d'un domaine privé ; le *conductor* (fermier) et les cultivateurs : *familia rustica*, *coloni*, *inquilini* ; l'autonomie territoriale de grand domaine et ses conséquences aux points de vue de la municipalité, des *vectigalia*, de la juridiction ; les propriétaires : empereurs, princes, sénateurs, église ; l'exploitation au point de vue légal : régie, ferme, *locatio*, *conductio*, *jus perpetuum*, *jus privatum salvo canone*, l'emphytéose. —

Une courte mais très substantielle conclusion met en lumière l'utilité de l'étude des grands domaines par l'intelligence de la société du moyen âge.

Si bref qu'il soit, ce simple exposé suffit pour faire comprendre toute l'importance de cet ouvrage pour l'étude approfondie de la société rurale dans l'empire romain et pour l'examen sérieux et sincère des origines mêmes de notre société moderne.

M. Édouard Beaudoin a traité la question avec l'autorité, la maîtrise, la compétence, l'érudition, la pénétration, la largeur de vues, la précision, la netteté, l'élégance de style dont sa double qualité de jurisconsulte et d'historien nous avait dès toujours rendus coutumiers.

Il a su y réaliser les promesses que contenaient ses beaux travaux antérieurs, en ce que, si cette remarquable monographie ne fonde pas, à elle seule, la réputation de son auteur, elle a du moins le trop rare mérite de l'établir et de la consacrer d'une façon définitive. En cela, il est vrai, elle augmentera le deuil de la science, qui se sentira longtemps de la perte d'une existence fauchée dans toute l'efflorescence de son talent et dans l'essor de ses fécondes et utiles productions ; mais en cela aussi, elle consolera tous ceux que cet irréparable et cruel malheur plonge dans l'affliction par la pensée que l'homme de bien et l'ami fidèle qu'ils pleurent s'est tressé à lui-même la plus belle et la plus noble des couronnes que l'on puisse envier de voir déposer sur sa tombe.

P. L.-L.

A. HALMEL : Die palästinschen Martyrer des Eusebius von Caesarea in ihrer zweisachen Form. Eine Untersuchung zur Entstehungsgeschichte der Historia ecclesiastica des Eusebius von Caesarea. Essen, 1898, in-8 de x-117 p.

On sait que l'écrit d'Eusèbe sur les martyrs de la Palestine existe en deux formes, une rédaction plus étendue, reproduite par des versions syriaques et par quelques fragments grecs, et un abrégé, qui figure ordinairement dans les manuscrits entre les livres VIII et IX de l'*Historia ecclesiastica*. Le savant évêque anglican Lightfoot, dans son article *Eusebius* du *Dictionary of christian biography* (t. II, p. 329-331), et M. l'abbé Viteau, dans une thèse intitulée : *De Eusebii Caesariensis duplici opusculo* περί τῶν ἐν Παλαιστίνῃ μαρτυρησάντων (Paris, 1893), ont cru que ces deux rédactions étaient destinées chacune à un public différent. M. Bruno Violet, dans un livre plus récent, *Die palästinschen Martyrer des Eusebius von Caesarea* (Leipzig, 1896), a émis l'idée, assez vraisemblable, que la rédaction plus courte est un premier essai qu'Eusèbe a retravaillé et développé en vue de la publication. M. Halmel vient de soumettre la question à un nouvel examen. Il avait déjà publié, il y a quelques années, un livre sur les sources de l'*Histoire ecclésiastique* d'Eusèbe (*Die Entstehung der Kirchengeschichte des Eusebius von Caesarea*. Essen, 1896). Il vient de faire paraître un nouvel écrit sur la double rédaction des *Martyrs de la Palestine*, dans lequel il discute et précise les conclusions indiquées dans sa précédente étude, en même temps qu'il critique les théories de ses devanciers.

D'après M. Halmel, l'*Histoire ecclésiastique* d'Eusèbe aurait été formée primitivement des seuls livres I-VII, complétés par le commencement de VIII, qui en formait la conclusion. Une première ébauche du traité sur *les Martyrs de la Palestine* avait été rédigée vers le même temps. Ce double travail était terminé en 312. Survint la grande révolution de 313 — édit de Milan, défaite du dernier persécuteur, Maximin. Eusèbe jugea ces événements assez intéressants pour écrire une sorte d'« histoire contemporaine, » dans laquelle il fit entrer le traité déjà composé sur *les Martyrs de la Palestine*. Plus tard, il fonda ce nouveau travail dans son *Histoire générale de l'Eglise*, auparavant arrêtée au livre VII, et y ajouta alors les livres VIII et IX. Cette première édition de son œuvre parut vers 315. Dans une seconde édition, publiée vers 325, Eusèbe ajouta un livre X, mais retrancha le fragment sur *les Martyrs de Palestine* qui avait été inséré (avec de visibles soudures) dans la première. C'est alors que, revenant à son dessein primitif, il le retrailla pour en faire l'objet d'une publication indépendante et plus étendue. Ainsi s'explique l'existence du *De martyribus Palaestinae* en sa forme plus courte, rédigée vers 312, et fondue dans la première édition de l'*Histoire ecclésiastique*; puis en sa forme plus longue, quand Eusèbe se décida à le retirer de son *Histoire ecclésiastique* pour en faire de nouveau un écrit indépendant.

Telle est l'hypothèse assez compliquée proposée par M. Halmel. Elle s'écarte tout à fait de celle de Lightfoot et de M. Viteau, mais se rapproche assez de celle de M. Violet.

PAUL ALLARD.

Lettres apostoliques de S. S. Léon XIII, t. V. Paris, maison de la Bonne Presse, in-18 de 330-xii p.

La maison de la Bonne Presse nous donne le cinquième volume des Lettres apostoliques du souverain pontife glorieusement régnant. La première en date est l'encyclique *Satis cognitum* du 29 juin 1896, la dernière est la fameuse lettre *Testem benevolentiae*, sur les erreurs de l'américanisme, adressée au cardinal Gibbons, le 22 janvier 1899. Nous avons plusieurs fois signalé l'utilité de cette collection si avantageuse par son prix et par l'heureuse disposition de son texte. Espérons que les éditeurs continueront de longues années encore à nous transmettre les salutaires enseignements du Pape Léon XIII.

G. P.

Fra Girolamo Savonarola. A biographical study based on contemporary documents, by Herbert Lucas, S. J. London, Sands and Co. 1899, in-8 de xxxii-474 p.

Le jugement sévère porté par Pastor sur Savonarole dans son troisième volume de l'*Histoire des papes à l'époque de la Renaissance*, et les vues contradictoires de Paolo Luotto (*Il vero Savonarola*, etc.) amenèrent le P. Herbert Lucas à refaire lui-même une étude personnelle du sujet, pour mieux décider des mérites de chacun des deux historiens. Nous n'avons qu'à nous louer des résultats de ce vaste et minutieux travail, car il nous a valu, au lieu d'un compte rendu plus ou moins piquant, une œuvre nouvelle d'un cachet très littéraire et d'un caractère historique très impartial. Le P. Lucas a étudié toutes les sources, recueilli tous les témoignages autorisés, aussi bien des

amis que des adversaires, et c'est sans autre passion que celle du vrai qu'il recherche les intentions, scrute les textes, explore les coins obscurs des histoires locales pour asseoir ses jugements toujours sobres et documentés, qu'on trouvera rarement à discuter. L'auteur n'hésite pas à reconnaître les austérités de Fra Girolamo, son merveilleux don de prière, son intrépidité et sa confiance en Dieu, la pénétration singulière de son esprit dans toutes les matières de la politique civile et religieuse, son éloquence de flamme et l'étrange influence qu'il exerçait sur tous ceux qui l'approchaient, mais il ne dissimule pas non plus que son estime exagérée de lui-même pouvait et devait finalement le faire dévier de la voie droite. — C'est cette modération, toujours courtoise et discrète, jointe à la sûreté scrupuleuse des informations et à la netteté des appréciations, qui constitue le charme principal de ce livre. L'heureux choix des citations, — nombreuses sans être excessives, accompagnées des commentaires requis et honnêtement mises en valeur — vient y ajouter l'avantage d'un contrôle personnel du lecteur, qui prend ainsi une part plus intime au développement des idées et à la formation des conclusions.

Le P. Lucas avait d'abord fait paraître ce travail sous forme d'articles dans le *Tablet*, il l'a complètement refondu et il a même modifié certaines de ses vues primitives, en tenant compte des critiques judicieuses d'un rédacteur de l'*Irish Rosary*. C'est, sous la forme présente, une œuvre historique consciencieuse et solide qui occupera une place enviable au milieu des nombreuses productions consacrées à la mémoire du fameux religieux florentin.

G. PÉRIES.

Les Lois de la civilisation et de la décadence, essai historique, par BROOKS ADAMS, traduit de l'anglais par Auguste DIETRICH. Paris, Félix Alcan, 1899, in-8 de x-435 p.

Il eût été plus exact et plus clair d'intituler ce livre : *La royauté de l'argent à travers les âges*, ou bien encore, suivant l'expression de M. Henri Mazel (*Réforme sociale* du 16 juin 1899), *Une conception ploutocratique de l'histoire*. On nous présente, comme le terme de l'évolution sociale, la souveraineté des financiers, qu'on les appelle usuriers ou banquiers, souveraineté s'affirmant de plus en plus par suite de l'accaparement de l'or, devenu seule mesure des valeurs, et par la dépréciation des autres marchandises. Vous pourrez dire malicieusement que M. Brooks Adams s'est sans doute laissé impressionner par les spectacles qu'il a sous les yeux, aux États-Unis, lorsqu'il a écrit (p. 409) ces lignes caractéristiques : « Bien que les conventions du gouvernement populaire subsistent, le capital est au moins aussi absolu que sous les Césars.... La base sur laquelle repose le crédit est si étroite, qu'elle peut être maniée par une poignée d'hommes. L'aristocratie qui détient ce pouvoir autocratique est au-dessus de toute attaque ; elle est défendue par une police salariée à côté de laquelle les légions étaient un jeu d'enfant.... L'unique question qui préoccupe la classe gouvernante est de savoir ce qui coûte le moins cher, contrainte ou corruption. » Mais l'auteur fait à la France l'honneur d'être, dans le développement de l'humanité, en avance d'au moins un quart de siècle sur les autres nations (p. 407), et d'ailleurs, c'est surtout l'histoire du passé qu'il prétend expliquer en dégagant sa loi fondamentale. L'énoncé même

de sa thèse fait apercevoir ce qu'elle a de systématique et d'excessif. Pourtant, comme elle contient une part de vérité, comme le progrès de la richesse est certainement l'un des grands facteurs de l'histoire, on devine aussi qu'envisagée de ce point de vue, celle-ci présente des aspects nouveaux et intéressants. Il faudrait disposer d'une bien vaste érudition et de beaucoup de loisir pour discuter en détail ces tableaux souvent curieux, qui vont du monde romain à la centralisation moderne, en passant par Byzance, les croisades, les templiers, la Réforme anglaise, l'Espagne et l'Inde. Qu'il nous suffise d'avoir indiqué l'idée générale qui les domine et les relie.

Baron J. ANGOT DES ROTOURS.

Histoire des doctrines économiques, par LUIGI COSSA. Paris, Giard et Brière, 1899, gr. in-8 de xii-574 p.

Le livre dont la Bibliothèque internationale d'économie politique publie aujourd'hui la traduction, d'après sa troisième édition, revue et remaniée, est une œuvre de vulgarisation considérable. Il se divise en deux parties : la première, théorique, est un exposé magistral, d'une parfaite netteté, de la conception de l'économie politique, telle que l'entend l'auteur, de son objet, de ses caractères et de sa méthode. La seconde partie, qui forme le corps du volume, comprend l'histoire des doctrines économiques. M. Cossa étudie l'origine et les développements des théories et des systèmes considérés dans leur ensemble et dans leurs parties principales ; il note la date d'apparition des idées, les pays où elles sont nées, ceux où elles se sont répandues, la forme sous laquelle elles

se sont propagées et les auteurs qui y ont contribué. Un index considérable, placé à la fin du livre, permet au lecteur de retrouver facilement, pour chaque époque, depuis l'antiquité la plus reculée jusqu'à nos jours, les noms des maîtres en économie politique, un exposé succinct de leurs doctrines, des indications biographiques et bibliographiques d'un sérieux intérêt. La création d'un doctorat ès sciences politiques et économiques donne à la publication faite par M. Alfred Bonnet un véritable caractère d'opportunité. Les étudiants lui devront un manuel à consulter d'un intérêt continu.

Comte DE LUÇAT.

Études critiques sur les sources de l'histoire carolingienne, par M. Gabriel Monod. 1^{re} partie : *Introduction. Les Annales carolingiennes*. Premier livre : *Des origines à 829*. Paris, Émile Bouillon, 1898, in-8 de 175 p. (*Bibliothèque de l'École des hautes études*. Sciences philologiques et historiques, 119^e fascicule.)

Tous ceux qui s'intéressent à l'histoire franque connaissent les études critiques sur les sources de l'histoire mérovingienne, publiées jadis dans la Bibliothèque de l'École des hautes études par M. Gabriel Monod. Le même savant nous donne aujourd'hui un travail analogue sur les sources de l'histoire carolingienne. Nous aurions volontiers attendu, pour en parler, l'apparition du deuxième fascicule, qui doit compléter la première partie ; mais les délais apportés à cette publication nous font un devoir de ne point remettre davantage ; d'ailleurs le premier fascicule forme par lui-même un tout suffisamment déterminé.

L'introduction est divisée en deux chapitres. Dans le premier M. Monod s'efforce de démêler les caractères généraux de l'historiographie carolingienne. « La littérature historique de l'époque carolingienne est dans un rapport étroit avec l'histoire de la dynastie carolingienne. Sortie de l'historiographie mérovingienne, elle a cependant ses caractères propres ; elle s'épanouit au moment de la Renaissance du ^{viii}^e et du ^{ix}^e siècle ; elle se divise comme l'empire et se développe parallèlement sur les deux rives du Rhin ; elle subit le contre-coup de toutes les vicissitudes de la politique ; elle éprouve enfin une décadence au ^x^e siècle ; mais cette décadence est loin de la faire retomber dans l'état de barbarie où elle était au milieu du ^{viii}^e siècle. » Si l'hagiographie demeure à l'époque carolingienne ce qu'elle était pendant la période précédente, ou peu s'en faut, des genres nouveaux apparaissent : c'est ainsi que les biographies profanes se produisent à l'imitation de l'antiquité. M. Monod fait également ressortir que c'est l'époque carolingienne qui a créé les Gestes épiscopales et abbatiales. Quant aux Annales, elles forment pour lui « le fond de l'historiographie de la seconde race », et il remarque que si elles sont nées sous les Mérovingiens, elles ont été à cette époque exclusivement rédigées en Austrasie et sous l'influence des Pippins. Enfin il regarde comme appartenant en propre à la période carolingienne deux autres genres d'écrits historiques : la poésie historique et les correspondances, auxquelles il rattache les écrits politiques. Il y a là, ce nous semble, une exagération : si les correspondances qui nous restent de l'époque carolingienne sont infiniment plus abon-

dantes que celles de l'âge précédent, M. Monod reconnaît, d'une part, qu'elles ne s'en distinguent point comme genre littéraire ; et il est certain que des lettres comme celles de saint Avit ou de saint Grégoire le Grand (M. Monod n'en disconvient pas), ou comme le recueil de Cassiodore, sont de véritables monuments historiques.

Dans le second chapitre de son introduction, l'auteur esquisse un tableau brillant de la Renaissance carolingienne, où naturellement il s'applique surtout à mettre en lumière « ce qui, dans cette Renaissance, a agi directement sur le développement de l'historiographie. » Notons en passant que l'Euticius, cité par Alcuin, est très certainement, comme le suppose M. Monod (p. 62, n° 2), Eutychès, souvent appelé Eutychius, et que Pompeius, qu'il n'a pas identifié (p. 62, n° 3), est le fameux grammairien Sextus Pompeius Festus.

Cette introduction remplit près d'un tiers du volume. Le reste comprend les trois premiers chapitres de l'ouvrage. Le premier est consacré aux petites Annales, le deuxième aux Annales royales, avec un appendice sur le poète *Saxo* ; le troisième à la petite Chronique de Lorsch. M. Monod, qui est admirablement informé des travaux antérieurs sur la question et qui se tient au courant de tout ce qui se publie dessus, notamment en Allemagne, ne se contente pas de coordonner les résultats auxquels les autres sont arrivés ; il a sur certains points de ces problèmes agités depuis si longtemps des idées neuves et personnelles ; mais presque toujours il se tient à l'abri des opinions hasardeuses auxquelles trop souvent se laissent entraîner les écrivains d'outre-Rhin.

Nous ne pouvons guère qu'indiquer ici les conclusions auxquelles il a

cru devoir s'arrêter. L'hypothèse de MM. Arnold et Bernays, qui supposent à toutes les Annales une source commune perdue, est « presque inadmissible; » il est impossible d'établir avec une entière certitude la filiation des annales, mais il y a des groupes d'annales apparentées que l'on peut déterminer (1. *Annales S. Amandi, Laurbacenses* et *Tiliani*; — 2. *Annales Laurensheimenses* et *Mosellani*; — 3. *Annales Guelferbytani, Nazariani, Alamannici*, etc.); — les *Annales Laurissenses* sont l'œuvre de plusieurs rédacteurs: la première partie (741-788) a été rédigée entre 788 et 792; elle a eu peut-être pour auteur l'archichapelain Angilramn ou un clerc de la chapelle royale; la deuxième partie (789 à 801) a pu être rédigée pour les années 789 à 791, après la mort d'Angilramn, par le même clerc qui a écrit la première partie, puis, pour les années suivantes, par Angilbert ou sous sa direction; la troisième partie (801-829) aurait été rédigée sous la direction de l'archichapelain Hildebald jusqu'en 818, date de sa mort, puis de 819 à 829 par l'archichapelain Hilduin; le remaniement des Annales de 741 à 800 est la source de la *Vita Karoli* d'Einhard, n'a pas cet écrivain pour auteur, mais émane peut-être de Gérold, l'archidiacre de Louis le Pieux; les *Annales Laurissenses* sont bien des annales officielles, mais au sens large du mot; Einhard n'a vraisemblablement pas collaboré aux annales; les *Annales Laurissenses minores* ont été composées entre 806 et 814, « avec l'intention ouvertement manifestée d'exalter les victoires, la puissance et les mérites des Carolingiens et de montrer leur avènement au trône en 751, à l'empire en 800, comme la conséquence naturelle et

consacrée par l'Eglise de l'autorité qu'ils exerçaient et des services qu'ils rendaient depuis la fin du VII^e siècle; » ce n'est pas une œuvre originale, mais un abrégé des *Annales Laurissenses* et des *Annales Laurensheimenses*; elle a été écrite à Lorsch même par un moine anglo-saxon ou fidèle élève des maîtres anglo-saxons.

Ces conclusions sont appuyées par une argumentation qui, si elle n'emporte pas toujours la conviction (par exemple pour l'attribution à Hilduin), s'impose du moins constamment à l'attention du lecteur, et le volume tout entier, malgré l'aridité de certaines parties, se lit avec un véritable intérêt.

E.-G. L.

Philipp II August, König von Frankreich, von Alex. CARTELIERI. Livres I et II. Leipzig, Friedrich Meyer; Paris, H. Le Soudier, 2 vol. in-8.

De nombreux travaux, publiés tant en France qu'à l'étranger, ont paru de nos jours sur l'époque de Philippe Auguste; mais l'histoire du règne n'avait pas encore été l'objet d'un travail d'ensemble. On ne saurait considérer, en effet, comme un ouvrage véritablement critique l'*Histoire de Philippe Auguste* de Capefigue, parue à une époque déjà lointaine. M. Luchaire, il est vrai, a entrepris ce travail, et certes, nul, mieux que le savant auteur de l'*Histoire des institutions monarchiques sous les premiers Capétiens*, n'était à même de mener à bonne fin cette lourde tâche. Mais, jusqu'à présent, M. Luchaire n'a publié qu'un court résumé; si bien que nous en sommes encore à attendre le résultat de ses patientes recherches. Un professeur

à l'université d'Heidelberg, M. Alexandre Cartellieri, qui, lui aussi, étudie depuis de nombreuses années le règne de Philippe Auguste, vient de prendre les devants en publiant les deux premiers livres d'une histoire de Philippe Auguste.

Ce que contiennent ces deux fascicules n'est pas absolument neuf pour nous. De M. Cartellieri avait paru, à Berlin, une étude sur Philippe Auguste jusqu'à la mort de Louis VII; de plus, nous retrouvons dans le livre II les remarquables articles publiés jadis par le même auteur, dans la *Revue historique*, sur l'avènement de Philippe Auguste et son mariage avec Isabelle de Hainaut.

Philippe Auguste est né le 21 août 1165, non à Gonesse, comme un document l'avait laissé supposer, mais à Paris. Cette naissance, qui assurait la succession du trône en ligne directe, était vivement désirée du clergé et des cisterciens en particulier, qui avaient toujours trouvé en Louis VII un puissant défenseur. L'heureux événement donna lieu, à Paris, à des réjouissances publiques. Des premières années de Philippe Auguste nous savons peu de chose. Louis VII, d'un caractère faible et timide, semble avoir retardé le plus possible le couronnement de son fils, cérémonie qui, suivant la pratique constante des premiers Capétiens, avait lieu du vivant du roi. Le couronnement avait pour conséquence l'association aux droits de la couronne, une participation effective au gouvernement du royaume. L'association au trône, usage emprunté par les premiers rois de la troisième race à leurs prédécesseurs les Carolingiens, eut une réelle importance tant que les Capétiens ne furent pas

solidement établis sur le trône de France, mais, à l'époque de Louis VII, la légitimité de la succession était très généralement acceptée. Ce ne fut qu'au mois de novembre 1179, après une nouvelle attaque d'apoplexie, que Louis VII donna son consentement.

M. Cartellieri examine, dans quelques chapitres fort intéressants, la situation des grands vassaux à la mort de Louis VII. Ne semblait-il pas probable que le roi d'Angleterre, vassal pour la Normandie et les provinces du sud-ouest, la maison de Blois-Champagne, le comte de Flandre, profiteraient de la jeunesse, de l'inexpérience du nouveau roi, pour accroître leur puissance. Certes le comte de Flandre, Philippe d'Alsace, occupait une situation privilégiée. Louis VII l'avait désigné comme conseiller du jeune roi. Son influence à la cour, au début du règne, était considérable, mais, dans certains cas, Philippe Auguste sut la tourner à son avantage. C'est ainsi qu'il obtint la main d'Isabelle de Hainaut, nièce de Philippe d'Alsace. Cette union royale rehaussait incontestablement le prestige de la maison de Hainaut, mais, d'autre part, la reine apportait en dot la partie sud du comté de Flandre, qui s'appellera plus tard l'Artois; en réalité, c'était une extension du domaine royal vers le nord, au détriment même de la Flandre. Les chroniques contemporaines, pourtant, M. Cartellieri le constate, considérèrent moins les conséquences funestes de cette cession pour la Flandre que les avantages honorifiques qu'en retiraient le comte et son beau-frère et héritier le comte de Hainaut. Cependant que le mariage se célébrait à l'abbaye d'Arrouaise, proche le Tronc-

Béranger et la ville de Bapaume, Raoul de Dicet, se conformant au symbolisme de l'époque, célébra dans le mot « tronc » la fécondité de la race et, dans les battements de mains (la ville de Bapaume porte dans ses armes trois mains ou paumes), la joie de l'accomplissement d'une telle union.

Il n'entrait pas dans le caractère autoritaire du roi de se laisser dominer par qui que ce soit; aussi peut-on croire qu'il n'aurait guère souffert l'influence flamande si la mort d'Élisabeth de Vermandois, comtesse de Flandre, survenue en 1182, en ouvrant la succession du Vermandois, du Valois et de l'Amiénois, n'eût amené une rupture, presque immédiate, entre le roi et Philippe d'Alsace. Leurs intérêts, en cette affaire, étaient en opposition directe. Le désaccord fut réglé une première fois dans une convention signée à La Grange Saint-Arnould; mais la lutte reprit deux ans après et se termina à la paix d'Amiens (1186).

M. Cartellieri a reporté en appendice, à la fin des deux fascicules, certaines discussions qui eussent entraîné de trop longs développements au cours du récit. Plusieurs présentent un intérêt de premier ordre et témoignent de la rigoureuse méthode apportée par l'auteur dans ses travaux. Nous faisons des vœux pour qu'il nous donne prochainement la suite de son beau et utile ouvrage.

Comte MAXIME DE GERMINY.

La bataille de Muret, par Marcel DIEULAFOY. Paris, C. Klincksieck, 1899, in-4 de 44 p. (Extrait des *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*. Tome XXXVI, 2^e partie).

Dans son travail sur la bataille de Muret, M. Dieulafoy s'est surtout proposé d'étudier la tactique suivie par Simon de Montfort. Jusqu'alors, tous les historiens attribuaient le gain de cette bataille à une charge de front combinée avec une attaque de flanc précédée de mouvements compliqués et de combinaisons savantes. M. Dieulafoy, s'appuyant d'un côté sur les textes et les auteurs contemporains remplis de détails sur cette victoire, et d'un autre côté sur la nature du terrain où se déroula l'action, montre que la victoire de Simon est due principalement à l'incapacité et à l'incurie de Pierre II, au courage des croisés, à la décision et à l'à-propos de leur chef, bien plus qu'à de savantes combinaisons.

M. Dieulafoy a examiné et discuté avec beaucoup de soin tous les textes relatifs à cette lutte. Il a joint à cette discussion une bonne description des lieux et des plans de la ville de Muret. Aussi peut-on considérer cet opuscule comme donnant sur cette victoire la note la plus exacte et la mieux établie jusqu'alors.

J. VIARD.

Mémoires du chevalier de Quincy, publiés par Léon LECES-
TRE. Tome II (1703-1709). Paris, libr.
Renouard, 1899, gr. in-8 de 394 p.

La Société de l'histoire de France vient de faire paraître le second volume des intéressants mémoires de Joseph Sevin, chevalier de Quincy (V. t. LXV, p. 637). Il contient le ré-

cit des événements militaires dont l'auteur a été le témoin à partir du mois de mai 1704 jusqu'à la fin de 1709 ; c'est donc à tort que la date de 1703 a été placée en tête de ce volume.

Le chevalier de Quincy, comme un trop grand nombre de ses contemporains, était un homme d'une moralité plutôt médiocre ; mais c'était un brave militaire, intelligent, appliqué et clairvoyant. Malgré un certain nombre d'erreurs de dates ou de noms d'une importance secondaire, il rend un compte exact, clair et judicieux des campagnes auxquelles il a pris part. Ses récits sont des plus instructifs et ses appréciations peuvent être rangées parmi celles qu'il sera désormais indispensable de prendre en considération. Quincy se montre l'admirateur chaleureux du génie militaire de Vendôme ; tout ce qu'il en rapporte s'accorde mal avec les tirades dénigrantes de Saint-Simon. On peut attacher plus de poids au témoignage d'un officier d'une capacité évidente, et qui se trouvait sur le terrain, qu'à des jugements passionnés et appuyés sur des récits de seconde ou de troisième main. Ceci ne peut servir d'excuse ni aux torts de Vendôme dans la funeste campagne d'Oudenarde, dont Quincy, alors à l'armée d'Italie, ne s'occupe nullement, ni à la fatale indiscipline que le laisser-aller de Vendôme fit régner déplorablement dans les troupes placées sous ses ordres. On a peine à concevoir qu'elle ait été poussée assez loin pour que la désertion à l'ennemi, même avec armes et bagages, ait été regardée comme une faute aussi pardonnable que fréquemment commise. Quincy lui-même, commandant un poste en contact avec l'ennemi, se résigna à ne plus poser de senti-

nelles, après avoir constaté que toutes celles qu'il avait placées avaient aussitôt pris le parti de la désertion (p. 294). Aussi le nombre de bataillons engagés dans une affaire ne permet-il jamais de calculer l'effectif réel des combattants.

Une des pages les plus intéressantes de Quincy est son récit de la bataille de Malplaquet, plus affligeant mais à coup sûr plus véridique que ceux donnés par la plupart des contemporains et par nos historiens nationaux.

L. DE N.

CHATEAUBRIAND. *Mémoires d'outre tombe. Nouvelle édition*, avec une introduction, des notes et des appendices, par Edmond Biré, t. II, III, IV et V. Paris, Garnier frères, 4 vol. gr. in-18 de 608, 579, 520 et 662 p.

M. Edmond Biré écrit quelque part (t. II, p. 592) : « Le lecteur (peut-être a-t-il tort ?) lit encore moins les appendices que les préfaces. » En outre du mérite spécial de reconstitution que j'ai déjà eu l'occasion de relever à propos du tome I^{er} (octobre 1898), celui des appendices n'est pas le moindre des nouveaux volumes. Ainsi, tome II, sur le mariage de Chateaubriand, M. Biré réfute avantageusement les ridicules historiettes de Pongerville ; il raconte les origines du *Génie du christianisme* et appuie son exposé de curieuses lettres à M. de Fontanes ; il rectifie les allégations de M. Bardoux sur les rapports de Chateaubriand et de M^{me} de Custine ; il rappelle la mort chrétienne de la Harpe et consacre une intéressante note aux quatre Clausel, dont l'un mourut à la Trappe de Sainte-Suzanne, en Espagne : Chateaubriand a donné ses lettres dans un appendice du *Génie du christianisme* ; en fin, il nous entretient du *Cahier rouge*

qu'a publié M. le chanoine Pailhès : ce sont des notes rédigées par M^{me} de Chateaubriand pour son mari, et dont celui-ci a souvent emprunté le texte même pour ses *Mémoires*.

Dans le tome III, nous trouvons de longues notes sur les articles de M. Guizot relatifs aux *Martyrs*, sur Armand de Chateaubriand et les insinuations si déplacées de Sainte-Beuve, sur le discours de réception à l'Académie et les incidents qu'il souleva. A ce propos, M. Biré s'attache à montrer l'in vraisemblance d'une imputation que, dans ses *Mémoires*, le comte Ferrand dirige contre Chateaubriand (p. 178 des *Mémoires* publiés pour la Société d'histoire contemporaine, par M. le vicomte de Broc, 1897). On trouvera encore dans ce volume une note sur les prix décennaux de 1811, qui n'ont du reste été jamais décernés et où l'Académie de 1811 rendait sur le *Génie du christianisme* une décision qui ressemble, sous bien des rapports, à celle qu'elle avait rendue dans ses débuts à propos du *Cid*.

Les circonstances de la saisie de la *Monarchie selon la Charte*; la preuve faite qu'une lettre de Joseph de Maistre, qu'on avait crue jusqu'ici adressée à M. de Bonald, l'avait été réellement à Chateaubriand; les notes sur la mort de M. de Saint-Marcellin, fils de Fontanes, et sur celle de Fontanes lui-même; le prétendu traité secret de Vérone, forment, avec d'autres, le contingent des appendices du tome IV.

Dans le tome V, qui nous parvient au moment où nous corrigeons cette épreuve, Chateaubriand raconte son ambassade à Rome, la mort de Léon XII et le conclave qui la suivit, les journées de 1830, l'expédition de la duchesse de Berry, sa propre arrestation et son voyage en Suisse. Le lecteur trouvera des notes curieuses

sur la visite à Marie-Louise, sur Mayeux (421), sur Cadet-Gassicourt (493 et 495). Les lettres à M^{me} Récamier ont été soigneusement collationnées avec celles qu'a publiées M^{me} Lenormant dans ses *Souvenirs*; il en résulte que celles de Rome ont été un peu retouchées dans les *Mémoires*, tandis que celles de Suisse ont été fidèlement reproduites. Les appendices de ce tome V n'offrent pas moins d'intérêt que ceux des précédents. Il y en a treize. Signalons particulièrement le journal secret du conclave, les lettres de Genève et surtout la réfutation (p. 634) d'imputations analogues à celles du comte Ferrand qu'on trouve dans le journal du maréchal de Castellane (t. II, p. 425). Chateaubriand délivré de ses dettes en 1811 par Napoléon, en 1831 par Louis-Philippe! « Les deux allégations se valent, dit avec raison M. Biré; elles sont l'une et l'autre tout bonnement ridicules » (p. 638).

Nous en avons dit assez pour montrer la grande supériorité qu'a cette édition sur les précédentes, l'utilité, la commodité et la nouveauté qui la recommandent au public. Nous attendons avec impatience le sixième et dernier volume.

VICTOR PIERRE.

Mémoires de l'abbé Baston, publiés pour la Société d'hist. contemporaine, par MM. Julien Lora et Ch. VERNER. Tome III, 1803-1818. Paris, Alph. Picard, 1899, in-8 de 372 p.

Les attachants et curieux *Mémoires* de l'abbé Baston se terminent au milieu de ce volume (p. 189). On y trouve les mêmes qualités que dans les deux tomes précédents, c'est-à-dire l'art de jeter de l'intérêt sur toutes sortes

de récits, et une originalité de style qui s'allie avec un ton parfaitement naturel. Devenu vicaire général de Mgr de Cambacères, archevêque de Rouen, l'abbé Baston se montre préoccupé de faire l'apologie de toutes les mesures auxquelles il avait pris part, et d'insister sur le rôle d'initiative qu'il revendique dans plusieurs cas. Le chapitre xxxiii, relatif au concile de 1811, rendra peu de services à la mémoire de l'auteur, qui s'est laissé entraîner à émettre des assertions insoutenables, comme à professer des théories hasardées. Ces *Mémoires* terminés, il restait un demi-volume à remplir. A cet effet on a cru devoir rééditer une exposition de la conduite de Baston dans le diocèse de Séez, où il avait été envoyé en 1813 et 1814 comme évêque désigné et grand vicaire capitulaire. N'y ayant rencontré que des déboires, il en repartit abreuvé d'une amertume qu'il exhala dans un écrit qu'il fit imprimer en 1813. Mais l'impression à peine achevée, il regretta la publicité qu'il allait donner à des griefs personnels et supprima l'édition avec tant de soin qu'à peine cinq exemplaires parvinrent-ils à échapper à la destruction. L'inspiration qui dicta un pareil sacrifice à l'abbé Baston témoigne de son caractère consciencieux et fait honneur à sa mémoire : elle méritait d'être respectée.

On trouve en appendice (p. 321-360) un écrit publié en 1869 par l'abbé Marais, vicaire général de Séez, sur le rôle de Baston dans ce diocèse ; puis une longue dissertation sur le servage en Westphalie qui aurait dû trouver place dans le tome II de ses mémoires. Les éditeurs, après l'avoir retranchée du texte, qu'ils craignaient de trop alourdir, ont finalement pris le parti de l'insérer à la fin de l'ou-

vrage, sous forme d'appendice. On voit que l'abbé Baston avait apporté à l'étude de la question une sérieuse application, mais, peu familier avec les matières légales, il n'a pu donner à son exposé la méthode et la clarté qu'y aurait sans doute apportées un historien et un jurisconsulte.

L. DE N.

Robert Lindet, notice biographique, par Armand MONTIER, avec une préface de M. Étienne Charavay. Paris, Félix Alcan, 1899, gr. in-8 de xiv-444 p.

Il est difficile de faire des deux frères Lindet, l'un l'évêque constitutionnel, l'autre le héros de ce livre, des hommes que l'histoire puisse recommander aux hommages de la postérité. Laissons le premier, celui qui, au lendemain du 10 août, écrivait à son frère : « Bientôt vous ne voudrez plus ni rois ni prêtres » (p. 30). Le second votait à plaisir contre les émigrés, contre les prêtres réfractaires. A l'égard du roi Louis XVI, l'auteur ne se borne pas à ramasser les imputations les plus invraisemblables ; il veut instruire les classes populaires, et, dans une brochure qui précède son vote, il écrit : « La sûreté et le maintien des gouvernements établis exigent qu'un assassin soit puni de mort. L'intérêt de tout le genre humain et de la réunion des hommes en société exige que l'assassin du peuple et le chef d'une conspiration de rois contre une nation entière soit puni de mort » (p. 48). Il votera ainsi : « Je ne puis voir des républicains dans ceux qui hésitent à frapper un tyran. Je vote pour la mort. » Ainsi, voilà un homme qui était hier avocat, procureur du roi ; c'est un légiste, et ses vues juridiques ne sa-

sont pas élevées jusqu'à apercevoir l'étrangeté de la juridiction, du jugement, de la sentence ! L'auteur du livre sa borne à dire : « Le 21 janvier, Louis XVI mourait noblement en roi de France et payait de sa vie non pas seulement ses trahisons personnelles, mais les crimes de la monarchie dont il avait hérité » (p. 51). Était-il nécessaire de donner à l'indigne sentence cette demi-adhésion ?

La Convention institua, le 10 mars 1793, le tribunal révolutionnaire. Lindet y prit une grande part. Veut-on savoir quels sont ses principes ? Il les expose dans une brochure qui est une défense : « Les royalistes et les fanatiques ne doivent jouir d'aucune espèce de liberté. Ils ne doivent trouver ni sûreté ni asile en France. La liberté de la presse doit être illimitée, mais nous ne devons pas la garantir à nos ennemis.... On ne me pardonne pas d'avoir pensé qu'un tribunal révolutionnaire devait être affranchi de toutes formalités » (p. 18). En vérité, Lindet était peut-être en désaccord avec quelques libéraux, mais il s'accordait pleinement avec ceux dont il allait devenir le collègue au Comité de salut public. Les contemporains ne s'étaient pas mépris sur le personnage : « Ce n'est encore qu'en frémissant, écrivait La Revellière-Lépeaux (qui ne valut guère mieux), que je me rappelle le sourire amer, froid et cruel de R. Lindet, rapporteur du projet. » Louvet, le girondin, l'entendit solliciter « avec bénignité l'établissement d'une sainte inquisition politique » (p. 59).

Robert Lindet ne fut pas, cependant, un terroriste. Au Comité de salut public, il s'occupa surtout des subsistances. Par l'effet de quelle réaction le confondit-on plus tard avec Babeuf ? La Haute Cour de Vendôme

l'acquitta ; mais, par prudence, il s'était caché. Cette retraite fut l'occasion de son mariage. Après le coup d'État de prairial an VII, le Directoire le nomma au ministère des finances : il n'y resta que trois mois. Mais le Directoire pensait à tout autre chose qu'à faire de bonnes finances et à écouter son ministre. Celui-ci avait groupé un syndicat de banquiers qui s'engageaient à alimenter les caisses publiques. Le 18 brumaire arrêta Lindet dans sa nouvelle carrière. Il eût pu être employé sous le gouvernement consulaire : il préféra s'abstenir. Sous l'Empire comme sous la Restauration, il demeura dans la retraite. Il mourut à Paris, rue Mignon, n° 7, le 16 février 1825. Il est enterré au Père Lachaise.

Quelques dissentiments que provoque en nous l'ouvrage de M. Montier, nous ne méconnaissons pas l'importance de la contribution qu'il apporte à la biographie de R. Lindet, non plus que l'étendue et le mérite de ses recherches. La loyauté des citations aidera le lecteur à s'éclairer sur la direction des idées de son héros, et en gardant la liberté de son jugement, il ne sera pas ingrat envers l'auteur qui lui en fournit les éléments.

VICTOR PIERRE.

Deux confesseurs de la foi, à la fin du XVIII^e siècle, par l'abbé F. GRENIER. Vesoul, impr. et libr. Louis Bon, 1899, gr. in-18 de xvi-246 p.

A l'occasion du centenaire de la mort de deux confesseurs de la foi, MM. Patenaille et Jacquinet, fusillés à Besançon en vertu de jugements de commissions militaires, M. l'abbé Grenier a voulu instruire la paroisse qu'ils avaient évangélisée des édifiants

les circonstances de leur vie et de leur mort. Grâce à ses recherches personnelles, soit aux archives de la Haute-Saône, soit à celles du grand séminaire de Besançon, il a pu compléter les récits déjà connus et fournir des pièces nouvelles. L'allure scientifique de ce travail nous a engagé à le recommander non seulement à nos lecteurs, mais aux studieux pasteurs des paroisses auxquelles est échu l'honneur, au cours de la Révolution, d'être sinon administrées, du moins visitées dans les périlleuses conditions que l'on sait par ces courageux missionnaires dont la Révolution a fait des martyrs. Ceux dont il s'agit s'étaient exilés en Suisse; ils revinrent dans leur pays, y furent arrêtés : une condamnation à mort termina leur vie en la couronnant.

A ces deux biographies, M. l'abbé Grenier, sans l'indiquer dans son titre, en a ajouté deux autres, l'une de M. Bauleret, qui fut déporté et mourut à la Guyane, l'autre de M. Véraut, qui ne cessa, pendant tout le temps de la Terreur, de parcourir les campagnes et d'exercer ses charitables fonctions de ministère. Le journal qu'il en a laissé, et dont l'auteur cite de nombreux fragments, n'est pas la portion la moins précieuse de ce livre : on suit le missionnaire jour à jour, pas à pas, et l'on regrette que son journal s'interrompe. M. Véraut échappa à tous les périls, et, après la Révolution, put rendre encore de nombreux services.

VICTOR PIERRE.

Mémoire de Pons de l'Hérault aux puissances alliées, publié pour la Société d'histoire contemporaine, par L.-G. PÉLISSIER. Paris, Alph. Picard, 1899, in-8 de LVI-374 p.

Entre le titre de ce livre et son contenu, le contraste est bizarre. Pons (de l'Hérault) semble avoir d'abord songé à adresser aux puissances européennes une apologie de la conduite de Napoléon; mais cette pensée ne paraît pas l'avoir suivi au delà de la première page. Le reste du livre s'adresse visiblement à un tout autre public. L'admiration la plus enthousiaste pour Napoléon y tient la plus grande place; le soin de mettre l'auteur lui-même en relief, et de laisser ignorer le moins possible les moindres circonstances qui le concernent, est une seconde préoccupation qui ne le cède que de bien peu à la première. Le tout est enveloppé d'un style souvent emphatique et déclamatoire. L'auteur déclame en faveur de son héros; sans cesse il déclame aussi contre tous ses adversaires; il déclame contre la tyrannie des Bourbons, sans s'arrêter à articuler un seul fait à la charge du régime inauguré en avril 1814, auquel on pourrait reprocher d'avoir été faible, maladroit et imprévoyant, mais qui ne saurait être accusé d'un acte de violence ou d'oppression. Il déclame contre ces mêmes puissances à qui il a la singulière prétention de s'adresser. Il déclame surtout contre les traîtres, parmi lesquels il comprend tous ceux qui ne partagent pas les folles passions auxquelles il est lui-même livré. Enfin, il déclame contre la proscription dont il se prétend la victime, sans avoir jamais été l'objet d'aucune poursuite; ne se heurtant, dans son exil volontaire,

taire, qu'aux simples mesures de police qu'il prenait plaisir à provoquer.

Le passé d'André Pons suffit à expliquer son étrange attitude. Né à Cette d'un père espagnol, il atteignait à peine l'âge d'homme quand éclata la Révolution. Il en adopta les principes extrêmes avec exaltation, et se fit remarquer comme clubiste sous le nom de Marat-Lepelletier Pons. La Révolution ne fut pas ingrate : à l'aide d'un brevet de capitaine au long cours d'une régularité douteuse, il devint officier dans la marine de l'État, et parvint en peu de temps au grade de capitaine de frégate, ayant à peine, en fait de navigation, l'expérience d'un maître au cabotage. Molesté par la réaction thermidorienne, étant ou se croyant traité avec défaveur, il quitta le service, prit une attitude d'opposition après le 18 brumaire, se ruina dans de fausses spéculations; enfin, par la protection de Lacépède, obtint la place lucrative de directeur de mine à l'île d'Elbe, où il fut trouvé par Napoléon en 1814.

C'était une véritable trouvaille. Napoléon n'avait pas été longtemps à calculer que, pour combattre les Bourbons, l'appui des jacobins lui était indispensable; il avait la chance d'en trouver sous sa main un échantillon de la nature la plus estimable. Pons faisait profession de la plus rigoureuse probité, et ne partageait guère le fanatisme antireligieux qui dégradait beaucoup de ses pareils. C'était d'ailleurs la vanité en personne, un type achevé d'infatuation et de hablerie méridionale. Les premières avances du grand homme consommèrent son entière conquête; il eut bientôt passé de l'admiration au dévouement sans limites. Il devint un agent très actif

de l'expédition dont le succès inaugura le régime des Cent-jours.

La première moitié du volume est consacrée au séjour de Napoléon à l'île d'Elbe. Les récits de Pons ont été refaits par lui avec beaucoup plus de détails trente ans plus tard (*Souvenirs et anecdotes de l'île d'Elbe*, publiés par L.-G. Pélissier. Paris, 1897, Plon, Nourrit et C^{ie}, in-8 de xliii-406 p.). Quoique témoin oculaire des faits qu'il raconte, Pons en a souvent donné deux versions peu conciliables. Dans son œuvre la plus récente et la plus développée, il a pu donner plus libre carrière à son imagination, mais il semble, par contre, s'expliquer avec plus de liberté et de franchise. Son admiration pour Napoléon reste dominante, mais elle est devenue un peu moins aveugle. Au total, la comparaison des deux ouvrages ne tend pas à inspirer une confiance sans bornes dans la véracité de leur auteur.

La seconde partie du *Mémoire aux puissances* comprend d'abord le récit du débarquement de Napoléon au golfe Jonan et de sa marche en avant jusqu'à Digne. Là, Pons quitte la petite armée impériale, étant chargé d'une mission de confiance dans le but de ramener Marseille et le maréchal Masséna à la cause de l'empire. Il obtint peu de succès. Masséna ne voulait pas être compromis avant de voir la tournure qu'allaient prendre les événements. Pons se vit consigné au château d'If, où il resta hors d'état d'agir, mais à l'abri de tout danger. Ce ne fut que vers la mi-avril, quand le triomphe éphémère du second empire était depuis longtemps assuré, que ce partisan dévoué put sortir de l'îlot où il se trouvait bloqué. Il allait être nommé préfet de Lyon, mais sa narration reste

brusquement interrompue au milieu d'une phrase dans le moment où il parvient à Toulon.

Le texte de Pons est suivi de vingt-trois pièces justificatives concernant diverses circonstances de sa vie. L'intérêt de ces documents (p. 269-360), est tout à fait secondaire; le plus long est relatif à des désordres qui eurent lieu à Cette en 1803, sans que Pons paraisse y avoir été impliqué. Ces pièces se suivent sans aucun égard pour l'ordre des dates, et sans qu'on puisse facilement deviner la pensée qui a présidé à leur classement.

L. DE N.

L'initiative parlementaire et la réforme du travail législatif, par Louis MICHON, avocat à la cour d'appel. Paris, Chevalier-Marescq et C^{ie}, 1898, in-8 de III-348 p.

Si quelque enseignement ressort de l'histoire des vingt-cinq dernières années, c'est à coup sûr la condamnation du parlementarisme, de ce singulier régime où les actes sont remplacés par des discours. Nul doute aussi qu'on n'en limiterait sensiblement la malfaisance en supprimant le droit d'initiative, c'est-à-dire le droit que reconnaît aux membres des assemblées la constitution actuelle de faire des propositions de loi. Cette faculté est devenue entre les mains de nos représentants, surtout des députés, un instrument de réclame électorale dont ils usent et abusent de la manière la plus fantaisiste. D'après une statistique officielle, que cite M. Michon, la Chambre de 1889 a assisté à l'éclosion de 873 propositions de loi, et la Chambre de 1893, plus favorisée encore, en a vu sortir 1.112 du cerveau fécond

de ses membres. D'où un encombrement dans le travail des bureaux, qui constitue un obstacle à tout résultat sérieux; de telle sorte qu'une proposition sur six environ parvient à être discutée en séance publique, et à peine une sur dix réussit à devenir loi: souvent mal conçus, presque toujours mal rédigés, ces produits de l'initiative parlementaire n'aboutissent qu'exceptionnellement à améliorer l'état de choses antérieur.

C'est bien pis encore en matière financière. Ici le rôle propre du Parlement serait de contrôler avec soin les demandes de crédit émanées du gouvernement et de défendre parcimonieusement la bourse des contribuables. Par un phénomène inverse, on voit les députés pousser à la dépense et grossir d'année en année le total déjà énorme du budget; si bien que M. de Lanjuinais pouvait à juste titre les accuser, il y a quelques mois, « d'organiser le pillage électoral de la France. »

M. Michon propose d'enlever le droit d'initiative aux membres du Parlement, en matière financière. Il ne veut pas aller aussi loin en matière législative et se borne à préconiser quelques palliatifs: modifications du règlement, qui tendraient à rendre les propositions plus difficiles; et intervention obligatoire du conseil d'État dans l'élaboration de la loi. Effectivement ces réformes sont peut-être les seules qu'accepterait présentement l'opinion publique, que la triste expérience à laquelle nous assistons n'a pas encore guérie de vieux préjugés: telles quelles, elles réaliseraient néanmoins un progrès notable par rapport à la situation actuelle.

H. RUBAT DU MÉRAC.

Gallia christiana novissima :

Histoire des archevêchés, évêchés et abbayes de France, par le chanoine J. ALBANÈS, complétée, annotée et publiée sous les auspices de Mgr Robert, évêque de Marseille, par le chanoine Ulysse CHEVALIER, correspondant de l'Institut. Valence, 1899, in-fol. de xii-954 p.

Sous ce titre, *Gallia christiana novissima*. M. le chanoine Albanès avait entrepris de refaire, au moins pour la Provence, l'œuvre des frères Sainte-Marthe et de leurs continuateurs. De son vivant, en 1895, il avait publié un premier volume, traitant de la métropole d'Aix et des évêchés d'Apt, Fréjus, Gap, Riez et Sisteron. Le laborieux érudit est mort le 3 mars 1897 ; mais on sait que M. le chanoine Ulysse Chevalier a accepté le rôle de légataire scientifique de celui qui fut son ami. Déjà il a tiré des papiers de M. Albanès un important recueil consacré à Urbain V : voici maintenant qu'il publie le volume de la *Gallia novissima* qui concerne Marseille, sans compter que l'impression du volume d'Arles est actuellement fort avancée.

Le présent ouvrage réunit non seulement des actes, mais encore des fragments d'écrits historiques et l'indication brève des faits qui intéressent l'Église de Marseille. Toutes ces mentions, de quelque nature qu'elles soient, sont ramenées à deux séries dont chacune est disposée chronologiquement.

1^{re} La première et la plus importante est celle des évêques de Marseille (n^{os} 1 à 1078). Elle s'ouvre par la légende de saint Lazare (on sait, et ce volume le laisse voir, que sur la question des origines du christianisme en Provence, M. Albanès était un tenant des croyances légendaires auxquelles s'attache l'imagination de

beaucoup de ses compatriotes). Elle se termine par les bulles de Léon XIII, portant provision pour Mgr Robert, d'abord de l'évêché d'Oran (année 1872), puis de l'évêché de Marseille (année 1878). La série est complétée par sept numéros additionnels, allant de 1079 à 1083.

2^e La seconde série est celle des prévôts de Marseille. Elle commence en 1103 avec le prévôt Aicard I^{er} (n^o 1086) et s'achève en 1820 avec la notice du dernier prévôt, Jacques-Augustin Martin-Compian, devenu depuis le Concordat vicaire général de Marseille (n^o 1682).

Vient ensuite un supplément partagé entre les évêques (n^{os} 1683-1744) et les prévôts (n^{os} 1745-1750). Il précède immédiatement les tables chronologiques des dignitaires de l'église de Marseille (terminées par M. Arnaud, chanoine de Marseille) et une table des matières principales.

On devine que tout ce volume est conçu sur un plan uniforme : l'idée générale de l'auteur est de présenter successivement les éléments de la biographie de chacun des personnages, évêques ou prévôts, qui figurent dans les annales de Marseille. C'est ainsi que sur saint Lazare on trouve sept textes, d'ailleurs connus. Puis vient un texte concernant le premier évêque historique de Marseille, Oresius, qui assista en 314 au concile d'Arles. Suit la série de textes relatifs au célèbre évêque Proculus (381-428) et à sa querelle avec l'évêque d'Arles. La collection se poursuit d'après ce plan ; elle admet d'ailleurs des documents qui n'intéressent pas l'Église de Marseille, pourvu qu'ils concernent la biographie du personnage qui a été évêque ou prévôt.

A compter du ix^e siècle, les documents inédits abondent. Beaucoup

mériteraient d'être signalés en détail, comme, par exemple, les textes relatifs aux luttes que soutinrent, au *xiii^e* siècle, les Marseillais contre leurs évêques, jusqu'au temps où Charles d'Anjou acquit la seigneurie de la ville haute (année 1257, n° 283) et mit fin aux rêves d'indépendance de la république marseillaise. Citons aussi une remarquable série des statuts du chapitre, du *xiii^e* au *xvi^e* siècle (ils sont rangés aux noms des évêques sous le pontificat desquels ils furent publiés); puis une suite de bulles de provision pour les évêques de Marseille, depuis le moyen âge jusqu'à nos jours; des actes concernant les hommages que devaient fournir les évêques à leur avènement; d'importants documents qui font connaître les relations du roi Robert de Naples avec Clément V en 1314 (n° 414 et suiv.); une série d'actes du saint-siège et d'autres actes ayant trait à la nonciature en Flandre de Jean Artaud, évêque de Marseille, et de Hugues Aimeric, évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux, qui y furent envoyés par Jean XXII en 1334 (n° 468-483). Une correspondance curieuse entre Ruffi et Belsunce, où l'évêque se montre inquiet des intentions critiques qu'on prêtait à Ruffi (n° 1736 et suiv.); de nombreux testaments d'évêques, jusqu'à celui de Mgr Cruice; enfin une foule de documents de l'ordre le plus varié, provision de bénéfices, itinéraires, visites pastorales, actes de procédure, etc.

Chaque pièce est accompagnée de l'indication des sources auxquelles elle a été empruntée et, si elle a été imprimée, des ouvrages où elle est insérée; en outre, les documents sont datés avec la plus grande précision possible. L'auteur ajoute à ses textes des notes relativement peu nombreuses, mais fournissant des renseignements

utiles; voyez, par exemple, les notes sur les n° 1054 et 1060, à propos de Belsunce.

En somme, la publication de l'œuvre de M. Albanès est d'une telle importance que toute l'histoire de l'Église de Marseille devra être remaniée d'après les renseignements contenus dans cette mine si abondante. Il n'est que juste de remercier M. le chanoine Ulysse Chevalier, qui, à la charge écrasante des travaux personnels auxquels il se livre, n'a pas craint d'ajouter le lourd travail qui a consisté à débrouiller, à compléter et à faire imprimer l'œuvre de son érudit confrère. Tous ceux qui s'intéressent aux études historiques lui sauront gré d'avoir mené à bonne fin ce rude travail, qu'il a entrepris avec autant de zèle que d'abnégation.

PAUL FOURMIER.

Ouvriers du temps passé (XV^e et XVI^e siècles), par HAUSER. Paris, Alcan, 1899, in-8 de xxxviii-252 p.

Ce livre a pour origine première un cours professé à l'Université de Clermont pendant le semestre d'hiver 1896-1897. La bibliothèque générale des sciences sociales a pensé avec raison qu'il méritait de figurer dans sa collection et d'être donné au public.

Au *xiii^e* et au *xiv^e* siècle, la France a joui d'une organisation du travail relativement uniforme et stable, sous le régime des communautés industrielles; elle a vu, avec Colbert, se constituer un nouveau régime corporatif très puissamment organisé, très étroitement placé sous la domination de l'État et qui ne devait être détruit que par Turgot et la Révolution. Mais le ministre de Louis XIV

doit-il être considéré comme le continuateur immédiat du Prévôt de saint Louis ? Dans les trois siècles qui les séparent l'un de l'autre, le régime des communautés s'était-il intégralement maintenu ? L'évolution économique déterminée par la découverte du Nouveau Monde, la révolution sociale qui marqua l'avènement de la bourgeoisie et le triomphe de la royauté absolue, les guerres religieuses qui troublèrent la seconde moitié du *xvi^e* siècle, sont-elles demeurées sans influence sur les conditions du travail et sur la situation sociale de l'ouvrier ? M. Hauser se l'est demandé, et, se cantonnant surtout entre l'année 1467, date des principales ordonnances de Louis XI sur les métiers, et les édits de 1581 et 1597 qui étendirent à tout le royaume l'institution des maîtrises, il fait connaître au lecteur les résultats de ses recherches intelligemment poursuivies à travers les bibliothèques et les archives.

L'ouvrage comprend dix chapitres, dans lesquels l'auteur examine successivement et décrit l'intervention de Louis XI dans l'organisation du travail ; les obligations et la situation tant de l'apprenti que du compagnon ; le contrat et l'organisation du travail ; les salaires ; le travail libre et l'accès à la maîtrise ; le travail des femmes ; les confréries et coalitions. Le dernier chapitre est consacré à l'histoire de l'interminable grève que souleva à Lyon et à Paris, de 1539 à 1573, la question des salaires entre les maîtres et les ouvriers typographes. L'imprimerie fut la première qui inaugura en France le régime mécanique et capitaliste de l'industrie moderne ; la concurrence intérieure et étrangère ne lui permettait de réaliser du bénéfice

que par la réduction du prix de revient ; les patrons s'efforcèrent et parvinrent à en faire supporter la principale charge à leurs collaborateurs.

A noter les conclusions auxquelles l'étude de son sujet a conduit M. Hauser. Suivant lui, les auteurs se sont mépris dans leurs jugements en envisageant la seule industrie parisienne et voulant déduire de la situation de la capitale et de quelques grandes villes celle de la province. Dans la France du *xvi^e* siècle, la majeure partie des travailleurs échappait au régime corporatif, c'était le travail libre qui était la règle et faisait la loi ; le travail organisé en jurandes n'était que l'exception.

Tandis que le revenu du capital foncier, fixe et immuable, décroissait en réalité de jour en jour, le revenu du capital industriel s'élevait à sa taxe de plus en plus considérable et le prix des produits montait. Mais à cette hausse ne correspondait pas celle des salaires. Avec l'appui des autorités publiques, le patron bénéficiait seul de l'évolution et creusait chaque jour davantage le fossé qui le séparait de l'ouvrier. La situation de celui-ci, qui n'était autrefois qu'un passage pour arriver à la maîtrise, devint une carrière, et les artisans formèrent une classe de prolétaires condamnés à vivre exclusivement et à toujours de leur travail.

Je signalerai, en terminant, l'appendice où figure, sous le titre : *L'assistance publique il y a trois cents ans*, le récit de la famine qui éclata en 1530, à Lyon, et de l'établissement dans cette ville de la *Grande Aumône* qui, avec des moyens plus simples et plus rudimentaires que ceux auxquels on a recours aujourd'hui, sans tant de réglemens, de paperasses et de fonctionnaires, lutta avec succès

contre la misère de la population ouvrière de cette cité.

Comte DE LUÇAT.

Histoire de l'enseignement libre dans l'ordre primaire en France, par Alfred DES CILLEULS, président de la Société d'économie sociale, membre titulaire du Comité des travaux historiques et scientifiques. Paris, Victor Retaux, 1898, in-8 de xviii-790 p.

Cet ouvrage est le fruit de longues et laborieuses recherches. Il contient l'histoire de l'enseignement populaire depuis les temps les plus reculés. La question y est envisagée sous toutes ses faces. Doctrines professées sur le droit d'enseigner par les peuples de l'antiquité, par les diverses écoles philosophiques et par les gouvernements qui se sont succédé en France; législation, jurisprudence; statistique des écoles élémentaires depuis le moyen âge jusqu'à nos jours; fréquentation scolaire; résultats obtenus au point de vue de l'instruction et de la moralité : tous ces sujets sont abordés et traités avec plus ou moins de détails. La conclusion met en lumière l'action de l'Église catholique en faveur de l'enseignement populaire et la nécessité sociale et nationale pour la France de maintenir, à l'école comme ailleurs, ses croyances traditionnelles.

Le plan de l'auteur est vaste, comme on le voit, et dans l'exécution il déborde de toute part le cadre tracé par le titre même de l'ouvrage. Il en résulte que la question principale, c'est-à-dire l'histoire de l'enseignement primaire libre en France, se trouve trop souvent reléguée au second plan et comme perdue dans l'ensemble. La période de cette his-

toire qui comprend les événements accomplis au cours des trente dernières années a particulièrement à souffrir du trop grand développement donné à des faits qui nous touchent de moins près.

La préoccupation d'étendre outre mesure le domaine de l'enseignement libre offre aussi un inconvénient sérieux. Consacrer aux écoles de l'ancien régime une grosse part d'un livre sur le titre duquel sont inscrits les mots d'*histoire de l'enseignement libre*, c'est exposer le lecteur à se faire des idées très fausses sur un point important. Aujourd'hui, il y a un enseignement qu'on peut appeler *libre*, parce qu'à côté de lui il existe un autre enseignement placé sous la dépendance des pouvoirs publics. Avant la Révolution il en était tout autrement. On trouvait bien des écoles subventionnées par les municipalités et soumises jusqu'à un certain point à leur contrôle, mais la situation était en réalité fort différente de celle qui existe dans les pays où il y a un enseignement libre et un enseignement officiel, car les municipalités ou les communautés d'habitants agissaient alors comme représentant les chefs de familles, et l'État ne s'immisçait en rien dans l'enseignement. C'est l'honneur de l'ancienne monarchie d'avoir compris, malgré les sollicitations des *parlementaires* et des *philosophes*, que l'éducation est en dehors de la mission du pouvoir civil. La mainmise de l'État sur l'enseignement — à part quelques rares exceptions — ne date que de l'époque révolutionnaire, et c'est seulement depuis ce temps qu'on peut parler d'enseignement officiel et, par conséquent, d'enseignement libre.

Ce sont là vérités que l'auteur connaît mieux que personne. Si je me

suis hasardé à formuler ces observations, c'est que je crois qu'il y a danger, surtout à l'heure actuelle, à laisser s'établir de fâcheuses confusions sur un point d'histoire qui touche aux principes les plus graves en matière d'enseignement.

Après ces quelques critiques, je me trouve très à l'aise pour dire de l'ouvrage tout le bien qu'il mérite. La tâche m'est d'autant plus facile à remplir que ce qu'on vient de lire contient au fond un grand éloge : il en ressort, en effet, que ce livre pécherait surtout, si c'est un défaut, par une trop grande richesse de recherches et de documents sur nombre de questions importantes, peu étudiées jusqu'à ce jour. Tout auteur qui voudra désormais traiter un sujet touchant de près ou de loin à l'enseignement populaire ne pourra se dispenser de lire et relire l'ouvrage de M. des Cilleuls. C'est une encyclopédie sur la matière, mais une encyclopédie écrite par un historien aux vues larges et saines.

GABRIEL MARTIN.

Histoire des relations de l'Église et de l'État en France, de 1789 à 1870, par A. DEBIDOUR. Paris, Félix Alcan, 1898, in-8 de n-740 p.

M. Debidour, dans son avant-propos, proteste n'avoir voulu écrire « ni une thèse, ni un plaidoyer, ni un pamphlet, » mais une « narration explicative. » Mais il déclare, quelques lignes plus bas, que lorsqu'un conflit sur les questions dites mixtes se produit entre les deux pouvoirs, « le dernier mot doit toujours appartenir à l'État. » C'est avouer implicitement qu'il a écrit une thèse en faveur de l'État et beaucoup ajoute-

ront, au vu du style de sa « narration explicative, » un pamphlet contre l'Église. En effet, dans son exposé des événements qui, de 1789 à 1870, ont mis en présence la politique et la religion, l'État apparaît toujours sur la défensive, occupé à protéger ses droits contre les réfractaires de 1790, le « parti prêtre » de 1824, les « néo-catholiques » de 1843, les cléricaux de 1860. Il n'est maltraité dans la personne de ses représentants que lorsque ceux-ci se nomment Napoléon I^{er}, Charles X ou Napoléon III. Quant à l'Église, c'est une puissance indiscrete, importune, sans cesse égarée hors de son domaine, et on stigmatise de chapitre en chapitre les audaces, les hypocrisies, l'intolérance et la servilité des hommes qui ont parlé ou agi pour elle. Si M. Debidour eût eu de ses droits une notion aussi complète que celle des droits qu'il attribue aux successeurs plus ou moins orthodoxes de saint Louis et qu'il eût bien voulu peser les uns et les autres, il eût vraiment fait œuvre d'historien ; mais en s'occupant du passé, il a malgré lui trop songé au présent, aux politiciens à la mode de l'an III et aux universitaires à la mode de 1808. Il s'est borné à raconter l'ensemble des faits dont les défenseurs actuels de la « laïcisation » argumentent contre les idées et les institutions catholiques. Les couleurs de son tableau sont donc chargées et souvent fausses ; néanmoins le dessin en est généralement exact, et de plus, la série des pièces justificatives nous offre réunis les principaux documents du procès toujours pendant entre les deux pouvoirs, depuis les *quatre articles* de 1682 au *Syllabus* de 1869, y compris la constitution civile du clergé, le

Concordat et ses articles organiques, la loi sur l'enseignement de 1850 et l'Encyclique *Quanta cura*.

L. P.

Les Comtes de Bourgogne et leurs villes domaniales, étude sur le régime communal, forme de l'exploitation seigneuriale, d'après le Cartulaire de la ville d'Arbois (XIII-XIV^e siècles), par Louis STOUFF. Paris, Larose et Forcel, 1899, in-8 de 102-219 p.

Laissant de côté la ville impériale de Besançon qui avait une constitution particulière et jouissait de libertés municipales et politiques étendues, l'auteur, pour les besoins de sa thèse, s'est arrêté à l'examen du cartulaire de la ville d'Arbois. Au XIII^e siècle, Arbois était déjà une cité d'une certaine importance, puisqu'elle figurait au cinquième rang des « bonnes villes » du comté de Bourgogne. Au siècle suivant, cette seigneurie changea si souvent de maîtres que, peu à peu, de profondes transformations s'opérèrent dans l'état des habitants. Ainsi, dès le XIII^e siècle, le servage et la main-morte avaient presque complètement disparu de cette terre qui était, par conséquent, à point pour bénéficier des privilèges résultant de l'affranchissement communal. Un compromis de 1257, qui eut pour but de « débrouiller les intérêts très mêlés des divers seigneurs » ayant des droits sur le territoire arboisien, permit aux habitants de faire reconnaître officiellement la communauté qu'ils avaient formée et qui existait déjà en fait. Puis vint une charte octroyée par le comte palatin de Bourgogne Othon IV, qui, en quelque sorte, acheva de lancer dans la vie communale la cité d'Arbois (mai 1282). « Désormais la communauté est un être moral, ca-

pable d'avoir des droits et des obligations. Elle achète, loue, prend à bail, emprunte, plaide. » C'est sinon tout, du moins presque tout : point de droits politiques. Arbois, même, ne pouvait alors songer à s'égalier aux « bourgeoisies » voisines de Salins, Dole et Poligny. En retour des droits à l'existence régulière concédés à la communauté, le comte de Bourgogne lui demande beaucoup. Le plus clair des résultats obtenus, c'est que le seigneur a vu ses charges diminuer et ses revenus s'accroître sensiblement, si bien que les finances municipales s'obérèrent. Mais « la communauté, remarque M. Stouff, ne tarde pas à résister à l'idée que son maître se fait d'elle et de son rôle. De là des conflits où tantôt elle a gain de cause et tantôt elle doit céder. En somme, si les privilèges dont elle bénéficie deviennent pour elle, finalement, une cause de prospérité par certains côtés, le seigneur, à son tour, profite du nouvel état de choses, qui l'enrichit. »

Le *Cartulaire* qui suit fait partie des archives communales d'Arbois. Quoique incomplet, cet important recueil renferme cinquante pièces que M. Stouff reproduit, annote et appuie des *Pièces annexes* intéressantes. — Outre la table des matières ordinaires et une table des noms de personnes et des noms de lieux contenus dans le Cartulaire et dans les pièces annexes, ce remarquable volume renferme aussi une précieuse table généalogique des princes et des princesses de la maison souveraine du comté de Bourgogne qui ont possédé le domaine d'Arbois depuis le commencement du XI^e siècle jusqu'à la fin du XIV^e.

E.-C. GAUDOT.

Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire. Chronique artésienne (1295-1304). Nouvelle édition et *Chronique tournaisienne* (1296-1314), publiées pour la première fois d'après le manuscrit de Bruxelles, par **FRANTZ FUNCK-BRENTANO**. Paris, A. Picard et fils, 1890, in-8 de 127 p.

En tête du présent fascicule se trouvent des « Notes additionnelles » à l'édition des « Annales Gandenses » publiée jadis par M. Funck-Brentano dans la même « collection » (fasc. 18). Ces notes corrigent quelques erreurs qui avaient échappé à l'éditeur dans sa première publication.

La nouvelle édition de la *Chronique artésienne* que publie M. Funck-Brentano est enrichie, pour la période correspondante (1296-septembre 1304), d'une *Chronique tournaisienne* inédite. Cette dernière, à défaut d'autres mérites, comble certaines lacunes de la *Chronique artésienne*; fractionnée en coupures et disposée sous forme de « notes » dans la présente édition, elle constitue un témoignage utile et facile à comparer au récit de l'anonyme artésien.

La *Chronique artésienne*, son nom l'indique, a été écrite dans les domaines du comte d'Artois; mais, à en juger par la place qu'occupe la ville d'Arras dans le récit, il semble probable que l'auteur était un Arrageois.

Le désastre retentissant de Courtrai décida-t-il le chroniqueur à entreprendre la relation des événements qui marquèrent la lutte entre Philippe le Bel et son puissant vassal, le comte de Flandre? Comme M. Funck-Brentano incline à le croire, c'est fort possible. En tout cas, le souci de la composition exclut l'idée d'une chronique écrite au jour le jour et témoigne au

contraire d'un plan préconçu. La transcription méthodique des traités qui, à partir de 1227 (traité de Melun), furent passés entre les deux parties, en est la preuve. L'exposition documentée des rapports de vassalité et de suzeraineté qui reliaient les comtes de Flandre aux rois de France était, en effet, l'introduction la plus rationnelle aux démêlés du commencement du xiv^e siècle.

Le chroniqueur habitant une région qui confinait au théâtre des opérations, il n'est pas étonnant que la partie « topographique » de sa chronique soit exacte. S'il est peu probable qu'il ait suivi les armées en campagne, Arras, où il demeurait, était un centre d'informations excellent; s'il avait, en outre, accès auprès des personnes qui touchaient à l'administration, tels les baillis (et c'est fort probable), il pouvait tenir d'eux de sérieux renseignements. On voit, en effet, dans les comptes de l'année 1297, la part que prirent les baillis de l'Artois à l'approvisionnement de l'armée royale, la direction des convois, la transmission des ordres et nouvelles. Si on ajoute enfin que les « documents authentiques » signalés plus haut ne sont pas les seuls que nous trouvions intercalés dans le texte même de la *Chronique*, on jugera, comme nous, que M. Funck-Brentano a pu dire à juste titre qu'elle était « la plus exacte » des chroniques du commencement du xiv^e siècle.

Les causes immédiates de la lutte sont assez clairement exposées dans la *Chronique artésienne*: « Or il avint en chele année meesme (1297) que, pour un mariage qui devoit estre fais de l'ainsné fil le roys d'Engleterre à le fille le comte de Flandres, li roys de Franche avoit mandé chele fille et le tenoit devers luy, pour chou

qu'il ne voloit mie que li mariage fust. Car li roys d'Engleterre estoit en were envers le roy de Franche. » En 1302, c'est Gand d'abord, puis Bruges à la voix de Pierre Coninc, « petits de cors et de povre lignage, » mais « savoit si bel parler que ch'estoit fine merveille » qui s'insurgent contre les baillis et les gens du roi et nécessitent une intervention armée.

Si l'exactitude est un mérite assez rare pour être signalé, elle ne vapas, chez notre anonyme, sans quelques défauts qui en sont la conséquence ; la chronique manque quelque peu de relief, les faits secondaires occupant une place sensiblement égale à ceux de première importance ; le récit est impersonnel, dépourvu d'émotion. On s'étonnera peut-être que le spectacle des cinq mille Français « qui furent mort, noiet et estaint » dans la funeste journée de Courtrai ne lui inspire ni un sentiment de compassion ni un mot de regret, alors surtout que parmi tous les « princhies les chevaliers et autres gentiex hommes » gisait Robert, comte d'Artois, son seigneur.

Est-il nécessaire de dire, en terminant, que le texte, l'introduction et les notes explicatives sont dignes de tous points du savant auteur des « Origines de la guerre de Cent ans ? »

COMTE MAXIME DE GERMINT.

Les barons de Châteauneuf-de-Mazenc, par Raoul DE VISSAC. *Chroniques dauphinoises*. Paris, Champion, 1896, in-8 de 222 p.

M. de Vissac n'a sans doute pas eu l'intention de faire une œuvre historique en écrivant cet ouvrage, car l'imagination y a trop souvent le pas sur les documents et les faits scrupuleusement contrôlés. Aussi

ne nous attarderons-nous pas à un long examen de ce travail. Châteauneuf-de-Mazenc s'élève à quelques kilomètres de Montélimar ; ses premiers seigneurs furent les Geilon, premiers comtes de Valentinois et de Dyois. Après les comtes de Valentinois et de Dyois, les possesseurs de Châteauneuf furent Lancelot le Bâtard, dont les héritiers vendirent, vers 1492, Châteauneuf à Étienne de Vesc. Enfin, après bien des péripéties, au moment de la Révolution, ce domaine était occupé par M. de Ravel, conseiller du roi au Parlement d'Aix. Aujourd'hui le château de Mazenc est ruiné, et de ses archives, dispersées pendant la tourmente révolutionnaire, il ne reste que quelques pièces. M. de Vissac, en appendice, en a publié et analysé un certain nombre. Parmi les documents analysés, nous signalerons des lettres de Charles VI, de Louis XI, de Charles VIII, de François I^{er}, de Henri II. En somme, il est regrettable que l'auteur n'ait pas apporté dans son travail un plus grand souci de la vérité historique, car, si nous en jugeons d'après les pièces indiquées à la fin du volume, il pouvait donner une bonne monographie de Châteauneuf.

J. VIARD.

Consimo de' Medici, par Dorothea EWART. London, Macmillan and Co., 1899, in-12 de 237 p.

C'était, sans contredit, un merveilleux politique que l'homme habile, mesuré, d'une sagacité et d'une finesse rares, qui gouverna Florence pendant trente ans, à une époque troublée entre toutes. Miss Ewart l'a évidemment étudié à fond ; son livre, qui fait partie d'une série ayant pour sujet les grands politiques de l'Eu-

rope, est sérieux, documenté, consciencieux, d'un style correct auquel l'on ne pourrait reprocher qu'une certaine sécheresse. D'abord exilé de sa patrie, alors en proie à des divisions intestines, Côme fut rappelé en 1434, à la chute des Albizzi qui s'étaient emparés du pouvoir ; son influence y alla grandissante : elle était due d'abord à sa valeur personnelle, à sa connaissance des hommes, à la souplesse avec laquelle il sut se servir des circonstances et, au besoin, attendre l'heure favorable pour agir. Elle s'appuyait aussi, ajoutons-le, sur ses grandes richesses, qu'il employa, avec une entente remarquable, à s'assurer la reconnaissance de ses concitoyens, dont la plupart étaient ses obligés. Dans son tableau de la politique extérieure de Côme de Médicis, miss Ewart traite, avec compétence et clarté, un sujet essentiellement compliqué et confus. En effet, à première vue, l'histoire de l'Italie au xv^e siècle est une suite de guerres intestines, de révoltes, d'alliances conclues et rompues entre les différents/petits États qui se jalousent et se haïssent. Côme se servit de cette situation pour arriver à son but : affermir l'indépendance et la prospérité de Florence en même temps que sa propre autorité. Tour à tour l'allié ou l'ennemi de Sienne, de Milan, de Gênes, de Venise, du Pape et même de Naples, il se maintint entre ces forces adverses avec une habileté vraiment étonnante, faisant et défaisant les alliances, unissant les uns, divisant les autres, toujours froid, prudent, sagace et, ajoutons-le, peu scrupuleux sur les moyens à employer. Miss Ewart le regarde comme ayant pratiqué, au xv^e siècle, le système moderne de la politique d'équilibre. Le résultat de cette conduite fut qu'il

imposa aux rivales de Florence l'autorité de son gouvernement, et s'il n'ajouta pas considérablement aux possessions territoriales de sa patrie, il transforma sa position morale en Italie.]

La politique intérieure de Côme de Médicis était, comme sa politique extérieure, le fruit de ses prudents calculs. Il ne se pressa jamais, laissa son influence s'établir lentement et ses libéralités produire peu à peu leur effet. S'appuyant sur le peuple tout entier plutôt que sur une classe en particulier, il combattit, ainsi l'exclusivisme et élargit les bases de son autorité. Tout lui était bon, du reste, pour affermir davantage cette autorité, et même le système de répartition des impôts lui servait parfois pour récompenser ses amis et punir ses adversaires.

Chose bizarre, Côme de Médicis, à part quelques mois où il porta le titre de gonfalonier, n'eut ni titre ni situation officielle, et cependant peu de rois jouirent d'une souveraineté plus absolue ! Cette mesure et cette prudence qui le caractérisèrent l'empêchèrent d'éblouir ses concitoyens par son luxe personnel ; sa maison était sur un pied large et, au besoin, magnifique ; mais il garda une grande simplicité dans ses vêtements, et loin de chercher pour ses enfants des alliances princières au dehors, il les maria dans des familles florentines et affermit ainsi sa situation. Ce n'était pas un violent, quoiqu'il ne reculât pas devant la violence quand il la jugeait nécessaire au succès de ses projets ; par nature, il était de la race des hommes patients, souples, tenaces, qui savent louvoyer et attendre. Comme ses contemporains, Côme aimait les arts et il les protégea avec générosité et intelligence. Florence

lui doit l'église de San-Lorenzo, les cloîtres de la Badia, le palais Medici. Il fut le patron de Brunelleschi, de Lucca della Robbia, de Gozzoli, de Fra Felippo Lippi et, contradiction étrange, ce politique calculateur et avisé eut pour ami le plus idéaliste des peintres : Fra Angelico da Fiesole.

Dans sa vie privée, Côme de Médicis, semble avoir montré des qualités attachantes, et son historienne fait ressortir l'union dans laquelle il vécut avec sa femme, son frère, ses fils et ses filles. Ce fut même, nous dit-elle, la mort prématurée de son fils cadet Jean, en 1463, qui hâta la sienne.

Le mélange étrange de philosophie païenne et de foi chrétienne qui caractérisa tant d'hommes de la Renaissance se retrouve chez Côme de Médicis. Il s'était vivement préoccupé de réconcilier Platon, dont il étudia à fond la doctrine, avec l'enseignement catholique, ce qui ne l'empêcha pas, sur son lit de mort, de se confesser et de communier avec piété.

Tel était l'homme dont Miss Ewart nous raconte la longue carrière, avec une exactitude, une impartialité, une clarté qui assurent à son livre un légitime succès. Tout au plus pourrait-on désirer qu'un coloris plus chaud illuminât son tableau ; son talent si ferme y gagnerait en charme.

Comtesse R. DE COURSON.

L'Allemagne et la Réforme.

Tome V. *L'Allemagne depuis la proclamation du formulaire de Concorde jusqu'au commencement de la guerre de Trente ans* (1580-1618) ; par Mgr JANSSEN. Traduit de l'allemand sur la 13^e édition par E. PAMIS. Paris, Plon, 1899, gr. in-8 de xxxviii-784 p.

— Il faudra bien qu'un jour on expo-

se librement et franchement les cabales, les complots des princes allemands, de leurs alliés et de leurs auxiliaires ; il faudra bien qu'on sache tout ce que le peuple et l'empire ont eu à en souffrir. Sous prétexte de défendre la cause de la religion et de la liberté allemande, les princes n'ont eu en vue que la satisfaction de leur ambition et de leur cupidité, et le pitoyable gouvernement des empereurs a trop bien servi leurs passions. Exposer loyalement cette histoire, sans jamais laisser percer son indignation, semble une tâche difficile, et pourtant il faudrait garder tout son sang-froid, par respect pour la dignité de l'histoire et de la haute mission qu'elle a à remplir. —

Ces paroles de Gabriel Wagner servent d'épigraphe au dernier volume de Mgr Janssen dont on nous apporte la traduction. A vrai dire, bien des écrivains se sont préoccupés de donner satisfaction au vœu jadis émis par Wagner. Il n'y a guère d'années où la triste période de l'histoire d'Allemagne qui a vu l'établissement définitif de la Réforme protestante, la contre-réformation catholique, et les prodromes de la guerre de Trente ans, ne donne lieu à quelque ouvrage important, histoire ou publication de textes. Ainsi, sans parler de monographies très sérieuses et très étendues, la période entière étudiée par Janssen, dans le volume que nous présentons aujourd'hui aux lecteurs de la *Revue*, l'a été de nouveau et à fond par Maurice Ritter dans le second volume de sa *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Gegenreformation und des Dreissigjährigen Kriege* : ce second volume embrasse, en effet, les années 1586-1618. En outre, M. Stieve (toujours depuis la publication du dernier volume de Janssen)

a continué jusqu'au mois de juillet 1609 la collection des « Lettres et documents pour servir à l'histoire de la guerre de Trente ans, » commencée par Ritter. Il a fourni de nouvelles lumières sur la diète de Ratisbonne de 1608 et sur la formation de la Ligue catholique en 1609.

Malgré ces apports plus récents, l'ouvrage de Mgr Janssen garde de très grands mérites au point de vue même de l'information. Non seulement il a pu s'inspirer de la partie des « Lettres et documents » déjà publiée par Ritter, mais il a été remis au point par l'illustre savant qui s'est chargé de revoir les dernières éditions de son maître : Louis Pastor. En somme, toutes les publications antérieures à 1892 ont été utilisées, et l'on trouve dans cette partie de l'œuvre de Janssen, comme dans les autres, les résultats des plus importants travaux de seconde main. Quant aux idées, M. Pastor a su atténuer ce qu'il y avait d'excessif dans la thèse de Mgr Janssen. Celui-ci, d'ailleurs, avait accumulé de nombreux matériaux qui devaient singulièrement améliorer l'ensemble de son œuvre. Pastor n'a fait qu'exécuter ses désirs et sa volonté.

Tel que le donne le traducteur aux lecteurs français, ce nouveau volume est un tableau fort intéressant et des douloureux événements qui ont préparé la guerre de Trente ans et des efforts faits par le catholicisme pour se relever et se régénérer en Allemagne : la grande figure de Canisius domine les vingt premières années de cette époque. Les pages que lui consacre l'auteur sont au nombre des plus intéressantes. Nous signalerons également l'étude approfondie du rôle des jésuites en Allemagne et l'examen si bien fait des accusations multi-

pliées avec un acharnement inouï contre leurs personnes et contre leurs doctrines. Enfin, on ne manquera pas, dans notre pays, d'être fort attiré par les détails qui concernent les relations de notre Henri IV avec les princes allemands; on sera peut-être surpris d'entendre traiter ce grand roi « de chef du parti révolutionnaire international » (p. 676). Mais nous avons déjà fait voir, à propos de François I^{er}, que ces épithètes sont familières à Mgr Janssen quand il s'agit des rois de France. L'action de Duplessis-Mornay est assez bien mise en lumière.

Il va sans dire qu'un livre qui aborde des matières aussi nombreuses et aussi complexes ne peut avoir la prétention de faire taire toute contradiction. Il en a suscité : il en suscitera encore ; mais, somme toute, et les réserves faites, nous n'avons pas à diminuer la part d'éloges que nous avons jadis accordée à ce monument historique.

Alfred BAUDRILLART.

Le Portugal et le Saint-Siège.

I. *Les épées d'honneur envoyées par les papes aux rois de Portugal au XVI^e siècle.* II. *Les langes bénits envoyés par les papes aux princes royaux de Portugal,* par le marquis MAC SWINEY DE MASHANAGLASS. Paris, Picard, 1898-1899, 2 vol. in-8 de 76 et 195 p.

M. Mac Swiney s'est donné pour tâche d'étudier dans ces deux brochures (dont la première a été présentée sous forme de mémoire au quatrième congrès scientifique des catholiques de Fribourg) certains dons offerts par les pontifes romains aux souverains de Portugal. L'*épée d'honneur* et le *chapeau ducal* réservés aux plus illustres défenseurs du

Saint-Siège, ainsi que les *langes bénits*, précieuses layettes (souvenir des bandelettes qui enveloppèrent le divin enfant), tinrent, à côté de la rose d'or, une place importante dans le nombre des présents officiels destinés à entretenir les rapports d'intimité et de courtoisie entre les successeurs de saint Pierre et les princes séculiers. — Le marquis Mac Swiney fournit, au sujet de ces deux curieux usages, des informations de grand intérêt : il a surtout considéré, dans le développement de son sujet, les offrandes de cet ordre présentées à la famille des rois de Portugal.

G. P.

Diderot et Catherine II, par MAURICE TOURNEUX. Paris, Calmann-Lévy, 1899, in-8 de m-604 p. avec un portrait.

Il appartenait au savant éditeur des œuvres de Diderot et de la correspondance de Grimm de raconter le voyage du philosophe en Russie. On sait l'origine de ce voyage : Catherine, informée que Diderot avait besoin d'argent, lui avait acheté sa bibliothèque, lui demandant gracieusement de la conserver et ajoutant même une pension pour les frais d'entretien. Sur les instances de son ami Falconet, qui était allé édifier sur les bords de la Néva la statue colossale de Pierre le Grand, Diderot se résolut à aller à Pétersbourg remercier lui-même la généreuse impératrice. Il y arriva le 10 octobre 1753 et fut reçu à bras ouvert. Il eut avec Catherine de longs entretiens, et espérant sans doute trouver dans la souveraine de toutes les Russies un élève fidèle et peut-être l'exécutrice de ses théories gouvernementales, il voulut, avant de partir, résu-

mer ces entretiens et ces théories dans un petit cahier qu'il lui laissa. Ce cahier, longtemps égaré, n'a été retrouvé que tout récemment par le conservateur de la bibliothèque de l'Empereur, M. Alexandre Grimm, et mis par lui à la disposition de M. Tourneux, qui le publie aujourd'hui.

On ne s'étonnera pas que Diderot, qui devait beaucoup à Catherine, lui ait prodigué dans ces pages un encens, plus ou moins subtil ; c'était assez l'habitude des philosophes du XVIII^e siècle de flatter les despotes couronnés. Il la loue de diverses fondations, comme celle d'une école de cadets et d'une école de jeunes demoiselles. Il a des idées parfois assez étranges en fait d'éducation et surtout en fait de morale, mais il veut — et en cela il a raison — de l'air, de la lumière et de l'espace dans les écoles publiques. En revanche, il veut aussi l'école obligatoire, ce qui est bizarre de la part d'un apôtre de la liberté, et il exige l'enseignement du catéchisme, ce qui ne l'est pas moins chez un homme qui faisait, dans ces pages mêmes, profession d'athéisme. Il est vrai que les enseignements et les croyances de son enfance lui revenaient parfois à l'esprit et qu'il écrivait : « Les hommes ne sont que de vieux enfants ; lorsque la procession de Saint-Sulpice passe sous mes fenêtres, je me retrouve enfant malgré moi. »

Il est clair qu'en écrivant ce traité de gouvernement pour la Russie, Diderot avait sans cesse la France dans l'esprit. Ce sont les institutions françaises qu'il attaque, ce sont elles qu'il veut réformer, tout en rendant hommage à certaines d'entre elles, et surtout, ce qui est assez étonnant, à la police, qu'il déclare admirablement

faite. Espérait-il que ces réformes libérales seraient mises en pratique par sa puissante interlocutrice ? C'était une singulière illusion. Cathérine lui prodiguait de bonnes paroles, mais ne se souciait nullement de donner la liberté à son immense empire. Et voici le jugement qu'elle portait sur l'œuvre de son correspondant : « Cette pièce est un vrai babil dans lequel on ne trouve ni connaissance des choses, ni prudence, ni clairvoyance. » C'était, sous une autre forme, ce qu'elle lui avait dit un jour, s'il faut croire Ségur : « Avec ses grands principes, que je comprends très bien, on ferait de beaux livres et de mauvaise besogne. »

MAX DE LA ROCHESTERIE.

La Campagne de Minorque,
d'après le journal du commandeur de Glandevez et de nombreuses lettres inédites, par RAOUL DE CISTERNES.
Paris, Calmann-Lévy, 1899, in-8 de xi-370 p.

C'est pour se rendre un compte exact de la valeur d'un manuscrit qu'il possède, le « Journal de la campagne de Mahon, sur le vaisseau du roy le *Redoutable*, commandé par M. le commandeur de Glandevez, chef d'escadre, » que M. Raoul de Cisternes a commencé à étudier la célèbre campagne de Minorque de l'année 1756. Il a réuni autour de ce texte, qui présente un réel intérêt, une série de lettres inédites, de chansons populaires, etc. ; et après avoir complété sa documentation avec l'aide des archives des ministères des affaires étrangères, de la guerre et de la marine, après avoir constaté que le commandeur Pierre-André de Glandevez était, dans la circonstance, un témoin oculaire, « un narrateur conscien-

cieux et bien informé » (p. viii), il a estimé qu'il pouvait en raconter l'histoire. Mais comment le faire sans expliquer les raisons qui ont déterminé les ministres de Louis XV à agir contre Minorque, avant même que la guerre eût été officiellement déclarée entre la France et l'Angleterre ? Une introduction s'imposait. Voilà pourquoi M. de Cisternes ne s'est pas borné à nous faire connaître ce que fut « le premier épisode de la guerre de Sept ans » (selon ses propres expressions), mais a aussi, et très justement, exposé auparavant les principaux événements de la période de paix armée qui va du 18 octobre 1748 au 10 avril 1756, du jour où fut signé le traité d'Aix-la-Chapelle à la date de l'embarquement du corps expéditionnaire français pour Minorque.

Cette première partie, cette *introduction* en quelque sorte, n'est pas absolument irréprochable sur quelques points de menu détail ; mais elle est bonne dans l'ensemble et montre d'une manière fort claire la politique astucieuse et perfide du cabinet de Saint-James, les abominables actes de piraterie des Anglais, la coupable insouciance de Louis XV, l'incurie et l'incapacité de ses ministres. Ce n'est pas d'ailleurs un travail bien nouveau que M. de Cisternes s'est proposé de faire sur ce point, et il n'a même pas indiqué avec une précision rigoureuse l'origine de certain document dont il a tiré largement parti (p. 8, note 2, etc.). Par contre, il est juste de reconnaître qu'il a bien montré comment les Anglais, — qui se prétendent aujourd'hui tenus à l'écart du partage de la Chine, — s'y sont pris pour travestir plus d'une fois la vérité (après l'assassinat de Jumonville, par exemple,

p. 31) ; — ou encore lors de la déclaration de guerre (p. 231), et comment l'Angleterre, — qui s'attribue si souvent le rôle du pauvre et innocent agneau, — joua en réalité dès 1756 le rôle du loup ravisseur, qui n'a pas cessé depuis d'être le sien. Mais M. de Cisternes, tout en dégageant ainsi avec habileté les idées maitresses, eût pu préciser davantage certaines notes biographiques ou historiques, ne pas appeler à différentes reprises Godeheu « Godehen » (p. 17 et note 2), et ne pas donner qu'un directeur à la compagnie anglaise des Indes orientales (p. 17).

Il eût pu aussi, dans la seconde partie de son ouvrage, consacrée à l'expédition même de Minorque, se servir un peu moins des chansons du temps. Très intéressantes pour connaître l'esprit (dans tous les sens du mot) du moment même où elles furent composées, ces chansons, comme celles du « chansonnier Clairembault-Maurepas, » n'ont presque toutes aucune autre valeur documentaire ; voilà pourquoi M. de Cisternes nous semble en avoir un peu abusé au cours de son récit. Du moins ne pourra-t-on pas lui reprocher d'être un admirateur fanatique du duc de Richelieu ; les dernières pages de son livre (p. 310-311) contiennent à son sujet une série de réserves très justifiées. — S'il faut féliciter M. de Cisternes d'avoir énoncé ces réserves vraiment indispensables, il convient, par contre, de lui reprocher de n'avoir pas toujours songé à la composition de son ouvrage ; on y trouve un épilogue, mais nullement une conclusion ; on y trouve aussi, — parfois trop tardivement, — des renseignements biographiques sur certains personnages dont il a été déjà question. C'est le cas pour M. de Maudave (et non Mandave,

comme il est dit aux p. 107 et 234), à propos duquel M. de Cisternes aurait dû citer le livre de M. Pouget de Saint-André sur la *Colonisation de Madagascar sous Louis XV* (Paris, 1886, in-12) ; de même, à propos d'Isaac de Razilly (p. 319, note 1), il eût été bon de renvoyer, non seulement à la thèse latine de M. Léon Deschamps, mais aux deux articles que le même historien a publiés jadis sur ce personnage dans la *Revue de Géographie* (1886, livraisons d'octobre et de novembre).

Sur plus d'un point encore, à propos de l'annotation des intéressantes pièces justificatives qui occupent plus de cinquante pages à la fin de la *Campagne de Minorque* (p. 315-368), il nous serait facile d'adresser un certain nombre de critiques à M. de Cisternes ; bornons-nous à lui reprocher d'ignorer (p. 318, note 1) le remarquable travail, absolument définitif, publié en 1896 par M. Henri HARRISSE sur les *Cabot*, et constatons une fois pour toutes que notre auteur est moins au courant de l'histoire coloniale que de l'histoire militaire européenne de la guerre de Sept ans. Presque tout le monde, d'ailleurs, se trouve dans le même cas, et ils sont encore bien rares, ceux qui s'intéressent au passé de nos possessions d'outre-mer. Si M. de Cisternes possède dans sa collection de documents une série de textes relatifs à une de nos anciennes colonies, nous le prions d'en commencer maintenant l'étude ; ce sera pour lui le moyen de bien comprendre quel puissant intérêt présente l'histoire coloniale, et ce sera sans doute pour nous, un peu plus tard, l'occasion de féliciter encore une fois M. de Cisternes de ses sérieuses qualités de chercheur et d'historien.

HENRI FROIDEVAUX.

Oberitalische Plastik im frühen und hohen Mittelalter, von Max G. ZIMMERMANN. Leipzig, Liebeskind, 1897, in-4 de viii-208 p., avec 66 photographures.

Giotto und die Kunst Italiens im Mittelalter, von Max G. ZIMMERMANN. I. *Voraussetzung und erste Entwicklung von Giotto's Kunst*. Leipzig, Seemann, 1899, in-8 de xi-417 p., avec 147 gravures.

Parmi les nombreux érudits allemands qui s'occupent à préciser l'histoire de l'art italien, M. Max Zimmermann s'est rapidement conquis une place considérable. Il publiait, il y a deux ans, sur les plus anciens monuments de la sculpture du moyen âge dans la Haute-Italie, un magnifique volume qui restera, par la sûreté des analyses aussi bien que par la richesse de l'illustration, une source non moins indispensable que le livre célèbre de Cattaneo. Il étudie l'influence des éléments germaniques dans la transformation d'où sortit l'art du moyen âge italien; il montre comment les invasions lombardes ont apporté avec elles le décor barbare et puissant qui va s'épanouir dans la première sculpture romane, dans ce renouveau de la plastique de la Haute-Italie qui devance de plus d'un siècle la floraison pisane, grâce à une situation politique des plus heureuses. La minutieuse description des sculptures de la cathédrale de Modène, celle des portes de bronze de Saint-Zénon de Vérone, la solution des questions fort complexes relatives à la construction de Saint-Michel de Pavie, s'appuient sur d'ingénieux rapprochements. Avec les Antelami, ces architectes sculpteurs dont l'œuvre est comparable, par la puissance, à celle de Niccolò et de Giovanni Pisano, il semble qu'un peu de la merveilleuse habileté des sculpteurs français contemporains ait pénétré en

Italie; mais voici que, dès le xiii^e siècle, la décadence des libres républicains du Nord entraîne la ruine prématurée d'un art dont les dernières œuvres (cette affirmation demanderait à être discutée) seraient le ciborium et l'autel de Saint-Ambroise de Milan.

Le second ouvrage de M. Zimmermann est d'une portée bien plus vaste. Il traite de Giotto et de l'art italien au moyen âge; le premier volume seul en a paru, consacré aux origines et aux œuvres de jeunesse du maître. C'est toute une histoire de la peinture italienne jusqu'à la fin du xiii^e siècle, histoire infiniment plus complète, mieux informée, et plus logiquement classée que le travail analogue (le seul que nous eussions sur le sujet) de Crowe et Cavalcaselle. L'auteur commence à l'époque constantinienne, et il nous donne sur les premières œuvres romaines et grecques, sur l'art de Ravenne et l'influence des Goths, sur l'Orient et l'expansion byzantine, des aperçus d'une justesse et d'une modération parfaites, accompagnés de véritables inventaires d'œuvres d'art. Ajoutons une raison, secondaire si l'on veut, mais néanmoins très forte de supériorité de ce livre, c'est qu'il est très abondamment illustré de photographies fidèles et quelquefois inédites. L'histoire des fresques d'école romaine qui se succèdent sans interruption après le déclin des grandes mosaïques, celle des premiers grands tableaux de crucifix et de madones, l'étude des peintures de Guido, de Giunta, de Margaritone, enfin et surtout de Cimabué, nous conduisent au seuil de l'œuvre immense de Giotto. De cette œuvre, M. Zimmermann ne retient dans son premier volume que les peintures d'Assise et de Rome; mais il croit devoir grouper ensemble,

contrairement à l'opinion généralement admise, toutes les fresques d'Assise, comme appartenant à une même époque. Il semble, au premier abord, très difficile d'accorder que les quatre admirables compositions qui glorifient saint François à la voûte de l'église basse aient immédiatement suivi, dans le travail de l'artiste, la légende franciscaine peinte aux murs de l'église haute; et pourtant M. Zimmermann reconnaît dans les fresques de Padoue, qui datent de 1306, une plénitude de beauté plus accomplie encore. Attendons pour critiquer, s'il y a lieu, cette chronologie, qu'un second volume nous permette d'apprécier dans son ensemble toute la généreuse carrière de Giotto; mais déclarons dès maintenant que ce travail si utile et d'une science si certaine a droit, sans restriction, aux plus sincères éloges.

ANDRÉ PÉRATÉ.

Les Arts à la cour des papes Innocent VIII, Alexandre VI, Pie III (1484-1503). Recueil de documents inédits ou peu connus publiés par Eug. Müntz, membre de l'Institut. Paris, Leroux, 1898, in-4 de 303 p., avec 10 planches et 94 grav.

La fondation généreuse dont Eugène Piot a enrichi l'Institut permet à des publications érudites un appareil inusité de luxe et de magnificence. C'est ainsi qu'un précieux recueil de documents sur la Renaissance romaine des xv^e et xvi^e siècles, les Arts à la cour des papes, dont M. Müntz avait déjà, en un format plus modeste, édité trois volumes, se continue en un somptueux quatrième volume, que d'autres, nous l'espérons, ne tarderont pas à suivre. Les pontificats d'Innocent VIII, d'Alexandre VI et de Pie III, embrassant une période de vingt an-

nées, de 1484 à 1503, sont ici l'objet de monographies d'art de la plus haute importance. Non qu'on y puisse relever l'architecture ou le décor de monuments comparables à la Chapelle Sixtine ou aux Chambres de Raphaël; ces trois règnes semblent, plutôt qu'une époque d'innovation hardie, une transition brillante de Sixte IV à Jules II; mais la construction du Belvédère et la création de l'appartement Borgia marquent des dates que l'on ne peut négliger dans l'histoire de l'art romain. Un peintre ingénieux et fécond, Pinturicchio, anime les murailles du Vatican de ses chefs-d'œuvre, tout récemment remis en honneur par la munificence de Léon XIII. Les documents réunis par M. Müntz sont tout particulièrement abondants en ce qui concerne les arts mineurs, la tapisserie, la broderie, surtout l'orfèvrerie; et bien que les historiens récents, et notamment M. Pastor, aient déjà eu l'occasion d'utiliser une bonne part de ces renseignements, il restera longtemps encore plus d'une découverte à faire dans un trésor si bien étiqueté et classé. Parmi les intéressantes gravures dont le volume est illustré, il faut citer des reproductions de dessins très précis et très fins conservés à la Bibliothèque de l'Escurial, qui nous montrent, à la fin du xv^e siècle, des coins pittoresques de Rome.

A. P.

Rome et la Renaissance, Essais et esquisses. Jules II, par Julian KLACZKO. Paris, Plon, Nourrit et C^{ie}, 1898, in-8 de x-451 p., avec 10 gravures.

Ce livre sur Rome et la Renaissance au temps de Jules II, que M. Klaczko intitule modestement « Essais et esquisses », nous semble, dans le do-

maine de l'érudition pittoresque, un petit chef-d'œuvre. Le spirituel et profond écrivain des *Causeries florentines* a trouvé la véritable voie où diriger sa curiosité, son goût et son humour. On ne connaît, on n'aime pas Rome mieux que lui; et c'est toute la beauté la plus émouvante de Rome qu'il a entrepris de nous peindre, à larges traits, dans ces pages si vivantes. Quoi de plus difficile que de parler sans banalité de ce règne de Jules II, sur lequel tant d'écrivains d'art se sont exercés? Il faut, pour éveiller une attention trop de fois surexcitée, une information minutieuse et sans lacunes, au service d'une sincère éloquence. M. Klaczko paraît unir ces qualités assez rares. Il a le don de résurrection. Autour de la puissante figure du pape artiste et guerrier, il fait vivre les créateurs immortels de la beauté de Rome, Bramante, Michel-Ange et Raphaël; il les interroge, et nous les entendons parler. Il les juge sans complaisance et sans défailances. Nul n'a montré comme lui le crime impardonnable de la Renaissance, la destruction furieuse de l'antique et si pure basilique de Saint-Pierre, la relique vénérable des premiers siècles chrétiens, sacrifiée à la folle ambition d'un monument énorme. Mais nul aussi n'a su décrire avec cette pénétrante intelligence la voûte de la Sixtine et le décor des Chambres. Le sage, l'excellent Burckhardt a souvent inspiré ce goût si sûr; mais il aurait peine à se reconnaître au souffle de passion qui emporte ces récits épiques, ces dialogues platoniciens, ce drame enfin dont une prédilection visible fait de Michel-Ange le protagoniste.

A. P.

DOCTEUR CABANÈS : Le cabinet secret de l'histoire. Troisième série; deuxième édition. Paris, Charles, 1898. gr. in-18 de x-315 gr.

La plus grande partie de ce volume est consacrée à une étude médicale sur Jean-Jacques Rousseau. Quelle était la constitution physique de Rousseau? Quelles ont été ses maladies? Quelle influence cette constitution et ces maladies ont-elles exercée sur sa vie, sur sa conduite, sur ses idées? Telles sont les questions que se pose M. le docteur Cabanès. C'est le vieux système des effets moraux expliqués par des causes physiques; système auquel il nous est impossible de souscrire. Ce serait réduire les études historiques à des études pathologiques, les secrets des archives à des secrets d'alcôve, et tout en reconnaissant l'influence incontestable du physique sur le moral, nous ne saurions admettre que cette influence soit irrésistible et qu'elle soit la seule dont il convienne de tenir compte.

Une très curieuse notice sur un médecin, maire de Paris pendant la Révolution, Chambon, qui conduisit Louis XVI au tribunal de la Convention et à l'échafaud, et qui, par une étrange bonne fortune, devint, après la Restauration, un protégé de la duchesse d'Angoulême, d'intéressantes pages sur ce sinistre paralytique qui s'appelait Couthon et sur Scarron, ce raccourci toujours gai de la misère humaine, complètent ce volume, d'un intérêt très spécial et que la nature même des sujets qu'il aborde ne permet de consulter qu'avec circonspection.

M. R.

Histoire de la maison de Chabannes, par le comte Henri DE CHABANNES. Dijon, impr. Eugène Jobard, 1892-1899, 8 vol. in-4 avec 4 albums de planches et dessins. (Tirée à 60 exemplaires numérotés.)

Moreri, le P. Anselme, d'Hozier, estimaient que la maison de Chabannes tirait son origine des comtes d'Angoulême de la première race, parents de Charles le Chauve. Leur opinion ne paraît plus douteuse depuis les recherches qui ont établi sans interruption la filiation de ses membres à partir du mariage de Guillaume de Mathas, descendant des comtes d'Angoulême, avec Amélie de Chabanais, dernier rejeton des sires de Chabanais, vers 1130. Mais si cette antique origine ne suffisait pas à l'illustration de la race, quel éclat n'a-t-elle pas reçu des grands services rendus à la France par Jacques de Chabannes, *grand maître* sous Charles VII, par le comte de Dammartin, par le maréchal de la Palice, tué sur le champ de bataille de Pavie, et son frère Jean, qui périt à la retraite de Romagnano, par tous les héros de leur nom morts l'épée à la main pour la patrie, sans parler du marquis de Chabannes-Curton qui, en 1816, comptait cinquante et un ans de services dévoués à la cause royale, ni de l'amiral de Chabannes, commandant du *Charlemagne* à l'attaque des forts de Sébastopol en 1854 ? On comprend sans peine que l'histoire développée de ces vaillants ait tenté un héritier de leur nom et qu'elle ait pu s'étendre jusqu'à former huit volumes in-4, dont plusieurs ont plus de mille pages, en attendant un dernier tome consacré à des documents supplémentaires. Cette histoire n'est pas seulement la plus complète que la famille ait pu désirer ; elle est aussi la plus

exacte, parce qu'elle a été rédigée à la vue de pièces originales et authentiques recueillies de tous côtés, et c'est ce qui en fait la valeur. L'auteur a sagement fait une large part aux preuves, sans lesquelles les généalogies ne sont qu'une œuvre de patience et parfois de vanité. Il n'a pas employé moins de quatre volumes à reproduire fidèlement les actes retrouvés dans les archives de sa maison. Tous n'ont pas sans doute un égal intérêt pour l'historien ; mais il en est un certain nombre qui méritaient à un haut degré d'être sauvés de l'oubli. Tels, par exemple, des lettres royales ou princières, des inventaires de succession, des contrats et des correspondances privées sur les événements contemporains. M. le comte Henri de Chabannes, qui n'est point cependant un paléographe de profession, a exécuté avec une science véritable un travail presque gigantesque dont lui sauront gré tous les érudits curieux de nos anciennes mœurs.

HENRI BEAUNE.

La Beaumelle et Saint-Cyr, d'après des correspondances inédites et des documents nouveaux, par Achille TAPHANEL, conservateur de la Bibliothèque de Versailles. Paris. Plon, Nourrit et C^{ie}, 1898, in-8 de viii-425 p., avec un portrait en héliogravure.

Voici un livre, en majeure partie, intéressant et neuf. Le nom de La Beaumelle, si décrié, a toujours conservé un attrait piquant, et la curiosité ne se lasse pas non plus de s'exercer sur le personnage de M^{me} de Maintenon. Mis en rapport avec la famille des Angliviel de La Beaumelle, très respectable et très justement soucieuse de la renommée d'un grand-

oncle, M. Taphanel a entrepris de reviser le procès de celui qui était devenu le type de l'*éditeur infidèle*. Disons tout de suite qu'il l'a fait avec une sage modération; La Beaumelle ne cesse pas d'être sous sa plume un aventurier très souvent compromis par de graves imprudences, et pas toujours fort délicat; le XVIII^e siècle, il est vrai, en compte pas mal de cette trempe. Si Voltaire ressort encore un peu plus noir de la publication de M. Taphanel, La Beaumelle n'en sort pas blanc. Du moins certaines vilénies, certains procédés notoirement malhonnêtes, dont l'a chargé son vindicatif adversaire, ne pourront plus lui être imputés sans calomnie.

L'auteur a, somme toute, repris toute la vie de son personnage et touché d'une main plus ou moins rapide tous les points sujets à contestation. Mais, comme l'indique le titre *La Beaumelle et Saint-Cyr*, il a voulu surtout insister sur cet épisode si important de l'histoire de La Beaumelle qui lui a valu de passer à la postérité : la publication des *Lettres* et des *Mémoires* de M^{me} de Maintenon.

Il y a dix-sept ans que dans le *Contemporain*, et douze ans que dans le *Bulletin critique* j'ai émis des doutes sur telles condamnations passées, trop légèrement selon moi, par Lavallée sur l'une ou l'autre des correspondances publiées par La Beaumelle. J'avais indiqué notamment les raisons qui ne permettaient pas de rejeter complètement les lettres adressées à M^{me} de Frontenac et de Saint-Géran, ni le mot fameux : *Je le renvoie toujours affligé*, etc. Ce que j'avais entrevu, M. Taphanel le démontre à peu près. Pas tout à fait malheureusement, et j'aurais voulu qu'il poussât jusqu'au bout son enquête.

Quoi qu'il en soit, il est établi par

ce livre que si La Beaumelle fut un *arrangeur*, il ne fut pas un *faussaire*. Or, au XVIII^e siècle, quel éditeur de textes quasi contemporains n'était pas un *arrangeur*?

De plus, et très souvent, La Beaumelle *arrangea* de connivence avec la maison de Saint-Cyr et quelquefois contraint et forcé. C'est une page curieuse de l'histoire littéraire que cette collaboration des dames de Saint-Cyr et de La Beaumelle. M. Taphanel la met en pleine lumière. Il raconte des choses bien jolies, bien amusantes, et comme il fait revivre avec charme la spirituelle et sage physionomie de la principale complice de l'éditeur, M^{me} de Louvigny ! Quelles ruses innocentes chez cette vénérable religieuse pour procurer à celui qui sera l'historien de la fondatrice les pièces les plus secrètes et les plus précieuses ! Il est évident qu'une telle collaboration prouvée rend beaucoup de valeur aux assertions de l'auteur des *Mémoires*. Au demeurant, nombre d'écrivains qui lui refusent toute autorité ont affirmé beaucoup de faits sur sa seule autorité..., mais sans l'avouer. Témoin la pittoresque aventure arrivée à Lavallée au sujet de la lettre de Godet des Marais, qui contient la preuve du mariage de Louis XIV et de M^{me} de Maintenon (p. 242).

En résumé, on continuera à ne pouvoir pas citer sûrement un mot ou une phrase à effet sur le seul témoignage de La Beaumelle, maison devra y regarder à deux fois avant de rejeter le fait que ce mot ou cette phrase expriment, même si La Beaumelle est seul à l'affirmer.

Autre service rendu par M. Taphanel; il a vraiment écrit un chapitre nouveau de l'histoire de Saint-Cyr, et nous a montré la célèbre maison toujours bien vivante et bien active quarante ans après la mort de celle qui

l'avait fondée. La figure de M^{me} de Louvigny s'ajoutera à la galerie des Maisonfort, des Glapion, des Caylus, et nous permettra de deviner toute une seconde génération de *dames de Saint-Cyr*, presque égale à la première si justement sympathique et connue.

ALFRED BAUDRILLART.

Un évêque de l'ancien régime.
Louis-Joseph de Grignan
(1680-1722), par Léon CHAR-
 PENTIER. Arras-Paris, Sœur-Char-
 ruy, 1899, in-8 de m-340 p.

Dans l'histoire, le mal s'aperçoit plus facilement que le bien, et le vice laisse plus de traces que la vertu. Cette différence de notoriété entre les uns et les autres est la cause d'erreurs plus ou moins volontaires sur le caractère d'une époque, et soit qu'on agisse par parti pris, soit que l'on subisse un courant d'opinions, on est porté à généraliser les exemples particuliers et à attribuer à toute une catégorie les sentiments, les habitudes, les conditions et les dérèglements de quelques personnalités saillantes que leurs facultés, les fonctions remplies par elles, les événements au milieu desquels elles vécutent ou auxquels elles furent mêlées tirèrent de la foule et placèrent en vedette devant la postérité. A mesure qu'on s'éloigne d'une époque, la lumière se fait et les esprits impartiaux peuvent se faire une idée plus exacte des hommes et des choses. Des historiens d'une valeur incontestable se sont livrés, avec toute l'autorité de leur science et de leur caractère, à ce travail de réparation historique, et ont vengé diverses classes d'hommes de l'ancienne société française, et notamment l'épiscopat, des accusations que l'ignorance ou la mauvaise

foi formulait comme des vérités incontestables.

M. l'abbé Charpentier vient d'apporter à l'appui de cette thèse de justice, si remarquablement établie par MM. de Tocqueville, Taine et l'abbé Sicard, la biographie de l'un de ces évêques de l'ancien régime, admirablement choisi pour servir de caractéristique de la classe sociale à laquelle il appartenait et de l'époque où il vivait. Appartenant à une des plus illustres familles du royaume, placé dans le rayonnement impérisable que projetait autour d'elle la marquise de Sévigné, l'évêque de Carcassonne, Mgr Louis-Joseph de Grignan, aurait dû être fatalement, ce semble, un de ces prélats de cour qu'on voyait plus fréquemment dans les allées du parc de Versailles que sur les chemins des paroisses de son diocèse, et plus appliqués à conquérir les faveurs royales qu'à s'adonner à leur charge pastorale et à travailler au bien des âmes confiées à leur ministère. Pourtant il n'en fut rien. Son biographe nous le montre dans les différentes situations de sa vie, toujours adonné avec conscience à l'accomplissement de ses devoirs. Ce clerc d'illustre race, qui était entré dans les rangs du clergé parce que sa famille y trouvait pour lui une situation avantageuse et les perspectives d'un brillant avenir, fut favorisé de la grâce d'une véritable vocation ecclésiastique qui ne se démentit à aucune phase de son existence. Malgré ses relations avec la plus brillante société de la capitale, il se livra avec ardeur à ses études théologiques en Sorbonne, où il ne tarda pas à se distinguer par ses succès, et où il conquist tous ses grades. Ordonné prêtre à vingt ans, en vertu d'une dispense d'âge accordée

par le Pape, « en considération de la noblesse de son origine et de son ardente piété, » il reçoit plusieurs bénéfices, et notamment l'abbaye de Saint-Georges-sur-Loire, qu'il échange peu de temps après contre celle de Saint-Hilaire, au diocèse de Carcassonne. Nous le voyons successivement agent général du clergé, charge dans laquelle il rendit à l'Eglise de France de signalés services et joua un rôle important et très remarqué, évêque d'Évreux et enfin évêque de Carcassonne, siège qu'il devait occuper jusqu'à sa mort, c'est-à-dire pendant quarante années. L'auteur nous montre le nouvel évêque inaugurant son épiscopat par ses efforts en faveur des intérêts temporels de ses diocésains et conquérant ainsi leur admiration et leur dévouement. Nous le voyons s'occuper de tout ce qui touchait au bien-être moral et matériel de son troupeau, créer une foule d'institutions de charité, de prévoyance et de préservation ; trouver le temps, au milieu des devoirs de son ministère, de faire réduire le subside de la capitation, de bâtir des écoles, de rédiger un rapport sur l'établissement des haras dans le bas Languedoc, de fonder un hôpital ou de contribuer à la construction d'une caserne.

M. l'abbé Charpentier nous montre Mgr de Grignan s'acquittant avec un zèle tout apostolique des devoirs de sa charge épiscopale, des visites de son diocèse, qu'il accomplissait avec une scrupuleuse exactitude malgré les difficultés des chemins et les fatigues de ces voyages ; il déploya surtout sa sollicitude pastorale pour l'instruction religieuse des fidèles placés sous sa houlette. Ses lettres pastorales à son clergé sont un témoignage éloquent de l'idée élevée qu'il se faisait de l'évêque et de l'autorité

et de la piété avec lesquelles il en accomplissait les devoirs. Si dans les débuts de sa carrière ecclésiastique, entraîné par l'influence de son milieu, il avait un moment erré dans l'affaire de la Régale, il eut le mérite de se montrer d'une orthodoxie irréprochable dans la question du jansénisme, malgré ses relations personnelles avec les prélats les plus marquants de la secte.

L'auteur ne fait pas un panégyrique. Après avoir dit les qualités exceptionnelles et les grandes œuvres de l'évêque de Carcassonne, il le suit dans l'intérieur de son palais épiscopal, et là nous le voyons entouré de la foule de serviteurs, au milieu du faste auquel l'avaient habitué son rang social, sa fortune personnelle et ses goûts. Comme les grands seigneurs de cette époque, il ne savait pas compter, et malgré ses énormes revenus, le prélat se trouvait bien souvent devant des coffres vides. Alors il puisait largement dans les bourses qu'on voulait bien lui ouvrir, et nous devons avouer que souvent il oubliait de rendre. Le chapitre intitulé *Luxe et misère* nous donne un très intéressant tableau de cet intérieur si brillant et des mœurs de l'époque. Enfin le récit des dernières années et de la mort de Mgr de Grignan couronne dignement cette étude biographique, écrite avec beaucoup de talent et de charme. Dans un appendice, M. l'abbé Charpentier a réuni, sous le titre de pièces justificatives, un certain nombre des lettres écrites ou reçues par l'évêque de Carcassonne, qui précisent les traits de cette physionomie épiscopale et augmentent l'estime et la sympathie pour elle.

Dom A. DU B.

Correspondance inédite du général-major de Martange, aide de camp du prince Xavier de Saxe, lieutenant général des armées (1756-1782), recueillie et publiée avec introduction et notes, par Charles BÉARD. Paris, Alph. Picard, 1898, gr. in-8 de xxx-646 p.

A vrai dire, le général de Martange, qui se faisait appeler vicomte de Martange, n'était ni vicomte ni Martange. Il s'appelait simplement Bouët, et son père était intendant du marquis de la Salle. Mais il avait de l'audace, de l'entregent, du savoir-faire, et la société du XVIII^e siècle lui donnait le nom qu'il avait pris ; nous n'avons donc pas à être plus sévère qu'elle. Destiné d'abord à l'état ecclésiastique, Martange n'eut aucune peine à l'abandonner pour l'état militaire, qui convenait mieux à son tempérament. Après avoir fait la campagne de Flandre comme aide de camp du maréchal de Lowendal, il alla chercher fortune en Saxe, et là, par sa souplesse et son activité, trouva moyen de se faire attacher à la personne du frère de l'électeur, le prince Xavier de Saxe, qui le prit en gré et en fit son homme de confiance. C'était habile, car le prince Xavier était le frère de la dauphine de France, et la confiance qu'il accordait à Martange donnait à ce dernier ses entrées à la cour de Versailles comme à celle de Dresde. En fait, il servit bien des fois d'intermédiaire entre le frère et la sœur, il eût même pu remplir ce rôle entre les deux gouvernements, s'il ne s'était fait, nous ne savons trop pourquoi, un ennemi du principal ministre de France, M. de Choiseul. Malgré tout, on le trouve négociant et intrigant partout. Il cherche à faire de son protecteur, le prince Xa-

vier, un roi de Pologne ; il échoue, et l'influence de Catherine fait élire Poniatowski. Il se retourne d'un autre côté et s'efforce de conclure le mariage du dauphin et du comte de Provence avec deux princesses de Saxe. Il échoue encore ; car depuis longtemps, Choiseul a décidé l'union du futur Louis XVI avec la future Marie-Antoinette, et celle du comte de Provence avec une princesse de Savoie. Mais, à la disgrâce de Choiseul, Martange prend sa revanche et réussit à se faire nommer secrétaire général des gardes suisses. Il eût alors vécu heureux avec sa femme, dans son château de Maison-Blanche, si, dans toutes ses pérégrinations, il n'avait contracté des dettes qui venaient parfois le relancer jusque dans la paix de son cher domaine. Nommé lieutenant général en 1780, il quitta la France en 1784 pour n'y reparaitre qu'un instant en 1790, et mourut à Londres en 1806.

Il a laissé une volumineuse correspondance qui, conservée aux archives municipales de Honfleur, aux archives départementales de l'Aube et à celles des Affaires étrangères, est aujourd'hui publiée ; on y trouvera des détails curieux et piquants sur les affaires auxquelles il a été mêlé, et sur la cour de France et celle de Saxe pendant un quart de siècle ; signalons notamment de très intéressants renseignements sur la dauphine Marie-Josèphe de Saxe, dont Martange fut plus d'une fois le confident.

MAX DE LA ROCHESTERIE.

Soldats de Lorraine, Chevert, Oudinot, Exelmans, Lalaye, Margueritte, par Paul DESPIQUES, professeur d'histoire au lycée de Reims, avec une préface de Paul et Victor Margueritte. Paris, Berger-Levrault, 1899, in-8 de xiv-310 p., avec illustrations dans le texte.

La plupart des chapitres de ce volume ont été donnés comme conférences ou comme discours à la Ligue de l'enseignement ou au lycée de Reims. C'est la glorification de la patrie lorraine, du Barrois en particulier, et des défenseurs du sol sortis de cette patrie. Héros de l'ancienne monarchie, généraux de la Révolution, maréchaux de l'empire, soldats d'Afrique, y reçoivent le même hommage et donnent les mêmes leçons de patriotisme. C'est d'abord Chevert, le glorieux vainqueur et le non moins glorieux défenseur de Prague; puis Humbert, le lieutenant de Hoche, avec son audacieuse expédition d'Irlande; puis les maréchaux Oudinot et Exelmans, l'un plus audacieux, l'autre plus pondéré, l'un sabreur, l'autre tacticien, tous deux aussi vaillants l'un que l'autre; car si Exelmans a donné de grands coups d'épée, Oudinot n'en a pas donné moins, et il en a reçu tant qu'on a pu dire que son corps était criblé comme une écu-moire. C'est évidemment Oudinot qui a les préférences de l'auteur: il ne lui consacre pas moins de soixante-quinze pages, en deux chapitres, et il le venge très justement et très complètement des envieuses attaques de Marbot. Après les grands chefs, les inférieurs, le colonel de cuirassiers Lalaye, et le brave conscrit de 1808, Victor Ponty, qui vint mourir capitaine retraité dans sa ville natale, où il racontait aux jeunes gens les aventures de sa vie militaire.

Pour couronner le tout, vient Mar-

gueritte, qui, fils de soldat, soldat lui-même, gagna tous ses grades à la pointe de l'épée, sur cette terre d'Afrique où il y eut tant de brillantes épopées et de vigoureux faits d'armes, puis sous le soleil du Mexique, puis dans cette douloureuse campagne de 1870, où, après une lutte désespérée, il tombe à Sedan, avec la fortune de la France, et où, mortellement blessé, la bouche traversée d'une balle et la langue coupée, il fait encore du bras gauche à ses cavaliers un geste suprême, pour leur commander cette charge légendaire qui arrache à l'empereur Guillaume ce cri: « Ah ! les braves gens ! »

Tels sont les hommes auxquels M. Paul Despiques a consacré ce volume, dont nous tenons à le féliciter. Aujourd'hui, plus que jamais, tout hommage rendu publiquement à notre vaillante armée est une œuvre patriotique et une bonne œuvre.

MAX. DE LA ROCHESTERIE.

Le Général Amédée de la Harpe, par le colonel SECRETAN. Esquisse biographique, avec deux portraits et fac-similés. Paris, Chevalier-Marescq, 1899, in-8 de 149 p.

Amédée de la Harpe appartenait à une ancienne famille du canton de Vaud, alors soumis à la domination assez dure des Bernois. Très patriote et n'aspirant qu'à délivrer son pays d'une autorité étrangère, il adopta avec enthousiasme les idées libérales que la Révolution française semait dans le monde. La part prépondérante qu'il prit à l'organisation de banquets populaires au 14 juillet, en commémoration de la prise de la Bastille, banquets où fut revendiquée la liberté du pays de Vaud, le fit exiler de son pays. Il se retira en France, prit place

parmi les partisans de la Révolution, s'affilia à la Société des Jacobins et prononça dans les clubs des discours d'une phraséologie exaltée. En même temps il s'était engagé parmi les défenseurs de la frontière menacée et avait été nommé d'emblée colonel d'un corps de volontaires ; il avait d'ailleurs servi jadis dans les troupes hollandaises. Ses actes valurent mieux que ses discours ; partout où l'on se bat contre les armées coalisées, on le trouve : à l'armée du Centre d'abord, où, chargé de garder le château de Rodernath, près de Thionville, il jure de se faire sauter avec toute la garnison plutôt que de se rendre, puis à l'armée des Alpes, et enfin à l'armée d'Italie. C'est là surtout qu'ils illustre, sous Dumerbien, sous Masséna, sous Schérer, sous Bonaparte ; toujours à l'avant-garde, presque toujours vainqueur, à Dego, à Loano, à Montenotte ; c'est là qu'après tant d'actions d'éclat, il trouve une mort déplorable, fusillé par ses propres soldats qui, au retour d'une expédition la nuit, prennent son escorte pour une troupe ennemie. Il meurt pauvre, comme il a vécu, ne laissant rien à ses enfants que sa gloire, ses biens ayant été confisqués par le gouvernement de Berne.

M. le colonel Secretan a raconté cette vaillante existence de son compatriote à l'aide des documents officiels, des mémoires du temps, et surtout de la correspondance du général avec son cousin et ami François-César de la Harpe : correspondance très intéressante, qui jette un curieux jour sur la triste situation des armées françaises sous le Directoire, sans pain, sans vêtements et bientôt sans discipline, se battant héroïquement, mais pillant effrontément. Il fallut la rude main de Bonaparte

pour faire rentrer tout, soldats et fournisseurs, dans le devoir.

M. DE LA ROCHESTERIE.

La dernière des Condé, par Pierre de Ségur. Paris, Calmann-Lévy, 1899, in-8 de vi-463 p.

En dépit de son titre, qui annonce une biographie, ce livre est un recueil d'études et de documents sur les Condé au XVIII^e siècle et pendant la Révolution. La partie narrative se compose de deux notices. Dans la première, consacrée à Louise de Condé, fille du dernier prince de ce nom, M. de Ségur n'a que peu ajouté aux faits déjà rapportés soit par Crétineau-Joly et M. Paul Viollet, soit par l'auteur de la vie anonyme (que d'ailleurs il ne cite pas) publiée en 1843 ; son mérite, tout de forme, consiste dans le charme de l'exposition et l'élégance du style. La seconde, au contraire, fait sortir de l'ombre où elle était restée cachée jusqu'ici Marie-Catherine de Brignole, princesse de Monaco, cette « svelte blondine » entrevue par Goethe au milieu du camp des princes en 1792. Cette patricienne génoise, mariée d'abord — on verra dans quelles tristes conditions — avec le prince de Monaco, puis séparée de lui, devint reine de la main gauche à Chantilly, elle resta telle durant l'émigration, amoureusement fidèle à l'homme qui donnait à l'Europe le spectacle de sa fidélité politique et, après plus de cinquante ans de vie commune, mourut en 1813 légitime princesse de Condé. Son biographe, sans dissimuler aucun de ses torts, est indulgent pour celle qu'il appelle une « victime des hommes, longtemps résignée, révoltée plus tard, mais jamais malfaisante et toujours malheureuse » (p. 267).

La partie documentaire se compose de vingt-huit lettres de Condé à M^{me} de Monaco tirées des archives de Beauvais et intéressantes pour les dernières années de l'ancien régime (1785-1788) ; de vingt-huit lettres de même à sa fille écrites entre 1804 et 1812 et de quelques autres, émanant de diverses personnes, relatives à cette époque. On trouve ensuite en appendice plusieurs pièces extraites des archives de Beauvais et de Monaco, des neuf lettres de la princesse de Monaco datées des années 1794 et 1795, etc. Ce dossier, dont le classement eût pu être plus rigoureusement fait, complète et précise l'impression laissée dans l'esprit du lecteur par les agréables récits qui le précèdent. M. le duc d'Aumale, dans son vaste tableau sur la vie des Condés aux xvi^e et xviii^e siècles, M. de Ségur, dans le diptyque où il a mis face à face ses deux héroïnes, nous ont montré, l'un la grandeur mêlée d'ombres, l'autre la décadence, attrayante par certains côtés, d'une grande race.

L. P.

Le marquis de Blosseville,
Souvenirs, par Louis Passy, mem-
bre de l'Institut, député de l'Eure.
Évreux, Hérissé, 1898, in-8 de
n-460 p.

Un volume de près de cinq cents pages sur un homme qui, s'il traversa toute sa vie la politique, n'y occupa jamais les premiers ni même les seconds plans, cela m'avait semblé, à première vue, plutôt excessif. Si quelque lecteur éprouve la même impression, ce sera peut-être en ouvrant le livre, mais non en le fermant. A propos de chaque période de cette longue existence, qui dura quatre-vingt-sept ans, de 1799 à 1886, M. Louis Passy a trouvé le moyen,

élargissant le cadre de son sujet, d'aborder une série de questions du plus vif intérêt.

Le marquis de Blosseville fit ses études au lycée impérial de Rouen ; il fut attaché comme secrétaire à l'ambassade de M. de Talaru en Espagne, pendant l'expédition de 1823, conseiller de préfecture à Versailles de 1827 à 1832, collaborateur puis directeur de la *Quotidienne*, jusqu'à la disparition de cette feuille en 1846, député de l'Eure au Corps législatif de 1857 à 1863, enfin conseiller général du même département pendant trente années consécutives, jusqu'à sa retraite volontaire en 1880. Cette biographie, qui n'offre en somme rien de bien notable au point de vue historique, fournit à M. Passy l'occasion d'étudier successivement l'organisation d'un établissement d'enseignement secondaire sous le premier Empire, la situation de l'Espagne au moment de l'intervention française, d'après les lettres très curieuses de Blosseville, l'état d'esprit des fonctionnaires de la Restauration lorsque éclata la Révolution de 1830, les discussions intérieures de la presse et du parti légitimiste sous la monarchie de juillet, les exploits d'un préfet à poigne du second Empire, et enfin les rivalités de personnes, qui ont rendu possibles les succès électoraux de la gauche, dans le département de l'Eure, sous le régime actuel.

A un autre point de vue encore, la vie de M. de Blosseville mérite d'être lue ; car elle est représentative de quantité d'autres vies contemporaines. Il était né légitimiste, et il prétendit le demeurer jusqu'à sa mort ; ce qui ne l'empêcha pas de rester plusieurs années fonctionnaire de Louis-Philippe et d'être candidat officiel sous Napoléon III. Ses opi-

nions royalistes n'étaient qu'une préférence théorique et sentimentale. Il tenait essentiellement à un pouvoir respectueux de la religion, de la famille et de la propriété ; mais pour le surplus, la forme du gouvernement lui semblait accessoire : c'était un *conservateur* ; le mot définit exactement les hommes de ce type. Qu'ils aient été utiles au pays, en assurant du moins la stabilité sociale, à travers tant de révolutions politiques, c'est très soutenable ; mais qu'ils dussent être finalement vaincus par les républicains, ayant un idéal constitutionnel bien déterminé, dont ils poursuivaient avec passion le triomphe, c'est beaucoup plus évident encore.

H. RUBAT DU MÉRAC.

Les femmes dans la Comédie française et italienne, au XVIII^e siècle, par Charles DEJOB. Paris, Fontemoing, 1899, gr. in-18 de 417 p.

Dans ce volume, M. Charles Dejob a très fructueusement étudié le rôle qu'au XVIII^e siècle le théâtre français et

le théâtre italien ont attribué aux femmes dans diverses conditions et dans des situations différentes. Il connaît à fond tout notre répertoire dramatique et parfaitement aussi les auteurs italiens, qui, à l'exception de Goldoni, nous sont si peu familiers. Il fait même épisodiquement quelques excursions sur les théâtres d'Angleterre, d'Allemagne et d'Espagne. Les analyses détaillées et émaillées de citations qu'il nous donne de pièces, dont quelques-unes sont très rares, rendent la lecture de son volume fort agréable et même amusante. Il écrit, du reste, sous l'inspiration d'idées saines et morales, et déplore que le théâtre montre aujourd'hui pour le public moins de respect qu'après les dépravations de la Régence et du règne de Louis XV. Dans l'appendice qui termine le volume, on trouve des développements qui complètent différents sujets précédemment traités. On y lit notamment des détails sur Goldoni : M. Dejob montre l'influence qu'il a exercée sur Beaumarchais, sur Picard et indirectement sur notre théâtre moderne.

Th. P.

Le Gérant : L. PIQUET.

JULIEN CÉSAR

LES DÉBUTS DU RÈGNE

I. — L'ÉLECTION DE JULIEN

Julien reçut, au mois de septembre 355, l'ordre de quitter Athènes et de rentrer à Milan.

L'année précédente avait été marquée par la mort de son frère Gallus ¹. Celle-ci ne paraît guère moins fertile en événements tragiques. Peut-être même donne-t-elle encore mieux l'idée de ce que fut, dans son ensemble, le règne de Constance. Intrigues de cour, usurpations de généraux, invasions de Barbares, soulèvements populaires, persécution arienne, tout ce qui imprime à cette époque agitée son caractère se rencontre dans les mois qui précédèrent ou suivirent immédiatement le rappel de Julien. Il en faut tracer le tableau rapide, pour montrer ce qu'était l'Empire romain au moment où l'élève de Mardonius et de Maxime fut jeté brusquement dans la vie publique.

La facilité avec laquelle Constance s'était défait de Gallus, un an après avoir abattu Magnence, avait exalté son orgueil. Sans crainte du ridicule, il se donnait à lui-même les titres dont le nommaient ses courtisans ; on l'entendait parler sérieusement de « son éternité ; » de sa propre main, il écrivait à la suite de son nom des appellations comme celle-ci : « le maître de toute la terre, » *dominus totius orbis* ². Mais à un dieu nouveau il faut des victimes : les délateurs qui, après avoir déshonoré les règnes de Tibère, de Néron et de Domitien, puis avoir été réprimés sous les Antonins, reprenaient sous Constance un emploi presque officiel, se tenaient toujours prêts à lui en offrir. Am-

¹ Voir *Revue des questions historiques*, octobre 1897, p. 398.

² Ammien Marcellin, XV, 1 ; cf. Zosime, II.

Vainement Constance, faisant appel à la juridiction universelle de l'évêque de Rome, lui demandait-il de déposer Athanase ¹; vainement faisait-il répandre contre ce grand défenseur de la divinité du Christ d'absurdes rumeurs, dont Ammien Marcellin s'est fait l'écho, l'accusant tantôt de rébellion, tantôt de sortilège ² : à toutes les prières comme à tous les ordres Libère répondait : « Il ne me convient pas de commettre une injustice et de condamner un homme sans l'entendre ³. » Constance résolut de s'emparer de sa personne. Il donna dans ce sens des ordres au préfet. On commença par bloquer le pape dans sa demeure du Latran, en interdisant l'entrée de Rome aux députations de catholiques qui, de divers côtés, venaient lui apporter le tribut de leurs encouragements ou de leur admiration ⁴. Puis Leontius le fit arrêter et conduire à Milan; mais il dut commettre cette mauvaise action de nuit, et avec toutes sortes de précautions, « car on craignait le peuple, qui avait un amour ardent pour Libère ⁵. »

La passion théologique n'empêchait pas, cependant, Constance de veiller aux intérêts de l'Empire. Il savait, au besoin, payer de sa personne. On le voit, au milieu de 355, combattre en Germanie, sur les bords du lac qui, de cet exploit, prit son nom, une incursion d'Alémans. Après un premier échec, qui mit les troupes romaines en péril, la victoire fut rétablie par l'initiative de trois tribuns : beaucoup d'ennemis furent tués, et Constance revint à Milan triompher d'un succès où la résolution de ses lieutenants semble avoir eu plus de part que ses talents militaires ⁶. Mais, arrêtée sur un point, l'invasion recommençait sur d'autres. La Gaule surtout était en proie. Les ennemis de l'Empire y pénétraient sans rencontrer de résistance. Prospère au temps de la tétrarchie, sous l'équitable et ferme gouvernement

¹ « Auctoritate quoque, qua potiores aeternae Urbis episcopi, firmari desiderio nitebatur ardenti.... » Ammien Marcellin, XV, 7.

² *Ibid.*

³ « Hunc per suscriptionem abjicere sede sacerdotali, paria sentiens ceteris, jubente principe, Liberius monitus, perseveranter renitebatur, nec visum hominem, nec auditum damnare, nefas ultimum saepe exclamans, aperte scilicet recalcitrans Imperatoris arbitrio. » *Ibid.*

⁴ Saint Athanase, *loc. cit.*

⁵ « Liberius aegre populi metu, qui ejus amore flagrabat, cum magna difficultate noctu medio potuit absportari. » Ammien Marcellin, *loc. cit.* — Sur l'entrevue de Libère à Milan avec Constance, son bannissement, son refus de tout subside, voir Sozomène, *Hist. eccl.*, IV, 11; Théodoret, *Hist. eccl.*; II, 13.

⁶ Ammien Marcellin, XV, 4.

de Constance Chlore, la Gaule avait connu ensuite les débuts glorieux du règne de Constantin. Son fils Constant avait su aussi la faire respecter des Barbares ¹. Mais le meurtrier de Constant, l'usurpateur Magnence, s'était plus occupé de la tyranniser que de la défendre ². Après la défaite de celui-ci, on voit Constance à Lyon et à Autun en 353 et dans les premiers mois de 354; cependant, il paraît avoir pris, pour cette contrée si vulnérable du côté de l'est, peu de mesures défensives, car Ammien Marcellin, à propos des événements de 355, parle de la longue incurie dont elle était victime ³. Peut-être le souvenir de la révolte de Magnence faisait-il craindre au cauteleux souverain d'y placer un chef influent et de bonnes troupes, et, dans son égoïsme, aimait-il mieux la laisser piller aux Alémans ou aux Francs que de donner à un général l'occasion de s'y rendre trop puissant par des victoires. Cependant, l'état de la malheureuse province devint si critique, et peut-être son cri de détresse si pressant, que Constance se sentit obligé d'y porter remède. Il mit à la tête des légions de Gaule un bon militaire, d'origine franque, dont le père avait bien servi sous Constantin, et qui portait le nom très romanisé de Silvain. C'était, nous dit-on, un homme instruit, doux, timide même dans la vie civile, mais brave sur les champs de bataille, sachant se servir du soldat et lui inspirer confiance ⁴.

Dans ce foyer d'intrigues, de cupidité et de jalousie qu'était la cour de Constance, l'élévation de ce nouveau général déplut à quelques-uns. On fit jouer contre lui les plus dangereuses machines, jusqu'à inventer de fausses lettres et créer de toutes pièces un faux complot. A la nouvelle qu'un commissaire enquêteur, choisi parmi ses ennemis, était envoyé dans les Gaules, et déjà confisquait ses biens, maltraitait ses serviteurs, Silvain, ignorant qu'à ce moment même des amis courageux plaidaient avec succès sa cause devant le prince, et désespérant de convaincre de sa loyauté l'esprit soupçonneux de Constance, ne vit qu'un moyen d'échapper au péril : c'était de commettre le crime

¹ Ammien Marcellin, XXX, 7, dit que les Alémans craignirent seulement Constant et Julien.

² Les contemporains sont unanimes sur ce point, à l'exception de Libanius, qui, par haine de Constance, loue le gouvernement de Magnence, ἀρχοντι δ' αὐτῷ μετὰ φυλακῆς τῶν νόμων. *Oraison funèbre de Julien*.

³ - Diuturna negligentia. - Ammien Marcellin, XV, 4.

⁴ Ammien Marcellin, XV, 5.

même dont il était accusé. A Cologne, où il résidait alors, il se fit proclamer Auguste par ses soldats, qui arrachèrent, pour l'en revêtir, les voiles de pourpre pendus aux enseignes des légions ¹.

Avant que cet acte de rébellion fût connu, Constance avait député vers Silvain un militaire de valeur, Ursicin, qui avait commandé en Orient au temps de Gallus, avait passé ensuite par des alternatives de disgrâce et de faveur, et de qui, à la fois, on attendait beaucoup et l'on se défiait. Il était chargé de prendre le commandement des troupes de Gaule, et de persuader à Silvain de venir à la cour, où justice lui serait rendue. Les plus intimes conseillers de Constance avaient été heureux de faire donner à cet officier une mission aussi délicate, qui, en cas de succès, supprimerait Silvain, en cas d'échec perdrait Ursicin. Celui-ci apprit en route la révolte qui venait d'éclater; mais, au lieu de s'arrêter, il vint à Cologne, feignit de prendre le parti du nouvel Auguste, de s'associer à ses griefs, et s'insinua dans sa confiance. En même temps, il gagnait sous main quelques soldats, qui se soulevèrent, forcèrent l'entrée du palais, et tuèrent Silvain alors que celui-ci s'enfuyait pour aller chercher un refuge dans la basilique chrétienne de Cologne. Au moment où il avait intérêt à flatter Constance, Julien raconta que Silvain avait péri à la suite d'un soulèvement général de toute son armée, dont l'affection envers l'empereur légitime n'avait pu être ébranlée ²; mais le récit plus véridique d'Ammien Marcellin, qui accompagnait Ursicin à Cologne et parle en témoin oculaire, montre qu'il y eut seulement un guet-apens, organisé par l'envoyé de Constance, et auquel l'armée, qui vingt-huit jours auparavant avait acclamé Silvain, demeura étrangère ³.

¹ « Cultu purpureo a draconum et vexillorum insignibus ad tempus abstracto, ad culmen imperiale surrexit. » Ammien Marcellin, XV. 5. — Julien (*Orat.* I, II, premier et second panégyrique de Constance, éd. Hertlein, p. 60 et 126) prétend qu'on revêtit Silvain d'une robe de femme, d'une étoffe de pourpre enlevée dans un gynécée, τὴν γυναικεῖαν ἀλουργίδα περιβαλλόμενον...., ἐκ τῆς γυναικωνίτιδος ἀνελομένου ἀλουργῆς ἱμάτιον. Nous dirons plus loin pour quels motifs le récit d'Ammien doit être préféré.

² Julien, *loc. cit.*

³ Sur tout cet épisode, Julien mérite peu de confiance. On accordera malaisément avec le beau portrait qu'Ammien Marcellin trace de Silvain la conduite que lui attribue Julien, racontant qu'au lieu de combattre les Barbares, il pillait les villes des Gaules pour en tirer l'argent qu'il donnait ensuite comme rançon aux envahisseurs (ἀρπάζων τε ἐκ τῶν πόλεων τὰ χρήματα

La rébellion fut ainsi étouffée presque à son origine. Constance, qui par nature, dit Ammien, « haïssait les vaillants ¹, » s'applaudit d'être délivré à si bon compte d'un dangereux rival. Son orgueil s'accrut encore, et devint tout à fait insupportable. Il se considérait comme un être presque céleste, ayant dompté la fortune, et gouvernant à son gré les choses humaines ². On doit reconnaître qu'il n'abusa pas cette fois de sa victoire. Il y eut des représailles, mais elles atteignirent peu de personnes. Les principaux amis de Silvain furent épargnés. On traita avec égards son jeune fils, qu'il avait laissé en otage à Milan avant de partir pour la Gaule ³.

Cependant la joie de Constance n'allait pas sans quelque mélange. Avec Silvain, il semblait que le dernier boulevard de la puissance romaine dans la Gaule et la Germanie fût tombé. Ursicin avait, il est vrai, pris le commandement des troupes : mais, soit que, mis en défiance par les récents événements, Constance lui mesurât l'autorité et les moyens, soit que les soldats n'eussent pas confiance dans un homme qui ne s'était révélé à eux que par une trahison, aucune résistance utile n'était plus faite aux Barbares. Les courriers qui parvenaient l'un après l'autre à Constance lui peignaient l'état déplorable des Gaules ⁴. Ils lui montraient ces belles et riches contrées ouvertes aux envahisseurs. Ils nommaient quarante villes ruinées le long du Rhin par les Francs, les Alémans et les Saxons ⁵. Ils racontaient le siège et la prise de Cologne ⁶, tout à l'heure la capitale de l'éphémère empire de Silvain, hier encore le siège d'un autel provincial de Rome et d'Auguste et d'une colonie de vétérans ⁷. Constance, on l'a vu, n'était pas ménager de sa personne. S'il n'avait pas les qualités d'un grand général, il avait

καὶ διανέμων τοῖς ἐπιούσι Βαρβάρους καὶ ὥσπερ λύτρα καταβαλλόμενος, ἐξὸν τῷ σιδήρῳ παρασκευάζειν καὶ οὐ τοῖς χρήμασι ποιέσθαι τὴν ἀσφάλειαν).

¹ « Semper oderat fortiter facientes. » Ammien Marcellin, XV, 5.

² *Ibid.*

³ Julien, *loc. cit.*, dit que Silvain avait laissé l'enfant comme otage à l'empereur, « qui ne le demandait pas, » οὐδὲν δεομένη. Ce qu'on connaît du caractère de Constance autorise plutôt à croire qu'il l'avait exigé.

⁴ « Adsidiui nuntii, deploratas jam Gallias indicantes. » Ammien Marcellin, XV, 8.

⁵ Zosime, III, 1.

⁶ Ammien Marcellin, XVI, 3.

⁷ Cf. Desjardins, *Géographie historique et administrative de la Gaule romaine*, t. III, p. 406 et 451.

l'habitude de tous les exercices du corps, était sobre, endurant, bon cavalier, habile au maniement de l'arc et du javelot, très expert surtout aux manœuvres de l'infanterie ¹. Sa cavalerie lui devait une armure nouvelle, imitée des Perses ². Il s'occupait lui-même du choix des chefs militaires, et savait s'entourer de vieux capitaines ³. Il ne redoutait ni les responsabilités du commandement ni le contact de l'ennemi. Mais, à défaut d'une pusillanimité personnelle, dont on ne pourrait l'accuser sans injustice, une prudence politique exagérée lui faisait craindre de quitter l'Italie ⁴. Il lui semblait qu'en s'éloignant du centre de son Empire, il perdrait les moyens de communiquer à la fois avec le sénat romain et avec les provinces orientales, et cesserait de pouvoir surveiller d'une part le paganisme, dont il méditait toujours la ruine, d'autre part les adhérents d'Athanase et du concile de Nicée, qui ne lui étaient guère moins odieux. Probablement aussi craignait-il, s'il se portait de sa personne sur la ligne du Rhin, de se trouver trop loin de celle du Danube, sans cesse menacée par d'autres envahisseurs. Telles sont apparemment les raisons qui lui firent prendre une résolution soudaine, imprévue, « le bon parti, » dit Ammien Marcellin ⁵, à coup sûr celui auquel l'opinion publique était le moins préparée.

Ce parti n'était autre que le rappel immédiat de Julien et son élévation prochaine au rang de César, avec mission de pacifier les Gaules. Nous avons dit l'émotion mêlée de frayeur que ressentit celui-ci, quand l'ordre lui fut donné de quitter Athènes pour revenir à Milan ⁶. On lui enjoignait de voyager vite, avec une suite peu nombreuse : quatre serviteurs seulement furent autorisés à l'accompagner ⁷. Pour un prince de sang royal, accoutumé dès l'enfance à un grand train de maison ⁸, c'était presque voyager *incognito*. Mais cela même, en le

¹ Ammien Marcellin, XXI, 15; Julien, *Oratio* I, 12.

² Julien, *Oratio* I (premier panégyrique de Constance), 32; cf. Ammien Marcellin, XVI, 10.

³ Ammien Marcellin, XXI, 16.

⁴ Ammien Marcellin, XV, 8.

⁵ « Reperit tandem consilium rectum. » *Ibid.*

⁶ Voir *Revue des questions historiques*, octobre 1897, p. 410.

⁷ Julien, *Ép. au sénat et au peuple d'Athènes*, 8.

⁸ *Ibid.*, 4; cf. Sozomène, *Hist. eccl.*, V, 2.

débarrassant des nombreux *impedimenta* que traînaient en route les riches Romains, lui rendait le voyage plus facile et lui permettait même d'y mêler quelque imprévu et quelque agrément. C'est ainsi que le fervent disciple d'Homère put, avant de quitter les pays classiques, traverser la mer Égée pour faire une excursion en Troade. Cela montre que, si forcé que fût son voyage, Julien y jouissait encore d'une assez grande liberté et demeurerait maître d'en régler l'itinéraire.

Il a raconté, dans une lettre, un épisode fort inattendu de ce pèlerinage « aux champs où fut Troie. » S'étant arrêté dans la ville « moderne » qui s'élevait, au IV^e siècle, sur l'emplacement de l'ancienne Ilion, il demanda à visiter les monuments antiques. « C'était, dit-il, le détour que j'employais pour visiter les temples. » L'évêque de la ville, Pégase, s'offrit à lui servir de guide. Il le conduisit au tombeau d'Achille, entretenu avec le plus grand soin, et s'inclina lui-même devant la sépulture du héros. Puis il mena le voyageur au tombeau d'Hector. « Là, raconte Julien, comme je m'aperçus que le feu brûlait presque sur les autels et qu'on venait à peine de l'éteindre, que la statue d'Hector était encore toute brillante des parfums qu'on y avait versés, je dis, les yeux fixés sur Pégase : « Eh quoi ! les habitants d'Ilion font donc des sacrifices ! » Je voulais connaître, sans en avoir l'air, quelles étaient ses opinions. Il me répondit : « Qu'y a-t-il d'étonnant qu'ils adorent le souvenir d'un grand homme, qui était leur concitoyen, comme nous faisons pour nos martyrs ? » Sa comparaison n'était pas bonne, mais, eu égard au temps, sa réponse ne manquait pas de finesse. Il me dit ensuite : « Allons visiter l'enceinte sacrée de Minerve troyenne, » et, heureux de me conduire, il ouvrit la porte du temple. Il me fit voir alors les statues et me prit à témoin qu'elles étaient tout à fait intactes. Je remarquai qu'en me les montrant, il ne fit rien de ce que font d'ordinaire les impies dans des circonstances pareilles ; il ne traça pas sur son front le signe de la croix et ne siffla pas dans ses dents ; car c'est le fond de leur théologie de siffler quand ils sont en présence de nos dieux et de faire le signe de la croix ¹. »

¹ Cette curieuse lettre, découverte dans un manuscrit du British Museum, a été publiée par Henning dans l'*Hermès*, 1875 ; elle porte le n° 78 dans l'édition d'Hertlein, p. 603.

On peut, sans un trop grand effort d'imagination, se figurer l'état d'esprit des deux personnages que le hasard avait ainsi mis en présence. Julien, aux allures de l'évêque, a surpris ses pensées secrètes : il attache sur lui un regard pénétrant et lui pose des questions captieuses. Pégase connaissait sans doute par la renommée les vrais sentiments de Julien : Troie était trop rapprochée d'Éphèse et de Pergame pour que les espérances fondées sur le jeune prince par les néo-platoniciens de ces deux villes¹, leurs efforts pour l'attirer à eux, les gages qu'il leur avait déjà donnés, fussent ignorés de lui. Aussi se laissa-t-il volontiers deviner à Julien par son maintien, par l'abstention de certaines pratiques, sans se trahir cependant par aucune parole compromettante. Cet évêque d'Ilion est un type singulier, sans doute rare au iv^e siècle, mais non sans exemple. On a l'építaphe d'une Romaine qui se montra « parmi les fidèles, fidèle, et parmi les païens, païenne². » Celle-ci se prêtait aux circonstances changeantes d'une époque de transition, mais nous laisse dans le doute sur sa véritable croyance, si vraiment elle en eut une. Pégase nous est mieux connu. Julien raconte que, averti par son attitude, il se renseigna sur place et apprit de gens bien informés que cet étrange ministre de l'Évangile priait en cachette les dieux et adorait le Soleil³. C'était, selon toute apparence, un païen qui était entré dans l'Église, avait monté les degrés de la hiérarchie cléricale, moins encore peut-être pour flatter les puissants du jour que pour acquérir le pouvoir de protéger et d'entretenir secrètement les sanctuaires idolâtriques. Déguisé en évêque chrétien, il se faisait ainsi le gardien de la Troie homérique, le sacristain mystérieux de ses temples. Nous retrouverons ce Pégase dans un autre endroit de l'histoire de Julien ; mais alors, les temps auxquels il aspirait étant venus, il aura jeté le masque et échangé publiquement les insignes de l'évêque contre les bandelettes du pontife païen.

Les circonstances suspectes de cette excursion en Troade

¹ Voir *Revue des questions historiques*, octobre 1897, p. 387-396.

² INTER FIDELIS FIDELIS FVIT, INTER (paga)NOS PAGANA FVIT. *Bullettino di archeologia cristiana*, 1877. p. 118-124 et pl. IX ; 1879, p. 24 ; *Atti della R. Accad. dei Lincei*, 1878-1879, *Transunti*, p. 122.

³ Ὅτι καὶ προσεύχοιτο λάθρα καὶ προσκυνοίη τὸν Ἥλιον. Julien, *Ep.* 78 (Hertlein, p. 605).

étaient sans doute ignorées de Constance, quand il attendait, non sans impatience, l'arrivée de Julien en Italie. Il ne dévoila pas tout de suite à ses conseillers le dessein qu'il s'était proposé en rappelant celui-ci. Une seule personne paraît en avoir été la confidente, et probablement l'inspiratrice ¹ : c'était l'impératrice Eusébie, qui avait naguère tiré Julien du péril et n'avait cessé de croire en lui. Quand Julien arriva à Milan, incertain du sort qui l'attendait, Constance était absent : les affaires de Silvain, raconte Julien, l'avaient appelé au dehors ². Il est difficile de déterminer à quel incident de cette tragique aventure le narrateur fait ici allusion, puisque nous savons qu'il n'y eut point de guerre contre Silvain, et que Constance reçut à Milan la nouvelle de sa mort. Peut-être Constance fut-il obligé à quelque voyage militaire, à quelque inspection de troupes, moins à cause du favorable dénouement de l'affaire de Silvain qu'en raison des désastres qui suivirent. Julien se montre ici le narrateur peu précis, l'écrivain obscur et embrouillé qu'il est souvent. Quoi qu'il en soit, la réception qui lui fut faite à Milan fut de nature à le rassurer. Eusébie envoya au-devant de lui ses eunuques, chargés de le complimenter. Constance, revenu bientôt après, l'accueillit en ami et en parent : il lui donna ses libres entrées à la cour, et lui offrit de loger au palais, ce que Julien refusa. Mais il lui fallut se soumettre à une cérémonie pénible : les eunuques du palais lui rasèrent sa barbe philosophique, le revêtirent de la chlamyde militaire, et ne le laissèrent sortir de leurs mains que transformé en soldat et en homme de cour ³.

Julien s'accuse — ou se vante — d'en avoir porté gauchement l'habit. Au milieu des courtisans, la tête haute, les regards toujours en éveil, il errait dans les antichambres et les salles du palais, tenant ses yeux baissés, comme le lui avait appris son précepteur ⁴. Les eunuques, ignorant encore la fortune à laquelle il était réservé, riaient sur son passage : à leurs railleries Julien répondait par une haine ⁵ dont ils sentiront un jour les

¹ Cf. Zosime, III, 1.

² Μικρόν δὲ ὕστερον ἐπελθόντος τούτου · καὶ γὰρ τοὶ καὶ τὰ περὶ Σιλουανὸν ἐπέπρακτο. Julien, *Ép. au sénat et au peuple d'Athènes*, 6 (Hertlein, p. 353).

³ Julien, *loc. cit.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

effets. « Je ne tairai point ici, dit-il, jusqu'à quel point je poussai les concessions, et comment je consentis à vivre sous le même toit que des hommes que je savais être les bourreaux de ma famille, et que je soupçonnais de vouloir bientôt me traiter comme ils avaient traité les miens ¹. » Cette fois, cependant, il se trompait dans ses soupçons. Pendant qu'il vivait à la cour, dans cet état de réserve et d'anxiété, Constance se préparait à l'élever jusqu'au trône.

Quand l'empereur, ayant rassemblé son conseil, s'ouvrit de ce dessein, tous demeurèrent frappés de stupeur. Le langage de Constance avait été empreint d'une sincérité inaccoutumée. Il déclarait que le fardeau dépassait ses forces, et — ce qu'il n'avait jamais avoué, dit Ammien, — qu'il ne pouvait plus le porter seul. Accoutumés à tout approuver, les courtisans essayèrent, cette fois, de cacher leur désapprobation sous la flatterie. « Il n'y a point, dirent-ils, de situation si ardue que la force toute-puissante de Constance, sa fortune si voisine des astres, ne puisse, comme toujours, la surmonter. » Plusieurs ajoutaient qu'un César était bien dangereux, et rappelèrent Gallus. Une seule personne appuya les paroles de Constance : ce fut Eusébie. Dans son amour conjugal, qui paraît avoir été sincère, elle craignait peut-être pour Constance les périls et les hasards d'un séjour en pays éloigné. Peut-être aussi son regard perspicace, aidé de sa sympathie pour Julien, avait-il discerné le véritable intérêt public. Pour une raison ou pour une autre, elle réfuta les objections, et, puisqu'il fallait un César, déclara que mieux valait prendre le plus proche par la parenté. La délibération dura longtemps, mais l'avis de l'empereur et de l'impératrice finit par être accepté de tous : l'accession de Julien à l'empire fut décidée ².

Julien parut consterné à cette nouvelle. Si elle flattait son ambition, en revanche, elle dérangeait tous ses plans de vie studieuse. Son esprit, toujours porté aux alarmes, ne pouvait d'ailleurs oublier ce qu'une faveur semblable avait coûté à Gallus. La bonté maternelle d'Eusébie semble avoir deviné les sentiments qui se pressaient dans l'âme du jeune prince. Tout

¹ Julien, *loc. cit.*

² Ammien Marcellin, XV, 8.

d'abord, l'impératrice avait joui sans mélange du changement de fortune de son protégé : la déclaration officielle de l'empereur fut pour elle, dit Julien, comme une douce musique ¹. Mais bientôt elle comprit les hésitations de Julien, et combien il avait besoin d'appui. Il vit un jour venir, dans le faubourg de Milan où il avait sa demeure, des serviteurs de confiance d'Eusébie, qui le prièrent d'écrire à celle-ci et de lui demander sans crainte tout ce qu'il voudrait. Le premier mouvement de Julien fut de répondre à la bonté de l'impératrice par un refus motivé du titre de César. Il rédigea dans ce but une lettre suppliante, qui se terminait par ces mots, bien propres à toucher le cœur d'Eusébie, désolée de sa stérilité : « Puissiez-vous avoir des enfants, héritiers de vos biens ! puisse Dieu vous combler de faveurs ! Je vous en supplie, renvoyez-moi chez moi le plus tôt possible. » Puis il retomba dans ses incertitudes et n'osa envoyer la lettre, craignant, dit-il, qu'il n'y eût danger à correspondre ainsi avec la femme de l'empereur ².

Ces détails sont dans l'épître adressée, six ans plus tard, par Julien au sénat et au peuple d'Athènes. Il n'y a pas de raison pour les révoquer en doute, car ils semblent tout à fait en situation ; mais probablement trouvera-t-on quelque arrangement artificiel et quelque mise en scène dans le reste du récit. Nous le rapporterons tel que le fait Julien, qui tient à se montrer comme étant, dès cette époque, le favori des dieux, à qui il pose des questions et de qui il reçoit des réponses.

Hésitant, comme on vient de le voir, à envoyer des lettres à Eusébie, il leur demanda de lui révéler, pendant son sommeil, s'il devait le faire. La réponse fut que l'envoi de sa lettre serait suivi d'une mort ignominieuse. Julien n'avait plus qu'à se soumettre ; mais, à l'en croire, il eut besoin de longues réflexions pour s'y décider.

« Eh quoi ! se dit-il, je pourrais m'opposer aux dieux ! je croirais pouvoir me diriger mieux que ceux qui savent tout ! La prudence humaine embrasse à peine le présent et n'est infail-
lible que pour les objets de peu de valeur. Personne ne délibère ni sur les choses qui doivent arriver dans trente ans ni sur

¹ Julien, *Orat.* III (panégyrique d'Eusébie), 15.

² Julien, *Ép. au sénat et au peuple d'Athènes*, 7.

celles qui sont déjà passées, mais seulement sur les choses dont nous tenons, en quelque sorte, les commencements et les germes. Seul le regard des dieux perce plus loin; ils voient tout, conseillent et font ce qui est le meilleur. Auteurs de tout ce qui est et sera, ils ne peuvent se tromper sur ce qui nous convient. »

Ce raisonnement convainquit Julien que le plus sage était d'accepter ce qu'on lui offrait et de le croire ménagé par une providence divine. Mais d'autres réflexions lui persuadèrent que là était aussi le devoir. « Tu te fâcherais, se dit-il à lui-même, si quelqu'un de tes esclaves, si ton cheval, ta brebis, ton bœuf te refusait le service et ne venait pas à ton appel. Mais toi, qui te prétends au-dessus du vulgaire et te ranges parmi les justes et les sages, tu te refuserais aux dieux ! tu ne te prêterais pas à ce qu'ils veulent de toi ! Prends garde d'agir en insensé et de mépriser leurs droits. Que fais-tu de ton courage ? Tes hésitations sont ridicules. Tu sembles prêt à ramper et à flatter par crainte de la mort. Abandonne-toi plutôt à la volonté des dieux, leur déléguant la conduite de ta vie, selon la maxime de Socrate, prêt à faire tout ce qui leur plaira, sans te rien réserver, et acceptant tout de leurs mains avec confiance ¹. »

Il est impossible de savoir si Julien fit réellement ces réflexions, et se laissa guider par ces motifs mystiques, qui ne seraient pas sans grandeur. Ce que l'on voit clairement, c'est qu'après avoir écrit une lettre de refus, il renonça à l'envoyer, et trouva sage de n'opposer aucune résistance au choix de l'empereur. Ammien Marcellin, ordinairement bien informé de ce qui regarde Julien, n'a pas entendu parler des hésitations dont celui-ci nous fait la confidence. Son parti étant pris, Julien se rendit docilement à la cérémonie de l'investiture.

Elle eut lieu le 6 novembre ², en présence de l'armée, devant les aigles et les drapeaux des légions. L'empereur monta sur une tribune très élevée. Julien était auprès de lui. Se levant, et tenant par la main le jeune prince, comme pour le présenter aux assistants, Constance prit la parole. Il aimait à parler en public, et s'en tirait ordinairement très bien. « Faire l'énuméra-

¹ Julien, *Ép. au sénat et au peuple d'Athènes*, 7.

² • Die octavo iduum novembr. • Ammien Marcellin, XV, 8.

tion des harangues qu'il a prononcées dans toute espèce de réunions, devant l'armée, le peuple ou le sénat, exigerait un trop long discours, » a dit Julien, qui ajoute : « Il est bon artisan de paroles, non qu'il taille ou qu'il polisse des mots ou qu'il arrondisse ses périodes à la façon des rhéteurs; mais sa diction est grave et pure, il sait user à propos d'expressions qui pénètrent dans l'âme non seulement des gens instruits et éclairés, mais même des ignorants, pourvu qu'ils soient capables d'entendre et de comprendre ce qu'on leur dit ¹. » Bien que ce jugement soit extrait d'un panégyrique, et par conséquent suspect, cependant il n'étonnera pas ceux qui se souviennent d'un épisode de l'histoire de Constance, où son talent d'orateur lui fit remporter une victoire peu commune : en 350, il prononça, en présence de ses troupes et de celles de son rival Vétranion, un discours si persuasif, que les soldats de celui-ci l'abandonnèrent pour passer du côté de l'empereur ². La harangue qu'il fit pour l'intronisation de Julien n'est point indigne de sa réputation oratoire. Elle a cette simplicité élégante et grave que loue le panégyriste. Je ne crois pas qu'Ammien Marcellin, qui la donne tout entière ³, l'ait inventée, à la manière des historiens antiques : elle porte, autant qu'on en peut juger, la marque de Constance.

« Nous sommes devant vous, dit-il, excellents défenseurs de la République, pour traiter ensemble de l'intérêt de tous : je vous exposerai brièvement, comme à des juges équitables, ce que je veux faire. Après la mort de tyrans et de rebelles, qu'une rage furieuse poussa à la révolte, les Barbares, comme pour offrir de leurs mains impies un sacrifice expiatoire arrosé de sang romain, parcoururent en tous sens les Gaules, ayant rompu la limite que leur imposaient les traités. Ils s'encouragent à la pensée des devoirs très étroits qui nous retiennent loin d'eux. A ce mal, qui croît chaque jour, si d'un commun accord nous portons remède pendant qu'il en est temps, ces orgueilleuses nations seront domptées, et les frontières de l'Empire demeureront intactes. Il vous appartient de m'aider à réaliser cet espoir.

¹ Julien, *Oratio* II (second panégyrique de Constance), 21.

² Id., *Orat.* I (premier panégyrique de Constance), 28. — Cf. Themistius, *Orat.* III, IV; Zosime, II.

³ Ammien Marcellin, XV, 8.

Voici Julien, mon cousin germain. Vous connaissez sa modestie, qui nous le rend non moins cher que la parenté. Il a bonne réputation. Jeune, il possède déjà les talents les plus brillants. Je désire l'élever au rang de César, et je vous demande de confirmer par votre consentement ce dessein, si vous le jugez utile. »

Une rumeur favorable interrompit l'orateur. « Ce sont les pensées d'un dieu, non d'un homme, » disait-on, dans ce langage de la flatterie que savaient parler même les foules. Mais Constance, sans faire un mouvement, selon sa coutume, continua, sûr désormais des sentiments de tous :

« Puisque ce joyeux murmure me témoigne votre approbation, que ce jeune homme, doué d'une force tranquille, et dont les mœurs sont plus encore à imiter qu'à louer, monte au faite des honneurs. De sa noble nature, de son excellente éducation, je ne dirai qu'un mot : elles l'ont fait digne de mon choix. En présence, donc, et avec le consentement du Dieu tout-puissant, je le revêtirai du manteau impérial. »

Il mit alors sur les épaules de Julien « la pourpre des aïeux, » et, l'ayant proclamé César, aux applaudissements de l'armée, il poursuivit, avec une solennité plus grande :

« Tu viens de recevoir, jeune, l'éclat qui appartient à ta naissance, ô frère très aimé ! Ma gloire s'en est accrue : en déferant à ta noblesse, si proche de la mienne, une partie de ma puissance, je me sens moi-même plus élevé. Deviens donc l'associé de mes travaux et de mes périls : prends la charge de la Gaule, relève par tes bienfaits son affliction. S'il faut combattre l'ennemi, marche d'un pas ferme au milieu des porte-étendard, inspire l'audace en temps opportun, enflamme les combattants, en te mettant à leur tête, sans négliger les précautions nécessaires ; reconforte ceux qui seraient troublés ; montre que tu seras un témoin véridique des courageux et des lâches. Donc, poussé par la grandeur de l'entreprise, en avant, homme brave, que les braves suivront. Nous serons avec vous, de toute la force d'un fidèle amour, nous combattrons ensemble, et, plaise à Dieu d'exaucer nos prières ! nous gouvernerons avec une égale modération et une piété égale le monde pacifié. Tu me seras toujours présent, et je ne ferai défaut à aucune de tes actions. Monte, monte vers les sommets, hâte-toi, les vœux de

tous te suivent ! C'est la République elle-même qui te confie le poste que tu vas défendre. »

A ces paroles enflammées, vibrantes, l'émotion de la foule ne put se contenir. Les soldats heurtaient avec un bruit de tonnerre leurs boucliers contre leurs genoux, ce qui était chez les Romains un présage de félicité ¹. A l'exception de quelques-uns, plus perspicaces ou plus défiants, tous les assistants approuvèrent le choix du prince et en ressentirent une joie profonde. On contemplait le nouveau César, charmant sous la pourpre, avec ses yeux « d'une beauté terrible ², » son visage auquel une émotion inaccoutumée donnait de la grâce ³. Tous les regards s'attachèrent sur lui, quand il s'assit près de Constance dans le char impérial ; mais personne ne l'entendit se murmurer à lui-même ce vers d'Homère :

La Mort empourprée et le tout-puissant Destin l'ont saisi ⁴.

II. — LE MARIAGE DE JULIEN. — LE PANÉGYRIQUE DE CONSTANCE

L'empereur voulut que la première visite du César fût pour Eusébie. Dans le palais, où régnait l'étiquette orientale, les femmes étaient déjà très séparées des hommes, et les princesses vivaient surtout en compagnie de leurs suivantes et de leurs eunuques : Julien laisse voir qu'être admis près de l'impératrice était une faveur rare et une marque signalée de confiance. Ce n'était pas la première fois, sans doute, que le jeune prince se trouvait en présence de la femme intelligente et ambitieuse dont la protection lui avait été si utile ; mais elle ne l'avait jamais reçu officiellement, entourée de sa cour, dans cette situation presque hiératique que prenaient alors les impératrices. « Dès que j'eus été introduit près d'elle, dit Julien, je crus voir assise, ainsi que dans un temple, la statue de la Sagesse. Un sentiment de respect me pénétra l'âme, et tint mes yeux fixés vers la terre durant assez longtemps, jusqu'à ce qu'elle m'eût engagé à

¹ Au contraire, heurter le bouclier avec la lance était signe de deuil.

² « Oculos cum venustate terribiles. » Ammien Marcellin, XV, 8.

³ « Vultumque excitatus gratum. » *Ibid.*

⁴ Ἐλλάξει πορφύρεος θάνατος καὶ μοῖρα κραταῖα. *Iliade*, V, 83. C'est Ammien qui rapporte ce détail : il le tenait peut-être de Julien.

prendre courage : « Tu tiens de nous, dit-elle, une partie de la grandeur, tu recevras l'autre dans la suite, avec l'aide de Dieu, pourvu que tu nous sois fidèle et loyal. » Voilà quel fut à peu près son langage; elle n'ajouta rien de plus, quoique son éloquence ne le cède point à celle des meilleurs orateurs. Au sortir de cette entrevue, je demeurai profondément ému; je croyais entendre retentir à mes oreilles la voix même de la Sagesse, tant le son en était doux et suave comme le miel ¹. »

Julien n'oubliera que trop, plus tard, cet appel à la reconnaissance et à la loyauté. Mais il semble en avoir été d'abord vraiment touché. Eusébie, à ce moment, lui prodigua les marques de sa faveur. Lui-même cite, parmi les bienfaits dont elle se plut à le combler, « l'alliance qu'elle lui fit contracter dans la famille de l'empereur ². » C'est le seul passage de ses écrits où il soit fait (en termes assez froids) allusion à son mariage avec Hélène, sœur de Constance, célébré peu de jours après son élévation au rang de César ³. Rien, semble-t-il, n'avait préparé cette union. Nul penchant réciproque n'y inclinait les deux époux. Très probablement ils ne se connaissaient point avant le brusque rappel de Julien à Milan. Le mariage paraît avoir été imposé à Julien, ou du moins décidé pour lui, par Constance, à l'instigation d'Eusébie, comme une conséquence de son élection. Ce fut un de ces tristes marchés faits par la politique, et où le cœur n'a point de part. Nous ne savons à peu près rien d'Hélène. Aucun renseignement ne nous est venu, ni sur sa figure, ni sur son intelligence, ni sur son caractère. Les médailles qui la représentent, à côté de Julien, lui donnent des traits réguliers, assez insignifiants, et, autant qu'on en peut juger, sans jeunesse ⁴. Hélène était, en effet, plus âgée que son mari. Fille de l'impératrice Fausta, que Constantin épousa en 307 et qui mourut tragiquement au milieu de 326, elle avait au moins six ans de plus que Julien. Probablement avait-elle dépassé la trentaine, quand ce jeune César de vingt-trois ans l'épousa. Eusébie,

¹ Julien, *Oratio* III (éloge de l'impératrice Eusébie), 16.

² "Ὅπως δὲ ἐμοὶ μετὰ τοῦ βασιλέως τὸν γάμον ἔρμυσεν. *Ibid.*, 17 (Hertlein, p. 159).

³ « Diebus paucis, Helena virgine Constantii sorore eidem Caesari jugali foedere copulata.... » Ammien Marcellin, XV, 8.

⁴ Cohen, *Méd. imp.*, t. VI, pl. xii, n° 12.

devenue la femme de Constance en 353, dans la fleur de l'âge et de la beauté, était, selon toute vraisemblance, plus jeune qu'elle. On ne s'étonnera pas du rôle sacrifié que joue dans l'histoire de Julien la pauvre princesse.

Deux semaines au plus s'écoulèrent avant que Julien, décoré de la pourpre impériale et devenu le beau-frère de Constance, allât prendre au delà des Alpes son poste de combat; ces quelques jours furent assurément bien remplis.

On sait que Constance se piquait de belles-lettres. Il avait une éloquence naturelle, dont le lecteur a pu juger. Mais il aimait aussi cette éloquence artificielle, que les rhéteurs avaient mise à la mode. Son grand regret était de n'y pas réussir, et il s'en consolait en faisant des vers, qui n'étaient pas meilleurs que ses essais de déclamation ou ses exercices de rhétorique ¹. Autant que le laissent voir et les écrits de Julien et les harangues qu'Ammien lui attribue, Julien réunissait les deux genres d'éloquence. Il savait, comme Constance, parler aux soldats le langage à la fois majestueux et bref qui convient à un prince, et en même temps, rompu dès l'enfance à toutes les finesses de la rhétorique, il pratiquait à merveille le genre faux où son impérial cousin désespérait d'atteindre. Ce genre convenait même mieux que tout autre à son esprit compliqué, qui avait besoin de faire effort pour être simple, et d'où, au contraire, les pensées obscures et les phrases ambiguës coulaient comme de source.

Aussi Julien ne dut-il éprouver aucun embarras, lorsque Constance lui demanda de prononcer son panégyrique avant de partir pour la Gaule. Un délai probablement très court lui fut accordé pour préparer ce morceau oratoire : mais, comme la plupart des rhéteurs et des sophistes du iv^e siècle, Julien avait beaucoup de l'improvisateur. Il écrivait habituellement très vite. Le traité de *la Mère des dieux*, qu'il fit à Pessinonte en 362, et où il versa une grande partie de sa confuse théologie, fut composé en moins d'une nuit ². Ce qu'il y avait de forcé et de peu naturel

¹ « Doctrinarum diligens adsector : sed cum a rhetorica per ingenium desereretur obtunsum, ad versificandum transgressus, nihil operae pretium fecit. » Ammien Marcellin, XXI, 16.

² Ἐν βραχὺ χρόνῳ μάλιστα. Julien, *Orat.* V, *De la Mère des dieux*, 13 (Hertlein, p. 231).

dans le panégyrique n'était pas pour lui déplaire. Il avait appris à amplifier toute espèce de sujets, et à broder des variations sur toute sorte de thèmes : louer sans mesure un homme que l'on craint et que l'on méprise, et transformer en héros un prince médiocre, n'est pas plus difficile que d'écrire l'éloge des figues ou du nombre cent ¹. De tout temps, le panégyrique fut une des branches les plus cultivées de la littérature romaine. On a remarqué que les harangues de Cicéron, *Pro lege Manilia* et *Pro Marcello*, sont de véritables panégyriques de César et de Pompée ². Celui de Trajan par Pline le Jeune passa longtemps pour le chef-d'œuvre de l'élégant écrivain du II^e siècle. Celui d'Antonin le Pieux par Fronton était encore au IV^e siècle fort admiré ³. A cette époque, dans la décadence presque universelle des lettres profanes, ce genre eut une recrudescence de vogue. La Gaule semble s'y être distinguée, si vraiment des douze panégyriques que l'on possède encore de Dioclétien et de ses successeurs, six appartiennent, comme on l'a pensé, à des professeurs de l'université d'Autun. « Le latin des professeurs d'Autun est excellent, dit un bon juge, et c'est merveille de voir qu'au IV^e siècle on savait encore quelque part si fidèlement reproduire les expressions et les tours de Cicéron ⁴. » Bien que d'origine latine, le panégyrique devait tenter l'esprit courtisan des Grecs : Themistius ⁵, Libanius lui-même ⁶, firent celui de Constance. Julien, qui partageait les croyances païennes de ces deux orateurs, et particulièrement la passion religieuse du second, ne pouvait avoir de scrupule à les imiter.

Si rapidement qu'il l'ait écrit, son discours est composé avec soin. Si l'on met une sourdine aux louanges trop éclatantes, et si l'on tient compte de la situation difficile où était placé l'orateur, on reconnaît qu'il a produit un morceau d'histoire à quelques égards excellent. Comme il arrive souvent, la contrainte qui pesait sur lui a moins nui que servi à ses qualités littéraires. Obligé de se surveiller davantage, Julien ne se laisse

¹ Julien, *Ép.* 24 (authenticité douteuse).

² Boissier, *la Fin du paganisme*, t. II, p. 248.

³ *Panég.*, V, 14.

⁴ Boissier, *la Fin du paganisme*, t. II, p. 252.

⁵ Themistius, *Orat.* I, IV.

⁶ Libanius, *Orat.* III.

point encore aller à ces écarts de plume et de pensée qui donneront des allures si bizarres aux ouvrages composés par lui alors que, devenu tout-puissant, il se croira le droit de tout dire. L'œuvre suit un plan simple, logique, dont on ne retrouvera guère l'équivalent dans les élucubrations personnelles et capricieuses de son âge mûr.

Puisqu'il faut tout louer, Julien commence par faire l'éloge de Rome, qui vit naître la mère de Constance. C'est peut-être le seul endroit de ses écrits où il parle de « la ville souveraine du monde, » — qu'il ne visita jamais, — avec les sentiments d'un Romain ¹. Puis il célèbre les ancêtres de l'empereur, depuis Claude le Gothique, de qui les Flaviens se faisaient gloire de descendre, jusqu'à ses aïeux paternel et maternel, Constance Chlore et Maximien Hercule ². Vient ensuite un bel éloge de Constantin ³, — dont il déchirera la mémoire dans son pamphlet des *Césars*. Il n'a garde d'oublier « la noblesse, la beauté, la vertu » de « cette femme sans égale, fille d'un empereur, femme d'un empereur, sœur d'un empereur, mère non d'un seul, mais de plusieurs empereurs, » l'impératrice Fausta, qui donna le jour à Constance ⁴ : il passe prudemment sous silence l'épouvantable tragédie où elle périt.

Suit le tableau de l'éducation de Constance, dont il fait honneur à la prévoyance et à la sagesse de Constantin. Ce que Julien dit du résultat de cette éducation, l'amour des lettres, l'habileté aux exercices corporels, à l'équitation, au maniement des armes, l'endurance, la sobriété, la grande pureté de mœurs ⁵, est confirmé par le témoignage impartial et véridique d'Ammien Marcellin ⁶, de même que les louanges données par le panégyriste au respect de Constance pour son père sont attestées par le jugement conforme d'Aurelius Victor et d'Eutrope. Julien, suivant pas à pas la carrière de son héros, le montre, tout jeune, régnant d'abord dans les Gaules, puis appelé par Constantin au gouvernement de la partie orientale de l'Empire, où il devra

¹ Julien, *Orat.* I, 5.

² *Ibid.*, 6.

³ *Ibid.*, 7-9.

⁴ *Ibid.*, 9.

⁵ *Ibid.*, 11, 12.

⁶ Ammien Marcellin, XXI, 16.

faire face aux Perses ¹. A raconter les guerres que Constance mena contre ces éternels ennemis du nom romain est employée une grande partie du discours. Mais ces guerres eurent lieu surtout quand Constance fut devenu, par la mort de son père, puis par les décès successifs de ses frères, seul maître de l'Empire : le discours de Julien se heurtera ici contre un écueil qu'il ne franchira pas sans avarié.

On n'a pas oublié les meurtres qui ensanglantèrent Constantinople au lendemain de la mort de Constantin. Sous les yeux de Constance, avant l'arrivée de ses frères, furent massacrés le père et le frère aîné de Julien, un de ses oncles, et six de ses cousins. Julien ne cessa de faire peser sur Constance la responsabilité de ce crime. « Il les fit tous mettre à mort sans jugement, » écrit-il aux Athéniens, ajoutant : « Il voulait me tuer aussi, avec mon autre frère, mais il se contenta de nous exiler ². » C'est avec ces ressentiments dans le cœur qu'il prononçait, en 355, le panégyrique de Constance. Il semble qu'il lui eût été facile de laisser dans l'ombre ces lamentables souvenirs. Personne ne pouvait désirer qu'il en parlât. Par un singulier oubli de toutes les convenances morales, Julien crut faire sa cour à Constance en cherchant publiquement une excuse au meurtre de sa famille. « Violenté, dit-il, par les circonstances, l'empereur ne put empêcher les autres de commettre des crimes ³. » On se figure aisément l'embarras des vieux courtisans, entendant ces paroles maladroites. Ils se gardèrent sans doute de lever les yeux vers le souverain, qui assistait debout, selon l'usage, à ce discours d'apparat ⁴. Peut-être une ombre passa-t-elle à ce moment sur le visage ordinairement impassible ⁵ de Constance. Pour nous, qui essayons de comprendre le caractère du nouveau César, nous ne nous étonnons pas trop de voir, au milieu d'un morceau jusque-là irréprochable, éclater tout à coup une note fausse. Malgré tout son esprit, peu d'hommes eurent dans les choses de l'intelligence et du cœur le jugement aussi peu sûr que Julien.

¹ Julien, *Oratio* I, 12, 13.

² *Ép. au sénat et au peuple d'Athènes*, 3.

³ Βιασθεὶς ὑπὸ τῶν καιρῶν ἄκων ἐτέρους ἐξαμάρτεῖν οὐ διεκώλυσας. *Oratio* I, 17 (Hertlein, p. 19).

⁴ « Caesare stante dum loquimur. » *Panég.*, V, 4.

⁵ Ammien Marcellin, XV, 16.

La suite du panégyrique est le récit de la vie extérieure de Constance pendant les dix-huit années qui se sont écoulées depuis son avènement.

Julien n'y prend, comme il convient, que les faits saillants. L'année 338 est racontée avec détails : elle s'ouvre par un nouveau partage de l'Empire entre Constance et ses frères, dans lequel le panégyriste vante la modération de son héros ¹ ; puis viennent la première campagne de Constance contre les Perses ², son alliance avec les tribus arabes, dont il se fait d'utilités auxiliaires ³, le rétablissement sur le trône d'Arménie d'un prince ami des Romains que les Perses avaient chassé ⁴. Sauf tant dix années, Julien fait ensuite le tableau de l'année 348, qui vit la sanglante bataille de Singara entre les Romains et les Perses ⁵, et de l'année 350, où ceux-ci furent contraints de lever le siège de Nisibe ⁶. Cette partie du discours est d'autant plus intéressante, qu'il est un des rares documents à consulter sur ces événements historiques ⁷. Nous ne possédons pas, en effet, le commencement d'Ammien Marcellin, où ils étaient racontés, puisque dans son état actuel le volume de cet historien ne s'ouvre qu'au livre XIV et à l'année 353. On remarquera en lisant, par exemple, le récit de la bataille de Singara ou celui du siège de Nisibe, l'aisance avec laquelle, dès ce moment, et sans en avoir encore acquis l'expérience, Julien parle des choses militaires. Il s'y complait visiblement : la narration est pleine de mouvement et de couleur : on sent qu'un attrait naturel l'entraîne de ce côté, et que celui dont une éducation mal dirigée a fait un sophiste était né véritablement homme de guerre.

Les Perses avaient été encouragés à l'expédition contre Nisibe par les dissensions intérieures de l'Empire. Le trône de Constance paraissait ébranlé par l'usurpation de Vétranion en Pan-

¹ *Oratio* I, 18.

² *Ibid.*, 19.

³ *Ibid.*, 20.

⁴ *Ibid.*, 19.

⁵ *Ibid.*, 22.

⁶ *Ibid.*, 25.

⁷ Pour la bataille de Singara, voir encore Libanius, *Oratio* III ; pour le siège de Nisibe, Théodoret, *Hist. eccl.*, II, 26 ; *Vitae Patrum*, 1 ; Sozomène, *Hist. eccl.*, III, 15 (racontant la part prise par l'évêque saint Jacques à la défense de la ville). Le second panégyrique de Constance par Julien, écrit vers 360, raconte avec plus de détails que le premier le siège de Nisibe.

nonie et par celle de Magnence en Gaule. Comment Constance triompha de ces deux rivaux : tel est le sujet de la dernière partie du panégyrique. Julien raconte d'abord cette curieuse journée (dont nous avons déjà parlé) où, par la force persuasive de sa parole, Constance décida les soldats de Vétranion à passer de son côté ¹. Puis il retrace, en un tableau rapide, ce qu'il appelle « la guerre sacrée, » entreprise par Constance pour abattre Magnence, tyran des Gaules et meurtrier de son frère Constant. Celle-ci se termina en 353 par la victoire de Myrsa ². C'est encore, dans le panégyrique, un beau récit de bataille. On remarque l'estime que Julien a dès lors pour la solidité de ces Gallo-Romains, qu'il sera tout à l'heure appelé à commander. Peignant la résistance désespérée des troupes de Magnence, qui, rompues, se reforment pour combattre encore, il l'attribue surtout au contingent levé en Gaule, qui « refusait d'être vu en fuite et de donner le spectacle, inconnu jusqu'à ce jour, d'un Celte, d'un soldat de Gaule, tournant le dos à l'ennemi ³. » Parmi les causes de la victoire, Julien cite l'intervention d'un corps de cavalerie, bardé de fer, dont l'armure était une des inventions personnelles de Constance ⁴. Dans tout ce récit, le témoignage de Julien est d'autant plus intéressant que le principal historien du règne, Ammien Marcellin, manque encore pour cette époque.

Julien félicite Constance d'avoir consacré par des monuments et des trophées le souvenir de cette victoire ⁵. Ammien, dans un sentiment meilleur, lui reprochera d'avoir voulu éterniser ainsi des souvenirs de guerre civile ⁶. Certaines délicatesses auxquelles était sensible le vieux soldat échappaient facilement à Julien. D'autres choses sont laissées de côté par lui de parti pris. Après avoir lu le panégyrique que nous venons d'analyser, on serait, même si tout autre document avait disparu, renseigné sur des faits importants de l'histoire de Constance. On aurait une idée à peu près juste de deux des occupations principales

¹ *Oratio* 1, 27, 28.

² *Ibid.*, 29-31.

³ Αἰσχυνόμενοι μὲν ὀφθῆναι φεύγοντες καὶ τὸ τέως ἀπιστον ἔπασιν ἀνθρώποις ἐφ' αὐτῶν δεῖξαι συμβαῖνον, στρατιώτην Κελτόν, στρατιώτην ἐκ Ἰαλατίας τὰ νῶτα τοῖς πολεμίοις δεῖξαντα. *Ibid.*, 31 (Hertlein, p. 45).

⁴ *Ibid.*, 32.

⁵ *Ibid.*, 33.

⁶ Ammien Marcellin, XXI, 16.

de son règne, la guerre contre les Perses et la guerre contre les usurpateurs du pouvoir impérial. Mais on ignorerait la religion d'un souverain qui fit des questions religieuses la grande affaire de sa vie. On ignorerait par là presque tout de l'histoire intérieure de l'Empire sous Constance. L'extrême prudence de Julien lui a fait écrire un discours où les païens n'auraient rien trouvé qui choquât leurs idées, tandis que les chrétiens n'auraient pu y découvrir aucune marque formelle d'apostasie. Nulle allusion aux uns et aux autres, comme aussi nul mot rappelant la foi que professe Constance et les querelles religieuses qui remplirent son règne. Une couleur de vague déisme est partout répandue. Quand Julien parle de « l'Être suprême ¹, » de la « Divinité ², » du « Dieu propice qui dès la naissance de l'empereur forma sa vertu pour gouverner l'univers ³, » il emploie des expressions communes à tous les cultes. On doit reconnaître que Constantin avait donné l'exemple de ce style neutre dans l'édit de Milan, alors qu'il cherchait à octroyer la liberté aux chrétiens sans se déclarer encore clairement contre les païens ⁴. Par une convention tacite, ceux-ci employèrent le même style pour le louer. Quand les sénateurs voulurent célébrer par un monument durable sa victoire sur Maxence, ils n'osèrent passer tout à fait sous silence le caractère miraculeux que lui reconnaissait Constantin, et, par une expression acceptable à tous, l'attribuèrent à « l'inspiration de la Divinité ⁵. » Les panégyristes officiels, pour la plupart païens, adoptèrent les mêmes formules : célébrant Constantin, ils parlent « des rapports qu'il entretient avec l'intelligence divine ⁶, » des « avertissements qu'il reçoit de l'inspiration divine ⁷, » du « Dieu créateur et maître du monde ⁸, » en termes qui pourraient se rencontrer à la fois sous la plume d'un Père de l'Église et sous celle

¹ Τὴν καίτιστον φύσιν. *Orat.* I, 6 (Hertlein, p. 8).

² Τοῦ δαίμονος. *Ibid.*, 15 (p. 19).

³ Θεὸς εὐμενὴς πρὸς τὴν τῶν ὅλων ἡγεμονίαν ἐξ ἀρχῆς τὴν σὴν ἀρετὴν παρασκευάζειν ἐθέλων. *Ibid.*, 13 (p. 16).

⁴ Voir la *Persécution de Dioclétien*, 2^e éd., t. II, p. 252.

⁵ INSTINCTU DIVINITATIS, dit l'inscription de l'arc de triomphe élevé à Rome, par le sénat, en l'honneur de Constantin; *Corp. inscr. lat.*, t. VI, 1039.

⁶ « Habes profecto aliquid cum illa mente divina, Constantine, secretum. » *Paneg.*, IX, 2.

⁷ « Tu divino monitus instinctu. » *Ibid.*, 12.

⁸ « Deus ille mundi creator et dominus. » *Ibid.*, 13.

d'un Themistius ou d'un Symmaque. Mais les noms du Christ, des apôtres, des martyrs, de quelqu'un des personnages historiques de l'Ancien ou du Nouveau Testament, sont absents de leurs discours, comme de celui de Julien. C'est la parfaite neutralité du langage, à une époque où la principale question posée est la question religieuse, et où personne n'est neutre au fond du cœur.

Cette manière de parler était devenue tellement de style pour les ouvrages comme celui que Julien venait de composer, que Constance, malgré ses soupçons toujours en éveil, ne paraît point y avoir pris garde. Les préparatifs du départ furent poussés avec activité. L'ingénieuse bonté d'Eusébie ne demeurerait pas oisive. Soit à l'occasion de ses noces, soit en vue de son prochain voyage en des pays que peut-être elle se représentait (bien à tort) comme dépourvus de culture intellectuelle et de ressources littéraires, elle fit à Julien un présent qui lui causa un plaisir extrême. « Je n'avais apporté de chez moi, raconte-t-il, qu'un très petit nombre de livres, œuvres de bons philosophes et de bons historiens, avec celles de plusieurs orateurs et de plusieurs poètes, tant j'avais au fond de l'âme l'espoir de retourner promptement dans mes foyers. Eusébie m'en donna une telle quantité, que j'eus de quoi satisfaire pleinement mon désir, quelque insatiable que fût mon avidité pour ce commerce de l'esprit, et que, ainsi, la Gaule et la Germanie devinrent pour moi un musée de livres grecs ¹. » On remarquera qu'il n'est pas question de livres latins; ou Eusébie, connaissant les goûts de Julien, n'en fit pas entrer dans la bibliothèque préparée pour lui, ou il les tient en trop mince estime pour se donner la peine de les rappeler.

Cependant, à en croire les confidences qu'il fera plus tard, les égards et les cadeaux prodigués au nouveau César étaient destinés surtout à dorer pour lui les chaînes de la servitude. Il restait comme emprisonné dans le palais, en attendant l'ordre du départ. Constance le séquestrait du reste du monde. Il y a probablement de l'excès dans ces plaintes. Pourtant, elles doivent avoir contenu quelque vérité. L'empereur se souvenait sans doute des relations suspectes que Julien avait eues en Asie Mi-

¹ Μουσείον δὲ Ἑλληνικόν.... βιβλίων. Julien, *Orat.* III, 17 (Hertlein, p. 159).

neure. Les espérances que depuis longtemps l'opposition païenne fondait sur lui, sinon en Occident, où il était encore peu connu, du moins en Orient, où son nom était déjà populaire, ne pouvaient être ignorées de Constance. Puisque celui-ci jugeait utile maintenant de se servir de Julien, c'était un Julien tout neuf, sans liens avec le passé, qu'il prétendait avoir sous la main. Dans ce but, on interceptait sa correspondance, on surveillait sa porte. Les gens dont on avait formé sa maison étaient pour lui, dit-il, des géoliers autant que des serviteurs ¹. Les quatre domestiques qu'il avait amenés d'Asie étaient les seuls auxquels il pût se confier. Deux même, parmi eux, étaient de jeunes pages ², qui lui devaient être de peu de ressource. Les deux autres, plus âgés, devinrent ses vrais confidents. « Un de ces derniers, dit-il, partageait seul ma croyance religieuse, et, aussi secrètement que possible, mes pratiques à l'égard des dieux ³. Je lui confiai mes livres, comme au plus fidèle de mes amis. L'autre était un jeune médecin, à qui, par ignorance, l'on avait permis de m'accompagner dans mon voyage ⁴. » Le bibliothécaire s'appelait Evhémère, le médecin Oribase : on retrouvera plus d'une fois leur nom dans l'histoire de Julien. Pour ne compromettre ni lui-même ni aucun de ceux qui lui portaient intérêt, le jeune César crut prudent de refuser toutes les visites ⁵.

Les préparatifs de voyage étant achevés, Julien partit, le 1^{er} décembre ⁶, pour la Gaule. Constance voulut l'accompagner jusqu'à Pavie. Mais, en se retirant, il ne lui laissa qu'une faible escorte ⁷. Julien s'en plaint avec amertume. « Je reçus, dit-il, l'ordre de me rendre, avec trois cents soldats, chez la nation des Celtes, qui s'était soulevée ⁸. » Il oublie (et après lui Libanius ⁹,

¹ *Ép. au sénat et au peuple d'Athènes*, 8.

² Παιδάρια μὲν δύο κομιδῇ μικρά. *Ibid.* (Hertlein, p. 357).

³ Ὡν εἰς μοι μόνος καὶ τὰ πρὸς θεοὺς συνειδῶς καὶ ὡς ἐνέδειγτο λάθρα συμπράττων. *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ Kal. decembris. • Ammien Marcellin, XV, 8.

⁷ Comitatu parvo. • Ammien Marcellin, *loc. cit.*

⁸ Τριακοσίους ἐξήκοντά μοι δοὺς στρατιώτας εἰς τὸ τῶν Κελτῶν ἔθνος ἀνατετραμμένον ἔστειλε. *Épître au sénat et au peuple d'Athènes*, 8 (Hertlein, p. 357).

⁹ Libanius dit (*Panégistique de Julien*) : « avec moins de quatre cents hoplites, » σὺν ὀπλίταις ἐλάττωσιν ἢ τετρακοσίοις. Euchérissant encore, dans l'*Oraison funèbre de Julien*, il répète : « trois cents hoplites des plus mauvais, » τριακοσίους.... τοὺς φαυλοτάτους τῶν ὀπλιτῶν.

Zosime ¹⁾ qu'il devait trouver en Gaule une armée et des généraux ²⁾; qu'il était envoyé, non chez une nation « soulevée, » mais au secours d'une nation menacée d'invasion, ce qui est fort différent; et enfin qu'une escorte de trois cents hommes était bien suffisante pour le conduire de l'autre côté des Alpes, par une route sûre, fréquentée par les voyageurs et les convois de marchandises, gardée par des postes romains, et où il ne pouvait rencontrer aucun ennemi. Une fois de plus, on saisit sur le fait la manière d'écrire l'histoire habituelle à Julien, quand il met en cause les gens qu'il déteste. Il décourage, par ce manque de sincérité, ceux qui seraient quelquefois tentés de lui donner raison.

Des sujets de plainte plus sérieux ne lui manquaient pas, cependant. Il avait le droit d'être mécontent du manque de confiance et d'égards que lui montra Constance, en le quittant sans l'avertir de la prise de Cologne, connue depuis assez longtemps déjà, mais qu'on avait réussi à tenir secrète. Julien n'en fut informé qu'en arrivant à Turin ³⁾. Ce n'était pas sans doute, comme il le dit avec son exagération accoutumée, l'envoyer à la mort sans autre changement à sa fortune qu'un titre plus pompeux ⁴⁾; mais c'était ne le prendre point au sérieux et ne le point traiter en César. Aussi Julien ne se trompe-t-il peut-être pas en attribuant à Constance un propos à la fois maladroit et blessant. « Ce n'est pas un empereur que j'envoie aux Gaulois, aurait dit celui-ci, mais un mannequin chargé de porter aux Gaulois l'effigie impériale ⁵⁾. »

¹⁾ Zosime (III, 3) dit, citant un passage inconnu d'un écrit de Julien, que « ces trois cent soixante hommes ne savaient que faire des prières, » τριακόσιοι καὶ ἑξήκοντα τὸν ἀριθμὸν ὄντες, μόνον εὐχεσθαι, καθάπερ αὐτὸς ποίησιν, ἤδεσαν. — On remarquera qu'Ammien Marcellin, pourtant très favorable à Julien, ne s'associe pas à ces plaintes.

²⁾ Lui-même le dit tout suite après, en déclarant qu'il était moins envoyé pour commander à l'armée des Gaules que pour obéir à ses généraux, οὐκ ἀρχόντα μᾶλλον τῶν ἐκείσε στρατοπέδων ἢ τοῖς ἐκείσε στρατηγοῖς ὑπακούσαντα. *Épître au sénat et au peuple d'Athènes*, 8 (Hertlein, p. 357).

³⁾ Ammien Marcellin, XV, 8; XVI, 3.

⁴⁾ « Murmurans querulis vocibus saepe audiebatur, nihil se plus assecuturum quam ut occupatio interiret. » Ammien Marcellin, XV, 8. Ces propos furent connus dans les cercles païens de l'Orient : Ennape (*Vitae soph.*, Maximus) dit qu'on envoyait Julien dans les Gaules « afin d'y périr dans sa royauté, » ἵνα ἐν τῇ βασιλείᾳ διαφθάρῃ.

⁵⁾ « Ὅτι τοῖς Γάλλοις οὐ βασιλέα δίδωσιν, ἀλλὰ τὸν τὴν αὐτοῦ πρὸς ἐκείνους εἰκόνα κομιοῦντα. *Ép. au sénat et au peuple d'Athènes*, 8 (Hertlein, p. 358).

III. — LA PREMIÈRE CAMPAGNE

Au point de vue politique et administratif, la Gaule était alors très morcelée. Aux quatre grandes divisions établies depuis les Antonins, l'Aquitaine, la Lyonnaise, la Belgique et la Narbonnaise, avaient succédé quinze provinces. Ammien Marcellin les énumère, en caractérisant d'un mot leurs principales cités ¹ :

« Vient d'abord, à partir de l'Occident, la Seconde Germanie, défendue par Cologne et Tongres, villes grandes et riches. Puis la Première Germanie, avec Mayence, Worms, Spire, Strasbourg, célèbre par les défaites des Barbares. Après elle, la Première Belgique, dont les principales villes sont Metz et Trèves, résidence des princes. Contiguë à cette province est la Seconde Belgique, où se trouvent Amiens, ville éminente entre toutes, Châlons et Reims. En Séquanie, nous voyons Besançon et Augst, les plus importantes des villes de cette province. Lyon est l'ornement de la Première Lyonnaise, avec Chalon, Sens, Bourges, et la grandeur ancienne des murs d'Autun ². La Seconde Lyonnaise nous montre Rouen, Tours, Mediolanum ³ et Troyes. Les Alpes Grées et Pennines ont, pour ne pas parler de lieux plus obscurs, Avenche, ville déserte aujourd'hui, mais non sans importance jadis, comme en témoignent ses édifices à demi ruinés ⁴.... Dans l'Aquitaine, que bordent les montagnes des Pyrénées et les plages de l'Océan, la première province est l'Aquitanique, remarquable par la grandeur de ses cités : omettant beaucoup d'entre elles, nous citerons comme les plus importantes Bordeaux, Saintes et Poitiers. En Novempopulanie, on distingue Auch et Bazas. En Narbonnaise, Nîmes, Narbonne et Toulouse tiennent le premier rang. La Viennoise est fière de la beauté de ses villes, Vienne et Arles d'abord, auxquelles il faut ajouter Marseille, que nous apprenons par l'histoire avoir

¹ Sur les différences entre l'énumération d'Ammien Marcellin, la liste de Vérone, celle de Rufus, voir Desjardins, *Géographie historique et administrative de la Gaule romaine*, t. III, p. 460-467.

² « Et moenium Augustoduni magnitudo vetusta. »

³ Vieil-Évreux ou Saint-Aubin.

⁴ « Habent et Aventinum, desertam quidem civitatem, sed non ignobilem quondam, ut aedificia semirutata nunc quoque demonstrant. »

été jadis l'utile alliée des Romains en des temps périlleux : dans le voisinage sont Salluves ¹, Nice et Antibes ². »

Comme on le voit, beaucoup des grandes villes d'aujourd'hui l'étaient déjà au iv^e siècle. Un petit nombre d'autres, considérables à cette époque, ont perdu toute importance, comme Augst en Séquanie, ou comme Mediolanum dans la Seconde Lyonnaise, maintenant simple village. On remarquait déjà, dès le temps d'Ammien Marcellin, des villes déchues, dont la grandeur ne se mesurait plus qu'à l'étendue de leurs rues désertes et au nombre de leurs édifices ruinés. Le iv^e siècle, cependant, vit encore naître des cités florissantes ; mais en y regardant de près, on reconnaît que la Gaule a déjà pris un aspect très différent de celui qu'elle avait au ii^e ou même au iii^e siècle. C'était alors le temps des villes ouvertes, pleines de grands et beaux monuments, sans remparts arrêtant leur expansion et gênant le regard. Rares étaient les fortifications anciennes, comme celles d'Autun. C'est seulement vers la fin du iii^e siècle ³ que, averties par les invasions, parfois déjà ravagées, les villes s'entourent de remparts, se resserrent entre des fossés, se rétrécissent pour être plus facilement défendues, et prennent déjà l'aspect qu'auront les cités du moyen âge. On sacrifie à la construction hâtive de leurs murailles les temples, les tombeaux, les statues des époques plus heureuses, dont on voit les débris encastrés dans les fondements des remparts. Les ports mêmes, comme à Bordeaux, sont parfois reportés à l'intérieur des terres, afin de profiter des défenses de la ville : une porte, sous laquelle passeront les navires, ferme l'entrée des bassins, et met la flottille militaire ou les bâtiments de commerce à l'abri d'un coup de main. Ces murs du iv^e siècle ne sont pas bâtis selon les anciennes règles de la fortification romaine : ce sont des rectangles, flanqués de nombreuses tours, et puissants surtout par leur masse. Bouclées dans cette étroite ceinture, les villes deviennent très petites. Besançon, au temps de Julien,

¹ Aix ?

² Ammien Marcellin, XV, 11.

³ A partir de l'an 300 (C. Jullian, *Inscriptions romaines de Bordeaux*, t. II, p. 298). Probablement un peu plus tôt (*les Dernières persécutions du III^e siècle*, 2^e éd., appendice H, p. 103). Ce mouvement est général, et s'étend à l'Italie, à la Mésie, à l'Asie Mineure aussi bien qu'à la Gaule (Duruy, *Histoire des Romains*, t. VI, p. 387, 444 ; Perrot, *De Galatia provincia romana*, p. 165).

est beaucoup moins beau et moins grand qu'autrefois ¹. Le nouveau Bordeaux est de même trois fois moins vaste que l'ancien ². Les enceintes urbaines les plus étendues ne contiendront guère, désormais, plus de quinze à vingt mille âmes ³. Ainsi, remplaçant les grandes villes, éparses et sans entraves, de l'âge précédent, se créent de « nouvelles demeures, tristes et mesquines, mais solides et sûres, qui permettront de vivre à travers les six siècles d'invasion jusqu'au réveil de l'ère romane ⁴. »

Cet état nouveau amène un changement dans la vie sociale. Ayant perdu ses grands espaces, ses rues infondées d'air et de soleil, ses libres débouchés vers la campagne, la ville a moins d'attrait pour l'aristocratie. Celle-ci envoie ses enfants étudier aux grandes écoles de Bordeaux, d'Autun et de Trèves, et y former, autour de la chaire des jurisconsultes et des rhéteurs, ces essaims de « joyeuse jeunesse » dont parle avec complaisance un universitaire d'alors ⁵. Là se transmettront encore pendant un siècle les traditions du beau latin ⁶, l'habitude de la parole publique, et la science du droit ⁷. Mais les pères, eux, se retirent peu à peu de la cité. Les nobles qui, depuis la conquête romaine, s'étaient faits citadins, reviennent, comme par un retour d'atavisme que rien ne contrarie plus, aux mœurs des anciens Gaulois. Le charme qui les retenait à la ville s'étant amoindri, la campagne les reprend. Les plus illustres et les plus riches des Gallo-Romains étaient avant tout des propriétaires terriens. On a gardé le souvenir de l'un d'eux qui, dans les guerres civiles du III^e siècle, arma deux mille de ses paysans. Beaucoup de nos villages modernes sont nés de leurs *villae*. Celles-ci, peuplées de fermiers, de serfs, de colons, d'artisans de

¹ Πολύχριον δὲ νῦν ἐστὶν ἀνεῖλημμένη, πάλαι δὲ μεγάλη τε ἦν καὶ πολυτελέσιν ἱεροῖς ἐκεκόσμητο. Julien, *Ep.* 37 (Hertlein, p. 535).

² Camille Jullian, *Ausone et son temps*, dans *Revue historique*, janvier 1892, p. 10.

³ Voir le plan de Nantes (enceinte de l'an 300), dans Léon Maitre, *Géographie historique et descriptive de la Loire-Inférieure*, t. I; cf. *Revue historique*, mars 1895, p. 348.

⁴ Camille Jullian, *Ausone et son temps*; *ibid.*, p. 11.

⁵ « Occursu laetae juventutis. » Eumène, *Oratio pro scholis instituendis*.

⁶ Voir, pour Bordeaux et l'Aquitaine, Sulpice Sévère, *Dialog.*, I, 27.

⁷ Fragment de droit antéjustinien (paraphrase des Commentaires de Gaius), découvert par M. Chatelain dans un palimpseste du séminaire d'Autun, œuvre de basse époque attribuée par Mommsen à un professeur de l'école de cette ville (*Académie des inscriptions*, 7 juillet 1899).

tous les métiers, se développaient autour de la maison seigneuriale. Il y avait peu de chose à faire pour que l'habitation de plaisance, où jadis le propriétaire, à la façon de Pline le Jeune et de ses amis, venait passer quelques semaines ou quelques mois durant la belle saison, devint la demeure principale, ou même unique, dans laquelle s'écoulerait sa vie. Le luxe des maisons de campagne n'était pas moins grand en Gaule qu'en Italie. Bas-reliefs, statues des dieux, bustes d'empereurs, sculptés sur place ou importés, remplissaient leurs salons et leurs galeries, dont les murailles revêtues de stuc s'égayaient de ces décorations dans le goût pompéien, qui se perpétuèrent en s'alourdisant jusqu'à la fin de l'Empire ¹. Décrivant sa villa de Lucomiacus, près de Saint-Émilion, Ausone dira qu'il y vit dans un palais « rival de ceux de Rome ². » Quelquefois les constructions, tant accessoires que principales, manoir du maître, logements des serviteurs, bains, écuries, portiques, couvraient plusieurs hectares ³. Tous les agréments de la vie, comme tous les raffinements de l'art, s'y trouvaient rassemblés. On comprend que les Gaulois opulents et lettrés, entre leurs collections et leurs livres, leurs équipages de course, de chasse et de pêche, parmi les soins multiples de l'administration d'un grand domaine, et les relations mondaines d'un voisinage où leurs pareils devenaient de plus en plus nombreux, aient pu sans regret, au iv^e siècle, échanger l'existence désormais étroite et attristée des villes contre la vie de château, dont les écrits d'Ausone et de Sidoine Apollinaire nous ont laissé la séduisante image.

Ce n'est pas sans dessein que j'emploie ici le mot « château. » Il est vrai dans sa double acception, demeure vaste et magnifique, et demeure fortifiée. Au iv^e siècle, si l'émigration des grands à la campagne contribue de plus en plus à donner à leurs maisons rurales ce premier caractère, l'insécurité de la campagne elle-même amène à leur ajouter le second. Cette insécurité tient à des causes diverses : les incursions des Bar-

¹ Voir dans le *Bulletin de la Société des antiquaires de France*, 1899, p. 231-238, la notice sur les établissements gallo-romains de la plaine de Martres-Tolosane, et particulièrement sur la villa de Chiragem.

² Ausone, *Ep.* 10, ad Paulum.

³ *Bulletin de la Société des antiquaires de France*, loc. cit.

bares qui, franchissant la frontière, portent leurs ravages dans l'intérieur du pays, et le développement du brigandage, amené par la misère qui en résulte ou par les exactions du fisc. Cette misère, le désespoir des contribuables trop pressurés, avaient produit, à la fin du siècle précédent, la révolte des Bagaudes : la révolte a été écrasée ¹, mais il y a toujours des Bagaudes, c'est-à-dire des paysans insoumis, pâtres armés, colons déserteurs de la glèbe, débiteurs exaspérés, qui marchent isolés ou en bandes, semant partout la terreur. Pour se protéger, les campagnes imitent les villes, et se couvrent de remparts. Il est impossible de fortifier le domaine entier, avec ses vastes champs et les chaumières éparses de ceux qui le cultivent. On fortifiera la maison seigneuriale, non seulement pour défendre le maître et sa famille, mais encore pour offrir dans son enceinte un refuge aux familles des paysans.

Négliger cette précaution était s'exposer à une ruine presque certaine. La magnifique villa récemment découverte aux environs de Toulouse, dans laquelle, outre de nombreux morceaux de sculpture religieuse et profane, on n'a pas trouvé moins de soixante et onze bustes en marbre, a été détruite dans une invasion de Barbares ². D'autres, que des propriétaires prévoyants avaient entourées de fossés et de murailles, ont traversé intactes l'époque des invasions. Il en est qui sont devenues le noyau de cités nouvelles. Telle fut la villa construite près de Bordeaux, sous Constantin, par le préfet du prétoire Pontius Paulinus. Elle occupait un promontoire isolé, dominant le confluent de la Gironde et de la Garonne. « Des remparts élevés, des tours qui traversaient les nues, » et que « ni les machines ni les béliers ne pourront jamais ébranler ³, » y abritaient non seulement le palais et les jardins, les thermes et les viviers, mais encore des magasins abondamment pourvus de vivres ⁴. La villa portait dès lors le nom germanique de *Burgus*, forteresse, et deviendra au moyen âge la ville forte de Bourg ⁵. Bien

¹ Voir la *Persécution de Dioclétien*, 2^e éd., t. 1, p. 36.

² *Bulletin de la Société des antiquaires de France*, 1899, p. 234.

³ Sidoine Apollinaire, *Carmina*, XXII, 118 et suiv.

⁴ De même Ausone, dans ses *villae*, conserve toujours des fruits pour deux ans; *Vitulæ*, in fine.

⁵ Camille Jullian, *Ausone et son temps*, dans *Revue historique*, janvier 1892, p. 13.

d'autres habitations durent sans doute aux défenses dont elles étaient munies une sécurité au moins relative. Une mosaïque trouvée en Numidie, où des causes analogues obligeaient peut-être aux mêmes précautions, représente une villa d'importance moyenne : l'édifice principal se compose de deux grands pavillons carrés, surmontés d'une sorte de coupole, et percés au centre d'une porte monumentale. Près de cette porte se dresse une tour à trois étages ¹ : cette tour, d'où l'on interroge l'horizon, mais où l'on peut aussi se réfugier en cas d'alerte, n'est-elle qu'un simple belvédère ? ou n'annonce-t-elle pas déjà le donjon des temps féodaux ?

La Gaule prend ainsi, peu à peu, l'aspect d'un camp retranché. Le noble a sa maison forte et sa tour, la ville a ses remparts, tout gros village, *vicus*, se met sur la défensive. C'est encore, par une sorte d'atavisme, un retour à l'*oppidum* gaulois, à ces lieux forts où se concentraient les populations indigènes, et d'où elles bravèrent souvent les armes de Rome. Maintenant, on les rétablit pour abriter les trésors de la civilisation romaine contre la barbarie du dedans et du dehors. Ce que l'initiative privée ou locale a fait ainsi un peu au hasard, une stratégie plus savante le complète par de nombreux postes militaires. Constance Chlore s'efforce à la fois d'assurer la défense des côtes, d'établir des communications régulières entre la Gaule et la Bretagne, de relever d'anciennes places fortes et d'en créer de nouvelles. Il répare les murs d'Autun, à moitié détruits en 269 ², fonde Boulogne et Coutances, fortifie Harfleur, restaure des voies militaires, crée des forteresses ou des camps à Paris, à Avenche, et en divers lieux de l'intérieur ³. De son règne ou de ceux de ses successeurs datent apparemment plusieurs des « camps de César, » dont les retranchements encore visibles perpétuent au milieu de nos campagnes le souvenir de la domination romaine ⁴.

Aux changements que la nécessité de se défendre contre des dangers nouveaux amena dans la vie sociale et même dans l'as-

¹ Voir Boissier, *l'Afrique romaine*, p. 157.

² Voir Eumène, *Paneg. Flaviensium nomine Constantino Aug. dictus*.

³ Desjardins, *Géographie historique et administrative de la Gaule romaine*, t. III, p. 470-471.

⁴ *Ibid.*, p. 408.

pect extérieur de la Gaule, correspond une modification profonde dans l'administration militaire du pays.

Jusqu'au iv^e siècle, l'organisation militaire en vigueur sous Auguste avait à peu près persisté. L'intérieur de la Gaule ne contenait presque pas de soldats romains. Les légions destinées à la couvrir étaient échelonnées sur toute la ligne du Rhin. Cent mille hommes environ, composés pour moitié de légionnaires, pour moitié de soldats appartenant aux cohortes ou aux ailes auxiliaires, s'y trouvaient massés. Non seulement ils opposaient aux envahisseurs germanes une barrière presque impénétrable, mais encore ils devenaient le noyau d'une belliqueuse population de frontière. Comme les légionnaires romains changeaient peu de garnison, et que toute la carrière d'un soldat s'écoulait le plus souvent dans le même campement, il arrivait d'habitude que les vétérans, leur temps de service accompli, s'établissaient avec leurs femmes dans le voisinage des lieux où ils avaient toujours vécu. Ces familles, d'origine militaire, devenaient à leur tour la pépinière des légions, et formaient une réserve presque héréditaire de traditions soldatesques et d'esprit patriotique.

Les troubles civils et les longues guerres intestines de la dernière moitié du iii^e siècle entamèrent ce bel ordre. L'empire gallo-romain, fondé par Posthume et ses successeurs, et détruit d'une manière si impolitique par Aurélien, ne put crouler sans entraîner avec lui une partie de l'ancien système de défense ¹. Par la brèche ouverte se précipitèrent les Barbares. On a vu comment l'instinct de la préservation immédiate fit reporter dans l'intérieur de la Gaule et disperser en une multitude de lieux tous les moyens de résistance. La barrière brisée sur le Rhin fut relevée par morceaux autour des villes, des bourgs, des villages, des grands domaines. Mais à tant de points fortifiés ne pouvaient suffire les milices locales. Le iv^e siècle vit placer des garnisons régulières dans les provinces gauloises, qui, aux beaux temps de l'Empire, ne contenaient pas trois mille soldats. On avait renoncé à les protéger en bloc, et l'on se voyait contraint de les défendre en détail. Puisque l'invasion passait maintenant, il

¹ Voir dans les *Dernières persécutions du III^e siècle*, 2^e éd., p. 387-407, l'appendice H, *Note sur l'empire gallo-romain*.

fallait se mettre en mesure de lui opposer partout quelque digue. De là l'état nouveau que reflète la *Notitia dignitatum*, mais qui remonte certainement à une époque antérieure à celle où fut rédigé ce document, et, selon toute vraisemblance, à un temps voisin du moment qui nous occupe ¹. La Gaule est alors partagée en nombreux commandements militaires, comprenant un plus grand nombre de subdivisions. Fantassins et cavaliers des légions et des troupes auxiliaires sont répartis entre toutes les grandes villes. Il y a presque autant de villes de garnison dans la Gaule du iv^e siècle que dans la France de nos jours. A vrai dire, c'est déjà le système moderne : l'organisation militaire de notre pays, à cette époque, ressemble plus à ce qu'elle est à l'heure présente qu'à ce qu'elle était au temps d'Auguste et de Trajan ². Quant à l'organisation de ses forces navales, au iv^e siècle, elle n'offre d'analogie ni avec les temps anciens ni avec l'époque moderne ; aux deux flottes, dites de Bretagne ³ et de Germanie ⁴, qui avaient leur port d'attache, l'une près de Boulogne, l'autre près de l'embouchure du Rhin, s'ajoutent, dans le nouveau système de défense de la Gaule, plusieurs flottilles destinées aux cours d'eau de l'intérieur, le Rhône, la Saône, la Seine ⁵, ou même aux lacs ⁶.

Quand Julien, — après avoir franchi les Alpes par une température de décembre si exceptionnellement douce, qu'on se serait cru au printemps ⁷, — mit le pied sur le sol gaulois, il arrivait

¹ On peut même le faire remonter à Constantin, car Aurelius Victor (*De Caesar.*, 41) dit que cet empereur changea tout l'ordre de la milice, et Zosime (II, 34) attribue (avec une injustice évidente) la ruine de l'Empire aux réglemens militaires de Constantin.

² Comparez dans Desjardins, *Géographie historique et administrative de la Gaule romaine*, t. III, la planche V, carte de l'emplacement des vingt-cinq légions dans l'empire sous Auguste, et la planche XXI, Gaule militaire d'après la *Notitia dignitatum*.

³ Classis Britannica ; voir Desjardins, t. I, p. 364-365 et planche XV. Au temps de la *Notitia dignitatum*, cette flotte prit le nom de *Classis Samarica* (de Samara, rivière de Somme) ; voir Ferrero, *Nuove Iscrizioni ed osservazioni intorno all' ordinamento dell' armate nell' impero romano*. Turin, 1899, p. 77.

⁴ Classis Germanica ; voir Ferrero, *l'Ordinamento delle armate romane*, p. 181-184.

⁵ Praefectus classis fluminis Rhodani — praefectus classis Araricae — praefectus classis Anderitiorum (près Paris). *Notitia dignitatum*, Occid.

⁶ Praefectus classis Barcariorum (à Yverdon, sur le lac de Neuchâtel ; il y avait de même, pour défendre le nord de l'Italie, une flottille sur le lac de Côme).

⁷ Οὕτω φαιδράς ἀπολαύων ἐπορεύετο τῆς ἀκτῖνος, ὥστ' ἔαρ ὀνομάζοντες τὴν ὥραν

dans un pays affaibli par des révoltes, des usurpations, les répressions qui avaient suivi, et surtout désolé par les Barbares. Ceux-ci occupaient, dit-il, une partie des Gaules, poussant leur pointe jusqu'à trois cents stades en avant de la rive du Rhin. Leurs bandes campaient dans les champs ravagés, autour des villes en ruines. « Les villes démantelées par eux pouvaient s'élever à quarante-cinq ¹, sans compter les tours et les forteresses ². » Même des cités placées en dehors de la zone envahie se dépeuplaient, la peur en chassant les habitants ³. Libanius prétend que certaines villes étaient réduites à un si petit nombre de citoyens, qu'on labourait et qu'on ensemençait leurs places publiques ⁴. Cependant le pays, on l'a vu, n'était pas privé de tout moyen de défense. Il était même assez fortifié et garni d'assez de troupes pour arrêter à chaque pas l'envahisseur. La manière dont le jeune César y fut reçu montre que les Gallo-Romains n'attendaient qu'un chef digne de ce nom pour se rallier autour de lui ⁵.

La première ville où Julien ait fait son entrée est Vienne, autrefois l'une des métropoles de la Narbonnaise, devenue, lors de la réorganisation provinciale de 297, la ville éponyme de l'un des deux grands diocèses entre lesquels fut alors divisée administrativement la Gaule, et le chef-lieu de la province qui portait son nom. Peu de villes paraissent avoir été plus vivantes. Assise, comme Lyon, au bord du Rhône, qui était l'une des principales voies commerciales du monde romain, « Vienne la Belle ⁶ » ressemble beaucoup, pour l'activité et la richesse, à cette grande cité, la première des Gaules. Vienne a, comme Lyon, de puissantes corporations, parmi lesquelles celle des bateliers et celle des négociants en vin tiennent le premier rang. Elle semble

ἐχώρουν. Libanius, *Oraison funèbre de Julien*. — Dans son *Panégryrique de Julien*, Libanius avait au contraire parlé de « l'excessive rigueur de la saison, » τὴν δὲ τῆς ὥρας ὑπερβολήν.

¹ Libanius répète ce chiffre, πόλεις μὲν πάντες δεούσας πεντήκοντα.

² Julien, *Ép. au sénat et au peuple d'Athènes*, 9.

³ *Ibid.*

⁴ Εἰς τοσοῦτον σωμάτων κατέστησαν ἀριθμὸν ὥστε τὰς πόλεις αὐτὰς ἀγροὺς τε εἶναι καὶ πόλεις.... Libanius, *Oraison funèbre de Julien*.

⁵ Libanius dit, avec une exagération évidente, que « les familles les plus illustres chez les Gaulois étaient réduites à l'esclavage. » *Panégryrique de Julien*.

⁶ Martial, *Épigr.*, VII, LXXXVIII, 2.

avoir été le siège d'un des bureaux de la douane ; elle est souvent la résidence du commandant de la flotte du Rhône. Ses magistrats municipaux sont nombreux : duumvirs chargés de la justice, duumvirs préposés aux finances de la ville, triumvirs administrant son domaine, édiles, questeurs ¹. On sait que de bonne heure Vienne eut un groupe chrétien plein de zèle et de courage, et auquel ne manqua pas la gloire du martyre ; l'un des monuments les plus authentiques et les plus vénérables de l'antiquité ecclésiastique est la lettre écrite en commun pendant la persécution de Marc Aurèle par les fidèles de Lyon et de Vienne à ceux d'Asie et de Phrygie ². Au milieu du iv^e siècle, le christianisme paraît avoir été déjà la religion dominante dans la population viennoise : il s'y montre assez puissant pour que ceux-là mêmes qui lui étaient secrètement contraires se croient quelquefois obligés d'en affecter les sentiments ³. Mais le paganisme y avait été autrefois très prospère. Les inscriptions font connaître à Vienne des flamines et une flaminique d'Auguste, des flamines de Mars, des flamines de la Jeunesse, des pontifes, des sévirs augustaux ⁴. On ne peut dire ce qui restait de ce clergé païen sous Constance ; mais les partisans de l'ancien culte, bien que maintenant en minorité, étaient probablement nombreux encore dans la capitale de la Viennoise. Un propos, rapporté par Ammien Marcellin, montrera qu'ils n'avaient point abandonné l'espoir de rendre la prééminence à leurs dieux humiliés.

Julien fut accueilli à Vienne comme un sauveur. Les habitants de la ville et des environs l'attendaient en dehors des portes. Les magistrats, les fonctionnaires de tout ordre se tenaient à leur tête ⁵. Probablement, comme lors de l'entrée de Constantin à Autun, en 311, les corporations industrielles et ouvrières, les associations de toute sorte, étaient là aussi, avec leurs étendards, qui, au iv^e siècle, figuraient dans toutes les fêtes ⁶. Mais

¹ Allmer, *Inscriptions de Vienne*, cité par Desjardins, *Géographie historique et administrative de la Gaule romaine*, t. III, p. 307, 422-425.

² Eusèbe, *Hist. eccl.*, V, 1.

³ Ammien Marcellin, XXI, 2.

⁴ Allmer, *Inscriptions de Vienne*; Desjardins, t. III, p. 423.

⁵ « Cumque Viennam venisset, ingredientem optatum quidem et impetrabilem, honorifice susceptura omnis aetas concurrebat et dignitas. » Ammien Marcellin, XV, 8.

⁶ « Omnium signa collegiorum. » Eumène, *Paneg. Flaviensium nomine Constantino Aug. dictum*.

on ne voyait plus, comme on les avait encore aperçues alors, les statues des dieux portées en procession au-devant du prince ¹. Les lois de Constance, comme les sentiments de la majorité de la population viennoise, se seraient opposés à toute démonstration païenne. Dès que parut, au loin, le cortège impérial, une grande acclamation s'éleva. « Salut, clément et heureux empereur ! » criait-on de toutes parts ². Pendant que le César parcourait avec sa suite les rues pavoisées ³, les regards du peuple ne pouvaient se détacher de lui. Tous, dit Ammien, contemplaient d'un œil avide la pompe royale entourant non plus un usurpateur, mais un prince légitime ⁴. On est toujours surpris quand on aperçoit, dans le monde romain, quelque chose ressemblant au sentiment légitimiste. Cependant la réflexion d'Ammien paraît exprimer autre chose que la fatigue ou l'indignation du peuple des Gaules pressuré pendant trois ans par l'usurpateur Magnence. Il semble qu'un attachement profond et déjà traditionnel unit la nation à la famille de Constantin. Il y avait soixante-trois ans que cette famille régnait sur la Gaule, puisque Constance Chlore y avait été envoyé par Dioclétien avec le titre de César en 292. Sauf le second Constance, qui n'y fit que de courtes apparitions, chacun de ses membres y avait longtemps résidé, l'avait comblée de faveurs et défendue avec succès. Aussi la sympathie publique allait-elle spontanément au jeune prince en qui revivaient Constance Chlore, Constantin et Constant. Il semblait porter dans ses mains le remède à tous les maux ⁵. C'était le génie de l'empire qui apparaissait sous ses traits aux Viennois charmés ⁶.

Pour quelques-uns d'entre eux, c'était autre chose encore, s'il faut prendre pour authentique un propos rapporté par Ammien Marcellin, auquel nous avons déjà fait allusion. L'historien raconte qu'une vieille femme aveugle, entendant le bruit du cortège et les acclamations de la foule, demanda quel person-

¹ • Omnium deorum nostrorum simulacra protulimus. • *Ibid.*

² Ammien Marcellin, XV, 8.

³ Cf. Eumène, *loc. cit.*

⁴ • Avidius pompam regiam in principe legitimo cernens. • Ammien Marcellin, XV, 8.

⁵ • Communiumque remedium aerumnarum in ejus locabat adventu. • *Ibid.*

⁶ • Salutarem quemdam Genium adfuisse. • *Ibid.*

nage faisait son entrée dans la ville. « Julien César, » répondit-on. « C'est lui qui restaurera les temples des dieux, » s'écria l'aveugle ¹. N'y a-t-il là qu'un mot forgé après coup, comme tant de mots historiques? Ou serait-ce la parole en l'air d'une vieille femme qui se serait trouvée vraie par hasard? Ou doit-on croire que quelques-uns au moins, parmi les païens des Gaules, avaient été avertis par leurs coreligionnaires orientaux des vrais sentiments de Julien? Cette dernière hypothèse n'est pas impossible, si l'on se rappelle que Vienne, comme Lyon, recevait par le Rhône non seulement les marchandises, mais les communications de toute sorte importées d'Orient, et que de l'Asie, à toute époque, bien des idées, bien des opinions, bien des rumeurs pénétrèrent par cette voie jusqu'au cœur de la Gaule.

Julien passa la moitié de l'année 356 à Vienne, où il prit pour la première fois les insignes du consulat ². Son hiver fut « laborieux ³. » Improvisé souverain et général, Julien avait tout à apprendre. Il voulut étudier l'un après l'autre les exercices militaires, et jusqu'à ceux que, pour assouplir les soldats romains, on leur faisait exécuter en cadence aux sons de la flûte. Comme il dansait ainsi la pyrrhique : « O Platon, Platon ! » s'écria-t-il, souriant et soupirant à la fois ⁴. Mais le disciple de Platon était résolu à faire son devoir. Il se proposait l'exemple de Marc Aurèle ⁵, qui sut travailler sans relâche à son perfectionnement moral tout en gouvernant son Empire et en guerroyant contre les Barbares. Julien dut sentir s'éveiller vite en lui l'instinct militaire, que n'eut jamais Marc Aurèle. Ammien nous dit que, pendant ses premiers mois de séjour en Gaule, « poussé par sa vigueur native, il ne rêvait que le bruit des combats et le massacre des Barbares ⁶. » Son regard politique portait plus loin : se traçant des plans de gouvernement, il recherchait d'avance

¹ « Tunc anus quaedam orba lumine, cum percontando quisnam esset ingressus, Julianum Caesarem compererat, exclamavit hunc deorum templa reparaturum. » *Ibid.*

² « Imp. Flavius Julius Constantinus Aug. VIII, Flavius Claudius Julianus Caesar. »

³ « Negotiosam hiemem. » Ammien Marcellin, XVI, 2.

⁴ *Ibid.*, 5.

⁵ « Rectae perfectaeque rationis indagine congruens Marco, ad cujus aemulationem actus suos effungebat et mores. » *Ibid.*, 1.

⁶ « Urgente genuino vigore, pagnarum fragores caedesque barbaricas somniabat. » *Ibid.*

les moyens, si le sort des armes était favorable, de rétablir la prospérité de la Gaule ou, selon l'expression de l'historien, « de réunir les fragments de la province brisée ¹. »

Pendant son séjour à Vienne, Julien se trouva indirectement mêlé à la politique générale de Constance, dans ce qu'elle pouvait avoir pour lui de plus compromettant ou de plus odieux. Mais il la subit sans doute plus qu'il ne s'y associa, et l'on peut croire que son nom figura au bas des actes qui devaient porter les signatures réunies de l'Auguste et du César, sans qu'il ait même été consulté. Il n'en est pas moins piquant de voir Julien contresigner la loi rendue par Constance en avril 356 pour interdire, une fois de plus, le culte païen, et contenant cette sanction, heureusement fort atténuée dans la pratique : « Nous ordonnons que la peine capitale soit appliquée à tous ceux qui seraient convaincus d'avoir sacrifié ou d'avoir adoré des idoles ². » Mais Constance, nous l'avons déjà dit, à son désir d'abattre le paganisme joignait un désir non moins ardent de faire triompher l'hérésie arienne. La Gaule avait été en grande partie préservée de celle-ci. Cependant les ariens y suppléaient au nombre par l'audace. A leur tête était l'évêque d'Arles, Saturnin, l'intime ami des deux principaux champions de l'arianisme en Occident, les Illyriens Ursace et Valens. Les orthodoxes, de leur côté, venaient de faire une précieuse recrue en la personne d'Hilaire de Poitiers. Né dans cette ville, de bonne bourgeoisie, Hilaire était monté du paganisme au christianisme par un chemin inverse de celui qui fit descendre Julien du christianisme au paganisme, mais assez semblable à la voie que suivit, au ^{iv} siècle, saint Justin, que suivra tout à l'heure saint Augustin : la philosophie l'avait conduit à Dieu, l'étude lui avait mis entre les mains les livres de l'Ancien Testament, et la lumière entrevue dans ceux-ci était devenue tout à fait évidente et victorieuse après la lecture de l'Évangile ³. Philosophe, orateur, poète, il était converti depuis peu d'années quand, le siège épiscopal de sa ville natale étant devenu vacant, le suffrage po-

¹ « Colligere provinciae fragmenta jam parans, si adfuisset flatu tandem secundo. » *Ibid.* — Libanius, *Panegyrique de Julien*, dit de même qu'il « passa l'hiver à délibérer, » τὸν χειμῶνα ἀνέλισεν εἰς βουλὴν.

² *Code Théodosien*, XVI, x, 6.

³ Saint Hilaire de Poitiers, *De Trinitate*, I.

pulaire l'y porta, encore laïque. Hilaire, à peine devenu évêque, adressa à Constance une requête hardie, protestant contre la faveur accordée aux ariens et demandant la liberté pour les catholiques ¹. Il revendiqua plus hardiment encore cette liberté au concile de Béziers, tenu dans les premiers mois de 356 ², sous la présidence du champion de l'arianisme, Saturnin d'Arles. Mais les ariens refusèrent de l'entendre; ils le dénoncèrent à Constance, en réclamant son bannissement. Constance l'exila en Phrygie et frappa de la même peine Rhodan, évêque de Toulouse. On ne sait trop comment Julien se trouva mêlé à cette affaire. Il reçut probablement de Constance l'ordre de faire arrêter les deux évêques et de les faire embarquer pour leur lointaine destination. Peut-être même désapprouva-t-il ces rigueurs et eut-il la main forcée, soit par les réclamations insolentes des ariens, soit par l'injonction impatiente de l'empereur. Dans un écrit adressé de l'exil à Constance, Hilaire semble dire qu'en le bannissant on avait fait injure à Julien lui-même. « J'ai, dit-il, un grave témoin à l'appui de ma plainte : c'est mon seigneur Julien, ton religieux César : lors de ma condamnation à l'exil, il a eu à souffrir des méchants plus d'affronts que moi d'injustice ³. » Ces lignes, assez difficiles à expliquer, montrent au moins que Julien était demeuré personnellement étranger aux querelles entre ariens et catholiques, et que rien ni dans sa conduite ni dans ses paroles ne l'avait encore rendu suspect à ceux-ci.

Cependant Julien eut bientôt autre chose à faire qu'à servir, à son corps défendant, la politique religieuse de Constance. Les Germains, qui n'avaient pas remué depuis son arrivée en Gaule (du moins les historiens ne signalent aucune incursion de Barbares dans les premiers mois de 356), recommençaient leurs attaques. Julien apprit, au mois de juin, qu'ils avaient failli prendre Autun. La prise d'Autun eût été un désastre, car cette ville renfermait plusieurs manufactures d'armes ⁴, qui formaient

¹ Saint Hilaire de Poitiers, *Ad Constantium Augustum*, I.

² Sur la date du concile de Béziers, voir Tillemont, *Mémoires sur l'histoire ecclésiastique des six premiers siècles*, t. VII, p. 749, note v sur saint Hilaire.

³ « Nec levem habeo querelae meae testem dominum meum religiosum Caesarem tuum Julianum, qui plus in exilio meo contumeliae a malis, quam ego injuriae, pertulit. » Saint Hilaire de Poitiers, *Ad Constant. Aug.*, II, 2.

⁴ « Augustodunensis loricaia (fabrique de cuirasses); balistaria (fabrique de balistes); clibanaria (fabrique de cuirasses de fer); scutaria (fabrique de

un véritable arsenal. Mais ses moyens de défense étaient faibles. Bien que ses murailles eussent été réparées par Constance Chlore, leur vétusté, dit Ammien, les rendait presque inutiles ¹. Amollie par le séjour des villes, la petite garnison d'Autun, qui occupait les vastes casernes construites pour être le quartier d'hiver des légions ², ne savait plus se battre ³. Heureusement il y avait dans les environs de nombreux vétérans, soldats de réserve qui, en temps de guerre, pouvaient être rappelés à l'activité ⁴. Ceux-ci prirent les armes, firent une résistance désespérée. Courant aux murailles, criant : « Julien César ! » ils renversèrent les assaillants déjà parvenus au haut de leurs échelles ⁵. Excitée par leur exemple, la garnison reprit courage. Elle fit une sortie, et acheva la déroute des Barbares. Ceux-ci se hâtèrent de lever le siège. Ému du danger que venait de courir une ville classée jadis parmi les plus fortes et située presque au cœur des Gaules, Julien résolut de prendre sans plus tarder l'offensive. En vain son entourage essayait de le retenir, lui vantant les agréments de la vie de la cour, les charmes d'un repos prolongé au sein du luxe impérial ⁶ : Julien fit ses préparatifs ⁷, et, emmenant ce qu'il put rassembler de troupes, se mit en route avec l'assurance d'un vieux général ⁸. Il arriva, le 24 juin, à Autun ⁹.

boucliers). - *Notitia dignitatum*, Occid.; éd. Böcking, t. II, p. 43. — Autres manufactures d'armes en Gaule : à Argenton, fabrique de toute espèce d'armes ; à Mâcon, fabrique de flèches ; à Reims, fabrique d'épées ; à Trèves, fabrique de balistes ; à Amiens, fabrique d'épées plates et de boucliers ; à Soissons, fabrique de (le mot manque). *Ibid.*, p. 43-44.

¹ Augustoduni civitatis antiquae muros spatiosi quidem ambitus, sed carie vetustatis invalidos. - Ammien Marcellin, XVI, 2.

² Devotissimarum hiberna legionum, quarum invictissima robora.... requirunt ut commodis nostris studio gratiae hospitalis operentur. - Eumène, *Oratio pro scholis instaurandis*.

³ Torpente praesentium militum manu. - Ammien Marcellin, XVI, 2.

⁴ Tacite, *Ann.*, I, 17, 26 ; cf. Marquardt, *Römische Staatsverwaltung*, t. II, p. 448. — Voir dans les *Analecta Bollandiana*, t. IX, 1890, p. 117-134, l'histoire du vétéran Typasius (cf. *la Persécution de Dioclétien*, 2^e éd., t. I, p. 419).

⁵ Veteranos concursatione pervigili defendisse : ut solet abrupta saepe discrimina salutis ultima desperatio propulsare. - Ammien Marcellin, XVI, 2. — Libanius fait de cet épisode (*Oraison funèbre de Julien*) un récit tout à fait fantaisiste.

⁶ Ancillari adulatione posthabita, qua eum proximi ad amoenitatem flectebant et luxum. - Ammien Marcellin, XVI, 2.

⁷ Satis omnitus comparatis. - Ammien Marcellin, *loc. cit.*

⁸ Velut dux diuturnus, viribus eminens et consiliis. - *Ibid.*

⁹ VIII kal. Julias Augustodunum pervenit. - *Ibid.*

Cette ville lettrée avait de quoi le retenir. Par ses rhéteurs, par ses étudiants, par ses écoles dont les bâtiments somptueux, entourés de portiques sous lesquels se déployait en couleurs la carte immense de l'*orbis romanus* ¹, s'élevaient entre le Capitole et le temple d'Apollon ², elle offrait au jeune César une lointaine image de sa chère Athènes. En d'autres moments, sans doute, il aurait eu plaisir à y demeurer. La pensée ne lui en vint même pas. Prenant seulement le temps de faire reposer ses soldats, il ne s'inquiéta que de la route la meilleure pour gagner Auxerre. La contrée aux environs d'Autun était, dès l'époque de Constantin, presque redevenue sauvage : les vignobles avaient dégénéré; des fondrières et des marécages s'étaient formés; on eût dit un vaste désert « inculte, hérissé, muet, ténébreux » ³. Probablement les désastres des dernières années n'avaient fait qu'aggraver cet état. Aussi, pour déterminer la direction à suivre, fut-il nécessaire de réunir une sorte de conseil, où furent convoqués les gens du pays qui en connaissaient le mieux les chemins. Les avis furent différents : les uns proposèrent des routes plus sûres, mais plus longues; d'autres rappelèrent que naguère un général, avec plusieurs milliers d'hommes des cohortes auxiliaires, avait suivi un chemin à travers bois, dangereux, parce qu'à la faveur des ténèbres les surprises de l'ennemi y étaient faciles ⁴, mais beaucoup plus court. La volonté d'arriver vite, probablement aussi le désir d'imiter un acte d'audace ⁵, décidèrent Julien à imiter cet exemple. Il choisit parmi ses troupes un escadron de cataphractaires, — sans doute ces cavaliers à la souple armure de mailles de fer que Constance avait introduits dans l'armée romaine ⁶, — et un détachement de *balistarii*, soldats d'infanterie lé-

¹ A l'imitation de la carte du portique d'Agrippa, à Rome (Pline, *Nat. hist.*, III, 14).

² Eumène, *Oratio pro scholis instaurandis*.

³ « Nunc.... interclusis vastitate meatibus, quicquid humiditate sua fuerat uberius, in voraginem et stagna conversum. Ipsae denique vineae.... ita vetustate senuerunt, ut cultum jam poene non sentiant.... Vasta omnia, inculta, squalentia, muta, tenebrosa. » Eumène, *Paneg. Flaviansium nomine Constantino Aug. dictum*.

⁴ «.... Per compendiosas vias, verum suspectas, quia tenebris multis umbrantur. » Ammien Marcellin, XVI, 2.

⁵ « Caesar audaciam viri fortis imitari magnopere nitebatur. » *Ibid.*

⁶ C'était une troupe d'élite, la garde préférée de Constance. Comment concilier sa présence dans l'armée de Julien avec les plaintes de celui-ci ?

gère ¹. L'expérience militaire d'Ammien lui fait critiquer ce choix et (pour des raisons qui nous échappent) juger peu sûre une escorte ainsi composée ². Julien parvint cependant sans encombre à Auxerre. Il prit à peine le temps de s'y reposer, et partit pour Troyes. En route, il fut attaqué par les Barbares. Il se tint d'abord sur la défensive, craignant, s'il faisait un mouvement en avant, de rencontrer des adversaires plus nombreux; puis, s'enhardissant, il fit prendre à ses soldats des positions bien choisies d'où ils se précipitèrent sur l'ennemi et firent quelques prisonniers; mais la pesanteur de leurs armes ne leur permit pas de continuer la poursuite ³. Ce premier succès donna confiance à Julien; à travers mille difficultés, il parvint avec sa petite troupe jusque devant Troyes, investie par une multitude de Barbares. La panique y était si grande que, quand Julien parut à l'une des portes de la ville, on hésita d'abord à lui ouvrir, croyant voir l'ennemi ⁴. Sa présence avait suffi probablement à disperser sur ce point les bandes toujours mobiles des envahisseurs, car à peine s'arrêta-t-il à Troyes, dans sa hâte de se diriger vers Reims, où l'attendait le gros de l'armée romaine, concentrée sous le commandement de deux généraux, Marcel et Ursicin.

Ursicin était ce « maître de la cavalerie » qui, en 355, avait traitreusement fait périr à Cologne le malheureux Silvain. Marcel venait d'être envoyé en Gaule pour lui succéder dans le commandement des troupes; mais Ursicin devait demeurer avec elles jusqu'à la fin de la guerre. A en croire Julien, les deux généraux étaient chargés avant tout de le surveiller. « Ils avaient l'ordre écrit d'avoir l'œil sur moi encore plus que sur l'ennemi ⁵. » Julien, de son côté, avait reçu pour mission « moins de commander l'armée que d'obéir aux généraux qui la commandaient ⁶. » « On craignait de moi quelque révolte, »

¹ Végèce, *De re militari*, II, 2. — Praefectus militum balistariorum. *Notitia dignitatum*, Occid.; Böcking, t. III, p. 117.

² « Parum ad tuendum rectorem idonea. » Ammien Marcellin, XVI, 2.

³ « Quia sequi non valebat gravitate praepeditus armorum. » *Ibid.*

⁴ « Per multa discrimina venerat Tricassas adeo insperatus, ut eo portas poene pulsante, diffusae barbarae multitudinis metu, aditus urbis non sine anxia panderetur ambage. » *Ibid.*

⁵ Julien, *Ép. au sénat et au peuple d'Athènes*, 8.

⁶ *Ibid.* — « Les généraux étaient souverains. » οἱ στρατηγοὶ δὲ κύριοι, dit de même Libanius dans l'*Oraison funèbre de Julien*.

ajoute-t-il ¹. La vérité est que Constance pouvait encore avoir une autre crainte. Julien n'avait aucune expérience des choses militaires quand il fut envoyé en Gaule. Il ne savait même pas ce que sait le simple soldat. L'empereur était excusable de n'avoir pas deviné que celui qui hier encore était un étudiant d'Athènes se révélerait subitement homme de guerre. Qu'il ait voulu le mettre d'abord à l'école de généraux expérimentés, cela n'est pas pour surprendre, et le contraire eût indiqué de la part de Constance une insouciance singulière. Qu'il ait même remis à Julien des instructions minutieuses ², qu'il l'ait traité un peu, selon l'expression d'Ammien Marcellin, en enfant et en écolier ³, l'âge du jeune César explique suffisamment ces précautions. Julien lui-même semble les avoir jugées utiles, car il raconte qu'avant de partir il supplia Constance de lui remettre « des espèces de lois écrites, » dont l'observation serait un gage de sa fidélité ⁴. Une seule chose semble indiquer à son égard une défiance dépassant les limites de la prudence ordinaire et touchant à la mauvaise politique. Tous les moyens de s'attacher les soldats lui furent refusés; il lui fut même interdit de leur faire les dons et les distributions en usage soit lors de l'avènement d'un nouveau prince, soit en récompense de leurs services ou en réjouissance d'une victoire ⁵.

Les deux généraux qui commandaient l'armée des Gaules « n'aspiraient qu'au sommeil, » dit Libanius ⁶. Si cela est vrai ⁷, ils furent vite réveillés par Julien. Dès son arrivée, un conseil de guerre fut réuni. Bien que les instructions de Constance refusassent à Julien la responsabilité du commandement, il semble que son ascendant se soit imposé tout de suite. Ammien Marcellin, qui faisait partie de l'armée, raconte les faits comme si dès lors Julien avait tout dirigé. Le conseil de guerre décida de marcher vers le Rhin. L'objectif de la campagne était la délivrance de Cologne. Tout l'est de la Gaule se trouvait couvert

¹ Julien, *loc. cit.*

² *Ibid.*, 9.

³ « Cum legeret libellum adsidue, quem Constantius ut privignum ad studia mittens, manu sua conscripserat. » Ammien Marcellin, XVI, 5.

⁴ Julien, *Ép. au sénat et au peuple d'Athènes*, 12.

⁵ Ammien Marcellin, XVII, 9.

⁶ Τοῖς στρατηγοῖς δὲ ἀρα ἤρεσκε καθεύδειν. Libanius, *Oraison funèbre de Julien*.

⁷ Socrate, *Hist. eccl.*, III, 1, dit à peu près la même chose.

de bandes de Germains. A Dieuze ¹, l'armée romaine courut un grand péril. Elle marchait sans se garder assez; les soldats, encouragés par la présence du nouveau César, montraient une ardeur inaccoutumée ². A la faveur du brouillard, les ennemis, défilant à travers bois, attaquèrent les derrières de l'armée et faillirent envelopper deux légions. Le bruit du combat fut entendu par les cohortes auxiliaires, qui rebroussèrent chemin, se portèrent en hâte vers l'arrière-garde et parvinrent à la dégager. Ce fut, dit Ammien, une leçon pour Julien : la marche de l'armée se fit désormais avec plus de lenteur et de prudence ³. Cette marche eût pu être dangereuse, à travers une contrée remplie de villes et d'*oppida* plus ou moins fortifiés, sans la singulière répugnance des Germains, qui les empêchait d'en profiter. Fils des campagnes sans bornes et des forêts profondes, ils refusaient de s'enfermer dans les villes. Ces amas de pierres et de briques, ces mornes enceintes, ces rues sans horizon, leur faisaient peur. Ils se seraient trouvés là, disaient-ils, comme ensevelis dans des tombes, ou comme pris sous les mailles d'un filet ⁴. Aussi demeuraient-ils campés aux environs des places dont ils s'étaient rendus maîtres, sans tirer parti de leurs tours ou de leurs murailles. C'est ainsi qu'il y avait des Alémans ou des Francs tout le long du Rhin, autour de Strasbourg ⁵, de Brumath ⁶, de Zabern ⁷, de Seltz ⁸, de Spire ⁹, de Worms ¹⁰, de Mayence ¹¹, établis dans les campagnes, s'en appropriant les fruits, forçant les habitants à travailler pour eux, mais ne laissant pas une garnison dans les villes après les avoir pillées, et ne songeant même pas à garder les petits châ-

¹ Decempagi.

² « Solito acrior miles. » Ammien Marcellin, XVI, 3.

³ *Ibid.*

⁴ « Nam ipsa oppida ut circumdata relictis busta declinant. » *Ibid.* — Sentiment commun à tous les Barbares; Ammien dit de même des Huns : « Aedificiis ullis unquam tecti : sed per haec velut ab usu communi discreta sepulcra declinant. » *Ibid.*, XXXI, 2.

⁵ Argentoratum.

⁶ Brocomagus.

⁷ Tabernae. — Ne pas confondre *Tabernae*, Zabern, sur les bords du Rhin, avec Saverne dans les Vosges, *Tres Tabernae*, dont Ammien parle ailleurs, XVI, 12.

⁸ Saletio.

⁹ Nemetae.

¹⁰ Vangiones.

¹¹ Moguntiacum.

teaux des montagnes. Cela explique comment Julien et ses troupes purent assez facilement s'ouvrir un passage à travers les Vosges ¹, remporter un premier succès à Brumath, et, remontant de là vers Cologne, reprendre peu à peu toutes les villes que les Barbares n'essayaient pas de défendre. Les pertes des Germains ne furent pas très grandes, bien que Julien eût promis, dit-on, une récompense en argent à tout soldat qui apporterait une tête coupée ² : on fit, dit Ammien, quelques prisonniers, on tua pendant le combat un certain nombre d'ennemis, mais la plupart échappèrent par la fuite ³.

Coblentz ⁴, qui avait eu de tout temps un poste fortifié ⁵, n'opposa pas de résistance. Entre cette place et Cologne, toutes les forteresses avaient été ruinées par les envahisseurs : il ne restait debout qu'une tour isolée ⁶, qui naturellement ne fut point défendue. On arriva sans obstacle à Cologne, dont les portes étaient ouvertes. Julien s'y établit, et travailla à relever de ses ruines la malheureuse cité, depuis dix mois tombée aux mains des Barbares ⁷. Pendant son séjour à Cologne, un prince franc vint solliciter la paix ⁸ ; Julien consentit à traiter avec les chefs de quelques tribus qui s'engagèrent à ne plus inquiéter les sujets de Rome ⁹. Il s'occupa durant le même temps de deux villes voisines, dont l'une, qui avait été assaillie par l'ennemi, reçut une garnison, et dont l'autre, réduite à une extrême famine, fut ravitaillée ¹⁰.

On ne nous dit pas le nom de ces deux villes : la plus importante est peut-être Trèves, que Julien visita après avoir quitté

¹ Τοῦ Βοσίου. Julien, *Ép. au sénat et au peuple d'Athènes*.

² Libanius, *Oraison funèbre de Julien*. — Ce détail, s'il est vrai, indiquerait que Julien eut, plus que ne dit Ammien Marcellin, les moyens de récompenser les soldats.

³ Ammien Marcellin, XVI, 2.

⁴ Confluentes.

⁵ Cet oppidum est appelé par Ammien « Rigomagum ». Au v^e siècle, il y a encore en ce lieu un castrum (Grégoire de Tours, *Hist. Franc.*, VIII, 13).

⁶ « Una prope ipsam Coloniam turris ». Ammien Marcellin, XVI, 3.

⁷ Πρὸς μνησὺν ἐσλῶκυζιν ποῦ ὄτεκα. Julien, *Ép. au sénat et au peuple d'Athènes*, 10.

⁸ Τίς βασιλεὺς μοίρας οὐ μικρὰς βαρβαρικῆς. Libanius, *Oraison funèbre de Julien*.

⁹ Ammien Marcellin dit que ce fut un traité de paix, « pacem firmaret Republicae interim profuturam ». Libanius prétend qu'il y eut seulement une courte trêve, σπίνδεταί βραχὺν τινα χρόνον.

¹⁰ Libanius, *loc. cit.*

Cologne ¹. Bien que le but en eût été glorieusement atteint, la campagne n'était pas finie. Constance, en vue probablement de seconder les opérations de Julien, était en ce moment en Rhétie, poursuivant de son côté les Barbares. Julien paraît avoir alors remonté la rive droite du Rhin. Revenant de Trèves en pointe vers Strasbourg, dont il s'empara ², il se porta rapidement dans la direction de Bâle, afin de contenir les Germains, que Constance pressait sur l'autre rive. Mais ceux-ci, se sentant pris entre l'Auguste et le César, se bornèrent à obstruer avec des troncs d'arbres abattus les chemins du pays envahi par Constance et refusèrent la bataille. Bientôt ils demandèrent à leur tour la paix, que Constance leur accorda ³. N'ayant plus rien à faire de ce côté, Julien se dirigea vers Sens, où il prit ses quartiers d'hiver ⁴.

PAUL ALLARD.

¹ « Per Treveros. » Ammien Marcellin, XVI, 3.

² Le récit un peu confus d'Ammien Marcellin (XVI, 2) pourrait faire croire que Strasbourg fut repris avant Cologne; mais Julien dit clairement (*Ép. au sénat et au peuple d'Athènes*, 10) que la prise de Cologne précéda celle de Strasbourg, qui ne peut avoir eu lieu, par conséquent, que dans cette seconde partie de la campagne.... Ἀνελάβον τὴν Ἀγριππίναν ἐπὶ τῷ Ῥηνῶ.... καὶ τεῖχος Ἀργέντορα πλεσίον πρὸς ταῖς ὑπωρεῖαις αὐτοῦ τοῦ Βοσέγου (Hertlein, p. 359).

³ « Anno nuper emenso Romanis per Transrhenana spatia fusius volitantibus, nec visus est quisquam laris sui defensor, nec obviu stetit: sed concaede arborum densa undique semitis clausis.... nec resistere ausi nec apparere, pacem impetraverunt suppliciter obsecrantes.... imperatore urgente per Raetias, Caesare proximo nusquam elabi permittente. » Ammien Marcellin, XVI, 12. — Voir, sur ce passage, Tillemont, *Histoire des empereurs*, t. IV, p. 634, note xxxviii sur Constance, et Schiller, *Geschichte der Römischen Kaiserzeit*, t. II, p. 309.

⁴ « Apud Senonas oppidum tunc opportunum abscessit. » Ammien Marcellin, XVI, 3.

LA

BARQUE LÉGENDAIRE DE SAINT ANTONIN

APOTRE ET MARTYR DE PAMIEERS

I. — LA LÉGENDE ET L'HISTOIRE

Liturgistes et hagiographes, peintres, sculpteurs, verriers, enlumineurs ont retracé et décrit à l'envi, par la plume, le ciseau, le burin ou le pinceau, la merveilleuse navigation de la tête et d'un bras du martyr appaméen.

Vrai miracle ou simple légende, peu importe pour l'étude que nous nous proposons à ce moment. Du reste, comme l'a observé à bon escient M. Vallet de Viriville, « là où vous trouvez une légende, quelque amplifiée qu'elle soit, vous y trouvez une histoire ¹. » Les légendes sont au christianisme ce qu'est la musique dans les cérémonies chrétiennes, la peinture ou la sculpture aux murailles des églises. Si elles ne sont pas la vérité historique ou dogmatique, ce sont des moyens qui, tout en s'altérant parfois entre les mains des hommes, servent néanmoins à leur faire goûter des enseignements aussi sérieux que positifs, et en charmant l'imagination, habituent à la pratique et à l'amour des devoirs religieux. Aussi bien a-t-on pu dire que « la légende enregistre l'action de Dieu, et l'histoire l'action de Dieu et celle de l'homme. Et c'est ainsi qu'elles s'aident l'une l'autre sans se confondre et qu'elles se prêtent un mutuel appui. » De fait, « la légende n'est pas l'ennemie de l'histoire : elle en est la compagne et la sœur, et, quelquefois, l'indispensable complément. Le merveilleux qui fait son fond n'a pas seulement le privilège de jeter le charme de la poésie sur la crudité du récit

¹ Cf. *Revue française*, an. 1837, numéro du 4 juillet, p. 67.

historique, elle l'illumine parfois d'un éclat céleste, et les annales humaines se parent ainsi d'une teinte plus douce et plus claire ¹. »

Cela dit, il est un fait indéniable : depuis des siècles, peut-être même depuis les temps fort reculés où florissait l'apôtre et enfant de Fridélas ², une tradition constante, qui s'est transmise soit par les livres d'église, soit par les pieuses légendes orales et écrites, comme aussi dans l'imagerie, la peinture, la numismatique et la sigillographie, une tradition constante consacre la translation d'une partie du corps martyrisé de saint Antonin, sur une barque conduite par des aigles et voguant contre le courant des eaux depuis l'Ariège jusqu'à Noble-Val en Rouergue ³. Cette phrase est le résumé de la première Leçon du deuxième Nocturne qu'on lisait au Propre des chanoines de Saint-Antonin, *in festo translationis vel inventionis S. Antonini* ⁴ (19 juin).

Même inscrites au bréviaire, ces pieuses légendes ne sont pas imposées comme articles du Symbole ; mais, outre que l'Eglise n'y a jamais contredit et que les siècles les ont religieusement acceptées, on ne saurait nier la possibilité des voyages miraculeux de reliques. A preuve les translations par main des anges soit de la maison de la Vierge depuis Nazareth jusqu'à Lorette, soit du corps de sainte Catherine d'Alexandrie sur le mont Sinaï.

Comme l'hérésie s'était attaquée au culte des saints, qu'elle avait en horreur, certaine école de soi-disant critiques, devenus « dénicheurs de saints » et démolisseurs de la liturgie et de

¹ L'abbé M.-B. Carrière, *Histoire des martyrs d'Avignonet*, br. in-18, p. 46, 43 et 44. (Toulouse, 1866.)

² Nom primitif de la ville actuelle de Pamiers. Cette appellation *Villa Fredelasci*, ou *Castrum*, voire même *Regnum Fredelasci*, paraît provenir de nombreux lacs ou étangs qui, indépendamment de l'Ariège, s'épandaient sur une grande partie de ce territoire réduit, de ce fait, à l'état de flaques ou de marais aux eaux froides et dormantes. De là : *Frigidus lacus*, *Fredelacus*, *Frigidilensis*, pays des lacs froids. (Sur ces origines et étymologies, voir *Notice historique sur la ville et le pays de Pamiers, ancien royaume de Frédélas*, par Jacques Ourgaud. — Paris, 1865, in-8.)

³ Le Saint-Antonin du Rouergue, actuellement chef-lieu de canton dans Tarn-et-Garonne, un des principaux doyennés du diocèse de Montauban.

⁴ En son temps, on aura le titre exact de cet Office d'après le *Proprium antiquum et recens* de cette église rouergate, et le texte même de la Leçon canoniale.

l'hagiographie catholiques, s'en prirent à leurs légendes. Sauf quelques-unes, celles-ci étaient toutes *apocryphes*, *supposées*, *fabuleuses*, et comme telles rejetées en bloc : le surnaturel, le merveilleux, étaient le signe infailible de leur fausseté.

Annalistes, historiens, hagiologues, liturgistes plièrent, à un moment, sous cette sorte de règle critique établie comme loi ; l'hagiographie fut bouleversée, à tel point que saint Denis de Paris ne fut plus l'aréopagite, ni saint Lazare de Marseille le ressuscité du Sauveur.

Dans cette guerre acharnée faite à la *légende liturgique*, l'apôtre et martyr de Pamiers ne pouvait pas passer sans domage. Les partisans de l'école du janséniste Tillemont, tels que Baillet, Launoy et consorts (suivant en cela le servite italien Ferraris), les judicieux Bollandistes eux-mêmes, le savant historien du Languedoc, dom Vaissète, etc., en arrivèrent, sinon à rejeter le saint, — ce qui était par trop difficile — du moins à le défigurer jusqu'à le rendre méconnaissable. Et cela, soit par horreur des *légendes*, soit pour les expliquer à leur façon, les faire concorder avec leurs opinions ou les divers points de vue auxquels ils se placent.

Ainsi, ces historiens ou critiques ne sont d'accord ni sur la condition de ce martyr, ni sur son origine, pas plus que sur sa nationalité, le lieu et surtout l'époque de sa mort. Les uns le font mourir au iv^e siècle, certains au viii^e ; et tandis que d'autres le disent du iii^e, l'opinion qui voudrait s'accréditer aujourd'hui serait, sinon pour les temps *vraiment apostoliques*, du moins pour la *seconde apostolicité*, c'est-à-dire le ii^e siècle ¹. C'est donc le cas de répéter avec le critique qui paraît avoir étudié le plus à fond et compulsé le plus de *Vies* de ce martyr : « Sa grande célébrité lui a nui et a obscurci son histoire ; il n'est pas de saint honoré dans l'Église sur le compte duquel on ait plus disputé ². »

¹ Peu important ces discussions au sujet tout spécial que nous nous proposons ici ; aussi, il nous suffit de les signaler, sans donner la moindre appréciation.

² *La Vie de saint Antonin*, dissertation préliminaire ou introduction. Cette savante étude critique a été publiée, partie dans la *Semaine catholique du diocèse de Pamiers* (an. 1891, n^{os} 400-410), partie dans l'*Étoile de l'Ariège* (du 21 mai au 23 juillet 1892). Le passage cité ci-dessus ouvre les premières lignes de ce grand travail ; cf. *Semaine catholique*, p. 564. — Comme l'a écrit

De ce fait constaté preuves en main, cet auteur donne les raisons fort plausibles. « Les premiers écrivains, dit-il, parlant des faits récents et connus de la masse, avisant avant tout à l'édification du lecteur et à la gloire du saint, négligèrent dans leurs récits les conditions historiques, les noms des personnes et des lieux, l'ordre des événements et surtout les dates. Ces actes ainsi rédigés pouvaient suffire pour les contemporains ; mais pour les âges subséquents ils furent la cause de bien des incertitudes d'abord, puis de méprises et d'erreurs qui n'ont fait que s'aggraver dans la suite ¹. » On s'explique d'autant mieux le bien fondé de ces judicieuses observations, quand on considère, d'une part, la longue et laborieuse carrière du saint passée en diverses contrées, d'autre part, le nombre vraiment prodigieux de *Vies manuscrites* qui circulèrent pendant le moyen âge et pour la plupart conservées jusqu'à nos jours.

un de ses biographes, l'érudit auteur de ces articles, M. le chanoine Pouech restera - comme le type proverbial du savant. - Il est à regretter que la mort l'ait frappé au moment où il venait de publier le dernier chapitre de l'*Introduction* (juillet 1892). Ses longues et consciencieuses recherches à travers archives et bibliothèques faisaient espérer une *Vie* de saint Antonin, qui est encore à faire. Pendant plus de trente ans, il amassa et fit venir de toute contrée livres et documents qui formaient un trésor, hélas ! perdu aujourd'hui ou du moins bien disséminé. Ces matériaux auraient été d'autant plus précieux et utiles, que bon nombre étaient uniques, plusieurs à peu près inconnus ou fort rares, ainsi que nous avons pu le constater nous-même dans les longues conférences que nous eûmes sur ce sujet. On peut dire que, depuis sa nomination au canonicate (9 mai 1866), M. Pouech consacra cette dernière période de sa vie au problème historique concernant son saint de prédilection et patron de son église cathédrale. Vu l'autorité que fait et fera ce critique auprès des historiens à venir, il est bon de citer ici textuellement quelques lignes de son biographe, caractérisant à merveille et les fluctuations et les opinions arrêtées de ce savant.

« A ce tournant de sa vie (le canonicate), il devint presque exclusivement hagiographe, alors que jusque-là il avait été absorbé par la géologie. Tout d'abord, il se plaisait à le raconter lui-même, il ne prêtait qu'une légère attention au problème qui le passionna depuis : faut-il opter pour la légende wisigothe ou la légende apostolique de notre grand martyr ? M. Pouech flottait un peu en sceptique entre ces deux hypothèses ; mais il mit la main sur un document précieux qui le fit pencher vers la première.... Dès lors, il consulte les annalistes, collige les légendes du bréviaire, s'enquiert des traditions orales, interprète les monuments et les moindres vestiges du passé, cherche des correspondants instruits, fait échange d'idées avec ses contradicteurs, pâlit sur les manuscrits, et finalement use sa santé à déchiffrer des parchemins qu'il estimait au poids d'or.... Le résultat de ces travaux est considérable, nul ne le conteste : le docte chercheur a contribué puissamment à relever le culte de notre saint. » *Semaine cath.* déjà citée, an. 1892, p. 731-732.

¹ *Semaine cath. de Pamiers*, an. 1891, p. 564-565.

De ces *Vies* manuscrites, on en trouve non seulement en France, en Italie, en Espagne, mais même dans les îles Britanniques, en Allemagne, en Pologne et jusque dans la Scandinavie. Les bibliothèques de Paris *en sont remplies*, a pu écrire M. le chanoine Pouech ; et un ancien curé de Lissac, au diocèse de Pamiers, M. l'abbé Pézet, affirme, dans ses travaux encore inédits, avoir obtenu, par l'entremise du célèbre abbé Migne, copie de plus de quatre-vingts manuscrits existant dans les bibliothèques de la capitale seulement. Or, pourrait-on admettre que de si nombreux documents écrits par des copistes inégalement instruits, sobres, judicieux et prudents, aient été rédigés en toute fidélité, ponctuellement, de telle sorte qu'on pût les dire de tous points identiques, sans variantes, sans inexactitudes, sans erreurs ? Mais c'est tout au plus si on oserait prétendre à de tels résultats avec les moyens si puissants fournis présentement par l'imprimerie.

A ces causes naturelles de divergences et d'erreurs dans les écrits il faut ajouter celles qui peuvent résulter de l'apostolat même du saint, qui s'exerça en Italie, en Gaule et peut-être même en Espagne ¹. Sur ce sujet on peut bien accepter que la diversité des événements accomplis durant cette longue carrière apostolique ne fut peut-être pas connue intégralement et selon l'ordre des temps. De là, divergence possible, probable même, entre les manuscrits des diverses époques.

Qui sait encore si l'existence de plusieurs saints homonymes ne fit pas confusion et dans les écrits et dans les récits ? Les hagiographes et la liturgie parlent, en effet, d'Antonin d'Apamée en Syrie, et d'Antonin de Pamiers ; d'Antonin diacre et d'Antonin prêtre ; d'Antonin ermite et d'Antonin sculpteur ; d'Antonin apôtre prédicateur ; d'Antonin fils de roi et d'Antonin d'origine plébéienne. Les copistes de ces différentes *Vies* étaient-ils suffisamment capables de discerner, de concilier les diverses légendes, de trancher les difficultés ? Que s'ils tentèrent, dans

¹ La cathédrale de Palencia, en Castille, possède, de nos jours encore, la majeure partie des reliques de notre saint Antonin. Mais ce n'est pas de ce fait qu'on pourrait augurer de son évangélisation en Espagne ; ces reliques, d'après la tradition palencienne, auraient été apportées dans cette ville vers 1018 par Dom Sanche. Sur l'identité de ces reliques et du saint *Antolin* vénéré dans cette cathédrale, il y aurait matière à de longues discussions historiques.

l'intérêt même de la vérité, de résoudre ces problèmes, n'y eut-il pas présomption de leur part, ou bien des rectifications hasardées, des interpolations audacieuses, ou pour le moins des méprises, des contresens, des anachronismes, des contradictions et même de vraies fables et des absurdités ; car même les absurdités ne sont pas rares dans quelques-uns de ces écrits.

Ainsi se présente, au point de vue critique, l'histoire du martyr de Pamiers, un des apôtres du Rouergue et dont le *Vallis nobilis* (Noble-Val), par lui évangélisé et converti, a pris le nom de *Saint-Antonin*. « Et voilà, conclut l'érudit dissertateur déjà cité, voilà où est arrivée, au sujet de ce saint, après cent ans de travaux et de dépenses d'érudition immenses, notre école critique des deux derniers siècles : à des conclusions négatives ou douteuses, contradictoires et inconciliables entre elles, embrouillant la question au lieu de l'éclairer ¹. » Longtemps, sans doute, cette question en restera au même point.

II. — LES BARQUES ET LEUR NAVIGATION DANS LES LÉGENDES CHRÉTIENNES

En abordant ici un simple épisode, ce n'est pas avec la prétention de le résoudre, ou même d'en avancer la solution. Nous voulons seulement, après avoir pesé leur valeur *historique* ou purement *légendaire*, réunir les différents textes se rapportant au fait de la barque sur laquelle arrivèrent à Noble-Val les reliques du saint martyr. Groupant ces divers témoignages dans leur énoncé textuel, nous suivrons la tradition en allant des temps les plus rapprochés de nous jusqu'aux plus reculés. Avec ces différentes versions, on aura les divergences et les similitudes des récits les plus répandus, et aussi de quelques inédits qui nous sont tombés à la main. Par suite, on pourra juger du genre plus ou moins précis, plus ou moins détaillé ou concis, plus ou moins fictif ou pieusement légendaire, adopté par chaque narrateur.

1° Le fait d'une nacelle remontant le cours des eaux et chargée, providentiellement sans doute, de membres inanimés que gardent et conduisent des oiseaux — que quelques auteurs disent

¹ Chanoine Pouech, dans la *Semaine cath.* déjà citée, an. 1891, p. 611.

être des anges, — ce fait n'est pas chose vulgaire. Aussi bien, hérésie et école janséniste avaient là matière à raillerie ou à scandale; par contre, la foi simple et enthousiaste des premiers chrétiens et du moyen âge y trouvait un aliment nouveau, de même que les annalistes et les poètes savaient en user pour donner libre cours à leur imagination, dans leurs récits et leurs chants.

Au reste, tout en reconnaissant que semblable navigation n'était pas « chose vulgaire, » nous n'entendons point dire qu'il n'y ait jamais eu d'exemples ou du moins de récits de faits analogues. Les barques (navire, vaisseau, nacelle, conque) ont joué un certain rôle dans les légendes, parfois même dans la vie ou après la mort de plusieurs saints. L'iconographie le prouve quand elle nous représente saint Bertin, saint Florent, saint Aré, saint Guerfroid, saint Julien l'hospitalier, saint Pierre, saint Lazare, saint Maclou, saints Crescentius et Titus, sainte Ursule et ses compagnes, etc., etc., accompagnés de cet attribut. Pour les uns, comme par exemple pour saint Pierre, c'était le symbolisme de leur profession; pour d'autres, le souvenir de voyages mémorables à divers titres : ainsi sainte Ursule transportée avec onze mille vierges ¹ sur des navires qui, d'Angleterre, allaient aboutir providentiellement en Allemagne; saint Lazare et ses sœurs exposés par les Juifs, en pleine mer, sur un vieux vaisseau sans rames ni voiles, et allant atterrir à Marseille ².

¹ Observons que c'est une des légendes qui offre le plus de versions et qui, par suite, a le plus prêté à la critique. De savants ouvrages ont été publiés sur ce sujet; un des plus remarquables est : *Sainte Ursule et ses onze mille vierges, ou l'Europe occidentale au milieu du V^e siècle*. Monographie historique et critique, par J.-H. Kessel, docteur en théologie, traduit de l'allemand par M. l'abbé Beetemé, aumônier des Ursulines de Laeken; Bruxelles et Paris, C. Dillet, libraire, rue de Sèvres, 1870. — Voir aussi *La Légende de sainte Ursule, princesse britannique, et de ses onze mille vierges*, d'après les tableaux de l'église de Sainte-Ursule de Cologne, 22 planches reproduites en chromol., publiée par F. de Kehlerhoven, avec texte par J.-B. Dutron, gr. in-4, 1860.

² *Les Monuments inédits sur l'apostolat de sainte Madeleine en Provence*, par M. l'abbé Faillon, sont trop connus pour que nous ayons à les citer au sujet de la légende de saint Lazare, devenu évêque de Marseille. Aussi connu, le livre du P. Lacordaire sur *Marie-Madeleine*, dans lequel est magnifiquement relatée la scène de la barque. La poésie populaire célébra aussi ces légendes; voici un couplet d'un vieux cantique, résumant un passage de Raban-Maur (ix^e siècle) qui décrit la scène des Juifs forçant les disciples à monter sur le navire désemparé :

Entrez, Sara, dans la nacelle,
Lazare, Marthe et Maximin,

Des navigations analogues à celle qui nous intéresse actuellement se rencontrent aussi. Entre les plus connues, signalons la translation presque identique des restes de saint Vincent, diacre et martyr, de Valence en Espagne. Martyrisé par ordre de Dacien (304), son corps est jeté en pleine mer ; mais Dieu permet que ses ossements reviennent d'eux-mêmes au rivage. Là, « au promontoire sacré des Algarres, » aujourd'hui *cap Saint-Vincent*, une barque les reçoit et les conduit miraculeusement à Lisbonne, où D. Alphonse Henriquez, premier roi de Portugal, les plaça dévotement dans l'église cathédrale. A partir de ce jour, les armoiries du roi et de la ville portèrent la figure de cette barque miraculeuse ¹. Et comme sur celle de saint Antonin, on y voit en poupe et en proue deux oiseaux qu'on dit être des *corbeaux* et rappellent ceux qui défendirent le corps de saint Vincent exposé après son martyre aux bêtes féroces ².

Comme fait analogue, nous avons encore la conservation providentielle des reliques de saint Jacques le Majeur. Hérode Agrippa le condamne à la décollation. Aussitôt, disent les légendaires, l'exécuteur ramasse cette tête qui vient de tomber sous le glaive du bourreau, la lève vers le ciel et la montre, genoux

Cléan, Trophime, Saturnin,
Les trois Marie et Marcelle,
Eutrope et Martial, Sidoine avec Joseph ;
Vous périrez dans cette nef.

¹ C'est aussi le souvenir de translation par barque qui a fait donner le nom de *Santa Maria de Ratis* (Notre-Dame de la Barque, ou Notre-Dame de la Mer) à l'église des Saintes-Marie Jacobé et Salomé en Provence. Sur la crête du toit de cette vieille église, on voit encore un petit groupe, fort mutilé, représentant deux figures de femmes dans une nacelle qui vogue sur des flots ; type reçu dans le pays pour désigner ces deux saintes, ainsi que la ville de Notre-Dame de la Mer (Cf. abbé Pardiac, dans la *Revue de l'art chrétien*, an. 1862, t. VI, p. 264-265).

² On trouve aussi une scène de barque dans la légende de saint Vincent de Collioure, martyr, qu'il ne faut pas confondre avec le diacre d'Espagne, et qui périrent l'un et l'autre dans la persécution de Dacien. La procession navale qui se célèbre encore tous les ans, le 16 août, à Collioure, a pour but de rappeler la restitution des reliques de saint Vincent et des saintes Maxime et Libérate, reliques qui avaient été ravies à leur sanctuaire du Roussillon vers 1642, et apportées par les Espagnols en l'église de Concavella. En 1700, partie de ces saints ossements ayant été rendus à Collioure, on en simule annuellement le retour par une imposante procession en mer, sur de nombreuses embarcations qui font escorte au vaisseau chargé du précieux trésor. A leur entrée au port, le capitaine *hèle* la barque, et un dialogue, en langage catalan, s'engage pour constater la provenance, le contenu, l'état de l'embarcation. Après quoi le capitaine donne le laissez-passer par cette acclamation : « Au nom de Dieu, bonne entrée ! »

en terre, aux satellites envoyés par le roi. Ceux-ci veulent s'en emparer, mais leurs mains se dessèchent, la terre tremble, et les anges entonnent dans les cieus les louanges de l'apôtre protomartyr ¹. Comme les bourreaux du saint de Pamiers voulaient faire disparaître le corps mutilé de leur victime en le jetant à morceaux dans l'Ariège, ceux de l'apôtre saint Jacques le jettent parmi les immondices, le laissant ainsi exposé à la voracité des chiens et des oiseaux de proie. Mais, de même que quelques fidèles appaméens s'industrient pour sauver les restes sacrés de leur compatriote évangéliste, quelques-uns des disciples de saint Jacques recueillent pendant la nuit sa tête et la majeure partie de ses membres, puis, en toute hâte, ils les apportent à Joppé (Jaffa). A ce port, comme à la rivière de Pamiers, « une nacelle, que le ciel semblait avoir envoyée, était prête à partir. Les heureux disciples s'embarquent pleins de confiance en Dieu, voguent sans danger sur une mer tranquille et, au bout de sept jours, arrivent à Iria Flavia, un des ports de la Galice. Un ange, faisant l'office de pilote, avait veillé sur le dépôt sacré dont l'Espagne devait être bientôt si fière et qui, quelques siècles plus tard, allait édifier à son patron la prodigieuse basilique de Compostelle ². » Tel aussi le culte de l'apôtre du Rouergue, prenant naissance à Noble-Val, quand les reliques vinrent aborder au pied du château de Festus, non loin du quartier dénommé encore *Santos Festos* ³.

2° On a compris et justifié, sans doute, le motif de la digression que nous venons de faire. Il était bon de constater non seulement les similitudes de ces divers martyres et le sort réservé aux reliques de ces saints, mais surtout le voyage de leurs restes sur une barque providentiellement rencontrée et aussi providentiellement conduite à travers les flots. Peut-être dans l'une et l'autre de ces nefs voyageuses, et plus particulièrement dans celle qui nous intéresse ici, peut-être dans ces nefs ne doit-on voir qu'un emblème, un symbolisme tel que les chrétiens

¹ *Historia ecclesiastica* d'Orderic Vital, édit. Migne, col. 111-112; item, *Légende dorée* de Voragine. (Cf. *Revue de l'art chrétien*, 1862, t. VI, p. 238.)

² Résumé des divers hagiographes de saint Jacques et des légendaires espagnols.

³ Plus loin on aura les indications sur ce personnage et sur le site qui semble en avoir conservé le nom.

des premiers âges les adoptèrent, par exemple, dans les catacombes. Là, une barque peinte, sculptée ou même en fac-similé réduit indiquait le *triomphe suprême*, de même que le navire au port signifiait le *repos de l'âme* au port du salut. Chez les anciens aussi, un navire voguant à pleines voiles était l'emblème du *bonheur* et du *succès*, tellement que certaines médailles de l'empereur Adrien furent frappées à ce coin ¹. Les *aigles* mêmes, ou les *anges* cachés sous cette figure pour diriger la nacelle, peuvent bien n'être que la gracieuse image d'intrépides chrétiens, lévites ou non, porteurs à Noble-Val de la précieuse relique.

En émettant ces opinions, ou plutôt en signalant ces interprétations, nous n'entendons pas rejeter le surnaturel et tomber, par suite, dans les torts que nous reprochions tout à l'heure à l'école critique des Tillemont et des Launoy. Non. restant parfaitement dans la plus stricte orthodoxie, on peut classer ce fait particulier parmi telles légendes qu'à bon droit l'on tient pour des récits embellis et symbolisés par l'imagination ardente des premiers hagiographes. Et si nous employons le qualificatif de *légerendaire* en parlant de cette barque, ce terme est pris par nous, non dans le sens profane ou trop léger qu'on lui donne vulgairement, mais bien dans le langage religieux et catholique qui caractérise même les Leçons du bréviaire de *légendes* ou *récits légendaire*s. Le terme adopté par la liturgie et consacré par l'Église dans ses divers offices, ses ménologes, ses martyrologes, etc., est bien la *legenda*, le *legendarius*. Par ces qualificatifs est désigné le *Liber actu sanctorum per anni totius circum digesta*, « le livre des actes des saints distribués pour le cycle ou chacun des jours de l'année. » Et cette appellation, disent les liturgistes, découla de l'usage qu'on avait de lire, au chœur et à certaines assemblées, les récits de la vie des saints : *Sic dictus quia certis diebus legenda in ecclesia et in sacris synaxibus designabantur a moderatore chori*.

3° C'est donc dans ce sens que nous appelons et devons appeler *légende* et traiter de *légerendaire* le fait se rapportant à la translation, sur nacelle et par eau, des membres amputés de saint Antonin. Au fond, « faut-il la recevoir comme une histoire

¹ Cf. Winckelmann.

véridique, digne de la même attention que les autres faits de cet ordre conservés dans les annales ecclésiastiques pour notre édification, ou faut-il lui refuser toute créance et la reléguer parmi les contes sans valeur qui se sont accrédités grâce à l'ignorance et à la crédulité des peuples ? » C'est en ces termes que le plus récent et un des plus consciencieux historiens de ce saint, M. l'abbé Vaissière, se posa la question dans son *Étude sur l'apostolat, le martyre et le culte* ¹ de l'apôtre du Rouergue. Les solutions données par ce critique nous paraissent bonnes à être reproduites, sinon intégralement, du moins en analyse, tout en les corroborant.

a) D'abord, il faut observer que la généralité des auteurs critiques, nommément les Bollandistes, ne sont pas favorables à la véracité du fait : pour eux, cette navigation est fabuleuse ². Elle n'est bonne à leurs yeux qu'à constater la croyance du Rouergue au sujet de la provenance des reliques de son apôtre. « Évidemment, les habitants de ce pays ne croyaient pas que leur patron eût été martyrisé dans leur province ni dans celle du Quercy qui est voisine ³, mais ils reconnaissaient que ces reliques avaient été apportées d'ailleurs ; et n'ayant pas de renseignements écrits sur la translation, ils avaient eu recours à cette fiction pour expliquer de quelle manière le sacré dépôt était parvenu de Pamiers au monastère de Noble-Val, en remontant les cours d'eau qui se jettent dans la Garonne ⁴. »

b) Cette explication plus ou moins plausible ne constitue pas une démonstration. Cherchant des arguments, la critique n'a guère trouvé que ces deux : « Le fait est bien extraordinaire ; les autorités qui le rapportent ne semblent pas assez solides. » — Mais sérieusement peut-on accepter comme *bonne raison* la première de ces considérations, ou plutôt mérite-t-elle même d'être examinée ? On dit : « Le fait est trop extraordinaire pour

¹ *Saint Antonin, prêtre, apôtre du Rouergue, martyr de Pamiers*, par l'abbé Vaissière, curé de Saint-Jacques. — Montauban, Forestié neveu, 1872 ; in-16 de 200 pages avec planches. — La citation afférente à ce passage est extraite de la page 94.

² *Acta Sanctorum*, t. I septembre ; « prorsus fabulosa », § III. *Acta translati corporis*....

³ *L'Histoire de Languedoc*, dont nous avons dit ci-avant les tendances, porte en propres termes : « Saint Antonin aura sans doute souffert le martyre sur les frontières du Querci et du Rouergue. » T. I, notes, p. 624.

⁴ Vaissière, *Saint Antonin*, p. 94-95.

être admis. » Déjà nous avons rappelé les deux translations aériennes du corps de sainte Catherine et de la maison de Nazareth, comparaisons suffisantes et miracles non moins éclatants. Que s'il faut rejeter le fait ici en question, pour la seule raison du merveilleux, et en faire un mythe, nous voilà « au système des rationalistes, qui expliquent tous les miracles de cette manière, y compris ceux du Nouveau Testament, la résurrection de Lazare, la résurrection de Jésus-Christ ¹. » Ce n'est donc point là une raison suffisante pour nier la réalité de l'embarcation et de la navigation de ces reliques.

« Si l'on attaque la valeur de la tradition, à la bonne heure, » dirons-nous avec M. l'abbé Vaissière. Mais il faut reconnaître au moins que cette tradition est très ancienne, très uniforme, très répandue en divers pays ; et il faut ajouter certaines réflexions qui insinuent sa probabilité. Les voici.

D'abord saint Antonin est un apôtre chargé d'apporter le Christ aux nations idolâtres où il fallait confirmer la prédication par des signes, selon le plan divin et conformément à la parole évangélique : *Praedicaverunt ubique, Domino cooperante, et sermonem confirmando sequentibus signis* ². Selon cette promesse, les prodiges les plus extraordinaires ont marqué les pas de tous les apôtres, jusqu'à François-Xavier en qui l'on a vu le don des langues, de bilocation, de résurrection des morts.

Ensuite, observe notre dissertateur, le fait de cette navigation posthume a certains rapports avec les miracles des saints qui forment un groupe avec saint Antonin, si du moins on est pour l'époque apostolique de la mission. Ainsi, le pape Clément ³, qui envoya l'apôtre du Rouergue, jeté dans la mer une ancre au cou, par ordre de Trajan, fait reculer les flots pour que les chrétiens qui sont à sa recherche puissent recueillir ses ossements ; et effectivement ceux-ci les trouvèrent au fond d'une arche abritée dans un mausolée sous-marin. — L'Aréopagite, chef de la mission qui destina Antonin à nos contrées, prend

¹ Vaissière, *Saint Antonin*, p. 95-96.

² *Marc.*, xvi, 20.

³ M. Vaissière, comme tous ceux qui sont pour la période apostolique, donne le nom du pape Clément ; les contradicteurs prétendent que ce nom a été introduit furtivement dans les actes officiels. Aussi entendimes-nous, un jour, le savant M. Pouech traiter de faussaires les partisans de l'opinion adverse et s'écrier : « On devrait leur couper le poignet ! »

dans ses mains la tête que le bourreau lui a tranchée et fait ainsi environ deux mille pas. — Un de ses compagnons et homonyme, l'évêque de Meaux, saint Antonin (*senior*), revient à la vie, grâce à saint Sanctin qui, miraculeusement averti du meurtre commis sur cet apôtre par l'hôtelier auquel il l'avait confié alors qu'il se rendait à Rome, le retira du cloaque où il le découvrit malgré les protestations du coupable.

Saint Antonin aurait-il été privé du pouvoir, assez commun à la naissance de l'Église, de faire des miracles, et lui seul en aurait-il été dépouillé ? « Nous aimons mieux croire qu'il en a fait, et précisément ceux que la tradition nous a transmis. Nous disons ceux-là justement, parce qu'on en retrouve partout les traces indélébiles et qu'elles sont revêtues d'un des meilleurs caractères intrinsèques d'authenticité : ressemblance de physionomie, de mœurs, d'habitudes avec les hommes que saint Antonin a fréquentés.... Ces grands hommes, unis pendant leur vie, élevés à la même école, rapprochés par leurs vertus, leurs aspirations, leurs travaux, se ressemblent encore après leur mort. On leur attribue des choses bien prodigieuses, bien contraires aux lois de la nature, bien incroyables ; mais ce qui serait plus incroyable encore, ce serait d'admettre qu'ils ont pu changer la face des pays évangélisés par eux sans le secours de ces miracles, objet de la sévérité des critiques ¹. »

c) Déjà nous avons vu comment, presque fatalement, nombre de légendes ont pu être altérées dès l'origine ou à travers les siècles, soit par la transmission et la multiplication rapide des manuscrits, soit par le fait de copistes inhabiles ou peu scrupuleux. Nous admettons que de ce chef, ou tout autrement, beaucoup de fictions, dans le cours des âges, furent mêlées à la vérité historique. Mais y aurait-il là raison suffisante pour en conclure à l'entière fausseté de ces récits légendaires ? Faut-il rejeter les Évangiles parce qu'il y en a d'apocryphes ? Bien au contraire, d'après un des principes de la saine critique, « la multitude des actes faux est une présomption, sinon une preuve qu'il y a beaucoup de vrai dans le fond. » Aussi, sans donner à ces légendes la confiance due aux saints Évangiles, il serait injuste d'oublier, selon l'observation de Baronius, que « la plu-

¹ Vaissière, *op. cit.*, p. 98-99.

part sont rédigées sur des documents très anciens et d'une origine vénérable ¹. » Des faits tels que la translation merveilleuse des reliques depuis Pamiers jusqu'à Noble-Val ne sont pas articles de foi, mais des traditions dignes de la plus sérieuse attention. Comme le fait l'Église, il suffit d'en montrer la haute antiquité et d'en conserver respectueusement la mémoire.

Voyons donc comment le souvenir relatif au voyage fluvial du chef et d'un bras de saint Antonin a été conservé traditionnellement à travers les âges, soit par l'iconographie, soit par les récits des annalistes, des hagiologues et de la liturgie soit gallicane, soit romaine.

III. — LA LÉGENDE DANS L'ICONOGRAPHIE

Avec un érudit qui publiait naguère une série d'articles sur l'*Iconographie de saint Antonin* ², nous devons reconnaître que la représentation par l'image peinte ou sculptée « est une des sources principales où il est permis de puiser la légende des saints. Avant que l'imprimerie eût fourni le moyen de vulgariser la pensée; lorsque le manuscrit était rare et rares aussi les *maîtres clercs* capables de le lire et de l'interpréter, c'était par les monuments de l'art, par la peinture, la sculpture, la statue, que la foule ignorante était instruite. En même temps qu'ils *authentiquaient* les actes publics, le sceau et le blason, en résumant souvent toute une légende, prêtaient aux arts plastiques un utile concours. »

Notre saint a eu la bonne fortune d'inspirer de bonne heure des artistes qui l'ont fait revivre dans les vitraux, les fresques, les monnaies, les sagels et armoiries, en traçant soit les principales scènes de sa vie et de sa mort, soit les emblèmes et attributs qui composent sa *caractéristique*.

La vraie caractéristique de saint Antonin de Pamiers, martyr, apôtre du Rouergue (que certains peintres et sculpteurs ont

¹ Annotations aux Martyrologues.

² Cf. *Semaine catholique du diocèse de Pamiers*, numéros du 18 août 1899 et suivants. Ces articles ne sont parvenus à notre connaissance que lorsque notre étude, déjà terminée, allait être mise aux mains du compositeur. Nous avons été d'autant plus heureux de pouvoir contrôler à temps quelques-uns de nos renseignements, que la compétence de l'auteur, qui se cache sous de simples initiales, nous est bien connue.

confondu avec tels autres homonymes), est *la barque chargée*, ou non, *d'une partie de ses membres*.

Généralement cette embarcation est *accompagnée en poupe et en proue d'un aigle ou cygne aux ailes éployées*¹. Quelques représentations ne portent qu'un de ces oiseaux *au repos à l'avant de la nacelle*²; mais c'est alors pour indiquer l'atterrissage ou l'arrêt au pied du château de Festus. Parfois, sous l'aspect d'oiseaux, on a dissimulé *des anges ou personnages humains ailés*.

L'embarcation est tantôt un *vaisseau mâté, à voile gonflée retenue par des cordages et voguant à dextre ou à sénestre*³; tantôt c'est la figure d'une simple *pirogue ou conque assez fortement arcquée, sans mât ni voile*⁴; tantôt elle a l'aspect d'un *sarcophage surmonté d'une croix à longue hampe, avec bande-roule ou fanion flottant*⁵, mais cette dernière représentation est évidemment une fausse reproduction du mât et de la voile. Cependant le sceau du couvent de Pamiers, en 1225, est muni de cette *croix flammée, et à la hampe est accrochée la voile enflée*.

Sur ce *sigillum*, la conque a à son avant *l'oiseau conducteur, au vol, poussant avec son bec, et en poupe un castel donjonné de trois tours*, qui est le *Castrum appamiense*⁶. C'est la figure du

¹ Telle est la représentation reproduite en deux planches, dans le volume de M. l'abbé Vaissière (p. 93), d'après deux fragments de verres peints, très anciens, dont l'un fait partie de la collection de M. Émile Pages, et l'autre tiré de la collection de l'auteur. Ces fac-similés se trouvent aussi dans notre étude sur *Les Statuts du chapitre de Saint-Antonin en 1548* (Montauban, 1881); et dans l'*Hist. de l'abbaye de Saint-Antonin en Rouergue*, par M. l'abbé Lafon (Rodez, 1879), pl. II.

² Ainsi le porte un magnifique sceau fort ancien de l'official de Pamiers; cf. Ourgaud, *Notice historique* déjà citée, p. 13-14, et fig. 8 des planches. Reproduit aussi dans Vaissière et dans nos *Statuts*.

³ On le voit ainsi sur une pierre sculptée, provenant d'une clef de voûte de l'ancienne église de Saint-Antonin démolie par les huguenots (1561), laquelle sculpture est conservée dans la sacristie de l'église actuelle. Voir la reproduction dans Vaissière, Lafon et nos *Statuts*.

⁴ C'est la figure des deux peintures sur verre ci-avant signalées.

⁵ Notamment sur le sceau de l'official déjà mentionné. La forme toute particulière de cette embarcation fait dire à l'auteur de l'*Iconographie*, citée ci-avant, qu'elle a l'aspect d'une coque de nos navires blindés, vu la série de bandes parallèles divisées en carrés avec point central qui dessinent tout l'extérieur. (Cf. *Semaine cath. de Pamiers*, an. 1899, n° 834.)

⁶ Fac-similé dans Ourgaud, pl. I, fig. 2, etc., Vaissière, p. 62. La lettre scellée de ce cachet est ainsi décrite et précise la représentation : *Littera sigillata cum sigillo conventus S. Antonini Appamiarum.... in quo sigillo erat sculpta imago navis; et in uno capite navis erat signum Castelli, et in alio signum*

départ de la barque pour Noble-Val; et, la navigation effectuée, au moment de l'atterrissage, la proue fait face tantôt à un château, celui de Festus, tantôt à une montagne figurant les rochers du Rouergue, ceux de *Santos Festos* ou le *Roc d'Anglars* (rupes angularis) ¹. Un acte de l'année 1627, scellé aux armes du prieur-mage rouergat, porte *la barque sur les flots, poussée par deux anges, et en pointe, une tige de lys au naturel* ²; cette dernière pièce, qu'on ne trouve nulle autre part, serait-elle un symbolisme, ou une déformation du *mtt* et des *voiles*?

Les flots qui portent la nef sont toujours *agités* et parfois même *tourmentés en tempête*. Telles les peintures et sculptures ci-avant signalées; et dans quelques-unes on a ajouté une *escorte de poissons nageants* ³. Là apparaît aussi, dans le ciel, au-dessus de la barque, *issant d'un nuage, ou d'un nimbe crucifère, la main de la Providence bénissante*. Cet emblème de la protection divine planant sur la navigation a passé des fragments de vitraux, déjà décrits, dans le sceau du monastère ou de l'un des abbés de Noble-Val ⁴. Sur le sceau moderne du chapitre de Pamiers, un *soleil d'or agissant* remplace la *main bénissante* ⁵ et dépeint la même idée providentielle de la navigation.

Dans toutes ces représentations peintes, gravées ou sculptées, on voit, entre les parois de la barque, *un personnage couché, dont la tête et un bras sont issants et la main comme bénissant* ⁶. Le corps apparaît plus ou moins étendu, plus ou

columbi; et in medio navis caput hominis, sive imago capitis hominis; et erat circumscriptum : † CONVENTUS SANCTI ANTONINI APPAMIAE. » (Arch. de la ville, acte de l'an. 1225. Caisse 2, n° 52.)

¹ Voir aux *Statuts*, dans Vaissière et Lafon, fac-similé du fragment de verrière.

² Archives de Tarn-et-Garonne, série G, fonds du *Chapitre de Saint-Antonin*, liasse 881.

³ Verrière indiquée à la note précédente.

⁴ Cf. pl. de nos *Statuts* : † SIGILLUM MONASTERII AC CONVENTUS SANCTI ANTONINI, et sa description, p. 19-20.

⁵ Empreinte de timbre sec au verso de l'*Officium translationis*, manuscrit, aux Archives de l'évêché de Montauban. — Ce sceau, qui n'est pas antérieur à 1835, est une mauvaise et fautive contrefaçon; aussi M. Pouech n'a-t-il jamais voulu le reconnaître pour scel authentique du chapitre. Le récent auteur appaméen de l'*Iconographie* susmentionnée observe que tandis que la barque, dans les représentations du Rouergue, est ordinairement accompagnée d'une main bénissante, dans celles de Pamiers elle est remplacée par le soleil rayonnant. Nous ne connaissons que le seul specimen ci-dessus, lequel est purement fantaisiste.

⁶ Seule la sculpture de l'ancienne clef de voûte (décrite ci-dessus) n'accuse pas de personnage.

moins à découvert; la *tête rasée, avec couronne monacale*. Sauf dans le sceau de l'official, *le visage est toujours imberbe*; le *bras*, comme le reste du corps, est tantôt *nu*, tantôt *vêtu* ¹. D'ordinaire, l'auréole de la sainteté nimbe la tête.

Au sujet du *bras*, la vraie iconographie exigerait un *dextrochère* (le bras *droit*), puisque, selon la légende de la *Passion*, le corps du martyr « fut coupé en deux par le glaive, à partir de l'épaule; » de telle sorte que « la *tête* et le *bras droit* tombèrent d'un côté, le *corps* et le *bras gauche* tombèrent de l'autre. » Or, une seule des pièces jusqu'ici signalées (le vitrail de la collection Vaissière) représente le *dextrochère*; toutes les autres portent le *bras gauche*. Serait-ce erreur des graveurs et des peintres? serait-ce le fait du renversement du dessin au moment de l'exécution? serait-ce encore pour se conformer à l'opinion des historiens qui désignent effectivement *tête et bras gauche* comme part des reliques venues à Noble-Val? Nous chercherons d'autant moins, à donner une solution que les auteurs confondent la plupart du temps les deux données, ou même se contredisent dans le même récit.

Ainsi, M. l'abbé Vaissière écrit à la page 89 : « Cependant les anges avaient mis déjà à part la tête et le bras *gauche*; » mais dix lignes plus haut, à la page 88, il disait : « La tête et *un* bras arrivèrent à Noble-Val..., *l'autre* bras fut porté à Palencia. » Inutile d'insister ici sur ce point, puisqu'on lira plus loin les diverses leçons à ce sujet, lorsque nous relaterons les textes mêmes des divers légendaires et chroniqueurs. Néanmoins, avant de clore cette discussion, et pour montrer déjà le peu de précision apporté par les critiques même les plus sérieux, qu'on pèse ce passage de la *Dissertation* de M. le chanoine Pouech : « Cependant, par providence, ces précieuses reliques ne périrent pas toutes; Dieu, qui protège les saints, en avait réservé une partie, le *bras droit avec son épaule*, et l'avait mise en lieu sûr, à Palencia en Castille, déjà dès le *xi^e* siècle, ainsi que le martyrologe romain le rapporte, au 2 septembre, en disant : *A Pamiers en Gaule, martyre de saint Antonin, dont les reliques reposent dans l'église de Palencia et où elles sont l'objet d'une grande vénéra-*

¹ Couleur et forme du vêtement ont causé et causent encore des contestations. Se préoccupant peu des anachronismes, les uns lui donnent le froc des Augustins, les autres celui des Génovéfains, etc., etc.

tion ¹. » C'est donc le *bras droit* qui fut porté en Espagne. Qui l'affirme? Le « Martyrologe romain, » nous dit cet historien. Mais ce Martyrologe parle des *reliques* (RELIQUIÆ) et non d'un bras quelconque ². — Puis, nous dit-on, ce *bras droit* était « déjà en Castille dès le *xi*^e siècle. » Mais où donc était-il auparavant? A Pamiers, car c'est là que D. Sanche III aurait pris ou obtenu des religieux la précieuse relique. Or les récits de la *Passion* du saint martyr nous ont appris que la *tête* et le *bras droit*, tombés ensemble sous le glaive, formaient une portion, tandis que le *bras gauche* et le *corps* en composaient une autre. Et précisément c'est la tête qui fut portée à Noble-Val, c'est là qu'elle était encore jusqu'au 16 février de l'année 1568, jour où un sacrilège profanateur la jeta au bûcher sur la place du *Bioc* (du feu) ³. Or, puisque la légende dit qu'un *bras* suivit la *tête*, il y a raison d'admettre que ce fut celui qui resta attaché à l'épaule et par celle-ci à la *tête*; à moins que les anges ou les fidèles se soient plu à composer ce trésor sacré d'une portion des deux parts que le glaive avait faites en tranchant le corps du martyr.

Vu ces indécisions des annalistes sur les reliques partielles qui naviguèrent providentiellement de Pamiers à Saint-Antonin dans le Rouergue, il n'est pas surprenant de trouver en peinture ou sculpture les divergences de représentation que nous avons dû constater. Mais ces questions de détail n'enlèvent rien au fait lui-même et à la grande divulgation qui en a été faite à travers les âges. Cependant nous n'avons relevé ces documents que dans les deux localités touchant directement au saint et à la légende de la navigation merveilleuse : sa ville natale, deve-

¹ *Semaine cath.*, an. 1891, p. 588.

² Voici le texte même du Martyrologe romain : *Pamiae in Gallia S. Antonini martyris, cujus reliquiae in ecclesia Palentina magna veneratione asservantur.*

³ Cette profanation est relatée dans un précieux manuscrit d'une *Vita sancti Antonini*, dont on ne connaît ni l'auteur ni la provenance. M. l'abbé Vaissière la désigne comme « du *xviii*^e siècle, appartenant à M. l'abbé Boitel, chanoine de Montauban. » Ces quelques feuillets ne sont évidemment qu'une copie, de l'époque susdite, d'un ancien manuscrit. La plume qui fit cette transcription ajouta après cette dernière ligne du texte latin cette note : *Ce qui suit est tiré d'un petit livre de la Semaine sainte fort vieux.*

L'an 1568 et le 16 du mois de février, un samedi jour de marché, furent brûlés les ossements du vénérable St. Antonin, au milieu de la place du Bioc, étant greffier Griffel Colofé. Un cordonier bailla un coup de pied à la tête dud. vénérable St., il cria tout haut à mort je suis tout feu. Il s'alla jeter dans la rivière.

nue le lieu de son martyre, et le vallon rouergat, qui, le premier, recueillit une partie du précieux trésor. On pourrait sûrement découvrir et explorer d'autres sources de renseignements ; nous nous contentons de signaler, entre celles-là, la chapelle consacrée à ce saint dans le couvent des Jacobins de Toulouse.

Cette chapelle, édifiée en 1339-1341, par les soins et les libéralités de Dominique Grinier, de l'ordre de Saint-Dominique, puis évêque de Pamiers, était un des plus riches ornements de cette église conventuelle, considérée comme l'un des édifices les plus parfaits de l'architecture du xiv^e siècle dans le midi de la France. Son fondateur voulut qu'elle fût le sanctuaire funéraire des religieux de la maison, et entre les trente tombeaux qu'il y fit creuser, six étaient réservés « aux vénérables chanoines de l'église cathédrale de Saint-Antonin de Pamiers ¹. » Sans suivre le docte annaliste dominicain qui fait une ample description des ornements en tout genre de cette chapelle, remarquons que les murailles de ses deux travées jusqu'à la hauteur des chapiteaux retraçaient toute la légende du saint martyr. L'ensemble de ces peintures comprenait vingt tableaux, disposés en deux rangs, les uns au-dessus des autres dans chaque travée. Une inscription latine, courant tout autour de l'édifice au-dessus des tableaux, en donnait l'explication, ainsi qu'on peut le voir encore dans les parties qui ont résisté aux détériorations ou ne sont pas enfouies sous un épais badigeon ². Mais ce qui a résisté et rappelle précisément la légende de la translation des reliques est la clef de voûte de cette chapelle. Le P. Percin, dans les *Monumenta*, décrit ainsi cet écusson : *D'azur à un navire d'argent flottant sur des ondes de sinople, dans lequel est saint Antonin, vêtu d'un rochet d'argent, étendant une main hors du*

¹ *Hic aedificare fecit suis sumptibus capellam ubi fratres nostri sepeliuntur in 24 tumulis : praefer quos sunt sex pro sepultura venerabilium canonicorum cathedralis ecclesiae S. Antonini, martyris Appamiensis. (Cf. Monumenta conventus Tolosani ordinis praedicatorum primi, scriptore P. Joanne Jacobo Percin Tolosate, Tolosanique conventus alumno. — Tolosae, 1693, in-fol., p. 75.)*

² Cette chapelle, enlevée au culte depuis la grande Révolution française, et convertie jadis en infirmerie aux chevaux, puis en grange à fourrage, a été bien dégradée. On en a fait depuis une des dépendances du petit lycée, qui a la grande église des Jacobins pour ses offices religieux. — La partie des inscriptions relatives à saint Antonin, qui est à peu près lisible, a été reproduite dans l'*Étude* de M. l'abbé Vaissière, *op. cit.*, p. 162-164, et dans l'*Avancement des sciences*, vol. relatif à Toulouse, 1887.

bord, au milieu de deux aigles de sable, l'un à la proue, l'autre à la poupe. Et cet auteur ajoute que cet écu est plusieurs fois répété sur les murs : *sicut et pluries ad muros scutum est* ¹; sur la porte extérieure, les armes de l'évêque fondateur, gravées en relief, représentent cette scène *au troisième du coupé*. On voit que ces armoiries répondent de tout point aux descriptions données ci-avant, soit d'après les sculptures lapidaires, soit d'après les fragments de verrières, soit d'après les sceaux des deux monastères saint-antoninois. Ici seulement la question du vêtement à attribuer au saint n'est plus la robe monacale des Augustins, mais le *rochet*, qui sans doute indique le chanoine génovéfain, ou l'*alba minuta*, propre au clergé aussi bien séculier que régulier. Les *aigles* aussi, qui d'ordinaire sont dits de couleur blanche, portent la couleur héraldique « de sable, » c'est-à-dire *noire*.

Un témoignage plus ancien encore se lit à la clef de voûte du porche actuel de l'église cathédrale de Pamiers. Dans cette sculpture du ^{xii}^e siècle on découvre, malgré les plâtras et badiageons à la chaux, *une conque arcquée, renfermant un personnage nimbé, et au centre s'élève un mât ou une hampe crucifère* ². La vie du saint est représentée dans les chapiteaux des colonnettes qui ornent le grand portail ouvrant du porche dans la nef de l'église ³, sculptures de la même époque, peut-être même plus anciennes que la clef dont nous venons de parler.

Cette scène ne pouvait pas être négligée dans les décorations et peintures qui ont été faites aux deux églises patronales, tant à Pamiers qu'à Saint-Antonin-du-Rouergue. Dans cette dernière, reconstruite en 1862, quelque chapiteau rappelle l'embarcation, tandis que parmi les grandes verrières qui ornent le sanctuaire, on lit à la quatrième fenêtre la devise commémorative de la navigation : *Fluctibus immergor ni tuus adsit amor* ⁴. Cet exer-

¹ *Monumenta*, p. 75, col. 1.

² C'est, du moins, la représentation que nous avons cru voir sur ce point, alors qu'avant notre constatation *de visu*, on ne paraissait pas s'en être aperçu. Mais l'auteur de l'*Iconographie* (n° 834 de la *Semaine cath. de Pamiers*) vient de confirmer ce fait et signale en outre les clefs de voûte de la sacristie et de la salle capitulaire de cette cathédrale.

³ D'aucuns ont voulu lire dans ces scènes le martyre de saint Jean devant la porte Latine, la mort d'Abel; mais rien de plus aisé que d'y voir la vie et les divers supplices de saint Antonin.

⁴ Ces vitraux sont sortis des ateliers de M. Bordieu, de Toulouse; on en

gue, reproduit d'après la pierre de la vieille église, et qui était passé dans le marli des différents sceaux des couvents de l'Ariège et du Rouergue, accompagne également la grande clef de voûte qui réunit les belles nervures du sanctuaire. A Pamiers aussi, dans l'embellissement de l'église cathédrale, on a soigneusement rappelé la scène qui nous intéresse dans les grandes peintures murales du chœur. L'artiste a saisi le moment où l'embarcation arrive à Noble-Val. Tandis qu'un personnage, debout sur la tour du château, considère la barque qui approche, Festus descend avec empressement les degrés de son palais pour recevoir la sainte dépouille. La tête et le bras gauche du saint émergent de la nef, qui est sans mâts, ni voiles, ni aviron, mais conduite par deux aigles noirs à l'avant et à l'arrière. Le bras est levé ; il est revêtu d'une manche noire, conforme à l'habit de même couleur et de forme monacale que porte le personnage dans les autres tableaux qui rappellent les principales phases de sa vie ¹.

Ainsi s'est transmise iconographiquement jusqu'à nous la scène légendaire de cette translation de reliques. Toutefois, au point de vue de la caractéristique, il en est une que nous devons signaler et redresser. L'érudit M. Guénébault, auteur du *Dictionnaire iconographique*, publié dans les Encyclopédies de l'abbé Migne, commet au sujet de notre saint, ou reproduit d'après les *Fasti Mariani* ², une erreur et avance des opinions

trouvera la description historique dans l'*Étude*, par M. Vaissière, p. 169-174. Dans le complément de la décoration de cette église qui a lieu actuellement (août 1899), deux rosaces des baies de la grande nef portent, en guise d'écusson, la barque partant de Pamiers et arrivant à Saint-Antonin. Le projet de sculpture pour le tympan de la grande porte d'entrée de ce monument est la représentation de cette même scène, où la barque, chargée de la tête et d'un bras, remontera le fil des eaux qui coulent entre le roc d'Anglars et celui de Damié.

¹ On doit ces peintures murales à l'artiste toulousain Bénézet. Voir la description des cinq tableaux dans l'*Iconographie* publiée par la *Semaine catholique de Pamiers*, an. 1899, n° 835.

² *Fasti Mariani, cum illustrium divorum imaginibus et elogiis prope DC in singulos anni menses diesque ss. natales distributis et serenissimo electori Marianomilano utr. Boiarum duci et sodalitati Marianamonacensi civica consecrati.* — Monachii, apud Cornelium Leysserii electorat. typis. A. 1630, 2 vol. Cet ouvrage renferme plus de quatre cents gravures fort précieuses au point de vue des attributs des saints, qui sont recueillies dans les meilleurs hagiographes anciens. — Importante aussi, au point de vue légendaire et iconographique, est l'*Historia imaginum sacrarum*, de Molanus, in-4 publié à Louvain, par Natalis Paquot.

peu soutenables. Cet iconographe résume ainsi sa notice : « ANTONIN (saint), martyr au iv^e ou v^e siècle, patron de la ville de Pamiers en Languedoc. Fêlé le 2 septembre. — Représenté décapité, ses membres jetés dans la rivière; sa tête, placée miraculeusement sur une barque et sous la garde de deux aigles, fut recueillie par des personnes pieuses et conservée dans la ville désignée ci-dessus ¹. » D'après ce récit, les reliques *placées sur la barque et gardées par les aigles* seraient restées à Pamiers; donc pas de voyage miraculeux à Noble-Val. Aussi bien le martyr eut-il lieu au iv^e ou v^e siècle? que dire alors de l'opinion qui opte pour le iii^e, voire le ii^e siècle?

Là, nous pouvons arrêter nos données iconographiques ² et passer aux monuments écrits.

IV. — LA LÉGENDE DANS LES DOCUMENTS ÉCRITS

En groupant les divers textes de la légende, nous ne prétendons pas donner tous ceux qui ont été publiés; beaucoup cer-

— L'*Annus sacer* du jésuite Santel (2 vol. in-18), travail fort curieux, mais trop mêlé d'allusions mythologiques et de mauvais goût. — Le précieux *Martyrologe universel* de Chastelain, in-4. — Plus spécialement, allant au sujet comme nous l'avons envisagé, l'*Iconographie chrétienne, ou Études des sculptures, peintures, etc., qu'on rencontre dans les monuments du moyen âge*, 1 vol. in-8, par l'abbé Crosnier. Résumé de ce qu'on a écrit de mieux et de plus scientifique sur cette matière, avec planches et gravures hors texte, donnant les principales scènes de la vie et les attributs des saints. — Mais le plus important travail est celui que publia le P. Ranbeck, jésuite, sous le titre *Calendarium Benedictinum*, 4 vol. in-4, imprimé à Augsbourg en Bavière, en 1675. Cet ouvrage, fort rare, est surtout remarquable et utile par la grande quantité de planches au point de vue des légendes et des attributs caractéristiques. — Enfin, ayant bénéficié des travaux de ses prédécesseurs et profitant de nouvelles découvertes et des progrès de la critique moderne, le P. Cahier, S. J., a donné en 1867 les deux remarquables volumes sur les *Caractéristiques des saints dans l'art populaire*, avec nombreuses illustrations et planches.

¹ *Dictionnaire iconographique des figures, légendes et actes des saints tant de l'ancienne que de la nouvelle loi, et Répertoire alphabétique des attributs....*, par M. L.-J. Guénébault, publié par M. l'abbé Migne : *Encyclopédie théologique*, t. XLV.

² On consultera avec fruit les articles iconographiques publiés dans la *Semaine cath. de Pamiers*, que nous avons déjà signalés (an. 1899). N'ayant qu'à toucher ici aux attributs concernant la *barque légendaire*, nous ne devons pas entrer dans l'exposé des diverses scènes de la vie du saint, soit en peinture, soit en sculpture ou sigillographie. Notons toutefois que la *barque* se trouve aussi sur des poids et monnaies de Pamiers; ce qui prouve que le pouvoir civil, aussi bien que l'autorité ecclésiastique et abbatiale, tenait à consacrer ce souvenir et à affirmer ainsi la double juridiction.

tainement nous sont inconnus. Quant à ceux que nous avons pu recueillir, nous les reproduisons tels quels, en précisant les détails typiques de chacun, les divergences, les particularités, les compléments qu'ils enregistrent, etc.... Autant que possible, nous citerons ces documents, selon leur ordre chronologique de publication ou de rédaction manuscrite, depuis les plus récents jusqu'aux plus anciens, de manière à remonter ainsi le cours de la tradition.

1° A notre connaissance, la plus récente *Notice* relatant le fait de la translation miraculeuse par bateau est celle d'un historien et archéologue dont les nombreux et savants écrits font autorité. M. Jules de Lahondès ¹, originaire du pays même du saint martyr, a écrit dans la *Semaine catholique du diocèse de Pamiers*, année 1893, numéro du 30 août, p. 820 :

Une partie de ces reliques, la tête et le bras *droit*, avaient déjà été apportées sur un bateau au monastère de Saint-Antonin-de-Rouergue, et le bras gauche à Palencia, en Espagne, où il est encore.

On le voit, il n'est fait mention que du bateau ; pas question d'*aigles*, de *cygnes* ou d'*anges* que nous avons rencontrés dans les monuments iconographiques. Rien aussi ne laisse supposer dans ce court récit un voyage *miraculeux* ; on dirait même, vu le mot « déjà » mis par opposition aux diverses translations des reliques faites à Pamiers-Frédélas, que ce n'est qu'assez tard que la portion destinée et conservée à Noble-Val y fut apportée.

Cependant notre narrateur fait précéder son récit, résumé en une seule page, de ces lignes : « Voici, d'après le plus récent historien de notre saint, M. l'abbé Vaissière, les faits principaux de sa vie, puisés aux sources les plus anciennes et les plus authentiques. » A son rang chronologique, nous reproduirons intégralement le texte de M. Vaissière ; on pourra comparer. Pour le moment, observons que, tandis que dans la phrase qu'on vient de lire, il est question du bras *droit*, l'auteur mis à contribution parle du bras *gauche*, ou simplement d'un *bras*, ainsi que nous l'avons rapporté ci-avant, page 418. Le titre même du

¹ Président de la Société archéologique du Midi de la France, auteur de plusieurs ouvrages d'histoire locale ou régionale, parmi lesquels *les Annales de Pamiers*, 2 vol. in-8. Pamiers, 1882-1884.

chapitre XII relatant cette translation porte en grands caractères : *Le chef et le bras gauche de saint Antonin arrivent miraculeusement à Noble-Val* ¹.

2° En 1891, dans la même Revue religieuse, avait paru une autre rédaction. Celle-là aussi est d'un Appaméen dont nous avons déjà dit la valeur historique et critique, M. le chanoine Pouech. Au numéro du 19 juin, page 584, il écrivait :

De peur que les chrétiens ne s'emparassent de son corps pour l'honorer comme celui d'un martyr, il (le tyran Métope) le fit mettre en morceaux et jeter ainsi dans l'Ariège. Mais en vain ; le fleuve s'arrêta, sortit de son lit et laissa à sec les saintes reliques que les fidèles recueillirent et ensevelirent honorablement, dit la légende, au lieu dit Cailloup aujourd'hui, et où existe encore un vieux sanctuaire. En même temps, la tête du saint fut mise à part et portée miraculeusement à Noble-Val, chez Festus, son disciple et ami, son collaborateur évangélique dans le Rouergue.

Ici nous avons des faits nouveaux et quelques détails, dont il y aura à constater les similitudes et divergences dans quelques-uns des récits qui vont suivre. Actuellement, nous voyons que c'est immédiatement après le martyre (*en même temps*) que les reliques furent transportées, et cela *miraculeusement*. Toutefois, il n'est pas question de *barque* ; de plus, il n'est parlé que de la *tête* du saint, alors que, d'autre part, ce même historien nous a déjà signalé *le bras droit avec son épaule, mis en lieu sûr à Palencia* ², mais ceci au XI^e siècle seulement.

Il y aura lieu, plus loin, de réfuter ou de faire concorder ces récits, qu'il suffit d'exposer ici textuellement, pour avoir l'ensemble des témoignages. Le suivant remonte à la même année.

3° Le 6 septembre 1891 eurent lieu à Pamiers les grandes fêtes de la translation d'une partie des reliques du saint patron, que le chapitre de Palencia avait bien voulu concéder à cette église cathédrale. Invité à prêcher ce panégyrique, et sollicité par S. Ém. le cardinal Florian Desprez, qui présidait la cérémonie entouré des seigneurs évêques de la province, de livrer notre discours à l'impression, nous déférâmes à ce désir. L'imprimé

¹ *Saint Antonin*, par M. Vaissière, p. 89.

² Ci-dessus, p. 418.

existant, nous nous autorisons à reproduire le passage relatif à la scène de la barque, et ce d'autant mieux que nous ne sachions pas que jamais panégyrique du saint ait été publié. Mais, si nous portâmes dans la chaire le récit légendaire, nous l'accompagnâmes des réflexions nécessaires, comme nous avons eu soin de placer en tête de l'imprimé cette remarque : *En présence d'incertitudes et de contradictions que la critique historique n'est pas encore parvenue à faire disparaître, le panégyriste n'a pas cru devoir s'écarter de la légende adoptée par les églises de Pamiers et de Montauban* ¹. Notre orthodoxie mise ainsi à couvert, nous disions, au milieu d'applications inspirées par les circonstances et par la forme du discours :

Sous le coup du féroce meurtrier, la tête et le bras gauche sont séparés du tronc. Et pour faire disparaître ce témoin accusateur de leur crime, aussi bien que pour soustraire ses reliques à la piété des fidèles, les bourreaux précipitent dans les flots le glorieux cadavre tout mutilé ².... Rassurez-vous, M. F., votre saint vous sera rendu : il doit continuer son évangélisation et vous prodiguer ses bienfaits.... Ils ont voulu engloutir dans les eaux de l'Ariège les restes de leur victime ; et voilà que, pareils aux chrétiens de Rome et de l'Orient, les convertis d'Antonin, les conquis de son évangélisation accourent sur la rive du fleuve. A leur prière, ces flots, naguère rougis par le sang de leur Père, se divisent comme autrefois ceux de la mer Rouge. Les reliques apparaissent.... O miracle ! le sang coagulé et débarrassé du limon des eaux se trouve réuni au reste du corps. Qui osera toucher à ces saints ossements ; qui aura le courage de s'avancer au milieu des eaux ? Qui, mes frères ? Deux femmes, deux femmes héroïques ³....

Cependant, tandis que ces pieuses chrétiennes ont donné à ces restes vénérés une sépulture digne d'un saint ; tandis que la foule des fidèles, attirée à ce tombeau déjà glorieux par les miracles, implore son protecteur.... Dieu a voulu rendre à Noble-Val une portion de ces membres

¹ Au verso du titre du *Panégyrique de saint Antonin, prononcé à la translation de sa relique dans la cathédrale de Pamiers, le 6 septembre 1891, par le R. P. Daur, missionnaire apostolique*, prononcé en présence de S. Ém. le cardinal Desprez, archevêque de Toulouse, et de NN. SS. Rougerie, évêque de Pamiers ; Billard, de Carcassonne ; Fiard, de Montauban, et Lamothe-Tenet, recteur de l'Institut catholique de Toulouse. — Montauban, Ed. Forestié, 1891.

² Récit de l'apostolat et du martyre, dans les diverses légendes des bréviaires ; plus en détail dans la *Vie* manuscrite (note du *Panégyrique*).

³ Cette mention des deux femmes appaméennes ne se trouve que dans le manuscrit de la bibliothèque royale de Suède, d'après lequel, aussi bien que celui de Meaux, saint Antonin subit le martyre sous Antonin le Pieux (138-161).

que le glaive du bourreau avait mystérieusement divisés en deux parts. Une part devait te revenir, ô pays de Festus, toi que le saint, partant pour l'évangélisation de Pamiers, avait rassuré en disant : « Je reviendrai un jour, et tu me donneras hospitalité dans ta demeure. »

La tête et le bras recueillis par des anges sont montés sur une mystérieuse nacelle. Deux aigles attachés à la proue et à la poupe dirigent l'embarcation, qui de l'Ariège descend dans la Garonne, pour remonter les cours du Tarn et de l'Aveyron jusqu'à la maison de Festus, devenue le premier sanctuaire de notre martyr¹.

Appuyée sur les *leçons* des divers bréviaires² ou de *Vies* manuscrites et imprimées, cette narration relate le *miracle*, la *navigation* dirigée par *deux aigles*, la présence de la *tête* et du *bras gauche recueillis par des anges*, le corps ayant été divisé de telle manière que ces deux parties se trouvaient ensemble. Et ce prodige s'opéra aussi *tandis que* deux femmes recueillaient dans les eaux de l'Ariège les restes du cadavre pour les offrir à la vénération des Appaméens; c'est-à-dire *aussitôt après le martyre*.

En comparaison avec les textes précédemment cités, le présent récit, résumé d'ouvrages et de documents sur lesquels nous aurons à revenir, fournit donc des données et des détails mieux circonstanciés. On n'a qu'à les rapprocher entre eux.

4° Après le précédent document, il faut remonter à l'année 1879 pour avoir un nouveau témoignage imprimé. Celui-ci est extrait de l'*Histoire de l'abbaye de Saint-Antonin en Rouergue*³, par M. l'abbé Lafon, aumônier à Villefranche-d'Aveyron. En voici les extraits relatifs à notre sujet.

Les idolâtres de Pamiers.... s'étant saisis de lui, le traînèrent sur les bords de l'Ariège, et là, lui ayant tranché la tête, ils la jetèrent dans la rivière qui coule au pied de cette ville.

La légende rapporte que la tête du saint avec un de ses bras fut recueillie par les anges et placée sur une nacelle ayant en proue et en poupe deux cygnes qui la remorquèrent et la conduisirent ainsi de l'A-

¹ Cf. *Panegyrique* cité, p. 13, 14, 15, 16.

² Entre autres bréviaires, nous signalerons plus particulièrement ceux des *Augustins*, de l'ancien diocèse de Pamiers, des chanoines de Noble-Val, de Montauban, de Palencia, et ancien bréviaire d'Espagne.

³ Rodez. 1879. in-8 de 39 pages avec planches, tirage à part *Extrait des Mémoires de la Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron*, t. XII.

rière dans la Garonne, de la Garonne dans le Tarn, et du Tarn dans l'Aveyron jusqu'à Noble-Val, où saint Antonin avait apporté la lumière de l'Évangile ¹.

Quelques chrétiens, ayant aperçu cette nacelle qui contenait la tête du saint, s'empressèrent d'aller avertir Festus de ce prodige. Celui-ci, étant arrivé sur le bord de l'Aveyron, fut saisi d'étonnement en reconnaissant la tête du saint apôtre de Noble-Val et s'écria aussitôt : « Pendant sa vie, le saint m'avait demandé une demeure, et aujourd'hui, du haut du ciel, il vient en prendre possession. »

Festus fit alors transporter avec respect le chef vénérable de saint Antonin dans sa maison, qu'il transforma en une église dédiée à ce glorieux martyr. Le nom de Noble-Val fut bientôt changé en celui de Saint-Antonin ².

Nous avons ici la reconnaissance du *prodige*, la *nacelle*, la *navigation contre le cours des eaux*, mais conduite par des *cygnes* (et non des *aigles*). La *tête seule* fut tranchée par les idolâtres ; c'est la *tête* et un *bras* (sans désigner lequel) qui ont navigué, et Festus *reconnait cette tête*, trait que nous rencontrons pour la première fois. D'après ce récit, il est évident que le voyage fluvial s'est effectué de suite après la décollation, et ce sont des *anges* qui *placent* ces reliques sur la nacelle. Ce sont des *chrétiens* qui, saisis par cette vision, vont en informer le gouverneur Festus. Dès ce moment, *Noble-Val* prit le nom du saint, devenu désormais titulaire et patron de la cité. Ce dernier fait fut signalé dans le *Panégryrique* cité plus haut, en ces termes : « Du Noble-Val, qui bientôt échangera son nom contre celui de l'apôtre, Antonin prend le chemin de la terre natale » (p. 13). Le *bientôt* faisait allusion, tout comme dans le récit de M. Lafon, à l'événement miraculeux qui suivit le martyre.

5° Selon l'ordre des temps, nous arrivons au témoignage de l'historien moderne qui a écrit l'ouvrage le plus important et le plus documenté sur notre saint. En 1872, M. l'abbé Vaissière, alors curé de Saint-Jacques à Montauban, publia le volume que nous avons déjà signalé et apprécié comme il est dû ³. A cet ou-

¹ Ici l'auteur signale les diverses pierres sculptées et les sceaux reproduisant la nacelle, dont il donne les fac-similés, et que nous avons décrits au paragraphe 3.

² Lafon, *Histoire*, p. 3-4.

³ Ci-avant, p. 412.

vrage ont eu recours tous ceux qui, depuis, ont écrit ou parlé sur ce sujet. Il faut, au reste, reconnaître un vrai mérite à ce travail consciencieux, quoiqu'il laisse parfois à désirer en certaines déductions, interprétations et solutions trop hasardées. Malgré tout, ce livre restera un des meilleurs, surtout pour l'exposition de la thèse favorable à l'*apostolicité* (1^{re} ou 11^e siècle), comme la *Dissertation critique* de M. le chanoine Pouech sera la meilleure pour les partisans de la légende *wisigothe* (v^e-vi^e siècles) ¹.

Traitant donc des reliques de notre saint et de son culte à Noble-Val, patrie de notre historiographe, M. Vaissière écrit :

Nous avons vu comment saint Antonin décapité fut, en outre, coupé par morceaux et jeté dans le lit le plus profond de l'Ariège. Ces précautions ne découragèrent pas les fidèles. Ils revinrent auprès du fleuve, conduits par l'espérance de retrouver les restes vénérés du martyr.... Leur foi ne fut pas déçue. Les eaux se retirèrent pour leur livrer passage, et ils purent ainsi, Dieu aidant et commandant aux éléments, s'avancer jusqu'aux saintes reliques. Elles se trouvaient toutes ensemble avec le sang qui, au lieu de se perdre dans la poussière ou dans le courant des eaux, était venu se réunir au reste du corps. Ils les recueillirent avec respect et leur donnèrent une honorable sépulture selon les rites chrétiens....

Mais toutes les reliques de saint Antonin ne furent pas déposées dans le tombeau qu'on lui éleva près des lieux où il avait souffert. Le corps seul et les membres inférieurs demeurèrent à Pamiers. La tête et un bras arrivèrent à Noble-Val, où le saint avait promis de revenir. L'autre bras fut porté en Espagne, à Palencia, on ne sait à quelle époque, ni à quelle occasion, ni de quelle manière ²....

¹ Ci-avant, p. 404 et la note 2.

² Dans la note de la page 406, nous avons signalé la tradition palencienne sur la date et la provenance de ces reliques ; ici nous ajouterons une remarque annotative de M. le chanoine Pouech, dans sa *Dissertation* plusieurs fois mentionnée en ce travail. « L'insigne relique de Palencia vint-elle directement de Pamiers ou de Noble-Val ? C'est un point controversé, que nous ne cherchons pas à décider ici, malgré que nous tenions pour Pamiers, d'où elle vient originairement ; ce qu'il y a de sûr, c'est que c'est de Pamiers que Palencia tient sa tradition sur le saint, sa légende et son office. Or, si on a pu prendre l'office à Pamiers, on a pu y prendre aussi la relique, de sorte que nous disons et maintenons que cette relique a été prise à Pamiers, jusqu'à preuve suffisante du contraire. » *Semaine cath.*, an. 1891, numéro du 19 juin, p. 589. — D'autre part, tout en émettant les doutes qu'on a lus ci-avant, sur l'époque, l'occasion et la manière dont ces reliques arrivèrent à Palencia, M. Vaissière raconte tout au long (chapitre XV) la légende qui attribue ce fait à D. Sanche de Castille. Cf. p. 148-153.

Le corps et le sang de saint Antonin étaient retrouvés. Les chrétiens de Pamiers en gardèrent avec eux la portion la plus considérable. Cependant les anges avaient déjà mis à part la tête et le bras gauche. Une nacelle se présenta d'elle-même pour les recevoir.... Sans autre pilote que deux aigles aussi blanches que la neige, aux ailes déployées à l'instar de deux voiles, elle descend le courant de l'Ariège d'abord, puis celui de la Garonne. Arrivée à Toulouse, la nacelle s'arrêta quelque temps, comme si Antonin voulait saluer son ami Saturnin, et leurs reliques se dirent adieu. Les fidèles eurent connaissance du miracle, et pour en conserver la mémoire, ils donnèrent le nom de saint Antonin au faubourg où la barque avait touché¹. Ensuite elle descendit jusqu'au Tarn où, prenant une marche rétrograde et se tournant brusquement vers l'Orient, elle remonta le fil des eaux du Tarn et de l'Aveyron jusqu'à Noble-Val....

La maison de Festus se trouvait sur la rive, à la pointe formée par le confluent de l'Aveyron et de la Bonnette, vis-à-vis de la gare actuelle du chemin de fer. Ses propriétés, qu'il donna au saint, portent encore le nom de *Jardin des Chanoines*. C'est là que la nacelle dut atterrir. Un des serviteurs avait affaire auprès des eaux. S'approchant, il regarde d'en haut et aperçoit le précieux chargement. Il appelle ses compagnons d'armes et, tous ensemble, témoins d'une navigation merveilleuse, vont aussitôt prévenir leur seigneur. Festus, se hâtant d'arriver, fait éclater sa joie et son admiration. Se rappelant que le saint l'avait autrefois prié de l'accueillir sous son toit : « Je comprends maintenant, dit-il, le sens caché des paroles d'Antonin. Il m'a demandé une demeure pendant son passage au milieu de nous ; aujourd'hui qu'il règne dans le ciel, il vient me la réclamer pour ses reliques. » Festus ne voulut donc plus garder pour lui une maison qui avait eu la gloire d'avoir pour hôte saint Antonin. Il la fit consacrer afin qu'elle devînt une église, et il mit sur l'autel, avec de grands honneurs, le chef et le bras du martyr².

Tous ces détails très circonstanciés sont tirés, traduits même parfois textuellement des diverses légendes soit des bréviaires, soit des Vies manuscrites et autres Annales compulsées par cet historien. Et dans cette narration nous voyons encore, comme précédemment, la *nacelle*, des *anges*, la *tête* et le *bras gauche* (comme aussi moins explicitement *un bras*); *deux aigles* dont les « ailes déployées à l'instar de *deux voiles* » ont bien pu don-

¹ « Ce nom, ajoute l'auteur, quoique défiguré par le temps. » C'est le quai de *Tounis*, corruption de mot mis pour *Antoni*, d'où le patois *Antouni*, *Sent-Antouni*.

² *Saint Antonin*, p. 86, 87, 88, 89, 90, 91.

ner l'idée aux peintres et sculpteurs de mettre de vraies voiles à cette embarcation, ainsi que nous l'avons observé dans le paragraphe afférent aux témoignages iconographiques. Cette embarcation va atterrir à Noble-Val, mais (détail nouveau) ce sera après avoir fait escale à Toulouse, au pont dit de *Tounis* ou de *San Antoni*. Enfin, arrivée chez Festus qui, accourant (mais *sans reconnaître le chef*, ainsi que le porte la version de M. l'abbé Lafon, ci-avant, n° 4°), comprend la prophétie qui lui avait été faite et convertit sa demeure en sanctuaire, le premier érigé à ce saint. Toute cette scène *miraculeuse* se passe à la suite de l'invention des reliques dans le lit de l'Ariège. — Telles les données de M. l'abbé Vaissière.

6° En terminant son *Étude*, cet auteur formait des vœux pour que la cathédrale de Palencia, « le seul endroit du monde où l'on vénère aujourd'hui les reliques ¹ » du martyr appaméen, voulût bien en concéder une part à l'église qui avait perdu son trésor. Ce vœu était bientôt exaucé : le 1^{er} octobre 1872, jour de la consécration de la nouvelle église de Noble-Val, eut lieu en grande cérémonie la translation d'un ossement relativement considérable, dont le chapitre palencien s'était gracieusement dessaisi.

Grâce à cette reprise du culte de saint Antonin et aux travaux de son historien local, l'autorité diocésaine sollicita officiellement à Rome l'introduction de cette fête dans le *Propre* du diocèse de Montauban. Le 24 avril 1873, la Sacrée Congrégation des Rites répondit favorablement à la demande de Mgr Théodore Legain, et, depuis lors, tout le diocèse fête le saint martyr le deuxième jour de septembre, par « l'office et la messe déjà concédés au diocèse de Rodez. » Les trois *leçons* du 11^e nocturne, résumé des légendes de Bède, d'Usuard, d'Adon et de Monbri-

¹ Par deux fois, M. Vaissière (p. 153 et p. 158) signale Palencia comme le seul endroit possédant des reliques. Cette observation est inexacte. Si les reliques qui furent jadis vénérées à Pamiers, à Noble-Val, Toulouse, Carcassonne, Narbonne, etc., disparurent à l'époque de la grande Révolution, on possède, depuis le xv^e siècle, à Bonvillard, en Savoie, celle qui fut donnée par Mgr Mellini, évêque de Pamiers, à S. Em. le cardinal d'Estouteville, évêque de Lodève et de Saint-Jean-de-Maurienne ; c'est une partie du tibia. En Aragon, paroisse de Savignana, se trouve aussi une autre parcelle jadis soustraite à Pamiers par un pèlerin, lequel fut décelé par les cloches de la paroisse, qui sonnèrent d'elles-mêmes, alors qu'il arrivait avec le fruit de son larcin. (Cf. *Dissertation* de M. le chan. Pouech, *Semaine cath.*, an. 1891, p. 589).

tius, relatent en ces termes le fait spécial qui nous occupe présentement :

Gentiles ipsum comprehenderunt.... immaniter trucidaverunt, atque ejusdem caput abscissum in amnem abjecerunt, quod mirabiliter ad vallem quemdam apud Ruthenos, ibique ad Christiani cujusdam, nomine Fausti, aedes asportatum fuit. Qui illud, tanquam donum coeleste, multa cum veneratione suscepit, atque in aedicula sacra, a se in honorem martyris postmodum exstructa, deposuit¹....

Cette légende, maintenant officielle, tout en relatant le fait d'une translation *merveilleuse* (mirabiliter), passe sous silence la *barque*, les *aigles*, les *anges*, le *bras*. Ces suppressions autorisent-elles à croire que l'Église condamne les versions vues ci-avant ? Nous le pensons d'autant moins qu'elle maintient le *prodigieux* dans l'arrivée des reliques à Noble-Val. Il semble donc simplement qu'on a voulu éviter les incidents sujets à conteste, de même qu'on n'a point tranché dans cette rédaction la question d'*apostolicité* ou d'*ère wisigothe*, au sujet de l'époque et, par suite, l'origine de race royale ou non ; car l'expression employée est *nobili genere natus*. D'autre part, le « caput asportatum fuit, » loin de signifier un voyage par eau, laisserait plutôt croire à un transport par voie terrestre ; car s'il est parlé du fleuve (Ariège), *amnem*, il n'est désigné que comme ayant recueilli la tête au moment de la décollation. Enfin le nom du *chrétien* qui recueillit cette relique « comme un don céleste » offre une variante. Dans le passage cité ci-dessus, c'est *Faustus* ; dans la leçon précédente, on lit *Festus* ; c'est là, sans doute, simple faute d'impression, preuve nouvelle de la facilité avec laquelle les méprises ont pu se glisser dans les manuscrits, ainsi que nous l'avons exposé en son lieu.

Tandis que nous trouverons à leur heure les relations liturgiques des bréviaires, poursuivons l'examen des historiens et annalistes.

7° Par ordre de date, nous devons passer du *texte officiel* qu'on vient de lire à un écrit publié à Montauban en 1889 et intitulé : *Vie populaire de saint Antonin, apôtre du Rouergue et martyr de Pamiers* ². L'auteur déclare que son « travail n'est

¹ *Proprium sanctorum dioecesis Montis-Albani*, die 11 septembris, lect. vi.

² *Par un prêtre de Montauban*. Montauban, 1889, gr. in-12 de 110 pages.

autre que celui de l'abbé Vaissières, dégagé des discussions historiques et rendu aussi plus rapide et plus accessible à tous ¹. » Inutile donc d'apporter ici ce témoignage, et de plus nous observerons qu'il est difficile, dangereux même d'écrire ce qu'on appelle une vie *populaire*, quand il s'agit d'un saint dont l'origine, la famille, l'époque, le pays, la situation, etc., sont enveloppés d'aussi épaisses ténèbres. L'*histoire* touchera presque toujours au *roman*. Et comme le lecteur n'est pas au courant des discussions, qu'il ne soupçonne même pas les points d'interrogation à mettre à côté de la majeure partie du récit, il accepte le tout pour parole d'Évangile. Là est le danger, le mal. Il se peut que cette lecture édifie la piété, mais l'esprit est induit en erreur. Aussi, un docte critique, le R. P. Dom Piolin, écrivant une *Vie POPULAIRE* de saint Julien, premier évêque du Mans, a-t-il dit dans sa préface : « L'*histoire populaire* exige les mêmes recherches et le même examen que l'*histoire critique*; sans cela, ni les faits ne pourraient être mis dans leur véritable jour ni la marche du récit ne serait sûre. » Il faut, en un mot, donner pour vrai ce qui est vrai, pour douteux ou purement légendaire ce qui est légendaire ou douteux. En opposant les « livres populaires » aux « livres savants, » comme l'a écrit le biographe ici en question, il importe de donner à chaque trait la valeur qui lui convient, de ne pas présenter tout le récit comme ayant la même certitude. En ce sens donc, le travail de M. l'abbé Vaissière n'était pas plus à refaire qu'à déflorer. Ces réserves faites et toute citation de cette brochure négligée, nous reprenons la suite des documents.

8° Postérieurement aux relations déjà citées parurent les *Petits Bollandistes* ². Condensation des travaux hagiographiques de Giry, Surius, Ribadeneira, Godescard, etc., cet ouvrage se tait sur la barque légendaire. Cependant, ayant fait appel aux historiens locaux pour une édition définitive ³ de son livre, Mgr Guérin inséra sur ce sujet quelques lignes à lui fournies par le P. Carles, missionnaire du Calvaire à Toulouse. Cet éru-

¹ *Aux fidèles de Pamiers et de Saint-Antonin du Rouergue*, p. II.

² *Vie des saints*, par Mgr Guérin. Diverses éditions, Palmé et Bar-le-Duc, en 14 vol., plus tard complétées par Dom Piolin, 3 vol.

³ Septième édition, 2^e tirage, à Bar-le-Duc, 1874.

dit, connu par diverses monographies de saints et de sanctuaires et par le *Mémoire sur le Proprium sanctorum* toulousain, puisa sa rédaction dans le volume de M. l'abbé Vaissière, qu'il résume ainsi :

Les anges mirent à part la tête et le bras gauche ; une nacelle se présenta d'elle-même pour les recevoir, et deux aigles aussi blancs que la neige vinrent la pousser de leurs ailes. La barque descendit l'Ariège, entra dans la Garonne, passa à Toulouse et vint à l'embouchure du Tarn. Ici, elle remonta le courant du Tarn, celui de l'Aveyron, et arriva enfin à Noble-Val, où la population reçut avec enthousiasme les reliques de son apôtre. Festus prend ce précieux dépôt et le place dans sa maison, qui devient une église en l'honneur du saint. La mémoire de cette translation se retrouve dans une foule de manuscrits, à Pamiers, à Toulouse et à Saint-Antonin ¹.

Si on compare ces données avec celles de M. Vaissière, on les trouve identiques, sauf une légère différence dans un détail. Ici les aigles paraissent remplir l'office de rameurs, puisqu'ils « poussent de leurs ailes ; » tandis qu'ailleurs ils semblent jouer plutôt le rôle de *voile*, avec leurs « ailes déployées. »

9° Un ouvrage publié en 1865 et que M. le chanoine Pouech appelle « le trésor des traditions de Pamiers touchant saint Antonin, ouvrage de valeur, mais qui ne reçut pas de la part de ses contemporains l'accueil qu'il méritait ², » cet ouvrage vient corroborer nos récits et fournir quelques renseignements plus spéciaux. M. le docteur Ourgaud, tout en faisant dans son volume ³ l'histoire de sa ville d'après les archives communales et les travaux publiés jusqu'à lui, touche en passant à la translation des reliques tant à Noble-Val qu'à Pamiers. Selon cet auteur, qui corrobore fortement la légende wisigothe, Antonin, ayant fondé dans les domaines de son père ⁴, roi de Frédélas (Pamiers), un monastère de religieux Augustins, avait une *na-*

¹ *Petits Bollandistes*, édit. cit., t. X, p. 411.

² *Dissertation*, p. 733 de la *Semaine cath.*, an. 1891, numéro du 31 juillet.

³ Nous avons donné le titre du volume de M. Ourgaud, ci-avant, note 2 de la page 403.

⁴ D'après la tradition wisigothe, c'était un prince de cette race, le petit-fils de Théodoric I^{er}, le second roi de Toulouse, Le nom historique de ce prince, dit M. Pouech, était *Frédéric*, — il prit celui de la capitale de son petit royaume *Frédélas* (Cf. *Semaine cathol.*, 7 août 1891, p. 756).

celle pour aller évangéliser les populations de l'autre rive de l'Ariège. Ne serait-ce point là la *barque* qui servit au transport de ses reliques, ou bien qui a donné aux narrateurs l'idée de cette translation fluviale? Quoi qu'il en soit, voici les trois passages dans lesquels cet historien relate, avec nombreuses références de sources, cet incident.

Quelques hérétiques rebelles ne pouvant retenir leur rage qui s'alimentait à la fois et de leur jalousie contre le souverain temporel du pays et de leur haine contre l'ardent missionnaire, le surprirent aux bords de l'Ariège où *sa nacelle* l'attendait pour le ramener au monastère, et l'immolèrent à leur fureur....

Cette embarcation miraculeuse, qui a toujours figuré dans le sceau du chapitre de Pamiers, rappelle une des légendes les plus populaires du pays. Le corps de saint Antonin, prêtre et martyr de la foi, immolé au moment où il entrait dans *sa barque*, avait été abandonné par ses meurtriers sur les bords de la rivière de l'Ariège, lorsqu'un ange, sous la forme d'un aigle blanc ou d'une colombe, descendit des nues, se posant à la proue, conduisit les saintes dépouilles jusqu'au lieu de leur sépulture....

Des reliques du saint, il en était parvenu une portion principale, la tête, à Saint-Antonin du Rouergue. Divers auteurs, et notamment Petrus de Natalibus et Boninnus Monbritius, rapportent comment cette partie du corps parvint à la Valle-Noble du Rouergue. Cette légende, dépouillée même de sa mystérieuse auréole, consacre le fait principal du transport de cette relique dans une contrée évangélisée par cet apôtre de Pamiers; fait principal confirmé par l'antique emblème abbatial de la nacelle portant la tête du saint et des deux colombes qui la conduisent¹.

A leurs dates respectives nous rapporterons les textes mêmes des deux hagiographes que vient de nous citer M. Ourgaud. Remarquons, en outre de ce que nous venons de dire au sujet de la nacelle, que ces divers textes paraissent faire supposer deux embarcations : une *sur laquelle* aurait été consommé le martyre et qu'un *ange* dissimulé en *aigle* ou *colombe* conduisit au rivage de Pamiers pour donner sépulture aux reliques; l'autre, celle qui alla à Noble-Val, sous la direction de *deux colombes*, qui, ailleurs, sont des *aigles* ou des *cygnes*. Cette nacelle ne porte

¹ Cf., pour ces trois citations, *Notice*, par M. Ourgaud, p. 60, p. 11, note 1, et p. 65, note 2.

aussi que la *tête* du saint; pas question de l'un ou l'autre des *bras*, alors que, poursuivant son récit, cet auteur ajoute : « Depuis des siècles l'église de Palencia, en Espagne, se glorifie de posséder l'épaule et le *bras droit* du saint martyr ¹. »

10° L'ordre chronologique des publications nous conduit aux divers bréviaires de Montauban, au temps de la liturgie gallicane. Nous n'avons pas à nous préoccuper des discussions si retentissantes soulevées au sujet de cette période liturgique ²; il nous suffit de savoir ce qui fut conservé, introduit ou modifié dans les légendes officielles sur le point ici étudié.

Le *Breviarium montalbanense* édité par ordre de Mgr de Trélissac, en 1842, et celui qui fut publié à Toulouse en 1825, sous l'épiscopat de Mgr Lefebvre de Cheverus ³, renferment l'office de saint Antonin sous le rite semi-double, avec deux Leçons seulement. Là pas question de *barque* ni de tout ce qui a trait à la navigation merveilleuse. Cependant, relate ce récit, *la tête et une partie importante du corps* de ce saint se trouvaient à Noble-Val, au temps de Pépin d'Aquitaine, qui vint vénérer ces reliques et les dota richement. Le reste du corps, ajoute le narrateur liturgiste, était conservé au monastère de Frédélas (Pamiers). Comment, par quelle voie arrivèrent ces saints ossements? Notre légende gallicane constate simplement leur possession par le sanctuaire rouergat. Du reste, voici le texte même, laissant de côté aussi bien les difficultés historiques qu'on a soulevées à son sujet ⁴ que les parties étrangères à nos recherches.

¹ Notice citée, p. 65.

² Le diocèse de Montauban fut le dernier de France à se réduire à cette liturgie; et ce ne fut qu'avec grand-peine que Mgr Le Tonnelier de Breteuil porta l'ordonnance de l'introduction des nouveaux livres et rites liturgiques devenus obligatoires à partir du premier dimanche de l'Avent, 28 novembre 1779. C'est à cette occasion que le célèbre chanoine et doyen du chapitre, M. de la Tour, publia ses nombreux *Mémoires*, trop peu connus et vraiment fort remarquables. L'abbé Migne a publié les ouvrages de cet auteur, qui forment sept volumes de ses grandes collections.

³ *Breviarium Montalbanense Illustrissimi et Reverendissimi in Christo patris DD. Joannis Chaudru de Trélissac, Episcopi et Domini Montalbanensis auctoritate, ac venerabilis ejusdem Ecclesiae capituli consensu editum.* — Montalban, Foresti avunculus et nepos, typographi DD. Episcopi et dioecesis (sans date). 4 vol. in-12. — L'édition donnée par Mgr de Cheverus porte le même titre, et fut imprimée : *Tolosae, apud Simonem Sacarau, editorem, 1825.*

⁴ Une des principales objections repose sur le voyage de Pépin au monastère de Noble-Val, lequel est accompagné de faits et de circonstances remplis

Cum Pipinus.... bellum adversus Waifredum in Aquitania gereret, ingressus Vallem nobilem territorii Ruthenensis, statim venisse scribitur ad ecclesiam in qua beati Antonini *caput cum corporis parte non modica* servabatur, eamque, quod martyrem ipse cum exercitu suo protectorem expertus esset, copiosis redditibus et donariis auxit (leçon 2^e). Constat pariter.... apud Castrum Fredelacum, sancti Antonini martyris monasterium extitisse in quo insignes ejus reliquiae *absque capite, et aliis quibusdam membris* anno nongentesimo octogesimo septimo repertae sunt (leçon 3^e).

11^e Lorsqu'en 1847, sous l'épiscopat de Mgr Doney, le rite gallican fit place au rite romain, la fête fut supprimée du bréviaire et du Propre montalbanais. — Ci-avant nous avons vu à quelle époque et à quelle occasion elle y a été rétablie ¹. — Aussi, poursuivant l'ordre des temps, après les documents de 1842, nous trouvons un nouvel office en 1819 dans le *Proprium* du diocèse de Rodez ². Déjà nous en avons donné le texte ; c'est celui-là même que la Sacrée Congrégation autorisa pour le bréviaire montalbanais en 1873, à la demande de Mgr Théodore Legain (voir ci-dessus, n° 6), et qui est toujours l'office liturgique de ces deux Églises.

12^e A ces onze documents se bornent nos renseignements de source moderne. Il faut ensuite remonter jusqu'à la Révolution pour renouer le fil de la tradition légendaire. Nous le trouvons à vingt-cinq ans en arrière, dans un manuscrit renfermant les offices de la *Translation* et de la *Nativité* de notre saint, ayant appartenu au curé de Saint-Antonin-du-Rouergue, M. Lasausse, et par lui donné à un de ses collègues, le 23 avril 1794. Cette mention, de même que le titre du manuscrit actuellement aux archives de l'évêché de Montauban, se lisent ainsi sur le deuxième feuillet : *Officium translationis et Officium natalis sancti Antonini presbiteri, Appamiensis martyris, hujusque pa-*

d'anachronismes. Mais les auteurs de l'*Hist. de Languedoc* en ont fait eux-mêmes justice ; cf. t. I, p. 422, et preuves, p. 23, n° 4. Voir aussi Baluze, *Capitulaires des rois de France*, t. I. col. 589 et 1434 ; It., Le Cointe, *Annales ecclésiastiques*, à l'an 725 ; Bosc, *Mémoires pour servir à l'hist. du Rouergue* ; Devals, *Hist. de Montauban* ; et notre article l'*Abbaye de Montauriol et le Gallia christiana*, t. XXIII, an. 1878 de la *Revue des questions historiques*.

¹ Ci-dessus, n° 6 de ce paragraphe.

² *Proprium Ruthenense, recens editum, auctum et emendatum* — Ruthenis, ex typis L. B. Carrere, typographi, mcccxcix, in-12.

troni civitatis ab illo sancto, in dioecesi Ruthenensi, nuncupatae ¹. Vers le milieu du volume, le nouveau possesseur intercala les vêpres et la messe avec leur notation en plain-chant, le tout écrit et signé de sa main et daté du mois d'août 1795 ².

Avec ce manuscrit nous trouvons donc l'office intégral, tant pour les deux fêtes du saint patron que pour chacun des jours de l'octave, suivi *ab antiquo* par le chapitre collégial de Noble-Val. Or, parmi ces textes, se rencontre par deux fois le fait de la translation des reliques. C'est d'abord dans l'hymne des premières vêpres de la fête de la *Translation* ou *Invention*, fixée au 19 juin, hymne qui débute par ce vers : *Orbata Patre civitas*, et se chantait aussi aux matines de cette fête et de la fête patronale (2 septembre). Le fait de cette translation est célébré principalement dans les deuxième et troisième strophes ; mais comme le sens ou les détails se complètent dans quelques autres vers de cette pièce liturgique, voici les diverses strophes qui vont à notre sujet :

1. Orbata Patre civitas,
Impone luctibus modum,
Te quaesivit vivens Pater,
Te quaerit et post funera.
2. Evectus inter coelites,
Truncata membra filiis
Transmittit, ut quos spiritus
Jungebat, urna jungeret.
3. Qua flumen undas abripit,
Assurgit hoc sacrum caput,
Frangitque fluctuum impetus
Majore amoris impetu.
5. Sub cive tanto civibus
Amica semper astitit
Manus, nec usquam supplicem
Frustrata delusit fides.

¹ Écrite de la même main, suit cette mention : *Dedit infra scripto D^{mus} La-sausse praedictae civitatis parochus, die 23^a aprilis, anno Christi 1794^o* J^{mus} Berry, C. a S^{mo} Antonino.

² Sur le verso des derniers feuillets intercalés, le chanoine Berry a écrit : *Sequitur officium Noctis et Horarum diei festi sancti Antonini. Sequuntur etiam variae Lectiones dicendae diebus notatis (modo non impeditis) intra octavam et ipsa die octava sancti Antonini. J.* Les feuillets qui suivent contiennent effectivement la continuation de l'Office, dont le texte se trouve coupé par l'intercalation de la partie susdite. — Ces mêmes offices se trouvent aussi dans un grand in-folio manuscrit, qui était sans doute à l'usage du chapitre et de la paroisse de Saint-Antonin, volume encore conservé dans cette église.

C'est donc la *tête* et un *bras* qui sont retournés dans cette famille spirituelle; aussi la *langue* ¹ continuera à prêcher et à prier, tandis que la *main* sera toujours secourable à ses concitoyens. Et ces reliques arrachées aux flots ont remonté les courants dont elles ont triomphé (*frangit fluctuum impetus, majore amoris impetu*), pour revenir sur ce sol ami, d'où le saint était allé évangéliser d'autres contrées. Mais désormais voilà, par ces liens, réunis le père et les enfants trop longtemps séparés.

Après cette poésie, qui n'est ni sans beauté ni sans mérites, voici la légende renfermée dans la première Leçon du II^e nocturne, au jour de la *Translation*. Le saint, y est-il dit, a eu la *tête* et un *bras* tranchés; les parricides (*parricidae cives*), pour cacher leur forfait, jettent ces membres dans l'Ariège. Puis immédiatement le récit se poursuit ainsi :

Verum si fides opinioni, quam vetus asserit traditio multis ab hinc saeculis transmissa; si fides excussis numismatibus quae pene ab Antonini aetate, tum cathedrali Appamiarum Ecclesiae, tum huic nostrae basilicae pro insignibus extiterunt, in quibus Navicula cum Aquilis insculptae cernuntur, si fides, inquam, tot testimoniis, ubi in fluvium sacrae martyris reliquiae projectae sunt, praesto fuit Navicula, quae deducuntibus ipsam Aquilis ad Nobilem Vallem, oppidum quod hodie mutato nomine Sancti Antonini nuncupatur, pia sarcina deveheret et portentosa devectionis hujus etiamnum extat testimonium in suburbio Tolosano ad Garumnae ripam, ubi aliquandiu Navicula subsedissee dicitur, quod suburbium ea de causa, licet corrupto, successu temporis, vocabulo Antonini ², tamen adhuc refert et redolet. Utut sit delatum est ad Nobilem Vallem sancti Antonini caput. Et adimpletum est quod pollicitus fuerat filiis, cum eis valediceret nempe se rursus ad eos reversurum....

Très catégoriquement, dit ici le narrateur, la translation des reliques est fondée sur une *tradition* remontant à *plusieurs siècles*, confirmée par l'existence de vieilles *effigies*, *monnaies*, *sculptures*, tant de Pamiers que de Noble-Val, qui représentent une *nacelle* conduite par des *aigles* et chargée de ce précieux trésor. Ce témoignage se fonde aussi sur l'arrêt de cette barque

¹ A la 4^e strophe, on lit :

Perennis orator Deum
Lingua tacente praedicat.

² Il s'agit du faubourg ou quai de *Tounis*, dont nous avons parlé ci-avant.

au port du faubourg de Toulouse. dont le nom actuellement corrompu rappelle celui du saint (*Tounis* = *Antoni*).

Officiellement le prodige, avec tous ces détails bien circonstanciés, était ainsi lu, raconté, chanté, célébré dans l'église canoniale et plus tard paroissiale de Saint-Antonin en Rouergue. Il en fut ainsi, sans doute, pendant de longs siècles, malgré les clameurs des jansénistes et les profanations des huguenots. Au reste, ce récit, inséré dans l'office liturgique, reproduit presque point par point ceux que nous allons trouver dans la liturgie des siècles antérieurs.

13° Tandis que le chapitre de Saint-Antonin, dépendant alors du diocèse de Rodez, récitait l'Office tel que vient de nous le faire connaître le manuscrit en usage au moment de la Révolution, dans le diocèse de Montauban on avait les textes insérés aux bréviaires de 1842 et 1825 ¹. Ces textes se trouvent, en effet, absolument identiques dans deux éditions faites en 1784 et 1770, sous Mgr Le Tonnelier de Breteuil, la première imprimée à Toulouse et la seconde à Montauban ². Il est donc probable que c'étaient là les légendes officielles des bréviaires adoptés et approuvés aux siècles précédents. Ces documents liturgiques nous faisant défaut, poursuivons nos investigations à travers les documents hagiographiques.

14° D'abord nous citerons une *Vie manuscrite* renfermée en un petit cahier de dix feuillets, dont sept seulement sont écrits. C'est la *Vita divi Antonini* que nous avons eu déjà occasion de signaler ³, comme citée par M. l'abbé Vaissière, qui la tenait de M. le chanoine Boitel. L'écriture paraît être du XVIII^e siècle, mais c'est là évidemment une copie d'un texte original manuscrit ou imprimé dont on ne trouve pas la trace et qui est resté

¹ Cf. ci-avant le n° 10 de ce paragraphe.

² *Breviarium Montalbanense, III. et Rmi in Christo Patris DD. Annae Francisci Victoris Le Tonnelier de Breteuil, Ep. et Dom. Montalbanensis....* — Tolosae. Sumptibus suis ediderunt Bibliopolae usuum Tolosanorum, M.DCC.LXX. cum privilegio Regis, in-12 et in-24. — Ce même bréviaire parut en in-4 à Montauban : *Typis Joannis Petri Fontanel Regis nec non DD. Episcopi ac dioecesis typographi. M.D.CC.LXXXIV. cum privilegio Regis.*

³ Voir ci-dessus, paragraphe III. Le titre intérieur porte en tête du premier feuillet : *Vita divi Antonini presbiteri et martyris ecclesiae cathedralis totius Appamiarum dioecesis et urbis apud Ruthenos Sancti Antonini dictae patroni.*

ignoré des Bollandistes. Il est regrettable que le copiste qui a eu soin de noter, sur le dernier feuillet, que la mention par lui faite du brûlement du chef du saint martyr « est tirée d'un petit livre de la Semaine sainte fort vieux, » n'ait pas consigné la source d'où est tirée la Vie par lui si soigneusement calligraphiée. Quoi qu'il en soit, nous allons reproduire le passage concernant le fait de la translation des reliques dans le Rouergue.

D'après ce manuscrit, le saint est saisi, non pas sur sa nacelle au moment où il allait évangéliser les fidèles de la rive opposée¹, mais tandis qu'il était en prières dans sa petite habitation (*in aediculo suo invenitur orans*). Là, il est décapité, puis ses membres, mis en morceaux, sont jetés dans l'Ariège. Cependant Dieu fait que les eaux se retirent pour permettre aux chrétiens de recouvrer ces ossements et même le sang qui s'est coagulé. Mais, poursuit l'historien :

Caput autem martyris Antonini minime inventum est, quia ab angelis sublatum et naviculae impositum per profluentem Aurigeri flumen, sine remo, gubernantibus angelis in similitudinem duarum aquilarum in Garumnam descendit. Fluctuabat interea navicula sacro onusta pignore, suum iter carpens per undas fluminis; substitit autem ad locum ubi suas cum Garumna commiscet undas Tarnus fluvius. Sed quae ab angelis ducebatur navicula per Tarnum conscendere coepit, nec gradum sistit viam facientibus undis donec pervenit ad plagam illam ubi in sinum Tarni praecipiti cursu fluit Averio fluvius. Sacratam quasi veneratus sarcinam Averio sinum aperit, suisque quasi manibus undis naviculam amplexatus est, nec sacrum reliquit pignus donec illud adferret ad Castrum Festi praepotentis viri situm ad Vallem Nobilem dictam.

Substitit interea ad radices Castri navicula quam super undas natantem exosculantur fluctus concito cursu sese invicem subsequentes, qui ad latus ipsius quasi venerabundi silent, merguntur et pereunt. Qui autem summo mane convenerant a castello famuli fluctuantem cum inviserent naviculam ad ripam fluminis abluentis domus moenia, accurrunt ut nuntient quae viderant Festo domino. Auditis his, ad fluvium descendit Festus, qui agnoscens divi Antonini caput, miraculum suspicatus est. Quapropter prae manibus sacrum recipiens pignus, illud deposuit apud aulam majorem castri et tunc recordatus est illius verbi quod sibi conquerenti de citato discessu dixerat Antoninus : « Videbis me intra annum, » demiratus est prophetiam; certiorque deinde factus

¹ Version donnée par M. Ourgaud dans sa *Notice*. Voir ci-dessus.

est de his quae acciderant sancto martyri per nuncios quos miserat Appamias¹.

Ce dernier trait, des messagers envoyés à Pamiers et venant raconter à Noble-Val ce qui s'était passé au moment de l'invention des reliques, n'a été relevé jusqu'ici dans aucun de nos documents précités. C'est là une confirmation importante du fait miraculeux dont la population rendait témoignage. Il y a de plus ici la précision de la parole que Festus rapporte comme lui ayant été dite par le saint alors que celui-ci partait précipitamment pour aller évangéliser d'autres contrées. « Tu me reverras dans le courant de l'année, » lui dit Antonin. C'est bien là un témoignage de plus fixant l'arrivée des reliques *de suite après le martyre*, et non plusieurs siècles après, ainsi que le veulent certains auteurs. Quant aux autres détails de cette légende, inutile d'y insister; chacun peut facilement les reconnaître et les comparer avec ceux des versions déjà reproduites.

Sur l'autorité de cette *Vita* et sur son âge, il n'est pas aisé de se prononcer; mais nous pouvons dire qu'elle a servi de thème à divers hagiographes et liturgistes, ou bien qu'elle a été extraite de leurs travaux. On voit notamment dans les écrits de Natalis et de Monbrilius (que nous citerons tout à l'heure) des expressions, des membres de phrases, des phrases entières absolument identiques. Ces annalistes ont-ils résumé la *Vita* manuscrite, celle-ci a-t-elle développé les simples *Notices* de ceux-là? Là est la question, peu importante, du reste, au point de vue du présent travail, puisqu'on y trouvera les textes de ces divers documents.

15° Ce serait le tour maintenant des légendes adoptées dans les bréviaires du xvii^e jusqu'au xiv^e siècle, soit en France, soit en Espagne. A Pamiers, on récitait jusque vers 1650 la légende traduite du *Secoli Agostiniani*, du Père Torelli, historien de l'ordre des ermites de Saint-Augustin; on croit même que cet historiographe florentin l'avait prise à cette Église et transcrite en Italie dans son ouvrage, vers 1617. De son côté, le *Propre* espagnol, actuellement en usage pour toute l'Espagne et venu originellement de Pamiers, n'a fait que reproduire la légende adoptée

¹ *Vita* manuscrite, fol. 6 recto et verso.

par le chapitre de Palencia jusqu'en 1579. Ce même office était également suivi à Saint-Étienne de Toulouse, au ^{xiv}^e siècle, comme on le voit dans un bréviaire manuscrit du chapitre de cette Église. Déjà nous avons reproduit la partie de la Leçon insérée dans le *Propre* des chanoines de Noble-Val ¹. Donc, d'après les légendes adoptées soit à Pamiers, soit dans le Rouergue, c'est de diverses manières que, dans les bréviaires français et espagnols, il est question de la barque légendaire. Sur ce point, les textes se réduisent à ceux qui ont été déjà cités dans cette étude. Nous arrivons ainsi aux documents du ^{xv}^e siècle.

16° Un des plus importants nous est fourni par un incunable de 1490. C'est la prose de la messe du saint portée dans un missel provenant du chapitre de Saint-Étienne de Toulouse ². Le savant P. Cahier en a cité quelques strophes dans ses précieuses *Caractéristiques*, mais d'après une réimpression faite en 1540 ³. Selon sa méthode, cet iconographe résume ainsi les emblèmes et attributs qui servent à désigner notre martyr : *Aigle, barque, épée, source, massue* ⁴. Quant à la partie de la brève notice qu'il consacre à la barque légendaire, cet auteur, renvoyant aux *Acta Sanctorum* (t. I, septembris), écrit : « Les gens de Pamiers veulent que sa tête et quelques-uns de ses membres, portés par une barque que conduisaient des anges ou des aigles, soient venus aborder chez eux aux rives de l'Ariège. » Dans cet énoncé, il y a certainement confusion. Cette barque ainsi chargée et conduite n'aborda pas aux rives de l'Ariège ; elle partit de là pour Noble-Val ⁵. Nous avons vu que certains autres récits font

¹ Cf.-avant, p. 439.

² Ce missel est actuellement la propriété de la bibliothèque du grand séminaire de Toulouse. Voici le titre tel qu'il est inscrit au fol. XLVIII recto et verso : *Liber Missalis ad usum ecclesie metropolitane Sancti Stephani Tholose impressum per magistrum Stephanum Klابلat ad laudem Dei ejusque interemerat matris Marie Virginis nec non divi Stephani prothomartiris feliciter explicit anno natalis Domini MCCCCLXXXX, die vero XXIII mensis Julii.*

³ M. le chanoine Ulysse Chevalier signale d'autres éditions : 1490-1524 ; 1553 ; 1552 (Cf. *Repertorium hymnologicum*, n° 809 et 2722).

⁴ De ces attributs, nous connaissons les trois premiers ; quant à la source, elle désigne soit les flots sur lesquels voguent les reliques, soit certain miracle attribué au saint qui fit jaillir des eaux ; la massue fut sans doute employée avec l'épée pour abattre le corps (Cf. *Caractéristiques des saints*, p. 803 et 367).

⁵ Nous avons relevé la même erreur, ci-avant, à propos de la notice fournie par M. Guénébault.

allusion à une autre embarcation sur laquelle le corps du saint aurait navigué depuis le point où il subit le martyre jusqu'à la cité de Frédélas ¹. Quant à la nef qui effectua le long et providentiel voyage à travers divers cours d'eau, voici comment elle est célébrée dans la prose *Celebranda preclari martyris trophea*.

Antonin confesse la foi du Christ; sa tête est tranchée; son sang coule dans l'Ariège. O miracle! la nature perd ses droits : le liquide ne se mélange plus au liquide; la tête, malgré le poids d'une pierre, n'est pas entraînée dans les profondeurs du fleuve. Des anges la recueillent dans une nef et la transportent, contre les courants, jusqu'à Noble-Val.

« Nam pro fide catholica cesus caput plectitur ² in castro Appamia.

« Cujus ut una cruor stillant in fluentia gurgitis in fundo.

« Annexus lapidi, non est lapsus in aquam ³.

« Hic hic natura, hic amisisti tua jura : liquidum liquido nescis confundere sicut eras solita.

« Famulatur subinde sors angelica, qui caput susceperunt in navicula et sub aquilarum forma ⁴ Valli Nobili prebent sancta pignora.

« O res mira, o res nova, res inaudita quam sibi contigisse stupet natura, retro graditur carina, quamvis humana desint aminicula ⁵.

Cette relation, des dernières années du xv^e siècle, nous mène au récit absolument contemporain d'un auteur et d'un ouvrage déjà cités.

17° Cet auteur est Boninus Monbrius, écrivain milanais; son ouvrage est le *Sanctuarium* ou *Vilae Sanctorum*, qui parut, croit-on, pour la première fois, à Milan, vers 1489, et forme deux

¹ Ce double fait est signalé précisément dans la prose de cet incunable de 1490. Immédiatement après les strophes qui ont trait au voyage vers Noble-Val (et que nous reproduisons ci-dessus) viennent celles-ci, concernant la navigation sur l'Ariège jusqu'à Pamiers :

• Corpus in frusta ceditur, multa gurgitis spargitur in fluentia, sed nil proficit invidia.

• Compagae sua nectuntur membra, corpori redditur forma sua, siccum remanet in arena.

• Mirandis succedunt miranda, quia cursum suspendit unda sceleris, pro vindicta tendit in Appamia dirruit edificia. •

² Variante de l'édition 1540, citée par le P. Cahier : « Caesus capite. •

³ Autre variante de l'édition 1540 : • Lapsus cum aqua. • Le fait de la tête attachée avec une pierre n'a pas été signalé dans les autres récits.

⁴ Plusieurs variantes dans cette strophe; ainsi • famulatus, • au lieu de *famulatur*; • quae caput, • au lieu de *qui*; • ut aquilarum forma, • au lieu de *sub*.

⁵ Dans l'édition de 1540 : • adminicula. •

volumes in-folio, sans nom de ville ni date ¹. Au tome I^{er} se trouve la *Patio sancti Antonini martyris*, où nous n'avons qu'à recueillir le témoignage afférent à la navigation des reliques et aux détails qui y ont trait immédiatement. Les voici :

Sentiens igitur insidiatores sibi appropinquari gentiles, ultro se eis objiciens ab eis tentus est, deductusque coedendo usque ad ripam fluminis ad radices Appamiae decurrentis, in confessione Domini permanens, truncatus est. Impiissime denique satellites ne, a christianis inventus, honoraretur ut Martyr, totum corpus crudeliter discerptum simul cum abscisso capite, demerserunt in flumine. Viri autem religiosi, devote gerentes, corpus martyris receperunt sine capite et sepelierunt honorifice....

Multorum quoque opinione relatum est, cum caput martyris amputatum in flumine jactaretur, statim angelica susceptione in parvo est mauseolo collocatum ; naviculaque angelico officio receptui parata, depositum. Tunc continue natando pervenit in eum qui Tarnis dicitur alveum, et inde retrogradum accipiens cursum, sed ab occidentali parte, in orientalem introivit in Avarionis alveum. Sicque, angelica semper assistente custodia, ut fertur, in similitudine duarum aquilarum nivearum deducebatur navicula, donec provenit ad locum sibi destinatum, id est ad cujusdam Festi principis habitaculum. Quod idem martyr, ut fertur, eamdem regionem praedicando peragrans ab eodem principe petierat ad habitandum. Cum ergo illud ad littus pervenisset, Festus princeps, admirans et quid esset per spiritum intelligens, caput sanctum devote suscepit et habitationem suam a loco illo removens, ecclesiamque dedicans, caput in ea cum honore et gratiarum actione posuit ².

Si l'on rapproche ce texte du récit fait par M. l'abbé Vaissière, on verra facilement que cet auteur a largement puisé dans Monbritius, que même quelques passages sont textuellement traduits. Toutefois, il est à remarquer que cet hagiographe ne parle que de la *tête*, comme dépôt, placée sur la *barque*, tenue toute prête par des anges et dirigée par eux. Ces esprits célestes étaient cachés sous la forme des *aigles*, lesquels pouvaient bien être des *cygnes*, vu le qualificatif « *nivearum aquilarum*. » Ici encore, Festus est averti surnaturellement du fait étrange qui se passe

¹ Ce livre, fort rare, est recherché par les bibliomanes soit pour les choses fabuleuses qu'il renferme, soit pour l'ancienneté de l'édition (Cf. *Nouvelle biographie générale* par Hoëfer).

² Boninus Monbritius, *Vitae sanctorum*, t. I, p. 33.

au pied de sa demeure (*per spiritum intelligens*). Point n'est mention de l'arrêt de l'embarcation au port de Tounis, à Toulouse, pas plus que du concours du peuple ou des serviteurs de Festus, et moins encore de l'ambassade envoyée à Pamiers pour informer sur ce prodige. — Voyons maintenant un récit, sinon contemporain de celui de Monbritius, du moins publié vers la même époque.

18° C'est le *Catalogus sanctorum* de Pierre Natalis ¹. Cet évêque hagiographe commença ce Catalogue le 11 juin 1369 et le termina le 12 mai 1372, mais il ne fut publié pour la première fois qu'en 1493, à Venise. La brève notice consacrée à notre saint se trouve au livre VIII, chapitre XXIV, f° 115. Ainsi que nous l'avons observé, on va trouver de grandes similitudes d'expressions et de tours de phrases avec la *Vita*, dite copie du XVIII^e siècle.

A paganis tentus et juxta flumen ad radices montis Appamiae decurrens, decollatus est. Corpus quoque ejus membratim discerptum et una cum capite in flumine demersum est. Sed, divino miraculo, sanguis de corpore fluens, in unum congelatus et in unum a fidelibus collectus est, aqua etiam fluminis a cursu desistens, ad corpus colligendum christianis, in alveo viam fecit. Sicque corpus una cum sanguine levatum atque sepultum est. Caput autem ejus ab angelis de mane sublatum, naviculo parvo imponitur et duobus angelis in similitudinem duarum aquilarum, naviculam contra fluminis cursum, sine ramo gubernantibus ipsam, ad habitaculum Festi, principis, deduxerunt, quem sanctus Antoninus ad fidem Christi converterat; quod Festus, per spiritum divina revelatione, cognoscens, ad navem descendit, caputque collegit, atque habitationem suam a loco illo removens, in domo propria caput devote recondidit.

Il y a ceci de particulier en cette relation, c'est que le lieu où fut conduite la nacelle n'est désigné que par « maison de Festus, *habitaculum Festi*; » mais il n'est point parlé de Noble-Val. Également est passé sous silence l'incident du séjour devant le faubourg de Toulouse. Par contre, ce sont bien des *anges*, sous le dehors de deux aigles (in similitudinem aquilarum), qui dirigent l'embarcation; des *anges* aussi ont recueilli la relique, qui n'est

¹ *Catalogus sanctorum et gestorum eorum diversis voluminibus collectis. Editus revendissimo in Christo Patre divino Petro de Natalibus de Venetiis, Dei gratia episcopo Equilino.*

que la *tête seule*, sans bras; et cela se passe *de mane*, le matin. Enfin Festus eut une vraie révélation (*divina revelatione*) et c'est alors qu'il descendit de lui-même au rivage où atterrissait la barque, sans qu'il en eût été prévenu par ses familiers.

19° Plus d'un siècle avant la composition de la légende qu'on vient de lire, un religieux d'un immense savoir avait écrit, lui aussi, sur ce même sujet. Le grand encyclopédiste dominicain, Vincent de Beauvais, dans son ouvrage connu sous le titre de *Speculum majus*, colossale encyclopédie du moyen âge, embrassant toutes les connaissances humaines ¹, nous paraît avoir résumé tout ce que la tradition écrite et orale avait conservé sur notre saint. Nous ne parlerons pas de la valeur critique de cette vaste compilation qui, malgré tout, restera comme la plus importante bibliothèque du xiii^e siècle, — il faut tenir compte du temps où elle parut et des moyens défectueux qu'on avait alors pour découvrir et se transmettre les documents, — mais il suffit ici de relever ce témoignage doublement important. Important par l'ancienneté, puisqu'il date au moins de la première partie du xiii^e siècle ²; important par le contenu, qui est le compendium des récits acceptés jusqu'à cette époque, et qu'un savant tel que notre religieux annaliste n'a pas cru devoir dédaigner.

Mieux que cela, c'est à cette source que, très certainement, ont puisé la plupart des hagiographes; que le lecteur en juge par le rapprochement du texte même de Monbrius, cité ci-avant, p. 445, pour la relation concernant la barque légendaire, avec le texte du *Speculum historiale*. Cette citation va paraître évidemment comme double emploi; mais elle est utile pour la conclusion que nous voulons en tirer. Vincent de Beauvais a donc écrit ceci relativement à notre question historique.

Multorum quoque opinione relatum est, quod caput martyris amputatum, in flumine jactaretur, statim angelica susceptione parvo est mau-

¹ Le *Speculum*, publié pour la première fois à Strasbourg, en dix volumes in-fol., 1475, a été plusieurs fois réimprimé. Il comprend quatre parties : *Speculum naturale* — *Speculum doctrinale* — *Speculum morale* et *Speculum historiale*. C'est dans cette dernière partie qu'on trouve la légende de saint Antonin, l. XIII, cap. xxxv.

² Quoiqu'on n'ait pu éclairer encore la question d'origine de Vincent dit de Beauvais, et l'époque de sa naissance, il est sûr que sa mort arriva vers 1256 ou au plus tard en 1264.

soleo collocatum naviculaque impositum, assistente semper angelica custodia (ut fertur), similitudine duarum aquilarum nivearum deducebatur navicula, donec pervenit ad locum sibi destinatum, scilicet ad cujusdam Festi principis habitaculum, quod idem martyr (ut fertur) eandem regionem praedicando peragrans ab eodem principe locum petierat ad habitandum. Cum ergo ad littus pervenisset, Festus princeps admirans, et quid esset per spiritum intelligens, caput sanctum devote suscepit, et habitationem suam a loco illo removens, domumque in ecclesiam dedicans, caput in ea cum honore et gratiarum actione posuit¹.

Depuis le premier mot de ce passage jusqu'au dernier, le plagiat de Monbrius est manifeste. Quelque différence dans la ponctuation, des parenthèses enfermant par deux fois les *ut fertur*, un barbare *a parva est mansolea collocatum*, au lieu de *parvo est mausoleo*, c'est tout. Mais entre le *Multorum quoque opinione* et le *gratiarum actione posuit*, mots qui ouvrent et clôturent ces deux récits identiques, nous trouvons dans le texte de Monbrius une intercalation importante. Tandis que Vincent de Beauvais représente des anges recueillant la tête du martyr dans un petit coffret, *parvo mausoleo*, et le plaçant dans la nacelle qu'ils dirigent sous la forme de deux aigles blancs jusqu'à la demeure d'un certain Festus, l'hagiographe plagiaire décrit le voyage de la barque et sa marche rétrograde du Tarn dans l'Aveyron. Ce détail d'importance introduit et fondu sans transition entre deux phrases de l'encyclopédiste, le récit de ce dernier est repris textuellement, avec ce simple trait d'union : *Sicque*, accompagné de tout le reste de la légende à partir des mots : *assistente semper angelica custodia*, où l'on trouve cette inversion : *angelica assistente semper*.

Les Bollandistes ont inséré ce passage de Vincent de Beauvais dans leur monumentale collection des *Acta sanctorum*; et c'est leur texte même que nous venons de reproduire. Or, le P. Stilting, collecteur des Vies du saint Antonin, fêté au 2 septembre,

¹ On peut voir aussi ces récits analogues, presque identiques, dans plusieurs chroniqueurs; cf. *Historiarum opus trium partium historialium, seu Chronica*, lib. XXIV, de saint Antonin de Forciglioni, archevêque de Florence, 1389-1459. Les premières éditions de cette compilation, qui a les qualités et les défauts de l'époque, c'est-à-dire beaucoup de sincérité dans la relation, mais peu de critique, parurent à Venise, 1480; Nuremberg, 1484; Bâle, 1491, en trois volumes in-fol. On a une édition meilleure donnée à Lyon en 1517.

et qui est bien celui que nous disons être le martyr de Pamiers, accompagne ce texte de quelques annotations qui se résument à ces trois points : 1° Il n'est pas vraisemblable que le chef de saint Antonin ait été transporté chez Festus, immédiatement après la décollation, parce que la Gaule était alors en pleine idolâtrie, *adhuc vigeat idololatria in Gallia*; ce fait n'aurait donc eu lieu que *aliquot post saeculis*. 2° Rien dans cette relation ne dénote qu'il ait été martyrisé en Gaule; thèse qui ramène la grande question des identités et diversités de saints du nom d'Antonin, question que nous avons touchée ci-dessus, et au sujet de laquelle un confrère du P. Stilting, le P. du Sollier, s'est livré à de longues dissertations dans le tome II du mois de février. Enfin, 3° ajoute le docte Bollandiste, Vincent de Beauvais aurait décrit la route de la navigation s'il l'eût connue.

De ces trois observations nous ne voulons retenir que cette dernière, puisque les questions de temps et de personnage ne vont pas directement au sujet de cette étude. Il est manifeste, effectivement, que le récit du dominicain passe sous silence le tracé suivi pour arriver jusque chez Festus. On peut remarquer aussi la même lacune dans la relation de Pierre Natalis ¹, qui écrivait entre 1369 et 1372, un siècle après Vincent de Beauvais, et dont le texte porte des signes évidents de plagats, moins nombreux que ceux de Monbritius, mais incontestables cependant. Si donc ce dernier hagiographe, tout en copiant textuellement la légende conservée par Vincent de Beauvais, a introduit le détail précis de « la route de la navigation, » que le Père jésuite dit avoir été inconnue de cet annaliste, il faut en déduire que cette addition aux relations antérieures fut faite entre le xiv^e et le xv^e siècle. C'est une des conclusions que nous avons insinuée lorsque nous nous sommes excusé du double emploi que semblait devoir faire le témoignage de Vincent de Beauvais, alors que nous avions déjà rapporté le texte de son plagiaire.

20° Et puisque nous venons d'invoquer l'autorité des savants continuateurs de Bollandus, il y aurait, ce semble, à recueillir ici les divers témoignages par eux insérés dans les documents

¹ Ci-dessus, p. 446.

relatifs au saint martyr Antonin, fêté le second jour de septembre. Nous avons déjà dit que ces auteurs, ayant longuement disserté tant sur la provenance que sur l'authenticité des manuscrits par eux exploités, traitent de *fabuleuses* les diverses translations des reliques de ce saint; et en ce dernier point, ils font allusion aussi bien au voyage vers Noble-Val qu'aux différentes pérégrinations de partie de ces ossements soit en Espagne, soit sur divers points de la ville et des alentours de Pamiers. Ainsi ils disent en propres termes :

Si ipsa translationis Acta apud Bertrandum ¹ perlegere quis voluerit attento animo, vix dubitare poterit, quin ejusdem sint auctoris, qui vitam et martyrium sancti tot fabulis implevit, ut in tota ejus relatione nihil inveniam quod pro certo amplecti ausim. Porro quam varia sint, *quam fabulosa* omnia S. Antonini Acta quae edita habentur et mss., abunde explicuit Sollerius in commentario suo prodromo (§ 3).... De corpore S. Antonini nihil asserere tuto possumus nisi asservatum fuisse in abbatia Fredelacensi a saeculo saltem XII ².

Poser ce principe que rien n'est sûr à propos des reliques, si ce n'est leur présence à Pamiers à partir du XII^e siècle, c'est rejeter les documents relatant tous autres détails, et plus particulièrement ceux qui font l'objet de nos recherches. Aussi les doctes jésuites se sont-ils contentés de rapporter, sur ce point, la relation de Vincent de Beauvais, en la faisant suivre des observations ci-avant résumées. Là aussi nous devons nous en tenir avec ces auteurs et leurs documents.

21^e Franchi le XIII^e siècle, qui nous a fourni le témoignage de Pierre Natalis, c'est au XII^e, peut-être même au XI^e siècle, que nous allons chercher une nouvelle attestation de notre légende. Nous sommes ici en face d'un document encore inédit. Il nous

¹ Nicolas Bertrandi, auteur du *De Gestis Tolosanorum*, qui donna lui-même la traduction de cette œuvre dans un livre très rare, dont voici le titre : *Les gestes des Tolosains et d'autres nations de l'environ*, composées premièrement en latin par feu monsieur maistre Nicolas Bertrand tres excellent personnage et tres facond advocat au parlement de Tolose. Et depuis faictes françoises reveües et augmentées de plusieurs histoires qui ne furent oncq imprimées. 1555 On les vend à Tolose en la maison de Jacques Colomies, maistre imprimeur dudit Tolose. Avec privilege (in-4, sans pagination).

² *Acta sanctorum*, t. 1 septembris, die 2^a, § 3 : *Acta translati corporis anno DCCCLXXXVII prorsus fabulosa*.

est fourni par le *Tropaire-Prosier de l'abbaye de Montauriol*, ou du moins d'une des abbayes bénédictines du Quercy, manuscrit sorti fort probablement de la grande officine de Saint-Martial de Limoges ¹. Dans ce livre choral, nous avons relevé deux proses consacrées au martyr de Pamiers et patron de Noble-Val. Ce n'est pas le cas de dire ici les rapports entre ce saint et les religieux de l'abbaye quercinoise; le lecteur les trouvera dans l'*Étude* que nous venons de lui signaler. Il nous suffit de constater que dans cet antique recueil le saint est célébré par deux chants que ne portent aucun des livres liturgiques parvenus jusqu'à nous; et ces deux pièces liturgiques redisent la merveilleuse navigation des reliques.

La première de ces pièces, intitulée : *Prosa in natali sancti Antonini martyris*, débute par ces mots :

Laus angelica simul et phalans huranica
Christo regi voce clara jubilant....

Après avoir fait chanter la gloire du Christ par les anges, les patriarches, les prophètes, les docteurs et les martyrs, parmi lesquels Antonin brille comme le soleil au milieu des astres ², le poète conjure son héros, au nom de ses grands mérites et de ses magnifiques victoires, d'aider son peuple auprès de Dieu. Et cela pour arriver enfin à jouir avec lui des délices du Paradis. « Alors se renouvellera notre jeunesse, comme celle des aigles qui, sous la figure d'anges, le conduisirent sur ces rivages où maintenant il brille d'un si vif éclat. » Voici, du reste, la strophe même :

Ut tecum vita fruamur intra spirantia paradisi gramina
Renovata juventute nostra
In aquilarum vita
Quae per divina fluentia te forma angelica tulerunt ad haec littora
Ubi tua rutilant merita ³.

¹ Sur ce manuscrit, nous renvoyons le lecteur à notre *Étude historique, analytique et musicale sur Deux livres choraux monastiques des X^e et XI^e siècles*, qui vient de sortir de sous presse; Paris, Alphonse Picard et fils, 1899, gr. in-8 Jésus, orné de fac-similés phototypiques, spécimens d'enluminures et notation neumatique transcrite en plain-chant usuel. — Pour la partie musicale, nous avons été honoré de la collaboration de l'éminent archiviste paléographe et musicologue, feu M. le chanoine Stephen Morelot.

² *Inter quos rosea emicat palma tua, o martyr pie Antonine, ut sol inter sidera.*

³ Qu'on n'oublie pas que nous avons ici une *Prose* et non une *Hymne*, c'est-

Tandis que dans cette première prose l'idée de la *barque* est renfermée seulement d'une manière implicite, alors que les *aigles* y sont clairement désignés, une seconde prose est absolument explicite sur l'*embarcation*, aussi bien que sur la relique même proposée là à la vénération des fidèles. Cette relique est la *tête*, point sur lequel la première de ces prières liturgiques ne donne aucun indice ; et ceci n'a pas lieu de surprendre, quand il s'agit non d'une thèse historique, mais d'un chant à la gloire d'un saint et de prières pour implorer sa clémence. Le docteur de l'Aquitaine, saint Paulin, n'avait-il pas dit : « La bienfaisante présence des saints ne se fait pas sentir là seulement où repose leur corps, mais partout où réside la plus petite parcelle ¹. »

Mais comme dans la deuxième prose on prend plus à tâche de retracer la vie du martyr, au lieu de chanter seulement sa puissance près de Dieu, on est aussi plus historien qu'apologiste. De là un récit plus étendu sur la décollation et la mutilation des membres. Inhumainement torturé, mis à morceaux, le saint est en vain jeté dans les flots. Ces eaux s'entr'ouvrent au souffle des vents qui s'élèvent en tempête, et les citoyens en profitent pour abriter, dans un vaisseau qu'ils viennent de préparer, cette tête qui est pour eux un trésor sacré. Ce n'est là qu'une pâle traduction de ce texte :

Hic immania passa penarum agonia
In frustra dissecat hense corporis sacri cuncta viscera,
Que et lacunas jactat inter flumineas
Patuit deiscens quibus procella sicca dans ospicia,
Cives inde ab arce adsunt supera mirifica
Prebentes hic obsequia
Claram preparant carinam
In qua capitis jessant sancta pignora ².

à-dire une pièce liturgique en *prose rimée*, mais non à phrases mesurées et scandées. Nous avons disposé ce texte sous forme de vers, parce que telle paraît la division des membres de phrase signalée par les lettres rubricales et telles aussi les rimes finales.

¹ « Neque tantum qua jacet ora totum corpus, ibi positorum gratia vivit, sed quacumque pii est pars corporis, et manus exstat ; constante Deo meriti documenta beati. » *Poim.*, XXVII, 40 et seq.

² Ces deux extraits des proses du manuscrit dit *Tropaire-Prosier* de Montauriol se trouvent aux folios 88-89. La seconde des pièces d'où est extrait le passage ci-dessus débute par ces mots : « Pangat regi Deo aretusa nostra ovatizans. »

Ces témoignages vont être corroborés par des chants liturgiques encore plus anciens et qui remontent au x^e siècle ou pour le moins au début du xi^e. Comme les précédents, nous pouvons les dire inédits.

22° Ces pièces sont diverses : hymnes renfermées dans un manuscrit qui fut jadis la propriété de M. le commandeur de Rossi, à Rome, et est passé, depuis 1870, dans la bibliothèque des Pères jésuites de Vienne en Autriche. C'est un des *Deux livres choraux monastiques* que nous avons fait connaître dans l'*Etude* ici signalée, à propos du *Tropaire* de Montauriol ; et ce manuscrit a même été publié, il y a quelques années, à Leipzig, par le P. Guido Maria Dreves, de la Compagnie de Jésus, sous le titre de *Hymnarius Moissiacensis* ¹. Vu la rareté et la cherté de cette publication, connue seulement de quelques spécialistes, nous croyons pouvoir considérer ces témoignages comme inédits, ou pour le moins comme à peu près inconnus.

Dans cet *Hymnaire*, qui fait le pendant du *Tropaire* montalbanais, le saint appaméen est chanté plusieurs fois. Ce sont d'abord trois hymnes pour les nocturnes et qui se suivent immédiatement dans ledit manuscrit, sous la rubrique : *De S. Antonino hymnus ad nocturnas*. Puis, vers la fin du volume, et paraissant être pour l'office des vêpres, c'est une hymne nouvelle, composée de trente-cinq strophes, sous le titre : *Hymnus sancti Antonini martyris*, et débutant par *Alme dictatis resonante gratis*.

De cette dernière pièce, qui a soulevé une intéressante question historique au point de vue de son auteur ², nous n'avons rien à recueillir relativement à la navigation des reliques. Au milieu de ces innombrables strophes, d'une latinité fort obscure, une seule raconte, en quatre vers, la décapitation du saint et son ensevelissement dans les eaux ³. Puis plus rien pour mettre

¹ *Das Hymnar der Abtei Moissac*, im 10. Jahrhundert, br. in-8. — Leipzig, Fues's Verlag (R. Reisland). 1888. Ce volume forme le deuxième fascicule de la grande collection ayant pour titre *Analecta hymnica medii aevi*.

² Cf. *Deux livres choraux*, déjà cités, paragraphe 4, p. 19-25 : *Une hymne à saint Antonin, recherches sur son auteur*.

³ Voici cette strophe, la douzième, p. 96 de l'*Hymnarius Moissiacensis*.

Mirrida cohors in livore concors
Captatque et mox jugulat cruento
Ense profundo lympharis in antro
Projiciendo.

sur la trace des saints ossements. Il en est de même de deux autres des pièces susvisées, celle qui débute par : *Athleta Christi*, et la seconde par : *Laudes magnificas* ¹. Ni l'une ni l'autre ne renseignent sur l'objet de nos recherches. Mais celle de ces hymnes qui occupe le troisième rang et se chantait aux nocturnes s'étend relativement assez sur ce sujet. Sur les huit strophes dont elle se compose, quatre sont consacrées au *martyre*, aux *reliques* et à leur *translation* par *eau*, avec *barque* et le concours d'un *couple d'oiseaux*. Cette relique qui vogue à travers le cours de *plusieurs fleuves* (*varios per amnes*), c'est la *tête*; elle est évidemment dirigée par le souffle divin (*remige Christo*), qui est le vrai pilote, mais voilé sous ces oiseaux à la *couleur de neige* et conduisant heureusement l'embarcation jusqu'au port. Ce port n'est pas désigné, pas plus que ne le sont les rivières parcourues; mais comme on chantait ces prodiges à Moissac, dans cette abbaye qui a des liens très étroits avec le monastère de Saint-Antonin du Rouergue, ces détails étaient superflus, chacun savait bien que ce chef était le trésor de l'ancien Noble-Val et qu'il y était arrivé par les cours d'eau qui vont de l'Ariège jusque dans l'Aveyron, en passant par la Garonne et le Tarn. Telles la version et l'interprétation de ces strophes dont on peut savourer la poésie :

Nam ferae gentis rabie peracta
Gloria magna redimere Christi,
Cujus ad nutum patefacta cunctis
Unda dehiscit.

Sicque discissis pelagi procellis,
Accolae gentes lavacro beati
Corporis glebam gladio recisam
Gurgite tollunt.

Ut tui pignus capitis sacratum
Inditum lincti varios per amnes
His tibi latis vehitur in oris,
Remige Christo.

Cujus ad jussum volucris gemella,
Rite candenti specie nivali.
Prora decurrens agitur per undas
Tramite recto ².

¹ *Hymnarius Moissiacensis*, p. 59 et 60.

² *Hymnarius Moissiacensis*; p. 60, hymne : *Ut tibi clarum resonemus hymnum*, strophes 3, 4, 5 et 6.

Si le P. Stilting avait connu ces dernières pièces liturgiques, que son confrère le P. Dreves a publiées il y a dix ans à peine, en les donnant comme du x^e siècle, l'érudit Bollandiste n'aurait pas écrit « qu'au sujet du corps de saint Antonin on ne peut affirmer qu'un seul fait, sa présence dans l'abbaye de Pamiers depuis le xii^e siècle au moins ¹. » Deux cents ans avant cette époque, les bénédictins de Moissac, les religieux de Noble-Val et bien d'autres avec eux chantaient dans leur liturgie monastique la navigation merveilleuse de la tête de leur saint patron devenue un de leurs plus précieux trésors, *sacra pignora*...., *sarcina pia*.

Avec les strophes qu'on vient de lire s'arrête la série des témoignages sur la barque légendaire partie de Frédélas en Ariège, et atterrissant au château de Festus, à Noble-Val du Rouergue. Bien certainement la moisson de textes confirmant et développant ceux qui sont groupés dans ces pages serait encore plus abondante si on fouillait attentivement archives et bibliothèques non encore explorées. Néanmoins, la gerbe que nous avons pu former a, croyons-nous, son importance, et suffit à montrer le lien de la tradition à travers les âges, en remontant depuis les annalistes les plus rapprochés de nous jusqu'au premier moment écrit.

Cet écrit paraît venir du x^e siècle; pour le moins, il est des premières années du xi^e. A cette date, les moines qui, dans leur office, récitaient cette leçon et chantaient ces strophes les tenaient des âges antérieurs. Par suite, voilà la légende donnant de très près la main à l'histoire, et se rapprochant d'autant plus du fait facile à contrôler, qu'écrits et tradition orale étaient plus proches du temps où vécut et mourut le héros martyr. Admis que notre saint ait subi le martyre en 506, comme le veut la tradition wisigothe, et peut-être même au viii^e siècle (opinion cependant peu sérieuse), la tradition orale ou écrite sur sa vie et sa mort n'étaient donc pas à une de ces distances qui effraient maintenant, quand on regarde du seuil du xx^e siècle.

Entre ces nombreuses centaines d'années écoulées, il y a, reliant le faisceau de documents et de preuves, les travaux litur-

¹ Cf. ci-dessus, p. 450, le texte même de cette citation.

giques, l'hagiographie manuscrite précédant nos imprimés ; il y a les chants populaires, l'iconographie murale et de propagande avec tous ses moyens, peinture, sculpture, sigillographie, numismatique, héraldique. Ces divers documents, rappelant et consacrant la légende, viennent d'être groupés ici pour la première fois. Les voilà reliés entre eux avec les commentaires qu'ils comportent, tant pour les fusionner que pour montrer leurs divergences, leurs oppositions, quand il y a lieu.

Ainsi, tandis que d'autres avaient jusqu'ici dirigé leurs investigations sur l'époque, l'origine, la patrie de cet apôtre-martyr de Frédélas, nous avons cru intéressant de réunir les matériaux ayant trait uniquement à l'embarcation légendaire et sa navigation. Question purement historique, bien entendu, et ne prétendant préjuger en rien ni de la valeur des récits au point de vue de la croyance religieuse, ni des raisons qui tantôt ont pu faire introduire la légende telle que dans la prière officielle de l'Église, et tantôt la faire rejeter de ses livres liturgiques.

En écrivant ces pages, nous n'avons pas même eu l'intention de remettre en cause la fameuse école critique qui prit en horreur toutes les légendes à peu près et, pour ce motif, les supprima presque en bloc comme apocryphes et absurdes. Ce n'est qu'en passant qu'il a fallu nécessairement faire allusion à cette déplorable aberration et montrer la légèreté et la fausseté de ses arguments. A quoi bon revenir sur ces discussions irritantes et surannées !.... Aussi, en recueillant les documents tout spéciaux sur l'objet énoncé en tête de cette étude, notre but a été de fournir des moyens qui, un jour peut-être, aideront à confirmer une fois de plus cette vérité : « Là où vous trouverez une légende, quelque amplifiée qu'elle soit, vous y trouverez une histoire. »

CAMILLE DAUX,
Missionnaire apostolique.

JOACHIM DE FLORE

SES DOCTRINES, SON INFLUENCE

Joachim, abbé de Flore, naquit en Calabre, vers l'année 1132 : il y devait mourir le 30 mars 1202. Issu d'une famille qui tenait dans ce pays un rang honorable, il fut amené, nous ne savons pour quelles causes, à entreprendre dans sa jeunesse un voyage en Orient. A Constantinople, où il dut arriver vers l'époque du traité de paix conclu en 1158 entre son souverain, le roi normand Guillaume I^{er}, et l'empereur Manuel Comnène, il se présenta non point comme un pauvre pèlerin, mais comme un voyageur noble et riche, accompagné d'amis et de serviteurs, et fort désireux de prendre sa part des plaisirs raffinés de la ville la plus fastueuse et la plus élégante qui fût au monde. Là se produisit l'événement, d'ailleurs mal connu, qui changea brusquement le cours de sa vie. Subitement convaincu de la vanité de toutes les choses humaines, il brisa les liens qui le rattachaient au siècle pour se donner uniquement à Dieu. Il poursuit son voyage, mais ce voyage s'est transformé en un pèlerinage ; le brillant cavalier ressemble maintenant à un frère lai qui aurait pris l'habit dans quelque monastère. Il revient dans sa patrie, où nous le voyons donner satisfaction à son zèle dévorant par les ardentes prédications qu'il adresse aux foules. Plus tard il reçoit les ordres, devient moine cistercien et se met à prêcher, non plus aux masses populaires pour les convertir, mais aux religieux de divers couvents pour les réformer. Abbé de Corazzo, il ne peut plier son humeur inquiète aux exigences de la vie stable et aux multiples besognes de l'administration d'un monastère. Il se décide à reprendre sa course, allant de couvent en couvent pour y servir la cause de la réforme ; jusqu'à ce que, après s'être séparé des cisterciens, il se

retire dans les montagnes les plus reculées de la Calabre pour y fonder une congrégation qui, du nom de son premier monastère, s'appela la Congrégation de Flore ¹. En tous cas, depuis sa conversion, il n'y a plus chez lui place aux considérations de la chair et du sang ; frère lai, moine, prêtre ou abbé, Joachim nous apparaît animé d'un irrésistible amour pour la vie parfaite qu'il ne se borne pas à pratiquer, mais qu'il s'efforce de propager.

Je ne m'aviserais pas d'appeler de nouveau l'attention du public sur ce personnage, après les savants travaux qui lui ont été consacrés ² — parmi lesquels il faut citer la brillante étude de M. Gebbhart — si la récente découverte d'un de ses écrits inédits conservé à la bibliothèque de Grenoble n'avait, à mon avis, permis d'apercevoir plus clairement le développement des idées du célèbre mystique. On sait en effet que Joachim s'est approprié les conceptions trithéistes d'un théologien fameux du XII^e siècle, l'évêque de Poitiers, Gilbert de la Porrée. Montrer comment se sont formées les idées de l'abbé de Flore, comment son système de théologie dogmatique a réagi sur la conception qu'il s'est faite de l'histoire et des destinées de la société chrétienne, déterminer la situation de Joachim vis-à-vis de la foi orthodoxe et apprécier l'influence qu'il a exercée, telle est la tâche que je m'efforcerai d'accomplir dans le présent mémoire.

¹ Il ne paraît pas que les Cisterciens aient vu avec plaisir Joachim se séparer d'eux. Cf. Martène et Durand, *Thesaurus*, IV, 1274, où l'on voit que le chapitre général des Cisterciens, en 1192, considérait comme *fugitivus* et traitait comme tel Joachim et son compagnon Raynier.

² Je me borne à citer quelques travaux importants qui concernent Joachim de Flore :

R. P. Ehrle, article Joachim de Flore, dans le *Kirchenlexicon* de Wetzer et Welte (2^e édition, 1889).

R. P. Denifle, *das Evangelium Aeternum und die Commission zu Anagni*, dans l'*Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte*, I (1885), p. 50 et s.

Felice Tocco, *L'Eresia nel medio evo*. Florence, 1884, in-12 (Voir surtout le chapitre 1^{er} du livre II, p. 261-409).

E. Gebbhart, *L'Italie mystique*. Paris, 1890, in-12. Voir surtout le chapitre II, p. 49-82.

Sur Joachim de Flore, M. Renan a réimprimé, dans ses *Nouvelles études d'histoire religieuse* (Paris, 1884), sans y apporter de changements importants, des articles publiés en 1866 dans la *Revue des Deux Mondes*.

On consultera toujours avec intérêt le recueil de J.-G.-B. Engelhardt, *Kirchengeschichtliche Abhandlungen*, Erlangen, 1852, qui est en grande partie consacré à Joachim.

Les éléments de cette étude, d'ailleurs sommaire, ont été empruntés uniquement aux écrits authentiques de Joachim de Flore. J'ai eu recours d'abord à trois ouvrages imprimés au xvi^e siècle, l'*Expositio in Apocalypsim*, le *Psalterium decem Chordarum* et le *Concordia Novi et Veteris Testamenti* ¹. En outre, grâce à l'extrême obligeance de M. Schnorr de Carolsfeld, directeur de la Bibliothèque royale de Dresde, j'ai obtenu communication du traité (inachevé) *Super IV Evangelia* ou *Concordia Evangeliorum* contenu dans le manuscrit A. 121 de cette bibliothèque ². Cet ouvrage de Joachim, incontestablement authentique, est encore inédit. Enfin j'ai consulté le *Liber de vera philosophia*, œuvre inédite dont il n'existe, à ma connaissance, qu'un manuscrit, provenant de la Grande-Chartreuse et conservé à la Bibliothèque publique de Grenoble sous le n^o 290 ³. Pour

¹ Les deux premiers ont été imprimés en un même volume à Venise, en 1527; le troisième a été imprimé à Venise en 1519.

² M. Renan (*op. cit.*, p. 240) a nié l'authenticité de cet ouvrage, sans invoquer aucune raison pour justifier son opinion. Il suffit de lire le traité sur les Évangiles, pour être convaincu qu'il doit être attribué à Joachim. D'ailleurs, l'auteur y renvoie aux ouvrages certainement authentiques, qu'il donne comme siens. Il est très vraisemblable que cet ouvrage date des dernières années de la vie de Joachim; peut-être n'est-il pas antérieur à 1200. — Ce n'est pas ici le lieu de décrire par le menu le manuscrit de Dresde. Ce manuscrit, de la fin du xiii^e ou du xiv^e siècle, s'ouvre par un abrégé de la *Concordia Novi et Veteris Testamenti*, incomplet au début (fol. 1-55); il se continue (fol. 56-83) par le *Psalterium*. Viennent ensuite (fol. 87-96) des tableaux explicatifs, avec figures, du système historique et prophétique de Joachim; peut-être est-ce ce que Salimbene appelle, en plus d'un endroit, le *Liber figurarum*. (Je remarque notamment une parfaite analogie entre la figure du fol. 96 du manuscrit de Dresde et la figure du *Liber figurarum*, dont parle Salimbene au fol. 224.) Suit l'*Enchiridion in Apocalypsim*, abrégé du Commentaire sur l'Apocalypse, qui finit au fol. 131. Les fol. 132-175 sont occupés par les *Postillae super Jeremiam*, œuvre faussement attribuée à Joachim de Flore. Au fol. 176 commence le traité *Super IV Evangelia*, qui s'étend jusqu'au fol. 221. Vient ensuite un court traité de *Septem sigillis* (fol. 221-223); puis le traité de Joachim, *Contra Judeos* (fol. 223-235); le traité de *Ultimis tribulationibus* (fol. 235-237; cf. Tocco, *op. cit.*, p. 315) et (fol. 237) l'*Introductorium Angeli amicti nube in Apocalypsim*, qui me paraît un extrait du texte contenu dans les dix premiers feuillets de l'*Expositio super Apocalypsim* d'après l'édition de 1527. Sur le manuscrit de Dresde, voir la note de M. Schnorr de Carolsfeld dans le *Katalog der Handschriften der Bibliothek zu Dresden*, I, p. 57. Il est à remarquer que le traité *Super IV Evangelia* se trouve aussi, d'ailleurs, incomplet.

³ J'ai essayé de démontrer l'exactitude de cette attribution dans un article intitulé : *Joachim de Flore et le Liber de vera philosophia*, qui a été publié dans la *Revue d'histoire et de littérature religieuses*, IV (1899), p. 37-65. J'avais antérieurement étudié le *Liber de vera philosophia*, sans l'attribuer à aucun auteur, dans un mémoire inséré en 1886 dans la *Bibliothèque de l'École des*

des raisons graves, qui ont été exposées ailleurs, il m'a semblé que cet ouvrage devait être considéré comme une œuvre de Joachim. Des renseignements ont été aussi fournis par le protocole de la commission cardinalice dite commission d'Anagni, chargée par le pape Alexandre IV d'étudier les œuvres de Joachim afin d'en assurer l'orthodoxie. On trouve d'importants et caractéristiques extraits de la plupart des œuvres de Joachim dans ce protocole, publié il y a quelques années par le R. P. Denifle ¹.

I.

Si absorbé que fût l'abbé de Flore par la théologie, l'ascétisme et le mysticisme, il s'en fallait de beaucoup qu'il eût le regard constamment tourné vers le ciel. Il est apôtre, et partant il ne perd point de vue ses semblables, au milieu desquels il veut propager le règne de Dieu. C'est pour cela qu'il s'intéresse aux événements qui se déroulent sur la scène du monde. Remarquez qu'il est bien placé pour les apercevoir et s'en former une idée d'ensemble. Élevé en Calabre, c'est-à-dire dans un pays où l'on rencontre, auprès des églises et des monastères latins, des couvents basilien et des églises de rite grec ², il a sûrement connu de bonne heure le christianisme oriental ; plus tard, il a vu les merveilles de la civilisation byzantine sous le règne de ce Manuel Comnène dont on a pu dire qu'il fit revivre, par plus d'un trait, la fière image des empereurs romains. Sa dignité abbatiale et sa réputation de sainteté le mirent en relations avec les rois normands, que d'ailleurs il avait servis dans sa jeunesse ; parfois il fut appelé à aider de ses conseils leur héritière, la reine Cons-

chartes, XLVII, p. 394 et s., sous ce titre : *Un adversaire inconnu de saint Bernard et de Pierre Lombard*.

¹ Voir l'article indiqué ci-dessus.

² Voir, sur les Grecs en Calabre, quelques renseignements intéressants dans un article de M. E. Jordan, *Monuments byzantins en Calabre*, dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire* publiés par l'École de Rome, IX (1889). On y fait remarquer notamment qu'à Rossano existait un archevêché de rite grec au milieu du XII^e siècle ; qu'à Santa Severina, un archevêché grec avait été créé à la suite de l'émigration des Byzantins, refoulés par les Sarrasins (p. 324-325). Cf. sur le même point, Jules Gay, *Étude sur la décadence du rite grec dans l'Italie méridionale à la fin du XVI^e siècle*, dans la *Revue d'histoire et de littérature religieuses*, II (1897), p. 481 ; voir aussi *Notes sur la conservation du rite grec dans la Calabre et dans la terre d'Otrante au XIV^e siècle*, par Jules Gay, dans la *Byzantinische Zeitschrift*, IV, p. 59.

tance, qui, par son mariage avec l'empereur Henri VI, porta l'une et l'autre Sicile à la maison de Souabe. A plusieurs reprises il parut à la cour pontificale, alors comme en tout temps centre des informations les plus étendues et rendez-vous des hommes qui comptaient dans l'Église ¹. En Sicile, il vit passer Philippe Auguste et Richard Cœur de Lion à la tête des armées qu'ils conduisaient à la croisade ; il s'entretint longuement avec le roi d'Angleterre qu'intéressaient les révélations prophétiques où Joachim prétendait faire connaître les événements prochains ². Au surplus, la vie de l'abbé de Flore s'écoula tout entière dans ces régions méditerranéennes où Latins, Byzantins et Musulmans se disputaient l'empire du monde, où s'enchevêtraient les fils de leur diplomatie, où se heurtaient leurs armées et leurs flottes, où se pénétraient toutes les races et toutes les civilisations, où parvenaient les échos des rives les plus lointaines. Essayons de déterminer par quelques traits l'idée que Joachim se fit de la société chrétienne dont les destinées semblaient se jouer sous ses yeux.

Des deux éléments dont cette société est composée, les laïques et les ecclésiastiques, il est facile de constater que Joachim s'intéresse surtout aux ecclésiastiques. Il ne parle pas sans une compassion dédaigneuse de ces jeunes filles si préoccupées de plaire à leurs fiancés, de ces jeunes hommes que la sollicitude aveugle de leurs parents empêche de se consacrer au service de Dieu ³. On sent que, pour lui, les laïques sont des gens à l'es-

¹ C'est là qu'il rencontra l'abbé Adam de Perseigne. L'historien Raoul de Coggeshale donne un récit de leur entretien, dont le principal objet fut les prophéties de Joachim : *Historiens de France*, XVIII, p. 76.

² Sur cette entrevue, voir surtout Roger de Hoveden, édition des *Rerum Britannicarum Scriptores*, III, p. 75-79. Joachim aurait prédit la victoire des croisés pour la septième année après la prise de Jérusalem par Saladin, c'est-à-dire pour 1194. (Voir encore Benoît de Peterborough, même collection, II, p. 151 et s.) — Les opinions de Joachim, telles qu'elles sont rapportées dans les récits des entretiens mentionnés ici et à la note précédente, ne concordent pas toujours avec ce qui est dit dans ses écrits. Ainsi, d'après Raoul de Coggeshale et Roger de Hoveden, Joachim aurait affirmé que la Babylone de l'Apocalypse n'était autre que Rome, affirmation qui ne se retrouve pas dans ses écrits. De même, Joachim ne se serait pas borné à dire que l'Antéchrist était déjà né, opinion qu'il émet à plusieurs reprises dans ses écrits : il aurait ajouté que l'Antéchrist était né à Rome et qu'il monterait sur le siège pontifical ; il aurait dit aussi qu'Innocent III serait le dernier pape (voir le récit de Raoul de Coggeshale). Peut-être le narrateur a-t-il exagéré ou défiguré la pensée de l'abbé de Flore.

³ Quid tu respondes ad ista, o virgo delicata, que pro carnis tue corruptore

prit grossier, qui, s'étant mis un bandeau sur les yeux, ont eu le grand tort de ne point choisir la meilleure part. « Ils ne font aucun état des biens célestes, quand ils les comparent aux biens de la terre. » On peut dire d'eux « qu'ils ne distinguent pas leur main gauche d'avec leur main droite. » Leurs occupations et leurs préoccupations sont également étrangères à Joachim de Flore : il ne les mentionne que pour flageller leurs vices. « Les grands et les riches, dit-il, s'abandonnent pour la plupart aux inspirations de l'orgueil le plus dur ; quand, accablés sous le poids de la servitude, les pauvres serfs se permettent quelques murmures, leurs maîtres n'y répondent que par les plus grossiers outrages. » Ceux-là seulement qui traitent leurs sujets avec la tendresse et la compassion de pères à l'égard de leurs enfants arriveront à posséder le royaume de Dieu ; or, on en compte bien peu parmi les puissants de ce monde. Et Joachim laisse clairement entrevoir que, dans la lutte de classes qui, plus ou moins, divise la société, ses sympathies sont acquises aux faibles et aux opprimés ¹.

Le clergé séculier se rapproche davantage de l'idéal de l'abbé de Flore ; mais, s'acquittât-il scrupuleusement de tous ses devoirs, il demeurerait bien au-dessous de la perfection chrétienne que poursuit Joachim. Entre le clergé séculier et le clergé régulier, il y a la différence de la lune au soleil ², ou encore du paisible palefroi, dont l'humble rôle se borne à transporter quotidiennement le roi, au fougueux destrier qu'il monte aux jours de bataille pour se précipiter sur l'ennemi ³. Les séculiers sont représentés par saint Pierre ; les réguliers, par saint Jean : or le Seigneur préféra Jean à Pierre ⁴.

tanta sollicitudine coarctaris ?.... Hoc si scire posses, adolescens insipiens, qui amore delinitus materno, prepediris accedere ad obsequium Dei, quam gloriosius duceres habere genitricem reginam celorum ! (*Expositio Apocalypsis*, fol. 56 v°.) — Innombrables sont les passages des écrits de Joachim qui établissent ou supposent la supériorité de la vie contemplative sur la vie active. En revanche, Joachim a parfois reconnu que la vie active n'est pas digne de tout mépris (fol. 74 v°).

¹ Voir les textes cités et d'autres dans l'*Expositio Apocalypsis*, fol. 151 v° et 199.

² *Expositio Apocalypsis*, fol. 118.

³ *Ibid.*, fol. 185.

⁴ Voir *Super IV Evangelia*, fol. 193 v°. Il y est dit notamment : Christus Jesus Petrum genuit ex odiosa, Johannem ex dilecta. Je trouve encore, dans cet ouvrage, le clergé régulier comparé au pin, et le clergé séculier au sapin :

Sans doute, en tout temps, les clercs séculiers eussent été considérés par Joachim comme fort inférieurs à l'ordre monastique auquel il leur reproche amèrement de refuser leur sympathie ¹. Mais, à plus forte raison, il ne déguise pas les dédains qu'il nourrit à leur endroit, parce qu'il vit en un temps où beaucoup d'entre eux sont infidèles à leur vocation. Qu'il en soit ainsi à la fin du XII^e siècle, c'est là un mal que Joachim ne cherche pas à dissimuler ². S'il manifeste une aversion profonde pour le mariage des prêtres qu'il a vu pratiquer comme un usage canonique dans l'Église d'Orient ³, il déplore aussi qu'un nombre trop grand de membres du clergé latin vivent enchaînés dans les liens charnels, *dantes operam voluptati usque in presentem diem*. Il s'étend longuement sur la simonie. Entre les nombreux passages qu'il lui a consacrés, qu'il me soit seulement permis d'en citer un tiré d'une de ses œuvres inédites : c'est la page de son Exposition sur les Évangiles où il traite de l'expulsion des marchands qui déshonoraient le temple de Jérusalem.

« Si je craignais les hommes plus que Dieu, dit-il, je devrais omettre de commenter ce fragment du saint Évangile ; car, en disant la vérité, je paraîtrais importun à ceux qui la trahissent ; mais la charité du Christ me presse, en même temps que l'exemple donné par lui me contraint à parler. D'ailleurs, les

• Pinus, qui ardentissime nature est et in modum cere ignem suscipit et lumen effundit, significat ordinem monachorum, qui ardet pre ceteris caritate Dei et exemplo bonorum operum, quia in eis operatur Spiritus Sanctus, fugat odii tenebras a corde multorum. Abies que expansis ramis inferius protegit confugientes ad se significat ordinem clericorum qui ad hoc constitutus est ut protegat oves sibi commissas. • C'est dans ce même passage (fol. 187 v°) que les laïques sont comparés au buis.

¹ Voyez notamment *Concordia*, fol. 84, où se trouve un passage caractéristique sur la jalousie des séculiers à l'égard des moines.

² Vita clericorum que primo radios lucis effundere solebat in populo, in sanguinem versa est. Nihil enim in ea spirituale, nihil celicum, sed totum pene lubricum, totum carnale, totum caro et sanguis et evisceratio spiritus. Ubi lites, ubi scandala, ubi rixe, ubi invidie, ubi emulationes ? Nonne in ecclesia clericorum ? (*Expositio*, fol. 119.)

³ (Graeci) nolunt usque hodie accipere spirituales doctrinam ut dicunt unam sacerdotis ecclesiam.... (*Super IV Evangelia*, fol. 196 v°). — In secundo statu quasi ex media parte manente quod est carnale quasi media pars ecclesie, hoc est Orientalis ecclesia, secuta est sollempniter eos qui pro tempore ambulant secundum carnem, jungentes sibi uxores in matrimonio sicut et layci, ita ut eorum mores sequantur multi Latinorum dantes operam voluptati usque in presentem diem (*Ibid.*, fol. 198). Voir les mêmes idées dans l'*Expositio*, fol. 83 ; cf. *Concordia*, fol. 82 et 100, où l'auteur blâme le mariage des prêtres tel qu'il est pratiqué dans l'Église grecque.

bons ne peuvent se scandaliser, car il n'est pas question d'eux; malheureusement, grâce aux progrès du péché, si nombreuse est la multitude des méchants que le reproche adressé à quelques-uns paraît s'appliquer à tous.... Sans doute, ceux qui sont animés du zèle de l'Esprit divin aiment à se retirer dans le secret de leur cœur, poussés qu'ils y sont par la vertu d'humilité qui leur est familière; mais, quand ils voient mépriser Dieu et les dons de son Esprit, profaner les sanctuaires du Christ et violer les droits du Très-Haut, ils s'élancent d'un bond vers les régions où l'esprit est libre; ils se présentent au grand jour comme les champions de la justice. Il le faut bien, puisque ceux à qui incombe le devoir de la proclamer et de la défendre, non seulement se taisent, mais ne craignent pas de la violer.... C'est que l'Église de Dieu est devenue une maison de commerce; on n'y cherche plus le bien des âmes, mais tout y est discussion sur l'importance des revenus qu'on en peut tirer.... Les prêtres et les clercs sont vendus de leur plein gré; ceux qui élisent comme ceux qui sont élus participent au même crime.... Les hommes, en grand nombre, se précipitent vers la cléricature; or, tout cet empressement tient à ce qu'ils sont avides d'avantages temporels.... Il est à craindre que Dieu, dans sa justice, ne chasse tous ces trafiquants et n'entreprenne lui-même de purifier les fils de Lévi, qui sont engraisés de la substance du Crucifié; déjà, comme il nous a été donné de le voir avec une grande douleur, sa vengeance a éclaté dans le lieu même où autrefois s'était produit le fait rapporté dans le Nouveau Testament » (allusion évidente à la prise de Jérusalem par Saladin, survenue en 1187 ¹).

Avec la simonie, pénètrent dans le sanctuaire l'amour des grandeurs et la bassesse de l'âme. De là ces prélats superbes et lâches ², prudents seulement pour le mal, qui fornicquent avec Babylone, quand, sans se soucier des intérêts de leur peuple, ils cherchent nuit et jour à plaire aux princes de ce monde. Ceux-là n'ont désiré l'épiscopat que pour vivre dans

¹ Je résume ici, en empruntant les phrases de Joachim, les idées qu'il développe dans son traité *Super quatuor Evangelia*, fol. 209 v° et 210, et qui se retrouvent souvent dans ses écrits.

² Sur ces prélats, voir l'*Expositio*, fol. 194. Joachim les y oppose aux *Boni prelati, simplices et humiles corde*.

l'opulence; ils veulent être non les pères des orphelins et les protecteurs des veuves, mais les amis des riches et les alliés des grands ¹. Ce sont ces ministres indignes de leur mission, véritables membres de la synagogue de Satan, qui annoncent et préparent l'avènement de l'Antéchrist.

Les moines sont les prémices des disciples de l'Esprit-Saint. Tandis qu'aux laïques convient la crainte, et aux clercs le souci du prochain, les moines passent en ce monde le regard tourné vers Dieu, que leur profession est d'aimer parfaitement ²; leur mission est de contempler et non d'agir. Malheureusement, le clergé régulier n'est point demeuré à l'abri de la contagion du mal, et c'est grand dommage, car nul n'est aussi orgueilleux et aussi avare qu'un mauvais moine ³. Or, si la vie religieuse est née dans l'Église d'Orient, voici maintenant qu'elle y est en pleine décadence.

Quant à l'Église latine, encore qu'elle puisse montrer avec fierté nombre de religieux fervents ⁴, il en est d'autres qui n'ont de leur état que l'habit et non les vertus. Il est des monastères où la règle de saint Benoît ne compte pas plus que si elle n'avait jamais existé. Là, les moines ont voulu amasser des trésors et rechercher toutes les délicatesses, alors qu'ils étaient voués à la pauvreté : maintenant, ils se traînent dans la vie spirituelle, comme des infirmes qui, incapables d'une nourriture substantielle, ne peuvent supporter que le lait. Parfois même, on a déploré des désordres plus graves et plus scandaleux qu'un simple relâchement des mœurs. Le travail des mains, l'austérité de la vie, l'abstinence régulière, la grossièreté des vêtements, un séjour éloigné des villes, tels sont les moyens que Joachim de Flore recommande aux religieux soucieux de demeurer fidèles

¹ Ils sont figurés par Hérode : *Super IV Evangelia*, fol. 186 r°.

² Cf., pour l'éloge des moines, *Concordia*, fol. 83; *Super IV Evangelia*, fol. 187 v° et passim. Pour l'éloge particulier des Cisterciens, *Concordia*, fol. 84. Sur l'importance qu'il y a pour les moines à demeurer dans la vie contemplative et à s'abstenir de l'action, voir *Concordia*, fol. 93 et s., où Joachim se montre peu favorable aux moines qui se chargent de paroisses, notamment aux moines de Cluny.

³ Cf. *Concordia*, fol. 109 v°.

⁴ Quod zelati eam (monasticam disciplinam) fuerint Latini et zelantur multi usque ad presens testatur ipse rigor qui ad resecanda genimina viciorum usque in hodiernum diem in latinis cenobiis exercetur (*Super IV Evangelia*, fol. 202). Les moines latins ont, par la grâce de Dieu, remplacé les religieux grecs.

à leurs vœux ¹. C'est parce que ces moyens ont été négligés qu'on peut répéter à propos de l'ordre monastique la parole de Jérémie : « Quomodo obscuratum est aurum, mutatus est color optimus ? ? »

Il est pour Joachim de Flore un autre fléau dans l'Eglise du XII^e siècle : c'est l'orgueil des docteurs et des savants. Plusieurs d'entre eux, parce qu'ils ne comprennent pas les faits surnaturels, estiment Dieu assujetti aux lois de la nature ; d'autres ont entrepris d'expliquer rationnellement les mystères fondamentaux du christianisme ³. Et si la plupart ne vont pas jusqu'à mériter ce reproche, il n'en est pas moins vrai que la tendance des scolastiques est d'établir l'harmonie entre la foi et la raison ; leur théologie a été justement nommée « le christianisme selon la science ⁴. » C'est une sorte de christianisme qui n'est point pour plaire à Joachim ; très fréquemment, dans ses ouvrages, il oppose ceux qu'enfle la doctrine scolastique, *qui scolastica inflantur disciplina* ⁵, aux hommes spirituels qui doivent régénérer l'Eglise ; il s'exprime en termes amers sur ces théologiens contemporains qui méprisent toute doctrine autre que la leur ⁶ ; il censure Abélard, Hugues de Saint-Victor, et surtout Pierre Lombard qu'il combat avec un acharnement particulier. « Elle n'est point sans cause, ajoute-t-il, la cérémonie symbolique que l'Eglise tolère le jour de la fête des saints Innocents, quand elle permet que l'élu des enfants occupe la chaire épiscopale et

¹ *Expositio*, fol. 80 v°.

² « Ordo ille preclarus qui letus et iularis esse debuit splendore lucidus et candore, accidentibus contra votum contrariis, pro merito pravitate sue tristis efficitur et obscurus. Obscuratur aurum, cum splendor vite contemplative in ordine monastico inanescit, mutatur et color optimus cum hii qui positi sunt ad speculanda celestia, inhiare incipiunt lucra terrena » (*Expositio*, fol. 118 v° et 119.) « Non solum nonnulli episcopi et sacerdotes implicantur negotiis Babylonis ut divites fiant, verum etiam nonnulli abbates et monachi, et alii atque alii religiosi » (*Expositio*, fol. 202).

³ *Liber de vera philosophia*, fol. 8.

⁴ Rémusat, *Abélard*, II, p. 149.

⁵ « Mistice vero discipuli revertuntur ad Dominum et mirantur quod Deus loquitur cum muliere, quia cum hii qui scolastica inflantur disciplina vident spiritales viros habere cum simplicibus vel extraneis a catholica fide spiritale colloquium, mirantur admodum et obstupescunt, dum id quod vendicabatur sibi quasi juris in proprium apud despicabiles crimen esse contendunt » (*Super IV Evangelia*, fol. 217, à propos de saint Jean, IV, 27). Des idées analogues sont développées en maints endroits des écrits de Joachim.

⁶ « Sunt aliqui infra sinum Latine ecclesie aut futuri sunt qui omnem preter suam fastidiunt doctrinam. » Ceux-là résisteront à l'enseignement des hommes

remplisse dans une certaine mesure l'office du prêtre ¹. » Pour lui, l'évêque des enfants est la figure de ces ignorants auxquels Dieu a souvent communiqué son esprit de préférence aux savants, de ces simples que Jésus a choisis pour porter son Évangile à toutes les nations ². Visiblement, Joachim prend un plaisir extrême à abaisser la superbe de l'intelligence humaine, surtout lorsqu'elle s'efforce de découvrir les secrets ou d'expliquer les mystères de la divinité ; il tient à rappeler aux scolastiques que les choses cachées aux sages et aux prudents sont révélées aux petits ³. Malheureusement, en réagissant contre ceux qui exagèrent l'importance de la science, Joachim en exagère la vanité et le néant : c'est ainsi qu'il n'a pas su rendre justice au grand mouvement intellectuel du ^{xii}^e siècle ⁴.

Joachim n'est pas plus sympathique au droit canonique qu'à la théologie scolastique. Au ^{xii}^e siècle, un livre s'est répandu qui, remplaçant tous les recueils de textes antérieurs, eut la fortune de devenir la base de l'enseignement : c'est le *Décret* de Gratien, qui formera la première assise du *Corpus juris canonici*. Joachim est animé, à l'endroit du *Décret*, de sentiments à la vérité fort naturels aux mystiques quand il s'agit de juristes. Écoutez plutôt ce qu'il dit au cours d'une véritable invective

spirituels (*Ibid.*, fol. 197 v°). Sur la lutte de Joachim contre les théologiens de son temps, voir ce qui est dit dans les articles précités de la *Bibliothèque de l'École des chartes* sur le *Liber de vera philosophia*, et de la *Revue d'histoire et de littérature religieuses*.

¹ « Et fortassis ad rem pertinet et non est absque causa misterium quod patitur ecclesia in festo Innocentium, sedere puerorum electum in sede episcopali et frui in aliqua parte officio sacerdotis. » Ce passage est extrait du *Super IV Evangelia*, fol. 189 v°. Je remarque qu'il est cité dans la Chronique de Salimbene (p. 119 de l'édition des *Monumenta* de l'histoire de Parme et de Plaisance). D'ailleurs Salimbene connaissait le traité *Super IV Evangelia* et l'attribuait à Joachim de Flore (Cf. *ibid.*, p. 124). Si d'ailleurs cette attribution ne pouvait être démontrée que par le témoignage de Salimbene, elle demeurerait fort douteuse. Mais elle s'établit par d'autres raisons ; notamment elle ressort nettement de la lecture de l'ouvrage lui-même.

² « Simples et ydiotas. » *Super IV Evangelia*, fol. 215 v°.

³ *Matth.*, xi, 25.

⁴ Joachim ne semble pas d'ailleurs s'être aperçu que pour réfuter les théologiens qui lui déplaisaient, il a lui-même emprunté l'attirail souvent lourd et pédantesque des scolastiques. Nous savons que dans son traité contre Pierre Lombard, il procédait à grand renfort de citations. Le *Liber de vera philosophia* est fait en partie de citations des Pères et d'emprunts à un savant dialecticien, Gilbert de la Porrée. Certes Joachim n'a point un style ailé ; trop souvent on se sent tenté de dire, avec M. Tocco (p. 288), que c'est un commentateur scolastique et pesant.

contre l'enseignement des écoles : « J'ometts les autres arts soi-disant libéraux, par lesquels on exerce l'esprit des jeunes gens, comme si, grâce aux procédés qu'on leur fait connaître, on les mettait en état de discerner le vrai du faux ou du douteux. Considérons le livre des Décrets, où l'on a réuni les maximes des saints Pères, et voyons quelle distance il y a entre la science qu'il contient et la science nécessaire en tout temps, mais surtout à une époque où la fin du monde approche.... A la vérité, nous ne désapprouvons pas la science du Décret, mais nous en préférons une autre. Sans doute, elle est juste la règle qui, entre deux maris qui se disputent une femme, détermine celui auquel elle doit appartenir ; mais j'aime mieux le conseil de l'Apôtre : « Que celui qui n'est point marié ne prenne point de femme, que ceux qui sont mariés vivent comme ne l'étant pas, que ceux qui usent de ce monde vivent comme n'en usant pas ; car la figure de ce monde passe. » Sans doute, elle est nécessaire la règle d'après laquelle on décide lequel, de deux clercs, doit le premier, lequel doit le second obtenir un bénéfice ecclésiastique ; mais ceux-là sont, à mon sens, plus heureux qui, préférant l'Évangile, peuvent dire avec Paul : « Mieux vaudrait pour moi mourir que de ternir ma propre gloire en réclamant des fidèles que j'évangélise le salaire de ma peine ¹. » Je ne blâme pas ce qui est réglé sur la possession juste ou injuste des choses temporelles ; mais je proclame heureux celui qui a tout laissé pour suivre le Christ et ses disciples. » Et plus loin, à propos de la simonie, Joachim critique ces maîtres aux pensées ambitieuses, toujours occupés à se justifier, qui, dans l'Église latine, jouent le rôle des Phari-siens ; tandis qu'ils se préoccupent de se garder d'excès de zèle, ils énervent la parole divine pour faire observer des traditions d'origine purement humaine ². Ainsi, qu'il s'agisse du droit ou de la théologie, Joachim fait, avec la même verve, le procès de la science et des docteurs.

Pendant qu'une fraction importante du clergé est infidèle à sa vocation, pendant que les docteurs se livrent à leurs spéculations trop souvent creuses ou vaines, le schisme et l'hérésie font chaque jour des progrès. Dans les pays d'Orient, la foi est lan-

¹ *I. Cor.*, ix, 15.

² *Super IV Evangelia*, fol. 217 v°.

guissante, desséchée qu'elle est par l'orgueilleuse révolte qui a séparé les chrétientés de ces contrées du siège apostolique; le clergé est alourdi par le fardeau de la vie conjugale; ce n'est pas une Église vivante qu'on y trouve, mais les débris d'une Église autrefois glorieuse et vénérable. En Occident se développent des sectes redoutables. A plusieurs reprises, Joachim se préoccupe des Vaudois, qu'il appelle les pauvres de Lyon, pour combattre leurs doctrines ou blâmer leur orgueil qui les pousse à secouer le joug de l'autorité ecclésiastique. Mais il semble plus inquiet encore des progrès de l'hérésie des Manichéens, qu'il désigne sous leur nom vulgaire de Patarins. « Ils sont, dit-il, la lie de tous les hérétiques; ils condamnent les mariages légitimes et les aliments créés par Dieu pour que les fidèles en usent après lui avoir rendu grâces. Ils disent avoir un pape auquel tous obéissent : ce pape ne saurait être qu'un lieutenant de l'Antéchrist, à l'armée duquel ils fournissent un contingent important ¹. » Et Joachim décrit tout au long les procédés par lesquels les chefs de cette secte pernicieuse font d'innombrables recrues.

Ce n'est pas seulement l'ennemi intérieur qui menace la chrétienté; jamais le péril extérieur n'a été plus redoutable. Vers le nord, les Germains se sont mesurés avec les païens, sans doute avec les Slaves, et de cette guerre ils ont rapporté des récits effrayants. Mais le danger imminent apparaît du côté de l'Islam, maître de l'Afrique du nord et d'une grande partie de l'Espagne². Son plus redoutable champion, Saladin, a reconquis la cité sainte; l'expédition conduite en Orient par l'empereur Frédéric a tristement échoué³; la persécution sévit contre les chrétiens d'Orient.

L'âme de l'abbé de Flore vibre à la pensée des douleurs qui accablent ces régions où il a passé sa jeunesse : « Que de milliers de chrétiens, s'écrie-t-il, sont tombés entre les mains des mécréants ! Combien en est-il que les ennemis de la foi affligent de tortures en haine du Crucifié ! En vain les croisés ont remporté sur eux de glorieuses victoires : il semble que la

¹ *Expositio*, fol. 132 v° et 133. — Voir tout le passage sur les Patarins, fol. 130-133.

² Sur les Musulmans, cf. *Expositio*, fol. 164 v° et s.

³ *Expositio*, fol. 134 v°.

bête n'ait pu mourir sous leurs coups ¹. » Et Saladin lui apparaît comme le successeur de cette lignée de tyrans fameux qui, depuis Néron jusqu'aux empereurs ennemis de Grégoire VII, ont mené la guerre contre le Christ et son Église. Voici maintenant les Sarrasins plus que jamais ardents au carnage et à la dévastation. Un jour, eux et les Manichéens uniront leurs forces contre celles de la chrétienté. Quand cette ligue sera conclue entre l'ennemi extérieur et l'ennemi intérieur, ce sera le moment pour l'Église de répéter la parole des Livres saints : « Le glaive a frappé au dehors, et au dedans règne la mort. »

II.

En présence d'un tel spectacle, qu'assombrit encore l'ardente imagination de Joachim de Flore, d'autres que lui se seraient laissés aller au plus sombre pessimisme. S'il fut tenté de s'y abandonner, la tentation ne dura pas longtemps. Bientôt il s'attacha à l'espoir d'une prochaine régénération de l'Église qui se réaliserait par l'avènement de l'Esprit divin. Il faut voir comment ce rêve sortit fort naturellement de principes théologiques qui lui étaient familiers.

C'est un fait bien connu que le concept de la Trinité chez les théologiens grecs se distingue du concept que s'en sont formé les Latins ². Saint Augustin et la plupart des Occidentaux conçoivent d'abord l'unité de l'Être divin pour passer ensuite aux personnes, qu'ils expliquent volontiers par des analogies tirées des puissances de l'âme humaine ; en tout cas, ils vont de l'Unité à la Trinité. Les Grecs suivent le chemin inverse ; ils aperçoivent les trois personnes sans s'arrêter d'abord à la substance unique. « Le Grec, comme on l'a fort bien dit, contemple directement la divinité dans chaque hypostase, comme on contemplerait l'éclat et la phosphorescence d'une même liqueur dans trois vases différents. Le mystère est que ce soit identiquement la même substance dans trois contenant différents ³. » Joachim,

¹ *Expositio*, fol. 164 v°.

² Voir sur ce point le remarquable ouvrage du R. P. de Régnon, S. J. : Études de théologie positive sur la sainte Trinité ; tome I^{er}, *Exposé du dogme* ; tome II, *Théories scolastiques* (Paris, 1892, in-8). Voir notamment toute la partie du premier volume où il est traité du concept grec de la Trinité.

³ De Régnon, *op. cit.*, I, p. 346.

qui avait beaucoup fréquenté les Grecs, soit dans les couvents basilien de Calabre, soit en Orient, s'inspira visiblement de leurs enseignements ¹.

Remarquez que le concept grec se dégage sans grand effort de documents ou d'usages très respectables. En effet, le Symbole des Apôtres et celui de Nicée proclament la croyance des chrétiens en un seul Dieu, le Père tout-puissant, en Jésus-Christ son Fils unique, et en l'Esprit-Saint ; ils montrent l'action distincte du Père créateur, du Fils rédempteur et de l'Esprit sanctificateur ; mais ni l'un ni l'autre de ces symboles ne nomment la Trinité. De même, dans les prières liturgiques qui remontent à l'antiquité, canon de la messe ou oraisons, l'Église n'invoque pas en propres termes la Trinité ni le Dieu triple et un ; elle s'adresse à une personne qu'on appelle Dieu et Seigneur, et cette personne est le Père ². Le Fils par qui l'Église prie, l'Esprit en l'unité duquel elle prie, apparaissent dans sa prière, mais sans qu'en la forme extérieure la prière leur soit adressée. En agissant ainsi, l'Église ne fait d'ailleurs que suivre la tradition évangélique de la prière adressée au Père. Quand il se rattachait à la théorie grecque, Joachim de Flore pouvait donc se flatter de s'accorder avec la plus haute et la plus vénérable antiquité.

Édifiant des raisonnements sur la base que lui fournit cette tradition, Joachim ne tarde pas à en exagérer les conséquences. Il en vient à voir dans la Trinité un groupe de trois personnes, unies seulement parce qu'elles sont informées par une même nature, la divinité ; d'ailleurs, conformément à ses idées générales sur la distinction de la nature et de la personne, il enseigne que cette nature commune, ou cette divinité, ne fait point partie de l'Être divin. Le type d'unité qu'il applique à la Trinité est l'unité d'une collection, collection d'individus comme les premiers chrétiens, collection d'Églises comme celles dont l'ensemble constitue l'Église catholique. C'est ainsi qu'il peut dire : *Unitas est collectio trium personarum*. Mais en ce faisant, il a sacrifié à l'idée de pluralité le dogme fondamental de l'unité divine ; sans s'en apercevoir, il est tombé dans le trithéisme.

¹ J'ai essayé de faire apparaître ce fait dans l'article précité de la *Revue d'histoire et de littérature religieuses*, p. 50.

² Cf. de Régnon, I, p. 494 et s. ; Ginoulhiac, *Histoire du dogme catholique*, 2^e édit., t. II, livre VIII (p. 310 et s.).

J'ai montré ailleurs ce caractère de l'enseignement de Joachim ¹; je n'y reviendrai pas ici. Mais il s'en faut que ces idées soient demeurées chez lui à l'état d'un système de théologie dogmatique; bientôt il prétendit s'en servir pour expliquer l'histoire et prophétiser l'avenir. Dans ces régions de l'Italie méridionale, plus d'un moine lui en avait donné l'exemple. Du ix^e au xii^e siècle, nombreux étaient les religieux grecs qui avaient trouvé dans le mysticisme l'inspiration prophétique, tels au x^e siècle saint Nil ² et saint Élie de Reggio ³. Au temps où Joachim de Flore était enfant, ses compatriotes n'avaient pu oublier les prophéties du fameux saint Barthélemy, mort en 1130, qui fut le premier abbé du couvent grec de Saint-Sauveur, à Messine ⁴. L'abbé de Flore ne manqua point de recueillir cet héritage du monachisme grec ⁵, comme il s'était inspiré des traditions théologiques de l'Église d'Orient.

Ainsi préparé par sa formation doctrinale et par des exemples encore vivants dans la mémoire de ses contemporains, Joachim de Flore essaie de résoudre la question qui remplit d'angoisse le cœur des croyants : quelles seront les destinées prochaines de la société chrétienne? Pour prévoir l'avenir, il étudie le passé. En maints passages ⁶, il a répété que, sans introduire aucune scission dans la divinité, on peut et on doit discerner diverses catégories d'actes divins; à côté de ceux qui, à raison de l'unité d'essence, doivent être rapportés *communiter* aux trois personnes, il en est qui, à raison de la propriété de chaque personne, doivent être rapportés, ceux-ci au Père, ceux-là au Fils, d'autres enfin à l'Esprit-Saint. Or, lorsqu'il jette un regard sur l'histoire de la religion, il constate sans peine que deux des personnes divines y ont exercé successivement une action caractéristique. La religion remonte au Père, créateur du monde et de l'homme et plus tard auteur de l'Ancien Testament. Elle a été transformée par l'œuvre du Fils, qui, apparaissant au milieu des

¹ Voir l'article de la *Revue d'histoire et de littérature religieuses* indiqué ci-dessus.

² *Acta Sanctorum*, septembre, VII, p. 283 et s.

³ *Acta Sanctorum*, septembre, III, p. 843 et s.

⁴ *Acta Sanctorum*, septembre, VIII, p. 810 et s.

⁵ M. Tocco (*op. cit.*, p. 387-398) a bien montré que ces saints moines basiiliens ont créé la tradition qu'a suivie Joachim de Flore.

⁶ Exemple : *Expositio*, fol. 13.

siècles, a substitué une loi plus parfaite à la loi antique et à son interprétation littérale que les Juifs aveugles se refusèrent à abandonner ¹. Mais il s'en faut de beaucoup que l'évolution religieuse de l'humanité soit arrivée à son terme. La lettre, qui régnait despotiquement sous l'Ancien Testament, pèse encore d'un poids trop lourd depuis la promulgation du Nouveau. L'œuvre divine ne peut s'achever qu'au prix d'un nouvel et définitif affranchissement des âmes : c'est naturellement à l'Esprit-Saint, dont l'action ne s'est pas encore manifestée, qu'il appartiendra de réaliser ce dernier progrès. Sans doute, l'Évangile du Sauveur l'emporte sur la loi ancienne par la nature des enseignements qu'il contient aussi bien que par l'hostilité qu'il témoigne à l'interprétation littérale ; mais enfin c'est encore un livre, c'est-à-dire une œuvre dont la forme matérielle gêne et amoindrit la pensée qu'elle emprisonne. Un jour viendra où s'en dégagera la pensée vivante, et ce sera alors la révélation de l'Évangile éternel, celui que l'ange de l'Apocalypse porte à travers les cieux pour le présenter à toutes les nations de la terre ². Ainsi, par l'action de l'Esprit-Saint, s'opérera la dernière régénération de la religion.

Telle est la donnée fondamentale que Joachim de Flore a déduite de sa conception de la Trinité : désormais, l'histoire sera

¹ *Super IV Evangelia*, fol. 191 v°.

² *Apocalypse*, XIV, 6. — Sur l'Évangile éternel et le sens que Joachim y attachait, voir les passages décisifs réunis et interprétés par le R. P. Denifle (*op. cit.*, p. 52 et s.). Il est certain que pour Joachim, la doctrine spirituelle, c'est-à-dire celle de l'Évangile éternel, n'est point susceptible d'être réduite à une œuvre écrite : « Ex quo doctrina ipsa spiritualis non est conscriptibilis ut claudatur uno magno volumine, sicut scriptura prioris Testamenti et ipsa littera que concluditur aliquibus libris, sed sicut in hoc Evangelio continetur inferius : Qui biberit ex aqua quam ego dabo ei, fiet in eo fons aque salientis in vitam eternam.... » *Super IV Evangelia*, fol. 214 v°. — Un peu plus loin, dans le même ouvrage (fol. 216), il développe des idées analogues, à propos de saint Jean, iv, 13. Il dit d'abord que le récit des aventures du peuple hébreu à la recherche de la Terre promise, pris en lui-même et à la lettre, ne nous offre que peu d'intérêt. « Sed quia multa scripta sunt in Veteri Testamento que secundum superficiem littere non exhibent gaudia que promittunt, querunt alia atque alia scire, scilicet quomodo perveniat ad id quod cupit, quodque non potest invenire aperte in ipsa littera, silit iterum et quia certo circumscribitur termino, deficit mens ejus in siti, non valens invenire in ea sufficientem potum quo extingatur sitis ejus, seu quia nimis obscura seu quia insufficiens audire plurima sitienti.... Inde est ut qui habent doctrinam spiritualem semper inveniunt quo reficiantur in via, qui autem non habent hanc doctrinam, versa eis lectione ipsius littere pre assiduitate in tedium, ad fabulas convertentur. »

pour lui partagée en trois âges, ou, pour mieux parler son langage, en trois états : celui du Père, qui commence avec Adam et porte ses fruits depuis Abraham; celui du Fils, qui s'ouvre avec Ozias et se développe depuis l'Incarnation; enfin, celui de l'Esprit, dont le germe est jeté depuis saint Benoit et dont la végétation ne peut tarder. Le premier est le temps des gens mariés; le second, le temps des clercs, et le troisième, celui des moines. Et si l'on veut un symbole pour chacun de ces états, Joachim donne au premier la lumière des étoiles; au second, celle de la lune; au troisième, celle du soleil ¹.

Une conséquence se déduit naturellement de ces prémisses. Les trois états, qui marquent le développement progressif de la religion révélée, sont l'œuvre de chacune des trois personnes divines égales entre elles et unies par la divinité qui leur est commune; donc ces trois états, si l'on ne tient pas compte de leurs différences spécifiques, doivent se ressembler au point que l'étude de l'un d'eux peut fournir l'explication des autres ². En d'autres termes, le premier est le symbole du second, et tous deux font connaître par avance le troisième. Telle est la thèse de l'abbé de Flore, notamment dans sa *Concordance des deux Testaments* et dans son *Commentaire sur l'Apocalypse*. C'est ainsi (je ne cite que quelques exemples) qu'à chacun des trois états il trouve un précurseur : Moïse pour le premier ³, Jean-Baptiste pour le second, Élie (qui doit réapparaître sur la terre) pour le troisième. C'est ainsi qu'en chacun des trois états il découvre une période de calme et de paix qu'il désigne sous

¹ *Expositio*, fol. 94 v°.

² Sur cette idée repose l'ouvrage où Joachim traite de la Concorde des deux Testaments. Il écrit au début : « Concordiam proprie esse dicimus similitudinem aequae proportionis Novi ac Veteris Testamenti, aequae dico quoad numerum, non quoad dignitatem, cum videlicet persona et persona, ordo et ordo, bellum et bellum ex parilitate quadam mutuis se vultibus intuentur, utpote Abraham et Zacharias, Sara et Elisabeth, Isaac et Johannes Baptista, homo Jesus et Jacob, duodecim patriarche et numeri ejusdem apostoli, et quodlibet simile; quod totum ubicumque occurrerit, non pro sensu allegorico, sed pro concordia duorum Testamentorum facere certum est; unum vero spirituale intellectum ex utroque procedere. » Cf. *Concordia*, fol. 7.

³ En cela il n'est pas difficile, puisque cet état commence à Adam et atteint sa maturité au temps d'Abraham. On trouvera que le précurseur vient un peu tard. Sur les trois états et leur durée, voir les passages de la *Concordia* cités dans le protocole d'Anagni, p. 102 et s. — Voir aussi l'*Expositio super Apocalypsim*, fol. 5 et s. — On trouvera un résumé complet de la *Concordia Veteris et Novi Testamenti* dans les *Abhandlungen* d'Engelhardt, p. 99-135.

le nom de période sabbatique ¹. C'est ainsi qu'il distingue sept époques et sept persécutions dans l'un et l'autre Testament; c'est ainsi qu'il établit la correspondance des personnages bibliques et des personnages de l'histoire ecclésiastique ²; c'est ainsi enfin que Rome et Constantinople, séparées par le schisme, font pendant, la première à Jérusalem et la seconde à Samarie ³.

Que toutes ces explications et que tous ces parallèles procèdent d'un esprit aussi fécond en ressources qu'il est peu difficile sur les analogies qu'il croit découvrir, c'est ce dont on se convainc sans peine par la lecture de quelques pages des ouvrages de Joachim de Flore. Non seulement il connaît les modes divers d'explication du texte sacré qu'emploie l'herméneutique de son temps ⁴; bien plus, il s'est fait à son usage personnel des procédés d'interprétation aussi incertains dans leurs principes qu'arbitraires dans leurs applications et que subtils dans les rapprochements qu'ils produisent. Le sens des allégories change avec le caprice de l'écrivain : ici Élisabeth, la mère de Jean-Baptiste, représente la Synagogue; quelques lignes plus loin, elle représente l'Église du second état, c'est-à-dire l'Église du Christ. Tantôt, sous les traits de la vierge Marie, l'auteur nous montre l'Église d'Orient où s'est développé le monachisme, tantôt l'Église des contemplatifs qui se répandra dans les derniers temps ⁵. On pourrait multiplier ces exemples : il n'en est point de plus caractéristique que celui des interprétations multiples données aux personnages d'Agar et de Sara. D'abord, Agar figure la plèbe des Hébreux et Sara la tribu de Lévi; plus loin, Agar est

¹ Le sabbat du premier état fut le séjour des Israélites en Égypte. Celui du second état, « cessantibus historiis atque prophetiis, » fut la période qui s'étend du prophète Malachie jusqu'à saint Jean-Baptiste. Le troisième sabbat aura lieu à l'époque où, après l'avènement de l'Esprit-Saint et la persécution qui se produira au début du troisième état, le diable sera incarcéré *usque ad finem seculi*. Le premier sabbat a été précédé du jugement de Sodome, le second du jugement de Babylone; le troisième sera précédé du jugement et de la chute de la nouvelle Babylone. Ces développements sont empruntés à l'*Expositio*, fol. 14-16.

² Cf. *Expositio*, fol. 6, et *passim*. Comme exemple d'interprétation bizarre, voir les divers ordres religieux symbolisés par les fils de Jacob; *ibid.*, fol. 19 v°.

³ Voir, sur ce dernier point, *Super IV Evangelia*, fol. 195.

⁴ *Expositio*, fol. 26.

⁵ On trouvera ces exemples et beaucoup d'autres dans la première partie du traité *Super IV Evangelia*, consacrée à l'enfance du Sauveur.

opposée à Sara comme les séculiers aux clercs. Ailleurs, toutes deux apparaissent comme le symbole de la Synagogue et de l'Église latine, ou encore de la Synagogue et de l'Église spirituelle, ou enfin de l'Église du second état opposée à celle du dernier état ¹. Grâce à ces procédés, l'histoire ecclésiastique et l'histoire juive se répondent exactement à travers les siècles; tout au moins, jamais Joachim de Flore n'est à court quand il s'agit d'en établir le parallélisme.

De ces conceptions, qui embrassent l'histoire depuis la création jusques au jugement dernier, il est au moins utile de retenir, pour les exposer à grands traits, les vues prophétiques que Joachim de Flore prétendit ouvrir à ses contemporains sur les destinées de l'humanité ². Il sait la durée des âges successifs entre lesquels se partagent les siècles, et aussi le compte des générations qui correspondent à chaque état ou à chaque période. A l'époque où il écrit, c'est-à-dire dans les vingt dernières années du ^{xii}^e siècle, le monde lui semble parvenu au moment où doit être brisé le sixième des sept sceaux de l'Apocalypse; bientôt commencera le sixième des sept temps de l'histoire du Nouveau Testament. A ce moment, une redoutable persécution s'élèvera contre l'Église; elle sera dirigée par un conquérant, sorti de l'Islam, qui fera couler le sang des martyrs comme au temps de Néron et de Dioclétien. Cependant, les élus ne seront pas seuls à souffrir des triomphes de ce prince; alors Babylone sera ruinée par la coalition de dix rois choisis pour être les instruments de la vengeance divine. Or, Babylone, ce n'est pas l'Église romaine, quoiqu'on ait imputé, bien à tort, à Joachim, de l'avoir affirmé; ce n'est même pas l'empire d'Occident: c'est la multitude des réprouvés et des méchants qui, sur tous les points de la chrétienté, ne cesse de souiller de son contact corrupteur les enfants de Jérusalem ³, et

¹ Cf. *Concordia*, fol. 28 et 61. Voir là-dessus Tocco, *op. cit.*, p. 331 et s. — Joachim use d'une liberté extrême, dans l'interprétation des textes sacrés, passant sans aucun scrupule d'un système d'interprétation à un autre, quand le premier ne répond plus à ses vues.

² On trouvera surtout les prophéties de Joachim de Flore dans son *Expositio super Apocalypsim*, notamment aux fol. 194 et s. du même ouvrage. Voir aussi le livre V de la *Concordia Veteris et Novi Testamenti*. D'ailleurs, ses idées générales sont exprimées un peu partout.

³ Le procès-verbal de la commission d'Anagni (Denifle, p. 119) s'exprime ainsi: « Quod autem per regnum Babilonis intelligat dominium romane Eccle-

à la tête de cette multitude, les mauvais prêtres et surtout les mauvais prélats ¹. En réalité, Joachim prévoit un bouleversement général qui apportera l'épreuve aux bons et le châtiment aux méchants. Remarquez qu'il semble se consoler des maux qui menacent ceux-là par la pensée que les vices insolents de ceux-ci seront enfin punis : il entrevoit, en effet, la ruine des impies qui blasphèment, des puissants et des riches qui oppriment, des évêques ou des abbés qui prévariquent ; il entrevoit la revanche des humbles, des faibles, des pauvres, qui assisteront enfin à la chute de leurs tyrans ou de leurs bourreaux ². Quand cette œuvre de miséricorde et de justice aura été accomplie par les ministres inconscients de la Providence que recèle le monde musulman ou barbare, s'ouvrira pour la chrétienté régénérée la période sabbatique, c'est-à-dire une époque de calme et de paix tels que l'Église n'en a jamais connu de semblables ; cette période durera tant que le démon demeurera enchaîné par la puissance divine, en d'autres termes jusques à la persécution finale. Le prophète Élie apparaîtra comme le précurseur de ces temps heureux, où l'Esprit-Saint illuminera de sa lumière et réchauffera de sa flamme tout le peuple fidèle. Alors naîtra un ordre religieux dont les moines, depuis les jours de saint Benoit, ne sont que les précurseurs ; à cet ordre, comme semble l'annoncer un passage de Daniel ³, sera donnée toute puissance sous le ciel ; si bien qu'il régnera en esprit jusques aux derniers jours. Alors les Orientaux, et après eux les Juifs, reviendront, ceux-là à l'unité, ceux-ci à la vraie religion ⁴. Alors le sens littéral des deux Tes-

sie, colligitur ex pluribus locis. • Le rédacteur invoque ici à l'appui de cette thèse divers passages de la *Concordia Novi et Veteris Testamenti*, qui ne me paraissent pas fournir un argument péremptoire. — Au contraire, au fol. 194 de l'*Expositio super Apocalypsim*, on lit que Babylone, à son avis, est répandue • per totam aream christiani Imperii ; per omnem latitudinem disperse sunt palce reproborum. • Et ailleurs (fol. 23), la nouvelle Babylone est la • multitudo reproborum hominum que non cessat vitiis et corruptionibus fedare filios Hierusalem. • Ailleurs encore (fol. 129), Babylone est la • prophana multitudo populorum qui se dicunt christianos esse, sed sunt synagoga Satane. • Ce sont les chrétiens mauvais ou indignes, qui seront punis.

¹ Voyez, sur ce point, *Expositio*, fol. 202 : • Non solum nonnulli episcopi et sacerdotes implicantur negotiis Babylonis ut divites fiant, verum etiam nonnulli abbates et monachi atque alii religiosi. •

² Cf. *Expositio*, fol. 199.

³ VII, 27.

⁴ • Igitur et nunc antequam veniat tribulacio Antichristi incipient converti reliquie Judeorum et gentium in adventu Italie et erit ex hoc sollempnitas

taments sera définitivement aboli pour être remplacé par l'interprétation spirituelle, comme l'eau fut changée en vin aux noces de Cana ¹; alors les fidèles seront étroitement unis à l'Esprit-Saint et se mouvront librement sous son action salutaire ²; alors ils ne connaîtront plus d'énigmes ténébreuses, mais ils commenceront à apercevoir plus clairement, et comme face à face, la signification des événements de l'histoire; alors la cité de Dieu sera reconstruite de pierres nouvelles sur les ruines de la cité du mal. Ainsi s'établira le règne de l'Église virgine, qui, jusqu'à ce jour, a reposé dans le désert avec les moines et les solitaires, mais qui surgira enfin dans tout l'éclat de sa resplendissante beauté, de cette Église où l'on honore moins l'étude des lettres et la science orgueilleuse des docteurs que l'austérité de la vie et la charité qui procède d'un cœur pur et d'une foi sincère ³: visiblement, Joachim n'y laisse guère de place à ses adversaires acharnés les théologiens et les scolastiques. Et cette Église (je continue d'analyser sa pensée), de stérile qu'elle était, deviendra féconde: ses enfants serviront Dieu jusqu'aux convulsions suprêmes que provoquera le réveil de l'esprit du mal. En effet, à la suite de ce sabbat mystérieux qui, d'après l'opinion de l'abbé de Flore, ne semble pas devoir être d'une longue durée, les destinées du monde chrétien s'a-

magna in oculis electorum, et quasi quedam arca visionis pacis. » (*Super IV Evangelia*, fol. 196 v°). — Puis suivra la persécution de l'Antéchrist, comme la Passion du Sauveur a suivi les Rameaux. — L'annonce de la conversion des Juifs et des Gentils est répétée en de très nombreux passages des écrits de Joachim. Il va même jusqu'à dire que la foi repassera d'Occident en Orient, revenant ainsi à son berceau. « Spiritualis fervor religionis qui conceptus est per Spiritum Sanctum in primitiva Ecclesia velut in itinere, sed mox formatus manet in ecclesia latina usquequo plane innotescat ecclesie sanctorum episcoporum et Romano senatui, non quidem carnali, sed spirituali, et cum omnia erunt consummata que erant consummanda in latina ecclesia, revertetur iterum ad eandem ecclesiam unde sumpsit exordium » (*Super IV Evangelia*, fol. 190 v°). De même on lit au folio 117 de la *Concordia*: « Oportet transire Spiritum Sanctum ad gentes Graecorum, secundum spiritualem intellectum, cum aliquibus praedicatoribus egressis de latina Ecclesia.

¹ « Cum venerit tempus illud, aqua Evangelice lectionis convertetur in vinum » (*Super IV Evangelia*, fol. 203 r°).

² « Adherentes Spiritui Sancto spiritales viri unus cum eo spiritus facti sunt, dicente Apostolo: Qui adheret Deo unus spiritus est » (*Ibid.*).

³ C'est ainsi qu'il est dit (*Expositio*, fol. 83) que la Vierge-mère « significat ecclesiam que nescit virum, que requiescit in silentio heremi, ubi non sunt studia litterarum, non doctores ecclesiastice institutionis, sed caritas de corde puro et fide non ficta. »

chèveront par la lutte que l'Église soutiendra contre le dernier persécuteur ralliant contre elle toutes les forces de Gog et de Magog ; c'est dire que tout ce qui restera d'infidèles au monde sera déchainé contre les croyants. Après ces rudes combats, que couronnera la victoire définitive du Sauveur, l'humanité n'aura plus à attendre que les grandes assises du jugement dernier, prélude des sanctions suprêmes de la vie éternelle.

Telle est l'attente de Joachim : on a déjà fait remarquer qu'à l'heure où il écrit ces grands événements lui paraissent proches. Sans doute, l'abbé de Flore rappelle parfois, selon la parole évangélique, que l'homme ne saurait connaître les secrets des desseins d'après lesquels Dieu fixe les temps et les époques ; alors il affecte de se tenir dans une réserve prudente ¹. Mais ailleurs il est plus explicite. Pour des raisons tirées de son système d'interprétation symbolique, il sait que le second état doit comprendre soixante-trois générations, dont vingt et une, antérieures au Christ, appartiennent à la période qui s'est ouverte avec le règne d'Ozias ; restent donc quarante-deux générations à compter depuis le christianisme. Or, Joachim déduit de motifs variés que chaque génération représente une durée de trente ans : c'est donc en 1260 que finira le second état pour faire place à la période réservée à l'action plus puissante de l'Esprit divin ². En réalité, cette date de 1260 sera considérée comme la date fatidique par les disciples de Joachim, si bien qu'une fois l'année 1260 écoulée sans événement notable, Salimbene cessera, nous dit-il, d'avoir confiance aux prédictions du

¹ Au fol. 84 de l'*Expositio*, Joachim dit qu'il n'ose fixer une date à la fin du monde. Il y a mille ans, ajoute-t-il, que saint Jean écrivait : « Filioli, novissima hora est (*I. Joan.*, II, 18 ; cf. fol. 207, 210, et *passim*). — Voyez aussi des pensées analogues dans la *Concordia Novi et Veteris Testamenti*, fol. 134 et 135. Plus tard, au rapport de Salimbene, le frère mineur Hugues de Digne, intrépide Joachite, défendait la mémoire de son maître et son renom de prophète, en soutenant qu'il n'avait pas fixé de date pour la réalisation de ses prédictions, « licet videatur quibusdam quod sic » (Salimbene, p. 103).

² Sur l'importance de l'année 1260, consulter *Concordia*, fol. 118 et 134. Voir, sur les diverses explications symboliques qui convergent vers 1260, Tocco, *op. cit.*, p. 368. Voyez encore le texte de Salimbene (p. 267 de l'édition), où est résumée sur ce point l'opinion de Joachim d'après les textes. — Cette année 1260 fut marquée par l'apparition en Italie de flagellants, dont sans doute l'imagination avait été enflammée par les rêveries de Joachim et de ses disciples (Cf. Salimbene, p. 123 et 124).

prophète de Flore ¹. D'ailleurs, Joachim fait aussi de fréquentes allusions à des événements qui se produiront au déclin de la quarantième génération : la période critique, d'après ses écrits, doit être évidemment celle qui sera comprise entre 1200 et 1260 ². Peut-être, au moment où l'abbé de Flore compose ses écrits, le prophète Élie a-t-il fait son apparition ³; peut-être l'ordre des religieux spirituels qui doit concentrer toutes les forces de l'Église se forme-t-il dans quelque monastère; peut-être le premier roi persécuteur se montre-t-il dans la personne du redoutable Saladin ⁴, qui, après avoir conquis la cité sainte, se prépare à lancer ses armées sur la société chrétienne; peut-être l'Antéchrist grandit-il dans quelque région inconnue ⁵. Ce sont là des hypothèses qu'émet volontiers Joachim de Flore. Il importe d'ajouter qu'il n'en est pas réduit à de simples hypothèses; il a connaissance de certains faits qu'il envisage comme le commencement de la réalisation de ses prévisions. Un courant se manifeste parmi les Églises d'Orient qui les porte vers l'Église romaine. Joachim n'ignore pas, et il le rappelle à plusieurs reprises ⁶, que, dès 1185, le *catholicos* des Arméniens, Grégoire,

¹ Après qu'il a vu l'année 1260 s'écouler sans bouleversement, Salimbene se dit incrédule : « Dimisi totaliter istam doctrinam et dispono non credere nisi que videro » (p. 131).

² Plusieurs passages, provenant de la *Concordia* et indiquant comme terme la quarantième génération ou la fin de cette génération (c'est-à-dire l'an 1200), sont indiqués dans le protocole de la commission d'Anagni, *op. cit.*, p. 112 et 113. — La quarantième génération commence avec l'an 1201 (*Concordia*, fol. 55). — A la fin de la quarantième génération, « completa generacione hac quadragesima, commutandus est status iste ecclesie de Lya in Rachel, de verbi eloquentia ad spiritualem intellectum, de frondium pulchritudine ad suavitatem pomorum » (*Concordia*, fol. 31 v°).

³ *Super IV Evangelia*, fol. 198.

⁴ Fol. 197.

⁵ Fol. 133 et *passim*. — Dans ses entretiens avec Richard Cœur de Lion et Adam de Perseigne (Voir plus haut, p. 461), Joachim émit l'opinion que l'Antéchrist était déjà né. Cela semble cadrer assez mal avec le texte de l'Apocalypse (xx, 2-7), qui suppose Satan enchaîné pendant mille ans avant les dernières épreuves et la lutte contre Gog et Magog. Mais Joachim (*Expositio*, fol. 211) ne se laisse pas embarrasser par ce texte. Les mille ans, dit-il, ne signifient pas, en fait, mille ans; on a pris le chiffre mille parce que *Milenarius numerus perfectissimus est et maximam plenitudinem designat annorum*. En réalité, il ne pouvait se résoudre à croire la fin du monde si éloignée.

⁶ En beaucoup de régions de l'Orient, la foi est presque éteinte. « Manet tamen quasi modicus alitus in populo eodem, qui credunt in trinum et unum Deum.... » Cependant il y a des symptômes de retour : « Et quidem de credulitate non parva jam tenemus precurrentia signa quod episcopum Arme-

s'est montré disposé à adopter le rite des Latins et qu'à deux reprises au moins, en 1185 et en 1189, il a reçu les communications des papes Lucius III et Clément III : cet événement a vivement impressionné l'abbé de Flore, qui y revient à diverses reprises dans ses écrits. Sans doute n'ignore-t-il pas que, peu d'années auparavant, en 1181, les Maronites se sont réconciliés avec l'Église romaine ¹. Visiblement l'Orient s'ébranle; c'est le commencement de l'union qui doit bientôt se réaliser par l'action de l'Esprit-Saint. En même temps, les puissances du mal s'agitent. Lorsqu'il se trouvait à Messine, en 1195 (probablement à la cour de l'empereur Henri VI), Joachim a appris de bonne source que les Patarins ont envoyé des ambassadeurs aux Sarrasins, afin d'organiser une action commune contre l'Église ². Voici donc que le persécuteur se prépare : la lutte ne peut tarder d'éclater et l'avènement de l'Esprit-Saint ne saurait être éloigné.

III.

Ainsi Joachim a déduit logiquement de ses doctrines sur la Trinité toute une conception de l'histoire et de la prophétie. Toutefois, si hétérodoxe que fût sa conception de la Trinité et si étrange que parût son système historique et prophétique, Joachim n'entendait à aucun prix se séparer de l'Église catho-

norum conversum ex magna parte ad ritum sancte Matris Ecclesie nuper sub Urbano papa ipso postulante didicimus. » (*Super IV Evangelia*, fol. 218 v°.) Ce passage contient une allusion évidente à des négociations avec le Catholique des Arméniens, Grégoire, qui motivèrent tout au moins une lettre de Lucius III en 1185 et une lettre de Clément III en 1189 : Jaffé-Wattenbach, *Regesta Pontificum Romanorum*, n° 15340 et 16463. — Il est en outre question (fol. 197) des Arméniens qui, « nuper venientes ad Romanum Pontificem, petierunt sacrificare in azyms et ritui Sancte Romane Ecclesie conformari. » — En un autre passage de son traité sur les Évangiles (fol. 190), Joachim atteste son estime particulière pour la nation arménienne. « que, sicut ipsi vidimus Jerosolimis, jejuniis et orationibus insistit et fidei romane pre ceteris illarum partium ecclesiis que latine non subsunt adherere cognoscitur. » Remarquez que Joachim a moins de confiance dans la plupart des églises grecques. « Nonnullæ ecclesie Grecorum, sicut jam multis experimentis probatum est, facillime transeunt de dextera ad sinistram pro eo quod recesserunt ab unitate ipsius ecclesie » (*Expositio*, fol. 192 v°).

¹ La réconciliation se fit par les soins du patriarche latin d'Antioche. (Cf. Guillaume de Tyr, XXII, 8 : *Historiens des croisades*, *Historiens occidentaux*, I, 1076.)

² *Expositio*, fol. 134. Ce bruit est parvenu à Joachim par l'intermédiaire d'un voyageur digne de confiance qui revenait d'Égypte.

lique; au contraire, il se piquait d'en être l'enfant dévoué et le zélé défenseur. Ce voyant, en qui de nombreux hérétiques devaient reconnaître leur chef, eût frémi d'horreur si lui-même se fût entendu accuser de répandre un enseignement contraire à l'orthodoxie.

S'il est un sentiment dont l'expression éclate souvent dans ses œuvres, c'est celui d'un invariable attachement au siège apostolique. C'est par les conseils des papes Lucius III, Urbain III, Clément III, qu'il écrit son *Exposition sur l'Apocalypse* et sa *Concorde des deux Testaments*; c'est au pontife romain qu'à l'approche de sa fin il soumettra humblement tous ses ouvrages, déclarant accepter ce que le pape accepte et condamner ce qu'il condamne ¹. Il proclame hautement la nécessité de confesser la foi de l'Église pour avoir part aux dons de l'Esprit; il compatit au malheur de ceux qui demeurent en dehors de cette Église et au malheur, plus grand encore, de ceux qui méritent d'être appelés les enfants de Babylone, parce qu'ils luttent contre l'Église fondée par Pierre. Et s'il sait que des prélats et des prêtres indignes déshonorent l'Église, il ne se laisse pas ébranler un instant par l'objection que le vulgaire tire si facilement de l'indignité du ministre chargé de distribuer les dons divins. Commentant l'Évangile où est racontée l'adoration des Mages, il présente les princes des prêtres et les scribes du peuple qui indiquent Bethléem aux pieux pèlerins comme l'image de ces prêtres et de ces docteurs qui, bien qu'élevés aux dignités ecclésiastiques par des moyens entachés de dol (allusion évidente aux simoniaques), enseignent pourtant la vérité dont ils ont reçu le dépôt; ces mercenaires transmettent la doctrine comme le feraient des pasteurs désintéressés ².

C'est surtout lorsqu'il traite du schisme grec que l'occasion s'offre à lui de manifester sa fidélité à l'Église romaine, véritable Jérusalem dont s'est séparée bien à tort Samarie, c'est-à-dire les Églises d'Orient. Sans doute ces Églises sont vénérables autant par l'illustration de leur origine que par les gloires de

¹ Voir la lettre de Joachim placée en tête de son *Expositio* sur l'Apocalypse.

² Sane omnes illi qui pari concordia in Bethleem Juda natum annunciant esse Christum innuunt non esse despiciendam doctrinam eorum qui, licet sint mercenarii, fidei tamen catholice assertores existunt. (*Super IV Evangelia*, fol. 186 v°.)

leur passé; sans doute (Joachim y revient souvent) c'est d'elles que la foi est venue à l'Occident ¹, c'est dans leur sein que s'est d'abord développée la vie monastique. L'abbé de Flore a conservé quelque sympathie pour les Grecs; il désire ardemment la réunion des Orientaux à l'Église romaine; il déplore l'acrimonie des relations entre les deux Églises et les préventions réciproques qui éclatent toutes les fois qu'Occidentaux ou Orientaux se rencontrent ou se combattent ²; enfin, il semble avoir gardé une particulière prédilection pour l'Église de Constantinople, où il a vécu jadis, et qu'en plusieurs passages il désigne comme le lieu où se fera d'abord la réconciliation ³. Mais il n'en

¹ Pierre fut amené au Seigneur par son frère André, qui devait être son inférieur. Ainsi les Latins ont été amenés à la foi par les Grecs. « Inde est quod non per Paulum introductus est Barnabas ad Apostolos, sed magis per Barnabam Paulus qui major est gratia, quia, ut jam dixi, non per Latinos Greci, sed magis per doctores Grecorum ad noticiam veritatis pervenere Latini. » (*Super IV Evangelia*, fol. 201 v°.) Cette idée est familière à Joachim de Flore. — Voir aussi plus haut ce qui a été dit de son estime pour les Arméniens.

² Les Grecs sont comme l'aveugle sur le bord du chemin. « Plurimi autem Latinorum increpant illos ut taceant quia despiciunt eos ob cecitatem cordis sui, ignorantes quod ubi abundat delictum, superabundat gratia. » (*Expositio*, fol. 144 v°.) En d'autres endroits, l'auteur signale les préjugés des Grecs contre les Latins.

³ « Revertetur autem hac occasione (à cause du dédain des Latins pour les hommes spirituels) Spiritus ad Orientalem Ecclesiam unde venit, juxta id Salomonis : Ad locum unde exeunt aque illuc revertuntur. Quia Samaria plurimam habet concordiam cum Constantinopolitana ecclesia, et ipsa ecclesia Constantinopolitana affinis est et conjuncta ab occidentali parte Latine, ordo ipse rationis expostulat ut plus ipsa percipiat spiritualem intellectum, et sic perveniat ad habitatores illarum partium unde isdem spiritualis ordo in exordio nascentis Ecclesie exivit. » (*Super IV Evangelia*, fol. 197 v°.) On lit aussi plus loin dans le même ouvrage (fol. 215 r°) : « Quia Constantinopolitana ecclesia cum tota illa parte Grecorum que juncta est Latinis media manet quodammodo inter duas, et utrique ecclesie, scilicet Occidentali et Orientali, jungitur affinitate, ne aliqua pars generalis ecclesie remaneat expers a gracia Jhesu Christi, oportet eundem Spiritum veritatis habere transitum per eandem ecclesiam quatenus advenientem ad se Spiritum veritatis cognoscat et ipso eam que est in Spiritu veritatem significari. Et in Samaria Constantinopolitanam ecclesiam in libro Concordie Veteris ac Novi Testamenti digessimus ut, uti sub Veteri Testamento Samaria erat caput regni Israel, sub quo continebatur et Galilea, ita sub Novo Constantinopolitana ecclesia erecta est, non jure, sed tyrannide, caput ecclesiarum Grecorum; et sicut tunc X tribus scisse sunt a domo David et separate per reges suos a templo Domini quod erat in Jerusalem, ita nunc ecclesie Grecorum scisse sunt a capitulo Petri, utentes aliis decretis, et separate per reges suos a Romana Ecclesia. » L'auteur décrit le misérable état des Grecs asservis aux Sarrasins comme les dix tribus le furent aux Assyriens. Puis il continue : « Oportet ergo Dominum Jhesum euntem in Galileam transire per Samariam, quia necesse est ut cum spiritualis doctrina appropinquare ceperit ecclesie

rend pas moins responsable de la rupture l'orgueil immodéré des dignitaires de l'Église d'Orient ¹. Il répète souvent qu'à raison de cet orgueil, cette Église a perdu la grâce, qui a été transférée à d'autres dont les dispositions étaient plus humbles. « Le patriarche et les clercs de Constantinople, dit-il ², enflammés de jalousie, ont refusé de recevoir l'enseignement des maîtres qui leur rappelaient la primauté de l'Église romaine fondée sur la promesse faite à saint Pierre, prince des apôtres. Et maintenant le patriarche n'est plus l'époux de son Église, mais son complice dans l'adultère; hors d'état de fonder sur aucun texte, sur aucune tradition apostolique ses prétentions à être le chef des Églises grecques et à s'intituler le pontife universel, il ne peut s'appuyer que sur la puissance matérielle de l'empereur de Constantinople, jadis maître du monde, mais aujourd'hui réduit à une extrême faiblesse. Ainsi cette Église grecque peut bien dire, comme la Samaritaine : Je n'ai point de mari, et celui avec lequel je vis n'est point mon mari. En vain les Grecs rappellent avec orgueil que les conciles généraux de l'antiquité ont été célébrés en Orient; si pour ce motif ou pour d'autres ils se refusent à accepter les décrets des pontifes ro-

Orientali, habeat transitum per illam ecclesiam que est quasi media inter Orientalem et Occidentalem ecclesiam, ut redeuntibus prius paucis ad intellectum spiritualem et unitatem Ecclesie etiam reliqua multitudo agnoscat gracie veritatem. » La pensée de Joachim est très claire; en Orient, la rénovation religieuse commencera par l'Église de Constantinople, pour s'étendre de là aux autres églises séparées et aux communautés juives.

¹ « Perpendentes clerici Constantinopolitani — ipsi enim secundum quod ostendimus in libro Concordie sunt in spiritu Samaritani — quod dignitas spiritualis gracie conferenda erat Latinis, accensi zelo invidie, abjecerunt gratiam Dei, nolentes audire verba Veritatis ab eis qui Romanam ecclesiam ceteris ecclesiis preferendam gratia ob promissum donum Petro apostolorum principi ne fides ejus deficeret, predicarent. » (*Super IV Evangelia*, fol. 196 v°; cf. fol. 207.) Cette idée est fréquemment exprimée.

² Voir notamment *Super IV Evangelia*, fol. 216 v°. On y lit ces lignes sur saint Jean, iv, 18 : « Quinque apostoli a principio destinati sunt ad Ecclesiam grecorum, Petrus scilicet et Andreas alter ad Antiochiam, alter ad Achaïam, Paulus, Barnabas et Johannes. Is autem quem habebat mulier non erat ejus vir, quia carnalis sensus quem habet animalis plebs non est legitimus sed adulterium, cum nec patriarcha bizanteus alicujus apostolici viri auctoritate obtinuit ut sibi vendicaret primatum in tot ecclesiis Grecorum ut se aliquando presumeret scribi universalem pontificem, sed fretus potencia alterius regis Egypti, Constantinopolitani scilicet imperatoris cui aliquando subiecta erat universitas orbis. Vere ergo potest dici ecclesie Grecorum que recessit a Petro principe Apostolorum et ab universali pontifice qui retinet locum ejus : « Non habes virum, » quia sic habet Constantinopolitanum quasi non haberet, quia nulla ejus doctrina, nulla sapientia fecundatur. »

mains, ils ne savent ce qu'ils font; au contraire, les Latins, en s'inclinant sous l'autorité du pape, savent ce qu'ils font ¹. Aussi les Orientaux doivent être reconnaissants au pontife romain d'avoir témoigné à leur égard une inépuisable patience, en ne prononçant point contre eux l'excommunication ², afin que, touchés de tant de longanimité, ils reviennent enfin à l'unité du troupeau ³. » A ces citations, on en pourrait joindre beaucoup d'autres, toutes empreintes des mêmes sentiments. Si j'insiste sur ce point, c'est qu'au milieu du XIII^e siècle, on accusait formellement Joachim de Flore d'avoir enseigné que le schisme des Grecs était conforme aux inspirations de l'Esprit-Saint et qu'il valait mieux adhérer à l'Eglise grecque qu'à l'Eglise romaine ⁴. Ces imputations, plus d'une fois répétées dans des ouvrages historiques, sont précisément le contraire de la vérité.

Si Joachim est l'adversaire du schisme, il ne l'est pas moins de l'hérésie. J'ai montré plus haut ⁵ les sentiments non équivoques d'implacable hostilité qu'il nourrissait à l'endroit des sectaires les plus redoutables de son temps, je veux parler des

¹ « Quod enim Greci non suscipiunt decreta Romanorum pontificum nesciunt quod faciunt; quod autem Latini subjecti sunt universali pastori et sancte ejus Romane ecclesie sciunt quod faciunt. » (*Ibid.*)

² « Spirituales Christi discipuli sepe accensi sunt zelo contra Grecos qui nolunt usque hodie accipere spiritualem doctrinam, ut dicant unam uxorem sacerdotis ecclesiam, et sabbatum observandum in spiritu non in littera et hec similia. Sed tamen paciencia ejus qui tenet locum Christi patitur eos usque ad presens ut non excommunicati generaliter pereant, sed longanimitate expectati redeant aliquando ad unitatem gregis et revertantur ad pastorem animarum sanctarum » (*Super IV Evangelia*, fol. 196 v°).

³ Dans la pensée de Joachim, ce retour des Orientaux se fera par l'action des hommes spirituels, dont saint Benoît fut une des premières manifestations. Dans la *Concordia* (fol. 48), il fait remarquer que, comme Elisée fut médiateur entre Juda et Israël, de même saint Benoît est médiateur entre les moines grecs et les latins (Joachim est fort porté à tout ramener aux moines). En effet, saint Benoît suit la foi de Pierre et se conforme aux traditions monastiques qui viennent des Orientaux.

⁴ Voir la liste des hérésies attribuées à Joachim, dans Matthieu Paris, éd. Luard, *Chronica majora*, VI, p. 336-337. Sur les erreurs dont fourmille cette liste, cf. Denifle, *op. cit.*, p. 76 et suiv. J'estime que l'ensemble des idées émises par Joachim sur ce point et de très nombreux passages de ses œuvres doivent nous amener à écarter l'accusation analogue formulée par les commissaires d'Anagni (*Ibid.*, fol. 120), quoique ces commissaires soient généralement bien informés. A mon sens, il est certain que Joachim fut tout à fait orthodoxe quand il apprécia la situation des schismatiques grecs. Les qualifications sévères reviennent très fréquemment sous sa plume à ce propos.

⁵ Voir ci-dessus, p. 469.

Manichéens, si répandus alors dans le midi de la France et en Italie sous le nom de cathares ou de patarins. Un auteur récent a cru à l'existence d'un lien étroit entre la doctrine de Joachim et celle des cathares ¹; mais l'existence de ce lien ne me paraît rien moins que démontrée. L'ascétisme de l'abbé de Flore procède non point des principes manichéens, mais des enseignements de l'Évangile; au surplus, si austère qu'il soit, Joachim ne connaît pas les étranges exagérations où tombent les cathares lorsqu'ils réprouvent le monde matériel et estiment la création des corps une œuvre diabolique. D'ailleurs, j'imagine que l'abbé de Flore, dans sa *Concorde des deux Testaments*, eut en vue non seulement de développer sa thèse fondamentale, mais de réfuter indirectement les docteurs manichéens qui opposaient le Nouveau Testament à l'Ancien. J'imagine aussi que, lorsqu'il présente avec insistance la Babylone de l'Apocalypse comme la multitude des méchants répandue à travers le monde ², il entend contredire en cela les cathares, pour lesquels Babylone n'est autre que l'Église romaine. En réalité, pour l'abbé de Flore, les cathares sont les plus dangereux des ennemis intérieurs de la société chrétienne.

On eût pu s'attendre à le voir moins hostile aux Vaudois. En effet, la cause de leur séparation d'avec l'Église est surtout la répulsion que leur ont inspirée les richesses et les vices du clergé : or c'est là un sentiment dont l'abbé de Flore est profondément pénétré. Mais entre les Vaudois et Joachim existe une

¹ Tocco, *op. cit.*, p. 402. A l'encontre de cet auteur, Döllinger ne s'est pas mépris sur les sentiments de Joachim à l'endroit des Cathares : « Non sans raison, dit-il, l'abbé de Flore les considérait comme les plus redoutables ennemis de l'Église, pour le temps présent et pour l'avenir. » J'emprunte ces lignes à deux pages intéressantes que Döllinger a consacrées à Joachim dans ses *Beiträge zur Sektengeschichte des Mittelalters*, I, p. 125-126.

² Voyez, par exemple, *Expositio*, fol. 23 : La nouvelle Babylone, c'est la foule des méchants qui, par leurs vices et leur corruption, ne cesse de souiller les fils de Jérusalem. — L'auteur revient encore longuement sur ce point dans le même ouvrage, au fol. 194, à propos de la *meretrix* du chapitre xvii de l'Apocalypse. Babylone est dispersée « per totam aream christiani Imperii; per omnem latitudinem disperse sunt palee reproborum. » Cependant, s'il faut en croire Raoul de Coggeshale, Babylone ne serait autre chose que la ville de Rome (*Historiens de France*, XVIII, p. 76). L'Antéchrist y serait déjà né; il monterait bientôt sur le trône pontifical. Rapprochez ce récit de celui de la conversation de Joachim avec Richard Cœur de Lion rapportée par Roger de Hoveden, éd. du *Rerum Britannicarum Scriptores*, III, p. 78 (V. ci-dessus, p. 461, note 2).

différence profonde. L'abbé de Flore croit de toute son âme à l'autorité de l'Église visible ; il reconnaît la légitimité de cette autorité, même quand elle est exercée par des prélats indignes ¹. S'il aspire à la réforme, il veut que cette réforme s'accomplisse par l'action des chefs de l'Église ou tout au moins d'accord avec eux, sauf à les convertir d'abord si cela est nécessaire. Voilà pourquoi, demeurant catholique soumis, il ne se laisse aller à aucune tendresse pour les Vaudois et n'hésite pas à leur reprocher leur orgueil qui les a poussés à secouer le joug de toute puissance légitime. Puis il y a dans les doctrines vaudoises des propositions qui heurtent son bon sens. Par exemple, il arrive souvent aux docteurs vaudois de répéter que ceux qui mènent la vie parfaite ne doivent point travailler, sans doute à l'exemple des lis des champs qui ne filent point ². Lorsque Joachim commente la parole des Juifs dans l'Évangile : *Non licet tibi tollere grabatum tuum*, il saisit l'occasion de proclamer, à l'encontre des pauvres de Lyon, que le travail est légitime quand il a pour but d'assurer à l'homme des moyens d'existence, de lui permettre de faire la charité ou de mettre en fuite les ennemis de l'âme ³. On reconnaît ici le réformateur qui aime à rappeler aux religieux les dangers de l'oisiveté et qui se défie de la fausse spiritualité et du faux mysticisme.

Non seulement Joachim lutte contre les schismatiques et les hérétiques ; il dirige aussi sa polémique contre les non-chrétiens et surtout contre les juifs. Il a écrit un traité, encore inédit, où il s'efforce de convaincre les enfants d'Israël et de les amener à la foi chrétienne. Il leur a consacré aussi un passage important du *Liber de vera philosophia*. Joachim les combat par les arguments classiques de l'apologétique chrétienne : *Contra Judeum non laboro, pugnent contra eum codices sui, pugnent lex et prophetae* ⁴. Après avoir établi contre eux la divinité du Christ, il revient à la Trinité pour montrer les relations qui existent

¹ Voir plus haut, p. 482.

² Bernard Gui, *Practica Inquisitionis*, éd. Douais, p. 249.

³ « Quia otiositas inimica est anime.... cum pauperes Lugdunenses circa hoc exercent omnem disputationem suam et omnino dicant fideles Christi non debent operari cibum qui perit.... » (*Super IV Evangelia*, fol. 198). La même idée est développée plus amplement, et toujours à l'encontre des opinions des Vaudois, dans le même ouvrage, fol. 220 v°.

⁴ Ms. de Grenoble 290, fol. 81.

entre les deux mystères, et comment ils n'excluent pas l'unité divine.

IV.

Ainsi Joachim de Flore nous apparaît comme un infatigable champion de la foi chrétienne. Chose étrange, cet apologiste a enseigné sur la Trinité des doctrines hétérodoxes ; ce fut la conséquence des idées préconçues au service desquelles il avait mis son tempérament fougueux et son ardente imagination. Pour l'abbé de Flore, philosophes et théologiens scolastiques travaillent depuis un demi-siècle à substituer l'hérésie à la vraie foi sur un point fondamental. A la conception de la divinité qui lui fait apercevoir d'abord et surtout les trois personnes, ils semblent opposer la conception « d'une subsistance divine absolue, ou qui, du moins, appliquait le nom Dieu, d'une manière assez vague, aux trois personnes à la fois ¹. » Ils voient en Dieu, avant d'en venir aux personnes, une *summa quaedam res* qui est à la fois le Père, le Fils et l'Esprit-Saint ; ils passent ensuite de l'Unité à la Trinité. C'est précisément la diffusion de ces doctrines qui, aux yeux de Joachim, fait courir à la vraie foi un péril extrême. En effet, à son avis, de tels enseignements suppriment le fondement de la révélation chrétienne, c'est-à-dire l'existence et l'action des trois personnes divines, pour le remplacer par une Unité trompeuse et incohérente, où se confondent les notions les plus certainement distinctes, si bien que les trois personnes ne lui paraissent plus être que des mots dépourvus de réalité. En cette évolution, Joachim aperçoit le triomphe de l'hérésie sabellienne, la même qui avait déchiré l'Église primitive ² ; il eût dit sans doute, s'il eût employé notre langage moderne, de l'hérésie rationaliste, qui s'efforce d'atténuer les mystères, car telle est bien la tendance qu'il croit rencontrer chez nombre de théologiens ses contemporains. Il a la conviction très profonde que le sabellianisme est par excellence l'hérésie des esprits cultivés de son temps, pour lesquels le dogme de la Trinité est une pierre de scandale, tout comme il l'est pour les docteurs juifs ou mahométans. Depuis Abélard jusqu'à Pierre

¹ De Régnon, *op. cit.*, I, p. 494.

² C'est la pensée développée dans le *Liber de vera philosophia*. (Voir l'article cité de la *Bibliothèque de l'École des chartes*, p. 403)

Lombard, les maîtres de la théologie lui semblent glisser sur cette pente ¹. Or remarquez qu'à son avis, l'anéantissement du dogme de la Trinité est le but poursuivi par tous les ennemis de la foi : quand une alliance sera conclue entre les chefs des Sarrasins et les faux prophètes du catharisme, ce sera pour nier effrontément la Trinité, sous l'inspiration directe de Satan, le père du mensonge ². C'est donc la position capitale que se disputent chrétiens et adversaires du christianisme ³.

Aussi est-ce sur la défense du dogme de la Trinité que Joachim voudrait concentrer toutes les forces de l'Église. Malheureusement, il se trompe sur la portée de l'enseignement qu'il prête aux théologiens catholiques, qu'il appelle ses adversaires ; bien plus, pour mieux les réfuter, il se met à l'école d'un théologien de doctrines quelque peu suspectes, Gilbert de la Porrée, à la suite duquel, comme on l'a déjà dit, il accentue la distinction des personnes au point de fausser la notion de l'Unité. A ceux qui s'aviseraient de lui objecter la condamnation dont fut frappé cet enseignement en 1148, lors du concile de Reims, il répond qu'en réalité la question n'a pas été tranchée par l'autorité ecclésiastique ; par conséquent, les adversaires de la théologie à la mode ont le champ libre ⁴. En même temps il entre-

¹ Voir, sur ce point, l'article précité de la *Revue d'histoire et de littérature religieuses, passim*.... — Je ne puis m'empêcher de rapprocher deux faits séparés par sept siècles. Au ^{xiii} siècle, pour Joachim de Flore, sabellianisme avait certainement le sens que nous attachons au mot rationalisme ; malheureusement, il distribuait l'épithète de sabellien à tort et à travers. Au milieu de ce siècle, un personnage du célèbre ouvrage de Newman, *Loss and gain*, voulant montrer la décadence de la foi chrétienne chez un grand nombre de membres de l'Église anglicane que travaillait le rationalisme, y constate les progrès du sabellianisme (livre II, ch. vii). Il va de soi que je ne veux établir aucun parallèle ni entre ceux qui, à ces deux époques, ont formulé l'accusation, ni entre ceux contre lesquels elle a été formulée.

² « Legem bestialium a patre mendacii eis traditam preferent, quasi Trinitas nihil est » (*Expositio*, fol. 167 v°).

³ Cf. *Bibliothèque de l'École des chartes*, art. cité, p. 403 et suiv. Si Joachim de Flore revient souvent sur cette idée que l'orthodoxie est menacée d'un côté par l'hérésie de Sabellius, il signale aussi le péril qu'il aperçoit du côté d'Arius. Or les Sabelliens sont, à son avis, les théologiens en vogue au ^{xiii} siècle ; les Ariens, pour lui comme pour ses contemporains, sont sans doute les Cathares (sur ce nom d'Ariens donné aux Cathares au ^{xiii} siècle, voyez l'article du R. P. Delehaye, bollandiste, sur Pierre de Pavie : *Revue des questions historiques*, XLIX (1891), p. 41, note 1). Ainsi, pour Joachim de Flore, les orthodoxes doivent se préserver aussi bien des doctrines suspectes telles que celles de Pierre Lombard que des doctrines cathares.

⁴ Voir l'article précité de la *Bibliothèque de l'École des chartes*, p. 405.

prend une campagne vigoureuse contre Pierre Lombard, le porte-parole des théologiens scolastiques. C'est à ces préoccupations de Joachim qu'est due la publication du traité, aujourd'hui perdu, qui était spécialement dirigé contre Pierre Lombard; à cette campagne se rattache aussi, très vraisemblablement, la composition du *Liber de vera philosophia*. En réalité, pour éviter le prétendu sabellianisme dont le fantôme hantait ses rêves, Joachim se jette dans le trithéisme, tout au moins aussi dangereux pour l'enseignement chrétien, si bien que son traité contre Lombard mérita d'être solennellement condamné par Innocent III au quatrième concile de Latran, treize ans après la mort de l'abbé de Flore.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que les ouvrages purement dogmatiques de Joachim semblent bien antérieurs à ses traités exégétiques et prophétiques ¹; on a des raisons de croire que dans les vingt dernières années de sa vie, sans abandonner son système sur la Trinité (on en trouve des traces dans les écrits de cette période, notamment dans le *Psalterium decem chordarum*), il ne s'adonna plus guère à la théologie dogmatique. Je me figure que si les papes de son temps l'encouragèrent dans ses travaux d'exégèse, ce fut pour le détourner plus sûrement des polémiques contre Pierre Lombard, qu'Alexandre III et ses successeurs jugeaient intempestives et inopportunes, en attendant qu'Innocent III dût ouvertement les réprimer. Joachim était un saint homme, mais par certains côtés un esprit exalté et faux; il n'était pas inutile de l'écarter de la théologie dogmatique pour l'absorber dans un travail qui semblait inoffensif. Le malheur est que ce travail ne fut pas inoffensif, et que les visions apocalyptiques de Joachim laissèrent après lui des germes de trouble et d'inquiétude dont les effets se firent sentir pendant deux siècles.

¹ Voir, sur ce point, l'article précité de la *Revue d'histoire et de littérature religieuses*, p. 62 et 63. Ce fait peut expliquer que saint Bernard soit assez mal traité dans le *Liber de vera philosophia*, tandis qu'il est loué dans la *Concordia* (fol. 94 v°) et dans l'*Expositio* (fol. 87 v°). D'ailleurs on ne saurait demander aux écrits de Joachim une parfaite cohérence. Au surplus, quand Joachim fut cistercien, il dut louer saint Bernard.

V.

On vient de faire remarquer qu'à force de distinguer les personnes dans la Trinité, Joachim ébranlait la notion de l'Unité divine. Or cette doctrine hétérodoxe ne devait pas disparaître avec l'abbé de Flore. Un parti qui lui survécut au moins jusqu'au milieu de xiv^e siècle maintint énergiquement son enseignement en cette matière d'intérêt primordial. Ce parti dut se montrer particulièrement actif vers le temps du quatrième concile de Latran, célébré en 1215; c'est la seule considération qui puisse expliquer la condamnation dont Innocent III frappa alors le livre dirigé longtemps auparavant contre Pierre Lombard par Joachim, mort depuis treize ans quand le concile se réunit. La sentence du pape ne termina point la polémique.

Lorsque, trente ans plus tard, une scission dont je n'ai pas ici à raconter l'histoire partagea l'ordre franciscain en deux partis, celui des modérés et celui des rigoristes, on sait que ceux-ci s'attachèrent avec ardeur aux écrits de Joachim, où était proclamée avec tant d'énergie la nécessité d'une réforme qu'ils voulaient austère au point de la rendre irréalisable; ils vont jusqu'à faire des écrits de Joachim cet Évangile éternel que lui-même croyait impossible d'exprimer en une forme matérielle et sensible. En même temps qu'ils adhéraient à ses vues sur l'histoire et l'avenir de l'Église chrétienne (ce fut au milieu du xiii^e siècle le trait caractéristique des *Joachites*), ils adoptaient aussi ses doctrines théologiques; mais quand il s'agit de les défendre, tous ne suivent pas une conduite identique. Les uns, comme Jean de Parme, général des Franciscains de 1247 à 1257 et joachite avéré, déclaraient conforme à l'orthodoxie la doctrine de Joachim sur la Trinité. A les entendre, l'écrit de Joachim, frappé par la sentence d'Innocent III, n'avait point été condamné à raison des doctrines qui y étaient contenues, mais parce qu'il attaquait le Maître des Sentences; au surplus, ajoutaient-ils, l'abbé de Flore avait eu bien tort de s'en prendre à Pierre Lombard, qui enseignait exactement la même doctrine que lui ¹. Les autres, comme le Frère mineur Hugues de Digne,

¹ Voir l'*Historia tribulationum ordinis minorum*, d'Angelo de Clarino, publiée par le R. P. Ehrle dans l'*Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte*,

l'un des principaux Joachites du milieu du ^{xiii}^e siècle (souvent cité par la chronique de Salimbene), défendaient Joachim en poursuivant la campagne par lui commencée contre Pierre Lombard. C'est ainsi que Hugues avait rédigé un écrit où il signalait huit passages erronés dans la Somme du Maître des Sentences ¹.

En tout cas, la doctrine trithéiste de Joachim n'était pas abandonnée par ses héritiers. Une note ajoutée au manuscrit de Dresde, au ^{xiv}^e siècle ou peut-être à la fin du ^{xiii}^e, énonce, sous la rubrique *Perfidia*, la proposition suivante : « *Essentia est quaedam summa res communis tribus personis, nec ingenta, nec genita, nec procedens.* » C'est, en termes presque identiques, la proposition que Joachim avait si amèrement reproché à Pierre Lombard d'avoir formulée ². Nous savons d'ailleurs que le franciscain Pierre-Jean d'Olive, qui conservait à la fin du ^{xiii}^e siècle la tradition des Joachites et fut le chef de la secte des Spirituels, passait pour enseigner que les trois personnes divines se distinguaient par leur essence : d'après les religieux de son ordre qui, longtemps après sa mort, à la veille du concile de Vienne, se firent ses accusateurs, il affirmait *quod essentia divina in tribus personis est triplicata* ; il ajoutait, afin de contredire plus complètement les propositions de ses adversaires, que chez le Père l'essence est *generans*, qu'elle est *genita* chez le Fils et *producta* chez le Saint-Esprit ³. Évidemment

II. Le passage concernant Jean de Parme est à la page 276. L'auteur nous dit que Joachim étayait ses assertions de très nombreux passages qu'il empruntait aux Pères de l'Eglise grecs et latins ; il cite notamment saint Hilaire, saint Ambroise, saint Augustin, saint Jérôme, saint Grégoire le Grand, saint Grégoire de Nazianze, saint Basile, Didyme, saint Maxime, saint Jean Damascène, Bède, Raban Maure, saint Anselme, Richard de Saint-Victor. Je ne puis m'empêcher de remarquer que ce que dit Angelo du mémoire de Joachim de Flore contre Lombard rappelle bien la manière de faire de l'auteur du *Liber de vera philosophia*.

¹ Salimbene, p. 103. Frère Hugues de Digne, tout Joachite qu'il fût, n'hésitait pas cependant à reconnaître, dans ses conversations avec Salimbene, que la condamnation dont avait été frappé, en 1215, le traité contre Pierre Lombard avait porté un rude coup à l'autorité et à la réputation de l'abbé de Flore.

² Cf. Ms. de Dresde A. 121, fol. 89, et rapprochez ce texte de ce que la constitution d'Innocent III, placée en tête des Décretales de Grégoire IX dit des propositions de Pierre Lombard critiquées par Joachim : cf. *Revue d'histoire et de littérature religieuses*, IV (1899), p. 54.

³ Voyez ce reproche dans l'accusation formulée en 1311 par les Frères mineurs demeurés orthodoxes contre les Spirituels : Ehrle, *Zur Vorgeschichte des Concils von Vienne*, dans l'*Archiv für Literatur und Kirchengeschichte*, II, p. 369.

il visait, pour la contredire formellement, la proposition que Joachim de Flore avait imputée à Pierre Lombard : *Quoniam quaedam summa res est Pater et Filius et Spiritus Sanctus, et illa non est generans, neque genita, neque procedens*.

Les Joachites qui défendirent la mémoire de Pierre d'Olive, et parmi eux Ubertain de Casale, le firent en attestant sa foi au dogme de l'unité et de la simplicité de l'Être divin ; ils essayèrent de sauver l'enseignement de leur confrère par une distinction entre l'*essentia quae stat communiter et absolute* et l'*essentia in quantum est propria hujus et illius* ¹. A plus de cent trente ans de distance, ces polémiques semblent un écho fidèle de celles qui s'étaient produites entre l'abbé de Flore d'une part, et d'autre part les disciples de Pierre Lombard et des théologiens scolastiques du XII^e siècle.

VI.

Au surplus, la théologie du dogme de la Trinité était moins menacée encore par les doctrines tirées des écrits de Joachim de Flore que ne l'étaient les principes essentiels de la constitution de l'Église. Lors du triomphe des contemplatifs, annoncé comme prochain, quel devait être le sort de la hiérarchie cléricale, de ses chefs, et en particulier du pape ? Sans doute une réponse nette à cette question ne se dégage pas des écrits de Joachim ; ce prophète n'aime point la précision. Mais voici un certain nombre de propositions que les théologiens orthodoxes durent estimer, et en fait estimèrent très suspectes ² :

1^o L'Église romaine, forte d'ailleurs des promesses qui lui ont été faites d'une assistance qui durera jusqu'à la fin, assistera à la naissance de l'ordre nouveau des Spirituels, comme le vieillard Siméon a assisté à l'avènement du Sauveur. Quand cet ordre se sera manifesté dans l'Église de telle façon qu'il puisse succéder à l'ordre des évêques, comme Salomon a succédé à David ³, les papes seront heureux de le saluer et de le confir-

¹ *Ibid.*, p. 389. Rapprochez les *Articuli probationum* dirigés par Bonagratia contre Ubertain de Casale : Baluze, *Miscellanea*, I, p. 298 et 299.

² Voir les importants extraits donnés sur ce sujet dans le protocole de la commission d'Anagni, p. 110 et suiv.

³ *Ibid.*, p. 111.

mer par leur témoignage, annonçant qu'en lui s'achèvent les oracles des prophètes et commence le royaume des saints du Très-Haut qui doit s'étendre sur toute la terre. Et ils ne pourront pas se plaindre *super dissolutionem suam*, car ils sauront qu'ils subsisteront sous la forme de successeurs meilleurs qu'eux ¹. Heureuse et réconfortée, la hiérarchie sera prête à subir les tourments dont l'accablera l'Antéchrist.

2° La doctrine du Christ et des apôtres sur les sacrements est transitoire; ce qui est éternel, c'est la vérité signifiée par les sacrements. Or, l'avènement de l'Évangile éternel, c'est la fin des sacrements ².

3° La hiérarchie cléricale est désignée par l'apôtre Pierre; l'ordre des contemplatifs, par l'apôtre Jean. Or, dans l'office de l'apostolat on ne vit jamais Pierre sans Jean; mais Jean survécut longtemps à Pierre. Ainsi, dans les derniers jours, la hiérarchie cléricale, chargée de la croix, marchera à la suite du Sauveur, étendant ses mains pour être conduite là où elle ne veut pas aller. Au contraire, cette portion des élus que représente Jean, *ad quam oportet transire totam Petri successionem*, demeurera pour jouir de la paix donnée à ceux qui aiment le Christ ³.

¹ Neque enim super dissolutionem suam poterit dolere, cum se in meliori successione permanere cognoscat.... Sed num, qui talem intuetur fructum sibi succedere, dolere potest quia desinit in se esse particularis perfectio ut sacerdos universalis? Absit, absit, absit hoc. (*Ibid.*, p. 111 et 112; extrait du traité *Super IV Evangelia*.)

² A propos de l'Évangile éternel tel qu'il le comprend, Joachim dit : « Sed quare vel a Domino dicitur Evangelium regni vel a Johanne (*Apoc.*, xiv, 6) Evangelium aeternum, nisi illud quod mandatum est nobis a Christo vel Apostolis secundum fidem sacramentorum quantum ad ipsa sacramenta transitorium est et temporale, quod autem per ea significatur aeternum? » (*Super IV Evangelia*, fol. 189). Voici, tiré du même ouvrage, un passage quelque peu suspect sur le baptême d'eau, qui semble devoir être remplacé par le baptême de feu : « Liqueat ergo quod Spiritus sanctus non reputat eam doctrinam que designata est aqua Johannis ex qua nascebantur filii carnales et nascuntur usque hodie hii qui abrenuntiant secundum carnem, sed eam que designata est in igne Christi ex qua nascuntur filii spirituales. » — Suit une phrase où l'auteur répète que les *traditiones humane designate secundum litteram* ne suffisent point au salut; ce qui est nécessaire, c'est la charité de corde puro et fide non ficta (*Ibid.*, fol. 197 v°). Ajoutez ce passage du même ouvrage (fol. 216 v°) : A tempore illo.... omittent homines zelari pro illis institutionibus que facte sunt pro tempore et ad tempus.... unde et nonnulla cum tempore mutanda censuerunt, dicente Apostolo : Ex parte cognoscimus et ex parte prophetamus.

³ *Expositio*, fol. 77; *junge* fol. 22 et *passim*. Par exemple, l'auteur fait

4° En d'autres passages des écrits de Joachim, la hiérarchie cléricale est désignée par Rachel, l'ordre contemplatif par son fils Joseph. Lors de la conversion du peuple juif, qui doit marquer le troisième âge de l'Église, il faudra que Rachel s'efface pour faire place à Joseph ¹. En d'autres termes, il faudra que la vie de l'ordre cléricale arrive à sa consommation (sans doute à sa fin), tandis que la vie de l'ordre monastique s'épanouira en une brillante floraison ².

De ces passages, et de beaucoup d'autres analogues, on est en droit de conclure que bientôt l'heure va sonner où la hiérarchie cléricale, composée du pape et des évêques, devra céder la place au nouvel ordre des moines spirituels. Sans doute c'est justice de placer en regard de ces fragments d'autres extraits qui paraissent en atténuer la portée. Joachim dit parfois que la succession d'un ordre à un autre n'entraîne pas nécessairement la disparition de celui-ci ³; ailleurs, il laisse entendre que l'Église de Pierre sera non point détruite, mais transformée au point de resplendir d'une gloire nouvelle ⁴. A lire seulement ces passages, on serait amené à penser, avec M. Gebhart, que, selon Joachim, l'ordre des clercs n'était pas destiné à disparaître, mais seulement à s'effacer devant les moines, comme jadis les laïques s'étaient effacés devant les clercs ⁵. Je concède qu'on peut interpréter en ce sens quelques pages de l'abbé de Flore; mais à coup sûr beaucoup d'autres pages décèlent une opinion plus radicale. Peut-être serait-il quelque peu puéril de chercher à concilier les deux thèses; l'abbé de Flore lui-même, qui ne se piquait pas d'un excès de logique, ne songeait sans doute pas à les mettre d'accord, mais se bornait à passer de l'une à l'autre

remarquer (fol. 47 v°) que Pierre n'a jamais été *in officio suo* sans Jean, mais que la proposition contraire ne serait pas exacte. Ailleurs (fol. 83), on lit : *Consummabit(ur) quod designatum est in Helysabeth* (par le contexte, c'est l'Église des clercs); *manebit usque in finem quod designatum est in Maria* (c'est l'Église des contemplatifs).

¹ - *Oportet in conversione Israël desicere religionem illam que designata est in Rachel, ut statuatur illa que significata est in Joseph.* - *Expositio*, fol. 19 v° et 20 r°.

² Rapprochez de ces textes le passage de l'entretien de Joachim avec l'abbé Adam de Perseigne, où il est rapporté que, d'après les dires de Joachim, le pape Innocent III n'aurait pas de successeur.

³ Exemple : *Expositio*, fol. 71 v°.

⁴ Cf. Protocole d'Anagni, p. 110.

⁵ Gebhart, *Italie mystique*, p. 79.

suivant les caprices de son imagination. Tantôt il annonçait la fin de la hiérarchie cléricale, tantôt il se bornait à la reléguer à l'arrière-plan, sauf à exprimer par des paroles aussi vagues que sonores la décadence de l'Église romaine, réduite à devenir un accessoire de l'ordre monastique. En tout cas, quelle que fût l'interprétation qui devait prévaloir, les organes essentiels de la société chrétienne étaient gravement menacés et sa constitution sapée jusque dans ses fondements : discrédités par l'annonce du sort qui les menaçait, le pape et les évêques ne conservaient plus qu'un pouvoir discuté et éphémère.

Dès le début du ^{xiii}^e siècle, nous retrouvons chez les disciples d'un hérésiarque français, Amaury de Chartres, des croyances qui sont vraisemblablement inspirées par les prophéties de Joachim de Flore. Comme Joachim, ces hérétiques partageaient l'histoire en trois périodes, celle du Père, celle du Fils et celle de l'Esprit. Comme lui ils attendaient l'avènement prochain de l'Esprit; d'ailleurs, ils annonçaient sans détour qu'à cet avènement seraient abolis les sacrements de la loi nouvelle, ainsi qu'à l'avènement du Christ avaient été abolis les sacrements de l'ancienne loi. Je laisse de côté diverses opinions fort contraires à la morale que sûrement ils n'avaient pas tirées des écrits de Joachim ¹. Ces hérétiques furent condamnés à Paris, en 1210, et leur doctrine fut de nouveau anathématisée en 1215 par le concile de Latran.

Pas n'est besoin de dire que les franciscains rigoristes, soulevés au milieu du ^{xiii}^e siècle contre l'autorité ecclésiastique, s'accommodaient trop bien des idées fondamentales de Joachim : désir d'une réforme sévère et annonce d'une transformation complète et prochaine de l'Église, pour ne pas travailler à répandre partout ses écrits. En réalité, c'est à cette circonstance que Joachim de Flore doit sa grande notoriété : les mécontents de l'ordre franciscain furent trop heureux de s'abriter sous le patronage d'un saint homme qui, à la fin du ^{xii}^e siècle, avait fondé une congrégation monastique. Ils puisaient une belle

¹ Voir, sur Amaury de Chartres, le texte de Guillaume le Breton, *Historiens de France*, XVII, p. 83; cf. Hauréau, *Histoire de la philosophie scolastique*, II^e partie, t. I (Paris, 1880), p. 96; C. Jourdain, *Amaury de Chartres et David de Dinan*, dans les *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, XXVI, p. 478.

assurance dans les écrits de l'abbé de Flore, qu'ils colportaient sous le nom d'Évangile éternel, non sans les faire précéder de l'Introduction écrite par un Joachite de marque, Gérard de San-Donnino ¹; ils se donnaient comme les artisans de l'œuvre de régénération spirituelle annoncée par Joachim. Grâce à cette propagande, ils attiraient à eux non seulement ceux qui partageaient leurs rancunes, mais encore les hommes avides de merveilleux, dont le nombre est grand à toutes les époques de l'histoire.

Il y avait bien là de quoi inquiéter les graves théologiens de la commission d'Anagni, qui, en 1255, entreprirent l'examen des œuvres de Joachim de Flore. Dans le procès-verbal de leur enquête, ils ont donné une large place aux extraits contenant les vues de l'abbé de Flore sur ces matières, notamment à ceux qu'ils tirèrent du traité sur les Évangiles, où est annoncée, avec la dissolution de l'ordre clérical, la substitution des disciples de l'apôtre Jean à ceux de l'apôtre Pierre. Sans doute, à cette époque les écrits de Joachim échappèrent à la censure : le pape se contenta de frapper l'Introduction à l'Évangile éternel qui était l'œuvre de Gérard de San-Donnino. Mais il me paraît exagéré de croire que l'Église ait alors reconnu l'orthodoxie des écrits de Joachim; tout au plus peut-on dire qu'elle épargna une condamnation nouvelle à la mémoire d'un homme vénérable par sa sainteté et fondateur d'une congrégation monastique. Quelques années plus tard, au concile d'Arles, présidé par l'archevêque Florent, qui jadis avait rempli les fonctions de secrétaire de la commission d'Anagni, les œuvres de Joachim furent formellement condamnées et l'usage en fut interdit ².

Cette sentence tardive ne devait point arrêter le développement des idées joachites. Non seulement, vers 1260, les *saccati* de Provence, les flagellants d'Italie, les faux apôtres de Gérard Segarelli ³ en sont, sous diverses formes, la manifestation gros-

¹ Sur l'Évangile éternel au xiii^e siècle, cf. l'article cité du R. P. Denifle, *Das Evangelium æternum und die Commission zu Anagni*, p. 57 et s.

² Sur ce concile et sa date, voir Denifle, *op. cit.*, p. 90.

³ Dolcino, exécuté en 1307, après qu'il eut recueilli la succession des doctrines de Gérard, avait enseigné que l'apparition de son maître ouvrait pour l'Église une ère nouvelle qui se terminerait à la fin du monde. La tradition ne s'en perdit pas : encore en 1440, on vit à Bâle un hérétique, Nicolas de Buldesdorf, qui annonça devant le concile l'avènement de l'Esprit-Saint et

sière et populaire ; en outre, sur ce point comme sur les autres, Pierre d'Olive recueille, en la transformant, la pensée de l'abbé de Flore. Pour lui, ainsi que pour le maître, l'histoire de l'humanité se divise en phases, dont chacune appartient à l'une des trois personnes divines. Avec Joachim, il enseigne que le temps est venu de la phase gouvernée par l'Esprit-Saint. Or il la conçoit à peu près comme Joachim de Flore, avec cette différence que la personne de saint François d'Assise prend dans ses opinions une importance extraordinaire et que l'ordre des spirituels, destiné à répandre la doctrine du pur amour, n'est autre que l'ordre franciscain ; c'est pourquoi il tient tant à ce que les Frères mineurs demeurent fidèles à l'esprit primitif d'absolue pauvreté que leur a légué leur saint fondateur. En ce qui touche le caractère de la transformation que subira l'Église, Pierre d'Olive est plus net, et partant plus révolutionnaire que ne l'avait été Joachim de Flore. Ses prédictions laissent l'impression que l'Esprit-Saint détruira l'Église charnelle, comme le Christ a détruit le judaïsme. Or cette Église charnelle, corrompue par les richesses et souillée par le péché, n'est autre que l'Église romaine : son crime capital est d'avoir barré la route, comme eût fait un fleuve impur, au mouvement qui devait régénérer la chrétienté. C'est ainsi que les partisans extrêmes de la pauvreté franciscaine se vengeaient des supérieurs ecclésiastiques qui, en modérant l'application de certains principes, avaient rendu possible et pratique le développement de l'ordre franciscain : c'est ainsi que les idéalistes purs punissaient les prélats des moyens termes auxquels se résignent facilement les hommes de bon sens, éclairés par la pratique de la vie ¹. En tout cas, ces appréciations si dures devaient être recueillies et aggravées encore, s'il est possible, par les disciples d'Olive. Dans le cercle des adhérents à cette secte qui, par l'intermédiaire d'Olive et de Jean de Parme, prétend se rattacher à Joachim de Flore, on ré-

son règne prochain. Ainsi la pensée d'une rénovation de l'Église par l'action de l'Esprit divin ne tomba point dans l'oubli au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècle.

¹ Consulter, sur les opinions de Pierre d'Olive, les documents insérés dans le travail cité plus haut, du R. P. Ehrle (*Zur Vorgeschichte des Concils von Vienne*), et le tome I^{er} du *Miscellanea* de Baluze, p. 213 et s. Voir aussi les extraits de ses *Postillae super Apocalypsim* recueillis par un théologien orthodoxe et imprimés dans l'ouvrage de Dollinger, *Beiträge zur Sektengeschichte des Mittelalters*, II, p. 527-585.

péta couramment, pendant la première partie du xiv^e siècle (et c'est une affirmation contre laquelle Joachim eût vivement protesté), que l'Église romaine n'est autre que la Babylone nouvelle, la grande courtisane de l'Apocalypse ¹; elle sera bientôt condamnée et rejetée comme l'a été la Synagogue, parce que, suivant l'exemple des Juifs, elle crucifie le Christ en poursuivant les malheureux Frères franciscains qui veulent reproduire exactement sa vie pauvre et humiliée ². On voit que les héritiers indirects de Joachim de Flore ne se bornent pas à garder la tradition de ses doctrines sur la Trinité; ils s'emparent de son système historique et en exagèrent encore les traits, afin de le mettre au service de leurs préventions et de leurs passions. Lorsque deux siècles plus tard, Luther écrira à Léon X que le siège romain surpasse en corruption Babylone, et que le vrai roi de la Ville éternelle, c'est Satan, il ne fera que s'inspirer de la tradition et des exemples du groupe extrême des Franciscains spirituels.

VII.

Ainsi Joachim de Flore, si dévoué qu'il fût à l'Église dont il tenait à honneur d'être le fils obéissant, laissa après lui un héritage de propositions hérétiques assez considérable pour alimenter pendant longtemps nombre de sectes condamnées par l'autorité ecclésiastique. C'est là un sort assez fâcheux pour un fondateur d'ordre : on sait cependant que Joachim, après s'être séparé des Cisterciens, avait fondé une congrégation qui fleurit pendant trois siècles en Calabre. Sur un autre terrain, l'action de Joachim de Flore fut-elle plus salutaire? A-t-il réellement frayé le chemin aux deux ordres de Saint-François et de Saint-Dominique, qui ont si puissamment contribué à régénérer l'Église du moyen âge?

Au milieu du xiii^e siècle, aucun doute n'existait sur ce point chez les Dominicains. Joachim de Flore avait prévu la fondation de leur ordre : c'est là un fait mentionné par Vincent de Beau-

¹ On a vu plus haut que, d'après quelques chroniqueurs, Joachim de Flore aurait lui-même émis cette opinion dans ses conversations.

² Voir Bernard Gui, *De articulis erroneis.... Beguinorum*, dans la cinquième partie de la *Practica Inquisitionis* (éd. Douais), p. 274 et *passim*.

vais ¹. A la même époque, Gérard de Frachet, qui raconte la vie des premiers disciples de saint Dominique, ne manque pas de le rappeler. Bien plus, il se fait l'écho d'une légende d'après laquelle Joachim aurait prédit aux religieux de son monastère la visite des membres de l'ordre nouveau, qu'il leur aurait recommandé en même temps de recevoir honorablement. Aussi tout le couvent vint-il avec la croix et l'encens au-devant de ces hôtes quand il arriva qu'un jour ils se présentèrent à Flore ². Près de cent ans plus tard, Galvagni de la Flamma, qui écrivait vers 1330 la Chronique des Frères Prêcheurs, répète, avec quelques variantes, les assertions de son prédécesseur ³.

Au temps où cette croyance était répandue chez les Dominicains, une légende analogue se formait chez les Franciscains. Le bon frère mineur Salimbene, dont la naïve chronique est un des monuments les plus précieux de l'histoire de ce temps, est convaincu que Joachim de Flore a aperçu dans l'avenir les deux ordres frères; lui-même nous dit qu'il en a fourni la démonstration dans plusieurs traités. Et s'il est très défiant à l'endroit des prétendus apôtres qui se sont groupés autour de Gérard Segarelli, c'est qu'à son avis, s'ils venaient de Dieu, Joachim ne les eût point passés sous silence dans ses prophéties ⁴.

Ainsi, Joachim de Flore, mort en 1202, aurait connu à l'avance la fondation des Frères Mineurs, qui date de 1208, et celle des Frères Prêcheurs, qui eut lieu en 1215.

Malheureusement, c'est là une légende qui est dépourvue de tout fondement solide. Les textes précis qui s'appliqueraient sans ambages aux ordres de Saint-François et de Saint-Dominique figurent dans des ouvrages qui ont sans doute été attribués à Joachim de Flore dès le xiii^e siècle, mais que l'on sait aujourd'hui être apocryphes et avoir été composés longtemps après sa mort. Tel est le cas, notamment, du célèbre commentaire sur Jérémie, publié sous son nom ⁵.

¹ *Speculum historiale*, t. XXXII, c.

² Voir, dans les *Monumenta ordinis Fratrum Praedicatorum historica*, l'édition des *Vitae fratrum*, par le R. P. Reichert, p. 13.

³ Édition Reichert, dans la même collection, t. II, fasc. I, p. 9.

⁴ Cf. Salimbene, p. 118, 121, 338 et 389.

⁵ L'authenticité de cet ouvrage n'est de nos jours soutenue par personne. Voir le texte, emprunté au *Commentaire sur Jérémie*, que cite Vincent de Beauvais, *Speculum historiale*, XXXII, 107.

Quant aux ouvrages authentiques de Joachim, ils ne contiennent aucun passage suffisamment explicite pour qu'on puisse y voir l'annonce de la fondation des deux ordres mendiants. Sans doute, en maints endroits, Joachim fait prévoir l'établissement de l'ordre des spirituels, dont la diffusion doit assurer le triomphe des contemplatifs ; mais on conviendra qu'il serait difficile d'entendre ces passages, conçus en termes très généraux, de l'institution des Dominicains et des Franciscains. Parfois, il est question de deux ordres : mais ici encore les prévisions de Joachim s'accordent mal avec l'histoire véritable. Ainsi, quand il s'agit d'interpréter le verset 3 du chapitre xi de l'Apocalypse, Joachim dit que peut-être, par les deux témoins qui y sont mentionnés, l'apôtre entend deux personnages, ou encore deux ordres d'hommes spirituels, dont la vocation sera de combattre la bête sortie des profondeurs de l'abîme ¹. Ailleurs (en commentant le verset 11 du même chapitre), il aperçoit d'abord un ordre des justes auxquels il est donné d'imiter la vie du Fils de l'homme par la pratique de toutes les vertus et surtout de la pauvreté. Il voit ensuite un ordre d'ermites qui, par la sainteté de leur vie, seront les émules des anges ; ils seront vêtus de noir et leur vêtement sera maintenu par une ceinture ; cet ordre paraîtra nouveau et ne le sera pas. Plus doux et plus suave, il travaillera à recueillir les épis, c'est-à-dire les élus, tandis que le premier, plus farouche et plus ardent, s'appliquera à faire la vendange, c'est-à-dire sans doute à combattre les réprouvés ². Rapprochez ce passage de l'interprétation que donne Joachim, dans la *Concordia Veteris et Novi Testamenti*, des deux anges envoyés à Sodome : ils représentent deux types différents d'hommes spirituels, chargés par Dieu de prêcher au milieu du monde, l'un qui s'établira au désert, l'autre dont les membres, suivant l'exemple d'Élie, vivront solitaires au milieu des hommes, sans se grouper dans des couvents ³. Ailleurs, il est

¹ *Expositio*, fol. 146 v°.

² *Ibid.*, fol. 146 et 147. Rapprochez de ce texte un passage du traité *Super IV Evangelia*, où la restauration de l'autel par Élie après la mort des prêtres de Baal est donnée comme la figure de la restauration prochaine du *praedicatorum ordo*. De cet ordre, il est dit : « Nunc dissipatus agnoscitur sub dominio Babilonis, et in ipso recipietur mater cum puero Jesu duplex, scilicet religionis ordo cum praelatis suis designatis in Joseph, ut ex eo reedificentur muri Jerusalem » (fol. 190 v°). Voyez aussi *Expositio*, fol. 175 et 176.

³ *Concordia*, fol. 76. — En outre, à propos du verset 9 du même chapitre,

question des sept ordres qui procéderont des hommes spirituels et correspondront aux sept dons de l'Esprit-Saint ¹. On pourrait signaler quelques passages analogues, qui, tous, laissent au lecteur la même impression incertaine quant à la signification précise de ces « ordres » qu'annonce Joachim ².

Sans doute, il est plusieurs de ces textes qu'avec un peu de bonne volonté on pourrait être amené à considérer comme prophétisant la fondation des ordres de Saint-Dominique et de Saint-François, mais certainement aucune de ces prophéties n'est claire; dans chacune d'elles, à côté de traits qui parfois s'accroissent aux instituts créés au commencement du XIII^e siècle ³, il en est qui leur conviennent médiocrement. Tout ce qu'on en peut induire, c'est que Joachim attendait à bref délai, chez les laïques comme chez les clercs, un intense accroissement de la vie religieuse; c'était d'ailleurs la conséquence nécessaire des oracles par lesquels il annonçait l'avènement prochain du Saint-Esprit.

Joachim annonce que la septième époque sera celle des prêcheurs (*tempus praedicatorum*), qui annonceront le règne des hommes spirituels (*Expositio*, fol. 152).

¹ *Expositio*, fol. 22.

² Cf. *Concordia*, fol. 80 : « Duo filii qui orti sunt ex eis, duos novissimos ordines designare puto, quorum unus erit laicorum, alius clericorum, qui et ambo regulariter vivant, non quidem secundum formam monachae perfectionis, sed secundum institutionem fidei christianae, immo secundum regulam illam generalem Actuum apostolorum de qua et dicitur : Multitudinis credentium erat cor unum et anima una. Quae videlicet credentium regula in tantum conveniebat universitati eorum ut nec etiam conjugatos excluderet. » J'estime que, dans la pensée de Joachim, ces ordres seront composés de convertis; mais ceux qui les convertiront et dirigeront le mouvement sortiront de l'ordre monastique.

³ Exemples : le nom de *praedicatores*, qui devint celui des Dominicains; l'ordre formé de laïques, notion qui répond bien à celle de la première fraternité de saint François. (Voir ci-dessus.) Remarquez en outre que les spirituels du troisième état ne devaient rien posséder, au dire de l'abbé de Flore : « Necessae est quippe ut succedat similitudo apostolicae vitae, in qua non acquiratur possessio terrene hereditatis sed vendebatur potius. » (*Concordia*, fol. 59 v°.) On lit aussi dans l'*Expositio super Apocalypsim* : « Qui, sciens paupertatem Regis sui, erubescit egere, nonne Christum offendit in presepio? » (fol. 180 v° : cf. Tocco, p. 384 et 385.) Remarquez que tous ces traits s'expliquent fort bien à la fin du XII^e siècle, c'est-à-dire à l'époque où écrit Joachim. Bien avant lui, Richard de Saint-Victor, dans son commentaire sur l'Apocalypse, a fait allusion à l'avènement d'*ordines praedicatorum* destinés à exercer une action profonde. — La notion des fraternités laïques était répandue en Italie à cette époque : les Vaudois et les Humiliés ont précédé les Franciscains. — Enfin, quant à l'amour de la pauvreté, il sera le trait caractéristique

S'il n'est nullement démontré que Joachim ait nettement entrevu la fondation des Frères Prêcheurs et des Frères Mineurs, faut-il croire que l'écho lointain des prédications de l'abbé de Flore ou la lecture de ses écrits ait pu exercer quelque influence sur l'initiative de l'un ou de l'autre des saints qui les ont fondés ? L'affirmer me semble téméraire. Remarquez que le caractère de saint Dominique et de saint François, et surtout les circonstances de leur vie, suffisent parfaitement à expliquer leurs œuvres. Dominique, prêtre zélé qui est amené, à la suite de son maître Diego d'Osma, à lutter pied à pied contre l'hérésie albigeoise dans le midi de la France, s'efforce d'approprier à cette lutte l'institution des chanoines réguliers à laquelle il appartient ; la règle des chanoines réguliers forme le noyau des constitutions primitives de l'ordre qu'il établit ¹. François est un simple laïque qui, sachant de quel poids les richesses pèsent sur le chrétien, en a secoué allégrement le joug ; désormais affranchi de toute entrave, il se livre avec joie, dans la candeur de son âme, à la vie pauvre et humiliée, accueillant les compagnons qui s'offrent à lui et en formant une fraternité purement laïque à ses débuts, mais fort éloigné de la pensée de créer un nouvel ordre religieux, encore moins de régénérer le clergé et la société chrétienne tout entière ². En tout cas, il n'y a rien de monastique dans les origines premières des Franciscains, non plus que dans celles des Dominicains : celles-ci sont cléricales, celles-là sont laïques. Ceci est évident en ce qui concerne les Frères Mineurs ; quant aux Frères Prêcheurs, il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler toutes les polémiques du ^{xii}^e siècle au sujet des différences entre *monachi* et *canonici*. Or, Joachim de Flore était avant tout un moine, qui n'avait guère d'estime

de saint François ; mais beaucoup d'âmes, à cette époque, se révoltaient contre les abus engendrés dans l'Eglise par les richesses.

¹ « L'ordre dominicain était et est un *Ordo clericorum* ; en réalité, il appartient à la famille des chanoines réguliers, dont ils portaient l'habit au début ; ils portent encore cet habit modifié. Saint Dominique n'a point renoncé à son premier état de *canonicus regularis* ; il l'a seulement élargi. » Denifle, *die Constitutionen des Prediger-Ordens von Jahre 1228*, dans l'*Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte*, I, p. 169 et passim.

² Voir le mémoire du R. P. Mandonnet, O. P., *les Origines de l'Ordo de Poenitentia*, dans le *Compte rendu du quatrième congrès scientifique international des catholiques* (congrès de Fribourg) ; sciences historiques ; Fribourg, 1898, p. 183 et suiv.

que pour les moines. Son idéal était la contemplation, et non l'action : l'ensemble de ses écrits montre qu'à son avis, c'est du monachisme que doit sortir le mouvement qui assurera le triomphe de l'Église spirituelle et contemplative. Visiblement, cela s'accorde assez mal avec l'œuvre de saint François et de saint Dominique. Il me semble d'ailleurs qu'il y a une différence profonde entre la figure simple et aimable du patriarche d'Assise, tout pénétré d'une tendresse qui déborde jusque sur la nature inanimée, et en même temps défiant à l'endroit des savants et des lettrés, et la figure grave et austère de l'abbé de Flore, morigénant sans cesse ses auditeurs ou ses lecteurs, les terrifiant de l'annonce des catastrophes prochaines, et d'ailleurs soucieux plus que personne de théologie et d'exégèse, et employant une érudition abondante à combattre les scolastiques. A dire vrai, il me paraît certain que l'influence de Joachim de Flore ne s'est exercée directement ni sur la genèse des Frères Prêcheurs, ni sur celle des Frères Mineurs. Mais s'il fallait choisir, ce serait encore l'ordre dominicain qui, à mon sens, s'éloignerait le moins des aspirations de Joachim de Flore ; les tendances du prophète calabrais cadrent mal avec l'idéal libre, clair et joyeux du pauvre d'Assise, qui, probablement, au moment de sa conversion, n'avait jamais entendu parler de lui. La grande influence des écrits de Joachim sur une portion de l'ordre franciscain ne commença que plus tard, vers le milieu du ^{xiii}^e siècle, lorsque les rigoristes, disposés à exagérer l'importance de la personne et de l'œuvre de saint François pour mieux défendre la tradition de la pauvreté absolue, s'efforcèrent de les faire pénétrer dans le système historique et prophétique créé par l'abbé de Flore. C'est alors vraiment que Joachim devint leur patriarche ; c'est alors qu'ils adoptèrent son enseignement aussi bien sur la Trinité que sur les destinées de l'Église ; c'est alors enfin que, pour consolider ce système, quelques-uns d'entre eux imaginèrent de placer à côté des écrits authentiques de Joachim des écrits apocryphes plus nettement appropriés aux besoins de la polémique de leur temps.

Toutefois, il serait puéril de le méconnaître, l'œuvre de Joachim de Flore est une preuve nouvelle d'un état d'esprit caractéristique qui était celui d'une foule de chrétiens, clercs et

laïques, à la fin du ^{xii}e siècle ou au commencement du ^{xiii}e. Beaucoup pensaient, comme l'abbé de Flore, que l'une des principales causes de la corruption de l'Église n'était autre que les richesses surabondantes du clergé; beaucoup étaient convaincus, comme lui, de la nécessité d'une réforme profonde qui ne pouvait être qu'un retour à la pauvreté; beaucoup, comme lui, attendaient je ne sais quelle manifestation de l'Esprit divin qui susciterait à la vie parfaite de nombreux adhérents; beaucoup voyaient avec sympathie la fondation de ces associations religieuses, populaires et laïques, d'ailleurs empreintes d'« un caractère très marqué d'ascétisme » et portées « vers les formes de la vie pénitentielle ¹, » qui semblent avoir inspiré quelques passages des écrits de Joachim où il est traité d'ordres nouveaux comprenant les laïques. En réalité, les prédications et les écrits de Joachim furent une manifestation, et non des moindres, non seulement d'opinions qui lui étaient tout à fait personnelles, mais aussi de tendances fort répandues à son époque; aussi ne purent-elles passer inaperçues dans l'Italie méridionale, et à Rome durent-elles attirer l'attention des papes et de leur entourage, surtout dans les premières années du pontificat d'Innocent III. Ainsi Joachim de Flore a pu, par le retentissement donné à quelques-unes des idées qui lui étaient chères, contribuer à préparer le terrain aux ordres nouveaux. C'est par là sans doute qu'il a servi le plus efficacement la cause de l'Église, dont il fut d'ailleurs un auxiliaire aussi dévoué que dangereux.

PAUL FOURNIER.

¹ J'emprunte ces expressions au mémoire précité du R. P. Mandonnet, p. 185.

LE GÉNÉRAL JARRY

ET L'INCENDIE DE COURTRAI PAR L'ARMÉE FRANÇAISE EN 1792

D'APRÈS LES DOCUMENTS INÉDITS DU DÉPÔT DE LA GUERRE

L'incendie de Courtrai par une armée française, le 29 juin 1792, c'est-à-dire au lendemain même de notre solennelle déclaration de guerre à l'empereur d'Allemagne, emprunta tout d'abord aux circonstances au milieu desquelles il s'était produit une notoriété éclatante, une renommée qui eût pu avoir pour l'avenir de la Révolution le plus désastreux effet.

Nous avons fait appel à la force en affirmant que nous dirigerions nos coups contre les souverains et non contre les peuples ; nous étions entrés en Belgique en annonçant aux Brabançons que nous leur apportions l'autonomie et la liberté, et au moment où ces populations, hésitantes encore dans leurs sympathies, commençaient à penser que notre désintéressement n'était pas un vain mot, un acte bien caractérisé de violence venait brusquement démentir nos discours, montrer cruellement l'inanité de nos promesses.

En réalité, et en jugeant aujourd'hui les choses avec sang-froid, on reconnaît que l'incendie de Courtrai fut un fait d'une portée restreinte, un de ces incidents dont la guerre, à toutes les époques, présente d'innombrables exemples. Nous n'aurions donc pas songé à offrir au public une relation particulière de cet événement presque banal, si, ayant été accidentellement conduit à nous en occuper, nous n'avions vu sortir des décombres de Courtrai une figure entièrement inconnue, qui nous a paru cependant intéressante et digne d'être mise en lumière.

L'étude de l'histoire emprunte toujours un intérêt particulier à la connaissance intime des hommes qui y ont joué un rôle

principal. Il nous a semblé que cette vérité était plus apparente qu'ailleurs dans l'épisode des guerres de la Révolution auquel est intimement lié le nom du général Jarry.

I.

La déclaration de guerre du 20 avril 1792, celle par laquelle l'Assemblée législative entamait avec l'Europe un duel qui allait durer plus de vingt années, avait surpris nos armées davantage encore que les Autrichiens. Toutefois, le manque de préparation, qui laissait à ce moment nos troupes à peu près complètement dépourvues, ne fut pour rien dans les deux déroutes qui signalèrent notre entrée en Belgique. Le même jour, presque à la même heure, deux détachements français de plusieurs milliers d'hommes, opérant à cinquante kilomètres l'un de l'autre, éprouvaient à Baisieux, près Tournai, et à Quiévrain-sous-Mons, une panique telle que l'histoire militaire de notre pays n'en offre peut-être aucun autre exemple.

Cependant, Dumouriez, qui présidait à cette époque aux destinées politiques de notre pays, n'avait vu dans ces deux journées funestes qu'un de ces accidents malheureux dont les exemples sont fréquents à la guerre. Avec sa ténacité habituelle, il avait voulu reprendre la partie, la recommencer, et cette fois il espérait bien la gagner.

On avait remplacé Rochambeau par Luckner, qu'on prenait à cette époque pour un élève, nous dirions volontiers pour un émule du grand Frédéric, on avait reconstitué l'armée sur de nouvelles bases, on l'avait renforcée, on en avait fait un instrument qu'on jugeait apte à frapper un coup décisif.

Cette armée de Luckner demeurait cependant, à très peu de chose près, ce qu'avait été l'armée de Rochambeau, c'est-à-dire un mélange, sans homogénéité, de vieux soldats et de nouvelles recrues, auquel une discipline de fer eût seule pu donner la cohésion nécessaire. Elle comprenait, pour les deux tiers, des bataillons de l'ancienne armée royale, et, pour l'autre tiers environ, des gardes nationales volontaires qui ne doivent être en aucune manière confondues avec les « volontaires de 1792. » Ces derniers ont été accusés justement d'avoir constitué, en masse, une troupe sans discipline et sans vertus militaires, qui

prit seulement quelque valeur quand la désertion, le feu de l'ennemi — lorsqu'il était possible de les mener au feu — les maladies et les privations auxquelles furent soumises alors les armées de la République, en eurent expulsé les trop nombreuses scories. Au contraire, les volontaires de 1791, élite remplie pour la plupart d'idées généreuses, de bonne volonté, constituaient une association sans doute mal amalgamée, sans liaison intime, sans instruction militaire, mais à laquelle le séjour dans les camps, le frottement journalier avec les anciennes troupes, l'habitude de vivre au contact de l'ennemi attribuèrent en peu de temps une certaine valeur morale, un fond de quelque solidité.

En général, ces troupes étaient insuffisamment encadrées : un grand nombre d'officiers avaient déjà émigré et le chiffre de ces départs s'augmentait tous les jours. On pourvoyait à ces vides par des nominations dans l'intérieur des corps, mais ces promotions faites à la hâte ne l'étaient pas toujours avec le discernement qui eût été nécessaire. Les officiers supérieurs faisaient surtout défaut : on manquait de bons lieutenants-colonels pour commander les bataillons, car, à cette époque, les chefs des bataillons étaient des lieutenants-colonels; on manquait aussi d'officiers généraux ¹. Le nombre considérable des villes de guerre, à la tête desquelles on croyait nécessaire de placer un maréchal de camp ou même un lieutenant général, absorbait un chiffre élevé de généraux de brigade ou de division, de telle sorte qu'il n'en restait plus pour commander les troupes actives, à la tête desquelles ils étaient bien autrement indispensables.

Au point de vue de sa formation organique tactique, l'armée d'opérations du Nord, forte d'environ vingt-huit mille hommes, était constituée, suivant les errements de l'époque, en une avant-garde, une première ligne, une seconde ligne, une réserve. Cette distribution concernait l'armée envisagée dans le sens de la profondeur. Considérée suivant la largeur, c'est-à-dire examinée par rapport à l'étendue du front, chaque ligne, commandée par un lieutenant général, était répartie en un centre, en deux

¹ Voir la lettre de Luckner au ministre, celle de Valence, celle de Lafayette : « La plupart des régiments sont sans officiers supérieurs.... » Luckner à Servan, 31 mai : « L'état de cette armée fait frémir.... » Valence à Servan, 21 mai : « Il manque un grand nombre d'officiers dans l'armée, même d'officiers supérieurs.... » Lafayette à de Grave, 25 avril. Les plaintes de ce genre sont renouvelées à chaque instant.

ailes et, sur les extrémités extérieures des ailes, deux flancs. La première ligne était aux ordres du comte de Carle, vieil et honnête officier qui venait d'être nommé lieutenant général à l'ancienneté et qui, dans les derniers mois de son dernier grade, signalait régulièrement toutes les pièces militaires : « Decarle (*sic*), le plus ancien maréchal de camp employé dans le royaume. » Le général Biron, l'ancien duc de Lauzun, l'homme de Mons et de Quiévrain, commandait la deuxième ligne; la réserve était aux ordres de Valence, le comte de Timbrune-Valence, l'ami particulier du duc d'Orléans, le futur ambassadeur de Napoléon; enfin, l'avant-garde était commandée par le maréchal de camp Jarry ou Jarry de la Villette.

Ce qu'était exactement ce Jarry, peu de personnes étaient en mesure de le dire à l'armée du Nord. On savait vaguement qu'il avait servi sous Frédéric, et bien des gens le prenaient pour un officier allemand passé on ne savait trop quand ni comment au service de la France. C'est effectivement une remarque importante à faire ici, que la question de patrie n'existait pas au XVIII^e siècle telle que nous la comprenons de nos jours, et qu'on voyait alors couramment un militaire changer plusieurs fois de drapeau sans que son honorabilité ou sa dignité en souffrissent. Luckner, par exemple, qui, né Bavaïois, était entré au service de la Hollande, plus tard du Hanovre, qui avait fait toute la guerre de Sept ans contre nous aux ordres du duc de Brunswick et avait fini par passer au service de la France quand on n'avait plus voulu de lui ailleurs, Luckner était alors un héros dont tous les partis célébraient non seulement les talents militaires, mais le dévouement à la France et le *patriotisme*.

Cependant, cette croyance en la nationalité étrangère du commandant de l'avant-garde de Luckner n'était pas fondée. Jarry était effectivement Français, avait fait en France des études pour entrer dans le corps des ingénieurs, et venait de terminer ces études quand des offres lui ayant été adressées pour l'inviter à prendre du service en Prusse — probablement vers 1755 ou 1756, — il les avait acceptées.

Il serait oiseux d'insister sur les soins qu'apportait Frédéric II au développement scientifique, tactique, organique de son armée, sur le souci sans cesse éveillé dans son esprit d'en

faire un instrument solide, redoutable, supérieur à tout ce qui existait alors, à cet égard, en Europe.

Cependant, les troupes prussiennes, à la date que nous venons de dire, c'est-à-dire celles qui avaient lutté contre l'Autriche de 1740 à 1745, étaient bien loin d'être ce qu'elles furent dix ans plus tard, surtout ce qu'elles devinrent à la fin de la guerre de Sept ans et davantage encore dans les dernières années du vieux Fritz. Un ramassis de gens sans aveu, maintenus dans le rang par une discipline impitoyable, par la crainte de châtiments barbares; des troupes dressées aux manœuvres non pas par des procédés supérieurs à ceux qui étaient en vogue dans les autres armées européennes, mais surtout par des méthodes appliquées avec plus d'initiative, de zèle, d'assiduité qu'ailleurs; à la tête de ces troupes, quelques chefs d'une capacité moyenne, et enfin, au-dessus de ces chefs, un prince d'une intelligence confinant au génie, sans vergogne, sans cœur, égoïste, méprisant les femmes et davantage encore les hommes, doué d'une volonté qu'aucune considération ne faisait plier, ayant le goût et le sentiment de la guerre, d'une résistance physique bestiale, sobre, d'une simplicité de tenue touchant à l'avarice et à la saleté sordide : tels étaient, vers 1755, l'armée prussienne, ses généraux, son roi.

La paix conclue en 1745 avec l'Autriche avait stipulé la cession définitive de la Silésie à la Prusse, mais Frédéric entendait bien que les clauses de ce traité allaient être mises à bref délai en discussion et que sa conquête serait bientôt menacée. Il sentit donc, et davantage que jamais, la nécessité de développer encore sa puissance militaire naissante, le seul élément sur lequel il pût s'appuyer au cas d'une revendication inévitable. Une partie de son armée laissait particulièrement à désirer : c'était tout ce qui concernait l'attaque et la défense des places, la science des ingénieurs : il songea à l'améliorer.

A vrai dire, Frédéric n'attachait qu'une importance médiocre à cette branche de l'art militaire et celle-ci demeura toujours en Prusse, au moins à cette époque, d'une faiblesse notoire. Comment, d'ailleurs, en eût-il été autrement, avec le peu de considération dont jouissait alors tout ce qui se rattachait à la fortification militaire, avec le discrédit dans lequel vivaient les troupes du génie?

Un officier français, qui visita l'Allemagne et étudia spécialement l'armée de Frédéric à la veille de la Révolution, écrivait, vers 1786, à propos des ingénieurs militaires prussiens : « L'on distingue les ingénieurs de campagne des ingénieurs de garnison...., ils sont à peu près aussi ignorants les uns que les autres. Ce corps est composé d'aventuriers français et portugais.... et ne possède pas actuellement un ingénieur que l'on puisse nommer.... ; il ne jouit d'aucune considération ¹.... »

Guibert, qui avait vu les troupes de Frédéric en 1776, c'est-à-dire dix ans avant la mort de ce prince, nous a également laissé des ingénieurs militaires prussiens un portrait peu flatteur. « Le corps du génie en Prusse est sédentaire, nous dit-il.... ; il est peu nombreux et sera toujours médiocre.... ; les officiers sont la plupart étrangers et pris au hasard. Habiles ou ignorants, ils jouissent paisiblement des appointements qui leur ont été accordés en entrant au service du roi, qui les reçoit sans consulter personne. Savoir barbouiller quelques plans, parler à tort et à travers mathématiques, fortifications, en voilà assez pour être ingénieur, souvent malgré soi. Les sujets du roi qui entrent dans le corps du génie y sont reçus en sortant du collège ou de l'académie militaire : la plupart n'ont qu'une très légère teinture de leur métier. Un ingénieur étranger de quelque mérite passera difficilement au service du roi de Prusse, quelques avantages qu'on lui fasse, lorsqu'il saura que le corps du génie y est pour ainsi dire avili et composé d'aventuriers.... Les appointements des officiers de l'état-major du génie sont arbitraires ; le capitaine n'a que trente écus par mois ; le lieutenant dix-huit. Les officiers mourroient de faim s'ils ne rapinoient lorsqu'ils sont employés, pour se mettre en état de vivre lorsqu'ils sont réduits à leurs simples appointements. Il n'est guère d'État en Europe où la partie du génie soit aussi négligée ².... »

On peut présumer que si la situation était, en 1776 et en 1786, celle que nous venons de dire, elle ne pouvait manquer d'être beaucoup plus fâcheuse encore en 1750, et il était naturel que

¹ Mémoire sur l'armée prussienne, à la suite du rapport de Toulangeon, p. 306.

² Guibert, *Observations sur la constitution militaire et politique de Sa Majesté prussienne*, p. 78.

Frédéric se préoccupât d'y remédier. Il jeta les yeux sur la France, où, à vrai dire, la sape et la mine n'étaient pas en beaucoup meilleur rang, mais où la réputation de Vauban et de Cormontaigne avait cependant donné à la fortification militaire quelque éclat. Malheureusement, le roi de Prusse était trop ladre pour songer à nous enlever le dessus du panier : il acquit donc, à bas prix, les fruits du fond de la corbeille, fussent-ils légèrement meurtris ou même véreux, et c'est ainsi que nous pouvons nous expliquer les allégations sévères de Guibert et de son compagnon sur la moralité des officiers du génie prussiens au XVIII^e siècle. Il est présumable cependant que certains de ces fruits étaient à peu près sains, que dans ce contingent dont la majorité laissait vraisemblablement à désirer, il se trouvait quelques officiers que la France eût eu avantage à conserver dans ses rangs, et tout nous fait supposer que Jarry était de ceux-là. Au surplus, il ne nous a pas été possible d'élucider la façon dont Frédéric avait procédé à son opération de racolage dans notre pays. Peut-être le sait-on à Berlin ; en France, rien n'existe, au moins aux archives de la Guerre, qui permette de dire si le roi de Prusse demanda officiellement à Louis XV un certain nombre de nos officiers, ou s'il se borna à faire présenter officieusement des offres à certains de nos compatriotes. A cette époque, il n'existait aucun préjugé — nous l'avons dit — qui empêchât un officier de prendre du service chez une puissance autre que sa patrie. Jarry accepta donc d'aller servir en Prusse, et quitta la France dans ce but, probablement en 1755. Il avait à cette époque vingt-deux ou vingt-trois ans.

Ce que fit Jarry en arrivant dans son nouveau pays d'adoption, nous ne saurions le préciser avec détail. Une note manuscrite conservée aux archives de la Guerre, et dont le texte nous permet de fixer la date à la fin de 1790, affirme que Jarry avait « servi sous le feu roi de Prusse pendant toute la guerre de Sept ans ¹. » C'est donc contre nous qu'il aurait fait ses premières armes, et c'est peut-être lui qui avait établi sur la colline de

¹ D'après les *Mémoires* du major général anglais Le Marchant, Jarry aurait non seulement fait toute la guerre de Sept ans, mais y aurait été blessé à diverses reprises. « After the Seven's years war, in which he is said to have received several severe wounds » (*Dictionary of national biography* (London, 1892), art. Jarry. Il est vrai que le « he is said » n'est pas bien affirmatif.

Janus la batterie de dix-huit pièces qui, à Rosbach, contribua si puissamment à la déroute du prince de Soubise. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'à la fin de la guerre de Sept ans, notre compatriote servait depuis plusieurs années en Prusse. Effectivement, nos archives possèdent la copie, de la main de Jarry, d'un brevet prussien, dans lequel Frédéric II nomme « major de ses armées le ci-devant capitaine-ingénieur de la Villette, » c'est-à-dire, comme on le verra plus loin, le capitaine Jarry. Cette pièce, ou plus exactement, l'original du brevet, est datée de Berlin, le 28 octobre 1763.

Dans un second brevet, daté du 30 mai 1790 et signé, par conséquent, non plus de la main de Frédéric II, mais par son successeur Frédéric-Guillaume II, Jarry, promu colonel, est qualifié « le cy-devant major français Jarry de la Villette. »

Il convient de remarquer ici que Jarry avait d'abord servi en Prusse sous le seul nom de « la Villette, » probablement un nom de guerre, comme en adoptaient alors nombre d'aventuriers, et que ce fut plus tard seulement qu'il reprit son véritable nom patronymique, qui paraît avoir été « Jarry » tout court.

Effectivement, bien qu'il n'y ait aucun doute sur le séjour de près de quarante ans fait par Jarry en Prusse, sur les fonctions officielles qu'il y exerça, notamment celles de directeur de l'académie militaire ou école supérieure de guerre de Berlin, créée en 1765, il n'existe, paraît-il, aucune trace dans les archives prussiennes du passage de notre compatriote dans l'armée de Frédéric. Au moins, cette absence de tout document résulte-t-elle d'une déclaration de la direction actuelle des archives allemandes, faite officiellement à une publication anglaise ¹ où l'on cherchait récemment à publier une biographie de Jarry. L'explication, au premier abord incompréhensible, de cette lacune réside dans le fait que nous signalons, c'est-à-dire dans la facilité avec laquelle nos aïeux modifiaient ou changeaient leur nom ². On sait qu'à cette époque, notamment au xvii^e et au xviii^e siècle, chacun se faisait appeler comme il en avait envie,

¹ *Dictionary of national biography*, par Sidney Lee.

² C'est ainsi par exemple que *Boué*, quand il passa au service de la Saxe, se fit appeler M. de Martange, nom sous lequel il est seulement connu. Il en est de même pour Beurnonville, qui s'appelait Riel. Les soldats eux-mêmes servaient presque toujours sous des noms d'emprunt : Lafleur, La Victoire.

sans que la loi ni personne y trouvât à redire. Évidemment, si de 1750 à 1790, Jarry s'était fait appeler en Prusse « M. de la Villette » — comme il est constant qu'il le fit et comme il est désigné dans ses brevets, — c'est sous ce dernier nom, et non pas sous le premier, qu'il faudrait le chercher aux archives.

Il n'y a, en effet, aucun doute, comme nous le disions tout à l'heure, que Jarry n'ait été non seulement le directeur, mais l'organisateur de l'académie de guerre de Berlin, « la première école d'état-major qui ait été fondée en Europe, » comme l'indique le général Bardin ¹. Frédéric II, dans ses Mémoires historiques, et quantité d'autres témoignages contemporains sont absolument positifs à cet égard. Ce qui aurait été intéressant à connaître et sur quoi on n'a malheureusement aucun détail, c'est la façon dont notre compatriote avait conçu et mené à bien cette organisation. Peut-être un amour-propre mal placé empêche-t-il nos ennemis actuels de divulguer à cet égard ce qu'ils savent : il y aurait dans cette dissimulation une mesquinerie d'appréciation qui ne nous surprendrait pas.

Qu'était-ce, au vrai, que cette académie de Berlin sous Frédéric ? que valaient, en général, ces écoles militaires prussiennes au XVIII^e siècle ? Mirabeau, qui visita la Prusse en 1786, et qui nous a laissé sur l'organisation de l'armée de Frédéric une étude fort complète, parle de l'académie de guerre en termes rapides et assez peu flatteurs ². Le marquis de Toulangeon, qui traversa l'Allemagne à la même époque et dont le rapport sur l'armée prussienne, enfoui pendant un siècle dans un carton des archives de Vesoul, a été publié il y a une vingtaine d'années ³, n'en rapporte pas grand'chose de bon. « Ce qu'on appelle l'école de guerre de Berlin, dit-il, n'est autre chose qu'une maison d'éducation fondée pour quinze gentilshommes. Dans l'origine, ils devoient y être instruits dans la politique. Aujourd'hui, reçus à onze ans, ils y font un cours de latinité ; on les instruit aussi dans quelques sciences ; ils y font tous les exercices qu'on fait dans nos académies. Toute l'instruction militaire se borne à celle

¹ Bardin, *Auteurs militaires*, I, 1789, H 534.

² *La Monarchie prussienne*, par le comte de Mirabeau. Le tome IV, consacré à l'armée, a été rédigé, dit Bardin, par Mauvillon. Pour l'Ecole militaire, voir t. IV, p. 52.

³ *Une Mission militaire en Prusse*, par le lieutenant général marquis de Toulangeon. Paris, Didot, 1881, p. 151.

que donne un assez médiocre maître de fortifications.... En tout, cette école est fort au-dessous de la perfection qu'on lui suppose. Je tiens ces détails de M. Borelly, Français, qui est un des professeurs.... L'école des cadets est dans le genre de nos écoles militaires, mais inférieure à tous égards. De vieux officiers ignorants la dirigent.... »

Ce jugement sur l'institution qui aurait été l'œuvre de Jarry n'est pas flatteur, comme on voit; cependant, il y a lieu de remarquer que Toulangeon ne parle pas ici par lui-même, qu'il juge d'après un tiers, et que M. Borelly, sans doute adjoint, ou tout au moins ancien adjoint de Jarry, a pu ne pas s'exprimer sur son chef avec toute la sincérité, la véracité désirables. D'ailleurs, s'il en faut croire Bardin, Jarry ne serait demeuré à la tête de l'école de guerre que jusqu'en 1775 ¹; la situation inférieure dont parle Toulangeon, en 1786, ne lui serait donc pas imputable. Un autre Français, Guibert, qui, comme nous l'avons dit plus haut, visita la Prusse en 1776, c'est-à-dire à une époque où l'influence de Jarry à l'école de guerre de Berlin subsistait encore tout entière, parle de cet établissement en tout autres termes que Toulangeon. « L'hôtel de cette académie militaire, nous dit-il, est agréablement situé sur le bord de la Sprée et vis-à-vis du palais du roi.... L'appartement des élèves communique à celui de leur gouverneur. Ils sont instruits dans toutes les branches des sciences par d'excellents maîtres ou professeurs.... L'éducation qu'on donne dans cette maison est admirable, et les sujets sont élevés comme doivent l'être les gens de qualité ². »

Il y a de la marge, comme on voit, entre les deux appréciations.

Où que soit à cet égard la vérité ³, il est certain que Jarry

¹ Au contraire, le major général sir Denis Le Marchant et sir Howard Douglas affirment qu'il aurait gardé sa situation jusqu'à la mort de Frédéric. Voyez le *Dictionary* de Sidney Lee, et *Memoirs of major general Le M.*, p. 116.

² Ce n'est point dans le *Voyage en Allemagne*, publié seulement après sa mort, qu'on trouve ces renseignements, mais dans les *Observations sur la constitution militaire et politique de Sa Majesté prussienne*, p. 46. Ce dernier ouvrage parut du vivant de Guibert, en 1778, et sans nom d'auteur. Dans le *Journal d'un voyage militaire fait en l'année 1787 en Prusse*, que Bardin, Rumpf et Barbier attribuent inexactement à Guibert, il n'est pas question de l'École de guerre.

³ Thiébault, le père du général du premier empire, dont les *Mémoires*, aussi

perdit, à la mort de Frédéric, la plus grande partie de l'influence qui avait été son partage sous le règne de ce prince, et qu'il fut compris dans l'ostracisme dont furent frappés la plupart de nos compatriotes à l'avènement de Frédéric-Guillaume II. On sait cependant qu'au moment de la révolte des Pays-Bas contre la domination autrichienne en 1788, il reçut de ce même Frédéric-Guillaume une mission pour la Belgique, et qu'il s'aboucha, dans ce pays ¹, avec certains chefs rebelles, notamment avec Vonck et les représentants les plus autorisés du parti vonckiste. Il existe de Jarry, dans le *Mémoire historique* publié par le colonel Van der Mersch sur la révolution brabançonne, une lettre qui donne quelques renseignements à cet égard ². Mais les faits et gestes de notre compatriote dans les Pays-Bas, de 1788 à 1790, n'ont pas assez d'importance ni un intérêt suffisant pour que nous nous y arrêtions longuement. Nous dirons donc simplement qu'après un séjour d'une durée inconnue en Brabant, Jarry retourna à Berlin rendre compte de sa mission au roi Frédéric-Guillaume, qu'il était encore dans cette ville le 30 mai 1790, date à laquelle il fut promu colonel dans l'armée prussienne, mais que le 16 octobre de la même année il avait quitté la Prusse, vraisemblablement sans esprit de retour, puisqu'à cette époque on le voit adresser, de Liancourt en Picardie, au comte de la Tour du Pin ³, une lettre qu'on lira plus loin, et dans laquelle il demande à prendre du service en France ⁴.

Pour bien saisir dans quelles conditions s'effectuait ce retour de Jarry dans son pays, il est urgent de se rappeler l'engouement dont s'était éprise notre patrie pour tout ce qui touchait à Frédéric II, pour les méthodes militaires prussiennes, pour ce qui émanait, de près ou de loin, de ces contrées du Nord, « d'où nous venait désormais la lumière; » il convient de se souvenir

curieux qu'acérbes et méchants, ont été publiés récemment, Thiébault, qui avait passé de longues années en Prusse comme lecteur de Frédéric II, ne consacre pas un mot à Jarry dans ses souvenirs sur la cour de Berlin. Le fait est assez singulier pour être signalé.

¹ Jarry fait lui-même allusion à son séjour dans les Pays-Bas, dans une lettre adressée au ministre de la guerre le 30 septembre 1791 et qu'on lira plus loin (p. 523).

² *Mémoire historique, etc.*, t. II, p. 245, cité par Borgnet dans son *Histoire des Belges*, t. II, p. 34.

³ Le lieutenant général comte de la Tour du Pin, qui commandait à Bordeaux et devait y organiser une armée dite des Côtes occidentales.

⁴ Voir cette lettre, p. 518.

que, suivant la parole de Jomini, il suffisait alors, chez nous, « de porter un nom tudesque pour faire une fortune militaire. » Jarry, ancien directeur de la première école militaire de Prusse, Jarry, admis jadis dans l'intimité de Frédéric — on le supposait tout au moins, — devait nécessairement profiter de cette faveur inconsidérée. Déjà, étant à Berlin, il avait eu l'occasion d'ébaucher des relations avec les nombreux Français qui allaient, suivant la mode, chercher des exemples à Postdam. C'est ainsi qu'il avait fait la connaissance du comte de la Tour du Pin, du duc de Lauzun, de Mirabeau, de Dumouriez, de Custine, du comte de la Mark, du duc de Liancourt, du vicomte de Noailles et de beaucoup d'autres. En rentrant dans sa patrie, Jarry allait bénéficier de ces relations, d'autant qu'en venant à diverses reprises en France, il avait eu l'occasion de renouer ces liens d'abord assez fragiles, de les resserrer même presque étroitement, grâce à des séjours prolongés chez plusieurs de ses nobles amis. Lauzun, qui paraît l'avoir intimement connu, nous donne à cet égard un détail précis, en nous disant que Jarry avait été le « faiseur militaire de MM. de Noailles, de la Mark et de Liancourt. » Or, dans la langue du XVIII^e siècle, « le faiseur militaire » de quelqu'un, c'était le secrétaire intelligent et discret qui savait mettre en œuvre les idées de son patron, à supposer que celui-ci en possédât, qui était à même de lui en fournir si ce patron n'en avait point et voulait se faire passer pour plus riche qu'il n'était à cet égard. Jarry aurait donc rédigé — au dire de Lauzun — un certain nombre de mémoires, de notes, dont il n'eut pas le mérite sans doute, mais qui ne furent pas sans lui rapporter vraisemblablement quelques avantages moins creux que la gloire. Nous ne savons malheureusement pas à quelle date exacte se rapporte l'allégation de Lauzun. Était-ce du vivant de Frédéric ? fut-ce au moment où Jarry vint dans les Pays-Bas à l'occasion de l'intervention de la Prusse dans les affaires de Hollande ? fut-ce enfin d'octobre 1790 à fin août 1792, période qu'il passa entièrement dans notre pays ? Il reste là un point à élucider.

Quoi qu'il en soit, il avait, comme nous l'avons vu, définitivement quitté la Prusse en octobre 1790 et avait rejoint la France, où l'inauguration d'un nouveau régime politique semblait devoir ouvrir une voie inespérée à son activité. Il n'était pas de

jour que l'Assemblée n'imaginât quelque conception nouvelle, et il fallait effectivement enfanter du nouveau pour mettre à la place de ce qu'on démolissait régulièrement chaque jour. Précisément, quelque temps avant l'arrivée de Jarry à Paris, la Constituante venait de créer les adjudants généraux, c'est-à-dire les officiers d'état-major destinés à remplacer les maréchaux généraux des logis, aides et sous-aides maréchaux, majors généraux et aides-majors généraux de l'ancien régime ¹. L'ex-capitaine d'ingénieurs de Frédéric, qui avait besoin d'occuper ses loisirs pour vivre, sollicita immédiatement un des emplois de nouvelle création. Il s'adressa, pour aboutir, au comte de la Tour du Pin, et lui fit parvenir, le 16 octobre 1790, la lettre suivante ² :

Liancourt, ce 16 octobre 1790.

Monsieur le comte,

Permettez-moi d'invoquer vos bontés dans ce moment où il ne dépend absolument que de vous de me mettre du nombre des adjudants généraux. Je m'estimerois surtout heureux que ce fût sous vos ordres. Habitant à Bordeaux, ce seroit un double bienfait que de m'attacher à votre commandement des côtes occidentales, et quoique plusieurs personnes vous aient sollicité en ma faveur, j'aime mieux vous rappeler, monsieur le comte, l'intérêt que vous m'accordiez vous-même lorsque j'ai eu l'honneur d'être reçu chez vous il y a déjà bien des années. Je n'ai point de désirs qui me portent vers un autre général, et je vous supplie de croire que je mettrai tout mon bonheur à mériter votre confiance.

Je suis, avec le plus profond respect, monsieur le comte, votre très humble et très obéissant serviteur.

JARRY ³.

Jarry ne fit pas inutilement appel à ce protecteur, et ce fut vraisemblablement M. de la Tour du Pin qui rédigea la note suivante, destinée à M. de Saint-Paul, le haut fonctionnaire du ministère de la guerre qui avait dans ses attributions les nominations, grâces militaires, promotions, etc.

M. de Jarry a servi sous le feu roi de Prusse pendant toute la guerre

¹ Décret du 5 octobre portant que l'état-major général comprendra désormais en France 94 officiers généraux, 136 aides de camp et 90 adjudants généraux.

² Arch. de la guerre. Original de la main de Jarry.

³ Il signait tantôt JARRY, tantôt FRANÇOIS JARRY.

de Sept ans. C'est un officier qui joint à une rare expérience beaucoup d'esprit et de connaissances. Il n'existe pas, au service de France, quatre officiers qui puissent lui être comparés. Il a été appelé et consulté par le comité militaire¹ ; il est fort recommandé à M. de la Tour du Pin. Il ne s'agirait que d'un mot du Roi ou de la Reine pour décider le ministre à le comprendre sur la liste des adjudants généraux qui viennent d'être créés par l'Assemblée, et cet officier peut rendre d'importants services.

Cette note, qui doit dater de la fin de 1790, porte dans le coin supérieur droit la mention, au crayon, « M. de Saint-Paul, » et dans l'autre coin, à gauche, l'indication « remis par la reine. » Ce serait donc par l'entremise de Marie-Antoinette que M. de la Tour du Pin, ou M. de Noailles, peut-être le duc de Liancourt, auraient fait remettre au ministre la recommandation qu'on vient de lire. Elle est typique, cette note, bien caractéristique dans son exagération et montre d'une façon curieuse cet engouement extravagant pour tout ce qui nous arrivait de Prusse, dont nous parlions tout à l'heure. Jarry, venant de partout ailleurs que de Berlin, eût vraisemblablement été accueilli dans notre armée avec politesse, mais pas autrement ; dès qu'il débouchait des déserts du Brandebourg, « il n'existait pas au service de la France quatre officiers qui pussent lui être comparés. » Où M. de la Tour du Pin, où l'auteur anonyme de la note, quel qu'il fût, avait-il pris les éléments d'une déclaration aussi catégorique, d'une comparaison aussi peu flatteuse pour notre armée ? A moins de supposer que la recommandation en question ait été rédigée par Jarry lui-même, il faut reconnaître que nous sommes toujours les mêmes, légers et excessifs dans la louange comme dans le blâme, accordant l'une ou l'autre sur des apparences souvent non fondées, repoussant sans motifs ou élevant inconsidérément sur le pavois des gens ne méritant ni cette défaveur ni cet excès de sympathie.

Non pas que Jarry fût une personnalité indigne d'intérêt ou mal douée ; ce que nous savons de lui nous le montre au contraire comme un officier intelligent, instruit, consciencieux et honnête. Nous nous élevons seulement contre l'exagération dans l'éloge et nous préférons aux paroles excessives de La Tour du

¹ C'était le comité de la Constituante, dit des Douze.

Pin celles de Dumouriez, qui l'estimait « un des officiers les plus rompus aux détails de son métier ¹. » C'était bien assez, c'eût dû être bien assez pour qu'on l'accueillît à bras ouverts dans notre armée, où se produisaient chaque jour des vides nombreux. On commença par lui accorder, le 19 juin 1791, la croix de Saint-Louis ², pour laquelle il fallait, à la vérité, vingt ans de services militaires; mais comme le règlement de l'ordre ne déterminait pas dans quel pays ces services avaient dû être rendus, on admit pour Jarry que les trente et quelques années passées sous les drapeaux de Frédéric, y compris Rosbach, établissaient des droits à cette distinction. C'était très conforme aux errements du temps. Dès que Luckner avait été inscrit dans notre état-major général depuis 1763 et émargeait à notre budget pour des appointements annuels de trente-six mille livres, on pouvait, sans injustice, donner une croix de Saint-Louis à Jarry. La croix de Saint-Louis ne fut d'ailleurs que le prélude d'une autre faveur : le 6 juillet, Jarry fut nommé colonel adjudant général et affecté aux troupes de la 2^e division territoriale à Valenciennes.

Pour obtenir ce dernier grade, Jarry avait dû présenter les brevets qui établissaient sa situation dans l'armée prussienne, et il avait été invité à remettre avec les originaux une traduc-

¹ Dans les *Mémoires* du général-major Le Marchant, p. 118 : « One of the cleverest officers in any service. »

² La note relative à cette nomination est ainsi conçue :

« 19 juin 1791. On propose d'accorder la croix de Saint-Louis au sieur JARRY DE LA VILLETTE, adjudant général du grade de colonel.

« F. — Il était officier supérieur au service étranger après plus de trente ans de services, lorsqu'il est entré au service de France. Et il espère que, puisqu'on a bien voulu l'y admettre dans un grade supérieur, on voudra aussi lui tenir compte des services qui l'ont mis à portée de l'acquérir et le juger susceptible de la décoration militaire accordée à l'ancienneté et au mérite des services. Il croit même que cette décoration convient à son grade et à son état au service (*sic*). »

Au bas de cette pièce on lit le mot « approuvé » de la main du Roi. Il convient de remarquer ici que Jarry est qualifié dans cette note, et à la date du 19 juin, « colonel adjudant général, » bien que sa nomination à ce grade n'ait été officielle que le 6 juillet.

Une seconde note porte : « 19 juin 1791. La croix de Saint-Louis a été accordée, le 19 juin 1791, au sieur Jarry de la Villette, Antoine », adjudant général du rang de colonel. Il a plus de trente ans de services. Pour ampliation, signé : DUPONTAIL. Remis la croix et le brevet le 13 octobre 1791, au bureau des grâces. »

* Il s'appelait François.

tion dont la minute existe encore aux archives de la guerre. En adressant cette traduction à M. de Lalain, adjoint de M. de Saint-Paul, le 4 juillet 1791, Jarry y joignit la lettre d'envoi suivante :

M. le vicomte de Noailles, qui a bien voulu vous présenter mes patentes de Prusse à l'effet de faire mention de la date de mes services dans mon nouveau brevet, m'a dit de votre part qu'elles devoient être accompagnées d'une traduction française. Il n'est pas aisé de traduire en français le style de la chancellerie allemande et d'y observer la tournure et l'originalité des idées. Aussi n'ai-je point cherché à parler français dans la traduction que j'ai l'honneur de vous adresser, mais à rendre le sens des mots et des choses comme elles y sont exprimées. Permettez-moi, Monsieur, de vous demander en grâce la prompte expédition de ce brevet, afin que rien ne m'empêche d'être incessamment aux ordres de M. Duportail. Je vous prévien aussi de vouloir bien retirer les originaux de mes patentes, et si vous aviez la bonté de m'indiquer un moment à votre commodité, je viendrois vous en faire mes remerciements et les recevoir de vos mains avec mon nouveau brevet. Je suis logé rue Croix des Petits-Champs, hôtel Dauphin, n° 22.

J'ai l'honneur d'être très respectueusement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

JARRY.

Jarry, nommé colonel à l'approche de la soixantaine, n'avait pas eu sans doute un avancement rapide, mais il ne pouvait s'en prendre raisonnablement à nous de n'avoir obtenu que deux grades en trente années de services si Frédéric II l'avait laissé vingt-six ans avec l'épaulette de major. Cependant, il ne fut pas plus tôt nanti de sa nouvelle lettre de service, qu'il trouva incomplète la faveur reçue, et, à la date du 3 août 1791, il écrivit au ministre de la guerre pour se plaindre qu'on n'eût pas tenu compte, dans sa nomination, de la date de son dernier brevet prussien. « Il avait près de soixante ans, disait-il, et ne pouvait accepter d'être placé, peut-être pour vingt ans, à la queue de tous les jeunes colonels de l'armée. » Il demandait, en conséquence, qu'on enregistrât sa promotion en la faisant remonter au 30 mai 1790, date à laquelle Frédéric-Guillaume II l'avait nommé colonel prussien. C'est la première circonstance dans laquelle nous voyons Jarry apparaître comme un esprit revêché, difficile à contenter, aimant à se plaindre. Ce ne sera pas la

dernière. Cette fois, en dépit des appuis qu'il possédait auprès du ministre, il trouva M. Duportail récalcitrant, et il dut quitter Paris pour Valenciennes le 20 août, sans avoir obtenu gain de cause ¹.

A l'armée, Jarry allait se trouver dans son élément. Là, Lauzun, Noailles, Montmorency, c'est-à-dire des gens qui le connaissaient de longue date, le présentèrent au général en chef Rochambeau comme un élève de Frédéric, un élève formé par le grand roi lui-même ² et devenu maître à son tour, un homme qui, en fait d'état-major, était en état d'en remontrer à qui que ce fût en France.

Rochambeau ne pouvait manquer de confier à Jarry la direction d'un service qu'il avait enseigné théoriquement pendant de longues années et qu'il possédait évidemment dans tous ses détails ; il s'estima heureux que son armée eût reçu une telle recrue.

Tout était à constituer dans cet élément de la conduite des armées, qu'à cette époque on organisait seulement au moment d'une entrée en campagne. Sans doute, le décret du 5 octobre 1790, dont nous avons parlé déjà, avait donné une base à une constitution nouvelle de l'état-major, mais si on avait le personnel — et il s'en fallait qu'on le possédât en entier — on n'était point d'accord sur la besogne à lui distribuer, ni même sur la nature et le fond de cette besogne.

Jarry eut carte blanche et entière liberté d'action à cet égard.

¹ La note relative à la nomination au grade d'adjudant général est libellée ainsi qu'il suit :

« 6 juillet 1791.

ADJUDANTS GÉNÉRAUX

<i>Places vacantes</i>	<i>Sujets nommés</i>
1. Du grade de colonel par la promotion de M. Dumas* au grade de maréchal de camp.	M. DE JARRY.
2. N....	<i>Nota.</i> — Cette nomination a été faite par M. Duportail, en vertu des décrets pendant l'interruption d'exercice des fonctions royales**.
3. N....	

Nota. — Le nom de M. de Jarry est de la main du ministre : DELALAIN.

* « According to sir Howard Douglas and other officers associated with him at a later date in England, Jarry was one of the twelve officers whom Frederic the Great of Prussia claimed to have personally instructed in quartermaster-general's duties.... » *Dictionary of national biography*. London, 1892, art. Jarry.

* C'est Mathieu-Dumas, le futur lieutenant général.

** Les fonctions royales avaient été suspendues à la suite du voyage de Varennes.

Certes, il s'attendait à rencontrer des obstacles, et il était homme à les affronter sans crainte ; toutefois, la première déconvenue qui allait l'arrêter dans l'exercice de son nouveau grade fut pour lui tout à fait imprévue.

A cette époque, la pénurie des deniers de l'État était telle que les agents des finances s'ingéniaient par toutes sortes de moyens à diminuer le nombre des ayants droit qui assiégeaient leurs guichets, et ils élevaient des barrières souvent fort inattendues devant les prétentions les plus légitimes.

Ainsi en fut-il pour Jarry. La lettre suivante, écrite de Valenciennes et adressée au ministre à la date du 30 septembre, nous mettra au courant, en termes pittoresques, des tribulations du nouvel adjudant général ; elle constitue d'ailleurs un intéressant et important document.

Monsieur,

M'étant présenté chez le trésorier de l'armée à Valenciennes pour être payé des appointements que je croyais m'avoir été accordés, il m'a d'abord répondu que je n'étais pas sur la liste des personnes dont il avoit commission de payer les appointements. Lui ayant demandé s'il n'y auroit pas quelque formalité de ma part à remplir, il m'a remis la note ci-jointe¹, écrite de sa main et par laquelle je serois tenu de fournir des quittances d'imposition de toutes espèces, lorsque je suis absolument sans revenu ni propriété en France et qu'il est à la connoissance de plusieurs membres de l'Assemblée nationale que j'étois en Prusse ou dans le Brabant pendant la majeure partie des années 1789 et 1790, et que, pour le surplus, j'ai logé chez M. de Liancourt ou en chambre garnie. Cependant je dois servir l'État sans appointements si je ne fournis les quittances d'imposition dont je n'ai pu être susceptible, n'ayant qu'une vie errante qui ne peut être imposable ; ou bien, dit-on, un certificat de mon district ou municipalité qui constate que je suis sans propriété. Mais, que peut attester pour moi le district de ma chambre garnie, rue Croix des Petits-Champs, à qui je suis parfaitement inconnu ? Que l'hôtel garni ne m'appartient pas ? Cette preuve négative, pour devenir complète, devrait être répétée par les quarante-quatre mille municipalités du

¹ Cette note porte simplement ces mots : « La quittance de paiement des impositions de 1789 à 1790 et années antérieures. Autre quittance du paiement des deux tiers de la contribution patriotique. Décrets des 24 et 27 juin 1790. » Plus bas figure l'indication : « M. Ponteney, payeur principal du département de la guerre à Paris, » autorité à laquelle l'employé des finances de Valenciennes avait sans doute renvoyé Jarry.]

royaume, ou bien elle est incertaine. Il me semble qu'ayant été admis au service de France comme sortant du service étranger, je devrois être une exception aux décrets des 24 et 27 juin dernier. Lorsque je suis entré au service de Prusse, Frédéric II ne mit pas dans ses conditions que pour être payé des appointements qu'il m'accorderait, je justifierais du paiement de plusieurs années d'imposition. J'ai cru bonnement qu'on agissoit tout aussi simplement en France. Si ces conditions devoient subsister à mon égard, n'étant pas en mon pouvoir de les remplir, je me verrois forcé bien à regret de renoncer à la grâce que la nation m'a faite. Je vous supplie, Monsieur, de vouloir bien prononcer le plus tôt qu'il vous sera possible sur cette difficulté que je n'imagine pas être dans vos intentions, mais qui, étant fondée sur des décrets, pourroit bien n'être pas soluble, et c'est ce qu'il m'importe de savoir ¹....

Cette lettre fut la cause d'un échange de notes entre différents employés du ministère de la guerre, bureau des fonds, et l'on finit par admettre que, sur un certificat du ministre constatant que Jarry n'était entré au service de la France que le 22 août 1791, cet officier pourrait toucher une partie de sa solde sans quittance d'impositions. A la date du 20 octobre, M. Ponteney, payeur principal du département de la guerre à Paris, tranchait la question en faisant payer à Jarry sa solde du 22 août au 30 septembre 1791, mais en mandant au payeur de Valenciennes de ne délivrer « le décompte des mois subséquents que sur la présentation de la quittance des impôts conformément à la loi du 29 juin ². »

Cette décision ne répondait nullement aux objections formulées par Jarry dans sa lettre du 30 septembre ; comme on le verra plus loin, elle n'était pas faite pour le satisfaire. Écrivit-il à nouveau ? adressa-t-il une nouvelle réclamation ? nous l'ignorons. Tout ce que nous avons pu trouver sur son compte pour la fin de l'année 1791 est le billet suivant, constatant sa réception dans l'ordre de Saint-Louis. Cette pièce, datée de Valenciennes le 10 novembre 1791, porte d'abord les quatre lignes d'envoi suivantes :

J'ai l'honneur d'adresser à M. Duportail le serment civique que

¹ Archives de la guerre, dossier Jarry.

² Note manuscrite de M. Ponteney, A. G., dossier Jarry.

M. F. Jarry vient de me remettre en recevant l'ordre de Saint-Louis.

Le commandant général de l'armée du Nord :
DE VIMEUR-ROCHAMBEAU.

Immédiatement au-dessous figure la déclaration suivante :

Je soussigné, jure d'être fidèle à la nation, à la loi, au Roi, de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution et d'exécuter et faire exécuter les règlements militaires.

Fait à Valenciennes, le 10 novembre 1791.

FRANÇOIS JARRY.

Ce fut un peu plus d'un mois après, le 14 décembre, que M. de Narbonne, le successeur du maréchal de camp Duportail au ministère de la guerre, organisa les forces éparpillées sur nos frontières de Belgique et de l'Est en trois armées dites du Nord, du Centre et du Rhin, dont le commandement fut attribué à Rochambeau, à Lafayette et à Luckner. Jarry, tout rendu à Valenciennes, où Rochambeau établissait son quartier général, se trouva de fait élevé au rang de chef d'état-major de la nouvelle agrégation tactique : il en assuma les fonctions. Toutefois, il n'avait abouti encore à aucune organisation définitive, quand une mission nouvelle et d'un tout autre genre vint l'enlever momentanément à l'armée du Nord, et diriger vers un but différent ses soins et son activité.

Depuis que le parti de la guerre prenait en France le développement et la puissance qu'entendaient lui attribuer les Girondins, les inspireurs de plans politiques se donnaient carrière. Il s'agissait notamment de canaliser en notre faveur les sympathies et les alliances de l'Europe, d'obtenir la neutralité partout où l'on ne pourrait acquérir une alliance formelle, finalement d'isoler, dans l'Empire, « le roi de Bohême et de Hongrie, » comme on affectait de l'appeler. Parmi les esprits à imagination prolifique et vagabonde que séduisaient ces utopies, aucun — sauf Dumouriez peut-être — n'avait la hardiesse et l'inépuisable fécondité de l'ancien duc de Lauzun, du général Biron, employé actuellement en qualité de maréchal de camp à Valenciennes, sous les ordres de Rochambeau. Biron avait fait à diverses reprises le voyage de Berlin, il connaissait la cour de Frédéric-Guillaume II, les Woellner, les Bischoffswerder et consorts,

M^{lle} de Lindenau, M^{me} Rietz et son mari. Il appréciait tous ces personnages à leur juste valeur, avait pour eux le mépris qu'ils méritaient et savait qu'il serait facile d'acheter, quand on voudrait, l'alliance, ou tout au moins la neutralité de ces entours sans scrupules ¹. Sans fixer de prix, sans assurer, comme Mirabeau, « qu'avec mille louis on pourroit connoître tous les secrets de la cour de Berlin ², » il regardait l'opération comme praticable, même comme d'un succès infaillible, et grâce aux démarches de Talleyrand, il parvint à la faire tenter. Malheureusement, le négociateur qu'on accrédita à Berlin n'était pas celui qu'il avait désigné, et il accusa même le ministre des affaires étrangères Lessart d'avoir choisi Ségur dans le but de faire avorter la tentative ³; mais, pour compenser, dans une certaine mesure, les inconvénients d'une telle désignation, Lauzun fit doubler l'ambassadeur officiel par un personnage secondaire, qui, sans avoir l'envergure d'un premier sujet, était apte cependant à rendre de grands services. Cette « doublure, » il l'avait indiquée à Talleyrand quand celui-ci lui avait réclamé des noms à proposer à M. de Lessart pour la négociation délicate; elle n'était autre que Jarry. « Personne ne mérite plus d'être vu et entendu que M. de Jarry, écrivait Biron à Talleyrand en l'envoyant à Paris prendre les instructions du ministre; — il sait parfaitement bien tout ce qu'il sait et il sait particulièrement bien la Prusse; c'est d'ailleurs un officier très instruit et très distingué ⁴. »

Jarry passa une huitaine de jours à Paris, vit Talleyrand,

¹ Archives historiques de la guerre. Armée du Nord, 1792. Portefeuille 1. Registre de correspondance de Biron. Biron à Talleyrand.

² *Histoire secrète de la cour de Berlin*, par Mirabeau, II, 349.

³ « Je reçois votre lettre à l'instant.... M. de Lessart vous trompe, c'est vous trahit que je veux dire. Je ne serais pas embarrassé de prouver autrement que par des conjectures qu'il cherche des ennemis à la France pour armer toutes les puissances contre la Révolution. Il a reculé à vos bons conseils tant qu'ils ont pu être utiles. La nomination de M. de Ségur a détruit tous les moyens et M. de Lessart s'est rendu à vos avis dès qu'il n'a plus eu de succès à craindre. Vous savez d'ailleurs ce que je vous ai mandé de M. Jarry; il fera très exactement ce que lui dira M. de Lessart; c'est à lui seul qu'il appartiendra, il a de l'esprit et connaît bien le pays, mais il n'inspirera pas de confiance et sera déjoué par les gens mêmes que j'aurais employés. » (Archives historiques de la guerre. Armée du Nord, 1792. Portefeuille 1. Registre de correspondance de Biron. Biron à Talleyrand, de Valenciennes, 7 janvier 1792.)

⁴ *Id.*, *ibid.*, 25 décembre 1792.

Narbonne, M^{me} de Staël, reçut de M. de Lessart les pouvoirs, surtout les fonds qui lui étaient nécessaires pour sa mission, et partit pour Berlin le 8 janvier. « M. Jarry part comme vous l'avez ordonné pour la Prusse, écrivait à cet égard Talleyrand à Biron, le 5 janvier 1792 ¹. Ses instructions sont celles que vous auriez dictées, il monte après-demain en voiture.... Je me suis opposé à ce qu'il retournât par la Flandre, sa commission et ses liaisons avec La Mark sont fort en opposition ; je lui ai dit d'aller droit par Worms ². »

Talleyrand avait raison de se méfier des relations qui existaient entre Jarry et le comte de la Mark. Nous savons, par Biron, que La Mark habitait à cette époque son château de Raismes, tout à côté de Valenciennes, et que Jarry allait souvent y visiter son ancien protecteur. Talleyrand eut beau prescrire au colonel de ne point traverser la Flandre ; il ne put faire que Jarry n'avertit point La Mark du but de sa mission à Berlin.

On me confirme d'une manière certaine, écrivait le 10 janvier, à dix heures du soir, le comte de la Mark au comte de Mercy-Argenteau, à Bruxelles, que les instructions qu'a reçues le comte de Ségur pour Berlin sont exactement celles dont j'ai eu l'honneur de vous donner connaissance à mon dernier voyage à Bruxelles. Le comte de Ségur est accompagné d'un M. de Maisonneuve, et il seroit très possible que celui-ci eût la mission de faire une tentative en Pologne.

Le nouvel agent, parti depuis deux jours de Paris pour Berlin, est un nommé Jarry, né Français, mais qui a servi pendant vingt ans en Prusse. Il a de l'esprit, des talents, et une grande connaissance de la cour de Berlin. Cet homme sert à contre-cœur dans le parti qui l'emploie, et le seul besoin de ses appointements l'y retient. Je sais qu'il a voulu rejoindre les princes à Coblenz ³.

Douze jours après cette lettre, le 22 janvier, le comte de la Mark, s'adressant de nouveau à son même correspondant à Bruxelles, lui disait encore : « Je sais qu'on a donné au comte de Ségur et à M. Jarry une énorme latitude de moyens de corruption pour Berlin ⁴. »

¹ *Id.*, *ibid.*, Talleyrand à Biron, de Paris, 5 janvier 1792.

² *Id.*, *ibid.*, Talleyrand à Biron, 5 janvier.

³ Correspondance de Mirabeau. La Mark à Mercy-Argenteau, 10 janvier 1792, 10 heures du soir, de Raismes.

⁴ *Id.*, *ibid.*, 22 janvier 1792.

Une manœuvre éventée de cette façon n'avait point de chances de succès, et l'on sait qu'effectivement elle n'aboutit pas. Comment eût-elle réussi, quand celui-là même qui était chargé de la mener à bien prenait en sous-main toutes ses dispositions pour la faire avorter ? On ne peut douter que les efforts de la diplomatie française, tendant à isoler l'Autriche, à la séparer de la Prusse, ne fussent en contradiction directe avec ceux que réalisaient alors les princes et les émigrés. Si, comme l'affirmait La Mark, Jarry était dévoué aux Princes — et la suite de sa carrière ne laisse aucun doute à cet égard, — il était bien digne de la légèreté de Lauzun d'avoir désigné un tel émissaire pour la négociation dont il l'avait fait charger ¹.

Quoi qu'il en soit, la mission Ségur-Jarry échoua complètement, comme nous l'avons dit, et, après un séjour de quelques semaines à Berlin, l'ancien chef d'état-major de l'armée du Nord vint reprendre à Valenciennes une place qu'on lui avait soigneusement conservée vacante. Il était urgent qu'il se mit à l'œuvre, car la situation politique empirait chaque jour, l'ouverture des hostilités était imminente, et il devenait indispensable qu'une organisation nettement déterminée mit les troupes en état d'entamer à bref délai les opérations. Au début, on avait attendu avec patience que Jarry montât enfin la machine dont on lui avait confié l'agencement d'abord, la mise en mouvement ensuite. On avait pensé qu'il allait sortir de ce cerveau quelque conception géniale dont on n'avait aucune idée en France. Malheureusement, les jours avaient succédé aux jours, les semaines aux semaines, et l'on n'avait vu éclore rien de nouveau, et l'on n'avait rien constaté, sinon que les choses demeuraient toujours au même point, que l'armée était aussi peu organisée en avril qu'en janvier. La réputation de Jarry, de cet homme sans égal, prééminent à ce point qu'« il n'y avait pas dans l'armée française quatre officiers qui pussent lui être comparés, » demeurait à ce point assise, qu'on n'osait point encore douter. Cependant, comme les faits étaient là, patents, sous les yeux, il fallut bien se rendre à l'évidence. Tout d'abord, les réflexions furent très réservées. On se demandait timidement, à voix basse,

¹ « C'est M. de Jarry qui vous porte ma lettre.... Je crois que le désir qu'il a d'y être employé lui fait concevoir des espérances, » etc. Biron à Talleyrand, 25 décembre. Registre de correspondance.

si, par hasard, cet organisateur, cet élève de Frédéric, n'était fort que sur le papier, s'il n'était habile qu'en théorie, si, placé en face de la réalité, son génie se trouvait tout d'un coup dérouté, impuissant. On voulut se permettre quelques observations, insinuer un avis; Jarry reçut fort mal les intrus. Entre temps, les choses continuaient à aller mal, ou plutôt à ne pas aller du tout; le désordre confinait au gâchis, au chaos. Lauzun, Valence, Noailles, furent réduits à convenir qu'ils s'étaient trompés, qu'on les avait trompés. C'était une désillusion. Jarry, apte peut-être à mettre en action les rouages d'une machine bien montée et fonctionnant toute seule, était incapable d'organiser lui-même cette machine et d'en ajuster les pièces. Son caractère même s'opposait à ce qu'il fût un bon organisateur. Ce petit homme, sec, nerveux, emporté, violent, n'avait rien du tempérament d'un créateur ou d'un patient metteur en œuvre. Comment avait-on pu se tromper sur lui à ce point? C'était bien plutôt un sabreur qu'un écrivain, et le champ de bataille lui convenait infiniment mieux que le cabinet.

On commençait à faire ces constatations quand éclata la déclaration de guerre du 20 avril. Les efforts hâtifs effectués au dernier moment, de façon à commencer les hostilités avant le 1^{er} mai; l'exécution d'un plan de campagne défectueux; le défaut d'habileté dans la direction, concoururent aux deux désastres de Baisieux et de Quiévrain. Toutefois, le manque d'organisation de l'état-major avait bien aussi été pour sa part dans la défaite, et les preuves de l'incapacité de Jarry, de son incapacité pratique, de son inaptitude à transporter dans la réalité les conceptions de la théorie, sautèrent à tous les yeux. Et il n'y avait pas que les officiers à comprendre cette situation : elle était patente même pour les profanes. C'est ainsi, par exemple, que Dalency, le commissaire général de l'armée du Nord ¹, écrivant, le 8 mai 1792, à son collègue du ministère de la guerre, pour lui rendre compte des divers événements relatifs à leur service commun, pouvait alléguer avec vérité que « l'état-major de notre armée (lisez Jarry) ne se doutait pas de la guerre.... »

Et Dalency continuait :

¹ Pour les fonctions de commissaire général, voir le règlement du 5 avril 1792. C'était l'intendant général de l'armée.

C'est d'aujourd'hui seulement que j'ai pu obtenir un état juste des cantonnements et emplacements de l'armée....

Ce soir, je réunis les services et les commissaires des guerres, en présence d'un officier d'état-major que j'ai obtenu pour conférer et prendre un parti sur le service; on est même convenu de rassembler un conseil de guerre tous les jours; par ce moyen nous pourrions être d'accord sur les dispositions générales.

Si M. Jarry, qui est rudement violent, ne s'oppose pas à ce parti, nous pourrions enfin marcher. Il est venu (entre nous) nous donner deux échantillons de sa terrible vivacité, l'un en présence de tous les commissaires des guerres, qui a occasionné une rixe entre un officier du génie (M. de Crancé ¹), qui aurait été un combat si M. le maréchal n'était intervenu en leur défendant les voies de fait.

Le deuxième s'est passé chez moi, en présence de M. de la Noüe, officier général, et quelques-uns de nos camarades et autres officiers. Il est entré, et s'adressant à moi avec fureur sur ce que le trésorier exigeait un certificat du paiement de sa contribution patriotique; sur ce que je lui ai répondu que ces formalités ne me regardaient pas, il a pris ses quittances qu'il apportait, les a déchirées et court encore, en disant qu'il allait m'apporter sa démission; j'ai répondu qu'il devait la donner à M. le maréchal; je n'en ai plus entendu parler.

Je le crois un bon adjudant général et très instruit par ses services en Prusse; mais il est impossible de rien traiter avec lui ².

Dalency aurait pu ajouter : je le crois incapable de rien organiser de durable. Ce qui est certain — et les avis des officiers qui entouraient Jarry sont unanimes à constater le fait, — c'est que, après six mois de présence à la tête de l'état-major de Rochambeau, cet état-major était encore entièrement à créer. Valence, dont les allégations ont d'autant plus de poids qu'en dehors de leur valeur personnelle elles peuvent passer à juste titre comme reflétant l'opinion du maréchal, Valence écrivait, à la date du 21 août, au ministre de la guerre Servan, que l'armée

¹ C'est Dubois de Crancé, l'officier du génie, le futur conventionnel.

² Archives historiques de la guerre. Armée du Nord, 1792, 8 mai. — Comme on le voit par le récit, la question des quittances d'imposition, jadis l'objet d'un litige porté devant le ministre de la guerre, n'avait pas été tranchée, tout au moins faisait encore le sujet des plaintes de Jarry. Il est probable qu'avec bien d'autres problèmes du même genre, elle demeura toujours pendante, d'autant que, la situation des finances de l'État empirant chaque jour, les payeurs étaient de moins en moins en position de s'acquitter envers les officiers.

du Nord manquait de bien des choses, « manquait de tout, mais spécialement d'ordre et de méthode dans les détails du service d'état-major. » Berthier, l'ancien chef d'état-major de Rochambeau en Amérique, le futur chef d'état-major de Napoléon, Berthier, le jour même où il arrivait à Valenciennes, le 4 juin 1792, écrivait au ministre : « Je ne suis pas découragé, Monsieur, parce que les difficultés redoublent mon énergie, mais je suis véritablement affligé de l'état où j'ai trouvé l'armée de M. le maréchal de Luckner ¹. *J'ai trouvé un état-major nul....* »

Évidemment, il était impossible que cette situation durât plus longtemps, si l'on ne voulait pas voir se produire un second Quiévrain, un autre Baisieux. Le maréchal Luckner, qui avait succédé à Rochambeau, ou mieux les généraux qui l'entouraient et qui exerçaient réellement le commandement à sa place, finirent par comprendre le danger qui les menaçait. Il n'était plus possible de se faire d'illusions : Jarry, tout élève de Frédéric, tout ancien directeur de l'école de guerre de Berlin qu'il fût, demeurerait un chef d'état-major des plus médiocres ; c'était un homme d'action bien plus que de cabinet, et il convenait, surtout pour le bien de l'armée, de ne pas le laisser davantage à la tête d'un service si peu en rapport avec ses aptitudes. Toutefois, comme Jarry était, avec ses connaissances, un officier à ménager, comme d'ailleurs son zèle, son activité, ne méritaient que des éloges, il était indispensable de lui trouver une compensation, d'expliquer sa mutation, et de bien montrer qu'on ne devait point interpréter cette mutation comme une disgrâce. Ce moyen, le général Valence, porte-parole écouté du maréchal de Luckner, le signala au ministre de la guerre dans sa lettre du 21 mai : il consistait tout simplement à faire rentrer Jarry dans la troupe avec avancement : « Il serait nécessaire, disait Valence à Servan, à la date précitée, que M. de Jarry fût appliqué à la partie qui lui convient : l'avant-garde, et pour cela fait maréchal de camp. Nous vous organiserons ensuite l'état-major de façon à le faire enfin marcher ². »

Ainsi fut fait. Jarry n'avait qu'un an et demi de grade, mais il se trouvait néanmoins, grâce à l'émigration, un des colonels

¹ Le maréchal de Luckner avait succédé à Rochambeau le 14 mai.

² Archives historiques de la guerre. Armée du Nord, 1792. Valence au ministre de la guerre, 21 mai.

les plus anciens, nous pourrions même dire le colonel le plus ancien de l'armée française ; on put, sans léser aucun droit, le nommer maréchal de camp à l'ancienneté le 27 mai.

Le même jour, le général en chef Luckner lui confiait le commandement de l'avant-garde.

II.

Cette avant-garde, à la fois troupe d'élite et troupe légère, chargée d'ouvrir sa voie à l'armée et de recevoir les premiers chocs, comptait une légion de sept à huit cents réfugiés belges, un bataillon de grenadiers français ¹, et neuf escadrons de cavalerie.

L'armée quitta le camp de Famaré, sous Valenciennes, le 9 au matin, atteignit Lille le 13, et s'établit aussitôt au nord et à l'est de l'enceinte, dans les faubourgs de la Magdelaine et de Fives. On resta à Lille trois jours pour compléter le train des équipages, et, le 17 au matin, la colonne reprit son mouvement vers le nord. C'était effectivement dans cette direction qu'on devait marcher, suivant le plan d'opérations adopté par le maréchal Luckner, plan qui consistait à faire de Valenciennes à Lille une marche de flanc le long de la frontière, à traverser la Lys à Menin, et à se porter de là sur Courtrai et Gand.

Dans la journée du 16, Jarry dirigea sa légion de réfugiés belges vers Comines, avec mission de descendre la Lys jusqu'à Menin et de nettoyer la frontière des patrouilles ou embuscades que les Autrichiens auraient pu y entretenir. Rozières, le commandant de cette légion, devait s'arrêter au hameau du Noir-trou, à hauteur et à l'ouest d'Halluin, et pousser des éclaireurs sur la route de Menin à Ypres, en côtoyant la rive gauche de la rivière. Il devait chercher par ce moyen à obtenir des nouvelles du détachement de cinq mille hommes que de Carle amenait de Dunkerque, et qui devait faire sa jonction avec les troupes venues de Famaré, dans les environs de Menin.

Tous ces préliminaires réussirent à souhait. Le bataillon belge reconnu, comme il lui avait été prescrit, Comines, Wervick, Bous-

¹ Ces bataillons spéciaux étaient formés au moment de la guerre en réunissant les compagnies de grenadiers, de quatre, cinq ou six bataillons ordinaires.

beuque, et déboucha le 17 au matin devant Menin, sans avoir eu à tirer un coup de fusil. En ce point et à cette date les éclaireurs envoyés sur la rive gauche signalèrent l'arrivée à Gheluwe — trois kilomètres nord-ouest de Menin — de l'avant-garde du général de Carle, dont la colonne principale se trouvait entre Gheluweld et Ypres.

Jarry, qui avait quitté Lille le 17, à trois heures du matin, arriva devant Menin vers huit heures. Mis aussitôt au courant des renseignements que lui apportait Rozières, il résolut d'attaquer la ville sans attendre personne, avec ses seules forces, soit environ quinze cents fantassins et un millier de chevaux. Menin, place forte construite par Vauban, pouvait défier un siège. Mais il fallait pour cela que ses parapets possédassent quelque artillerie et que la garnison fût en état de lutter. Or, il y avait bien un certain nombre de vieux affûts sur les remparts, mais point de canons, et la garnison, forte de *quarante-trois hommes*, ne pouvait raisonnablement songer à occuper les huit ou dix bastions, à garnir les quatre kilomètres de chemin couvert que comprenait la place. Cette garnison fit cependant mine de vouloir résister, leva les ponts et ferma les portes ; mais, au premier coup de canon tiré sur la porte de Lille, le portier-consigne rétablit la circulation, et les troupes françaises pénétrèrent dans la ville. Dans l'intérieur, le pont de pierre sur la Lys, qui donne passage à la grande rue menant à l'église, avait été barricadé et mis rapidement en état de défense ; avec quelques hommes de plus, les Autrichiens auraient pu nous infliger là des pertes sérieuses ; malheureusement pour eux, leur nombre infime s'opposait à ce qu'ils obtinssent un succès. D'ailleurs, les soldats de la légion belge s'étant jetés résolument à l'eau, à droite et à gauche du pont, franchirent la rivière à la nage, et tout aussitôt les Autrichiens, menacés d'être coupés de leur retraite, durent lâcher définitivement pied.

Ce combat fut l'affaire de quelques instants, et tout l'honneur — fort modeste à la vérité — en revint à Jarry. Quand, une heure après, Luckner déboucha, à la tête de sa principale colonne, par la route de Lille, et de Carle par la route d'Ypres, Menin était complètement à nous.

C'était le premier succès d'une guerre qui allait durer vingt années, d'une lutte qui devait passer par des alternatives sans

nombre, et qui, finalement, nous donnant beaucoup de gloire et nous coûtant plus de deux millions d'hommes, devait laisser la France moins étendue qu'au premier jour de la Révolution.

L'entrée de notre avant-garde dans Menin, particulièrement celle de la légion belge, eût donné lieu à certains désordres, si la main vigoureuse de Jarry ne se fût fait immédiatement sentir, si le général n'eût menacé les fauteurs de troubles de s'opposer à leurs tentatives par la force. Ce fut ainsi, par exemple, qu'à peine nos troupes avaient-elles pénétré dans la ville, certains personnages, se disant membres du comité révolutionnaire belge, voulurent se livrer, sur les édifices, à différentes mutilations, notamment au bris des aigles à deux têtes sculptées sur divers monuments de la ville. Ces vengeances, ineptes par elles-mêmes, n'étaient, au fond, que des enfantillages, mais elles pouvaient être le prélude de brutalités d'un autre genre, et Jarry savait par expérience qu'on n'arrête point facilement le soldat qui s'est mis à piller ou à détruire. D'ailleurs, nous nous étions engagés à respecter les propriétés aussi bien que les individus, et il convenait d'empêcher tout acte qui eût pu ressembler à la violence. Le commandant de l'avant-garde signifiâ donc à ces iconoclastes qu'il ne tolérerait aucune décollation d'aucun genre, et que les aigles autrichiennes demeureraient avec leurs têtes et leurs couronnes, jusqu'à ce que le gouvernement français, ou tout au moins le maréchal de Luckner, en eût décidé autrement. Cette conduite eut pour Jarry des suites dont nous aurons à parler plus tard ¹.

Cependant Luckner avait définitivement pris possession de Menin ; il fit camper le gros de son armée un peu en arrière, près de Wervick, établit la réserve et l'avant-garde dans Menin même, et prit ses dispositions pour exécuter le 19 une grande reconnaissance offensive — ce qu'il appelait une « grande manœuvre » — sur Courtrai.

Courtrai n'est pas aujourd'hui et n'était pas, en 1792, place de guerre, mais le fossé naturel que forme la Lys sur son pourtour en fait néanmoins, ou plutôt en faisait à cette époque une position militaire d'une certaine valeur. D'autre part, on savait

¹ *Moniteur* du 27 juillet 1792. Discours à la barre de l'Assemblée nationale de l'orateur de ce comité révolutionnaire belge.

que le colonel autrichien Mylius, qui y commandait, avait fait en avant de la ville des dispositions défensives qui indiquaient l'intention arrêtée de ne point se retirer sans combattre.

Donc, le lendemain 18, l'avant-garde de Jarry, soutenue par la réserve aux ordres de Valence, se mit en mouvement vers Courtrai pour tâter le terrain et reconnaître la force qu'on avait devant soi. La marche s'effectua d'abord sans incidents. Il y a environ dix kilomètres de Menin à Courtrai, soit deux heures et demie de chemin. La route court en droite ligne, à niveau, à travers une plaine rase, semée, à cette époque, de fermes et de censes, où émergeait çà et là une saulaie, un petit boqueteau. Au sud-est, c'est-à-dire, ici, sur la droite, la Lys la côtoie sur tout son parcours et lui forme une bordure infranchissable, car on n'y rencontre ni gué ni pont. Nos troupes franchirent sans difficulté les maisons de Wevelghem, le seul village que traverse la route, mais, à trois kilomètres plus loin, à peu près à hauteur de Bissegghem, la pointe d'avant-garde fut saluée d'un coup de canon.

Jarry arrêta aussitôt sa colonne. Immédiatement après, il fit demander à Valence, qui était demeuré un peu en arrière, de venir se concerter avec lui, et les deux généraux, s'étant portés en avant à l'abri d'un petit bois d'où ils pouvaient examiner l'ennemi à leur aise, reconnurent : 1° que le colonel Mylius avait établi sa troupe dans une série de trois retranchements qui commandaient toute la plaine ; 2° qu'il paraissait disposer seulement de quelques mauvais canons de bataillon ; 3° qu'il ne semblait avoir à ses ordres que de l'infanterie ¹.

Comme les deux généraux français avaient terminé leur reconnaissance, le maréchal Luckner, qui avait quitté Menin bien après eux, les rejoignit. Valence et Jarry lui firent part de ce qu'ils avaient vu, de l'opportunité qu'il y aurait à ne pas différer l'attaque, des dispositions qu'on pourrait prendre pour l'exécuter. Luckner approuva l'offensive immédiate, mais pour paraître faire quelque chose par lui-même, il tint à régler le dispositif de combat.

Les deux lieutenants du maréchal prirent seulement le temps

¹ Luckner à Dumouriez, 18 juin. Lettre de Courtrai. Archives historiques de la guerre.

de disposer les troupes sur les emplacements d'où elles devaient partir, de leur faire prendre des formations conformes à l'idée tactique, et aussitôt le feu commença. Le maréchal, qui avait toujours possédé la bravoure du soldat, qui gardait encore, à soixante-dix ans, l'activité et la vigueur physiques de la jeunesse, s'exposa comme un grenadier; Jarry et Valence donnèrent également l'exemple, et nos soldats, entraînés par cette conduite de leurs généraux, se montraient disposés à agir avec vigueur. Mais, soit que cette ardeur ne fût qu'apparente, soit que les officiers ne sussent pas l'utiliser, on ne la mit point à profit. Le combat dégénéra en une fusillade aussi bruyante qu'inoffensive, en une de ces *tireries* sans résultat qui faisaient le désespoir du maréchal de Saxe. Les Autrichiens restant tapis derrière leurs obstacles, et nos lignes d'attaque s'obstinant à demeurer à une distance plus que respectueuse des tranchées à enlever, le combat, ou plutôt la fusillade, eût pu durer toute la journée si, sur la proposition de Jarry, Luckner, finissant par où il eût dû commencer, n'avait donné l'ordre aux troupes de l'avant-garde de s'élever progressivement sur le flanc gauche des Autrichiens. C'était la manœuvre à exécuter dès le commencement de l'action. Effectivement, le colonel Mylius n'eut pas plus tôt connaissance de ce mouvement qu'il en saisit la portée et le danger : quelques instants après, il ordonnait la retraite.

La lutte, qui avait duré trois heures, nous coûtait un tué et environ une douzaine de blessés; quant à l'ennemi, ses pertes étaient également insignifiantes; elles se bornaient à un très petit nombre d'hommes hors de combat, à une pièce de canon perdue, à cinq chevaux pris ou tués. « M. de Jarry et M. de Valence, écrivait le soir même le maréchal de Luckner au général Dumouriez, ont secondé mes vues d'une manière distinguée, et méritent les éloges les plus complets.... Ils ont réellement, indépendamment du courage, déployé de l'énergie et des connaissances vraiment militaires ¹. »

Si l'entrée de nos troupes dans Menin avait été accueillie par les Belges avec joie, celle dans Courtrai fut pour nos soldats un véritable triomphe ². Les habitants dépouillèrent, en notre

¹ Archives historiques de la guerre. Luckner à Servan, 18 juillet.

² « Lorsque la troupe est entrée en ville, elle a été reçue avec toutes les

faveur, leur flegme habituel ; les démonstrations d'allégresse furent bruyantes et significatives. « Ils nous ont reçus, écrivait le lendemain un témoin oculaire, comme des amis qu'on attendait avec impatience ; ils protestent qu'ils mourront avant qu'on nous chasse d'ici !. »

La ville en notre possession, Luckner y laissa l'avant-garde de Jarry et établit à proximité, un peu en arrière, en retrait, la réserve, dont Valence passa quelques jours après le commandement au maréchal de camp Aristide du Châtelet. Le lieutenant général de Carle eut nominalelement l'autorité sur ces deux généraux de brigade, mais il continua de séjourner à Menin, où campait le gros de sa division, de sorte que, d'une façon réelle, le commandement de Courtrai fut exercé par Jarry.

Cependant l'entrée en Belgique de l'armée française, la prise de Menin le 17, l'enlèvement de Courtrai le 18, avaient surpris les Autrichiens. N'ayant dans les Pays-Bas qu'une trentaine de mille hommes, obligés de garder avec ce mince effectif une population inquiète et malveillante, contraints à faire face, du côté de Courtrai, à l'armée de Luckner, vers Maubeuge au corps de Lafayette. ils attendaient, non sans anxiété, la poursuite d'une offensive qui ne manquerait pas d'être énergique, si on la jugeait par ses débuts.

Cependant, contrairement à toutes les prévisions, le 19 juin se passa sans que l'armée française continuât son mouvement en avant ; même immobilité le lendemain, le surlendemain, le troisième jour. Les Autrichiens respirèrent. De la cause qui arrêtait l'impétuosité proverbiale et légendaire de Luckner, nos ennemis se souciaient peu : ils ne voyaient qu'un fait, les suites de cet arrêt imprévu, absolu, cadavérique. Et à la manière des poltrons qui deviennent subitement provocateurs quand ils aperçoivent chez leur adversaire une timidité qu'ils n'avaient pas tout d'abord soupçonnée, ils passèrent instantanément de la pusillanimité à l'audace, conjecturant justement que si nous n'attaquions plus, c'est que nous ne nous croyions plus en état de le faire. Ils abandonnèrent donc à leur tour la réserve dans laquelle ils étaient demeurés jusque-là, et commencèrent

démonstrations de joie et d'allégresse remarquables. • (Luckner à Servan, 18 juillet. Arch. de la guerre).

¹ Lettre de Courtrai, en date du 18 juin. *Moniteur* du 20.

à pousser vers Courtrai des pointes d'abord hésitantes, mais qui n'en témoignaient pas moins d'un changement radical dans le moral de notre adversaire. Nous laissâmes approcher ces indiscrets sans leur donner sur les doigts. Ils recommencèrent. Le lendemain, ils agirent avec plus d'audace. Ils s'installèrent à notre barbe, rejetèrent dans la ville les quelques postes avancés que nous avions envoyés — à trop courte distance — aux extrémités des faubourgs, finirent, en un mot par nous bloquer à leur tour dans notre conquête.

Ce fut le 24 juin, c'est-à-dire six jours après que nous avions enlevé Courtrai, que les Autrichiens exécutèrent leur première reconnaissance offensive. Ce jour-là, ils se présentèrent sur la route de Gand, en débouchant d'Harelbecke, et attaquèrent, comme nous l'avons dit, nos postes avancés. M. Achille du Châtelet, maréchal de camp, le successeur de Valence au commandement de la réserve, se porta à leur rencontre à la tête de plusieurs bataillons, et parvint à les contenir. Blessé grièvement à la jambe gauche ¹, le général dut rentrer dans Menin; mais sa présence avait été salutaire et avait assuré le succès de notre contre-attaque. Le lendemain 25 et le surlendemain 26, les Autrichiens renouvelèrent leurs efforts sans aboutir, mais le 27 ils repoussèrent une tentative effectuée par nos troupes pour les chasser de leurs positions, et nous ramenèrent vers la place assez vivement. Ce succès exalta la confiance de l'ennemi. Encouragé d'ailleurs par l'inertie de Luckner, qui laissait sommeiller à Wervick le gros de ses forces, le général Beaulieu pouvait mettre en ligne contre notre seule avant-garde un effectif double ou triplé de celui dont disposait Jarry. Il était donc dans des conditions très favorables pour témoigner de la hardiesse, et il n'hésita pas à en montrer.

Cédant à une inspiration de ce genre, Beaulieu dirigea le 28, entre huit et neuf heures du soir, c'est-à-dire à l'entrée de la nuit, une attaque générale contre la périphérie nord et nord-est de la ville, avec des effectifs considérables. Toutefois cette offensive n'aboutit qu'à un insuccès. Les rapports officiels sur ce combat n'existent plus, mais, s'il en faut croire une lettre privée écrite le lendemain par un de nos officiers, les Autrichiens eussent été

¹ Journal de l'armée du Nord, tenu par le sous-chef d'état-major Beauharnais. *Moniteur* du 29 juin.

contraints de se retirer après avoir subi des pertes sensibles. C'était donc bien un échec. Mais le moral avait repris le dessus, chez nos adversaires, et ils tenaient absolument à nous faire sentir ce changement. « D'après le mauvais succès que l'ennemi avait eu, écrit le témoin oculaire que nous citions tout à l'heure, on ne pouvoit pas croire qu'il auroit la témérité de faire une nouvelle et prompte tentative. » Ce fut néanmoins ce à quoi il se décida. Effectivement, le 29, à la pointe du jour, c'est-à-dire, dans cette saison, à trois heures du matin, les troupes autrichiennes ouvrirent à nouveau le feu.

Nous ripostâmes avec énergie, et le combat, entremêlé comme la veille d'alternatives de succès et de mouvements rétrogrades, finit de la même façon que la veille encore, par la retraite des Autrichiens. Il avait duré cinq heures.

D'après la version à laquelle nous nous référons un peu plus haut, l'ennemi « avoit très mal manœuvré et avoit si mal conduit son canon » que la plupart des projectiles d'artillerie avaient porté dans la ville. « Tout sert à nous convaincre, continuait notre correspondant, que l'ennemi a perdu plus de trois cents hommes, car on a vu suivre huit caissons de morts entassés les uns sur les autres, ainsi que plusieurs voitures, et on sait qu'il en a encore enfoui dans différents endroits sur son passage ¹. »

Cependant, le général Jarry avait pu constater, dès la cessation du feu, que les Autrichiens ne s'étaient point retirés aussi loin qu'aurait pu le faire supposer la lettre précédente; ils avaient, au contraire, laissé des postes en des points si proches de nos positions que d'un moment à l'autre ils pouvaient nous contraindre à évacuer entièrement le faubourg. Installés derrière des maisons à l'abri desquelles ils avaient pu cheminer et même amener du canon complètement à couvert, il leur demeurait loisible, en occupant les toits ou seulement les étages supérieurs de ces habitations, non seulement d'obtenir des feux plongeants qui commanderaient tous les ouvrages que nous avions élevés pour abriter nos batteries, mais même d'avoir des vues dans la ville et d'y suivre tous nos mouvements.

¹ « Extrait d'une lettre du camp de la Magdelaine (sous Lille), contenant le détail authentique de l'affaire qui a eu lieu à Courtray, le 28 et le 29 juin 1792. » Cette lettre, qui est aux Archives de la guerre (29 juin), a été publiée par fragments dans le *Moniteur*.

Déjà, pendant l'action qui venait de prendre fin, nos canonniers avaient eu à souffrir du feu des chasseurs tyroliens armés de carabines à plus longue portée que les nôtres. Qu'advierait-il quand une organisation réfléchie et complète aurait fait de ces maisons avancées des réduits solides et bien abrités ?

Jarry sentit la nécessité de faire disparaître immédiatement ce danger, qui compromettait non seulement la sûreté de nos avant-postes, mais celle du gros de l'avant-garde cantonné dans la ville ; seule une vigoureuse offensive, l'enlèvement de haute lutte de ces maisons menaçantes, pouvait le débarrasser de cette épée de Damoclès. Mais, pour tenter cette entreprise contre des troupes supérieures en nombre et déjà retranchées, il était de toute nécessité qu'il fût soutenu par la réserve, il était même urgent que le gros de l'armée fit au moins mine de se porter en avant. Malheureusement, Jarry savait déjà que ce n'était point à une marche de ce genre que songeait Luckner ; il était informé que la retraite sur Lille et Valenciennes était une mesure décidée au quartier général, et cette nouvelle, encore ignorée de l'armée, augmentait son embarras. Effectivement, si nous laissions les Autrichiens s'installer dans les maisons dont nous avons parlé, maisons qui dominaient, comme on l'a dit, non seulement nos retranchements, mais la plus grande partie de la ville, comment l'avant-garde pourrait-elle entamer la retraite sans être poursuivie l'épée dans les reins par un ennemi qui verrait tous ses mouvements et discernerait le moment précis où nous commencerions notre mouvement rétrograde ?

Il fallait donc, à tout prix, refouler les avant-postes de l'ennemi, agrandir la zone de manœuvre qui nous séparait d'eux, et, de plus, détruire un observatoire d'où le général Beaulieu eût pu faire tuer nos canonniers derrière leurs pièces, avoir des vues sur la ville, compter nos hommes, distinguer nos mouvements, prendre enfin ses mesures pour inquiéter notre retraite de la façon la plus compromettante, la plus dangereuse.

Le péril était notoire, imminent, si évident, que ses propres soldats le signalèrent à Jarry. Et, comme pour donner une démonstration palpable de sa réalité, une balle, partie de la maison la plus prochaine, vint atteindre légèrement le général et se perdit dans les basques de son habit ¹.

¹ Archives historiques de la guerre. Luckner à Lajard, 30 juin.

La situation devenait donc de moment en moment plus grave, plus urgente ; comment résoudrait-on le problème qu'elle posait ? Évidemment, nous nous trouvions, à Courtrai, entre deux alternatives qui primaient toutes les autres : ou bien il fallait se résigner à évacuer la place, ou bien nous devons chasser l'ennemi de la position qu'il occupait. Mais, en admettant qu'on s'emparât du pâtre de constructions dans lequel les Autrichiens étaient en train de s'établir, il demeurerait hors de doute qu'ils le réoccuperaient, avec le même danger pour nous, aussitôt que nous battrions en retraite, — ce qui ne pouvait tarder. Il fallait donc, non pas seulement expulser l'ennemi de ces constructions, mais l'empêcher d'y revenir, et, pour atteindre ce but, il n'existait qu'un moyen, c'était de les détruire, de niveler ces maisons au sol, d'en faire table rase, et, pour cela, la méthode la plus prompte, la plus sûre, c'était l'incendie.

Sans doute, la mesure avait quelque chose de barbare, qui cadrait mal avec nos principes et nos promesses récentes, mais le salut de l'armée obligeait à passer sur toute considération de sentiment. Néanmoins, en prenant, sous la pression d'une inéluctable nécessité, la résolution à laquelle il s'arrêtait, Jarry voulut constater solennellement qu'il n'agissait que contraint par les procédés militaires en dehors du droit de la guerre et des gens employés par les Autrichiens, et il fit porter immédiatement au général Beaulieu une lettre dans laquelle il essayait de rejeter sur l'ennemi la responsabilité de cette exécution.

Cette communication, adressée « à MM. les généraux autrichiens, » un parlementaire la remit aux avant-postes ; elle débütait dans les termes suivants :

Messieurs, depuis plusieurs jours vos chasseurs et vos avant-postes ne font d'autre métier que d'avancer la nuit, de s'embusquer dans les haies et les maisons les plus voisines du contour de la place, *pour assassiner quelques individus à la pointe du jour*. Ce matin, vous avez amené du canon à leur suite, qui a profité des maisons voisines pour tirer sur nos batteries.... Vous aurez donc à vous reprocher, Messieurs, l'incendie et la dévastation occasionnés aujourd'hui dans les faubourgs de Courtrai.... Pour éviter d'en venir à ces extrémités, j'avais défendu toute incursion, toute reconnaissance au delà des faubourgs. Nos postes ne vous ont point inquiétés, vous êtes donc sans excuse ; vous faites le mal dans votre pays sans

un but que vous puissiez justifier par des raisons de guerre. Il ne tient qu'à vous, Messieurs, de rendre la guerre plus douce et plus utile aux vus de votre souverain. *Défendez-vous si on vous attaque*, mais ne harcelez pas sans objet ni succès mes avant-postes, à moins que vous ne veuillez me forcer à tout incendier ¹.

Les théories de Jarry paraissent aujourd'hui extraordinaires. Reprocher au général autrichien de profiter de l'obscurité de la nuit pour approcher ses tirailleurs de Courtrai, trouver mauvais qu'il abritât ses canons derrière des maisons pour tirer sur nos batteries, exiger de lui « qu'il se défendit si on l'attaquait, » et lui interdire tout droit à l'offensive étaient des prétentions qui paraîtraient de nos jours exorbitantes. Elles l'étaient beaucoup moins à la fin du XVIII^e siècle, comme nous le dirons plus loin; toutefois, Beaulieu ne voulut point les admettre, et il répondit immédiatement à Jarry par la lettre suivante :

Monsieur,

Vous dites dans le courant de votre lettre que votre devoir vous ordonne d'être un incendiaire.... Dans la guerre que vous ou votre nation *avez eu le plaisir de déclarer*, non seulement à Sa Majesté le roi de Bohême et de Hongrie, mais aussi à tous ses sujets, qui cependant ne prennent point les armes contre vous et ne savent ce que vous voulez, vous vous emparez d'une place sans défenses et sans remparts, qui ne vous appartient pas, que vous fortifiez et dont vous brûlez les maisons sous de faux prétextes pour pallier votre crime. Mais, quelque mauvaises que puissent être les lois en France, elles ne le seront jamais assez pour négliger la punition que vous méritez en commettant un forfait atroce, qui pourrait conduire à des représailles, mais que l'honnête homme désapprouve et a en horreur. Je peux me persuader que nous n'userons jamais de semblables moyens, et votre lettre inutilement trop longue n'en imposera à personne ².

Il était difficile de prétendre que Beaulieu eût complètement tort, mais déjà il était trop tard pour se rendre à ses raisons, et une immense colonne de fumée annonçait au loin que Jarry avait mis à exécution sa menace. Alimenté par quelques barils de poudre disposés dans les premières maisons par l'ennemi ³, soit pour le service des batteries, soit pour des travaux de

¹ Archives historiques de la guerre. 29 juin. *Moniteur* du 9 juillet.

² *Id.*, *ibid.*

³ Archives historiques de la guerre. Luckner à Lajard, 30 juin.

mine, l'incendie prit en quelques instants des proportions considérables, et les Autrichiens durent reculer devant cet auxiliaire inattendu de la défense, qu'ils n'avaient aucun moyen de combattre. Une vigoureuse offensive de la part de nos troupes accentua d'ailleurs cette opération, et bientôt l'ennemi, entièrement déposé des positions qu'il avait conquises la veille et l'avant-veille, se retira hors de portée non seulement du canon, mais même en dehors de nos vues.

L'incendie durait toujours. A ce moment — dix ou onze heures du matin — la ruine des maisons les plus voisines, l'effondrement de l'observatoire dont la destruction avait paru tout d'abord indispensable, était un fait accompli : il n'en restait plus que quelques pans de murs calcinés qu'un coup de pioche nivellerait facilement au ras du sol. Jarry eût pu prendre des mesures pour arrêter le feu qui s'était communiqué de proche en proche à d'autres habitations dont la destruction ne paraissait pas aussi nécessaire. Il ne le fit point. Étant donné qu'il avait pris la responsabilité de la mesure, il estima qu'on ne le chicanerait pas pour quelques maisons de plus ou de moins, et il laissa le fléau faire son œuvre, c'est-à-dire agrandir la zone libre qu'il jugeait important de créer entre les Autrichiens et lui. Donc, quand les officiers municipaux de Courtrai vinrent le trouver pour le supplier d'arrêter la propagation du feu, tout au moins de permettre aux habitants de circonscrire l'incendie, il les renvoya à Luckner, auquel il avait rendu compte, dès la première heure ¹, de la mesure qu'il jugeait à propos de prendre et qui paraissait avoir été approuvée, puisque le maréchal ne s'y était point opposé.

Il était environ deux heures de l'après-midi, et le commandant en chef de l'armée du Nord sortait de table, quand les magistrats de la ville de Courtrai arrivèrent à Menin ², et annoncèrent au maréchal que, dans quelques heures, leur ville ne serait plus qu'un monceau de cendres.

Comme nous venons de le dire, Luckner avait été informé par Jarry lui-même de la nécessité où se trouvait le commandant de l'avant-garde de brûler un certain nombre de maisons. Mais, soit

¹ *Id.*, *ibid.*

² *Id.*, *ibid.*

que le maréchal s'imaginât qu'il s'agissait seulement là de quelques mesures sans importance, soit qu'il estimât que la mesure ne pouvait donner lieu à réclamation, il n'en avait pas pris souci. Actuellement, l'arrivée inopinée des membres de la municipalité de Courtrai modifiait très sensiblement la situation. Dès que la conduite de Jarry provoquait des plaintes, dès qu'on pouvait penser qu'elle engagerait des responsabilités, le général en chef n'était pas homme à couvrir en quoi que ce fût son subordonné. Il fit chorus avec les députés de la cité brabançonne, déplora avec eux l'événement, jura qu'il allait immédiatement en arrêter le cours, promit d'ouvrir une enquête. Finalement il fit seller ses chevaux, et d'un temps de trot s'en fut à Courtrai, où l'incendie sévissait encore dans toute sa violence ¹.

Jarry, ayant rendu compte exactement à huit heures du matin de l'incendie du faubourg et n'ayant point reçu de réponse à trois heures et demie de l'après-midi, alors que la distance du quartier général à Courtrai est de dix kilomètres, pensait avec raison que sa conduite avait été approuvée. Il fut donc très surpris de voir, entre trois heures et demie et quatre heures, le maréchal déboucher au grand trot par la porte de Menin et s'enquérir en termes courroucés des motifs qui avaient pu faire ordonner « cette mesure regrettable. » Jarry répliqua de la façon la plus correcte et la plus calme, exposant les raisons que nous avons examinées plus haut. Il dit notamment : qu'il avait reçu du maréchal la mission de défendre Courtrai, qu'il avait estimé la disparition de ces maisons inséparable de la sûreté de l'armée; que, dans ces conditions, la destruction était non seulement une affaire de droit, mais de devoir ².

Le maréchal se souciait vraisemblablement fort peu des doléances des Courtraisiens; il accepta donc ces raisons, d'ailleurs plausibles, et félicita peut-être en sous-main Jarry de son énergie. Il lui annonça de vive voix que la retraite commencerait le 30, au point du jour, par les troupes du gros cantonnées à Menin; que l'avant-garde, devenue arrière-garde, aurait à suivre immédiatement le mouvement; que toutefois elle devait tenir dans sa position actuelle assez de temps pour permettre aux

¹ Lettre de Courtrai en date du 30 juin. Archives historiques de la guerre. 30 juin 1792.

² Archives historiques de la guerre. Luckner à Lajard, 30 juin.

vingt mille hommes du corps principal de défilé, sans être inquiétés, par l'unique pont de Menin.

Le maréchal parcourut la ville, entra à l'hôtel de ville, s'engagea à faire indemniser les habitants et regagna à la nuit son quartier général.

Le lendemain 30 juin, les troupes campées ou cantonnées à Wervick et à Menin repassaient sur la rive droite de la Lys, Jarry évacuait Courtrai sans être inquiété, et le soir l'armée française tout entière avait repris, sous le canon de Lille, les emplacements qu'elle y avait occupés du 13 au 17.

Si l'évacuation de la Belgique par une armée qui n'avait remporté que des succès parut à cette époque un fait inexplicable, si on lui attribua des motifs cachés, louches, inavouables, l'incendie de Courtrai eut, lui aussi, sa légende, sa genèse mystérieuse. On dit, et l'on raconta un peu partout dans les clubs, notamment aux Jacobins, que Jarry n'avait été dans cette œuvre funeste que l'instrument de la Cour, qu'il avait mis le feu à Courtrai pour éloigner de nous un peuple sympathique, « pour inspirer aux Brabançons de l'horreur pour les Français à qui ils avaient tendu des mains généreuses ¹. »

« Quelle trahison, s'écriait Camille Desmoulins, vous fera tomber les écailles des yeux, si ce n'est l'infâme action du général Jarry incendiant Courtrai pour rendre la nation exécrable à ses alliés les Belges ² ? »

Quelques jours plus tard, dans l'enceinte même de la représentation nationale, des accusations du même genre étaient portées contre le commandant de l'avant-garde de Luckner par les membres du comité révolutionnaire belge. L'orateur de la députation, rappelant la défense faite « par un officier général français » de briser les aigles autrichiennes et autres « insignes du despotisme, » le jour de l'entrée à Menin, citait également à l'actif de ce même général l'incendie de Courtrai, perpétré uniquement pour semer la zizanie entre deux peuples frères. Et il ajoutait : « Cet officier général, nous le nommerons avec répugnance, car son nom seul fait horreur aux amis de l'humanité,

¹ Discours de Merlin, dans Borgnet, *Histoire des Belges*, II, p. 35, 36.

² Borgnet, II, p. 35, 36.

de la liberté et des lois, cet officier général est le maréchal de camp Jarry! (Il s'élève dans toute l'assemblée des murmures d'indignation.) »

Sur cet exposé, un certain nombre de députés, parmi lesquels Duhem et Rouyer, montèrent à la tribune et formulèrent contre le général les accusations les plus exagérées, les plus erronées ¹.

Sans doute, l'incendie de Courtrai avait été un acte qui ne pouvait nous attirer la sympathie des Belges, mais la question n'était point là : il s'agissait de savoir si, en mettant à exécution cette mesure violente, Jarry avait agi avec raison ou non, s'il pouvait faire autrement que de l'exécuter.

Rien ne saurait nous éclairer mieux à cet égard que le rapport autographe adressé par Jarry, le 9 juillet 1792, au ministre de la guerre Lajard, rapport qui existe intact aux archives de la guerre et qui, comme la plupart des documents que nous donnons ici, n'a jamais été publié. En dehors des détails sur l'incendie de Courtrai, il fournit des données utiles pour apprécier l'intelligence et le caractère de son auteur : on le lira sans doute avec intérêt :

Preseau, sous Valenciennes, le 9 juillet 1792.

Monsieur,

Trouvez bon que je réponde à la demande que vous venez de faire à M. le maréchal de Luckner relativement aux raisons qui ont occasionné l'incendie d'un certain nombre de maisons dans les faubourgs de Courtrai.

Depuis huit jours les chasseurs tyroliens, connus par leur adresse à se servir de l'arquebuse, soutenus par les troupes campées à Harlebeck et par celles qui s'étoient avancées de Tournay au delà de Dottignies, étaient parvenus à resserrer tellement nos postes avancés que, du côté de Gand et de Tournay, nous ne pouvions tenir au dehors aucune troupe à cheval, ni reconnoître ce qui se passoit à portée de fusil. Les patriotes belges avoient peine à se soutenir au devant des portes, nos désavantages augmentoient à chaque instant; les ennemis, embusqués derrière les maisons des faubourgs, nous tuoient tous les jours du monde dans nos retranchements. Une tentative que je fis pour regagner du terrain avoit échoué; enhardis par la bonhomie qui nous faisoit épargner les faubourgs, les ennemis, le jour de la Saint-Pierre, avancèrent du canon jusqu'auprès des mai-

¹ Notamment qu'à la suite de l'incendie de Courtrai, Jarry venait d'être nommé lieutenant général. *Moniteur* du 29 juillet.

sons qui nous avoisinoient le plus, et essayèrent de s'y retrancher; après une attaque longue et vive, ils ont été repoussés, mais les canonniers et les grenadiers qui avoient souffert de la proximité de ces maisons demandèrent à les détruire, puisqu'on ne pouvoit les défendre et qu'elles servoient à l'ennemi pour nous tuer du monde avec avantage. Dans tout poste que l'on entreprend de défendre de pied ferme, il devient nécessaire de découvrir la campagne au moins à la portée du fusil et de se débarrasser de la plongée des maisons dans cette distance. La défense de Courtrai m'étant confiée, plus les ouvrages étoient faibles, plus cette précaution devenoit nécessaire. Ce fut dans ces instants que j'examinai notre position plus particulièrement et sous le rapport du danger dont nous étions menacés. Je vis clairement que si, dans une nouvelle attaque, les chasseurs tyroliens gaignoient les maisons qui nous approchoient à soixante, cent et deux cents pas, nos canonniers seroient tués en peu de minutes, et qu'il faudroit y laisser nos canons, ne pouvant pas espérer de les retirer sous un feu plongeant fixe et meurtrier auquel il deviendrait impossible de répondre. Je savais que nous devions nous retirer plus ou moins prochainement, mais le moment ne m'étoit pas connu, l'incertitude existoit encore à cet égard. D'ailleurs, la nécessité de la retraite devenoit un motif de plus et même le plus impérieux de tous, pour ôter à l'ennemi les maisons d'où il auroit observé l'évacuation de nos postes, de manière que nous l'aurions eu sur nos talons au même instant et tout en commençant notre retraite. En se saisissant de la première porte évacuée, il pouvoit m'empêcher de rappeler à moi les postes les plus éloignés, qui n'avoient qu'un seul pont par la ville pour se retirer. Il est permis à ceux qui ne savent rien, de ne rien prévoir et de méconnoître la nécessité de certaines mesures. Il s'agissoit à la fois d'épargner la vie à nos troupes pendant la défense et d'assurer leur salut pendant la retraite. Pourquoi nos ennemis, pour cette fois, nous sont-ils devenus plus chers que nous-mêmes? C'étoit au général Beaulieu à ménager son pays et à ne pas abuser de la patience qui m'avoit fait supporter ses agressions continuelles; étant du métier, il devoit reconnaître qu'il ne tenoit qu'à nous de nous en débarrasser, et il ne falloit pas m'y forcer en me donnant lieu de penser qu'il ne nous serroit de si près que pour nous attaquer au moment de notre retraite et la rendre aussi funeste que celle de Mons et de Tournay. J'aurois été rudement tancé en Prusse, par Frédéric II, si je me fusse soumis à perdre inutilement du monde pendant huit jours pour épargner les maisons de l'ennemi. Je n'entends rien en politique ni en philosophie, il falloit m'employer ailleurs, je sais seulement que la guerre est un état contre nature qui ne peut produire que des malheurs.

C'est très certainement à la vigueur de ces mesures que nous devons le bonheur et la tranquillité de notre retraite. Par les précautions que j'avois prises, les bourgeois mêmes ont ignoré si nous étions entièrement sortis de la ville ou seulement retranchés dans la partie sur la gauche de la Lys, et l'ennemi, crainte d'augmenter les désastres de la veille, n'a osé y mettre le pied que huit à neuf heures après que nous l'eûmes entièrement évacuée, ce que je fis sans aucune perte d'hommes ni d'effets.

L'armée de M. le maréchal Luckner n'avoit qu'un pont pour repasser la Lys à Menin, et il nous fallut attendre le grand jour pour pouvoir y défilér à notre tour. Si, dans cette attitude, l'ennemi eût été à nos trousses, je ne sais ce qui seroit arrivé. Notre gauche, étendue vers un pays couvert, auroit pu être fort maltraitée par les Tyroliens ; on nous auroit tenus en échec jusqu'à la nuit. Les gens du métier savent qu'une retraite par un seul pont est un moment de crise, et surtout quand aucune batterie sur la rive opposée ne peut être placée pour la soutenir et la favoriser.

Je vous supplie, Monsieur, de mettre ces détails sous les yeux de Sa Majesté et de lui exprimer mes regrets du chagrin qu'elle peut avoir conçu d'après les faux récits des historiens qui suivent l'armée du Nord. La vie des Français et l'honneur de nos armées sont sans doute chers au roi, et ne seront pas mis en balance avec cinquante ou soixante maisons exposées au sort de la guerre sur ce territoire ennemi ¹.

En transmettant, le 13 juillet, copie de cette lettre au président de l'Assemblée nationale, le ministre de la guerre faisait observer « que les lois générales de la guerre, rappelées dans celle du 10 juillet 1791, autorisaient tout commandant militaire à détruire, autour d'une place attaquée, les maisons qui peuvent servir d'abri à l'ennemi, sauf l'indemnité aux dépens de l'État envers les particuliers lésés. »

La commission exécutive militaire de l'Assemblée, qui eut à examiner l'affaire, fut sans doute de l'avis du ministre, car, à part les diatribes dont nous avons parlé un peu plus haut, aucune mesure disciplinaire ou répressive ne fut prise contre Jarry. L'Assemblée nationale avait voté plusieurs millions pour indemniser les Courtraisiens de leurs pertes : en droit, nous étions quittes à leur égard.

¹ La lettre du ministre porte en marge, de la main de Vincent et signée de lui, l'annotation suivante : « Renvoyé au Comité et à la Commission exécutive, l'an IV^e de la liberté. »

Cependant, tout rassuré que fût Jarry sur les conséquences que pouvait avoir pour lui l'incendie de Courtrai, il suivait, avec un intérêt naturel, ce qui se disait sur lui à cet égard dans les clubs ou à l'Assemblée. Il n'eut point de peine à se rendre compte que cette funeste journée du 29 juin demeurerait dans sa carrière, sinon une tache, tout au moins un point noir qu'il ferait difficilement disparaître. D'autre part, les critiques passionnées, les attaques violentes dont il se voyait l'objet, l'irritaient et le décourageaient. On sait, par la lettre de La Mark que nous avons citée plus haut, qu'il était hostile au nouvel état de choses, et que « le seul besoin de ses appointements » l'empêchait d'émigrer. Il vint un moment cependant où cette considération même ne put le retenir, et quand, après le 10 août, Lafayette renonça à la lutte, Jarry fut au nombre des officiers qui passèrent avec lui la frontière ¹.

Le nouvel émigré erra pendant trois ans en Europe, sans qu'on sache exactement la façon dont il employa son temps. Il avait quitté les bords de l'Elbe en assez mauvais termes avec Frédéric-Guillaume II : ce ne fut vraisemblablement pas du côté de la Prusse qu'il tourna ses pas. On le retrouve en 1795 à Londres, au moment du rapatriement en Angleterre de l'armée du duc d'York, et on le voit commencer là une nouvelle carrière, ou mieux, reprendre la carrière qui lui avait donné jadis, à Berlin, la considération d'un grand roi. Effectivement, ayant été présenté à cette époque au duc de Portland et agréé comme précepteur militaire d'un de ses fils, le lord William Henry Cavendish Bentinck, il eut, en cette qualité, l'occasion d'entrer en relations d'une certaine intimité avec différents hommes politiques anglais dont l'amitié devait lui être utile. Soit que ces personnages jugeassent Jarry par eux-mêmes et reconnussent réellement en lui du mérite, soit que l'estampille de Frédéric II le leur fit admirer sans contrôle, ils l'apprécièrent à la fois comme un érudit et comme un militaire expert, et estimèrent (1798) qu'il y aurait lieu de l'attacher au service du roi Georges.

¹ • Un membre lit une lettre qui annonce que M. Jarry, après avoir dit aux soldats qu'il commandait que, puisque le roi était détrôné, ils étaient dégagés de leur serment, et leur avoir ordonné de marcher sur Paris, est passé à l'étranger. • *Moniteur* du 30 août 1792. Séance de l'Assemblée nationale du 27 août.

A cette époque, la réputation des troupes prussiennes, bien qu'atteinte par les résultats désastreux de Valmy et de la retraite de Brunswick, subsistait encore en grande partie. D'autre part, les victoires de la campagne de 1796 en Allemagne et en Italie, les succès de l'expédition d'Égypte, avaient ramené forcément l'attention sur nos procédés tactiques et sur notre ancienne réputation militaire. Et l'on était enclin à admettre qu'un officier français, nourri à l'école de Frédéric, joignant par conséquent la fougue et la décision du tempérament national à la science méthodique d'un homme du Nord, pouvait constituer l'homme de guerre parfait. Ce fut le secret de la popularité dont jouit à cette époque Jarry en Angleterre : suivant toute apparence, c'était là une réputation très surfaite.

Quoi qu'il en soit, comme il n'existait à cette date, dans la Grande-Bretagne, rien qui ressemblât à une école militaire, comme les événements politiques paraissaient engager à combler cette lacune, on crut faire œuvre d'intelligence et d'à-propos en demandant à Jarry d'organiser en Angleterre ce qu'il avait jadis organisé à Berlin : en créant à Londres ou dans les environs une école de guerre calquée sur celle qui fonctionnait en Prusse.

Cependant, comme il convenait de ne point agir à la légère, on commença par louer à High-Wycombe, dans le Buckinghamshire, une maison destinée à loger quelques cadets que leur naissance, leur intelligence, semblaient désigner pour faire un jour des chefs d'armée. Jarry commença, en 1798, un cours de tactique supérieure devant ce cénacle d'élite, où l'on comptait certaines personnalités qui ont marqué plus tard, telles le troisième lord Aylmer, Richard Bourke, Henry-Edward Bunbury, John Murray, du 3^e régiment des gardes, qui fut chef d'état-major de Wellington dans la guerre d'Espagne. Les résultats obtenus par ce cours provisoire furent bien ceux qu'on avait espérés : en conséquence, le gouvernement du roi Georges n'hésita pas à conserver l'institution et à la développer. Des cours annexes, embrassant toutes les branches des connaissances militaires, furent créés à côté du cours tactique ; en même temps, les élèves furent répartis en deux divisions : une, supérieure, qu'on laissa à High-Wycombe ; l'autre, des plus jeunes cadets, qu'on établit à Marlow.

Le 4 janvier 1799, le général Jarry était nommé directeur de

l'école supérieure de High-Wycombe et entraîna immédiatement en fonctions.

Le major général sir Denis Le Marchant et sir Howard Douglas, qui vécurent dans son intimité à cette époque, nous le peignent comme un vieillard sec, ridé, chétif, courbé en deux (*bent and lean*), ayant des manies et des marottes bizarres, celles notamment du jardinage et.... de la cuisine. Le laisser-aller révolutionnaire — qu'il avait d'ailleurs peu connu — n'avait eu aucune prise sur lui, et il était demeuré homme de l'ancien régime par son ton, son geste, ses allures, ses manières aisées, raffinées sans prétention. Mais tout cela s'affaiblissait sans espoir de retour, et l'on apercevait de jour en jour s'accroître, grandir à vue d'œil, les ravages causés par le temps dans cette organisation bien douée. Il était devenu, dans les dernières années surtout, le souffre-douleur bien plutôt que le maître de ses élèves, et ces gamins sans pitié s'ingéniaient à trouver un moyen inédit de contrecarrer les innocentes manies de leur vieux maître. Les choses en vinrent au point que le directeur de High-Wycombe voulut rentrer en France; mais cette décision ne faisait point l'affaire du gouvernement anglais, qui tenait à le conserver. On donna à Jarry un adjoint chargé de le suppléer dans la plus grande partie de sa tâche, et, en 1806, on le nomma inspecteur de l'enseignement militaire, sinécure qui équivalait à la retraite.

Le vieux soldat était bien réellement arrivé au bout de sa carrière. Né, comme nous l'avons dit, en 1732, il avait, en 1807, soixante-quinze ans; en outre, sa vie, extrêmement active, mouvementée, de nombreuses blessures, les privations endurées pendant l'émigration, les souffrances morales produites en lui par la chute irrémédiable de tout ce qu'il avait aimé et respecté, tant de causes physiques et morales avaient hâté chez lui l'œuvre des années. Aussi, quand il s'alita au commencement de janvier 1807, il n'y avait plus guère chez lui, ni au physique ni au moral, de force de résistance. Il lutta cependant trois mois contre la mort, en proie à une maladie à la fois longue et pénible, et s'éteignit enfin le 15 mars, tristement, étreint par l'angoisse suprême de laisser sa femme et ses enfants privés du nécessaire.

Tel avait été « l'incendiaire de Courtrai, » nature sans aucun doute au-dessus de la moyenne, mais dont la destinée singulière avait été de réussir seulement quand il n'avait pas servi sa patrie.

Employé en 1792 comme envoyé secret à la cour de Berlin, il n'avait abouti qu'à un insuccès ; chargé, à son retour, d'organiser l'état-major de l'armée du maréchal de Rochambeau, il n'avait pas réussi davantage. Enfin, placé à la tête de l'avant-garde de Luckner, il avait, par une mesure d'extrême violence, jeté sur nos armes un discrédit momentané.

Il est certain que l'incendie de Courtrai était un moyen radical d'arrêter les Autrichiens, d'élever entre eux et l'armée française une muraille infranchissable, et, au point où en étaient les deux armées, l'une par rapport à l'autre, le 29 juin, ce moyen était sans doute le seul qu'on pût employer. Reste à savoir si des mesures antérieures, des dispositions prises par le commandement les jours précédents n'eussent pu empêcher les troupes de Beaulieu de s'approcher de nous jusqu'au contact.

Nul doute que, de nos jours, Jarry n'eût eu un moyen d'empêcher ces reconnaissances nocturnes de l'ennemi, ces prises de possession du terrain, la nuit, dans l'ombre, à la sourdine. C'eût été d'user d'une tactique identique, d'opposer la ruse à la ruse, de faire comme lui une guerre de chicanes et d'embuscades. Mais l'esprit de l'époque n'admettait pas — dans notre armée, du moins — certaines façons d'agir sournaises, dérobées, honteuses, que la tactique contemporaine emploie communément aujourd'hui. A la fin du XVIII^e siècle encore, de telles méthodes répugnaient à des gens qui s'obstinaient à considérer la guerre comme une lutte courtoise, chevaleresque, n'excluant pas certaines démonstrations extérieures, certaines formes de politesse. Il y avait en 1792, dans nos armées, peu d'officiers qui eussent assisté à la bataille de Fontenoy, qui eussent vu le lord Charles Hay inviter « Messieurs des gardes-françoises » à tirer les premiers, qui eussent entendu le comte d'Auteroche répondre en saluant : « Messieurs les Anglais, tirez vous-mêmes ; nous ne commençons jamais ; » mais les traditions étaient encore les mêmes.

Quand, le 24 avril 1792, le maréchal de Rochambeau avait fait porter au maréchal Bender, par l'adjudant général Latour-

Foissac, la déclaration de guerre de la France, il avait proposé à son adversaire de « différer des deux côtés l'attaque des vedettes et avant-postes, jusqu'à ce que l'on fût en mesure d'ouvrir une guerre franche, » pour la raison, avait ajouté Rochembeau, « qu'on tuoit ainsi des hommes inutilement et que leur mort couloit à l'humanité sans terminer les différends politiques. »

Et le maréchal de Bender avait immédiatement accepté la proposition.

Rien ne démontre mieux combien nos pères avaient d'autres idées que nous sur ce point, et sans qu'il soit question de décider ici s'ils avaient tort ou s'ils avaient raison, il convient de se rappeler le fait quand on lit la lettre de Jarry à Beaulieu, quand on voit son indignation à l'égard de la conduite des Autrichiens. Sans doute, il était injuste de faire retomber sur une population inoffensive le châtiment de ces procédés insolites, mais, étant donnés les intérêts que Jarry avait à défendre, ce « *salus populi suprema lex* » qu'il devait avoir sans cesse devant les yeux, on en arrive à admettre que l'alternative à laquelle il se décida lui était inéluctablement imposée.

Il eut d'ailleurs le mérite d'assumer résolument, nettement la responsabilité de son acte, de ne chercher point à s'abriter derrière de Carle ou derrière Luckner. Sa lettre, très crâne, au ministre de la guerre, est le plaidoyer d'un honnête homme et d'un militaire entendu : elle défend honorablement sa mémoire.

ARTHUR DE GANNIERS.

LES SUCCESSEURS DE BONAPARTE EN ÉGYPTÉ

KLÉBER ET MENOÛ

I.

Bonaparte quitta l'Égypte dans la nuit du 22 au 23 août 1799. Les généraux Berthier, Lannes, Murat, Andréossy, Marmont, les savants Monge et Berthollet l'accompagnaient, montés sur les frégates *la Carrère* et *la Muiron*, bâtiments échappés au désastre naval d'Aboukir, et armés tant bien que mal par le contre-amiral Ganteaume. L'absence momentanée des croiseurs anglais, obligés de réparer des avaries, favorisa cette fuite ¹.

La nouvelle de ce départ soudain se répandit rapidement. Les soldats y trouvèrent un motif de plus à leur découragement. Ils étaient fatigués de leurs campagnes en Syrie ou dans la haute Égypte. Leurs vêtements tombaient en lambeaux, et malheureusement le langage de plusieurs officiers ne relevait pas leur moral. Le général Dugua, commandant le Caire, désirait partir. Dans une lettre au directeur Barras, il énumérait toutes les chances probables d'un désastre prochain : les caisses vides, l'armée sans poudre, sans boulets, une partie des soldats dé-

¹ Extrait des *Mémoires de Savary*, t. 1, p. 173. La flotte turque avait levé l'ancre après Aboukir, pour s'en retourner à Constantinople. Il ne restait devant Alexandrie que les deux vaisseaux anglais *le Tigre* et *le Thésée*, commandés par sir Sidney Smith. Le dernier de ces deux bâtiments avait sur son pont quatre-vingts bombes, reste de celles qu'il faisait lancer sur nous à Saint-Jean-d'Acre, lorsque, par une cause que l'on n'a pas encore connue, ces quatre-vingts bombes éclatèrent toutes à la fois pendant que le vaisseau était à la voile. Il y eut vingt hommes tués à bord et le pont du vaisseau fut tellement maltraité, que l'on fut obligé de l'envoyer à Chypre pour le réparer, en sorte qu'il ne restait plus devant Alexandrie que le *Tigre*, monté par sir Sidney Smith.

pourvus d'armes, les places fortes en mauvais état, dégarnies d'artillerie.

Junot réclamait à grands cris son embarquement ; Lasalle traitait de *sots* les gens qui accusaient Bonaparte de les avoir trahis, mais il demandait au général Dugua de l'emmener avec lui en France, se déclarant apte à remplir tous les emplois, même celui de marmiton, métier qu'il avait appris pendant ses campagnes.

Tous ces désirs, formulés d'une manière tragique ou bouffonne, suivant les caractères, parvenaient aux oreilles de Kléber, investi du commandement en chef. Desaix était, tout autant que lui, capable de remplir une mission aussi importante, mais Bonaparte, qui l'aimait, voulait qu'il rentrât en France, quand sa présence en Égypte ne serait plus indispensable.

Malgré le mécontentement que ressentit Kléber en se voyant imposer une pareille tâche, sans avoir même été consulté, puisqu'il était retenu à Damiette quand s'embarquait son prédécesseur, il s'exprima officiellement avec convenance sur ce brusque départ ¹. Il parla aux soldats des prochains secours que ne manquerait pas d'envoyer Bonaparte, s'il réussissait à tromper la vigilance de l'ennemi, il fit appel à l'amour-propre des troupes, composées, en grande partie, des *anciens* de l'armée d'Italie. Il promit d'adoucir leur misère : « Je n'ai plus consulté que l'honneur de vous commander et mes forces se sont accrues ; soldats, n'en doutez pas : vos pressants besoins seront sans cesse l'objet de ma sollicitude. »

Quelques jours plus tard, le nouveau général en chef entraît au Caire avec une solennité destinée à frapper les imaginations orientales ².

Deux rangées d'hommes le précédaient et frappaient en cadence la terre de leurs longs bâtons. De temps en temps ils criaient en langue arabe : « Musulmans, prosternez-vous ! » Ceux-

¹ Ordre du jour du 14 fructidor an VII (31 août). Arch. de la guerre.

² Miot, *Mémoires*, p. 271-273. Sur Kléber et ses habitudes de pacha, voir Napoléon, *Mémoires*, t. II, p. 178. Bonaparte ne développait pas un grand appareil lorsqu'il passait dans le Caire, à moins que ce ne fût dans les cérémonies. Il ne se faisait accompagner que par ses généraux et ses guides. Par la suite, il avait deux domestiques égyptiens, portant des piques. Ils couraient à côté de son cheval et l'un tenait la bride, l'autre l'étrier, lorsqu'il en descendait (Miot, p. 272).

ci se rangeaient, les passants montés sur des chevaux, des ânes ou des mulets mettaient pied à terre par respect. Tous saluaient en portant la main sur le cœur. Kléber s'avancait, entouré de son état-major, au bruit du canon que tiraient les forts du Caire. Les honneurs que lui rendaient l'armée et les habitants rehaussaient le prestige de sa haute stature, de son visage martial et imposant. Il vint occuper l'ancienne maison de Bonaparte sur la place Esbékié. Les notables, les cheiks, les ulémas le complimentèrent, mais malgré les paroles encourageantes qu'ils en reçurent, ils demeurèrent tout interdits de l'air sévère qu'il affecta. Habitué aux longs monologues, aux gestes, aux sourires de Bonaparte, les cheiks, en sortant du palais, se communiquaient leurs impressions : « Celui-ci ne rit pas comme l'autre, » disaient-ils entre eux ¹.

On connaîtrait mal Kléber si on ne le surprenait dans son intimité, entouré de sa maison militaire, de ses aides de camp et de son chef d'état-major Damas, qu'il continuait de tutoyer avec une camaraderie toute républicaine. Ce n'était pas lui qui conservait dans son particulier la gêne de l'étiquette; aussi cette bonne grâce, de la part d'un homme sûr de mériter la déférence sans l'imposer, lui attirait-elle l'affection de presque tous ceux qui l'approchaient. Cependant il avait le défaut de communiquer trop volontiers ses impressions soit par des lettres, soit par des conversations. Il n'était pas assez secret pour un général en chef, il goûtait trop le plaisir de se délasser de ses ennuis par une boutade exprimée avec esprit contre Bonaparte et ses partisans, saillies qui servaient parfois de commentaires à des caricatures qu'il excellait à dessiner et qu'il laissait imprudemment circuler. Il voulut même jouer à son prédécesseur un assez vilain tour, que les croiseurs anglais firent manquer. Une certaine dame Forest avait mérité les faveurs du *sultan Kébir* ²; Kléber essaya de l'expédier en France, où la belle serait venue troubler la réconciliation de Joséphine et de son volage époux.

Tout en reconnaissant la supériorité de Bonaparte, Kléber ne l'aimait pas. Ancien officier de l'armée de Sambre-et-Meuse, il conservait des préventions contre l'armée d'Italie et ses chefs. Il

¹ Abdurrahman Gabarti, journal publié par la *Revue rétrospective*, t. XII, p. 395 (1837).

² Nom donné à Bonaparte par les musulmans.

gardait une certaine raideur germanique qu'il devait à sa naissance et à son éducation militaire dans l'armée autrichienne, où il avait servi pendant près de huit ans. Cette empreinte de l'esprit allemand se remarquait dans certaines tournures singulières de ses phrases et dans la méthode qu'il apportait à l'exécution des manœuvres. A cette antipathie s'ajoutait un sentiment de rancune. Il croyait avoir été joué par cet homme qui avait abandonné sa tâche lorsqu'elle semblait ingrate, qui lui avait imposé des responsabilités dont il eût sans doute décliné le fardeau. Agé de cinquante ans, un des doyens de l'armée, Kléber se trouvait trop vieux pour exercer le commandement en chef. Il se défiait à tort de ses moyens, car, pour rappeler un mot de Seignelay à Tourville, « il était brave de cœur mais poltron d'esprit ¹. »

Des instructions rédigées par Bonaparte avaient été laissées à son successeur et contenaient en substance le conseil de gagner du temps. Après la défaite des Turcs près d'Aboukir, un effendi, fait prisonnier, avait été expédié au grand vizir.

Si le premier ministre du sultan daignait répondre à ces ouvertures ², Kléber pourrait trainer en longueur les négociations, en soutenant cette théorie contestable : que, malgré la bataille des Pyramides et le siège de Saint-Jean-d'Acre, la France conservait toujours envers la Porte des sentiments d'amitié ; que la prise de l'Égypte par nos soldats était plus favorable que préjudiciable au gouvernement de Constantinople, puisqu'elle avait eu pour résultat de purger la contrée d'une féodalité turbulente et insoumise comme celle des mameluks. Kléber atteindrait ainsi le mois de mai 1800. Si des secours ne lui étaient pas parvenus, s'il n'avait reçu aucune nouvelle de la France, Kléber pourrait songer à quitter l'Égypte. Voici d'ailleurs le texte des instructions relatives à l'abandon de ce pays. « Si, par des événements incalculables, toutes les tentatives étaient infructueuses, et qu'au mois de mai vous n'aiés (*sic*) reçu aucun secours ni nouvelle de France, et si cette année, malgré toutes les précau-

¹ *Auguste Colbert, Traditions et souvenirs*, par N.-J. Colbert, son fils (Paris, Didot, 1863), t. II, in-8, p. 301, note.

² Se reporter au livre de M. le comte Boulay de la Meurthe : *Le Directoire et l'expédition d'Égypte* (Paris, Hachette, 1885), p. 212-215, et à la lettre de Bonaparte à Kléber : *Correspondance*, numéro 4374, 22 août 1799.

tions, la peste vous tuait plus de quinze cents soldats, perte considérable puisqu'elle serait en sus de celles que les événements de la guerre vous occasionneraient journellement, je pense que, dans ce cas, vous ne devez point songer à soutenir les événements de la campagne prochaine, et que vous êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte ottomane, quand même l'évacuation de l'Égypte devrait être la condition principale. » Cependant une restriction était ajoutée à cette clause : l'exécution en serait éloignée jusqu'à la paix générale.

La conduite de Kléber paraissait tracée avec autant de précision que le comportait l'incertitude des événements futurs. Aussi l'aide de camp de Desaix, Savary, admirateur acquis d'avance à tout ce qui émanait de Bonaparte, écrit-il dans ses *Mémoires* : « Un homme qui n'eût été doué que de sens commun ordinaire suffisait pour continuer de donner le mouvement à cette machine, qui n'avait besoin que de ne pas être dérangée ¹. »

II.

Si l'opinion de Savary présente un excès d'optimisme, celle de Kléber exagère les difficultés qui se rencontrent au point de vue militaire, économique et diplomatique.

La clairvoyance du général en chef devait prévoir que des soldats comme les siens auraient facilement raison des bandes turques. Mais de pareils succès lui répugnaient, car il en considérait la stérilité. Opposé à la continuation d'une campagne qu'il estimait préjudiciable et inutile depuis la ruine de notre flotte, il s'attachait avec obstination à l'idée du rapatriement de ses forces, appoint nécessaire à la France, menacée d'invasion. Cette conception guida toute sa conduite et il ne s'en départit jamais, même après la bataille d'Héliopolis. Elle l'entraîna à s'engager trop avant dans des négociations qui aboutissaient à l'abandon de l'Égypte sans compensation. Il négligea de profiter, comme il le devait, des victoires remportées dans la haute Égypte et à Damiette, ainsi que de la détresse où végétaient, en Syrie, le grand vizir et les siens.

¹ Savary, *Mémoires*, t. I, p. 179.

L'armée de Mourad bey avait été détruite par le général Desaix. Le 24 thermidor an VII ¹, le camp de Samanhout, situé près de Girgeh, fut enlevé et pillé. On y trouva deux cents chameaux chargés de butin, cent chevaux, ainsi qu'une quantité d'armes de toutes espèces. Mourad bey, échappé à la faveur de la nuit, fuyait devant les colonnes mobiles, montées sur des dromadaires qui parcouraient le pays avec Desaix et l'adjudant général Boyer.

Le 17 vendémiaire an VIII, cet officier remportait une nouvelle victoire à Sédiman ². Encouragé par le succès, il s'attacha à la poursuite de Mourad, qui le déroutait par sa rapidité. Tantôt la présence du bey était signalée à Cosséir, tantôt à Suez ou sur les bords du Nil. Il essayait de soulever les habitants en leur distribuant des proclamations du grand vizir. Tant d'activité, cependant, ne relevait pas sa fortune ; aussi Kléber, qui jugea cet adversaire désormais peu dangereux, rappela auprès de lui Desaix pour concourir à la défense de l'Égypte du côté de Damiette ³.

Le 2 vendémiaire, dix-huit bâtiments turcs mouillèrent devant le *boghaz* de cette ville. Leur nombre s'éleva successivement jusqu'au chiffre de cinquante-trois. La flotte, dirigée par le commodore Sidney Smith, procéda avec lenteur et prit de grandes précautions hydrographiques : ancrage de bouées, établissement de signaux pour les pilotes, transformation d'une tour en sémaphore. Pendant qu'on veillait à l'accomplissement de tous ces travaux, le général Desaix partait pour Damiette avec deux bataillons d'infanterie et cent cinquante dragons. Quand il arriva, les secours qu'il amenait étaient inutiles, la descente avait échoué.

Les Turcs avaient choisi pour atterrir un endroit situé entre la rive droite du Nil, la mer et le lac Menzaleh. Le général Verdier campait à l'embouchure du fleuve sur la rive gauche, près de la tour de Lesbeh, avec un millier de soldats. Il ne se laissa pas effrayer par le nombre des assaillants, qui s'élevait à près

¹ *Pièces relatives à l'armée d'Orient*. Paris, Baudoin, an IX, p. 232.

² Sédiman, localité située sur la rive gauche du Nil, entre Beni Souef et le lac Moëris.

³ Les détails de ces opérations se trouvent dans la lettre de Kléber au Directoire exécutif du 25 brumaire an VIII. *Pièces relatives à l'armée d'Orient*, p. 240.

de trois mille, les repoussa, prit trente-deux drapeaux, et fit huit cents prisonniers (10 brumaire an VIII).

D'après le témoignage d'un captif, Ismael bey, aide de camp de l'amiral turc Seyd Aly, la flotte ennemie disposait de huit mille hommes. Malgré la possibilité de tenter une nouvelle attaque, les musulmans, ébranlés par leur échec, s'éloignèrent des côtes ; il ne resta que huit navires à la voile, qui établirent une croisière.

Le grand vizir s'avancait lentement en Syrie. Une armée nombreuse l'accompagnait et l'exagération habituelle aux Orientaux en grossissait les effectifs. A supposer que le chiffre de quatre-vingt mille fût exact, beaucoup de non-valeurs restaient à déduire. L'infanterie laissait beaucoup à désirer. L'artillerie, composée de canons sur lesquels se lisait la devise : « Honni soit qui mal y pense, » avait pour servir ces pièces des Français, autorisés jadis à s'enrôler parmi les troupes du Grand Seigneur. Ils étaient peu disposés à tirer sur leurs compatriotes, et, d'après le général Desvernois, le vizir punit leur peu de zèle, pendant la bataille d'Héliopolis, en les massacrant avant de s'enfuir ¹.

Quant aux cavaliers, ils employaient à leur service personnel et aux soins de leurs montures des écuyers, des palefreniers, des esclaves. Telle était l'armée régulière que flanquaient des Arabes indisciplinés qui marchaient moins dans le dessein de combattre que dans l'espoir de piller ².

Aux forces du grand vizir devaient se joindre celles d'Ahmed, pacha d'Acre, surnommé Djezzar, c'est-à-dire *le Boucher*. Nul ne

¹ *Mémoires du général Desvernois*, par Dufourcq (Paris, Plon), p. 234.

² Extrait du *Journal de Morier*, secrétaire de lord Elgin, ambassadeur de Sa Majesté Britannique près de la Sublime Porte :

• Une armée turque peut être comparée parfaitement à une nation entière qui émigre. Le nombre de personnes inutiles qui suivent l'armée est presque inconcevable, de sorte que, quand on parle d'une armée de cent mille hommes, il faut en mettre de côté les deux tiers.... Tout homme qui n'est pas simple soldat doit avoir, outre ses domestiques, qui sont nombreux, un cuisinier, un homme pour poser et plier les tentes, un porteur d'eau, un valet pour aller chercher la nourriture des chevaux.... Les troupes ne sont pourvues de pain ou de biscuit que deux fois par semaine.... Il est presque impossible de se procurer une notice exacte des troupes dans un camp turc.... Un officier, qui fait porter devant lui le *beyraq*, ou drapeau, suppose qu'il commande deux cents hommes, afin de recevoir ce nombre de rations, tandis que quelquefois il en a à peine cinquante. • (*Moniteur universel*, 28 frimaire an IX.)

méritait mieux cette sanglante désignation. Par son ordre, des femmes furent écorchées vives dans son harem, des serviteurs furent ferrés comme des chevaux. Le maître aimait à remplir l'office de bourreau et s'exerçait à trancher des têtes. Il effrayait par ses raffinements de cruauté l'âme assez peu sensible des Turcs. Il faisait murer vivants ses officiers coupables de dilapidations. Mais ce singulier vengeur de la justice avait au préalable favorisé ces exactions, dont il s'appropriait le bénéfice en confisquant la fortune des condamnés. Entre ce fou furieux et le premier ministre du sultan, une querelle éclata à propos de l'occupation d'Acre par l'armée du Grand Seigneur. On eut beau montrer un firman, apporté de Constantinople, Djeddar ne voulut rien lire, rien entendre. Il manifesta sa mauvaise volonté jusqu'à refuser de prêter des outres pour abreuver l'armée alliée. Aussi, fatiguées par la marche, la soif et la faim, ces troupes ressemblaient plutôt à une caravane se rendant en pèlerinage au quartier général français qu'à une réunion de soldats ¹. Le commodore Sidney Smith essaya de prêcher la concorde sans grand succès ; il avait droit cependant à la reconnaissance de Djeddar, mais celui-ci ne voulut pas se souvenir des services reçus à Saint-Jean-d'Acre. Les subordonnés, animés des mêmes sentiments que leurs chefs réciproques, se cherchaient querelle, s'entre-tuaient et oubliaient l'expédition d'Égypte, pour laquelle ils avaient été réunis. Kléber contribuait à affamer cette horde en défendant toute espèce d'exportation par les nombreuses caravanes qui alimentaient jadis la Syrie. D'après un rapport de Morand ², adressé au général en chef, les cavaliers vendaient leurs chevaux et leurs armes, les soldats désertaient en foule, tandis que ceux qui restaient sous les drapeaux, travaillés par la dysenterie, se désolaient, rappelaient la défaite d'Aboukir et criaient qu'on les menait à la boucherie.

Encouragé par les succès de Samanhout, de Sédiman, de Damiette, par la détresse du grand vizir, rien ne pressait Kléber de poursuivre les négociations entamées par Bonaparte à la veille de son départ pour la France. Mais, comme il le recon-

¹ *Moniteur universel*, 27 pluviôse an VIII. Extrait du *Times*, 1^{er} février 1800.

² Rapport de l'adjudant général Morand, 9 décembre 1799. A. G. ; *Gazette de Leyde*, 28 février 1800.

naissait lui-même, la partie militaire de sa tâche était la moins difficile. Pour imposer aux siens de nouveaux sacrifices, il fallait adoucir leurs souffrances et pourvoir à leur nourriture, à leur habillement, à leur solde.

III.

D'après les plaintes adressées par Kléber au Directoire ¹, « Bonaparte n'aurait pas laissé un sol en caisse. » Il abandonnait à l'industrie de son successeur le soin de combler un arriéré de près de dix millions. Comment concilier ce témoignage, confirmé par le payeur général Estève, qui cependant n'aimait pas Kléber, avec l'affirmation de Savary, d'après laquelle Bonaparte, lors de son départ, laissait l'administration et les finances organisées?

L'ordonnateur Daure, dans un long rapport du 4 septembre 1799 ², énumère les misères des soldats et des marins au point de vue de la nourriture, de la solde et des soins médicaux. Il termine chacun de ses chapitres par des plaintes sur le manque de numéraire. On mourait de faim sur la terre des Pharaons, malgré le blé qui encombrait la haute Égypte, parce que les bateliers qui l'auraient descendu par le Nil ne pouvaient être payés. Le citoyen Pini, négociant de Marseille, offrait du drap pour confectionner les uniformes. Comment remplir à son égard les engagements qui seraient contractés? Les médicaments, les soins de première nécessité étaient réclamés dans les hôpitaux devenus, d'après le général Dugua, de véritables bouges où s'entassaient des fiévreux, des ophthalmiques, des estropiés. Kléber, réduit aux expédients, s'adressa aux Coptes. Ils formaient la classe la plus nombreuse des chrétiens établis en Égypte. La plupart habitaient les villes et s'adonnaient à la perception des contributions et à la gestion des biens particuliers.

Pour saisir l'utilité de leur intervention, il faut se rendre compte de la difficulté que l'on éprouvait à recouvrer les impôts.

Toutes les institutions civiles et politiques du pays remontaient à Sélim I^{er}, qui fit la conquête de l'Égypte vers 1513. Il déclara que toutes les terres lui appartenaient, puis les répartit

¹ 8 octobre 1799. Archives de la guerre.

² Archives de la guerre.

entre ceux qu'il voulait récompenser, en exigeant des nouveaux tenanciers la redevance annuelle du *miri*. Les nouveaux détenteurs du sol furent désignés d'une façon générale sous le nom de *mullesims*. Au moment de l'occupation française, le *miri* existait encore tel qu'il avait été fixé en argent par Sélim. Beaucoup de propriétaires avaient cédé leur domaine aux paysans moyennant un tribut appelé *fays*, auquel s'ajouta plus tard une autre taxe désignée par le mot *barany* ¹.

D'après Savary ², le fellah ou paysan mettait son point d'honneur à ne pas payer ses impôts à la première sommation. Une grande considération entourait ceux qui résistaient, et se graduait d'après le nombre de coups de bâton endurés avant de délier la bourse. Ils n'acquittaient donc leurs redevances qu'à la dernière extrémité. Le collecteur devait se faire accompagner de troupes. Quand les contribuables apercevaient des hommes armés se dirigeant sur leurs villages, ils s'enfuyaient, poussant devant eux femmes, enfants, bestiaux, laissant leurs misérables cahutes en terre abandonnées. Quelquefois, quand les soldats paraissaient peu nombreux aux gens chargés de faire le guet, les villages se portaient mutuellement secours et résistaient de leur mieux, payant quelquefois des Arabes pour les défendre.

Quand on réussissait à s'emparer des cheiks ou chefs de ces bourgades, on les emmenait en prison, les retenant jusqu'à ce que leurs administrés eussent payé. Moyen lent et défectueux, car ces captifs lassaient leurs exacteurs par la force d'inertie qu'ils opposaient. On vendait leurs chameaux, leurs buffles et leurs troupeaux, sans exciter chez eux aucun effort pour racheter ces animaux dont la privation les exposait à mourir de faim.

Bonaparte avait évité ces ennuis en frappant de réquisitions les négociants de toutes nations résidant en Égypte ³. Mais de pareilles mesures ne pouvaient se renouveler. Malgré les instructions de son prédécesseur, qui l'engageait à ne pas recourir aux Coptes, Kléber résolut de s'adresser à eux. Ils avaient la juste

¹ Dalmas, *Observations sur les finances égyptiennes*. Arch. de la guerre. Note de Malem Yacoub, sans date (1801). *Ibid.*

² *Mémoires*, t. I, ch. VIII.

³ Sur ces réquisitions, voir lettre de Kléber au payeur général, 5 septembre 1799. Archives de la guerre.

réputation de voler ceux qui les employaient, mais, au risque de laisser les caisses vides, le choix des moyens n'existait pas.

Le général en chef ordonna donc aux Coptes de payer la somme de 800,000 livres, leur cédant comme indemnité ce qui restait dû par les villages comme reliquat de l'année 1212 de l'hégire, ou 1798. Ceux-ci, comprenant qu'on avait besoin de leur ministère, se montrèrent exigeants et défendirent pied à pied leurs intérêts. Ils représentèrent que les impôts de 1798 avaient été en grande partie recouvrés, aussi n'offrirent-ils que la moitié de la somme réclamée. Ils rappelaient qu'ils avaient déjà avancé des acomptes importants garantis déjà sur le *miri* de 1212 ¹.

Kléber demeura inflexible. Les Coptes estimèrent sans doute qu'ils trouveraient toujours moyen de recueillir des bénéfices, puisqu'ils se résignèrent sans trop récriminer à fournir le paiement des 800,000 livres.

Le versement devait commencer le 9 septembre 1799, ou 23 fructidor, mais ils ne tinrent pas scrupuleusement leurs engagements, et, dès le 5 vendémiaire, le payeur général Estève, qui les surveillait avec soin, constatait un déficit de plus de 25,000 livres ².

On surprit une autre fois une nouvelle fraude. Les Coptes n'effectuaient leurs paiements qu'en pièces appelées médins, d'une valeur infime, n'acceptant eux-mêmes, dans le recouvrement des impôts, que de l'or ou de l'argent, sur le change duquel ils gagnaient. Kléber dut prescrire que, sur 20,000 livres, un tiers seulement serait acquitté en médins, le reste demeurant exigible en or ou en argent.

Pourtant, le général en chef ne se montrait pas trop rigoureux à l'égard de pareils agents, et leur laissait les moyens de réaliser légalement des bénéfices qui s'élevaient jusqu'à 10 % des sommes perçues.

Les mesures prises par Kléber ne sont que des palliatifs, lui-même le reconnaît lorsqu'il répond à Menou qu'il s'engage avec des *fripons*, ne pouvant agir autrement. D'après son ordre du jour du 27 fructidor an VII ³, par lequel il règle le paiement de la solde et des traitements, il se borne à prescrire la distribution de quelques acomptes. Il adopte les soumissions du citoyen

¹ Lettre du 5 septembre 1799. Arch. de la guerre.

² Estève à Kléber, 6 vendémiaire an VIII. *Ibid.*

³ Archives de la guerre.

Pini, relatives à l'habillement; celles d'Hamelin pour le transport des grains. Mais il est difficile d'apprécier comment ces contrats furent exécutés. Des révoltes à Damiette, à Alexandrie, à El Arisch peuvent faire présumer qu'ils donnaient à l'armée une satisfaction insuffisante. Compatissant un peu trop vivement aux souffrances des siens, peut-être faut-il conclure que Kléber partageait en secret leur impatience et se laissait facilement gagner au désir d'en finir promptement avec une expédition dont il n'attendait que des ennuis.

IV.

Le commodore Sidney Smith, sachant que des lettres avaient été adressées au grand vizir le 17 août et le 17 septembre 1799, ne voulut pas que des pourparlers fussent engagés en dehors de lui. Le 26 octobre ¹, il faisait part à Kléber du traité qui, depuis le 5 janvier 1799, liait les Turcs, les Russes, ainsi que les Anglais, et déclarait que nulle convention ne pouvait être signée sans l'intervention de l'Angleterre, qui garantissait *l'intégrité de l'empire ottoman*.

Cette dépêche fut reçue par Kléber (le 5 brumaire) avant qu'il fût instruit du succès remporté à Lesbeh par le général Verdier. L'adjudant général Morand fut chargé de se rendre auprès de Smith, de s'entretenir avec lui, et de pénétrer autant que possible ses intentions. Il partit avec une lettre ² dans laquelle Kléber affectait une entière sécurité, singulier contraste que présentent ces affirmations avec les plaintes qu'il adressa au Directoire :

Les forces que je commande peuvent me suffire encore longtemps, et quelque actives que soient les croisières ennemies dans la Méditerranée, elles n'empêcheront pas plus un secours d'arriver qu'elles n'ont pu empêcher l'escadre française de passer de Brest à Toulon pour se réunir à l'escadre espagnole....

Le moindre secours que je recevrais me rendrait pour toujours inexpugnable....

¹ *Pièces relatives à l'armée d'Orient*, p. 345 et seq.

² *Registre secret de Kléber*, 8 brumaire an VIII (30 octobre 1799). Archives de la guerre.

Il est indifférent à la sûreté de l'armée que vous soyez les maîtres des deux mers avec lesquelles nous communiquons.

Ce dédain affecté à l'égard des forces anglaises visait le paragraphe suivant de la lettre de Smith : « L'offre faite de laisser le chemin libre à l'armée française pour l'évacuation de l'Égypte a été méconnue jusqu'ici. Comment peut-on espérer de trouver les moyens de transporter une armée dont la flotte est détruite, sans le secours et le consentement des puissances alliées (lisez l'Angleterre) ¹ ? »

Le voyage de Morand présente quelques détails curieux, consignés par cet officier dans le rapport qu'il adressa à Kléber le 18 frimaire an VIII (9 décembre 1799) ². Il partit de Boulac le 9 brumaire, à huit heures du soir. Arrivé à Damiette le 13, il se rendit au camp de Lesbeh et aperçut le vaisseau anglais *le Tigre*, qui courait des bordées. Le lendemain, le navire avait disparu, mais un aviso fut mis à sa disposition par un officier nommé Bromley, émigré français dont le véritable nom était Tromelin ³. Morand fut ainsi conduit à Jaffa, où avait mouillé le *Tigre*, et reçu avec beaucoup d'égards : la garde, rangée sur le pont, lui rendit les honneurs; M. Keith, secrétaire du commodore, se tenait près de l'escalier pour le conduire auprès de sir Sidney Smith. Celui-ci se trouvait dans sa chambre. « Aussitôt qu'il m'entendit, raconte Morand, il s'avança vers moi et me salua en me disant : « Soyez le bienvenu. » — Je lui remis mes dépêches. Pendant qu'il les décachetait, je passai dans la première chambre; le déjeuner était servi. Sir S. Smith, après avoir lu vos lettres, vint se mettre à table et me plaça à sa droite. Je lui fis vos compliments, l'assurant de la haute considération que vous aviez pour lui. »

Par ces paroles, Morand ne se montrait pas mauvais diplomate, car il cicatrisait ainsi une blessure d'amour-propre toujours saignante chez le commodore. Celui-ci se souvenait avec dépit de l'ordre du jour méprisant lancé contre lui par Bonaparte, le 30 germinal an VII, devant Saint-Jean-d'Acre ⁴.

« Après m'avoir témoigné combien il était sensible à l'estime

¹ *Pièces relatives à l'armée d'Orient*, p. 348 et seq.

² Archives de la guerre.

³ Commandant Cazals à Kléber, 9 décembre 1799. Archives de la guerre.

⁴ Cet ordre du jour a été publié par le *Journal des sciences militaires*, 1828, vol. XV.

que vous lui portiez : « Je suis charmé, dit-il, d'avoir des relations avec le général Kléber, on peut s'entendre avec un militaire franc et loyal, on peut traiter et arriver à un résultat heureux, c'est bien différent que d'avoir affaire à des avocats de village, comme ceux qui gouvernent la France. »

Sidney Smith, pour répondre dignement à la sécurité que le général en chef affectait dans ses dépêches, exagéra, de son côté, les forces que l'alliance mettait à sa disposition. Il parla d'un rassemblement de quarante-cinq mille Russes, près de Cherson¹, destinés à renforcer les Turcs. « Le trajet, ajoutait-il, n'est ni long ni difficile quand on est maître de la mer. »

Il interrogea Morand sur les pouvoirs diplomatiques de Kléber. Quant aux siens, la signature de la lettre du 26 octobre était accompagnée des qualités suivantes : « Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique près la Porte ottomane, commandant son escadre dans les mers du Levant. » Sidney Smith déclara que si l'évacuation de l'Égypte devait *servir de préliminaire à la paix générale*, il ne se reconnaissait pas de pouvoirs suffisants, et des instructions supplémentaires deviendraient nécessaires. « Et Kléber, demanda-t-il, a-t-il des pouvoirs pour ouvrir cette négociation ? Son gouvernement lui a-t-il dit : Nous ratifions tout ce que vous arrêterez ? Une pareille ouverture nécessite l'envoi de courriers ; il faut du temps, on veut en gagner, je m'en aperçois. »

« Mais, répliqua Morand, lorsque Bonaparte signa les préliminaires de paix à Léoben, peut-être n'avait-il pas le pouvoir de faire le traité de Campo-Formio. »

L'interruption de la conversation par la venue de Frankini, drogman au service de la Russie, empêcha Smith de presser davantage l'adjudant général sur le sens de sa réponse. Averti que le vizir voulait lui donner une fête, il rompit l'entretien et partit aussitôt, accompagné de Bromley, de son secrétaire et d'une escorte anglaise.

Son absence se prolongea jusqu'au 23 brumaire (14 novembre). Il revint, après une excursion à Jérusalem, où les Grecs et les Arméniens lui avaient offert (exception tout à fait extraordi-

¹ Il s'agit sans doute d'Eupatoria, bâtie sur la Chersonèse Taurique, et non de Kherson, sur le Dniéper.

naire en faveur d'un hérétique) une croix en topazes et une autre en améthystes. Le grand vizir avait joint à ces présents une pelisse et une boîte en or, couverte de brillants. Morand observait la vanité un peu enfantine avec laquelle le commodore étalait et maniait ces différents objets, les détaillant et racontant les services qui les avaient mérités. Il recueillait ainsi les traits essentiels du portrait qu'il retraça de Sidney Smith.

Il parle très bien français, rapporte-t-il à Kléber, il a de l'esprit, s'exprime avec facilité, il sait et répète tout ce qu'on dit depuis dix ans contre la révolution, le gouvernement français et la guerre actuelle. Il paraît aimer la gloire avec passion, comme un homme qui entre dans la carrière ; il est vain de ses titres et du rôle qu'il joue. Il a un très bon ton, des manières polies, un air gracieux, plus d'esprit que de connaissances. Je ne le crois pas très profond politique ni très exercé aux affaires qu'il traite d'une manière lente et peu assurée. Il a les sensations vives, ce qui le rend moins conséquent dans sa manière de discuter et le fait se contredire souvent. Il raisonne avec vivacité, il aime à triompher !

Dans leurs entretiens, Morand soutenait la conversation, et ses objections n'avaient d'autre but que d'exciter son interlocuteur à parler, en lui ménageant de faciles succès. Il s'y prit si adroitement que Smith devenait souvent le champion des idées qu'il avait combattues quelques instants plus tôt.

L'entrevue se termina par l'annonce de la venue prochaine du général Desaix et du citoyen Poussielgue, chargés des négociations. Au nom de Desaix, le commodore se déclara très flatté d'entrer en relations avec un officier aussi illustre. Les paroles furent plus réservées à l'égard de Poussielgue, dont Smith paraissait se défier, se rappelant sans doute les succès de ce personnage à Malte.

Morand emportait l'impression que le commodore ne connaissait ni la position des Français ni leurs ressources en Égypte. Dans ses causeries sur le vaisseau avec les autres officiers, il n'avait pas manqué de dépeindre avec exagération la vie voluptueuse que l'on menait au Caire ou dans les principales villes. Ces malheureux, fatigués d'une longue croisière, écoutaient attentivement, les yeux brillants de convoitise. Ces récits furent répétés et ne correspondaient pas sans doute à la réalité,

comme purent le vérifier les Anglais en 1801. Peut-être le colonel Wilson s'est-il fait l'écho de leur désappointement ¹ par le dédain qu'il affecte.

Avant de partir pour la mission qui lui était dévolue, Desaix exprima franchement sa pensée au général en chef. Il discerna avec perspicacité les aspirations de Sidney Smith et conseilla d'en ajourner la réalisation. Comme Morand, il pressentait que l'ambition était la cause principale des ouvertures du commodore. Celui-ci entrevoyait la possibilité de recueillir une grande considération auprès des Anglais, des Russes et des Turcs, s'il délivrait l'Égypte et la débarrassait des Français, sans effusion de sang. Tout tremblant à la pensée qu'une telle occasion de gloire pouvait lui échapper, il s'impatientait des moindres retards. « Mon général, écrivait Desaix à Kléber, le 9 novembre 1799, quand un ennemi demande instamment quelque chose, c'est, je pense, que cela lui fait bien du mal et qu'il ne faut pas la lui accorder. » Mais cette considération ne toucha pas Kléber, qui maintint ses ordres.

Les pourparlers entre les commissaires français et S. Smith (22 décembre) s'ouvrirent par cette déclaration de Desaix et de Poussielgue : La guerre actuelle, continuée plus longtemps, serait funeste aux intérêts politiques et au système commun de la plupart des parties belligérantes. — L'évacuation de l'Égypte, effectuée immédiatement, donnait satisfaction aux intérêts de l'empire ottoman et délivrait l'Angleterre de toute inquiétude au sujet des Indes. — L'armée française, forte de sa position et de ses victoires, avait le droit d'exiger une compensation honorable, proportionnée aux avantages auxquels elle renonçait. Kléber demandait : la possession des îles de Malte, de Corfou, de Céphalonie, de Zante; le rétablissement des relations amicales entre la Porte et la République française; la garantie par l'Angleterre de l'intégrité de l'empire ottoman; le départ de l'armée française avec armes et bagages ².

Sidney Smith, dans ses réponses aux délégués, établit que

¹ Lieutenant-colonel Wilson, *Expedition to Egypt* (London, 1803), p. 277.

• Hundreds of black girls were exposed to sale by the french officers, but the traffic of females was so dull that the French were obliged to offer with them a premium. •

² Note remise par les plénipotentiaires français, 4 janvier 1800. *Pièces relat. à l'armée d'Orient*, p. 387.

l'armée d'Égypte devait au préalable donner un gage de ses intentions pacifiques ; ce gage était l'évacuation du territoire qu'elle occupait. Elle obtenait une compensation très importante, puisque les Anglais lui promettaient libre passage avec les honneurs militaires, malgré l'avantage que la république pourrait tirer de troupes aussi aguerries. Le commodore ne voulait entrer dans la discussion d'aucun autre article et se retranchait derrière le raisonnement suivant : les délégués de Kléber ne possèdent pas les pouvoirs spéciaux pour traiter de la paix générale ; les îles réclamées ¹ n'appartiennent pas seulement aux alliés (Turcs, Russes, Anglais). Il faudrait réunir un congrès où siègeraient les ministres plénipotentiaires des puissances intéressées.

Quant au rétablissement des relations amicales entre la Porte et la France, qui aboutirait à la dissolution de l'alliance conclue en janvier 1799, Smith observa que l'union des Turcs, des Russes et des Anglais n'était pas agressive, mais défensive. Il s'anima sur cette idée et déclara qu'il ne s'agissait plus d'observer le système de l'ancienne balance politique, mais de savoir si les propriétaires de l'Europe devaient céder leurs héritages à des démagogues brouillons et nécessaires, qui abondaient dans tous les États et cherchaient, par l'appui de la France, à s'immiscer dans ses excès. La triple alliance, à laquelle il avait coopéré par le traité du mois de janvier 1799, offrait une garantie contre tous ces désordres, qu'on ne devait repousser que par la force, puisque la force servait à propager les principes de la révolte.

Ces conférences avaient lieu à bord du *Tigre*, en l'absence des Turcs, que l'on se proposait de rejoindre à Gaza. Kléber ², de son côté, entrait en rapport directement avec le grand vizir et n'obtenait de lui aucune concession plus avantageuse, la leçon lui ayant sans doute été faite par Sidney Smith. Quant aux délégués, ils échangeaient péniblement des lettres avec le général en chef, à cause des déplacements continuels du navire, éloigné ou rapproché des côtes, suivant l'état de la mer.

¹ Malte relevait de la suzeraineté du roi de Naples.

² Lettres de Kléber au grand vizir, 4 nivôse an VIII, 8 nivôse ; lettre du grand vizir à Kléber, sans date, envoyée du camp d'El Arisch, reçue le 26 nivôse. *Pièces relat. à l'armée d'Orient*, p. 378, 381, 385.

Savary, Peyrusse, secrétaire de Kléber, remplissaient les fonctions de messagers, et apportaient avec les dépêches des nouvelles d'Europe. Sidney Smith les avait soigneusement triées et ne communiqua guère que celles antérieures au 10 octobre.

Aussi Kléber, de plus en plus découragé, répondait à Desaix et à Poussielgue ¹ qu'en cédant il agissait suivant les instructions de Bonaparte : l'Italie était perdue, l'armée navale sortie de la Méditerranée et bloquée dans le port de Brest, la flotte hollandaise au pouvoir des Anglais, l'Alsace abandonnée des troupes républicaines, la Vendée ressuscitée de ses cendres, enfin les assemblées législatives proposaient de déclarer la patrie en danger, mais rejetaient cette motion, non pas parce que le péril n'existait point réellement, mais parce que la loi qui le proclamerait n'apporterait aucun remède. Il adjurait, comme général et comme citoyen, Desaix et Poussielgue de ne pas perdre de temps ; il se relâchait de ses premières prétentions, il ne demandait plus de compensations territoriales, il ne songeait qu'à sortir d'un pays que l'on oubliait en France : « L'espoir d'un renfort prompt et suffisant devait nous engager à gagner du temps : cette espérance est détruite. Le temps que nous passons ici est perdu pour la patrie, hâtons-nous de lui porter un secours qu'elle est hors d'état de nous faire parvenir ². »

Kléber se trompait en donnant de pareilles instructions, mais il corrigeait son manque de clairvoyance par de belles et patriotiques paroles. Il est également étrange de suivre dans son âme le travail qu'opéraient les esprits cauteleux comme Tallien, qui excitaient sa colère contre Bonaparte et lui montraient ce retour comme un moyen sûr de ruiner la fortune de son ennemi. Ils ignoraient encore combien de pareilles machinations demeurerait inutiles après le coup d'État du 18 brumaire.

¹ Kléber à Desaix et Poussielgue, 3 janvier 1800. Arch. de la guerre.

² Il avait envoyé plusieurs courriers en France, montés sur des avisos : Barras, parent du directeur, et Grosbert, chef de brigade d'artillerie. Le premier sortit d'Alexandrie le 4 novembre, et le second le 28. Grosbert arriva sans encombre dans la rade de Villefranche ; voir sa lettre adressée aux consuls, 12 nivôse an VIII (*Moniteur universel*, 30 nivôse an VIII). Quant à Barras, monté sur la *Marianne* et chassé par un bâtiment anglais, il enveloppa, au moment de se rendre, ses dépêches dans un mouchoir auquel on attachait un boulet. En lançant le paquet à la mer, le mouchoir se déchira, les lettres adressées au Directoire surnagèrent et les Anglais les recueillirent.

Tallien, prévoyant la fin prochaine des négociations, disposait déjà de l'ordre des convois et engageait le général en chef à retarder le départ des savants pour hâter celui des estropiés et des malades. « Nul doute, écrivait-il ¹, que l'arrivée de ces blessés ne produise un grand effet, surtout s'il a lieu à Toulon, où les têtes ardentes des habitants sont susceptibles de prendre toutes les impressions : *l'entrée de ces tristes débris fera blâmer l'auteur de l'expédition et bénir celui qui aura mis un terme à tant de calamités*. Ces blessés, rentrés dans leurs foyers, prépareront, sans même qu'on s'en mêle, l'opinion de leurs familles et de leurs camarades. »

Tandis que Smith, avec Desaix et Poussielgue, se dirigeait sur Gaza et ensuite sur El Arisch, pour rejoindre le grand vizir Yousef pacha, ce dernier, qui prétendait n'avoir pas été informé de l'armistice convenu entre Smith et les négociateurs, poussa son avant-garde jusqu'au fort qui défendait l'entrée orientale de l'Égypte ². Les Français, malgré les encouragements du commandant Cazals, refusèrent de résister ; enivrés d'eau-de-vie, ils se révoltèrent, renversèrent le drapeau tricolore et lancèrent des cordes aux Turcs pour leur faciliter l'escalade. Mais les musulmans en égorgèrent une partie ; des Anglais furent témoins de cette boucherie. Le commandant Cazals fut épargné avec 150 hommes ; délivré, il passa devant un conseil de guerre qui l'acquitta. Cet événement, tout honteux qu'il fût pour l'honneur de l'armée, n'avait d'autre importance, au point de vue des conséquences matérielles, que celle d'une escarmouche terminée par des actes de barbarie. L'armée de Yousef ne trouvait pas un accès libre du pays, mais se heurtait aux forces du général Reynier, rassemblées à Katieh ³. Comme résultat moral,

¹ Lettre de Tallien à Kléber, 31 décembre 1799. Arch. de la guerre.

² El Arisch est situé à l'entrée de la Syrie, près de la mer, au nord de la presqu'île du Sinaï ; les plénipotentiaires coururent alors les plus grands dangers, au témoignage de Smith : lettre de ce dernier à M. Keith, son secrétaire, 6 janvier 1800, *Pièces relat. à l'armée d'Orient*, p. 392. « Le fait est qu'aucun de nous, en habit bleu et en chapeau, n'est sûr de sa vie dans une foule pareille ; une émeute, une confusion quelconque nous compromettraient tous, et l'autorité ne pouvant pas nous protéger, nous n'aurions d'autre ressource que nos sabres et nous péririons peut-être jusqu'au dernier. »

³ Katieh, à la hauteur du lac Menzaleh. La route de Syrie au Caire passe entre ce lac et les étangs amers qui s'étendent jusqu'à la mer Rouge, elle longe ensuite l'ancienne branche pélusiaque en traversant les villes de Salahiéh, de Belbéis et de Matarieh.

il fut décisif, il montra l'état d'indiscipline et d'énervement dans lequel vivaient nos soldats, et s'ajouta aux fâcheuses impressions produites par les révoltes de Damiette et d'Alexandrie ¹. Il faisait douter de l'armée au moment où il aurait fallu en imposer à l'ennemi pour obtenir des conditions plus favorables que celles qu'il daignait nous accorder.

Le général en chef se rendit à Salahieh ; il y rassembla trois généraux de division et six généraux de brigade en conseil. Il éprouvait, à cette heure décisive, le besoin d'appuyer sa résolution sur l'assentiment de ses officiers. La plupart approuvèrent la conduite de Kléber, les uns par sincérité, d'autres par faiblesse, ne voyant pas le moyen de réagir contre des négociations aussi avancées. Davout protesta loyalement et se prononça avec une grande énergie contre l'évacuation de l'Égypte.

Un procès-verbal de la séance fut expédié au camp d'El Arisch où il arriva trop tard, après la signature du traité ². Les deux commissaires étaient déjà convenus des sommes allouées pour les frais de l'armée française. La discussion en présence des Turcs dura longtemps, car ceux-ci ne comprenaient pas que l'on payât « des vaincus. » On s'arrêta au chiffre de deux millions cent quarante mille francs, payables en trois échéances. Desaix et Poussielgue acceptèrent une réduction de cent soixante mille francs, à la condition que les recouvrements seraient opérés par des Turcs : les délégués prévoyaient avec raison que le voisinage d'une armée musulmane rendrait les perceptions trop difficiles à nos agents.

Dans les remerciements exprimés par Kléber à ses représentants, on ressent l'impression d'un malaise qu'il essaie vainement de secouer. Il est embarrassé auprès de Desaix, dont il prévoit le mécontentement. « Si je vous avais laissé partir au mois de novembre, vous auriez passé des moments bien agréa-

¹ *Révolte d'Alexandrie.* Arch. de la guerre, lettre du général Lanusse à Kléber, 26 frimaire an VIII. Les causes de ce soulèvement étaient les suivantes : Plusieurs personnes bien portantes (entre autres la dame Forest) portaient sur le bâtiment *l'America* et emportaient beaucoup d'argent. Des femmes et des voleurs prenaient la place des blessés. La troupe n'avait pas reçu de solde depuis un an et manquait de tout. Des carabiniers se portèrent au fort Caffarelli pour empêcher *l'America* de partir. Lanusse calma ses hommes en leur promettant de l'argent. Il avait à peine 3,000 fr. à sa disposition.

² Lettre de Desaix et Poussielgue à Kléber, 24 janvier 1800. Arch. de la guerre.

bles à Paris. » Il développe des arguments détestables : « Mettez Desaix à la place de Kléber et celui-ci à la place du premier, demandez à Desaix ce qu'en pareille circonstance il aurait fait ¹. » Mais l'inquiétude de l'accueil qui l'attendait en France se cachait mal derrière les grandes phrases qu'il exprimait sur l'ingratitude du gouvernement et du public « à l'égard des œuvres de raison. » Il voyait Desaix se présenter devant « la toute-puissance irritée, » mais il espérait qu'elle se laisserait fléchir : « Si vous êtes écouté, notre triomphe est certain. » L'armée fut avertie, par un ordre du jour (28 janvier 1800), des engagements contractés avec Smith et le grand vizir. Elle apprit avec plaisir que son exil touchait à son terme. Le général Menou restait un des rares officiers qui se plaignirent de quitter l'Égypte. Il regrettait l'abandon de cette colonie qui eût compensé la perte de celles que la France possédait jadis. Malheureusement, cet homme instruit et brave compromettait souvent des idées justes par son langage et l'excentricité de sa conduite. Il prêtait à rire au lieu d'imposer le respect dû à son grade, à son âge et à ses connaissances. Plus économiste que militaire, il manquait d'adresse dans les exercices du corps; son embonpoint le rendait maladroit à cheval. Aussi préférait-il à la vie active le séjour dans son cabinet, où il travaillait à son aise. Ancien noble, devenu révolutionnaire, appartenant à la famille du comte pacha de Bonneval ², héritier par atavisme de l'étrangelé, à défaut de l'esprit, de ce parent, exagéré dans toutes ses actions, il ne s'était pas contenté de respecter, comme le prescrivait Bonaparte, la religion de Mahomet, mais l'avait adoptée. Néophyte de l'islam, Jacques Menou ajouta à son prénom celui d'Abdallah, fut dispensé de la circoncision par égard pour son âge, se maria à la fille d'un baigneur, descendant du Prophète, et devint l'allié de tous les turbans verts ³.

Menou saisissait mieux que Kléber le parti que l'on pourrait tirer de l'Égypte. Il manifesta un chagrin sincère lorsqu'il apprit la capitulation d'El Arisch. A une opinion légitime et sensée, il

¹ Lettres du 28 janvier 1800. *Ibid.*

² Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, t. V, p. 499; Vandal, *Ambassade du marquis de Villeneuve*, p. 116 (Plon, 1887).

³ Lettre de Menou au Premier Consul sur sa famille, 21 messidor an IX. Archives de la guerre.

mêla malheureusement des sentiments d'adulation qui formaient un contraste bizarre avec la rudesse républicaine qu'il professait. Le jacobin et l'ancien noble présentaient un ensemble peu harmonieux, dépourvu d'équilibre et de dignité. Il saluait trop volontiers les astres naissants : Bonaparte, Lebrun, Cambacérès, mais il manquait de cette désinvolture qui rend la flatterie agréable et en dissimule la platitude.

La nouvelle du coup d'État du 18 brumaire avait été apportée par le chef de brigade Latour-Maubourg, le 2 mars 1800. L'ennemi de Kléber, maître du pouvoir, avait sans doute pris connaissance des correspondances dirigées contre lui et adressées au Directoire. Le messenger n'annonçait aucun secours. Il transportait avec lui des gazettes, des livres, ainsi que des exemplaires de la nouvelle constitution. A ce chiffon de papier qui annonçait à l'armée « la plantation d'un nouvel arbre de la liberté, le quatrième depuis dix ans ¹, » les soldats eussent préféré des renforts. Les affaires se gâtaient en effet, des rumeurs circulaient, la stabilité de la récente convention paraissait compromise, car des navires anglais avaient été vus au large d'Alexandrie ².

V.

Ces mauvaises nouvelles furent confirmées par le commodore Smith, qui montra dans cette circonstance le désir d'exécuter scrupuleusement le traité auquel il avait participé. Il manifesta un réel chagrin de voir compromise par des ordres inopportuns une œuvre qu'il jugeait profitable à sa patrie et à sa propre ambition. Aussi ne serait-il pas juste de parler, à l'exemple de Menou, de *sa foi punique*. Il essaya de faire contremander les ordres envoyés par lord Keith, il s'entremît entre Kléber et le grand vizir, et travailla du mieux qu'il put à éviter un conflit.

S. Smith facilita d'abord le départ de Desaix, en compagnie de Rapp, Savary, Clément, Auguste Colbert, Senneville et Miot. Ceux-ci, après un voyage dangereux ³, furent, malgré la pré-

¹ Kléber à Clarke, directeur au dépôt de la guerre, 7 mars 1800. Archives de la guerre.

² Lanusse à Kléber, 19 février 1800. *Ibid.*

³ Rapport de M. Hamelin sur ce voyage, *Mémoires historiques*, Arch. de la

sence d'un officier anglais à leur bord, traités grossièrement à Livourne par lord Keith, avant d'atteindre la France.

Le commodore aurait voulu joindre Kléber pour s'entendre sur l'armistice, l'évacuation des villes, l'abandon de la haute Égypte, mais il était retenu sur son navire tandis que le général en chef ne pouvait quitter le Caire.

Poussielgue fut délégué auprès de Smith, qui essaya d'excuser ou tout au moins d'expliquer la conduite de son chef par la révolution du 18 brumaire et la saisie des lettres trouvées par les Anglais après la capture de Barras. D'après ses calculs, on savait à Londres, le 17 décembre, que des négociations étaient entamées pour le retour de l'armée d'Égypte. Le gouvernement britannique supposait que le Premier Consul, occupé par les événements intérieurs de la France, n'aurait pas le loisir d'envoyer des secours à Alexandrie. Lord Keith s'imaginait sans doute que les Français se rendraient à discrétion; il devait ignorer la part active que ses compatriotes avaient prise aux débats et à la conclusion du traité, puisqu'il ordonnait au commodore de n'avoir aucun égard pour les conventions passées entre Kléber et le grand vizir ¹.

Smith espérait fléchir l'amiral anglais en l'instruisant mieux de ce qui était advenu; aussi mit-il à la disposition de Poussielgue la frégate *la Constance* pour aller trouver Keith, pendant que l'on réunirait les bâtiments de transport. De nouvelles difficultés compliquaient le départ; s'il se réalisait, tous les objets indispensables à la traversée devaient être recherchés en Sicile ou dans les environs de Constantinople, l'île de Chypre et la Syrie étant dépourvues de tout.

Un courrier anglais partit le 10 mars pour Stamboul, monté sur le *Scanderbeg*; il devait engager lord Elgin, ambassadeur de la Grande-Bretagne, à employer tous les moyens auprès du sultan pour maintenir ce qui avait été convenu.

Le 8 mars, S. Smith écrivit au grand vizir ², lui exposa l'embaras de sa situation et le conjura d'observer la plus grande

guerre, n° 19. Voir, sur les procédés de Smith, Savary, *Mémoires*, t. I, p. 219.

¹ Rapport de Poussielgue au général Kléber, 10 mars 1800. Archives de la guerre.

² *Moniteur universel*, 29 germinal an VIII et seq.

modération à l'égard des Français. Mais du côté des Turcs, on ne rencontra pas des dispositions conciliantes.

Le 15 mars, Kléber chargea le général Damas et le citoyen Gloutier, membre de l'Institut, de signifier à Yousef pacha qu'il entendait garder le Caire jusqu'à la réponse de lord Keith. Il réclamait, en outre, pour l'entretien de l'armée, les sommes nécessaires, allouées par le traité d'El Arisch ¹.

Les Turcs, maîtres des principales villes évacuées par nos troupes, Katieh, Salahieh, Belbéis, Damiette, Rosette, virent dans les délais apportés par les Anglais à l'exécution de la convention une preuve de notre faiblesse et se crurent en posture de tout exiger. Leurs janissaires rôdaient aux environs du Caire, s'emparaient des soldats isolés qu'ils égorgaient. Kléber, approuvé par ses officiers, se résolut à rompre les pourparlers ; il mit à l'ordre du jour la lettre que Keith lui avait adressée de Minorque le 8 janvier 1800, en l'accompagnant de cette simple phrase pour commentaire : « On ne répond à de telles insolences que par des victoires ; préparez-vous à combattre ². » Deux plans restaient à choisir : attendre dans le Caire la venue de l'armée du vizir ou l'attaquer en pleine campagne. Kléber se décida pour ce dernier parti. Dans la nuit du 20 mars 1800, vers deux heures du matin, les troupes sortirent des casernes en gardant le plus profond silence.

Kléber les rejoignit avec son état-major. La clarté du ciel, toujours serein dans ces climats, suffisait à éviter la confusion d'une marche de nuit, mais restait assez faible pour ne pas révéler nos mouvements à l'ennemi. L'armée française réveilla le camp de Matarieh par quelques volées de canon. Nassif pacha ³ y dormait avec six mille janissaires. La vue de nos troupes ne les déconcerta point, ils envoyèrent même quelques officiers au-devant de Kléber, qui l'engagèrent à se confier à la clémence de leur chef. A peine maître de lui, le général gronda quelques paroles étranglées par la colère : « Me confier à la clémence?... « Misérables, il va connaître qui de lui ou de moi a besoin d'« recourir.... Retournez sur vos pas. »

¹ Kléber à Damas et Gloutier, 15 mars. Arch. de la guerre.

² *Mémoires de Desvernois*, p. 224.

³ C'était le fils du grand vizir. *Journal* de Villiers du Terrage, membre de la commission des sciences et arts, note, p. 249.

Nous ne suivrons pas les détails de cette bataille, commencée au camp de Matarieh et terminée aux environs de Salahieh. Journées glorieuses où Kléber ne se ménagea point. Il faillit tomber aux mains des Turcs en secourant le général Reynier. Après l'enlèvement de chaque nouvelle position, on détachait une partie des troupes pour secourir le Caire, dont on entendait le canon. Malgré la neutralité que garda Mourad bey pendant le combat, malgré la fuite honteuse du grand vizir jusqu'à Gaza, abandonnant ses litières garnies d'argent, la victoire n'était pas décisive. Nassif pacha, se déroband avec sa cavalerie, pénétrait en vainqueur dans la capitale de l'Égypte, et annonçait la déroute des Français.

Le peuple du Caire guettait les nouvelles. Lorsqu'il vit des mameluks, des Osmanlis et enfin Nassif pacha, qui franchissaient la porte des Victoires, accompagnés de tous les anciens beys, à l'exception de Mourad, il ne douta point de leurs paroles et les reçut avec de bruyantes acclamations ¹. Manifestations inspirées par le zèle religieux, le respect du Grand Seigneur, ou simplement par le désir d'effacer le souvenir d'anciennes liaisons avec les Français.

Des massacres, suivis de pillages, commencèrent et furent bientôt encouragés par la distribution de cinquante mille fusils, piques et bâtons. Les muezzins des mosquées clamaient des imprécations contre les infidèles, la multitude suivait les mameluks, parcourait la ville avec eux, poussant des cris affreux auxquels répondaient les *ulalus* des femmes et des enfants. On attaqua les maisons des Coptes, des chrétiens de Syrie, des Grecs; un grand nombre furent assommés ou égorgés. Un certain Mustapha agha avait rempli les fonctions de chef de la police pendant l'occupation française. Il fut empalé, et la populace applaudit à un supplice qu'elle considérait comme le gage de l'impunité.

Le général Verdier, resté au Caire avec la 32^e demi-brigade, se bornait à maintenir les communications entre la ferme Ibrahim, la citadelle et le fort Camin. Deux cents hommes restaient environ pour défendre le quartier général. Commandés

¹ Rapport fait au gouvernement français par le général Kléber sur les événements qui se sont passés en Égypte depuis la conclusion du traité d'El Arisch jusqu'à la fin de prairial. *Pièces relat. à l'armée d'Orient*, p. 303.

par l'adjudant général Duranteau, ils occupaient quelques maisons de la place Esbékié, où ils étaient vivement pressés par les forces réunies des musulmans, lorsqu'on aperçut, au bout de deux jours, la colonne du général Lagrange.

Ces renforts pénétrèrent jusqu'au quartier général et le rendirent inexpugnable. Les Français apportaient la nouvelle de la victoire d'Héliopolis. Mais ce démenti aux mensonges de Nassif pacha ne calma pas la révolte. Le peuple déterra une vingtaine de canons, enfouis depuis longtemps, et se procura, on ne sait comment, des munitions. Lorsque le général Friant voulut pénétrer dans la ville à la tête de cinq bataillons, il se heurta à des barricades de douze pieds d'élévation, crénelées et construites en maçonnerie. Quand Kléber revint à son tour, il dut gagner par les jardins sa maison de la place Esbékié.

Les troupes françaises manquaient de projectiles pour commencer un bombardement. Le général en chef voulut attendre l'arrivée de Belliard et de Rampon, chargés de soumettre le Delta. Après le départ des Français, lors de la convention d'El-Arisch, les habitants de Damiette avaient affublé d'oripeaux des mannequins qu'ils appelèrent Kléber et Bonaparte. La populace accabla d'injures ces simulacres et les brûla. Le général Lanusse devait remonter jusqu'à Samanhout, le général Reynier restait à Salahieh, gardant la route de la Syrie.

Kléber mit à profit ces délais pour entamer des négociations avec Nassif pacha, Osman kiaya ¹ et Ibrahim pacha. Ceux-ci, comprenant que la partie était perdue, auraient sans doute accepté les conditions offertes, mais ils étaient retenus par les habitants du Caire, gagnés par la terreur, et qui attendaient des Français les terribles vengeances qui se pratiquent en Orient.

Les démarches poursuivies du côté de Mourad bey réussirent mieux. Vaincu par Desaix et ses lieutenants dans la haute Égypte, il s'était montré sensible aux égards témoignés par Bonaparte et Kléber à sa femme, demeurée au Caire. Lorsque le général en chef prévint la rupture entre les Ottomans et les Français, il chargea Fourier ², secrétaire de l'Institut d'Égypte, d'aller trouver l'épouse de Mourad bey. Celle-ci écouta favora-

¹ Ce mot signifie aide de camp.

² Rapport de Fourier au général en chef, 14 mars 1800. Archives de la guerre.

blement les paroles du négociateur, et servit d'intermédiaire entre Kléber et son mari, établi à Torrat, sur la rive droite du Nil. On prit soin d'affecter une grande confiance sur l'issue prochaine du combat. Mourad, qui détestait Ibrahim, fut ébranlé, mais refusa de rien promettre tant que la rupture avec le grand vizir ne serait pas définitive. Pendant l'action de Matarieh, il s'éloigna du champ de bataille avec ses cavaliers. Pendant le siège du Caire, il envoya Osman bey Bardissi, qui fit à Kléber la déclaration suivante : « Je m'unis aux Français, parce qu'ils m'ont mis dans l'impossibilité de continuer la guerre. Je demande à m'établir dans une partie de l'Égypte, afin que, s'ils la quittent, je m'empare, avec les secours qu'ils me fourniront, d'un pays qui m'appartient et qu'eux seuls peuvent m'enlever. Je jure d'unir mon sort au leur et je serai fidèle à mes conventions. » Le traité qui fut passé avec Mourad lui concédait la haute Égypte jusqu'à Syenne, à la charge de payer le *miri* à la République française ¹.

Aussitôt après la signature de cet engagement, notre nouveau tributaire fit parvenir des subsistances au quartier général, livra les Osmanlis réfugiés auprès de lui, et envoya des barques chargées de roseaux pour incendier le Caire.

Le général Belliard confia à Rampon la garde de Damiette et revint trouver Kléber. Un convoi de munitions, amené de Rosette, permit de tenter une grande attaque contre Boulac. On fit une sommation, promettant le pardon à ceux qui se soumettraient. Les rebelles répondirent qu'ils se défendraient jusqu'à la mort.

Le 15 avril, à la pointe du jour, le bombardement commença. L'arrogance que les musulmans avaient montrée la veille tomba lorsqu'ils virent commencer les incendies. Ils envoyèrent implorer le pardon de Kléber, qui fut bientôt proclamé du haut des minarets.

L'opération contre le Caire fut retardée de plusieurs jours par une pluie aussi violente qu'extraordinaire dans ce climat. Les

¹ Convention passée entre le général Kléber et Mourad bey, 5 avril 1800. *Ibid.*

² Abdurrahman Gabarti, *Journal*, p. 152. Nicolas el Turki, traduction par Cardin, p. 197-209; *Pièces relat. à l'armée d'Orient*, p. 331; rapport de Kléber au gouvernement français.

efforts des généraux Reynier, Belliard, Friant, dirigés de différents côtés, avaient pour terme la place Esbékié. Guerre des rues où huit cents ennemis périrent, où quatre cents maisons furent brûlées. La lassitude des assiégés succédait au fanatisme.

Le représentant de Mourad, Osman Bardissi, fit offrir à Nassif pacha et à Ibrahim bey d'intervenir en leur faveur auprès du quartier général français. Quelques personnages de la maison du grand vizir se rendirent à son invitation. Kléber leur montra les officiers turcs faits prisonniers à Damiette par Belliard. Ils purent se convaincre que les Français étaient rentrés en possession des places livrées aux Osmanlis après le traité d'El-Arisch. Le général en chef les renvoya avec les articles de la capitulation qu'il accordait aux Turcs.

L'agha du vizir apporta enfin l'adhésion de Nassif pacha ; l'échange des otages se fit le 22 avril. L'adjudant général René et le capitaine Tioche, livrés aux Osmanlis, coururent les plus grands dangers et ne furent sauvés que par leur escorte, qui les enferma dans une mosquée et les défendit, le sabre à la main, jusqu'à la nuit close. Les Turcs emmenèrent avec eux les principaux chefs de l'insurrection du Caire, et trois ou quatre mille habitants les suivirent pour se dérober à la vengeance des Français.

Le général Reynier fut chargé d'escorter avec sa division les troupes ottomanes jusqu'à Salahieh. Kléber lui donna de minutieuses instructions.

Ces hommes, écrivait le général en chef, sont méfiants en raison de leur ignorance et de leur perfidie : vaincus, un rien les effarouche, et pourtant il est nécessaire de les rassurer pleinement et de ne leur donner aucun motif de se montrer récalcitrants lorsqu'ils seront prêts à sortir des murs du Caire.

En conséquence, vous retirerez toutes vos troupes des environs de la porte des Victoires.... Vous vous rendrez de votre personne avec votre adjudant général et un régiment de cavalerie à la Koubbé (*sic*), où se réuniront pareillement les cent chameaux chargés de biscuit qui doivent être délivrés à Nassif pacha lorsqu'il les requerra ; c'est avec cette escorte seulement que vous suivrez cette armée, mais le restant de votre division avec ses pièces de bataillons formera votre arrière-garde et vous joindra aussi près que vous le jugerez nécessaire, dès la première couchée. Vous ordonnerez ensuite, pour conti-

nuer la marche, tout ce que vous jugerez convenable pour votre sûreté particulière et la plus entière protection des vaincus. Vous laisserez à ces derniers la faculté de faire telle emplette qu'ils jugeront à propos dans les villages par où ils passeront, mais vous ferez réprimer par les chefs ou vous réprimerez vous-même toute espèce de désordre.

Je passe à Ibrahim bey. C'est lui ainsi qu'Elfi bey qui s'étaient opposés à l'exécution de la première capitulation, et ils étaient parvenus à ranger de leur côté et les habitants et la soldatesque turque. Il était donc nécessaire de les gagner. Je n'ai pu le faire qu'en traitant d'abord avec Mourad et en faisant espérer à Ibrahim les mêmes avantages qu'à son confrère. Rien n'est écrit à ce sujet, mais voici ce que j'ai promis : Ibrahim bey et tous les mameluks sortiront de la ville avec l'armée ottomane comme s'ils avaient l'intention de la suivre en Syrie, afin, disent-ils, que leurs femmes et leurs enfants au Caire ne deviennent les victimes de la fureur des Osmanlis, ce qui arriverait s'ils pouvaient soupçonner un traité particulier avec les Français. Mais arrivés soit à Belbéis, soit à Salahieh, ces beys vous feront connaître leur intention de se rendre dans la haute Égypte. Vous leur en fournirez les moyens en exigeant toutefois d'eux de passer par le désert et de ne point approcher du Caire.

.... Je ne doute point que tous ces hommes si terribles derrière les murs ne soient doux comme des agneaux aussitôt qu'ils verront la plaine ¹.

La prévision de Kléber s'accomplit. Ottomans et Français fraternisèrent durant la marche, et les principaux officiers du général Reynier, parvenus à Salahieh, vinrent, revêtus de leurs uniformes de grande tenue, rendre visite à Nassif pacha et à Ibrahim bey. Ces entrevues furent pompeuses, et les chefs Osmanlis y déployèrent leur talent de mise en scène.

Ibrahim, écrit le général Desvernois, se leva à notre entrée, entendit debout le compliment que nous lui adressâmes et nous remercia en quelques mots de notre visite, puis il nous invita à nous asseoir sur de magnifiques coussins. Pour lui, il se plaça au fond de sa tente sur de hauts coussins de pourpre, à moitié caché dans sa pelisse verte. Tout autour étaient rangés ses beys, fort beaux hommes pour la plupart, géorgiens, circassiens ou moscovites. D'une complexion délicate, d'une taille moyenne, il paraissait avoir de cinquante

¹ Extraits d'une lettre de Kléber au général Reynier, 4 floréal an VIII (24 avril 1800). Archives de la guerre.

à cinquante-cinq ans. Sa barbe, jaune à l'extrémité, était grise à sa racine, ses yeux petits, extrêmement brillants¹.

Ibrahim ne profita pas de la convention secrète conclue verbalement avec Kléber, il suivit en Syrie les débris de l'armée turque².

Seuls, quelques beys, tels que Mahomet Elfi et Sélim, gagnèrent la haute Égypte³.

Les Anglais avaient débarqué quelques centaines d'hommes près de Suez, à l'époque de la bataille d'Héliopolis. Une colonne commandée par le chef de brigade Lambert marcha contre eux et n'eut pas la peine de les combattre, car le lieutenant-colonel Murray, qui les commandait, reprit la mer à la nouvelle de nos succès. Le chef de brigade Lambert revint au Caire annoncer cette fuite précipitée, au moment où les troupes ottomanes partaient sous l'escorte du général Reynier.

VI.

Le 7 floréal, Kléber réunit les troupes de toutes armes, les passa en revue et les félicita de leur courage. Il s'appliqua aussitôt à trouver des ressources et frappa de contributions extraordinaires le Caire, Boulac, Samanhout, Damiette. On employa quelquefois la violence à l'égard de certains cheiks, qui se montrèrent récalcitrants. Le cheik Saadat, par exemple, reçut plusieurs fois la bastonnade sur la plante des pieds. Il y eut des excès inévitables, une réaction des chrétiens contre les musulmans; plusieurs se vengèrent de préjudices réels ou fictifs dont ils se disaient les victimes. Le général en chef dut intervenir⁴.

Les Coptes surtout manifestaient une joie désordonnée, qui se traduisit par des abus. Kléber n'entendait pas se servir toujours de pareils agents. Il recueillait des renseignements, mais, d'après sa correspondance avec le payeur général Estève, on voit qu'il n'avait encore rien conçu de définitif. Il écartait même les

¹ *Mémoires du général Desvernois*, p. 242.

² Sauf-conduit n° 961, 1^{er} prairial an VIII (21 mai 1800). Archives de la guerre, carton 3 a, 7.

³ Ordre du jour du 29 floréal an VIII. Archives de la guerre.

⁴ 10 mai 1800. Kléber à Damas, à propos de la bastonnade. Arch. de la guerre.

projets que celui-ci lui soumettait, les considérant comme trop compliqués.

La paix de l'Égypte semblait assurée à la fois par le bien-être de nos soldats et par le fatalisme des habitants. Ces derniers, étonnés d'une victoire remportée par une poignée d'hommes sur les bandes nombreuses du grand vizir, jugeaient les Français désormais invincibles. Yousef pacha, réfugié en Syrie, écrivait à Kléber une lettre pleine de menaces impuissantes et digne d'un homme qui aurait perdu l'esprit.

Les principales mesures prises par Kléber eurent pour but de mettre désormais le pays à l'abri de la famine qui résultait de la mauvaise organisation des transports. Il forma un parc de cinq cents chameaux et réorganisa les communications dans toutes les parties de l'Égypte. Il se proposa en outre de recruter parmi les habitants des soldats qui constitueraient des troupes de garnison et lui laisseraient la libre disposition de l'armée française. Cette idée avait commencé déjà à être mise en pratique avant la victoire d'Héliopolis, et une compagnie grecque s'était signalée au siège du Caire. Mais ce qui n'était qu'un essai fut généralisé. Il forma donc une compagnie de mameluks, deux de janissaires syriens, deux légions grecque et copte. Comme les marins ne semblaient pas devoir rendre de longtemps des services sur les bâtiments, il ordonna de les débarquer pour composer une légion nautique.

Des travaux de fortifications furent entrepris par le génie. Pour le Caire, d'après Reynier ¹, ils se bornèrent à une clôture destinée à contenir la ville et à empêcher les ennemis de s'y glisser. Ailleurs, on crénela quelques maisons pour permettre aux troupes de tirer à couvert.

La flotte turque parut devant Alexandrie dans les premiers jours de prairial. Kléber, craignant un débarquement, se rendit à Ramanieh. Mais il y apprit que l'escadre voulait entamer des négociations. Après quelques ordres pour interdire de recevoir les parlementaires, il retourna au Caire, où il retrouva le général Reynier. Il lui fit part de ses projets à l'égard des Turcs, de tentatives qu'il méditait pour rompre l'alliance entre la Porte et l'Angleterre, de la correspondance qu'il voulait entretenir

¹ *Mémoires du général Reynier* (Paris, 1827), p. 83 et suiv.

avec Constantinople, pour obtenir par cette voie des nouvelles du gouvernement français.

Tandis qu'il s'appliquait tout entier à affermir notre domination en Égypte, on était mal venu cependant à le féliciter de pareils travaux, surtout si l'on faisait allusion aux avantages coloniaux que la France pourrait en retirer. Menou, qui manquait souvent de tact, voulut le complimenter d'être revenu à des idées plus raisonnables : « Mon général, lui écrivait-il, le 23 mai 1800...., la capitulation d'El Arisch était une faute politique. Rappelez-vous qui vous êtes et soyez le fondateur d'une magnifique colonie. »

Une terrible riposte ne se fit pas attendre.

Je reçois votre lettre, citoyen général ; tel est l'état de ma stupeur, qu'aujourd'hui encore je ne crois pas plus que la convention d'El Arisch ait été une faute politique que je ne pense que la victoire remportée par l'armée soit un sujet d'ivresse ; qu'aujourd'hui encore je suis dans la conviction la plus intime que, par ce traité, j'étais parvenu à donner une issue raisonnable à l'entreprise la plus extravagante ; qu'aujourd'hui encore je suis persuadé que nous n'avons aucun secours à espérer de la France et que jamais, ou du moins pendant cette guerre, à moins toutefois que les cotonniers ne produisent bientôt des soldats et du fer coulé.... Dans tous les cas, nous terminerons ici nos discussions (*sic*) politiques. Vous avez, général, la face tournée vers l'Orient, moi vers l'Occident nous ne nous entendrions jamais ¹.

Kléber habitait Giseh, en attendant que les réparations de la place Esbékié fussent achevées. Le 14 juin 1800, après une revue passée dans l'île de Roudah, près du vieux Caire, il s'invita à déjeuner chez Damas, son chef d'état-major. Le repas fut égayé par une caricature, dessinée par Kléber, qui circula de mains en mains et qui représentait Bonaparte chassant le Directeur ².

Au sortir de table, le général en chef et l'architecte Protain se promenaient dans le jardin. Ils virent un homme pauvrement vêtu se prosterner et tendre un placet. Tandis que Kléber lisait, le misérable se dressait sur ses pieds et le frappait de plusieurs

¹ Archives de la guerre.

² Martin, ingénieur, membre de l'Institut d'Égypte, *Hist. de l'expéd. d'Égypte*, p. 112-114, note.

coups de poignard. Kléber perdit connaissance, Protain voulut le défendre, appela, et tomba, frappé à son tour, évanoui, auprès de son chef ¹.

Ainsi périt en pleine gloire celui qui, par découragement, rancune et peut-être légèreté, avait failli livrer, sans compensation, l'Égypte aux Turcs et aux Anglais. Nature bizarre, pleine de contradictions, et cependant sympathique par sa beauté, par son esprit, par l'abandon presque juvénile avec lequel il se laisse emporter aux sentiments divers qui l'agitent. Mauvais lieutenant, insoumis et frondeur, général en chef intimidé par la responsabilité du commandement, poltron d'esprit, peut-être sa capacité politique et administrative ne paraîtra pas égale à sa valeur militaire. L'idée du rapatriement qui le hanta, pour être juste, n'en était pas moins prématurée. Son imprudence en précipita la réalisation. Il ne dut qu'au hasard les succès qui illustrèrent la fin de sa carrière. La lettre insolente de Keith et l'insistance des Turcs, qui exigeaient l'abandon du Caire, réveillèrent sa colère et rompirent des négociations dont il allait être la dupe. Le siège du Caire, le sang versé, compensèrent chèrement la victoire d'Héliopolis. Aussi doit-on attribuer sans doute à un secret remords le mécontentement que laissait paraître Kléber devant les flatteurs qui le félicitaient, à l'exemple de Menou, de réparer ses fautes politiques. Au fond du cœur, cette vérité le blessait, il reconnaissait qu'il s'était trompé pendant près d'une année. Il voyait son ennemi chef du pouvoir exécutif et possesseur d'une arme terrible qu'il pouvait tourner contre lui : les lettres accusatrices adressées au Directoire contre Bonaparte fugitif.

VII.

Aux cris de l'architecte Protain, des soldats accoururent et s'emparèrent de l'assassin. Menou, en qualité de gouverneur du Caire, l'interrogea brièvement. Il le déféra à une commission présidée par le général Reynier et chargée de le juger ². Entre ces deux officiers s'établit une lutte, non point, comme on pour-

¹ Protain survécut à ses blessures et ne mourut qu'en 1837.

² Reynier, *Mémoires*, p. 90-91 ; Menou offrit à Reynier le commandement intérimaire de l'armée.

rait le croire, pour se disputer la place laissée vacante par Kléber, mais au contraire pour décliner le fardeau et les responsabilités du commandement en chef. Il est difficile de démêler ce qu'il y eut de sincère dans ces protestations. Reynier passait pour un habile tacticien, pour un homme instruit dans la géographie. Il avait combattu avec courage à Héliopolis, tandis que Menou, resté éloigné du champ de bataille, avait été obligé de s'excuser auprès de Kléber. Sans posséder, à beaucoup près, les talents militaires de son collègue, Menou devait saisir avec joie l'occasion d'appliquer des théories sur la colonisation de l'Égypte souvent professées par lui et méconnues jusqu'alors. Cette hésitation à prendre un pouvoir que l'éloignement rendait presque illimité peut, semble-t-il, être attribuée à la surprise causée par la mort soudaine de Kléber, à la timidité naturelle d'un esprit plus spéculatif que pratique. Quant à Reynier, il n'aimait pas l'éclat ; caractère misanthrope, s'il possédait la fermeté nécessaire pour imposer l'obéissance, il affectait une rigidité qui, souvent légitime, glaçait les sympathies et éloignait les concours.

Sur les instances de Reynier, Menou prit enfin le titre de commandant en chef par intérim l'armée d'Orient ; un avis fut expédié à Bonaparte pour lui annoncer la nouvelle de l'assassinat et demander ses instructions. Le Premier Consul hésita, paraît-il, avant de confirmer Menou dans son nouveau grade. Il le savait opposé à l'idée de rapatriement, il pouvait compter sur lui pour conserver l'Égypte jusqu'à toute extrémité. Enfin, il répugnait à contrister ce vieil officier, par bienveillance ou par reconnaissance, car, le 13 vendémiaire, Menou avait aidé la fortune naissante de Bonaparte. Appelé par Barras à défendre la Convention contre les sections réactionnaires, le futur général de l'armée d'Italie ne rencontra pas dans Menou, destitué de la veille, la rancune ou le silence dédaigneux, conséquences ordinaires de la disgrâce, mais une bonne volonté pleine de zèle pour répondre aux renseignements qui lui étaient demandés. À côté de ces mobiles personnels, il en existait d'autres plus sérieux, plus politiques. Ce grade revenait de droit à Menou par son ancienneté. En ne suivant pas l'ordre hiérarchique, on s'exposait à des querelles, à des dissensions. L'envoi d'un officier étranger à l'armée d'Égypte présentait l'inconvénient d'un chef

incomplètement instruit des usages du pays, de la situation, inférieur en expérience à ses subordonnés, obligé de recourir à leurs conseils.

La cause de Soleyman, l'assassin de Kléber, fut rapidement instruite. On craignait un complot, et l'on ne trouva qu'un malheureux fanatique qui méditait depuis longtemps déjà d'entreprendre « le combat sacré, » c'est-à-dire le meurtre d'un infidèle. Quelques cheiks du Caire, auxquels il s'était ouvert de son dessein et qui lui donnèrent hospitalité dans les mosquées, ne le dénoncèrent pas. Ils furent impliqués dans son procès et déclarés coupables de complicité ¹.

Plusieurs fois Soleyman guetta l'occasion de frapper Kléber. Il le suivait dans ses courses de Giseh au Caire. D'après la déposition d'un lieutenant au 22^e chasseurs à cheval, Fortuné Devouges, le 25 prairial, l'assassin se trouvait dans les appartements du quartier général. Tout le monde put remarquer un homme, vêtu d'une mauvaise tunique et coiffé d'un turban vert, qu'on laissa librement circuler. Devouges ne conçut de soupçon que lorsque cet individu se mêla à la société conviée chez le général Damas. Frappé de cette indiscretion, le lieutenant posa quelques questions à ce musulman et le fit chasser par un domestique.

Après un réquisitoire de l'ordonnateur Sartelon, Soleyman, condamné au supplice du pal, et ses complices à la décapitation, furent exécutés le jour des funérailles de Kléber.

Il resta exposé pendant quatre heures, invoquant Allah et demandant à boire pour abréger ses souffrances.

On conduisit le corps de sa victime jusqu'au fort d'Ibrahim bey ², où il fut provisoirement déposé. Le général Menou marchait en tête du convoi, entouré de ses officiers. La susceptibilité de plusieurs esprits malveillants s'en offusqua. On prétendit qu'il tranchait du vice-roi; une autre attitude eût été également critiquée. Les honneurs militaires rendus furent dignes du haut rang occupé par le défunt. Depuis l'instant de sa mort, le canon tonnait de demi-heure en demi-heure. Le cor-

¹ *Recueil de pièces relat. à la procédure et au jugement de Soleyman; Pièces relatives à l'armée d'Orient*, p. 420; *Gazette de Leyde*, 30 septembre 1800; général Desvernois, *Mémoires*, p. 250.

² Obsèques de Kléber. *Pièces relatives à l'armée d'Orient*, p. 454.

tête présentait une foule bigarrée et pittoresque de militaires, de mameluks, députés par Mourad bey, de membres de l'Institut d'Égypte, d'ulémas, de Coptes, de moines grecs, de prêtres et d'évêques. Le citoyen Fourier prit la parole et fit l'éloge des vertus guerrières de Kléber. Il est difficile, à la lecture de ces phrases pompeuses, de comprendre l'émotion qui saisit l'auditoire lorsque le panégyriste unit la mémoire du défunt à celle de Germanicus, de Titus et de Pompée! A cette époque, on connaissait par cœur la biographie des grands hommes de l'antiquité, que l'on admirait sans critique. Certains compliments flattèrent l'amour-propre de celui qui présidait cette cérémonie. Menou remercia par écrit l'orateur d'éloges qu'il ne méritait pas encore, mais dont il tâcherait de se montrer digne, en invoquant les mânes de son prédécesseur ainsi que le génie de Bonaparte.

La tâche de Menou paraissait plus facile à remplir que celle de Kléber après le départ de Bonaparte. La maladresse de lord Keith et l'impatience des Turcs avaient amené une rupture dont le grand vizir restait la victime. Les forces anglaises retenues du côté de Livourne ou de Malte ne pouvaient rien tenter immédiatement contre l'Égypte, et les sommations de l'amiral anglais gardaient le ridicule de menaces non suivies d'effet. Libre de repousser de nouvelles tentatives de négociations, défiant à juste titre de la bonne foi britannique, Menou disposait de ressources pécuniaires produites par les contributions extraordinaires frappées et par la redevance imposée à Mourad bey. Il pouvait sans difficulté préparer ses troupes aux agressions futures. Sa conduite diplomatique à l'égard de Smith fut raisonnable; il fut moins heureux comme administrateur et comme général.

VIII.

Menou, le 20 juin 1800, écrivait à S. Smith une lettre hautaine ¹, dans laquelle il lui annonçait l'assassinat de Kléber. « Les Français aiment à croire que les Osmanlis *seuls* sont coupables.... La marche que vous avez tenue relativement à la convention qui avait été faite à El Arisch me trace parfaitement

¹ *Moniteur universel*, 10 fructidor an VIII.

celle que je dois tenir. Vous avez demandé la satisfaction de votre gouvernement, je dois également demander celle des consuls.... Les républicains français ne connaissent pas ce que c'est que les *ruses de guerre* dont il est parlé dans le papier de Morière (*sic*).... Cent cinquante Anglais sont prisonniers ici. »

Le général ne promettait de les renvoyer qu'en échange du citoyen Baudot, ancien aide de camp de Kléber, fait prisonnier à la bataille de Matarieh.

Sidney Smith répondit deux jours plus tard, en termes très dignes; une partie de sa dépêche était consacrée à la discussion de l'échange des prisonniers. Il déclara qu'il n'avait pas demandé à sa cour la ratification de sa conduite, mais qu'il avait seulement cherché à lever quelques difficultés imprévues qui s'opposaient au retour des Français dans leur patrie.

Smith essaya en vain de reconquérir ce traité d'El Arisch, compromis à la fois par la maladresse de lord Keith et la jalousie de lord Elgin. Les documents que possédait Menou l'affermis-
saient dans sa défiance à l'égard des Anglais. Il avait entre les mains le portefeuille de Morier ¹, intrigant délégué par lord Elgin, surpris à Damiette après la déroute du vizir, inventeur d'une *ruse de guerre* à laquelle Menou fait allusion et que S. Smith repoussa, plan machiné pour détruire l'armée française pendant la traversée.

Les démarches du commodore restèrent infructueuses, celles de son lieutenant, M. Wright, ne réussirent pas mieux. A Salahieh il s'oublia jusqu'à tenir des propos destinés à soulever les soldats contre leurs généraux, qui refusaient de les ramener en France. Il n'excita que l'indignation et risqua d'être retenu comme espion. Les pourparlers n'aboutirent qu'à l'échange de l'aide de camp Baudot contre Mustapha pacha, retenu au Caire depuis la victoire d'Aboukir, et contre les Anglais capturés sur le vaisseau *le Cormoran*, échoué près de Damiette. Ces derniers se plaignirent des traitements qu'ils avaient endurés, réclamations assez déplacées si on comparait la conduite du général en chef à celle des musulmans envers Baudot ². Celui-ci, maltraité par

¹ Sur Morier, agent de l'ambassade anglaise à Constantinople, V. *Moniteur universel*, 26 fructidor an VIII.

Le numéro 70 du *Courrier d'Égypte* contient le journal de Morier pendant sa mission auprès du grand vizir.

² Ordre du jour du 4 fructidor an VIII, 22 août 1800. Arch. de la guerre.

eux, avait souffert de la faim et n'avait pas obtenu les égards dus à un parlementaire. Un des Anglais qui s'exprima avec le plus de véhémence fut le capitaine Courtenay Boyle, qui, après sa libération, prétendit avoir été enfermé dans la citadelle du Caire pour y être assassiné. Cette calomnie, comme beaucoup d'autres, reposait sur un fait exact dont la portée fut dénaturée. Si les Anglais, au lendemain du meurtre de Kléber, n'avaient pas été enfermés dans la citadelle du Caire, il eût été impossible de les soustraire à la colère des soldats ¹.

Les nouvelles apportées d'Europe encourageaient Menou à persévérer dans sa conduite. Pendant le mois d'août, il apprenait la rupture entre l'Angleterre et la Russie, le rappel du commodore Smith à Londres, de Morier à Constantinople, les succès des Français en Italie contre Mélas ², la reprise de Gênes sur les Autrichiens. La paix qui serait la conséquence de ces victoires permettrait de secourir l'armée d'Égypte. Comment nos flottes ne triompheraient-elles pas de celles des Anglais quand le *Guillaume Tell*, monté par le contre-amiral Decrès, luttait à lui seul contre trois vaisseaux ennemis.

La rage des Anglais se traduisait par les interpellations au Parlement, qui n'aboutissaient pas, il est vrai, à la chute du ministère, mais des phrases violentes étaient proférées. Le 18 novembre 1800, M. Jones accusait lord Keith d'avoir compromis l'empire britannique des Indes, en augmentant, par sa maladresse, la *puissance engloutissante* de Bonaparte. Qui voudra, par la suite, s'écriait Sheridan, traiter avec les Anglais ³?

Notre situation en Égypte n'était pas aussi florissante que le déclaraient à Londres les membres du Parlement; cependant l'état des finances était moins précaire que par le passé, et Menou se flattait d'établir des droits qui rapporteraient beaucoup, tout en frappant légèrement le contribuable. La première mesure qui s'imposait était de ne plus recourir à l'intervention des Coptes.

Arrivé à Jaffa, lui trente-cinquième, avec le grand vizir, il a été indignement traité, il a été relégué dans une mauvaise cahute. Il dut quelques adoucissements à l'envoyé de Russie, M. Frankini.

¹ *Moniteur universel*, 25 frimaire an IX.

² Message de Menou à l'armée d'Orient, 5 fructidor an VIII (*Moniteur universel*, 25 frimaire an IX; *Correspondance de Napoléon*, n° 5154), annonce de l'arrivée prochaine de Ganteaume, 7 brumaire an IX.

³ *Moniteur universel*, 18 frimaire an IX.

Il les détestait; un seul trouva grâce devant lui, Malem Ya-coub ¹. Il les accusait de toutes les friponneries qui s'étaient commises en Égypte depuis l'arrivée des Français.

Kléber s'était contenté d'exécutions sommaires qui intimidaient provisoirement les coupables, mais ne leur enlevaient pas les moyens de reprendre leurs manœuvres après l'oubli du scandale. Son ordre du jour du 8 floréal an VIII attribue aux Coptes l'assiette et la perception de l'impôt. L'intendant général copte lui présentait la répartition qu'il convenait d'adopter dans les provinces; les intendants coptes demeuraient chargés de la rentrée des contributions, qu'ils versaient dans les caisses des comptables. Ils se rémunéraient eux-mêmes. Les inconvénients d'un pareil régime apparaissent clairement. Le seul remède à cette absence de contrôle était, comme l'a écrit le général Reynier ², de considérer les richesses de ces agents comme des réserves et de leur faire rendre gorge, comme aux financiers de l'ancien régime.

Un de ceux avec lesquels Menou travailla le plus volontiers, et qui rédigea pour lui de nombreux rapports, fut Lapanouse, directeur de la douane à Siout. Ses conseils conduisirent le général en chef à promulguer, le 20 janvier 1801 ³, une ordonnance qui bouleversait le régime terrien de l'Égypte et pouvait être considérée comme la charte émancipatrice des fellahs. A partir de l'année 1215 de l'hégire, c'est-à-dire depuis 1801, tous les anciens droits payés jusqu'alors par les paysans étaient abolis. Il ne subsistait qu'un impôt unique, au paiement duquel tous étaient assujettis. Plus d'exactions commises par les cheiks pour s'indemniser des présents qu'ils donnaient au gouvernement lors de leur investiture, plus de tournées des collecteurs d'impôts, accompagnés de colonnes mobiles.

Ce plan de réformes, si favorable aux Égyptiens, abolissait radicalement des usages établis depuis longtemps. Il manquait aux paysans les lumières nécessaires pour comprendre les avantages de ces innovations, qui leur inspiraient plus de défiance que de satisfaction. On n'eut pas le loisir d'appliquer cette or-

¹ 10 brumaire an IX. Menou au Premier Consul. *Pièces relatives à l'armée d'Orient*, p. 574.

² *Mémoires*, p. 120.

³ Archives de la guerre.

donnance et de constater pratiquement ce qu'elle présentait de chimérique. Le débarquement des Anglais était la condamnation de cette mesure hâtive, inspirée de cette idée que notre établissement en Égypte était définitif. Pour être dictée par des considérations moins humanitaires, la conduite de Kléber, en ces matières, avait été plus sage, car il remettait les réformes au temps où le sort de l'Égypte serait désormais fixé.

La précipitation brouillonne demeure le principal grief imputable à Menou, non seulement en matière financière, mais aussi dans ce qu'il concevait pour le développement commercial de l'Égypte.

Quand il se lançait dans une entreprise, il semblait que les brillants résultats qu'il entrevoyait fussent déjà atteints. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir la lettre qu'il adressait au Premier Consul, le 24 septembre 1800 ¹. Il voyait déjà affluer au Caire les produits de l'Abyssinie, du Dongola, du Soudan et même du Niger, les gommés, les dents de rhinocéros, les plantes médicinales, la poudre d'or. Dans son enthousiasme, il ne tenait plus compte des obstacles, et cependant bien des difficultés se dressaient, soit du côté de l'Europe, soit en Afrique et en Asie. La navigation nous était fermée par les Anglais et les Turcs. Les négociants de Marseille ne se risqueraient pas à entretenir des relations continues avec Alexandrie. Les Grecs, qui armaient des bâtiments légers à destination de l'Archipel, restaient des agents d'information et de transmission plutôt que des marchands. Les ouvertures faites ² au chérif de la Mecque, malgré les protestations les plus chaudes en faveur de la foi musulmane, étaient accueillies par un dédaigneux silence. Les négociations avec le roi de Darfour aboutissaient à l'achat de quelques nègres, incorporés comme tambours ³.

Menou avait beaucoup attendu de la suppression des douanes, mais il les remplaça par des octrois. Les caravanes déposaient autrefois leurs produits dans des *okels* ou entrepôts. Ces établissements furent supprimés, et l'on organisa un service d'employés semblable à celui des contributions indirectes en France ⁴.

¹ Archives de la guerre.

² *Moniteur universel*, 15 nivôse an IX; lettre de Théviotte à Bertrand, 29 décembre 1800. Archives de la guerre.

³ Donzelot à Menou, 28 novembre 1800. *Ibid.*

⁴ *Mémoires de Reynier*, p. 111.

A ces réformes s'ajoutèrent des taxes extraordinaires qui frappèrent les gens les plus riches de l'Égypte, ceux qui pouvaient acheter les produits de l'extérieur et les attirer. Les Français ou Européens, habitués aux spéculations dans le Levant, durent payer 40,000 livres; les Damasquins et les chrétiens syriens, 500,000 livres; les Grecs, 50,000; les juifs, 30,000.

Ces mesures vexatoires entravaient la prospérité du commerce, elles irritaient ceux qui en étaient les victimes. Au lieu de se persuader que, dans sa situation, il avait besoin de tous les concours, Menou parut s'appliquer à exciter le mécontentement de ses compatriotes. Il réussit à soulever contre lui un parti formé non seulement de gens étrangers à l'armée, mais aussi des principaux officiers.

IX.

Le 20 fructidor an VIII ¹, il supprima un impôt appelé *beit el mal* sur les successions, et le remplaça par un droit uniforme applicable indistinctement aux Français et aux indigènes. Tallien se fit l'interprète du mécontentement général; il prouva que le général commettait une injustice, puisque les Français conservaient leur domicile dans leur pays d'origine et étaient soumis à une double taxe, celle du fisc dans leur patrie et celle du 20 fructidor en Égypte.

Cette démarche fut appuyée par les représentations que plusieurs généraux crurent devoir adresser à Menou ². Reynier, Damas, Lanusse, Verdier et Belliard se rendirent auprès du général en chef et lui exposèrent leurs griefs. Ils parlèrent du nouveau droit de succession, ainsi que de certains actes qui les avaient blessés, par exemple, la révocation de l'ordonnateur Daure : il ne pouvait être changé que par le gouvernement; un délit seul permettait de le traduire devant un conseil de guerre. Ils manifestèrent leur estime envers ce fonctionnaire, et rappelèrent la confiance que lui avait témoignée Kléber. Une souscription avait été ouverte au Caire pour élever un monument à Desaix. Pourquoi Menou s'opposait-il à ce qu'un pareil honneur fût rendu à son prédécesseur ?

¹ Archives de la guerre.

² Papiers du général Damas, 28 octobre 1800. Archives de la guerre. *Mémoires de Reynier*, p. 125.

Le général en chef accueillit assez paisiblement ces remontrances. Elles n'eurent aucun résultat. Loin de calmer avec tact l'irritation qui s'était manifestée par la démarche des généraux, Menou, au contraire, l'exaspéra. Un de ceux qui figuraient dans la députation, le général Damas, était antipathique à Menou, qui avait la manie de faire ressortir à son avantage le contraste qui existait entre la bonne tenue des troupes, la distribution régulière de la solde, le bien-être des malades dans les hôpitaux, et le désordre, le gâchis de l'ancienne administration. Tous ces éloges que se prodiguait Menou étaient relevés avec aigreur par Damas. Une lutte quotidienne, qui avait pour cause une vanité déplacée et une amitié trop susceptible, se termina par un éclat. Damas fut révoqué de ses fonctions de chef de l'état-major général, et remplacé par Lagrange, l'auteur d'une lettre pleine d'animosité contre Kléber ¹. Un chef de bataillon, Chanié, courtisan de Menou, employa contre les généraux opposés aux réformes les termes les plus méprisants ² : il osa les comparer « aux bandes d'employés de tout genre, l'écume, l'immondice de la France, que l'armée trainait à sa suite. » Lorsqu'on apprit l'attentat de la rue Saint-Nicaise contre le Premier Consul, Menou prétendit que sa propre vie était menacée. Aussi le général Reynier, plein de colère et de mépris, a-t-il rédigé ces lignes : « Initié aux intrigues révolutionnaires, il employa la tactique commune à Robespierre et aux autres hommes qui momentanément avaient usurpé la faveur populaire ; dans ses discours, sa correspondance, ses ordres du jour, il attachait toujours son intérêt propre à ceux de la chose publique ; il cherchait à faire regarder ceux qui blâmaient sa conduite et son administration comme des ennemis de Bonaparte ³. »

Cette division, cette haine réciproque aurait dû disparaître en présence du danger commun. Le général en chef, malheureusement pour sa mémoire, parut plus préoccupé de vengeance mesquines et personnelles que de la défense de l'Égypte, lorsque les Anglais se présentèrent pour y débarquer.

¹ *Mémoires de Reynier*, p. 172. Lagrange au Premier Consul, 29 nivôse an IX.

² 23 octobre 1800. Chanié, chef de bataillon de la 85^e demi-brigade, au Premier Consul. Archives de la guerre.

³ Papiers du général Reynier. Archives de la guerre.

X.

Depuis quelques mois on était averti de la présence d'une flotte britannique aux environs de Rhodes ¹. Des dépêches venues de Tunis avaient signalé ce danger, ainsi que les rapports de capitaines grecs, réfugiés à Alexandrie. Le préfet maritime Leroy offrit d'envoyer reconnaître la véracité de tous ces bruits ; mais, confiant dans sa fortune, Menou rejeta ces précautions, et loin de garnir les côtes de troupes, comme semblait le prescrire le bon sens le plus vulgaire, il rappela au Caire, on ne sait pourquoi, la plupart de ses forces.

La lenteur des opérations de la flotte anglaise semblait donner tort aux alarmistes, mais le général Abercrombie, qui préparait cette expédition, agissait avec prudence, de manière à réunir toutes les chances de succès. Les troupes avaient besoin de rafraichissements : il les débarqua à Macri, près de Rhodes, fit réparer les avaries de ses navires, et tâcha de combiner une action commune avec le grand vizir, qui s'avancerait par El Arisch, tandis que des cipayes et des Anglais, venus de l'Inde, aborderaient l'Égypte par la mer Rouge.

Mourad bey, instruit par ses émissaires de ce qui se passait en Syrie, avertit Menou, et lui laissa entrevoir que l'on pourrait conjurer une partie du danger en entrant en pourparlers avec Yousef pacha. Menou congédia durement l'envoyé de Mourad, sans daigner accepter le concours des mameluks dans le cas où la guerre viendrait à recommencer.

La flotte anglaise qui transportait l'armée d'Abercrombie déboucha, le 1^{er} mars, dans la baie d'Aboukir. Le général Friant n'avait pour s'opposer au débarquement que 1,600 hommes d'infanterie, deux escadrons de dragons et dix pièces d'artillerie.

Les vents contraires et l'agitation de la mer retardèrent la descente des Anglais jusqu'au 8 mars. Malgré l'envoi d'un courrier, Menou restait au Caire et ne quitta la ville que le 12. Le 16, il était à Ramanieh. Une route directe conduisait de cette localité à Alexandrie, en passant sur une digue qui sépare le lac

¹ *Gazette de Leyde*, 1801, 10 février, n° 12 ; 24 février, n° 16 ; 8 mai, n° 37.

Madieh du lac Maréotis. La crainte que cet étroit passage ne fût déjà coupé par les Anglais obligea de tourner ce dernier lac et de déboucher par la tour du Marabout, sur l'isthme qui porte Alexandrie. L'armée française parvint auprès de cette ville le 20 mars. Déjà nous comptions plusieurs défaites. Le fort d'Aboukir s'était rendu la veille, lorsque, le 21, s'engagea la bataille de Canope. Elle fut sanglante pour tous. Abercrombie y fut mortellement blessé; le général Lanusse fut tué, ainsi que le général Roize, pendant qu'il dirigeait la charge de cavalerie. Sans entrer dans les détails techniques de cette journée que fournit le général Reynier, Menou, paraît-il, manqua de décision pendant le combat et fut trop ménager de sa personne. Certaines considérations sur l'opportunité ¹ de cette bataille ont été relevées par le lieutenant-colonel Wilson. Il représente qu'Alexandrie, défendue par une armée encore intacte, était imprenable, que les Anglais, établis sur l'isthme stérile d'Aboukir, allaient être obligés de se rembarquer.

Autant l'immobilité était avantageuse le 21 mars, autant elle devenait funeste après la défaite de Canope. Que penser de ce général en chef qui se répand en récriminations contre ses lieutenants, et essaie de faire peser sur eux une part de la responsabilité qui l'accablait et dont il avait conscience malgré son apparente apathie? Au lieu de profiter du désordre et des retards qu'apportait nécessairement, dans le camp anglais, la mort d'Abercrombie, il laisse à ceux-ci le temps de se ressaisir, au général Hutchinson le loisir de prendre le commandement, de recevoir des renforts, d'occuper la *maison carrée*, position importante près du lac Edko, de s'établir à Rosette, de pourvoir ses troupes de toutes les provisions entassées dans cette ville et de couper à Ramanieh l'armée d'Égypte en deux tronçons, dont l'un se groupe autour du Caire avec Belliard, tandis que l'autre végète dans les murs d'Alexandrie ².

Pour être vaincu et à la veille d'être bloqué, Menou n'en continuait pas moins les intrigues qui avaient signalé la période relativement prospère de son commandement. Il nomma une

¹ *History of the british expedition to Egypt*, by Robert Th. Wilson (London, 1803), p. 62.

² *Journal d'Hautpoul*, chef de brigade du génie, inséré dans les *Mémoires de Reynier*, p. 289; Wilson, p. 77, 198, 262.

fournée de lieutenants généraux et de généraux de division, dont il espérait se faire des créatures; il fit saisir, dans la nuit du 15 mai, Reynier, Damas et l'ordonnateur Daure, qui, embarqués de force sur le *Lody* et le *Good union*, furent expédiés en France. A l'égard des savants qui se sont réfugiés auprès de lui, dans le courant d'avril, il tient une conduite étrange, voisine du grotesque ¹. Il embarque sur le brick *l'Oiseau* la commission des sciences et arts; le navire sort le 15 juillet, mais, menacé d'être coulé par les vaisseaux anglais, veut rentrer dans le port. Menou menace de faire tirer le canon contre ses compatriotes, et ne se laisse fléchir qu'après leur avoir adressé cette étrange missive :

Si, au lieu de sortir en plein jour, vous eussiez mis à la voile pendant la nuit; si, au lieu d'arborer le pavillon anglais, ce qui, selon les lois, mériterait à votre capitaine d'être pendu, vous fussiez sortis avec le pavillon français, ou même sans pavillon; si, au moins, vous eussiez essuyé une bordée de coups de canon pour soutenir l'honneur du pavillon français; si en dernière analyse, au lieu de vous jeter vous-mêmes entre les mains des ennemis, voyant que vous ne pouviez leur échapper, vous fussiez rentrés dans le port neuf, alors je vous aurais reçus comme on doit recevoir des Français.

Il déclarait en terminant qu'il aimait et honorait les sciences; il s'exprimait dans tous les cas fort légèrement à l'égard de ceux qu'il traitait dédaigneusement de *faiseurs de collections* ². « J'apprends, écrivait-il, que nos faiseurs de collections désirent suivre leurs graines, minéraux, oiseaux, papillons ou reptiles, partout où vous dirigerez leurs caisses. Je ne sais si pour cela ils se feront empailler, mais je puis vous assurer que si la fantaisie leur en prenait, je ne les déroberais pas. » Cette lettre inconvenante était écrite au moment où se discutait l'une des clauses les plus importantes de la capitulation d'Alexandrie, relative aux richesses scientifiques amassées par nos savants et que les Anglais voulaient s'approprier. Menou semblait tout disposé à céder. Il fallut l'énergie du naturaliste Geoffroy Saint-Hilaire et de plusieurs de ses collègues, qui menacèrent de tout brûler,

¹ *Gazette de Leyde*, 1801, n° 43, 49, 65; *Journal de Villiers du Terrage*, p. 294-324.

² Lettre à Hutchinson, 26 fructidor an IX. Archives de la guerre, 12 septembre 1801.

pour détourner le général en chef d'accepter de pareilles conditions, dont il paraissait ne pas avoir conscience. Cela ne l'empêcha pas de se donner auprès du ministre Chaptal un mérite qui ne lui revenait pas ¹.

Dans cette étude consacrée à Menou, le détail des combats livrés aux Anglais a été volontairement laissé de côté pour examiner avec plus d'attention les travaux administratifs de ce général. D'un examen impartial, il semble ressortir que les qualités colonisatrices ne lui furent pas plus départies que les qualités militaires. Il ne comprit pas la tâche qui lui incombait; il se révolta contre la modestie du rôle qu'elle lui réservait et qui se bornait à préparer ses troupes aux nouvelles attaques des Turcs ou des Anglais, percevoir les impôts établis, profiter des taxes extraordinaires mises à sa disposition par son prédécesseur, attendre enfin la conclusion de la paix qui fixerait le sort définitif de l'Égypte. Il eut au contraire des visées plus ambitieuses. Animé d'un zèle brouillon et impatient, il voulut entreprendre des travaux sans s'inquiéter de savoir si les circonstances lui permettraient de les mener jusqu'au bout. Il s'annonça au peuple égyptien comme un libérateur, mais les magnifiques promesses qu'il prodigua n'aboutirent pas. Les fellahs ne furent pas émancipés, ses projets commerciaux avortèrent, il ne réussit enfin qu'à exaspérer une partie des indigènes et les principaux de son armée. Il bouleversa des institutions au lieu de s'appliquer à les comprendre, et prouva qu'il s'entendait mieux à rêver qu'à manier des hommes. Il serait injuste cependant de ne pas lui reconnaître certaines vertus, le désintéressement par exemple.

En somme, Bonaparte eut en Égypte de singuliers successeurs. Le plus capable voulait, malgré ses instructions, retourner en Europe, faisant bon marché de l'établissement français en Afrique, immortalisé presque malgré lui par la victoire d'Héliopolis. Celui, au contraire, qui paraissait comprendre les desseins du Premier Consul, qui même les outrepassait, n'était pas apte à les réaliser.

FRANÇOIS ROUSSEAU.

¹ Menou à Chaptal, 30 brumaire an X. *Ibid.*

MÉLANGES

I.

LES DEUX VIES DE SAINT ANSBERT, ÈVÈQUE DE ROUEN, ET LA CRITIQUE

Longtemps les érudits n'eurent à exercer la sagacité de leur critique que sur un texte de la *Vie* de saint Ansbert, celui que publièrent Surius, les Bollandistes et Mabillon ¹. On était à peu près d'accord pour y voir un ouvrage interpolé ². Cette conjecture parut confirmée par la découverte d'un manuscrit où manquaient précisément les passages suspects d'interpolation. Les nouveaux Bollandistes estimèrent qu'on se trouvait désormais en présence de la *Vie* primitive et originale ³; et M. l'abbé Legris soutint la même thèse dans son mémoire sur les *Vies interpolées des saints de Fontenelle* ⁴. Mais voici que le docteur Levison essaie d'établir, de son côté, que le prétendu original de la *Vie* de saint Ansbert n'en est, au contraire, qu'un abrégé, et que la *Vie* dite interpolée est l'œuvre primitive ⁵. Les conséquences de cette opinion seraient graves, et M. Levison ne les dissimule pas. 1^o Le biographe de saint Ansbert, qui se dit contemporain de l'abbé Hiltbert († 701), serait un trompeur; 2^o ce men-

¹ Surius et les Bollandistes au 9 février; Mabillon, *Acta sanct. ord. S. Benedicti*, secul. II, ed. 1669, p. 1048-1062. Pour le texte et l'indication des chapitres, nous suivons l'édition de Mabillon, dont la numérotation diffère en plusieurs points de celle des Bollandistes.

² Henschen, *Acta SS.*, februar., t. II, p. 347-356; Mabillon, *loc. cit.*; les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France*, t. IV (1738), p. 33.

³ Bibliothèque royale de Bruxelles, cod. 9636-9637 (XII^e siècle), publié dans les *Analecta bollandiana*, t. I (1882), p. 179-191. Cf. p. 93.

⁴ Dans les *Analecta bollandiana*, t. XVII (1898), p. 267-279.

⁵ *Zur Kritik der Fontaneller Geschichtsquellen*, von Wilhelm Levison, dans *Neues Archiv*, t. XXV, Heft 2, p. 594-598.

songe initial infirme la valeur de son témoignage, et, du même coup, toute l'autorité historique de la *Vita Ansberti* se trouve considérablement amoindrie ¹. Ce jugement est-il définitif? Faut-il l'accepter sans restriction? Nous ne le pensons pas. S'il est vrai, comme le croit M. Levison (et c'est aussi notre sentiment), que la *Vita brevior* récemment découverte dépende du texte parallèle de la *Vita amplior*, il ne s'ensuit pas, selon nous, que celle-ci soit la *Vie* primitive de saint Ansbert. L'examen des textes suggère une autre hypothèse qui nous semble devoir résoudre toutes les difficultés du problème. C'est ce que nous allons essayer de faire voir dans cet article.

Le premier biographe de saint Ansbert nous déclare, dans son Prologue, qu'il dédie son ouvrage *eximio sacerdoti Christi Hiltberto et abbati coenobii Fontanellensis*. Cette assertion ne peut être écartée sans motif grave ². Offre-t-elle quelque garantie? Disons tout de suite qu'elle a pour elle toutes les probabilités. Nous apprenons par la *Vita amplior* qu'un culte fut rendu de très bonne heure à saint Ansbert. Son corps, ramené de Hautmont, avait fait une station dans un domaine du nom de *Paldriacus*, situé sur la route de Rouen à Fontenelle, à quatre milles du monastère. Une croix fut d'abord plantée à l'endroit même où il avait été déposé, en mémoire des miracles qu'il y accomplit. Plus tard, l'abbé Hiltbert, son successeur, y construisit même un oratoire ³. Cette station du corps saint à *Paldriacus* était regardée à Fontenelle comme un événement si considérable qu'elle devint, dès le milieu du VIII^e siècle, l'objet d'une mention spéciale au martyrologe hiéronymien de l'abbaye : *Et in territorio Rodomi, in loco Paldriaco, pausatio corporis sancti Ansberti episcopi* ⁴. Nous avons là une preuve incontestable que saint Ansbert fut honoré comme saint dès le lendemain de sa mort. L'exil injuste qu'il avait subi lui avait mérité cet honneur, non moins que ses vertus; et on ne s'étonnera pas que Pépin, l'auteur de cet exil, ait voulu, pour expier sa faute, fonder, en 706, le monastère de Fleury dans le Vexin ⁵.

¹ Levison, *loc. cit.*, p. 597.

² Pour se rendre compte des passages de la *Vita amplior* qui sont sûrement postérieurs à 701, Launoy (*De Sanctis Franciæ cancellariis syntagma*, 1634, p. 150) suppose l'existence d'un second abbé Hiltbert, vers le commencement du IX^e siècle. Mais les *Gesta abbatum Fontanell.* (cap. XVII, ed. Lævenfeld, Hannover, 1886, p. 49-50) excluent cette hypothèse.

³ *Vita Ansberti* (Mabillon), cap. XLIII-XLVI.

⁴ Au 9 mars. On y lit encore, au 10 mars : « In Fontanella monasterio ad-ventus et exceptio corporis sci Ansberti epi et confes. » *Acta SS.*, novemb., t. II, 1, p. 30.

⁵ Cette mention ne se trouve pas dans le manuscrit du Havre. Lævenfeld

Un tel culte appelait, ce semble, la biographie du saint. Comment les moines de Fontenelle n'auraient-ils pas été tentés de faire pour leur glorieux abbé ce qu'ils avaient déjà fait pour leur illustre fondateur ? Ils pouvaient montrer ainsi que la sainteté se transmettait comme un héritage dans leur monastère. Qu'Ansbert ait trouvé son biographe dès l'abbatiate de Hiltbert, cela n'a donc rien de surprenant. Toutes les vraisemblances sont en faveur du *Prologue* qui l'affirme et qui donne le nom de l'auteur, Aigrade.

Ce *Prologue* se présente en tête de la *Vita amplior*. Celle-ci est-elle conséquemment la *Vie* primitive de saint Ansbert ? Dans son intégralité, sûrement non. M. Levison, après d'autres critiques, a fait remarquer que le chapitre xv, qui mentionne l'incursion des Arabes en Provence (*discursione nefandae gentis Agarennorum*) en 737², ne peut avoir été écrit par un auteur qui dédie son ouvrage à Hiltbert († vers 701). Pareillement les dernières lignes du chapitre XLII supposent une rédaction plus tardive que les environs de l'an 700. L'auteur raconte que, dans une église construite à *Fraxinidum* (diocèse de Beauvais), on garda longtemps (*multo tempore*) le lit (*grabatum*) où le corps d'Ansbert avait reposé. Or Ansbert mourut vers 695³. On ne peut évidemment désigner par *multo tempore* le temps qui se serait écoulé entre cette date et l'année 701. M. Levison signale encore, comme incompatible avec une rédaction contemporaine de Hiltbert, la phrase dans laquelle l'auteur, après avoir raconté la translation de saint Ouen, en 688, ajoute : « Factaque est deinceps *per succedentia tempora*.... haec dies solemniter celebris⁴. » Sur ce dernier point, son induction nous paraît contestable. Mais, en somme, il reste démontré que la *Vita amplior*, telle que nous la possédons, est postérieure d'au moins trente-sept ans à l'abbatiate de Hiltbert.

Le même jugement s'applique-t-il à la *Vita brevior* découverte par les Bollandistes ? Justement elle ne renferme aucun des trois pas-

(*Gesta abbat. Fontanell.*, p. 18) la donne d'après les éditeurs : *Actum est anno duodecimo regnante Hildeberto rege*. Or Childébert III devint roi de Neustrie et de Bourgogne en mars 695.

¹ On sait que nous possédons aussi deux *Vies* de saint Wandrille, la première de la fin du VII^e siècle (Mabillon, *Acta SS.*, secul. II, p. 526 et seq.).

² Sur cette date, cf. Th. Breysig, *Jahrbücher der franken Reichs*, 714-741, p. 80 et seq.

³ « Anno sexcentesimo nonagesimo quinto Incarnationis Domini, » dit expressément la *Vita amplior* (cap. XLVII). Mabillon, commentant ce texte, croit devoir le modifier d'après une indication que lui fournit un manuscrit de Fontenelle : *Anno quinto regni Childeberti*, etc., mais ce texte est le résultat d'une combinaison tardive, et donc absolument dépourvue d'autorité.

⁴ *Vita Ansberti*, cap. XXIX.

sages qui nous contraignent de retarder la composition de la *Vita amplior* jusqu'après 701 et même après 737. On y rencontre cependant trois phrases qui, selon M. Levison, pourraient servir à la dater et dont deux au moins semblent avoir été empruntées à un ouvrage du VII^e siècle avancé. Examinons-les.

L'hagiographe nous apprend qu'Ansbert, au cours de ses lectures, avait été particulièrement impressionné par le texte suivant : « Monachus vivat in monasterio sub unius disciplina patris consortioque multorum, ut ab uno discat humilitatem, ab alio patientiam ¹. » De qui est cette sentence? Mabillon en attribue la paternité à saint Jérôme. L'épître de Jérôme à Rusticus contient, en effet, une phrase semblable pour le fond, mais un peu différente dans la forme ². On la retrouve, au contraire, mot à mot dans la *Concordia regularum* de Benoît d'Aniane († 821), parmi les *Dicta sancti Hieronymi* ³. Mais elle appartient également au chapitre x de la *Regula Columbani*, dans l'édition qui fut vraisemblablement rédigée à Bobbio ⁴. Nul doute, par conséquent, qu'Ansbert l'ait lue dans la Règle de saint Colomban. Nous savons que cette règle florissait à Fontenelle, en même temps que celle de saint Benoît. On conçoit aisément que Wandrille, qui avait fait le pèlerinage de Bobbio ⁵, l'en ait rapportée, et l'ait proposée comme sujet de méditation à ses moines. Du texte qui est censé avoir frappé saint Ansbert, il n'y a donc rien à tirer pour déterminer l'âge de sa biographie.

Dans un autre endroit de la *Vita brevior*, nous lisons : « Decedente de ordine principatus Warattonis illustri et ejus filio ac supplantatore nefando Ghislemaro, Pipinus praefectoriam administrationem.... adeptus est ⁶. » Or, M. Levison fait observer ⁷ que le mot *supplantare* qualifie dans le *Liber historiae Francorum* (cap. XLVII) l'acte criminel de Ghislemare : « Eumque ab honore generositatis

¹ *Vita amplior*, cap. ix; *Vita brevior*, cap. vii.

² « Ad illud tendit oratio, ut doceam te non tuo arbitrio dimittendum, sed vivere debere in monasterio sub unius disciplina patris consortioque multorum, ut ab alio discas humilitatem, ab alio patientiam » (*Ep.* (125) ad Rusticum 15, Migne, t. XXII, p. 1080).

³ *Concordia regularum*, cap. iii, iv, Migne, t. CIII, p. 743.

⁴ *Regula Columbani*, dans Holstenius, *Codex regularum*, pars II, p. 97. Sur la composition de ce chapitre x et l'admiration que Colomban professait pour saint Jérôme, cf. Seebass, *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. XV, p. 386.

⁵ Outre le texte cité, la *Vita Ansberti amplior* (cap. xxiv. Cf. *Vita brevior*, cap. xvi) renferme le passage suivant : « Multa coepit eis ventura praedicere adversa simul et prospera esse cavenda, et ut nec unum frangeret nec alterum extolleret, » qui est une réminiscence de la *Regula Columbani* (cap. viii).

⁶ Cap. xviii, cf. *Vita amplior*, cap. xxxi.

⁷ *Ouv. cit.*, p. 595.

supplantans ¹, » et il en conclut que le biographe de saint Ansbert a emprunté le mot au *Liber historiae*, composé en 726. La *Vita brevior* serait donc postérieure à cette date. L'argument n'est pas pour nous convaincre. N'est-il pas plus naturel de penser que la rencontre du même mot dans les deux écrivains pour qualifier un même crime est purement fortuite ? D'ailleurs, si le biographe de saint Ansbert avait eu sous les yeux le *Liber historiae Francorum*, comment aurait-il eu l'idée de faire de Pépin le successeur de Warathon dans la charge de maire du palais, au lieu de le désigner, conformément à la vérité, comme successeur de Berchaire, qui est mentionné dans le même chapitre ? La conjecture de M. Levison n'est donc pas vraisemblable.

Je considère également comme factice le rapprochement qu'il établit entre le texte de la *Vita brevior* et celui du *Liber historiae* touchant la mort de saint Ouen. La *Vita brevior* s'exprime ainsi : « *His diebus contigit, ut beatus Audoenus Rothomagensis urbis episcopus plenus virtutibus a Domino vocatus feliciter migraret e mundo* ². » Le *Liber historiae Franc.* porte : « *Sub his diebus beatus Audoinus Rotomagensis episcopus plenus dierum ac virtutibus preclarus migravit ad Dominum* ³. » Les mots que nous avons transcrits en italiques ont été soulignés par M. Levison ⁴ comme preuve d'un emprunt textuel. Ce n'est pas notre avis. Nous ne voyons là qu'une simple coïncidence sans aucune portée littéraire. *His diebus* est une locution banale qu'on trouve partout. Puis comment un auteur pouvait-il désigner l'évêque de Rouen sans dire : *Beatus Audoenus Rotomagensis episcopus* ? Je ne vois pas davantage que *a Domino vocatus migraret e mundo* soit nécessairement l'équivalent de *migraret ad Dominum* et suppose un emprunt ; le seul terme caractéristique, *migrare*, est de langue courante au VII^e siècle ⁵. Enfin, pourquoi prétendre que *plenus virtutibus* représente *plenus dierum ac virtutibus praeclarus* ? Remarquez que *plenus virtutibus* est tout autre chose que *plenus dierum*. Bref, pour trouver que le texte de la *Vita brevior* est un décalque du *Liber historiae*, il faut être sous le coup d'une prévention que nous ne saurions partager. Il n'y a pas là, en bonne critique, de point de repère qui aide à fixer la date de la *Vita brevior* ; et rien n'empêche qu'on en reporte la composition au temps marqué par le *Prologus*, c'est-à-dire à l'abbatiate de Hiltbert.

¹ *Liber historiae Francorum*, cap. XLVII, ed. Krusch, *Rerum meroving. scr.*, t. II, p. 321.

² *Vita brevior*, cap. XIV ; cf. *Vita amplior*, cap. XXII.

³ Cap. XLVII, *loc. cit.*, p. 321-322.

⁴ Ouvr. cit., p. 595, n. 3.

⁵ Dans la *Vita amplior*, cap. XVIII, je retrouve *feliciter migravit*, comme au cap. XXII.

Telle était, en effet, la conclusion des Bollandistes et de M. l'abbé Legris. Mais M. Levison attaque cette opinion, en essayant de prouver que la *Vita brevior* est un extrait, un abrégé, de la *Vita amplior*, et que, par conséquent, elle est, comme celle-ci — et à plus forte raison — postérieure à l'année 737. Examinons ses raisons, et déterminons-en la portée.

Le chapitre xiv de la *Vita brevior*, qui contient le récit du sacre d'Ansbert, mentionne les évêques comprovinciaux, *qui ad hoc generale placitum convenerant*. Quel *placitum*? Peut-on appeler de ce nom une cérémonie purement religieuse? Dira-t-on qu'il s'agit sans doute ici de l'élection d'Ansbert? Mais une réunion d'électeurs ne constitue pas un plaid. D'ailleurs, le texte porte *hoc placitum*, et précédemment il n'en est pas parlé. Pourquoi *hoc*? Le texte parallèle de la *Vita amplior*¹ explique tout; il y est justement question d'un plaid tenu à la cour de Thierry III, *conventum magnum populorum*, et l'hagiographe ajoute que c'est là qu'eut lieu le sacre d'Ansbert, en présence des évêques *qui ad hoc generale placitum convenerant*. Évidemment, la *Vita brevior* offre ici un abrégé de la *Vita amplior*, et l'abréviateur a laissé dans les mots *hoc generale placitum* une marque de maladresse qui le trahit.

Cette conclusion est confirmée par la comparaison du style des deux rédactions. Et à cet égard M. l'abbé Legris, qui soutient l'opinion contraire², nous paraît avoir négligé les mots ou les phrases les plus caractéristiques. Presque tous les chapitres en fourniraient des exemples; nous n'en citerons que quelques-uns : *Vita amplior*, cap. iv : « *Medicorum deinde concurrunt frequentia jussu genitoris, ut soboli carae si quivissent opitulari medelis collatis praemiis dignis munerarentur.* » Phrase lourde et alambiquée, que l'auteur de la *Vita brevior* corrige ainsi : « *Medicorum deinde concurrunt frequentia per providentiam parentum mercede conducta, quatenus carae soboli opitularentur.* » — *Vita amplior*, cap. vii, à remarquer les mots *ad monasteria declinare curabat*, que l'auteur de la *Vita brevior* transforme en *contendere anhelabat*, pour éviter la répétition du mot *curabat* qui termine la phrase suivante dans les deux textes. De même au chapitre viii = vi, *confiteri volens voluntatem suam* devient *confiteri volens quid animo disposuerit*. — Au chapitre x : « *Et cum ante vigiliarum horas consurgens, precibus devotis incumbens lassesceret, signo tacto ad excitandos fratres, quo laudes Domini decantarentur, in conventu orationis prior omnibus se praesentabat.* » La

¹ Cap. xxii.

² Ouvr. cité, p. 267-269. Quelques-uns des exemples qu'il cite se retournent, à notre sens, contre sa thèse.

Vita brevior porte (cap. viii) plus simplement : « Et cum in vigiliis nocturnis laudes erant Domini decantandae, in conventu orationis prior omnium apparebat. » Plus bas, mêmes chapitres, comparez *observatione legis et regulari observatione*, etc. — Au chapitre xiiii de la *Vita amplior*, saint Wandrille désigne vaguement son successeur : « Duo sunt in praesentia nostra carissimi filii mei; hos subrogate rectores. » La *Vita brevior* éclaircit la question : « Hos vicissim volo succedere, scilicet ut, me decedente, prior eorum Lambertus subrogetur, et illo mortalibus exempto, posterior eorum Ansbertus substituat. » J'abrège. Les chapitres ix, xv, xvii, xviii, xxi, xxii de la *Vita brevior* renferment des passages qui ont sûrement la prétention de corriger les phrases parallèles de la *Vita amplior*¹. Au chapitre xxiii, où il s'agit de l'huile qui abonde miraculeusement dans la lampe allumée par les fidèles, l'auteur emploie ces expressions : *Olei divinitus excrescentis*. La *Vita amplior* porte *divinitus dati*². Évidemment, *excrescentis* est plus juste; ce ne peut être qu'une correction. Bref, la *Vita brevior* suppose l'existence du texte parallèle de la *Vita amplior* et lui est postérieure.

A cette preuve, que nous tirons du style, M. Levison en joint une autre, moins frappante peut-être, mais non sans valeur, je veux parler des emprunts faits par le premier biographe d'Ansbert à la *Vita S. Honorati*³. Cette *Vie* est simplement un sermon que l'évêque d'Arles, Hilaire, prononça, vers 430, en l'honneur de son prédécesseur et maître, Honorat, et dans lequel les traits d'éloquence ou d'édification se mêlent aux souvenirs personnels. On sait que les moines de Fontenelle avaient, sous le gouvernement de l'abbé Lambert (668-678)⁴, fondé un prieuré en Provence⁵. Cet établissement les mit sans doute en contact avec Arles. De la sorte, il est aisé de comprendre qu'ils aient connu la *Vita Honorati*, et qu'ils en aient pris copie. Le tableau suivant prouvera, à l'évidence, que le biographe d'Ansbert l'avait sous les yeux :

VITA HONORATI.

VITA ANSBERTI AMPLIOR.

VITA ANSBERTI BREVIOR.

Praef. 1. — Quanquam etsi adesset mihi serenitas mentis et famulatu idoneo neo menti lingua servi-	Praef. — Nam si adesset mihi serenae mentis fa- cundia et famulatu idoneo lingua pareret, laus con-
---	--

¹ Comparez notamment les premiers mots du chapitre ix avec le texte correspondant de la *Vita amplior* (cap. xi).

² Cap. xxxvi.

³ Migne, *P. L.*, t. L, p. 1249-1272.

⁴ Sur ces dates, cf. Vacandard, *Revue des quest. histor.*, t. LIX (1896), p. 491-506.

⁵ *Ansberti vita amplior*, cap. xv.

ret, num abundatius *laus ejus proferri sermonibus meis poterit quam in vestris sensibus manet?*

versationis *ejus* et sanctitatis eloquiis *meis* proferri non poterit quam in *vestrae* religionis memoria manet.

I, 5. — Quam dulcis ei infantia, quam modesta pueritia, quam gravis adolescentia fuerit. Eruditur sine aliqua suorum instantia.

3. — Eruditur sine aliqua suorum instantia; fuerat namque in eo dulcis infantia, modesta pueritia, gravis adolescentia.

2. — Eruditur sine amore potius regere quam terrore dominari.... Quam profluam in omnes charitatem nulla unquam, etc.

V, 24; VI, 28. — Jam vero illam sui in omnes charitatem.... quantum in me adjecerat. — Studebat praeterea amore potius regere quam terrore dominari.

25. — Studebat etiam amore potius regere quam terrore dominari.... jam vero illam suam profluam in omnes charitatem nulla unquam ad plenum effari valet lingua.

17. — Studebat etiam amore potius regere quam terrore dominari.... Quam profluam in omnes charitatem nulla unquam, etc.

VI, 28. — Floruit igitur sub ipso Christi Ecclesia, sicut monasterium ante floruerat. Crevit gratis, decrevit metallis.... Alieni temporis vota dispensationem suam fecit.

23. — Floruit enim sub illo Christi Ecclesia, sicut monasterium ante floruerat. Crevit gratis, decrevit metallis.... Alieni temporis vota dispensationem fecit suam.

15. — Floruit sub illo Christi Ecclesia, sicut monasterium ante floruerat. Crevit malis, crevit gratis (première leçon crevit gratis, decrevit malis).... alieni temporis vota dispensationem fecit suam.

VII, 32. — Confluentibus aulem ad se potestatibus.... quam ferventia sub mortali jam frigore mandata deprompsit.... Magnas Christo debemus gratias qui morte et resurrectione propria mortem nostram spe resurrectionis animavit, aeternam vitam offerens, discusso aeternae mortis horrore. Sic ergo vitam agile, ne vitae extrema limeatis.

28. — Confluentibus aulem ad se potestatibus, ferventia Christi mandata servari hortabatur.... Magnasque Christo gratias semper agendas commonebat, qui morte et resurrectione propria mortem nostram spe resurrectionis animavit, aeternam vitam offerens, discusso aeternae mortis horrore. Sicque vitam suadebat tenendam, ne vitae extrema timerentur.

On pourrait signaler plusieurs autres emprunts du même genre ¹.

¹ Par exemple, *Vita amplior*, cap. xxviii, xxix, xxx; nous aurons occasion d'étudier plus loin les deux premiers textes empruntés à la *Vita Honorati*, iv, 20, 21. Nous citons ici le dernier : « Sic unius praedicationis gratia dispensatores multos habebat, » tiré du même endroit, iv, 21. M. Levison (ouv. cit., p. 596) note plus de quinze emprunts, qu'il indiquera dans le tome V des *Rerum meroving. scriptores*, qui doit contenir la *Vita Ansberti*.

Nous avons ajouté deux citations, la troisième et la quatrième, à celles qu'avait faites M. Levison lui-même. Cela suffit pleinement pour faire voir que les deux *Vies* de saint Ansbert sont dans la dépendance de la *Vita Honorati*.

Mais suivant quel ordre ? Si l'on suppose que la *Vita brevior* est la *Vie* primitive, il faut admettre que l'interpolateur de la *Vita amplior* a, comme son prédécesseur, pillé une seconde fois la *Vita Honorati*, puisque ses emprunts sont plus considérables. En toute rigueur, cela n'est pas impossible, ni même improbable. Si la *Vita Honorati* était aux mains des moines de Fontenelle, on ne voit pas pourquoi un second biographe de saint Ansbert ne s'en serait pas inspiré aussi bien que le premier. Cependant, les comparaisons des textes que nous venons d'établir, notamment les citations 3 et 4, nous portent à croire que la *Vita brevior* dérive de l'*amplior*. Il n'est pas vraisemblable, par exemple, que l'auteur de l'*amplior*, ayant sous les yeux les mots *quam profuam in omnes charitatem*, ait abandonné ce texte pour le rectifier d'après la *Vita Honorati*. C'est donc lui qui a fait le premier l'emprunt à l'œuvre de l'évêque d'Arles ; c'est lui, par conséquent, qui est le premier biographe d'Ansbert.

Que suit-il de là ? Faut-il en conclure que toute la *Vita amplior* est antérieure à la *Vita brevior* ? C'est le sentiment de M. Levison. Mais, en bonne logique, cette conclusion est trop compréhensive. On n'a le droit d'affirmer qu'une chose, à savoir que la *Vita brevior* est postérieure au texte parallèle de la *Vita amplior*. De ce texte parallèle qui nous dira l'âge ? Ne se peut-il que le reste de l'ouvrage soit une interpolation plus tardive ? Dès lors, rien ne s'opposerait à ce que le texte de la *Vita amplior*, correspondant à la *Vita brevior*, fût, comme l'indique le Prologue, l'œuvre d'Aigrade, c'est-à-dire la *Vie* primitive de saint Ansbert. Pour rendre cette hypothèse acceptable, voire vraisemblable, que faut-il ? Il suffit de prouver que la *Vita amplior* fut réellement interpolée et qu'elle l'a été précisément dans les parties qu'il est impossible de concilier avec une rédaction contemporaine de Hiltbert. Essayons de faire cette démonstration.

Que la *Vita amplior* soit une œuvre interpolée, c'est ce que prouve, selon nous, sans contredit possible, le chapitre vi qui manque dans la *Vita brevior*. Le chapitre vii se relie au chapitre v par ces mots : *Post haec*, qui sont tout à fait justifiés. Avec le chapitre vi, ils deviennent inexplicables, puisque les faits qu'on y rapporte sont postérieurs à ceux que mentionne le chapitre vii. L'interpolation est donc ici manifeste.

Cette constatation est extrêmement importante et va nous aider à faire d'autres découvertes. De qui est le chapitre vi ? D'un auteur

qui s'intéresse particulièrement à saint Lambert, prédécesseur d'Ansbert, et à sa famille. Pouvons-nous retrouver dans l'ouvrage des préoccupations du même genre ? La fin du chapitre XIII, le commencement du chapitre XIV, les chapitres XV-XVIII qui manquent dans la *Vita brevior*, n'ont pas d'autre objet ; il n'y est question que de la famille, de la personne, et du gouvernement de l'abbé Lambert. Le commencement du chapitre XIV se lit presque mot à mot dans la *Vita Lamberti* (cap. III)¹. Cette seule coïncidence suffirait à faire présumer que l'interpolateur a dû écrire une *Vita Lamberti*. Or, cette présomption n'est pas une simple conjecture. L'auteur veut bien nous la confirmer lui-même (cap. XVII) en propres termes : *quae in ejus (Lamberti) gestis olim plenius memoriae tradidimus*.

Nous sommes donc en présence d'une interpolation, voire d'une série d'interpolations, dont nous connaissons l'auteur. Est-il possible d'en constater d'autres ? La *Vita brevior* (cap. XXV) s'exprime ainsi : « His fidelium turmis populorum pretiosi confessoris venerabile corpus stipatum et canticis honoratum usque ad Fontanellae coenobium perlatum est, et in ecclesia sancti Pauli apostoli positum. » Or, pour retrouver le texte parallèle dans la *Vita amplior*, il faut passer de la fin du chapitre XXXVIII au commencement du chapitre XLVII². N'est-il pas légitime de penser que les chapitres XXXIX-XLVI sont des additions à la *Vita primitiva* ? Il n'y a donc plus lieu de s'étonner du *multo tempore* (cap. XLI) qui suppose une rédaction postérieure à l'abbatiat de Hiltbert.

Les renseignements que renferment ces chapitres additionnels proviennent de plusieurs sources, notamment du monastère de Hautmont où Ansbert avait été exilé. Nous attribuons, sans hésiter, la même origine à la courte phrase du chapitre XXXII : « Nam et infra ipsius ambitum coenobii plurima habitatorum utilitati dictavit opera, quae hodieque eorum necessitati manent utilia, » qui manque dans la *Vita brevior*.

Il semble que l'interpolateur ait eu à cœur de composer une *Vie* d'Ansbert aussi complète que possible. Comme l'a remarqué M. l'abbé Legris, il agit plus en historien qu'en hagiographe³. Aussi n'a-t-il pas manqué d'insérer dans son ouvrage les pièces d'archives qui concernaient son héros. De là les chapitres XXVI et XXVII, où nous trouvons la mention d'un privilège en faveur de Fontenelle confirmé

¹ Mabillon, *Acta SS. ord. S. Benedicti*, t. IV, p. 464, éd. 1672.

² « His fidelium turmis populorum pretiosi confessoris venerabile corpus stipatum et canticis honoratum usque ad Fontanellense perlatum est coenobium » (cap. XXXVIII). « Pervenientes... ad coenobium Fontanellum, intulerunt illud in ecclesiam sancti Pauli apostoli » (cap. XLVII).

³ Ouv. cité, p. 279.

par les Pères du concile qui se tint à Rouen sous le pontificat d'Ansbert. Les questions de chronologie ne le laissent pas indifférent. Il essaie d'appliquer à la date du concile l'ère de l'Incarnation, dont l'usage n'est attesté en Gaule qu'à partir de 742 ¹. Il fixe pareillement ² à l'an 695 de l'Incarnation de Notre-Seigneur l'inhumation d'Ansbert, que le premier biographe, ou du moins la *Vita brevior* (cap. xxvi), s'était contenté de marquer au 5 des ides de mars ³.

Reste à expliquer l'origine des chapitres xxviii et xxix, où se lit le récit de la translation du corps de saint Ouen, et des réjouissances qui la suivirent. Comme ils font défaut dans la *Vita brevior*, il paraît très simple d'en attribuer la paternité à l'interpolateur. Mais cette attribution n'est pas sans soulever quelque difficulté. Ces deux chapitres renferment des réminiscences et un passage assez long de la *Vita Honorati*. Le passage « Confluentibus autem — ne vitæ extrema timerentur » (cap. xxviii) est emprunté à la *Vita Honorati* (cap. vii, 32); les mots *par substantia pari fide ministrata* (*Ibid.*) proviennent de la même *Vie* (cap. iv, 20); et la phrase : « Nam etsi aliquando contigisset exhauriri dispensationis substantiam, fides tamen semper mansit solida » (cap. xxix) est un résumé du n° 21, du même chapitre iv. Dans ces conditions, le problème se complique. Si les deux chapitres sont de l'interpolateur, il faut admettre qu'à l'exemple du premier biographe, il a hardiment pillé l'évêque d'Arles. Si nous les attribuons au premier biographe, on peut se demander comment la *Vita brevior* n'en conserve pas trace.

Pour résoudre la question, plusieurs hypothèses se présentent :

1° Il n'est ni impossible ni invraisemblable que le premier biographe ait inséré les deux chapitres dans son ouvrage, après qu'un premier exemplaire, qui est représenté maintenant par le texte de *Vita brevior*, fut sorti de Fontenelle. Fidèle à sa méthode, il aurait continué à émailler son récit additionnel de phrases empruntées à la *Vie* de saint Honorat.

2° hypothèse. Comme la *Vita Honorati* fut conservée à Fontenelle il est aisé de concevoir que l'interpolateur l'eut sous les yeux et que,

¹ « En Gaule, elle apparaît pour la première fois au milieu du viii^e siècle, pour dater des Capitulaires de Carloman et de Pépin, maires du palais. » Giry, *Manuel de diplomatique*, 1894, p. 89. Il va sans dire que l'interpréteur de la *Vita Ansberti*, en voulant appliquer l'ère de l'Incarnation au concile de Rouen, s'est trompé dans son calcul. Il le date de 682, et il est de 688-689, seizième année de Thierry III et cinquième année de l'épiscopat d'Ansbert.

² Cap. xlvii.

³ Nous attribuons aussi à l'interpolateur ce qui est dit (cap. xiii) de la durée de l'abbatit de saint Wandrille : *per viginta fere annorum*. Cf. *Vita Lamberti* (cap. ii) : *per decem et novem annorum spatia et mensium quinque*. En tout cas, la *Vita brevior* ne contient pas cette donnée chronologique.

voyant l'usage qu'en avait fait le premier biographe de saint Ansbert, il ait cédé au désir de l'imiter.

3^e Si l'on serre de près le texte du chapitre xxviii, on remarque aisément que le passage « confluentibus — extrema timerentur » n'a aucun lien avec le récit qui suit. On peut donc supposer que le récit seul (y compris : *In praedicta translatione — solemniter celebris* du chapitre xxix) forme l'interpolation, et qu'il a été amalgamé avec les phrases précédentes d'une manière purement factice. Dans cette hypothèse, l'emprunt à la *Vita Honorati* serait l'œuvre du premier biographe. Si ce passage manque dans la *Vita brevior*, c'est que le rédacteur de celle-ci, copiant et corrigeant la *Vie* primitive, n'a pas jugé à propos de le reproduire. N'a-t-il pas sacrifié pareillement d'autres phrases du texte qu'il avait sous les yeux ? J'en dirai autant des phrases *substantia pari fide ministrata* et *fides tamen mansit solida*, provenant de la *Vita Honorati*. Comme elles servaient à célébrer la charité d'Ansbert, dont le premier biographe faisait déjà l'éloge dans le chapitre xxv, et qu'elles se rattachaient, si nous ne nous trompons, à ce chapitre, l'auteur de la *Vita brevior*, qui abrège parfois le texte qu'il a sous les yeux, les aura simplement supprimées¹.

Quelle que soit, parmi ces trois hypothèses, celle que l'on adopte, elle résout, ce nous semble, toute la difficulté.

Mais, dira-t-on, cette difficulté n'existe pas dans le système de M. Levison. Si vous êtes obligé de la résoudre, c'est que vous l'avez créée. Il est bien plus simple de supposer que tout l'ouvrage est du même auteur.

D'accord ! cette solution est sûrement plus simple. Mais c'est là son seul avantage. Mettons en regard les inconvénients qu'elle présente. D'une part, le système de M. Levison suppose que la *Vita amplior* ne renferme aucune interpolation, et cette supposition est fautive (nous croyons l'avoir démontré). En second lieu, le système de M. Levison n'explique pas comment l'auteur de la *Vita brevior* a été assez habile pour ne retenir dans son abrégé que ce qui pouvait convenir à un ouvrage composé au temps de l'abbé Hiltbert, conformément à la prétention du Prologue. Troisièmement le système de M. Levison exige, pour se soutenir, que le premier biographe d'Ansbert, qui se

¹ Cf., par exemple, *Vita amplior*, cap. v, ix, xxii, xxxvi, etc., et les chapitres correspondants, iv, ix, xiv, xxiii, de la *Vita brevior*. La mutilation du chapitre xxii est particulièrement caractéristique.

² J'en dis autant de la suppression du chapitre xxx, qui est moins important que les détails supprimés du chapitre xxii.

dit contemporain de Hiltbert, soit déclaré menteur; cette exigence nous paraît un peu dure ¹.

Tout compte fait, le système de M. Levison présente de plus graves difficultés que le nôtre, et des difficultés insolubles. Notre hypothèse, qui ne laisse, ce nous semble, aucune difficulté sans solution, paraît donc devoir lui être préférée. Nous la résumons dans les termes suivants :

1^o La *Vita brevior Ansberti* est postérieure au texte parallèle de la *Vita amplior* ².

2^o Ce texte parallèle est la *Vie* primitive, composée vers 700, sous l'abbé Hiltbert, auquel elle est dédiée.

3^o La *Vita amplior*, considérée dans son ensemble, est un ouvrage interpolé. L'interpolation est postérieure à 737 (comme le fait voir le chapitre xv) et suppose une époque où l'ère de l'Incarnation était déjà en usage. On peut la fixer avec vraisemblance au temps où l'abbé Gervold (788-806) faisait refleurir les études dans le monastère de Fontenelle ³.

4^o Suivant ce système, tout l'ouvrage conserve sa valeur documentaire : la première partie, parce qu'elle est l'œuvre d'un contemporain; la seconde, parce qu'elle s'appuie sur des pièces d'archives ou des traditions monastiques précieusement conservées ⁴.

E. VACANDARD.

¹ Dans l'hypothèse de M. Levison, on se demande pourquoi l'auteur, écrivant sous l'abbé Gervold, par exemple, ne dédiait pas à celui-ci son ouvrage. Qui pouvait-il avoir la prétention de tromper, en le dédiant à l'abbé Hiltbert? On me répondra que ces fausses dédicaces étaient d'un usage constant. C'est ce qu'il faudrait démontrer. Il nous paraît plus exact de dire qu'on a conservé à tort en tête de *Vies* mérovingiennes, remaniées et interpolées au viii^e ou au ix^e siècle, les dédicaces qui étaient à leur place dans les *Vies* originales.

² De qui est cette *Vita brevior* et à quelle époque remonte-t-elle, nous ne saurions le dire. Trouvée dans un manuscrit de Bruxelles (xii^e siècle) provenant de Saint-Laurent de Liège, elle paraît appartenir à la Belgique. Peut-être fut-elle rédigée à Hautmont. Je note qu'elle renferme une indication qui ne se trouve pas dans la *Vita amplior* : « Monasterium Altimontis.... consecratum, in honore principis apostolorum Petri » (cap. xviii).

³ C'est la date que M. Levison propose pour la composition de tout l'ouvrage (ouv. cit., p. 606, 607), à cause du texte des *Gesta abbatum Fontanellensium* (cap. xvi, p. 47, ed. Lævenfeld) : « Scolam in eodem coenobio esse instituit (Gervoldus), quoniam pene omnes ignaros invenit litterarum. »

⁴ Sur ce dernier point, cf. Legris, ouv. cit., p. 273-277.

II.

UNE NOUVELLE HISTOIRE UNIVERSELLE

Sous le titre d'*Histoire universelle*, ou encore d'*Histoire générale*, voici déjà longtemps que des écrivains de mérite essaient de composer des ouvrages d'ensemble qui, tout en étant suffisamment étudiés pour rendre service à des historiens de profession, présentent au grand public, sous une forme vivante et précise à la fois, les principaux traits du développement de l'histoire de l'humanité. L'*Histoire universelle* de Georges Weber, traduite naguère de l'allemand, et l'*Histoire générale* publiée sous la direction de MM. Lavissee et Rambaud, sont, en France, les deux spécimens les plus connus de ces sortes d'ouvrages encyclopédiques. L'Allemagne vient de nous en envoyer un nouveau type, sur lequel il peut être bon de retenir pendant quelques instants l'attention des lecteurs de cette *Revue*¹.

I. C'est en l'année 1894 que l'Institut bibliographique de Leipzig a formé le projet de publier à son tour une histoire universelle, et a prié le docteur Hans F. Helmolt de vouloir bien en déterminer le plan. Comme MM. Lavissee et Rambaud, le savant allemand a confié les différentes parties du travail à des spécialistes; mais il a, pour la répartition des matières, procédé d'une façon tout autre que les deux historiens français. S'inspirant des doctrines de l'illustre Ratzel, il est parti du point de vue ethno-géographique pour composer un ouvrage qui fût vraiment, au sens strict de l'expression, une « histoire universelle » (*Weltgeschichte*) à la fois dans le temps et dans l'espace. La distribution des matières y est telle, en effet, qu'aucune partie, soit terrestre, soit maritime, du globe ne s'y trouve omise. Tous les peuples, même les moins civilisés, — les *Naturvölker* du docteur Friedrich Ratzel, — y occupent une petite place, et pour la première fois, les océans, qui séparent les peuples et qui les unissent, y ont leur rôle historique résumé dans des chapitres distincts.

C'est donc, on le voit, une œuvre très intéressante, et neuve à bien des égards, que cette *Histoire universelle* dont l'Institut bibliogra-

¹ *WELTGESCHICHTE, Unter Milarbeit von.... herausgegeben von HANS F. HELMOLT. — Erster Band : Allgemeines, die Vorgeschichte, Amerika, der Stille Ozean. Leipzig und Wien, Bibliographisches Institut, 1899, in-8.*

phique de Leipzig a entrepris la publication aussitôt après avoir mené à bonne fin la cinquième édition de son excellent Dictionnaire de la conversation. Cet ouvrage doit comprendre huit volumes, entre lesquels les matières sont ainsi réparties : I. Généralités ; préhistoire ; Amérique ; Océan Pacifique. — II. Océanie ; Asie orientale ; Océan Indien. — III. Asie occidentale ; Afrique. — IV. Les peuples méditerranéens ¹. — V. L'Europe du sud-est ; les peuples slaves. — VI. Germains et Latins. — VII. L'Europe occidentale jusqu'en 1800. — VIII. L'Europe occidentale au XIX^e siècle ; l'Océan Atlantique.

Ce plan est extrêmement logique et nous semble tout à fait heureux. Il n'est pas jusqu'au choix de l'Amérique comme point de départ qui, après nous avoir paru très discutable ², n'ait fini par nous sembler dans une certaine mesure acceptable. Les arguments, empruntés à l'ethnographie de Ratzel, qu'invoque le docteur Helmolt pour justifier sa détermination, sont en effet assez solides pour mériter d'être retenus. L'Amérique devient ici l'extrême Orient, dans un nouveau sens du mot, pour le voyage autour de notre planète que les historiens allemands collaborateurs de la *Weltgeschichte* vont nous faire faire à leur suite.

II. Le tome I^{er} de la nouvelle *Histoire universelle* présente un très grand intérêt. Il débute par une partie philosophique, dans laquelle le directeur de la publication indique ce que doit être, suivant lui, une histoire universelle, en définit l'objet et le but (p. 3-20). C'est vraiment une préface remarquable, imprégnée des idées de Ratzel, où se retrouvent même les expressions chères au professeur de Leipzig, à débiter par celle d'« oekoumène, » qui désigne la terre habitable et habitée dans l'*Anthropogéographie* comme chez les anciens géographes grecs. Une importante introduction, dont deux auteurs de grande valeur ont rédigé les chapitres, fait suite à cette préface. Le professeur J. Kohler y a indiqué à grands traits, au point de vue sociologique, les idées fondamentales relatives à l'histoire du développement de l'humanité ³ ; ce sont des définitions précises, c'est un véritable exposé de doctrine qu'a écrit là le professeur Kohler

¹ L'avant-propos placé en tête du tome IV (le second paru de la *Weltgeschichte*) indique que ce volume ne s'occupe que des peuples méditerranéens de l'antiquité classique ; il étudie, en outre, l'évolution complète des populations de la péninsule ibérique. Quant aux destinées de Byzance, de la Grèce et de l'Italie postérieures à l'antiquité classique, elles seront racontées aux tomes V et VI de la *Weltgeschichte*.

² N'est-il pas singulier de parler d'un pays conquis et colonisé par les Européens, avant de savoir l'état où étaient parvenus les Européens eux-mêmes au moment où ils en firent la découverte et la conquête ?

³ *Grundbegriffe einer Entwicklungsgeschichte der Menschheit.*

(p. 23-60). Le chapitre rédigé par l'illustre Ratzel y fait véritablement pendant; en une quarantaine de pages (p. 63-104), le savant professeur y a résumé ses vues essentielles sur l'Anthropogéographie et y a montré comment l'humanité donnait en quelque sorte une vision de la vie même de la terre¹. Il faut lire ces pages substantielles, vivantes, où se montrent à la fois les qualités et les défauts — les qualités plus encore que les défauts — que relevait naguère, dans un excellent article, un admirateur de l'œuvre si considérable de Ratzel².

Ce sont là les généralités (*Allgemeines*) qui constituent la première partie du volume; la seconde partie tout entière (p. 108-178) est consacrée à la Préhistoire. Le professeur Johannes Ranke y a donné, dans une étude pleine de faits, la préface de l'histoire écrite de l'humanité, et a, pour accompagner son travail, fait composer trois planches intéressantes sur lesquelles sont figurées les antiquités caractéristiques des deux époques paléolithique et néolithique, ainsi que des objets grecs datant de l'aube des temps historiques. Il eût été également très intéressant, à notre avis, de figurer sur une autre planche les crânes caractéristiques de l'époque préhistorique; même dans une *Histoire universelle*, une planche de ce genre offrait une réelle utilité.

Quelque hypothétique que soit parfois la préhistoire, c'est déjà, par un certain côté tout au moins, de l'histoire, et c'est aussi de l'histoire que la préhistoire du nouveau monde. A l'étude des faits et gestes des populations précolombiennes, — autant du moins que nous pouvons les connaître, — puis à l'étude de ce qu'est devenue l'Amérique depuis l'année 1492 jusqu'à nos jours, le professeur Konrad Haebler a consacré un long développement de près de quatre cents pages (p. 181-574), et il s'est acquitté avec beaucoup de conscience et de talent d'une tâche à la fois très complexe et très délicate. Quoi de plus controversé, en effet, que la question du peuplement de l'Amérique, et de plus difficile à résoudre à l'heure actuelle? L'expédition Jesup nous fournira sans doute, dans un avenir peu éloigné, de nouveaux et importants renseignements sur la question; mais elle a été systématiquement écartée du programme du Congrès international que les Américanistes tiendront à Paris dans quelques mois, tant elle a fait peu de progrès dans les dernières années! Conformément aux doctrines de Ratzel, M. Haebler débute par s'occuper des *Naturvölker* de l'Amérique, des peuples « nature; » et après avoir parlé de ceux

¹ *Die Menschheit als Lebenserscheinung der Erde.*

² L. Raveneau : *L'élément humain dans la géographie.* — *L'Anthropogéographie de M. Ratzel* (*Annales de géographie*, 15 avril 1892, p. 331-347).

d'entre eux qui sont détachés de l'histoire (*Geschichtslosen*)¹, il aborde l'examen des anciennes civilisations du nouveau monde. Les peuples civilisés — *Kulturvölker*, selon l'expression de Ratzel, — du Mexique, de l'Amérique centrale, de l'Amérique du Sud, sont successivement passés en revue par M. Haebler, qui se conforme rigoureusement aux exigences de la chronologie et de la logique en faisant ensuite entrer en scène les *conquistadores* auxquels, dès 1492, Christophe Colomb a frayé le chemin.

Ce sont des pages excellentes que celles dans lesquelles sont racontées la découverte et la conquête du nouveau monde; M. Haebler n'y a, — ce qui n'est pas un mince éloge, — rien omis d'essentiel. On ne peut guère, d'autre part, que le féliciter pour la lucidité de son plan et pour la belle ordonnance des chapitres suivants, qui se répondent harmonieusement les uns aux autres : l'empire colonial espagnol (ch. v), l'empire colonial britannique (ch. vi), la guerre de l'indépendance dans le Nord (ch. vii), les guerres de l'indépendance dans le Sud (ch. viii). Trois chapitres, relatifs à l'Amérique du xix^e siècle, terminent l'œuvre très importante et très méritoire de M. Konrad Haebler.

Quelque soigneusement et scrupuleusement que soit fait un travail comme celui dont nous venons d'indiquer les grandes lignes, il est impossible que des spécialistes n'y trouvent pas à critiquer ici ou là. Sans vouloir insister plus qu'il ne convient dans la circonstance, bornons-nous à signaler deux ou trois points de détail sur lesquels le savant auteur de l'histoire de l'Amérique nous semble légèrement prêter le flanc à la critique. Pourquoi ne pas avoir mieux commenté² le fameux et magnifique bas-relief « du supplice de la langue? » — Il eût été juste, à notre avis, de signaler en passant que les Français fréquentaient le Brésil dès les premières années du xvi^e siècle; Binot Paulmier de Gonneville, qui n'est pas nommé par le professeur Haebler, ne le dit-il pas expressément dans un très curieux passage de sa relation authentique? « Passez le tropique Capricorne, hauteur prise, trouvèrent estre plus éloignez de l'Afrique que du pays des Indes occidentales où d'empuis aucunes années en ça les Dieppois et les Malouïnois et autres Normands et Bretons vont querir du bois à teindre en rouge, cotons, guenons et perroquets et autres denrées³. » — Il n'est pas exact, d'autre part, de représenter

¹ « Mit den Pueblo-Indianern schliesst der Kreis der geschichtslosen Naturvölker, » dit-il, p. 225.

² Cf. l'explication qui accompagne la gravure de la page 238.

³ D'Avezac : *Campagne du navire l'Espoir*..., p. 104 du tirage à part (Paris, Challamel, 1869, in-8).

la tentative de colonisation de la baie de Rio de Janeiro par Nicolas Durand de Villegagnon comme une entreprise des huguenots français¹; c'est, il est vrai, l'opinion généralement admise, mais M. A. Heulhard, dans son récent ouvrage intitulé *Villegagnon, roi d'Amérique*², nous semble avoir très justement critiqué cette manière de voir. En réalité, Villegagnon, après avoir fait une reconnaissance préliminaire du côté du cap Frio en 1554, obtint du roi Henri II, — dont il était échanson, — l'autorisation de lever jusque dans les prisons du royaume (selon l'usage constant du temps) une partie des individus dont il avait besoin, et partit en 1555 avec des colons de toute origine et de toute religion, des gentilshommes, des ouvriers, des vagabonds, etc., mais sans aucun ministre protestant, et au contraire avec un religieux catholique, André Thevet. C'est un peu plus tard seulement que Coligny semble avoir eu l'idée de ménager en Amérique un refuge à ses coreligionnaires, et de créer dans la « France antarctique » une France protestante, une « nouvelle Genève, » selon l'expression de Jacques de Vaux-Claye; alors passèrent dans la baie de Ganabara et débarquèrent au fort Coligny les pasteurs genevois demandés par l'amiral à Calvin. — Ce fut au contraire, dès l'origine, un véritable essai de colonisation protestante que tentèrent un peu plus tard Ribaut et Laudonnière à la Floride; mais peut-être eût-il été bon de signaler (p. 433) que le vengeur des abominables massacres de la Caroline, Dominique de Gourgues, était catholique³, et qu'il ne châtia pas les massacreurs espagnols en leur qualité d'Espagnols, « mais comme traîtres, voleurs et meurtriers⁴. » — Il ne serait sans doute pas impossible de multiplier des critiques aussi minimes, même en nous en tenant à l'histoire des seules colonies françaises, que d'ailleurs (nous nous plaisons à le reconnaître hautement) M. Konrad Haebler a très nettement exposée dans ses grandes lignes; mais à quoi bon? L'œuvre n'en est pas moins excellente et vraiment faite de main d'ouvrier.

Nous adresserons le même éloge au chapitre relatif à l'Océan Pacifique, œuvre du feu comte Édouard Wilczek, remaniée et mise au point par le docteur Karl Weule. Cet exposé du rôle historique de l'Océan Pacifique est à la fois très intéressant et vraiment neuf; là

¹ « Der Kolonisationsversuch der französischen Protestanten unter Villegagnon » (p. 404).

² Paris, Ernest Leroux, 1897, in-4.

³ Le texte de M. Haebler ne le donne nullement à supposer : « Sie würde wenige Jahre darauf von französischen Protestanten unter de Gourgues zerstört.... »

⁴ Cf. le texte de la *Reprise de la Floride* publié par P. Gaffarel : *Histoire de la Floride française*, p. 510.

aussi l'influence du professeur Friedrich Ratzel est très sensible, et c'est vraiment d'après les idées de l'*Anthropogéographie*, et pour en être à certains égards une pièce justificative, que nous semble avoir été entreprise cette nouvelle Histoire universelle; au point de vue historique, elle répondra à l'*Ethnographie* du professeur de Leipzig et justifiera pleinement son intéressante et complexe définition de l'*Anthropogéographie*.

III. Ainsi la *Weltgeschichte* publiée sous la direction de M. Hans F. Helmholt se montre encore à nous comme une application de la géographie à l'étude de l'histoire (*Anwendung der Erdkunde auf die Geschichte*, selon l'expression même de Ratzel). Dans quelle mesure les volumes suivants se conformeront-ils au plan tracé en tête du premier volume, c'est ce que nous serons très curieux de constater. Quoi qu'il en soit, et telle qu'elle nous apparaît dès maintenant, l'œuvre est — nous le répétons — intéressante et neuve, et mérite d'être bien accueillie. Nous aurions voulu la voir plus complète à certains égards; nous aurions souhaité, par exemple, y pouvoir consulter une planche d'histoire de la cartographie américaine analogue à celles que le docteur Sophus Ruge a publiées dans son curieux travail sur le développement de la cartographie de l'Amérique jusqu'en 1570¹; nous aurions surtout voulu y trouver, à la fin de chaque partie, ou même de chaque chapitre, une bibliographie élémentaire signalant les meilleurs ouvrages publiés sur le sujet. C'eût été un mérite de plus pour cette publication, qui en compte déjà tant, et qui sera peut-être, une fois terminée, la meilleure et la plus complète des Histoires universelles jusqu'ici entreprises et menées à bonne fin.

HENRI FROIDEVAUX.

¹ *Die Entwicklung der Kartographie von Amerika bis 1570* (Petermanns Mitteilungen, Ergänzungsheft, n° 106).

III.

UNE THÈSE SUR LE ROYAUME DE LORRAINE
SOUS LES CAROLINGIENS ¹

Cet ouvrage est inspiré par des idées générales qui peuvent être ramenées à quelques points. L'auteur déplore la ruine de l'unité de l'Empire carolingien, dont la Lorraine était « le centre et le cœur; » il regrette que la Lorraine n'ait pu, sur les ruines de cet Empire, établir son autonomie et qu'elle se soit séparée de la dynastie nationale, qui était pour elle la dynastie carolingienne. Son rêve eût été évidemment de voir la Lorraine membre dominant d'un empire unitaire, ou royaume autonome sous un Carolingien.

Tous les faits sont exposés avec un soin minutieux; l'auteur, très bien informé, use des sources en y apportant un grand souci de la critique; il refait ainsi l'histoire d'un siècle en Lorraine. Voyez, par exemple, son étude détaillée sur le règne de Lothaire II, écrite à l'aide de toutes les ressources de l'érudition contemporaine.

Je ne puis songer à résumer ce livre. Je me borne à signaler quelques-unes des nombreuses conclusions auxquelles l'auteur est arrivé, au prix de recherches laborieuses et étendues.

1^o Beaucoup d'historiens ont pensé que la dissolution de l'Empire carolingien avait été accélérée par l'éveil d'un sentiment de patriotisme français ou allemand. M. Parisot estime que ces auteurs ont commis un violent anachronisme. A cette époque, il n'y a d'autre patriotisme que celui de la race franque, qui n'est ni française ni allemande; s'il faut la rattacher à un pays, cette race serait plutôt lorraine, la Lorraine étant le pays de la *Francia* par excellence.

2^o On trouve, pages 92 et suiv., une étude fort intéressante sur les frontières et la division du royaume de Lothaire II. J'y constate que, sur la concordance des *pagi* et des circonscriptions ecclésiastiques, on ne peut établir de règles générales. « La concordance existe pour certaines régions, n'existe pas pour d'autres » (p. 108).

3^o Lothaire II eut peut-être raison de vouloir épouser Waldrade

¹ *Le Royaume de Lorraine sous les Carolingiens (843-923)*, par Robert PARISOT, docteur ès lettres, agrégé d'histoire et de géographie. Paris, Alph. Picard et fils; 1899, in-8 de xxxi-820 p. avec 2 cartes.



et légitimer ainsi son bâtard Hugues (opinion sur laquelle je crois devoir faire des réserves). Mais, pour arriver à son but, qu'il manqua d'ailleurs, il accumula les maladresses et les procédés odieux.

4° Si Hincmar intervient, en 860, dans l'affaire du divorce de Lothaire II, ce n'est point par intérêt personnel, mais pour faire connaître son opinion, qu'avaient travestie les partisans de Lothaire, et pour défendre ainsi la cause de la morale et de la justice (p. 171).

5° Nicolas I^{er} a été guidé dans l'affaire du divorce par les motifs les plus élevés, mais il a parfois usé de moyens illégitimes, notamment en déposant Gunther et Theutgaud au concile de Latran (863). Il fallait, pense l'auteur, un concile œcuménique, ou au moins un concile régional, pour juger ces métropolitains. Sur cette appréciation de l'auteur, je ferai encore des réserves. Je ne me figure pas d'ailleurs qu'à Rome on ait pu avoir le moindre scrupule à trancher cette cause, que l'épiscopat régional était inhabile à juger (p. 214, 233 et *passim*).

6° C'est en 867 et non en 868 qu'il faut placer la date du traité de Metz portant partage de la Lorraine entre Louis le Germanique et Charles le Chauve (p. 297).

7° Il est difficile d'affirmer que la communion donnée à Lothaire II par Hadrien II au Mont-Cassin ait eu le caractère d'un jugement de Dieu. La lettre de Jean VIII à l'archevêque de Reggio, qui l'affirme, est d'une authenticité plus que douteuse (p. 319).

8° Le discours prononcé au concile tenu par Hadrien II, en 869, est l'œuvre d'un prélat partisan de Nicolas I^{er} et hostile à toute mesure de clémence à l'égard de Lothaire. (Une opinion analogue a été soutenue par le R. P. Lapôtre dans le tome XXVII de la présente *Revue*.) La soi-disant seconde partie de ce discours est une addition faite après coup (p. 320).

9° La conduite de Charles le Chauve, qui voulut, après la mort de Louis le Germanique, s'emparer de toute la Lorraine, est absolument injustifiable. Les historiens français ont tort d'essayer de le justifier, parfois en méconnaissant les faits. D'ailleurs, M. Parisot (p. 417 et *passim*) est en général très sévère pour Charles le Chauve. Son opinion forme un contraste frappant avec celle que développe le R. P. Lapôtre dans son ouvrage si remarqué, *l'Europe et le Saint-Siège à l'époque carolingienne*.

10° L'histoire de la cession de la Lorraine occidentale à Louis le Jeune, roi des Francs orientaux, en 879-880, a été méconnue ou travestie par bon nombre d'historiens. Un vieil auteur, Chantereau-Lefebvre, la considérait comme une atteinte aux droits de la couronne de France. Afin de remettre les choses au point, M. Parisot donne un récit très net des événements de cette époque (p. 439).

11° Il n'y eut pas de véritables ducs en Lorraine avant Gislebert,

créé en 928 par Henri l'Oiseleur. Notamment, sous Charles le Simple, Régnier ne peut pas être considéré comme le premier des ducs bénéficiaires de Lorraine, contrairement à l'opinion de beaucoup d'historiens (p. 563 et *passim*).

12° En 911, les Lorrains ont élu Charles le Simple, non par sympathie pour la France, mais parce que c'était un Carolingien. C'est pour eux un roi national, sous lequel ils veulent garder leur autonomie. Contre Henri Martin et M. Bonvalot, l'auteur ne croit pas que les sympathies des Lorrains alassent particulièrement aux Francs occidentaux (p. 579).

13° Malgré la dissertation de M. Bardot (*Mélanges carolingiens*, t. VII de la Bibliothèque de l'Université de Lyon), Richer doit être tenu pour un historien sans critique qui fausse l'histoire (p. 623).

14° Il n'est pas vrai, quoi qu'on ait dit, que, dès 921, à l'entrevue de Bonn, Charles le Simple ait cédé la Lorraine à Henri l'Oiseleur (p. 624).

15° En prenant pour titre celui de roi des Francs orientaux, Henri l'Oiseleur, qui était Saxon, rendit un éclatant hommage à la suprématie qu'avait jadis exercée le peuple franc (p. 646).

16° Charles le Simple ne mérite pas les épithètes sévères dont il a été accablé (p. 659).

17° La collection canonique dite *Collectio Britannica* contient des lettres de papes complètement fausses ou tout au moins interpolées. Elle ne peut, au moins pour ces lettres, être extraite, comme l'a pensé Ewald (*Neues Archiv*, t. V), des registres pontificaux. Entre les registres et la *Britannica*, il a dû y avoir des intermédiaires (p. 741).

18° Si les seigneurs sont toujours prêts à usurper les biens ecclésiastiques, les souverains sont, de leur côté, très généreux envers l'Église. Le moment approche « où beaucoup de prélats seront gratifiés du comté de leur ville épiscopale. » Cet âge est par excellence celui de la formation du temporel des Églises. Cela s'explique d'autant mieux qu'en général le haut clergé, recruté parmi des personnes dévouées aux rois, est conservateur et légitimiste (p. 717-718).

19° La décadence de l'Église en Lorraine provient du souci des intérêts matériels, qui absorbe beaucoup d'ecclésiastiques, de l'intrusion des laïques dans le gouvernement de l'Église (notamment des abbés laïques) et surtout de la désorganisation causée par les incursions des Normands (p. 699 et suiv.).

J'arrête cette énumération déjà trop longue, que je pourrais longtemps prolonger. Si quelques-unes des idées générales de l'auteur peuvent être contestées, les critiques n'en seront pas moins unanimes à reconnaître le mérite éminent de cet ouvrage, que l'Académie des Inscriptions a si justement récompensé en lui attribuant, en 1899, le premier prix Gobert.

Paul FOURNIER.

IV.

MENENDEZ Y PELAYO ET L'ÉRUDITION ESPAGNOLE ¹

Ces deux superbes volumes se composent d'études très variées, souvent fort intéressantes, fort savantes, qui ont été offertes à M. Menendez y Pelayo, par ses amis et ses anciens disciples, pour fêter la vingtième année de son professorat à l'Université centrale. Don Juan Valera expose, dans une introduction, quelle a été l'idée inspiratrice de ce grand recueil. Il fait un beau portrait de celui à qui il est dédié, caractérise ses nombreux travaux, se trouve amené par eux à esquisser l'histoire littéraire de l'Espagne et à rechercher les causes d'une sorte de dégénérescence ; mais cet affaissement ne lui semble que momentané, il jette sur l'avenir un regard plus rassuré. La mission intellectuelle que remplit Menendez, la féconde émulation qu'il répand autour de lui, doivent inspirer la confiance. Don Juan Valera voit des motifs d'espoir dans le spectacle offert par d'autres nations. Considérant l'Allemagne, il croit que les princes de Prusse, *los principes de Prusia*, comme il dit, Moltke, Bismarck, ont été en quelque sorte préparés par Lessing, Hegel et quelques autres penseurs. Regardant l'Italie, il suppose que Leopardi, Manzoni, Pellico ont été les précurseurs et les inspireurs de l'unité italienne. Il croit qu'un réveil analogue et ayant les mêmes causes est réservé à sa patrie. Quelle que soit la vérité de ces comparaisons et de ces inductions, nous nous associons de grand cœur aux prévisions de Juan Valera, et espérons avec lui qu'à des jours néfastes succéderont pour l'Espagne d'heureux et glorieux jours.

Après cette introduction, arrive la série des articles réunis dans cette œuvre collective. Il sont dus à une soixantaine d'écrivains, cinquante-sept pour être exact, et dont plusieurs sont célèbres ou connus. Le lecteur comprendra mon embarras en face de tant de richesses. Il faudrait s'arrêter à chacun de ces mémoires, et je ne pourrai qu'en indiquer superficiellement quelques-uns ; mais peut-être donnerai-je une idée de la variété offerte par un tel ensemble en

¹ *Homenaje a Menéndez y Pelayo. Estudios de erudición española con un prólogo de D. Juan Valera.* Madrid, 1899 ; à Paris, chez Alph. Picard et fils, 2 vol. in-4 de xxxiv-869 et 950 p. Prix, 30 pesetas.

disant que le lecteur, n'importe la nature de ses études, trouvera dans ce vaste recueil des travaux répondant à ses goûts, au genre de ses recherches. Si l'histoire ou les sujets qui s'y rattachent sont l'objet de ses préférences, il lira avec intérêt de M. de Berlanga : *Examen de los documentos historicos genuinos iliberitanos* ; de M. de Bofarull y Sans : *Alfonso V de Aragon en Napoles* ; de Rubio y Lluch : *La lengua y la cultura catalanas en Grecia* ; de Juan Garcia : *Antigüedades montañesas* ; de Rodriguez Villa : *Francisco de Mendoza*, notice très documentée ; de Ricardo de Hinojosa : *La jurisdiccion apostolica en España*, etc.

Comme biographie, on trouvera là, entre autres morceaux, de Blanco Garcíá : *Luis de Leon. Rectificaciones biograficas* ; de Cuervo : *Luis de Granada y la Inquisicion* ; de Roque Chabas : *Arnaldo de Vilanova* ; de Perez Pastor : *Datos desconocidos para la vida de Lope de Vega*. Comme bibliographie : *Unas Papeletas bibliograficas*, du marquis de Jerez ; de Francisco Pons : *Obras de Aben-Hazam*. On s'empressera de lire les *Curiosidades Cervantinas*, dans lesquelles M. Julian Apraiz donne une excellente notice sur les autographes de Cervantès, sur ses œuvres perdues, celles qui sont douteuses, celles qui lui ont été attribuées. Il déclare que *el Buscapié*, dont on prétendait Cervantès l'auteur, est une œuvre apocryphe. Le nom de Cervantès, comme on pouvait le penser, apparaît encore d'autres fois dans l'*Homenaje*. Cervantès s'était permis, dans *Don Quixote*, quelques plaisanteries sur l'université d'Osuna : M. Rodriguez Marin paraît s'en être un peu choqué, fait assez longuement l'éloge de cette université et cite les personnages célèbres qui l'ont fréquentée. Ce recueil contient sur la *Armada* deux romances de Cervantès. M. Équilaz y Yanguas donne des notes étymologiques sur *El Ingenioso hidalgo*. Tous ces travaux sont à consulter par ceux qui voudront s'occuper de Cervantès ou de don Quixote. On connaît bien l'adjectif picaresque, qui désigne un genre de roman et de pièces de théâtre propres à l'Espagne ; mais d'où vient ce mot de *picaro* ? c'est ce que M. F. De Haan recherche dans des pages savantes et amusantes. L'archiprêtre de Hita parle d'un valet qui rappelle beaucoup celui que Clément Marot a peint ainsi :

J'avois un jour un valet de Gascogne
Gourmant, ivrogne et assuré menteur,
Pipeur, larron, jureur, blasphémateur,
Sentant la hart de cent pas à la ronde ;
Au demeurant le meilleur fils du monde.

Le nom de *Picaro* semblait bien propre au valet de Juan Ruiz, mais ce nom de *Picaro* ne se trouve pas là, pas plus que dans *Celes-*

tina et el Corbacho. C'est au xvi^e siècle qu'il apparaît pour la première fois, et sous une forme féminine, dans un roman célèbre, *la Picara Justina*. Nous ne connaissions jusqu'ici *Ortiz de Zuniga* que comme historien. M. Joaquin Hazañas nous apprend qu'il fut aussi poète et romancier, en nous donnant l'analyse d'une œuvre manuscrite, *la Aurora*. C'est un roman pastoral mêlé de prose et de vers, dans le genre de la *Diane de Montemajor* et du roman portugais *Menina e Moça*. Si du roman, où nous ont conduits don Quixote et le genre picaresque, nous montons à la poésie, nous trouvons de M. Ed. de Hinojosa une dissertation dont le titre, *El derecho en el poema del Cid*, ne laisse pas deviner d'abord le grand intérêt. Elle contient les plus précieux renseignements sur l'Espagne du moyen âge, sur la vie militaire, et explique bien des termes vieillies. Celui qui voudra entreprendre une nouvelle et désirable traduction du poème du Cid consultera ces pages avec un grand profit. C'est un maître, don Ramon Menéndez Pidal, qui nous entretient ailleurs du poème de *Fernan Gonzales*. Ce poème a provoqué bien des opinions contradictoires. Provient-il de la chronique qui raconte la vie de ce personnage ? ou dérive-t-il, ce qui est plus probable, d'un ancien texte de cette chanson de geste ? Après avoir traité ces questions, M. Menéndez Pidal donne une bonne classification des romances relatives au fameux comte. N'omettons pas de signaler l'article de M. Mario Schiff sur la première traduction de la *Divine Comédie*. On la croyait perdue, et c'est bien celle que don Enrique de Villena fit pour le marquis de Santillana. La poésie lyrique n'est pas oubliée : on nous donne des détails sur divers romanceros et cancioneros, sur un *Cancionero brancacciano*, sur les *Rimas de Juan de la Cueva* ; on nous donne même un article, là un peu dépaysé, sur la traduction en espagnol des poésies lyriques de Schiller. L'auteur paraît ne pas savoir que la pièce *der Handschuh* a été inspirée au poète allemand par un passage de Brantôme : discours X du *Livre des dames*. On trouve, du reste, un épisode analogue dans les romances de don Manuel de Leon. Le théâtre a donné lieu à trois morceaux fort intéressants. M. Farinelli s'occupe d'un personnage sur lequel on ne sait pour ainsi dire rien, mais qui a frappé l'imagination des poètes et des musiciens, sur don Juan. Cet article est suivi d'une pièce inédite de M. de Cordova Maldonado : *la Venganza en el sepulcro*, pièce où figure encore une fois don Juan Tenorio. Des pages qui plairont surtout aux lecteurs français sont celles que M. Cotarello y Mays a consacrées aux nombreuses traductions espagnoles des pièces de Molière. Il y reproduit des fragments de quelques-unes, qui prouvent que plusieurs de leurs auteurs étaient doués d'un véritable talent. L'abbé Machena, entre autres, a parfaitement traduit le *Tartufe*, et

les alexandrins de Molière, de la jolie scène du pauvre homme, ont été bien heureusement rendus dans les petits vers du texte castillan. M. Jose Lomba y Pedraja a étudié les aspects fort différents sous lesquels le théâtre espagnol a montré le roi de Castille don Pedro V, qualifié par les uns de justicier, par les autres de cruel. Cette épithète n'était que trop méritée, et ce n'est pas le mauvais ouvrage apologétique de Juan Antonio de Vera, *El rei don Pedro defendido*, qui aurait aidé à une étrange réhabilitation de ce tyran. Sa mémoire eût, sans doute, continué à être exécrée, si un grand poète, Calderon, n'eût attribué dans un de ses plus beaux drames, *le Médecin de son Honneur*, un rôle magnifique à don Pedro, en suivant, du reste, un singulier courant d'opinion populaire. M. Lomba y Pedraja examine les nombreuses œuvres dramatiques dans lesquelles intervient ce féroce don Pedro; c'est plus qu'un article sur *don Pedro en el Teatro*, c'est une savante étude sur la légende de ce roi, et l'auteur promet de revenir avec plus de détails encore au sujet qu'il vient de traiter, *en un estudio mas extenso y mas ampliamente informado*.

Le morceau par lequel se termine le second volume de l'*Homenaje* est une petite contribution au folklore. M. de Pereda y étudie les cérémonies nuptiales de la *comarea montanesa*.

Des écrivains étrangers, assez nombreux, se sont associés à cette importante publication. Nous en avons déjà indiqué quelques-uns : Farinelli, de Haan, Schiff, en mentionnant leurs envois; mais il en est d'autres fort importants que nous tenons à nommer. En première ligne, Pio Rajna, l'auteur de ce beau livre : *le Fonti del Orlando*, a été conduit par Roland dans la vallée de Roncevaux. De ce champ de bataille restreint où fut exterminée l'arrière-garde de l'armée de Charlemagne, il donne une description bien complète, vivifiée par de nombreux fragments empruntés à la *Chanson de Roland*. Avec quelle émotion M. Léon Gautier aurait lu ces pages si attachantes ! M. Alfred Morel-Fatio a publié là de nombreuses lettres de Baluze et du marquis de Montejár. Notre collaborateur M. Léo Rouanet a décrit, d'après un livre fort rare, les cérémonies qui eurent lieu à Tolède en 1616, lors de l'inauguration du sanctuaire de *Nuestra Señora del Sagrario*, et analyse un auto inédit qui fut représenté à cette occasion. Lope de Vega l'a probablement connu lorsqu'il écrivit le troisième acte du *Capellan de la Virgen*. On en trouve la donnée dans un mystère intitulé : *Un Miracle de Notre-Dame : comment elle garda une femme d'être arse*. M. Francisque Michel, qui l'a reproduit dans son volume *Théâtre français au moyen âge*, déclare n'avoir pas découvert dans quel ouvrage antérieur avait pu être trouvé le sujet ainsi mis en action. Serait-il venu

d'Espagne? Lorsque nous avons parlé d'ouvrages se rattachant à Cervantès, nous aurions pu dire que M. Benedetto Croce est l'auteur de *Due illustrazioni al Viage al Parnaso*. Il nous montre ce que Cervantès a emprunté aux Italiens, et il nous dit que le Napolitain Cortese profita à son tour de l'œuvre espagnole. Un autre Italien, M. A. Restori, a découvert dans un recueil manuscrit de poésies un assez grand nombre de vers espagnols de *Ginevra Bentivoglio*. Il nous les donne, avec quelques détails sur leur auteur. D'après les inscriptions funéraires de l'époque païenne, M. Ubner recherche quels furent les plus anciens poètes de la péninsule. M. Ernest Mérimée nous entretient d'un vieux livre fort rare : *Ramillete de flores poeticas de Alejandro de Luna*. M. Fitz-Maurice Kelly donne une notice sur un hispanophile anglais du xvii^e siècle. Une savante portugaise qui porte un nom célèbre, Carolina Michaelis de Vasconcellos, nous fait connaître *Uma Obra inedita de Condestavel dom Pedro de Portugal*. Cette œuvre inédite est dans le genre de la *Comedietta de Ponsa* du marquis de Santillana. Celui-ci avait bizarrement, mais à l'exemple de Dante, appelé son petit poème comédie. Dom Pedro, aussi improprement, nomma le sien tragédie. Les Portugais se rappelaient l'origine française de leur monarchie. Chez leurs princes, le français était resté en honneur, la bibliothèque du roi Dom Duarte était remplie de manuscrits français. Les devises choisies par les princes de sa maison étaient dans la langue qu'avait parlée Henri de Bourgogne (Voir à ce sujet le livre de Fonseca Benevides, *Rainhas de Portugal*. Lisboa, 1878, Castro Irmao). Le connétable lui-même avait une devise française : « Poinc pour joie. » Ce fut un homme très remarquable que ce connétable, le correspondant de Juan de Mena. Il fut un grand voyageur; il avait, disait-on, parcouru le monde entier, divisé alors en sept parties, ce qui lui avait valu d'être désigné par *El de las siete partidas*. M^{me} de Vasconcellos a rassemblé sur sa personne, ses voyages et ses œuvres, d'intéressants détails.

Je disais, au début de cet article, l'embarras que me causait le compte rendu d'un ouvrage aussi complexe, et le lecteur le comprendra en lisant la nomenclature qui précède. Je regrette d'avoir été obligé de faire quelques omissions, d'avoir été trop bref à l'égard de certains travaux. Enfin, quelque incomplet que me paraisse cet article, il suffira, je l'espère, pour faire entrevoir toute la valeur de l'*Homenaje á Pelayo*. Tous ceux qui s'intéressent à la littérature romane, ou plus spécialement aux *Cosas de España*, voudront se procurer ce bel ouvrage. Par l'intérêt qu'il offre presque constamment, et par la beauté de son exécution typographique, il mérite d'occuper une place d'honneur dans leur bibliothèque.

COMTE DE PUYMAIGRE.

COURRIER ITALIEN

Au seuil du XIX^e siècle, en Italie comme en France, l'histoire rencontre Napoléon. L'engouement n'est pas moins vif chez nos voisins que chez nous pour le grand homme qui, à certains égards, a été si italien, — même sans allusion à la fameuse théorie de Taine. M. L. Capelletti a su résumer, dans un petit livre de trois cents pages, la carrière et le portrait de *Napoleone I*¹. C'est un véritable tour de force. Des travaux spéciaux nous montrent *Luciano Bonaparte nella rada di Cagliari* (1810)², et surtout Murat, dont Lumbroso publie la correspondance, dont Guardione étudie le séjour en Italie, *Gioacchino Murat in Italia*³, avec des correspondances et des documents inédits, et dont Francesco Corridore recherche les traces en Corse, à l'occasion de la recherche de son tombeau et de ses restes mortels : *Per il soggiorno del Murat in Corsica*⁴. Je me reprocherais de ne pas rappeler ici le *Napoleone I e l'Inghilterra*⁵, de Lumbroso, étude sur les origines du blocus continental et sur ses conséquences économiques, avec une ample bibliographie, et surtout sa *Miscellanea Napoleonica*⁶, dont les tomes III et IV, publiés en un seul volume, contiennent un si grand nombre d'intéressants documents.

La petite *Biblioteca storica del risorgimento italiano* s'est enrichie d'un intéressant volume de V. Fiorini, contenant *Gli atti del congresso cispadano nella città di Reggio*⁷. M. Bevilacqua a publié une monographie richement documentée sur *Le Pasque Veronesi*⁸, ce sanglant épisode des guerres de la révolution en Italie.

Le même Licurgo Capelletti a aussi publié une biographie de *Napoleone III*⁹, dans laquelle il reconnaît les services rendus par l'impérial rêveur à la cause du Risorgimento.

¹ Milan, Hoepli, in-16, 292 p.

² Palerme, Reber, in-8.

³ Ibid., id., in-16, 203 p.

⁴ Turin, Clausen, in-8, 9 p.

⁵ Rome, Modes Mendel, in-8, 528 p.

⁶ Rome, Modes Mendel, 731 p., in-8.

⁷ Rome, Soc. Dante Alighieri, in-16, 200 p.

⁸ Verone, Cabbianca, in-8, 415 p.

⁹ Florence, Barbera, in-16, 280 p.

Sur la période même du Risorgimento, nombreuses sont les publications de détail, et ce sont celles qu'il faut souhaiter : l'histoire de ce grand mouvement national est trop complexe, les détails n'en sont pas encore assez connus, et les dépositions de ceux qui en furent les principaux acteurs pas encore assez publiques pour qu'on puisse tenter d'en écrire une histoire d'ensemble. L'histoire, estimable d'ailleurs, que V. Berzezio a écrite et qu'il réimprime de *Il regno di Vittorio Emanuele II, trent' anni di vita italiana*¹, n'est qu'une œuvre d'attente. — Sur la révolution de 1848 et ses suites dans les diverses régions de l'Italie, les travaux se sont multipliés, peut-être à cause de la célébration de leur cinquantenaire en 1898 : Vittorio Meneghello a écrit une *Storia documenta del 1848 a Vicenza*²; Alfredo Comandini a traduit en italien la partie des mémoires de M. Alex. de Hubner, déjà connus en France sous le titre : *Une année de ma vie*; il l'a intitulée : *Milano nel 1848, nelle memorie di un diplomatico austriaco*³.

Lucio Fiorentini raconte, d'après ses souvenirs, les journées de Brescia, *Le Dieci giornate di Brescia nel 1849*⁴; R. Belluzzi étudie *La Ritirata di Garibaldi da Roma nel 1849*⁵. Sur la révolution sicilienne et napolitaine les travaux affluent : d'après les mémoires du général R. Church, M. E.-M. Church apporte d'intéressantes informations sur le *Brigantaggio e le Società segrete nelle Puglie*⁶; M. St. Mancini étudie *Il processo per fatti di Napoli (15 maggio 1848) e l' amnistia nello statuto di Carlo Alberto per i fatti di Genova (1849)*⁷; M. Bottini Massa donne un tableau d'ensemble de la *Sicilia nel 1848*⁸; Giov. Siciliano examine le rôle du *Marchese di Torre Arsa* dans la *Rivoluzione siciliana del 1848*⁹; M. Salvo di Pietranganzili, renonçant pour quelque temps à ses études d'histoire littéraire, raconte la *Spedizione dei crociati siciliani in Lombardia al 1848*¹⁰, et commence une histoire générale des mouvements révolutionnaires en Sicile de 1848 à 1860 : *Rivoluzioni siciliane : contributo alla storia del Risorgimento italiano*¹¹; F. Guardione publie, sous forme de *Memorie storiche*, des études sur *Il primo settembre*

¹ Turin, Roux-Frassati, 2^e éd., 2 vol. in-8, liv. I-II, 371 et 475 p.

² Vicenza, Galla, in-8, 260 p.

³ Milan, Vallardi, in-8, 248 p.

⁴ Turin, Bocca, in-16.

⁵ Rome, Soc. Alighieri, in-16.

⁶ Florence, Barbera, in-8, 310 p.

⁷ Rome, Soc. Alighieri (Bibliot. storica del risorgimento), in-8, 130 p.

⁸ Palerme, Reber, in-8, 104 p.

⁹ Palerme, Sandron, in-16, 192 p.

¹⁰ Palerme, Reber, in-8.

¹¹ Ibid., id., in-16, 306 et 226 p.

1847 a Messina et sur *La Rivoluzione del 1848 a Messina*¹. — M. Emilio Del Cerro donne le nom pompeux de *Rivelazioni storiche* à ses recherches sur les *Cospirazioni romane* (1817-1868)², et Leone Paladino raconte le douloureux épisode de *la Difesa del Vascello*³, c'est-à-dire la défense de la villa Giraud au Janicule par le commandant Giacomo Medici et sa légion pendant le siège de Rome en 1849. M. L. Rava réédite, avec des notes historiques et biographiques, le mémoire de D.-A. Farini sur *la Romagna dal 1796 al 1828*⁴. A Florence, d'amusantes et intéressantes *Cronache segrete della polizia toscana* (1814-1815)⁵ sont tirées par G. Marcotti d'archives closes ou de sources locales peu accessibles, et M. Arturo Linaker apporte une importante contribution à l'histoire de la restauration morale et des progrès de l'instruction en Italie, en racontant, avec d'abondants détails, *la Vita ed i tempi di Enrico Mayer*⁶, le banquier philanthrope de Livourne (1802-1877). Lombroso a étudié la Calabre contemporaine, *In Calabria* (1862-1897)⁷, travail auquel G. Pelazzi a fait quelques additions. La presse a été un des principaux agents du Risorgimento; l'attention se porte maintenant volontiers sur son histoire; c'est une utile contribution que le mémoire de Luigi Piccioni, *Il giornalismo bergamasco dalle sue origini alla costituzione del regno d'Italia* (1797-1861)⁸. — Pour l'histoire militaire du Risorgimento, M. Domenico Parodi a raconté *l'Attacco e la battaglia di Lissa nel 1866*⁹, et Alfredo Cangemi fait l'historique de *la Brigata Alpi*¹⁰, composée des 51^e et 52^e régiments de ligne. Les *Nuove lettere inedite* de Cavour¹¹, que publie M. E. Mayer, ont de l'importance pour l'histoire diplomatique, ainsi que les nouvelles *Pagine di storia contemporanea* publiées par M. Chiala sur *la Triplice e la duplice alleanza*¹²; et l'histoire sociale et économique trouvera d'abondants et utiles sujets de réflexion dans l'étude de M. F. Perni sur *le Condizioni economiche, politiche e morali della Sicilia, dopo il 1860*¹³. Enfin, les amateurs d'anecdotes et des petites curiosités de l'histoire liront avec plaisir le recueil de *Figure e figu-*

¹ Palerme, Reber, in-16, v. I.

² Rome, Voghera, in-16, 300 p.

³ Ibid., Ripamonti, in-8, 162 p.

⁴ Ibid., Soc. D. Alighieri, in-8.

⁵ Florence, Barbera, in-16, 396 p.

⁶ Ibid., id., in-16, 2 vol.

⁷ Catane, Giannotta, in-16, 200 p.

⁸ Bergame, Arti grafiche, in-8, 139 p.

⁹ Sanpierdarena, Lib. Salesiana, in-16, 144 p.

¹⁰ Mantoue, Mondovi, in-8, 159 p.

¹¹ Turin, Roux-Frassati, in-8, 657 p.

¹² Ibid., id., in-8, 740 p.

¹³ Palerme, Reber, in-8.

*rine del secolo che muore*¹, dessinées d'après des documents d'archives secrètes. Il faut mentionner comme une heureuse exception à l'opinion italienne, toujours disposée à voir dans les Français les ennemis-nés du *Risorgimento*, le livre classique de MM. Druso Rondini et Giacomo Vanzolini, composé de *lectures* historiques extraites des historiens, écrivains et orateurs français qui se sont occupés du *Risorgimento italiano*². Il faut citer aussi les nouvelles séries des conférences Ginori, consacrées à *la Vita italiana durante la rivoluzione francese e l'impero*³, auxquelles ont participé C. Lombroso, Mosso, Barrili, Fiorini, Pompilj, F.-S. Nitti, F. Martini, Masi, G. Chiarini, Pascoli, Venturi, Panzacchi et notre grandiloquent compatriote M. Melchior de Vogüé, et à *la Vita italiana nel risorgimento*⁴ dont deux séries ont déjà été faites, et sur laquelle nous reviendrons : signalons que deux autres Français, M. Dejob et M. Yriarte, ont été parmi ces conférenciers.

Sur l'époque tout à fait contemporaine, ce sont plutôt des dissertations ou des mémoires de philosophie politique que des écrits historiques que nous avons à enregistrer. Les problèmes ne manquent pas, qui sont de nature à faire réfléchir les publicistes et les économistes italiens, et il faut reconnaître qu'ils ont le courage de les aborder, sinon le pouvoir de les résoudre. M. Angelo Marini étudie en philosophe *Il risorgimento, l'indipendenza e il governo d'Italia*⁵; Agatone Icreo (?) étudie *Gli Italiani e la indipendenza del papa*⁶; P. Averri, les rapports de *I Cattolici e la questione politica in Italia*⁷; Angelo Mauri, *La Crisi rurale in Italia*⁸; Comani, *La Funzione storica della monarchia ed il risorgimento italiano*⁹. — Divers dangers menacent tantôt la monarchie, tantôt la personne même du souverain. Sur l'attentat, heureusement manqué, d'Acciarito, voici deux brochures, l'une de Cassuti sur *Artena, la patria di Pietro Acciarito*¹⁰, l'autre du philosophe G. Ascoli, *Alcune note di P. Acciarito : la Difesa davanti le assise di Roma*¹¹, dans laquelle on trouvera les fac-similés de lettres écrites par l'assassin dans sa prison. D'autre part, sur le mouvement socialo-anarchiste de 1898 à

¹ Milan, Treves, in-16, 450 p.

² Florence, Barbera, in-16, 400 p.

³ Milan, Treves, 3 vol. in-16, 192, 163 et 173 p.

⁴ Milan, Bemporad, in-16.

⁵ Cremona, Foroni, in-8, 140 p.

⁶ Gênes, tip. Gioventù, in-8, 284 p.

⁷ Turin, Mariotti, in-8, 31 p.

⁸ Milan, Palma, in-16, 34 p.

⁹ Reggio Emilia, Borghi, in-8, 36 p.

¹⁰ Rome, Modes-Mendel, in-8, 52 p.

¹¹ Florence, Barbera, in-8.

Milan, a déjà paru une brochure d'Antonio Briganti, *Le Lugubri giornate di Milano (maggio 1898)*¹. — M. Guidi Carnevali résume tous les dangers présents et les causes de crainte qu'elle peut avoir pour son avenir dans une lettre ouverte au professeur Raffaello Righi, *Sul decadimento dell' Italia*².

L'histoire de l'Allemagne contemporaine est naturellement en faveur. Mention doit être faite ici de la traduction de l'ouvrage de G. Oncken, *L' Epoca dell' imperatore Guglielmo*³, qui est en cours de publication ; d'un petit abrégé de Mezzabotta sur *La Vita politica, diplomatica ed aneddotica di O. di Bismarck*⁴, et surtout de l'ouvrage de Guarni sur la politique allemande dans la question d'Orient. A un volume de prolégomènes, intitulé *La Germania all' inizio della questione d' Oriente, le alleanze moderne e la questione d' Oriente*⁵, fait suite, en deux volumes, *la Germania e la questione d' Oriente fino al congresso di Berlino*⁶. — A l'histoire de France l'Italie n'apporte, cette année, qu'un recueil de caricatures sur le procès du capitaine Dreyfus, qui a défrayé la presse d'outre-monts avec un intérêt passionné : *La Caricatura nell' affare Dreyfus*⁷.

L'Italie s'occupe des pays d'Orient et des questions balkaniques. Anglo de Gubernatis publie son journal de voyage en Bulgarie, *La Bulgarie et les Bulgares*⁸ ; M. Aveta étudie les rapports nouveaux que la guerre gréco-turque de 1897 a établis dans les Balkans, *Gli Stati balcanici e la guerra greco-turca dell' anno 1897*⁹, et Adolfo Rossi publie les impressions et les instantanés d'un journaliste *Alla guerra greco-turca (aprile-maggio 1897)*¹⁰, tandis qu'un écrivain, masqué du pseudonyme d'Anatolio Latino, examine la question des *Armeni e Zeitung*¹¹ et celle, toujours difficile, des *Consoli e colonie europee nei possidimenti ottomani*¹². Sous ce titre singulier de *Mille e un ora nell' Africa verde*¹³, M. Torquato Giannini raconte l'hiver qu'il a passé en 1897 de Tunis à Alger, par Bône, Hamman Maskoutine et Constantine, et Manfredo Cagni décrit *L' Egitto ai giorni*

¹ Naples, d'Auria, in-16, 72 p.

² Turin, Roux, in-8, 18 p.

³ Milan, Soc. edit. libraria, t. I, 1,046 p.

⁴ Rome, Calzone, in-16, 64 p.

⁵ Ibid., Lœscher, in-8, 116 p.

⁶ Ibid., id., 2 vol. in-8.

⁷ Milan, Verri, 150 pl.

⁸ Florence, Seeber, in-8, 340 p.

⁹ Turin, Clausen, in-8, 112 p.

¹⁰ Florence, Bemporad, in-8, 253 p.

¹¹ Ibid., Seeber, in-8, 684 p.

¹² Ibid., id., in-16, 516 p.

¹³ Florence, Pagg, in-16, 111 p.

*nostri*¹. — Le coin des Balkans qui, soit par un mouvement spontané de curiosité, soit par l'effet d'un loyalisme monarchique par alliance, intéresse le plus l'Italie maintenant, c'est le Monténégro. Une preuve assez singulière en est la conférence d'Yriarte sur le Monténégro, introduite dans la série de la *Vita italiana del risorgimento*; en voici d'autres : la traduction du drame : *L'Impératrice des Balkans*, dû au prince Nicolas; la brochure de Frisoni, *Il Montenegro, Tsernagova, Karadagh*², riche en aperçus géographiques et statistiques, et les *Lettere* de Mario Borsa, écrites *Dal Montenegro*³. — En Afrique, M. Riccardo Pierantoni étudie historiquement le *Trattato di Berlino del 1885 e lo Stato indipendente del Congo*⁴, et M. Sergi publie un bon travail d'anthropologie sur l'espèce *eurafricaine* dans son livre *Africa : Antropologia della stirpe camitica*⁵. Mais c'est sur la mer Rouge et l'Abyssinie que se concentre tout l'intérêt politique des Italiens en Afrique : la littérature historique italo-abyssine s'augmente chaque jour. Il faut citer les *Memorie d' Africa* (1892-1896)⁶ du général Baratieri, défense personnelle d'un soldat courageux, mais inférieur à sa tâche, et qui a été le bouc émissaire de tout un système dont il n'était pas responsable; les poignants souvenirs de Nicoletti Altimari, *Fra gli Abissini : ricordi di un prigioniero nel Tigre*⁷; les souvenirs d'*Un morto d' Africa*⁸, anonymes, qu'a publiés M. Beltrandi; *La Battaglia d' Adua*⁹, étudiée d'après les sources russes et vue du camp abyssin; le compte rendu de la campagne de 1897, *Guerra d' Africa, relazione delle operazioni militari contro i Dervisci compiute nel gennaio e febbraio 1897*¹⁰; les discours et écrits de F. Martini relatifs aux *Cose africane, di Saati a Abba Carima*¹¹; la conférence de Nicoletti Altimari au cercle militaire de Rome sur *L' Italia e l' Eritrea*¹², et le récit populaire de la *Guerra italo-abissina* de 1895 à 1896¹³.

Le monde anglo-saxon est moins en faveur auprès des économistes et des historiens. Je crois utile pourtant de mentionner l'importante étude de Gennaro Mondaini sur la question noire aux États-Unis :

¹ Turin, Bocca, in-8, 236 p.

² Gênes, Frisoni, in-8, 23 p.

³ Bergame, Arti grafiche, in-8, 158 p.

⁴ Rome, Treves, in-8, 290 p.

⁵ Turin, Bocca, in-8, 441 p.

⁶ Ibid., Bocca, in-12, 500 p., 8 pl.

⁷ Milan, Treves, in-16.

⁸ Cividale, Strazzolini, in-8, 53 p.

⁹ Milan, Treves, in-8, par E. B.

¹⁰ Ibid., id., in-8, 6 pl.

¹¹ Ibid., id., in-16, 344 p.

¹² Ibid., id., in-24.

¹³ Ibid., id., in-4, 280 p.

*La Questione dei negri nella storia e nella società nord-americana*¹, étude à laquelle Enrico Morselli a mis une préface, le traité technique de Barberis sur *Lo Sviluppo della rete ferroviaria degli Stati Uniti e le sue variazioni*², et le grand travail de Ugo Rabbeno sur *La Questione fondiaria nei paesi nuovi*³, dont Achille Loria et Carlo Conigliani viennent de publier le premier volume, *La Questione fondiaria nelle grandi colonie dell' Australia*. — M. Giacomo Laviosa donne une étude historico-critique sur *La Filosofia scientifica del diritto in Inghilterra*⁴, dont la première partie va de *Bacone a Hume*, et G. Amabile examine et classe *Le Fonti del diritto costituzionale con i speciali riguardi all' Inghilterra e all' Italia*⁵, le premier volume de son ouvrage ne contient que les généralités.

Ces derniers volumes nous amènent à l'histoire des idées et à la sociologie. M. Achille Loria donne un vrai traité d'économie politique, *La Costituzione economica odierna*⁶; Asturaro décrit dans ses grandes lignes *La Sociologia, i suoi metodi, le sue scoperte*⁷; Setti, le darwinisme sociologique, *Il Lamarkismo nella sociologia*⁸. Les théories socialistes et les biographies des théoriciens de cette doctrine sont l'objet d'études. Agostino Michellini résume *la Teoria socialistica di un abate del secolo XVIII*⁹; Paolo Orano étudie *Il precursore italiano di Carlo Marx*¹⁰, dans des études auxquelles Barzellotti n'a pas dédaigné de mettre une préface. D'autres s'attaquent au monstre lui-même, Gentile à *la Filosofia di Marx*¹¹, Kantsky aux *Dottrine economiche di C. Marx*¹². Le même Gentile établit un parallèle entre *Gioberti et Rosmini*¹³, Carlo Calzi examine ce qu'on peut demander à *Rosmini nella presente questione sociale*¹⁴, Cozzaglio étudie *Antonio Stoppani e la sua missione in Italia*¹⁵. Cependant, les problèmes du socialisme pratique se posent devant l'Italie contemporaine; les « *Latifundia quae perdiderunt Italiam* » sont devenus *le Terre incolte*, dont Pavese cherche *Una soluzione*

¹ Turin, Bocca, in-16, 524 p.

² Florence, Bocca, in-8, 167 p. Bibl. scienze sociali, XXV, 7 pl.

³ Turin, Bocca, in-8, 294 p. Bibl. scienze sociali, XXVII.

⁴ Turin, Clausen, in-8, 850 p.

⁵ Catania, Giannotta, in-8, 250 p.

⁶ Turin, Bocca, in-8, 840 p. Bibl. scienze sociali, t. XXVIII.

⁷ Gênes, tip. Ligure, in-8.

⁸ Ibid., id., in-8.

⁹ Turin, Bocca, in-16, 100 p.

¹⁰ Rome, Voghera, in-16, 250 p.

¹¹ Pise, Spoerri, in-8, 164 p.

¹² Turin, Bocca, in-16.

¹³ Pise, Spoerri, in-8, 318 p.

¹⁴ Turin, Bocca, in-8, 212 p.

¹⁵ Brescia, tip. *Sentinella*, in-8, 46 p.

basata sull' azione sociale e la cooperazione ¹, avec le concours du prince socialiste Scipione Borghese, et comme de la Sicile, on entend *Il grido di dolore della Sardegna* ² par la voix de Michele Spano. Il faut souhaiter que cette littérature historique contemporaine ne s'enrichisse pas davantage.

Je mentionnerai, en *post-scriptum*, et pour ne point les renvoyer au prochain courrier, quelques titres d'ouvrages récents relatifs à l'histoire des arts : de Melani, la seconde édition de son *Manuale di scoltura italiana* ³, et le second volume du grand ouvrage de Marcel Reymond sur *la Sculpture florentine* ⁴, tout entier consacré à la première moitié du xv^e siècle ; de Barozzi da Vignola, *Li cinque ordini di architettura* ⁵, gravés par C. Gianni. Beltrami étudie la Chartreuse de Pavie ⁶ ; Trenta communique *Alcune osservazioni sopra il Campo Santo di Pisa di Benvenuto Supino* ⁷ ; Giuseppe Alberti retrouve dans une aquarelle d'Alberto Dürer, *La più antica veduta di Trento* ⁸, tandis que Minari donne un recueil photographé complet du *Medaglione mediceo nel museo nazionale di Firenze* ⁹. M. di Marzo aborde le sujet encore mal connu de la *Pittura in Palermo nel Rinascimento* ¹⁰. Les *Brevi nozioni di storia dell' arte* ¹¹, de Carabelleza, quoique destinées à n'être qu'un manuel classique, ne sont pas à dédaigner. — Parmi les variétés de l'art décoratif, Macosca Mortillaro di Francavilla s'est attaché à étudier les litières et les chaises à porteurs, *Lettighe e postantine* ¹², tandis que De Mauri donne un bon manuel aux amateurs de *Majoliche e porcellane* ¹³. Enfin, notons, pour les musicographes, la conférence d'Albicini sur *Cristoforo Glück a Bologna* ¹⁴ et la traduction, par Morelli, des lettres adressées à Auguste Roedel par *Riccardo Wagner* ¹⁵.

LÉON-G. PÉLISSIER.

¹ Turin, Bocca, in-16, 208 p.

² Milan, Bolchesi, in-8, 104 p.

³ Milan, Hoepli, in-16, 265 p., 100 fig.

⁴ Florence, Alinari, in-4, 250 p., fig.

⁵ Milan, Guigoni, in-8, 40 p., 31 pl.

⁶ Milan, Hoepli, in-16, 165 p., 12 pl.

⁷ Florence, Seeber, in-8, 55 p.

⁸ Trente, Zeppel, in-8, 20 p.

⁹ Florence, Paggi, in-8, 295 p., 56 phot.

¹⁰ Palerme, Reber, in-8, 388 p., 30 pl.

¹¹ Trani, Vecchi, in-8, 149 p.

¹² Palerme, Reber, in-4.

¹³ Milan, Hoepli, in-16, 660 p.

¹⁴ Bologne, Tedeschi, in-8, 32 p.

¹⁵ Palerme, Reber, in-16, 153 p.

CHRONIQUE

SOMMAIRE. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Communications de MM. Dieulafoy, Eugène Revillout, Clermont-Ganneau, Gaston Maspero (*La dîme en Égypte*), Eugène Müntz, Camille Jullian, Heuzey, comte de Lasteyrie, Théodore Reinach (*Un décret de Démosthène*), Ernest Laurain (*La naissance de Charles IV le Bel*), Héron de Villefosse, Seymour de Ricci, Paul Viollet (*Justice, finances et milices des communes*). — Académie des sciences morales et politiques. Lectures de MM. Arthur Desjardins (*Parlement et dictature en Angleterre*) et Levasseur. — Concours et prix. — Sociétés savantes. — Congrès. — Livres nouveaux. — Nécrologie : le R. P. François Balme.

Nous signalerons à l'Académie des inscriptions et belles-lettres les communications suivantes. Le 1^{er} décembre, M. Dieulafoy, revenant sur les dernières découvertes faites au Forum romain, s'est efforcé d'établir que le dallage de marbre noir retrouvé en cet endroit est le *lapis niger*, sis derrière les Rostres; qu'une partie des constructions archaïques, contemporaines à son avis de la fin de la royauté ou des débuts de la république, correspond à la tribune du comitium. M. Théodore Reinach a commenté un papyrus récemment découvert, qui fixe les dates de plusieurs victoires d'athlètes et fournit des jalons pour la biographie de Pindare et d'autres poètes grecs.

Le 15 décembre, M. Eugène Revillout a étudié les formes légales de l'adoption en Égypte et à Rome, montrant leur parallélisme étroit : les Égyptiens ayant employé, au temps de Psammétique I^{er}, une adoption analogue à l'*adrogatio calatis comitiis* et ayant fait usage plus tard, sous Amasis, de l'adoption par mancipation.

Le 22 décembre, M. Clermont-Ganneau a signalé la découverte aux environs de Jérusalem, par un religieux franciscain de la custodie de Terre sainte, le P. Paul de Saint-Aignan, d'un sépulcre juif contenant des ossements à inscriptions grecques et hébraïques.

Le 29 décembre, M. de Barthélemy a lu une note de M. Maspero sur une stèle en granit noir, trouvée à Kom-Gayef, dans une propriété d'Hussein pacha et actuellement déposée au musée de Gizeh. L'un des renseignements les plus précieux fournis par l'inscription de cette stèle, qui représente une offrande de Nectanebo II à la déesse Nét, est de fournir la preuve de l'usage de la dîme en Égypte.

Le 12 janvier, M. Eug. Müntz a fait une lecture sur l'évolution des

illustrations des triomphes de la vie et de la mort de Pétrarque, et M. C. Jullian a étudié quelques saints gascons.

L'examen d'objets découverts dans les fouilles de la nécropole punique de Carthage par M. Gauckler, et leur rapprochement d'objets analogues retrouvés récemment dans l'ancienne Bétique, ont permis à M. Heuzey, dans la séance du 19 janvier, d'établir la pénétration de l'industrie phénicienne dans la péninsule ibérique, par la voie de Carthage.

Dans la même séance et dans la suivante, M. le comte de Lasteyrie a établi que le portail occidental de la cathédrale de Chartres a été exécuté entre 1160 et 1175.

Le 26 janvier, M. de Barthélemy a communiqué une note de M. Maspero sur le déblaiement du temple de Phtah thébain à Karnak et notamment sur une inscription qui nous fait connaître la consécration d'un nouveau temple par Thoutmosis III, et sa restauration par Sêti I^{er}. M. Théodore Reinach est parvenu à restituer avec assez de bonheur le texte d'une stèle attique du musée d'Avignon, qui contient un décret conférant le droit de cité à trois personnages militaires, pour établir la date du décret (2 juin 339 a. C.), la nationalité des bénéficiaires (trois généraux mégariens) et le nom de l'orateur qui a proposé le décret (le fameux Démosthène). Cette restitution est d'autant plus intéressante que c'est le seul décret du grand orateur athénien, inscrit sur pierre, qui soit parvenu jusqu'à nous.

Dans une lettre communiquée à l'Académie le 9 février, M. Ernest Laurain, archiviste de la Mayenne, s'est efforcé de contester l'assertion de M. de Mély, relativement à la naissance de Charles le Bel; la date réelle serait non pas 1295, mais le 15 juin 1294. M. Héron de Villefosse a fait connaître successivement les fouilles pratiquées par le docteur Carton, au théâtre de Dougga en Tunisie, la découverte au cap Mâtifou, par le lieutenant Chardin, d'une basilique chrétienne, et les découvertes du P. Delattre dans la nécropole punique de Carthage. Une note de M. Seymour de Ricci, lue par M. Cagnat, met en pleine lumière une inscription milliaire de Trajan, découverte à Abou-Tarfa, en Nubie.

Dans une série de communications faites le 5 janvier, le 16 et le 23 février, M. Paul Viollet a étudié les justices, les finances et les milices des communes au moyen âge. Il montre dès cette époque une tendance à la division du pouvoir administratif et du pouvoir judiciaire (notamment au XIII^e siècle, à Arles et à Avignon); il note que les milices, après avoir eu à leur tête le maire, ont eu un capitaine distinct, souvent nommé par le roi. La même division de pouvoir se remarque dans l'ordre financier; administrées d'abord par la municipalité, les finances le sont ensuite par des délégués spéciaux

qui se réduisent, à la fin du xiv^e siècle, à un seul officier : receveur ou trésorier. Le contrôle royal sur les finances communales exercé nettement sous saint Louis est intermittent et fort contesté au xiv^e et au xv^e siècle, et ce n'est que sous François I^{er} qu'il reparait exercé avec vigueur.

Dans une lecture faite le 23 février sur les sculptures du cloître et de la façade de Saint-Trophime d'Arles, M. de Lasteyrie, en reportant à la fin du xiii^e siècle l'exécution de ces décorations, ruine l'opinion qui mettait nos premiers sculpteurs gothiques sous l'influence de l'école d'Arles.

A l'Académie des sciences morales et politiques nous relevons, le 9 décembre, une communication de M. Arthur Desjardins, sur la lutte entre le parlement et la dictature en Angleterre après 1648.

Le 3 et le 10 février, M. Levasseur a résumé l'histoire de l'enseignement primaire en France au xix^e siècle, en se plaçant surtout au point de vue statistique.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a mis au concours pour le prix Bordin (3,000 fr.), à décerner en 1902, un examen critique des trois derniers livres du *Miroir historial* de Vincent de Beauvais (1153-1244), examen où devra être indiquée l'origine, chapitre par chapitre, du texte de l'écrivain.

Il s'est établi depuis quelques mois à Paris une Société des études russes, sous la présidence de M. Maurice Tourneux. La Société, qui a pour organe la *Revue des études russes*, s'occupe de toutes les questions qui intéressent la Russie : questions scientifiques, économiques, artistiques, littéraires, historiques et archéologiques. La cotisation est de 6 fr. par an pour la France, et de 10 fr. pour l'étranger. Le siège de la Société, dont le secrétariat est exercé par M. Paulin Teste, assisté de M. Léo Mouton, est à l'hôtel des Sociétés savantes, rue Serpente.

Sous les auspices de la Société des études historiques a commencé de paraître une *Bibliothèque de bibliographies critiques*, dont l'objet est de fournir des répertoires des ouvrages importants et utiles à consulter sur différents sujets. Le plan général de ces bibliographies comporte : a. l'indication des catalogues et répertoires où se trouvent inventoriés des documents manuscrits relatifs au sujet traité; b. l'indication des recueils de textes et documents imprimés; c. l'indication des publications importantes « par la pensée, l'érudition ou le style. » L'histoire, l'art, la littérature et la sociologie seront représentés dans la *Bibliothèque*, qui a un caractère international et qui admet des ouvrages rédigés en latin, français, allemand, anglais, espagnol, italien et néerlandais. Au point de vue historique, il a déjà paru les monographies relatives à la *Prise de la Bastille*, par

M. Frantz Funck-Brentano, et à *l'Industrie en France avant 1789*, par M. Germain Martin. Nous donnons en note l'indication des autres bibliographies historiques, promises jusqu'ici ¹. L'on ne saurait trop féliciter la Société des études historiques de l'initiative qu'elle a prise, sous l'inspiration, si nous ne nous trompons, de M. Frantz Funck-Brentano.

Nous avons annoncé, il y a quelque temps, la fondation d'une Société historique du VI^e arrondissement. Au cours de l'année dernière, il s'est établi deux autres associations analogues : la Société historique et archéologique du VIII^e arrondissement, présidée par M. Ed. Corroyer ; — le Faubourg Saint-Antoine, Société qui a pris comme champ d'études les XI^e, XII^e et XX^e arrondissements. L'une et l'autre ont déjà commencé la publication d'un bulletin.

A l'imitation de ce qui existe déjà dans quelques provinces, — la Gascogne et le Poitou, par exemple, — il vient de se constituer au Mans, par l'initiative et sous la présidence de M. le comte Bertrand de Broussillon, une Société des archives historiques du Maine. La Société se propose de mettre au jour, dans une série de volumes qui seront publiés à des dates indéterminées, les textes les plus importants pour l'histoire de la province qui gisent encore inédits dans les archives et les bibliothèques publiques ou privées. Pour les documents isolés qui ne pourront être incorporés aux archives, la Société tient à la disposition de ses membres une revue déjà connue depuis quelques années, *la Province du Maine*. La Société se compose de membres fondateurs (50 fr. par an), titulaires (20 fr.) et associés

¹ *Les Autographes*, par M. Maurice Tourneux ; — *le Prince de Bismarck*, par M. Henri Welschinger ; — *Histoire de la ville de Bordeaux*, par M. Camille Jullian ; — *le Règne de Charles IV le Bel*, par M. Paul Lehuteur ; — *le Règne de Charles VI*, par M. Léon Mirot ; — *le Règne de Charles IX*, par M. Léon Marlet ; — *Charles-Quint*, par M. Alfred Morel-Fatio ; — *l'Affaire du Collier*, par M. Frantz Funck-Brentano ; — *les Systèmes coloniaux anglais*, par M. Marcel Dubois ; — *la Colonisation allemande*, par M. Pierre Decharmes ; — *la Colonisation française en Tunisie*, par M. Marcel Ruedel ; — *Histoire de la ruine financière en France*, par M. Germain Martin ; — *la Gaule romaine*, par M. Camille Jullian ; — *la Guerre de 1870*, par M. Pierre Lehautcourt ; — *les Lettres de cachet*, par M. Frantz Funck-Brentano ; — *Louis X le Hutin*, par M. Paul Lehuteur ; — *le Règne de Louis XI*, par M. H. Courteault ; — *Louis XIV*, par M. G. Lacour-Gayet ; — *Madagascar au XVII^e siècle*, par M. Henri Froidevaux ; — *Michelet*, par M. Gabriel Monod ; — *Mirabeau*, par M. Henri Welschinger ; — *Blaise de Montluc*, par M. Paul Courteault ; — *Histoire de Paris*, par M. Marius Barroux ; — *Histoire des Pays-Bas durant leurs soulèvements contre l'Espagne, 1560-1640*, par M. Gédéon Huet ; — *le Règne de Philippe le Bel*, par M. Frantz Funck-Brentano ; — *le Règne de Philippe le Long*, par M. Paul Lehuteur ; — *Histoire de la ville de Valenciennes*, par M. Maurice Henault ; — *la Formation des villes*, par M. Frantz Funck-Brentano.

(10 fr.) : les premiers et les seconds ont seuls droit à recevoir toutes les publications de la Société et prennent seuls part à son administration ; les associés reçoivent la revue mensuelle. Le conseil qui administre la Société est composé de tous les membres fondateurs et de vingt et un délégués renouvelables chaque année par tiers, choisis parmi les membres titulaires. Le bureau triennal comprend un président (comte Bertrand de Broussillon), trois vice-présidents (vicomte Menjot d'Elbenne, abbés Ledru et Dubois), deux secrétaires (abbés Coutard et Bruneau) et un trésorier (abbé Pichon).

La Commission des monuments historiques instituée en 1837, et qui a, comme l'on sait, pour mission de dresser la liste des monuments et objets ayant un intérêt historique et artistique, de désigner ceux qu'il convient de restaurer, de choisir entre les projets de restauration, possède dans ses archives une collection de la plus haute importance pour l'histoire de l'architecture : les dessins et les graphiques des monuments dont elle doit assurer la conservation. L'on a pensé qu'il y aurait intérêt à mettre ces documents à la portée du public studieux. C'est ce qu'entreprend la librairie H. Laurens, sous le patronage de l'administration des beaux-arts. Les *Archives de la commission des monuments historiques* comprendront cinq volumes, de cent planches chacun, accompagnées de notices historiques sur les différentes écoles d'architecture par M. A. de Baudot, et de tables dressées par M. A. Perrault-Dabot. Le prix de souscription à l'ouvrage complet est de 500 fr. Il a déjà paru deux volumes relatifs, le premier à l'Ile-de-France et à la Picardie ; le deuxième à la Normandie, à la Bretagne, à l'Anjou, à la Touraine et à l'Orléanais. Les autres volumes seront ainsi composés : III. Champagne, Lorraine, Bourgogne, Franche-Comté, Nivernais ; IV. Lyonnais, Berry, Bourbonnais, Auvergne, Dauphiné ; V. Poitou, Périgord, Gascogne, Languedoc et Provence.

La Commission historique badoise annonce pour l'exercice actuel les publications suivantes : Fin du tome I^{er} des *Regesten der Markgrafen von Baden* (table) ; — 5^e cahier de la première section des *Oberrheinische Stadtrechte* ; — Histoire du commerce entre l'Allemagne occidentale et l'Italie, sauf Venise, au moyen âge (*Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien unter Ausschluss Venedigs*), par M. Schulte ; — tome V de la *Politische Korrespondenz Karl Friedrichs von Baden* ; — 2^e livraison du tome II de l'*Oberbadisches Geschlechtesbuch*, par M. Kindler von Knobloch.

La Commission historique de l'Académie des sciences de Bavière compte publier, dans le présent exercice ou dans le suivant, les tomes X et XII des *Reichstagsakten* (ancienne série), comprenant,

le premier, les commencements du règne de Sigismond jusqu'aux débuts du concile de Bâle; le deuxième, la fin du règne de cet empereur; le tome III de la nouvelle série des *Reichstagsakten*; le tome II des chroniques lubeckaises (tome XXVI des *Deutsche Städtechroniken*), qui comprend la fin de la chronique de Detmar et ses continuations jusqu'en 1413, avec quelques morceaux qui la complètent; le 27^e volume de la même collection (tome II des chroniques magdebourgeoises), qui est rempli par la continuation de la chronique des échevins jusqu'en 1565, et les chroniques de Georg Butze et de Sébastien Langhans; — le tome III des *Annales du règne de Henri IV*, par M. Meyer von Knonau (jusqu'en 1084). La Commission a décidé de reprendre la collection des *Quellen und Erörterungen zur bayerischen und deutschen Geschichte*, interrompue depuis 1863. On y fera rentrer les cartulaires, et l'on a justement arrêté de ne pas publier les sources déjà insérées dans les *Monumenta Germaniae*. La série des *Scriptores* sera ouverte par les œuvres d'André de Ratisbonne, éditées par M. G. Leidinger.

La Commission des manuscrits historiques de l'Association historique américaine vient de publier son troisième rapport annuel ¹. On y trouvera d'abord une liste de manuscrits qui existent dans des collections privées; puis le dépouillement de la correspondance de John Caldwell Calhoun (1782-1850), l'homme d'État américain, qui fut ministre de la guerre de 1817 à 1825, vice-président des États-Unis de 1825 à 1833, et qui travailla à la séparation des États du Sud d'avec le reste de l'Union; ce dépouillement contient exclusivement l'indication des lettres publiées jusqu'ici. La fin du rapport comprend le dépouillement, au point de vue de l'histoire américaine, des rapports de la commission anglaise des manuscrits historiques. Les documents sont naturellement classés dans l'ordre chronologique. Une première section est consacrée aux documents d'ordre général; ceux qui intéressent l'histoire locale sont classés sous le nom des colonies dans l'ordre géographique. Une table des noms de personnes facilite les recherches dans cet utile répertoire.

Le deuxième congrès international d'histoire comparée se tiendra à Paris, du 23 au 29 juillet prochain. Il est divisé en huit sections : I. *Histoire générale et diplomatique* (président, M. Henri Housseye); le comité de cette première section attire particulièrement l'attention sur les questions de méthode historique et d'enseignement;

¹ *American historical association. 3^d annual report of the historical manuscripts commission.* Washington, Government printing office, 1899, in-8 de 104 p. Extrait de l'*Annual report* de l'Association.

il provoque également l'indication des pièces relatives à l'histoire de France contenues dans les dépôts étrangers ; — II. *Histoire des institutions et du droit* (président, M. Esmein) ¹ ; — III. *Histoire comparée de l'économie sociale* (président, M. le comte Albert de Mun). Le comité réservera les séances du matin à l'étude des questions relatives à l'histoire des corporations dans les différents pays ; — IV. *Histoire des affaires religieuses* (président, M. Émile Senart) ² ; — V. *Histoire des sciences* (président, M. Paul Tannery) ; — VI. *Histoire littéraire* (président, M. Ferdinand Brunetière) ; — VII. *Histoire des arts du dessin* (président, M. Georges Lafenestre) ; — VIII. *Histoire de la musique* (président, M. Bourgault-Ducoudray).

Nous avons reçu les tomes CIII et CIV des *Travaux de l'Académie nationale de Reims*. Dans le premier de ces volumes, on remarque : une conférence de M. Albert Lévy, licencié ès lettres, sur Gerbert ; un article de M. le docteur Guelliot sur les *Musées d'antiquités et d'ethnographie scandinaves*, qu'il a longuement explorés, avec de curieuses figures et planches ; une note de M. le comte de Marsy sur les *droits de l'abbaye de Saint-Thierry*, près de Reims, à Peteghem, en Flandre ; une notice de M. l'abbé Haudecœur sur *William Gifford, dit Gabriel de Sainte-Marie*, de l'ordre de Saint-Benoît, quatre-vingt-septième archevêque de Reims (1554-1629) ; une notice étendue de M. H. Paris sur les seigneurs du Moncel. — Dans le second, nous trouvons : 1^o un important mémoire de M. Henri Lacaille sur *le collège de Reims*, à Paris (1412-1763), adressé au concours d'histoire de l'Académie de Reims, et couronné, lequel est accompagné de quarante-deux pièces justificatives ; 2^o de curieuses *Notes d'histoire de*

¹ Le Comité de cette section a dressé un programme non limitatif que nous reproduisons : 1. État actuel, dans chaque pays, de l'enseignement relatif à l'histoire des institutions ; 2. Méthodes à suivre dans la publication des textes relatifs à l'histoire des institutions ; 3. Institutions sur lesquelles il importerait d'instituer des recherches ; 4. Étude comparative des institutions primitives chez les peuples de l'antiquité ; 5. Part des Égyptiens et des Chaldéens dans les origines et le développement historique du *jus gentium* ; 6. Application de la méthode historique et comparative à la science du droit ; 7. Part du droit romain dans la construction du droit canonique ; 8. Des principes de l'association et de ses diverses applications dans ce droit avant 1789 ; 9. Origine des villes au moyen âge ; 10. Rapports du pouvoir judiciaire avec le pouvoir royal avant 1789 ; 11. Origines du régime parlementaire ; 12. Formes revêtues par la féodalité dans les différents pays d'Europe au moyen âge ; 13. Histoire de la théorie des obligations ; 14. Origine de la propriété dans l'ancien droit scandinave ; 15. Le servage au moyen âge.

² Programme : 1. Relations des Églises chrétiennes entre elles et leurs tentatives d'union ; 2. La propagande et les missions des diverses religions ; 3. Les effets sociaux et politiques de la réforme ; 4. L'influence des doctrines religieuses sur le sort de la femme ; 5. Du régime des concordats et de la séparation des Églises et de l'État.

M. Alfred Lefort, sur *les Français à Luxembourg*, qui contiennent des correspondances de Louvois et de Vauban, et tout un historique, très documenté, des événements de 1866 et 1867, qui nous fait connaître les relations politiques de la France avec le grand-duché. Ce travail, d'une grande valeur, accompagné de planches, a été composé, pour la plus grande partie, sur les lieux mêmes, où l'auteur a résidé pendant trois ans.

L'histoire primitive du christianisme trouve un nouvel organe dans une revue protestante publiée par la maison J. Ricker, à Giessen, et dirigée par un érudit connu, M. Erwin Preuschen : *Zeitschrift für die neutestamentliche Wissenschaft und die Kunde des Urchristentums*.

Il s'est fondé en Allemagne plusieurs revues historiques, les unes d'un caractère général, les autres avec un programme plus étroit et local. Ce sont l'*Historische Monatschrift, Organ für die gesammte historische Wissenschaft und verwandte Disciplinen*, que dirige M. A. Hettler, à Berne (25 fr. par an); *Renaissance*, revue bimestrielle fondée par M. Joseph Müller, et qui s'occupe plus spécialement de l'histoire de la civilisation (Munich, 7, Damenstiftstrasse; 21 fr. 75); *Mannheimer Geschichtsblätter*, organe mensuel de la Société archéologique de Mannheim, publié sous la direction de M. Fr. Walter.

Il vient de se créer au Canada un nouvel intermédiaire entre les chercheurs et les curieux. Les *North American notes and queries*, publication mensuelle (Québec, Raoul Renault; 10 fr. par an), intéressent nos études par une part assez large de leur programme : l'histoire, la biographie, la bibliographie, l'archéologie et la numismatique, non seulement du Canada, mais de l'Amérique du Nord tout entière, y auront leur place marquée.

La Société d'éditions artistiques vient de mettre en vente les premiers fascicules du magnifique ouvrage de notre collaborateur M. Pierre de Nolhac, dans lequel l'éminent conservateur du musée de Versailles retrace l'*Histoire du château de Versailles*. Nous ne faisons aujourd'hui qu'annoncer ce grand travail, dont les matériaux ont été laborieusement rassemblés depuis plus de huit ans, et signaler sa splendide exécution typographique. Il formera deux volumes grand in-4, et contiendra deux cent quarante gravures dans le texte et deux cent quarante planches hors texte, offrant des reproductions de tableaux, statues, dessins anciens et vues actuelles. C'est un véritable monument, tant au point de vue de l'érudition qu'au point de vue de l'art.

Nous nous félicitons d'avoir à annoncer à nos lecteurs, en attendant un compte rendu plus développé, l'ouvrage que notre très cher ami et très savant collaborateur M. Sepet vient de publier chez Téqui, sous ce titre : *Saint Gildas de Ruis, aperçus d'histoire monastique*

(in-18 de 11-417 p.). Sans vouloir faire une monographie complète de Saint-Gildas, M. Sepet nous offre une série d'aperçus sur les vicissitudes de l'antique monastère, fondé au VI^e siècle par les Bretons réfugiés en Armorique, illustré au XII^e par Abélard, et où s'est établie, dans notre siècle, la congrégation de la Charité Saint-Louis. Il est superflu de recommander longuement un ouvrage de M. Sepet dans cette chronique, qui lui doit tant, et à des lecteurs qui ont appris depuis longtemps à l'aimer. Nous dirons simplement que près d'une moitié du volume est occupée par une étude sur Abélard et sur la société cléricale de son temps.

M. Doinel a cherché récemment à établir que Childéric III était fils, non de Thierry IV ou de Chilpéric II, selon les deux filiations entre lesquelles se partagent les historiens, mais de Clotaire IV¹. M. Léon Levillain, dans une courte dissertation sur *la Filiation de Childéric III* (Extrait du *Moyen âge*. Paris, Émile Bouillon, 1899, in-8 de 12 p.), montre combien est hasardée cette hypothèse, qui repose sur une fausse interprétation d'un mot dont le sens reste douteux et sur des documents falsifiés. Il pense au contraire que la filiation de Childéric III à Thierry IV reste la plus vraisemblable, parce que rien ne nous permet de rejeter les deux témoignages sur lesquels elle s'appuie.

Le même érudit étudie, avec beaucoup de sagacité, *Deux diplômes d'Hugues Capet en faveur de l'abbaye de Corbie (987)* (Extrait du *Moyen âge*. Paris, Émile Bouillon, 1899, in-8 de 16 p.). De ces deux diplômes, datés du même jour et qui ont le même objet, le plus court, qui est une simple confirmation des préceptes royaux antérieurs et une immunité, est seul authentique; l'autre est un faux, forgé vers 1160; le faussaire a frauduleusement introduit dans le texte du premier diplôme des phrases tendancieuses qui ont pour objet de soustraire l'abbaye à l'exercice, par l'évêque d'Amiens, de certains droits de finances.

M. Arrigo Solmi a publié en 1898 un travail considérable sur les associations en Italie avant l'établissement des communes. M. Vittorio Racca, chargé de cours à l'université de Lausanne, vient de soumettre ce travail à une longue et sérieuse critique (*Le Associazioni in Italia prima delle origini del comune*. Extrait du *Filangieri*. Milano, Società editrice libraria, 1899, in-8 de 24 p.).

M. Léon Vanderkindere combat vigoureusement l'opinion courante qui veut que Richilde ait été fille de Régnier V, comte de Hainaut, et qu'elle ait été, à ce seul titre, comtesse de ce pays. Pour lui, Richilde n'a tenu le comté que par son mariage avec Hermann, véri-

¹ Note sur *Hilderik III*. Carcassonne, Abbadié, 1899, in-8 de 25 p.

table héritier de ce territoire, et fils de Régnier : *Richilde et Hermann de Hainaut* (Extrait des *Bulletins de l'Académie royale de Belgique*. Bruxelles, Hayez, 1899, in-8 de 27 p.).

M. Richard de Boysson nous donne une courte biographie de la *Reine Isabelle Taillefer*, femme de Jean sans Terre, dont le cloître de Fontevrault nous a conservé le portrait dans une belle statue en bois (Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*. Périgueux, impr. de la Dordogne, 1899, in-8 de 35 p., orné d'une planche ¹).

M. l'abbé J. Fraikin nous fait connaître une cinquantaine de *Bulles inédites relatives à diverses églises d'Italie, tirées d'un manuscrit de la bibliothèque Barberini* (Extrait des *Annales de Saint-Louis des Français*. Rome, impr. de Philippe Cuggiani, 1900, in-8 de 78 p.), qui avait déjà fourni à M. Pflugk Harttung une intéressante moisson d'actes antérieurs à 1163. M. Fraikin ne publie que les actes postérieurs à cette dernière date et antérieurs à 1300.

Les *Quattro documenti genovesi sulle contese d'Oltremare nel secolo XIII*, que publie M. Guido Bigoni (Extrait de l'*Archivio storico italiano*. Firenze, coi tipi di M. Cellini, 1899, in-8 de 16 p.), jettent quelque lumière sur les dissensions qui ont divisé les Italiens en Orient. Le premier (10 juin 1222) est une sentence du légat qui maintient au baile des Vénitiens la connaissance des conflits entre Pisans et Génois. Le deuxième (11 janvier 1261) nous fait connaître les mesures prises par Alexandre IV pour faire remettre par les Vénitiens et les Pisans, entre les mains de son légat, les forteresses injustement occupées par eux à Saint-Jean-d'Acre. Les deux derniers [en 1277] nous montrent les empiètements des Vénitiens sur les possessions génoises dans le même territoire d'Acre.

Don Joaquim Miret y Sans poursuit ses savantes études sur l'histoire des ordres chevaleresques en Espagne. C'est l'histoire d'un monastère de religieuses, fondé au milieu du ^{xiii}e siècle, par doña Marquesa, femme d'un chevalier du comté d'Urgel, qu'il nous esquisse dans sa *Noticia historica del monestir d'Alguayre de la orde sagrada y militar del Hospital de sant Joan de Jerusalem* (Barcelona, tip. l'Avenç, 1899, in-8 de 64 p.). Cette notice renferme aussi des indications d'ordre plus général, telles que la liste des

¹ Nous prenons cette occasion de signaler du même écrivain un autre extrait du même recueil paru il y a quelques années : *La Société périgourdine au temps de Bertrand de Born* (Ibid., 1896, in-8 de 23 p.) et une *Notice sur l'église et le prieuré de Notre-Dame de Sénac (Dordogne)*, rédigée par lui en collaboration avec M. Ernest Rupin. (Extrait du *Bulletin de la Société scientifique historique et archéologique de la Corrèze*. Brive, impr. Roche, 1897, in-8 de 28 p., ill.)

commanderies de l'ordre qui dépendirent respectivement de la châtellenie d'Amposte et du grand prieuré de Catalogne, et des catalogues des commandeurs d'Alguayre, des châtelains d'Amposte et des grands prieurs de Catalogne, dont le monastère dépendit tour à tour.

M. Henri Stein étudie *les Conséquences de la bataille de Cassel pour la ville de Bruges et la mort de Guillaume De Deken, son ancien bourgmestre (1328)* (Extrait du t. IX du *Compte rendu* de la commission royale d'histoire de Belgique. Bruxelles, impr. de Hayez, s. d., in-8 de 18 p.). Il publie notamment l'acte par lequel les commissaires du roi de France notifient à la ville de Bruges la liste des cinq cents otages qu'ils ont dressée; le curieux interrogatoire de Guillaume De Deken, devant le Parlement de Paris, qui aboutit à sa condamnation, et la bulle de Jean XXII autorisant la levée de l'interdit lancé sur les Flamands rebelles.

M. Jacques Soyer, archiviste du Cher, publie la *Donation par Charles VII à Jean Stuart, seigneur de Derneley, connétable de l'armée d'Écosse, des terres de Concressault et d'Aubigny-sur-Nère (21 avril 1421, 26 mars 1423, 3 décembre 1425)* (Extrait des *Mémoires de la Société historique du Cher*. Bourges, impr. de M. H. Sire, 1899, in-8 de 16 p.). — Il nous donne, d'autre part, une étude sur *le Relâchement de la discipline dans l'abbaye de Saint-Satursous-Sancerre au XVI^e siècle et les statuts de réforme (1557-1558)*, dus à l'abbé commendataire François de la Guiche, et qu'il publie intégralement (Extrait du même recueil. *Ibid.*, in-8 de 17 p.). Nous notons avec plaisir que M. Soyer annonce la prochaine publication des documents anciens relatifs à l'abbaye.

Notre collaborateur M. Léon-G. Pélissier a donné, dans ces derniers mois, de nouvelles preuves de son infatigable activité. Voici une série de brochures, toutes intéressantes et parfois piquantes, que nous ne pouvons analyser faute de place, et dont nous devons nous contenter de mentionner les titres : *Les Archives des inquisiteurs d'État à Venise* (Extrait du *Bibliographe moderne*. Besançon, impr. de Paul Jacquin, in-8 de 4 p.); — *Documents siennois de la collection Podocataro* (de la fin du xv^e siècle. Extrait du *Bullettino senese di storia patria*. Siena, tip. L. Lazzeri, in-8 de 10 p.), formant le fascicule VI des *Notes et documents d'histoire d'Italie*; — *Note e Documenti su Luigi XII e Lodovico Sforza* (Extraits de l'*Archivio storico italiano*. Firenze, tip. Galileiana, in-8 de 12 et 14 p.), contenant des additions à sa thèse de doctorat sur Louis XII et Ludovic Sforza; — *Le trousseau d'un Siennois en 1500* (Extrait du *Bullettino senese di storia patria*. Siena, tip. di L. Lazzeri, in-8 de 4 p.); — *Trivulce pendu par les pieds* (s. l. n. d., in-8 de 2 p.); — *Documents sur Lucio Malvezzi*,

commissaire à Alexandrie pour Ludovic Sforza (s. l. n. d., in-8 de 4 p.); — *Une ambassade vénitienne au cardinal d'Amboise à Milan* (Extrait du *Nuovo Archivio veneto*. Venezia, F. Visentini, in-8 de 22 p.), fasc. XXVII des *Notes italiennes d'histoire de France*; — *Lettres et vers inédits de Françoise de Rochechouart, grande prieure, puis abbesse de Fontevrault* (Paris, H. Leclerc et P. Cornuau, in-8 de 20 p. Extrait du *Bulletin du bibliophile*); — *Une lettre de Paris (1773)*, par l'abbé de Labarthe (Extrait du *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris*. Nogent-le-Rotrou, impr. de Daupeley-Gouverneur, in-8 de 4 p.); — *Un conventionnel oublié, J.-B. Picqué et « l'Hermite des Pyrénées »* (Extrait des *Annales du Midi*. Toulouse, Édouard Privat, in-8 de 47 p.); — *Lettres inédites de Sebastiano Ciampi* (Extrait du *Bullettino storicopistoiese* (s. l. n. d., in-8 de 14 p.); — *Quelques lettres inédites de Charles de Pougens* (Extrait du *Bulletin du bibliophile*. Paris, H. Leclerc et P. Cornuau, in-8 de 18 p.).

Les trois frères Cato, Virgilio et Giacomo da Castagneto ont fait quelque figure dans l'histoire du duché de Modène, aux débuts du xvi^e siècle; c'est notamment au premier qu'est due l'énergique et longue résistance faite par le pays de Frignano aux armes pontificales. M. Albano Sorbelli a groupé les renseignements qu'il a pu recueillir sur eux, et le tableau qu'il nous retrace de leur activité ne manque pas d'intérêt : *Il Duca di Ferrara e Cato, Virgilio e Giacomo da Castagneto, contributo alla storia delle relazioni tra gli Estensi e lo stato pontificio nel secolo XVI* (Extrait des *Memorie della reale accademia delle scienze di Torino*. Torino, Carlo Clausen, 1899, in-4 de 38 p.).

Dans ses *Nouvelles recherches sur l'origine et le lieu de naissance de Descartes* (Extrait de la *Bibliothèque de l'École des chartes*. Paris, 1899, in-8 de 34 p.), M. Louis de Grandmaison nous paraît avoir heureusement élucidé une question assez débattue. Il ruine définitivement les prétentions des Poitevins; et l'on peut admettre ses conclusions que l'illustre philosophe appartient à la Touraine par le lieu de sa naissance et probablement par l'origine de sa famille. — Rapprochons de ce travail une curieuse note de M. G. Monchamp, parue dans le *Bulletin* de l'Académie royale de Belgique, et tirée à part (Bruxelles, Hayez, 1899, in-8 de 13 p.) : *Une lettre « perdue » de Descartes. A propos de la nouvelle édition de ses œuvres*. Il s'agit d'une lettre à Mersenne datée de 1647, demeurée inconnue aux nouveaux éditeurs de ses œuvres, bien qu'elle ait été publiée dès 1811 par l'abbé Emery et rééditée en 1842 par Migne, au tome II de ses *Démonstrations évangéliques*.

Le R. P. Henri Chérot, S. J., a extrait des *Études* la *Lettre à M. F. Rabbe, à propos d'une soi-disant découverte* (Paris, impr. de Du-

moulin, 1899, in-8 de 19 p.), à laquelle il a été fait allusion dans la dernière livraison de cette *Revue* (p. 294, n. 2).

Le même docte religieux, toujours à la recherche de la correspondance de Bourdaloue, vient d'ajouter une nouvelle lettre, absolument inédite, aux trente-cinq qu'il a déjà fait connaître. Cette *Lettre inédite de Bourdaloue à François Bochart de Saron, évêque de Clermont (5 septembre 1701)* (Paris, Victor Retaux, 1899, in-8 de 75 p.), est d'autant plus intéressante qu'elle nous donne le jugement de l'illustre prédicateur sur l'éloquence d'un de ses contemporains, l'abbé Jean-Jacques Bochart de Saron, prieur de Tupigny, dont il venait d'entendre l'oraison funèbre de Monsieur. Le R. P. Chérot ne se contente pas de publier la lettre de Bourdaloue; il y ajoute la reproduction de l'oraison funèbre qui y a donné lieu et, tant en introduction qu'en appendice, des renseignements abondants sur les Bochart oncle et neveu.

Nous rapprocherons de ce travail l'*Étude généalogique sur les Bourdaloue*, rédigée avec beaucoup de soin par M. J. B. Émile Tausserat (Paris, V. Retaux, 1900, in-8 de 123 p.). Le P. Chérot l'a enrichie de quatre appendices contenant : A. la correspondance d'Antoine de Bourdaloue, grand-oncle du prédicateur; B. une note sur Ducis, petit-neveu de Bourdaloue; C. une courte note sur un autre neveu supposé du grand homme; D. des indications relatives à son crucifix, conservé jadis à Amiens.

Dans les *Mélanges de littérature et d'histoire religieuses* publiés à l'occasion du jubilé épiscopal de S. Gr. Mgr l'évêque de Montpellier, M. Léon Charpentier avait inséré un intéressant travail sur *Villars et les États de Languedoc en 1704*. Il vient de le publier séparément à cent cinquante exemplaires (Carcassonne, impr. de Victor Bonnafous-Thomas, 1894, in-8 de 22 p.).

En nous racontant la *Visite d'une commanderie de Malte au XVII^e siècle* (la commanderie de Sainte-Anne) par Jean de Saint-Viance, commandeur de Limoges, procureur général du grand prieuré d'Auvergne et visiteur général en 1685 (Extrait du *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*. Brive, impr. Roche, 1899, in-8 de 47 p.), M. de Boysson nous fournit des renseignements de tout ordre dont peuvent profiter non seulement l'histoire économique et l'histoire locale, mais aussi l'archéologie.

Le même érudit a tiré à part du *Bulletin archéologique de Tarn-et-Garonne* l'article qu'il y avait consacré à *Un curé de Goutz, au diocèse d'Agen, envoyé à Lourdes par lettre de cachet (1787)* (Montauban, impr. de Ed. Forestié, 1899, in-8 de 31 p.) : Mazet, jeté dans cette prison pour des raisons demeurées obscures, délivré sur des pétitions de ses paroissiens et de ses confrères après six mois de

détention, mais réintégré dans sa cure seulement en juin 1789, et qui devint un fougueux révolutionnaire.

M. l'abbé J. Fraikin, chapelain de Saint-Louis des Français, et dont le nom ni les travaux ne sont inconnus de nos lecteurs, publie *Sept lettres inédites de Napoléon I^{er}* (Extrait de la *Miscellanea napoleonica*. Roma, Modes e Mendel, 1899, in-8 de 16 p.): 1^o au cardinal Mattei, du 11 février 1797, sur la rupture de l'armistice avec le pape; 2^o, 3^o et 4^o à Berthier, ministre de la guerre, du 7 frimaire, des 1^{er} et 4 ventôse an XII, sur les opérations militaires; 5^o au cardinal Maury, du 18 mai 1811, sur la naissance du roi de Rome; 6^o à Pie VII, du 25 janvier 1813, au sujet du Concordat de Fontainebleau; 7^o au roi de Naples, du 7 octobre 1813, sur les opérations militaires.

Nous avons signalé, dans une précédente *chronique*, un travail de M. l'abbé F. Uzureau sur les dernières rentrées publiques de l'Université d'Angers avant la Révolution. Voici, du même auteur, des recherches analogues sur les dernières rentrées de l'Académie d'Angers : *Ancienne Académie d'Angers. Les dernières rentrées publiques avant la Révolution* (Extrait des *Mémoires de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers*. Angers, Lachèse, 1899, in-8 de 27 p.). M. Uzureau s'est contenté de reproduire, en y ajoutant une annotation fort sobre, le compte rendu donné depuis 1774 dans les *Affiches d'Angers*. C'est seulement lorsque ce compte rendu faisait défaut qu'il y a substitué les procès-verbaux officiels de l'Académie.

Le même écrivain consacre une notice intéressante aux *Filles de la Sagesse*, amenées de Saint-Laurent-sur-Seine devant le comité révolutionnaire de Cholet (Extrait de la *Revue des Facultés catholiques de l'Ouest*. Angers, impr. Lachèse et C^{ie}, 1899, in-8 de 16 p.). Quelques-unes furent arrachées à la prison par l'administration de l'hospice de Cholet, qui les réclama pour soigner ses malades.

Un des membres de la Société historique du VI^e arrondissement, M. Fernand Gillet, directeur de l'hôpital de la Charité, nous offre sur cet établissement une importante étude historique¹, dont la valeur intrinsèque est encore rehaussée par les belles photogravures dont elle est illustrée. C'est en 1601 que Marie de Médicis fit venir de Florence à Paris quatre religieux de la congrégation des Frères de Saint-Jean de Dieu pour fonder à Paris un hôpital pour les malades. Cet hôpital s'appela Saint-Jean-Baptiste de la Charité; c'est en 1606 qu'ils transportèrent leur maison sur les terrains actuels.

M. J. Berthelé vient d'extraire des *Annales de la Société histo-*

¹ *L'hôpital de la Charité; étude historique depuis sa fondation jusqu'en 1900*. Montévrain, imp. typographique de l'École d'Alembert, 1700, in-8 de 129 p.

rique et archéologique de Château-Thierry une Notice sur la cloche italienne de l'église de Charly-sur-Marne et les cloches hollandaises de l'église de Saulchéry (Aisne) (Château-Thierry, impr. de Lacroix père et fils, in-8 de 12 p.).

En livrant à l'impression la conférence qu'il a prononcée, le 17 mars 1899, à l'Athénée de Madrid, sous les auspices de la Société espagnole d'excursions, M. Eloy Garcia de Quevedo y Concellón a eu soin de l'accompagner de reproductions photographiques et de notes complémentaires, utiles pour bien suivre ces promenades archéologiques : *Excursiones por la provincia de Burgos* (Madrid, impr. San Francisco de Sales, 1899, gr. in-8 de 28 p.).

La Revue a reçu les publications suivantes, dont il sera rendu compte dans les prochaines livraisons : *Die Babylonische Mondrechnung. Zwei Systeme der Chaldäer über den Lauf des Mondes und der Sonne*, von F. X. Hugler, S. J. (Herder, Freiburg im Breisgau, gr. in-8); — *Testamentum Domini Nostri Jesu Christi*, nunc primum edidit, latine reddidit et illustravit Ignatius Ephraem II Rahmani, patriarcha Antiochenus Syrorum (Moguntiae, Kirchheim, in-4); — *La Physiologie du Christ*, par le R. P. Philpin de Rivière (Oudin, in-8); — *Les Esclaves chrétiens depuis les premiers temps de l'Église jusqu'à la fin de la domination romaine en Occident*, par P. Allard (Lecoffre, in-12); — *Die Entstehung des Kirchenstaates und der curiale Begriff Res publica Romanorum*, von W. Gundlach (Breslau, Marcus, in-8); — *Num legitime prudenter se gesserit M. Tullius Cicero consul in puniendis conjurationis Catilinae conscii*, disserabat G. Bertrin (Sanard, in-8); — *Einleitung in die Chronologie*, von B. M. Lersch. II Theil. *Der christliche Kalender, seine Einrichtung, Geschichte und chronologische Verwertung* (Freiburg im Breisgau, Herder, in-8); — *Wellgeschichte*, von H. F. Helmolt. Vierter Band. *Die Randländer des Mittelmeers* (Leipzig und Wien, Bibliographisches Institut, in-8 cart.); — *La Vie de saint Antoine de Padoue*, par J. Rigault (Paris, Briguet; Bordeaux, chez les Sœurs franciscaines; Brive, aux Grottes de Saint-Antoine, in-8); — *Saint François de Xavier. Sa vie et ses lettres*, par le P. J.-M. Cros. T. I^{er} (Retaux; Toulouse, Privat, in-8); — *Jesuiten-Fabeln. Ein Beitrag zur Culturgeschichte*, von B. Duhr (Fascicules 2 à 9) (Freiburg im Breisgau, Herder, in-8); — *Histoire illustrée de la France. La France avant l'histoire et la Gaule indépendante*, par le vicomte de Caix et A. Lacroix. T. I^{er} (Ollendorff, in-8); — *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, par l'abbé L. Duchesne. T. II. *L'Aquitaine et les Lyonnaises* (Fontemoing, gr. in-8); — *Die Heiligen der Merowinger*, von A. C. Bernoulli (Tübingen,

Mohr); — *Notice sur l'évangéliste slavon de Reims dit Texte du sacre*, par L. Leger (Reims, Michaud; Prague, Rivnác, in-4); — *Album historique*, par A. Parmentier. T. III. *Le XVI^e et le XVII^e siècle* (Colin et C^{ie}, in-4); — *Journal de Jean Barrillon, secrétaire du chancelier Duprat, 1515-1521*, publié pour la Société de l'histoire de France, par P. de Vaissière. T. II (Laurens, in-8); — *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais, d'après les sources britanniques*, par L. Wiesener. T. III (Hachette, in-8); — *Histoire de la Révolution dans le Louhannais (1789-21 septembre 1792)*, par L. Guillemant (Louhans, Romans, in-8); — *Mémoires du général d'Andigné*, publiés avec introduction et notes, par E. Biré. T. I^{er}. 1765-1800 (Plon et Nourrit, in-8); — *Un Général hollandais sous le premier Empire. Mémoires du général baron de Dedem de Gelder. 1774-1825* (Plon et Nourrit, in-8); — *Les Campagnes de la Restauration (Espagne-Morée-Madagascar-Alger)*, par R. Bittard des Portes (Tours, Cattier, in-8); — *La Représentation des aristocraties dans les Chambres hautes en France (1789-1815)*, par J. Rais (Berger-Levrault, in-8); — *D'où vient la décadence économique de la France*, par le baron C. Mourre (Plon et Nourrit, in-12); — *Histoire de Saint-Félix de Caraman, baronnie des États du Languedoc, première ville maîtresse du diocèse de Toulouse*, par l'abbé G.-B. Morère (Picard et fils; Toulouse, Privat, in-8); — *Un Fief en Saintonge. La Maison de la Madeleine à Cognac*, par C. Dangibeaud (Picard et fils, gr. in-8); — *Metz. Documents généalogiques (Armée, noblesse, magistrature, haute bourgeoisie), d'après les registres des paroisses. 1561-1792*, par l'abbé F.-J. Poirier (Lamulle et Poisson, gr. in-8); — *Histoire de la maison de Madaillan, 1076 à 1900*, par Maurice Campagne (Bergerac, J. Castanet, in-4); — *Investigacion histórica sobre el Vizcondado de Castellbó con datos inéditos de los condes de Urgell y de los Vizcondes de Ager*, por D. J. Míret y Sans (Barcelona, Pinguentos, in-12); — *Il Carnevale romano nelle Cronache contemporanee*, da F. Clementi (Roma, Loescher, in-8); — *Le Régime jacobin en Italie. Étude sur la République romaine (1798-1799)*, par A. Dufourcq (Perrin, in-8); — *Magyars et Roumains devant l'histoire*, par A. de Bertha (Plon et Nourrit, in-8); — *Finlande et Caucase*, par P. Morane (Plon et Nourrit, in-12); — *La Mère du duc d'Enghien, 1750-1822*, par le comte Ducas (Plon et Nourrit, in-8); — *Le Maréchal Brune et la Maréchale Brune*, par P. Marmoiton (Lethielleux, in-8); — *Daniel O'Connell, sa vie, son œuvre*, par L. Nemours-Godré (Lecoffre, in-12); — *Clésinger. Sa vie, ses œuvres*, par A. Estignard (Floury, in-8); — *Répertoire méthodique de l'histoire moderne et contemporaine de la France pour 1898*, publié par G. Brière et P. Caron (Bellais, in-8); — *Répertoire bibliographique des princi-*

paies revues françaises pour l'année 1898, rédigé par D. Jordell (Per Lamm, in-8).

C'est avec un profond chagrin que nous enregistrons la mort d'un pieux et savant religieux, dont nous avons eu à signaler les beaux travaux dans ce recueil. Le R. P. François Balme, de l'ordre des Frères Prêcheurs, est mort le 25 février, d'une douloureuse maladie qu'il supportait avec une admirable résignation et qui lui rendait, depuis quelques mois, le travail impossible. Après avoir aidé à la publication des œuvres du P. Danzas, le P. Balme avait commencé, avec le P. Lelaidier, un *Cartulaire ou Histoire diplomatique de saint Dominique*, dont nous avons dit ici tout le bien que nous pensons. Il avait commencé, sur saint Raymond de Pennafort, une série de recherches analogues. L'un de ses plus cruels soucis, pendant sa maladie, a été de laisser inachevé le double monument qu'il élevait avec tant de sollicitude à la gloire de son ordre. Cependant les documents amassés déjà par lui ne seront pas perdus pour la science, et les recherches qu'il avait instituées seront continuées par un autre digne fils de saint Dominique, le P. Colomb. Le deuxième fascicule des *Raymundiana* est depuis quelque temps déjà, si nous ne nous trompons, envoyé à l'impression.

E.-G. LEDOS.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

M. Eugène Lefèvre-Pontalis ¹, avec une érudition très sûre et en rectifiant les erreurs de ses devanciers, nous retrace l'histoire de la construction et des remaniements de la cathédrale de Noyon. Une première basilique fut bâtie par saint Médard dans la première moitié du vi^e siècle. Avant sa mort, saint Éloi la fit réparer, mais quelques années plus tard, vers 676, un incendie en détruisit une grande partie, et l'évêque saint Mummolin, ou son successeur Gondouin, durent entreprendre la construction d'une nouvelle église. Cette seconde cathédrale, où Charlemagne fut sacré roi le 9 octobre 768, incendiée à son tour par les Normands en 859, fut relevée de ses ruines par l'évêque Lambert, au commencement du x^e siècle. Sous l'évêque Radbod II (1068-1098), l'édifice était entièrement achevé. Un incendie le détruisit en 1131 de fond en comble, car la cathédrale actuelle ne renferme aucun vestige des monuments élevés antérieurement au xii^e siècle. Le pape encouragea les fidèles à donner leur offrande pour la reconstruction de la cathédrale, et dès l'épiscopat de Simon de Vermandois, l'on se mit avec ardeur à reconstruire Notre-Dame de Noyon. Le 25 juin 1157, jour de la translation à Noyon des reliques de saint Éloi, le chevet actuel était à peu près terminé. Il présente, d'ailleurs, les mêmes caractères que les églises construites à cette époque dans l'Île-de-France, la Picardie et la Champagne. Avant la fin du xiii^e siècle, le transept, la nef et les bas côtés étaient presque achevés. Le style de la nef, caractérisé par l'alternance des colonnes et des piles cantonnées de colonnettes, indique une influence germanique ou normande. Le 21 juillet 1293, un violent incendie, qui brûla une grande partie de la ville, en consumant la charpente de la cathédrale, entraîna la chute de toutes les voûtes de la nef et du transept. L'un des clochers, les trois portails de la façade et d'autres parties de l'église se trouvèrent gravement endommagés. Les travaux de réparation, qui durèrent une quinzaine d'années, transformèrent le style de l'édifice : c'est ainsi que les nouvelles voûtes de la nef furent cons-

¹ *Bibliothèque de l'École des chartes*, juillet-octobre 1899.

truites sur plan barlong. A l'époque de la guerre de Cent ans, le chapitre, qui ne touchait plus les revenus de ses prébendes, ne put songer à l'embellissement de la cathédrale.

— M. Léon Maitre¹, déjà connu par ses études sur la géographie historique du département de la Loire-Inférieure, propose une identification nouvelle pour le *fluvius Taunucus* et le *Portus Vetraria* mentionnés dans le diplôme délivré en 651 par Sigebert III en faveur de l'abbaye de Stavelot-Malmédy. Après avoir établi qu'à l'époque mérovingienne les religieux de ce monastère possédaient des biens en Aquitaine, c'est-à-dire au sud de la Loire, et qu'il y avait en Gaule une rivière navigable appelée *Taunucus* ou *Tannucus*, il rappelle que l'abbaye de Saint-Mesmin de Micy, près d'Orléans, avait, elle aussi, dans la vallée du *Taunucus*, des biens situés autour du *Portus Vetraria*, et remarque que cette localité faisait partie du comté d'Herbauge. Le champ de ses recherches étant ainsi circonscrit, il pense que la rivière *Taunucus* ne saurait être autre que le dernier affluent de la Loire sur sa rive gauche, le Tenu, dont le cours inférieur est aujourd'hui désigné sous le nom d'Achenau, tandis que le cours supérieur est considéré comme un affluent du lac de Grandlieu. Il voit dans le petit canal de deux kilomètres qui, à la hauteur de Saint-Mars-de-Coutais, relie la rivière au lac de Grandlieu, l'Itta, le second des cours d'eau sur lequel était situé le *Portus Vetraria*. Quant à cette localité, que l'on a cru jusqu'ici être Port Saint-Père, il croit qu'elle représente Saint-Mesme, autrefois comme aujourd'hui le premier port sur le Tenu. Si le nom ancien n'a pas de rapport avec le nom actuel, on peut supposer que les moines de Micy ont changé le nom de cette localité. Le nom de Saint-Mesmin a été abrégé par le peuple en celui de Saint-Mesme, qui est un saint inconnu. M. L. Maitre n'hésite point à attribuer à un atelier monétaire établi autrefois en cet endroit les monnaies mérovingiennes portant les légendes *Porto Vidrari*, *Porto Veteri*, *Porto Vediri*, variantes possibles de *Portus Vetraria*, et trouvées dans la contrée voisine de la basse Loire. D'après lui, les renseignements sur l'état du commerce et de l'agriculture dans la région de *Portus Vetraria* que nous fournissent les diplômes de 651 et 826 s'appliquent à la vallée du Tenu et à la baie de Bourgneuf. Les conclusions s'appuient, à notre avis, sur trop d'hypothèses pour que l'on puisse les adopter sans de nouvelles preuves.

— Dans sa publication des chartes de l'abbaye de Noirmoutier, M. J. Tardif² avait accepté la correction de *Penesciacense* en *Senesciacense* proposée par M. Léon Maitre pour le texte de la *Donatio*

¹ *Bibliothèque de l'École des chartes*, juillet-octobre 1899.

² *Bibliothèque de l'École des chartes*, juillet-octobre 1899.

Ansoaldi. Un examen plus approfondi de la question le conduit à penser que la leçon *Penesciacense* doit être maintenue. Le *territorium Penesciacense* désignerait alors le pays de Poissy (primitivement *Penesciacus*), appelé plus tard le Pincerai. Par suite, Segona, que l'on trouve dans la même pièce, ne désignerait plus la Saône, mais la Seine, et serait une variante de la forme Sigona donnée par les diplômes du ^{viii} siècle. Enfin, le domaine d'*Avenarie*, que M. Maître avait identifié avec le hameau de Veniers, situé sur la rive de la Saône, dans la commune de Boyer, devrait l'être avec la ferme appelée tantôt Avinières ou Avignère, tantôt Avenièrres, située à six kilomètres de la Seine, sur la lisière de la forêt de Marly, et dont l'Étoile d'Avignière, entre Saint-Nom-la-Bretèche et Feucherolles, conserve encore le souvenir.

— Les études publiées depuis une trentaine d'années sur la généalogie des grandes familles comtales de l'époque carolingienne ont permis à M. René Poupardin¹ de dégager certaines conclusions d'un caractère général qui ne manquent point d'intérêt. L'auteur fait tout d'abord remarquer les difficultés que l'on rencontre pour établir les généalogies des familles franques sur des témoignages sûrs et précis, et la part qui doit trop souvent être laissée à des hypothèses plus ou moins vraisemblables. Cette constatation que les noms se transmettent d'une façon héréditaire dans les maisons comtales et indiquent approximativement la nationalité de ceux qui les portent, constitue une donnée importante que l'historien ne doit pas négliger. Un des premiers soins des chefs carolingiens fut d'établir dans les pays soumis par leurs armes des comtes et des bénéficiés francs qui devaient maintenir leurs nouvelles conquêtes dans l'obéissance ; aussi la plus grande partie des maisons comtales étaient-elles originaires de la « Francia. » D'abord essentiellement amovibles, les comtes, à partir du ^{ix} siècle, forment une sorte d'aristocratie territoriale. Les familles comtales d'origine austrasienne, d'où sont sortis la plupart des grands personnages laïques ayant joué un rôle important, étaient peu nombreuses et avaient toutes contracté des alliances entre elles et avec la maison royale. Les principales branches de ces familles ont une tendance évidente à se fixer dans des régions déterminées où certains de leurs membres remplissent les fonctions de comtes ; elles jouissent de l'influence exercée de tout temps par les grands propriétaires fonciers, elles ont des tenanciers et des vassaux. Les princes carolingiens, comprenant les dangers que pourrait leur faire courir l'existence d'une aristocratie internationale, défendent aux grands de posséder des bénéfices dans plusieurs royaumes. Une pareille inter-

¹ *Revue historique*, janvier-février 1900.

diction ne pouvait s'appliquer aux alleux : les Francs établis dans les diverses provinces de l'empire conservèrent les biens héréditaires qu'ils avaient dans leur pays d'origine et se trouvèrent ainsi posséder des domaines souvent fort éloignés les uns des autres. Cet état de choses empêchait les princes carolingiens de pouvoir compter sur le dévouement et la fidélité des grands, qui, après une révolte ou une disgrâce, avaient la ressource de se retirer dans quelque une de leurs propriétés héréditaires et de s'y créer une situation analogue à celle qu'ils venaient de perdre. Enfin, lorsqu'une guerre éclate, les partis se forment d'après les alliances de famille, et la défection d'une famille, entraînant tout un groupe de parents et d'alliés, suffit quelquefois à déterminer le succès ou la perte des adversaires en présence. A partir du x^e siècle, la situation change : les bénéfices sont héréditaires et les familles comtales n'émigrent plus. Quelques-unes des anciennes maisons comtales, décimées par les guerres, ont disparu ; un petit nombre se sont transformées en dynasties royales, de nouvelles apparaissent, plus attachées à la contrée qu'elles habitent, perdant peu à peu le souvenir du pays d'où elles tirent leur origine et professant une sorte de patriotisme local, neustrien ou lorrain, bourguignon ou italien.

— Le mobile auquel obéirent les grands de Neustrie, lorsque, après la défaite de Charles le Simple à Soissons et la mort de Robert I^{er}, ils élurent roi le comte de Bourgogne, Raoul, n'a jamais été bien connu. Il semble peu vraisemblable que le nouveau roi ait dû son élection à sa seule qualité de gendre de Robert I^{er}. M. E. Philippon¹ pense que les liens qui l'unissaient à la race carolingienne, dont le prestige était encore grand, furent la véritable cause de son élévation au trône. Et, dans une intéressante dissertation, il s'attache à réfuter les objections soulevées contre le système généalogique qui rattache le roi Raoul à la famille de Pépin d'Héristal.

— Diverses dates ont été proposées par les historiens pour la mort de Louis X le Hutin. Les *Grandes chroniques* la fixent au 5 juin 1316, le continuateur de Guillaume de Nangis au 5 juillet ; enfin, dans son édition de la *Chronographia regum Francorum*, M. Henri Moranvillé cherche à démontrer qu'elle eut lieu le 7 juillet. La découverte d'un compte de 1316, conservé à la Bibliothèque nationale (ms. fr. 20683, fol. 6 à 29), permet à M. Jules Viard² de lever tous les doutes. C'est bien le 5 juin que mourut Louis X, le 7 qu'eurent lieu ses funérailles ; et l'on doit tenir pour scrupuleusement exacts les détails fournis par les *Grandes chroniques* sur ces événements.

¹ Bibliothèque de l'École des chartes, juillet-octobre 1899.

² Bibliothèque de l'École des chartes, juillet-octobre 1899.

— Reprenant la question, étudiée à deux reprises par M. A. Barbier, des origines de René Descartes, M. Louis de Grandmaison¹ montre le peu de fondement de la tradition invoquée par cet écrivain, et d'après laquelle la mère de l'illustre philosophe, surprise par les douleurs de l'enfantement tandis qu'elle se rendait de Châtellerault à La Haye pour y faire ses couches, l'aurait mis au monde dans un fossé, près du champ dit le Pré-Falot (commune d'Ingrande, Vienne). C'est bien à La Haye que Descartes naquit, le 31 mars 1596, et fut baptisé le 3 avril suivant, à l'église Saint-Georges. L'origine de sa famille est tourangelle : il est en effet extrêmement probable que son grand-oncle fut Gilles Descartes, trésorier de l'église de Tours, et son bisaïeul, un autre Gilles Descartes, maire de Tours. D'ailleurs, ainsi que l'avait montré M. Barbier, Descartes eut des attaches poitevines : son père est né à Châtellerault et s'y est marié, les familles Brochard, Ferrand, Rasseau, de Sauzay et Sain, alliées aux Descartes, sont, au moins en partie, originaires du Poitou, et c'est dans le Châtelleraudais que se trouvaient les principales propriétés familiales de René Descartes.

— Par la noblesse et l'élévation de ses sentiments, par la dignité de sa vie et aussi par le rôle important qu'elle joua pendant quelques années dans l'histoire politique, Marguerite de Lorraine méritait l'étude que lui consacre M. G. Morizet². Sa tante Catherine, qui avait entrepris la réforme des chanoinesses de Remiremont, se chargea de sa première éducation et s'appliqua surtout à développer en elle ces qualités morales qui plus tard, dans l'infortune, lui furent d'un si grand secours. En 1629, lors d'un séjour auprès de Charles IV, duc de Lorraine, Gaston vit la jeune princesse et en devint amoureux ; Marguerite, de son côté, se laissa séduire par les avantages du duc et Charles IV, escomptant les profits qu'il retirerait de l'union de sa sœur avec l'héritier présomptif du trône de France, en pressa l'accomplissement. Grâce à une dispense de bans donnée par le cardinal de Lorraine, le mariage fut célébré à Nancy, le 3 janvier 1632, dans la chapelle du couvent de Notre-Dame de la Consolation, à sept heures du soir. Dès que la nouvelle commença de s'en répandre, Richelieu, comprenant les dangers que pouvaient faire courir à la France des liens de parenté entre le duc de Lorraine, notre ennemi, et Gaston, ce perpétuel agitateur, résolut d'en poursuivre l'annulation. Les époux n'étaient pas longtemps restés unis : Gaston, qui avait hâte de jouer à nouveau son rôle de rebelle et peut-être aussi de continuer sa vie de débauche, s'était empressé d'aban-

¹ *Bibliothèque de l'École des chartes*, juillet-octobre 1899.

² *Annales de l'Est*.

donner Marguerite et avait gagné la Flandre. Après l'échec du complot de Montmorency, Gaston n'avait pas hésité à nier son mariage, dans l'espérance d'obtenir plus aisément son pardon. Puis, s'étant de nouveau réfugié à Bruxelles, il se souvint un moment qu'il était marié et manda Marguerite auprès de lui ; mais déjà les troupes françaises envahissaient la Lorraine et ordre avait été donné de s'assurer de la personne de la princesse. Marguerite, qui n'avait cessé de protester contre son abandon, traversa les lignes françaises habillée en homme, à travers mille dangers, et rejoignit Monsieur à Bruxelles. Complètement désaffectionné de sa femme, celui-ci ne songeait qu'à « s'accorder » avec le cardinal, imitant la pusillanimité de Charles qui, pour traiter, s'était déclaré prêt à souscrire à l'annulation du mariage de sa sœur et même à la livrer. Pendant ce temps (janvier 1634), s'ouvrait, au parlement de Paris, l'instruction sur la validité du mariage de Gaston et de Marguerite. Gaston voulait de nouveau rentrer en grâce : il s'enfuit de Bruxelles et déclara que, pour la validité de son union, il s'en rapporterait à la juridiction accoutumée. Tandis que tout semble conspirer contre elle, Marguerite ne s'abandonne point et, faisant violence à son caractère, défend ses droits d'épouse outragée : elle s'adresse au Pape, intéresse à son sort les ambassadeurs des puissances étrangères, presse son frère de la soutenir, fait rédiger des mémoires en sa faveur, s'inquiète des affaires politiques de l'Europe. Bientôt la conduite de Louis XIII à l'égard de Madame se modifia : la Lorraine était occupée, Charles IV hors d'état de nuire à la France, et bien qu'une assemblée générale du clergé eût, comme le Parlement, déclaré nul le mariage, le Pape ne s'étant pas prononcé, une nouvelle union est interdite à Gaston ; il pensa que la reconnaissance du mariage de Madame ne présentait plus aucun danger et que sa venue en France arracherait peut-être Gaston à sa vie indigne d'un prince. Monsieur connut les nouveaux sentiments de Louis XIII, mais se garda bien d'en profiter. Après la mort de Richelieu, Marguerite qui, vivant d'une vie presque monacale, n'avait jamais cessé de faire entendre à Gaston ses plaintes de son indifférence et de lui reprocher sa conduite, obtint enfin la permission de revenir en France. Dieu avait exaucé son vœu le plus cher. Si le temps de l'épreuve devait durer encore, la lutte était du moins finie. Madame se retira au Luxembourg et s'y fit oublier.

— C'était l'usage sous la monarchie, lorsqu'une province venait s'ajouter au domaine de la couronne, d'y établir un parlement qui, en asseyant sur des bases solides l'autorité royale, établissait un lien entre les anciennes et les nouvelles populations. Nulle cour ne s'acquitta de ce rôle avec plus de zèle et de succès que le conseil sou-

verain d'Alsace, dont M. E. Glasson¹ étudie le rôle politique, depuis sa création, au lendemain de la paix de Westphalie, jusqu'à la Révolution. L'Alsace, que l'Empire avait cédée à la France victorieuse, lui fut disputée en fait pendant de longues années, par suite de l'ambiguïté des termes mêmes du traité de Münster qui, ne s'expliquant pas sur les effets de l'immédiateté relativement aux seigneurs ou aux villes, laissait chacune des parties contractantes les interpréter à sa guise. Tandis que la Haute-Alsace était soumise à l'autorité absolue de Louis XIV, les seigneurs ecclésiastiques et laïques, ainsi que les villes impériales de la Basse-Alsace, entendaient bien laisser subsister les droits de l'Empereur à côté de ceux du roi de France et conserver des liens plus ou moins étroits avec la patrie allemande. C'est à faire cesser ce partage impossible que dut s'employer la Chambre royale de Brisach, qui ne fut point présentée comme une juridiction nouvelle, mais comme une transformation de la *Regierung* d'Ensisheim, corps moitié judiciaire, moitié administratif, relevant de la Chambre impériale de Spire. Les seigneurs immédiats, de même que les juridictions inférieures, ne voulurent point reconnaître à la Chambre de Brisach les droits d'une cour souveraine, et continuèrent d'en appeler à la Chambre de Spire. Pour mettre un terme à cet état de choses, en 1657, Louis XIV transféra la Chambre royale à Ensisheim, dans les anciens domaines patrimoniaux de la maison d'Autriche où, maître absolu, il avait le droit d'établir une juridiction souveraine. Le conseil royal d'Ensisheim, complètement réorganisé, était composé de magistrats alsaciens et français choisis avec grand soin. Les seigneurs et les villes qui bénéficiaient de l'immédiateté n'en persistant pas moins à en appeler à la Chambre de Spire, Louis XIV convertit le conseil souverain en un simple conseil supérieur, ressortissant au parlement de Metz (1661). Cette transformation, qui tendait à introduire en Alsace l'organisation judiciaire des autres provinces du royaume, puisque, en réalité, le conseil était devenu un véritable présidial, causa une émotion profonde dans un pays qui craignait de voir son autonomie compromise ; aussi la lutte continua-t-elle entre la cour, cherchant à faire respecter les droits du roi, et les seigneurs ou les villes prétendant toujours relever de l'Empire, pour se soustraire à la juridiction royale créant au-dessus des baillis ordinaires des juges d'appel. Louis XIV, pensant donner au conseil qui siégeait à Brisach depuis 1674 plus de force pour résister aux prétentions des seigneurs, lui donna les droits d'une cour souveraine (1679) et lui confia même les attributions spéciales que venaient de recevoir les chambres de réunion des parlements de Metz

¹ *Revue historique*, janvier-février 1900.

et de Besançon. Le conseil se montra digne de la confiance royale et hâta la réunion définitive de l'Alsace à la France. Il sut contraindre les seigneurs immédiats à prêter au roi serment de foi et hommage, et le traité de Ryswick ne fit que régulariser la situation de l'Alsace telle que le conseil souverain l'avait faite. Transféré à Colmar, en 1697, le conseil eut encore, particulièrement sous la Régence, à soutenir avec le grand maître de l'ordre Teutonique, l'électeur palatin et l'évêque de Spire, toute une guerre de procédure dont M. E. Glasson nous rappelle les péripéties. Le conseil se préoccupait uniquement de faire triompher les droits de la France et de mettre fin aux réclamations des princes allemands ayant quelques liens avec l'Alsace. Abandonnant son droit de remontrance, indifférent aux querelles des autres parlements, les réformes elles-mêmes du chancelier Maupeou ne parvinrent pas à l'émouvoir, et jusqu'à la fin de la monarchie ne le détournèrent point du rôle qu'il s'était imposé.

— Les *Études* (numéro du 20 novembre 1899) publiaient une lettre où le P. Henri Chérot reprochait à M. Fr. Rabbe, auteur d'un article sur le groupe parisien de la Compagnie du Saint-Sacrement, analysé ici même, d'avoir ignoré l'étude consacrée par le P. Ch. Clair au même sujet et lui signalait certaines erreurs dans son travail. La rédaction de la *Revue historique* a répondu par une note où, tout en reconnaissant la justesse de la plupart des critiques adressées à son collaborateur, elle le défend de s'être laissé guider par une idée de polémique dans les extraits qu'il a donnés du manuscrit de Voyer d'Argenson, et conteste l'identification de l'abbé de Grignan avec Jacques Adhémar de Monteil de Grignan, évêque d'Uzès. Une nouvelle réplique du P. Chérot prouve que l'abbé de Grignan ne peut désigner que l'évêque d'Uzès, et il invoque à l'appui de son dire le témoignage du P. Rapin, du P. Le Lasseur et de M. Geoffroy de Grandmaison. Il montre que les Annales de la Compagnie du Saint-Sacrement, que M. Fr. Rabbe pensait avoir découvertes, ont été copiées il y a plus de trente ans par le P. Le Lasseur, qui en avait préparé la publication. Il établit enfin qu'en attribuant ces Annales au comte Marc-René de Voyer d'Argenson, M. Rabbe a confondu le père et le fils ; leur auteur étant René de Voyer, deuxième du nom, seigneur d'Argenson (1623-1700). Il ressort de ces quelques observations que le collaborateur de la *Revue historique* s'est aventuré sur un terrain qui ne lui était pas suffisamment connu ; en tout cas, il a été bien mal inspiré en laissant entendre à ses lecteurs que les écrivains catholiques avaient jusqu'ici reculé devant l'exhumation d'un document aussi précieux pour l'histoire de la Compagnie du Saint-Sacrement.

¹ *Études publiées par les Pères de la Compagnie de Jésus*, 20 janvier 1900.

— L'importance stratégique et commerciale des routes qui traversent la Lorraine devait, aussitôt après la cession de cette province à la France, appeler tout particulièrement l'attention de l'intendant sur l'administration des ponts et chaussées : en effet, à partir de 1737, les travaux publics y furent poussés avec une activité étonnante. Rappeler l'amélioration des anciennes routes et la création des nouvelles en Lorraine au XVIII^e siècle, c'est surtout, pour M. P. Boyé¹, une occasion de nous faire connaître l'impôt des corvées qui, s'il pesa lourdement sur les populations, permit du moins l'exécution de gigantesques travaux. Dès 1699, les corvées des ponts et chaussées avaient reçu une organisation régulière, mais ce fut seulement en 1737 qu'un arrêt du conseil des finances, déterminant les nouvelles conditions de cet impôt, lui fit rendre tout ce dont il était capable. De 1743 à 1758, sous l'intendant La Galaizière, les corvées attirèrent sur la contrée une longue série de vexations et plongèrent dans la misère de nombreuses familles de paysans. Deux fois l'an les corvéables, avec leurs voitures et leurs bestiaux, arrivaient par bandes, sous la conduite de leurs syndics, et pendant de longs jours, obligés de se nourrir à leurs frais, étaient soumis dans des conditions déplorables aux plus durs labeurs. C'est ainsi que furent peu à peu comblés les profonds ravins de la forêt de Haye, qui rendaient les routes impraticables et favorisaient les exploits des brigands. De même la magnifique route de Nancy à Charmes, appelée dans le pays la chaussée de Neuville, son établissement ayant pour but unique de relier par une large avenue le château de Neuville, propriété de La Galaizière, à la capitale du duché, fut exécutée au moyen des corvées. Tous ceux qui parcoururent la Lorraine vers le milieu du XVIII^e siècle furent émus des souffrances qu'elles imposaient aux paysans, et dans le poème des *Saisons*, le peu mélancolique Saint-Lambert fait entendre un écho des plaintes et des gémissements de ses compatriotes. Un des premiers soucis de La Galaizière fils, qui remplaça son père comme intendant à la fin de 1758, fut d'adoucir le régime des corvées et de les répartir plus équitablement. Son désir eût été d'en permettre le rachat aux communautés et aux particuliers : Choiseul s'y refusa et, malgré les réclamations de l'intendant, contraignit même à plusieurs reprises les corvéables lorrains à travailler dans les Évêchés. Le rachat des corvées, exceptionnellement accordé par l'abbé Terray, fut enfin autorisé par Turgot; mais cette concession arrivait trop tard; elle ne souleva aucun enthousiasme parmi les populations, qui, habituées aux corvées en nature, ne voulurent généralement pas se racheter.

¹ *Annales de l'Est*, juillet et octobre 1899.

— On sait que la chute de Robespierre ne fut pas le résultat d'une conjuration ourdie plusieurs semaines d'avance par ses ennemis dans le Comité de salut public et la plus grande partie du Comité de sûreté générale, que soutenaient un certain nombre de conventionnels; mais si les adversaires du « tyran » ne décidèrent sa chute que dans la nuit du 8 au 9 thermidor, il n'en demeure pas moins certain que depuis de longs jours il y avait au Comité de salut public de graves démêlés entre robespierristes et antirobespierristes; que le bruit de ces dissensions intérieures avait fini par être perçu du dehors; et que les hommes clairvoyants s'attendaient à quelque tragique dénouement. M. L. Lévy-Schneider, en compulsant aux Archives nationales le dossier d'un certain Demaillot, envoyé en mission par Saint-Just à Toulon et, après le 9 thermidor, frappé d'un mandat d'arrêt, y a trouvé d'intéressants détails sur les démêlés dont le Comité de salut public fut le théâtre en messidor an II. Vers le milieu de ce mois les passions sont un peu calmées : entre Robespierre, Saint-Just et Couthon, Billaud-Varenne, Collot d'Herbois, Carnot et Barère, les dangers d'un conflit paraissent momentanément écartés : chacun des deux partis en présence n'est plus préoccupé de maintenir réunies toutes ses forces pour une lutte prochaine, et d'un commun accord l'on décide au Comité l'envoi de Couthon dans le Midi, de Saint-Just à la frontière du nord, de Carnot en Hollande, de Jean Bon Saint-André à Toulon. Tout à coup la situation change ; le 21 et le 22, l'on apprend que seul Jean Bon Saint-André, qui n'est inféodé à aucun parti, quittera Paris. Une querelle plus grave que les autres s'est élevée au Comité, ou bien partisans et adversaires de Robespierre ont senti leurs méfiances se réveiller. Dès lors, malgré plusieurs tentatives de rapprochement, la lutte définitive est proche, une révolution inévitable; l'auteur estime qu'il faut voir la cause « immédiate » de la journée du 9 thermidor dans la résolution prise, le 21 et le 22 messidor, par les membres du Comité de salut public, de ne pas s'absenter de Paris jusqu'à nouvel ordre.

— Même après la chute de Robespierre, il demeurerait entendu que la constitution démocratique de 1793, que les dangers extérieurs et la nécessité d'une centralisation à outrance n'avaient point encore permis de mettre en vigueur, deviendrait la loi fondamentale de la république quand le pays serait sorti de la crise qu'il traversait. A deux reprises différentes, le peuple des faubourgs, qui craignait une réaction contre le parti démocratique, envahit l'assemblée pour demander la constitution de 1793 (1^{er} et 12 germinal) : pour donner satisfaction à ces revendications populaires, la Convention décida la

¹ *La Révolution française*, 14 février 1900.

nomination d'une commission de onze membres, chargée de « préparer les lois nécessaires pour mettre en activité la constitution. » Mais si tout d'abord cette commission ne songea qu'à exécuter son mandat, les excès des démocrates le 2 prairial, et les efforts qu'ils tentèrent pour mettre une seconde fois l'assemblée à la merci de la commune de Paris modifièrent ses intentions, et à l'unanimité elle décida de créer de toutes pièces une constitution nouvelle, qui rendit impossible le retour d'une dictature et établit un régime de liberté. La constitution de l'an III, rédigée par Daunou, devait correspondre à cet idéal. En étudiant tour à tour les travaux préparatoires de la commission et les discussions auxquelles ils donnèrent lieu, M. A. Aulard¹ s'efforce de marquer le véritable caractère de la constitution de l'an III. Les conventionnels demeurés attachés aux principes de 1789 regardaient le suffrage universel comme la cause première des excès des démocrates : aussi, dans l'intérêt de la république compromise par la Terreur, se trouvèrent-ils d'accord pour lui substituer le suffrage censitaire. La bourgeoisie devenait par le fait une classe privilégiée, incarnant en elle la nation considérée comme corps politique. L'établissement de deux chambres, proposé sous la Constituante par les « monarchiens, » fut accepté. C'était s'écarter sur un point essentiel du programme démocratique. On avait vu la Convention successivement soumise à la commune de Paris, à la Montagne, à Robespierre; on estima que deux assemblées ne se seraient point laissé dominer de la sorte. Deux chambres, ayant une même origine électorale et concourant chacune à une phase déterminée de l'élaboration des lois, sauraient garder leur indépendance. Certains députés prévirent que si des conflits venaient à s'élever entre les deux Conseils, il serait difficile d'y mettre fin, mais les propositions faites pour obvier à cet inconvénient, comme la création d'un conseil des censeurs ou d'un corps politique supérieur, appelé « jurie constitutionnaire, » ne parurent pas pratiques et l'on y renonça. Par crainte qu'un président unique, comme aux États-Unis, ne rappelât la royauté aux populations ou ne fût tenté d'exercer une dictature, la Convention résolut de porter à cinq le nombre des Directeurs. Elle développa la vie municipale dans les petites villes, en même temps qu'elle brisa l'unité de cette vie dans les grandes en y créant plusieurs administrations municipales. En fait, la constitution de l'an III fut une œuvre de réaction, ruina le parti démocratique et en quatre ans conduisit à la république plébiscitaire, qui fut l'abdication des droits du peuple en faveur d'un homme. M. Aulard, qui laisse paraître de grandes préférences pour le régime démocratique, semble d'autant plus affecté de

¹ *La Révolution française*, 14 février 1900.

cette constatation que les conventionnels travaillèrent au triomphe de la réaction avec l'intention d'établir la république sur des bases indestructibles. Si les conventionnels, par un article additionnel, n'avaient point voulu se maintenir à tout prix au pouvoir, peut-être les deux Conseils, composés d'hommes nouveaux, en restant dans la légalité, seraient-ils parvenus à établir un régime de paix et de liberté et auraient-ils rendu impossible le 18 brumaire.

— La veille de la fête organisée au Luxembourg par le Directoire pour la réception solennelle des drapeaux pris à l'ennemi pendant la campagne d'Italie, un banquet avait réuni les membres des conseils des Anciens et des Cinq-Cents. Une lettre de J.-B. Maragnon, député aux Anciens, que publie M. R. Bonnet¹, nous fournit quelques intéressants détails sur ce banquet, dont le compte rendu ne parut pas au *Moniteur*. Des chanteurs de l'Opéra y firent entendre des hymnes fort applaudis dont Bonaparte et Berthier étaient regardés comme les auteurs. Le jeune Jérôme Bonaparte, alors âgé de quatorze ans, et en qui « l'on voyait briller le génie et les traits de son frère, » fut placé sur la table par Augereau, et les députés, pensant faire leur cour au maître futur, se disputèrent le plaisir de presser l'enfant dans leurs bras.

— Un dernier article de MM. E. Rodocanachi et G. Marcotti² sur Élisabeth Baciocchi nous fait connaître son rôle comme grande-duchesse de Toscane. Lorsqu'elle fut enfin en possession de ce titre, si longtemps et si ardemment souhaité, Élisabeth eut hâte de se voir au milieu de ses nouveaux États. Le 31 mars 1809, à la nuit tombante, elle donna subitement l'ordre d'atteler quelques voitures de la cour et, accompagnée du prince Félix et d'une faible escorte, brûla en sept heures les quatre-vingts kilomètres qui séparent Lucques de Florence. Comme à Lucques, elle ne négligea rien tout d'abord pour se concilier les sympathies de ses sujets : elle visite les hospices, les prisons, se montre au théâtre, donne des fêtes, ouvre au peuple le parc des Cascines, obtient de l'empereur qu'il autorise l'usage de la langue italienne devant les tribunaux, parcourt enfin les principales villes de Toscane, Pise, Volterra, Sienna. La Toscane étant terre d'empire, les pouvoirs de la grande-duchesse se trouvaient extrêmement limités ; mais, avide de commander, elle défend avec énergie l'autorité qui lui a été laissée et que par tous les moyens elle cherche à augmenter, fût-ce même au prix d'une querelle avec l'empereur. Elle a encore d'autres déboires : la noblesse et la haute bourgeoisie de Florence, irritées des persécutions dont le clergé est l'objet, ne lui

¹ *La Révolution française*, 14 février 1900.

² *Revue historique*, janvier-février 1900.

témoignent que froideur. Pour se venger des mépris dont elle rend le clergé responsable, elle accuse le Pape d'entretenir des intelligences avec l'Angleterre et l'Autriche et, pour sa part, contribue à l'arrestation de Pie VII et à l'annexion à l'empire des États pontificaux. Cette hostilité d'Élisa contre le clergé et la morgue dont elle faisait preuve trop souvent, ainsi qu'en témoigne sa conduite avec la comtesse d'Albany, éloignèrent d'elle les cœurs de ses sujets. A l'occasion du mariage de Napoléon avec Marie-Louise, Élisabeth vint assister aux fêtes de la cour et, pendant son séjour à Paris, mit au monde un fils qu'elle eut la douleur de perdre quelques mois après. De retour en Toscane, la grande-duchesse, qui semblait vraiment née pour gouverner, mit fin au désordre qui, à la faveur de son absence, s'était introduit partout dans l'administration et réussit à obtenir de l'empereur quelques mesures qui furent bien accueillies, telles que la suppression de la régie des sels et des tabacs. Cependant les Toscans, malgré les efforts de leur souveraine, voyaient leur commerce et leur industrie décliner de jour en jour, atteint d'abord par le système de blocus et surtout par le décret de séquestre contre les Ottomans. Le désastre de la campagne de Russie fut le signal de l'invasion des États italiens : tandis, en effet, que les Autrichiens se dirigeaient vers Bologne, que Murat, qui rêvait de faire à son profit l'unité italienne, marchait vers la Toscane, les Anglais prenaient Viareggio et menaçaient Livourne. Élisabeth dut quitter Florence, où le prince Ferdinand, fils de l'ancien grand-duc Léopold, venait bientôt remplacer les lieutenants de Murat ; elle se retira à Lucques, se flattant de garder du moins son ancienne principauté. Cet espoir fut de courte durée : elle dut abandonner Lucques, et se réfugier à Gênes, où son mobilier l'avait précédée. Son rôle politique était désormais fini.

— Sous ce titre : *les Funérailles de Louis XVIII*, la *Revue de Paris*¹ publie les notes laissées par le vicomte de Reiset, gentilhomme de la chambre, sur l'avènement de Charles X. Comme il avait pris soin de noter les faits dont il avait été le témoin aux Tuileries pendant les derniers jours de Louis XVIII, il voulut aussi garder le souvenir précis des hommages rendus à la dépouille mortelle d'un maître aimé et de l'accueil que fit à son successeur la population parisienne. Pendant cinq jours il eut la consolation de voir une foule recueillie et attristée défilér devant le cercueil royal. M^{me} du Cayla, que le roi avait si tendrement aimée et qu'il avait comblée de tant de bienfaits, témoigna une grande douleur ; sa présence aux Tuileries en un pareil moment rappelle à Reiset la faveur dont elle avait joui et le conduit à nous conter sur elle et, par une association naturelle

¹ 1^{er} janvier 1900.

d'idées, sur M^{me} de Balby, qui l'avait précédée dans les faveurs du roi, quelques anecdotes piquantes. Il nous montre Louis XVIII faisant assaut d'esprit dans les billets qu'il échange avec ses maîtresses et ne se laissant attirer par la beauté que si l'intelligence y était jointe. En relatant dans tous ses détails la cérémonie de la translation de Louis XVIII à Saint-Denis, il note le scandale que causa l'absence de Mgr de Quélen qui, n'ayant pu décider le cardinal de Croy, grand aumônier, à lui céder le pas, s'abstint de paraître dans la cathédrale. Le nouveau roi, qui témoignait de la bonté au duc d'Orléans, consentit à lui accorder le titre d'Altesse royale qu'il avait jusqu'alors vainement sollicité. Le duc de Bordeaux, comme Madame, avaient une grande affection pour leurs petits-cousins d'Orléans. Lorsque, le 27 septembre, Charles X fit son entrée solennelle à Paris, revêtu du costume de colonel général des carabiniers, la distinction et l'aisance de ses manières gagnèrent la foule qui se pressait à sa rencontre et l'acclamait joyeusement. A la première grande revue qu'il passa, le 30 septembre, le peuple, sans cesser de témoigner son enthousiasme pour le roi, applaudit avec transports le duc de Bordeaux, alors considéré comme « l'enfant de la France entière » et qui portait si bien son nom de *Dieudonné*. Le vicomte de Reiset ne put, comme il l'aurait souhaité, assister aux obsèques du feu roi : le ministre de la guerre l'ayant vivement pressé d'aller prendre le commandement en chef des troupes d'occupation de la Catalogne qui lui était destiné depuis longtemps, il dut partir pour Barcelone après une dernière visite à la cathédrale de Saint-Denis.

— M. K. Waliszewski publie¹, en les traduisant, des extraits de la volumineuse correspondance d'André-Édouard Kozmian, qui parut à Cracovie en 1893. Venu à Paris en 1829, Kozmian, alors âgé de vingt-six ans, fut accueilli, grâce à de précieuses recommandations, dans les salons les plus recherchés. Les lettres adressées à sa famille et où il fixait ses impressions au jour le jour sont un écho fidèle des fêtes de l'époque et nous présentent une peinture originale, encore qu'un peu superficielle, des sentiments et des mœurs de la haute société parisienne à la fin de la Restauration. Les femmes du faubourg Saint-Honoré aussi bien que du faubourg Saint-Germain semblent avoir tout particulièrement tenté son crayon, et il nous a laissé d'elles quelques esquisses qui ne manquent point d'une certaine justesse de touche. Les événements littéraires ne le laissent pas indifférent et il assiste à la première d'*Hernani* ; mais en pareille matière, ses jugements nous semblent moins sûrs que lorsqu'il apprécie le caractère de M^{me} de Flahaut ou les charmes de M^{lle} de Laborde. Pour lui,

¹ *Revue de Paris*, 15 janvier 1900.

Hernani est un « monstre, » le style en est « atroce, » et l'on n'aperçoit pas chez Victor Hugo de « génie créateur. » Kozmian paraît d'ailleurs plus à l'aise lorsqu'il décrit un bal ou les fêtes du carnaval.

— La *Nouvelle Revue rétrospective*, qui a déjà publié dans son tome IX les *Notes et Souvenirs* de Théophile Thoré, a entrepris¹ de faire connaître la correspondance du même écrivain avec sa mère et M. Félix Delhasse, correspondance dont elle ne nous donne que la partie essentielle, laissant de côté les détails, dépourvus d'intérêt pour le lecteur. Ses premières lettres révèlent la fascination que Paris exerça sur lui, encore que ses débuts y aient été difficiles et que plus d'une fois il ne soit pas parvenu à résoudre la question du déjeuner et du dîner, embarrassante pour un jeune homme de vingt-deux ans, avide d'indépendance et désireux de ne vivre que de sa plume. D'ailleurs, il a foi en l'avenir; peu à peu, il réussit à se créer l'existence qu'il a rêvée. Il tient sa mère au courant de ses projets, de ses espérances, et lui expose longuement ses théories politiques et sociales. On voit, par ses lettres à sa mère, combien la fondation de la *Démocratie* lui tenait au cœur. Le prospectus de ce journal qu'il ne put arriver à lancer lui valut les spirituelles railleries d'Alphonse Karr. En véritable champion du socialisme qui se croyait appelé à jouer le rôle d'un réformateur et pensait faire revivre l'âge d'or au profit du peuple, il n'entendait point la plaisanterie, et les lettres cassantes adressées par lui à l'auteur des *Guêpes* montrent sa façon d'entendre la liberté. « Vous laissez voir — lui répliqua justement A. Karr — que votre guerre contre le despotisme n'a pas pour but de le renverser, mais de le conquérir.... A côté de la liberté de casser les vitres, Monsieur, il faut admettre la liberté de défendre les vitres que l'on peut avoir. » Condamné à un an de prison pour sa brochure : *la Vérité sur le parti démocratique*, Thoré fut enfermé à Sainte-Pélagie. Sa détention lui crée des loisirs dont il consacre une partie à rassurer sa mère sur son sort et à lui dépeindre la vie un peu monotone qu'il mène. Sa foi dans l'avenir est toujours intacte; mais la perte de sa liberté exaspère sa haine contre la bourgeoisie et il se promet d'éclatantes revanches.

— A notre habitude, nous indiquerons encore, sans nous y arrêter longuement, quelques articles d'un intérêt moins général. On sait combien sont rares les actes royaux de l'époque mérovingienne; aussi, bien que mutilé, le diplôme de Clovis II découvert dans le trésor de la cathédrale de Sens méritait-il l'étude diplomatique que lui consacre M. Maurice Prou²; expédié entre janvier 639 et septembre 642,

¹ 10 janvier, 10 février, 10 mars 1900.

² *Le Moyen âge*, novembre-décembre 1899.

ce privilège de protection et d'exemption est le seul document mérovingien, relatif à l'abbaye de Ferrières, qui soit authentique. — Le P. S. Vaillé¹ dresse une liste des monastères grecs fondés en Palestine jusqu'au XI^e siècle et en résume succinctement l'histoire. — Dans une étude sur la *Confession de la foy chrestienne*, de Théodore de Bèze, M. Jean Barnaud² recherche quel but poursuivit l'auteur et dans quelle circonstance il publia son ouvrage. — Un nouveau fragment de l'itinéraire de Marguerite de Valois, dressé par M. Ph. Lauzun³, embrasse les deux derniers mois de l'année 1578 : l'auteur rappelle les divers incidents qui signalèrent le séjour de Marguerite à Auch, à Condom et à Nérac et raconte la prise de La Réole par les catholiques, fait relaté de façon si diverse par les chroniqueurs et dont la légende même s'est emparée. — Les protestants français avaient profité de la guerre de la succession d'Autriche pour s'adonner plus librement à l'exercice de leur culte. A l'aide de documents inédits, M. François Galabert⁴ fait ressortir l'importance des assemblées de 1744 et de 1745 dans le Montalbanais, qui offrirent un centre de ralliement aux protestants d'une vaste région et firent craindre un soulèvement de leur part au ministre Saint-Florentin. — M. le comte L. Remacle⁵ publie le journal de voyage d'un gentilhomme breton, venu à Paris en 1782. L'auteur s'abstient de toutes considérations, il se contente de nous dire ce qu'il a fait, ce qu'il a vu, comment il a voyagé, ce que lui a coûté son voyage et les distractions qu'il a trouvées à Paris, et cela suffit pour que nous le lisions avec intérêt.

— L'histoire locale ne nous fournit que quelques morceaux. M. Léon Maître⁶ étudie, dans une courte notice, comment le culte de saint Médard, évêque de Soissons au VI^e siècle, dont le nom, par suite d'une contraction, se présente souvent sous les formes saint Mards, saint Mars ou même saint Marc, se répandit dans le diocèse de Nantes et dans tout l'ouest de la France. — Les nouveaux chapitres de l'histoire de l'abbaye de Ferrières en Gâtinais, par M. l'abbé Jarossay⁷, nous font assister à la décadence de cette abbaye et aux dévastations successives dont elle fut l'objet de la part des

¹ *Revue de l'Orient chrétien*, 1899, n° 4.

² *Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire*, 15 décembre 1899.

³ *Revue de l'Agenais*, novembre-décembre 1899.

⁴ *Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire*, 15 janvier 1900.

⁵ *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, janvier 1900.

⁶ *Annales de Bretagne*, janvier 1900.

⁷ *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, 4^e trimestre de 1899.

Anglais pendant la guerre de Cent ans. — Les documents originaux sur l'Université de Bourges sont très rares jusqu'en 1530. M. Marcel Fournier¹ en a entrepris la publication, extrayant ceux qui sont antérieurs à 1500 de son recueil : *Les statuts et privilèges des Universités françaises* et, pour le commencement du xvi^e siècle, nous donnant des textes inédits, conservés aux archives municipales de cette ville; parmi ces derniers, on lira surtout avec intérêt une enquête faite en 1505 par le bailli de Berry à la prière des bourgeois de Bourges qui voulaient obtenir la réforme de l'Université. — L'étude des sources originales permet à M. E. Longin² de reconstituer l'histoire de l'émeute que provoqua dans Gray, en juin 1668, le vol des reliques insignes de saint Pierre Fourier, que les chanoines réguliers de Notre-Sauveur avaient cédées aux habitants de cette ville. — La *Revue d'Agenais* poursuit la publication des recherches de feu M. Fernand de Mazet³ sur Villeneuve-d'Agenais; nous noterons dans ce nouvel article la campagne menée en 1757 par le procureur du roi contre les *prétendus nobles*, qui avaient indûment obtenu l'exemption de la taille et de la collecte. — M. J.-A. Bernard⁴ passe en revue les journaux publiés à Marseille pendant la Révolution de 1790 à 1797 et rappelle brièvement le rôle que chacun d'eux s'était assigné : le *Journal des départements méridionaux et des débats des amis de la constitution de Marseille* (6 mars 1792-3 juin 1793), rédigé par Ricord fils et P. Micoulin, défendait le parti jacobin; le *Journal de Marseille* (17 janvier 1792-20 août 1793), de Ferréol Baugéard, était le moniteur officiel des sections; l'*Observateur du Midi de la République, ou le Marseillais en vedette* (mars 1796-18 février 1797), représentait le parti patriote. Le 18 fructidor fit disparaître complètement la presse à Marseille. — Les philologues et les juristes sauront gré à M. A. Vigie⁵ de publier les coutumes de Belvès (Dordogne), ville autrefois importante et qui, depuis l'année 1307 jusqu'à la Révolution française, resta sous la temporalité et la direction des archevêques de Bordeaux. Le texte, écrit en langue romane, est accompagné d'une traduction française et d'un commentaire dans lequel l'auteur a pris soin de signaler les points par où ces coutumes se rapprochent de celles de la région ou des régions voisines. — L'influence exercée sur la jurisprudence du moyen âge par les coutumes

¹ *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, septembre-octobre et novembre-décembre 1899.

² *Les Annales franc-comtoises*, janvier-février 1900.

³ Novembre-décembre 1899.

⁴ *La Révolution française*, 14 février 1900.

⁵ *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, novembre-décembre 1899.

de Philippe de Beaumanoir n'a pas laissé seulement sa trace dans les nombreuses copies qui nous ont été conservées de ce traité, il nous en est parvenu aussi des abrégés dont le dernier éditeur des coutumes, M. Amédée Salmon¹, nous fait connaître deux rédactions différentes : l'une destinée par son auteur, Richard Cavelier, à faciliter aux étudiants la connaissance du droit ; l'autre, compilation sans méthode d'auteur inconnu, mais qui a l'avantage de nous montrer comment, à la fin du x^v^e siècle, était compris le système de Beaumanoir. — Les vases du type pégau, ancêtres de nos cruches, appartenant à la poterie vulgaire du moyen âge, trop négligée des archéologues, sont l'objet d'une intéressante étude de M. J. de Saint-Venant², qui, après avoir déterminé fort rigoureusement le caractère de ce type et les rares ornements que l'on y remarque, nous donne, par départements, le relevé des vases de ce type conservés dans les musées ou dans les collections particulières. — M. Georges Causse³ a entrepris une étude sur l'architecture des petites chapelles rurales, nombreuses en Provence. Les premières pages de son travail sont consacrées à Notre-Dame de Pépiole (Var) (ix^e siècle), à Saint-Pierre de Six-Fours et à l'église d'Ollioules (xi^e siècle), aux chapelles Saint-Jean le Maigre, près Pierrefeu, et de Saint-Laurent du Puget (x^e siècle). — Le frère Sallustien-Joseph⁴ nous décrit quelques églises romanes du département du Gard : Saint-Géniès, situé dans le hameau de ce nom et dont il ne reste que le chevet, Saint-Eugène près de Pont-des-Charrettes, Notre-Dame de Bethléem, ancienne église paroissiale de Remoulins.

— Nous terminerons par quelques notices biographiques. M. Martin avait publié, en 1888 et en 1889, dans le *Journal asiatique*, deux textes syriaques écrits les 10 février et 25 août 1188 et relatifs à un seigneur franc, du nom de Godefroy, l'un des chefs de la première croisade, que l'on n'était point parvenu jusqu'ici à identifier. En étudiant les historiens des croisades, M. F. Nau⁵ arrive à cette conclusion que ce seigneur ne peut être que Godefroy de Ascha, ainsi appelé du château de Ascha (situé aux environs de Maestricht), où il était né, qui demeura trente-trois ans prisonnier en Égypte et eut des démêlés avec les Jacobites. — M. H. Stein⁶ complète les ren-

¹ *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, novembre-décembre 1899.

² *Bulletin monumental*, 1899, n° 1.

³ *Bulletin monumental*, 1899, n° 2.

⁴ *Bulletin monumental*, 1899, n° 2.

⁵ *Journal asiatique*, novembre-décembre 1899.

⁶ *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, 1^{er} trimestre de 1899.

seignements qu'il nous avait donnés dans un article analysé ici en son temps sur les possessions d'Olivier le Dain en Gâtinais : de deux lettres patentes qu'il publie aujourd'hui, il ressort que le favori de Louis XI n'était pas seulement seigneur de Vayres, mais encore de Courdimanche, d'Huisson, de Moigny, de Brière-les-Scellés, Videlles et autres localités. — Les quelques extraits des lettres adressées par le pape Benoît XIV au cardinal de Tensin, que publie M. le vicomte Maurice Boutry ¹, donnent une idée de son caractère aimable et de la vivacité de son esprit et font voir l'intimité des relations qu'il ne cessa de conserver avec le cardinal qui, représentant de la France auprès du saint-siège pendant plusieurs années, avait contribué puissamment à son éléction au souverain pontificat. — M. Louis Audiat ² rectifie certaines erreurs qui se sont glissées dans toutes les biographies du conventionnel Borie : Borie, né à Sarlat le 1^{er} juillet 1737, mort juge au tribunal de Cognac le 18 juillet 1804, s'appelait Borie-Cambort et non Borie-Camber, et portait le seul prénom d'Étienne. — Les lettres adressées au Premier Consul et au général Berthier, commandant le corps de troupes stationné en Cisalpine, en août 1801, par le général Moncey, jettent quelque lumière sur les intrigues du Comité du gouvernement cisalpin et sur la transmission à Murat du commandement en chef de l'armée d'Italie ³. — M. Ardoin ⁴ termine la publication des souvenirs du capitaine de vaisseau Krohm, dont nous avons signalé le caractère dans notre dernier article.

Albert ISNARD.

¹ *Revue des études historiques*, décembre 1899-janvier 1900.

² *Revue de Saintonge et d'Aunis*, 1^{er} septembre 1899.

³ *Nouvelle Revue rétrospective*, 10 janvier et 10 février 1900.

⁴ *Nouvelle Revue rétrospective*, 10 janvier et 10 février 1900.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Einführung in die Chronologie, par B. M. LERSCH. Tome I. Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1899, in-8 de 251 p.

M. le docteur Lersch publie une seconde édition de la première partie de son *Introduction à la Chronologie*. L'auteur donne des notions générales sur le jour comme mesure du temps, les semaines, les mois, les diverses manières de compter les années, etc. Il expose ensuite la manière de compter par olympiades, d'après la date de la fondation de Rome, par ères, par années de règne des rois, etc. Il nous fait connaître après cela l'ancien calendrier, romain avant Jules César et depuis son époque, celui des Juifs anciens et des Juifs modernes; il donne les notions sur la manière de compter le temps chez les Babyloniens, les Assyriens, les Chinois, les Japonais, les Hindous, les Égyptiens, les Mexicains, les Arabes et les Turcs. Le calendrier de la Révolution française n'est pas oublié. L'ouvrage se termine par un paragraphe sur l'ère vulgaire et par la bibliographie. Dans la question si débattue pendant ces derniers mois du commencement réel du xx^e siècle, on s'est demandé si Denys le Petit avait placé le commencement de notre ère en l'an 0 ou en l'an 1. D'après le docteur Lersch, il l'a placé en l'an 1, d'où il résulte que le xx^e siècle

ne commencera qu'en 1901. Le second volume de l'*Introduction à la Chronologie* sera consacré tout entier au calendrier chrétien. — Cette seconde édition est complètement remaniée et notablement augmentée; elle est pleine de renseignements fort utiles. Mais, pour qu'elle fût d'un usage encore plus pratique, elle aurait dû contenir le tableau des Olympiades, les fastes consulaires, etc.

L. M.

—
Lehrbuch der Kirchengeschichte, par KNÖPFLE. Deuxième édition. Fribourg en B., Herder, 1898, in-8 de xxix-783 p.

Le manuel d'histoire ecclésiastique de M. Knöpfler est arrivé assez rapidement à sa deuxième édition, ce qui prouve le succès qu'il a rencontré. Succès mérité, d'ailleurs, car il s'agit en somme d'un bon livre. La deuxième édition est notablement plus développée que la première : 783 pages au lieu de 748. Mais le plan, non seulement dans ses grandes lignes, mais dans la division des chapitres, est presque exactement le même. Deux paragraphes seulement ont été ajoutés. Dans la première époque, un paragraphe spécial est maintenant consacré aux écrits pseudo-apostoliques. Pour les temps modernes, l'histoire et la situation de l'Église

dans les États-Unis font également l'objet d'un paragraphe nouveau. Par contre a été supprimé le paragraphe 220 (de la première édition) sur *la théologie catholique au XIX^e siècle dans ses représentants les plus éminents*. Cette suppression est difficile à justifier. Il y aurait eu lieu, au contraire, de développer l'énumération un peu sèche qui constituait ce paragraphe. Car le paragraphe 220 (218 de la première édition), consacré à la *science catholique*, est loin de donner une idée suffisante du mouvement scientifique au sein du catholicisme contemporain, quand ce ne serait que parce que M. Knöpfler s'est interdit de parti pris d'y nommer aucun écrivain vivant. On se demande pourquoi cette réserve, puisque, dans tous les autres ordres d'idées, il n'hésite pas à dire son mot sur les questions tout à fait contemporaines et actuelles. Citons en passant, à titre de curiosité, ce jugement (déjà porté dans la première édition) sur les études ecclésiastiques chez les peuples latins : « La théologie, en dépit de quelques esprits éminents, ne s'est élevée à son ancien éclat ni en France ni dans les autres nations latines. Elle avait perdu son lieu naturel de culture, les universités ; elle s'est retirée dans les séminaires, où elle est étudiée plutôt comme préparation au ministère ecclésiastique qu'en vue de la formation intellectuelle et de la science désintéressée » (p. 725). — On peut signaler, dans le plan de M. Knöpfler, quelques autres lacunes. La courte note de la page 450 est tout à fait insuffisante pour renseigner sur la manière dont s'est constitué le *Corpus juris canonici*, et sur l'importance de cette codification du droit ecclésiastique. Sur l'organisation de la curie et le développement de l'ad-

ministration pontificale, il n'y a que des indications brèves et vagues. De plus, le paragraphe 146, qui les contient, se trouve dans la quatrième période de la seconde époque ; cette place pourrait contribuer à insinuer l'idée fausse que la centralisation ecclésiastique, avec quelques-unes de ses conséquences fâcheuses, en matière de fiscalité, de provisions de bénéfices, avec aussi l'opposition qu'elle souleva, sont beaucoup plus récentes qu'elles ne le sont en réalité. Le paragraphe 207 est bien sommaire en ce qui concerne le mouvement philosophique français du XVIII^e siècle ; surtout ce mouvement est présenté comme bien plus homogène, concerté et organisé qu'il ne le fut. Il n'y a presque rien sur l'état actuel des Églises orientales. — La bibliographie, surtout la bibliographie française, n'est ni toujours complète ni toujours exacte, et certaines appréciations sont contestables. Ainsi l'on est surpris des jugements sévères portés (p. 289 et 455) sur des livres comme le *Jean VIII* du P. Lapôtre, ou *la France et le grand schisme d'Occident* de M. Valois. On est surpris aussi de ne trouver cités, ni *l'Étude sur le Liber censuum* de M. Fabre, ni les *Élections épiscopales* de M. Imbart de la Tour, ni les *Officialités* de M. Fournier, ni, à propos des croisades les *Archives* et la *Revue de l'Orient latin*, ni, à propos des universités, le livre de Rashdall, ni *l'Histoire de la philosophie scolastique* de Hauréau, et la collection des *Beiträge zur Geschichte der Philosophie des Mittelalters* de Baeumker et von Hertling, ni, à propos de la fiscalité pontificale, les *Päpstlichen Kollektorien in Deutschland*, de Kirsch, ni à propos de l'Église russe, *l'Empire des tsars et les Russes* de Leroy-Beaulieu. — P. 370,

les *Registres de Honiface VIII* ne sont pas édités par MM. Digard et Antoine, mais par MM. Digard, Faucon et Antoine Thomas. — P. 721, il n'y a jamais eu de Trappe à Melberay, qui n'existe pas, mais la Meilleraye. Ces quelques observations ne doivent pas empêcher de répéter en terminant, que le précis de M. Knöpfler, clair, bien ordonné et ordinairement bien informé, est un des plus satisfaisants parmi les livres de ce genre. Quand donc la France produirait-elle à son tour un bon manuel ?

E. JORDAN.

Saint Nicolas I^{er}, par Jules ROY.
Paris, Victor Lecoffre, 1899, in-12 de xxxix-175 p.

Cet ouvrage est moins une biographie de saint Nicolas I^{er} que l'histoire de l'Eglise et surtout de la papauté durant le cours du ix^e siècle. On trouvera même, peut-être, que le côté biographique a été un peu négligé ; puisque la vie de saint Nicolas est présentée dans la collection, déjà si généralement connue et estimée, *Les Saints*, on avait quelque droit de s'attendre qu'on nous parlerait des vertus, des miracles, du culte, en un mot de ce qui établit la sainteté de ce personnage.

Cette légère restriction faite, le nouveau volume est du plus haut intérêt ; il nous montre, et par les actions du saint pape, par son intervention fréquente dans les affaires d'Orient et d'Occident (1^{re} partie), et par des extraits de sa nombreuse correspondance habilement groupés (2^e partie), il nous montre, dis-je, la papauté jouissant, deux siècles avant saint Grégoire VII, d'une juridiction universelle sur le monde tout entier, sur les évêques aussi bien que sur

les princes et les rois les plus puissants. Il nous fait toucher du doigt le triple pouvoir législatif, judiciaire, et exécutif, devenu l'apanage de la papauté. Les titres de cette souveraineté si vaste sont nettement établis par le pape lui-même. On ne peut les récuser, parce qu'ils reposent toujours, non sur les fausses décrétales, mais sur des décrets parfaitement authentiques, dont on fait connaître les auteurs et la date précise.

En achevant la lecture de ce livre, on comprend l'admiration des chroniqueurs du ix^e siècle, qui saluèrent dans Nicolas le plus grand des pontifes que le monde eût encore vus. On souscrit volontiers à cette appréciation de l'auteur du *Liber pontificalis*, qui l'appelle un pape « vraiment catholique, ayant soutenu les guerres du Seigneur avec une admirable sagesse, » ou encore à ce jugement de Reginon : « Depuis le bienheureux Grégoire, nul évêque élevé dans la ville de Rome ne put lui être comparé. » Il faudra aussi attendre jusqu'à Grégoire VII pour lui trouver un digne successeur.

D. F. L.

Études critiques sur divers textes des X^e et XI^e siècles, par Jules LAIR. I. *Bulle du pape Sergius IV ; lettres de Gerbert*. Paris, Picard, 1899, in-4 de 484 p.

Le livre de M. Lair semble presque avoir été écrit pour illustrer le principe que tout est dans tout. Il se compose en effet d'un assez grand nombre d'études de détail au premier abord très diverses, qui toutes cependant s'appellent les unes les autres, ne fût-ce que par association d'idées. L'objet essentiel en est l'examen critique de deux documents : une bulle du pape Sergius IV relative à un pro-

jet de croisade destiné à venger la destruction du Saint-Sépulcre par le calife Hakem; et la célèbre prosopopée *Ea quae est Hierosolimis*, insérée dans les œuvres de Gerbert, où l'Église même de Jérusalem est censée invoquer les secours armés de l'Occident latin. Le premier de ces documents avait été publié pour la première fois en 1857 par M. Lair lui-même. Depuis, M. Harttung et le comte Riant en avaient contesté l'authenticité, que M. Lair cherche maintenant à défendre. Il faut reconnaître qu'il réfute très fortement bien des objections de ses adversaires, qui sont vraiment ou de pures chicanes, ou le résultat d'erreurs. Il ne me paraît subsister d'argument sérieux contre l'authenticité (et je n'oserais le dire décisif), que le style de la pièce, bien peu diplomatique, au moins par endroits. Au reste, M. Lair y admet lui-même des altérations visibles. — Pour montrer, de plus, qu'une bulle originale, authentique, peut contenir « des fautes de rédaction telles que trouvées dans une copie et soumises à une critique excessive comme celle de MM. Harttung et Riant, elles permettraient de douter de la sincérité du document, » M. Lair republie, d'après M. Brutails, une bulle, effectivement très barbare, du même Sergius IV pour Saint-Martin du Canigou; comme deuxième pièce de comparaison, il donne, d'après les papiers de Dom Housseau, une autre bulle, pour l'abbaye de Beaulieu, émanée de la chancellerie de Sergius IV. — Au cours de la discussion sur l'authenticité de l'appel à la croisade, M. Lair avait soutenu (et un de ses arguments, le synchronisme avec une éclipse de lune arrivée en l'an 1009, me semble trancher la question) que la destruction du Saint-Sépulcre avait eu lieu en 1009. Cela

le conduit à examiner la chronologie des pèlerinages de Foulques Nerra, comte d'Anjou, afin de prouver, contrairement à l'opinion de M. Port et de quelques autres savants, qu'aucun de ces nombreux voyages ne se place en 1010, moment où, d'après lui, le Saint-Sépulcre était déjà détruit, et Jérusalem difficilement accessible. — Quant à la pièce *Ea quae est Hierosolimis*, M. Lair la rattache aussi à la ruine du Saint-Sépulcre et au pontificat de Sergius IV. Pour lui, cette prosopopée et l'appel à la croisade « sont de même famille, de même origine, de même main. » Il se heurte non seulement à l'opinion de MM. Harttung et Riant, qui rejettent la prosopopée, comme la bulle, et n'y voient qu'une pièce excitatoire fabriquée un peu avant la première croisade, mais encore à celle de M. Havel, qui est aussi, sauf bien des variantes, celle de M. Boubnov, et d'après laquelle les manuscrits que nous possédons des lettres de Gerbert dériveraient d'un minutier autographe; la lettre *Ea quae est Hierosolimis* serait alors nécessairement authentique et écrite par Gerbert. M. Lair est donc amené à combattre cette hypothèse d'un minutier. De là une longue série de notes critiques (elle comprend près de 300 pages du volume) sur presque toutes les lettres du recueil de Gerbert; notes qu'il est impossible naturellement de résumer, mais dont devront tenir compte tous ceux qui s'occuperont de la question. Les conclusions en sont les suivantes : 1° le recueil de Gerbert ne représente pas un minutier; 2° dans ce recueil les pièces n'apparaissent pas dans un ordre chronologique rigoureux; 3° ce recueil comprend des pièces qui n'émanent pas de Gerbert; 4° certaines pièces portant comme nom de des-

tinataire l'initiale G. y ont été introduites par suite d'une fausse attribution à Gerbert de cette initiale G. qui désigne le pape Grégoire. Ainsi une pièce postérieure à Gerbert, comme l'*Ea quae est Hierosolimis*, a fort bien puse glisser dans la collection. Comme M. Lair le dit spirituellement lui-même, il a « démolì toute une maison pour y retrouver une épingle. » Ses conclusions dépassent notablement son objet. A ne considérer d'ailleurs que la pièce qui lui a donné lieu à tant de recherches, l'allusion qu'elle contient à la *famosa clades* qui vient d'atteindre l'Eglise de Jérusalem ne s'explique pas, pour le temps de Gerbert ; et c'est une objection assez forte au système de Havet. — Dans trois appendices, M. Lair résume un chapitre du livre de M. Boubnov faisant connaître les divergences entre ce savant et M. Havet, puis étudie les *notes tironiennes dans les lettres de Gerbert*, et les *titres des lettres*. — En somme, ouvrage important, intéressant, presque facile à lire, malgré l'aridité de tant de discussions critiques, grâce à la lumineuse clarté qu'y apporte M. Lair ; luxueusement édité et accompagné de belles planches reproduisant les principaux documents examinés.

E. JORDAN.

Innocent VI et Blanche de Bourbon. Lettres du pape publiées d'après les registres du Vatican, par Georges DAUMET. Paris, Fontemoing, 1899, in-8 de 174 p.

M. Daumet, qui a déjà publié une excellente et très substantielle *Étude sur l'alliance de la France et de la Castille aux XIV^e et XV^e siècles*, reprend aujourd'hui, pour l'examiner plus en détail, un épisode auquel il

n'avait pu que toucher brièvement. En 1353, le roi de Castille Don Pedro le Cruel épousait Blanche, deuxième fille de Pierre I^{er}, duc de Bourbon, comte de Clermont et de la Marche. Mais il était sous l'influence de sa maîtresse, Dona Maria de Padilla ; sa femme lui inspira de prime abord une aversion violente, et il s'en sépara immédiatement. Bientôt, nouveau caprice pour Dona Juana de Castro ; sous prétexte que sa première union n'avait pas été libre, il la fit annuler par des prélats complaisants, et épousa Dona Juana. Ce fut pour l'abandonner le lendemain même et revenir à la Padilla. Pendant ce temps, la Castille se soulevait, la reine mère, les frères bâtards du roi se révoltaient, en partie sous prétexte de se faire les champions de l'épouse outragée. Le pape Innocent VI ne pouvait rester indifférent alors qu'il s'agissait de défendre l'indissolubilité et le respect du mariage chrétien, et de rétablir la paix troublée ; d'autant qu'il avait encouragé et béni une union qu'il avait cru devoir affermir l'alliance franco-castillane. Il s'épuisa en efforts pour ramener Don Pedro et encourager Blanche dans ses épreuves, tandis que Jean le Bon, au contraire, ne s'intéressait que faiblement au sort de sa parente. Ce sont ces tentatives, et l'échec des trois légations successivement envoyées par le pape, que raconte M. Daumet. Il a mis au jour soixante-quinze lettres d'Innocent VI relatives à cette affaire, tirées des registres du Vatican ; il résume dans une introduction très claire et très précise les renseignements qu'elles contiennent. La persévérante et inlassable douceur d'Innocent VI (elle contraste avec la hautaine énergie qu'avaient, en semblable occurrence,

déployée tels de ses prédécesseurs) n'obtint aucun résultat. Blanche mourut en 1361, dans l'étroite captivité où elle avait fini par être réduite. L'épisode n'en fait pas moins grand honneur à Innocent VI et montre comment, même dans les temps si décriés de la captivité d'Avignon, le Saint-Siège savait rester fidèle à sa haute mission. E. JORDAN.

A propos de l'Infaillibilité du pape, par A. JUSTICE. Paris, Juven, s. d., in-18 de viii-256 p.

L'auteur de cet ouvrage fait preuve d'une vaste érudition; sa discussion très serrée est généralement aussi modérée quant à la forme que judicieuse quant au fond; la bonne foi, la droiture d'intentions, l'amour de l'Église, inspirent ces pages, et la préface se termine par l'acclamation : *Vive Léon XIII!*

Et cependant, c'est avec une secrète inquiétude qu'on voit une plume laïque, on peu s'en faut, toucher à d'aussi graves problèmes. Que veut prouver cet anonyme, ou pseudonyme? A quelle nécessité répond son livre? Y a-t-il urgence et même opportunité à saisir un public incompetent de questions qu'il est incapable de résoudre? Il faut en effet une éducation théologique pour apprécier la véritable importance de certaines thèses.

Sans doute, la vérité a droit à la lumière, mais, à supposer qu'il n'y ait que des vérités dans ce livre, quel bien produiront ces discussions, si courtoises qu'elles restent? N'est-il pas à redouter que des esprits malveillants, ou simplement superficiels, y prennent, en dénaturant les faits et les textes, des arguments destinés à combattre la thèse que M. Justice

défend avec les intentions les plus droites?

L'Église est une société fortement hiérarchisée; c'est aux pasteurs et aux docteurs qu'il appartient de traiter certaines matières; s'ils ne le font pas en ce moment, c'est qu'ils ont sans doute de sérieuses raisons de s'abstenir; s'ils n'en ont pas, le zèle des fidèles doit s'employer à les décider à sortir de leur réserve, mais se substituer à eux est peut-être imprudent.

Une remarque : Dire, à propos du grand schisme : « Le protestantisme, « déjà menaçant, eût trouvé sur-le-champ, dans la rupture de l'unité, « un nouvel aliment.... » est une proposition qui demanderait à être expliquée; sans quoi on accusera l'auteur de commettre un gros anachronisme, ce dont il est incapable (p. 200).

P. PISANI.

French History for schools, by Katharine STEPHEN. London, Macmillan, 1899, in-12 de xii-338 p.

Ce Manuel, sans prétentions savantes, est clairement conçu et méthodiquement ordonné. Il résume les différentes périodes de l'histoire de France depuis les origines de l'ancienne Gaule jusqu'à nos jours, est accompagné de plusieurs cartes, et contient comme annexes une chronologie comparative des rois d'Angleterre et de France, une liste des reines de France, des tableaux sommaires des principaux événements de chaque siècle, et un index alphabétique des noms et des lieux cités.

Il y aurait lieu de faire des réserves sur l'esprit dans lequel sont appréciés certains actes de nos rois et l'histoire de la Révolution. Katharine Stephen s'en est référée aux ouvrages

de Sismondi, de Henri Martin, de Michelet, et n'a consulté ni les documents originaux ni les livres récents qui font autorité en la matière.

R. L.

Caesar's conquest of Gaul, by T. RICE-HOLMES. London, Macmillan and Co., 1899, in-8.

En écrivant une histoire de la conquête de la Gaule, M. Holmes a voulu, comme il le dit dans sa préface, adoucir l'ennui de l'écolier, trop absorbé par les difficultés de l'« ablatif absolu » pour lire en entier les *Commentaires*, « dont la lecture est cependant aussi intéressante que celle des « exploits de Cortès ou de Clive, » le rival heureux de Dupleix.

Mais là ne se borne pas son ambition : il espère que le public le lira également, et les militaires surtout, qui trouveront dans ce récit de précieux enseignements.

Suivant l'auteur, il n'existe en Angleterre aucune bonne traduction des *Commentaires*, et l'on s'y est peu intéressé jusqu'à ce jour aux problèmes qu'ils soulèvent. Son ouvrage, la seule *histoire anglaise* de la conquête de la Gaule, comblera cette lacune. Car c'est un récit de la conquête qu'il publie et non une traduction littérale des *Commentaires*, qui « fatiguerait le lecteur moderne. »

On s'étonne que M. Holmes, qui se dit un admirateur passionné de l'œuvre littéraire de César, ait choisi ce parti. Son histoire, malgré ses réflexions personnelles, ne saurait avoir l'intérêt du récit si vivant, si vécu peut-on dire, du grand général romain. Elle est d'autre part incomplète. La campagne de Crassus en Aquitaine est à peine indiquée, sous le prétexte qu'elle n'a pas été conduite par César.

Il est fait une simple mention des deux descentes des Romains en Angleterre, « qui ne rentrent pas dans le sujet : la conquête de la Gaule, » malgré l'intérêt particulier qu'aurait pour le lecteur anglais ce chapitre des *Commentaires*. Beaucoup de données et de réflexions intéressantes sont écourtées ou passées sous silence, sans qu'on puisse découvrir les raisons qui ont guidé le choix de l'auteur.

Le récit de la conquête occupe un peu moins de la sixième partie de l'ouvrage ; le reste est consacré aux *notes*. On sait combien, depuis quelques années, les questions soulevées par les *Commentaires* ont exercé la sagacité des historiens et des archéologues. Leurs ouvrages, comme le remarque M. Holmes, rempliraient une bibliothèque. L'auteur, cependant, les a lus et il les a résumés pour le plus grand nombre dans ses *notes* : on peut même lui reprocher d'avoir été trop loin dans cette voie ; car il discute l'opinion de certains auteurs qui, de son propre aveu, ne méritent aucune considération. Parmi les commentateurs cependant, il distingue l'empereur Napoléon III, auquel il reproche un assez grand nombre d'erreurs, et surtout, à juste titre, le colonel Stoffel.

Un long chapitre de ces notes est consacré à la question de savoir quelle confiance mérite le récit de César ; un autre à la géographie de la Gaule, envisagée aux points de vue géographique, social, politique et religieux. Puis l'auteur étudie la composition des légions, la nature des troupes, infanterie, cavalerie, artillerie, la fortification des camps, etc. Le dernier chapitre comprend la discussion des opérations militaires. C'est ici que M. Holmes cherche à préciser les itinéraires suivis par César et l'empla-

cement exact des champs de bataille. Dans cette recherche, comme dans celles qui précèdent et qui ont surtout pour objet d'identifier les noms de lieux, l'auteur a fait un choix entre les opinions émises jusqu'à ce jour, mais sans apporter aucune donnée nouvelle; c'est donc simplement un suffrage de plus en faveur de telle ou telle conclusion. Cependant, il se flatte d'avoir contribué à faire la lumière sur certains points, et il pense qu'on doit clore désormais toute discussion, en reconnaissant toutefois que plusieurs problèmes resteront insolubles.

Confiant dans la sûreté de son jugement, M. Holmes a cru devoir, dans son histoire de la conquête, préciser les localités à l'aide des noms modernes, chaque fois qu'il a pu se faire une conviction, et c'est ainsi que l'on voit apparaître, non sans étonnement, dans le cours du récit de la campagne de Labienus contre les Parisii, au milieu des noms latins, le *bois de Boulogne* et le *Mont-Parnasse*. De même, il a remplacé la mention des « Cités armoricaines » par celle des « peuples de la Normandie et de la Bretagne. » Ailleurs, il introduit le Morbihan, le Calvados, le Cotentin, etc. Ces anachronismes déconcertent le lecteur.

C'est dans le même esprit, sans doute, que l'auteur a transformé les heures, telles que les comptaient les anciens, en heures modernes. S'il a conservé les milles comme mesure itinéraire, c'est vraisemblablement parce que les kilomètres ne sont pas en usage en Angleterre; mais alors le lecteur a le droit de se demander s'il s'agit de milles romains ou de milles anglais.

Cette manière de moderniser l'histoire enlève au récit cet éloignement

et cette perspective qui sont nécessaires pour mettre les événements à leur plan et les faire apprécier à leur juste valeur.

Malgré ces critiques, on doit reconnaître que M. Holmes s'est livré à un travail considérable et que son livre résume à peu près tout ce qui a été écrit à propos des *Commentaires*. Les lecteurs qui désirent seulement se faire une opinion trouveront dans son ouvrage tous les éléments nécessaires; ceux qui voudront entrer plus avant dans le sujet utiliseront avec profit les indications bibliographiques qu'il fournit pour remonter aux sources elles-mêmes.

J. DE M.

Les trésors de monnaies romaines et les invasions germaniques en Gaule, par Adrien BLANCHET. Paris, E. Leroux, 1900, gr. in-8 de 332 p.

Voici un livre qui, malgré son titre, ne s'adresse pas aux spécialistes seuls; ce n'est pas un ouvrage de numismatique; il s'adresse plutôt aux historiens. L'auteur n'a pas eu en vue les monnaies elles-mêmes, ni leurs types, ni leur rôle au point de vue économique. M. Blanchet ne s'occupe que des données fournies par la présence, sur tel ou tel point de la Gaule, de cachettes monétaires dont la composition peut donner les dates d'ensoufflement. Partant de ce principe que, à de très rares exceptions, les cachettes sont dues à la prudence d'indigènes cherchant, lors d'une invasion subite, à mettre leur pécule à l'abri, M. Blanchet veut fournir à l'historien un ensemble de faits pouvant servir à fixer la date et la marche des invasions.

Le livre II signale huit cent quatre-vingts cachettes de monnaies romaines constatées géographiquement.

ment sur tous les points du sol gaulois ; peut-être aurait-il été plus complet en relevant toutes les découvertes notées dans les ouvrages antérieurs au *xix^e* siècle. Mais il est juste de remarquer que l'auteur n'a pas eu la prétention de faire un *Corpus* définitif. Son livre, il le dit lui-même, est un essai de *Corpus* qu'il espère compléter dans l'avenir.

Le livre *1^{er}* contient un précis chronologique des faits de guerre et des invasions jusqu'au *v^e* siècle, ainsi que des réflexions sur les travaux exécutés par les Romains pour la défense des frontières.

M. Blanchet expose quelques conclusions qui méritent d'être notées. Il rappelle que l'empire gaulois fondé par Postume au milieu du *iii^e* siècle fut la conséquence de l'état du vaste pays qui, Rome ne le garantissant plus, était réduit à se protéger lui-même. L'empire romain, alors, commençait à se désorganiser par suite de l'abaissement de l'esprit militaire, qui devait plus tard, en s'accroissant rapidement, amener sa ruine définitive. Il suffit de feuilleter l'histoire, même de regarder autour de nous, pour constater que tous les peuples chez lesquels l'esprit militaire s'éteint sont fatalement condamnés à disparaître ou à être envahis.

M. Blanchet établit que la plupart des invasions, surtout les premières, vinrent du nord, composées de pillards qui cherchaient à s'emparer de riches butins, et opéraient comme plus tard les Normands ; ceux-ci se trouvèrent en face d'une féodalité armée qui leur tint tête et finit par les écarter. Du *iii^e* au *v^e* siècle, les bandes de pillards ne trouvèrent que quelques villes fortifiées à la hâte et mal défendues par les habitants et des mercenaires.

On doit être reconnaissant envers l'auteur, qui a dû faire de patientes recherches pour composer ce volume, dont la lecture est indispensable à tout érudit curieux de connaître cette partie encore mal étudiée de notre histoire nationale. A. DE B.

Charles le Simple, par Aug. ECKEL. Paris, Em. Bouillon, 1899, in-8 de xxn-168 p.

L'étude d'histoire carolingienne que nous donne un jeune archiviste paléographe, M. Eckel, fait partie de l'importante collection dite Bibliothèque de l'École des hautes études, dont elle forme le 124^e fascicule. L'auteur a fait entrer dans ce travail tout ce que l'on sait sur la vie et le règne de Charles III le Simple. Il n'a négligé aucune des sources qu'il était possible de consulter sur ce sujet, et il en a fait l'emploi le plus judicieux. C'est en vain qu'en joignant pièce à pièce tout ce que les chroniqueurs nous ont laissé sur cette époque, on s'efforce d'en former un récit complet : les textes sont trop arides, les lacunes sont trop nombreuses, beaucoup de circonstances nous restent inconnues, et les événements que nous constatons demeurent souvent pour nous inexpliqués. La plupart des historiens échappent à ces incertitudes en se jetant hardiment dans la voie des conjectures, et souvent ne reculent pas devant les plus hasardées. C'est ce que ne fait jamais M. Eckel. Après avoir déterminé la part de la certitude, il ne donne les hypothèses qu'on peut y joindre que pour ce qu'elles sont, un contingent d'interprétations d'une valeur plus ou moins douteuse. Il nous fournit un résumé historique qui nous fait quelquefois regretter l'insuffisance des documents, mais

ne nous induit jamais en erreur sur ce qu'ils contiennent.

S'il fallait, dans l'œuvre excellente de M. Eckel, trouver une part pour la critique, on pourrait remarquer qu'en parlant d'une époque si différente de celles dont la connaissance nous est familière, il tombe parfois dans un défaut d'ailleurs général dans les historiens modernes, qui est de faire usage de termes conformes à nos idées, mais ne correspondant nullement aux conceptions des hommes du ix^e siècle. Ainsi, parler au sujet des Carolingiens de droit héréditaire et de succession régulière à la couronne, n'est-ce pas un peu tomber dans l'anachronisme ? Depuis Pépin jusqu'à Charles le Simple, la couronne fut constamment transmise en vertu de combinaisons arbitraires, et nullement suivant une règle de succession définie. Cela est tellement vrai que le père de Charles III, le roi Louis le Bègue, celui de toute sa race dont l'accession au trône offrit le moins de difficulté, n'en prenait pas moins constamment le titre de *Roi par l'élection du peuple*. Ce qui prouve que, si les Mérovingiens étaient considérés comme ayant dans le sang un titre royal indélébile, l'opinion n'accorda jamais le même privilège à la descendance de Pépin, c'est que la famille des comtes de Vermandois, issue directement de Charlemagne, et même en rang d'ainesse, ne fut jamais regardée comme devant être appelée à la couronne, et ne produisit jamais à cet égard une prétention distincte. Si l'hérédité a en quelque sorte existé dans la race carolingienne, ce n'est que chez les descendants de Charles le Simple qu'il faudrait la chercher. Quand tous les gouvernements de provinces, ou même de localités, étaient revendiqués à titre de succes-

sion héréditaire, le titre royal ne pouvait manquer de l'être aussi. Mais c'était là une hérédité de convenance, beaucoup plus que de droit.

L'événement le plus remarquable du règne de Charles le Simple fut certainement l'établissement définitif des Normands en Neustrie. M. Eckel y a apporté toute son attention ; mais peut-être ne s'est-il pas assez arrêté sur cette circonstance singulière que la concession royale est indiquée comme s'étant bornée à la rive droite de la Seine. Les Normands paraissent cependant avoir dominé plus complètement encore sur la rive gauche. Ce qui semble le plus probable, c'est que cette partie, la plus étendue de leur province, conserva quelque temps le caractère d'arrière-fief du duché de France.

Souhaitons à l'École des hautes études de nous donner souvent des productions d'une aussi grande valeur que le fascicule de M. Eckel. Notre histoire nationale lui devrait une part sérieuse dans ses progrès.

L. DE N.

—
Correspondance politique de Guillaume Pellicier, ambassadeur de France à Venise, 1540-1542, publiée sous les auspices de la Commission des Archives diplomatiques, par Alexandre TAUSSEMAT-RADEL. Paris, Félix Alcan, 1899, gr. in-8 de LXXX-811 p.

Dans la livraison du 1^{er} juillet 1898, notre regretté collaborateur Alfred Spont a étudié, d'une façon développée (I. LXIV, p. 189-194), la correspondance de Guillaume Pellicier, publiée par M. Tausserat-Radel. Le volume édité sous les auspices de la Commission des archives des affaires étrangères n'avait pas encore paru. Nous sommes heureux de le signaler au-

jourd'hui à nos lecteurs. Outre les quatre cent cinq lettres si bien transcrites et annotées par l'habile éditeur, on y trouve une ample introduction où la carrière diplomatique de l'évêque de Montpellier est mise en pleine lumière. et, en appendice, bon nombre de documents sur les ambassades et sur la vie de Guillaume Pellicier. Une ample table analytique termine dignement cet important recueil.

L. C.

La guerre entre Louis XIII et Marie de Médicis (1619-1670), par Eusèbe PAVIE. Angers, Germain et Grassin, 1899, in-8 de 687 p.

M. E. Pavie, ancien magistrat à Angers, a consacré tous ses loisirs à l'étude de l'histoire de sa province, et il a tiré de ses notes un gros volume, plein de documents, sur une seule année, celle qui vit éclater la guerre entre Louis XIII et sa mère. Après la mort de Concini, Marie de Médicis, disgraciée, avait obtenu le gouvernement de l'Anjou ; elle se fit accompagner dans son nouvel apanage par Richelieu, son ministre favori, et il est naturel qu'on attribue au futur cardinal la responsabilité des événements qui aboutirent à la brouille, puis à la réconciliation de la mère et du fils. M. Pavie célèbre le génie naissant de l'homme d'État ; M. Hanotaux, qui a pu profiter des travaux de l'érudit angevin, est moins favorable à Richelieu. Mais il constate, comme tous ceux qui ouvriront le livre, les prodigieuses recherches accumulées sur un simple épisode, déjà traité par bien des historiens. L'auteur, sans négliger ses devanciers, n'a laissé, en effet, inexplorée aucune des richesses inédites que pouvaient contenir la Bibliothèque

nationale, celle d'Angers, les archives des Affaires étrangères, celles du château de Chantilly et même les bibliothèques de Florence.

L'attitude si diverse de tous les grands seigneurs du temps, groupés selon leur intérêt autour de la reine mère, de Condé, de Luynes ou du roi, est exposée avec des détails précis, qu'on serait tenté de trouver trop nombreux ; car le fil conducteur manque un peu, et il aurait fallu pour le moins une bonne table analytique, qui aurait donné en même temps la liste de toute la noblesse de France à cette époque.

La physionomie assez singulière du jeune Louis XIII est bien retracée : il aime la guerre, comme la chasse, pour l'éclat des costumes, le mouvement et le bruit : mais faible et indécis, il accorde la paix non moins volontiers, surtout quand c'est un Richelieu qui la négocie. M. Pavie s'arrête après la bataille des Ponts-de-Cé et l'entrevue de Brissac, ayant fait honneur à sa ville d'Angers des événements qui l'eurent pour théâtre en l'année 1620.

G. BAGUEVAULT DE PUCHESSE.

Les grands traités du règne de Louis XIV, publiés par Henri VAST. III. Paris, A. Picard, 1899, in-8 de 220 p.

M. Vast vient d'achever la publication, que nous annoncions l'année dernière (*Revue des questions historiques*, t. LXV, p. 635), du texte authentique des traités du règne de Louis XIV, avec toutes les indications de sources historiques tant imprimées que manuscrites et la liste plus rare encore des pièces composant les « instruments originaux, » qui se trouvent dans les archives des sept

États européens ayant pris part aux négociations : France, Grande-Bretagne, Portugal, Prusse, Savoie, États Généraux des Provinces-Unies, Empereur et Empire.

Une très complète et très précise introduction rappelle toute l'importance de cette longue guerre de la succession d'Espagne, qui ébranla le trône du grand roi et eut pour l'équilibre du monde des conséquences presque égales à celles que produisirent, un siècle plus tôt et un siècle plus tard, les grandes luttes de la guerre de Trente ans ou de l'épopée napoléonienne. Les traités d'Utrecht, de Rastadt et de Bâle (1713-1714) exigèrent des négociations fort compliquées, que les historiens négligent d'ordinaire, ne s'attachant qu'aux résultats. On les trouvera merveilleusement résumés dans le recueil de M. Vast, de telle façon que les textes officiels deviennent faciles à étudier pour les élèves et même pour les diplomates. Une table de tous les personnages et de toutes les villes et États dont il est question dans les trois fascicules complète heureusement ce travail, qui contient en peu de pages tant d'utiles renseignements.

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

Le drame des poisons. Études sur la société du XVII^e siècle et plus particulièrement la cour de Louis XIV, d'après les Archives de la Bastille, par Frantz FUNCK-BRENTANO. Troisième édition. Paris, Hachette, 1900, in-12 de 307 p., avec huit planches hors texte.

L'ordre des chapitres est indiqué par les sous-titres suivants : *Marie-Madeleine de Brinvilliers. Les sorcières. La marquise de Montespan. La chambre ardente. La mort de Ma-*

dame. Racine et l'affaire des poisons. La Devineresse. De cette énumération il ressort d'abord clairement que l'auteur n'a point prétendu s'astreindre à l'ordre chronologique. La mort de Madame, Henriette d'Angleterre, pour ne donner qu'un exemple, arriva dans la nuit désastreuse, l'effroyable nuit du 29 au 30 juin 1670, et Marie-Madeleine, marquise de Brinvilliers, fut brûlée vive en 1676. M. Funck-Brentano, qui avait donné à diverses revues, depuis plusieurs années, la primeur de ces intéressants articles, les a recueillis et groupés ici de manière à varier les sujets, et il leur a choisi un titre qui les résume bien : *le Drame des poisons*. C'est doublement un drame, et par l'horreur des péripéties et par cette liberté toute romantique d'intervertir au besoin l'ordre chronologique des faits.

La Brinvilliers paraît en scène la première et elle a bien vite captivé l'attention. Cette héroïne du crime avait déjà occupé beaucoup d'écrivains, depuis le récit inexact et tendancieux de Michelet, jusqu'à Alexandre Dumas, Pierre Clément, François Ravaisson et M. G. Roullier. Pour s'être trop fié à cet éditeur d'une relation sur les derniers moments de la marquise, M. Funck-Brentano avait, dans la première édition de son *Drame des poisons*, si vite suivie de la troisième, pris pour un religieux de la Compagnie de Jésus l'abbé Pirot, auteur de cette relation, et grand vicaire du cardinal de Noailles. Nous constatons avec plaisir qu'il a corrigé cette inadvertance dans le texte ; espérons qu'elle disparaîtra aussi de la légende de la gravure et de la table ; elle ne restera plus alors que dans la notice biographique sur La Fontaine, de la collection des

grands écrivains de la France, et nous la laisserons à compte à M. Ad. Régnier. Tout ceci soit dit uniquement pour montrer avec quelle droiture et quelle conscience M. Funck-Brentano cherche la vérité et rétracte la moindre erreur. A ce point de vue, c'est un irréprochable historien.

Ses conclusions sont tantôt négatives, tantôt positives ; négatives, lorsqu'il démontre si clairement, avec M. Brouardel, que Madame mourut non pas de poison, mais d'un ulcère rond de l'estomac ; positives, quand il s'agit des sorcières, des empoisonneuses et de Racine. Est-ce à dire que tous les crimes rapportés nous semblent démontrés ? Il serait difficile, à notre avis, de le penser, et pour quatre ou cinq raisons : la première est que beaucoup de ces condamnés avouèrent sous d'affreuses tortures ; la seconde est que tout ce joli monde aimait à mentir pour mentir ; dans le cas de Racine nous accepterions volontiers la conclusion de M. Larroumet, qui jette par-dessus bord les déclarations de la Voisin sur le prétendu empoisonnement de la comédienne du Parc par le poète, et s'écrie : « Abominable invention de femme perdue ! » (P. 289.) La troisième raison est qu'en matière d'expertises et de constatations légales, on ne peut guère se fier aux médecins fort ignorants de cette époque. La quatrième est que les poisons d'alors, même l'arsenic, opéraient lentement et difficilement. La Brinvilliers avoua qu'elle avait empoisonné son père *vingt-huit* ou *trente* fois de ses propres mains et d'autres fois par les mains d'un laquais, or elle attendit huit mois le résultat : « elle n'en pouvait venir à bout » (p. 12). Le cinquième motif est que toute la fantasmagorie des messes noires, des

égorgements d'enfants, des philtres amoureux, des appareils de sorcellerie, est fort sujette à caution ; des témoins, même sincères, ayant sans doute, et comme il arrive encore de nos jours dans les scènes de tables tournantes et autres, affirmé *avoir vu* ce qu'ils avaient simplement *cru voir*. Ces réserves concernent les faits eux-mêmes et la critique des preuves ; elles n'atteignent en rien, hâtons-nous de le dire, la méthode employée par M. Funck-Brentano, qui nous semble impartiale et scientifique. Il rapporte ce qu'il a lu dans les rapports de police ou ailleurs. Au lecteur de juger. Mais ce qu'on ne trouve pas chez lui, c'est cet esprit de dénigrement systématique contre la société du xviii^e siècle, qui de l'héritage de Michelet a passé dans les *Médecins et empoisonneurs* du docteur Leguë (1896), et dans les *Empoisonnements sous Louis XIV* du docteur Nass (1898). Il écrit de bonne foi.

Le plus triste côté de ces tristes spectacles nous semble moins les crimes eux-mêmes que l'impunité assurée à certaines criminelles : M^{me} de Poulailhon, M^{me} de Dreux, la présidente Leféron, en regard de la rigueur dont on usait envers les humbles, comme M^{me} Brunet, la femme du flûtiste Philibert. M. Funck-Brentano a bien mis ce trait de mœurs en lumière, ainsi que le châtimement de Louis XIV, obligé de couvrir les fautes de M^{me} de Montespan et de détruire les dossiers les plus compromettants, pour sauver l'honneur de ses enfants légitimes.

HENRI CHÉROT, S. J.

Un secret d'État sous Louis XIV. Le prisonnier masqué de la Bastille, son histoire authentique, par Anatole LOQUIN (d'Orléans). Paris, Libraires associés, 1900, in-12 de xviii-400 p.

L'histoire du « Masque de fer » est un sujet si rebattu qu'il est presque invraisemblable qu'il puisse tenter encore la plume. Et cependant, à peine le croit-on, et à bon droit, enterré, qu'il reparait sous une forme ou sous un titre nouveaux. Il n'y a guère, nous avons à analyser les *Distractions de La Fontaine*, qui n'étaient que des variations nouvelles sur l'éternel et monotone thème. Le voici qui reparait sous le titre de *Un secret d'État sous Louis XIV*, et le sous-titre *Le prisonnier masqué de la Bastille, son histoire authentique*. Ce n'est pas trop, d'ailleurs, de tant de titres pour un sujet aussi inédit !

Nous pouvons dire, à l'avance, que l'auteur, — et il faut le lui pardonner, car ce n'est pas sa faute, — a perdu son temps et sa peine dans la recherche de la vérité, bien qu'il ait pris pour guide Pascal et son *Esprit géométrique*, ainsi qu'en témoigne ou prétend en témoigner l'épigraphe du volume. En effet, il nous semble n'avoir pas découvert la vérité, et cela parce qu'il l'a cherchée où, certes, elle ne pouvait être ; il ne l'a pas démontrée, parce qu'il ne l'a pas eue, bien qu'il en pense ; et il ne l'a pas discernée d'avec le faux, parce qu'il n'a pas eu à l'examiner, et pour la même raison.

Entre temps, M. Loquin nous apprend qu'il dédie son livre à la ville d'Orléans, où il est né le 22 février 1834, dans la maison n° 2 de la rue Dauphine ; que cette maison (qui réclame une plaque !) est aujourd'hui l'Alcazar ; enfin, qu'il accomplit cet

acte mémorable le 30 août 1899, anniversaire séculaire de la venue au monde de son père, F.-P. Loquin, né à Paris le 13 août 1799. Vraiment, c'est à se demander si l'auteur n'est pas né en Espagne, et si son nom ne serait pas le diminutif d'un mot dont le sens est bien connu au delà des Pyrénées. De fait, le livre est écrit *à tontas y á locas*.

Aussi ferons-nous grâce au lecteur de l'analyse des trois cent soixante-dix-huit pages in-12 de la thèse, pour arriver aux conclusions, qui sont assez inattendues. « Au sujet du fameux prisonnier masqué de la Bastille, conclut M. Loquin, *trois certitudes* s'offrent à nous.... L'Homme au masque de fer a réellement existé.... L'Homme au masque de fer, avant sa captivité, avait été un homme célèbre, extrêmement connu à Paris.... Afin qu'on ne remarquât pas sa disparition et qu'on ne s'occupât pas.... de ce que cet homme avait bien pu devenir, Louis XIV fut obligé de le faire passer pour mort.... » La première proposition seule est une certitude, mais on peut dire que les deux autres sont absolument gratuites. M. Loquin n'est pas arrêté par si peu, et l'on dirait qu'il a étudié à cette école de Tubingue, où deux affirmations sans preuve, pour majeure et mineure, suffisent à légitimer une conclusion. Celle qu'il tire de ses *trois certitudes* est vraiment stupéfiante : l'Homme au masque de fer, c'est.... Molière ! Molière, dont les faux dévots, personnifiés en son *Tartufe*, auraient exigé la disparition. Nous qui croyions, sur la foi de l'histoire, que le grand comique était mort, pour ainsi dire, en scène, c'est-à-dire dans les conditions de la plus entière publicité !

Un dernier trait : la révocation de l'édit de Nantes est, pour M. Loquin,

une des conséquences de ce qu'il appelle la disparition subite de Molière, « la plus terrible, » dit-il, et « la plus directe aussi, » ajoute-t-il, bien qu'elle n'ait eu lieu que douze ans plus tard ! Non ! c'est comme pour « l'invalidé à la tête de bois, » il faut le voir pour le croire ! Encore une victime de la *locura courante* ! Dr J. MEYNIER.

Mémoires de Saint-Simon.
Nouvelle édition publiée par A. DE BOISLISLE, membre de l'Institut.
Tome XIV. Paris, Hachette, 1899, in-8 de 701 p.

Quel labeur que cette nouvelle édition de Saint-Simon, poursuivie par M. de Boislisle avec une infatigable persévérance et qui, par la richesse et l'érudition des annotations, est une œuvre originale, une véritable histoire, politique, anecdotique, biographique, de la période comprise dans les *Mémoires* ! Comment analyser ce gros volume ? Bornons-nous à indiquer brièvement ce qu'il contient.

Il s'ouvre à la fin de l'année 1706, lors du départ du duc d'Orléans pour l'armée d'Italie, et se ferme en mai 1707, au lendemain du honteux traité conclu le 13 mars pour l'évacuation de l'Italie (p. 1-453). Après le texte de Saint-Simon, toujours accompagné d'abondantes annotations, viennent (p. 455-487) ses additions au *Journal de Dangeau*, qui complètent des détails donnés dans les *Mémoires* ; puis un certain nombre de documents, parmi lesquels on remarque une correspondance échangée entre le duc d'Orléans et La Feuillade, Chamillard, etc., pendant la campagne d'Italie, provenant du chartrier de MM. de Chabrilan (p. 491-518), un mémoire ou factum du temps contre les maisons de la Trémoille et de Bouillon

(p. 527-532), une longue et savante note sur le *Cardinal de Bouillon, Baluze et le procès des faussaires* (p. 533-558), d'autres notes sur le *Comte de Gramont et les Hamillon* (p. 559-567), sur *Boisguilbert et les contrôleurs généraux* (p. 573-599), sur les *Critiques du « Projet de dime royale »* (p. 600-602), sur les *Billets de monnaie* (p. 603-616), sur le *Premier président Harlay* (p. 617-624). — Après les *Additions et corrections* (p. 627-646), viennent les Tables. On se rappelle que chacun des volumes est terminé par trois tables : Table des sommaires en marge du manuscrit autographe ; table alphabétique des noms propres et des mots ou locutions annotés dans les *Mémoires* ; table des appendices.

G. DE B.

La mission secrète de Mirabeau à Berlin (1786-1787), d'après les documents originaux des archives des affaires étrangères, avec introduction et notes, par Henri WELSCHINGER. Paris, E. Plon, Nourrit et C^e, 1900, in-8 de 522 p.

Ce fut, en son temps, un scandale que la publication de cette *Correspondance secrète* ; aujourd'hui, le public n'a plus à en considérer que l'intérêt. L'honneur de Mirabeau a reçu tant d'atteintes qu'une de plus, surtout à distance, n'importe guère. Aussi faut-il remercier M. Welschinger de s'être reporté aux originaux de notre dépôt des affaires étrangères, afin de nous donner le vrai texte, le texte authentique et complet. C'est une première satisfaction pour le lecteur. Il en rencontre une autre, à laquelle il doit être encore plus sensible. C'est de pouvoir connaître, sans recourir aux bibliothèques publiques, ces tableaux de cour, ces portraits si vigoureux et si

hardis, ces prophéties politiques, et jusqu'à cette chronique scandaleuse où se complait ce *reporter* semi-officiel. On a maintes fois cité le récit de la mort de Frédéric le Grand et celui de ses obsèques. Que dire du portrait de son successeur ? — « Frédéric-Guillaume ne sera jamais que ce que son oncle, le pénétrant, l'avait deviné.... » et la suite (p. 265) du tableau que trace de sa vie si agitée et si studieuse le correspondant de Talleyrand : « Quelle vie convient moins à mes goûts naturels que cette activité oiseuse ! » etc. (p. 274). Se donner tant de peine, et pour qui, et pour quoi ! On ne lui répond pas ; cela ne produit rien : « Pardon, mon cher maître, si je déborde ; mais à qui confierai-je mes anxiétés, si ce n'est à vous, mon ami, mon consolateur, mon guide, mon soutien ? Vous êtes plus qu'un homme d'État pour moi, vous pour un serrement de main duquel je donnerais tous les trônes du monde ! » C'est à Talleyrand qu'il parle ainsi ; mais Talleyrand ne répondait pas plus que le ministre ; Mirabeau s'écriait : « Les libraires me traiteront mieux que les puissants et je ne leur devrai pas tant de ménagements » (p. 289). C'est ce qu'il fera plus tard : il se livrera aux libraires, qui l'en récompenseront.

« Il fait beaucoup de besogne, mais beaucoup de dépense, » disait-on de lui. Beaucoup de dépense ! Il recevait vingt louis par mois ! Pour neuf personnes, un carrosse et tant d'autres frais ! Et l'on donnait 60,000 fr. à des gens qui ne *rendent* pas ce qu'il *rend* : il parlait de l'ambassadeur, M. d'Esterno : « En un mot, je vaudrais mieux que la plupart des ministres du Roi par la naissance, et pour ce qui est de la capacité, jugez-en vous-même. »

Vient la chronique : M^{re} de Fleury

(p. 357 et s., 371) ; des histoires d'alcôve, où se compromet la dignité de l'ambassadeur officieux, par exemple, M^{re} de Voss ; un tableau des gens distingués de la cour (p. 411) ; un vieux comte, doux comme Philinte.... ; un prince écolier, fumant sa pipe ; un autre prince, connu pour.... ; stipendiaire des loges maçonniques, il en reçoit annuellement 60,000 écus, etc. « D'après de pareils favoris (ce sont ceux du Roi), jugez de l'homme ! » (p. 412).

Il faut lire, dans l'*Introduction* dont M. Welschinger a fait précéder la *Correspondance secrète*, comment Mirabeau la vendit pour subvenir aux frais de son voyage en Provence et de son élection ; il en avait gardé la minute originale et une copie. Il ne manqua aux désaveux qu'opposa Mirabeau ni l'hypocrisie, ni le charlatanisme, ni le cynisme. Le Parlement condamna le livre, sans oser faire mention de l'auteur (p. 61).

L'édition actuelle offre divers avantages sur l'édition originale, qui parut à Alençon, chez Malassis, en 1789. Outre l'ancien texte revu, elle contient des lettres inédites de Mirabeau, des lettres nouvelles de Talleyrand, une quarantaine de pages de Mirabeau éliminées naguère. L'éditeur a mis souvent, en regard du vrai texte, celui qu'avait arrangé Talleyrand. Les noms qui ne figuraient qu'en initiales dans la publication de 1789 ont pu, grâce au manuscrit d'origine, être entièrement rétablis. On trouvera, du reste, d'autres détails bibliographiques sur les diverses éditions de la *Correspondance secrète* dans une note spéciale (p. 89-98), qui est de nature à édifier complètement le lecteur.

VICTOR PIERRE.

Correspondance de Thomas Lindet pendant la Constituante et la Législative, 1789-1792, publiée par Armand MONTIER. Paris, Société de l'histoire de la Révolution française, 1900, in-8 de xvi-393 p.

Il s'agit, cette fois, de Lindet, l'évêque intrus et marié de l'Eure, antérieurement curé de Sainte-Croix de Bernay. Député aux États généraux, il le fut aussi à la Convention. Le 17 novembre 1792, il se maria à Paris devant le vicaire (constitutionnel) de la paroisse Sainte-Marguerite ; dans le procès du roi : « Je ne puis voir, dit-il, des républicains dans ceux qui hésitent à frapper un tyran. Je vote pour la mort. » En novembre 1793, il abdiqua les fonctions sacerdotales. Voilà ce que fut alors Thomas Lindet, « ce digne prêtre, écrit M. Montier, aussi remarquable par la pureté de ses mœurs que par la fermeté de son attitude. » Il mourut à Bernay le 10 août 1823, sans rétractation : l'Église lui refusa la sépulture religieuse.

C'est du reste à la correspondance de Thomas Lindet plutôt qu'à sa biographie que M. Montier a consacré ce volume. Elle s'étend du 19 août 1789 au 4 octobre 1792. Les originaux proviennent, suivant la destination des lettres, soit des archives de la mairie de Bernay, soit des papiers personnels de Robert Lindet conservés dans sa famille. — « *Quelques-unes* de nos lettres seulement, nous dit l'éditeur, sont publiées *in extenso*. Dans le plus grand nombre, nous avons dû sacrifier, comme ne présentant aucun intérêt général, des détails d'ordre privé ou de famille, ou des questions n'intéressant que l'histoire particulière de la ville de Bernay. Des points suspensifs indiquent

les coupures.... Nous avons cependant la conviction de n'avoir rien omis d'intéressant au point de vue de l'histoire politique générale et de celle du département de l'Eure en particulier. »

Avant de quitter son presbytère, Thomas Lindet avait promis à ses amis et électeurs de les tenir au courant des événements politiques et de leur rendre compte de ses actes. Ses lettres sont adressées soit à son frère, maire de Bernay, soit aux officiers municipaux, soit au procureur-syndic du district, qui n'était autre que Robert Lindet. Cette correspondance a un intérêt particulier pour tout ce qui touche les biens du clergé et la constitution civile : on devine de quel parti s'était rangé le futur évêque de l'Eure. L'avènement de l'Assemblée législative le rendit à ses ouailles : elles ne se montrèrent pas fort empressées à le loger ; aussi le voit-on dans cette période plus souvent à Bernay qu'à Évreux. La place nous manque pour insister soit sur le Constituant, soit sur l'évêque : nous renvoyons le lecteur à la Correspondance elle-même.

La Société de l'histoire de la Révolution française réserve sans doute à un volume suivant la partie de la Correspondance contemporaine de la Convention et du Directoire : bien que les actes de Thomas Lindet soient déjà connus, ses lettres en révéleront mieux les motifs. Ce sera une contribution utile pour l'histoire du clergé constitutionnel ; on l'en jugera mieux, mais je ne crois pas plus favorablement.

Victor PIERRE.

Le Tribunal révolutionnaire.
10 mars 1793-31 mai 1795, par
 Henri WALLON, membre de l'Institut.
 Édition nouvelle. Paris, Plon, Nour-
 rit et C^e, 1899, 2 vol. gr. in-8 de
 xu-428 et 579 p.

Nul n'ignore que M. Wallon, secré-
 taire perpétuel de l'Académie des
 inscriptions et belles-lettres, a publié,
 de 1880 à 1882, en six volumes, une
*Histoire du tribunal révolutionnaire de
 Paris, avec le Journal de ses actes*. Ce
 grand ouvrage, — fruit des plus labo-
 rieuses recherches dans les cartons
 des Archives nationales, et qui porte
 cette épigraphe, empruntée à Tacite :
 « Ce sont les despotes maladroits qui
 se servent des baïonnettes : l'art de
 la tyrannie est de faire les mêmes
 choses avec des juges » — est un vé-
 ritable monument ; Drumont en a
 dit : « J'avoue que mon livre préféré,
 quand je veux me replonger dans
 l'atmosphère de la Révolution, est
 l'*Histoire du tribunal révolutionnaire*
 de Wallon. Il n'est pas un chapitre,
 dans ces six volumes, qui ne soit un
 résumé sec et sans phrases de
 procès-verbaux authentiques, qui ne
 contienne un drame douloureux et
 poignant, qui n'éveille un monde de
 pensées. »

Nous remercions vivement l'émi-
 nent historien « d'avoir entrepris —
 ce sont les termes de la lettre qu'il
 nous a fait l'honneur de nous adres-
 ser — de faire connaître ce qu'il y a
 d'odieux dans le tribunal révolution-
 naire à un plus grand nombre de
 lecteurs ayant moins de loisirs, en
 ramenant son histoire aux dimen-
 sions de deux volumes. »

« Dans un cadre plus étroit, con-
 tinue M. Wallon, j'ai gardé néanmoins
 intégralement les grands procès ; j'y
 ai compris aussi, avec une indication
 sommaire des actes du tribunal jour

par jour, un choix de ces procès, trop
 généralement négligés comme moins
 intéressants, ou pour des délits que
 la Terreur est surtout coupable d'a-
 voir créés ; aristocrates et gens du
 peuple en beaucoup plus grand
 nombre, tenus pour aristocrates,
 parce qu'ils détestaient ce régime,
 étaient réunis comme complices d'un
 grande conspiration dont le réseau
 couvrait toute la France, et condam-
 nés à mort dans des jugements par
 amalgame. »

Tels sont donc les deux volumes
 qui viennent si opportunément nous
 rappeler les criminels exploits des
 Jacobins de la grande Révolution, à
 un moment où leurs descendants
 s'essaient à marcher sur leurs traces,
 avec des procédés moins violents,
 mais avec le même esprit anti-
 religieux, antisocial, antipatriotique.
 C'est une réduction très habilement
 faite, prenant dans la grande édition
 tout ce qu'il y a de saillant, négli-
 geant les détails et les indications de
 sources. Comme ces volumes ont une
 justification plus grande que celle
 des six volumes de 1880-1882, ils re-
 présentent plus de la moitié de ceux-
 ci, lesquels, d'ailleurs, contenaient, en
 outre, un journal du tribunal révo-
 lutionnaire occupant de nombreuses
 pages, ainsi que la liste de toutes les
 personnes traduites au tribunal révo-
 lutionnaire, liste qui, avec la table
 générale des matières, remplissait
 une bonne partie du sixième volume.

C'est donc un livre de lecture que
 nous offre l'éminent historien, à côté
 du livre d'érudition, qui conserve
 toute sa valeur, et auquel la plupart
 de ceux qui liront ces deux volumes
 voudront recourir, pour ne rien
 perdre des détails si patiemment
 rassemblés et si habilement coord-
 onnés. M. Wallon n'a pas craint de

s'imposer un nouveau labeur, pour mettre à la portée de tous les principaux éléments de sa grande *Histoire*. C'est avec autant de respect que de gratitude que tous les amis de la vérité saluent ce nouveau fruit de sa verte vieillesse. G. DE B.

Deux victimes de la Terreur :

La princesse Lubomirska, M^{me} Chalgrin, par CASIMIR STRYIENSKI. Paris, Girard et Villerelle, 1899, in-18 de 174 p.

Dans l'église d'Opole (Ukraine), une tablette rappelle le souvenir de la princesse Lubomirska, née Chodkiewicz; dans les écoles du duché de Posen, un petit livre d'histoiettes a popularisé son histoire ou sa légende. C'était une jolie femme de vingt-cinq ans, que le goût des plaisirs (nous ne comprenons guère cela aujourd'hui) amena à Paris en 1793; un soupçon, égaré sur elle, la fit arrêter et la livra au tribunal révolutionnaire. M. Stryenski a relevé bien des pièces curieuses d'où ressort, pas toujours à son avantage, la physionomie de la belle Polonaise. — M^{me} Chalgrin était, comme on sait, une fille de Joseph Vernet. Arrêtée à Passy à raison d'une correspondance suspecte qui n'était pas à elle, les sollicitations de son frère Carle furent impuissantes à la sauver. Il y a là une anecdote qu'on répète sans cesse sur David; est-elle bien authentique? Pourquoi ne signale-t-on jamais le silence de son mari, Chalgrin? Le divorce suffit-il à excuser son indifférence? Le Louvre possède le portrait de cette jeune femme par David. « Le fond du tableau est d'un rouge sang qui fait frémir, » dit avec raison M. Stryenski. La figure même en garde quelque chose d'égaré. VICTOR PIERRE.

T. LXVII. 1^{er} AVRIL 1900.

The real French revolutionist, by HENRY JEPHSON. London, Macmillan, 1899, in-12 de x-433 p.

Sous ce titre singulier, M. Jephson nous donne l'histoire de la guerre de la Vendée depuis son origine jusqu'à la fin du régime de la Terreur. Son but a été de faire le tableau des atrocités sans exemple dont les Vendéens ont été victimes, et d'établir qu'elles n'ont point été l'œuvre d'un petit nombre de monstres, mais du parti jacobin tout entier. La thèse qu'il soutient n'est que trop facile à vérifier. Aussi Carrier, lors de sa mise en accusation, était bien fondé en disant à la Convention : « Si je suis criminel, tout est coupable ici, jusqu'à la sonnette du président. »

Ce que l'on peut regretter, c'est que M. Jephson ait donné à son livre les allures du pamphlet, plutôt que celles de l'histoire. Son style n'est point celui qui convient à ce genre de composition; il semble se complaire dans les expressions impropres ou vulgaires. Peut-être a-t-il cherché ses modèles dans la presse quotidienne, qui peut du moins invoquer à sa décharge la rapidité forcée du travail. Mais M. Jephson se croit au-dessus des règles auxquelles est soumise une œuvre historique. Il s'est abstenu de toute note, et n'indique jamais où il a puisé les citations qu'il donne dans son texte; il se borne à donner à la fin du volume la longue liste des écrits qu'il a consultés, en sorte qu'il ne laisse au lecteur que le choix, ou de le croire sur parole, ou de recommencer tout le travail auquel il s'est lui-même livré.

Nous ne pouvons nous dispenser de remarquer que si M. Jephson a beaucoup consulté de livres et même d'articles de revue relatifs à son sujet, il semble avoir complètement

ignoré l'existence des Mémoires de la comtesse de la Bouère, de ceux de M^{re} de Sapinaud, de l'Histoire d'une famille vendéenne par Boutilier de Saint-André, enfin des Mémoires de Poirier de Beauvais, qui, étant l'œuvre d'un homme souvent appelé au conseil des chefs vendéens, rédigée au lendemain des événements, est peut-être ce qui existe de plus instructif sur la guerre de la Vendée.

Nous ne voudrions pas avoir l'air d'accabler de chicanes un auteur au fond bien intentionné, comme l'est M. Jephson. Mais quel besoin avait-il de se jeter dans les phrases déclamatoires sur l'inquisition, ou sur la tyrannie de l'ancien régime? A-t-il encore à apprendre que ce régime était indulgent jusqu'à la faiblesse, et faible jusqu'à l'inertie? Il aurait pu également se dispenser d'adresser une imputation injurieuse au comte d'Artois sur la foi d'une prétendue lettre de Charette, qu'on sait bien être l'œuvre d'un agent du gouvernement révolutionnaire. Avant d'accuser le comte d'Artois de ne pas s'être jeté de l'île d'Yeu dans la Vendée, il faudrait comprendre que les soldats de Charette ayant été refoulés dans l'intérieur, il ne pouvait y pénétrer que de la même façon qu'y entra M. de Rivière, c'est-à-dire seul, la nuit, et à la course. L'arrivée d'un prince du sang au milieu des Vendéens dans de pareilles conditions, quand ils s'attendaient à recevoir en même temps tout ce dont ils manquaient absolument, de l'artillerie, des hommes capables de s'en servir, de l'argent et des munitions, n'aurait eu d'autre résultat que de les plonger dans le plus profond désespoir.

L. DE N.

La réunion des Grisons à la Suisse. *Correspondance diplomatique de Florent Guiot avec Talleyrand, le Directoire et les gouvernements helvétique et grison*, publiée par Émile DUNANT, avec une introduction et des notes. Paris, Félix Alcan, et Genève, Georg et C^{ie}, 1899, gr. in-8 de LN-487 p.

Florent Guiot, résident de France près les Ligues Grises, avait pour mission d'obtenir la réunion de la république des Grisons à la république helvétique : la négociation dura une année, d'avril 1798 à avril 1799, et, à travers bien des difficultés, elle fut consommée grâce à l'intervention de Masséna. L'ensemble de cette correspondance forme donc un tout bien défini. Elle est conservée aux archives du ministère des affaires étrangères ; les volumes XXXVIII et XXXIX du fonds Grisons comprennent les originaux des dépêches de Florent Guiot à Talleyrand et les minutes des dépêches de Talleyrand à Florent Guiot. Les copies du volume XL combinent quelques lacunes des deux autres. On y a joint la correspondance des députés grisons.

Pour la commodité du lecteur et l'ordre des négociations, ces documents sont divisés en quatre parties : 1° *La réunion proposée*, janvier-août 1798 ; 2° *La réunion repoussée*, août-mi-octobre 1798 ; 3° *La réunion ajournée*, octobre 1798-mars 1799, et 4° *La réunion consommée*, mars-avril 1799. Cette publication coïncide ainsi avec le centenaire de la réunion des Grisons à la Suisse.

Florent Guiot, quelques réserves qu'il y ait lieu de faire sur son rôle de conventionnel, montre dans les négociations de la modération, une grande culture d'esprit, de la perspicacité et de la fermeté ; chose assez rare chez les agents du Directoire, il

se fit remarquer par sa bienveillance envers le peuple auprès duquel il résidait. Sa correspondance n'a pas un intérêt exclusivement diplomatique; elle renseigne le lecteur sur les mœurs privées comme sur les agitations politiques. Ce recueil n'en est pas moins un peu spécial, bien que l'éditeur, soit par sa lumineuse introduction, soit par les notes, sobres pourtant, dont il a accompagné sa publication, en ait su rendre la lecture facile et presque agréable.

Victor PIERRE.

Fragments et souvenirs, par le comte DE MONTALIVET. Tome II. Paris, Calmann-Lévy, 1900, in-8 de 586 p.

Le second volume de l'œuvre du comte de Montalivet n'a que dans sa moindre partie (p. 1-191) le caractère d'inédit. Le surplus n'est que la reproduction de deux écrits, dont l'un intitulé : *Le roi Louis-Philippe et la liste civile* (p. 192-391), a paru dans la *Revue des Deux Mondes* en 1851; l'autre, sous le titre de : *Rien, dix-huit années de gouvernement parlementaire* (p. 392-583), a été publié séparément en 1865 pour répondre à une attaque de M. Rouher contre le régime tombé en 1848.

La partie inédite, qui seule doit nous occuper, contient d'abord des notes sur la vie habituelle et intime de Louis-Philippe (p. 1-44); puis le récit d'une discussion vraiment caractéristique qui eut lieu entre ce prince et M. Thiers, en septembre 1836 (p. 45-53); enfin une histoire assez complète des préliminaires de la Révolution (p. 54-107) et des journées de février (p. 108-191). Celle-ci est un document historique d'un puissant intérêt; il donne au livre entier une

importance que sans cela il serait difficile de lui attribuer.

M. de Montalivet n'était pas seulement le plus chaud partisan du régime de 1830; il était de plus l'ami le plus dévoué de son chef, non certainement le conseiller le plus écouté, mais celui qui avait le plus le droit de tout dire, ses observations étant rarement prises en mauvaise part. Il a donc été parfaitement renseigné; en même temps il s'explique sans déguisement, et l'on peut compter sur sa véracité. Sans doute il atténue les circonstances les plus pénibles pour son attachement; mais ce sont des détails de faits sans conséquence et d'ailleurs généralement connus. Son récit de la révolution de février n'en est pas moins probablement le plus véridique qui ait encore été donné. Quant à ses appréciations, elles portent trop fortement l'empreinte de ses affections ou de ses antipathies personnelles, pour que l'on soit fort tenté de s'y soumettre. Ainsi, à ses yeux, l'impopularité de M. Guizot, qu'il détestait, devient la principale cause de la révolution de 1848. Il n'a pas senti combien cette influence était légère, et combien l'impopularité du ministre était inoffensive à côté de celle qui s'attachait au souverain. Malgré des qualités réelles, les seules faces de son caractère que l'attachement de M. de Montalivet lui permette de voir, Louis-Philippe s'était rendu odieux, non seulement à ses adversaires de droite et de gauche, mais à beaucoup de partisans de son propre gouvernement. Simple prince du sang, il s'était décrié en apportant à la défense de ses intérêts privés un esprit de rapacité mesquine. Mais ce qu'on ne pouvait surtout lui pardonner, c'était la duplicité dont il avait fait preuve

envers Charles X, son parent et son bienfaiteur. M. de Montalivet le répète, non sans une sympathique admiration (p. 43) : « enfin, pendant toute la durée de la seconde restauration qui le vit — d'après un mot de lui dans une de nos conversations de Saint-Cloud — se créer « l'aptitude » pour un 1830 possible. » Ce genre de calcul avait soulevé la répulsion aussi bien des républicains que des royalistes. A peine monté sur ce trône qu'il avait si longtemps convoité, il sembla prendre plaisir à braver l'opinion par les rapports de la plus incroyable inconvenance qu'il afficha avec M^{me} Feuchères, et par la protection scandaleuse qu'il lui accorda; les rumeurs les plus outrageantes en furent la conséquence nécessaire. Faut-il rappeler son rôle à l'égard de sa nièce, la duchesse de Berry? En réalité, le plus grand obstacle contre lequel le régime de 1830 s'est toujours heurté, ce fut la profonde répulsion que le caractère de son chef avait soulevée. Pour déterminer son effondrement, il ne fallait qu'un moment de défaillance : il ne manqua pas de se produire.

Un point sur lequel M. de Montalivet s'explique avec plus de liberté qu'il n'est d'usage de le faire, c'est l'intrigue qui s'agitait en secret pour remplacer ce qui existait par la régence de la duchesse d'Orléans. Dire la conspiration serait aller trop loin : la duchesse, se conformant aux exemples qu'on lui avait donnés, s'était bornée à se créer, elle aussi, « une aptitude. » Ce travail souterrain fut cependant la cause sans doute la plus efficace du renversement de la monarchie de juillet. Par un étrange coup du sort, le parti qui croyait s'être emparé du pouvoir fut balayé en quelques instants, et disparut sans

résistance devant une poignée d'émeutiers.
L. DE N.

Mélanges de littérature et d'histoire religieuses, publiés à l'occasion du jubilé épiscopal de Mgr de Cabrières. Tomes I et II, le tome III sous presse. Paris, Alph. Picard et fils, 1899, in-4 de vi-576 et 460 p.

J'avoue ne pas beaucoup goûter ces recueils hétérogènes qu'on a pris l'habitude de publier en l'honneur de hauts personnages du monde intelligent ; l'unité fait défaut et souvent aussi l'intérêt. Les « premiers sujets », préoccupés par des études personnelles et la mise au point d'ouvrages importants, fouillent dans leurs tiroirs et y ramassent quelque morceau oublié qu'ils adaptent tant bien que mal et qui n'a souvent d'autre valeur que la signature ; les seigneurs de moindre importance, ceux que les éditeurs de livres et de revues dédaignent encore, sautent sur l'occasion de se produire et le font parfois avec une prolixité lamentable ; quelquefois aussi, il faut bien le dire, les jeunes trouvent là une occasion de se produire et de révéler au monde savant des trésors de conscience et même de talent : alors c'est tant mieux. Malgré tout, les volumes de *Mélanges* se présentent ordinairement sous un aspect quelque peu chaotique, et, pour y trouver dix bonnes pages, il faut en absorber cent qui sont complètement dépourvues d'intérêt.

Il semble que la très noble et très sympathique figure du vénérable évêque de Montpellier ait porté bonheur à ceux qui ont pris la plume en son honneur. Le metteur en œuvre, l'abbé Douais, aujourd'hui Mgr Douais, évêque de Beauvais, était doublement préparé à sa tâche : par son grand

savoir historique, et par le filial attachement qu'il portait à son évêque. Pour être inachevée encore, la publication se présente très bien et tombe, moins peut-être qu'aucune autre, sous les critiques dont je faisais mention en débutant.

Trente-quatre mémoires remplissent ces deux volumes; M. Gaston Boissier, le R. P. Denifle, l'abbé Duchesne et Mgr Batiffol ont donné de courtes mais substantielles études; en général, les chapitres ont de vingt à trente pages; il s'en trouve un cependant (le P. Germer-Durand) de dix-sept lignes (*une inscription trouvée à Pella*) et un autre de cent trente pages! Mgr Douais a ouvert le premier volume par une magistrale dissertation, où se trouvent mises au point les récentes controverses sur l'*Origine de l'épiscopat*, et puisse l'entrée du nouveau prélat dans le corps épiscopal réserver autant de joies à l'Eglise que le mémoire fait d'honneur à la collection entreprise sous sa direction! P. PISANI.

La Faculté de Paris et ses docteurs les plus célèbres, par M. l'abbé FERET. *Époque moderne. T. I. XVI^e siècle*. Paris, Alph. Pitard et fils, 1900, in-8 de viii-462 p.

M. l'abbé Feret, connu par ses études savantes sur l'ancienne Université de Paris, publie le premier volume de la série consacrée à l'époque moderne. Affaires académiques et questions théologiques sont examinées tour à tour; les principaux sujets abordés sont la lutte des religieux et des séculiers au sein de la Faculté, les difficultés opposées à l'établissement des Jésuites en France, la crise protestante, notamment à Paris, les délibérations relatives au concordat

de François I^{er}, au divorce de Henri VIII, au concile de Trente, au calendrier grégorien; un grand nombre de menus incidents de la vie universitaire fournissent l'occasion de citer un grand nombre de faits curieux ou intéressants, qui ne se trouvaient que dans les ouvrages spéciaux.

Malheureusement, les digressions et redites, et en général le plan adopté par l'auteur, ne permettent pas d'apprécier à sa juste valeur son abondante moisson historique; je ne sais même pas s'il serait téméraire de dire qu'il y a là moins un livre qu'un recueil de matériaux pouvant être utilisés pour en composer un; en tout cas, le reproche s'adresserait moins à M. l'abbé Feret qu'à toute une école historique, et cette école croit avoir de bonnes raisons pour rester fidèle aux méthodes qu'elle juge plus scientifiques. P. PISANI.

Monographie de la cathédrale d'Angers, par Joseph DENAIS. Paris, H. Laurens, 1899, in-8 de xxiv-499 p.

Dieu merci, le temps n'est plus où quelques phrases sur les arceaux « gothiques » de nos cathédrales, quelques planches mal creusées sur le bois, suffisaient à conquérir toute notre admiration. Dieu nous garde de faire fi de ces premiers archéologues, de ces artistes du commencement du siècle; grâce à eux, le goût est venu d'admirer nos monuments de Paris et de la province. Les sociétés savantes, les commissions archéologiques sont nées; et procédant d'œuvres imparfaites, les monographies telles que celle-ci sont bien près de l'impeccabilité.

Pour commencer par les critiques, il aurait fallu (semble-t-il) un format

plus spacieux, des planches plus larges, encore plus d'« enluminure, » comme on eût dit au moyen âge. Et cela d'autant plus que le texte est excellent et que l'auteur a mis un soin jaloux à faire une œuvre d'érudition méticuleuse où pas un point (que je sache) ait été omis. Il a tout remué, tout scruté : pierres et archives. Aussi quand on le lit, si documenté, on regrette qu'il n'y ait que sept planches et un plan ! A l'œuvre si merveilleusement finie de M. Denais, il eût fallu une amplitude de gravures et de reproductions.

Un historique général, tout d'abord, nous fait connaître les vicissitudes du monument et de ses différentes parties. Puis une bonne bibliographie générale relate les sources manuscrites et les sources imprimées. Pour les premières, les bibliothèques de Château-Gontier, Rouen et Tours ont fourni des renseignements très appréciables.

La description de l'extérieur révèle d'intéressants travaux du xii^e siècle : le grand portail, l'Apocalypse, les apôtres, les anges. Sur le clocher, on remarque saint Maurice et ses compagnons, de la même date. Des tours, des cloches, des horloges, peu de choses à dire, bien que M. Denais les ait toutes relatées, mais j'y renvoie le lecteur. Le « haranier, » ou petit clocher, est curieux.

En entrant dans le monument, les voûtes, qui font l'admiration de notre collaborateur et ami M. Joseph Berthélé, retiennent toute notre attention. Voici les orgues, le chemin de la croix (moderne), le baptistère du roi Marcille (romain), les chapelles, les nombreux tombeaux, les autels, les chaires, les tableaux. Rien de ce qui a existé et de ce qui existe n'a échappé à l'investigation de M. Denais.

Simplement, sans phrases, mais dans un style clair et avenant, il a tout décrit. Cent pages pour la nef, soixante-dix pour le transept, une cinquantaine pour le chœur.

Un petit chapitre pour le trésor, deux grands pour les tapisseries et les vitraux ; trois bonnes tables, l'une concernant les représentations graphiques, l'autre les planches, la troisième les noms, terminent le volume.

Il nous semble impossible d'être plus complet, car il n'y a aucune partie qui n'ait été traitée avec toute l'ampleur et toute la finesse désirables. Ce qui enchante l'érudit, dans cet ouvrage, c'est qu'il est bourré de faits, de remarques, de noms et de dates, que pas une ligne n'est vide, que toutes sont utiles. Quel plus bel éloge peut-on faire d'un livre qui, inspiré par les plus nobles sentiments, a été conçu et mené à bien d'après les meilleures méthodes ?

C. A. B.

Les Impôts en Suisse. Asalette. Quotité. Mesures d'exécution. Étude de droit public comparé et d'économie nationale, par Max de CÉRENVILLE. Lausanne, Corbaz ; Paris, Chevalier-Marescq, 1898, gr. in-8 de vm-240 p. et 25 tableaux.

• Impôt unique sur le capital, impôt unique sur le revenu, impôt mixte sur le capital et le revenu, impôt de capitation, impôt de ménage, impôt de citoyen actif, impôts de luxe, taxes, patentes, impôts de consommation, monopoles douaniers, tous les systèmes qu'ont jamais pu inventer et préconiser les théoriciens de l'impôt ont trouvé des adeptes sur la terre hospitalière de Suisse et s'y sont donné rendez-vous pour tondre

le contribuable helvétique, qui peut être appelé à payer l'impôt cantonal seulement sous vingt-cinq formes différentes. • Se renfermant dans le domaine de la science économique proprement dit et examinant ce qu'est l'impôt en réalité, quelles sont les personnes qu'il frappe, quels sont ses effets sur la situation économique et politique du pays où il est établi, l'auteur présente un aperçu systématique et critique des législations fiscales en vigueur dans les vingt-cinq cantons ou demi-cantons.

Il constate tout d'abord que la conception du rôle de l'État s'est singulièrement modifiée depuis quarante ans, qu'aujourd'hui il s'arroge le droit de s'ingérer dans toutes les branches de l'activité humaine, d'où, comme conséquence fatale, l'élévation des dépenses et la nécessité d'une revision constante des lois de l'impôt pour le rendre plus productif. En 1886, le produit total des taxes perçues en Suisse était de 90 millions ; il s'est élevé en 1896 à 149,730,900 fr. C'est une augmentation de 66 %, pour l'ensemble. L'augmentation n'est pas moindre de 160 %, si l'on considère les seuls impôts fédéraux.

Il y a, en effet, en Suisse, trois classes d'impôts : les impôts fédéraux, les impôts cantonaux et les impôts communaux. M. de Cérenville consacre vingt-cinq tableaux au résumé aussi succinct que possible de la situation de chacun des cantons, au point de vue des taxes.

Les 149,730,900 fr. de 1896 se répartissent ainsi entre les trois caisses distinctes :

- Caisse fédérale 58,163,300 fr.
- cantonale 50,340,600
- communale 41,227,000

La charge par tête est de 49 fr. 25, savoir : impôt fédéral, 19 fr. 13 ; canto-

nal, 16 fr. 56 ; communal, 13 fr. 56. Mais ce n'est là qu'une moyenne. Dix-neuf cantons sont au-dessous de cette moyenne, six au-dessus. Le contribuable le moins taxé est celui de l'Obwald, qui ne paie que 27 fr. 81 ; le plus taxé, celui de Bâle-ville, dont la charge s'élève à 98 fr. 19.

Comte de LUÇAY.

Bernadotte roi, par Christian SCHEFER. Paris, Alcan, 1899, in-8 de viii-296 p.

Dans un style facile, d'une agréable lecture, d'un ton familier mais sobre, M. Christian Schefer nous peint à grands traits la vie « royale » de Bernadotte. Quelques réminiscences sur son passé militaire et sa première carrière lui suffisent ; il limite son sujet à la période où l'ancien sergent « Belle jambe » fut prince royal (1810-1818) et roi de Suède et de Norvège (1818-1844). Il s'efforce de se tenir à distance égale du panégyriste, comme Touchard-Lafosse, et du détracteur, comme Nauckhoff ; il tire quelque profit des Mémoires de Schinkel, essayant de dégager la physiologie du prince des nombreux documents amoncelés là sans classement. En réalité, les pièces de premier ordre font grand défaut pour écrire cette histoire, et l'auteur a dû remplacer par sa sagacité tout ce qui manquait à la bonne volonté de sa patience et de son labeur. Dans son « avant-propos », il avoue et ces difficultés et ces lacunes, il dit quelle méthode il a cru pouvoir employer pour tourner les unes et combler les autres. Un certain nombre de dépêches diplomatiques des affaires étrangères lui ont été fort utiles.

Six parties composent le livre :
I. L'arrivée en Suède et les débuts du

prince royal. — II. Sa politique vis-à-vis de l'Europe, et ses habiles intrigues de 1812 à 1814 pour ne pas se compromettre dans son ancienne patrie, tout en gagnant pour son nouveau pays un royaume de plus : la Norvège. — III. Son avènement, entouré des circonstances les plus pompeuses, les plus traditionnelles, les plus satisfaisantes pour le cérémonial et l'apparat. — IV. Comment il exerce son métier de roi : il règne et gouverne; déployant toute son activité, tout son zèle, toute sa présence d'esprit à s'assimiler (moins la langue cependant) les usages de ses sujets et parvenant, par un effort méritoire et constant, à satisfaire sur ce point délicat les plus difficiles. Il y a là, sur sa vie intime, des détails curieux et tout à fait caractéristiques. — V. Malgré tout, son front ne demeura pas sans épines sous cette couronne très régulièrement portée; il connut une opposition tant parlementaire que nationale. Ces opposants, Charles-Jean les redoutait, hanté par le souvenir des intrigues et des menées ténébreuses dont la famille royale avait été la victime sous ses prédécesseurs. Devenu roi légitime, il arrête l'évolution de la révolution à lui-même et il est aussi conservateur que n'importe quel vieil autocrate. Enfin des difficultés avec les Norvégiens troublaient de temps à autre sa quiétude. — La diète de 1840-1841 imposa des réformes qui furent loin de lui plaire toutes; cependant il assura ainsi la paix de ses dernières années, qui se terminèrent doucement le 8 mars 1844.

Une dernière partie (VI) résume l'œuvre de l'homme, l'œuvre personnelle de l'homme et du roi. En fin de compte, une impression favorable se dégage de cet examen posthume; sans doute, le hasard fut pour beau-

coup dans l'aventure prodigieuse qui porta dans l'extrême nord ce Gascon bavard, hâbleur et de scrupules légers; et, si nous sommes habitués, avec raison, à ne considérer Bernadotte que comme un homme ordinaire et peu sympathique, les Suédois ont leurs motifs, légitimes aussi, de faire plus de cas d'un monarque qui n'a pas laissé périr en ses mains leurs destinées.

G. DE G.

Les Musées d'Europe. *Le musée du Louvre*, fascicules 1 et 2. Paris, Société d'éditions artistiques, 32 et 34, rue Louis le Grand, gr. in-4. Prix de chaque fascicule, 7 fr.

Nous nous bornons ici à annoncer cette publication hors ligne, tant par les dessins qui y sont joints que par les commentaires. Rien ne peut venir plus à propos au moment où les esprits distingués se préoccupent d'introduire l'histoire de l'art dans l'enseignement secondaire. Ces deux fascicules contiennent quinze photographies in-4, reproduisant avec une perfection rare les aspects du Louvre, notamment les grandes caryatides de Jean Goujon, le pavillon de Sully et la galerie sur le quai. La *Revue* examinera en détail cette publication, qui mérite la plus sérieuse attention des amateurs, des savants et de ceux qui président à l'enseignement, sur un objet qui est l'une des gloires incontestables de la France.

A. D'AVAILL.

L'Histoire de l'art dans l'enseignement secondaire, par Georges PERROT, membre de l'Institut. Paris, Chevalier-Marescq, 1900, in-12 de 158 p.

Avec l'autorité qui appartient à ses

travaux et à sa position, M. Perrot recommande chaudement l'étude de l'histoire de l'art au cours de l'enseignement secondaire. Il indique dans quelles conditions on le devrait faire. Avec beaucoup d'à-propos, il veut éviter que l'uniformité ne soit imposée à tous les établissements. L'art devra être rattaché à l'histoire.

Quae sunt oculis subjecta fidelibus entrent facilement dans l'esprit et ont chance d'y rester. Chaque établissement possède au moins sept classes, sans compter les salles d'études. Le mieux, à mon avis, serait d'exposer dans chaque pièce les monuments correspondant à l'époque de l'histoire qui y est enseignée. Il n'en faut qu'un petit nombre, même un seul : un temple indien, une mosquée du Caire, le Parthénon, Notre-Dame de Paris ou d'Amiens, le château de Blois, Versailles.... On y ajouterait quelque œuvre capitale de peinture. A partir du Poussin, je sauterais à pieds joints jusqu'à Gros. Si vous laissez l'élève partir pour Cythère avec Watteau, vous ne le retrouverez plus au massacre de Chio et au lion de Barye. La démocratie *pivote*, suivant une expression de C. Fourier, en Pompadour, voire même en Dubarry. L'enfant aux yeux bleus vous demandera encore de la poudre et des balles; mais les filles du concierge et d'autres vous demanderont de la poudre et des mouches.

Toute personne qui s'intéresse à l'enseignement devra lire le livre de M. Perrot, qui a prêché d'exemple, et en faire profit en appliquant ses préceptes à chaque nature d'établissement et d'élèves.

A. D'AVRIL.

La sincérité religieuse de Chateaubriand, par M. l'abbé BERTRIN, docteur ès lettres. Paris, Victor Lecoffre, 1900, gr. in-18 de 410 p.

Chateaubriand fut-il sincère en se déclarant chrétien? Le fut-il quand il écrivit le *Génie du christianisme*? Le fut-il dans la suite de sa vie? La question est, sans doute, délicate : posée au sujet d'un simple particulier, elle serait indiscret. Mais un homme comme Chateaubriand doit, plus que tout autre, des comptes à l'opinion. Son grand ouvrage de 1802 marqua chez lui une évolution religieuse qu'il proclama lui-même; il fut le signal pour les esprits de sa génération d'une orientation nouvelle; lorsqu'il parut, il fut presque officiellement associé à la pacification religieuse et au Concordat qui en était le signe. Comment s'étonner dès lors que la conscience même des indifférents, par un besoin de logique qui veut que les actes s'accordent avec les paroles, ait demandé compte à Chateaubriand de sa conduite morale et qu'elle se soit étonnée qu'il ait paru traiter sa foi avec certain sans-façon, la reprenant ou la délaissant au gré de ses caprices, tout en s'obstinant à la proclamer?

On lit avec plaisir le livre de M. l'abbé Bertrin; il est très informé; sa discussion est rapide, entraînante; mais trop d'incidents de la vie de son auteur ne permettent pas de conclure d'une façon aussi absolue qu'il le fait. Il y a, si j'ose dire, un peu de raideur dans sa thèse; plus souple et avec quelques concessions, elle serait plus près de la vérité. On adhère, mais au prix de quelles réserves!

Comme tant d'autres, j'ai noté (p. 335) le passage que Sainte-Beuve a attribué à Chateaubriand, qu'il a cité maintes fois et que citent après lui tous les critiques. M. l'abbé Bertrin a eu, le

premier, l'idée de le chercher soit dans les *Mémoires d'outre-tombe*, soit dans les autres ouvrages de Chateaubriand : IL NE L'A PAS TROUVÉ. Cette observation est grave. Serait-ce une invention de Sainte-Beuve, un pastiche dont Sainte-Beuve serait l'auteur ? Le public littéraire s'en est ému à bon droit, et, jusqu'à présent, ce n'est pas l'austère Sainte-Beuve qui triomphe. Il est sur la sellette. — De nouvelles recherches de M. l'abbé Bertrin (*Cor-*

respondant, 10 mars 1900) il résulte que le passage existe dans un manuscrit des *Mémoires d'outre-tombe* ; que Sainte-Beuve, qui en avait entendu la lecture, l'a retravaillé lui-même à loisir, allongé, interpolé, souvent gâté, et que, après ce grave tort, il a eu encore celui de trahir la confiance de l'auteur en publiant des lignes que celui-ci avait condamnées à ne pas paraître, surtout sous cette forme.

VICTOR PIERRE.

Le Gérant : L. PIQUET.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTE-SEPTIÈME VOLUME

LIVRAISON DU 1^{er} JANVIER 1900

LA PÉNITENCE DANS L'HISTOIRE, A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT, par M. le docteur V. Ermoni	5
L'INVASION ANGLAISE SOUS CHARLES VI. — DERNIÈRES BATAILLES NAVALES, par M. Ch. de la Roncière	56
LES FRANÇAIS A TUNIS, DE 1600 A 1789, par M. Alfred Spont .	88
UN ÉDUCATEUR DE L'ARMÉE FRANÇAISE. — LE GÉNÉRAL DE MELFORT, par M^{lle} Clarisse Bader	148
SAVARY EN ESPAGNE, par M. Geoffroy de Grandmaison . .	188
MÉLANGES : SAINT WANDRILLE ÉTAIT-IL APPARENTÉ AUX ROIS MÉROVINGIENS ET AUX ROIS CAROLINGIENS ? par M. l'abbé Vacandard	214
UNE CONFÉRENCE DE FUSTEL DE COULANGES SUR COL- BERT, par M. Léon-G. Pélissier	228
UN BAILLIAGE SEIGNEURIAL AU XVIII ^e SIÈCLE, par M. l'abbé L. Froger	235
LA RÉUNION DES PROVINCES SEPTENTRIONALES A LA COURONNE PAR PHILIPPE AUGUSTE, par le comte Maxime de Germiny	245
COURRIER ITALIEN, par M. Léon-G. Pélissier	254
CHRONIQUE, par M. E.-G. Ledos	278
REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES, par M. Albert Isnard . . .	292
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE	309

LIVRAISON DU 1^{er} AVRIL 1900

JULIEN CÉSAR. — LES DÉBUTS DU RÈGNE, par M. Paul Allard .	353
LA BARQUE LÉGENDAIRE DE SAINT ANTONIN, APÔTRE ET MARTYR DE PAMIER, par M. l'abbé Daux	402

JOACHIM DE FLORE, SES DOCTRINES, SON INFLUENCE, par M. Paul Fournier	457
LE GÉNÉRAL JARRY ET L'INCENDIE DE COURTRAI PAR L'ARMÉE FRANÇAISE EN 1792, par M. Arthur de Ganniers	506
LES SUCCEPSEURS DE BONAPARTE EN ÉGYPTE : KLÉBER ET MENOU, par M. François Rousseau	554
MÉLANGES : LES DEUX VIES DE SAINT ANSBERT, ÉVÊQUE DE ROUEN, ET LA CRITIQUE, par M. l'abbé Vacandard	600
UNE NOUVELLE HISTOIRE UNIVERSELLE, par M. Henri Froidevaux	613
UNE THÈSE SUR LE ROYAUME DE LORRAINE SOUS LES CAROLINGIENS, par M. Paul Fournier	619
MENENDEZ Y PELAYO ET L'ÉRUDITION ESPAGNOLE, par le comte de Puymaigre	622
COURRIER ITALIEN, par M. Léon-G. Pélissier	627
CHRONIQUE, par M. E.-G. Ledos	635
REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES, par M. Albert Isnard	652
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE	671

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Einleitung in die Chronologie, par le docteur B.-M. Lersch. Tome I.	671
Les Villes antiques. — Rome. — Carthage. — Athènes. — Jérusalem. — Restaurations archéologiques, par M. Paul Aucler	309
Les Grands domaines dans l'Empire romain d'après des travaux récents, par M. Edouard Beaudoin	311
Die palastinischen Martyrer des Eusebius von Caesarea in ihrer zweisachen Form. Eine Untersuchung zur Entstehungsgeschichte der Historia ecclesiastica des Eusebius von Caesarea, par A. Halmel, ...	312
Lehrbuch der Kirchengeschichte, par Knöpfler	671
Saint Nicolas I ^{er} , par Jules Roy	673
Études critiques sur divers textes des x ^e et xi ^e siècles, par Jules Lair. I. Bulle du pape Sergius IV; lettres de Gerbert	673
Innocent VI et Blanche de Bourbon; lettres du pape publiées d'après les registres du Vatican, par Georges Daumet	675
Lettres apostoliques de S. S. Léon XIII, t. V.	313
A propos de l'infailibilité du pape, par A. Justice.	676
Fra Girolamo Savonarola, a biographical study based on contemporary documents, by Herbert Lucas, S. J.	313
Les Lois de la civilisation et de la décadence, essai historique, par Brooks Adams, traduit de l'anglais par Auguste Dietrich	314

TABLE DES MATIÈRES DU SOIXANTE-SEPTIÈME VOLUME. 701

Histoire des doctrines économiques, par Luigi Cossa.	315
French History for schools, by Katharine Stephen	676
Caesar's conquest of Gaul, by T. Rice-Holmes	677
Les Trésors de monnaies romaines et les invasions germaniques en Gaule, par Adrien Blanchet.	678
Études critiques sur les sources de l'histoire carolingienne, par M. Gabriel Monod. 1 ^{re} partie : Introduction. Les Annales caro- lingiennes. Premier livre : Des origines à 829.	315
Charles le Simple, par Aug. Eckel	679
Philipp II August, König von Frankreich, von Alex. Cartellieri. Livres I et II.	317
La Bataille de Muret, par Marcel Dieulafoy	319
Correspondance politique de Guillaume Pellicier, ambassadeur de France à Venise, 1540-1542, publiée par Alex. Tausserat-Radel.	680
La Guerre entre Louis XIII et Marie de Médicis (1619-1670), par Eusèbe Pavie.	681
Les Grands traités du règne de Louis XIV, publiés par Henri Vast. III	681
Le Drame des poisons. Études sur la société du xviii ^e siècle et plus particulièrement la cour de Louis XIV, d'après les Archives de la Bastille, par Frantz Funck-Brentano. Troisième édition	682
Un Secret d'État sous Louis XIV. Le prisonnier masqué de la Bas- tille, son histoire authentique, par Anatole Loquin (d'Orléans).	684
Mémoires de Saint-Simon. Nouvelle édition publiée par A. de Boislisle. T. XIV	685
Mémoires du chevalier de Quincy, publiés par Léon Lecestre. Tome II (1703-1709)	319
La Mission secrète de Mirabeau à Berlin (1786-1787), d'après les documents originaux des archives des affaires étrangères, avec introduction et notes, par Henri Welschinger	685
Correspondance de Thomas Lindet pendant la Constituante et la Législative, 1789-1792, publiée par Armand Montier	687
Robert Lindet, notice biographique, par Armand Montier, avec une préface de M. Étienne Charavay.	322
Le Tribunal révolutionnaire. 10 mars 1793-31 mai 1795, par Henri Wallon. Édition nouvelle	688
Deux confesseurs de la foi à la fin du xviii ^e siècle, par l'abbé F. Grenier	323
Deux Victimes de la Terreur : La princesse Lubomirska, M ^{me} Chal- grin, par Casimir Strylenski	689
The real French revolutionist, by Henry Jephson	689
La Réunion des Grisons à la Suisse. Correspondance diplomatique de Florent Guiot avec Talleyrand, le Directoire et les gouverne- ments helvétique et grison, publiée par Émile Dunant, avec une introduction et des notes	690

Chateaubriand. Mémoires d'outre-tombe. Nouvelle édition avec une introduction, des notes et des appendices, par Edmond Biré, t. II, III, IV et V	320
Mémoires de l'abbé Baston, publiés pour la Société d'histoire contemporaine par MM. Julien Loth et Ch. Verger. Tome III, 1803-1818.	321
Mémoire de Pons de l'Hérault aux puissances alliées, publié pour la Société d'histoire contemporaine par L.-G. Pélissier	324
Fragments et souvenirs, par le comte de Montalivet. Tome II.	691
L'Initiative parlementaire et la réforme du travail législatif, par Louis Michon	326
Mélanges de littérature et d'histoire religieuses, publiés à l'occasion du jubilé épiscopal de Mgr de Cabrières. Tomes I et II.	692
Gallia christiana novissima : Histoire des archevêchés, évêchés et abbayes de France, par le chanoine J. Albanès, complétée, annotée et publiée sous les auspices de Mgr Robert, évêque de Marseille, par le chanoine Ulysse Chevalier	327
La Faculté de Paris et ses docteurs les plus célèbres, par M. l'abbé Feret. Époque moderne. T. I. xvi ^e siècle	693
Ouvriers du temps passé (xv ^e et xvi ^e siècles), par Hauser	328
Histoire de l'enseignement libre dans l'ordre primaire en France, par Alfred des Cilleuls	330
Histoire des relations de l'Église et de l'État en France, de 1789 à 1870, par A. Debidour	331
Les Comtes de Bourgogne et leurs villes domaniales, étude sur le régime communal, forme de l'exploitation seigneuriale, d'après le Cartulaire de la ville d'Arbois (xiii ^e -xiv ^e siècles), par Louis Stouff	332
Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire. Chronique artésienne (1295-1304). Nouvelle édition et Chronique tournaisienne (1296-1304), publiées pour la première fois d'après le manuscrit de Bruxelles, par Frantz Funck-Brentano.	333
Les Barons de Châteauneuf-de-Mazenc, par Raoul de Vissac. Chroniques dauphinoises	334
Monographie de la cathédrale d'Angers, par Joseph Denais.	693
Cosimo de' Medici, par Dorothea Ewart	334
L'Allemagne et la Réforme. Tome V. L'Allemagne depuis la proclamation du formulaire de Concorde jusqu'au commencement de la guerre de Trente ans (1580-1618); par Mgr Janssen. Traduit de l'allemand sur la 13 ^e édition par E. Paris	336
Le Portugal et le Saint-Siège. I. Les épées d'honneur envoyées par les papes aux rois de Portugal au xvi ^e siècle. II. Les langes bénits envoyés par les papes aux princes royaux de Portugal, par le marquis Mac Swiney de Mashanaglass	337

TABLE DES MATIÈRES DU SOIXANTE-SEPTIÈME VOLUME. 703

Les Impôts en Suisse. Assiette. Quotité. Mesures d'exécution. Étude de droit public comparé et d'économie nationale, par Max de Cérenville	694
Diderot et Catherine II, par Maurice Tourneux	338
Bernadotte roi, par Christian Schefer	695
La Campagne de Minorque, d'après le journal du commandeur de Glandevéz et de nombreuses lettres inédites, par Raoul de Cisternes	339
Oberitalische Plastik im frühen und hohen Mittelalter, von Max G. Zimmermann	341
Giotto und die Kunst Italiens im Mittelalter, von Max G. Zimmermann. I. Voraussetzung und erste Entwicklung von Giotto's Kunst	341
Les Arts à la cour des papes Innocent VIII, Alexandre VI, Pie III (1484-1503). Recueil de documents inédits ou peu connus publiés par Eug. Müntz	342
Rome et la Renaissance, Essais et esquisses. Jules II, par Julian Klaczko	342
Les Musées d'Europe. Le musée du Louvre, fascicules 1 et 2	696
L'Histoire de l'art dans l'enseignement secondaire, par Georges Perrot	697
Le Cabinet secret de l'histoire, par le docteur Cabanès. Troisième série	343
Histoire de la maison de Chabannes, par le comte Henri de Chabannes	344
La Beaumelle et Saint-Cyr, d'après des correspondances inédites et des documents nouveaux, par Achille Taphanel	345
Un Évêque de l'ancien régime. Louis-Joseph de Grignan (1650-1722), par Léon Charpentier	346
Les Femmes dans la comédie française et italienne, au XVIII ^e siècle, par Charles Dejob	352
Correspondance inédite du général major de Martange, aide de camp du prince Xavier de Saxe, lieutenant général des armées (1756-1782), recueillie et publiée avec introduction et notes, par Charles Bréard	348
Soldats de Lorraine : Chevert, Oudinot, Exelmans, Lataye, Margueritte, par Paul Despiques, avec une préface de Paul et Victor Margueritte	349
Le Général Amédée de la Harpe, par le colonel Secretan	349
La dernière des Condé, par Pierre de Ségur	350
La Sincérité religieuse de Chateaubriand, par M. l'abbé Bertrin	697
Le Marquis de Blossenville, Souvenirs, par Louis Passy	351

NOMS DES AUTEURS CITÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

- ALBANÈS (le chanoine), 327.
 AUGLER (Paul), 309.
 BASTON (l'abbé), 321.
 BEAUDOUIN (Edouard), 311.
 BERTRIN (l'abbé), 698.
 BIRÉ (Edmond), 321.
 BLANCHET (Adrien), 678.
 BOISLISLE (A. DE), 685.
 BRÉARD (Charles), 348.
 BROOKS (Adams), 314.
 CABANÈS (Dr), 343.
 CARTELLIERI (Alex.), 317.
 CÉRENVILLE (Max DE), 694.
 CHABANNES (comte H. DE), 344.
 CHARPENTIER (l'abbé Léon), 346.
 CHATEAUBRIAND, 320.
 CHEVALIER (le chan. Ulysse), 327.
 CISTERNES (Raoul DE), 339.
 COSSA (Luigi), 315.
 DAUMET (Georges), 675.
 DEBIDOUR (A.), 331.
 DEJOB (Charles), 352.
 DENAIS (Joseph), 693.
 DES CILLEULS (Alfred), 330.
 DESPIQUES (Paul), 349.
 DIETRICH (Auguste), 314.
 DIEULAFOY (Marcel), 319.
 DUNANT (Émile), 690.
 ECKEL (Auguste), 679.
 EWART (Dorothea), 334.
 FERET (l'abbé), 693.
 FUNCK-BRENTANO (Frantz), 333, 682.
 GRENIER (l'abbé A.), 323.
 HALMEL (A.), 312.
 HAUSER, 328.
 JANSSEN (Mgr), 336.
 JEPHSON (Henry), 689.
 JUSTICE (A.), 676.
 KLACZKO (Julian), 342.
 KNÖPFER, 671.
 LAIR (Jules), 673.
 LERSCH (Dr B.-M.), 671.
 LINDET (Thomas), 687.
 LOQUIN (Anatole), 684.
 LOTH (l'abbé Julien), 321.
 LUCAS (Herbert), S. J., 313.
 MAC SWINEY (marquis), 337.
 MARTANGE (général DE), 348.
 MICHON (Louis), 326.
 MONOD (Gabriel), 315.
 MONTALIVET (comte DE), 691.
 MONTIER (Armand), 322, 687.
 MÜNTZ (Eugène), 342.
 PARIS (M^{lle} E.), 336.
 PAVIE (Eusèbe), 681.
 PASSY (Louis), 351.
 PELISSIER (Léon-G.), 324.
 PELLICIER (Guillaume), 680.
 PERROT (Georges), 697.
 PONS DE L'HERAULT, 324.
 QUINCY (le chevalier DE), 319.
 RICE-HOLMES (T.), 677.
 ROY (Jules), 673.
 SAINT-SIMON, 685.
 SCHEFER (Christian), 695.
 SECRETAN (colonel), 349.
 SÉGUR (Pierre DE), 350.
 STEPHEN (Katharine), 676.
 STOUFF (Louis), 332.
 STRYIENSKI (Casimir), 689.
 TAPHANEL (Achille), 345.
 TAUSSEERAT-RADEL (Alex.), 680.
 TOURNEUX (Maurice), 338.
 VAST (Henri), 681.
 VISSAC (Raoul DE), 334.
 WALLON (Henri), 688.
 WELSCHINGER (Henri), 685.
 ZIMMERMANN (Max-G.), 341.



**HOME USE
CIRCULATION DEPARTMENT
MAIN LIBRARY**

This book is due on the last date stamped below.
1-month loans may be renewed by calling 642-3405.
6-month loans may be recharged by bringing books
to Circulation Desk.
Renewals and recharges may be made 4 days prior
to due date.

**ALL BOOKS ARE SUBJECT TO RECALL 7 DAYS
AFTER DATE CHECKED OUT.**

AUG 25 1975 3 2

REC. CIR. FEB 4 '77

LD21—A-40m-12,'74
(S2700L)

General Library
University of California
Berkeley

YD 13006

5c

106468

$\frac{D1}{R5}$
V. 67

